

3325/30

# CODUL CIVIL

## ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN

CU DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ȘI

JURISPRUDENȚA DE LA 1868—1927

DE

**C. HAMANGIU**

CONSILIER LA ÎNALȚA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

ȘI

**N. GEORGEAN**

CONSILIER LA CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI



---

**VOLUMUL VI**

**DOCTRINA**

— FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ —

(Art. 461—812)

---

Operă premiată de Academia Română  
cu marele premiu al Statului: „Gh. Asachi“.

BUCUREȘTI

EDITURA LIBRĂRIEI „UNIVERSALA“ ALCALAY & Co.

Calea Victoriei, 37

1930

CODUL CIVIL  
ADNOTAT

Inm. A 16.058

# CODUL CIVIL

## ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN

CU DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ȘI

JURISPRUDENȚA DE LA 1868—1927

DE

**C. HAMANGIU**

CONSILIER LA ÎNALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

ȘI

**N. GEORGEAN**

CONSILIER LA CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI



59.237

---

**VOLUMUL VI**

**DOCTRINA**

— FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ —

(Art. 461—812)

Operă premiată de Academia română  
cu marele premiu al Statului: „Gh. Asachi“.

BUCUREȘTI

EDITURA LIBRĂRIEI „UNIVERSALA“ ALCALAY & Co.

Calea Victoriei, 37

1930

CONTROL 1955

Biblioteca Centrală Universitară  
"Carol I" București  
Cota 53296

RC96/10

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti



C53237

## INDEX BIBLIOGRAFIC

### AL OPERELOR CONSULTATE ȘI LA CARI S'AU FĂCUT TRIMITERI

- ALEXANDRESCO (DIMITRIE). Explicațiunea teoretică și practică a dreptului civil român, 1½ volume.
- ASSER. Eléments de droit international privé, traduit par A. Rivier, 1 volum.
- AUBRY ET RAU. Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariac, revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par G. Rau et Falcmagne, 8 volume.
- Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariac, revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par Et. Bartin, 12 volume.
- BARD. Précis de droit international pénal et privé, 1 volum.
- BAUDRY-LACANTINERIE (G.). Traité théorique et pratique de droit civil, avec la collaboration de Houques-Fourcade, Ph. Bonnacarrère, G. Chéneaux, M. Chauveau, Albert Wahl, Maurice Colin, L. Barde, J. Le Courtois, F. Surville, Léo Saignat, P. de Loynes, Albert Tissier, 28 volume.
- BERTAULT (A.). Questions pratiques et doctrinales de Code Napoléon, 1 volum.
- BEUDANT. Cours de droit civil français.
- BILHARD. Traité des référés en France, 1 volum.
- BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale, 6 volume.
- BLANCHE (A.). Études sur le Code pénal, 2-e édition annotée et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par G. Dutruc, 7 volume.
- BOITARD ET COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile, 2 volume.
- BONNIER. Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel, 1 volum.
- BRÉDIER. Commentaire de la loi du 9 Mars 1891, modifiant les droits de l'époux survivant, 1 volum.
- BUFNOIR. Propriété et contrat. Théorie des modes d'acquisition des droits réels et des sources des obligations, 1 volum.
- CANTACUZINO (Matei). Elementele dreptului civil, 1 volum.
- CARPENTIER. Traité théorique et pratique du divorce et de la séparation de corps, 1 volum.
- Divorce et séparation de corps. Doctrine et jurisprudence, 2 volume.
- CARRÉ ET CHAUVEAU. Lois de la procédure civile et commerciale, 5-e édition augmentée d'un Supplément alphabétique et analytique par Dutruc, 11 volume.
- CHABOT. Questions transitoires sur le Code civil, 3 volume.
- Commentaire sur la loi des successions.
- CHAUVEAU (Ad.) ET FAUSTIN-HÉLIE. Théorie du code pénal, 7 volume.
- COIN-DELISLE. Principes de l'interprétation des lois, des actes et des conventions entre les parties, 2 volume.
- Jouissance et privation des droits civils, 1 volum.
- Actes de l'état civil, 1 volum.
- Commentaire du livre III, titre 2, 1 volum.
- Limite du droit de rétention par l'enfant donataire, renonçant, etc., 1 volum.
- COLIN (Ambroise) ET CAPITANT (H.). Cours élémentaire de droit civil français, 3 volume.
- CONSTANTINESCU (N. Jac.). Despre ipoteci, 1 volum.
- Despre succesiuni, 1 volum.
- Despre testament, 1 volum.
- DALLOZ. Jurisprudence générale ou Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- Supplément.
- DEGRÉ (Alexandru). Serieri Juridice, 4 volume.
- DELVINCOURT. Cours de code civil, 3 volume.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRÉ. Cours analytique du code civil, 9 volume.

BIBLIOGRAFIE

- DEMOLOMBE. Cours de Code Napoléon, 32 volume.
- DESPAGNET. Précis de droit international privé, 1 volum.
- Essai sur les protectorats. Etude de droit international, 1 volum
- DOCAN (GEORGE P.). Studii de drept civil comparat, 1 volum.
- DUMITRESCU (M. A.). Codul de comerț comentat.
- DURANTON. Cours de droit civil français suivant le Code civil, 22 volume.
- DUTRUC. Supplément aux lois de la procédure civile et commerciale.
- DUVERGIER. Droit civil français suivant l'ordre du code, par Toullier, accompagné de notes par Duvergier, 14 caete.
- Suite par Duvergier, 6 volume.
- ERBICEANU (VESPASIAN). Tendințele noi în drept, 1 volum.
- FAUSTIN-HÉLIE ET CHAUVEAU (A.). Théorie du code pénal, 7 volume.
- Traité de l'instruction criminelle, 8 volume.
- FÉRAUD-GIRAUD. Traité des voies rurales publiques et privées et servitudes rurales de passage, enclaves, 2 volume.
- GARRAUD. Traité théorique et pratique du droit pénal français, 6 volume.
- Précis de droit criminel, 1 volum.
- GARSONNET. Traité théorique et pratique de procédure, 8 volume.
- GEORGEAN (N.). Studii Juridice, 2 volume.
- GLASSON ET COLMET-DAAGE. Précis théorique et pratique de procédure civile, 2-e édition par A. Tissier, 2 volume
- GRENIER. Traité des donations, de testaments, etc., 4 volume.
- Traité des hypothèques, 2 volume.
- GUILLOUARD. Traité du contrat de mariage, 4 volume.
- Traité de la vente et de l'échange, 2 volume.
- Traité du contrat de louage, 2 volume.
- Traité des contrats aléatoires et du mandat, 1 volum.
- Traité du prêt, du dépôt et du séquestre, 1 volum.
- Traité du cautionnement et des transactions, 1 volum.
- Traité du nantissement et du droit de rétention, 1 volum.
- Traité des privilèges et hypothèques, 4 volume.
- Traité de la prescription, 2 volume.
- HAMANGIU (C.), ROSETTI-BĂLĂNESCU (I.) ȘI BĂICOIANU (AL.). Tratat de drept civil român, 3 volume.
- HEROVANU (EUGEN). Tratat teoretic și practic de procedură civilă, 1 volum.
- HETTIER. Des assurances terrestres, 1 volum.
- HUC. Commentaire théorique et pratique du code civil, 15 volume.
- Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission de créances, 2 volume.
- IONAȘCU (TRAIAN). Cours de drept civil. Succesiuni și liberalități, 1 volum.
- IONESCU (IOAN I.). Dota sub raportul instrăinării, 1 volum.
- JOUITOU. Etude sur le système du régime dotal, 2 volume.
- LABORDE. Cours de droit criminel, 1 volum.
- LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations, 7 volume.
- LAURENT. Principes de droit civil français, 33 volume.
- Le droit civil international, 8 volume.
- LĂZĂRESCU (ALEX. EM.). Des droits du conjoint survivant, 1 volum.
- LE SELLYER. Etudes historiques, théoriques et pratiques sur le droit criminel, 6 volume.
- LEVASSEUR. Traité de la portion de biens dont on peut disposer, 1 volum.
- LOCRÉ. Législation civile, commerciale et criminelle de la France, ou Commentaire et complément des cinq codes, 16 volume (de matière civile).
- LYON-CAEN ET RENAULT. Traité de droit commercial, 10 volume.
- Manuel de droit commercial, 1 volum.
- MAILHEL DE CHASSAT. Traité de la rétroactivité des lois ou Commentaire approfondi du code civil, 2 volume.
- MARCADÉ ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 13 volume.
- Commentaire-traité des petits contrats, 2 volume.
- MASSÉ ET VERGÉ SUR ZACHARIAE. Cours de droit civil français.
- MERLIN. Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.
- Recueil alphabétique des questions de droit.
- MERSIER. Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, 1 volum.
- MEYER. Principes sur les questions transitoires.
- MICHAUX. Traité pratique des liquidations et partages, 1 volum.
- MOLINIER. Traité théorique et pratique de droit penal, annoté par Vidal.
- MOURLON. Répétitions écrites sur le Code Napoléon, 3 volume.
- NACU. Dreptul civil român, 3 volume.
- PARDESSUS. Traité des servitudes ou services fonciers, 2 volume.
- PILLET. Droit international privé.
- PILLET ET NIBOYET. Manuel de droit international privé, 1 volum.

BIBLIOGRAFIE

- PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil, 3 volume.  
 — et Ripert. Traité pratique de droit civil français, avec le concours de René Savatier.
- PLASTARA (GEORGE). Cours de drept civil român.
- PONT (P.) ET MARCADÉ. Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 13 volume.  
 — Commentaire-traité des petits contrats, 2 volume.
- POTHIER. Oeuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil, 11 volume.
- POUJOL. Traité des successions, 2 volume.  
 — Traité des donations entre-vifs et testaments, 2 volume.  
 — Traité des obligations, 3 volume.
- PROUDHON. Traité de l'état des personnes, 2 volume.  
 — Traité du domaine de propriété, 3 volume.  
 — Traité du domaine public, 5 volume.  
 — Traité des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie, 5 volume.  
 — Traité des droits d'usage, d'habitation et de superficie, 2 volume.
- RĂDULESCU (ANDREI). Studii de drept civil, 2 volume.
- ROLLAND DE VILLARGUES. Répertoire de la jurisprudence du notariat, 9 volume.
- SAVIGNY. Traité du droit romain.
- STĂNESCU (N.). Despre partaj și rezervă.
- SURVILLE ET ARTHUYS. Cours élémentaire de droit international privé, 1 volum.
- TATARU (V. GH.). Prezidentul tribunalului, 1 volum.
- TAULIER. Théorie raisonnée du code civil, 7 volume.
- TESSIER (HONORÉ). Questions sur la dot, 1 volum.
- THALLER ET PERCEROU. Traité élémentaire de droit commercial, 1 volum.
- TITULESCU (N.). Impărteala moștenirilor, 1 volum.
- TOCILESCU (GEORGE G.). Cours de procedură civilă, 3 volume.
- TOULIER. Droit civil français suivant l'ordre du code, 14 caete.  
 — ET DUVERGIER. Suite par Duvergier, 6 volume.
- TRÉBUTIEN. Cours élémentaire de droit criminel, 2 volume.
- TROPLONG. Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du code, 27 volume.
- VALETTE ET PROUDHON. Cours de code civil.
- VAREILLES-SOMMIÈRES. Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois *Revue critique* de législation et de jurisprudence 1893, p. 444—468, 492—519.  
 — Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
- VAZELLE. Traité du mariage.  
 — Résumé et conférence des commentaires du code civil sur les successions, donations et testaments, 3 volume.  
 — Traité des prescriptions, 2 volume.
- VILLEY. Précis d'un cours de droit criminel, 1 volum.
- VRAYE ET GODE. Le divorce et la séparation de corps, 2 volume.
- WEISS. Traité théorique et pratique de droit international privé, 7 volume.  
 — Manuel de droit international privé.
- ZACHARIAE ET MASSÉ ET VERGÉ. Cours de droit civil français.

## PRESCURTĂRI

al.	Alineat.
Apel	Curtea de Apel.
Art.	Articolul.
Botoșanii Juridic	Revista de drept «Botoșanii Juridic».
B., Bul., Bul. Cas.	Buletinul Curții de Casație.
Bul. C. Apel.	Revista de drept «Buletinul Curților de Apel».
Bul. Trib. Muscel	Revista de drept «Buletinul Tribunalului Muscel».
C. Apel	Curtea de Apel.
C. civ.	Codul civil.
C. Com.	Codul comercial Român.
C. J., C. Jud. Curier Jud.	Revista de drept «Curierul Judiciar».
C. p., C. pen.	Codul penal Român.
Cas.	Inalta Curte de Casație Română.
Cas. Fr.	Inalta Curte de Casație franceză.
Cas. S. U.	Inalta Curte de Casație Română, Secții Unite.
Civ.	Codul civil Român.
Civ. Elv.	Codul civil elvețian.
Civ. Fr.	Codul civil francez.
Civ. Germ.	Codul civil german.
Civ. Ital.	Codul civil italian.
Civ. Rom.	Codul civil Român.
Com.	Codul comercial Român.
Const.	Constituția României.
Contr. de mar.	Contrat de mariaje.
Conv. Jur., Convorbiri Juridice.	Revista de drept «Convorbiri Juridice».
D., Dr., Drept.	Revista de drept «Dreptul».
Dr. civ. int.	Dreptul civil internațional.
Ed.	Ediția.
Fr.	Francez.
Gaz. Trib., Gazeta Tribunalului	Revista de drept «Gazeta Tribunalului».
Instr. crim.	Instruction criminelle.
J., Jud., Judec.	Judecătoria.
Jurisprudența	Revista de drept «Jurisprudența».
Jur. Gen., Jurispr. Gen.	Revista de drept «Jurisprudența Generală».
Jur. Rom., Jurispr. Rom.	Revista de drept «Jurisprudența Română».
Justiția Dobrogei	Revista de drept «Justiția Dobrogei».
Justiția (Craiova)	Revista de drept «Justiția Olteniei».
Justiția (Iași)	Revista de drept «Justiția din Iași».
L. Leg.	Legea.
L. Ard.	Legea Ardeleană.
L. aut. act.	Legea autentificării actelor.
L. jud. oc.	Legea judecătorilor de ocoale.
L. p. accel. jud.	Legea pentru accelerarea judecăților.
L. timbr.	Legea timbrului.
Minor.-tutelle	Minorité-tutelle.
Mon. of.	Monitorul oficial.
n.	Nota.
No.	Numărul.
Ord.	Ordonanța.
p.	Pagina.
Pag. Jur., Pagini Juridice	Revista de drept «Pagini Juridice».
Pand. Rom.	Revista de drept «Pandectele Române».



PRESCURTĂRI

<i>Pand. Săpt.</i>	Revista de drept «Pandectele Săptămânale».
<i>part.</i>	Partea.
<i>Pen.</i>	Codul penal.
<i>Prescr.</i>	Prescription.
<i>Pr. civ.</i>	Codul de procedură civilă Română.
<i>Pr. pen.</i>	Codul de procedură penală Română.
<i>Reg., Regul.</i>	Regulamentul.
<i>Reg. act. st. civ.</i>	Regulamentul actelor de stare civilă.
<i>Rép.</i>	Réperitoire.
<i>Req.</i>	Casația Franceză, Chambre des requêtes.
<i>Rev. crit., Revista critică</i>	Revista de drept «Revista critică».
<i>Rev. de drept., Revista de drept</i>	Revista de drept «Revista de drept».
<i>Rev. Jud., Revista Judiciară</i>	Revista de drept «Revista Judiciară».
<i>S.</i>	Secția.
<i>S. U.</i>	Secții unite.
<i>Săptămâna Juridică</i>	Revista de drept «Săptămâna Juridică».
<i>Success.</i>	Successions.
<i>Suppl.</i>	Supplément.
<i>t.</i>	Text.
<i>T., Trib.</i>	Tribunalul.
<i>Teleormanul Judiciar</i>	Revista de drept «Teleormanul Judiciar».
<i>Text. belg.</i>	Textul codului civil belgian.
<i>Text. fr.</i>	Textul codului civil francez.
<i>Text. ital.</i>	Textul codului civil italian.
<i>Tr.</i>	Traité.
<i>Trib. Jur.</i>	Revista de drept «Tribuna Juridică».
<i>urm., ur.</i>	următoarele.

# CODUL CIVIL

Art. 461—812

# CODUL CIVIL

## VOLUMUL VI

### CARTEA II

#### DESPRE BUNURI ȘI DESPRE OSEBITELE MODIFICAȚIUNI ALE PROPRIETĂȚII.

#### TITLUL I

#### Despre distincțiunea bunurilor.

**Art. 461.** — Toate bunurile sunt mobile sau imobile. (Civ. 2, 113, 396, 401, 408, 428, 462 urm., 472 urm., 489 urm., 1242 urm., 1265, 1272 urm., 1295, 1315 urm., 1685, 1697, 1727 urm., 1751, 1824 urm., 1895 urm., 1909; Com. 490, 811; Pr. civ. 58 urm., 406, 492 urm.; Civ. Fr. 516).

*Text. fr. Art. 516.* — Tous les biens sont meubles ou immeubles.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Accesorii bunuri 9.  
Acțiunile societăților 16.  
Brevete 3.  
Bunuri, a se vedea cuvântul: „Lucruri” și 1 urm.  
Bunuri accesorii 9.  
Bunuri afară din comerț 11.  
Bunuri cari pot fi prețuite 12.  
Bunuri certe și lichide 12.  
Bunuri compuse 10.  
Bunuri consumptibile 6.  
Bunuri corporale 5.  
Bunuri cu stăpân 6.  
Bunuri cu valoare determinată 12.  
Bunuri divizibile 7.  
Bunuri fungibile 6.  
Bunuri în comerț 11.  
Bunuri încorporale 5.  
Bunuri neconsumptibile 6.  
Bunuri nefungibile 6.  
Bunuri nedivizibile 7.  
Bunuri pierdute sau furate 12.  
Bunuri prezente 8.  
Bunuri principale 9.  
Bunuri private 5.  
Bunuri publice 5.

Bunuri simple 10.  
Bunuri asupuse stricăciunei 12.  
Bunuri unite 10.  
Bunuri vacante 6.  
Bunuri viitoare 8.  
Bursă 16.  
Creanțe 3, 16.  
Drepturi, a se vedea cuvântul: „Bunuri” și 3, 16.  
Furt 12.  
Imobile 4, 5, 13, 15, 17.  
Imobile încorporale 4.  
Legi teritoriale 17.  
Lucruri, a se vedea cuvântul: „Bunuri” și 1, 6-15.  
Mobile 4, 5, 13, 14, 17.  
Mobile încorporale 4, 16.  
Obligațiunile societăților 16.  
Real statut 17.  
Rente 3.  
Societate 16.  
Stat 16.  
Statut real 17.  
Străinătate 17.  
Titluri de bursă 16.  
Titluri de stat 16.  
Tribunal 17.  
Vacante bunuri 6.

III, partea I, p.125, 126; Nacu, I, p. 710; G. Plastara, II, p. 16).

**2.** Prin „bunuri”, se înțeleg lucrurile cari sunt susceptibile de a fi proprietate publică sau privată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1332; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2170, 2171; Planiol et Ripert, III, No. 51; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 126; Nacu, I, p. 710; Matei Cantacuzino, p. 38; Plastara, II, p. 16; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, *Tratat de drept civil român*, I, No, 1612).

**3.** Prin „lucruri” se înțeleg nu numai lucruri materiale ci și un oarecare număr de bunuri încorporale cari sunt drepturi, cum sunt: creanțele, rentele, brevetele etc. (Planiol, ed; 6-a I, No. 2171, 2174 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 51; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 674, 675; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 126; Nacu, I, p. 711; Matei Cantacuzino, p. 38).

**4.** Sunt patru clase de bunuri: 1) Imobile propriu zise; 2) imobile încorporale; 3) mobile propriu zise; 4) mobile încorporale. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 676).

**5.** Bunurile în general se împart în: 1) corporale sau încorporale; 2) mobile sau imobile; 3) private sau publice. (Planiol, ed 6-a, I, No. 2173 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 52 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 674; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 127 urm.; Nacu, I, p. 711 urm.; Matei Cantacuzino, p. 38 urm.; Plastara, II, p. 18 urm.; C. Haman-

#### Doctrină.

**1.** Cuvintele: „lucruri” și „bunuri”, nu sunt sinonime, deoarece lucrul este genul iar bunul este specia. Prin „lucruri” se înțelege tot ce are ființă în realitate sau numai în imaginație, adică tot ce este lipsit de personalitate. (Alexandresco, ed. 2-a

giu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1613 urm.).

**6.** Lucrurile materiale se împart în: 1) Lucrurile cari se consumă prin prima întrebuințare, și cele cari nu se consumă prin prima întrebuințare; 2) Lucrurile fungibile și cele nefungibile; 3) Lucrurile cu stăpân și cele vacante și fără stăpân. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2173 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 674; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 127 urm.; Nacu, I, p. 712 urm.; Matei Cantacuzino, p. 40 urm.; Plastara, II, p. 19 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1612 urm.).

**7.** Lucrurile pot fi divizibile și indivizibile (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 129; Nacu, I, p. 716, 717; Plastara, II, p. 20).

**8.** Lucrurile mai pot fi prezente și viitoare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 129).

**9.** Lucrurile mai pot fi principale și accesorii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 129; Nacu, I, p. 717; Plastara, II, p. 20).

**10.** Lucrurile mai pot fi simple, unite sau compuse. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 129).

**11.** Lucrurile mai pot fi în comerț sau în afară de comerț. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 130; Matei Cantacuzino, p. 39, 40; Plastara, II, p. 18; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1613, 1620).

**12.** Lucrurile mai pot fi clasificate: 1) Lucruri pierdute sau furate și lucruri nepierdute sau nefurate; 2) Lucruri certe și lichide sau necerte și nelichide; 3) Lucruri supuse sau nesupuse stricăciunii sau periculi; 4) Lucruri cari întrec o valoare

determinată și lucruri cari nu întrec o anumită valoare; 5) Lucruri cari pot fi prețuite și lucruri cari nu pot fi prețuite etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 134 urm.).

**13.** În unele cazuri legiuitorul consideră acelaș lucru, când mobil, când imobil, după starea anumită în care el se găsește. (Demolombe, IX, No. 87; Aubry et Rau, II, 164, p. 4; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2191; Planiol et Ripert, III, No. 64).

**14.** Mobilele sunt lucruri cari nu au o situațiune fixă și cari pot fi mișcate din tr'un loc într'altul. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2191; Planiol et Ripert, III, No. 64; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 675; Nacu, I, p. 717; Plastara, II, p. 21; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1631).

**15.** Imobilele sunt lucruri cari au o situațiune fixă și nu pot fi mișcate din loc în loc. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 219; Planiol et Ripert, III, No. 64; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 675, 679; Nacu, I, p. 717; Plastara, II, p. 21; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1631).

**16.** În clasa mobilelor incorporale intra toate drepturile de creanță între cari se enumără și titlurile de bursă, fondurile de stat, acțiunile și obligațiunile societăților etc. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 676).

**17.** Distincțiunea în trebunuri mobile și imobile are aplicațiune teritorială și trebuie rezolvată prin aplicațiunea regulei: „lex rei sitae”. Tribunalele franceze (române) vor aplică legea străină pentru a putea determina natura unui bun situat în străinătate și vor aplică legea franceză (română) pentru a determina natura unui bun situat în Franța (România). (Pillet, Traité pratique, I, No. 349; Pillet et Niboyet, Manuel, No. 368; Planiol et Ripert, III, No. 68).

## CAPITOLUL I.

### Despre imobile.

**Art. 462.** — Bunurile sunt imobile sau prin natura lor, sau prin destinațiunea lor, sau prin obiectul la care ele se aplică. (Civ. 463 urm., 467 urm., 471, 1750, 1777; Pr. civ. 492; Civ. Fr. 517).

*Text. fr. Art. 517.* — Les biens sont immeubles, ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 33 urm.

#### Doctrină.

**1.** Imobilele sunt urbane sau rurale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 140, nota 3).

**2.** În principiu bunurile imobile sunt prin

natura lor. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2201; Planiol et Ripert, III, No. 69; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 679; Comp. C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1639).

**3.** Imobilele prin natura lor cuprind și

imobilele prin incorporare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 140; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1639).

**4.** Intre imobilele prin natura lor și imobilele prin incorporare, există o mare deosebire de oarece cele dintâi rămân totdeauna imobile, pe când cele de al doilea pot deveni mobile îndată ce sunt deslipite de pământ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 143; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1639 urm.).

**5.** A doua categorie de bunuri imobile sunt acele cari deși mobile prin natura lor, devin imobile din cauza destinației lor, devenind accesoriile unui imobil. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2201, 2110; Planiol et Ripert, III, No. 69, 75; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 679, 682; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 140, 154; Nacu I, p. 721; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1638, 1645 urm.).

**6.** Destinațiunea lucrurilor mobile care le transformă caracterul în imobile, nu poate rezulta dintr-o convențiune încheiată între

proprietar și un creditor, ci ea rezultă numai din lege. (Aubry et Rau, II, § 164, nota 31 bis; Planiol et Ripert, III, No. 82).

**7.** Lucrurile încorporate, adică drepturile sunt considerate ca imobiliare, când obiectul lor este imobiliar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, text și nota 1, p. 6; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2201; Planiol et Ripert, III, No. 69; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 680; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 140; Nacu I, p. 721; Matei Cantacuzino p. 42; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1638, 1663 urm.).

**8.** La cele trei clase de imobile prevăzute de art. 517 c. civil fr. (462 c. civ. rom.) se mai adaugă imobilele prin declarația persoanei în domeniul căreia ele se găsesc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1347; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2201, 2234, 2235; Planiol et Ripert, III, No. 69, 96; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 680, 692).

**9.** Bunurile mai pot fi imobile și prin determinarea legii. (Demolombe, IX, No. 94; Plastara, II, p. 21; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2201; Planiol et Ripert, III, No. 69, 96).

**Art. 463.** — Fondurile de pământ și clădirile sunt imobile prin natura lor. (Civ. 464, 465, 469, 470; Civ. Fr. 518).

*Text. fr. Art. 518.* — Les fonds de terre et les bâtiments sont immeubles par leur nature.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină.)

Acțiune 22.  
Arendare 11.  
Atelier 14.  
Bălci 17.  
Barage 14.  
Bordei 18.  
Cărbune, a se vedea cu vântul: „Mine”.  
Cariere 9, 10, 11.  
Case de locuit 14.  
Cărc 17.  
Clădiri 1, 3, 13—24.  
Comoară 12.  
Concesiune minieră 11.  
Construcții, a se vedea cu vântul: „Clădiri”.  
Cort 17.  
Dăruire 24.  
Despăgubiri 22.  
Diguri 14.  
Domeniul public 23.  
Drept de suprafață 5, 6, 7.  
Fond de pământ 1, 2, 13.  
Hambare 14.  
Imobile 1, 5, 7, 8, 9, 13—16, 18, 19, 20, 23.  
Imobile prin incorporare 3, 4, 13.  
Imobile prin natura lor 1, 3, 4, 5, 7, 13, 15, 16, 18, 19, 20, 23.  
Imobile prin obiectul la care se aplică 8.  
Inchiriere 11.

Intenție 15, 16.  
Locațiune 11.  
Locuință 14.  
Magazii 14, 17.  
Minc 9, 10, 11.  
Moară 3.  
Mobile 4, 6, 10, 11, 12, 17, 21, 22, 24.  
Nisip, a se vedea cu vântul: „aricre”.  
Păcură 9, 10, 11.  
Pavilion, 17.  
Petrol 9, 10, 11.  
Plantații, a se vedea cu vînte de: „Recolte”, „Vegetale”.  
Poduri 14.  
Puțuri 14.  
Recolte, a se vedea cu vântul: „Vegetale” și 3.  
Serbare 17.  
Subsol 2.  
Suprafață drept 5, 6, 7.  
Suprafața 2.  
Terenuri, 1, 2, 13.  
Terț detentor 19—22.  
Tevi 3.  
Țigani 18.  
Țuburi 3.  
Tuneluri 14.  
Urloae 3.  
Vânzare 11, 24.  
Vegetale, a se vedea cu vântul: „Recolte” și 1.

3) clădirile. (Planiol et Ripert, III, No. 70; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 680; Matei Cantacuzino, p. 42; Plastara, II, p. 21 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1639 urm.).

**2.** Fondurile de pământ sunt imobile prin excelență și cuprind suprafața și subsolul. (Planiol et Ripert, III, No. 71; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 680; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 141; Matei Cantacuzino, p. 42; Plastara, II, p. 21; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Al. Băicoianu, I, No. 1640).

**3.** Sunt imobile prin incorporare: 1) clădirile și alte construcții; 2) morile de vânt sau de apă așezate pe stâlpi; 3) recoltele și orice plantații prinse de rădăcini; 4) urloaele sau țevile pentru aducerei apei la un pod sau la o casă. (Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 143).

**4.** Intre imobilele prin natura lor și imobilele prin incorporare există o mare deosebire, deoarece cele dintâi rămân totdeauna imobile pe când cele de al doilea devin mobile îndată ce sunt deslipite de pământ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 143).

**5.** Dreptul de suprafață, după o părere, este de natură imobiliară. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 14; Dálloz, Rép., Biens, No. 143; Suppl., Biens, No. 36; Laurent, V, No. 458).

**6.** După altă părere, dreptul de suprafață

## Doctrină.

**1.** Sunt imobile prin natura lor: 1) terenurile; 2) vegetalele aderente de pământ;

este de natură mobilă. (Marcadé, Art. 518).

**7.** În părerea care admite că dreptul de suprafață este de natură imobiliară, după un sistem, acest drept intră în clasa imobilelor prin natura lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 14, Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 36).

**8.** După un alt sistem, dreptul de suprafață intră în clasa imobilelor prin obiectul la care se aplică. (Laurent, V, No. 453).

**9.** Minele și carierele sunt imobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 28; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2204; Planiol et Ripert, III, No. 71; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 141, 142).

**10.** Substanțele extrase din mine sau cariere sunt de natură mobilă. (Dalloz, Rép., Biens, No. 28; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 142, nota 1).

**11.** Concedarea dreptului de a exploata păcura, cărbuni, nisip etc., constituie o vânzare mobilă iar nu o locațiune. (Laurent, XXV, No. 8, 63; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 10, 781; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 142 text și nota 2, 146, nota 3; M. A. Dumitrescu, Codul de Comerț comentat, II, p. 37; Contra: Trolong, Louage, I, No. 93; Guillouard, Louage, I, No. 14).

**12.** Comoara care se află în pământ, este mobilă și nu poate fi considerată ca un produs ordinar sau extraordinar al pământului. (Demolombe, IX, No. 99; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 142, nota 1).

**13.** Clădirile sunt imobile prin natura lor, întrucât sunt încorporate fondurilor de pământ pe care sunt clădite; ele sunt denumite imobile prin încorporație. (Demolombe, IX, No. 97, 98; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1349; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 6; Dalloz, Rép. Biens, No. 18; Laurent, V, No. 406, Planiol ed. 6-a, I, No. 2208; Planiol et Ripert, III, No. 73; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 143; Nacu, I, p. 722, Plastara, II, p. 21, text și nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1642).

**14.** Prin „clădiri“ se înțeleg nu numai casele propriu zise, cum sunt: casele de locuit, magazinele, atelierile, hambarele etc., ci și diferite lucrări ca: poduri, puțuri, diguri, barage, tuneluri etc. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2207; Planiol et Ripert, III, No. 73; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 681; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1643).

**15.** Caracterul unei clădiri, de imobil prin natura sa, după o părere, nu depinde de voința proprietarului de a încorpora pentru vecie aceasta clădire solului, ci de însăși, faptul că ea este încorporată solului. (Demolombe, IX, No. 107; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 6; Dalloz, Rép. Biens, No. 19; Suppl., Biens, No. 3; Laurent, V, No. 411; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 28 urm.; Planiol ed. 6-a, I,

No. 2208; Planioi et Ripe t, III, No. 73; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 144, text și nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1643).

**16.** După alta părere, pentru ca o clădire să fie considerată ca imobil prin natura sa, trebuie ca intenția proprietarului să fie de a încorpora pentru vecie clădirea solului. (Taulier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 144).

**17.** Construcțiunile volante, puse pe pământ, fără fundamente sau piloți, nefiind încorporate fondului de pământ, sunt mobile; astfel sunt: un pavilion construit într-o grădină pentru o serbare și fiind destinat apoi să fie ridicat, un magazin de comerț construit într'un bălci, numai pentru durata lui, un cort pentru un circ etc. (Delvincourt, I, p. 335; Duranton, IV, No. 20; Demolombe, IX, No. 105; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1354; Dalloz, Rép., Biens, No. 19, Laurent, V, No. 411, Planiol, ed. 6-a, I, No. 2208; Planiol et Ripert, III, No. 73; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 145; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu I, No. 1643).

**18.** Bordeile pe care le fac țigani în pământ sunt imobile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 145).

**19.** Pentru ca o clădire să fie imobil prin natura sa, nu este necesar ca ea să fi fost construită de proprietarul pământului, ci poate să fi fost construită chiar de un terț, detentor. (Duranton, IV, No. 20; Demolombe, IX, No. 104; Demante, et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 341 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1349; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 7; Dalloz, Rép., Biens; No. 20 urm.; Suppl. Biens, No. 4; P. Pont, Privileges et hypothèques, No. 359 urm.; Laurent, V, No. 412, 415; Huc, IV, No. 9; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 27; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2208; Planiol et Ripert, III, No. 73; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 143, 144, 153, nota 1; Plastara, II, p. 22, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1642).

**20.** Clădirile construite pe un loc străin sunt imobile prin natura lor, nu numai în cazul când proprietarul pământului are dreptul sau obligația de a le lua, în virtutea legii sau a unei convențiuni, la expirarea folosinței, ci și în cazul când constructorul și-a rezervat dreptul sau și-a luat obligația, ca la expirarea folosinței, să dărâme clădirile și să-și ia materialul rezultat. (Dalloz Rép., Suppl. Biens, No. 7; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 28 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 144, nota 1; Plastara, II, p. 22 nota).

**21.** După altă părere, în cazul când constructorul pe un loc străin și-a rezervat dreptul de a dărâma clădirile la expirarea folosinței, aceste clădiri sunt mobile. (Delvincourt I, p. 140, nota 4; Comp.: Demolombe, IX, No. 107; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 6, 7).

**22.** Acțiunea constructorului pe terenul altuia, prin care cere ridicarea construcțiilor sau o indemnitate, este de natură mobilă. (Dalloz, Rép., Biens, No. 26; Plastara, II, p. 23, nota).

**23.** Construcțiunile făcute pe un teren aparținând domeniului public, în baza unei permisiuni a Administrațiunei publice chiar revocabilă, sunt imobile prin natura lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 3).

**24.** Vânzarea unei clădiri pentru a fi dărâmată iar materialul să-l ia cumpărătorul, este o vânzare mobilă. (Duranton, IV, No. 113; Demolombe, IX, No. 112 urm.; Aubry et Rau, II, § 164, text și nota 19 p. 11; Laurent, V, No. 422, 425, 429; Huc, IV, No. 15; Planiol, I, No. 2243; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 143, nota 2; M. A. Dumitrescu, II, p. 36; Plastara, II, p. 23, nota).

**25.** Sunt imobile prin natura lor, obiectele cari formează o parte integrantă și constitutivă a unei clădiri cum sunt: scările, balcoanele, marchizele, paratrăsnetele, ușile, ferestrele, obloanele, parchetele, lemnaria, etc. (Pothier, Communauté, No. 54, 57, 59, 60; Demolombe, IX, No. 291, 293; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 254, nota 24, p. 16; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 340 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1351; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 23; Laurent, V, No. 409, 481; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 93, 94; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2209; Planiol et Ripert, III, No. 74, 88; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 145; Nacu, I, p. 722; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1644).

**26.** Ferestrele scoase în mod provizor dela o clădire pentru a se face reparațiuni, după o părere, trebuiesc considerate ca mobile. (Laurent, V, No. 422).

**27.** După altă părere, ferestrele scoase în mod provizor de la o clădire, pentru a se face reparațiuni, rămân imobile. (Demolombe, IX, No. 110, 111; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 19, p. 12; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 122; Planiol, I, No. 2240; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 144, nota).

**28.** Cheile dela ușile unei clădiri, după o părere, sunt imobile prin natura lor, sau mai bine zis prin încorporație. (Demolombe, IX, No. 295; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 254, nota 24, p. 16; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1351; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 23; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 145).

**29.** După altă părere, cheile dela ușile unei clădiri sunt imobile prin destinațiune. (Duranton IV, No. 70; Planiol, I, No. 2223);

Planiol et Ripert, III, No. 88; Comp.: Pothier, Communauté, VII, No. 60).

**30.** A se vede: art. 462 și 469 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Conform art. 463 și 464 cod. civ. sunt imobile prin natura lor clădirile, morile de vânt sau de apă, așezate pe stâlpi — de unde rezultă că construcțiunile numai atuncea pot fi considerate ca imobile prin natura lor, dacă sunt încorporate solului cu un caracter de perpetuitate, așa încât să fie socotite ca confundându-se cu însuși solul; dacă ele nu sunt încorporate solului cu acest caracter, ci numai în mod provizor în vederea unui anumit scop și cu posibilitatea de a fi mutate după trebuință, atunci ele nu pot fi socotite ca imobile prin natura lor și să fie considerate că fac corp cu pământul; în acest din urmă caz, dacă ele nu au fost afectate solului de către însuși proprietarul fondului, — așa cum prescrie art. 468 cod. civ. — ci de către un terțiu, atunci ele nu pot fi considerate nici ca imobile prin destinație în sensul acestui text de lege, ci sunt și rămân obiecte mobile cari aparțin terțiului care le-a atașat solului în mod provizor.

În speță, Curtea de fond a constatat în mod suveran prin însușirea motivelor de drept și de fapt ale hotărîrii primei instanțe că concasorul, rezervorul de apă, cel de petrol și linia ferată în chestiune n'au fost încorporate în prundiș, cu caracter de perpetuitate, că încorporarea lor nu s'a făcut de către proprietarul fondului ci de către intimatul concesionar în vederea exploatării; din convențiunea intervenită între ei nu rezultă că intimatul ar fi convenit să le imobilizeze pentru proprietarul fondului; pe temeiul acestor constatări, cum și pe temeiul expertizei efectuate și a depunerilor martorilor audiați, pe care nu le-a denaturat și din care rezultă că obiectele menționate pot fi demontate și mutate din loc în loc, — cu drept cuvânt Curtea a motivat că aceste obiecte nu pot fi considerate nici ca imobile prin natura lor, nici ca imobile prin destinație, ci ca bunuri mobile.

Judecând astfel Curtea de fond a făcut o justă aplicațiune a principiilor rezultând din art. 463 și 464 cod. civ. pe care nu le-a violat, cum și a art. 468 cod. civ. n'a comis nici un exces de putere, nici o denaturare sau eroare gravă de fapt. (Cas. I, 1956 din 16 Martie 1926, Pand. Săpt. 35/1926).

**Art. 464.** — Morile de vânt, sau de apă, așezate pe stâlpi, sunt imobile prin natura lor. (Civ. 462, 473; Civ. Fr. 519).

*Text. fr. Art. 519.* — Les moulins à vent ou à eau, fixes sur piliers et faisant partie du bâtiment, sont aussi immeubles par leur nature.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Clădiri 4, 10.	Mori de vânt sau de apă 1 urm.
Destinație 6.	Posezor precar 9.
Fabrici 12.	Proprietar 9.
Imobile prin destinație 6.	Râu navigabil 7, 8.
Imobile prin încorporație 1—5, 7—10.	Râu nenavigabil 7.
Imobile prin natură 1—5, 7—10.	Redactarea articolului 1.
Mașini 12.	Stâlpii morii 1 10, 12.
Mașini hidraulice 12.	Tăctori de lemne 12.
Mobile 6, 7, 11.	Unelte 10, 11.
	Vânzare 11.

## Doctrină.

1. Textul art. 464 c. civ. rom. este mai bine redactat decât art. 519 c. civ. fr. deoarece prevede că morile de vânt sau de apă pentru ca să fie imobile trebuie să fie așezate pe stâlpi iar nu prinse de stâlpi cum pare că cere articolul francez. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 141, nota 1; Comp.: Nacu, I, p. 722; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu I, No. 1643, nota 1).
2. Morile de vânt sau de apă așezate pe stâlpi sunt imobile prin încorporație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 146).
3. Morile de vânt sau de apă, așezate pe stâlpi sunt imobile prin natura lor, indiferent dacă ele au fost așezate pe stâlpi pentru vecie sau în mod temporar. (Daloz, Rép., Biens, No. 31; Comp.: Demolombe, IX, No. 125; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 253, nota 21, p. 10; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 341 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 7).
4. Dacă moara nu este așezată pe stâlpi ci face parte dintr-o clădire ea este tot imobil prin încorporație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 146; Nacu I, p. 722).
5. Chiar dacă moara nu ar avea nici o legătură pe stâlpul pe care este așezată ea este imobil față de textul art. 464 c. civ. rom. după care controversa care există în Franța nu poate avea loc la noi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 146; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1643, nota 1).
6. Morile neașezate pe stâlpi care să fie încorporați pământului sunt mobile; ele însă pot fi imobile prin destinație dacă îndeplinesc condițiunile prevăzute în art. 468 c. civ. român. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 146).
7. După o părere, morile de apă, așezate pe stâlpi, sunt imobile numai în cazul când sunt așezate pe un râu nenavigabil, sau neflotabil, iar nu și în cazul când sunt așezate pe un râu aparținând domeniului public. (Laurent, V, No. 418).
8. După altă părere, morile de apă, sunt totdeauna imobile, chiar atunci când sunt așezate pe un râu aparținând domeniului public. (Duranton, IV, No. 24; Demolombe, IX, No. 126 urm.; Daloz, Rép., Biens, No. 32; Suppl., Biens, No. 9).
9. Morile de vânt sau de apă așezate pe stâlpi sunt imobile prin natura lor, indiferent dacă ele au fost așezate pe stâlpi de proprietarul sau de posezorul precar al fondului. (Duvergier sur Toullier, III, No. 11, nota e; Demolombe, IX, No. 123; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 341 bis, II; Marcadé, Art. 519, No. 2; Daloz, Rép., Biens, No. 31; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1350; Contra: Delvincourt, I, p. 135, nota 4; Toullier, III, No. 11).
10. Obiectele și uneltele cari fac parte integrantă și constitutivă a unei mori de vânt sau de apă, așezată pe stâlpi, sunt imobile prin natura lor sau mai bine zis prin încorporație, când sunt încorporate zidirei morii și fac parte din clădire. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 340 bis, I; Daloz, Rép., Biens, No. 59; Laurent, V, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, pag. 146).
11. În cazul când aceste obiecte sunt separate de pământ, fie în mod efectiv, fie prin vânzarea lor în mod separat de pământ, ele devin mobile. (Daloz, Rép., Biens, No. 59).
12. Dispozițiunile art. 519 c. civ. fr. (446 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai la morile de vânt sau de apă, ci și la alte fabrici, mașini sau lucrări așezate pe stâlpi, cum ar fi tăctori de lemne, mașini hidraulice, etc. (Demolombe, IX No. 122; Aubry, et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 6, 7; Laurent, V, No. 410; Nacu I, p. 723).

**Art. 465.** — Recoltele cari încă se țin de rădăcini și fructele de pe arbori, neculese încă, sunt asemenea imobile. Indată ce recoltele se vor tăia și fructele se vor culege, ele sunt mobile. (Civ. 463, 466, 471, 472 urm., 484, 524, 972, 1295, 1393, 1730; Pr. civ. 467, 468; Civ. Fr. 520).

*Text. fr. Art. 520.* — Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis, sont pareillement immeubles.

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Administrație 14.	Minereu 15.
Arbori, a se vedea cuvântul: „Pepiniere” și 7.	Mobile 5, 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15.
Arbuștii, a se vedea cuvântul: „Pepiniere”.	Opozabilitate 13.
Arendare 5, 11.	Pepiniere 4—10.
Capacitate 14.	Personal drept 13.
Cesiune 15.	Plantații 1, 2, 8, 14.
Culegerea fructelor 4, 11.	Pomi, a se vedea cuvintele: „Arbori”, „Pepiniere”, „Plantații”.
Drept personal 13.	Proprietar 4, 11, 12.
Fructe, a se vedea cuvântul: „Recolte” și 7, 11, 12.	Recolte, a se vedea cuvântul: „Fructe” și 1, 11, 14.
Furt 7.	Semințe 3.
Grădinar 5.	Tăierea plantelor 4, 12, 13, 14.
Imobile prin încorporație 1—4, 8, 9, 11, 12.	Terți 13.
Imobile prin natură, a se vedea cuvintele: „Imobile prin încorporație”.	Transplantare 8, 10.
Inchiriere 5, 11.	Vânzare 10, 12—15.
Lăzi 6.	Vase 6.
Locațiune 5, 11.	

## Doctrină.

**1.** Recoltele de orice natură și orice plantații fa genere prinse de rădăcini, sunt imobile prin încorporație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 146; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1641).

**2.** Plantele devin imobile din momentul ce au prins rădăcina în pământ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 149).

**3.** Dispozițiunile art. 520 c. civ. fr. (405 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea, în sens invers, și la semințele cari sunt semănate în pământ și cari pierd caracterul lor de lucruri mobile de îndată ce sunt puse în pământ. (Demolombe, IX, No. 129, 130; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 10; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 149; Plastara, II, p. 24 nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1641).

**4.** Dispozițiunile art. 520 c. civ. fr. (465 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la produsele unei pepiniere cari sunt imobile în mâinile proprietarului pepinierii, cât timp nu sunt tăiate și culese. (Marcadé, art. 520, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1358; Dalloz, Rép., Biens, No. 55; Suppl. Biens No. 15; Huc, IV, No. 26; Planiol, ed. 6-a I, No. 2206; Planiol et Ripert, III, No. 72; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 150, 160 text și nota 5).

**5.** Arborii unei pepiniere plantați de un grădinar pe locul inchiriat sunt mobile. (Duranton, IV, No. 44; Demolombe, IX, No. 146; Massé et Vergé, II, § 253, nota 11, p. 8; Marcadé, art. 520, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 18, p. 9; Laurent, V, No. 420; Huc, IV No. 26).

**6.** Produsele unei pepiniere cari sunt plantate în lazi sau vase sunt mobile. (Demolombe, IX, No. 144, 145, 313; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1357; Demante et Comet de Santerre, II, No. 347 bis, II; Aubry et Rau, II, § 164, nota 15, p. 10; Dalloz, Rép., Biens, No. 56; Suppl. Biens, No. 15; Huc, IV, No. 25; Baudry et Chauveau, Des biens,

No. 47; Laurent, V, No. 457; Planiol ed. 6-a, I, No. 2206; Planiol et Ripert, III, No. 72; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 149, nota 3, 160; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1641; Contra: Duranton, IV, No. 45).

**7.** Fructele căzute din pom și cele furate de pe copac sunt mobile, deoarece ele devin mobile din momentul când au încetat a fi alipite de sol prin orice mod. (Demolombe, V, No. 132; Plastara, II p. 24, nota 1; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1359; Planiol et Ripert, III, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 146 urm).

**8.** Arborii diu pepiniere și plantele care au fost scoase din pământul care le-a produs și au fost transportate și au fost puse în alt pământ pentru a crește mai departe, sunt considerate ca imobile prin natura lor. (Duranton, IV, No. 44; Demolombe, IX, No. 157; Massé, et Vergé, II, § 253, nota 11, p. 8; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1358; Aubry et Rau, ed. 5, II, § 164, p. 11; Dalloz, Rép., Biens, No. 55; Laurent, V, No. 420; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 47; Comp.: Marcadé, art. 521, No. 2; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 150, nota 1).

**9.** Chiar dacă arbuștii ar fi plantați de puțin timp, ei sunt imobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 57; Obligations, No. 4874).

**10.** Produsele unei pepiniere dacă au fost scoase din pepiniere și au fost transportate într'un alt pământ, în scopul de a rămâne acolo provizoriu până vor fi vândute, devin mobile. (Duranton, IV, No. 44; Demolombe, IX, No. 148; Massé et Vergé, II, § 253, nota 11, p. 8; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1358; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 11; Dalloz, Rép., Biens, No. 55; Suppl. Biens, No. 55; Laurent, V, No. 420; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 47; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 150, nota 1; Comp.: Marcadé, art. 521, No. 2; Nacu, I, p. 723).

**11.** Recoltele cari se țin încă de rădăcini și fructele de pe arbori neculese încă, sunt imobile numai față cu proprietarul fondului; arendașul are asupra lor numai un drept mobilier. (Demolombe, IX, No. 155; Laurent, V, No. 419; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 680; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1641; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1357).

**12.** Fructele cari se țin încă de rădăcini sunt considerate ca mobile în privința celui care le cumpără în mod separat de pământ pentru a le tăia, deoarece ele sunt considerate ca imobile numai față cu proprietarul pământului. (Merlin, Répertoire, Meubles, No. 4 bis; Delvincourt, I, p. 517; Toullier, III, p. 15; Duranton, IV, No. 40; Demolombe IX, No. 166 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1361; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 264, p. 12, 13; Dalloz, Rép., Biens, No. 37; Suppl., Biens, No. 12; Laurent, V, No. 428 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 680; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 146 urm.; Matei Cantacuzino, p. 44; C. Hamangiu, I. Ro-

setti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1641).

**13.** Dreptul cumpărătorului unor fructe prinse de rădăcini, fiind un drept personal, el nu este opozabil celui care ar fi cumpărat mai în urmă, dela acelaș vânzător, pământul și ceea ce se găsește pe el. (Demolombe IX, No. 183 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 12; Laurent V, No. 432 Comp.: Matei Cantacuzino, p. 44).

**14.** Vânzarea recoltelor și plantațiilor cari urmează a fi deslipite de pământ, fiind o vânzare de natură mobiliară, poate fi consimțită, în genere, de toți acei cari au numai capacitatea de a administra. (Duranton, IV, No. 36; Demolombe, IX,

No. 180; Aubry et Rau, II, § 164, text și nota 26, p. 13; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 52; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 147, nota).

**15.** Minereul neextras încă, când dreptul lui de exploatare a făcut obiectul unei cesiuni, trebuie să fie considerat ca un lucru mobil, a cărui cesiune constituie o vânzare mobiliară. (Demolombe, IX, No. 160; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, text și nota 31, p. 14, 15; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 13, Laurent V, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 142, 146, nota 3; Matei Cantacuzino, p. 44).

**16.** A se vedea: art. 466 și 468 din codul civil cu notele respective.

**Art. 466.** — Arborii ce se taie, devin mobile. (Civ. 465, 473, 529 urm.; Civ. Fr. 521).

*Text. fr. Art. 521.* — Les coupes ordinaires des bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 48;  
UDREA H., *Notă*, sub C. Paris, 16 April 1924, Jur. Gen. 1925 No. 725.

### Doctrină.

**1.** Pădurile netăete sunt considerate ca imobile numai față cu proprietarul pământului; ele devin mobile față cu cel care le cumpără separat de sol pentru a le tăia. (Delvincourt, I, p. 517; Toullier, III, p. 15; Duranton, IV, No. 40; Demolombe, IX, No. 166 urm.; Moulon, ed. 7-a, I, No. 1361; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 12, 13; Dalloz, Rép., Biens, No. 37; Suppl., Biens, No. 12; Laurent, V, No. 428 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 680; Matei Cantacuzino, p. 44; Plastara, II, p. 23; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1641).

**2.** Dreptul de exploatare a unei păduri, constituie o vânzare iar nu o locațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 142, nota 2, 146, nota 3).

**3.** Vânzarea unei păduri pentru tăere, separat de fond, nu trebuie transcrisă. (Aubry et Rau, II, § 164, p. 13; Troplong, De la transcription, No. 83; Laurent, V, No. 432; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 147, nota).

**4.** Dreptul cumpărătorului unor arbori netăiați fiind un drept personal, el nu este opozabil celui care ar fi cumpărat mai în urmă, dela acelaș vânzător, pământul și ceea ce se găsește pe el. (Demolombe, IX, No. 183 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 12; Laurent, V, No. 432; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 44).

**5.** Dacă aceeaș pădure a fost vândută, separat de pământ, pentru tăere, succesiv la doi cumpărători, trebuie preferit acel cumpărător căruia i s'a făcut predarea; predarea rezultă dintr'un început de exploatare a pădurii. (Merlin, Répertoire, Meuble, No. 4 bis; Laurent, V, No. 432; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 53; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 148 notă).

**6.** Dacă aceeaș pădure a fost vândută, separat de pământ, pentru tăiere, succesiv la doi cumpărători, va fi preferit cumpărătorul căruia i s'a făcut predarea; chiar dacă posterior celalt cumpărător ar fi cumpărat prin act separat și pământul pe care a crescut pădurea. (Proudhon, Du domaine privé, No. 97, 182; Toullier III, No. 11; Duranton, IV, No. 40 urm.; Demolombe, IX, No. 164, 165; Troplong, Vente, No. 352; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 22; Laurent, V, No. 430).

**7.** Proprietarul unei păduri bună pentru tăiere, grevată de ipotecă, poate vinde pădurea pentru tăiere, fără ca creditorul ipotecar să se poate opună, deoarece pădurea vândută pentru tăere este considerată ca mobilă. (Merlin, Répertoire, Taillis, No. 2; Demolombe, IX, No. 187; Aubry et Rau, ed. 5-a II, § 164, nota 29; Pont, Privilèges et hypothèques, I, No. 363; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 53; Comp.: Troplong, Hypothèques, No. 404, 824).

**8.** A se vedea: Art. 465 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Cumpărarea unei păduri pentru a fi tăiată și revândută, spre a se realiza un beneficiu, constituie un act de comerț căci, deși prin natura ei, pădurea este un imobil, fiind alipită solului, când însă se vinde pentru a fi tăiată, ea se consideră ca un lucru mobil și, prin urmare, cel ce revinde spre a beneficia de câștig, face un act de speculațiune și de comerț.

Așa fiind, în speță, instanța de fond bine a condamnat în baza legii speculei pe recurentul, care a vândut lemne din pădure cu un preț mai mare ca cel legal. (Cas. S. II, Deciziunea penală No. 1556, din 18 Maiu 1925. Jurispr. Rom. 14/1925, Pand. Rom. 1925, III, 129; Trib. Prahova S. I. 162 din 13 Aprilie 1926. Jur. Gen. 1926 No. 997)

2. Contractul prin care se dă în tăiere o pădure nu poate fi decât un contract de vindere-cumpărare mobilă. În adevăr, deși doctrina clasică susține că plantele și arborii încă prinși prin rădăcini de pământ au un caracter imobiliar, deoarece atâta timp cât nu sunt încă separate de

sol, plantele și arborii nu se pot deplasa dela un loc la altul fără a se deteriora sau modifica substanțial, totuși majoritatea doctrinei și jurisprudenței moderne consideră că în asemenea cazuri nu poate fi vorba decât de o vânzare mobilă — și cu drept cuvânt — pentru că ceea ce părțile au în vedere la încheierea unui asemenea contract nu este starea actuală, de pendență a plantelor sau arborilor, ci tocmai valoarea lor după ce au fost separate de sol, sau, în alți termeni, le consideră, după expresiunea prof. Planiol, mobile prin anticipație.

Iar contractul de vindere sau de darea în tăiere a unei păduri nu are nici un raport de asemănare cu contractul de arendă: pe când în acesta din urmă obiectului îl constituie posibilitatea de folosință, care nu se poate cunoaște și determina precis încă dela încheierea contractului, în caz de vinderea unei păduri spre tăiere obiectul este deja cunoscut și determinat în întinderea sa încă dela început (Trib. Orhei, 19 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926 III, 40.)

3. A se vedea: art. 1294, nota 1.

**Art. 467.** — Animalele ce proprietarul fondului dă arendașului pentru cultură, sunt imobile pe cât timp li se păstrează destinațiunea lor. (Civ. 462, 468, 503; Pr. civ. 407, 410, 493; Civ. Fr. 522).

*Text. fr. Art. 522.* — Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention.

Ceux qu'il donne à cheptel à d'autres qu'au fermier ou métayer, sont meubles.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N.. *Despre ipotechi*, p. 37.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Accesor 9.	Industrie 19.
Animale 2—18.	Interpretare 18.
Arendare 1—12, 14—18.	Locațiune 1—12, 14—18.
Bărbat dotat 5.	Mandatar 4, 5.
Cheptel 12.	Mobilă 3, 12, 15, 17.
Comerț 19.	Moșii 19.
Cultură 4 urm.	Posesor 6.
Deturnare 17.	Preț 8, 11.
Dijmă 10, 12.	Prezumpțiune 13.
Dotă 5.	Proprietar 1, 2, 4, 7—18.
Expirarea contractului 16.	Reprezentant legal 4, 5.
Expresă declarație 13.	Sporul animalelor 14.
Furt 17.	Sustragere 17.
Imobile prin destinație 1,	Terti 6, 15.
2, 4—11, 13, 14, 16, 17.	Tutor 5.
Inchiriere 1—12, 14—18.	Vânzare 15.

## Doctrină.

1. Art 467 de codul civil presupune că moșia este dată în arendă, iar art. 468, afară de paragraful privitor la semințe, presupune că proprietarul cultivă singur moșia sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156;

C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653, p. 890).

2. Numai animalele pe care proprietarul fondului le dă arendașului pentru cultură, sunt imobile prin destinațiune, deoarece potrivit dispozițiilor art. 522 c. civ. fr. (467 c. civ. rom.) numai el are puterea de a imobiliza animalele. (Proudhon, Du domaine privé, I, No. 116; Taulier, II, No. 153; Duranton, IV, No. 59; Demolombe, IX, No. 203, 204; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1365; Dalloz, Rép., Biens, No. 65; Suppl., Biens, No. 16; Laurent, V, No. 447; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2216; Planiol et Ripert, III, No. 80; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 684; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 153, nota 1, 155, 156, text și nota 3; Nacu, I, p. 725; Plastara, II, p. 25, 30 nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1649).

3. Animalele pe care arendașul le pune pe fondul arendat pentru cultură nu devin imobile prin destinațiune, ci-și păs-

trează calitatea de mobile. (Proudhon, I, No. 116; Taulier, *Théorie raisonnée du code civil*, II, p. 153; Duranton, IV, No. 59; Demolombe, IX, No. 203, 204; Carré, *Lois de la procédure*, II, p. 436; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1365; Dalloz, *Rép., Biens*, No. 65; Suppl., *Biens*, No. 16; Laurent, V, No. 447; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2216; Planiol et Ripert, III, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 153, nota 1, 155, 156, text și nota 3; Nacu, I, p. 725; Plastara, II, p. 26).

4. Deasemenea devin imobile prin destinațiune, și animalele ce le dă arendașului pentru cultură, reprezentantul legal sau mandatarul proprietarului fondului. (Demolombe, IX, No. 205; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, §. 164, p. 15, 16; Dalloz, *Rép. Suppl., Biens*, No. 16; Planiol et Ripert, III, No. 80; contra: Laurent, V, No. 438).

5. Animalele pe care le dă arendașului pentru cultură, bărbatul dotat sau tutorul minorului, cari au arendat bunurile dotale sau ale minorului, devin imobile prin destinațiune. (Dalloz, *Rép., Suppl., Biens*, No. 16).

6. Animalele pe cari posesorul „*animo domini*” le dă arendașului pentru cultură, fie că posesorul este de buna credință sau de rea credință, devin față de terți, imobile prin destinațiune. (Demolombe, IX, No. 208, 209; Marcadé, art. 524, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, §. 164, p. 12; Dalloz, *Rép., Suppl., Biens*, No. 16; Planiol et Ripert, III, No. 81; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2217; Plastara, II, p. 26, 27; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1649; Contra: Duranton, IV, No. 59; Laurent, V, No. 437).

7. Sunt considerate ca imobile nu numai animalele pe cari proprietarul fondului le dă arendașului pentru cultura propriu zisă a fondului, ci toate animalele pe cari proprietarul le atașează fondului, fără distincțiune. (Demolombe, IX, No. 235, 239; Marcadé, art. 522, No. 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1367; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, §. 164, text și notele 38 urm., p. 17; Comp.: Proudhon, *Du domaine privé*, I, No. 147; Plastara, II, p. 26, nota 1).

8. Sunt considerate ca imobile, animalele pe cari proprietarul fondului le dă arendașului pentru cultură, chiar în cazul când s-a fixat un preț aparte pentru locațiunea fondului și un alt preț pentru locațiunea animalelor. (Dalloz, *Rép., Biens*, No. 71).

9. Chiar dacă animalele afectate pentru cultură, ar fi întrebuițate în mod accesoriu și la alte lucrări de pe moșie cari nu ar fi în interesul exploatării, ele rămân tot imobile prin destinațiune, dacă ele servesc totodată și la exploatarea moșiei. (Laurent, V, No. 446; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156, nota 4).

10. Animalele date de către proprietarul arendașului său pentru cultură, sunt imobile prin destinațiune, fie că arenda este plătită în bani, fie că este plătită în dijmă.

(Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156).

11. Animalele date de către proprietarul arendașului pentru cultură sunt imobile prin destinațiune, chiar dacă ele au fost prețuite prin contractul de arenda. (Laurent, V, No. 444; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 157; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

12. Animalele pe cari proprietarul le dă a cheptel, adică pentru a fi hrănite și crescute în schimbul unei plăți consistând din o parte din produse, altuia decât arendașul, rămân mobile de oarece nu sunt afectate exploatării fondului. Această soluțiune care este prevăzută de art. 522 al. 2 c. civ. fr. de și nu este trecută în codul civil român, se impune și la noi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 157, 158; Comp.: Nacu, I, p. 725).

13. Imobilizarea animalelor prin destinațiunea proprietarului, când nu este în mod expres exprimată, trebuie să rezulte dintr'un fapt care s'o constate în mod cert, de oarece ea constituind o derogatiune dela dreptul comun, nu se presupune. (Dalloz, *Rép., Biens*, No. 68; Comp.: Laurent, V, No. 444, 445; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 64; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 157).

14. Sporul animalelor pe care proprietarul, fondului le dă arendașului pentru cultură, este și el imobil prin destinațiune. (Dalloz *Rép., Biens*, No. 72).

15. Animalele pe cari proprietarul fondului le dă arendașului pentru cultură, pierd caracterul lor de imobile prin destinațiune, de îndată ce proprietarul le vîndă arendașului sau unei alte persoane, chiar dacă au rămas încă pe fondul arendat. (Dalloz, *Rép., Biens*, No. 67, 132; Huc, IV, No. 23; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 157; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

16. Expirarea contractului de arendare, nu face ca animalele pe cari proprietarul fondului le-a dat arendașului pentru cultură, să-și piardă caracterul de imobile prin destinațiune. (Dalloz, *Rép., Biens*, No. 67).

17. Cu toate că animalele pe cari proprietarul fondului le dă arendașului pentru cultură, devin imobile prin destinațiune, ele rămân însă mobile din punctul de vedere al deturării și sustragerii lor frauduloase. (Dalloz, *Rép., Suppl., Biens*, No. 17; Planiol et Ripert, III, No. 78; Plastara, II, p. 27, 28).

18. Cu toate că art. 522 c. civ. fr. (467 c. civ. rom.) vorbește numai de animalele pe care le dă proprietarul, arendașului său pentru cultură, totuși dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiune și la celelalte lucruri prevăzute în art. 521 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.). (Demolombe, IX, No. 236; Aubry et Rau, I, §. 164, p. 19; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 65; Alexan.

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156, nota 1, 159).

**19.** Cu toate că art. 522 c. civ. fr. (467 c. civ. rom.) vorbește numai de moșii, totuși dispozițiile sale își găsesc aplicațiunea și la fondurile industriale și comerciale deoarece, ele trebuiesc combinate

cu dispozițiile art. 524 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.). (Demolombe, IX, No. 224; Laurent, V, No. 436, 460, 463; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156, nota 2).

**20.** A se vedea: art. 468 din codul civil cu notele respective.

**Art. 468.** — Obiectele ce proprietarul unui fond a pus pe ele <sup>1)</sup> pentru serviciul și exploatarea acestui fond sunt imobile prin destinațiune.

Astfel sunt imobile prin destinațiune, când ele s'au pus de proprietar pentru serviciul și exploatarea fondului:

Animalele afectate la cultură;

Instrumentele arătoare;

Semințele date arendașilor sau colonilor parțiar <sup>2)</sup>;

Porumbii din porumbărie;

Lapinii ținuți pe lângă casă;

Stupii cu roi;

Peștele din iaz (heleștaie);

Teascurile, căldările, alambicurile, lăzile <sup>3)</sup> și vasele;

Instrumentele necesare pentru exploatarea fierăriilor, fabricelor de hârtie și altor uzine;

Paele și gunoaiele.

Mai sunt imobile prin destinațiune: toate efectele mobiliare ce proprietarul a așezat către fond în perpetuu. (Civ. 462, 467, 469, 473, 503, 1454 urm., 1466 urm., 1730 § 2, 1746, 1750, 1824, 1909; Pr. civ. 406, 407, 493; L. p. înființarea Băncii agricole, Art. 7; Civ. Fr. 524).

*Text. fr. Art. 524.* — Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds, sont immeubles par destination. Ainsi, sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds:

Les animaux attachés à la culture;

Les ustensiles aratoires;

Les semences données aux fermiers ou colons partiaires;

Les pigeons des colombiers;

Les lapins des garennes;

Les ruches à miel;

Les poissons des étangs;

Les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes;

Les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges, papeteries et autres usines;

Les pailles et engrais.

Sont aussi immeubles par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure.

1) Din eroare se zice „ele” în loc de „el”.

2) „Coloni parțiar”, se numesc arendași cari cultivă pământul, plătind proprietarului arenda în natură, adică în o parte din fructe.

3) Din eroare se zice „lăzile”, în loc de „căzile”, în art. francez... „cuves”.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipotecă*, p. 37.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

A. icolă exploatare 5-9, 15, 21, 25, 32-35, 37, 38, 41-47, 55, 56, 64, 67, 69, 75, 104-111.

Alambicuri 70.

A bine, a se vedea cuvântul: „Stupi“.

Animale 33-36, 40-43, 110, 111.

Antichreză 13, 14.

Apreciere suverană 19, 12.

Araci de vie 26-30.

Arendare, a se vedea cuvântul: „Locațiune“.

Atelier 83.

Automobil 92.

Barbat dotat 6.

Bărci 67.

Berărie 87, 90.

Besman 11, 12.

Biserică 101, 102.

Brânză 38.

Bulbi 52, 53.

Cafenea 99, 100.

Cai 39, 85, 86, 87, 89, 91.

Cale ferată 103.

Căldări 70.

Camioane 79, 89.

Cărbune 84.

Cărpe 84.

Cărute 79, 89.

Case de raport 93.

Căzi 70, 71, 72.

Cazino 98.

Cepe 52, 53.

Clădiri 3, 78, 79, 88, 93, 96, 100, 101.

Coase 44.

Coloni partiaari 48, 49, 54.

Comerț, a se vedea cuvintele: „Exploatare comercială“.

Creditori 24.

Cult 101, 102.

Curator 24.

Deces 24.

Declarația părților 9.

Deplasare 22.

Dijmă 54.

Donațiune 17.

Dotă 6.

Embatic 11, 12.

Enumerare enunțiativă 25.

Epuri 58, 59.

Executare silită 50, 108, 109.

Exploatare agricolă 5-9, 15, 21, 25, 32-35, 37, 38, 41-47, 55, 56, 64, 67, 69, 75, 104-111.

Exploatare civilă 93.

Exploatare comercială 75, 93, 94.

Exploatare industrială 5-9, 13, 14, 15, 21, 25, 32, 75-90.

Fabrică 13, 14, 77, 78, 80, 81, 84, 87, 90.

Ferărie 77, 78, 80, 81, 84.

Fermă 38.

Flori 52.

Fructe 50, 108, 109.

Furaje 38, 110, 111.

Garduri 31.

Grădinarie 46, 47.

Gunoaie 104-109, 112.

Hârtie 78, 80, 81, 84.

Hotel 95, 98, 99, 100.

Imobile prin destinație 2, 4-10, 12, 13, 15, 16, 18-22, 24-27, 29, 31-35, 37, 38, 41-44, 46, 48, 49, 50, 52, 59, 60, 61, 64, 67, 69, 70, 72, 75-82, 85, 87, 88, 90, 93, 94, 96, 98, 100, 101, 103, 104, 106-108, 110.

Imobile prin încorporație, 49, 51, 52, 53, 112.

Imprimerie 88.

Încetare din viață 24.

Închiriere, a se vedea cuvântul „Locațiune“.

Industrie, a se vedea cuvintele: „Exploatare industrială“.

Ingrășăminte 37.

Instrumente arătore 44, 45, 46, 47.

Intenție 9, 18, 19, 20, 22, 33, 106.

Ipotecă 24.

Lapini 58, 59.

Lapte 38.

Legume 52.

Locațiune 1, 7, 11, 12, 30, 32, 41, 44-54, 56, 63, 66, 71, 72, 107.

Mandat 4.

Mașine 3, 13, 44, 79.

Meseriaș 83.

Moară 85, 86.

Moarte 24.

Mobili 3, 11, 14, 16, 17, 20, 23, 28, 30, 31, 34, 36, 39, 40, 42, 43, 45, 47, 51, 53, 56-59, 62, 63, 65, 66, 68, 71-74, 83, 84, 86, 88, 89, 91, 92, 95, 97, 99, 102, 104, 111.

Oi 37.

Oleu 70.

Pae și gunoaie 104-109, 112.

Paraclis 102.

Paseri 40.

Perpetuitate 15, 33, 103.

Pești 57, 64, 65, 66.

Pluguri 44.

Porumbi 55-58.

Posezor 8.

Prese de imprimerie 88.

Proprietar 1, 2, 4, 5, 7, 9, 10, 13, 17, 19, 20, 22, 25, 29, 32, 33, 39, 41-44, 46-54, 64, 67, 72, 74, 75, 85, 86, 93, 96, 107, 110, 111.

Rădăcini 52.

Recolte 70, 108, 109.

Reprezentant 4, 5, 6, 7.

Sape 44.

Semințe 48-52, 108.

Societate 3.

Spirit 70.

Stațiune balneară 94, 95, 98.

Stupi cu roi 61, 62, 63.

Sucesiune 24.

Suverană apreciere 19, 82.

Teascuri 70.

Teatru 96, 97.

Terți 8.

Tipografie 88.

Transport 73, 89, 90.

Trăsuri 91.

Turmă de oi 37.

Unelte de agricultură 44-47.

Urmărire silită 50, 108, 109.

Ustensile 14, 78, 80-83.

Uzină 13, 14, 76, 78, 80-82, 87, 89.

Uzurfurac 11, 12, 30, 31, 63, 66, 71.

Vaci 33.  
Vagonete 79.  
Vânat 60, 91.  
Vânzare 17, 24, 36, 73, 106.  
Vase 70-74, 90.

Vecinicie 15, 33, 103.  
Vermi de mătase 63, 69.  
Vic 26-31, 70-73.  
Vin 70, 73.

## Doctrină.

- Art. 467 din codul civil presupune că proprietarul a dat moșia sa în arenda, iar art. 468 presupune că proprietarul cultivă singur moșia sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156; C. Hamangiu, I. Rosetti-Balănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653, p. 890).
- Lucrurile mobiliare nu devin imobile prin destinațiune decât în cazul când au fost puse pe un fond de către proprietarul acestui fond. (Demolombe, IX, No. 202 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II: No. 339 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1365; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 15, 16; Dalloz, Rép., Biens, No. 119; Suppl., Biens, No. 31; Laurent, V, No. 434; Huc, IX, No. 19; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 59; Planiol, ed. 6-a, I No. 2216; Planiol et Ripert, III, No. 80; Alexandre-co, ed. 2-a, III, partea I, p. 153, nota 1, 155; Plaslara II, p. 25, 30, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Balănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1649).
- Mașina pe care o societate ar pune-o într-o casă, proprietatea unuia dintre asociați, nu devine imobilă prin destinațiune, deoarece societatea, este o persoană morală distinctă de membrii care o compun. (Demolombe, IX, No. 214; Massé et Vergé, I, § 254, nota 2, p. 10; Dalloz, Rép., Biens, No. 120).
- Obiectele mobiliare puse pe un fond de către reprezentantul proprietarului fondului, pot deveni imobile prin destinațiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 16; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 31, Planiol et Ripert, III, No. 80; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 169; Nacu, I, p. 726).
- Reprezentantul egal al unui proprietar incapabil, poate imobiliza obiectele destinate unei exploatări agricole sau industriale ca și însuși proprietarul în locul căruia lucrează. (Demolombe IX, No. 206; Aubry et Rau, II, § 164, p. 16; Marcadé, art. 522; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 59; Planiol et Ripert, III, No. 80; Nacu, I, p. 726; Contra: Laurent, V, No. 438; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 169).
- Obiectele mobiliare ale soțului dotat puse de către el pe un fond dotat aparținând soției sale, pentru exploatarea acestui fond, devin imobile, prin destinațiune ca și când fondul ar aparține însuși soțului dotat. (Duranton, IV, No. 47; Demolombe, IX, No. 208; Contra: Laurent, V, No. 438; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 169).

**7.** Când locatarul lucrând în numele proprietarului și ca reprezentant al său, pune pe fondul închiriat oarecare lucruri mobile pentru serviciul acestui fond, ele devin imobile prin destinațiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 31).

**8.** Posesorul „animo domini” al unui fond, fie că este de bună credință sau de rea credință, în relațiile cu terți trebuie să asimilat cu proprietarul în ceea ce privește destinațiunea imobiliară a obiectelor puse pe fondul posedat. (Demolombe, IX, No. 208, 209; Marcadé, art. 524, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, text și nota 35, p. 16; Huc, IV, No. 19; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 59; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2217; Planiol et Ripert, III, No. 81; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 169; Plastara, II, p. 26, 27; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1649; Contra: Durant, IV, No. 59; Comp.: Laurent, V, No. 437).

**9.** Destinațiunea care dă lucrurilor mobile, caracterul de imobile, nu depinde de declarațiunea părților contractante ci din faptele și împrejurările determinate de lege. (Aubry et Rau, II, § 164, nota 31 bis, p. 15; Laurent, V, No. 433; Huc, IV, No. 21; Planiol et Ripert, III, No. 82; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 169).

**10.** Pentru ca un obiect imobil să devie imobil prin destinațiune se cere condițiunea ca proprietarul fondului să fie în același timp și proprietarul obiectului mobil. (Demolombe, IX, No. 216; Huc, IV, No. 20; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 59; Planiol, I, No. 2217; Planiol et Ripert, III, No. 80, 81; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 169, text și nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1649).

**11.** Obiectele mobiliare puse pe fond de către uzufructuar, locatar sau embaticar după o părere, nu devin imobile prin destinațiune, chiar în timpul cât durează folosința. (Pothier, Communauté, No. 62; Proudhon, I, No. 166; Coin-Delisle, art. 524, No. 27; Demolombe, IX, No. 210, 211; Marcadé, art. 524, No. 4; Massé et Vergé, II, § 254, nota 2; Murlon, I, No. 1365, nota 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, text și notele 33, 34, p. 16; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 31; Laurent, V, No. 434, 437; Huc, IV, No. 19; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 59; Pont, Privileges et hypothèques, I, No. 372; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2216; Planiol et Ripert, III, No. 80; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 153, nota 1, 155, 156 text și nota 3, 169, 170; Plastara, II, p. 26).

**12.** După altă părere, obiectele mobiliare puse pe fond de către uzufructuar, locatar sau embaticar, devin imobile prin destinațiune, însă această imobilizare încetează la sfârșitul folosinței. (Taulier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 153; Durant, IV, No. 59; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 40).

**13.** Antichrezistul unei uzini sau fabrici,

dacă înlocuiește mașinile vechi prin altele noi, lucrează în locul și numele proprietarului, așa încât mașinile devin imobile prin destinațiune. (Dalloz, Rép., Biens, No. 121).

**14.** Ustensilele mobile puse de către antichrezistul unei uzini sau fabrici, nu devin imobile prin destinațiune, în cazul când aceste ustensile nu înlocuiesc pe altele uzate, nici nu este obligat prin convențiune să le pue în uzina sau fabrica dată în antichreză. (Dalloz, Rép., Biens, No. 121).

**15.** Pentru ca imobilizarea agricolă sau industrială să aibă loc, nu este necesar ca obiectul mobil să fie așezat pe fond în perpetuu, această condițiune nu este cerută decât pentru obiectele prevăzute de art. 524 al. ultim și 525 c. civ. fr. (468 al. ultim, 469, c. civ. rom). (Aubry et Rau, II, § 164, nota 32, p. 15; Laurent, V, No. 434, 441; Huc, IV, No. 21; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 61; Planiol et Ripert, III, No. 84; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 168; Contra.: Demolombe, IX, No. 199).

**16.** În cazul când cauzele care au produs imobilizarea prin destinațiunea obiectelor mobiliare, dispar, încetează și imobilizarea și obiectele redevin mobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 128; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 157, 176).

**17.** Când proprietarul dăruiește sau vinde obiectele mobile separat de fond, aceste obiecte pierd caracterul lor de imobile prin destinațiune și redevin mobile. (Demolombe, IX, No. 322 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 26; Dalloz, Rép., Biens, No. 129; Suppl., Biens, No. 33; Laurent V, No. 476; Huc, IV, No. 35; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 92; Planiol et Ripert, III, No. 80; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 177, nota 3).

**18.** Cu toate că destinațiunea care face ca obiectele mobiliare să devie imobile, rezultă numai din faptele determinate de lege totuși voința proprietarului constituie un element esențial de imobilizare, care rezultă din intenția proprietarului fondului și uzul la care a destinat obiectele mobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 131; Suppl., Biens, No. 33; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156, 157, 158).

**19.** Instanțele de fond apreciază în mod suveran dacă lucrurile mobile au devenit imobile prin destinațiune, aceasta fiind o chestiune de fapt și de intențiune a proprietarului fondului. (Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 33).

**20.** Imobilizarea prin destinațiune a unor obiecte mobile, poate înceta prin voința proprietarului fondului. (Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 34; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 177; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1649).

**21.** În tot timpul cât obiectele mobile se găsesc pe fond și servesc la exploatarea lui, imobilizarea prin destinațiune a acestor

- obiecte continuă. (Daloz, Rép., Suppl., Biens, No. 34).
- 22.** Faptul că obiectele mobile așezate pe un fond și devenite imobile prin destinațiune, au fost deplasate de fond pentru scurtă vreme, nu face să înceteze imobilizarea lor, deoarece pentru ca ele să redevie mobile se cere ca să existe din partea proprietarului fondului intenția unei deplasări definitive. (Demolombe, IX, No. 323; Daloz, Rép., Biens, No. 128; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 177).
- 23.** Dacă din cauza oareșcăror împrejurări, obiectele mobile devenite imobile prin destinațiune, nu mai pot servi, la scopul pentru care au fost atașate de fond, ele pierd caracterul de imobile prin destinațiune. (Daloz, Rép., Biens, No. 133; Alexandresco, ed. 2-a, III, Partea I, p. 177, 178; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1649).
- 24.** Ipoteca asupra unui imobil la care sunt atașate și obiecte mobile devenite imobile prin destinațiune, se întinde și asupra acestor obiecte; prin urmare dacă proprietarul acestui imobil încetează din viață, și succesiunea sa este vacantă, curatorul nu are dreptul să vândă separat obiectele devenite imobile prin destinațiune pentru a servi la plată creditorilor chirografari, în detrimentul creditorilor ipotecari. (Daloz, Rép., Biens, No. 135; Planiol et Ripert, III, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 176; Comp.: Plastara, II, p. 25; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1659).
- 25.** Enumerația făcută de legiuitor în art. 524 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.) a obiectelor mobile cari devin imobile prin destinațiunea proprietarului fondului nu este limitativă, ci numai enunciativă; trebuie considerate ca imobile prin destinațiune orice obiecte mobile puse pe fond de proprietar pentru serviciul, utilitatea și exploatarea acestui fond. (Coin-Delisle, art. 524, No. 30; Demolombe, IX, No. 220; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 254; nota 16, p. 13; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1373; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 37, p. 17; Laurent, V, No. 434 urm., 442; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 64; Planiol ed. 6-a, I, No. 2219, 2220; Planiol et Ripert, III, No. 84; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156, 158, 168; Nacu, I, p. 725; Plastara, II, p. 28, nota 1, 30, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1652, 1653).
- 26.** Astfel, aracii din vie când sunt puși în pământ pentru a susține vițele de vie, devin imobile prin destinațiune. (Pothier, De la Communauté, No. 39; Coin-Delisle, art. 524, No. 28; Proudhon I, No. 141; Taulier, II, p. 147; Duranton, IV, No. 69; Demolombe, IX, No. 251; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 346 bis III; Aubry et Rau, II, § 164, p. 19; Daloz, Rép., Biens, No. 104; Laurent, V, No. 451; Huc, IV, No. 27; Baudry et Chauveau, Des
- biens, No. 71; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159; Plastara, II, p. 28, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).
- 27.** Aracii din vie, rămân imobili prin destinațiune, chiar când sunt scoși din pământ toamna pentru a fi îngropată vița de vie. (Daloz, Rép., Biens, No. 104).
- 28.** Aracii înainte de a fi fost întrebuințați, prin punerea lor în pământ sunt mobile. (Daloz, Rép., Biens, No. 104).
- 29.** Dacă însă aracii au fost așezați pe fond de către proprietar ei sunt imobile prin destinațiune chiar înainte de a fi puși în pământ. (Demolombe, IX, No. 251; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 346 bis, III; Aubry et Rau, II, § 164, p. 19; Laurent, V, No. 451; Huc, IV, No. 27; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 71; Planiol, I, No. 2220; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159).
- 30.** Aracii puși pe fond de către arendaș sau uzufructuar, rămân mobile. (Laurent, V, No. 452; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 159; Contra: Duranton, IV, No. 69).
- 31.** Gardurile înfipte în pământ, chiar construite de un uzufructuar au locatar sunt imobile. (Daloz, Rép., Biens, No. 105).
- 32.** Dispozițiunile art. 524 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când proprietarul exploatează însuși fondul său cât și în cazul când el l-a arendat. (Daloz, Rép., Biens, No. 74; Suppl., Biens, No. 18; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 153 text și nota 2; Plastara, II, p. 29, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).
- 33.** Ceeace determină imobilizarea prin destinație a obiectelor mobile, este voința proprietarului de a afecta pentru serviciul și exploatarea fondului său, pentru totdeauna anumite animale, oricare ar fi gradul de utilitate al acestei afectațiuni. (Daloz, Rép., Biens, No. 80; Comp.: Proudhon, Du domaine privé, I, No. 145).
- 34.** Trebuie considerate ca imobile prin destinațiune numai animalele afectate pentru cultura fondului, iar nu și cele cari, deși proprii pentru cultură, însă sunt numai crescute și hrănite pe fond. (Demolombe, IX, No. 268, 269; Daloz, Rép., Biens, No. 76; Laurent, V, No. 466; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 55, p. 20; Planiol, ed. 6, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85).
- 35.** Chiar în cazul când animalele cari sunt afectate la cultura fondului sunt hrănite pe alt teren decât cel pe care lucrează, ele sunt tot imobile prin destinațiune. (Daloz, Rép., Biens, No. 76).
- 36.** Animalele cumpărate pentru a fi îngășate pe un fond și apoi revândute, nu pot fi considerate ca afectate pentru



cultură și deci să aibă caracterul de imobile prin destinațiune. (Proudhon, Du domaine privé, I, No. 119; Duranton, IV, No. 56; Demolombe, IX, No. 242, 243; Massé et Vergé, II, § 254, nota 8; Marcadé, art. 522; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 17; Dalloz, Rép., Biens, No. 77; Planiol I. No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 158; Nacu, I, p. 725; C. Hamangiu, I Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653; Contra: Murlon, ed. 7. I. No. 1367; Laurent, V, No. 443; Huc, IV, No. 22; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 66; Comp.: Huc, IV, No. 22; Plastara, II, p. 26, nota 1, 28, nota 1).

**37.** O turmă de oi pusă pe fond pentru todeauna și în scopul de a produce îngrășămintă, este imobilă prin destinațiune, deoarece este afectată la cultura pământului. (Coin-Delisle, art. 524, No. 14, 34; Proudhon, Du domaine privé, I, No. 177; Demolombe, IX, No. 235, 239; Marcadé, art. 522, nota 4; Dalloz, Rép., Biens, No. 77; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 17; Laurent, V, No. 443; Huc, IV, No. 22; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 158; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Plastara, II, p. 26, nota 1, 28, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**38.** Intr'o fermă al a cărei scop este prepararea brânzei și în care nu se cultivă decât furaje necesare vacilor cari produc laptele, sunt considerate ca imobile prin destinațiune, atât vacile cari dau laptele cât și animalele întrebuințate la cultura furajelor. (Proudhon, Du domaine privé, I, No. 117; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 40, p. 17; Dalloz, Rép., Biens, No. 78; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**39.** Căi de călărie, trăsurile, etc., întrebuințați de personalul stăpânului fondului sau de către proprietar nu sunt imobile prin destinațiune. (Demolombe, IX, No. 240, 270; Dalloz, Rép., Biens, No. 76; Laurent, V, No. 444; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 66; Planiol, I, No. 2219; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 158; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**40.** Pasările și animalele domestice din curte nu pot fi considerate ca imobile prin destinațiune. (Demolombe, IX, No. 244, 276; Troplong, Vente, I, No. 323; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 17; Laurent, V, No. 450; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 66; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 158; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**41.** În cazul când o persoană este și proprietarul unui pământ și arendașul unei alte bucăți de pământ, animalele cari

sunt proprietatea sa și pe cari le întrebuințează la cultură, sunt considerate, după o părere, ca imobile prin destinațiune dacă ele sunt întrebuințate la cultivarea proprietății, deși servesc și la cultura terenului arendat. (Dalloz, Rép. Biens, No. 82).

**42.** După o altă părere, în acest caz numai partea din anima ele necesare pentru cultivarea proprietății vor fi considerate imobile prin destinațiune, iar celelalte vor fi mobile. (Dalloz, Rép., Suppl., Biens No. 82).

**43.** După a treia părere, dacă proprietarul are destul pământ pentru a putea întrebuința toate animalele ce le posedă, ele vor fi toate considerate ca imobile prin destinațiune, iar în cazul contrar, vor fi considerate ca mobile. (Proudhon, Du domaine privé, I, No. 116; Dalloz, Rép., Biens, No. 82).

**44.** Sunt imobile prin destinațiune, uneltele de agricultură pe cari proprietarul le-a dat arendașului sau le-a pus el singur pe fond pentru serviciul și exploatarea lui ca: plugurile, sapele, coasele, mașinile de treier, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**45.** Instrumentele arătoare puse pe fond nu de către proprietarul fondului, ci de către arendaș, chiar dacă ar fi necesare exploatării fondului, rămân mobile, de oarece potrivit dispozițiilor art. 522 și 524 c. civ. fr. (467 și 468 c. civ. rom.) numai proprietarul fondului poate imobiliza prin destinațiune, anumite lucruri mobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 83; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 153, nota 1, 156 text și nota 3).

**46.** Instrumentele de grădinărie trebuiesc cuprinse între instrumentele arătoare și deci considerate ca imobile prin destinațiune. (Demolombe, IX, No. 247 bis; Aubry et Rau II, § 164, nota 42, bis, p. 18; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 67; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**47.** După altă părere, instrumentele de grădinărie, afară de împrejurări excepționale, trebuiesc considerate ca făcând parte din mobilier, deoarece dispozițiile art. 524 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la instrumentele agricole propriu zise. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85).

**48.** Nu numai semințele date arendașilor sau colonilor partiați sunt imobile prin destinațiune ci și cele pe cari proprietarul le cultivă singur. (Coin-Delisle, art. 524, No. 39; Taulier, Théorie raisonnée du Code Civil, II, p. 148; Duranton, IV, No. 57, 58; Demolombe, IX, No. 248; Massé et Vergé, II, § 254, nota 11; Marcadé, art. 524, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a II, § 164, nota 44, p. 18; Dalloz, Rép., Suppl. Biens, No. 19; Laurent, V, No. 455, 456; Huc, IV,

No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159; Plastara, II, p. 29 nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**49.** Semințele date arendașilor sau colonilor parțiar sunt considerate ca imobile prin destinațiune, chiar înainte de a fi fost semănate în pământ; de îndată ce au fost semănate ele devin imobile prin natura lor sau mai bine zis prin încorporație. (Duranton, IV, No. 57; Demolombe, IX, No. 248; Massé et Vergé, II, § 254, nota 11; Marcadé, art. 524, No. 4; Mourlon, I, No. 1370; Dalloz, Rép. Biens, No. 84; Laurent, V, No. 454; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 160; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653; Contra: Pothier, De la Communauté, No. 33).

**50.** În cazul când proprietarul a dat arendașului său o cantitate de semințe cari deși au devenit imobile prin destinațiune și dacă după ce ele au fost semănate, un creditor al arendașului urmărește recolta culeasă, creditorul este obligat a nu urmări o cantitate de semințe echivalentă cu acea pe care a dat-o proprietarul arendașului debitor. (Dalloz, Rép., Biens, No. 84).

**51.** Semințele arendașului chiar dacă sunt destinate a fi puse în pământ, rămân mobile, deoarece numai proprietarul are dreptul, potrivit dispozițiilor art. 524 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.), să le imobilizeze; de îndată însă ce aceste semințe au fost puse în pământ, ele devin imobile prin încorporație. (Laurent, V, No. 454, 455; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 160, nota 1).

**52.** Bulbii și rădăcinile florilor și legumelor trebuiesc asimilate semințelor și deci considerate imobile prin destinațiune; de îndată ce au fost puse în pământ devin imobile prin încorporație. (Toulier, III, p. 147; Duranton, IV, No. 69; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1359; Laurent, V, No. 456; Huc, IV, No. 25).

**53.** După altă părere, bulbii și cepele, nu devin imobile decât după ce au fost puse în pământ. (Demolombe, IX, No. 251).

**54.** Prin colon parțiar se înțelege arendașul care s'a obligat a plăti câștigul în parte din produse în loc de bani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653, p. 890, nota 1).

**55.** Prin porumbărie din art. 524 c. fr. (468 c. civ. rom.) se înțelege un loc deschis în care porumbeii trăesc în libertate și meniți de către proprietar la serviciul și exploatarea fondului iar nu cei cari trăesc într-o porumbărie închisă. (Demolombe, IX, No. 276; Laurent, V, No. 450; Huc, IV, No. 28; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 69; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 161).

**56.** Porumbeii aduși de către arendaș, chiar dacă ar fi destinați la exploatarea

fondului își păstrează caracterul de mobile. (Demolombe, IX, No. 276 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 161).

**57.** Porumbeii din cuști și peștii din bazine sunt lucruri mobile, nefăcând parte din fond, deoarece nu intră în categoria lucrurilor considerate ca imobile prin destinațiune de art. 524 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.). (Pothier, Communauté, No. 41; Proudhon, I, No. 123, 125, 127; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1371; Demolombe, IX, No. 276; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 49, p. 19; Dalloz, Rép., Biens, No. 85; Laurent, V, No. 450; Huc, IV, No. 28; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 63; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 161, nota 1, 162, nota 3; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653; Comp.: Nacu, I, p. 726, 727).

**58.** Porumbeii din porumbărie și lapini, ținuți pe lângă casă, devin mobile de îndată ce au fost prinși. (Dalloz, Rép., Biens No. 85).

**59.** Spre deosebire de textul francez, și dreptul nostru, iepurii de mosc (lapini), chiar dacă nu trăesc într'un loc determinat în stare sălbatecă (lapins de garenne) ci pe lângă casă, par a fi imobile prin destinația proprietarului, totuși deosebirea de redacție a textului nostru nu poate proveni decât dintr-o greșală de traducere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 161; Comp.: Demolombe, IX, No. 276; Laurent, V, No. 450; Huc, IV, No. 29; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 69).

**60.** Vănatul de orice fel închis într'un parc, trebuește considerat ca imobil prin destinațiune. (Coin-Delisle, art. 524; Demolombe, IX, No. 275; Marcadé, art. 524, No. 4; Aubry et Rau, II, § 164, nota 51, p. 15; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripart, III, No. 85; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 162, 163; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**61.** Stupii cu roi chiar dacă nu sunt puși în pământ ci așezați numai pe pământ, sunt imobile prin destinațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 162; Comp.: Demolombe, IX, No. 277).

**62.** Stupii cu albine cari nu servesc la exploatarea fondului ci la uzul personal al proprietarului, nu sunt imobile prin destinațiune, ci mobile. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 346 bis, VI; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 162).

**63.** Stupii cu albine puși pe fond de către arendaș sau uzufructuar, nu devin imobile prin destinațiune, ci rămân mobile. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 346 bis, VI; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 162).

**64.** Peștii din iazuri sau bălți puși de proprietar pentru serviciul și exploatarea fondului, sunt imobile prin destinațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 162).

**65.** Peștele din iaz devine imobil, de îndată ce au fost ridicate stăvilarele iazului

pentru a se scurge apa în vederea pescuirii. (Proudhon, Dom. publ., V, No. 1579; Dalloz, Rép., Biens, No. 85).

**66.** Peștele din ape curgătoare sau din mare și acel pus în iazuri de către arendaș sau de uzufructuar, rămâne mobil. (Demolombe, IX, No. 276, 276 bis; Laurent, V, No. 450; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 69; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 162, nota 3; Comp. Nacu, I, p. 727).

**67.** Bărcile puse de proprietarul unui lac pe acest lac pentru serviciul pescuitului, devin imobile prin destinațiune. (Proudhon, Dom. publ., V, No. 1569; Alexandresco, ed. 2-a, III partea I, p. 163).

**68.** Viermii de mătase după o părere, nu sunt imobile prin destinațiune ci mobile. (Demolombe, IX, No. 278; Huc, IV, No. 31; Aubry et Rau, II, § 164, p. 20; Laurent, V, No. 464; Huc, IV, No. 31).

**69.** După o altă părere, viermii de mătase pot fi declarați imobile prin destinație deoarece fac parte din exploatarea agricolă. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 70; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 686; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 162).

**70.** Teascurile, caldările, alambicurile, căzele și vasele, precum și toate aparatele cari servesc a preface produsele fondului în vin, spirt, oleiu, etc. sunt imobile prin destinațiune oricare ar fi mărimea lor și indiferent dacă sunt sau nu aderente de fond. (Dalloz, Rép. Biens, No. 86; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 163; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**71.** Căzile și vasele unui cultivator de vie care nu este proprietar, cum ar fi un arendaș sau un uzufructuar, nu sunt considerate ca imobile prin destinație ci ca mobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 87; Laurent, V, No. 453; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156, nota 3, 163).

**72.** În cazul când un cultivator de vie este în parte proprietar și în parte arendaș al viei altei persoane, căzile și vasele sale vor fi considerate ca imobile prin destinație numai în proporția necesară exploatării fondului său, iar pentru rest ele sunt considerate ca mobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 87).

**73.** Vasele destinate a transporta vinul și a fi vândute odată cu el, sunt mobile. (Duranton, IV, No. 62; Demolombe, IX, No. 253; Dalloz, Rép., Biens, No. 86; Suppl., Biens, No. 21; Laurent, V, No. 453; Huc, IV, No. 33; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 71; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 156; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**74.** Vasele destinate a conține băutura proprietarului și a oamenilor săi de ser-

viciu sunt mobile. (Demolombe, IX, No. 253; Dalloz, Rép., Biens, No. 87; Laurent, V, No. 453; Huc, IV, No. 33; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 71; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 163).

**75.** Numai proprietarul poate să imobilizeze prin destinația agricolă, industrială și comercială, anumite lucruri, deoarece numai el este reprezentantul interesului agricol sau industrial iar nu detentorii trecători ai fondului cari pot avea un interes opus. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 153, nota 1, 155, 156, nota 3; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Alex. Băicoianu I, No. 1649).

**76.** Deoarece formula întrebuintată de art. 524 c. civ. fr. (468 c. c v. rom.) este generală, dispozițiile acestui articol se aplică la orice uzină industrială. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2221; Planiol et Ripert, III, No. 86; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 165, 166; Plastara, II, p. 29, notă; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Alex. Băicoianu, I, No. 1654).

**77.** Prin fierării se înțeleg fabricile în care se lucreaza fierul, oțelul, spija, etc.. (Demolombe, IX, No. 265; Aubry et Rau, II, § 164, p. 21; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 165, nota 1).

**78.** Pentru ca instrumentele necesare la exploatarea fierăriilor, fabricelor de hârtie și altor uzine să fie considerate ca imobile prin destinațiune, trebuie ca ele să servească la exploatarea unui imobil a cărui destinație industrială să fie bine constatată. (Demolombe, XI, No. 268; Dalloz, Rép., Biens, No. 90; Suppl., Biens, No. 23; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2221; Planiol et Ripert, III, No. 86; Plastara, II, p. 29, notă; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 687; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 166; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Alex. Băicoianu, I, No. 1654).

**79.** Când clădirea în care sunt puse mașinile industriale, prezintă un caracter special industrial, sunt considerate ca imobile prin destinațiune, nu numai mașinile ci și tot ce conține clădirea și servește la exploatarea industriei cum sunt camioanele, vagonetele, etc. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2221; Planiol et Ripert, III, No. 86; Colin et Capitant, ed. 4-a I, p. 687; Comp.: Plastara, II, p. 29, notă; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Alex. Băicoianu, I, No. 1652, 1654).

**80.** Oricare ar fi valoarea și greutatea instrumentelor necesare pentru exploatarea fierăriilor, fabricelor de hârtie și altor uzine, ele sunt imobile prin destinațiune. (Dalloz, Rép., Biens, No. 90, 91).

**81.** După altă părere, pentru ca instrumentele să fie imobile prin destinațiune, trebuie ca e'e să fie agenții necesari ai sistemului special de producție la care este consacrat stabilimentul. (Demolombe, IX, No. 268 urm.; Dalloz, Rép., Biens, No. 23).

**82.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă instrumentele întrebuintate într'o

uzină sunt necesare exploatarea fondului industrial și deci au devenit imobile prin destinație. (Laurent, V, No. 462; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 165, 166; Plastara, II, p. 30, nota; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Alex. Băicoianu, I, No. 1655).

**83.** Dispozițiunile art. 524 cod. civ. fr. (468 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la sculele pe care le întrebuițează un simplu meseriaș în exercitarea profesiei sale într'un atelier. (Duranton, IV, No. 65; Demolombe, IX, No. 261 urm., 265; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, text și nota 59, p. 21; Dalloz, Rép., Biens. No. 90; Laurent, V, No. 465; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2221; Planiol et Ripert, III, No. 86; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 165, nota 1, 166; Plastara, II, p. 29, nota, 30; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Alex. Băicoianu, I, No. 1654).

**84.** Aprovizionările cu cărpe pentru fabricile de hârtie și cu cărbune pentru fierarii nu pot fi considerate ca imobile prin destinație, ci sunt lucruri mobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 99).

**85.** Căii întrebuițati de proprietarul unei mori în serviciul acestei mori, după o părere sunt imobile prin destinațiune. (Dalloz, Rép., Biens, No. 91; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2221; Planiol et Ripert, III, No. 86; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 687; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159).

**86.** După altă părere, căii întrebuițati de proprietarul unei mori, trebuiesc considerați ca lucruri mobile. (Duranton, IV, No. 56).

**87.** Căii întrebuițati într'o fabrică de bere sau altă uzină ca să puie în mișcare mecanismul ei, trebuiesc considerați ca imobile prin destinațiune. (Demolombe, IX, No. 269; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 346 bis, II, VIII; Laurent, V, No. 466; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 159; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2221; Planiol et Ripert, III, No. 86; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 687; Contra: Duranton, IV, No. 56).

**88.** Presele de imprimerie puse într'un stabiliment adaptat și consacrat pentru exploatarea unei imprimerii, trebuiesc considerate ca imobile prin destinațiune; dacă însă ele sunt așezate într'o casă care nu este afectată în mod special pentru imprimerie, sunt mobile. (Toulier, II, p. 152; Demolombe, IX, No. 265; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, text și nota 58, p. 21; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 24; Laurent, V, No. 465; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2221; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 166; Contra: Duranton, IV, No. 65).

**89.** Căii și căruțele destinate a transporta obiectele fabricate în afară de uzină, nu pot fi considerate ca imobile prin destinațiune ci ca mobile. (Duranton, IV, No. 56; Demolombe, IX, No. 269 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 55; Laurent,

V, No. 466; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 165; Contra: Colin et Capitant ed. 4-a, I, p. 687).

**90.** Vasele destinate a transporta berea din fabrici la clienți, fiind necesare la exploatarea fondului, sunt considerate ca imobile prin destinațiune. (Laurent, V, No. 467).

**91.** Căii de lux și de trăsura și echipajele de vânatoare nu pot fi considerate ca imobile prin destinațiune, ci ca mobile. (Demolombe, IX, No. 240; Laurent, V, No. 444; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2219; Plastara, II, p. 31).

**92.** De asemenea nici automobilul personal al unui industriaș. (Paniol et Ripert, III, No. 84; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1652).

**93.** Cu toate că art. 524 c. civ. fr. (468 c. civ. rom.) vorbește numai de destinația agricolă și industrială, totuși imobilizarea poate avea loc și prin destinațiune comercială, când clădirea este construită în mod expres pentru exploatarea unui comerț determinat și când materialul aparține proprietarului clădirei și chiar prin destinațiune civilă, la casele de raport. (Laurent, V, No. 463; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 77 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2219, 2222; Planiol et Ripert, III, No. 84, 87; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 687, 688; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 166; Plastara, II, p. 31; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1651, 1655, 1656).

**94.** Trebuiesc considerate ca imobile prin destinațiune, obiectele cari servesc la exploatarea directă a izvorului și la distribuirea apei într'o stațiune de ape termale. (Coin-Delisle, art. 524, No. 58; Demolombe, IX, No. 267; Aubry et Rau, II, § 164, p. 20; Laurent, V, No. 464; Huc, IV, No. 19; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 79; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2222; Planiol et Ripert, III, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 167).

**95.** Obiectele destinate la locuința și hrana persoanelor cari vin într'o stațiune de ape termale, nu pot fi considerate ca imobile prin destinațiune, ci ca mobile. (Demolombe, IX, No. 273; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2222; Planiol et Ripert, III, No. 87).

**96.** Mașinile, decorurile și alte efecte mobiliare puse într'un teatru, clădit anume de însuși proprietarul, sunt considerate ca imobile prin destinațiune. (Toulier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 152; Duranton, IV, No. 66; Demolombe, IX, No. 266; Marcadé, art. 524, No. 4; Dalloz, Rép., Biens, No. 96; Laurent, V, No. 467; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 80; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2222; Planiol et Ripert, III, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 167; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1655; Contra: Coin-Delisle, art. 524, No. 64).

**97.** Decorurile, costumele, etc., cari aparțin unei trupe ambulante de teatru.

nu sunt considerate ca imobile prin destinație, ci ca mobile. (Aubry et Rau, I, § 164, nota 60, p. 22; Laurent V, No. 467; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 167; nota 3).

**98.** Instalația completă a unui hotel de băi de mare cu cazine, trebuiește considerată ca imobilă prin destinațiune. (Laurent, V, No. 464; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2222; Planiol et Ripert, III, No. 87; Plastara, II, p. 30, nota 31; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1655).

**99.** Mobilele cari servesc la exploatarea unui hotel sau a unei cafenele, după o părere nu sunt imobile prin destinațiune, ci mobile. (Demolombe, IX, No. 264; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 22).

**100.** După altă părere, când clădirea în care au fost puse imobilele, este construită în mod special pentru hotel și nu ar putea primi o altă întrebuințare decât făcându-se o transformare radicală, mobilierul servind la exploatarea hotelului devine imobil prin destinațiune. (Laurent, V, No. 463; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 78; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2222; Planiol et Ripert, III, No. 87; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 687; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 167; Comp.: Plastara, II, p. 30, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1655).

**101.** Obiectele cari se află în edificii consacrate cultului și afectate special în acest scop, trebuie considerate ca imobile prin destinație. (Pothier, Communauté, No. 61; Merlin, Répertoire, I, Biens, § 1, No. 5; Demolombe, IX, No. 317, 318; Laurent, V, No. 468; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2224; Planiol et Ripert, III, No. 88; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 167; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1656; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 83).

**102.** Când obiectele consacrate cultului sunt puse într-o cameră transformată în paraclis, ele rămân mobile deoarece lipsește fondul. (Laurent, V, No. 468; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 168).

**103.** Calea ferată așezată pe pământ este imobilă prin destinațiune, când este construită pentru vecie, fie de un concesionar sau de Stat pe pământul cumpărat în vederea așezării liniei ferate, fie că este construită pe un teren, închiriat în vederea acestui scop. (Daloz, Rép., Suppl., Biens, No. 5).

**104.** Paele și gunoaiele numai la țară sunt considerate ca imobile deoarece numai acolo constituiesc mijloace de exploatare; când ele se găsesc în oraș sunt considerate ca lucruri mobile. (Daloz, Rép., Biens, No. 103).

**105.** Prin cuvântul: „gunoaie” (engrais) se înțeleg, orice fel de îngrășăminte naturale sau artificiale pentru pământ. (Daloz, Rép., Biens, No. 101; Laurent, V, No. 458; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 164).

**106.** Pentru ca paele și gunoaiele să poată fi considerate ca imobile prin destinație, trebuieșta ca ele să servească de îngrășăminte pe fond, pentru exploatarea lui iar nu ca intenția proprietarului să fie de a le vinde. (Demolombe, IX, No. 250; Daloz, Rép., Biens, No. 100; Suppl., Biens, No. 27; Laurent, V, No. 459; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 164; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Alex. Băicoianu, I, No. 1653).

**107.** Paele sunt considerate ca imobile chiar dacă nu au fost puse pe fond de către proprietar, ci este de ajuns ca ele să fi fost recoltate pe fond chiar de arendaș, de oarece ele sunt destinate a fi întrebuințate pe acest fond pentru îngrășăminte lui. (Daloz, Rép., Suppl., Biens, No. 27; Huc, IV, No. 27; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 72; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 85; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 685, 686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 163, 164; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1653).

**108.** Deoarece paele sunt considerate ca imobile prin destinație, creditorul care a făcut o urmărire de recoltă puse în snopi, este obligat să treere recoltele și să urmărească apoi numai vânzarea semințelor. (Daloz, Rép., Biens, No. 100).

**109.** În cazul însă când un creditor urmărește fructele prinse de rădăcini, vor fi urmărite și paele, deoarece vânzarea lor se face pe picior, înainte de a se fi seccat. (Daloz, Rép., Biens, No. 100).

**110.** Furajele puse pe un fond de către proprietar pentru hrana animalelor afectate la cultură, după o părere, sunt considerate ca imobile prin destinație. (Demolombe, IX, No. 250; Massé et Vergé, II, § 254, notă 17; Daloz, Rép., Biens, No. 102; Suppl., Biens, No. 27).

**111.** După altă părere, furajele puse pe un fond de către proprietar pentru hrana animalelor afectate la cultură nu pot fi considerate ca imobile prin destinație, deoarece nu sunt destinate în mod direct și imediat la exploatarea fondului. (Coin-Delisle, art. 524, No. 66 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 43, p. 18; Laurent, V, No. 458; Huc, IV, No. 27; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 72; Planiol ed. 6-a, I, No. 2220; Planiol et Ripert, III, No. 85; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 164).

**112.** După ce paele și gunoaiele au fost aruncate pe pământ, ele devin imobile prin încorporație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 164).

**113.** A se vedea: art. 467 și 469 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

§(Continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Distincțiunea făcută de legiuitor în bunuri principale și accesorii, presupune un raport de dependență a unui bun față

de celalt, indiferent dacă este creat prin puterea naturii sau prin voința omului, consistând în destinațiunea ce-o dă unui bun din patrimoniul său, și acest raport de dependență nu subzistă decât atâta timp cât subzistă și destinațiunea. Numai prin voința expresă și manifestă a proprietarului se poate constitui acest raport de dependență, această destinațiune a bunurilor, această calitate de principal și accesoriu, principiu care se aplică chiar la lucrurile nemișcătoare prin natura lor.

În speță, însă, arendașul morei militare Obor, neavând calitatea de proprietar asupra acestui imobil el nu putea crea imobilul ca bun principal, iar instalațiile și mașinăriile ca bunuri accesorii afectate industriei morăritului. (Trib. Ilfov, s. I com. 381 din 16 Aprilie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 449).

2. Construcțiile numai atunci pot fi considerate ca imobile prin natura lor, dacă sunt încorporate solului cu un caracter de perpetuitate, așa încât să fie socotite ca confundându-se cu însuși solul; dacă ele nu sunt încorporate solului cu acest

caracter ci numai în mod provizoriu în vederea unui anumit scop și cu posibilitate de a fi mutate după trebuință, atunci nu pot fi socotite ca imobile prin natura lor; nefiind afectate solului de însuși proprietarul fondului, vor fi considerate ca mobile. (Cas. I, 1950 din 16 Martie 1926 Pand. Săpt. 35/1926).

3. Pentru ca obiectele ce proprietarul unui fond le pune pe el, pentru serviciul și exploatarea fondului, să devină imobile prin destinațiune, trebuie ca așezarea lor pe fond să fie făcută de însuși proprietarul fondului și ele să aparțină acestuia, întrucât art. 468 c. civ. vorbește numai de proprietarul fondului și pentru chestiunea imobilizării prin destinațiune — operațiune pur intelectuală — nu se pune, cum este și firesc, decât pentru lucrurile cari sunt în patrimoniul aceluia care e și proprietarul fondului, deoarece numai în acest caz poate fi vorba de un raport de dependență — creat de proprietarul fondului — între fond și lucru. (Trib. Ilfov, secția I com., sent. No. 1202 din 1926. Jurispr. Gen. 1926, No. 1788).

**Art. 469.** — Proprietarul se presupune că a așezat către fond în perpetuu efecte mobiliare, când acestea sunt întărite cu ghips, var sau ciment, sau când ele nu se pot scoate fără a se strică sau deteriora, sau fără a strică sau deteriora partea fondului către care sunt așezate.

Oglizile unui apartament se presupun așezate în perpetuu, când parchetul pe care ele stau, este una cu boaserea <sup>1)</sup> camerei.

Aceasta se aplică și la tablouri și alte ornamente.

Statuele sunt imobile când ele sunt așezate înadins, chiar când ele s'ar putea scoate fără fractură sau deteriorațiune. (Civ. 468, 519, 1199, 1200 urm. 1325, 1750, 1824; Pr. civ. 493; Civ. Fr. 525).

*Text. fr. Art. 525.* — Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie. Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioration.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Antichități 25.  
Apă 28.  
Aprecieri suverană 5.  
Arbuști 22.

Arendare 2.  
Bănci 23.  
Bas-relief 12.  
Bazin 26.

Biblioteca 24.  
Cărți 24.  
Ceasornic 15.  
Chei 20, 21.  
Clădire 21.  
Comerț 19, 20, 21.  
Comptoir pentru gaz, apă

sau electricitate 23.  
Covoare 20, 21.  
Curte 16, 26.  
Deplasare 8.  
Electricitate 23.  
Enumerare enunciativă 4  
Enumerare limitativă 3.

1) Adică: lemnăria.

Fântână 20, 21.  
Firmă 19.  
Flori 22.  
Gaz 23.  
Grădină 16, 23.  
Imobil prin destinație 1—9,  
12—16, 20, 22, 23.  
Imobil prin incorporare  
21.  
Inchiriere 2.  
Intenție 6, 3, 18.  
Lăzi 22.  
Lemnărie 13.  
Locațiune 2.  
Magazin 20.  
Mobile 10, 11, 17, 18, 19,  
23—27.  
Monezi 25.  
Nișe 16.  
Obiecte de artă 18, 25.  
Obloane 20, 21.

Oglindă 7, 8, 10.  
Ornamente 9, 10.  
Perpetuitate 1, 5—18, 22.  
Piedestal 16.  
Plante 22.  
Posesor 2.  
Proprietar 1, 2, 5, 6, 8, 9, 19.  
Reparație 8.  
Rezervor 26.  
Sonerie electrică 27.  
Statui 16, 17.  
Suverană apreciere 5.  
Tablouri 9, 10, 11.  
Tabloul indicator de sonerie 27.  
Tapiserie 14.  
Temporar, a se vedea cuvântul: „Perpetuitate”.  
Uzucruț 2.  
Vase 22.  
Vecinicie 1, 5—18, 22.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 524 al. ultim și 525 c. civ. fr. (468 al. ultim și 469 c. civ. rom.), proprietarul unui fond, poate să imobilizeze prin destinație lucruri mobile, așezându-le pe fond pentru totdeauna ca un accesoriu la acestuia. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 171; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No 1657).

**2.** Numai proprietarul are dreptul a imobiliza prin destinație lucruri mobile pe fondul său, iar nu orice detentor precar al fondului cum ar fi chiriașul, uzucruțarul, etc., deoarece proprietarul este totdeauna liber să desființeze ce a făcut detentorul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 171, 172; Plastara II, p. 30, nota).

**3.** Enumerarea prevăzută de art. 525 c. civ. fr. (469 c. civ. rom.) după care lucrurile mobile devin imobile prin destinație, după o părere, este limitativă. (Laurent, V, No. 469 urm.).

**4.** După altă părere, dominantă, enumerarea împrejurărilor, când lucrurile mobile prin natura lor devin imobile prin destinație, din art. 525 c. civ. fr. (469 c. civ. rom.) este numai enunciativă. (Proudhon, Du Domaine privé, I, No. 149; Duvergier sur Toullier, III, No. 15, nota a; Demolombe, IX, No. 309; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 16; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, text și nota 67, p. 24; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 347 bis, IV; Dalloz, Rép., Biens, No. 109; Suppl. Biens, No. 28; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2226 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 90; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 687; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 175; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu, și Al. Băicoianu, I, No. 1662).

**5.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă lucrurile mișcătoare au fost așezate de către proprietar, în spirit de perpetuitate, pe fond. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 175).

**6.** Ceeace dă unui lucru mobil caracterul de imobil prin destinație, potrivit dispozițiilor art. 524 al. ultim și 525 c. civ. fr. (468 al. ult. și 469 c. civ. rom.) este faptul material al unei aderențe apa-

rentă și durabilă, iar nu intenția proprietarului imobilului. (Demolombe, IX, No. 281; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, nota 67, p. 24; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 86; Planiol et Ripert, III, No. 89, 90; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1374, 1375; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 688; Alexandresco, ed. 2, III, partea I, p. 155, 171; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1659 urm.).

**7.** O oglindă este imobilă prin destinație atunci când este imposibil să fie ridicată fără a se rupe, chiar dacă nu este incorporată la imobil în modul prevăzut de art. 525 c. civ. fr. (469 c. civ. rom.). (Proudhon, I, No. 149; Rolland de Villargues, Meubles-Immeubles, No. 93; Duvergier sur Toullier, III, No. 15, nota a; Demolombe, IX, No. 309; Dalloz, Rép., Biens, No. 109; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 254, nota 21, p. 16; Aubry et Rau, II, § 164, p. 24; Huc, IV, No. 36; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 89; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2228; Planiol et Ripert, III, No. 90, 91; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 688, 689; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 173, nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1662; Contra: Laurent, V, No. 469, 470).

**8.** Oglinzile devenite imobile prin destinație, nu redevin mobile prin faptul că au fost detașate pentru a fi reparate, deoarece pentru ca ele să redevie mobile se cere să existe din partea proprietarului casei intenția unei deplasări definitive. (Dalloz, Rép., Biens, No. 114; Huc, IV, No. 36).

**9.** Tablourile și alte ornamente, sunt asimilate oglinzilor și devin imobile în aceleași condițiuni. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 25; Baudry et Chauveau, Des biens No. 90; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2228; Planiol et Ripert, III, No. 91; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 173).

**10.** Dacă oglinzile, tablourile și alte ornamente sunt fixate pe zid numai prin legături temporare și cari nu denotă spiritul de perpetuitate al proprietarului fondului, ele rămân mobile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 173).

**11.** Tablourile dacă vor fi așezate într-o galerie anume construită pentru aceasta și dacă nu sunt unite cu fondul pentru perpetuitate rămân mobile. (Demolombe, IX, No. 315; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 90; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 173).

**12.** Sunt imobile prin destinație basreliefulurile construite sau aplicate la o fațadă. (Dalloz, Rép., Biens, No. 115).

**13.** Deasemenea este imobilă prin destinație, lemnăria care căptușește pereții unei camere. (Proudhon, Du domaine privé, I, No. 149; Dalloz, Rép., Biens, No. 113, 114; Comp.: Planiol, ed. 6, I, No. 2229).

**14.** Tapițeriile fixate de ziduri și cari nu pot fi detașată fără a fi deteriorate și fără a se deteriora zidul pe care au fost fixate, sunt imobile prin destinație. (Aubry et

Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 25; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 90; Planiol ed. 6-a, I, No. 2228; Alexandresco, ed. 2, III, partea I, p. 173).

**15.** Trebuiește considerat ca imobil prin destinație, un ceasornic așezat pentru totdeauna într-o parte a clădirii special aranjată pentru a fi pus acolo. (Merlin, Rép., Biens, § 1, No. 5; Demolombe, IX, No. 316; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164, p. 25; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 174).

**16.** Statuele așezate în o curte sau grădina pe pedestale înfipte în pământ, sunt imobile prin destinație ca și atunci când sunt așezate în nișe. (Merlin, Répertoire, Biens, § 1, No. 5; Demolombe, IX, No. 312; Massé et Vergé, II, § 254, nota 23, p. 16; Mourlon, I, No. 1376; Dalloz, Rép., Biens, No. 109; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2228; Planiol et Ripert, III, No. 91; Contra: Toullier III, No. 15; Taulier, II p. 153; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 37 bis, IV; Comp.: Laurent, V, No. 471; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 688 689; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 174).

**17.** Statuele așezate în camere și cari nu sunt aderente zidurilor, putând fi mutate din loc în loc rămân mobile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 174; Comp.: Nacu, I, p. 728).

**18.** Un obiect de artă care a fost făcut să adere de zid numai în scopul de a se evita un accident, rămâne mobil deoarece nu există intenția de imobilizare. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 87, nota; Plastara, II, p. 32, nota 1).

**19.** Dacă proprietarul unui fond așează pe fond lucruri pentru un timp determinat și pentru uzul său personal, acele lucruri nu devin imobile prin destinație ci își păstrează calitatea de mobile. Astfel ar fi de exemplu firma pe care ar pune-o un comerciant la imobilul unde își exercită comerțul său și care nu poate rămâne alipită pe imobil decât în timpul cât își exercită acolo comerțul. (Demolombe, IX, No. 283; Aubry et Rau, II, § 164, p. 26; Laurent, V, No. 497; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 84; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 167, 171, nota 1, 173).

**20.** Sunt imobile prin destinație: obloanele mobile ale unui magazin, ca-

pacul unei fântăni, covoarele scării, cheile dela ușile unei case, etc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1374; Dalloz, Rép., Biens, No. 118; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2223, 2225; Planiol et Ripert, III, No. 88; Plastara, II, p. 31; Comp.: Duranton, IV, No. 70; Pothier, Communauté, No. 60).

**21.** După altă părere, toate aceste lucruri sunt imobile prin natura lor sau mai bine zis prin încorporație deoarece fac parte integrantă dintr-o clădire și servesc la completarea ei. (Demolombe, IX, No. 293. urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 340 bis, I; Laurent V, No. 409, 481; Aubry et Rau, II, § 164, p. 18, 23; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 93; Alexandresco, ed. 2-a, III-a, partea I, p. 145, 172).

**22.** Florile și arbuștii plantați în lazi sau în vase, dacă au fost așezați în perpetuu pe fond, sunt imobile prin destinație. (Duranton, IV, No. 45; Dalloz, Rép., Biens, No. 56; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2223; Planiol et Ripert, III, No. 88; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 173).

**23.** Băncile dintr-o grădină nu sunt considerate în general ca imobile, ci ca mobile. (Demolombe, IX, No. 314; Baudry et Chauveau, Des biens No. 88; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2223; Planiol et Ripert, III, No. 88; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 173, nota 4).

**24.** Cărțile cari compun o bibliotecă sunt mobile. (Demolombe, IX, No. 315; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 173).

**25.** Colecțiile de monezi și alte antichități ce se găsesc într'un imobil, rămân mobile. (Demolombe, IX, No. 315; Alexandresco, ed. 2-a, III, p. 173).

**26.** Rezervorul sau havuzul de tinichea, așezat într-o curte și care nu are nici o legătură cu pământul, nu este imobil prin destinație ci mobil. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 174).

**27.** Tabloul indicator al unei sonerii electrice este mobil. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 174).

**28.** Comptorul pentru gaz, apă și electricitate este imobil prin destinație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 174, nota 3).

**29.** A se vedea: art. 463 și 468 din codul civil cu notele respective.

**Art. 470.**—Urloaele sau țevile ce servesc pentru conducerea apelor la un fond de pământ, sau la vreo casă, sunt imobile și fac parte din proprietățile la cari servesc. (Civ. 462; Pr. civ. 493; Civ. Fr. 523).

*Text. fr. Art. 523.*— Les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou autre héritage, sont immeubles et font partie du fonds auquel ils sont attachés.

#### Doctrină.

**1.** După o părere, urloaele sau țevile cari servesc pentru conducerea apelor la un fond de pământ sau la vreo casă sunt

imobile prin destinație. (Toullier, III, No. 15; Taulier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 147; Marcadé, art. 523; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 345 bis).



**2.** După altă părere, urloaele sau țevile cari servesc pentru conducerea apelor la un fond de pământ sau la vreo casă sunt imobile prin natura lor ca și pământul sau clădirile la cari sunt incorporate. (Duranton, IV, No. 19; Demolombe, IX, No. 149; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 164 text și nota 5, p. 7; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1356; Dalloz, Rép., Biens, No. 27; Suppl., Biens, No. 8; Laurent, V, No. 409; Huc, IV, No. 18; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 54; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2209; Planiol et Ripert, III, No. 74; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 141, nota 2, 151; Matei Cantacuzino, p. 47; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Alex. Băicoianu, I. No. 1644).

**3.** Dacă însă țevile nu sunt incorporate pământului și identificate cu el, ele nu mai pot fi considerate ca imobile prin încorporație, ci ca imobile prin destinație. (Demolombe, IX, No. 150; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 151, nota 5).

**4.** Dispozițiunile art. 523 c. civ. fr. (470 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și la țevile cari servesc la conducerea gazului sau electricității și la aparatele cari sunt adaptate la aceste țevi și cari sunt necesare la funcționarea lor. (Huc, IV, No. 18; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 54; Planiol et Ripert, III, No. 74; Colin et

Capitant, ed. 4-a, I, p. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 151; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1644).

**5.** Chiar dacă țevile de canalizare subterană au fost puse de un posesor precar al fondului, iar nu de către proprietar, ele sunt imobile prin natura lor sau prin încorporație. (Huc, IV, No. 18; Planiol et Ripert, III, No. 74; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 151).

**6.** Pentru ca urloaele și țevile ce servesc pentru conducerea apelor la un fond de pământ să fie considerate ca imobile prin încorporație, nu se cere ca ele să fie așezate în pământ, ci au acest caracter chiar când sunt așezate deasupra pământului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 151).

**7.** Urloaele și țevile cari servesc la scoaterea apei dintr'un lac sunt imobile prin încorporație. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 345 bis; Huc, IV, No. 18; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 151).

**8.** Țevile puse sub pământ pot constitui un imobil distinct și independent, sau să se alipească la o clădire căreia îi formează unul din elementele ei, chiar dacă ar fi situate la o mare distanță de clădire. (Planiol et Ripert, III, No. 74; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 681).

**Art. 471.** — Sunt imobile prin obiectul la care se aplică: uzufructul lucrurilor imobile, servitudinile, acțiunile cari tind a revendică un imobil. (Civ. 462, 474, 517, 520, 565, 576 urm., 1750; Civ. Fr. 526).

*Text. fr. Art. 526.* — Sont immeubles, par l'objet auquel ils s'appliquent: L'usufruit des choses immobilières; Les servitudes ou services fonciers; Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipotecă*, p. 20, 21;

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abitațiune 6.  
Acțiune 7, 12-44.  
Acțiune confesorie 29, 30.  
Acțiune imobiliară 7, 13, 15, 17-19, 22-25, 28-32, 37-41.  
Acțiune în anulare 18, 28, 37.  
Acțiune în garanție 25, 26, 27.  
Acțiune în reducere 31.  
Acțiune în resciziune 18.  
Acțiune în rescumpărare 24.  
Acțiune în revendicare 17, 29, 30.  
Acțiune în revocare 18, 31.  
Acțiune în rezoluțiune 19, 20.  
Acțiune ipotecară 7, 32.

Acțiune mixtă 15, 16.  
Acțiune mobilă 13, 15, 20, 21, 26, 27, 33-36, 38-43.  
Acțiune negatorie 29, 30.  
Acțiune personală 14.  
Acțiune privitoare la starea persoanelor 44.  
Acțiune reală 14, 15.  
Alternativă obligație 40.  
Antichreză 11.  
Beznan 10.  
Capacitate 18.  
Casă 36.  
Clădire 36.  
Cotitate disponibilă 31.  
Dol 18.  
Donațiune 31.  
Dotă 28.

Drept imobiliar 1-4, 6, 7, 9-11, 33-41.  
Drept mobilă 1, 3, 8, 38-43.  
Drept real 4.  
Embatic 10.  
Enumerare enunciativă 5.  
Eroare 18.  
Evicțiune 25, 26, 27.  
Facultativă obligație 41.  
Femece 28.  
Garanție 25, 26, 27.  
Imobile, a se vedea cuvintele: „Acțiune imobiliară”, „Drept imobiliar”.  
Incapacitate 18.  
Ipotecă 7, 8, 32.  
Legat 31, 37.  
Mobilă, a se vedea cuvintele: „Acțiune mobilă”, „Drept mobilă”.  
Obligație alternativă 40.

Obligație de a da 33-41  
Obligație de a face sau a nu face 42, 43.  
Obligație facultativă 41.  
Pădure 35.  
Parte disponibilă 31.  
Plata prețului 19, 20.  
Preț 19, 20.  
Privilegiu 9.  
Proprietate 2.  
Revendicare 17, 29, 30.  
Servitute 4, 29, 30, 33.  
Starea persoanelor 44.  
Successiune 31, 37.  
Suprafață 10.  
Supravădire de copii 18.  
Terți 32.  
Testament 31, 37.  
Uz 6.  
Uzufruct 3.  
Vânzare cumpărare 19-28.  
Violență 18.

## Doctrină.

- 1.** Drepturile sunt mobiliare și imobiliare după natura lucrului care face obiectul dreptului și câte odată prin o alegere arbitrară a legiuitorului. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2195, 2231; Planiol et Ripert, III, No. 93; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 178, 179; Nacu, I, p. 730; Matei Cantacuzino, p. 42; Plastara, II, p. 31, 52; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663, 1664).
- 2.** Dreptul de proprietate al unui imobil este dreptul imobiliar prin excelență, deoarece el se confundă cu însuși imobilul. (Demolombe, IX, No. 334; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 350 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 162, p. 3, nota 2, § 165, nota 2, p. 30; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 103; Laurent V, No. 484; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2231; Planiol et Ripert, III No. 93; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 180, text și nota 1; Nacu, I, p. 730; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara II, p. 32; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I. No. 1664).
- 3.** Uzufuctul este mobil sau imobil, după cum el este stabilit asupra unui lucru mobil sau imobil; prin urmare uzufuctul este imobiliar când este stabilit asupra bunurilor imobile prin natura sau prin destinația lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1379; Dalloz, Rép., Biens, No. 1379; Privilèges et hypothèques, No. 801; Usufruit, No. 64; Suppl., Biens, No. 35; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2231; Planiol et Ripert, III, No. 93; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 179; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 32; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663).
- 4.** Servituțiile cari sunt desmembrări ale proprietății imobilelor, sunt drepturi reale cari împrumută natura bunurilor asupra cărora se exercită și deci sunt totdeauna imobiliare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 526; Dalloz, Rép., Biens, No. 152; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2231; Planiol et Ripert, III, No. 93; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 179; Matei Cantacuzino, p. 43; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663, 1664).
- 5.** Enumerarea prevăzută la art. 526 c. civ. fr. (471 c. civ. rom.) nu este limitativă ci emuniciativă. (Pothier, De la Communauté, No. 68; Duranton, IV, No. 72 urm.; Demolombe, IX, No. 335; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, p. 30, 31; Dalloz, Rép., Enregistrement, No. 2267, 2268; Propriété, No. 73; Laurent, V, No. 485; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; Nacu, I, p. 730; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663).
- 6.** Astfel sunt imobiliare: dreptul de uz și de abitațiune deși nu sunt prevăzute de art. 526 c. civ. fr. (471 c. civ. rom.) între drepturile imobiliare. (Duranton, IV, No. 72, 80; Demolombe, IX, No. 335; Mourlon, I, No. 1379; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, text și nota 3, p. 30 31; Dalloz, Rép., Enregistrement, No. 2267, 2268; Laurent, V, No. 485; Huc, IV, No. 37; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 104; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2231; Planiol et Ripert, III, No. 93; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 179; Matei Cantacuzino, p. 43; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663, 1664).
- 7.** Ipoteca asupra unui imobil, după o părere, constituie un drept imobiliar și acțiunea ipotecară este o acțiune de natură imobiliară. (Pothier, De la Communauté, No. 76; De l'hypothèque, cap. I, sect. 2, § 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II § 165, text și nota 4, p. 31; Pont. Hypothèques, I, No. 326, urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Action, No. 23; Laurent, V, No. 486; XXX, No. 174; Guillaouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 631; Baudry et Loynes, Privil. el hypoth., II, No. 893; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 179; Nacu, I, p. 730; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663, 1664; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2231; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 32).
- 8.** După altă părere, ipoteca asupra unui imobil când garantează plata unei creanțe mobiliare, constituie un drept imobiliar. (Delvincourt, III, p. 293; Duranton, XIX, No. 241; Demolombe, IX, No. 471, 472; Marcadé, art. 526, No. 4; Troplong, Hypothèque, II, No. 17; Dalloz, Rép., Biens, No. 151; Demante et Colmet de Santerre IX, No. 75 bis, III; Huc, XIII, No. 168).
- 9.** Privilégiile cari se exercită asupra imobilelor sunt imobiliare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 180; Nacu, I, p. 730; Matei Cantacuzino, p. 43; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663).
- 10.** Dreptul de bezman sau embatic și dreptul de suprafață sunt imobiliare. (Laurent, V, No. 485; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1663, 1664).
- 11.** Dreptul de antichreză este imobiliar. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690).
- 12.** Prin cuvântul: „acțiune”, din art. 526 c. civ. fr. (471 c. civ. rom.), se înțelege dreptul însuși dedus în justiție, iar nu faptul de a lucra în justiție, pentru a reclama un drept. (Pothier, Communauté, No. 69 urm.; Dalloz, Rép., Biens, No. 153; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2233; Planiol et

Ripert, III, No. 95; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 181; Matei Cantacuzino, p. 42; Plastara, II, p. 17; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1668).

**13.** Acțiunile se împart în mobiliare și imobiliare, după natura dreptului ce au de obiect. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 181; Matei Cantacuzino, p. 42, 43; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1668).

**14.** Acțiunile primindu-și natura și caracterul dela drepturile din cari decurg, sunt personale și reale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 181, 182; Matei Cantacuzino, p. 43).

**15.** Acțiunile reale sunt mobiliare și imobiliare după obiectul lor; acțiuni mixte nu există. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 182, 183; Comp.: Al. C. Șendrea, 287; G. Tocilescu, I, partea II, p. 45 urm.).

**16.** După altă părere, în dreptul actual există și acțiuni mixte. (Demolombe, IX, No. 467).

**17.** Nu numai acțiunile în revindicare, ci și acele cari tind la dobândirea proprietății sau a unui desmembrământ al acestei proprietăți, sunt imobile prin obiectul lor. (Pothier, Communauté, No. 69; Demolombe, IX, No. 345, 352; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1380; Marcadé, art. 526; Aubry et Rau, II, § 165, p. 33; Dalloz, Rép. Biens, No. 153; Laurent, V, No. 488 urm.; Huc, IV, No. 37; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 108; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2233; Planiol et Ripert, III, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 183, 184; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 691; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 33; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1668).

**18.** Sunt imobiliare: acțiunile în nulitate, în resciziune sau în revocare a contractelor translativ de proprietate imobiliară, pentru violență, dol, eroare, incapacitate, supravvenire de copii, neexecutarea condițiilor. (Demolombe, IX, No. 352; Dalloz, Rép., Action, No. 165; Biens, No. 155; Suppl., Action, No. 24; Laurent, V, No. 290, 488; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2233; Planiol et Ripert, III, No. 95; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 692; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 183; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 33 text și nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1669).

**19.** Deasemenea este imobiliară, după o părere, acțiunea în rezoluțiune a unei vânzări de imobil, pentru neplata prețului. (Troplong, Vente, No. 624 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, text și nota 12, p. 33, 34; Dalloz, Rép., Biens, No. 155; Suppl., Action, No. 24; Laurent, V, No. 492; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2233; Planiol et Ripert, III, No. 95; Plastara, II, p. 33; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al.

Băicoianu, I, No. 1669; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 692).

**20.** După altă părere, acțiunea în rezoluțiune a unei vânzări de imobil, pentru neplata prețului, este mobilă. (Proudhon, Du domaine privé, I, No. 196; Taulier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 156; Demolombe, IX, No. 354, 355; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 356 bis, III).

**21.** Acțiunea cumpărătorului în contra vânzătorului pentru predarea unui imobil determinat, este după o părere, mobilă deoarece nu are de obiect imobilul, ci un fapt, cumpărătorul devenind proprietar al imobilului în virtutea contractului. (Laurent, V, No. 490; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 184).

**22.** După altă părere, această acțiune este imobiliară. (Demolombe, IX, No. 352).

**23.** În cazul însă când imobilul vândut nu a fost determinat în individualitatea sa, acțiunea cumpărătorului în contra vânzătorului este imobiliară, deoarece tinde la dobândirea unui imobil. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, p. 33; Laurent, V, No. 490; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 184).

**24.** Deasemenea este imobiliară acțiunea de răscumpărare în materie de vânzare de imobile. (Dalloz, Rép., Action, No. 165; Biens, No. 155; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2233; Planiol et Ripert, III, No. 95; Plastara, II, p. 33; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1669).

**25.** Deasemenea este imobiliară, după o părere, acțiunea în garanție exercitată de către cumpărătorul unui imobil, amenințat de evicțiune, în contra vânzătorului. (Taulier, II, p. 156; Demolombe, IX, No. 371; Troplong, Vente, No. 435, 543; Dalloz, Rép., Biens, No. 161).

**26.** După alții, această acțiune este mobilă, deoarece are de obiect o obligațiune de a face a vânzătorului. (Laurent, V, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 184).

**27.** Dacă însă evicțiunea a avut loc, acțiunea cumpărătorului în contra vânzătorului este mobilă. (Pothier, Vente, No. 108; Proudhon, Du domaine privé, I, No. 178, 179; Demolombe, IX, No. 371; Troplong, Vente, I, No. 436, 543; Dalloz, Rép., Biens, No. 161; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 184, text și nota 4).

**28.** Acțiunea de anulare a unei vânzări de imobile dotale, introdusă de femeie, este imobiliară. (Demolombe, IX, No. 359).

**29.** Deasemenea este imobiliară, acțiunea în revindicarea unei servituti sau în negarea ei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, p. 33; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 39; Plastara, II, p. 33, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 95; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 691; Matei Cantacuzino, p. 42; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1668).

zino, p. 43; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1668).

**30.** Acțiunile confesorii și negatorii ale servituților sunt imobiliare. (Laurent, V, No. 489; Planiol et Ripert, III, No. 95; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 691; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 33, nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1668).

**31.** Acțiunea în revocare sau reducere a unei donațiuni sau legat imobiliare, care întrece cotitatea disponibilă, este imobiliară. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2233; Planiol et Ripert, III, No. 95; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 692; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 183; Plastara, II, p. 33, 34; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1669).

**32.** Acțiunea unui creditor ipotecar contra terțului posesor al imobilului ipotecat în scopul de a-l constrânge să plătească sau să delase, este imobiliară. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 691; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1668).

**33.** Acțiunea pentru plata indemnității datorită pentru trecerea la un loc infundat, este mobilă. (Daloz, Rép., Suppl., Biens, No. 39).

**34.** Acțiunea în predarea unui lucru imobil, care prin efectul acestei predări, trebuie să devie mobil, are un caracter mobilă. (Demolombe, IX, No. 159 urm.; Daloz, Rép., Suppl., Action, No. 21).

**35.** Acțiunea celui care a cumpărat o pădure pentru tăere, este mobilă. (Daloz, Rép., Biens, No. 162).

**36.** Deasemenea este mobilă, acțiunea celui care a cumpărat o casă pentru a o dărâma și a-i lua materialul. (Daloz, Rép., Suppl., Action, No. 21).

**37.** Acțiunea în nulitate a unui legat de bunuri imobiliare, este imobiliară. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2233; Planiol et Ripert, III, No. 95).

**38.** Obligația de a da este mobilă sau imobiliară, după natura lucrului care trebuie să fie dat. (Pothier, Communauté, No. 69; Des choses, II, § 2; Demolombe, IX, No. 350; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 109; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2232; Planiol et Ripert, III, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 185; Plastara, II, p. 34; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1665, 1666; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a I, p. 691; Matei Cantacuzino, p. 43).

**39.** Dacă obligația de a da are de obiect un lucru mobil și un lucru imobil, acțiunea va fi mobilă pentru lucrul mobil și imobiliară pentru cel imobil. (Pothier, Communauté, VII, No. 73; Demolombe, IX, No. 350; Aubry et Rau, II, § 165, p. 39; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 110; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 185).

**40.** Dacă obligația este alternativă,

având de obiect mobile sau imobile, natura dreptului rămâne necertă până la executarea opțiunii creditorului. (Demolombe, IX, No. 350; Aubry et Rau, II, § 165, p. 39; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 110; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 185).

**41.** Dacă obligația este facultativă pentru debitor, pentru determinarea dreptului, se va avea în vedere natura prestației principale. (Demolombe, IX, No. 351; Aubry et Rau, II, § 165, p. 40; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 185).

**42.** Obligațiunile de a face sau a nu face, sunt totdeauna mobiliare, chiar dacă ele ar fi privitoare la un imobil, deoarece au de obiect un fapt al omului. (Pothier, Des choses, II, § 2; Demolombe IX, No. 372 urm.; Aubry et Rau, II, § 165, p. 36; Laurent, V, No. 495; Huc, IV, No. 52; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 130; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2232; Planiol et Ripert, III, No. 94; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690, 691; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 186; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 34; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1667).

**43.** Deasemenea este mobilă acțiunea în executarea unei obligațiuni de a face. (Demolombe, IX, No. 374; Daloz, Rép., Biens, No. 163; Suppl., Biens, No. 38; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 690, 691; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, pag. 186; Matei Cantacuzino, pag. 43; Plastara, II, pag. 34; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1667).

**44.** Acțiunile privitoare la starea persoanelor nu pot fi clasificate, ele fiind cărmuite de legi speciale. (Demolombe, IX, No. 377; Aubry et Rau, II, § 165, p. 40; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 186).

**45.** A se vedea: art. 1368 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Faptul că în contractul denumit „bail à nourriture” există inserată clauza de întreținere, al cărei quantum nu poate fi determinat, nu exclude competența judecătorului de ocol în cazul unei acțiuni în reziliere, pentru inexecuția acestei clauze. În adevăr nu se poate susține că acțiunea în reziliere pentru neexecutare de sarcini, are ceva analog unei acțiuni în pensiuie alimentară, care de sigur poate constitui o cerere nedeterminată. Conform art. 60 l. j. o. și 69 pr. civ. petițiunea va cuprinde... obiectul cererii. În speță, obiectul cererii este rezilierea vânzării unui imobil pentru motivul inexecuției prestațiunilor datorate. Potrivit art. 471 c. c. sunt imobile prin

obiectul la cari se aplică „acțiunile cari tind la revendicarea unui imobil“. In general acțiunile în justiție nu constituiesc bunuri sau drepturi aparte, ci ele nu sunt decât drepturile deduse în justiție. Drepturile însăși nu sunt mobiliare sau imobiliare, decât prin efectul legii și întrucât se referă la mobile sau imobile.

In principiu acțiunile privesc fie un drept real, fie un drept personal. Tipul acțiunii reale este în adevăr acțiunea în revendicare. Sunt însă acțiuni anumite, cari nu pot fi clasate nici în cadrul acțiunii personale sau de creanță nici în cadrul acțiunii reale tip.

Ex.: Act. în nulitate, rescizie, revocare, privitoare la un imobil. „Nu s'ar putea

zice că aceste acțiuni ar fi referitoare la un dr. de creanță. Ele constituiesc recursul la justiție pentru a obține dela ea un act de autoritate: restituirea unui imobil injust alienat“.

Rezultă de aci că astfel de acțiuni au un caracter imobiliar.

Contractul de bail à nourriture, conținând o obligațiune de a face, inexecuția acesteia dă naștere unei act. în reziliere, fiind vorba de o sarcină cuprinzătoare de prestațiuni succesive. Act. aceasta nu poate fi decât imobiliară, ca privind restituirea unui imobil. (Trib. Dolj. S. I, Jurnal 3469 din 2 Martie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 817).

## CAPITOLUL II.

### Despre mobile.

**Art. 472.** — Bunurile sunt mobile prin natura lor, sau prin determinațiunea legii. (Civ. 461, 473 urm., 1751, 1909; Pr. civ. 406 urm., 411; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), art. 7; Civ. Fr. 527).

*Text. fr. Art. 527.* — Les biens sont meubles par leur nature, ou par la détermination de la loi.

#### Doctrină.

**1.** Spre deosebire de imobile, mobilele se împart numai în două clase: 1) Mobile prin natura lor și 2) Mobile prin determinarea legii.

Prin urmare nu există și clasa mobilelor prin destinația lor și este lesne de înțeles pentru ce nu există această specie de mobile, deoarece este imposibil ca un imobil să devie mobil prin destinație sau accesione. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1385; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 186, 187; Nacu, I, p. 730).

**2.** Art. 527 c. civ. fr. (472 c. civ. rom.) arată că „bunurile sunt mobile și prin determinarea legii“. Lucrurile mobile despre care se vorbește în această dispozițiune sunt în realitate mobile corporale, adică mobile prin obiectul la care ele se aplică; ele se mai numesc și mobile incorporale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1335; Laurent, V, No. 497; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2237, 2244; Planiol et Ripert, III, No. 98, 107; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 693, 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 186, nota 4, 189, 191; Nacu, I, p. 731; G. Plastara, II, p. 35; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1670, 1676).

**3.** Mai există o clasă de mobile care deși imobile, însă convenția părților le consideră ca despărțite de pământ, ca mobile prin anticipație, pentru că sunt destinate a deveni mobile mai târziu; astfel ar fi vânzarea unei case spre a fi dărâmată, a recoltelor pentru a fi tăiate, etc. (Demolombe, IX, No. 112 urm.; Duranton, IV, No. 113; Aubry et Rau, II, § 164, text și nota 19, p. 11; Laurent, V, No. 422, 425, 426; Huc, IV, No. 15; Planiol, I, No. 2237, 2241, urm.; Planiol et Ripert, III, No. 98, 102 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 143, nota 2, 187, 188, nota 3; Matei Cantacuzino, p. 44; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1670, 1672 urm.).

**4.** Materialele deslipite de imobil pentru cauză de reparație sau din cauza unui accident, nu devin mobile, ci rămân imobile. (Demolombe, IX, No. 110, 111; Aubry et Rau, II, § 164, p. 11; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 122; Planiol, I, No. 2240; Planiol et Ripert, III, No. 100; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 144, nota 7, 188, nota 3; Contra: Laurent, V, No. 422, 498).

**5.** A se vedea: art. 461, 463, 465—470 din codul civil cu notele respective.

**Art. 473.** — Sunt mobile prin natura lor, corpurile cari se pot transporta dela un loc la altul, atât acele care se mișcă de sine, precum sunt animalele, precum și cele cari nu se pot strămuta din loc decât prin o putere străină, precum sunt lucrurile neîn-

suflețite. (Civ. 467 urm., 472, 504 urm., 827, 1310, 1316; Com. 490; Civ. Fr. 528).

*Text. fr. Art. 528.* — Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

### Doctrină

**1.** Clasa mobilelor prin natură, cuprinde toate lucrurile materiale cari nu sunt nici mobile prin natura lor, nici imobilizate prin destinația lor. (Planiol et Ripert, III, No. 100; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1671; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 693, 694; Nacu, I, p. 730).

**2.** Mobile însuflețite sunt astăzi numai animalele. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 187).

**3.** Mobilele prin natura lor se clasifică în lucruri fongibile și nefongibile, după cum se pot sau nu înlocui unele prin altele. (Daloz, Rép., Biens, No. 177).

**4.** Lucrurile fongibile sunt acele cari nu pot fi întrebuintate fără a fi consu-

mate sau distruse, cum sunt: banii, grânele, etc. (Daloz, Rép., Biens, No. 177).

**5.** Caracterul de fongibilitate a lucrurilor mobile mai poate depinde de intențiunea părților contractante și de scopul pe care l'au avut când au contractat. (Daloz, Rép., Biens, No. 177).

**6.** Dreptul de proprietate a unui lucru mobil, este mobil prin natura sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1389; Planiol et Ripert, III, No. 108; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 693, Comp.: Demolombe, IX, No. 410; Aubry et Rau, II, § 165, p. 35; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 125; Planiol, I, No. 2245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 189; Plastara, II, p. 35; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1676, 1677).

**7.** A se vedeă: art. 463, 465—470 din codul civil cu notele respective.

**Art. 474.** — Sunt mobile prin determinațiunea legii, obligațiunile și acțiunile care au de obiect sume exigibile sau efecte mobiliare, acțiunile sau interesele în companii de finanțe, de comerț sau de industrie, chiar și când capitalul acestor companii constă în imobile.

Aceste acțiuni sau interese se socot ca mobile numai în privința fiecărui din asociați și pe cât timp ține asociațiunea.

Sunt asemenea mobile prin determinațiunea legii, veniturile perpetue sau pe viață asupra Statului sau asupra particularilor. (Civ. 339, 462, 468, 471, 472, 523, 527, 550, 1275, 1639, urm., 1837; Pr. civ. 408 § 2; C. com. 77 urm., 131, 166—167; Civ. Fr. 529).

*Text. fr. Art. 529.* — Sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendants de ces entreprises appartiennent aux compagnies. Ces actions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé seulement, tant que dure la société.

Son aussi meubles par la détermination de la loi, les rentes perpétuelles ou viagères, soit sur l'État, soit sur des particuliers.

### Bibliografie (continuare).

STRELICESCU AL., *Notă*, sub Cas. I, 641 din 6 Noembrie 1913, Pand. Rom. 1925, I, 89.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 5, 10, 11, 13, 24, 25, 27, 29.  
Amanet 22.  
Antichreză 9.  
Anuitate 38.

Brevet de invențiune 16.  
Cesiune 26.  
Comerț 17, 18.  
Companii 23.  
Condiție 7.

Creanță 4—9, 12, 38.  
Creditori 27, 28, 30.  
Deces 34, 35, 36.  
Dizolvare 27, 32, 33, 34, 35.  
Donațiune 40.  
Drepturi mobiliare 1, 3, 16, 19, 20, 21, 22.

Drepturi reale mobiliare 19, 20, 21, 22.  
Enumerare enunciativă 2.  
Executare silită 27, 28, 30.  
Exigibilitate 5.  
Fond de comerț 17, 18.  
Gaj 22.  
Gratuitate 40.

Imobile 25-30, 33, 34, 35, 41, 42.  
 Imprumut 31.  
 Încetare din viață 34, 35 36.  
 Industrie 16, 17, 18.  
 Interese 24, 25, 27, 29.  
 Ipotecă 8, 26-29, 43.  
 Legat 34, 35, 36.  
 Lichidare 32, 33.  
 Mărci de fabrică 16.  
 Moarte 34, 35, 36.  
 Mobile 1-17, 19-25, 29, 31, 32, 34, 35, 36, 42, 43.  
 Mobile încorporate 1.  
 Obiect 1.  
 Obligație 4, 5, 14, 31.  
 Obligație de a face 14.  
 Oficiu ministerial 15.  
 Oneros 40, 41.  
 Partaj 11, 27, 34, 35.  
 Particulari 43.  
 Persoană morală 37.  
 Preț 12.  
 Privilegiu 8, 21.  
 Proprietate 15.

Proprietate artistică și literară 16.  
 Rente 5, 13, 33-43.  
 Rente constituite 41, 43.  
 Rente fonciare 41, 43.  
 Rente gratuite 40.  
 Rente oneroase 40, 41.  
 Rente perpetui 39.  
 Rente viagere 39, 43.  
 Rente vremelnice 39.  
 Servitute de trecere 10.  
 Societate 23-37.  
 Stat 42.  
 Subrogație 36.  
 Succesiune 34, 35, 36.  
 Sultă 11.  
 Termin 6.  
 Terțe persoane 29.  
 Testament 34, 35, 36.  
 Urmărire silită 27, 28, 30.  
 Uz 20.  
 Uzufruct 20.  
 Venit 38.  
 Vindere-cumpărare 12, 13, 26, 29.

### Doctrină.

**1.** Art. 529 c. civ. fr. (474 c. civ. rom.), arată care sunt mobilele prin determinarea legii. Aceste lucruri sunt în realitate mobile prin obiectul la care ele se aplică; ele se mai numesc și mobile încorporate sau drepturi mobiliare. Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1385; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2237, 2244; Planiol et Ripert, III, No. 98, 107; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 693, 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 186, nota 4, 189, 191; Nacu, I, p. 731; G. Plastara, II, p. 35; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1670, 1676).

**2.** Enumerarea prevăzută de art. 529 c. civ. fr. (474 c. civ. rom.), este enunțativă, iar nu limitativă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 197).

**3.** Mobilele prevăzute de art. 529 c. civ. fr. (474 c. civ. rom.), sunt drepturi. Caracterul drepturilor este în regulă generală mobilier și numai prin excepție este imobilier. (Paniol et Ripert, III, No. 107; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 693, 694).

**4.** Cuvântul: „obligație“ din art. 529 c. civ. fr. (474 c. civ. rom.), înseamnă dreptul de creanță al creditorului în contra debitorului. (Demolombe, IX, No. 405; Mourlon, I, No. 1390; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 190; Plastara, II, p. 36, 37; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1679, 1681; Comp.: Laurent, V, No. 500; Planiol et Ripert, III, No. 110, nota 1; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 696, 697; Nacu, I, p. 731).

**5.** Din faptul că art. 529 c. civ. fr. (474 c. civ. rom.), dispune ca obligațiunile și acțiunile cari au de obiect sume exigibile sunt mobile prin determinarea legii, nu rezultă că creanțele sumelor lor care nu sunt exigibile în prezent, sunt imobile; legiuitorul a voit aci să distingă creanțele exigibile de rente. (Demolombe, IX, No.

406; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1392; Dalloz, Rép., Biens, No. 179; Laurent, V, No. 500; Huc, IV, No. 41; Planiol, I, No. 2249; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 128; Planiol et Ripert, III, No. 110; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 696; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 190; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1680).

**6.** Prin urmare, sunt mobiliare creanțele cu termen. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1392; Dalloz, Rép., Contrat de mariage, No. 584; Planiol et Ripert, III, No. 110; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 696; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 190, 191).

**7.** Deasemenea sunt mobiliare creanțele condiționale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1392; Dalloz, Rép., Contrat de mariage, No. 584; Planiol et Ripert, III, No. 110; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 190, 191).

**8.** Faptul că o creanță mobilieră este garantată prin o ipotecă sau un privilegiu asupra imobilelor, nu o face să devie imobilieră, ci rămâne tot mobilieră. (Pothier, Communauté, VII, No. 76; Demolombe, IX, No. 408; Aubry et Rau, II, § 165, p. 36; Huc, IV, No. 52; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 129; Dalloz, Rép., Contrat de mariage, No. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 191, nota 1).

**9.** Deasemenea faptul că o creanță mobilieră este garantată prin o anticreză, nu o face să devie imobilieră, ci rămâne tot mobilieră. (Dalloz, Rép., Contrat de mariage, No. 585).

**10.** Acțiunea pentru plata indemnizației cuvenită pentru o trecere la un loc înfundat, este mobilieră. (Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 44).

**11.** Acțiunea pentru plata unei sulte rezultată dintr'un partaj imobilier, este imobilieră. (Dalloz, Rép., Contrat de mariage, No. 590).

**12.** Prețul unui imobil vândut, însă neplătit încă, constituie o creanță mobilieră. (Dalloz, Rép., Biens, No. 180; Suppl., Biens, No. 44).

**13.** Acțiunea pentru plata prețului unui imobil vândut și neplătit încă este de natură mobilieră. (Dalloz, Rép., Biens, No. 154; Contrat de mariage, No. 587).

**14.** Obligațiunile de a face sau de a nu face, sunt todeauna de natură mobilieră. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 2232, 2250; Planiol et Ripert, III, No. 110; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 696; Matei Cantacuzino, p. 43; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1679).

**15.** Oficiile ministeriale cari pot forma obiectul unui drept de proprietate, sunt mobile. (Demolombe, IX, No. 437, 438; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, text și notă 27, p. 38; Dalloz, Rép., Biens, No. 212; Office No. 32; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2246; Planiol et Ripert, III, No. 109; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 694, 695).

- 16.** Drepturile de proprietate artistică și literară, cele alipite la brevetele de invenție, la mărcile de fabrică, și la toate producțiile talentului și industriei, sunt mobile. (Taulier, *Théorie raisonnée du code civil*, V, p. 46; Demolombe, IX, No. 437, 438, 439; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, text și nota 28, p. 38; Laurent, V, No. 512; Huc, IV, No. 41; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 168; Planiol, I, No. 2248; Planiol et Ripert, III, No. 109; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 197; Nacu, I, p. 733; Matei Cantacuzino, p. 44; Plastara, II, p. 36; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1682).
- 17.** Fondurile de comerț sau de industrie, sunt mobile; ele sunt universalități și se compun din elemente corporale și încorporale ca: mobilier, mărfuri, firmă, clientelă etc. (Demolombe, IX, No. 403, 440; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, p. 39; Dalloz, *Rép.*, *Biens*, No. 513; Laurent, V, No. 513; Huc, IV, No. 41; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 169; Planiol I, No. 2247; Planiol et Ripert, III, No. 109; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 695; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, III, No. 241; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 197; Nacu, I, p. 733; Matei Cantacuzino, p. 44; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1684).
- 18.** După altă părere, fondul de comerț este o reuniune de obiecte cari își păstrează fiecare natura sa particulară și rămâne supus regulilor cari îi sunt proprii. (Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial*, No. 79, 86).
- 19.** Cu toate că codul civil nu vorbește de drepturile reale mobiliare, totuși drepturile reale cari se exercită asupra unui lucru mișcător, sunt mobiliare. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2245; Planiol et Ripert, III, No. 108; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 189; Matei Cantacuzino, p. 42, 43; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1677, 1678; Comp.: Nacu, I, p. 731; Plastara, II, p. 35).
- 20.** Drepturile de uzufruct și de uz și în genere drepturile reale când au de obiect lucruri mobile, sunt mobile. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2245; Planiol et Ripert, III, No. 108; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 189; Matei Cantacuzino, p. 42, 43; Plastara, II, p. 35; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1389; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1678).
- 21.** Privilegiile asupra mobilelor sunt drepturi reale de natură mobilă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 189; Plastara, II, p. 35; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1678; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2245; Planiol et Ripert, III, No. 108).
- 22.** Amanetul este totdeauna un drept real mobilă, deoarece nu se aplică decât lucrurilor mobile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 189; Plastara, II, p. 35; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1678; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 108; Coiin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 694).
- 23.** Prin cuvântul „companii”, din art. 529 c. civ. fr. (474 c. civ. rom.), se înțeleg societățile în genere mari sau mici, iar nu numai societățile cari fac operațiuni întinse. (Demolombe, IX, No. 415; Laurent, V, No. 505; Planiol, I, No. 2260; Planiol et Ripert, III, No. 116; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 191, nota 3).
- 24.** Cu toate că există deosebire între „acțiune” și „interes”, legiuitorul nu face nici o distincție în privința clasificării lor; ambele sunt mobile, deoarece întinderea responsabilității asociaților nu poate influența natura drepturilor lor în societate. (Demolombe, IX, No. 411; Aubry et Rau, II, § 165, nota 20, p. 36; Laurent, V, No. 502; Huc, IV, No. 42; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 132, p. 108, nota 1; Planiol et Ripert, III, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 191, nota 2; Plastara, II, p. 37, 38; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 703; Nacu, I, p. 733).
- 25.** Chiar în cazul când o societate este proprietară de imobile, acțiunile sau interesele într-o societate sau mai bine zis drepturile pe cari le are un asociat la o cota-parte din acțiune, actual și viitor al acestei societăți, sunt bunuri mobiliare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1393, 1395; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Biens*, No. 45; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2258; Planiol et Ripert, III, No. 115; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 703; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 192; Nacu, I, p. 732; Matei Cantacuzino, p. 44; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1686, 1687).
- 26.** Unul dintre asociați nu are dreptul ca în timpul duratei societății să vândă sau să ipotecheze o parte din imobilele societății corespunzătoare drepturilor sale; el are numai dreptul să cedeze drepturile sale în societate. (Demolombe, IX, No. 419; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1394, p. 669, text și nota 1; Aubry et Rau, II, § 165, p. 37; Dalloz, *Rép.*, *Biens*, No. 183; Laurent, V, No. 504; Baudry et Wahl, *Société*, No. 244 bis; Planiol et Ripert, III, No. 115; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 193).
- 27.** Creditorii particulari ai unuia dintre asociați, nu au dreptul ca în timpul duratei societății să ia ipotecă asupra imobilelor societății, nici să le urmărească și să le vândă, nici să provoace împărțea bunurilor societății înainte de dizolvarea ei, afară de cazul când însuși debitorul asociat ar putea-o face. Acești creditori au dreptul numai să urmărească și să vândă acțiunile sau interesele debitorului lor. (Duranton, IV, No.



119 urm.; Demolombe. IX, No. 417, 419; Marcadé, art. 529, No. 1; Dalloz, Rép., Biens, No. 183; Laurent, V, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 193).

**28.** În cazul însă când societatea a acordat unui creditor al unuia dintre asociați, o ipotecă asupra imobilelor societății pentru garantarea datoriilor asociatului debitor, creditorul are dreptul să urmărească și să vândă imobilele ipotecate. (Dalloz, Rép., Biens, No. 184).

**29.** Numai în privința asociaților și a terțelor persoane cari ar lucra cu fiecare asociat în parte, se consideră ca mobile acțiunile și interesele societăților, iar nu și în privința însăși societății sau a terțelor persoane cari ar lucra cu ea; prin urmare, când fondul societății este imobiliar, drepturile sale sunt imobiliare și ea are dreptul să vândă sau să ipotecheze imobilele sale. (Demolombe, IX, No. 419; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1397; Aubry et Rau, II, § 165, p. 37; Laurent, V, No. 504; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 140; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 192, 193; Plastara, II, p. 36, nota 2).

**30.** Creditorii unei societăți au dreptul să urmărească imobilele societății. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 193).

**31.** Obligațiunile societăților, adică cele rezultate din împrumuturile sale, sunt deasemenea mobile. (Nacu I, p. 733; Plastara, II, p. 37; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1681).

**32.** Chiar după dizolvarea societății și până la complecta ei lichidare, dreptul asociaților asupra bunurilor societății, după o părere, rămâne mobilă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, p. 36, 37; Dalloz, Rép., Suppl., Biens, No. 45; Laurent, V, No. 503; Huc, XI, No. 29; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 142; Planiol, I, No. 2261; Planiol et Ripert, III, No. 116; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 704; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 194; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1687).

**33.** După altă părere, după dizolvarea societății, asociații devin coproprietarii imobilelor societății, fiecare pentru partea sa. (Taulier. Théorie raisonnée du Code civil, II, p. 161; Marcadé, art. 529, No. 1; Dalloz, Rép., Biens, No. 182).

**34.** Dacă unul dintre asociați încetează din viață și după decesul său societatea a continuat, legatul bunurilor sale mobiliare, va cuprinde și imobilele cari ar cădea în lotul reprezentantului defunctului asociat, la împărțea averii societății. (Dalloz, Rép., Biens, No. 191; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 115).

**35.** Dacă asociatul încetează din viață după dizolvarea societății, sau dacă prin decesul său se operează dizolvarea societății, legatul bunurilor sale mobiliare nu va cuprinde și imobilele cari vor cădea în lotul reprezentantului defunctului aso-

ciat, la împărțea averii societății, deoarece în acest caz se vor aplica principiile efectului declarativ al partajului. (Dalloz, Rép., Biens, No. 191).

**36.** În cazul când asociatul încetează din viață și el a legat dreptul său în societate, legatarul va fi subrogat în drepturile defunctului asociat. (Dalloz, Rép., Biens, No. 191).

**37.** Dispozițiunile art. 529 c. civ. fr. (474 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai la societățile cari constituiesc o persoană morală distinctă de acea a asociaților. (Aubry et Rau, II, § 165, text și nota 22, p. 37; Laurent, V, No. 505; Huc, IV, No. 43; Planiol, I, No. 2260; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 134, 135; Planiol et Ripert, III, No. 116; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 704; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 194; Nacu, I, p. 732; Plastara, II, p. 36, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1685).

**38.** Renta este o creanță care are de obiect o prestație periodică fie în natură fie în bani numită anuitate sau venit (arrérage). (Paniol, ed. 6, I, No. 2251; Planiol et Ripert, III, No. 111; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 697; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 195; Plastara, II, p. 39; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1688).

**39.** Rentele pot fi perpetue sau vremelnice sau viagere. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 2254; Planiol et Ripert, III, No. 112; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 697, 698; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 195; Plastara, II, p. 39, 40, 41; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1689 urm.).

**40.** O altă clasificație a rentelor este în rente constituite cu titlu gratuit și rente stabilite cu titlu oneros. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 2254; Planiol et Ripert, III, No. 112; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 697; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 196).

**41.** Rentele constituite cu titlu oneros pot fi de două feluri: rente constituite, adică acele cari sunt constituite în schimbul unui capital în bani și rente fonciare, adică acele constituite în schimbul unui imobil în natură. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 2254; Planiol et Ripert, III, No. 112; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 698, 699, 700; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 196, 197; Plastara, II, p. 41; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1690).

**42.** Rentele asupra Statului sunt mobile, afară de cele cari au fost declarate imobile. (Dalloz, Rép., Biens, No. 194; Suppl., Biens, No. 47; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2256; Planiol et Ripert, III, No. 113; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 701, 702; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 197; Nacu, I, p. 733; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1691).

**43.** Rentele asupra particularilor, constituite, fonciare sau viagere și chiar când sunt garantate printr'o hipotecă, sunt mobile. (Daloz, Rép., Rente constit.,

No. 28; Suppl., Rente constit., No. 16; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 44).

**44.** A se vedea: art. 471 din codul civil cu notele respective.

### CAPITOLUL III.

#### Despre bunuri în raportul lor cu cei ce le posed.

**Art. 475.** — Vericine poate dispune liber de bunurile ce sunt ale lui, cu modificațiunile stabilite de legi.

Bunurile care nu sunt ale particularilor sunt administrate și nu pot fi înstrăinate decât după regulile și formele prescrise anumе pentru ele. (Civ. 199 urm., 390 urm., 426 urm., 445, 454, 458, 480 urm., 1243, 1248, 1265, 1285, 1296, 1306, 1307, urm., 1706, 1801 urm., 1845; Pr. civ. 67, 75, 80, 291; Com. 16, 712; Constituțiunea nouă; L. rurală din 1864, art. 7; L. din 13 Febr. 1879; L. din 10 Iunie 1884 p. Domeniul Coroanei; L. Agrară; Civ. Fr. 537).

*Text. Fr. Art. 637.* — Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois.

Les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont administrés et ne peuvent être aliénés que dans les formes et suivant les règles qui leur sont particulières.

#### Doctrină.

**1.** Prin cuvântul „a posedă“ din rubrica capitolului III din codul civil român, se înțelege a fi proprietar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 199, nota 4).

**2.** Persoanele civile sau morale nu există și nu pot fi subiecte de drepturi decât în măsura în care le este acordată existența. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, p. 1, 2; Comp.: Nacu, I, p. 116, 117).

**3.** Persoanele civile sau morale sunt de două categorii: 1) Unele a căror existență este legată de organizarea politică și administrativă a țării, precum sunt: Statul, județele, comunele, stabilimentele publice și 2) Altele cari au o existență privată, care nu depinde de organizarea

politică și administrativă a țării, cum sunt: stabilimentele recunoscute ca fiind de utilitate publică, societățile comerciale sau civile. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, p. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1419, 1420; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 200, 215, 216; Nacu, I, p. 114, 742, 743).

**4.** Bunurile pot formă obiectul proprietății particularilor sau persoanelor morale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1419, 1420; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 200; Nacu, I, p. 734; Plastara, I, p. 19).

**5.** Averea particulară a Suveranului, se consideră ca un bun privat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 200, nota 1).

**6.** A se vedea art.: 476 și 480 din codul civil cu notele respective.

**Art. 476.** — Drumurile mari, drumurile mici și ulițele cari sunt în sarcina Statului, fluviile și râurile navigabile sau plutitoare, țărmurile, adăugirile către mal și locurile de unde s'a retras apa mării, porturile naturale sau artificiale, malurile unde trag vasele și în deobște toate părțile din pământul României cari nu sunt proprietate particulară, sunt considerate ca dependențe ale domeniului public. (Civ. 478, 495 urm., 499 urm., 582, 587, 646, 647, 963, 1310, 1844, 1845; Constit. 19, 20; L. pentru drumuri Art. 1, 6; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924) Art. 1, 8; L. Energiei (Mon. of. 143/924), Art. 6 urm.; Civ. Fr. 538).

*Text. fr. Art. 538.* — Les chemins, routes et rues à la charge de l'État, les fleuves et rivières navigables ou flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades, et généralement toutes les portions du territoire français qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme des dépendances du domaine public.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune posesorie 6.  
Administrație 51.  
Albia râului 36, 37.  
Alienabilitate, a se vedeă cuvântul: „Inalienabilitate” și 8, 50, 58.  
Aluviune 41.  
Antichități 52.  
Apă 22, 23, 42.  
Apărarea țării 38.  
Apeduct 13.  
Aprecieri suverană 11, 37.  
Arhive 52.  
Arsenal 47.  
Bacuri 30 bis.  
Bătaia tunului 42.  
Biblioteca 47, 52, 56.  
Biserică 49, 54.  
Brațele râului 28.  
Cale ferată 15.  
Călugări 50.  
Camera deputaților 48.  
Canale 30.  
Cărți 52.  
Cazarme 47.  
Cheiuri 45.  
Cimitire 25.  
Clădiri 47, 50, 51.  
Comerț 5, 6, 8, 10, 58.  
Comune, a se vedeă cuvintele: „Domeniu privat”, „Domeniu public”, „Județ”, „Stat” și 1, 2, 7, 14, 16—25, 34, 54—58.  
Comunale lucruri 7.  
Conducte 23.  
Corăbii 26, 27.  
Deputați 48.  
Documente 52.  
Domeniu privat 2 bis, 4, 10, 30, 51, 58.  
Domeniu public 1—3, 5—8, 10—28, 30 bis, 36, 38, 41—49, 52—57.  
Dovadă contrară 18.  
Drept internațional 42.  
Drumuri 12, 13, 14, 15, 16, 37.  
Drumuri de fier 15.  
Edificii, a se vedeă cuvântul: „Clădiri”.  
Enumerare enunciativă 9.  
Fântâni publice 22, 23, 24.  
Faună 43.  
Fluvii navigabile, a se vedeă cuvântul: „Râu” și 26, 30, 32, 33, 36, 37.  
Flux 39, 40.  
Frontieră 44.  
Furtună 39.  
Gară 45.  
Grădini publice 21.  
Graniță 44.  
Hale 56.  
Iaz 43.  
Imprescriptibilitate, a se vedeă cuvântul: „Prescripție” și 5.  
Inalienabilitate, a se vedeă cuvântul: „Alienabilitate”, și 5.  
Inchisori 47, 53.  
Inundație 37.  
Islaz comunal 7.  
Județ, a se vedeă cuvintele: „Com ne”, „Domeniu privat”, „Domeniu public”, „Stat” și 1, 2, 16, 34, 53.  
Legea regimului apelor 41.  
Lemnărie 27.  
Locuință 50, 51.  
Lucruri comunale 7  
Lucruri mobile 52.  
Maluri 32—34, 37—41, 44, 46.  
Mânăstire 49, 50.  
Mare 33—44, 46.  
Mobile lucruri 52.  
Monezi antice 52.  
Monumente 51.  
Muzee 47, 52.  
Navigație 26, 28, 29, 30, 38, 45.  
Oraș, a se vedeă cuvântul: „Comune”, și 14, 17—20, 22, 36.  
Piață publică 17.  
Plutire 26—29.  
Poduri 13, 30 bis.  
Port 45, 46.  
Posesorie acțiune 6.  
Prescripție, a se vedeă cuvântul: „Imprescriptibilitate”, și 8, 50.  
Prezumpțiuni 18.  
Primărie 55.  
Probă contrară 18.  
Promenade publice 29.  
Proprietar riveran 18, 32, 33, 35.  
Proprietate particulară 30, 31, 32, 40, 50.  
Râu, a se vedeă cuvântul: „Fluviu” și 26, 27, 29—33, 36, 37, 40, 44.  
Râuri canalizate 29.  
Râuri navigabile 26, 30, 32, 33, 36, 37.  
Râuri nenavigabile 31.  
Râuri neplutoare 31.  
Râuri plutoare 27, 32, 33, 36, 37.  
Recurs 11.  
Regimul apelor 44.  
Riverani 18, 32, 33, 35.  
Salhanale 56.  
Șanțuri 12, 30.  
Șate, a se vedeă cuvântul: „Comune”, și 18, 19, 20.  
Scăderea apelor 37.  
Școli 47, 54.  
Senat 48  
Serviciu public 47.  
Servitute de trecere 35.  
Spital 53, 56.  
Stabilimente publice 53.  
Stat, a se vedeă cuvintele: „Comune”, „Domeniu privat”, „Domeniu public”, „Județ”, și 1—5, 10, 11, 14—16, 34, 38, 47—49, 51.  
Statui 52.  
Strade 14, 16—19.  
Suverană apreciere 11, 37.  
Tablouri 52.  
Țărniuri, a se vedeă cuvântul: „Maluri”.  
Teatru 47, 57.  
Trecere 33, 34, 35.  
Tun 42.  
Ulțiș, a se vedeă cuvântul: „Strade”.  
Universitate 48.  
Vase 26, 27, 30 bis 32, 46.

## Doctrină.

**1.** Domeniul public se poate împărți în trei clase, cuprinzând fiecare bunurile destinate uzului general: domeniul public al Statului, domeniul public județean și domeniul public comunal. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 15, 20; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3066, 3088; Planiol et Ripert, III, No. 122; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 705, 712; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 214, 215; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1419, 1428; Nacu, I, p. 114, 115, 740 urm.; Matei Cantacuzino, p. 39; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1692).

**2.** Dispozițiile art 538 c. civ. fr. (476 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea la toate aceste clase în care se poate împărți domeniul public. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 15; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3066; Planiol et Ripert, III, No. 122; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 214, 215; Nacu, I, p. 115; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1692, 1720).

**2 bis.** Domeniul Statului se împarte în domeniu public și în domeniu privat (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 200, 214, 215; Plastara, I, p. 19; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1695; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1423, 1424; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3059; Planiol et Ripert, III, No. 117; Nacu, I, p. 114, 115; Matei Cantacuzino, p. 39).

**3.** Bunurile cari sunt exclusiv consacrate uzului public, fac parte din domeniul public al Statului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 200, 214, 215; Nacu, I, p. 740; Matei Cantacuzino, p. 39; Plastara, I, p. 18, nota 1, 19; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1696, 1700; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1423, 1424; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3064; Planiol et Ripert, III, No. 117).

**4.** Bunurile cari deși aparțin Statului, însă nu sunt consacrate în mod exclusiv uzului public, fac parte din domeniul privat al Statului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 200, 201, 214, 215; Matei Cantacuzino, p. 39; Plastara, I, p. 19; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1696; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1423, 1424; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3065; Planiol et Ripert, III, No. 118, 119, 132 urm.).

**5.** Bunurile cari fac parte din domeniul public sunt inalienabile și impres-

- criptibile, deoarece sunt afară din comerț. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1423, 1424; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3064; Planiol et Ripert, III, No. 119; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 706; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 202, 214, 215; Matei Cantacuzino, p. 40; Plastara, I, p. 19; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1700, 1702).
- 6.** Deoarece bunurile cari fac parte din domeniul public sunt afară din comerț, ele nu pot face obiectul unei acțiuni posesorii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 202).
- 7.** Nu trebuie să confundăm lucrurile cari intră în domeniul public comunal, cu lucrurile comunale care servesc la uzul numai a locuitorilor comunei, cum ar fi un izlaz comunal. (Nacu, I, p. 741, 742).
- 8.** Bunurile cari fac parte din domeniul public, de îndată ce intră în comerț prin încetarea lor în mod expres sau tacit de a mai servi la uzul public, sunt alienabile și prescriptibile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 202; Planiol et Ripert, III, No. 119; Matei Cantacuzino, p. 40; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1700, 1704).
- 9.** Enumerarea prevăzută de art. 538 și 540 c. civ. fr. (476 și 478 c. civ. rom.), nu este limitativă, ci numai enunciativă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 211; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1693, 1705, 1716).
- 10.** În concluziune, fac parte din domeniul public al Statului, toate bunurile cari prin natura lor sau prin declarația legii, nu pot face obiectul unei proprietăți private și sunt afară din comerț. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 212; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 708, 709).
- 11.** Tribunalele constată și apreciază în mod sumar dacă un bun face sau nu parte din domeniul public al Statului și constatările de fapt ale instanțelor de fond scapă cenzurii instanțelor de recurs. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 212).
- 12.** Fac parte din domeniul public nu numai drumurile ci și dependențele drumurilor destinate la conservarea lor cum sunt marginile drumurilor și santurile. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 17; Suppl., Domaine public, No. 3; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 203, nota 2).
- 13.** Deasemenea și podurile, apeductele, etc., construite pentru serviciul drumurilor. (Demolombe, IX, No. 457; Daloz Rép., Domaine public, No. 17; Planiol, I, No. 3078; Planiol et Ripert, III, No. 130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 204; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1716).
- 14.** Cu toate că art. 476 c. civ. rom. arată că și ulițele fac parte din domeniul public al Statului, aci nu este vorba de toate străzile orașelor ci numai de
- partile de drumuri ale Statului cari traversează orașele, deoarece celelalte străzi din orașe fiind construite pe proprietatea comunei fac parte din domeniul public al comunei. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 3069; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 203, 204; Nacu, I, p. 737).
- 15.** Drumurile de fier de interes general, construite sau concesionate de Stat, sunt considerate ca dependente ale domeniului public. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 23; Planiol et Ripert, III, No. 128; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 712, 713; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 204; Nacu, I, p. 737; Plastara, I, p. 19; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1707; Comp.: Laurent, VI, No. 29 urm.; Hue, IV, No. 55; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 178; Planiol, I, No. 3072).
- 16.** Drumurile județene cari sunt în sarcina județelor, precum și cele comunale cari sunt în sarcina comunelor fac parte din domeniul public cu toate că art. 538 c. civ. fr. (476 c. civ. rom.) arată că fac parte din domeniul public numai drumurile mari, drumurile mici și străzile cari sunt în sarcina Statului. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 13; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1706; Comp.: Mourlon ed. 7-a, I, No. 1425; Hue, IV, No. 53; Planiol, I, No. 3069; Planiol et Ripert, III, No. 128, 140; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 712, 713; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 203, 214, 215; Nacu, I, p. 736, 737, 738, 740, 741).
- 17.** Străzile și pietele publice fac parte din domeniul public comunal. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1428; Daloz, Rép., Domaine public, No. 23; Suppl., Domaine public No. 4; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 713; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1706; Comp.: Hue, IV, No. 53; Planiol, I, No. 3069; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 203, 214, Nacu, I, p. 740, 741).
- 18.** Terenurile lăsate de riverani în dealungul străzilor în orașe și sate sunt presupuse că fac parte din străzi și prin urmare sunt considerate ca dependente ale domeniului public comunal, prezumțiune care însă poate fi răsturnată prin proba contrară. (Daloz, Rép., Suppl., Domaine public, No. 4; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 203, nota 2).
- 19.** Străzile infundate în orașe și sate fac parte din domeniul public comunal. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1428; Daloz, Rép., Domaine public, No. 23).
- 20.** Deasemenea și promenadele publice. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 23; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 711).
- 21.** Deasemenea grădinile publice fac parte din domeniul public comunal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 214).
- 22.** Fântânele publice construite în orașe și comune pentru uzul locuitorilor, fac parte din domeniul public al comunei. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 25;

Suppl., Domaine public, No. 8; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 214; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1716).

**23.** Conducele prin care trece apa și se distribuie la fântănele publice, fac parte din domeniul public comunal. (Aubry et Rau, II, § 169, p. 59; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 215).

**24.** Apele cari alimentează fântănele publice, fac parte din domeniul public al comunei, deoarece formează un accesoriu al fântănelor. (Aubry et Rau, II, § 169, p. 58; Troplong, Prescription, I, No. 168; Laurent, VI, No. 66; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 214, nota 4).

**25.** Cimitirile fac parte din domeniul public comunal. (Mourlon, I, No. 1428; Huc, IV, No. 69; Planiol et Ripert, III, No. 130; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 713; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 214).

**26.** Fluviile și râurile navigabile sunt acele pe cari pot pluti vasele și corăbiile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1425; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3070. Planiol Ripert, III, No. 126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 205; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1708).

**27.** Râurile plutitoare sunt acele pe cari nu pot pluti vasele și corăbiile, însă poate pluti pe ele lemnăria. (Mourlon, ed. 7-a, No. 1425; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3070; Planiol et Ripert, III, No. 126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 205; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1708).

**28.** Brațele unui râu navigabil sau plutitor, chiar dacă ele ar fi nenavigabile, fac parte din domeniul public. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 174; Planiol, ed. 6-a, No. 3070. Planiol et Ripert, III, No. 126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 207; Plastara, II, p. 18, nota 1).

**29.** Râurile canalizate devenite navigabile sau plutitoare fac parte din domeniul public. (Laurent, VI, No. 13; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 207; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, N. 3071; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1707).

**30.** Canalele și șanțurile săpate pe proprietăți particulare și întreținute de către proprietarii locurilor pe unde trec, chiar dacă ar curge într'un râu navigabil și chiar dacă aceste canale ar fi navigabile, nu fac parte din domeniul public. (Daloz, Rép., Suppl., Eaux, No. 144; Comp.: Laurent, VI, No. 14; Planiol, I, No. 3071; Planiol et Ripert, III, No. 127, 141; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 207; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1707).

**30 bis.** Fac parte din domeniul public: podurile, vasele și bacurile întreținute de Stat. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 24).

**31.** Din dispozițiile art. 538, 561, 563 și 645 c. civ. fr. (476, 500, 502 și 583 c. civ.

rom.), rezultă că râurile nenavigabile și neplutitoare nu fac parte din domeniul public, ci aparțin proprietarilor riverani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 208, 375 urm.; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 374 bis. II, 396, bis, I; Laurent, VI, No. 301; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 418).

**32.** Potrivit dispozițiilor art. 556 și 650 c. civ. fr. (495 și 587 c. civ. rom.) malurile râurilor sau fluviilor chiar navigabile sau plutitoare aparțin proprietarilor riverani, iar nu domeniului public, sub condițiunea ca să se lase drumul necesar pentru conducerea vaselor. (Laurent, VI, No. 8; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 207, 377; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1713).

**33.** Proprietarii riverani deși sunt proprietarii malurilor chiar dacă râul sau fluviul ar traversa proprietatea lor, nu au dreptul să oprească pe particulari de a traversa apa cu luntrea dela un mal la celalt. (Demolombe, X, No. 147; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 207, nota 5).

**34.** Deasemenea Statul, Județul sau Comuna nu au dreptul să împiedece pe particulari de a traversa un râu navigabil sau plutitor dela un mal la celalt. (Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 207, nota 5).

**35.** Proprietarii riverani nu sunt obligați să sufere o servitute de trecere pe locul lor în folosul particularilor. (Demolombe, X, No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 207, nota 5).

**36.** Albia unui râu navigabil sau plutitor cât timp apa nu s'a retras din ea face parte din domeniul public. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 208).

**37.** Pentru a putea ști care este albia unui râu și de unde începe malul, se va lua ca normă mărimea apelor obișnuite, neputându-se ține seamă de inundații sau scăderi; această chestiune este de fapt și de atributul suveran al instanțelor de fond. (Laurent, VI, No. 8; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 208).

**38.** Târmurile mării fac parte din domeniul public al Statului, deoarece sunt necesare navigației și pot servi la uzul public și la apărarea țării. (Laurent, VI, Nr. 6, 42; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 209; Nacu, I, p. 739).

**39.** Prin târmul sau malul mării se înțelege locul până unde ajunge apa mării când este mai umflată, iar nu și locul până unde ajunge în caz de furtună. (Demolombe, IX, No. 457 bis.; Laurent, VI, No. 6; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 175; Planiol, I, No. 3073; Planiol et Ripert, III, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 209; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1711; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1425; Nacu, I, p. 739).

**40.** Nu pot fi considerate ca făcând parte din domeniul public maritim tere-

nurile cari nu sunt în contact direct cu apele mării, chiar dacă ar fi acoperite cu apă câte odată din cauza umflării apei mării și a împingerii înapoi a apelor unui râu vecin cu marea. (Demolombe, IX, No. 475 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 175; Planiol, I, No. 3073; Planiol et Ripert, III, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 209).

**41.** Aluviunea formată pe malul mării face parte din domeniul public, deoarece malurile mării fac parte din domeniul public și aluviunea este un accesoriu a malurilor. (Laurent, VI, No. 42; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 210; Comp: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1425; Nacu I, p. 739. C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1711).

**42.** Apa mării este un lucru comun al tuturor, deoarece nu constituie o porțiune a teritoriului Statului. Dreptul internațional public admite că țările limitrofe mării sunt stăpâne pe mare până unde poate ajunge bătaia tunului. (Daloz, Rép. Propriété No. 81; Laurent, VI, No. 5; Despagnet, No. 413; Planiol, I, No. 3074; Planiol et Ripert, III, No. 124; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 210. Nacu, I, p. 738, 739; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1712).

**43.** Iazurile de apă sărată fac parte din domeniul public, ca dependente ale mării, când sunt formate din apele mării, sunt populate cu aceiaș faună ca și marea vecină și când comunică printr'o esire directă cu marea. (Paniol et Ripert, III, No. 124).

**44.** Legea regimului apelor din 1924, a asimilat cu țărmurile mării, țărmurile râurilor formând frontiera. Prin urmare, țărmurile acestor râuri fac parte din domeniul public al Statului și sunt supuse unui regim analog celui al țărmurilor mării. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1713).

**45.** Fac parte din domeniul public: porturile deschise navigațiunii, gările, cheiurile fluviilor. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 17, 24; Planiol, I, 3075; Planiol et Ripert, III, No. 130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 210, 211; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1714, 1716).

**46.** Prin expresiunea „malurile unde trag vasele” (les rades), se înțelege partea mării unde se adăpostesc vasele, așteptând timpul favorabil ca să intre în port. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1425; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 211, nota 1).

**47.** Fac parte din domeniul public al Statului: clădirile consacrate unui serviciu public, cum sunt: închisorile, cazarmele, arsenalele, teatrele, școalele, muzeele, bibliotecile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 211, 212; Nacu, I, p. 740, 741; Comp.: Planiol, I, No. 3078; Planiol et Ripert, III, No. 130; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 716).

**48.** Deasemenea fac parte din domeniul public al Statului edificiile naționale cum sunt: Universitățile, Camera deputaților, Senatul. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 212; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 3078; Planiol et Ripert, III, No. 130; Nacu, I, p. 740, 741).

**49.** Deasemenea bisericile și mănăstirile. (Aubry et Rau, II, § 169, text și nota 9, p. 55; Laurent, VI, No. 37; Huc, IV, No. 61; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3078; Planiol et Ripert, III, No. 130; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 212; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1716).

**50.** Clădirile construite de călugări în afară de incinta mănăstirii, nu fac parte din domeniul public al Statului și deci sunt alienabile și prescriptibile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 212, nota 2).

**51.** Edificiile și monumentele întrebuințate ca locuință pentru serviciile administrației fac parte din domeniul privat al Statului. (Paniol et Ripert, III, No. 130).

**52.** Lucrurile mobile cari servesc uzului public, fac parte din domeniul public. Astfel, fac parte din domeniul public: tablourile, statuetele, monezi vechi și alte anticități din muzee publice, cărțile din biblioteci publice, documentele din archive, etc. (Huc, IV, No. 62; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3079; Planiol et Ripert, III, No. 131; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710, 711; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 212; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1717).

**53.** Mai fac parte din domeniul public județean, în afară de drumuri și poduri, închisorile, spitalele și alte stabilimente publice. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 215; Nacu, I, p. 740, 741).

**54.** Bisericile și școlile fac parte din domeniul public al comunei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1428; Planiol, ed. 6-a, I, No. 3078; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710, 713; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 214; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1716).

**55.** Localul primăriei când aparține comunei, face parte din domeniul public comunal. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1428; Aubry et Rau, II § 169, p. 60; Laurent, VI, No. 64; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 215; Contra: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1716).

**56.** Halele, salhanalele, spitalele, bibliotecile ce se află în oraș și aparțin comunei, fac parte din domeniul public comunal. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 710; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 215; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 169, p. 62; Planiol, I, No. 3078; Planiol et Ripert, III, No. 130; Nacu, I, p. 740).

**57.** Teatrele comunale fac parte din domeniul public al comunei. (Aubry et Rau, II, § 169, p. 61, 63; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 215; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1716; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 133; Nacu, I, p. 740).

**58.** Bunurile cari fac parte din dome-

niul privat al comunei, sunt în comerț însă nu pot fi instrăinate decât după anumite forme. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1428; Planiol, ed. 6-a No. 3065; Planiol et Ripert, III, No. 134 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 215; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1702).

**Art. 477.** — Toate averile vacante și fără stăpân, precum și ale persoanelor cari mor fără moștenitori, sau a căror moșteniri sunt lepădate, sunt ale domeniului public. (Civ. 499, 646, 648, 649, 652, 653, 680, 681, 695 urm., 724 urm., 1845; L. pol. rur. 45 urm.; Civ. Fr. 539).

*Text. fr. Art. 539.* — Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées appartiennent au domaine public.

### Doctrină.

**1.** Art. 539 c. civ. fr. (477 c. civ. rom.), arată că bunurile enumerate fac parte din domeniul public. Expresiunea de „domeniu public” întrebuițată în acest articol este greșită, deoarece aceste bunuri fac parte din domeniul privat al Statului, iar nu din domeniul public; prin urmare ele sunt alienabile și prescriptibile. (Demolombe, IX, No. 458; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 170, p. 63, 64; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1425; Dalloz, Rép., Biens, No. 261; Domaine public, No. 41; Laurent, VI, No. 39; Huc, IV, No. 66; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 183; Planiol, I, No. 3087; Planiol et Ripert, III, No. 133; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 707; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 212, nota 5; Nacu, I, p. 735, 743; Matei Cantacuzino, p. 39, 40).

**2.** Dispozițiile art. 539 și 713 c. civ. fr. (477 și 646 c. civ. rom.), în cece privește bunurile vacante și fără stăpân, își gă-

sesc aplicațiunea numai la imobile și la universalități imobiliare. (Demolombe, IX, No. 461; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 9 urm.; Dalloz, Rép., Propriété, No. 179; Laurent, VI, No. 39; Huc, V, No. 4; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 9, 12; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 213, text și nota 4; Matei Cantacuzino, p. 40).

**3.** Bunurile mobiliare vacante considerate în mod individual și ca obiecte particulare, aparțin primului ocupant. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 213, nota 4; Nacu, I, p. 743, 744; Matei Cantacuzino, p. 40).

**4.** Bunurile Statului cari nu servesc la uzul public și cari formează averea privată a Statului, sunt în comerț și prin urmare sunt alienabile și prescriptibile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 213; Planiol et Ripert, III, No. 118, 119).

**5.** A se vedea art. 646, 652 și 680 din codul civil cu notele respective.

**Art. 478.** — Porțile, zidurile, șanțurile, întăriturile pietelor de rezel și ale fortărețelor, fac și ele parte din domeniul public. Aceste lucruri reintră în comerț când nu mai servesc la uzul public<sup>1)</sup>. (Civ. 476, 647, 1844, 1845; Civ. Fr. 540, 541).

*Text. fr. Art. 540.* — Les portes, murs, fossés, remparts des places de guerre et des forteresses, font aussi partie du domaine public.

*Text. fr. Art. 541.* — Il en est de même des terrains, des fortifications et remparts, des places qui ne sont plus places de guerre: ils appartiennent à l'État, s'ils n'ont été valablement aliénés, ou si la propriété n'en a pas été prescrite contre lui.

### Bibliografie (continuare).

STRELICESCU AL., *Notă sub. Cas. I, 641 din 6 Noembrie 1913, Pand. Rom. 1925, I, 89.*

<sup>1)</sup> În art. francez 540 corespunzător, lipsește acest ultim aliniat însă principiul lui se găsește cuprins în art. 541 c. civ. fr.

## Doctrină.

1. Terenul militar sau zona de fortificații, face parte din domeniul public. (Daloz, Rép., Place de guerre, No. 44; Suppl. Place de guerre, No. 52; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 129; C. Hamangiu; I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1715).

2. Chiar dacă dependențele domeniului public militar ar fi arendate pentru cultură sau în alt scop, acest lucru nu schimbă destinația principală a piețelor de război și a fortărețelor. (Daloz, Rép., Domaine public, No. 38).

3. Toate lucrurile prevăzute de art.

540 c. civ. fr. (478 c. civ. rom.), sunt inalienabile și imprescriptibile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 211).

4. Incetarea serviciului public a lucrurilor prevăzute de art. 540 și 541 c. civ. fr. (478 c. civ. rom.), le face să intre în domeniul privat al Statului și care le poate în acest caz înstreina sau pot fi prescrite. (Planiol et Ripert, III, No. 129; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 709; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 211; Matei Cantacuzino, p. 40; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, I, No. 1701, 1704, 1715).

5. A se vedea art. 476 din codul civil cu notele respective.

**Art. 479.** — Poate avea cineva asupra bunurilor, sau un drept de proprietate, sau un drept de folosință, sau numai servitute. (Civ. 480 urm., 517 urm., 565 urm., 576 urm., 1720, 1740, 1746; Civ. Fr. 543).

*Text. fr. Art. 543.* — On peut avoir sur les biens, ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement des services fonciers à prétendre.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Abitație 10.	Embatic 21.
Ațiune 9.	Emfiteoză 21.
Amanet 16, 26.	Enumerare enunciativă 12
Antichreză 27, 28, 29.	13.
Arendare 34, 35.	Enumerare limitativă
Bezman 21.	11.
Bunuri 1, 10.	Folosință 10.
Convenție 11, 12, 13, 19.	Gaj 16, 26.
Corelație 2.	Imobile 24, 33.
Creanță 15, 16.	Inchiriere 34, 35.
Creditor 4, 15.	Ipotecă 15, 16, 25.
Debitor 2, 15.	Legi reale 33
Definiție 3, 4, 6, 8.	Locațiune 34, 35.
Desmembrământ de pro-	Lucruri 1.
prietate 10—13, 19.	Mobile 24, 33.
Diferență 15.	Moștenire 17.
Drepturi 1—3, 5—21, 23—	Obligație 2, 4, 15.
35.	Ordine publică 13.
Drept de abitație 10.	Patrimoniu 5.
Drept de folosință 10.	Poseiune 22, 23.
Drept de proprietate, a se	Prescripție 19.
vedea cuvântul: „Pro-	Privilegiu 16, 24.
prietate”.	Proprietate 10, 11, 12, 16,
Drept de retenție 30—33.	17, 18, 23.
Drept de servitute 10, 15.	Restricțiune 13.
Drept de suprafață 18, 19.	Retențiune 30—33.
Drept personal 5, 8, 21,	Servitute 10, 15.
23, 29, 31, 32, 35.	Statut real 33.
Drept real 5, 6, 7, 10—20,	Subsol 20.
23—27, 30, 34.	Succesiune 17.
Drept real accesoriu 14.	Suprafață 18, 19.
15, 16.	Terțe persoane 28, 29, 31,
Drept real mobilă 7.	32.
Drept real mobilă 7.	Uz 10.
Drept real principal 14.	Uzfruct 10.
15, 16.	

## Doctrină.

1. Expresiunea „bunuri” din art. 543 c. civ. fr. (479 c. civ. rom.), trebuie înlocuită prin cea de „lucruri”, deoarece și drepturile fiind clasificate între bunuri, cineva nu poate avea un drept asupra unui drept. (Marcadé, art. 543; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 216; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429).

2. Un drept de naștere la o obligație din partea debitorului, dreptul și obligația fiind corelative. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 216).

3. „Dreptul consistă în facultatea de a are o persoană de a face sau de a cere un lucru”. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 216).

4. „Obligația consistă în necesitatea de a face sau a nu face un lucru în favoarea altuia (creditorului)”. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 216).

5. Toate drepturile care formează patrimoniul unei persoane, sunt reale sau personale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 218; Nacu, I, p. 745; Plastara, II, p. 49, 50; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429; Plastara, II, p. 45).

6. Drepturile reale sunt acele drepturi ce le are cineva asupra unui lucru, adică relațiunea ce există dela un lucru către o persoană. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 217; Nacu, I, p. 745; Plastara, II, p. 50, 111. Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429).

7. Drepturile reale sunt mobiliare și imobiliare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 217; Matei Cantacuzino, p. 43).

8. Drepturile personale sunt acele ce le are cineva asupra unei persoane anumite pentru a obține un lucru sau un fapt. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 217; Plastara, II, p. 50).

9. Acțiunile primesc caracterul drepturilor din care decurg. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 219; Matei Cantacuzino, p. 43).

10. Asupra bunurilor, art. 543 c. civ. fr. (479 c. civ. rom.), dispune că cineva nu poate avea decât trei feluri de drepturi sau drepturi reale: un drept de proprie-



tate, care se confundă cu obiectul său și toate celelalte drepturi nu sunt decât desmembrăminte dreptului de proprietate; un drept de folosință, adică uzufructul, uzul și dreptul de habitațiune; un drept de servitute reală. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 172, text și nota 1, p. 73; Huc, IV, No. 73; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 219, 220; Nacu, I, p. 746, 747, 748; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 45, 46, 111, 112).

**11.** Enumerarea prevăzută de art. 543 c. civ. fr. (479 c. civ. rom.), după o părere este limitativă și părțile nu pot prin convențiunea lor să creeze și să organizeze alte desmembrăminte ale proprietății, în afară de cele prevăzute de lege. (Demolombe, IX, No. 519).

**12.** După altă părere, dominantă, enumerarea prevăzută de art. 543 c. civ. fr. (479 c. civ. rom.), nu este limitativă și părțile pot, prin convențiunea lor, să creeze alte desmembrăminte de proprietate decât cele prevăzute în mod expres sau implicit de lege. (Toullier, III, No. 69; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 378 bis, IV; Dalloz, Rép., Propriété, No. 59, 65, 73, 74; Suppl., Propriété, No. 25; Laurent, VI, No. 84 urm.; Huc, IV, No. 73; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 193; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 225).

**13.** În părerea celor cari arată că enumerarea prevăzută de art. 543 c. civ. fr. (479 c. civ. rom.), nu este limitativă, se pune o restricțiune, ca prin operarea desmembrământului prin convențiunea părților, să nu rezulte o situațiune contrară legilor sau ordinii publice. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 378 bis, IV; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 25; Huc, IV, No. 74; Laurent, VI, No. 84 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 225; Comp.: Dalloz, Rép., Propriété, No. 65, 68; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 193).

**14.** Drepturile reale mai pot fi de două feluri: drepturi reale principale și drepturi reale accesorii. (Colin et Capitant, ed. 4-a, p. 714; Matei Cantacuzino, p. 45; Plastara, II, p. 45, 46, 48, 111, 112, 113).

**15.** Între drepturile reale principale și drepturile reale accesorii există o mare diferență: Drepturile reale principale cum este servitutea, etc., nu pot fi nimicite fără voia persoanei care se bucură de ele; pe când drepturile reale accesorii cari sunt atașate la o creanță, cum este ipoteca, etc., pot fi nimicite fără voia creditorului, debitorul având dreptul să se libereze de obligația sa, plătind datoria sa, chiar în contra voinței creditorului. (Mourlon, ed. 7-a, No. 1430; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714).

**16.** Dacă legea nu prevede între drepturile reale în art. 543 c. civ. fr. (479 c. civ. rom.), și dreptul de gaj, de privilegiu și de ipotecă, cauza este că ea nu se ocupă decât de drepturile reale princi-

pale, adică de drepturile cari subsistând prin ele înșile ca proprietatea, au o existență stabilă și permanentă. Drepturile de gaj, de privilegiu și de ipotecă sunt totdeauna accesoriul unei creanțe a cărei plată o garantează și deci nu pot exista fără ea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 45; Plastara, II, p. 44, 45, 48).

**17.** Dreptul de moștenire este cuprins în enumerația prevăzută de art. 543 c. civ. fr. (479 c. civ. rom.), deoarece el consistă în dreptul de proprietate al moștenitorului asupra bunurilor succesiunii. (Demolombe, IX, No. 478; Dalloz, Rép., Propriété, No. 59; Laurent, VI, No. 83; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 191; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 224; Comp.: Duranton, IV, No. 236).

**18.** Dreptul de suprafație, fiind un drept privitor la suprafața solului, constituie un drept de proprietate parțial. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 172, p. 73; Huc, IV, No. 73; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 221 urm.; Nacu, I, p. 748).

**19.** Dreptul de suprafație constituie un desmembrământ al proprietății și poate fi stabilit prin convențiune sau prin prescripție. (Demolombe, IX, No. 483; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, text și nota 6, p. 623, 624; Dalloz, Rép., Propriété No. 76; Suppl., Propriété No. 27; Laurent, VIII, No. 418; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 223).

**20.** Dreptul subfeței pământului este un drept real. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 221 urm.).

**21.** Emfiteoza, besmanul sau embaticul, nu este un drept real, ci conferă embaticarului numai un drept personal. (Demolombe, IX, No. 483; Troplong, Louage, I, No. 30; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, p. 623, 624; Laurent, VIII, No. 340 urm.; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429, 1431; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714; Plastara, II, p. 47, 48, 116, 117; Contra: Merlin, Questions de droit, Emphytéose, section 5, § 8; Proudhon, Du domaine privé, II, No. 710; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 220; Nacu, I, p. 748).

**22.** Posesiunea nu constituie prin ea însăși un drept real, ci numai o stare de fapt care se distinge de dreptul de proprietate. (Pothier, Traité de la possession, IX, No. 82; Troplong, Prescription, I, No. 219 urm., 233; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 177, p. 107, 108; Laurent, VI, No. 82; XXXII, No. 264; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 190; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2266; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 224, 225; Plastara, II, p. 118, 119; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu I, No. 1724 urm.).

**23.** După altă părere, posesiunea constituie un drept real, deosebit de dreptul de proprietate. (Duranton, IV, No. 245; Demolombe, IX, No. 482; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 378 bis, VIII; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429).

- 24.** Privilegiile asupra mobilelor și asupra imobilelor, sunt drepturi reale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 220; Nacu, I, p. 747, 748; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 48, 113).
- 25.** Ipoteca este un drept real, după majoritatea doctrinei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 221; Nacu, I, p. 747; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara II, p. 48, 113).
- 26.** Amanetul este un drept real. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1429; Laurent, XXVIII, No. 562; Baudry et Loynes, Nantissement, I, No. 92; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 220, 221; Nacu, I, p. 748; Matei Cantacuzino, p. 43; Plastara, II, p. 48, 113).
- 27.** Antichreza, după o părere, este un drept real. (Pothier, *Traité de l'hypothèque*, No. 223; Duranton, XVIII, No. 560; Mourlon, III, No. 1229; Huc, XII, No. 411; P. Pont, *Petits contrats*, II, No. 1277 urm.; Guillouard, *Nantissement*, No. 242 urm.; Planiol, II, No. 2501; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 714; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 220; Nacu, I, p. 748; Comp.: Plastara, II, p. 48, 113).
- 28.** După altă părere, dreptul de antichreză este un drept personal neopozabil terțelor persoane. (Troplong, *Nantissement*, No. 573; Laurent, XXVIII, No. 561 urm.).
- 29.** După a treia părere, dreptul de antichreză, deși personal, este opozabil terțelor persoane. (Baudry et Loynes, *Nantissement*, I, No. 209).
- 30.** Dreptul de retenție, după o părere, este un drept real. (Duranton, XIX, No. 8; Mourlon, III, No. 1244; P. Pont, *Petits contrats*, II, No. 1292; Guillouard, *Droit de rétention*, No. 22 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 220; Nacu, I, p. 748; Comp.: Plastara, II, p. 48, 117).
- 31.** După altă părere, dreptul de retenție este un drept personal, neopozabil terțelor persoane. (Troplong, *Nantissement*, No. 442 urm., 552 urm.; *Privilèges et hypothèques*, I, No. 255 urm.; Laurent, XXIX, No. 292).
- 32.** După a treia părere, cu toate că dreptul de retenție este un drept personal, el este opozabil terțelor persoane. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 256 bis, text și nota 20, p. 194; Baudry et Loynes, *Nantissement*, I, No. 227 urm.).
- 33.** În materie de drept de retenție asupra mobilelor corporale sau imobilelor, în caz de conflict de legi, se va aplica legea situației bunurilor. (Guillouard, *Droit de rétention*, No. 37 urm.; Baudry et Loynes, *Nantissement*, I, No. 251).
- 34.** Dreptul care izvorăște pentru chiriaș sau arendaș din contractul de închiriere sau arendare după o părere este real. (Troplong, *Louage*, I, No. 6 urm.; II, No. 473 urm.; Dalloz, *Rép., Suppl., Louage*, No. 130).
- 35.** După altă părere, dominantă, dreptul chirașului sau arendașului este personal. (Duranton, IV, No. 73; XVII, No. 139; Duvergier, *Louage*, I, No. 28, 279; Proudhon, *Traité de l'usufruit*, I, No. 102; Demolombe, IX, No. 492, 493; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 2500; III, No. 769 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 165, nota 19, p. 36; Demante et Colmet de Santerre, VII, No. 198 bis, XIII urm.; Laurent, V, No. No. 485; VI, No. 75; XXV, No. 9 urm.; Huc, X, No. No. 273, 341; P. Pont, *Privilèges et hypothèques*, I, No. 385; Guillouard, *Louage*, I, No. 28, 299; *Privilèges et hypothèques*, II, No. 655; Baudry et Wahl, *Louage*, I, No. 20, 648 urm.; Baudry et Loynes, *Privilèges et hypothèques*, I, No. 228; Planiol, ed. 6-a, II, No. 2158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 221, nota 1; Plastara, II, p. 46, 47, 114 urm.).
- 36.** A se vedea art. 471 și 480 din codul civil cu notele respective.

## TITLUL II

## Despre proprietate.

**Art. 480.** — Proprietatea este dreptul ce are cineva de a se bucura și de a dispune de un lucru în mod exclusiv și absolut, însă în limitele determinate de lege<sup>1)</sup>. (Civ. 475, 479, 481 urm., 489 urm., 575, 581 urm., 585, urm., 620 urm., 841 urm., 998, 999 1000, 1306, 1310; Const. 17 urm.; L. rurală, Art. 7; L. din 1879 pentru menținerea art. 7 din L. rurală; Legea agrară; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923) Art. 1, 2, 18, 21, 24, 29; L. regimului apelor (Monit. of. 137/924), Art. 2 urm.; L. Minelor. (Monit. oficial

<sup>1)</sup> La acest articol precum și la art. 998 și 1000 c. civil s'au făcut trimiterile la doctrina și jurisprudența privitoare la actele administrative de autoritate.

143/924), Art. 1 urm.; Legea asupra numelui din 18 Mart. 1895; Civ. Fr. 544).

*Text. fr. Art. 544.* — La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă* sub C. Rennes 22 Noembrie. 1921, Jur. Gen. 1925, No. 470; *Notă* sub Trib. Nontron, Dordogne. 9 Maiu 1922, Jur. Gen. 1925 No. 1322; *Notă* sub Trib. d'Avesnes, Nord, 3 Martie 1920, Jur. Gen. 1925 No. 1482;
- CHRISTOFORIANU E., „*Rolul judecătorului în determinarea conținutului legitim al drepturilor subiective*”, Dreptul 11/1926;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub C. Apel Galați s. I, 218 din 29 Nov. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 74;
- HOZOC D., *Notă* sub Cas. I, 961 din 6 Aprilie 1925. Pand. Rom. 1926, I, 34;
- LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Tendențele sociale în dreptul privat*, pg. 28 urm.;
- MĂLINESCU C., *Notă* sub Cas. Fr. req. 2 Iunie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 960;
- MISSIR TEODOR., *Notă* sub C. Apel Galați S. I, 218 din 29 Noembrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 69;
- POLTZER V., *Notă* sub C. Apel Galați S. I, 218 din 29 Noembrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 71;
- RAPPAPORT M., *Notă* sub Trib. Lyon, 17 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926 No. 120; *Notă* sub Trib. Seine, 11 Iunie 1925 Jur. Gen. 1926, No. 564.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

- |   |  |  |  |
|---|--|--|--|
| Abuz 3, 8—14, 32—49, 101.                                 | Copil legitim 108, 114, 115 <sup>1</sup>                                 | Expeditorul scrisorii 139,   | Inviolabilitatea secretului  |
| Abuz de drept, a se vedea                                 | 116, 123, 153, 154, 155.   | 140, 141, 143, 159, 160, 163,  | scrisorilor 137, 142, 146,   |
| cuvântul: „Abuz”.   | Coproprietate, a se vedea  | 166, 168, 175, 176, 177.   | 172, 182.  |
| Accesorii 80.   | cuvintele: „Indiviziune”.  | Fântână 83.  | Ipotecă, a se vedea cuvintele: „Drept real”, „Sarcine” și 14, 16, 50.                  |
| Act de administrație 70.                                  | „Partaj” și 63—95, 143,  | Femece 109, 111, 112, 152,   | Irevocabilitate, a se vedea  |
| Act juridic 3, 14, 55, 68.                                | Correspondență, a se vedea   | 164, 165.  | cuvântul: „Revocabilitate” și 20, 21, 22.  |
| Actiune posesorie 70 bis.                                 | cuvântul: „Scrisori”.  | Femece văduvă 112.   | Isvor 11.  |
| Adăpătoare 84.  | Corporale lucruri 100.   | Filiațiune 108, 118, 123.  | Jus abutendi 3, 8—14, 101.   |
| Adopțiune 110—117.  | Crime 178, 180, 181, 182.  | Firmă 124.   | Jus fructu 3, 6, 7, 101.   |
| Alee 86.  | Cultură 11, 12.  | Folosință, a se vedea cuvintele: „Abus”, „Fructe” și 4, 5, 43, 71, 75, 77, 83, 90, 101, 122.             | Jus utendi 3, 5, 101.  |
| Amenințare scrisă 180.                                    | Curator 157.   | Fonograf 128.  | Latrînă 81.  |
| Apă curgătoare 46.  | Curte 86, 87.  | Fotografie 129.  | Lege 27—30, 90.  |
| Apreciere suverană 49, 133, 145, 173.                     | Dărâmare, a se vedea cuvântul: „Distrușgere”.                            | Fructe 3, 6, 7, 73, 75—79.   | Licităție 62, 79, 149.   |
| Arendare, a se vedea cuvântul: „Locațiune”.               | Daune, a se vedea cuvintele: „Abuz”, „Despăgubiri”.                      | Fum 38.  | Locațiune 14, 70.  |
| Atributele dreptului de proprietate 2—14, 19, 50.         | Deces 148—151, 160.  | Funcționari 183.   | Lucruri corporale 100.   |
| Autorizare 41.  | Definiție 1, 5, 6, 8, 64, 126, 136, 145.                                 | Gramofon 128.  | Lucruri încorporale 101 urm.   |
| Bărbat 109, 111, 152, 164, 165.                           | Delicte 178—182.   | Hotărâre 118.  | Mama 108, 155.   |
| Botez, a se vedea cuvintele: „Nume de botez”.             | Denaturare 11.   | Iaz 11.  | Mandat 176, 177.   |
| Calomnie 179.   | Denunțare calomnioasă 179.   | Impărțeață, a se vedea cuvintele: „Coproprietate”, „Partaj”.   | Militari 183.  |
| Cariere 59.   | Depozit 144.   | Imobile 96, 99.  | Mine 59.   |
| Cas de toleranță 40.                                      | Despăgubire 41, 42, 44—48, 140, 147.                                     | Imprudență 46 b's.   | Minoritate 153—157.  |
| Căsătorie 109.  | Destinatar 138—144, 147—151, 159, 162, 163, 167, 168, 171, 172, 175—177. | Inalienabilitate 15—18, 107  | Mirosuri vătămătoare 36, 37.   |
| Cesiuine 107, 134.  | Destinație 71, 72, 80, 81, 88 <sup>1</sup> 89.                           | Incapabili 152—157.  | Mobile 96, 99.   |
| Cheltuieli 74, 94, 95.                                    | Directorul unui institut 154.  | Încetare din viață 148—151, 160.   | Moarte 143—151, 160.   |
| Clădiri 45 bis, 85.                                       | Distrușgere 10, 34, 35, 45 bis.  | Închiriere, a se vedea cuvântul: „Locațiune”.  | Muzică, a se vedea cuvintele: „Proprietate artistică, literară și industrială” și 128. |
| Comerciant 124, 174—177.                                  | Divorț 164, 165.   | Incorporale lucruri 101 urm.   | Naștere 114, 115, 116, 117.  |
| Comerț 37.  | Donațiune, a se vedea cuvintele: „Inalienabilitate”, „Instrăinare”.      | Indiviziune, a se vedea cuvintele: „Coproprietate”, „Partaj” și 62, 70 bis, 78, 80—95.                   | Nume 103—123.  |
| Comoară 60.   | Dovadă 51, 118, 169, 181.  | Indiviziune forțată 80—95.   | Nume de botez 103.   |
| Competență 28, 41.  | Drept de superficie, a se vedea cuvântul: „Superficie”.                  | Industrie 33, 37, 39, 40, 41.  | Nume de familie 103—119.   |
| Concepțiune 117.  | Drept real 1, 50, 66, 69.  | Injurii 172.   | Oraș 40.   |
| Condițiune 15—18, 20, 21, 22, 24, 69.                     | Educație 157.  | Institut 154.  | Ordine publică 15, 16, 17, 48.   |
| Condițiune ilicită 15, 16, 17, 18.                        | Emancipare 157.  | Instrăinare, a se vedea cuvintele: „Inalienabilitate”, „Vânzare” și 14, 21, 22, 23, 66, 68, 69, 91, 134. | Ordonanțe 28.  |
| Condițiune rezolutorie 22.                                | Eroare 170.  | Interdicțiune judiciară 156.   | Partaj, a se vedea cuvântul: „Coproprietate” și 62, 69, 79, 87, 149, 150, 151.         |
| Condițiune suspensivă, a se vedea cuvântul: „Condițiune”. | Etaje 85.  | Interes general 26, 27.  | Pasagii 86.  |
| Consiliu judiciar 157.                                    | Exclusivitate 4, 19, 63.   | Interes privat 27.   | Pedeapsă 135, 178.   |
| Constituție 29.   |  |  | Percheziție 182.   |
| Consumare 9.  |  |  | Perpetuitate 20, 21, 22.   |
| Contestație de Stat 118.                                  |  |  | Petiție de ereditate 98.   |
| Contrafacție 123, 135.                                    |  |  | Pomi 12.   |
| Convenție 56, 77, 89, 90, 94                              |  |  | Poreclă 105, 120.  |
| Copil conceput 117.                                       |  |  | Poseiune 70 bis, 71.   |
|   |  |  | Posesorie acțiune 70 bis.  |

Praf 38.  
 Prejudiciu, a se vedea cuvântul: „Despăgubire“, Prescripție 25, 56, 77, 92, 93, 107, 132.  
 Presumpțiuni 61, 176.  
 Privilegiu, a se vedea cuvintele: „Drept real“, „Sarcine“ și 50.  
 Probă 51, 118, 169, 181.  
 Proces 162—171, 177.  
 Procură 176, 177.  
 Prodig 157.  
 Produse, a se vedea cuvântul: „Fructe“.  
 Profesor 154.  
 Prohibițiuni 30.  
 Pronume 103.  
 Proprietate 1 urm.  
 Proprietate artistică, literară și industrială 125—135, 158.  
 Proprietate plină 50.  
 Pseudonim 121, 122, 123.  
 Publicare 158, 159, 160.  
 Putere părintească 153, 155.  
 Rău 46.  
 Răutate 47, 48.  
 Registre comerciale 174, 175.  
 Regulament 28, 29.  
 Renunțare 95.  
 Reparații 42, 44.  
 Responsabilitate, a se vedea cuvintele: „Abuz“, „Despăgubire“, „Revendicare 67, 98.  
 Revocabilitate, a se vedea cuvântul: „Irevocabilitate“ și 22.  
 Rezoluțiune 22.  
 Risc 140.  
 Risipitor 157.  
 Rude 113.  
 Salubritate 40.  
 Șant 82.  
 Șantă 180.  
 Sarcine, a se vedea cuvintele: „Drept real“, „Ipotecă“, „Privilegiu“, „Servitute“, și 50, 51, 66, 69.  
 Schimbarea numelui 118.  
 Scriitor, a se vedea cuvintele: „Proprietate artistică, literară și industrială“ și 121.  
 Scrisori 136—185.  
 Scrisori administrat 183.  
 Scrisori anonime 146.  
 Scrisori comerciale 174—177.  
 Scrisori confidențiale 142—147, 163, 166—169, 172—175, 183.  
 Secretul scrisorilor 137, 142, 146, 172, 182.  
 Sepături 34.  
 Servitute, a se vedea cuvintele: „Drept real“, „Sarcine“ și 14, 16, 45, bis, 50, 57, 80, 92, 93.  
 Sorți 150.  
 Soți, a se vedea cuvintele: „Bărbat“, „Femece“, „Mamă“, „Tată“.  
 Stare civilă 118.  
 Stat 26, 183.  
 Stradele 86.  
 Subsol 52, 58—62.  
 Succesiune 148—151, 160.  
 Suprafață 52—59, 61, 62, 76.  
 Suspendare 21.  
 Suverană apreciere 49, 133, 145, 173.  
 Tată 108, 114—117, 153—155.  
 Telefon 185.  
 Tel-gramă 184, 185.  
 Termin 20, 21, 23, 24.  
 Terțe persoane 4, 17, 30, 67, 70 bis, 113, 119, 122, 147, 152, 165—171.  
 Testament 161.  
 Transcriere 174, 175.  
 Tranzacție 107.  
 Trepidațiuni 39.  
 Tulburare de posesie 70 bis.  
 Tutor 156.  
 Universalitate de bunuri 97, 98.  
 Uz 3, 5, 25, 43, 57, 71, 80, 89, 90, 93, 101.  
 Uzufruct, a se vedea cuvintele: „Drept real“, „Sarcine“ și 53, 143.  
 Văduvă 112.  
 Vânzare, a se vedea cuvintele: „Inalienabilitate“, „Instrăinare“ și 24.  
 Vecin 31—49.  
 Vedere 45.  
 Venituri 6, 73, 75—79.  
 Vie 12.  
 Zgomot 39.  
 Ziar 130, 131, 132, 159.  
 Zid 42, 45 bis, 82.

2) dreptul de a culege fructele lucrului sau jus fruendi; 3) dreptul de a dispune de lucru și de a face asupra lui orice act juridic sau jus abutendi. (Mourlon, ed. 7-a, I. No. 1438, 1439; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, p. 256; Dalloz, Rép., Propriété, No. 54, 55; Suppl., Propriété No. 21; Huc, IV, No. 76; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 204; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2329, 2332; Planiol et Ripert, III, No. 216; 251 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 230; Nacu, I, p. 751; Matei Cantacuzino, p. 143; Plastara, II, p. 125 urm., 136 urm., 139, 140).

4. Unii autori mai adaugă la aceste trei atribute ale dreptului de proprietate și un al patrulea atribut: dreptul de a exclude pe terțele persoane de a participa la folosința atributelor proprietății. (Mourlon, ed. 7-a, I. No. 1433; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, p. 256; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 209; Planiol, I, No. 2329; Planiol et Ripert, III, No. 211, 212; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231; Matei Cantacuzino, p. 109).

5. Jus utendi sau dreptul de a uză de lucru, constă în facultatea ce o are proprietarul lucrului de a se folosi de lucru la toate întrebuințările potrivit naturii sale, fără a-i nimici ființa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1439; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 270; Dalloz, Rép., Propriété, No. 54; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 204; Huc, IV, No. 76; Planiol, ed. 6, I, No. 2331; Planiol et Ripert, III, No. 216; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 230; Matei Cantacuzino, p. 143; Plastara, II, p. 136, 139, 140).

6. Jus fruendi constă din facultatea ce o are proprietarul lucrului de a culege toate fructele și a încasa veniturile pe care le produce lucrul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1439; Dalloz, Rép., Propriété, No. 54; Suppl., Propriété, No. 21; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2331; Planiol et Ripert, III, No. 216; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 230; Matei Cantacuzino, p. 143; Plastara, II, p. 136, 139, 140).

7. Tot în virtutea acestui drept, proprietarul poate să lase lucrul neproducibil. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1437; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 204).

8. Jus abutendi, sau dreptul de a dispune de lucru, constă în facultatea ce o are proprietarul de a face asupra lucrului o întrebuințare care nu se mai poate reînnoi, întrebuințare care se poate exercita fie în mod material, fie în mod juridic. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1439; Dalloz, Rép., Propriété, No. 54; Suppl., Propriété, No. 12, 21 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, N. 2332; Planiol et Ripert, III, No. 216; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 230; Matei Cantacuzino, p. 143, 144; Plastara, II, p. 125, 126, 136, 139, 140).

9. Proprietarul are dreptul să consume lucrul. (Mourlon ed. 7-a, I, No. 1439; Dalloz, Rép., Propriété, No. 54; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2332; Planiol et Ripert, III, No. 216).

### Doctrină.

1. Proprietatea este dreptul real în virtutea căruia un lucru este surus în mod absolut și exclusiv voinței și acțiunii unei persoane. (Demolombe, IX, No. 535; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, nota 1, p. 255, 256; Dalloz, Rép., Propriété, No. 18; Laurent, VI, No. 87; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 109; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2329; Planiol et Ripert, III, No. 211; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 229; Plastara, II, p. 122 urm.; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1433; Nacu, I, p. 751; Matei Cantacuzino, p. 109).

2. Art. 544 c. civ. fr. (480 c. civ. rom.) arată mai mult atributele dreptului de proprietate în loc să dea definiția acestui drept. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, nota 1, p. 255, 256).

3. Atributele dreptului de proprietate sunt: 1) dreptul de a uză de lucru sau

**10.** Proprietarul are dreptul să distrugă lucrul sau să-i micșoreze valoarea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1437 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 12; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2331, 2332; Planiol et Ripert, III, No. 216; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 230; Matei Cantacuzino, p. 143, 144; Plastara, II, p. 126).

**11.** Proprietarul are dreptul să denatureze lucrul; așa el are dreptul ca în locul unui câmp de cultură să sape un iaz în care să se adune fie apele de ploaie, fie isvoarele de pe fondul său, fie cele ce se scurg din fondurile superioare, fie cele ce se scurg din stradă. (Proudhon, Du domaine public, V, No. 1574 urm.; Duranton, IV, No. 408 urm.; Demolombe, X, No. 27; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1437 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 271; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 21; Baudry et Chauveau, No. 204; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 230; Matei Cantacuzino, p. 144).

**12.** Proprietarul are dreptul să schimbe modul de cultură al pământului său; astfel el poate să sădească vie sau pomi într'un câmp de cultură, sau invers. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1437 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 271; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 204).

**13.** Proprietarul are dreptul să părăsească lucrul său, fără să-l transmit altuia. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1437 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 272; Dalloz, Rép., Propriété, No. 54; Suppl., Propriété, No. 26).

**14.** Jus abutendi sau dreptul de a dispune de lucru, dă dreptul proprietarului de a face asupra lucrului orice acte juridice; astfel el are dreptul să închirieze lucrul, să-l înstrăineze, să-l greveze de servituti sau de ipotecă, etc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1439; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 24; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2337 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 218; Alexandresco, ed. 2; III, partea I, p. 230; Matei Cantacuzino, p. 144; Plastara, II, p. 126, 136).

**15.** Condițiunea de inalienabilitate inserată într'un act este ilicită deoarece este contrară ordinii publice care prevede libera dispozițiune a bunurilor în mâinile proprietarilor lor. (Demolombe, XVIII, No. 292 urm.; Troplong, Donations et testaments, I, No. 271; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, nota 15, p. 272; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs et testam., No. 54; Propriété, No. 24; Laurent, VI, No. 103; Huc, IV, No. 77, urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 206; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 124; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2344; Planiol et Ripert, III, No. 223, 224, 226 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 234; Matei Cantacuzino, p. 144, 322; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 183 urm.).

**16.** Este deasemenea ilicită condițiunea de inalienabilitate care ar fi privitoare la unele drepturi reale asupra lu-

crului, cum ar fi interdicțiunea de a ipoteca un imobil. (Huc, IV, No. 78; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 236).

**17.** Opreirea temporală de a înstrăina inserată într'un act, după o părere este licită când are de scop să garanteze un interes legitim și serios fie al beneficiarului dispozițiunei fie al unei terțe persoane. (Demolombe, XVIII, No. 303; Massé et Vergé, III, § 464, nota 12, 180; Troplong, Donations et testaments, I, No. 271; Aubry et Rau, VII, § 692, p. 296; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 223, 225; Colin et Capitain, ed. 4-a, I, p. 767; Matei Cantacuzino, p. 144; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 184 urm.).

**18.** După altă părere, opreirea vremenică de a înstrăina, inserată într'un act, este totdeauna ilicită. (Laurent, XI, No. 460 urm.; Huc, IV, No. 85; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 128, 129; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2347; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 235, 236; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 184 urm.).

**19.** Un alt atribut al dreptului de proprietate este facultatea proprietarului de a exclude pe terțele persoane dela uzul, folosința și dreptul de a dispune asupra lucrului ce-i aparține. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1433, 1437 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, p. 256; Dalloz, Rép., Propriété No. 54, 56; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 209; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2329; Planiol et Ripert, III, No. 211, 212; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231; Matei Cantacuzino, p. 109).

**20.** Dreptul de proprietate este din natura sa perpetuu și irevocabil, afară de cazul când este transmis altuia cu termen sau sub condițiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 220 bis, p. 574; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 299; Laurent, VI, No. 105, 112; Huc, IV, No. 89; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 203, 228, 229; Planiol, I, No. 2330, 2350; Planiol et Ripert, III, No. 211, 213, 231 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 237, 238; Plastara, II, p. 137, 213 urm.).

**21.** Proprietatea poate fi afectată de un termen suspensiv sau de o condiție suspensivă; nașterea dreptului de proprietate, în aceste cazuri, este suspendată, dar odată născută, dreptul rămâne perpetuu și irevocabil. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 226; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2349 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 237, 238).

**22.** Când transferarea proprietății a avut loc sub condiția rezolutorie, ea este revocabilă cu toate că proprietatea, prin natura sa, este perpetuă și irevocabilă. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété No. 239; Laurent, VI, 105; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 228; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2350; Planiol et Ripert, III, No. 213, 231 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 237, 238; Plastara, II, p. 214 urm.).

- 23.** Proprietatea poate fi afectată de un termen extinctiv. În acest caz proprietarul are aceleași drepturi ca un adevărat proprietar, putând să înstrăineze lucrul. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 20; Laurent, VI, No. 112; Huc, IV, No. 89; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 229; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2349 urm.; Contra: Demolombe, IX, No. 546).
- 24.** Cumpărătorul unui lucru a cărui proprietate este afectată de un termen extinctiv, este supus aceluiași condițiuni ca și vânzătorul, adică proprietatea sa va fi deasemenea afectată de un termen extinctiv. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 20; Laurent, VI, No. 105; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2351 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 232, urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 238; VI, p. 58; Plastara, II, p. 223 urm.).
- 25.** Dreptul de proprietate nu se pierde prin neuz, cât timp o altă persoană nu a luat lucrul în stăpânire și nu l-a prescris. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 300; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2446; Planiol et Ripert, III, No. 213, 352; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 993).
- 26.** Statul are dreptul să supue exercițiul dreptului de proprietate restricțiunilor cerute de interesul general al locuitorilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, p. 258, 259; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1437; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 60; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 200; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2329, 2333 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 217; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 238 urm.; Nacu, I, p. 752; Matei Cantacuzino, p. 110; Plastara, II, p. 136).
- 27.** Potrivit dispozițiilor art. 544 c. civ. fr. (480 c. civ. rom.), legea a fost obligată să mărginească întinderea drepturilor proprietarului asupra lucrului, fie în interesul general, fie chiar în interes privat superior. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1435; Daloz, Rép., Propriété, No. 144, 145; Suppl., Propriété, No. 60, 61; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2333 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 217, 414 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 238, 239; Nacu, I, p. 752; Matei Cantacuzino, p. 110; Plastara, II, p. 136, text și nota 1).
- 28.** În principiu, nu se pot admite restricțiuni ale dreptului de proprietate de cât în virtutea unei legi sau a unei ordonanțe sau regulamente, emanând dela o autoritate competentă. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 60; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 238, 239).
- 29.** Deși legea nu vorbește de regulamente, totuși și regulamentele pot mărgini dreptul de proprietate, dacă nu sunt contrare legilor și Constituției. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 238, 239).
- 30.** Legiuitorul nu a înțeles să excludă prohibițiunea proprietarului ca uzând de dreptul său să nu aducă atingere drepturilor altuia; prin urmare, proprietarul poate face cu lucrul său tot ce nu este o-
- prit cu condiția de a nu jigni drepturile celor de al treilea. (Pothier, Traité du domaine de propriété, I, No. 4, p. 103; Demolombe, XI, No. 59; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 193, p. 302; Daloz, Rép., Propriété, No. 160; Suppl., Propriété, No. 66; Laurent, VI, No. 136; Huc, VIII, No. 434; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 215 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 430 urm., 454 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 233, 239, 240; V, n. 402 urm.; Degré, Scrieri Juridice, I, p. 146 urm.; Plastara, II, p. 187).
- 31.** Proprietarul în exercitarea dreptului său nu poate să aducă atingere dreptului egal al proprietarului vecin. (Laurent, VI, No. 138; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 217; Planiol et Ripert, III, No. 430 urm., 454 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 238, 239, 240).
- 32.** Inconveniente obișnuite sau incomoditățile inseparabile ale vecinătății, nu pot fi considerate ca o exercitare abuzivă a dreptului de proprietate, de care să se poată plânga un vecin. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 194, p. 304 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 220; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 241).
- 33.** Pentru ca proprietarii vecini să se poată plânga de actele vecinului lor, trebuie ca aceste acte să prezinte oarecare gravitate și să intrecă obligațiile obișnuite ale vecinătății, căci în caz contrar nu s'ar mai putea exercita o industrie care totdeauna produce inconveniente pentru vecini. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 220; Planiol et Ripert, III, No. 460 urm.; Alexandresco, V, n. 407, nota 1; ed. 2-a, III, partea I, p. 242).
- 34.** Un proprietar nu poate face pe pământul său săpături cari ar aduce dărmarea construcțiilor sau plantațiilor vecine sau prăbușiri de terenuri pe fondurile vecine. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 194, nota 2, p. 303; Laurent, VI, No. 142; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 240).
- 35.** În cazul când prăbușirile terenurilor provin din cauza pantei naturale sau a vicilor terenului, proprietarul fondului superior nu are nici o răspundere față de proprietarul fondului inferior, chiar dacă ar fi putut preveni aceste prăbușiri prin efectuare de lucrări pe care a omis să le execute. (Demolombe, IX, No. 56; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 194, nota 2, p. 303; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 219).
- 36.** Deasemenea proprietarul nu poate face pe fondul său depozite de materii cari ar răspândi mirosuri neplăcute sau vătămătoare. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 219; Planiol et Ripert, III, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 240, 241).
- 37.** Dacă însă depozitele de materii cari răspândesc mirosuri neplăcute, sunt cerute de necesitatea unei industrii sau comerț, proprietarii vecini sunt obligați

a le suportă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 241, nota 1).

**38.** Proprietarul unui fond nu poate trimite pe fondurile vecine, fum, praf sau alte ingrediente cari să supere pe vecinii săi. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 219; Planiol et Ripert, III, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 240, 241).

**39.** Proprietarul unei industrii nu poate, prin exercițiul industriei sale, să producă zgomote sau trepidațiuni cari ar face ca imobilele vecine să nu poată fi locuite sau greu de locuit, aducându-se prin aceasta o micșorare în valoarea acestor imobile. (Planiol et Ripert, III, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 241, text și nota 2).

**40.** Deși locuitorii dintr'un oraș, din cauza vecinătății lor, sunt obligați a avea unii față de alții, o oarecare toleranță, totuși ei nu pot fi obligați a suferi inconveniente serioase și intolerabile, cum ar fi cele produse de industrii insalubre, case de toleranțe, etc. (Laurent, VI, No. 148 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 219; Planiol et Ripert, III, No. 462; Alexandresco, V, p. 405; ed. 2-a, III, partea I, p. 241).

**41.** În cazul când proprietarul unei industrii sau alt stabiliment, produce tulburări insuportabile pentru vecini, ei pot fi condamnați la despăgubiri și la încetarea turburării. Dacă industria sau stabilimentul a fost autorizat de autoritatea administrativă competentă, după unii autori, judecătorii nu au dreptul să desființeze industria, ci să acorde numai daune tot timpul cât va continua inconvenientul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 194, text și nota 10, p. 306; Laurent, VI, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 225; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 241, 242; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 463, 473).

**42.** Proprietarul unei case al cărei zid dă pe proprietatea vecinului, are dreptul a trece pe acea proprietate pentru a repara zidul și vecinul nu-l poate împiedca, fiind posibil de daune, deoarece numai în acest fel se poate folosi de proprietatea casei sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 243, 244; Contra: Laurent, VIII, No. 121; Huc, IV, No. 400; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 929).

**43.** În principiu, proprietarul are dreptul să se folosească de lucrul său în întregime lui și dacă el este un imobil, să-l ocupe până la limita sa, fără ca vecinul său să se poată plânge. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 72).

**44.** Proprietarul nu are nici o răspundere de prejudiciul cauzat vecinului prin singurul fapt că nu-și întreține proprietatea sa. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 71; Laurent, VI, No. 141).

**45.** Proprietarul nu poate fi obligat la daune-interese prin faptul că uzând de dreptul său, fără a aduce atingere drepturilor proprietarilor vecini și fără a le

cauza o pagubă pozitivă, a făcut pe fondul său construcțiuni, lipsindu-i de avantajele ce le aveau înainte; astfel ar fi, de exemplu, când clădind pe terenul său, a mascat vederea vecinului său, fără ca acesta să fi avut stabilit vreun drept de servitute. (Demolombe, XII, No. 647 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 194, note 16, 17, p. 308; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 23; Laurent, VI, No. 136 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 218; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 239, 242, 243).

**45 bis.** Dărâmarea unui zid, care servește de sprijin unei clădiri vecine nu poate da loc la daune-interese contra proprietarului zidului, dacă nu există vreun drept de servitute și dacă proprietarul zidului cu ocazia dărâmării lui, nu s'a făcut vinovat de o gravă imprudență. (Demolombe, XII, No. 648; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 194, p. 308; Laurent, VI, No. 140 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 218; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 242).

**46.** Proprietarul are dreptul ca să facă lucrări pentru a împiedeca ca o apă curgătoare să mănânce din proprietatea sa, chiar dacă prin aceste lucrări s'ar aduce prejudicii proprietarului de cealaltă parte a apei, liber fiind celălalt proprietar să se apere în același mod în contra mâncăturilor de apă. (Demolombe, XI, No. 30; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 271; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 23; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 243; Comp.: Daloz, Rép., Propriété, No. 578).

**47.** Proprietarul, după o părere, poate uză de dreptul său, fără a i se putea cere motivul pentru care lucrează astfel, chiar dacă prin acțiunea sa el nu ar avea de scop decât să strice vecinului său. (Demolombe, XII, No. 648; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 195, nota 19, p. 309; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 67; Laurent, VI, No. 140 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 222).

**48.** După altă părere, dacă proprietarul lucrează din răutate și cu scopul ca să cauzeze vecinului său o pagubă, el este răspunzător de daune-interese. (Toullier, VI, partea I, p. 119; Larombière, V, art. 1382-1383, No. 11 urm., 53; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 67; Laurent, XX, No. 408 urm.; Huc, VIII, No. 411; Planiol et Ripert, III, No. 458; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 243, 244; V, p. 401 urm.; Plastara, II, p. 187, 188).

**49.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă actele proprietarului aduce atingere în mod serios drepturilor altuia. (Laurent, VI, No. 145; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 220; Planiol et Ripert, III, No. 472; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 244).

**50.** Proprietatea este plină sau mai puțin plină după cum diferitele sale atribute aparțin aceleași persoane sau la

persoane diferite sub forma de drepturi reale sau sarcine. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 65; Suppl., Propriété, Nr. 25; Planiol et Ripert, III, No. 218; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 230; Nacu, I, p. 751; Matei Cantacuzino, p. 110, 111; Plastara, II, p. 122, 123).

**51.** Cel care pretinde că are asupra unui lucru al altuia un drept derivând din lege sau în virtutea unei convențiuni, trebuie să-și dovedească dreptul său, deoarece în principiu proprietatea este liberă de orice sarcină. (Demolombe, IX, No. 553; Aubry et Rau II, § 190, p. 256; Dalloz, Rép., Propriété, No. 53; Suppl., Propriété, No. 20; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2).

**52.** Dreptul de suprafață este dreptul de proprietate care se exercită asupra construcțiilor și plantațiilor ce se află pe un fond, al cărui subsol aparține altui proprietar. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 168; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2524; Planiol et Ripert, III, No. 330; Plastara, II, p. 170, 209).

**53.** Sub regimul codului civil actual, suprafațiarul are un adevărat drept de proprietate, iar nu de uzufruct. (Merlin, Questions de droit, Biens nationaux, § 1; Demolombe, IX, No. 483 quater; Troplong, Du louage, I, No. 30; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, nota 9, p. 624; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 27; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 341; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2525 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 331; Plastara, II, p. 171, 209; Contra: Laurent, VII, No. 409 urm.).

**54.** Suprafațiarul poate avea dreptul de proprietate asupra tuturor obiectelor ce se află pe suprafața unui fond sau numai asupra unora dintre ele; prin urmare, dreptul de suprafață poate fi integral sau parțial. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, nota 8, p. 624; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 168; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 342; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2525; Planiol et Ripert, III, No. 330).

**55.** Suprafațiarul al cărui drept este integral, adică al cărui drept se aplică la toate obiectele cari se găsesc pe suprafața fondului, are toate drepturile asupra suprafeței ca orice proprietar, putând face orice schimbări și orice construcțiuni și orice acte juridice asupra acestui drept. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, nota 13 bis, p. 626; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 168; Laurent, VIII, No. 419; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 345; Planiol et Ripert, III, No. 331).

**56.** Dreptul de suprafață se poate dobândi prin convențiune sau prin prescripția de treizeci ani. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, nota 11 bis, p. 625; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 168, 174; Laurent, VIII, No. 415 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 342; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2525; Planiol et Ripert, III, No. 331).

**57.** Dreptul de suprafață, nu se pierde

ca servitutele prin neuz. (Demolombe, IX, No. 483 quater; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, nota 9, p. 624; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 341; Planiol et Ripert, III, No. 331).

**58.** Proprietarul subsolului are toate drepturile ca orice proprietar, cu condiția ca să nu aducă atingere drepturilor suprafațiarului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, p. 625; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 343; Planiol et Ripert, III, No. 253, 332).

**59.** Proprietarul subsolului are dreptul să exploateze carierile și minele care există în pământ cu condițiunea să nu aducă vătămare suprafeței fondului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, p. 625; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 343; Planiol et Ripert, III, No. 253, 332; Plastara, II, p. 171).

**60.** Proprietarul subsolului are dreptul de proprietate asupra comoarei găsită în pământ, în conformitate cu dispozițiile art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, p. 625; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 343; Planiol et Ripert, III, No. 253, 332; Plastara, II, p. 171).

**61.** Proprietatea subsolului nu constituie o prezumpție legală a proprietății solului. (Paniol et Ripert, III, No. 253).

**62.** Când proprietarii suprafeței și ai subsolului, sunt diferiți, ei nu se găsesc în indiviziune asupra fondului și ei nu au dreptul să provoace împărțeala sau licitația imobilului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, nota 15, p. 626; Planiol et Ripert, III, No. 331).

**63.** Mai multe persoane nu pot să aibă în același timp proprietatea întreagă a aceluiași lucru, deoarece proprietatea este un drept exclusiv. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2).

**64.** Mai multe persoane pot fi coproprietare asupra aceluiași lucru, fiecare pentru o parte indiviză. Coproprietatea are loc când dreptul de proprietate asupra unui lucru aparține la mai multe persoane, fiecare din ele câte o cota-parte ideală și abstractă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, § 221, p. 578; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 267; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2497; Planiol et Ripert, III, No. 286; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 110; Plastara, II, p. 210).

**65.** Coproprietatea poate fi de două feluri: coproprietate cu indiviziune voluntară și coproprietate cu indiviziune forțată. În caz de coproprietate cu indiviziune voluntară, fiecare coproprietar, în ceea ce privește cota-parte a sa, are toate drepturile unui proprietar pe care le poate exercita fără consimțământul celorlalți coproprietari. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 579; Laurent, XXVI, No. 436 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 268; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 288; Plastara, II, p. 210, 211).



**66.** Fiecare coproprietar are dreptul să înstrăineze partea sa sau s'o greveze de drepturi reale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 579; Laurent XXVI, No. 436 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 268; Planiol et Ripert, III, No. 288. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 232, nota; Plastara, II, p. 210, 211; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 153 urm.).

**67.** Fiecare coproprietar are dreptul să revendice cota-parte ideală a sa dela un terț detentor al lucrului comun, pentru a i se recunoaște dreptul său de coproprietate. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 580, 581; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 268, 269; Planiol et Ripert, III, No. 288; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 232, nota; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 141, 142).

**68.** Un coproprietar, nu poate fără consimțământul tuturor celorlalți coproprietari, să facă un act material sau juridic de dispozițiune asupra lucrului comun sau asupra unei porțiuni materiale determinate din el, deoarece cota-parte a sa nu constituie un corp cert și determinat ci abstract. (Demolombe, XI, No. 447; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 580; Laurent, XXVI, No. 436; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2; Plastara, II, p. 211; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 153 urm.).

**69.** Un coproprietar nu poate înstrăina singur lucrul comun sau să-l greveze de drepturi reale, decât sub condițiunea suspensivă: ca bunul înstrăinat sau grevat să cadă prin partaj în lotul său. (Demolombe, XI, No. 447; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 580. Laurent XXVI, No. 436; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 269; Planiol et Ripert, III, No. 289; Plastara, II, p. 213; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 153 urm.).

**70.** Un coproprietar nu poate face, fără consimțământul celorlalți coproprietari, acte de administrație asupra lucrului comun; actele de administrație cum ar fi închirierea sau arendarea, făcute numai de unul dintre coproprietari nu obligă pe ceilalți coproprietari. (Demolombe, XV, No. 485; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 580; V, § 364, text și nota 7; Dalloz, Rép., Louage, No. 55; Suppl., Louage, No. 40; Gouillouard, Louage, I, No. 54; Société, No. 391; Laurent, XXV, No. 44; Planiol et Ripert, III, No. 289; Colin et Capitant, ad. 4-a, I, p. 773; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2; IX, p. 54, 55; Nacu, II, p. 140; Plastara, II, p. 211; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 161, 162; Comp.: Baudry et Wahl, Contrat de Louage, I, No. 132).

**70 bis.** Proprietarul în indiviziune poate să exercite acțiunile posesorii contra terților tulburători. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 232, nota).

**71.** Fiecare coproprietar al unui lu-

cru comun are drept să vegheze și să se folosească de lucrul comun cu condițiunea de a nu aduce atingere drepturilor legale ale celorlalți proprietari, adică de a nu schimba destinația lucrului fără consimțământul tuturor celorlalți coproprietari și de a nu aduce o pagubă sau o tulburare posesiunii lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 581; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 271; Planiol et Ripert, III, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2; Plastara, II, p. 211).

**72.** Unul dintre coproprietari nu poate face schimbări sau îmbunătățiri asupra lucrului comun fără consimțământul celorlalți coproprietari. (Demolombe, XI, No. 447; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, nota 8, p. 580; Laurent, XXVI, No. 436; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 269; Planiol et Ripert, III, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2).

**73.** Fiecare coproprietar are dreptul la fructele și veniturile produse de lucrul comun în proporțiune cu cota-parte a sa de proprietate. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 232, nota).

**74.** Fiecare coproprietar, în proporție cu cota-parte a sa, trebuie să suporte cheltuețile de întreținere și de conservare a lucrului comun, putând fi obligat să suporte partea sa de cheltueală cu facultatea pentru el de a se liberă de această obligație prin deăsarea dreptului său de coproprietate. (Demolombe, XI, No. 448 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, nota 15, p. 582; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 269; Planiol et Ripert, III, No. 291; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 774).

**75.** Fiecare coproprietar, are în principiu dreptul la o cotă-parte din toate fructele și veniturile produse de lucrul comun însă legea nu se opune ca dreptul de folosință al coproprietarilor să fie diferit astfel încât anumite produse să aparție unuia dintre coproprietari, iar celelalte produse celorlalți. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 bis, p. 586, 587; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 169; Planiol et Ripert, III, No. 327; Comp.: Demolombe, IX, No. 513 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 271).

**76.** S'a spus în doctrină că acest fel de coproprietate este un fel de drept de suprafață. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 223, p. 629; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 201; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 328, 329; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 788).

**77.** Dreptul acesta de coproprietate asupra diferitelor produse ale aceluiaș fond poate rezultă sau din convenție sau din prescripție prin folosința împărțită a coproprietarilor asupra diferitelor produse. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221,

p. 587; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 271; Planiol et Ripert, III, No. 329).

**78.** In cazul unei coproprietăți asupra diferitelor produse ale aceluiaș fond, proprietatea fondului rămâne indiviză între coproprietari, cu toate că folosința este împărțită între ei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 587; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 271).

**79.** In acest caz fiecare dintre coproprietari are dreptul să ceară împărțeala sau licitația lucrului comun, împărțeala care se va face proporțional cu valoarea relativă a produselor împărțite. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 587; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 163; Planiol et Ripert, III, No. 329).

**80.** Un alt fel de drept de coproprietate este coproprietatea cu indiviziune forțată. Coproprietatea cu indiviziune forțată este atunci când coproprietatea există asupra unor lucruri afectate ca accesorii indispensabile la uzul comun a mai multor imobile aparținând la proprietari diferiți și destinația însăși a acestor lucruri le impune un caracter de indiviziune forțată. Această stare de lucruri nu constituie însă o servitute de indiviziune. (Demolombe, XI, No. 444; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., notele 1, 2, p. 588; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 321; Laurent, VII, No. 480 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 273, 805, 807, 808, 1109 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2501, 2950; Planiol et Ripert, III, No. 293; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 776, 889; Plastara, II, p. 210, 213; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 783, 818, 819; Comp.: Duranton, V, No. 149; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 179).

**81.** Poate face obiectul unei indiviziuni forțate o latrină destinată la serviciul mai multor case. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., notele 2 bis, 3 bis, p. 588; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 321; Laurent, VII, No. 164; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 273; Planiol et Ripert, III, No. 293).

**82.** Deasemenea zidurile, șanțurile și alte despărțiri comune între imobile. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2501, 2507 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 293).

**83.** Deasemenea poate face obiectul unei indiviziuni forțate fântănele aflate la limita mai multor proprietăți, pentru folosul lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 588; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 321; Laurent, VII, No. 164; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 273; Planiol et Ripert, III, No. 293; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, 179).

**84.** Deasemenea adăpătoarele lăsate în comun pentru folosința mai multor proprietăți. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 588; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 273; Planiol et Ripert, III, No. 293; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 179).

**85.** Deasemenea pământul și unele părți dintr-o casă a căror etaje aparțin la diverși proprietari. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2501, 2940; Planiol et Ripert, III, No. 319 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 780; Plastara, II, p. 172, 173).

**86.** Deasemenea: stradelele, pasagele, aleele și curțile comune cu mai multe case. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2501; Planiol et Ripert, III, No. 293; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 179).

**87.** O curte comună dacă este susceptibilă să fie împărțită, nu poate fi în stare de indiviziune forțată. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., nota 4, p. 589).

**88.** Dreptul de folosință al proprietarilor, în caz de indiviziune forțată, este mai întins decât în cazul de indiviziune voluntară. Fiecare coproprietar poate să se folosească de lucrul comun ca de un bun al său propriu însă numai pentru destinația ce o are și cu condițiune să nu aducă atingere drepturilor egale de folosință acelorlalți coproprietari. (Demolombe, XI, No. 445; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 590; Dalloz, Rép., Servitute, No. 738; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 275; Planiol et Ripert, III, No. 293, 294, 296).

**89.** Destinația lucrului care se găsește în indiviziune forțată se fixează prin convențiune, iar în caz când nu a fost fixată prin convenție ea este determinată de natura și uzul la care trebuie să servească lucrul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 590; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 275; Planiol et Ripert, III, No. 293, 296).

**90.** Lucrul comun, în caz de indiviziune forțată, este constituit de către părți prin convenția lor sau prin lege în folosul fondurilor, iar nu a părților. Prin urmare, lucrul comun nu poate fi întrebuințat, în principiu, pentru folosul unul alt imobil decât acel pentru care a fost constituit. (Demolombe, XI, No. 444 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 592; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 276; Planiol et Ripert, III, No. 296).

**91.** Un coproprietar în indiviziune forțată nu poate înstrăina dreptul său separat de imobilul în serviciul căruia este afectat lucrul comun. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 276; Planiol et Ripert, III, No. 297).

**92.** Dreptul unui comunist în caz de indiviziune forțată, poate fi câștigat prin prescripție deoarece el este un drept de coproprietate iar nu de servitute. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 590; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 274; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2508; Planiol et Ripert, III, No. 294; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 179).

**93.** Dreptul unui comunist, în caz de indiviziune forțată, nu se pierde prin neuz în timp de 30 ani, ca dreptul de servitute. (Aubry et Rau ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 590;

Baudry et Chauveau, Des biens, No. 274; Planiol et Ripert, III, No. 294; Comp.; Planiol, ed. 6-a, I, 2501).

**94.** In caz de indiviziune forțată, fiecare coproprietar, în principiu și afară de convențiune contrară, este obligat să suporte cheltuelile de întreținere și de conservare a lucrului indiviz, în proporțiune cu interesul său. (Demolombe, IX, No. 444, 448; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., notele 18, 19, p. 592; Dalloz, Rép., Servitude, No. 712; Laurent, VII, No. 486; Guillaouard, Société, No. 391, 397; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 277; Planiol et Ripert, III, No. 297).

**95.** Coproprietarul, în caz de indiviziune forțată, poate să se descarce de obligația de a suportă cheltuelile de întreținere și conservare a lucrului comun, renunțând la dreptul său de coproprietate. (Demolombe, XI, No. 444, 448; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 592; Dalloz, Rép., Servitude, No. 712; Laurent, VII, No. 486; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 277; Planiol et Ripert, III, No. 297).

**96.** Proprietatea poate avea de obiect toate lucrurile mobile și imobile cari sunt în comerț. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 244; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 215, 545).

**97.** Proprietatea se aplică atât la obiecte individuale cât și la universalități de bunuri. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 138).

**98.** Proprietatea obiectelor individuale este garantată prin acțiunea de revendicare, iar proprietatea unei universalități de bunuri prin acțiunea în petițiune de ereditate. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 139).

**99.** Proprietatea, fie mobilă, fie imobilă, conferă aceleași avantaje proprietarului lucrului. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 204; Comp.: Alexandresco, ed. III, partea I, p. 244).

**100.** Proprietatea, în adevăratul înțeles al cuvântului, nu se aplică decât lucrurilor corporale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, p. 257; Planiol et Ripert, III, No. 215; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 245; Plastara, II, p. 191, 192).

**101.** În practică însă, proprietatea se aplică și lucrurilor incorporale, pentru a exprima dreptul exclusiv de a uză, a se folosi și a dispune de un bun incorporeal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 190, p. 257; Dalloz, Rép., Propriété, No. 141; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 278; Planiol et Ripert, III, No. 215, 564 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 245, II, p. 191, 192).

**102.** Numele în sensul cel mai larg se compune din mai multe elemente: 1) numele propriu al individului; 2) numele de familie; 3) porecla destinată a distinge diferitele ramuri ale aceleiași familii. (Dalloz, Rép., Suppl., Nom-prénom, No. 1).

**103.** Numele propriu al unui individ, adică numele de botez sau pronumele

servește să deosebească diferitele persoane cari au același nume de familie. (Merlin, Répertoire, Nom, § 1. I; Dalloz, Rép., Nom-prénom, No. 1, 75; Suppl., Nom-prénom, No. 120 urm.).

**104.** Numele de familie servește a distinge diferitele familii în societate; numele de familie se continuă din tată în fiu. (Merlin, Répertoire, Nom, § I; Dalloz, Rép., Nom-prénom, No. 1).

**105.** Porecla care corespunde termenului de «cognomen» al Romanilor, servește să se distingă diferitele ramuri ale aceleiași familii. (Dalloz, Rép., Suppl., Nom-prénom, No. 1).

**106.** Numele de familie constituie proprietatea familiei care îl poartă. (Proudhon, Du domaine et de la propriété, I, No. 12; Dalloz, Rép., Nom-prénom, No. 10; Suppl., Nom-prénom, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 250).

**107.** Numele de familie care constituie o proprietate sui generis, este inalienabil, nu se poate cesiona, este imprescriptibil, nu poate face obiectul unei tranzacții și se transmite după anumite reguli. (Dalloz, Rép., Nom-prénom, No. 23; Suppl., Nom-prénom, No. 16 urm., 39).

**108.** Numele de familie se transmite prin filiațiune. Toți copiii legitimi au un drept egal de proprietate asupra numelui de familie. Numai tatăl transmite numele copiilor iar nu și mama. (Dalloz, Rép., Nom-prénom, No. 13; Suppl., Nom-prénom, No. 23).

**109.** Femeea prin căsătorie dobândește numele bărbatului său. (Dalloz, Rép., Suppl., Nom-prénom, No. 33).

**110.** Adopțiunea conferă adoptatului numele de familie al adoptatorului pe care îl adaugă la numele său de familie. (Dalloz, Rép., Nom-prénom, No. 39; Suppl., Nom-prénom, No. 29).

**111.** Când adopțiunea este făcută de doi soți, adoptatul va lua numele de familie al bărbatului. (Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 41; Baudry et Chéneaux, IV, No. 90; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 400, nota 1; Comp.: Beudant, II, No. 675).

**112.** Când adopțiunea este făcută de o femeie măritată sau de o văduvă, adoptatul va lua numele de familie al acesteia, iar nu al bărbatului ei. (Delvincourt, I, p. 257; Demolombe, VI, No. 145; Beudant, II, No. 674; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1013; Dalloz, Rép., Adoption, No. 171; Suppl., Adoption, No. 41; Nom-prénom, No. 31; Huc, III, No. 120; Baudry et Chéneaux, IV, No. 90; Planiol, ed. 6-a, I, No. 391, 1601; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 356; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 399, nota 2).

**113.** Adoptatul nu are dreptul să înlocuiască numele său de familie prin cel al adoptatorului și cei în drept, adică rudele adoptatorului sau terții cari ar purta același nume au dreptul să ceară interzicerea purtării acestui nume. (Demolombe, VI, No. 145 bis; Dalloz, Rép., Suppl.,

Adoption, No. 41; Nom-prénom, No. 32; Planiol, ed. 6-a, I, 1601; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 401, nota 1).

**114.** Copiii adoptatului născuți înainte de adopțiune, după o părere, nu au dreptul să adauge numele de familie al adoptatorului. (Merlin, Questions de droit, VII, Adoption, § 7; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 82 bis; Demolombe, VI, No. 141; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 42).

**115.** După altă părere, schimbarea numelui adoptatului prin adopțiune, va aduce și schimbarea numelui copiilor săi, chiar celor născuți înainte de adopțiune. (Dalloz, Rép., Adoption, No. 187; Suppl., Adoption, No. 42; Planiol et Ripert, II, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 400).

**116.** Copiii adoptatului născuți posterior adopțiunii vor purta numele tatălui lor. (Demolombe, VI, No. 121; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 82 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 42; Baudry et Chéneaux, IV, No. 91; Planiol et Ripert, II, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 400).

**117.** Copiii concepuți înaintea adopțiunii și născuți posterior adopțiunii, nu au dreptul să poarte numele adoptatului, cu adăugirea numelui adoptatorului. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 82 bis; Contra: Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 42).

**118.** Proba proprietății numelui se va face conform principiilor generale în materie de probă: Dacă numele a fost schimbat se va produce hotărârea care a autorizat schimbarea numelui; dacă numele este dobândit prin filiațiune, se va face dovada admisă în materie de filiațiune, ca la contestația de stat, deoarece numele este o consecință a stării civile recunoscute. (Dalloz, Rép., Nom-prénom, No. 18; Suppl., Nom-prénom, No. 40 urm.).

**119.** Posesorii legitimi ai unui nume de familie, au dreptul să se opună ca terții să uzurpe numele lor și să le conteste dreptul de a-l purta (Dalloz, Rép., Suppl., Nom-prénom, No. 75 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 250).

**120.** Porecla nu are nici o valoare, juridică, deși în unele cazuri se substituie adevăratului nume al unei persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 250).

**121.** Pseudonimul este un nume inventat și permis, de care se servește un scriitor, un artist sau orice altă persoană pentru a-și masca personalitatea sa, păstrându-și însă numele său propriu. (Dalloz, Rép., Suppl., Nom-prénom, No. 123).

**122.** Folosința îndelungată a unui pseudonim conferă un fel de proprietate și cel ce l-a adoptat poate cere să se interzică unui terț de a purta acel pseudonim. (Dalloz, Rép., Suppl., Nom-prénom,

No. 124; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 250).

**123.** Pseudonimul nu se transmite moștenitorilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Nom-prénom, No. 128).

**124.** Firma unui comerciant constituie o proprietate exclusivă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 250).

**125.** Legea garantează orice producție a minții omului care poate fi considerată ca rezultatul unei munci intelectuale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 248).

**126.** Prin proprietate artistică și literară sau industrială se înțelege dreptul exclusiv al autorilor, artiștilor și inventatorilor asupra valorilor bănești, a operelor și invențiilor lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 245; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 574 urm.; Plastara, II, p. 193 urm.).

**127.** Pentru ca cineva să aibă un drept de proprietate artistică sau literară, exclusivă, se cere ca opera să fie creațiunea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 246).

**128.** Reproducerea bucăților muzicale, fără învoirea autorilor, prin ajutorul gramofonelor, fonografele, etc., constituie o contrafacere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 246, nota 3).

**129.** Fotografii nu poate să reproducă imaginea persoanei fotografiate, fără învoirea acestei persoane, nici s'o expună în public spre vânzare. Deasemenea persoana fotografiată nu poate dispune de munca fotografului, făcând să se graveze sau să se imprime fotografia sa, fără învoirea fotografului, deoarece fotografia constituie o producțiune a minții omenești, cel puțin atunci când poate fi considerată ca o operă artistică. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 248, text și nota 2; Vespasian Erbiceanu, Tendințele noi în drept, p. 160).

**130.** Titlul unui ziar este o proprietate apărută de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 249; Plastara, II, p. 195, notă).

**131.** Dacă apariția ziarului a fost întreruptă pentru puțin timp, titlul ziarului nu a fost părăsit. (Plasara, II, p. 195, nota).

**132.** Dacă ziarul a încetat să apară în mod definitiv, titlul său a fost părăsit. Se presupune că titlul ziarului a fost părăsit dacă au trecut zece ani dela apariția ultimului număr și nu a mai intervenit vreun act care să arate terților că publicația va reappare. (Plastara, II, p. 195, notă).

**133.** Chestiunea de a se ști ce se înțelege printr-o operă artistică sau literară, este o chestiune de fapt de atributul suveran al instanțelor de fond. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 246, nota 2; Plastara, II, p. 198).

**134.** Dreptul de proprietate artistică și literară sau industrială, poate fi trans-

mis altora cu titlu oneros sau gratuit și cesionarul se substituie în drepturile autorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 246, 247).

**135.** Art. 339 și urm. din codul penal român pedepsesc contrafacerea de scrieri compoziții muzicale, desemnuri, etc., (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 246).

**136.** Prin scrisori misive (lettres missives) se înțeleg în general, scrisorile obișnuite privitoare la afaceri particulare și destinate să fie trimise persoanelor cărora li sunt adresate sau cărora le-au fost deja trimise. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 1; Planiol et Ripert, III, No. 580).

**137.** Scrisorile pot constitui un drept de proprietate, ca orice lucru mobil; acest drept de proprietate este supus restricțiilor cari decurg din inviolabilitatea secretului scrisorilor. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 7; Suppl., Lettre missive, No. 28, 29, 39; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 581; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 250).

**138.** În principiu, scrisorile ajunse în mâna destinatarului, sunt proprietatea sa. (Larombière, Théorie et pratique des obligations IV, p. 498; Daloz, Rép., Lettre missive, No. 7; Suppl., Lettre missive, No. 28; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2551, 2552; Planiol et Ripert, III, No. 581 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 251; Plastara, II, p. 193, nota 2).

**139.** Până când scrisoarea nu ajunge în mâna destinatarului, ea este proprietatea expeditorului. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 27; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2552; Planiol et Ripert, III, No. 582).

**140.** Când scrisoarea este expediată destinatarului, ea călătorește pe riscul expeditorului. Prin urmare, când scrisoarea conține valori, predarea ei este suportată de expeditor. (Paniol ed. 6-a, I, No. 2552; Planiol et Ripert, III, No. 582).

**141.** Dacă intenția părților a fost ca scrisoarea să nu devie proprietatea destinatarului, de exemplu când expeditorul și-a exprimat dorința ca scrisoarea să fie distrusă sau înapoiată, aceasta dorință va fi respectată și destinatarul nu va fi proprietarul scrisorii. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 29; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2553; Planiol et Ripert, III, No. 583, 584; Plastara, II, p. 193, nota 2).

**142.** Scrisorile confidentiale, după o părere, sunt proprietatea destinatarului, cu condițiunea de a respecta secretul cel cuprinde. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 8, 29; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 251).

**143.** După a doua părere, scrisorile confidentiale aparțin în comun expeditorului și destinatarului. Destinatarul în acest sistem este coproprietar al scrisorii confidentiale sau mai bine zis uzufructuar. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive,

No. 29; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 251, nota 2; Plastara, II, p. 194, nota).

**144.** După a treia părere, scrisoarea confidentială nu constituie decât un depozit în mâinile destinatarului. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 8).

**145.** Scrisoarea confidentială este acea scrisoare care cuprinde chestiuni intime și a cărei divulgare ar constitui inconveniente serioase; aprecierea aparține judecătorilor de fapt. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 29; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 585; Plastara, II, p. 193, nota 2).

**146.** Scrisorile anonime nu pot fi considerate ca scrisori confidentiale și lor nu li se poate aplica principiul inviolabilității secretului scrisorilor. (Daloz, Rép., Suppl., Lettres missive, No. 78; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2553).

**147.** Dacă destinatarul face cunoscut terțelor persoane conținutul unei scrisori confidentiale, el poate fi condamnat la daune-interese, din cauza relei sale credințe. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 8; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2554; Planiol et Ripert, III, No. 585).

**148.** Dacă destinatarul unei scrisori încetează din viață, proprietatea scrisorilor sale trece în principiu, moștenitorilor săi. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 33; Planiol et Ripert, III, No. 583; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2555).

**149.** În cazul când destinatarul încetează din viață și lasă mai mulți moștenitori și nu se poate face între ei partajul în natură a scrisorilor sale, după o părere, ele se vor pune la licitație însă numai între comoștenitori, fără participarea străinilor. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 34).

**150.** După altă părere, în acest caz scrisorile moștenite se vor trage la sorți între comoștenitori. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 34).

**151.** După a treia părere, scrisorile defunctului vor fi predate comoștenitorului desemnat de toți comoștenitorii ca depozitarul lor, sau de către tribunal, în caz de neînțelegere. (Demolombe, XV, No. 701; Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 34; Planiol et Ripert, III, No. 583).

**152.** Cu toate că terții nu au drept de proprietate asupra scrisorilor intervenite între alte părți, totuși la această regulă există o excepțiune în privința corespondenței incapabililor. Astfel bărbatul are dreptul să supravegheze corespondența soției sale. (Demolombe, IV, No. 87 bis; Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10, 89 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 282; III, No. 587; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 625, 626; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 739, nota 4).

**153.** Deasemenea tatăl, în baza puterii părintești are dreptul de control asupra corespondenței copilului său minor,

- putând să ia cunoștință sau să rețină scrisorile ce le primește acesta, sau pe care le trimite. (Demolombe, VI, No. 301 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10; Baudry et Chéneaux, IV, No. 134; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1663; Planiol et Ripert, I, No. 300, 337; III, No. 587; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, No. 446; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 460, nota 3; Plastara, I, p. 442).
- 154.** Deasemenea profesorul sau directorul Institutului în care este internat un copil minor, are prin delegație a celeiași drepturi de control asupra corespondenței copilului ca și tatăl. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10).
- 155.** În caz de lipsa tatălui, dreptul de putere părintească trecând asupra mamei, aceasta are dreptul să supravegheze corespondența copilului său minor. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10).
- 156.** Tutorul unui minor sau al unui interzis are dreptul să controleze corespondența minorului sau interzisului. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10; Planiol et Ripert, III, No. 587).
- 157.** Curatorul unui minor emancipat și consiliul judiciar al unui risipitor, nu au dreptul să supravegheze corespondența minorului emancipat sau a prodigului deoarece nu au dreptul de educație. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10).
- 158.** Publicarea scrisorilor, ca orice producție a spiritului, este supusă regulilor cari guvernează proprietatea literară. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 39; Planiol et Ripert, III, No. 586).
- 159.** Destinatarul unei scrisori deși proprietarul ei, nu are dreptul s'o publice într'un ziar sau într'o carte fără învoirea expeditorului ei. Expeditorul însă are dreptul s'o publice. (Dalloz, Rép., Lettre missive, No. 9; Suppl., Lettre missive, No. 39, 41; Planiol et Ripert, III, No. 586).
- 160.** Dreptul autorului scrisorilor de a le publica și a se opune la publicarea lor de alte persoane, trece după moartea sa, la moștenitorii săi. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 44, 46; Planiol et Ripert, III, No. 586).
- 161.** O scrisoare, datată și semnată de autor poate valora ca testament olograf, dacă se stabilește intenția autorului de a testa. (Dalloz, Dispositions entre vifs et testam., No. 2611; Lettre missive, No. 5; Suppl., Dispositions entre vifs et testament, No. 635; Lettre missive, No. 16).
- 162.** În cazul când scrisorile conțin chestiuni de afaceri și nu au un caracter confidențial, destinatarul poate să le producă în justiție. Astfel ar fi cazul când scrisoarea conține un titlu de creanță sau liberațiune. (Larombière, Théorie et pratique des obligations, IV, art. 1331, No. 14; Bonnier, Traité des preuves, II, No. 694; Dalloz, Rép., Lettre missive, No. 18;
- Suppl., Lettre missive, No. 60, 61; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2554; Planiol et Ripert, III, No. 584, 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 251).
- 163.** După altă părere, chiar dacă scrisoarea este confidențială, destinatarul are dreptul s'o producă în justiție într'un proces între el și expeditor. (Dalloz, Rép., Lettre missive, No. 18; Suppl., Lettre missive, No. 61; Comp.: Larombière, IV, art. 1331, No. 14).
- 164.** Un soț poate produce într'o instanță de divorț, ca probă a acțiunii sale, scrisorile ce i-a adresat soțul său. (Demolombe, IV, No. 394; Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 90; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2556).
- 165.** Un soț poate produce într'o instanță de divorț, scrisorile ce au fost primite de soțul său sau pe care acesta le-a expedit unei terți. (Merlin, Répertoire, Lettre missive, § 1, art. 4; Duranton, II, No. 554; Demolombe, IV, No. 393; Dalloz, Rép., Lettre missive, No. 22; Séparation de corps, No. 38; Suppl., Lettre missive, No. 91, 92; Laurent, III, No. 201; Carpentier, Traité du divorce, No. 18; Vraye et Gode, Divorce et séparation de corps, I, No. 53, 178; Planiol et Ripert, II, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 18, nota 1, 21 urm.; Comp.: Demolombe, IV, No. 394; Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 92 urm.; Planiol, I, No. 2556).
- 166.** Scrisorile adresate unei alte persoane decât cea care voește să le producă în justiție, după o părere, nu pot fi produse fără autorizația autorului lor deoarece sunt considerate confidențiale. (Dalloz, Rép., Lettre missive, No. 24, 25; Suppl., Lettre missive, No. 64; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 587).
- 167.** După altă părere, când scrisorile nu sunt confidențiale, tertul detentor, poate să le producă în justiție numai cu autorizația destinatarului expresă sau tacită. (Larombière, IV, art. 1331, No. 14; Demolombe, XXIX, No. 664; Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 64; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2554; Planiol et Ripert, III, No. 587).
- 168.** Dacă scrisorile sunt confidențiale tertul detentor trebuie să ceară autorizația expeditorului și destinatarului. (Larombière, IV, art. 1331, No. 14; Bonnier, Traité des preuves, II, No. 694; Demolombe, XXIX, No. 664; Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 69; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 252).
- 169.** Cel care voește să producă în justiție o scrisoare trebuie să dovedească că are dreptul s'o producă. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 74; Planiol et Ripert, III, No. 587).
- 170.** Pentru ca o terță persoană să poată produce în justiție o scrisoare, trebuie ca ea să fi ajuns în mâinile sale în mod regulat iar nu din eroare sau

printr'un mod ilicit, chiar dacă nu ar fi luat parte la actul ilicit. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 80; Planiol et Ripert, III, No. 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 252).

**171.** Tertele persoane nu pot produce în justiție scrisorile adresate altei persoane, decât dacă acele scrisori sunt scrise în interesul său sau în interesul său și al destinatarului. (Larombière, Obligations, IV, art. 1331, No. 14; Bonnier, Traité des preuves, No. 694; Demolombe, XXIX, No. 664; Planiol et Ripert, III, No. 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 252).

**172.** Scrisorile care ar conține injurii la adresa destinatarului nu pot fi considerate ca scrisori confidențiale și lor nu li se aplică principiul inviolabilității secretului scrisorilor. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 21).

**173.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă o scrisoare este sau nu confidențială. (Demolombe, XXIX, No. 664; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 252; Comp.: Planiol et Ripert III, No. 585; Plastara, II, p. 193, nota 2).

**174.** Scrisorile comerciale, după o părere, nu pot fi considerate ca scrisori confidențiale deoarece potrivit codului de comerț ele trebuiesc transcrise în registrul special. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 82).

**175.** După altă părere, cu toate că codul de comerț obligă pe comerciantul ce trimite o scrisoare comercială s'o transcrie în registrul special totuși acest fapt nu dă voe alte persoane, în afară de destinatar, să se folosească în contra expeditorului de aceste scrisoare confidențiale care rămâne deci tot confidențială. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 82).

**176.** Când un comerciant adresează scrisori reprezentantului său, destinatarul nu devine proprietarul scrisorii, deoarece intenția prezumată a părților este ca proprietarul scrisorii să rămână expeditorul. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 8; Mandat, No. 189; Suppl., Lettre missive, No. 31; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 584).

**177.** Când însă există o contestație între mandant și mandatar, acesta din urmă se poate servi de scrisorile ce i-a trimis mandantul său. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 8; Suppl., Lettre missive, No. 31).

**178.** Prin scrisori se pot comite diferite crime sau delict pedepsite de legi. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 5; Suppl., Lettre missive, No. 19).

**179.** O scrisoare poate conține o denunțare calomnioasă. (Daloz, Rép., Dénonciation calomnieuse, No. 49 urm.; Lettre missive, No. 5; Suppl., Dénonciation calomnieuse, No. 18 urm.; Lettre missive, No. 23).

**180.** O scrisoare poate conține amenințări la adresa unei persoane sau amenințări de revelațiuni sau imputări defaimătoare în scopul de a storce o sumă de bani. (Daloz, Rép., Suppl.; Lettre missive, No. 24).

**181.** O scrisoare poate cuprinde proba unei crime sau a unui delict și poate deci servi ca un indiciu pentru cercetare înaintea poliției judiciare. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 31).

**182.** O scrisoare care conține indicațiuni folositoare poliției judiciare sau cuprinde ea însăși un delict poate servi ca fundament într'o urmărire criminală și judecătorul poate să ordone percheziția și ridicarea ei sau producerea ei în justiție deoarece în acest caz necesitatea represiunii infracțiunii înfrânge regulile privitoare la proprietatea și la inviolabilitatea secretului scrisorilor. (Daloz, Rép., Lettre missive, No. 31; Suppl., Lettre missive, No. 98, 99; Procédure criminelle, No. 474, 475).

**183.** Scrisorile administrative trimise între funcționari administrativi și judecătorești sau între militari cu privire la serviciul public, aparțin Statului sau autorităților respective iar nu destinatarilor și trebuiesc considerate confidențiale. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 84).

**184.** Prin termenii: „scrisori missive“ se înțeleg și telegramele, deși între aceste două feluri de corespondență există deosebiri principale, în cazul când autenticitatea semnăturii și a terțului nu sunt contestate. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 2; Planiol et Ripert, III, No. 580).

**185.** Regulele dela scrisori și telegrame nu sunt aplicabile corespondenței telefonice deoarece lipsește scrisul; însă scrisorile telefonate sunt asimilate telegramelor. (Daloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 3; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 580).

**186.** A se vedea: art. 786, 998 și 1000 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** A se vedea: art. 998 cu notele privitoare la abuzul de drept.

**Art. 481.** — Nimeni nu poate fi silit a cedă proprietatea sa, afară numai pentru cauză de utilitate publică și primind o dreaptă și prealabilă despăgubire. (Civ. 475, 480, 581, 595 urm., 616; Legea

de expropriere pentru cauză de utilitate publică; Legea agrară; Constituția 17; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924) Art. 36 urm.; Civ. Fr. 545).

*Text. fr. Art. 545.* — Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decembrie 1911, Pand. Rom. 1920, I, 17;  
IONAȘCU R. TRAIAN, *Notă* sub Trib. Tecuci, 56 din 23 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 190.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Apărarea țării 6, 7.	Lac 6.
Apreciere suverană 10.	Lucruri incorporale 2.
Cesiune 1 urm.	Mobile 3.
Comunicație 6, 7.	Plata despăgubirei 9.
Despăgubire 1, 8, 9.	Proprietate 1 urm.
Domeniu particular 4.	Proprietate artistică, literară și industrială 2.
Domeniu public 4.	Rechizițiuni 3.
Drept de retenție 9.	Retenție 9.
Drept public 1.	Revendicare 9.
Drum 6.	Salubritate publică 6, 7.
Expropriere 1 urm.	Servitute 8.
Formalități de expropriere 9, 10.	Stat 4.
Iaz 6.	Suverană apreciere 10.
Imobil 2, 3.	Utilitate privată 5.
Indemnizație 1, 8, 9.	Utilitate publică 1 urm.

#### Doctrină.

1. Regula prevăzută de art. 545 c. civ. fr. (481 c. civ. rom.), după care nimeni nu poate fi silit a cedă proprietatea sa, afară numai pentru cauză de utilitate publică și primind o dreaptă și prealabilă despăgubire, trebuie să fie considerată ca un principiu de drept public. (Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 214; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 338; Matei Cantacuzino, p. 148).
2. Exproprierea nu poate fi aplicată la obiectele corporale ca proprietatea artistică, literară sau industrială deoarece legile de expropriere pentru cauză de utilitate publică nu prevăd decât exproprierea imobilelor corporale. (Demolombe, IX, No. 559; Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Propriété*, No. 64; Huc, IV, No. 104; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 260).
3. Numai imobilele pot fi expropriate iar nu și mobilele cari pot fi numai rechiziționate. (Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Propriété*, No. 64; Planiol et Ripert, III, No. 340, 347; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 260).
4. Bunurile cari fac parte din domeniul public, nu pot fi expropriate, ci numai cele particulare, deoarece statul poate dispune de felul întrebuintării pe cale administrativă, fără să mai fie nevoie de expropriere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 260; N. Georgean, *Studii Juridice*, vol. II, p. 54).
5. Principiul inviolabilității dreptului de proprietate este absolut și suferă nu-

mai excepțiunile rezultate din legile de expropriere pentru cauză de utilitate publică; nu se poate face o expropriere pentru cauză de utilitate privată. (Dalloz, *Rép.*, *Propriété*, No. 151; Comp.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 257, 258).

6. Exproprierea poate să aibă loc pentru o cauză de necesitate, de exemplu: în interesul apărării țării, sau pentru o simplă utilitate publică, cum ar fi, pentru a se deschide un drum, sau în interesul salubrității publice, cum ar fi exproprierea unui iaz pentru a fi scut. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 258; Nacu, I, p. 754; Matei Cantacuzino, p. 148, 149).

7. În afară de acestea trei cazuri adică: comunicație, salubritate sau apărarea țării, nu pot să existe alte cauze de utilitate publică. (Nacu, I, p. 754; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 148).

8. În cazul când se stabilește o simplă servitute legală, în principiu nu este cazul a se acordă indemnitatea prevăzută de art. 545 c. civ. fr. (481 c. civ. rom.). (Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Propriété*, No. 63).

9. Deoarece art. 545 c. civ. fr. (481 c. civ. rom.), arată că nimeni nu poate fi expropriat fără să fi fost în prealabil despăgubit, rezultă că proprietarul expropriat are dreptul de retenție până la plata despăgubirei și poate să revendice lucrul dela autoritatea expropriantă în cazul când a fost deposedat fără îndeplinirea formalităților legale. (Laurent, VI, No. 133; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 260).

10. Potrivit dispozițiilor din legea de expropriere pentru cauză de utilitate publică, tribunalul, când judecă o cerere de expropriere, trebuie să constate și să stabilească numai dacă, atunci când autoritatea a dat deciziunea sa, s'au păzit toate formalitățile prevăzute de lege, el neavând chemarea să se pronunțe asupra utilității publice, adică dacă sunt sau nu motive suficiente pentru expropriere, apreciere care aparține numai autorităților administrative prevăzute de lege ca să declare utilitatea publică. Prin urmare, de îndată ce tribunalul, verificând actele, stabilește că s'au adus



la îndeplinire în mod exact toate formalitățile prevăzute de lege, el nu mai are dreptul să conteste caracterul de utilitate publică, nici să cerceteze în ce măsură este necesară exproprierea pentru cauză de utilitate publică. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 259, nota 2; N. Georgian, Studii Juridice, vol. II, p. 53).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Prin efectul hotărârii de expropriere, imobilul intră în patrimoniul administrației expropriante «erga omnes». Deci nici o acțiune de revendicare și nici

o altă acțiune reală nu poate opri exproprierea, chiar dacă imobilul ar fi dotat și dacă soții dotali n'au fost ascuțați, deoarece dreptul acestora se transportă asupra prețului. (C. Apel București, S. III. 289 din 26 Septembrie 1925, Bul. C. Apel 1/1926).

2. Atunci când o invenție prezintă deosebită însemnătate pentru Stat, ea poate fi expropriată în întregime, după legea de expropriere pentru utilitate publică, pe baza căreia se va fixa și indemnizarea. Când însă se constată că n'a existat expropriere, ci numai o aservire pentru interesele armatei, nu poate fi loc la despăgubiri. (Cas. II, 305 din 15 Martie 1926, Pand. Săpt. 21/1926).

**Art. 482.** — Proprietatea unui lucru mobil sau imobil, dă drept asupra tot ce produce lucrul și asupra tot ce se unește, ca accesoriu, cu lucrul, într'un mod natural sau artificial. Acest drept se numește: *drept de accesiune*. (Civ. 480, 483—516, 629, 645, 903 urm., 1202, 1324 urm., 1396, 1750, 1777, 1824, 1833, 1847; Civ. Fr. 546).

*Text. fr. Art. 546.* — La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle *droit d'accession*.

### Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C., „*Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil*”, Pand Rom. 1925, IV, 50.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 546 c. civ. fr. (482 c. civ. rom), proprietatea unui lucru cuprinde și proprietatea accesoriilor lucrului unite cu el într'un mod natural sau artificial și cari îi formează dependențele necesare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 282; Planiol et Ripert, III, No. 254; Matei Cantacuzino, p. 145).

2. Art. 546 c. civ. fr. (482 c. civ. rom.) consideră ca accesorii ale lucrului: 1) Productele sale; 2) tot ce se unește ca accesorii cu lucrul, într'un mod natural sau artificial. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1441; Dalloz, Rép., Propriété, No. 251; Planiol et Ripert, III, No. 254 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 284; Nacu,

I, p. 755; Matei Cantacuzino, p. 145; Plas-tara, II, p. 138, 139, 140 urm.).

3. Accesiunea este naturală când se formează dela sine și artificială când se datorește mânei omului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 284; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 256).

4. Presumpțiunea legală de proprietate, prevăzută de art. 546 c. civ. fr. (482 c. civ. rom.) și potrivit căreia proprietarul lucrului este și proprietarul accesoriilor lucrului, nu este absolută ci poate fi dărâmată prin proba contrară rezultând fie din titluri, fie din presumpțiuni contrare mai puternice, fie din prescripție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 282; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 282; Planiol et Ripert, III, No. 254).

### CAPITOLUL I.

Despre dreptul de accesiune asupra celor produse de lucru.

**Art. 483.** — Fructele naturale sau industriale ale pământului, Fructele civile, Sporul animalelor (prășila), Se cuvin proprietarului în puterea dreptului de accesiune. (Civ. 482, 484, 522 urm., 1730 § 1; Civ. Fr. 547).

*Text. fr. Art. 547.* — Les fruits naturels ou industriels de la terre.  
Les fruits civils,  
Le croît des animaux,  
Appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină),

- |  |  |
|--|--|
| Accesiune 1, 2.                        | Fructe naturale propriu zise 5, 6, 9—13.         |
| Albine 8.                              | Gen 25.  |
| Alteratie de substanță 3, 13, 14.      | Grâu 7.  |
| Animale 9, 10, 26.                     | Iarbă 6, 8.                                      |
| Arbori 11, 27.                         | Iaz 6, 8.  |
| Arendare 18, 20.                       | Inehiriere 18, 20.                               |
| Baltă 6, 8.                            | Indemnitate 10.                                  |
| Bani 18, 22.                           | Industrie 21.                                    |
| Beneficii 2.                           | Instrăinare 24.                                  |
| Bună credință 28.                      | Lac, 6, 8.                                       |
| Buruieni 6.                            | Legume 7.  |
| Capital 18.                            | Locațiune 18, 20.                                |
| Cariere 12, 13, 14, 25.                | Miere 8.   |
| Casă 25.                               | Mine 12, 13, 14, 23.                             |
| Comerț 21.                             | Moară 24.  |
| Comoară 29.                            | Orz 7.   |
| Concesțiune minieră 23.                | Ovăș 7.  |
| Contract 18.                           | Pădure 11, 27.                                   |
| Copaci înalți 11, 27.                  | Perceperea fructelor 15—18, 24, 28.              |
| Culegerea fructelor, 15—18, 24, 28.    | Pește 8.   |
| Culegerea produselor 17.               | Porumb 7.  |
| Dărâmarea unei case 25.                | Poseziune 28.                                    |
| Definiție 3, 18.                       | Prășila animalelor 9, 10.                        |
| Deosebiri 28.                          | Preț 18, 20.                                     |
| Destinație 3, 25.                      | Produce 1, 2, 14, 17, 19, 20, 25—28.             |
| Diminuare de substanță 3, 13, 14.      | Produsele animalelor 9, 26.                      |
| Dobânzi 18.                            | Proportionalitate 24.                            |
| Drept de accesiune 1, 2.               | Proprietate 1 urm.                               |
| Fânețe, 6, 8.                          | Proprietate artistică și literară 22.            |
| Folosință, 24.                         | Recolte 7, 8.                                    |
| Fond de comerț 21.                     | Redevență 23.                                    |
| Fructe 1—13, 15—18, 20—25, 28.         | Rente 18, 19.                                    |
| Fructe civile 4, 18, 20, 21, 23, 24.   | Specie 25.                                       |
| Fructe civile neregulate 24.           | Sporul animalelor 9, 10.                         |
| Fructe industriale 4, 5, 7, 8, 15, 16. | Stuf 6.  |
| Fructe naturale 4—13, 15, 16.          | Stupi 8.   |
|  | Tăere regulată 11, 27.                           |
|  | Uzuct 28.  |
|  | Venituri, a se vedea cu-vintele „Fructe civile”. |
|  | Vii 8.   |

## Doctrină.

- Proprietatea unui lucru se întinde și asupra obiectelor pe cari le produce lucrul în mod spontan sau prin munca omului și asupra avantajelor pecuniare ce pot fi trase din lucru, în virtutea dreptului de accesiune. (Daloz, Rép., Propriété, No. 254; Planiol et Ripert, III, No. 171, 255; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 284, 288; Nacu, I, p. 756; Matei Cantacuzino, p. 119, 145; Plastara, II, p. 138, 139, 141).
- În virtutea dispozițiilor art. 547 c. civ. fr. (483 c. civ. rom.) dreptul de accesiune se întinde asupra a tot ce produce lucrul, adică fructele propriu zise și orice fel de produse sau beneficii. (Daloz, Rép., Propriété, No. 254; Suppl., Propriété, No. 110; Planiol et Ripert, III, No. 255; Plastara, II, p. 138, 139, 141).
- Fructele sunt tot ceea ce naște și renaște din lucru, luându-se în considerație destinația sa naturală, fără să existe alterație sau diminuare de substanțe.

Fructele se mai numesc și venituri deoarece au un caracter periodic. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1512; Daloz, Rép., Propriété, No. 254; Usufruit, No. 146; Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285; Nacu, I, 756, 757; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 138).

4. Fructele sunt de două feluri: fructe naturale sau industriale și fructe civile. (Pothier, Traité du douaire. IV, No. 196 urm., 203 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1516; Daloz, Rép., Propriété, No. 256; Suppl., Propriété, No. 111; Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285, 286; Nacu, I, p. 757; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 138, 139, 142).

5. Fructele naturale se împart în fructe naturale propriu zise și în fructe industriale. (Paniol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 286; Nacu, I, p. 757; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 138, 139, 142).

6. Fructele naturale propriu zise sunt acele fructe pe care pământul le produce fără nici o cultură cum sunt: iarba, buruienile, stuful din bălți, etc. (Paniol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 286; Nacu, I, p. 757; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, 139, 142).

7. Fructele industriale sunt acele pe care le produce pământul cu ajutorul muncii omului; astfel sunt fructe industriale: grâul, ovăzul, porumbul, legumele, etc. (Paniol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 286; Nacu, I, p. 757; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 139, 142).

8. Fructele naturale sau industriale sunt acele cari sunt produse de pământ în mod spontan sau cu ajutorul muncii omului; astfel sunt fructe naturale sau industriale: recoltele lanurilor sau viilor, fânețele, peștele din iaz, mierea stupilor de albine, etc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1516; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 288; Daloz, Rép., Propriété, No. 255, 262; Usufruit, No. 146; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 290; Planiol et Ripert, III, No. 255).

9. Sunt deasemenea fructe naturale propriu zise: produsele și prășila animalelor. (Pothier, Traité du douaire. VI, No. 196; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 288; Daloz, Rép., Propriété, No. 255; Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 286, 288, 289).

10. În cazul când animalul-femelă și animalul-bărbat, aparțin la doi proprietari deosebiți, sporul animalelor va fi al proprietarului femelei cu obligația pentru

el de a plăti o indemnizație proprietarului etalonului. (Pothier, Propriété, IX, No. 152; Demolombe, IX, No. 580; Dalloz, Rép., Propriété, No. 260; Suppl., Propriété, No. 111; Laurent, VI, No. 201; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 289).

**11.** Copacii înalți puși în tăiere regulată se consideră ca fructe. (Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285; Plastara, II, p. 142).

**12.** Productele minelor și carierelor exploatare de proprietarul pământului după o părere sunt fructe. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285).

**13.** Legea consideră ca fructe produsele minelor și carierelor deși aceste obiecte nu se reproduc și nu pot fi deslipite de lucru, fără alterare sau diminuare de substanță. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 289; Huc, IV, No. 111; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285; Comp.: Pothier, Traité du douaire, VI, No. 196).

**14.** După altă părere, deoarece prin extragerea pietrelor din cariere, se produce o diminuare de substanță, fără a se reproduce alte pietre în locul celor extrase, produsele extrase sunt produse iar nu fructe. (Pothier, Traité du douaire, VI, No. 196; Nacu, I, p. 757).

**15.** Din momentul culegerii lor, fructele naturale sau industriale dobândesc o existență proprie și distinctă de lucrul care le-a produs. (Demolombe, IX, No. 582; X, No. 275; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 289; Dalloz, Rép., Propriété, No. 262; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287, 289; Comp.: Plastara, II, p. 143).

**16.** Fructele naturale sau industriale sunt considerate ca culese din momentul ce au fost despărțite de lucrul care le-a produs, chiar dacă nu ar fi fost încă ridicare. (Troplong, Usufruit, No. 912; Demolombe, IX, No. 582; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1518; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 289; Dalloz, Rép., Propriété, No. 262; Laurent, VI, No. 200; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 511 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287; Comp.: Plastara, II, p. 143).

**17.** Această regulă este aplicabilă chiar minelor și carierelor. (Demolombe, X, No. 280 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 289).

**18.** Fructele civile sunt acele cari consistă din produsele bănești cari se culeg în mod regulat și periodic în virtutea unui contract al cărui obiect este lucrul cum sunt: închirierea caselor, arendarea pământurilor, dobânzile capitalurilor, veniturile rentelor, etc. (Mourlon, ed. 7-a I, No. 1516; Demolombe, IX, No. 581; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 288; Dalloz, Rép., Propriété No. 255; Usufruit, No. 146; Laurent, VI, No. 199; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 290; Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea

I, p. 286, 287; Nacu, I, p. 757; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 139, 142).

**19.** După altă părere, ratele unei rente viagere sunt considerate ca produse iar nu ca fructe. (Planiol et Ripert, III, No. 255).

**20.** Chiar în cazul când prețul unei arendări de pământ, ar consista în o cantitate fixă de produse, acest preț constituie tot un fruct civil. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 255).

**21.** Toate produsele lucrurilor, în afară de fructele pământului, cum ar fi beneficiul unui fond de comerț sau ale unui stabiliment industrial sunt fructe civile. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 255; Usufruit, No. 146; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 492, 493, 517).

**22.** Sunt considerate ca fructe sau venituri, beneficiile pecuniare rezultate din exploatarea proprietății artistice sau literare. (Huc, IV, No. 111; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285).

**23.** Redevența pe care o plătește un concesionar al unei mine către proprietarul ei, constituie un fruct civil. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 289; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 112; Mines, No. 297; Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287).

**24.** Fructele civile se culeg zi cu zi; prin urmare dacă dreptul la fructe se transmite dela o persoană la alta, fiecare dintre ele are un drept proporțional cu folosința sa, afară de fructele civile așa zise, neregulate, cum sunt retribuțiunile datorite pentru măcinat într'o moară cari aparțin persoanei care în momentul când s'a efectuat măcinatul, avea dreptul la fructe, deoarece aceste retribuțiuni nu se pot totaliza la sfârșitul anului pentru a fi repartizate între diferiți beneficiari în proporțiune cu durata folosinței fiecăruia. (Proudhon, De l'usufruit, II, No. 905; Demolombe, X, No. 280; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1517, 1522; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 290; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 112; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287; Nacu, I, p. 757; Plastara, II, p. 143).

**25.** Productele unui lucru sunt obiectele cari nu provin din lucru în mod periodic și nu sunt în raport necesar cu destinația naturală a lucrului. Astfel sunt produse: pietrele extrase dintr'o carieră care nu se găsește în exploatare, materialele rezultate din dărâmarea unei case, etc. Productele sunt genul și fructele specia. (Pothier, Traité du douaire, VI, No. 196; Dalloz, Rép., Propriété, No. 254; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 290; Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285; Nacu, I, p. 757; Plastara, II, p. 138, 141).

**26.** Sunt deasemea produse, profiturile pe care le pot da animalele și cari aparțin deci proprietarului animalelor. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 261).



**27.** Sunt deasemenea produse, copacii înalți cari nu au fost supuși unei tăeri regulate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No 1446; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 288; Huc, IV, No. 111; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 290; Planiol et Ripert, III, No. 255; Comp.: Plastara, II, p. 138, 142).

**28.** Deosebirea între fructe și produse nu prezintă nici un interes în cece privește pe proprietarul lucrului, deoarece el are dreptul să culegă atât fructele cât și produsele. Această deosebire pri-

vește numai pe uzufructuar și pe posesorul de bună credință al lucrului, deoarece ei nu au dreptul decât la fructe. (Planiol et Ripert, III, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285; Plastara, II, p. 141, 142).

**29.** Comoara găsită în pământ nu constituie nici un fruct, nici un product și nici o parte din pământul în care a fost găsită. (Daloz, Rép., Propriété, No. 206).

**30.** A se vedea: art. 521 urm. din codul civil cu notele respective.

**Art. 484.** — Fructele produse din vreun lucru nu se cuvin proprietarului, decât cu îndatorire din parte-i de a plăti semănăturile, arăturile și munca pusă de alții. (Civ. 483, 494, 508, 524, 552, 997, 1730; Civ. Fr. 548).

*Text. fr. Art. 548.* — Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Accesiune 1.	Impozite 2.
Animale 2.	Indemnitate, a se vedea
Arături 2.	cuvântul: „Cheltueli”.
Bună credință 4, 5.	Muncă 2.
Cheltueli 1—10.	Privilegiu 7.
Cheltueli de întreținere	Proprietate 1 urm.
5, 6.	Rea credință 4, 6.
Creditor 7.	Recoltare 1, 10.
Cultură 1.	Reparația imobilelor 5.
Despăgubiri, a se vedea	Restituire, a se vedea
cuvântul: „Cheltueli”.	cuvintele: „Cheltueli”,
Drept de retenție 8, 9.	„Fructe”.
Enumerare demonstrativă	Retenție 8, 9.
2.	Sarcină 5.
Fructe 1 urm.	Semănături 2.
Hrana animalelor 2.	Uzufruct 10.
Îmbogățire pe nedrept 6.	

## Doctrină.

**1.** Chiar dacă cheltuelile de cultură, de recoltare sau de extragere au fost făcute de un altul decât proprietarul, fructele aparțin în principiu lui, în virtutea dreptului de accesiune, cu obligația din partea sa de a plăti o indemnitate celui ce a făcut cheltuelile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1443; Daloz, Rép., Propriété No. 65; Suppl., Propriété, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 288, 307; Nacu, I, p. 758; Matei Cantacuzino, p. 119, 145; Plastara, p. II, p. 143, 144).

**2.** Dispozițiile art. 548 c. civ. fr. (484 c. civ. rom.) care arată că proprietarul unui lucru trebuie să plătească cheltuelile semănăturii, arăturii și munca pusă de alții sunt demonstrative iar nu limitative; prin urmare proprietarul trebuie să plătească tertului cheltuelile de orice natură cum ar fi cele făcute de orice natură, cu hrana animalelor, etc. (Demolombe, IX, No. 588; Daloz, Rép., Propriété, No. 284; Suppl., Propriété, No.

115; Laurent, VI, No. 237; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 308).

**3.** Regula după care proprietarul este obligat a despăgubi pe cel care a făcut cheltuelile cu producerea fructelor, își găsește aplicațiunea atât în cazul când fructele sunt prinse de ramuri sau de rădăcini în momentul intrării în posesiune a proprietarului lucrului cât și în cazul când proprietarul cere restituirea fructelor culesse de posesorul lucrului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, nota 31, p. 190; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 114; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 291; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 307).

**4.** Proprietarul este obligat să restituie cheltuelile făcute cu producerea fructelor atât în cazul când posesorul este de bună credință, cât și în cazul când el este de rea credință. (Proudhon, Du domaine privé, II, No. 546 urm.; Duranton, IV, No. 349; Demolombe, IX, No. 584; Marcadé, Art. 548; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 383 bis, I; Aubry et Rau, II, § 206, p. 290; Daloz, Rép., Propriété, No. 266; Suppl., Propriété, No. 114; Laurent, VI, No. 236; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 291; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 307, 308).

**5.** Cheltuelile de întreținere cum ar fi cele de reparare ale imobilelor, făcute de posesorul de bună credință nu vor fi restituite de proprietar de oarece aceste cheltueli îi folosesc posesorului, ele fiind considerate ca o sarcină a fructelor cari se cuvin posesorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 308).

**6.** Cheltuelile de întreținere făcute de posesorul de rea credință, trebuiesc restituite de proprietar, deoarece posesorul trebuind să restituie fructele, proprietarul s'ar îmbogăți pe nedrept în dauna pose-

sorului. (Demolombe, IX, No. 588; Laurent, VI, No. 237; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 309).

**7.** In cazul când posesorul a restituit recolta proprietarului el are drept a făcute, în calitatea sa de creditor și făcute, în calitatea sa de creditor și credința sa este garantată cu privilegiu. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 383 bis, III; Matei Cantacuzino, p. 145; Plastara II, p. 144).

**8.** In cazul când posesorul nu a pre-dat fructele, după o părere, el are dreptul de retenție până când proprietarul lucrului îi va fi plătit cheltueile făcute. (Demolombe, IX, No. 682; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 383 bis, III; Huc, IV, No. 112; Comp.: Nacu, I, p. 758).

**9.** După altă părere, în cazul când posesorul nu a pre-dat fructele, el nu are

dreptul de retenție asupra lor până la plata cheltuelilor deoarece dreptul de retenție nu este admis decât în cazurile prevăzute de lege. (Mourlon, III, No. 1246; Laurent, VI, No. 181; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 367; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 307).

**10.** Dispozițiile art. 548 c. civ. fr. (484 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai în privința posesorului, ci și în privința oricărei alte persoane care ar fi făcut recolta cu cheltueala sa. Ele însă nu-și găsesc aplicațiunea în privința raporturilor dintre proprietar și uzufructuar din cauza art. 585 c. civ. fr. (524 c. civ. rom.) care regulează în mod special aceste raporturi. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 383 bis, IV; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 308).

**Art. 485.** — Posesorul nu câștigă proprietatea fructelor decât când posedă cu bună credință; la cazul contrar el este dator a înapoia produsele, împreună cu lucrul, proprietarului care-l revendică. (Civ. 123, 486, 487, 494, 522, 523, 525, 974, urm., 994 urm., 1090, 1730 urm., 1846 urm., 1898 urm., 1908, 1909; Pr. civ. 139; Civ. Fr. 549).

*Text. fr. Art. 549.* — Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi; dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU, EM. ALEX., „Regula de drept și jurisprudența actuală”, pg. 6, „Despre eroarea de drept”;

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptare 13.  
Accesiune 3.  
Accident 9.  
Acțiune în anulare 42, 43.  
Acțiune în revendicare 16, 29, 33, 42.  
Acțiune pauliană 44.  
Apreciere suverană, 37, 38.  
Arbori 19, 21.  
Bani 31.  
Bună credință 2—6, 10, 11, 13—27, 30, 31, 42—6.  
Cariere 20, 22.  
Casă 23.  
Cesiune 12, 15.  
Cheltuieli 4.  
Comoară 24, 25.  
Condițiune rezolutorie 45.  
Consumare 7, 38.  
Copaci 19, 21.  
Creditor aparent 27.  
Cuasi-delicț 35.  
Culegerea fructelor 7, 8, 9, 12—16, 34—37, 41.  
Dărâmarea unei case 23.  
Dobânzi 26, 32, 33.  
Drept de accesiune 3.  
Drept de retenție 4.  
Echitate 3.  
Evaluare 31, 37, 38.  
Excepțiune 2.  
Expertiză 38.  
Fructe 1—20, 26, 28—48.  
Fructe civile 10, 11, 12, 14, 15, 16, 18.  
Fructe industriale 8.  
Fructe naturale 8, 14, 18.  
Mine 20, 22.  
Minerale 20, 22.  
Moștenire 6, 13, 36.  
Neglijență 35, 36.  
Nuda proprietate 40.  
Pădure 19, 21.  
Plată 11.  
Poseziune 1 urm.  
Prescripție 46, 47, 48.  
Prețuire 31, 37, 38.  
Produse 1, 17—21, 39—43.  
Proprietate 1 urm.  
Proprietate nudă 40.  
Quasi-delicț 35.  
Rea credință 5, 15, 28—48.  
Recunoaștere 12.  
Rentă 27.  
Resciziune 42.  
Restituirea cheltuelilor 4.  
Restituirea fructelor, a se vedea cuvintele: „Fructe”, „Produse”.  
Retenție 4.

Retroactivitate 13.  
Revendicare 16, 29, 33, 42.  
Rezoluțiune 45.  
Sarcină 4.  
Sucesiune 6, 13, 36.  
Suverană apreciere 37, 38.  
Tăcere regulată 19, 21.

Terță persoană 9, 12, 34, 44.  
Titlu 27.  
Universalitate juridică 5.  
Uzufruct 10, 18, 26.  
Valoare 31, 37, 38.  
Vicii 27.

#### Doctrină.

**1.** In art. 485 c. civ. rom. expresiunea de „produse” este întrebuințată în sensul de „fructe”. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285, 304).

**2.** Deși în regulă generală fructele aparțin proprietarului lucrului, totuși, potrivit dispozițiilor art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.) această regulă suferă excepțiune în cazul când posesorul lucrului este de bună credință. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1446; Dalloz, Rép., Propriété, No. 271; Suppl., Propriété, No. 116; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 300; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 145, 146).

**3.** Dobândirea fructelor de către pose-

sorul de bună credință nu este bazată pe dreptul de accesiune, ci constituie un mod de dobândire în virtutea legii și este bazată pe un motiv de echitate. (Huc, IV, No. 119; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 317; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301).

**4.** Posesorul de bună credință nu are dreptul să rețină fructele percepute și să ceară dela proprietarul lucrului restituirea cheltuelilor făcute cu întreținerea și conservarea lucrului deoarece aceste cheltueli sunt o sarcină a fructelor. (Daloz, Rép., Propriété, No. 285).

**5.** Dispozițiile art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât posesorului unei universalități juridice cât și posesorului unui obiect particular. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 384 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 1, p. 405; Daloz, Rép., Propriété, No. 290; Suppl., Propriété, No. 127; Laurent, VI, No. 204; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 318; Planiol et Ripert, III, No. 172; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 300; Plastara, II, p. 148, 149).

**6.** Astfel, posesorul unei moșteniri, dela care adevăratul moștenitor a câștigat moștenirea, are dreptul să păstreze fructele moștenirii pe care le-a cules cu bună credință. (Proudhon, Du domaine privé, II, No. 548; Toullier, III, No. 110; IV, No. 307; urm.; Duranton, VIII, No. 583; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 405; Daloz, Rép., Succession, No. 412; Suppl., Succession, No. 393, 465; Laurent, VI, No. 204; Huc, V, No. 267; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 318; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 926; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 300; Plastara, II, p. 148, 149).

**7.** Posesorul câștigă proprietatea fructelor de îndată ce le-a cules, în mod efectiv, chiar dacă nu le-a consumat; fructele culese dar neconsumate încă, nu este obligat a le restitui. (Proudhon, Du domaine privé, II, No. 548; Duranton, IV, No. 361; Demolombe, IX, No. 625; Mourlon, I, No. 1448; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 405, 416; Daloz, Rép., Propriété, No. 357, 363; Suppl., Propriété, No. 156; Laurent, VI, No. 206; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 316; Planiol et Ripert, III, No. 179; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 300; Nacu, I, p. 765, 766; Comp.: Plastara, II, p. 143).

**8.** Fructele naturale sau industriale se consideră culese din momentul ce au fost separate de lucru. (Demolombe, IX, No. 627; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 416; Daloz, Rép., Propriété, No. 363; Suppl., Propriété, No. 156; Laurent, VI, No. 206; Huc, IV, No. 123; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 319; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287, 302; Nacu, I, p. 765, 766).

**9.** Chiar dacă fructele ar fi fost separate de lucru din cauza unui accident

sau prin faptul unei terțe persoane, ele se consideră ca fiind culese. (Daloz, Rép., Propriété, No. 368; Huc, IV, No. 123).

**10.** Fructele civile, după o părere sunt dobândite de posesorul de bună credință zi cu zi, aplicându-se în această materie regulile dela uzufruct prevăzute de art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.) cari formează dreptul comun. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, § 384 bis, V; Laurent, VI, No. 206; Huc, IV, No. 123; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287, 302; Nacu, I, p. 765, 766; Plastara, II, p. 143).

**11.** După a doua părere, dominantă, posesorul de bună credință nu dobândește proprietatea fructelor civile decât când au fost plătite adică din momentul ce le-a încasat în mod efectiv. (Demolombe, IX, No. 627 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 29, p. 416, 417; Daloz, Rép., Propriété, No. 364; Suppl., Propriété, No. 156; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 319; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2299; Planiol et Ripert, III, 179; Plastara, II, p. 146, nota; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 384 bis, V).

**12.** Dacă debitorul fructelor civile a recunoscut față de posesor că le datorește sau dacă posesorul le-a cedat unui terț, el trebuie considerat că le-a cules în mod efectiv și nu le mai poate restitui. (Demolombe, IX, No. 627 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 416, 417; Daloz, Rép., Propriété, No. 364; Suppl., Propriété, No. 157; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 319; Planiol et Ripert, III, No. 179).

**13.** Deoarece acceptarea unei succesiuni are efect retroactiv dela data deschiderii succesiunii, cel ce a acceptat cu bună credință o succesiune are dreptul la toate fructele ce au curs dela deschiderii succesiunii, chiar dacă nu le-a cules el însăși ci i-au fost predate de un administrator al succesiunii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 28, p. 416; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 158; Succession, No. 466; Laurent, VI, No. 207; IX, No. 541 urm.; Huc, V, No. 267; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 320; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1202, 1205, 1222 urm.; Contra: Demolombe, IX, No. 629).

**14.** Posesorul de bună credință are dreptul numai la fructele naturale sau civile care au fost culese sau au curs în timpul posesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 157; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301; Nacu, I, p. 765, 766).

**15.** Posesorul de bună credință nu are dreptul să rețină fructele civile ce au curs înainte de intrarea sa în posesiune și pe care le-ar fi cules în virtutea unei cesiuni ce i-a făcut-o un posesor de rea credință. (Demolombe, IX, No. 629; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 416; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 157; Laurent,

VI, No. 207; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 320; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 303).

**16.** Deasemenea posesorul de bună credință nu are dreptul să rețină fructele civile ce au curs după introducerea acțiunii de revendicare și pe care le-ar fi cules prin anticipație. (Demolombe, IX, No. 629; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 416; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 157; Laurent, VI, No. 207; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 320).

**17.** În ceea ce privește dreptul posesorului de bună credință asupra fructelor și ce se înțelege prin fructe la care el are dreptul, părerile sunt împărțite. După o părere, prin aplicațiunea dispozițiilor art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), posesorul de bună credință are dreptul atât la fructele propriu zise prevăzute de art. 547 c. civ. fr. (483 c. civ. rom.) cât și la produsele și profiturile mobiliare pe care le-ar fi tras din lucrul posedat. (Marcadé, Art. 549, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1446).

**18.** După altă părere, dominantă, posesorul de bună credință are dreptul numai la fructele naturale sau civile și la produsele sau profiturile care sunt asimilate cu acestea, după normele prevăzute de lege pentru uzufructuarul ordinar. (Duranton, IV, No. 350; Demolombe, IX, No. 622; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 33, p. 417, 418; Dalloz, Rép., Propriété, No. 357; Suppl., Propriété, No. 154; Laurent, VI, No. 197, 205, 265; Huc, IV, No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 321; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2297; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301)

**19.** Prin urmare, posesorul de bună credință are dreptul la produsele pădurilor care au fost puse spre tăere regulată înainte de intrarea sa în folosință. (Demolombe, IX, No. 621; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, notele 31, 33, p. 417, 418; Dalloz, Rép., Propriété, No. 358; Suppl., Propriété, No. 154; Laurent, VI, No. 265; Huc, IV, No. 121; Planiol et Ripert, III, No. 178; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301).

**20.** Deasemenea, posesorul de bună credință are dreptul la produsele minelor și carierelor care au fost puse în exploatare înainte de intrarea sa în posesiune, iar nu și la cele care nu fuseseră puse în exploatare înainte de intrarea sa în folosință. (Demolombe, IX, No. 621; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, notele 31, 33, p. 417, 418; Dalloz, Rép., Propriété, No. 358, 359; Suppl., Propriété, No. 154; Laurent, VI, No. 265; Huc, IV, No. 121; Planiol et Ripert, III, No. 178; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301).

**21.** Posesorul de bună credință nu are dreptul la copaci înalți care nu au fost puși la o tăere regulată, deoarece acești copaci nu sânt considerați ca fructe ci ca produse și potrivit regulilor de drept

posesorul de bună credință dobândește numai fructele iar nu și produsele. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2297; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301).

**22.** Deasemenea posesorul de bună credință nu are dreptul la mineralele care se găsesc în pământul ce-l posedă și care nu sunt puse în o exploatare regulată. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2297; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301).

**23.** Posesorul de bună credință nu are dreptul la materialele rezultate din dărâmarea unei case. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 359; Huc, IV, No. 121; Planiol et Ripert, III, No. 178).

**24.** Posesorul de bună credință nu are dreptul să păstreze jumătate din comoara găsită de un altul în pământul posedat și care se cuvine adevăratului proprietar conform dispozițiilor art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.). (Demolombe, IX, No. 622; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 418, 419; Dalloz, Rép., Propriété, No. 359; Suppl., Propriété, No. 154; Huc, IV, No. 121; Laurent, VI, No. 197, 205; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 321; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 301; Contra: Marcadé, Art. 549, No. 2).

**25.** Deasemenea, posesorul de bună credință care ar fi găsit o comoară ascunsă în pământul posedat nu are dreptul a o păstra în întregime, ci numai pe jumătate, cealaltă jumătate trebuind să o predea adevăratului proprietar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 418, 419; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 178).

**26.** Posesorul de bună credință al unui uzufruct are dreptul la toate fructele ce le-a cules iar nu numai la dobânzile la aceste fructe. (Demolombe, IX, No. 623 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 32, p. 418; Dalloz, Rép., Propriété, No. 361; Suppl., Propriété, No. 155; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 295; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 302).

**27.** Creditorul aparent de bună credință al unei rente viagere, dobândește ratele rentei culese în virtutea unui titlu ale cărui vicii nu i-au fost cunoscute. (Demolombe, IX, No. 623, 624; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 418; Dalloz, Rép., Propriété, No. 362; Suppl., Propriété, No. 155; Planiol et Ripert, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 302).

**28.** Potrivit dispozițiilor art. 549 partea a doua c. civ. fr. (485 c. civ. rom.), posesorul de rea credință nu are nici un drept asupra fructelor lucrului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1446; Dalloz, Rép., Propriété, No. 271; Suppl., Propriété, No. 116; Planiol et Ripert, III, No. 172; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 933; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 304).

**29.** Posesorul de rea credință tre-

buește să restituie fructele din momentul intrării sale în posesiune iar nu din ziua chemării sale în judecată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1446; Dalloz, Rép., Propriété, No. 348; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 304; Nacu, I, p. 766).

**30.** Dacă posesorul de bună credință în timpul posesiunii sale devine de rea credință, el va fi obligat să restituie fructele din momentul când a început reaua sa credință. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 273; Planiol et Ripert, III, No. 180, 364).

**31.** Fructele se vor restitui conform dispozițiilor art. 139 din codul de procedură civilă română, adică în natură pentru anul din urmă și în bani pentru anii de mai înainte după pretuirea ce se va face. Iar dacă restituirea în natură pentru cel din urmă an este cu neputință, ea se va face ca și pentru anii de mai înainte. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 306, 307).

**32.** Posesorul de rea credință odată cu restituirea fructelor este obligat să plătească și dobânzi la fructele restituite. În ceea ce privește momentul de când încep a curge dobânzile, după o părere ele vor curge dela data când a început reaua sa credință. (Laurent, XI, No. 231; Planiol et Ripert, III, No. 364; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 305).

**33.** După altă părere, dominantă, posesorul de rea credință datorește dobânzi la fructele ce trebuie să le restituie, din momentul chemării sale în judecată. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 418; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 119; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 327; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 305).

**34.** Posesorul de rea credință este obligat să restituie adevăratului proprietar fructele culese de terții detentori cărora le-a predat lucrul, chiar dacă aceștia ar fi fost de bună credință, fiind responsabil de restituirea fructelor din momentul când a început reaua sa credință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 567; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 120; Laurent, VI, No. 231, 232; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 327; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 305).

**35.** Posesorul de rea credință este ținut la restituirea fructelor față de adevăratul proprietar în virtutea unui quasi-delicț. În baza acestui principiu, el este obligat să dea socoteală adevăratului proprietar de fructele pe care nu le-a cules și pe care un proprietar atent ar fi trebuit să le culeagă. (Toullier, III, No. 110; Duranton, IV, No. 360; Demolombe, IX, No. 586; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1446; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 567; Dalloz, Rép., Propriété, No. 272; Suppl., Propriété, No. 118; Laurent, VI, No. 230; Huc, IV, No. 118; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 327; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 304; Plastara, II, p. 145).

**36.** Posesorul de rea credință al unei moșteniri, trebuie să restituie nu numai fructele pe care le-a cules ci și fructele pe care a neglijat să le culeagă. (Pothier, IX, No. 336; Duranton, I, No. 586; Demolombe, IX, No. 586, 638; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 393; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1446; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 318, 327; Laurent, VI, No. 230; Planiol et Ripert, III, No. 171, 364; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 304; Plastara, II, p. 145).

**37.** Tribunalele apreciază în mod suveran, valoarea fructelor pe care proprietarul ar fi putut să le culeagă. (Demolombe, IX, No. 586; Laurent, VI, No. 230; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 318, 327; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 304, 305, 307).

**38.** Pentru fructele consumate, posesorul de rea credință va trebui să restituie valoarea lor, care va fi apreciată de tribunale prin o expertiză sau prin alte elemente. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 304, nota 1).

**39.** Ca și posesorul de bună credință, posesorul de rea credință, trebuie să restituie proprietarului adevărat, produsele și profiturile cari nu sunt fructe propriu zise, sau valoarea lor. (Aubry et Rau, 5-a, II, § 219, p. 568; Dalloz, Rép., Propriété, No. 275; Planiol et Ripert, III, No. 364; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1446; Plastara II, p. 146 notă).

**40.** Posesorul de rea credință trebuie să restituie fructele, numai când lucrul este susceptibil de a produce fructe; în cazul contrar, cum ar fi de exemplu când este vorba de nuda proprietate, posesorul nu poate fi obligat la restituirea de fructe. (Demolombe, IX, No. 586; Dalloz, Rép., Propriété, No. 279; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 306).

**41.** Cu toate că în principiu, posesorul de rea credință trebuie să restituie adevăratului proprietar fructele și produsele lucrului percepute, totuși el nu este ținut să restituie, producțiunile datorite industriei sale personale și pe care adevăratul proprietar nu le-ar fi cules nici într'un caz, chiar dacă lucrul ar fi fost în posesiunea sa. (Demolombe, IX, No. 587; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 295, nota 6, p. 105; Dalloz, Rép., Propriété, No. 281; Suppl., Propriété, No. 125; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 327; Planiol et Ripert III, partea I, 364; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 305).

**42.** După o părere, dispozițiile art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în cazul când adevăratul proprietar revendică lucrul dela posesor, ele nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când adevăratul proprietar introduce o acțiune în anulare sau în resciziune, caz în care posesorul nu poate fi considerat de bună credință. (Dalloz, Rép.,



Suppl., Propriété, No. 139; Laurent, VI, No. 239 urm.).

**43.** După altă părere, dominantă, dispozițiile art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în cazul când adevăratul proprietar introduce o acțiune în anulare și în acest caz terțul cumpărător sau donator, prin anularea titlului său, devine un simplu posesor al unui lucru al altuia și deci poate fi de bună sau de rea credință, după împrejurări. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 2, p. 406; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 139; Huc, IV, No. 122; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 299 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2301; Planioi et Ripert, III, No. 181; Matei Cantacuzino, p. 120; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 322).

**44.** Dispozițiile art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la acțiunea pauliană; prin urmare terțul al cărui act este revocat va trebui să restituie fructele lucrului înstrăinat din momentul introducerei acțiunii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 406; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 302; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 719; Planiol, et Ripert, III, No. 181; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 323; V, p. 260, 261).

**45.** Dispozițiile art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când o înstrăinare este rezolvată prin efectul unei condițiuni rezolutorii exprese sau tacite. (Demolombe, IX, No. 609 bis; Marcadé, Art. 1654, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 4, p. 407; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 134-140; Laurent, VI, No. 243; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 303; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2301; Planiol et Ripert, III, No. 182;

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 323; Contra.: Troplong, Vente, II, No. 652).

**46.** Posesorul de rea credință nu are dreptul să invoace prescripția specială de 5 ani prevăzută de art. 2277 c. civ. fr. (1907 c. civ. rom.), deoarece dispozițiile acestui articol au de scop apărarea unui debitor de bună credință în contra unui creditor de rea credință și apoi obligația de restituire a fructelor ce izvorăte din contract și nici nu se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte. (Demolombe, IX, 639; Laurent, VI, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 328; Planiol et Ripert, III, No. 364; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 306).

**47.** În cazul când posesorul de rea credință a posedat lucrul mai mult de treizeci ani, el nu mai poate fi obligat la restituire de fructe deoarece prin această posesiune lungă, el a dobândit proprietatea și a lucrului și a fructelor sale. (Demolombe, IX, No. 586; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1452; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 384 bis; Dalloz, Rép., Propriété, No. 280; Suppl., Propriété, No. 126; Laurent, VI, No. 233; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 328; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 306; Nacu, I, 766, 767; Plastara, II, p. 146).

**48.** Posesorul care a dobândit proprietatea lucrului prin prescripția de 10—20 ani, dobândește și proprietatea fructelor lucrului, chiar dacă după împlinirea prescripției ar fi devenit de rea credință. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1453; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 328).

**49.** A se vedea: art. 486 și 487 din codul civil cu notele respective.

**Art. 486.** — Posesorul este de bună credință când posedă ca proprietar în puterea unui titlu translativ de proprietate, ale cărui viciuri nu-i sunt cunoscute. (Civ. 485, 487, 494, 644, 994 urm., 1854, 1855, 1858, 1890, 1894 urm., 1898 urm.; Civ. Fr. 550, al. 1).

*Text. fr. Art. 550, § 1.* — Le possesseur est de bonne foi quand il possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. ALEX., „Regula de drept și jurisprudența actuală“, pg. 6, „Despre eroarea de drept“;

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act autentic 3.  
Act sub semnătură privată, 3, 34.  
Acțiune în revendicare 47, 48, 49, 50.  
Arendare, a se vedea cuvântul „Locațiune“.  
Bună credință 1—20, 24—26, 28, 29, 31, 35—40, 43—47, 49, 50.  
Casare 48.

Cauză juridică 3, 4.  
Comoștenitori 6.  
Confirmare 20, 21, 22, 25.  
Consiliu judiciar, a se vedea cuvântul: „Incapacitate“.  
Contract 3, 4.  
Culegere a fructelor 44, 46.  
Deces 50.  
Definiție 1.  
Depozit 8.

Dezistare 49.  
Dol 26, 27.  
Donațiune 4, 18, 32, 34.  
Dovada 2, 39, 40—43.  
Erede aparent 12, 13.  
Eroare 11, 19, 29, 30, 41.  
Evicțiune 17.  
Fals 13.  
Femea măritată, a se vedea cuvântul „Incapacitate“.  
Fidei-comis 33.  
Fructe 1 urm.  
Garanție de evicțiune 17.

Hotărâre 47, 48, 50.  
Imobil rural 30.  
Incapacitate 19—25.  
Încetare din viață 50.  
Închiriere 8.  
Înscris 3.  
Interdicțiune, a se vedea cuvântul „Incapacitate“.  
Legatar aparent 13.  
Locațiune 8.  
Minor, a se vedea cuvântul „Incapacitate“ și 19—23, 25.  
Moarte 50.

Moștenire 4, 5, 6, 12, 13, 33, 36—38, 45, 46, 50.  
 Nulitate absolută 28.  
 Nulitate relativă 28.  
 Ordine publică 30, 32, 33.  
 Partaj 5, 6.  
 Perimare 49.  
 Posesiune 1 urm.  
 Preț 23.  
 Presumpțiuni 40.  
 Probă 2, 39—43.  
 Putativ titlu 9—14, 43.  
 Ratificare 20, 21, 22, 25.  
 Rea credință 8, 9, 16, 17, 21, 22, 26, 27, 30—34, 40, 41, 45—50.  
 Recurs 48.  
 Restituirea prețului 23.  
 Retroactivitate 47.  
 Revendicare 47, 48, 49, 50.  
 Revocare 13.  
 Riscuri 17.

Rural imobil 30.  
 Străin 30.  
 Subst tuțiune fidei-comi-sară 33.  
 Succesiune 4, 5, 6, 12, 13, 33, 36—38, 45, 46, 50.  
 Succesor aparent 12, 13.  
 Terță persoană 16.  
 Testament 4, 13, 18.  
 Titlu putativ 9—14, 43.  
 Titlu translativ de proprietate 1—5, 7—43.  
 Trimitere în posesie 38.  
 Tutor 22.  
 Uz 7.  
 Uzufuct 7.  
 Vicii, a se vedea cuvântul „Incapacitate” și 1, 13, 15, 16, 24—27, 35, 39.  
 Vindere-cumpărare, 4, 16—25, 30, 31, 32.  
 Violență 26, 27.

### Doctrină.

**1.** Buna credință din partea posesorului care voește să dobândească fructele lucrului ce-l posedă, este credința sa că lucrul îi aparține în mod legitim. Credința ce trebuie să fie bazată pe aparențe plauzibile și aparența cea mai plauzibilă este aceea care rezultă dintr'un titlu tranzlativ de proprietate ale cărui viciuri nu-i sunt cunoscute. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Dalloz, Rép., Propriété, No. 295, 301; Suppl., Propriété, No. 117; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 294; Planiol et Ripert, III, No. 173, 176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, 316; Nacu, I, p. 762; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 150).

**2.** Titlul tranzlativ de proprietate prevăzut de art. 550 c. civ. fr. (486 c. civ. rom.) nu constituie o condițiune specială și distinctă a bunei credințe a posesorului, ci numai ca unul din elementele ei și ca un mijloc de probă a bunei credințe, deoarece cel ce nu are nici un titlu nu poate fi de bună credință. (Demolombe, IX, No. 602 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 15, p. 410; Dalloz, Rép., Propriété, No. 295; Suppl., Propriété, No. 135; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 313; Huc, IV, No. 120; Planiol et Ripert, III, No. 173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 310, 314; Plastara, II, p. 150, 151; Contra: Laurent, VI, No. 209).

**3.** Prin titlu translativ de proprietate întrebuițat de legiutor în art. 550 c. civ. fr. (486 c. civ. rom.) nu trebuie înțeles actul exterior autentic sau sub semnătură privată, ci cauza chiar a evenimentului generator al dreptului de proprietate, independent de actul exterior care constituie proba scrisă a acestui eveniment. (Demolombe, IX, No. 597 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Dalloz, Rép., Propriété, No. 300; Laurent, VI, No. 212; Huc, IV, No. 120; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 294; Planiol et Ripert, ed. 6-a, I, No. 2291; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 309, nota 2; Plastara II, p. 151, 152).

**4.** Cauza evenimentului generator al

dreptului de proprietate, poate fi sau un contract, cum ar fi o vânzare, o donație, etc., sau un testament, sau calitatea de moștenitor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Dalloz, Rép., Propriété, No. 300; Huc, IV, No. 120; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 294; Planiol et Ripert, ed. 6-a, I, No. 2291; Planiol et Ripert, III, No. 173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 309, nota 2, 310; Nacu, I, p. 762).

**5.** Cuvintele: titlu translativ de proprietate întrebuițate de legiutor în art. 550 c. civ. fr. (486 c. civ. rom.) nu trebuie luate într'un înțeles restrictiv; astfel deși partajul este declarativ de proprietate iar nu atributiv, totuși poate prezenta caracterele unui titlu translativ de proprietate în sensul cerut de acest articol. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 302; Suppl., Propriété, No. 130; Laurent, VI, No. 210; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 294; Planiol et Ripert, III, No. 173, nota 3; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 310).

**6.** Comoștenitorul care în timpul indiviziunii, deține unul dintre imobilele comune, nu poate fi considerat ca un posesor de bună credință, în raport cu ceilalți comoștenitori, deoarece până la împărțea, el este considerat că stăpânește imobilul comun în numele tuturor comoștenitorilor. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 305).

**7.** Actele prin care se constituie un drept de uzufruct sau de uz sunt asimilate cu actele translative de proprietate. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 405; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 132; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 295; Planiol et Ripert, III, No. 173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 310, nota 3).

**8.** Posesorul cu titlul precar cum sunt: arendașul, chiriașul, depozitarul, etc., nu poate fi considerat ca un posesor de bună credință, deoarece aceste contracte nu transmit proprietatea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Dalloz, Rép., Propriété, No. 304; Suppl., Propriété, No. 117; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 294; Planiol et Ripert, III, No. 173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 310).

**9.** Un titlu putativ, după o părere, nu poate constitui posesiunea de bună credință, deoarece art. 550 c. civ. fr. (486 c. civ. rom.) presupune neapărat existența unui titlu iar titlul putativ este un titlu inexistent. (Laurent, VI, No. 209).

**10.** După altă părere, dominantă, deoarece justul titlu nu este un element esențial al bunei credințe, credința posesorului în existența unui titlu translativ de proprietate ajunge a-l considera de bună credință, chiar dacă acest titlu nu ar fi existat niciodată. (Pothier, Propriété, IX, No. 293; Demolombe, IX, No. 601, 602; Demante et Colmet de Santerre, ed. 7-a, II, No. 385 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449, p. 692 nota 1; Aubry et Rau,

ed. 5-a, II § 206, p. 410; Dalloz, Rép., Propriété, No. 310; Suppl., Propriété, No. 135; Huc, IV, No. 120; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 313; Guillaouard, Prescription, II, No. 570; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2295; Baudry et Tissier, Prescription, No. 689; Planiol et Ripert, III, No. 175; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 931; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 311 urm.; Matei Cantacuzino, p. 119; Plastara, II, p. 151, 152; Comp.: Nacu, I, p. 762).

**11.** Pentru ca posesorul care invoacă un titlu putativ să poată dobândi proprietatea fructelor, trebuie ca să arate titlul în virtutea căruia el se credeă proprietar, pentru a dovedi că eroarea sa este scuzabilă. Și eroarea este scuzabilă când cade asupra faptului altuia iar nu asupra faptului său personal. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 314; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 313).

**12.** Moștenitorul aparent, care ia posesiunea unui bun al unei persoane decedate, la a cărei succesiune se credeă că este chemat, deși există un moștenitor mai apropiat decât el, trebuie considerat că posedă un titlu putativ suficient pentru a fi socotit de bună credință. (Demolombe, IX, No. 595 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 410, 411; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 313; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2295; Planiol et Ripert, III, No. 175; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 313; Matei Cantacuzino p. 119; Contra: Laurent, VI, No. 206 urm.).

**13.** Deasemenea trebuie considerat că posedă un titlu putativ indestulător, legatarul aparent, instituit printr'un testament fals sau revocat ale cărui vicii îi sunt necunoscute. (Demolombe, IX, No. 595 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 410, 411; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 313; Planiol et Ripert, III, No. 175; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 314).

**14.** Deasemenea poate fi considerat ca posesor de bună credință, acel care posedă mai mult decât este prevăzut în titlul său și are credință că instrăinarea cuprinde toate lucrurile cari fac obiectul posesiunii sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206; nota 16, p. 410; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 313; Planiol et Ripert, III, No. 175; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 313; Contra: Laurent, VI, No. 206 urm. 217; Huc, IV, No. 120).

**15.** Pentru a se putea invoca dispozițiile art. 550 c. civ. fr. (486 c. civ. rom.), trebuie ca buna credință a posesorului să fie absolută, adică să ignoreze toate viciurile, fără excepție, de care poate fi afectat titlul său; nu ajunge ca buna sa credință să fie relativă, adică să aibă numai credință că autorul său era proprietarul lucrului transmis. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 5, p. 407; Dalloz, Rép., Propriété, No. 294; Suppl., Propriété, No. 128; Laurent, VI, No. 208; Baudry et

Chauveau, Des biens, No. 297, 305; Planiol et Ripert, III, No. 176).

**16.** În cazul când posesorul a dobândit lucrul dela altă persoană decât ade-văratul proprietar, el va fi considerat de bună credință și deci ca având dreptul la fructe numai dacă nu a știut că cel care i-a transmis lucrul nu era proprietar, în cazul contrar el nu va avea dreptul la fructe, deoarece a fost de rea credință și cunoștința sa constituie aici viciul titlului său. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 313; Suppl., Propriété, No. 136; Laurent, VI, No. 216; Huc, IV, No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 297, 305; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1; Nacu, I, p. 762).

**17.** Posesorul nu poate fi numai decât considerat de rea credință, prin faptul că cumpărând lucrul altuia dela o persoană care nu era proprietarul lucrului, a contractat cumpărarea pe riscul său sau cu clauza de negaranție din partea vânzătorului. (Demolombe, IX, No. 603; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 305; Contra: Dalloz, Rép., Propriété, No. 330).

**18.** Dispozițiile art. 550 c. civ. fr. (486 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât în cazul când titlul posesorului este oneros cât și în cazul când este gratuit. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 136; Laurent, VI, No. 216; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 173; Nacu, I, p. 762).

**19.** Posesorul care a dobândit lucrul dela un incapabil, va fi considerat de bună credință dacă nu a cunoscut incapacitatea celui cu care a contractat sau dacă eroarea sa era scuzabilă cum ar fi în cazurile când interzisul dela care a cumpărat, se găsea într'un moment lucid sau minorul dela care a cumpărat era aproape de majoritate. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX, No. 604; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 385 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 408; Dalloz, Rép., Propriété, No. 314; Suppl., Propriété, No. 137; Laurent, VI, No. 214; Huc, IV, No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 305; Planiol et Ripert, III, No. 176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1; Nacu, I, p. 762).

**20.** Chiar în cazul când cumpărătorul ar fi cunoscut minoritatea vânzătorului, după o părere, el poate fi considerat de bună credință dacă vânzătorul i-ar fi promis să ratifice vânzarea la majoratul său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 408; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 137; Planiol et Ripert, III, No. 176).

**21.** După altă părere dominantă, chiar dacă vânzarea s'ar fi făcut în interesul minorului și cumpărătorul ar fi avut motive plauzibile să creadă într-o confirmare ulterioară, de îndată ce el a cunoscut incapacitatea vânzătorului, nu poate fi considerat de bună credință. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX,

No. 604; Laurent, VI, No. 214; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 305).

**22.** Posesorul care a cumpărat un imobil aparținând unui minor, fără îndeplinirea formalităților prevăzute de lege, nu poate fi considerat de bună credință, chiar dacă tutorul și-ar fi luat obligația să obțină ratificarea la majoratul minorului. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX, No. 604; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 141; Laurent, VI, 214; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 305).

**23.** Cumpărătorul ar putea totuși să fie dispensat să restituie fructele percepute, în cazul când s'ar stabili că prețul vânzării a adus un profit incapabilului. (Merlin, Répertoire, Mineur; Delvincourt, II, p. 59; Toullier, VI, No. 106 urm.; VII, No. 573; Duranton, X, No. 287; Demolombe, IX, No. 605; Dalloz, Rép., Propriété, No. 322; Suppl., Propriété, No. 141).

**24.** În cazul când vânzătorul este incapabil și nici nu este proprietarul lucrului vândut, pentru ca cumpărătorul să poată dobândi fructele, trebuie să fi fost de bună credință în privința ambelor vicii ale titlului său. (Demolombe, IX, No. 605; Dalloz, Rép., Propriété, No. 324; Suppl., Propriété, No. 142; Laurent, VI, No. 214; Huc, IV, No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 305).

**25.** În cazul de mai sus precedent dacă cumpărătorul cunoaște ambele vicii și la majoratul minorului, acesta ratifică vânzarea, posesorul poate fi considerat de bună credință, crezând că prin această ratificare minorul a devenit proprietarul lucrului vândut, și deci posesorul să poată dobândi fructele, cel puțin cele culese cu începere din momentul ratificării. (Demolombe, IX, No. 605; Dalloz, Rép., Propriété, No. 324; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 306).

**26.** Posesorul al cărui titlu este viciat de dol sau violență va fi considerat de bună sau rea credință și deci având sau neavând dreptul la fructele lucrului, după cum a ignorat sau a cunoscut aceste vicii. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 327; Suppl., Propriété, No. 145; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 299, 307; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1).

**27.** În cazul când posesorul a dobândit titlul său prin dol sau violență el va fi considerat de rea credință, deoarece el cunoștea viciurile posesiunii sale. (Demolombe, IX, No. 606; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 408; Laurent, VI, No. 213; Huc, IV No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 305; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1).

**28.** Dispozițiile art. 550 c. civ. fr. (486 c. civ. rom.), își găsesc în principiu aplicațiunea fără distincțiune atât când titlul este atins de o nulitate relativă cât și atunci când este atins de o nulitate absolută. (Demolombe, IX, No. 608; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 408; Dal-

loz, Rép., Propriété, No. 328; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 301, 309; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2292; Planiol et Ripert, III, No. 174; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1, 322; Comp.: Laurent VI, No. 211, 213).

**29.** Eroarea, atât de drept cât și de fapt în care se găsește posesorul nu-l poate face să fie considerat de rea credință. (Demolombe, IX, No. 609; Marcadé, Art. 550, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 385, bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 409; Dalloz, Rép., Propriété, No. 331; Suppl., Propriété, No. 146; Laurent, VI, No. 218; Huc, IV, No. 120; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 310; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2293; Planiol et Ripert, III, No. 176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1, 317; Nacu, I, p. 764, 765; Plastara, II, p. 152, nota).

**30.** Dacă însă eroarea de drept consistă într-o infracțiune la o lege de ordine publică, posesorul va fi considerat de rea credință; astfel este cazul când un străin ar cumpără un imobil rural. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 14, p. 409; Laurent, VI, No. 218, 219; Planiol et Ripert, III, No. 174, 176; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 931; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 317, 318; Plastara, II, p. 152, nota; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 310).

**31.** Posesorul unui imobil dobândit și a căruia înstrăinare nu eră permisă, va fi considerat de bună credință dacă el nu știe că înstrăinarea este prohibită și de rea credință dacă o știe. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX, No. 607; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 408; Dalloz, Rép., Propriété, No. 325; Suppl., Propriété, No. 143; Laurent, VI, No. 214; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 309; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1).

**32.** Posesorul unui imobil dobândit în virtutea unui titlu pe care îl știe că este oprit de lege sau, pe care îl știe că nu este investit cu formele cerute de lege pentru validitatea sa este considerat de rea credință. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX, No. 605; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 408; Dalloz, Rép., Propriété, No. 320; Suppl., Propriété, No. 141; Laurent, VI, No. 212; Comp. Planiol et Ripert, III, No. 174, Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 931; Nacu, I, p. 762).

**33.** Astfel posesorul unui imobil pe care îl posedă în virtutea unei substituțiuni fideicomisare, pe care o știe că este oprită de lege, va fi considerat de rea credință. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX, No. 605; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 8, p. 408; Laurent, VI, No. 212).

**34.** Deasemenea posesorul unui imobil pe care îl posedă în virtutea unei donațiuni făcută prin act sub semnătură privată, a cărui neregularitate o cunoaște,

va fi considerat de rea credință. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX, No. 605; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 408; Laurent, VI, No. 212; Comp.: Nacu, I, p. 762).

**35.** Un titlu noul pentru vicii de formă poate servi de bază unei posesiuni de bună credință, pentru dobândirea fructelor, deoarece în această materie nu se face distincție între viciile de formă și cele de fond. (Duranton, IV, No. 353; Demolombe, IX, No. 608; Troplong, Prescription, II, No. 917; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1449; Marcadé, Art. 550, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 385 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 11, p. 408; Dalloz, Rép., Propriété, No. 328; Suppl., Propriété, No. 144; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 301; Planiol, I, No. 2292; Planiol et Ripert, III, No. 174; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 315, nota 1; Comp.: Laurent, IX, No. 211, 213; Nacu, I, p. 762).

**36.** Posesorul unei moșteniri, va fi considerat de bună credință când va avea credință că este chemat de lege să culeagă moștenirea. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 465).

**37.** O rudă mai îndepărtată dacă culege moștenirea, nu va putea fi considerată de rea credință prin faptul că știa că este o rudă mai apropiată care eră chemată să culegă acea moștenire, însă a stat în inacțiune. (Demolombe, II, No. 228; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 465; Laurent, IX, No. 54; Huc, V, No. 264; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1119).

**38.** Un moștenitor nesezinar și care posedă moștenirea, nu poate fi considerat de rea credință prin faptul că nu a cerut și obținut în prealabil trimiterea în posesiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 465).

**39.** După o părere, buna credință trebuie dovedită de către cel care o invoacă adică de către posesor. După această părere, dacă posesorul voeste a beneficia de dispozițiile art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.), trebuie să producă un just titlu și să dovedească că nu a cunoscut viciile titlului. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 311; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 321, 322).

**40.** După altă părere, dominantă, posesorul trebuie să producă numai un just titlu și nu mai trebuie să dovedească nimic, deoarece buna lui credință este prezumată, așa încât cealaltă parte trebuie să dovedească reaua sa credință. (Demolombe, IX, No. 613; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 385 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 411; Dalloz, Rép., Propriété, No. 385; Suppl., Propriété, No. 149; Laurent, VI, No. 225; Huc, IV, No. 124; Planiol et Ripert, III, No. 177; Nacu, I, p. 765; Plastara, II, p. 152).

**41.** În cazul când posesorul invoacă o eroare de drept, el trebuie să o dove-

dească deoarece este considerat de rea credință până la dovada contrară. (Demolombe, IX, No. 615; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 411; Dalloz, Rép., Propriété, No. 331; Suppl., Propriété, No. 146; Laurent, VI, No. 225; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 311; Planiol et Ripert, III, 177; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 932; Plastara, II, p. 153, nota; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 321, 322).

**42.** Dovada existenței titlului translativ de proprietate, trebuie făcută de posesor. (Planiol et Ripert, III, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 311).

**43.** În cazul când posesorul invoacă un titlu putativ, el va trebui să dovedească buna sa credință adică motivele cari l-au făcut să creadă în existența unui titlu în profitul său. (Demolombe, IX, No. 618; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 411; Laurent, VI, No. 225; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 311, 315; Planiol et Ripert, III, No. 177; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 931; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 322, nota 1; Plastara, II, p. 153, notă).

**44.** Buna credință a posesorului trebuie să existe la fiecare epocă când culege fructele. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1451, 1452; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 22, p. 413; Dalloz, Rép., Propriété, No. 341; Suppl., Propriété, No. 147; Laurent, VI, No. 220; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 322; Planiol et Ripert, III, No. 176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 318; Nacu, I, p. 766; Matei Cantacuzino, p. 120; Plastara, II, p. 152).

**45.** Buna credință, după o părere, trebuie apreciată și în persoana autorului. Astfel după această părere, moștenitorul universal al unei persoane care a posedat cu rea credință, continuă posesiunea autorului său. (Pothier, Propriété, IX, No. 336; Delvincourt, II, partea II, p. 10, 11; Proudhon, Du domaine privé, II, No. 551; Dalloz, Rép., Propriété, No. 343; Suppl., Propriété, No. 148).

**46.** După altă părere, dominantă, buna sau reaua credință trebuie apreciată în persoana posesorului actual. În această părere, moștenitorul va fi obligat să restituie fructele culese de autorul său dacă a fost de rea credință, însă le va putea păstra pe cele ce le-a cules el din momentul deschiderii succesiunii dacă a fost de bună credință. (Duranton, IV, No. 357; Demolombe, IX, No. 612 urm.; Marcadé, Art. 550, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 385 bis, VIII; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 412; Dalloz, Rép., Propriété, No. 342; Suppl., Propriété, No. 121, 148; Laurent, VI, No. 221; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 323; Planiol et Ripert, III, No. 176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 319; Plastara, II, p. 154).

**47.** Posesorul, chiar dacă este de bună credință, trebuie să restituie adevăratului proprietar, odată cu lucrul și fructele din momentul intentării acțiunii în revendicare, deoarece hotărîrea de admitere a acțiunii de revendicare are efect retroactiv dela data intentării ei. (Demolombe, IX, No. 632; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 24, p. 414; Dalloz, Rép., Propriété, No. 353; Laurent, VI, No. 222; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 324; Planiol et Ripert, III, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 300, 320; Nacu, I, p. 766; Matei Cantacuzino, p. 120; Plastara, II, p. 145 nota, 153, nota 1).

**48.** Chiar dacă hotărîrea de admitere a acțiunii de revendicare ar fi fost obținută după casarea primei hotărîri care respinsese cererea, posesorul va fi obligat a restitui fructele din momentul introducerii acțiunii. (Demolombe, IX, No. 633; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 25, p. 415; Dalloz, Rép., Propriété, No. 354, 355; Suppl., Propriété, No. 161; Laurent, VI, No. 223; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 324; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 300).

**49.** In cazul când în contra posesorului s'au introdus două acțiuni succesive din care cea dintâi a fost părăsită sau perimată, iar cea de-a doua admisă, posesorul va fi obligat a restitui fructele dela data introducerii celei de-a doua acțiuni, iar nu dela data primei acțiuni, numai in cazul când va fi fost rămas de bună credință în intervalul dela data introducerii primei acțiuni și până la data introducerii celei de a doua acțiune. (Pothier, Propriété, IX, No. 342; Duranton, IV, No. 362; Demolombe, IX, No. 633, 636; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 415; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 162; Laurent, VI, No. 224; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 324; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 321).

**50.** Dacă posesorul încetează din viață în cursul instanței de revendicare, moștenitorii săi cari continuă procesul și sunt condamnați la restituirea imobilului, vor trebui să restituie fructele dela data introducerii acțiunii, chiar dacă ei ar fi fost de bună credință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 415).

**51.** A se vedea: art. 485, 487 din codul civil cu notele respective).

**Art. 487.** — El încetează de a fi cu bună credință din momentul când aceste viciuri îi sunt cunoscute. (Civ. 486, 994; Civ. Fr. 550, § 2).

*Text. fr. Art. 550, § 2.* — Il cesse d'être de bonne foi du moment où ces vices lui sont connus.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, pag. 6 „Despre eroarea de drept“.

#### INDEX ALFAETIC

(la doctrină)

Acțiune 2, 6, 7.	Notificare 2.
Acțiune petitorie 7.	Petitorie acțiune 7.
Acțiune posesorie 7.	Posesorie acțiune 7.
Apreciere suverană 3, 7—11.	Posesione 1 urm.
Bună credință, a se vedea cuvintele: „Rea credință“ și 7, 8, 9, 11.	Prezumțiuni 4, 5, 9.
Casare 11.	Probă 4, 5, 6.
Dovadă 4, 5, 6.	Rea credință 1—10.
Fructe 7, 9.	Recurs 11.
Hotărîre 9, 10, 11.	Somație 2.
Încetarea bunici credințe, a se vedea cuvintele: „Rea credință“.	Suverană apreciere 3, 7—11.
Martori 4, 5.	Termeni sacramentali 10
Motivare 9, 10.	Titlu putativ 11.
	Titlu translativ de proprietate 1 urm.
	Vicii 1, 2.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 550 al. 2 c. civ. fr. (487 c. civ. rom.), posesorul încetează de a fi cu bună credință din momentul când viciurile titlului său sau al autorului său îi sunt cunoscute. In cazul când titlul posesorului este afectat de

mai multe viciuri el este considerat ca fiind de rea credință chiar dacă cunoaște numai unul dintre ele. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 308, 322; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 317, 319; Comp.: Plastara, II, p. 153).

**2.** Încetarea bunici credințe rezultă din orice împrejurare care descoperă posesorului viciul titlului său, indiferent dacă descoperă viciul prin el însuși sau prin faptul adevăratului proprietar; astfel ar fi o somație sau o acțiune a adevăratului proprietar, etc. (Demolombe, IX, No. 613; Marcadé, Art. 550. No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 385 bis, VIII; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, notele 22 bis, 23, p. 414; Dalloz, Rép., Propriété, No. 347; Suppl., Propriété, No. 153; Laurent, VI, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 322; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 319).

**3.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă posesorul a încetat a fi de bună credință și din ce moment începe reaua sa credință. (Demolombe, IX, No.

613; Marcadé, Art. 550, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 385 bis. VIII; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 414; Dalloz, Rép., Propriété, No. 352, 356; Laurent, VI, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 322; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 316, 319, 320).

4. Reaua credință a posesorului poate fi dovedită prin orice mijloace de probă, chiar martori și prezumpțiuni și aceasta chiar când ar fi vorba de o valoare mai mare de 150 lei. (Demolombe, IX, No. 616; Dalloz, Rép., Propriété, No. 346; Suppl., Propriété, No. 152; Laurent, VI, No. 226; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 311; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 322).

5. Deasemenea se poate dovedi prin orice mijloace de probă, chiar prin martori și prezumpțiuni, că posesorul a încetat să posedă cu bună credință. (Duranton, IV, No. 358; Demolombe, IX, No. 616; Dalloz, Rép., Propriété, No. 346).

6. Acțiunea de chemare în judecată nu este necesară pentru a considera pe posesor de rea credință și ea nu constituie singură, fără alte împrejurări o dovadă a relei credințe a posesorului, care chiar după chemarea sa în judecată poate fi încă de bună credință prin convingerea sa că acțiunea este neintemeiată. (Laurent, VI, No. 222; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 324; Planiol, ed. 6-a I, No. 2300; Planiol et Ripert, III, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 320).

7. Dacă posesorul a fost chemat în judecată prin acțiune posesorie care a fost respinsă și apoi a fost chemat prin acțiune petitorie care a fost admisă, el va putea fi condamnat la restituirea fructelor din ziua introducerii acțiunii petitorie iar nu din ziua acțiunii posesorii, când se va dovedi că în intervalul acestor două acțiuni el a fost de bună credință, ceea ce se va aprecia în mod suveran de instanțele de fond. (Aubry et

Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 24, p. 415; Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 38; Laurent, VI, No. 223; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 324; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 320).

8. Tribunalele apreciază în mod suveran faptele constitutive ale bune sau relei credințe a posesorului. (Duranton, IV, No. 358; Demolombe, IX, No. 610; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 409; Dalloz, Rép., Propriété, No. 326; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 311, 314; Planiol et Ripert, III, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 316; Matei Cantacuzino, p. 120; Plastara, II, p. 146, nota).

9. Tribunalele trebuiesc să motiveze reaua credință a posesorului pentru a-l obliga la restituirea fructelor, deoarece în principiu buna credință este prezumată. (Demolombe, IX, No. 617; Marcadé, Art. 549, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, nota 19, p. 411; Dalloz, Rép., Propriété, No. 325; Suppl., Propriété No. 151; Laurent, VI, No. 227, 241 urm.; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 312; Planiol et Ripert, III, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 316).

10. Constatarea relei credințe de către tribunale nu trebuie stabilită prin termeni sacramentali, ci este de ajuns dacă rezultă din motivele sentinței. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 206, p. 411; Laurent, VI, No. 227; Huc, IV, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 312; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 316).

11. Dacă instanțele de fond, contrar legii, vor admite că poate fi de bună credință posesorul care nu are un titlu, cel puțin putativ, hotărârile lor vor putea fi casate. (Demolombe, IX, No. 605; Dalloz, Rép., Propriété, No. 340; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 313).

12. A se vedea: art. 485 și 486 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL II

Despre dreptul de accesiune asupra celor unite și încorporate cu lucrul.

**Art. 488.** — Tot ce se unește și se încorporează cu lucrul se cuvine proprietarului lucrului, potrivit regulilor statornicite mai jos. (Civ. 482, 489—516, 903, 1325; Civ. Fr. 551).

*Text. fr. Art. 551.* — Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, suivant les règles qui seront ci-après établies.

### Bibliografie (continuare).

PUSCARU EMIL, *Notă sub Trib. Vâlcea S. I. 4854 din 4 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1084;*  
TONEANU N. C., „*Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil*”, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Accesiune 1 urm.	Echitate 10.
Accesiune imobiliară 4, 5, 7.	Imobile 4, 5, 7.
Accesiune industrială 1, 2.	Lucruri corporale 5.
Accesiune mobiliară 4, 5, 7, 9.	Lucruri necorporale 5.
Accesiune naturală 1, 3.	Mobile 4, 5, 7, 9.
Accesorii 8.	Obligații 8.
Corporale lucruri 5.	Proprietate 6, 8, 9, 10.

## Doctrină.

1. Accesiunea este de două feluri: accesiune industrială și accesiune naturală. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 858; Plastara, II, p. 165, 166).
2. Accesiunea este industrială când se produce prin faptul omului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 858; Plastara, II, p. 166).
3. Accesiunea este naturală când se produce fără intervențiunea faptului omului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 858; Plastara, II, p. 166).
4. Accesiunea poate fi imobiliară sau mobiliară, după cum este privitoare la un imobil sau la un lucru mobil. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 858; Plastara, II, p. 155, 165, 166, 174).
5. Accesiunea are loc numai pentru lucrurile corporale mișcătoare sau nemișcătoare iar nu și pentru lucrările necorporale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 324).
6. Art. 551 și urm. c. civ. fr. (488 urm. c. civ. rom.), cari formează capitolul II cuprind dispozițiuni privitoare la accesiune ca mod de dobândire a proprietății.

Secțiunea I. — *Despre dreptul de accesiune relativ la lucrurile imobile.*

**Art. 489.** — Proprietatea pământului cuprinde în sine proprietatea suprafeței și a subfeței lui. (Civ. 480, 490, 491, 492, 579, 607 urm., 610, 612, 613, 620; Constit. 19; Legea agrară 24; L. minelor (Mon. of. 143/1924) Art. 1 urm.; Civ. Fr. 552, § 1).

*Text. fr. Art. 552, § 1.* — La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Accesiune 1 urm.	Poseziune 11.
Aer 3.	Prescripție 6, 11.
Atributele proprietății 1.	Prezumțiuni 5, 8-11.
Clădire 6.	Probă contrară 10, 11.
Comună 6.	Proprietate 1 urm.
Convențiune 10.	Regulament 6.
Definiție 3, 4.	Restricțiuni 6.
Dovadă contrară 10, 11.	Siguranță publică 6.
Expropriere 7.	Subfată 2, 4, 5, 7, 8.
Imobil 1 urm.	Subsol 2, 4, 5, 7, 8.
Oraș 6.	Suprafață 2, 3, 5, 9.
Pământ 1 urm.	

## Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 489—491 din codul civil român, trebuiau puse în co-

(Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 202, p. 376; Nacu, I, p. 767).

7. Legiuitorul tratează în două secțiuni deosebite accesiunea relativă la lucrurile imobile și accesiunea relativă la lucrurile mobile, după cum lucrul la care vine să se unească un altul, este imobiliar sau mobiliar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 202, p. 377; Nacu, I, p. 767).

8. Art. 551 și urm. c. civ. fr. (488 și urm. c. civ. rom.) au de obiect să tranșeze chestiuni de proprietate și nu trebuiesc confundate cu alte dispozițiuni din codul civil din materia obligațiunilor cum ar fi cele prevăzute de art. 1615 c. civ. fr. (1325 c. civ. rom.), unde expresiunea de «accesorii» are un sens cu totul deosebit de aceiași expresiune întrebuințată în aceste articole. (Huc, IV, No. 125).

9. Potrivit dispozițiunilor art. 551 și urm. c. civ. fr. (488 și urm. c. civ. rom.), proprietatea se dobândește prin accesiune, cum ar fi în cazul când un proprietar al unui lucru dobândește proprietatea unui alt lucru fără stăpân care se unește cu lucrul său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 202, p. 377; Huc, IV, No. 125; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 857; Nacu, I, p. 767).

10. Deasemenea proprietatea se dobândește prin accesiune când două lucruri aparținând la proprietari deosebiți se unesc pentru a face un tot, și când legea, pentru motive de echitate, atribuie lucrul astfel format unuia dintre cei doi proprietari, celui care este proprietarul lucrului principal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 202, p. 377; Huc, IV, No. 125; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 857).

dul civil în dată după art. 480, deoarece au de obiect determinarea atributelor dreptului de proprietate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 324, nota 2).

2. Proprietarul pământului este proprietarul oricărei părți care formează pământul, adică a părții de deasupra și a părții de dedesubt a pământului. (Daloz, Rép., Propriété, No. 382; Suppl., Propriété, No. 164; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2391; Planiol et Ripert, III, No. 253; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 721; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 324, 325; Nacu, I, p. 768; Plastara, II, p. 155, 170).

3. „Suprafața pământului este spațiul de aer ce se află deasupra feței pământului



tului până la punctul unde puterea fizică a omului poate să-l atingă". (Alexandresco, 2-a, III, partea I, p. 325).

4. „Subfața pământului este spațiul aflător sub pământ". (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 325).

5. Art. 552 al. 1 c. civ. fr. (489 c. civ. rom.) stabilește o prezumpțiune de proprietate, însă este posibil ca suprafața pământului să aparție unui proprietar iar subfața altui proprietar. (Demolombe, IX, No. 644; Dalloz, Rép., Propriété, No. 644; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 331; Planiol et Ripert, III, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 325, 326; Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara II, p. 170).

6. Autoritățile comunale au dreptul să fixeze înălțimea până la care proprietarii pot clădi casele, și aceasta în interesul siguranței publice și a înfrumusețării orașelor; proprietarul nu poate dobândi prin prescripție dreptul de a clădi în înălțime în contra regulamentelor comunale. (Huc, IV, No. 127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 325, nota 1).

7. Subsolul unei proprietăți imobiliare poate fi expropiat pentru cauza de utilitate publică, separat de suprafață. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 170).

8. Dacă potrivit dispozițiilor art. 552 al. 1 c. civ. fr. (489 c. civ. rom.) se stabilește prezumpțiunea că proprietarul pământului este și proprietarul suprafeței, această prezumpțiune nu poate fi in-

versată în sensul că proprietarul suprafeței este și proprietarul pământului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 286, 287; Dalloz, Rép., Propriété, No. 335; Laurent, VI, No. 257; Huc, IV, No. 136; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 331; Planiol et Ripert, III, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 335).

9. Deasemenea prezumpțiunea nu poate fi aplicată în sensul că proprietarul suprafeței este și proprietarul pământului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, nota 17, p. 286, 287; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 331; Laurent, VI, No. 257; Huc, IV, No. 136; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 335).

10. Prezumpțiunea de proprietate stabilită de art. 552 al. 1 c. civ. fr. (489 c. civ. rom.) fiind numai juristantum, poate fi combătută prin proba contrară rezultând din lege sau din convențiune. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 382; Suppl., Propriété, No. 165; Laurent, VI, No. 246; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 331; Planiol et Ripert, III, No. 253; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 326).

11. Deasemenea această prezumpțiune poate fi combătută prin proba contrară rezultată din o posesiune contrară și anterioară care duce la prescripțiune. (Demolombe, IX, No. 644; Laurent, VI, No. 246; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 331; Planiol et Ripert, III, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 331).

12. A se vedea art. 482, 490 și 491 din codul civil cu notele respective.

**Art. 490.** — Proprietarul poate face asupra pământului toate plantațiunile și clădirile ce găsește de cuviință, afară de excepțiunile statornicite la capul <sup>1)</sup> care tratează despre servitudini. (Civ. 480, 489, 492, 576 urm., 579, 607, urm., 1325, 1777; Civ. Fr. 552, § 2).

*Text. fr. Art. 552, § 2.* — Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre des *Servitudes ou Services fonciers*.

### Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C., „Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil“. Pand Rom. 1925, IV, 50.

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 489—491 din codul civil, trebuiau puse în codul civil îndată după art. 480 deoarece au de obiect determinarea atributelor dreptului de proprietate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 324, nota 2).

2. Potrivit dispozițiilor art. 552 al. 2 c. civ. fr. (490 c. civ. rom.) proprietarul pământului are dreptul să facă asupra

pământului, toate plantațiile și construcțiunile ce găsește de cuviință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 281; Dalloz, Rép., Propriété, No. 387; Suppl., Propriété No. 166; Huc, IV, No. 127; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 337).

3. Deoarece potrivit dispozițiilor art. 552 al. 1 c. civ. fr. (489 c. civ. rom.) proprietarul pământului este și proprietarul suprafeței și deoarece potrivit dispozițiilor art. 552, al. 2, c. civ. fr. (490 c. civ.

1) Legiuitorul a voit să zică „la titlul“ în loc de „la capul“, deoarece materia servitudinilor formează n codul nostru civil, ca și în cel francez, un titlu aparte.

rom.) el are dreptul să facă asupra pământului, proprietatea sa, toate plantațiile și clădirile ce va găsi de cuviință, proprietatea sa va cuprinde și spațiul aerian situat deasupra pământului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 281; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 166; Laurent, VI, No. 327; Huc, IV, No. 127; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, 721, 722; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 325, 381, nota 2; Plastara, II, p. 155).

4. Proprietarul unui pământ poate opri pe vecinul său să intre cu strașina sau balconul casei sale pe fondul său, deoarece această ar constitui uzurparea unei părți din suprafața pământului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 281;

Laurent, VI, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 337; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 326, 327; Nacu, I, p. 768).

5. Proprietarul unui pământ, care urmărește un vânat pe proprietatea sa, nu are voie să impună vânatul dacă zboară deasupra proprietății vecinului său, fără consimțământul acestuia, deoarece proprietarul fondului este și proprietarul spațiului de aer ce se găsește deasupra acestui fond. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 166; Huc, IV, 127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 381, nota 2).

6. A se vede: art. 489 din codul civil cu notele respective.

**Art. 491.** — Proprietarul poate face sub fața pământului toate construcțiile și săpăturile ce găsește de cuviință, și trage din ele toate foloasele ce acestea ar produce, afară de modificările prescrise de lege și regulamentele privitoare la mine, precum și de legile și regulamentele polițienești. (Civ. 480, 489, 490, 492, 537, 538, 579, 607 urm., 610, 612, 613, 620; Constit. 19; L. agrară, 24; L. Minelor (Mon. of. 143/924), Art. 1 urm.; Civ. Fr. 552, § 3).

*Text. fr. Art. 552, § 3.* — Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police.

#### Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 489—491 din codul civil, trebuiau puse în codul civil în dată după art. 480, deoarece au de obiect determinarea atributelor dreptului de proprietate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 324, nota 2).

2. Deoarece potrivit dispozițiilor art. 552 al. 1 c. civ. fr. (489 c. civ. rom.), proprietarul pământului este și proprietarul subfeței, proprietatea sa se întinde la o adâncime nedefinită și asupra tuturor obiectelor ce se găsesc în pământ. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, notele 2, 3, p. 281; Dalloz, Rép., Propriété, No. 390; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 332; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2391; Planiol et Ripert, III, No. 253).

3. Potrivit dispozițiilor art. 552 al. 3 c. civ. fr. (491 c. civ. rom.) proprietarul pământului, ca proprietar al subfeței, are dreptul să execute sub fața pământului orice fel de săpături cu condițiune să respecte drepturile vecinilor față de care este răspunzător în virtutea art. 1382 c. civ. fr. (998 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Propriété, No. 390; Suppl. Propriété, No. 171; Planiol et Ripert, III, No. 253; Nacu, I, p. 768, 769).

4. În baza acestor principii, proprietarul are dreptul să sape până la orice adâncime puturi și să extragă toate ma-

terialele ce se găsesc în pământ ca: nisip, piatră, etc. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 270; Dalloz, Rép., Propriété, No. 390; Suppl., Propriété, No. 21; Huc, IV, No. 128; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2391; Planiol et Ripert, III, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 327; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 723 urm.; Nacu, I, p. 769 urm.; Matei Cantacuzino p. 149 urm.).

5. Dreptul proprietarului pământului asupra subfeței, poate suferi diverse restricțiuni rezultate din convenția părților. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 391).

6. Proprietarul pământului este proprietarul prin ocupație al comoarei găsite în pământul său. În cazul când comoara este găsită de o persoană străină, legea a prevăzut din motive de echitate că jumătate din comoară se cuvine proprietarului pământului, iar cealaltă jumătate celui ce a găsit-o. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 281; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 333; Comp.: Laurent, VI, No. 246; Planiol et Ripert, III, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 332).

7. Proprietarul nu poate fi făcut răspunzător de faptul că prin săpăturile ce le-ar face în pământul său, ar tăia sau ar da altă direcție unei vâne de apă subterană care alimentă o proprietate vecină. (Duranton, V, No. 156; Demolombe,

XII, No. 647; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 194, nota 18, p. 308; Laurent, VI, No. 142; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 218).

**8.** Proprietarul poate să împiedece pe un terț să facă săpături în pământul său deoarece potrivit dispozițiilor art. 491 c.

civil numai el are dreptul să le facă ca proprietar exclusiv al dreptului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 327, nota 2).

**9.** A se vedea: art. 480 și 489 din codul civil cu notele respective.

**Art. 492.** — Orice construcțiune, plantațiune sau lucru făcut în pământ sau asupra pământului, sunt presumpse a fi făcute de către proprietarul acelu pământ cu cheltuiala sa și că sunt ale lui, până ce se dovedește din contra.<sup>1)</sup> (Civ. 463, 489 urm., 493, 623, 624, 1200, 1202, 1846 urm., 1890, 1895 urm.; Civ. Fr. 553).

*Text. fr. Art. 553.* — Toutes constructions, plantations est ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Accesiune 3, 4, 7, 19.	Martori 17, 18
Acte scrise 16.	Mobile 4.
Arenda 9, 14.	Ordine publică 19.
Arhitect 16.	Plantațiune 2 urm.
Cheltueli 2, 3, 4, 10—15.	Poseziune 13, 14, 17.
Chiriaș 9, 14.	Precaritate 14.
Chitanțe 16.	Prejudiciu 1.
Clădire 1.	Prescripție 1, 15.
Construcțiune 1 urm.	Presumpțiuni 2, 3, 5, 6, 8—
Coproprietate 5.	12, 15, 17, 18, 19.
Deosebire de textul fran-	Proba contrară 8, 10—18.
cez 1.	Proprietate 1 urm.
Dovadă contrară 8, 10—18.	Rea credință 18.
Gestiune de afaceri 12.	Renunțare 9, 19.
Imobile 4.	Subțată 1—5, 8, 11.
Indiviziune 5.	Subsol 1, 5, 8, 11.
Inutilitate 1.	Suprafață 2—5, 7, 8, 11.
Locator 9, 14.	Terțe persoane 1, 8, 12—15.
Lucrări 2 urm.	Titlu 15.
Lucrători 16.	Uzucruct 14.
Mandat 12.	Valoare 6, 17, 18.

## Doctrină.

**1.** Textul art. 553 c. civ. fr. după care art. 492 c. civ. rom. a fost copiat, adaugă: „Sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment”. Cuvintele acestea au fost eliminate de legiuitorul român deoarece erau inutile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 332, nota 2, 335, text și nota 1; Comp.: Marcadé, Art. 553).

**2.** Prin art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) se stabilesc două presumpțiuni cu privire la construcțiunile, plantațiunile și lucrările care se află pe pământ sau subpământ și anume: 1) că plantațiile sau construcțiunile au fost făcute de către proprietar și cu cheltuiala

sa și 2) că plantațiunile și construcțiunile făcute pe pământ sau sub pământ aparțin proprietarului pământului. (Huc, IV, No. 137; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 339; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2721; Planiol et Ripert, III, No. 262, 331; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 858; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 334; Nacu, I, p. 778; Matei Cantacuzino, p. 146).

**3.** Din art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) rezultă o altă presumpțiune, adică aceea că plantațiunile, construcțiunile sau lucrările care se găsesc făcute în pământ sau asupra pământului, sunt considerate că aparțin proprietarului pământului, în virtutea dreptului de accesiune; această presumpțiune este o consecință a celeilalte presumpțiuni rezultată din acelaș articol, adică aceea că lucrările cari se găsesc pe un pământ au fost făcute de proprietarul lui și cu cheltueala sa. (Daloz, Rép., Propriété, No. 393; Suppl. Propriété, No. 172; Huc, IV, No. 138; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 339; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2721; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 333, 334).

**4.** În cazul prevăzut mai sus, tot în virtutea accesiunii, construcțiunile, plantațiunile și lucrările făcute în pământ și deasupra pământului devin imobile, deși elementele din care se comun erau mobile prin natura lor înainte de a se fi unit cu pământul; această situațiune are loc indiferent de cel ce a făcut lucrările și pe a cui cheltueală. (Daloz, Rép., Propriété, No. 394).

**5.** Chiar dacă pământul aparține în mod indiviz la mai mulți coproprietari, construcțiunile, plantațiile și lucrările făcute sub pământ sau deasupra pământului sunt presupuse că sunt coproprie-

<sup>1)</sup> Art 553 c. civ. fr., corespunzător, adaugă: „Sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment”.

tatea tuturor comunistilor, deoarece și în acest caz își găsește aplicațiunea prezumpțiunea prevăzută de art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.). (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 339; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 333, nota 2).

**6.** Chiar dacă valoarea construcțiilor ar depăși cu mult valoarea pământului pe care sunt făcute, prezumpțiunea prevăzută de art. 553 c. civ. fr. (492, c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea. (Demolombe, VI, No. 654; Dalloz, Rép., Propriété, No. 398; Suppl., Propriété, No. 172; Laurent, VI, No. 252; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 339; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 333).

**7.** Construcțiunile făcute pe pământ, fiind accesoriul fondului, au aceeași natură ca fondul pe care au fost făcute. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 395).

**8.** Potrivit dispozițiilor art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) construcțiunile aflate deasupra sau dedesubtul pământului aparțin proprietarului pământului, ele fiind presupuse până la dovada contrară, că au fost făcute de către proprietar, fără a se distinge dacă acele construcțiuni au fost făcute de proprietar sau un terț. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 333).

**9.** Construcțiunile făcute de către un chiriaș sau arendaș pe imobilul închiriat sau arendat, aparțin proprietarului imobilului, dacă el nu a renunțat la acest drept și aceasta chiar dacă s'ar dovedi că sunt făcute de către chiriaș sau arendaș. (Huc, IV, No. 136; Laurent, VI, No. 255; XXV, No. 177; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2528; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 333, nota 1, 335; Comp.: Demolombe, IX, No. 168; Guillouard, Louage, I, No. 298, 299; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 30).

**10.** Din textul art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) rezultă că prezumpțiunile, că plantațiunile, construcțiunile și lucrările sunt considerate ca făcute de proprietarul pământului și cu cheltuiala sa, nu sunt absolute ci pot fi combătute prin proba contrară. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 404; Suppl., Propriété, No. 175; Planiol et Ripert, III, No. 262; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 858; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 334; Matei Cantacuzino, p. 145).

**11.** Potrivit dispozițiilor art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) prezumpțiunea că orice construcțiune, plantațiune sau lucrare făcută în pământ sau deasupra pământului sunt considerate că aparțin proprietarului pământului, poate fi combătută prin dovada contrară. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 398).

**12.** Pentru înlăturarea prezumpțiunii prevăzută de art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) prin proba contrară trebuie stabilite două puncte: 1) că altă persoană în afară de proprietar a executat lucrările și 2) că această persoană a executat

lucrările cu cheltueala sa. Acest de al doilea punct trebuie neapărat stabilit deoarece dacă s'ar stabili numai primul punct iar nu și cel de al doilea, persoana care a efectuat lucrările ar fi putut lucra ca mandatar al proprietarului sau ca gestionar de afaceri. (Demolombe, IX, No. 656; Dalloz, Rép., Propriété, No. 404; Marcadé, Art. 553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 334; Matei Cantacuzino, p. 146).

**13.** În cazul când reclamantul este un terț posesor care posedă ca proprietar, el va putea să dovedească numai faptul că a făcut lucrările, fiind presupus în acest caz că el a făcut și cheltuelile. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 404).

**14.** Un detentor cu titlu precar, cum sunt: uzufructuarul, arendașul, etc., va trebui să stabilească ambele puncte adică că a făcut lucrările cu cheltueala sa. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 404).

**15.** Proba contrară a acestei prezumpțiuni poate rezulta sau dintr'un titlu arhizitor de proprietate sau din prescripție, nefiind de ajuns ca terțul care se pretinde proprietarul lucrărilor să dovedească că ele au fost făcute de el și cu cheltueala sa. (Demolombe, IX, No. 654; Dalloz, Rép., Propriété, No. 399; Huc, IV, No. 138).

**16.** Proba contrară prevăzută de art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) se va putea face prin acte scrise de exemplu prin: convențiuni cu arhitecții, chitanțe ale lucrătorilor, etc. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 405).

**17.** Deasemenea proba contrară se poate face prin martori și prezumpțiuni, indiferent de valoarea lucrărilor efectuate și fără să fie nevoie de un început de dovadă scrisă. (Demolombe, IX, No. 697 bis; XXX No. 15; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, nota 4, p. 282; Dalloz, Rép., Propriété, No. 405; Suppl. Propriété, No. 175; Laurent, VI, No. 254; Huc, IV, No. 138, 139; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 340; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 858; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 334, nota 3).

**18.** Chiar în cazul când posesorul este de rea credință el poate dovedi cu martori și prezumpțiuni, până la orice valoare că lucrările au fost făcute de el cu cheltueala sa. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 405).

**19.** Prezumpțiunile prevăzute de art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) nu sunt de ordine publică și proprietarul pământului are dreptul să renunțe la beneficiul dreptului de accesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 334, nota 2).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** A se vedea: art. 494 cu notele respective; art. 785, nota 5.

**Art. 493.** — Proprietarul pământului care a făcut construcțiuni, plantațiuni și lucrări cu materiale străine, este dator să plătească valoarea materialurilor. El mai poate fi osândit, după împrejurări, pentru o asemenea urmare și la plata de daune-interese. Dar proprietarul materialelor nu are drept a le ridică. (Civ. 492, 494, 515, 998, 999, 1084, 1909; Civ. Fr. 554).

*Text. fr. Art. 554.* — Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, doit en payer la valeur; il peut aussi être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu: mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Abuz de încredere 16.	Lemn 3.
Accesiune 1.	Lucrări 1, 2, 3, 5—7, 12—20
Acțiune penală 16.	Mașini 20.
Acțiune personală mobilă 15.	Materiale 1, 3 urm.
Bună credință 5, 12, 19.	Obiecte prețioase 4.
Canale 2.	Pădure 21.
Cărămidă 3.	Pământ 1 urm.
Case 2, 21.	Pavage 2.
Ciment 3.	Peatră 3.
Coloane de marmoră 4.	Plantații 1, 3, 5—8, 11, 13—20.
Construcțiuni 1 urm. 7, 9, 10, 12—21.	Posesor precar 18.
Culegerea fructelor 22.	Precaritate 18.
Dărâmare 9, 10, 12, 21.	Prejudiciu 14.
Daune-interese 14, 21, 22.	Prescripțiune 19, 20.
Definiție 2, 3.	Prezumpțiune 17.
Destinație 20.	Probă 12, 17.
Dovadă 14, 17.	Proprietate 1 urm.
Fabrică 20.	Rădăcini 8.
Fructe 22.	Rea credință 5, 14.
Furt 16, 19.	Restituire 7, 8, 19.
Imobile prin destinație 20.	Revendicare 6, 9, 10, 11, 20.
Imobile prin incorporare 7, 8, 20.	Statui 4.
Incorporare 6, 7, 8, 20.	Subfăță 2.
Indemnitate 10—13.	Subsol 2.
Individualitate 6.	Suprafață 2.
	Valoare 12, 13, 19.
	Var 3.

**Doctrină.**

**1.** In cazul când proprietarul unui pământ face pe fondul său construcțiuni, plantațiuni sau lucrări, întrebându-se materiale care aparțin altor persoane, el devine, în virtutea dreptului de accesiune, proprietarul acestor construcțiuni, plantațiuni sau lucrări. (Daloz, Rép., Propriété, No. 407; Suppl., Propriété, No. 176; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2721 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 265; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 336; Nacu, I, r. 778; Plastara, II, p. 155).

**2.** Prin cuvântul: „lucrări“, întrebându-se în art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) se înțeleg orice fel de lucrări executate la suprafață sau în interiorul pământului cum sunt: canalele, pavagele, etc. și ori-care au fost materialele întrebuate la efectuarea lor. Casele nu intră în această expresiune ci în cea de „construcțiuni“. (Demolombe, IX, No. 664; Daloz, Rép., Propriété, No. 414; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 352; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 336 text și nota 1).

**3.** Prin cuvântul: „material“, între-

bunțat în art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) se înțelege tot ce poate fi întrebuințat la o construcție, plantație sau orice altă lucrare; astfel: cărămida, varul, cimentul, lemnul, piatra, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 336, nota 1).

**4.** Prin cuvântul: „materiale“, întrebuințat în art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) nu se înțeleg obiectele prețioase ca: statuetele, coloanele de marmoră, etc. (Daloz, Rép., Propriété, No. 414).

**5.** Dispozițiunile art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când proprietarul constructor este de bună credință, cât și în cazul când el este de rea credință. (Toullier, III, No. 125; Duranton, IV, No. 375; Marcadé, Art. 554; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 1, p. 392; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 176; Laurent, VI, No. 259; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 350; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 336; Nacu, I, p. 778; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 391 bis IV).

**6.** Proprietarul materialului are dreptul să-l revindică cât timp el nu a fost incorporat pământului și-și păstrează individualitatea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 337, nota).

**7.** Din cuprinsul art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) rezultă că atâta timp cât materialele fac parte integrantă din pământ, proprietarul care a construit din materiale străine, nu poate fi obligat să le restituie în natură, deoarece ele au devenit imobile prin incorporare. (Demolombe, IX, No. 667; Marcadé, Art. 554, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 390 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 2, p. 392; Daloz, Rép., Propriété, No. 409; Suppl., Propriété, No. 178; Huc, IV, No. 140; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 354, 355; Planiol et Ripert, III, No. 264; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 336, 339; Plastara, II, p. 155, 156).

**8.** Principiul expus mai sus își găsește aplicațiunea, chiar când este vorba de plantațiuni, indiferent dacă ele au

prins sau nu rădăcini în pământ. (Demolombe, IX, 667; Marcadé, Art. 554, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 390 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 392; Dalloz, Rép., Propriété, No. 412; Suppl., Propriété, No. 179; Huc, IV, No. 140; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 354, 355; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 338; Contra: Toullier, III, No. 127; Comp.: Duranton, IV, No. 374).

**9.** În cazul când construcțiunea făcută cu material străin ar fi dărâmată, după o părere, proprietarul materialului nu ar putea să-l revendice chiar dacă nu fusese plătit. (Duranton, IV, No. 374; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1460; Dalloz, Rép., Propriété, No. 408; Laurent, VI, No. 260; Huc, IV, No. 140; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 353; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2724; Planiol et Ripert, III, No. 266; Colin et Capitant, ed. 4, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 340).

**10.** După altă părere, proprietarul materialului poate să-l revendice dacă s'a dărâmat construcțiunea și dacă dărâmarea are loc înainte de stabilirea indemnității. (Demolombe, IX, No. 661; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 391 bis, I; Marcadé, Art. 554; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 177; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 5, 6, p. 393).

**11.** În cece privește arborii plantați cu material străin, dacă ei au fost scoși din pământ, nu mai pot fi revendicați de proprietarul materialului, chiar dacă nu fusese plătit. (Demolombe, IX, No. 662; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 391 bis, III; Marcadé, Art. 554; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 393; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 340, nota 2).

**12.** Potrivit dispozițiilor art. 554 c. civ. fr. (493 cod civ. rom.), proprietarul pământului care a făcut lucrări cu material străin, este obligat să plătească valoarea materialului. Chiar dacă proprietarul este de bună credință, el trebuie să plătească în bani valoarea materialului, cât timp construcțiunea făcută cu material străin nu a fost dărâmată, el neavând dreptul să plătească această valoare, în natură cu materiale echivalente. (Duranton, IV, No. 374; Demolombe, IX, No. 663; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 392; Dalloz, Rép., Propriété, No. 409; Suppl., Propriété, No. 178; Laurent, VI, No. 260; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 351; Planiol, I, No. 2723; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 337, text și nota 2; Nacu, I, p. 778; Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 391 bis, II).

**13.** Valoarea materialului pe care trebuie să o plătească proprietarul pământului va fi aceea din momentul în-

trebuințării lui. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 337, nota 1).

**14.** În cazul când proprietarul materialului cere daune-interese, el este obligat să dovedească că a avut o pagubă, și că proprietarul pământului a fost de rea credință, deoarece obligația de plată a daunei decurge din principiul prevăzut de art. 1382, și 1383 c. civ. fr. (998 și 999 c. civ. rom.). (Duranton, IV, No. 375; Dalloz, Rép., Propriété, No. 410; Laurent, VI, No. 259; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2723; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 337).

**15.** Acțiunea proprietarului materialului care a servit proprietarului pământului să facă o construcțiune este penală mobilară. (Alexandresco, ed. III, partea I, p. 337, nota 2).

**16.** Proprietarul materialului întrebuințat la construcție, poate, în afară de acțiunile prevăzute de art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.), să introducă și acțiune penală pentru furt sau abuz de încredere în contra proprietarului pământului, în cazul când acesta a comis unul din aceste delictе. (Demolombe, IX, No. 660; Dalloz, Rép., Propriété, No. 411; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 354; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 337).

**17.** Deoarece proprietarul fondului este presupus că a făcut construcția cu materialul său, proprietarul materialului este obligat să dovedească că materialul întrebuințat la o construcție eră al său. (Marcadé, Art. 554; Planiol et Ripert, III, No. 261, 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 336, nota 2).

**18.** Dispozițiile art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai în cazul când proprietarul pământului a făcut construcțiuni cu material străin ci și în cazul când construcțiunile cu material străin ar fi fost făcute de către un posesor cu titlu precar, pentru indentitate de motive. (Duranton, IV, No. 375; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 341).

**19.** Dacă proprietarul pământului a întrebuințat la facerea unei construcțiuni, material cumpărat, cu bună credință, de la un depozitar și dacă acest material nu a fost nici pierdut nici furat, proprietarul pământului nu poate fi obligat a restitui valoarea materialului, deoarece în virtutea art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.) el prin cumpărarea și luarea în posesiune a materialului a devenit proprietarul lui. (Demolombe, IX, No. 658; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 391 bis, IV; Marcadé, Art. 554; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 1, p. 392; Laurent, VI, No. 260; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 350; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2723; Planiol et Ripert, III, No. 265; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 337, 338).

**20.** Dispozițiile art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu-

mai în cazul când materialele consistând din lucruri mobiliare au fost încorporate cu solul și au devenit deci imobile prin natura lor, iar nu și în cazul când lucrurile mobile au devenit imobile prin destinație, cum ar fi de exemplu când au fost așezate niște mașini într-o fabrică, caz în care proprietarul acelor lucruri va avea dreptul să le revendice, făcând-se în cauză însă aplicațiunea dispozițiilor art. 2279, 2280 c. civ. fr. (1909 și 1910 c. civ. rom.). (Demolombe, IX, No. 665, 666; Marcadé, Art. 554; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 7, p. 393; Dalloz, Rép., Propriété, No. 415; Suppl., Propriété, No. 176; Laurent, VI, No. 261; Huc, IV, No. 140; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 356; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2722; Planiol et Ripert, III, No. 264; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 340, 341; Plastara, II, p. 157, nota 1; Contra: Toullier, II, p. 272).

**21.** Proprietarul unei case sau al unei

păduri care a vândut materialele provenite din dărâmarea casei sau din tăerea pădurei, nu se poate pune la adăpostul dispozițiilor art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) și să refuze predarea materialelor, plătind daune-interese, deoarece în acest caz urmează a se aplica dispozițiile art. 1134 c. civ. fr. (969 c. civ. rom.) și poate fi constrâns să-și execute obligația. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 4, p. 392; Dalloz, Rép., Propriété, No. 416; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 351; Contra: Demolombe, IX, No. 668).

**22.** Deasemenea proprietarul pământului care a vândut fructele pentru a fi culese, nu poate invoca dispozițiile art. 554 c. civ. fr. (493 c. civ. rom.) și să refuze predarea fructelor și să fie autorizat să le păstreze, plătind daune-interese cumpărătorului. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 417).

**23.** A se vedea: art. 515 din codul civil român cu notele respective.

**Art. 494.** — Dacă plantațiunile, construcțiunile și lucrările au fost făcute de către o a treia persoană cu materialurile ei, proprietarul pământului are dreptul de a le ține pentru dânsul, sau de a îndatoră pe acea persoană să le ridice.

Dacă proprietarul pământului cere ridicarea plantațiunilor și a construcțiunilor, ridicarea va urmă cu cheltuiala celui ce le-a făcut; el poate chiar, după împrejurări, fi condamnat la daune-interese pentru prejudiciile sau vătămările ce a putut suferi proprietarul locului.

Dacă proprietarul voește a păstră pentru dânsul acele plantațiuni și clădiri, el este dator a plăti valoarea materialurilor și prețul muncii fără ca să se ia în considerațiune sporirea valorii fondului, ocazionată prin facerea unor asemenea plantațiuni și construcțiuni. Cu toate acestea, dacă plantațiunile, clădirile și operele au fost făcute de către o a treia persoană de bună credință, proprietarul pământului nu va putea cere ridicarea sus ziselor plantațiuni, clădiri și lucrări, dar va avea dreptul sau de a înapoiă valoarea materialurilor și prețul muncii, sau de a plăti o sumă de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului. (Civ. 482, 485 urm., 539, 766, 771, 987, 991, 997, 1076, 1084, 1191, 1377, 1619; L. agrară, 131; Civ. Fr. 555).

*Text. fr. Art. 555.* — Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir, ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages et intérêts s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main-d'oeuvre,

sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression desdits ouvrages plantations et constructions; mais il aura le choix, ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'oeuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur.

## Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decembrie 1911, Pand. Rom. 1926, I, 17;  
BACIU C., *Notă* sub Trib. Buzeu S. I, 205 din 25 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1222;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 67 urm., „Actiunea reală și dreptul de retențiune“;  
PUȘCARU EMLI, *Notă* sub Trib. Vâlcea S. I, 4854 din 4 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1084;  
SION FLORIN, *Observație* sub Trib. Covurlui S. I, 3 Martie 1926, Pand. Rom. 1926, III, 150.

INDEX ALFABET  
(la doctrină)

Accesiune 2, 33, 34, 54.  
Acțiune 14, 39, 45.  
Acțiune în nulitate 45.  
Acțiune în resciziune 45.  
Acțiune reconvențională 39.  
Administrator 52.  
Apreciere suverană 8.  
Arbori uscați 49.  
Arendare 54.  
Asociație 60, 61.  
Bărbat 57-60.  
Bună credință 3-8, 17-30, 32, 35-38, 42-44, 46, 63-67.  
Cerere reconvențională 39.  
Cheltueli 9, 12, 19, 26, 47, 49.  
Cheltueli de întreținere 19, 26, 47, 49.  
Chemare în garanție 41.  
Compensație 25, 26.  
Comunitate de bunuri 60.  
Condițiune rezolutorie 42-46.  
Consimțământ 51, 61, 62.  
Construcții 1 urm.  
Construcție întinsă pe fondul vecin 62-67.  
Convenție 51, 53, 54, 62.  
Copropritare 60, 61, 66, 67.  
Culpă 43.  
Dărâmare 30, 31, 32.  
Daune-interese 9, 10, 30, 31, 32, 42, 47.  
Defrișare 22.  
Distrugere, a se vedeă cuvântul: „Dărâmare“.  
Dobânzi 14, 15.  
Domeniu public 56.  
Dotă 57-60.  
Dovadă 5, 12.  
Drept de retenție 35-38, 40.  
Executare 24.  
Femeie 57-60.  
Forță majoră 31.  
Fructe 10, 15, 16, 25.  
Garanție 41.  
Gestiune de afaceri 52.  
Greșală 43.  
Imbogățire fără cauză 4, 15, 31, 47, 56, 58.  
Imposibilitate 22, 24.  
Imprudență 43.  
Inchiriere 54.  
Indiviziune 60, 61, 66.  
Insolvabilitate 37.  
Instrăinare, a se vedeă cuv. „Vânzare“ și 42-46, 59.  
Ipotecă 33, 34.  
Just titlu 6.  
Locațiune 54.  
Lucrări 1 urm.  
Mandat 52.  
Materiale 1 urm.  
Materiale străine 27, 28.  
Muncă 9, 10, 13, 14, 23-25, 27-29, 35, 36, 39-41, 46, 47, 64-67.  
Nud proprietar 55.  
Obligație personală mobilă 59.  
Păstrarea construcțiilor, 9, 13, 14.  
Plantații 1 urm.  
Plus-valută 10, 17-25, 27-29, 35-37, 39-41, 44, 46, 58, 64-67.  
Posesor precar 54, 56.  
Precaritate 54, 56.  
Prejudiciu 9.  
Preț, a se vedeă cuvintele: „Muncă“, „Valoare“.  
Prezumțiune 5, 12.  
Privilegiu, a se vedeă cuvântul: „Retenție“.  
Probă 5, 12.  
Proprietate 1 urm.  
Rea credință 1, 3-5, 7-10, 15, 16, 22, 27-30, 32, 35, 36, 42-44, 46, 63, 64, 65.  
Reconvențională, cerere 39.  
Renunțare 10.  
Reparațiuni 47.  
Restituire 10, 13, 15, 16, 40, 41, 44.  
Retenție 35-38, 40.  
Revendicare 30, 31, 39.  
Rezoluțiune 42-45.  
Ridicarea construcțiilor 9, 10, 11, 22, 23, 42, 43, 44, 46, 48, 50, 54, 61, 63, 64, 65.  
Secarea bălților 47.  
Societate, 60, 61.  
Succesiune 60, 61.  
Succesor particular 59.  
Suverană apreciere 8.  
Terțe persoane 1 urm.  
Titlu 1, 6.  
Urmărire silită 24.  
Uzfruct 55.  
Valoare 9, 10, 13, 14, 23-25, 27-29, 35, 36, 39, 40, 41, 46, 47, 64-67.  
Vânzare 40-46, 59.  
Vecin 62-67.  
Venituri 15, 16.

## Doctrină.

1. La aliniatul întâi al art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) trebuie de adăugat după cuvintele: «o a treia persoană», cuvintele: «de rea credință», adică terța persoană care stăpânește pământul fără titlu sau în virtutea unui titlu ale cărui viții îi sunt cunoscute. (Demolombe, IX, No. 673; Marcadé, Art. 555; Laurent, VI, No. 275; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2728; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 341, nota 2, 342 nota 1).

2. Din dispozițiile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) rezultă că plantațiunile, construcțiile și orice lucrări făcute de o a treia persoană pe pământul altuia, aparțin proprietarului pământului în virtutea dreptului de accesiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 393; Huc, IV, No. 141; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 357; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2725; Planiol et Ripert, III, No. 267; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 859, 860; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 342, 343; Matei Cantacuzino, p. 120; Plastara, II, p. 157)

3. In art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) se face distincțiunea după cum constructorul este de bună credință sau de rea credință. (Daloz, Rép., Propriété, No. 422; Suppl., Propriété, No. 183; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2725; Planiol et Ripert, III, No. 267; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 860; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 342, 344 urm.; Nacu, I, p. 779; Plastara, II, p. 158 urm.)

4. Din art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.), rezultă că atât în cazul când constructorul este de bună credință cât și în cazul când el este de rea credință, proprietarul pământului pe care s'a făcut construcția nu se poate îmbogăți pe nedrept în detrimentul constructorului. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 371; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2721; Colin et Capitant, I, p. 860; Alexandresco, ed. 2-a,



III, partea I, p. 345, 346; Nacu, I, p. 779; Matei Cantacuzino, p. 120; Plastara, II, p. 160).

**5.** Proprietarul pământului pe care s'au efectuat lucrările va trebui să dovedească reaua credință a constructorului, deoarece buna credință este prezumată. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 183).

**6.** Constructorul este de bună credință când va putea invoca dispozițiile art. 550 c. civ. fr. (486 și 487 c. civ. rom.), adică atunci când va fi posedat cu just titlu și bună credință. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 364; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2725; Planiol et Ripert, III, No. 267; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 860; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 347, nota 1).

**7.** Buna credință a constructorului va trebui apreciată în momentul când a făcut lucrările, chiar dacă după terminarea lor ar fi devenit de rea credință. (Demolombe, IX, No. 677; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 395; Daloz, Rép., Propriété, No. 426; Suppl., Propriété, No. 183; Laurent, VI, No. 268; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 364; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 347, nota 2; Plastara, II, p. 158, 159).

**8.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă există sau nu bună credință din partea posesorului constructor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 347, nota 2; Nacu, I, p. 780).

**9.** În cazul când constructorul este de rea credință, proprietarul pământului pe care s'au făcut lucrările are dreptul să ceară sau ridicarea construcțiilor cu cheltueala celui ce le-a făcut și daune-interese pentru paguba suferită sau păstrarea lor cu obligația din partea sa să plătească constructorului valoarea materialului și prețul muncii. (Daloz, Rép., Propriété, No. 422; Suppl., Propriété, No. 184; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2727; Planiol et Ripert, III, No. 269; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 860; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 344, 345; Nacu, I, p. 779, 780; Matei Cantacuzino p. 120, 121; Plastara, II, p. 158, 160, 161).

**10.** Posesorul de rea credință este la discreția proprietarului pământului, pe care posesorul a făcut construcțiuni deoarece poate fi obligat să ridice construcțiile cu daune-interese. Cu toate că art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) nu prevede în mod expres pentru proprietar facultatea de a restitui posesorului de rea credință, ca posesorului de bună credință, o sumă de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului, totuși proprietarul poate să renunțe la restituirea fructelor și să ofere posesorului de rea credință o sumă de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului, iar acesta nu are dreptul să se prevaleze de reaua sa credință și să ceară restituirea valorii materialului și prețul muncii. (Demolombe,

IX, No. 674 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 11, p. 394; Daloz, Rép., Propriété, No. 425; Suppl., Propriété, No. 184; Huc, IV, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 370; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 861, 862).

**11.** Când o a treia persoană face construcțiuni, plantațiuni sau alte lucrări, pe un loc străin, el nu are dreptul nici într'un caz să ridice materialul întrebuițat, contra voinței proprietarului pământului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 343; Plastara, II, p. 157).

**12.** Terții care pretind că au făcut construcțiunile, plantațiunile sau lucrările sunt obligați să dovedească acest fapt, deoarece potrivit dispozițiilor art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) construcțiunile plantațiunile și lucrările aflate pe un pământ sunt prezumate că sunt făcute de proprietarul pământului cu cheltueala sa și că sunt ale sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 8, p. 393; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 181; Laurent, VI, No. 268, 277; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 359; Planiol et Ripert, III, No. 262; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 345, nota 1).

**13.** În cazul când proprietarul voește să păstreze construcțiunile făcute, el va restitui constructorului valoarea materialului și prețul muncii după cheltueile făcute în ziua construcției. (Daloz, Rép., Propriété, No. 428; Suppl., Propriété, No. 184; Laurent, VI, No. 267; Planiol et Ripert, III, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 345, 346).

**14.** În cazul când proprietarul păstrând construcțiunile făcute, plătește constructorului valoarea materialului și prețul muncii, el nu datorește în principiu dobânzi la sumele cheltuite de constructor decât din ziua cererii în judecată conform dreptului comun. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 14, p. 395; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 184; Laurent, VI, No. 280; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 363; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 345, nota 1).

**15.** Posesorul de rea credință care prin construcțiunile sale a făcut ca veniturile pământului să crească și dacă este obligat a restitui proprietarului, care păstrează construcțiile, fructele percepute, va avea dreptul să reție, până la concurența creșterii veniturilor, dobânzi la sumele cheltuite, deoarece proprietarul nu se poate îmbogăți pe nedrept în detrimentul posesorului. (Demolombe, IX, No. 679; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 395; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 187; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 345, nota 1; Contra: Daloz, Rép., Propriété, No. 429; Laurent, VI, No. 280).

**16.** După altă părere, în acest caz, posesorul are dreptul să păstreze fructele produse de construcțiunile ce le-a făcut. (Laurent, VI, No. 280; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 363).

- 17.** In cecece privește plus-valuta pe care trebuie să o plătească proprietarul, după o părere, ea trebuie să consistă numai din augumentarea valorii venale a imobilului. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 189; Laurent, VI, No. 264 urm.; Huc, IV, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 365; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 347, 348).
- 18.** După altă părere, plus-valuta va consistă nu numai din plus-valuta venală a imobilului, ci tribunalele vor avea dreptul să ia în considerație și plus-valuta intrinsecă dată lucrului de către posesor și utilitatea noilor construcțiuni. (Demolombe, IX, No. 681, 690; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, XII; Daloz, Rép., Propriété, No. 431; Suppl., Propriété, No. 189).
- 19.** La aprecierea plus-valutei, nu se va ține socoteală de cheltuelile de întreținere, cari incumbau posesorului de bună credință ca o sarcină a fructelor. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 189).
- 20.** Valoarea plus-valutei va trebui apreciată în momentul când proprietarul va relua imobilul. (Demolombe, IX, No. 672; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 394; Daloz, Rép., Propriété, No. 434; Suppl., Propriété, No. 190; Laurent, VI, No. 266; Huc, IV, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 365; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2726; Planiol et Ripert, III, No. 268; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 348).
- 21.** In cecece privește plantele, plus-valuta, va fi apreciată în momentul când s'a făcut plantația, iar nu acel al reluării imobilului, deoarece sporirea plantelor prin creștere se datorește pământului în care s'au nutrit iar nu cheltuelilor făcute de posesor. (Laurent, VI, No. 266; Huc, IV, No. 143; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 348, 349; Plastara, II, p. 159).
- 22.** In cazul când lucrările făcute nu pot fi distruse, cum ar fi de exemplu, în cazul facerii de defrișări, atât posesorul de bună credință cât și cel de rea credință au dreptul să ceară de la proprietarul pământului defrișat, o sumă de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului. (Demolombe, IX, No. 684; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 396; Laurent, VI, No. 269, 270; Huc, IV, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 371; Plastara, II, p. 159, nota 1).
- 23.** Potrivit dispozițiilor art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.), constructorul de bună credință este mai avantajat decât constructorul de rea credință, deoarece proprietarul nu are dreptul să ceară ridicarea construcțiilor ci are facultatea numai sau să-i plătească valoarea materialului și prețul muncii sau să-i plătească o sumă de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului. (Daloz, Rép., Propriété, No. 422; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2726; Planiol et Ripert, III, No. 268; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 861; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 347, 349, 350; Nacu, I, p. 779, 780; Matei Cantacuzino, p. 120; Plastara, II, p. 158, 160, 161).
- 24.** In cazul unui constructor de bună credință, dacă proprietarul este în imposibilitate să-i plătească indemnitatea pentru construcțiile făcute, proprietarul va trebui să vândă imobilul și să plătească indemnitatea căci în cazul când nu plătește, constructorul va putea să urmărească pe proprietar și să ceară vânzarea imobilului. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 336; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2730; Planiol et Ripert, III, No. 270; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 862; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 350, nota; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, VI; Demolombe, IX, No. 690; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1468; Nacu, I, p. 782).
- 25.** Proprietarul nu are dreptul să compenseze valoarea construcțiilor făcute de posesorul de bună credință cu valoarea fructelor culese de constructor, ci trebuie să-i plătească sau valoarea materialului și prețul muncii sau o sumă de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului. (Delvincourt, II, nota 5, p. 3; Duranton, IV, No. 377; Demolombe, IX, No. 680; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 15, p. 396; Daloz, Rép., Propriété, No. 430; Suppl., Propriété, No. 188; Laurent, VI, No. 279, 361; Huc, IV, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 368; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 349; Contra: Troplong, Privilèges et hypothèques, III, No. 839; Marcadé, Art. 555, No. 3).
- 26.** In cecece privește cheltuelile de întreținere făcute de posesorul de bună credință, compensația va putea fi opusă de către proprietar care va trebui să plătească numai excedentul cheltuelilor de întreținere asupra valorii fructelor culese de către posesor. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, V).
- 27.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai în cazul când terțul a făcut construcțiuni, plantațiuni sau alte lucrări cu materialele sale, caz prevăzut de acest articol, ci și în cazul când terțul a făcut lucrările cu materialele altuia, deoarece această împrejurare nu poate să influențeze raforturile între constructor și proprietarul pământului. (Demolombe, IX, No. 678; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, VIII; Marcadé, Art. 555; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 10, p. 394; Daloz, Rép., Propriété, No. 427; Suppl., Propriété, No. 182; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 357, 360; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2722; Planiol et Ripert, III, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 342, text și nota 2; Plastara, II, p. 157, nota 1).

- 28.** Dacă însă în cazul de mai sus, proprietarul materialelor ar fi cerut proprietarului pământului să lichideze partea de indemnitate ce i se cuvine lui, acesta trebuie să verse în mâinile proprietarului materialelor această parte iar nu în mâinile constructorului. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, VIII; Planiol et Ripert, III, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 342, nota 2).
- 29.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când pământul pe care se fac lucrările este în posesiunea constructorului cât și în cazul când el se află în posesiunea adevăratului proprietar sau a unui tert, deoarece faptul că cine va face o contractiune pe un loc, constituie un act de posesiune pe porțiunea construită. (Demolombe, IX, No. 678; Dalloz, Rép., Propriété, No. 427; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 358; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 342).
- 30.** Dispozițiile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în cazul când în momentul contestației dintre părți, construcțiunile se află în ființă; în cazul când ele au fost dărâmate, contestațiunea dintre părți se va rezolva printr'o indemnitate datorită pagubelor cauzate pe pământ, în afară de cazul când constructorul a fost de bună credință. (Demolombe, IX, No. 681; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 9, p. 394; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 180, 193; Laurent, VI, No. 278; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 360; Planiol et Ripert, III, No. 264).
- 31.** În cazul când în momentul revendicării, construcțiunile nu mai există în ființă din cauză că s'au distrus prin caz fortuit, posesorul nu mai are dreptul să ceară vreo despăgubire, deoarece în acest caz proprietarul pământului nu se mai poate îmbogăți pe nedrept în detrimentul posesorului, el netrăgând nici un profit din construcțiunile făcute. (Laurent, VI, No. 278; Planiol et Ripert, III, No. 264; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 345, nota 1).
- 32.** În cazul când însuși posesorul distruge lucrările făcute de el, trebuie de făcut o distincțiune: dacă este de bună credință el nu datorește nici o despăgubire proprietarului, dacă însă este de rea credință știind că fondul pe care a făcut construcțiunile nu-i aparține, el va datorii daune-interese proprietarului pământului. (Demolombe, IX, No. 681 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 9, p. 394; Laurent, VI, No. 278; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 360; Planiol et Ripert, III, No. 264; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 346, nota).
- 33.** Ipoteca constituită de constructorul pe loc străin, nu are nici o valoare juridică, neputând fi opusă proprietarului fondului pe care s'a făcut construcțiunea care aparține acestuia în virtutea dreptului de accesione. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 343).
- 34.** Proprietarul fondului va ipoteca odată cu fondul și construcțiunile făcute de un tert, care sunt un accesoriu și ipoteca constituită de proprietarul fondului se va întinde și asupra construcțiilor făcute de tert. (Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 1296; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 343, nota 4).
- 35.** Constructorul, fie de bună credință, fie de rea credință, are după o părere, dreptul de retenție asupra construcțiunilor făcute de el, până ce i se va fi plătit de către proprietarul pământului, indemnitatea datorită. (Marcadé, Art. 555, No. 5; Dalloz, Rép., Propriété, No. 436; Nacu, I, p. 782).
- 36.** După altă părere, constructorul fie chiar de bună credință, nu are dreptul de retenție asupra construcțiunilor făcute, deoarece acest drept care este un adevărat privilegiu, nu poate fi acordat în alte cazuri afară de cele prevăzute în mod expres de lege. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 194; Laurent, VI, No. 181; Huc, IV, No. 144; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 367; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 351).
- 37.** După a treia părere, deși constructorul nu are un drept de retenție, însă Tribunalele au dreptul când proprietarul este insolubil și luând în considerație buna credință a posesorului să oblige pe acesta să plătească construcțiunile făcute numai sub condițiunea că proprietarul să-i plătească în prealabil indemnitatea plus valutei. (Demolombe, IX, No. 682; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 13, p. 395; Dalloz, Rép., Propriété, No. 437; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 271; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 862).
- 38.** După a patra părere, dreptul de retenție aparține numai constructorului de bună credință iar nu și celui de rea credință. (Proudhon, Du domaine privé, II, No. 569; Toullier, III, No. 130; Duranton, IV, No. 82; Troplong, Privilèges et hypothèques, I, No. 260; Dalloz, Rép., Propriété, No. 435; Plastara, II, p. 159, nota 1).
- 39.** Constructorul trebuie să ceară printr'o acțiune reconvențională indemnitatea dela proprietarul care revendică imobilul. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 191; Laurent, VI, No. 276; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 345, nota 1).
- 40.** În cazul când adevăratul proprietar a vândut imobilul pe care s'au făcut lucrările unei terțe persoane, constructorul va cere indemnitatea dela proprietarul cumpărător din momentul restituirei imobilului, deoarece între vânzător și constructor nu există nici un raport personal și apoi admitându-se că

posesorul constructor are dreptul de retenție asupra imobilului pe care a făcut lucrările, cumpărătorul va fi obligat să suporte retențiunea și deci să plătească indemnitatea. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 191; Laurent, VI, No. 276; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 369; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 345, nota 1).

**41.** In cazul prevăzut mai sus, cumpărătorul va avea dreptul să cheme în garanție pe vânzător pentru că acesta la rândul său să-i plătească indemnitatea la care a fost obligat. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 191; Laurent, VI, No. 276; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 369; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 345, nota 1).

**42.** In cazul când instrăinarea a fost rezolvată prin împlinirea unei condițiuni rezolutorii, după o părere, constructorul a cărui titlu a fost rezolvit, poate fi obligat la ridicarea construcțiilor, fără distincțiune între posesorul de bună credință și posesorul de rea credință. Cu toate acestea, dacă rezoluțiunea se pronunță în contra vânzătorului, în urma acțiunii cumpărătorului, acesta are dreptul să ceară plata unei indemnizații cu titlu de daune-interese. (Laurent, VI, No. 272 urm.; XXIV, No. 357).

**43.** După a doua părere, în cazul când instrăinarea a fost rezolvată prin împlinirea unei condițiuni rezolutorii constructorul a cărui titlu a fost rezolvat, poate fi obligat în toate cazurile ca să ridice construcțiunile făcute. Cu toate acestea, în unele cazuri dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea din cauza caracterului particular al condițiunilor rezolutorii și a naturii raporturilor dintre părți, mai ales dacă nu i se poate imputa constructorului nici greșeala nici imprudență. (Demolombe, IX, No. 691; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 18, p. 397; Huc, IV, No. 145; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 863, 864).

**44.** După a treia părere, constructorul nu poate fi niciodată obligat să ridice construcția ci are dreptul numai la restituirea cheltuelilor până la concurența plus-valutei, în acest caz negăsindu-se aplicațiunea dispozițiunilor art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.). (Planiol ed. 6-a, I, 2737; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 352; Planiol et Ripert, III, No. 275, 276).

**45.** După a patra părere, se face o distincțiune: dacă titlul constructorului a fost rezolvat prin împlinirea unei condițiuni rezolutorii, nu se vor aplica dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) ci se vor aplica dispozițiile privitoare la puterile administratorilor bunurilor altuia; dacă însă titlul constructorului a fost rezolvat în urma unei acțiuni în nulitate sau resciziune, se vor

aplica dispozițiunile acestui articol. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 375).

**46.** După a cincea părere, în toate cazurile se vor aplica dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) cu distincțiunile făcute de acest articol la constructorul de bună credință sau de rea credință. (Larombière, Obligations, III, Art. 1183, No. 58; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, I; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 199 urm.; Matei Cantacuzino, p. 120, 121).

**47.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în cazul când posesorul a făcut lucrări noi în întregime, iar nu și atunci când el a făcut numai simple reparațiuni sau simple îmbunătățiri cum ar fi: lucrări agricole, secare de bălți, etc.; în acest caz posesorul are drept la despăgubirea întreagă pentru reparațiunile necesare iar pentru cele utile numai la despăgubiri până la concurența sumei cu care s'a îmbogățit. (Demolombe, IX, No. 685 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, I, IX; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 396; Daloz, Rép., Propriété, No. 442 urm.; Suppl., Propriété, No. 195; Laurent, VI, No. 268 urm.; Huc, IV, No. 145; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 371; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2732; Planiol et Ripert, III, No. 272; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 862; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 352).

**48.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la construcțiunile și plantațiunile, cari pot fi ridicate și făcute în întregime din nou de către posesorul pământului altuia, cât și la completarea unei clădiri existente, cum ar fi facerea unei aripi, sau la împlinirea lipsurilor unei plantațiuni începute. (Laurent, VI, No. 268; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2732; Planiol et Ripert, III, No. 272; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 862; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 351).

**49.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea la plantațiunile de arbori cari nu constituiesc decât o întreținere a plantațiilor existente, cum ar fi înlocuirea arborilor uscați. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2733; Planiol et Ripert, III, No. 273; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 351, nota 5).

**50.** Pentru lucrările cari nu pot fi ridicate deoarece se identifică cu fondul, se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 1381 c. civ. fr. (997 c. civ. rom.) iar nu ale art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.). (Demolombe, IX, No. 684; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 392 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 396; Laurent, VI, No. 269; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 371; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2734; Planiol et Ripert, III, No. 273; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 351; Plastara, II, p. 159).

- 51.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își găsească aplicațiunea numai în cazul când posesorul a făcut lucrările pe pământul altuia, lucrând pe contul său propriu iar nu și în cazul când a lucrat cu consimțământul proprietarului pământului, (Demolombe, IX, No. 691; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 396; Dalloz, Rép., Propriété, No. 446; Suppl., Propriété, No. 196; Laurent, VI, No. 272; Huc, IV, No. 145; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 372, 373).
- 52.** Deasemenea dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) nu-și găsească aplicațiunea în cazul când constructorul lucrează în numele proprietarului ca: administrator, mandatar sau gerant de afaceri. (Demolombe, IX, No. 691; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 396; Dalloz, Rép., Propriété, No. 446; Suppl., Propriété, No. 196; Laurent, VI, No. 272; Huc, IV, No. 145; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 372, 373; Planiol et Ripert, III, No. 281; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 863; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 353; Nacu, I, p. 780).
- 53.** Deasemenea dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.), nu-și găsească aplicațiunea când constructorul a lucrat în virtutea unei convențiuni cu proprietarul pământului, deoarece în acest caz trebuiesc aplicate clauzele convențiunei. (Demolombe, IX, No. 691; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, p. 396; Dalloz, Rép., Propriété, No. 446; Suppl., Propriété, No. 196; Laurent, VI, No. 272; Huc, IV, No. 145; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 372, 373; Planiol et Ripert, III, No. 281; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 353).
- 54.** În cazul când construcțiunile au fost făcute în virtutea unei convențiuni dintre părți sau de un posesor precar cum e: chiriașul sau arendașul, etc. se va urmări conform convențiunei părților, dispozițiile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) negăsindu-și în acest caz aplicațiunea. În cazul când părțile nu au stipulat nici o convențiune, la sfârșitul posesiunei precare, proprietarul va avea facultatea sau să ceară posesorului precar constructor, ridicarea construcțiunilor sau să le păstreze în virtutea dreptului său de accesiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 22, p. 398; Dalloz, Rép., Propriété, No. 453; Suppl., Propriété, No. 204; Laurent, VI, No. 275, 489 urm.; Huc, IV, No. 147; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 376; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 549; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 354; Plastara, II, p. 157, nota 1, 2, 158, nota 1, 160, nota 1, 164, 165; Contra: Demolombe, IX, No. 292 urm.; X, No. 643; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2736, 2870; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2736, 2870; Planiol et Ripert, III, No. 275, 278, 279; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 863, 864; Nacu, I, p. 781).
- 55.** Nudul proprietar are dreptul a păstra construcțiunile făcute de uzufructuar pe terenul supus uzufructului, fără a-i plăti acestuia nici o indemnizație. (Planiol et Ripert, III, No. 280; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 865; Nacu, I, p. 781).
- 56.** În cazul când un deținător cu titlu precar al unui bun din domeniul public, face construcțiuni pe acest fond, dacă nu-și găsească aplicațiunea dispozițiile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) trebuiesc cel puțin aplicate principiile rațiunei imobogățirii fără cauza care rezultă din acest text de lege. (Planiol et Ripert, III, No. 282).
- 57.** Construcțiunile făcute de bărbat, chiar cu cheltueala sa, pe fondul dotal, devin proprietatea femeii și sunt dotale, bărbatul neputând dobândi un drept de coproprietate asupra imobilului dotal, prin facerea acestor construcțiuni. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 344).
- 58.** În cazul când bărbatul face, din banii săi, construcțiuni pe fondul dotal, femeia este obligată a plăti bărbatului valoarea plus-valutei dobândită de imobilul dotal, deoarece nu se poate îmbogăți pe nedrept în dauna bărbatului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 344).
- 59.** Obligația femeii de a plăti bărbatului său o sumă de bani pentru faptul că acesta a construit din banii săi pe fondul dotal, este o obligație personală și mobilară și nu trece la moștenitorii cu titlu particular ai femeii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 344).
- 60.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) nu-și găsească aplicațiunea între coproprietari, moștenitori, asociați sau soți în comunitate de bunuri, cu privire la bunurile stăpânite în indiviziune. (Demolombe, IX, No. 691 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 19, p. 397; Dalloz, Rép., Propriété, No. 448; Suppl., Propriété, No. 197; Laurent, VI, No. 274; Huc, IV, No. 146; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 374; Planiol, ed. 6-a, I, 2737; Planiol et Ripert, III, No. 277; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 353; Nacu, I, p. 781; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 864).
- 61.** Coproprietarii au dreptul să ceară obligarea coproprietarului constructor să ridice lucrările făcute de el pe fondul comun, deoarece în timpul indiviziunei unul dintre coproprietari nu are dreptul; în principiu, să facă o inovație materială asupra fondului comun fără consimțământul celorlalți coproprietari. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 374; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 353).
- 62.** Dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) nu-și găsească aplicațiunea în cazul când un proprietar a întins construcțiunile sale pe pământul vecinului, cu consimțământul tacit sau expres al acestuia, ci în acest caz, se vor aplica clauzele convențiunei părților. (Dal-

loz, Rép., Propriété, No. 452; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 377; nota 2; Planiol et Ripert, III, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 354, nota 2).

**63.** În cazul când un proprietar a întins construcțiunile sale pe terenul proprietarului vecin, fără consimțământul acestuia, după o părere, dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea și constructorul poate fi obligat a ridică în toate cazurile construcțiile, chiar dacă este de bună credință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 25, p. 402; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 203; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 185; Planiol ed. 6-a, I, No. 2735; Planiol et Ripert, III, No. 274).

**64.** După altă părere, în cazul când proprietarul a întins construcțiunile pe pământul vecinului, fără consimțământul acestuia, dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.) își vor găsi aplicațiunea cu distincțiunea prevăzută de acest articol între constructorul de bună credință și cel de rea credință. (Demolombe, IX, No. 691 ter.; Dalloz, Rép., Propriété, No. 450; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 377; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2735; Planiol et Ripert, III, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 355).

**65.** După acest sistem, dacă proprietarul constructor a fost de bună credință, proprietarul vecin are dreptul să păstreze construcțiunile făcute având facultatea sau să înapoeze constructorului valoarea materialului și prețul muncii, sau să-i plătească o sumă de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului; iar dacă constructorul este de rea credință, proprietarul vecin poate, cere ridicarea construcțiunilor făcute. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 450; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 377; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2735; Planiol et Ripert, III, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 355).

**66.** În acest sistem în cazul când proprietarul vecin optează pentru conservarea părții construcțiunilor făcute pe terenul său, bine înțeles plăind constructorului cheltuelile sau plus-vauta, după o părere, construcțiunea întregă va fi coproprietate indiviză între cei doi proprietari vecini și deci vor avea dreptul a pune în licitație imobilul. (Demolombe, IX, No. 691 ter.).

**67.** După altă părere, clădirea va aparține ambilor vecini însă nu în mod indiviz, ci diviz, despărțind printr'un gard partea ce cade pe locul vecinului așa că între ei nu poate avea loc punerea imobilului la licitație. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 451; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 377; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 25, p. 402; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2735; Planiol et Ripert, III, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 355, text și nota 1).

**68.** A se vede: art. 492, 493, 539, 1431, 1699 și 1720 din codul civil cu notele respective.

#### INDEX ALFABETIC (la jurisprudență)

Accesiune 5, 8.	Locațiune 1, 2, 3.
Act autentic 11.	Lucrări 5.
Acțiune reconvențională 3, 8.	Marturi 5.
Admitere în principiu 8.	Mașini 2.
Anulare 2.	Materiale 4, 5, 6, 7.
Arendare 1, 2, 3.	Ministerul de Răsboi 2.
Asigurare 2.	Moară 2, 3.
Bună credință 5, 6, 7, 10.	Muncă 4, 5, 6, 7.
Cere reconvențională 3, 8.	Nulitate 2.
Cheltueli 5.	Partaj 8, 9, 10.
Consimțământ 2.	Păstrarea construcțiilor 2, 3, 5, 7.
Construcții 1, 2, 5-10.	Plantații 1, 2, 5, 7.
Contestație 2, 4.	Plus-valuta 4, 5, 6, 7, 10.
Coproprietari 8.	Poprire 2.
Creanță 6, 8.	Precaritate 2.
Creditori 2, 6, 8, 9.	Prejudiciu 4.
Daune-interese 5.	Prezumpțiuni 5.
Dotă 5, 8, 10.	Privilegiu 2.
Dovadă contrară 5.	Probă contrară 5.
Drept de retenție 5.	Profit 4.
Efect declarativ al partajului 9.	Raportul dotei 8, 10.
Exces de putere 7.	Rea credință 1, 5.
Executare 4.	Reconvențională cerere 3, 8.
Forță majoră 2.	Retențiune 5.
Hotărâre 4.	Reziliere 3.
Imbogățire fără cauză 3, 5.	Ridicarea construcțiilor 2, 5.
Imbunătățiri 2, 3, 9.	Subarendare 3.
Incendiu 2.	Terțe persoane 4, 7, 10.
Inchiriere 1, 2, 3.	Uz 2.
Incorporație 5.	Valoare 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Intervențiune 9.	Vânzare 4, 9.
Întreținerea imobilului închiriat 2.	Vechime 2, 3.

#### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Articolul 494 din codul civil, se aplică și privitor la construcțiile și plantațiile făcute de un arendaș pe pământul luat în arendă; și el este considerat, potrivit art. 48 din codul civil, ca un constructor de rea credință. (Trib. Covurlui, S. I, 3 Martie 1921, Pand. Rom. 1926, III, 150).

**2.** Locatarul având obligațiunea de a întreține lucrul în tot timpul locațiunei în stare de întrebuințare, fiind un detentor precar, el este obligat a-l restitui la expirarea locațiunei așa cum l-a primit, ținându-se bineînțeles seamă de modificările normale provenite din uz sau vechime.

Dacă locatarul a făcut construcțiuni, imbunătățiri sau plantațiuni, proprietarul are un drept de opțiune: de a cere ridicarea sau păstrarea lor, după cum au fost făcute cu cunoștința sau fără cunoștința sa.

Prin urmare, în speță, Ministerul de război, ca locatar al morii militare Obor, nu putea avea decât dreptul de privilegiu al locatarului asupra lucrurilor aflate în imobil, el neavând un drept de proprietate asupra lor, conform clauzelor din contract, decât la expirarea locațiunei.

Însă, în speță, contractul de locațiune devenind nul pentru lipsă de obiect, lu-

crul pierind în total prin caz fortuit de incendiu. Ministerul de războiu nu mai poate pretinde valoarea mașinelor și instalațiilor făcute morii de arendaș.

Așa dar, contestatoarea asigurându-și în special, în calitatea sa principală de creditoare, propria sa garanție, ea trebuie să fie considerată că fiind făcută asigurarea pe seama contestatoarei Bănci, sumele rezultate din asigurare i se cuvin deci ei, putând deci să ceară și poprirea lor dela Societățile asigurătoare. (Trib. Ilfov S. I. com. 381 din 16 Aprilie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 449).

**3.** Constatarea tribunalului că arendașul a subarendat bunul (în speță, o moară dată în arendă), contrar stipulațiunii din contract prin care se oprea subarendarea, deși îndreptătea instanța de fond să declare reziliat contractul pentru călcarea unei clauze rezolutorii, nu a putut totuși să o îndreptătească de a nu cerceta și cererea reconvențională a arendașului tinzând — în caz de reziliere — la plata unor îmbunătățiri făcute de dânsul, deoarece dacă este exact în fapt că aceste îmbunătățiri au fost făcute, urmează că proprietarul, până la concurența valorii lor, s'ar îmbogăți fără cauză în dauna fostului arendaș, neobligat să le înfăptuiască, ceace e inadmisibil. (Cas. I. 163 din 21 Ianuarie 1925, Pand. Săpt. 6/925).

**4.** Dacă este adevărat că o convențiune nu poate nici să vatăme nici să profite terților cari n'au luat parte la ea, tot așa de adevărat este că pentru a împiedeca executarea unui act autentic ca și a unei hotărâri executorii, contestatorul nu e de ajuns să dovedească că n'a luat parte la act, dacă prin executarea ce se face, nu i se vatămă niciun drept.

Astfel, cât timp proprietarul unui fond, pe care s'a clădit de către altul o casă, nu-și exercită facultatea ce-i conferă art. 494 c. civ. adică sau de a înapoia valoarea materialelor și prețul muncii, sau de a plăti plus-valuta terenului, el nu poate avea nici un titlu de posesiune asupra casei, și deci nici un drept de a se opune la executarea unui act prin care proprietarul constructor al casei a vândut-o unui terțiu. (Cas. II, 87 din 20 Februarie 1925, Pand. Săpt. 10/925, Jur. Rom. 13/925).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 492 cod. civil orice plantațiune sau lucru făcut în pământ sau asupra pământului sunt prezumate a fi făcute de către proprietarul aceluia pământ cu cheltuiala sa și că sunt ale lui până se dovedește contrariu.

Legiuitorul ținând seamă pe de o parte de principiul că plantațiunile și construcțiunile făcute de un posesor cu materialul și cheltuiala sa, fiind încorporate la pământ, aparțin prin accesiune proprietarului fondului, iar pe de altă de principiul că proprietarul fondului, păstrând

construcțiunile și plantațiunile făcute de posesor, nu poate profita de munca și cheltuiala acestuia fără a-l despăgubi, căci s'ar îmbogăți fără cauză, a dispus prin art. 494 codul civil că posesorul evins are drept în toate cazurile la despăgubire, dacă proprietarul fondului păstrează lucrările, el însă nu este obligat a le păstra decât dacă posesorul a fost de bună credință în momentul când le-a făcut și în asemenea caz despăgubirea constă după alegerea proprietarului sau în valoarea muncii și materialului, sau în sporul de valoare al fondului, când însă constructorul a fost de rea credință, proprietarul poate pretinde ca acesta să ridice construcțiunile și plantațiunile și să plătească și despăgubiri pentru daunele cauzate, dacă va fi cazul; dacă proprietarul fondului preferă a păstra lucrările făcute chiar de posesorul de rea credință, este obligat a-l despăgubi de valoarea muncii și materialului.

Acestea fiind principiile cari guvernează materia ce ne preocupă în speță nu se poate tăgădui părîtului dreptul de a face dovada că construcțiunea de pe terenul proprietatea reclamantului a fost făcută de dânsul și cu cheltuiala sa, reclamantul după cum s'a arătat fiind prezumat proprietar al construcțiilor de pe terenul său numai până la dovada contrarie, dovadă pe care părîtul o poate face prin orice mijloc de probă admis în drept, deci și prin martori și prezumpțiuni, întrucât nu este vorba de dovada unei convențiuni între părți, unui raport juridic, ci de dovada unor fapte materiale.

Dreptul de retențiune nu este expres prevăzut de lege în această materie, totuși doctrina și jurisprudența sunt de acord în a admite acest drept ori de câte ori se găsește o corelațiune între lucrul reținut și dreptul reclamat — debitum cum re junctum — fără distincțiune între posesorul de bună credință și cel de rea credință, nici tradiția nici principiile generale nerefuzând acest drept de retențiune posesorului de rea credință.

Fată de cele arătate mai sus este neîndoelnic că părîtul poate opune la cererea de evacuare a reclamantului dreptul de retențiune în ipoteza când va dovedi că construcțiunea este făcută de dânsul cu materialul și cheltuiala sa; în consecință urmează a se admite proba cu martori cerută de părîtu pentru a face dovada susținerilor sale și anume că construcțiunea de pe terenul constituit dotă fostei sale sotii a fost făcută de dânsul cu cheltuiala sa. (Jud. urbană Pitești, dosar No. 1585 din 1925, Jur. Gen. 1926 No. 791).

**6.** Dreptul de creanță al constructorului de bună credință, potrivit art. 494, al. 2 partea finală cod. civ. este egal cu evantumul cheltuelilor făcute și numai în cazul când proprietarul terenului preferă, egal cu al plus-valutei dobândită de

imobil datorită acelor construcțiuni. (Trib. Ilfov, S. I, c. c., 1393 din 1925, Curier. Jud. 25/926, Pand. Rom. 1926, III, 88).

**7.** Legiuitorul prin partea finală a art. 494 cod. civ. a acordat proprietarului în schimbul reținerii plantațiilor și construcțiilor făcute de un terțiu de bună credință pe fondul său, — facultatea de a alege între înapoarea valorii materialului și prețului muncii și între plata unei sume de bani egală cu aceea a creșterii valorii fondului;

În ipoteza primei soluțiuni suma ce trebuie a se plăti este aceeași pe care însuși terțul constructor a plătit-o pentru cele două elemente amintite; natura și baza acestei soluțiuni a legiuitorului nefiind alta decât aceea a unei restituiri nesupusă, în lipsa unui anume text de lege, — influenței variațiunilor de curs suferite de moneda sau în cvantumul prețurilor.

Astfel fiind, întrucât în speță Curtea de fond obligă pe proprietarul care optase pentru această primă ipoteză a art. 494 să restituie nu suma pe care terțul o cheltuisse cu materialele și munca investită în plantațiunile și construcțiunile ce făcuse, ci o altă sumă rezultată și bazată pe variațiunile suferite în cvantumul prețurilor și în cursul monedei în urma războiului mondial, într'adevăr a făcut o rea aplicare a textului menționat, conținând un exces de putere prin darea unei soluțiuni pe cari stadiul actual al legislației nu o autoriză să o adopte. (Cas. I, dec. 1814 din 5 Martie 1926, Jur. Rom. 13/926).

**8.** În principiu, creanța privitoare la construcțiunile făcute pe terenul altuia, care formează obiectul unei acțiuni de partaj în justiție, urmează a fi valorificată față de coproprietarii terenului ce au devenit și proprietarii construcțiilor în virtutea principiului accesiunii prevăzut de art. 488 cod. civ., cu prilejul formării masei partajabile, deci în faza procedurii de admitere în principiu a partajului, pentru ca ulterior, după efectuarea partajului, acel în lotul căruia va cădea terenul cu construcțiunile, să despăgubească pe constructor pentru cheltuielile făcute și constatate în instanță, sau dacă terenul nefiind comod partajabil în natură, va fi vândut prin licitație publică, să fie despăgubit constructorul din suma rezultată din vânzare.

A decide altfel, ar însemna ca creditorul copărtașilor cu privire la creanța sa asupra valorii construcțiilor, neputând interveni cu prilejul partajului și neavând dreptul de a mai cere potrivit art. 785 cod. civ. ulterior efectuării partajului, stabilirea creanței sale, să piardă acțiunea sa contra debitorilor în achitarea acestei creanțe.

Însă în specie, fiind vorba de un imobil dotal, proprietatea exclusivă a soției pă-

ritului, este învederat că aceasta devenind și proprietara construcțiilor incorporate terenului, acțiunea soțului pentru plata cheltuielilor făcute cu aceste construcțiuni, câtă a fi îndreptat contra soției sale, care la rândul ei are acțiune în valorificarea creanței sale față de ceilalți coproprietari, când, încetând de a fi proprietară exclusivă a aversei dotale, prin voința sa de a lua parte la împărțirea aversei successorale la care are vocațiune, e obligată la raportarea acestei averse dotale.

Deci cererea în valorificarea creanței părții soț dotal, pe cale de acțiune reconvențională, urmând a fi îndreptată contra soției, iar nu față de comostenitori, ea nu are a fi discutată în instanța de partaj, ci pe cale de acțiune principală. (Trib. Vâlcea, S. I, Jurnal 4854 din 4 Maiu 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1084).

**9.** Cumpărătorul de bunuri determinate dintr'o succesiune, în virtutea efectului declarativ al partajului, înainte de tragerea loturilor are numai un drept condițional pe baza căruia, potrivit art. 785 cod. civ. poate face o cerere de intervențiune, prin care să pretindă a fi față la împărțeală și a observa ca tragerea loturilor să nu se facă cu vătămarea drepturilor sale, iar după tragerea loturilor, el este considerat că n'a fost niciodată proprietarul imobilului cumpărat, dacă acesta a căzut în lotul altui moștenitor decât acela dela care l-a cumpărat și deci este privit pentru îmbunătățirile făcute pe acest imobil, ca un terțiu care face construcțiuni pe terenul altuia (art. 494 c. civ.).

Chestiunea de rezolvat este dacă poate acest cumpărător, înainte de tragerea loturilor, să facă cererea de intervenție în procesul de partaj dintre moștenitori, prin care să pretindă să se evalueze îmbunătățirile făcute pe imobilul cumpărat, pentru a-i fi plătite de acel în lotul căruia va cădea imobilul, în cazul când, bineînțeles, nu va cădea în lotul moștenitorului dela care l-a cumpărat.

Vom observa că în această cerere de intervențiune nu e vorba de un interes născut și actual, ci de un interes ce eventual se va naște dacă imobilul va cădea în lotul altui moștenitor decât al aceluia dela care a cumpărat imobilul. Ori, admitând această cerere, nu am fi nici în litera și nici în spiritul art. 247 pr. civ., din al cărui text, expunere de motive a legii și debateri ce au avut loc în parlament la votarea acestui articol, reiese că „nu e admis să dovedești că legea ți-ar da un interes în viitor, ci trebuie să-l ai acum, să fie născut și actual”. Contrariu — zice exp. de mot. — „dreptul de intervențiune ajunge unul din mijloacele de străgănire cele mai uzitate”. (Vezi ed. of. a cod. pr. civ. 1900 pg. 21 și 400). Nerespectând aceste principii, în speță, ar urmă a admite să se facă înainte de tra-



gerea loturilor, evaluările cerute de intervenient, ținând în loc partajul și pe toți moștenitorii, cari cer și au tot interesul să se împartă, pentru a proceda la expertize, etc., precum și a dovedi buna sau reaua credință a cumpărătorului, potrivit art. 494 cod. civ., și toate acestea pentru un drept ce eventual poate lua naștere în favoarea intervenientului, dar cari pot fi făcute în zadar chiar pentru intervenient în cazul când imobilul cumpărat va cădea în lotul vânzătorului său.

În afară de acestea, e vorba și de un partaj și potrivit art. 785 c. civ., creditorii copărtașilor pot interveni pentru a fi față la partaj dar nu pentru a-și valorifica creanțele, ținând astfel pe loc partajarea succesiunii până la stabilirea creanțelor și ajungând după valorificare numai la rezultatul de a putea fi față la partaj. Și acest drept de intervențiune îl pot exercita pe temeiul art. 1016 c. civ., și creditorii condiționali, căci e vorba de un act de conservare și nu de dispozițiune. Este drept că doctrina și jurisprudența caută a da o cât mai largă sferă de aplicațiune drepturilor condiționale în cererile de intervențiune, dar aceste drepturi nu pot fi valorificate în justiție, când ele vin în contradicțiune cu economia legii și interesele justițiabililor.

Prin urmare, în speță urmează a se respinge ca prematură cererea intervenientului, făcută și la prima instanță, rămânând să-și valorifice aceste drepturi pe calea unei acțiuni principale, în cazul când imobilul determinat nu va cădea în lotul vânzătorului său. (Trib. Buzău S. I. Sentința civilă No. 205 din 25 Iunie 1926. Jur. Gen. 1926 No. 1222).

**10.** Imobilele supuse raportului considerându-se ca reintrate în proprietatea succesiunii din momentul deschiderii ei, urmează că tot din acel moment naște pentru succesiune obligația de a plăti despăgubirea cuvenită pe baza art. 494 c. civ., terțiului constructor de bună credință, în speță soțul femeiei înzestrate.

Astfel fiind, este evident că acel care raportează un imobil asupra căruia a construit cu bună credință, în orice caz nu putea pretinde succesiunii să-i plătească despăgubirea pentru construcțiile făcute după valoarea ce ar avea la o dată, posterioară în care imobilul a intrat în proprietatea succesiunii, ci numai plus-valuta din momentul deschiderii succesiunii. (Cas. I, dec. 3186 din 30 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1613).

**11.** A se vedea: art. 785, nota 5; art. 1236, nota 1.

**Art. 495.** — Creșterile de pământ ce se fac succesiv și pe nesimțite la malurile fluviului și ale râurilor, se numesc *aluviune*. Aluviunea este în folosul proprietarului riveran când e vorba de un fluviu sau râu navigabil, plutitor sau neplutitor<sup>1)</sup>, cu îndatorire însă pentru proprietar de a lăsa, pe pământul său, drumul trebuitor pentru conducerea vaselor. (Civ. 476 urm., 482, 488, 495, 496 urm., 499, 500, 535, 587; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924), Art. 4, 8; Civ. Fr. 556).

*Text. fr. Art. 556.* — Les attérissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière, s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, soit qu'il s'agisse d'un fleuve ou d'une rivière navigable, flottable ou non, à la charge, dans le premier cas, de laisser le marchepied ou chemin de halage, conformément aux réglemens.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Accesiune 14.  
Albie nouă 53.  
Alipirea aluviunei 8, 9, 50.  
Aluviune 1 urm.  
Aluviune artificială 17—21.  
Aluviune artificială subită 20, 21.  
Aluviune subită 7, 20—26.  
Aprecieri suverană 11, 38.  
Arendare 45.  
Avulsiiune 22.  
Bezman 46.

Canal 33—36.  
Canal de navigație 33.  
Cercetare locală 11, 38.  
Comună 29.  
Condițiunile aluviunei 6—9, 12, 13, 19.  
Creșteri de pământ, a se vedea cuvintele: „Aluviune”, „Avulsiiune”, „Insulă”, „Prunt”.  
Definiție 1, 18.  
Descindere 11, 38.

Dig 37.  
Domeniu public 20, 21.  
Drum de halaj 31, 32.  
Drum particular 30.  
Drum public 29.  
Embatic 46.  
Fabrică 34.  
Fluviu, a se vedea cuvântul: „Râu” și 16.  
Fluxul mării 16.  
Garduri 28.  
Halaj 31, 32.  
Inchiriere 45.  
Inițială 10.  
Industrie 34.

Insulă 10, 11, 23, 26, 27.  
Inundație 7, 13, 22, 51—54.  
Ipotecă, a se vedea cuvântul: „Sarcină” și 48.  
Județ 29.  
Legat 49.  
Locațiune 45.  
Lucrări 17—21.  
Mare 16.  
Moară 34.  
Navigație 17.  
Nivelul apei 12, 13.  
Pârâu 25.  
Partajul aluviunei 40, 41, 42.

1) Art. francez 556 corespunzător, se exprimă astfel: „...flottable ou non; à la charge, dans le premier cas, de laisser...”.

- Peninsulă 15.  
 Prescriptiune 43.  
 Proprietar riviran 14—17,  
 19, 20, 23, 26, 28—31, 33,  
 34, 36, 37, 39—43, 47, 50.  
 Prunturi 11.  
 Râu 1 urm.  
 Râu canalizat 36.  
 Râu nenavigabile sau ne-  
 plutitor 2, 20, 23, 24.  
 Râu navigabil sau plutitor  
 2, 21, 25, 26.  
 Riverani, a se vedea cu-  
 vintele: „Proprietar ri-  
 vean“.
- Sarcine, 47, 48.  
 Separarea aluviunii de  
 mal, a se vedea cuvîn-  
 tele: „Alipirea aluviunii“.  
 Stat 16, 21, 24, 25, 29, 32.  
 Subit, a se vedea cuvîn-  
 tele: „Aluviune subită“.  
 Succesiune 49.  
 Suverană apreciere 11, 38.  
 Testament 49.  
 Torent de apă 3, 4, 5.  
 Uzină 34.  
 Uzufuct 44.  
 Zid 28.

## Doctrină.

1. Prin aluviune se înțelege creșterea de pământ, formată din bucățele de pământ pe care le-a adus cu încetul și pe nesimțite apa și pe care le-a lăsat la malul unui râu. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 505; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 381; Planiol, I, No. 2719; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 356, 357; Nacu, I, p. 783; Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara, II, p. 166).
2. Dispozițiunile art. 556 c. civ. fr. (495 c. civ. rom.) nefăcând distincțiunea între râurile navigabile sau flotabile și cele cari nu sunt navigabile sau flotabile, aceste dispozițiuni se vor aplica și aluviunilor cari se formează la malurile pâraelor. (Demolombe, X, No. 17 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 4, p. 380; Dalloz, Rép., Propriété, No. 558; Suppl., Propriété, No. 261; Laurent, VI, No. 282; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 378, 385; Planiol et Ripert, III, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 356, nota 1; Plastara, II, p. 167, nota 1; Contra: Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1265, 1273).
3. Dispozițiunile art. 556 c. civ. fr. (495 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la simplele torente de apă a căror curs este intermitent. (Demolombe, X, No. 17 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 380; Dalloz, Rép., Propriété, No. 510; Suppl., Propriété, No. 239; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 381; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357, nota 1; Plastara, II, p. 167, nota 1; Comp.: Laurent, VI, No. 282).
4. In cazul însă când torentul este continuu și cuprinde destulă apă, pentru a formă o limită între două proprietăți, dispozițiile art. 556 c. civ. fr. (495 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Demolombe, X, No. 17 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 239; Plastara, II, p. 167, nota 1).
5. Distincțiunea între un torent și un pârâu se va face după aparența regulată a debitului apelor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 380; Dalloz, Rép., Propriété, No. 511; Suppl., Propriété, No. 261; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 381).
6. Pentru ca creșterile de pământ să

constitue o aluviune trebuie ca părțile de pământ care s'au unit cu malul râurilor să fi fost aduse de apă succesiv și pe nesimțite. (Demolombe, X, No. 59; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 382; Dalloz, Rép., Propriété, No. 468; Suppl., Propriété, No. 211; Laurent, VI, No. 288; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 382; Planiol et Ripert, III, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357; Plastara, II, p. 167, nota 1).

7. O creștere de pământ care s'a format încetul cu încetul sub apă și care apare la suprafață în mod subit, datorit unei inundațiuni, constituie tot o aluviune, deoarece condițiunea ca aluviunea să fie rezultatul unei creșteri de pământ în mod succesiv și pe nesimțite se cere numai la formarea ei iar nu și la apariția ei. (Demolombe, X, No. 59; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 11, p. 382; Dalloz, Rép., Propriété, No. 468; Suppl., Propriété, No. 211; Laurent, VI, No. 288; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 382; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357).

8. O altă condițiune pentru ca o creștere de pământ să fie considerată ca aluviune, este ca această creștere de pământ să fie complect alipită de malul râului iar nu numai apropiată. (Demolombe, X, No. 49; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, notele 12 bis, 13, p. 382, 383; Dalloz, Rép., Propriété, No. 471; Suppl., Propriété, No. 214; Laurent, VI, No. 285; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 384; Planiol et Ripert, III, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357 text și nota, 357 text și nota 5).

9. Dacă o creștere de pământ, la unele epoci ale anului, este despărțită de mal prin o limbă de apă, ea nu încetează să constituie o aluviune, dacă limba de apă nu separă aluviunea de mal decât în mod superficial și dacă alipirea de mal este obișnuită și numai în mod întâmplător este separată. (Demolombe, X, No. 54, 55; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 297, nota 14; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 13, p. 383; Dalloz, Rép., Propriété, No. 473; Suppl., Propriété, No. 215; Laurent, VI, No. 285; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 384; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357, nota 5).

10. In caz de îndoială dacă creșterea de pământ este o insulă sau o aluviune, cu toate cercetările ce se vor fi făcut, creșterea de pământ va fi considerat ca o aluviune. (Proudhon, Domaine public, IV, No. 1284; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 253).

11. Tribunalele vor aprecia în mod suveran, printr-o cercetare «de visu» dacă o creștere de pământ constituie o aluviune, o insulă sau un prunt. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 253; Huc, IV, No. 150; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 358).

**12.** Aluviunea trebuie considerată ca formată și deci aparținând proprietarului riveran, atunci când părțile care compun creșterea de pământ au depășit nivelul apei râului. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 563; Suppl., Propriété, No. 212; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357, 358).

**13.** În ceea ce privește nivelul apei pentru a determina formarea aluviunii, aluviunea se va considera formată când va depăși nivelul apei râului la epoca anului când debitul râului este cel mai mare, exceptând însă cazurile de creștere de apă sau de inundațiuni extraordinare. (Demolombe, X, No. 52; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 14, p. 383; Dalloz, Rép., Propriété, No. 563; Suppl., Propriété, No. 212; Laurent, VI, No. 285; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 384; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357, 358; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 213).

**14.** Potrivit dispozițiilor art. 556 c. civ. fr. (495 c. civ. rom.) aluviunea aparține, prin drept de accesiune, proprietarului terenului la malul căruia se alipește. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 379; Dalloz, Rép., Propriété, No. 471; Suppl., Propriété, No. 208, 209; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 386; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 358, 360; Nacu, I, p. 783; Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara, II, p. 166).

**15.** În cazul când o aluviune trece de proprietatea riveranului la care este alipită baza ei, până în dreptul proprietății unui riveran vecin, fără însă a se uni cu malul acestui riveran, formând un fel de peninsulă, ea aparține în întregime riveranului la malul căruia este alipită baza aluviunii. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 552).

**16.** Creșterile de pământ oricât de mari ar fi, cari se fac la malurile fluviilor prin efectul fluxului mării, aparțin proprietarilor riverani, iar nu Statului ca aluviunea făcută la malul mării. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 395).

**17.** În principiu, un riveran are dreptul a favoriza aluviunea artificială la malurile proprietății sale, prin efectuare de lucrări, însă sub rezerva restricțiilor impuse de interesul general al navigației sau drepturile egale ale riveranilor vecini sau de cealaltă parte a râului. (Demolombe, X, No. 65 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 380, 381; Dalloz, Rép., Propriété, No. 568; Suppl., Propriété, No. 264; Laurent, VI, No. 283; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 383; Planiol et Ripert, III, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 356, nota 3; Plastara, II, p. 167,

nota 1; Contra: Proudhon, Du domaine public, III, No. 740, 1015; IV, No. 1266).

**18.** Aluviunea artificială este aluviunea care se formează nu numai datorită naturii ci și unei lucrări executate de mâna omului la malul râului. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 223).

**19.** Creșterile de pământ artificiale, făcute la malul râurilor în urma unor lucrări executate în râu, constituiesc aluviuni propriu zise dacă au loc succesiv și pe nesimțite și aparțin proprietarilor riverani ca și aluviunile naturale. (Demolombe, X, No. 65 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, notele 7, 8, p. 380, 381; Dalloz, Rép., Propriété, No. 495; Suppl., Propriété, No. 224; Laurent, VI, 283; Huc, IV, No. 150, 152; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 383; Planiol et Ripert, III, No. 258; Plastara, II, p. 167, nota 1).

**20.** Creșterile de pământ artificiale, făcute în mod subit la malul râului, în urma unor lucrări executate în râu, care nu aparțin domeniului public, deși nu constituiesc propriu zis aluviuni, totuși ele aparțin, potrivit dispozițiilor art. 561 c. civ. fr. (500 c. civ. rom.) proprietarilor riverani la malurile cărora s'au alipit. (Demolombe, X, No. 61; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 12, p. 382; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 240; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 393).

**21.** Creșterile de pământ artificiale, făcute în mod subit la malul râurilor, în urma unor lucrări executate în râu, care aparțin domeniului public, aparțin Statului conform dispozițiilor art. 560 c. civ. fr. (499 c. civ. rom.), iar nu proprietarilor riverani. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 9, p. 382; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 240; Huc, IV, No. 152; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 393; Planiol et Ripert, III, No. 258; Contra.: Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 226).

**22.** Porțiunile de teren rupte subit de la unul din malurile râului și duse pe cealalt mal al râului în urma creșterii extraordinare a apelor, nu pot fi considerate ca aluviune și deci să aparțină riveranului. (Demolombe, X, No. 60; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 382; Laurent, VI, No. 283, 287; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 393; Planiol et Ripert, III, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 357).

**23.** Creșterile de pământ făcute în mod subit la malul unui râu nenavigabil și neplutitor, deși nu constituiesc o aluviune, totuși ele aparțin riveranului la malul căruia s'au format, deoarece potrivit dispozițiilor art. 561 c. civ. fr. (500 c. civ. rom.) chiar insulele cari se formează în mijlocul apelor nenavigabile și neflotabile aparținând riveranilor cu atât mai mult și aceste creșteri de pământ aparțin riveranilor. (Demolombe, X, No. 61; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 382; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No.

240; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 382).

**24.** După altă părere, aceste creșteri de pământ subite la malul unui râu navigabil și neplutitor, aparțin Statului deoarece sunt lucruri fără stăpân. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 362; Comp.: Plastara, II, p. 167, nota 1).

**25.** Creșterile de pământ subite cari apar la malurile unui râu navigabil sau flotabil, după o părere, aparțin statului prin aplicațiunea dispozițiilor art. 560 și 713 c. civ. fr. (499 și 646 c. civ. rom.) (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 10, p. 382; Dalloz, Rép., Propriété, No. 512; Suppl., Propriété, No. 240; Laurent, VI, No. 287; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 382; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 361, 362).

**26.** După altă părere, aceste creșteri de pământ aparțin riveranilor, deoarece art. 560 c. civ. fr. (499 c. civ. rom.) atribuie Statului numai insulele care se formează în albia râurilor fără să fie alipite de maluri. (Demolombe, X, No. 62; Dalloz, Rép., Propriété, No. 512).

**27.** În cazul când s'a format o insulă și o creștere de pământ la malul râului și care ambele sunt unite, trebuie de făcut o distincțiune: dacă insula s'a format întâi și apoi creșterea de pământ la malul apei, se vor aplica dispozițiunile art. 560 și 561 c. civ. fr. (499 și 500 c. civ. rom.); dacă insula și creșterea de pământ s'au format simultan, încât ambele trebuie considerate ca extrimitățile aceleiași creșteri de pământ, riveranul are drept la proprietatea lor conform dispozițiilor art. 556 c. civ. fr. (495 c. civ. rom.). (Proudhon, Domaine public, IV, No. 1284; Dalloz, Rép., Propriété, No. 534).

**28.** Oricare ar fi natura sau conformația malurilor râului și orice lucrări ar fi făcut proprietarii riverani la marginea proprietății lor dinspre apă, aluviunea le profită. Astfel, chiar dacă proprietarul riveran ar fi închis, proprietatea sa despre apă printr'un grad sau zid sau dacă malul ar fi stâncos sau înalt, aluviunea formată pe malul râului îi aparține. (Demolombe, X, No. 48; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 380; Dalloz, Rép., Propriété, No. 474 urm.; Suppl., Propriété, No. 216, 217; Laurent, VI, No. 285; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 387).

**29.** În cazul când între proprietățile riveranilor și un râu se află un drum public care aparține statului, județului sau comunei, aluviunea formată lângă drum va aparține statului, județului sau comunei, iar nu proprietarilor de lângă drum. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1271; Demolombe, X, No. 46; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 2, p. 379; Laurent, VI, No. 292; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens,

No. 386; Dalloz, Rép., Propriété, No. 487; Suppl., Propriété, No. 219; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Planiol et Ripert, III, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 360; Nacu, I, p. 784).

**30.** Dacă drumul de lângă râu aparține proprietarului terenului de cealaltă parte a drumului, atunci aluviunea va aparține acestui proprietar riveran care este și proprietarul drumului. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 478).

**31.** Aluviunile formate dealungul drumului trebuitor pentru conducerea vaselor, va aparține proprietarilor pământului pe care este făcut drumul și cari sunt riveranii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 379; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 220; Laurent, VI, No. 292; Huc, IV, No. 150; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 361).

**32.** Dacă drumul trebuitor pentru conducerea vaselor constituie o dependență imediată a cursului râului, aluviunile formate dealungul acestui râu nu vor mai aparține riveranilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 379; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 220).

**33.** Aluviunile formate dealungul malurilor unui canal de navigație, aparțin proprietarilor malurilor adică proprietarilor canalului. (Demolombe, X, No. 45; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 3, p. 380; Dalloz, Rép., Propriété, No. 491; Suppl., Propriété, No. 221; Laurent, VI, No. 290; Huc, IV, No. 152; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 386; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 363).

**34.** Deasemenea aluviunile formate dealungul malurilor unui canal care duce apa la o moară sau altă uzină sau care aduce apa dela o moară sau altă industrie, și care nu este decât un canal artificial, aparține proprietarilor malurilor adică proprietarului canalului. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 492; Suppl., Propriété, No. 222; Laurent, VI, No. 289).

**35.** În cazul când proprietarul canalului nu este și proprietarul malurilor, aluviunea nu-i va aparține lui. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 221).

**36.** Aluviunile formate dealungul malurilor drepte ale unui râu canalizat nu aparțin proprietarilor riverani în partea unde a fost canalizat ci numai în părțile unde mâna omului nu a adus modificări râului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203; nota 3, p. 380; Dalloz, Rép., Propriété, No. 491; Suppl., Propriété, No. 222; Laurent, VI, No. 289; Huc, IV, No. 152; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 386; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Nacu, I, p. 784).

**37.** Aluviunea formată dealungul unui dig aparține proprietarului pământului pe care se sprijină digul. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 480; Suppl., Propriété, No. 218).

**38.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă o creștere de pământ con-

stitue o aluviune, după împrejurările de fapt și constatări locale. (Proudhon, Domaine public. V. No. 1280; Demolombe, X. No. 51; Dalloz, Rép., Propriété, No. 563; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 358; Plastara, II, p. 168, nota).

**39.** Aluviunea se dobândește de drept de îndată ce este formată, fără să fie nevoie de îndeplinirea vreunei formalități sau de luare în stăpânire. (Demolombe, X, No. 73 urm.; Laurent, VI, No. 294; Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 388; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 358, nota 2; Contra.: Proudhon, Domaine privé, No. 1015, 1047).

**40.** În cazul când s'au format aluviuni dealungul mai multor proprietăți, în cece privește împărțirea aluviunilor între diferiți proprietari, după o părere, se vor prelungi liniile dispărțitoare dintre proprietăți și pe aluviune, chiar dacă aceste linii ar fi oblice în raport cu mediana râului. (Toullier, III, No. 152; Dalloz, Rép., Propriété, No. 583; Com.: Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 273).

**41.** După altă părere, dominantă, aluviunea trebuie împărțită proporțional cu lărgimea pe care fiecare dintre proprietăți o are pe vechiul mal, fără a se lua în considerație direcțiunea liniilor cari impart aceste proprietăți. (Demolombe, X, No. 76; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 20, p. 385, 386; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 276; Laurent, VI, No. 294; Huc, IV, No. 151; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 390).

**42.** Comp. în privința altor păreri: Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1287; Duranton, IV, No. 421; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 274, 275; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 360).

**43.** Un proprietar neriveran poate dobândi prin prescripțiune aluviunea formată lângă proprietatea unui riveran, când el își exercită posesiunea numai asupra aluviunii. (Demolombe, X, No. 88, 97; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 120; Laurent, VI, No. 295).

**44.** Potrivit dispozițiilor art. 596 c. civ. fr. (535 c. civ. rom.) uzufructuarul se folosește de adăugirile făcute prin aluviune la fondul asupra căruia are uzufructul. (Laurent, VI, No. 295; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 391; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 359, nota 1).

**45.** Arendașul nu se va folosi de aluviunea formată în cursul duratei contractului său, deoarece ea nu a fost cuprinsă în contractul de arendare. (Pothier, Contrat de louage, IV, No. 278; Laurent, XXV, No. 171; Huc, X, No. 307; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 359, nota 1; Comp.: Demolombe, X, No. 90 urm.; Guillouard, Louage, I, No. 282 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 263).

**46.** Bezmanarul se folosește de aluviune, deoarece este proprietarul folosinței. (Demolombe, X, No. 87 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 359, nota 1).

**47.** Aluviunea formează împreună cu pământul la care se alipește un tot indivizibil și îi urmează condițiunea legală și proprietarul riveran va posedă aluviunea cu acelaș titlu și cu aceleași sarcine ca și pământul la care se alipește. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 580; Suppl., Propriété, No. 268; Laurent, VI, 295; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 391; Plastara, II, p. 167, nota 1).

**48.** Creditorul ipotecar se folosește de aluviune, garanția creanței sale întinzându-se și asupra aluviunii. (Troplong, Privilèges et hypothèques, No. 551; Huc, XIII, No. 232; Guillouard, Privilèges et hypothèques, No. 1515; Baudry et Chauveau, Des biens, 391; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, No. 1939; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 359, nota 1).

**49.** Legatul unui pământ va cuprinde și aluviunea care se alipește la dânsul. (Demolombe, X, No. 85; Dalloz, Rép., Propriété, No. 584; Plastara, II, p. 167, nota 1).

**50.** Deoarece aluviunea aparține proprietarului riveran la pământul căruia se alipește, chiar dacă mai târziu ar fi deslipită în mod accidental, ea rămâne tot proprietatea riveranului. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 238).

**51.** Nu trebesc confundate aluviunile și celelalte creșteri de pământ prevăzute de art. 557, 560 și 561 c. civ. fr. (496, 499 și 500 c. civ. rom.) cu simplele inundații cari după ce acoperă cu apă o bucată de pământ apa se retrage și pământul rămâne ca mai înainte uscat. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 380).

**52.** Pământurile inundate rămân ale proprietarilor lor, chiar dacă sunt acoperite în întregime cu apă și ei urmează a se folosi din nou de ele după ce apa s'a retras. (Demolombe, X, No. 174; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 15, p. 384, § 220, nota 1, p. 573; Dalloz, Rép., Propriété, No. 526; Suppl., Propriété, No. 249; Laurent, VI, No. 309; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 393; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 380).

**53.** Dacă însă după inundație, râul și-a format o nouă albie pe o proprietate, proprietarul pământului nu rămâne proprietarul albiei noui formate. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 249).

**54.** Chiar dacă după inundație pământul nu și-a mai păstrat vechea sa formă, el rămâne al proprietarului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203; p. 384; Dalloz, Rép., Propriété, No. 529; Suppl., Propriété, No. 250; Laurent, VI, No. 309).

**55.** A se vede: art. 500 din codul civil cu notele respective.

**Art. 496.** — Tot ale proprietarului riveran sunt și pământurile lăsate de apele curgătoare, când ele se retrag pe nesimțite dela unul din țărmuri și se îndreaptă către celalt țărm; proprietarul țărmului de unde apa s'a retras profită de aluviune, fără ca proprietarul țărmului opus să poată reclama pământul cel perdut.

Acest drept nu are loc în privirea pământurilor părăsite de apa mării. (Civ. 476, 495, 499, 502; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924), Art. 4, 8; Civ. Fr. 557).

*Text. fr. Art. 557.* — Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre: le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.  
Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer.

### Doctrină.

1. Pământul lăsat de apele curgătoare când ele se retrag pe nesimțite dela unul din țărmuri și se îndreaptă către celălalt țărm este tot un fel de creștere de pământ ca și aluviunea. (Huc, IV, No. 150; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 381; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Planiol et Ripert III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 358, 362; Nacu, I, p. 784; Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara, II, p. 166).
2. Creșterea de pământ prevăzută de art. 557 c. civ. fr. (496 c. civ. rom.) se formează prin retragerea pe nesimțite a unei ape curgătoare dela un țărm către celalt; cu toate acestea această creștere de pământ se mai poate forma și în cazul când țărmul unui râu se descoperă, fără ca apa să se îndrepte către celălalt țărm, ci din cauză că râul s'a strâns între cele două țărmuri deoarece volumul apelor a scăzut în mod progresiv. (Daloz, Rép., Propriété, No. 505; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 392; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 362).
3. Oricât de mare pierdere de pământ ar avea riveranul către țărmul cărui s'a retras o apă curgătoare, creșterea de pământ formată în folosul riveranului dela celălalt țărm îi aparține, fără nici o indemnizație de plătit. (Daloz, Rép., Propriété, No. 505; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 362).
4. Regulele aplicate aluviunii se aplică și creșterilor de pământ prevăzute de art.

557 c. civ. fr. (496 c. civ. rom.). (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 392; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant ed. 4-a, I, p. 866 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 358, 362; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara, II, p. 166).

5. Aluviunile și terenurile părăsite de apa mării fac parte din domeniul statului; ele nu aparțin proprietarilor riverani. (Daloz, Rép., Propriété, No. 505; Suppl., Propriété, No. 227; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Planiol et Ripert, III, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 363; Nacu, I, p. 784; Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara, II, p. 166).

6. Aluviunile și terenurile părăsite de apa mării, făcând parte din domeniul privat al statului, pot fi dobândite prin prescripțiune de către particulari. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 228).

7. Aluviunile și terenurile părăsite de apa mării pot fi concesionate particularilor de către stat. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 228).

8. În cazul când statul concesionează aluviunile sau terenurile părăsite de apa mării și în act se vorbește numai de acele terenuri existente în momentul convențiunii, dacă posterior contractării se mai formează alte aluviuni, acestea vor aparține staului iar nu concesionarului. (Demolombe, X, No. 22, 23; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 16, p. 384; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 228; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 394).

9. A se vedea: art. 476 și 495 din codul civil cu notele respective.

**Art. 497.** — Aluviunea nu are loc în privirea lacurilor, eleșteurilor și a iazurilor; proprietarul lor conservă totdeauna pământul acoperit de apă, când ea este la înălțimea scurgerii eleșteului, iazului, chiar dacă câtimea apei ar scădea în urmă; și viceversa, proprietarul iazului nu câștigă nici un drept asupra pământului

riveran ce se acoperă de apa iazului când urmează vărsături extraordinare. (Civ. 495, 496, 1847; C. p. 353, 356; Civ. Fr. 558).

*Text. fr. Art. 558.* — L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs, dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer.

Réciproquement le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Accesoriu 12.	Lucrări 15.
Aluviune 3, 4, 5.	Maluri 12.
Baltă 1, 3, urm.	Mare 5.
Creștere de pământ 3, 4, 5.	Nivelul apei 7, 11.
Culpă 16.	Prejudiciu 14, 15, 17.
Daune-interese 14, 16, 17.	Prescripție 10, 11.
Definiție 1, 2.	Prezumțiune 6, 8, 9, 11.
Distrugere 4.	Probă contrară 9.
Dovadă contrară 9.	Proprietar riveran 10, 11,
Eleșteu 2 urm.	13—17.
Greșeală 16.	Proprietate 3 urm.
Iaz 2 urm.	Secarea apei 8, 11.
Iezetură 2, 6—11, 16, 17.	Stat 5.
Inundație 7, 13—17.	Stăvilare 2, 6—11, 16, 17.
Lac 1, 3, urm.	Târmuri 12.
Lac sărat 5.	Titlu 10.

Doctrină.

**1.** Prin lac sau baltă se înțelege o operă a naturii stătătoare, care în general nu poate seca cu totul, formată prin dispoziția firească a locului și provenită din izvoare sau scurgeri de ploi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 363, nota 1).

**2.** Prin iaz sau eleșteu se înțelege o operă a mâinei omului stătătoare, formată din apă într'un loc prăvăliș și oprită prin stăvilare sau iezetură. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 363, nota 1).

**3.** Proprietarii lacurilor și iazurilor păstrează proprietatea aluviunilor și a terenurilor părăsite de apă, dacă ele s'au format în limitele proprietății lor. (Daloz, Rép., Propriété, No. 507; Suppl. Propriété, No. 230; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 727; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 363; Nacu, I, p. 785; Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara II, p. 166).

**4.** Proprietarii lacurilor și iazurilor au dreptul să distrugă creșterile de pământ făcute pe malurile apei, deoarece sunt proprietatea lor. (Daloz, Rép., Propriété, No. 508).

**5.** Creșterile de pământ făcute la malurile lacurilor sărate cari comunică cu marea și care deci sunt ale statului, sunt considerate ca aluviuni ale mării și aparțin statului. (Daloz, Rép., Suppl. Propriété, No. 230).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 558 c. civ. fr. (497 c. civ. rom.) se stabilește prezumpțiunea că proprietarul unui lac sau iaz este proprietarul terenului acoperit de apă, când ea este la înălțimea scur-

gerei eleșteului. (Demolombe, X, No. 30; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 231; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 364; Plastara, II, p. 166, 167).

**7.** Deoarece art. 558 § 2 c. civ. fr. (partea finală a art. 497 c. civ. rom.) dispune că terenurile acoperite cu apă în timpul revărsărilor extraordinare nu aparțin proprietarului locului, se trage concluzia, contrar dispozițiilor art. 558 § 1 c. civ. fr. (partea I a art. 497 c. civ. rom.), că limitele proprietății unui iaz sunt fixate de nivelul apelor în timpul creșterilor ordinare și periodice din iarnă. (Demolombe, X, No. 30; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, nota 5, p. 282, § 203, nota 17, p. 384; Daloz, Rép., Suppl. Eau, No. 220; Propriété, No. 231; Laurent, VII, No. 243 urm.; Huc, IV, No. 153; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 397, 398; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 727; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 364; Matei Cantacuzino, p. 146).

**8.** Prezumpțiunea de proprietate prevăzută de art. 558 c. civ. fr. (497 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea numai în cazul când scurgerea eleșteului funcționează totdeauna mecanic și automat fără intervenția omului, adică atunci când limitele eleșteului sunt fixe și invariabile și dacă eleșteul nu este supus unor operațiuni de secarea apei. (Demolombe, X, No. 29; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, nota 5, p. 282, § 203, nota 17, p. 384; Daloz, Rép., Eau, No. 221; Propriété, No. 231, 234; Laurent, VII, No. 242; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 399).

**9.** Prezumpțiunea de proprietate prevăzută de art. 558 c. civ. fr. (497 c. civ. rom.) este o prezumpțiune simplă care poate fi combătută prin dovada contrară și proprietarii riverani pot dovedi că proprietarul iazului a ridicat înălțimea scurgerii și pot să-l constrângă să reducă lucrările în starea de mai înainte. (Daloz, Rép., Suppl., Eau, No. 222; Propriété, No. 234; Laurent, VII, No. 245; Huc, IV, No. 153; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 398).

**10.** În cazul când proprietarul iazului a ridicat înălțimea scurgerii, peste limita prevăzută de titlu, și această situațiune s'a continuat în timp de 30 ani, proprietarul iazului a dobândit prin prescripție terenurile ocupate de apă peste limita prevăzută în titlu. (Daloz, Rép.,

Suppl., Eaux, No. 222; Propriété No. 234; Laurent, VII, No. 245; Huc, IV, No. 153; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 398).

**11.** Din prezumpțiunea de proprietate prevăzută de art. 558 c. civ. fr. (497 c. civ. rom.) rezultă că chiar dacă iazul ar seca sau ar scădea apele sale sub nivelul înălțimei scurgerii, terenul iazului nu poate forma pentru proprietarii riverani obiectul unei posesiuni utile pentru a conduce la prescripțiune, când dealtfel pe deoparte posesiunea lor asupra acestui teren nu se exercită conform destinației sale de iaz, iar pe de altă parte iazul își păstrează destinația sa în mod cert și definitiv. (Toullier, III, No. 13; Demolombe, X, No. 31; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, nota 5, p. 282; Dalloz, Rép., Suppl., Eaux, No. 222; Propriété, No. 233; Laurent, VII, No. 245; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 400; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Planiol et Ripert, III, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 727; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 364; Nacu, I, 785; Plastara, II, p. 166, 167).

**12.** Malurile iazului, fiind accesoriul iazului sunt considerate că fac parte din el și posesiunea contrară a iazului implică și posesiunea malurilor cari închid apa. (Dalloz, Rép., Eaux, No. 266; Suppl., Eaux, No. 235).

**13.** Potrivit dispozițiilor art. 558 § 2 c. civ. fr. (partea finală a art. 497 c. civ. rom.), terenurile din jurul iazului acoperite cu apă în timpul creșterilor extraordinare, rămân ale proprietarilor riverani. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 236; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 364; Nacu, I, p. 785; Plastara, II, p. 166, 167).

**14.** Proprietarii riverani au în contra

proprietarului iazului o acțiune în daune-interese în cazul când vecinătatea iazului le cauzează un prejudiciu determinat. (Demolombe, X, No. 41 urm.; Dalloz, Rép., Propriété, No. 508; Suppl., Propriété, No. 236; Laurent, VII, No. 253; Huc, IV, No. 153; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 402).

**15.** Proprietarii riverani au dreptul să facă pe proprietățile lor lucrări pentru a evita pagubele ce eventual le-ar putea cauza vecinătatea iazului. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 237).

**16.** Proprietarul iazului datorește daune-interese proprietarilor riverani, în conformitate cu dispozițiunile art. 1382 c. civ. fr. (998 c. civ. rom.) adică atunci când este din partea sa o greșeală cum ar fi de exemplu: când inundația ar fi cauzată din reaua întreținere a iazului sau din cauză că s'a ridicat stăvilarele, etc. (Demolombe, X, No. 36 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Eaux, No. 234; Propriété, No. 236; Laurent, VII, No. 253; Huc, IV, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 364).

**17.** Proprietarul unui iaz este răspunzător de inundațiile cauzate proprietarilor riverani prin creșterile ordinare și periodice, dar nu este răspunzător de daunele cauzate de creșterile extraordinare dacă iazul este amenajat în conformitate cu dispozițiile art. 558 c. civ. fr. (496 c. civ. rom.) având scurgere. (Demolombe, X, No. 41 urm.; Dalloz, Rép., Propriété, No. 508; Laurent, VII, No. 253; Huc, IV, No. 153; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 402; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 364).

**18.** A se vedea: art. 476 din codul civil cu notele respective.

**Art. 498.** — Dacă un fluviu sau râu navigabil sau nu, rupe deodată o parte mare, și care se poate recunoaște, de pământ, și o lipește la pământul unui alt proprietar, acea parte rămâne a cui a fost pământul dela care s'a rupt; însă dacă se va reclama în termen de 1 an<sup>1)</sup>. (Civ. 476, 495, 1845, 1893, 1894; Civ. Fr. 559).

*Text. fr. Art. 559.* — Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non, enlève par une force subite une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain, et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété; mais il est tenu de former sa demande dans l'année: après ce délai, il n'y sera plus recevable, à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie, n'eût pas encore pris possession de celle-ci.

<sup>1)</sup> Art. francez 559 corespunzător, continuă: „après ce délai, il n'y sera plus recevable, à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie, n'eût pas encore pris possession de celle-ci.”



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune reală mobilă 22.	Mobile perdute 5.
Aluviune 2, 10.	Neglijență 18.
Aluviune subită 10.	Obiecte prețioase 5.
Avulsiune 2 urm.	Parte considerabilă 4, 5.
Avulsiune prin alipire 6.	Poseziune 28.
12, 25.	Prejudiciu 16, 17, 18.
Avulsiune prin supra-	Prescripție 24, 28.
punere 6, 12, 25, 26.	Prețioase obiecte 5.
Braț nou 7.	Proprietari riverani 2 urm.
Considerabilă parte 4, 5.	Punere în întârziere 25,
Creșteri de pământ 2, 10.	26, 27.
Culpă 18.	Râu 1 urm.
Daune-interese 16, 17, 18.	Râu navigabil sau plutitor
Decădere 24, 28.	1, 3, 9, 19.
Definiție 2.	Râu nenavigabil sau ne-
Diferență 2.	plutitor 1, 3, 19.
Facultate 14.	Reclamație, a se vedea cu
Fluviu, a se vedea cu-	vântul: „Revendicare”.
vântul; „Râu”.	Revendicare 11-19, 22-28.
Forță majoră 16, 17.	Stat 19.
Greșeală 18.	Terenuri părăsite de apă 2.
Identitate 10.	Termen de un an 23-28
Insulă 7, 9, 9.	Uzucruț 20, 21.

## Doctrină.

**1.** La textul art. 498 c. civ. rom. trebuie de adăus după cuvintele: «navigabile sau nu», cuvintele: «plutitor sau neplutitor». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 364, nota 3).

**2.** Art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.) tratează despre avulsiune, care diferă de aluviune și de terenurile părăsite de apele curgătoare deoarece avulsiunea există când o parte considerabilă a țărmului care se poate recunoaște și distinge, se rupe deodată de pământul unde se află și se alipește la pământul unui alt proprietar. (Daloz, Rép., Propriété, No. 314; Suppl., Propriété, No. 241; Planiol et Ripert, III, No. 259; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 365; Matei Cantacuzino, p. 146).

**3.** Art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.) nu face distincțiune între avulsiunea formată într'un râu navigabil și cea formată într'un râu nenavigabil, ambele fiind conduse de aceleași reguli. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 241; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 365).

**4.** Pentru ca dispozițiile art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea trebuie ca partea ruptă din țărm să fie destul de apreciazabilă în ceea ce privește mărimea ei. (Daloz, Rép., Propriété, No. 517; Suppl., Propriété, No. 243; Laurent, VI, No. 300; Huc, IV, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 404; Planiol et Ripert, III, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 365)..

**5.** In cazul când partea ruptă din țărm este fără importanță însă cuprinde obiecte prețioase sau individualizate, se pot aplica dispozițiunile art. 2279 § 2 c. civ. fr. (1909 § 2 c. civ. rom.) privitoare la obiectele mobile pierdute. (Daloz, Rép., Propriété, No. 518; Suppl., Propriété, No. 243; Laurent, VI, No. 300).

**6.** In cazul când bucata de pământ ruptă din țărm în loc să se alipească de pământul altui proprietar, se supra-pune acestuia, se vor aplica tot dispozițiunile art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.) cu toate că acest articol nu prevede acest caz. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1282; Demolombe, X, No. 99; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 395 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 21, p. 386; Daloz, Rép., Propriété, No. 519; Suppl. Propriété, No. 242; Laurent, VI, No. 300; Huc, IV, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 406; Planiol et Ripert, III, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 365, text și nota 3).

**7.** Dacă o parte dintr'un teren a unui proprietar riveran a fost incorporat la o insulă prin formarea unui braț nou al râului, se vor aplica dispozițiunile art. 562 c. civ. fr. (501 c. civ. rom.) iar nu dispozițiunile art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.) care prevede cazul unei deplasări de teren, ceace nu are loc în împrejurarea de față. (Demolombe, X, No. 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 26, p. 387, 388; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 369).

**8.** In cazul când apa unui râu rupe o bucată considerabilă, și care se poate recunoaște, din terenul unui proprietar riveran și în loc să se alipească de pământul altui proprietar, se fixează în mijlocul apei, se vor aplica, prin analogie, tot dispozițiile art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Propriété, No. 525; Suppl., Propriété, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 374).

**9.** După altă părere, dacă este vorba de un fluviu sau râu navigabil sau plutitor, insula formată va aparține statului, în baza dispozițiilor art. 560 c. civ. fr. (499 c. civ. rom.) care nu face nici o distincțiune. (Laurent, VI, No. 302; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 375).

**10.** Pentru ca proprietarul avulsiunii să o poată reclama, trebuie ca identitatea pământului rupt să fie dovedită, deoarece dacă nu se va putea dovedi identitatea, s'ar găsi cazul unei aluviuni subite care aparține proprietarului fondului la care s'a alipit. (Pothier, Propriété, IX, No. 165; Demolombe, X, No. 100; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 367).

**11.** In caz de avulsiune, terenul rupt și deplasat cu toate construcțiunile și plantațiunile ce le cuprindea, va continua să aparțină proprietarului pământului de unde a fost rupt care are dreptul să-l reia în natură. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1282; Demolombe, X, No. 104; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 22, p. 386; Daloz, Rép., Propriété, No. 516; Suppl., Propriété, No. 241; Laurent, VI, No. 297; Huc, IV, No. 154; Bau-

dry et Chauveau, Des biens, No. 406; Planiol et Ripert, III, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 366, 367; Matei Cantacuzino, p. 146; Plastara, II, p. 168).

**12.** După o părere, proprietarul nu are dreptul să lase terenul rupt în poziția în care se află deplasat, exercitându-și dreptul asupra lui în acest loc, ci trebuie să ridice terenul deplasat fie că avulsunea s'a produs prin alipire, fie că ea s'a produs prin suprapunere. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1283; Demolombe, X, No. 104; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 386; Dalloz, Rép., Propriété, No. 516; Suppl., Propriété, No. 241; Laurent, VI, No. 297; Huc, IV, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 406; Plastara, II, p. 168, nota 1).

**13.** După altă părere, în acest caz, proprietarul, terenului rupt și deplasat are dreptul să-și exercite drepturile sale de proprietate asupra acestui teren în locul unde a fost deplasat, fără să fie obligat a-l ridică. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 395 bis, III; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 367, 368).

**14.** Proprietarul terenului rupt și deplasat are numai facultatea a-și reclama terenul rupt însă nu este obligat la aceasta. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 516; Suppl., Propriété, No. 241).

**15.** Dacă proprietarul terenului rupt și deplasat reclamă terenul, el trebuie să-l reclame în întregime, neavând dreptul să reclame numai o parte din el lăsând restul. (Demolombe, X, No. 112; Dalloz, Rép., Propriété, No. 521; Suppl., Propriété, No. 246).

**16.** Dacă proprietarul unui teren rupt și deplasat, nu voește să reclame acest teren, proprietarul la pământul cărui s'a alipit terenul rupt, nu are dreptul să-i ceară daune-interese pentru prejudiciul ce a suferit prin avulsune, fiind aci un caz de forță majoră. (Demolombe, X, No. 112; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 23, p. 386; Dalloz, Rép., Propriété, No. 521; Suppl., Propriété, No. 245; Laurent, VI, No. 299; Huc, IV, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 369).

**17.** Dacă proprietarul reclamă avulsunea, el nu poate fi obligat să plătească daune-interese proprietarului pământului la care s'a alipit terenul deplasat, deoarece avulsunea este un caz de forță majoră și reclamația proprietarului constituie exercițiul unui drept prevăzut de lege. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 386; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 245; Laurent, VI, No. 299; Huc, IV, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 369; Contra: Demolombe, X, No. 112; Dalloz, Rép., Propriété, No. 521).

**18.** Dacă însă cu ocazia ridicării a-

vulsionei proprietarul ei, cauzează un prejudiciu proprietarului pământului la care s'a alipit avulsunea, din cauza neglijenței sau greșelii sale, el datorește conform dispozițiilor art. 1382 c. civ. fr. (998 c. civ. rom.) daune-interese. (Pothier, Propriété, IX, p. 156, nota 1; Laurent, VI, No. 299; Huc, IV, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 369).

**19.** În cazul când proprietarul nu voește să reclame avulsunea, aceasta aparține potrivit dispozițiilor art. 560 și 561 c. civ. fr. (499 și 500 c. civ. rom.) statului sau riveranilor după cum este vorba de un râu navigabil sau plutitor sau de un râu nenavigabil sau neplutitor. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 525).

**20.** Dacă avulsunea s'a alăturat la un fond supus uzufructului și ea nu a fost reclamată, avulsunea, după o părere aparține uzufructuarului iar nu nudului proprietar. (Duranton, IV, No. 421, 580; Demolombe, X, No. 112 bis, 333; Laurent, VI, No. 373; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 368).

**21.** După altă părere, avulsunea, în acest caz, va aparține nudului proprietar iar nu uzufructuarului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 527; Marcadé, Art. 559; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, text și nota 41, p. 601).

**22.** Acțiunea în reclamație a avulsionei este o acțiune reală mobilă. Huc, IV, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 406; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 367).

**23.** Proprietarul care voește să-și reia avulsunea trebuie să facă reclamația sa în termen de un an. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 520; Suppl., Propriété, No. 244; Planiol et Ripert, III, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 366; Nacu, I, p. 785; Matei Cantacuzino, p. 146).

**24.** Termenul de un an, în care proprietarul pământului dela care s'a făcut avulsunea, are dreptul să reclame, nu este o prescripție, ci o decădere. Acest termen începe a curge din momentul când partea ruptă a fost alipită de terenul altui proprietar. (Demolombe, X, No. 106 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 387, 388; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 366, nota 2; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 146, 147; Contra.: Nacu, I, p. 786).

**25.** După o părere, proprietarul la care s'a alipit avulsunea poate înainte de sfârșitul termenului de un an să cheme în judecată pe proprietarul dela care s'a rupt terenul pentru a-l face să se pronunțe fie pentru revindicare, fie pentru părăsirea avulsionei și aceasta atât în cazul unei avulsioni prin alipire cât și în cazul unei avulsioni prin suprapunere. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1283; Demolombe, X, No. 110; Dalloz, Rép.,

Propriété, No. 522; Suppl., Propriété, No. 247; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 367, nota; Nacu, I, p. 785).

**26.** După altă părere, această acțiune poate fi exercitată numai în cazul unei avulsii prin suprapunere. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 27, p. 388; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 408; Planiol et Ripert, III, No. 259).

**27.** După a treia părere, proprietarul la care s'a alipit avulsunea nu are dreptul să cheme în judecată pe proprietarul

dela care s'a rupt terenul, el având facultatea ca până la sfârșitul anului să exercite sau nu acțiunea de revendicare, fără să fie obligat a se pronunța mai înainte. (Laurent, VI, No. 298).

**28.** Spre deosebire de art. 559 c. civ. fr. corespunzător, în dreptul civil român, dacă proprietarul nu a reclamat în termen de un an avulsunea, ea devine proprietatea celui la care s'a alipit, chiar dacă el nu a luat-o în stăpânire. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 368).

**Art. 499.** — Insulele și prunturile cari se formează în albia fluviilor și a râurilor navigabile sau plutitoare, sunt ale Statului, dacă nu i se opune titlu sau prescripțiune. (Civ. 476, 500 urm., 1845; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924), Art. 5; Civ. Fr. 560).

*Text. fr. Art. 560.* — Les îles, flots, attérissements, qui se forment dans le lit des fleuves ou des rivières navigables ou flottables, appartiennent à l'État, s'il n'y a titre ou prescription contraire.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Albie 1 urm.	Instrăinare 8.
Alienabilitate 8.	Insule 1, 3—10.
Brațe nenavigabile 4.	Insule plutitoare 6.
Definiție 1, 2.	Nivelul apei 10.
Domeniu privat 7, 8, 9.	Prescripție 8, 9.
Domeniu public 3, 7, 9.	Proprietar 2, 3, 4, 7, 8, 9, 11.
Fluviu, a se vedea cu- vântul: „Râu“	Proprietari riverani 5.
	Stat 3, 4, 5, 7, 8, 9.

## Doctrină.

**1.** Prin insule se înțeleg terenurile înconjurate cu apă, care se formează în mijlocul unui râu prin efectul unei scăderi permanente a nivelului apei. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 370).

**2.** Prunturile sunt terenurile cari se formează într'un râu prin acumularea în acelaș punct a materiilor aduse de apa curgătoare. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 370, nota 2).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 560 c. civ. fr. (499 c. civ. rom.), insulele și prunturile cari se formează în albia râurilor și fluviilor navigabile sau plutitoare, adică în apele curgătoare cari fac parte din domeniul public, sunt ale statului. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 251; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2720; Planiol et Ripert, III, No. 260; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 868; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 370; Plastara, II, p. 168).

**4.** Insulele și prunturile formate în albia brațelor nenavigabile ale unui râu navigabil, când brațele sunt situate mai jos de punctul de unde începe navigabilitatea râului, aparțin deasemenea statului. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 254).

**5.** În cazul când în cursul unui râu se formează succesiv și în timp de mai mulți ani o insulă din sfărâmurile unei proprietăți riverane, ea aparține statului dacă se formează într'un râu navigabil sau plutitor și riveranilor dacă se formează într'un râu nenavigabil sau neplutitor. (Demolombe, X, No. 118; Laurent, VI, No. 302; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 416).

**6.** Insulele plutitoare fac parte din râul sau fluviul pe care plutesc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 370, nota 3).

**7.** Potrivit dispozițiilor art. 560 c. civ. fr. (499 c. civ. rom.) insulele și prunturile formate în albia râurilor și fluviilor navigabile sau plutitoare, fac parte din domeniul privat al statului, contrar ca însăși albia care face parte din domeniul public al statului. (Demolombe, X, No. 123; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 389; Daloz, Rép., Propriété, No. 533; Suppl., Propriété, No. 251; Laurent, VI, No. 303; Huc, IV, No. 155; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 411; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 371; Plastara, II, p. 168, nota 2).

**8.** Deasemenea din dispozițiile art. 560 c. civ. fr. (499 c. civ. rom.) rezultă că insulele și prunturile formate în albia râurilor și fluviilor navigabile sau flotabile sunt alienabile și prescriptibile. (Demolombe, X, No. 123; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 389; Daloz, Rép., Propriété, No. 533; Suppl., Propriété, No. 251; Laurent, VI, No. 303; Huc, IV, No. 155; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 371; Plastara, II, p. 168, nota 2).

**9.** Insulele și prunturile devin prescriptibile numai după ce ele sunt considerate ca formate complet deoarece numai din acest moment ele trec din do-

meniu public în domeniul privat al statului. (Demolombe, X, No. 123; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 389; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 251; Laurent, VI, No. 303; Huc, IV, No. 155; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 371; Plastara, II, p. 168, nota 2).

**10.** Insulele și prunturile sunt considerate ca formate din momentul când

ele întrec nivelul creșterilor ordinare ale râului în mijlocul căruia s'au format. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 389, 390; Dalloz, Rép., Propriété, No. 550; Suppl., Propriété, No. 260; Laurent, VI, No. 303; Huc, IV, No. 155; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 412; Plastara, II, p. 168, nota 2).

**11.** A se vedea: art. 500 din codul civil cu notele respective.

**Art. 500.** — Insulele și prunturile cari se formează în râurile nenavigabile și neplutitoare, sunt ale proprietarului țărmlui pe care ele s'au format; dacă insula formată trece peste jumătatea râului, atunci fiecare proprietar riveran are dreptul de proprietate asupra părții de insulă ce se întinde spre el, pornind dela jumătatea râului. (Civ. 476, 496, 499, 501, 502, 579—582; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924), Art. 5; Civ. Fr. 561).

*Text. fr. Art. 561.* — Les îles et attérissements qui se forment dans les rivières non navigables et non flottables, appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée: si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, a partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu de la rivière.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Albie 1 urm.  
Aluviune 6, 7, 8, 9, 11.  
Antichreză 13.  
Arendare 12.  
Inchiriere 12.  
Indiviziune 5.  
Instrăinare 4.  
Insule 1 urm.  
Ipotecă 14, 15.  
Locațiune 12.  
Partaj 5, 6, 7.

Proprietari 1 urm.  
Proprietari riverani 2—10.  
Râu navigabil sau plutitor 3.  
Râu nenavigabil sau neplutitor 2, 4, 10.  
Redacțiune 1.  
Uzucruț 11.  
Vânzare 4.  
Vecin 9.

#### Doctrină.

**1.** În textul art. 500 c. civ. rom. este o greșeală de redacțiune deoarece nu trebuia să se spuie cuvintele: «pe care ele s'au format», ci cuvintele: «pe lângă care, sau spre care s'au format» căci insula și pruntul se formează în albia râului, iar nu pe mal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 370, nota 1).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 561 c. civ. fr. (500 c. civ. rom.), insulele și prunturile cari se formează în râurile nenavigabile și neplutitoare aparțin proprietarilor riverani deoarece și albia le aparține pe jumătate. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 545; Suppl., Propriété, No. 254; Planiol, I, No. 2720; Planiol et Ripert, III, No. 260; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 868; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 371, 372; Nacu, I, p. 786; Matei Cantacuzino, p. 147; Plastara, II, p. 168, 169).

**3.** Insulele și prunturile cari se formează în părțile nenavigabile superioare ale râurilor navigabile, până la punctul unde începe navigația sau plutirea, apar-

țin proprietarilor riverani. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 254).

**4.** Pentru ca un proprietar riveran să poată invoca dispozițiunile art. 561 c. civ. fr. (500 c. civ. rom.) și să reclame proprietatea unei insule formate într'un râu nenavigabil și neplutitor, trebuie ca să fi fost proprietar riveran în momentul formării insulei. Astfel dacă după formarea insulei proprietarul riveran a înstrăinat proprietatea sa riverană, fără să fi înstrăinat și insula, cumpărătorul nu are dreptul să pretindă că este proprietarul insulei în baza dispozițiilor art. 561 c. civ. fr. (500 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 256; Huc, IV, No. 156).

**5.** Partajul insulei între riverani se face de îndată prin efectul legii, neexistând indiviziune între ei. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1288; Duranton, IV, No. 421; Dalloz, Rép., Propriété, No. 598; Suppl., Propriété, No. 255).

**6.** Pentru împărțirea insulei între proprietarii riverani, se va trage o linie imaginară în mijlocul râului. Dacă linia nu traversează insula, ea va aparține proprietarilor de partea cărora s'au format. Dacă linia traversează insula, proprietarii riverani vor avea fiecare dreptul la porțiunea de insulă care se află de partea lor. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 595; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2720; Planiol et Ripert, III, No. 260; Colin et Capitant, I, p. 868; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 372, 373; Nacu, I, p. 786; Plastara, II, p. 169).

**7.** După împărțirea insulei între pro-

prietarii riverani de ambele părți ale râului, pentru a împărți porțiunea de insulă între mai mulți riverani de aceeași parte a râului se va proceda ca și la partajul aluviunilor potrivit dispozițiilor art. 556 c. civ. fr. (495 c. civ. rom.). (Demolombe, X. No. 125 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 390; Dalloz, Rép., Propriété, No. 595; Suppl., Propriété, No. 278; Laurent, VI, No. 304; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 413; Planiol et Ripert, III, No. 260; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2720; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 868; Comp.: Nacu, I. p. 786; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 372, 373).

**8.** După formarea insulei, proprietarii ei se bucură de dreptul de aluviune care se formează la această insulă. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1286; Demolombe, X, No. 127; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 31. p. 390; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 396 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 259; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I. p. 359, 373).

**9.** Dacă după formarea insulei ea este atribuită numai proprietarului riveran de o parte a râului din cauză că linia mediană a râului nu o atinge, chiar dacă mai în urmă prin formarea aluviunilor ea ar întrece linia mediană, proprietarul riveran de cealaltă parte a râului numai are dreptul la vreo porțiune a acestei insule; aceeași soluțiune are loc, dacă insula s'ar prelungi apoi de partea proprietății unui alt riveran vecin cu cel care a dobândit insula. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1286; Demolombe, X, No. 127; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 390; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 259, 278; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 414).

**10.** Dacă între insula formată și atribuită unui proprietar riveran și celalt țărâm al râului, se va forma o altă insulă proprietarul primei insule va putea avea dreptul și la această insulă aplicându-se

și aci dispozițiunile art. 561 c. civ. fr. (500 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 127; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 396 bis, II; Dalloz, Rép., Propriété, No. 551; Baudry et Chauveau, Des biens, 414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 373).

**11.** Insula care se formează într'un râu nenavigabil și neplutitor folosește uzufructuarului, ca și aluviunea. (Duranton, IV, No. 421, 580; Laurent, VI, No. 373; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 371, nota 3; Contra: Proudhon, Usufruit, II, No. 524; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 435 bis, I; Demolombe, X, No. 158; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1554; Huc, IV, No. 194).

**12.** Arendașul nu se poate folosi de insulele și prunturile formate după încetarea contractului de arendare, deoarece el nu se poate folosi de imobil decât în limitele în care i-a fost arendat. (Demolombe, X, No. 160; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 372, nota).

**13.** Creditorul antichezist se folosește de insulele și prunturile formate în timpul exercitării dreptului său de anticheză. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 372, nota).

**14.** Creditorul ipotecar, după o părere, se folosește de insulele și prunturile formate posterior constituirii ipotecei. (Trop-Long, Privilèges et hypothèques, II, No. 553; Pont, Privilèges et hypothèques, I, No. 406; Guillaouard, Privilèges et hypothèques, III, No. 1516; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, III, No. 1939; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 372, nota).

**15.** După altă părere, creditorul ipotecar nu se poate folosi de insulele și prunturile formate posterior constituirii ipotecei. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1285; Demolombe, X, No. 159).

**16.** A se vedea art. 499 din codul civil cu notele respective.

**Art. 501.** — Dacă un râu sau fluviu formându-și un braț nou, taie și înconjoară pământul unui proprietar riveran, și face prin acest chip o insulă, proprietarul nu pierde pământul ce s'a transformat în insulă, chiar dacă el s'a făcut de un fluviu sau de un râu navigabil sau plutitor. (Civ. 476, 499, 500; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924), Art. 5; Civ. Fr. 562).

*Text fr. Art. 562.* — Si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe, et embrasse le champ d'un propriétaire riverain, et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable ou flottable.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 562 c. civ. fr. (501 c. civ. rom.), în cazul când un flu-

viu sau un râu își formează un braț nou și taie și înconjoară în formă de insulă pământul unui proprietar riveran, dispozițiile art. 560 și 561 c. civ. fr. (499 și 500

c. civ. rom.) nu-și mai găesc aplicațiunea și pământul rămâne al vechiului proprietar. (Daloz, Rép., Propriété, No. 537; Planiol, ed. 6-a, I. No. 2720; Planiol et Ripert, III, No. 260; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 868; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 374; Nacu, I, p. 786, 787; Plastara, II, p. 169)..

2. Dispozițiunile art. 562 c. civ. fr. (501 c. civ. rom.) își găesc aplicațiunea fie că râul este navigabil sau plutitor, fie că nu este navigabil sau plutitor. (Laurent, VI, No. 305; Huc, IV, No. 156; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 374).

3. Dacă o parte dintr'un teren a unui proprietar riveran a fost incorporat la o insulă prin formarea unui braț nou al râului, se vor aplica dispozițiunile art. 562 c. civ. fr. (501 c. civ. rom.) iar nu dispozițiile art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.) care prevede cazul unei deplasări de teren, ceace nu are loc în împreju-

rarea de față. (Demolombe, X, No. 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, nota 26, p. 387, 388; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 369).

4. In cazul când apa unui râu rupe o bucată considerabilă și care se poate recunoaște, din terenurile unui proprietar riveran și în loc să se alipească de pământul altui proprietar, se fixează în mijlocul apei, se vor aplica, prin analogie, tot dispozițiunile art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Propriété, No. 525; Suppl., Propriété, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 374).

5. Dacă este vorba de un fluviu sau râu navigabil sau plutitor, după altă părere, insula formată va aparține statului în baza art. 560 c. civ. fr. (499 c. civ. rom.) care nu face nici o distincțiune. (Laurent, VI, No. 302; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 375).

**Art. 502.** — Dacă un fluviu sau un râu își face un nou curs părăsind vechia sa albie, această albie se împarte între proprietarii mărginari <sup>1)</sup>. (L. regimului apelor (Mon. of. 137/924), Art. 6; Civ. Fr. 563; Civ. It. 461).

*Text fr. Art. 563.* — Si un fleuve ou une rivière navigable, flottable ou non, se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

*Text fr. Art. 563 (Modificat prin legea din 8 Aprilie 1898).* — Si un fleuve ou une rivière navigable ou flottable se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires riverains peuvent acquérir la propriété de cet ancien lit, chacun en droit soi, jusqu'à une ligne qu'on suppose tracée au milieu de la rivière. Le prix de l'ancien lit est fixé par des experts nommés par le président du tribunal de la situation des lieux, à la requête du préfet du département.

A défaut par les propriétaires riverains de déclarer, dans les trois mois de la notification qui leur sera faite par le préfet, l'intention de faire l'acquisition aux prix fixés par les experts, il est procédé à l'aliénation de l'ancien lit selon les règles qui président aux aliénations du domaine de l'Etat.

Le prix provenant de la vente est distribué aux propriétaires des fonds occupés par le nouveau cours, à titre d'indemnité, dans la proportion de la valeur du terrain enlevé à chacun d'eux.

*Text Ital. Art. 461.* — Se un fiume o torrente si forma un nuovo letto abbandonando l'antico, questo spetta ai proprietari confinanti alle due rive.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Albie 1 urm.  
Aluviune 4.  
Avulsune 11.

Creșteri de pământ 4, 8.  
Creștere extraordinară a râului, a se vedea cuvântul: „Inundație“.

Decădere 11.  
Definiție 3.  
Despăgubiri 6.  
Diguri 9.  
Fluviu, a se vedea cuvântul: „Râu“.  
Forță majoră 6, 7.

Furtună 9.  
Insule 4.  
Inundație 3, 9, 10.  
Lucrări 7.  
Nivelul apei 3.  
Pârâe 2.  
Părăsirea albiei 1 urm.  
Partaj 4, 5, 6.  
Ploae 9.  
Prescripție 11.  
Proprietari riverani 4, 5, 6.

Râu navigabil sau plutitor 1.  
Râu nenavigabil sau neplutitor 2.  
Răuleț 2.  
Revenind 11.  
Revenirea la vechia albie 10.  
Ruperea digurilor 9.  
Secarea râului 5.  
Termen de un an 11.

1) Art. 502 c. civil român este luat din codul civil italian art. 461, suprimându-se partea finală.

## Doctrină.

1. Dispozițiile art. 563 c. civ. fr. (502 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când fluviul sau râul este navigabil sau plutitor cât și în cazul când este nenavigabil sau neplutitor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 391; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 279; Huc, IV, No. 157, 158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 377).

2. Dispozițiunile art. 563 c. civ. fr. (502 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la râulețe sau pârae. (Huc, IV, No. 158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 377, nota 4).

3. Prin vechea albie se înțelege fosta albie care cuprinde toate terenurile care erau acoperite de apă până la cel mai înalt nivel, fără a se lua în considerație cazul unei creșteri extraordinare. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 282; Laurent, VI, No. 307).

4. Vechea albie nu cuprinde însulele și aluviunile care erau deja complet formate în momentul părăsirii ei și schimbării cursului apei, cari rămân mai departe câștigate de riveran și deci nu intră în împărțeală. (Demolombe, X, No. 166; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 391; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 283; Laurent, VI, No. 307; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 379; Contra: Marcadé, Art. 563, No. 1).

5. Dacă râul se usucă prin faptul, de exemplu că apa s'ar pierde într-o prăpastie subterană, albia râului se va împărți desemenea între proprietarii riverani. (Demolombe, X, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 377, nota 5).

6. Proprietarii riverani cari vor împărți vechea albie a râului nu sunt obligați să plătească vreo despăgubire proprietarului pe fondul căruia râul și-a făcut o nouă albie, deoarece este un caz de forță majoră. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 377).

7. Dispozițiunile art. 563 c. civ. fr. (502 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai când noua albie se formează prin forța naturii iar nu și în cazul când ea este datorită unor lucrări făcute de mâna omului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 391; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 281; Laurent, VI, No. 308; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 421; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, pag. 378, 379).

8. Schimbarea cursului unui râu nu trebuie confundată cu părăsirea subită a unui țărm de către un râu și intrarea apei în terenul țărmului opus prin rupea terenului, deoarece art. 563 c. civ. fr. (502 c. civ. rom.) prevede situațiunea când un râu își schimbă cursul formând un curs nou independent de cel vechi. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 603; Suppl., Propriété, No. 280).

9. Deasemenea nu trebuie confundată schimbarea cursului unui râu cu inundația care are o cauză temporară prin natura sa cum este o ruptură de diguri, o furtună, o ploaie mare, etc. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 604; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 380).

10. În cazul când râul părăsește noua sa albie, și revine la vechea sa albie, bineînțeles dacă nu este o simplă inundație, se vor aplica în acest caz din nou dispozițiile art. 563 c. civ. fr. (502 c. civ. rom.) în privința noei albiei părăsitate. (Demolombe, X, No. 170; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 203, p. 391, 392; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 286; Laurent, VI, No. 309; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 420; Comp., Contra: Toullier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 287).

11. Termenul de un an, prevăzut de art. 498 c. civ. rom. în care proprietarul avulsiei trebuie să o revendice dela proprietarul fondului la care s'a alipit, nu-și găsește aplicațiunea și în cazul prevăzut de art. 502 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, pag. 367, nota).

**Art. 503.** — Orice animale sau sburătoare sălbatice<sup>1)</sup> trec în cuprinsul nostru, se fac ale noastre, pe cât timp rămân la noi, afară numai dacă asemenea trecere s'a ocazionat prin fraude sau prin artificie. (Civ. 468, 998, 1898; C. p. 309 § 1, 368; Civ. Fr. 564).

*Text fr. Art. 564.* — Les pigeons, lapins, poissons, qui passent dans un autre colombier, garenne ou étang, appartiennent au propriétaire de ces objets, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude et artifice.

## Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub. Trb. Oloron (Basses — Pyrénées) 9 Aug. 1922, Curier. Jud. 16/1925.

1) Textul francez nu prevede animalele și păsările sălbatice, ci numai pe acele domestice.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Accesiune 2, 4, 5.	Identitate 12.
Albine 1, 2.	Imobile prin destinație 5.
Animale domestice 1, 2, 3.	Indemnizație 7.
Animale îndomesticite 1, 2.	Lupi 2.
Animale sălbatice 1, 2, 3.	Mistreți 2.
Aprecieri suverană 10.	Păsări sălbatice 1.
Artificii, a se vedea cu- vântul: „Fraudă“.	Pește 1, 8.
Capcană 9.	Porumbei 1, 2.
Căprioare 2.	Rațe 2.
Daune-interese 7, 11.	Rea credință 6.
Deosebire 1.	Revendicare 12.
Destinație 5.	Sburătoare, a se vedea cu- vântul: „Păsări“.
Epurii 1, 2.	Suverană apreciere 10
Fraudă 6, 12.	Urși 2.
Gâini 2.	

## Doctrină.

**1.** Textul art. 503 c. civ. rom. diferă de textul art. corespunzător francez 564 deoarece în textul nostru se vorbește de «orice animale și orice sburătoare sălbatice» pe când în textul francez se vorbește de porumbei, epuri de garenne și de peștele din iazuri sau eleștee. Cuvântul: «sălbatice» din textul nostru se referă la toate animalele îndomesticite, adică acele cari nu sunt nici cu totul sălbatice, nici cu totul domestice și cari au obiceiul de a umbla din loc în loc, cum sunt: porumbeii, albinele, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 380, nota 3; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 869; Plastara, II, p. 169).

**2.** Dreptul de proprietate poate fi exercitat asupra următoarelor animale: 1) animalele complet sălbatice, cum sunt: lupii, urșii, mistreții, etc. și care devin proprietatea primului ocupant; 2) animalele domestice cum sunt: gănele, rațele, etc. cari nu-și schimbă proprietarul, chiar dacă s'ar rătăci; 3) animalele nici complet sălbatice, nici complet domestice, cum sunt: porumbeii, epurii, albinele, căprioarele și cari devin proprietatea prin accesiune a proprietarului fondului unde s'au așezat, atunci când au pierdut obiceiul a se întoarce la locul de unde au venit. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 381, 382).

**3.** Dispozițiile art. 564 c. civ. fr. (503 c. civ. rom.) nu se aplică animalelor complet sălbatice nici animalelor domestice. (Huc, IV, No. 159; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 427; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 380, nota 3; Plastara, II, p. 169).

**4.** Dobândirea animalelor prin tecerea lor pe pământul altui proprietar, după cum dispune art. 564 c. civ. fr. (503 c. civ. rom.) se face în virtutea dreptului de accesiune, aceste animale devenind accesoriile fondului pe care trec. (Daloz, Rép., Propriété, No. 615; Suppl., Propriété, No. 188; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2718; Planiol et Ripert, III, No. 257; Colin et Ca-

pitant, ed. 4-a, I, p. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 382; Matei Cantacuzino, p. 125; Plastara, II, p. 169).

**5.** Aceste animale sunt considerate ca imobile prin destinație; aceasta este cauza pentru care codul civil tratează această materie la accesiunea privitoare la lucrurile imobiliare. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 288; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2718; Planiol et Ripert, III, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 382; Plastara, II, p. 169; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 869, 870; Nacu, I, p. 789; Matei Cantacuzino, p. 125).

**6.** Chiar dacă animalele au fost atrase pe un fond, ele devin proprietatea proprietarului acestui fond, dacă nu au fost atrase prin fraudă sau prin rea credință. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 289, 291; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 382, 383; Planiol et Ripert, III, No. 257; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870).

**7.** Dacă animalele au fugit sau au fost atrase pe un fond fără fraudă, proprietarul acestui fond nu datorește fostului proprietar al animalelor plata vreunei indemnizații. (Demolombe, X, No. 179; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 291; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 382, 383).

**8.** Faptul unui proprietar riveran de a atrage într'un rezervor peștele dintr'un râu, profitând de mărirea apelor în caz de ploii, constituie exercițiul legitim al dreptului de proprietate iar nu o fraudă sau artificiu. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 289; Huc, IV, No. 159; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 383, nota 1).

**9.** Nu poate fi considerat ca o fraudă, faptul proprietarului unui fond de a pune căpcâni mobile, cari permit animalelor ca să intre pe acest fond însă nu le mai permite să iasă. (Huc, IV, No. 159; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 383, nota 1).

**10.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă cuprinde o fraudă mijlocul întrebuițat pentru a atrage animalele pe un fond. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 289; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870).

**11.** În cazul când un proprietar a întrebuițat fraudă pentru a atrage pe fondul său animalele după o părere, el a devenit proprietarul animalelor și poate fi obligat numai la plata de daune-interese. (Duranton, IV, No. 428; Marcadé, Art. 564; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1477; Massé et Vergé, II, § 297, nota 29, p. 115; Huc, IV, No. 159).

**12.** După altă părere, dominantă, în cazul când un proprietar a întrebuițat fraudă pentru a atrage animalele pe fondul său, el nu dobândește proprietatea lor și proprietarul deposedat are dreptul să le revendice în cazul când a putea stabili identitatea lor. (Demolombe,



X. No. 178; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 399 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 202. nota 4, p. 378; Dalloz, Rép., Propriété, No. 616; Suppl., Propriété, No. 290; Laurent, VI, No. 311;

Baudry et Chauveau, Des biens, No. 427; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2718; Planiol et Ripert, III, No. 257; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 383, text și nota 2).

Secțiunea II. — *Despre dreptul de accesiune relativ la lucrurile mișcătoare.*

**Art. 504.** — Dacă două lucruri a doi deosebiți stăpâni s'au unit împreună încât amândouă formează un singur tot, dar se pot despărți și conservă fiecare în parte după despărțire, atunci totul format este al proprietarului lucrului care constituie partea principală, rămâind el dator a plăți celuilalt proprietar prețul lucrului ce a fost unit cu principalul. (Civ. 473, 505 urm., 514; Civ. Fr. 566).

*Text. fr. Art. 566.* — Lorsque deux choses appartenant à différents maîtres, qui ont été unies de manière à former un tout, sont néanmoins séparables, en sorte que l'une puisse subsister sans l'autre, le tout appartient au maître de la chose qui forme la partie principale, à la charge de payer à l'autre la valeur de la chose qui a été unie.

### Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C., „Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil”. Pand. Rom. 1925, IV, 50.

### Doctrină.

**1.** Adjuncțiunea prevăzută de art. 504 urm. c. civ. rom. consistă din reunirea a două lucruri mobile corporale, cari aparțin la proprietari deosebiți și care rămân deosebite și pot fi recunoscute cum ar fi de exemplu: un tablou așezat într-o ramă, o piatră scumpă legată la un inel, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 385; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 285; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870, 871; Nacu, I, p. 790; G. Plastara, II, p. 174).

**2.** Expresiunea din art. 566 c. civ. fr. (504 c. civ. rom.): «sont néanmoins séparables» nu este exactă deoarece pentru ca dispozițiunile acestui articol să-și găsească aplicațiunea nu este neapărat nevoie ca să existe posibilitatea de separație a celor două lucruri mobile cari au fost reunite pentru a forma un singur tot. În acest articol această expresiune trebuie tradusă prin cuvintele «cu toate că ele — adică lucrurile — ar fi separabile». Acesta este sensul pe care legiuitorul a voit să-l dea acestei expresiuni. (Demolombe, X, No. 187 urm., 191; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 402 bis, II, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 205. nota 1, p. 403; Dalloz, Rép., Propriété, No. 629; Laurent, VI, No. 314; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 385, nota 1).

**3.** Dispozițiunile art. 566 urm. c. civ. fr. (504 c. civ. rom.) presupun cel mai adeseori o incorporare survenită prin

accident sau prin eroare. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870).

**4.** În cazul când unirea celor două lucruri mobile a avut loc în urma unei convențiuni între cei doi proprietari ai lucrurilor, nu se vor aplica dispozițiunile art. 565—577 c. civ. fr. (504—516 c. civ. rom.) ci clauzele convențiunei încheiate. (Demolombe, X, No. 182; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 205, p. 403; Dalloz, Rép., Propriété, No. 624; Suppl., Propriété, No. 294; Laurent, VI, No. 313; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 429; Planiol et Ripert, III, No. 284; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 386, nota 2).

**5.** Art. 566—569 c. civ. fr. (504—507 c. civ. rom.) prevede cazurile când reunirea într'un singur tot a două lucruri mobile cari aparțin la proprietari deosebiți, este făcută în așa chip încât deși aceste două lucruri sunt distincte și pot fi recunoscute, însă ele nu pot fi separate unul de altul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 205, p. 403).

**6.** Deoarece potrivit dispozițiunilor art. 566 c. civ. fr. (504 c. civ. rom.) în caz de de reunire a două lucruri aparținând la doi proprietari deosebiți, lucrul format aparține proprietarului lucrului care formează partea principală cu obligația din partea sa să plătească proprietarului lucrului accesoriu valoarea lucrului, proprietarul lucrului accesoriu nu are dreptul să revendice lucrul format prin reunire, însă acest drept aparține proprietarului lucrului principal, cu dreptul de

retenție pentru lucrătorul care a dat lucrul accesoriu până i se va plăti indemnizația. (Daloz, Rép., Propriété, No. 630; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 386, nota 1).

**7.** Dispozițiunile art. 566 c. civ. fr. (504 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea decât în cazul când reunirea celor două lucruri mobile a fost făcută cu rea credință; în cazul când reunirea lor a fost făcută cu bună credință se vor aplica dispozițiunile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 182; Marcadé, Art. 565; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 296).

**8.** Dispozițiunile prevăzute în art. 565—577 c. civ. fr. (504—516 c. civ. rom.) pre-

zintă astăzi foarte puțină importanță din cauza principiului prevăzut în art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.) care prevede că lucrurile mișcătoare se prescriu prin faptul posesiunii lor. La dispozițiunile acestor articole se va recurge numai în cazul când nu-și vor găsi aplicațiunea dispozițiunile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.). (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 412 bis; Aubry et Rau ed. 5-a, II, § 205, p. 403; Daloz, Rép., Propriété, No. 623; Suppl., Propriété, No. 294; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 429; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2739; Planiol et Ripert, III, No. 284; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 870; Nacu, I, p. 796, 797; Mattei Cantacuzino, p. 147).

**Art. 505.** — Este principal acela din două lucruri, pentru uzul sau pentru ornamentul, pentru complectarea cărui, a servit unirea celuiilalt lucru. (Civ. 504, 506, 508 urm., 511, urm.; Civ. Fr. 567).

*Text. fr. Art. 567.* — Est réputée partie principale celle à laquelle l'autre n'a été unie que pour l'usage, l'ornement ou le complément de la première.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 567 c. civ. fr. (505 c. civ. rom.), este principal acela din două lucruri reunite, pentru uzul cărui a servit unirea celuiilalt lucru. Astfel ar fi cazul când a fost unit un cadru cu un tablou. (Daloz, Rép., Propriété, No. 631; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 387; G. Plastara, II, p. 174).

**2.** Deasemenea este principal acela din două lucruri pentru ornamentul cărui a servit unirea celuiilalt lucru. Astfel ar fi cazul când s'ar fi încrustat o piatră prețioasă într'un colier. (Pothier,

Propriété, IX, No. 174; Daloz, Rép., Propriété, No. 631; Laurent, VI, No. 315; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 387; Nacu, I, p. 792; G. Plastara, II, p. 174).

**3.** Deasemenea este principal acela din două lucruri pentru complectarea cărui a servit unirea celuiilalt lucru. Astfel ar fi cazul când s'a pus o piesă la o mașină. (Daloz, Rép., Propriété, No. 631; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 387; G. Plastara, II, p. 174).

**4.** A se vedea: art. 504 din codul civil cu notele respective.

**Art. 506.** — Când însă lucrul unit este mult mai de preț decât lucrul principal, și când el s'a unit fără știrea proprietarului, acesta poate cere despărțirea și restituirea lucrului unit, chiar dacă ar rezulta din despărțire oarecare vătămare lucrului către care el a fost unit. (Civ. 504 urm., 728; Civ. Fr. 568).

*Text. fr. Art. 568.* — Néanmoins, quand la chose unie est beaucoup plus précieuse que la chose principale, et quand elle a été employée à l'insu du propriétaire, celui-ci peut demander que la chose unie soit séparée pour lui être rendue, même quand il pourrait en résulter quelque dégradation de la chose à laquelle elle a été jointe.

#### Doctrină.

**1.** Când lucrul unit este mult mai de preț decât lucrul principal și când el s'a unit fără știrea proprietarului, acesta dacă nu se mulțumește cu despăgubirea prevăzută la art. 566 c. civ. fr. (504 c. civ. rom.), poate cere despărțirea și resti-

tuirea lucrului unit, chiar dacă ar rezulta din despărțire o oarecare vătămare lucrului către care el a fost unit. (Daloz, Rép., Propriété, No. 626; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 386, 387; Nacu, I, p. 792; G. Plastara, II, p. 175).

**2.** În cazul însă când despărțirea lu-

crului accesoriu de cel principal nu se poate face. proprietarul lucrului accesoriu, însă mai de preț, va trebui să se mulțumească cu despăgubirea prevăzută de

art. 566 c. civ. fr. (504 c. civ. rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 387).

**3.** A se vedea: art. 504 din codul civil cu notele respective.

**Art. 507.** — Dacă din cele două lucruri unite pentru a forma un singur tot, nici unul nu poate fi privit ca accesoriu al celuilalt, atunci acela este considerat ca principal care va fi mai mare în valoare. Dacă valoarea ambelor lucruri ar fi mai tot aceeași, atunci lucrul cel mai mare în volum va fi considerat ca principal. (Civ. 504 urm., 511, 512; Civ. Fr. 569).

*Text. fr. Art. 569.* — Si de deux choses unies pour former un seul tout, l'une ne peut point être regardée comme l'accessoire de l'autre, celle-là est réputée principale qui est la plus considérable en valeur, ou en volume, si les valeurs sont à peu près égales.

#### Doctrină.

**1.** In cazul când nici valoarea nici mărimea obiector întrunite nu va putea determina care este obiectul principal și care este accesoriul, după dispozițiunile art. 569 c. civ. fr. (507 c. civ. rom.), se vor aplica dispozițiunile art. 573 c. civ. fr. (511 c. civ. rom.) după care lucrul va

aparține în comun ambilor proprietari, dacă nu este posibilă despărțirea. (Démolombe, X, No. 193; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 405 bis; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 388).

**2.** A se vedea: art. 504 din codul civil cu notele respective.

**Art. 508.** — Dacă un meșter sau altcineva a întrebuințat materia care nu era a sa și a făcut un lucru nou, atunci proprietarul materiei întrebuințate are dreptul de a reclama lucrul format din ea, plătind prețul muncii, atât când acel obiect ar putea cât și când el n'ar putea reveni în starea primitivă. (Civ. 484, 509 urm., 514, 515, 997, 1478, 1686; Civ. Fr. 570).

*Text. fr. Art. 570.* — Si un artisan ou une personne quelconque a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le droit de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre.

#### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decembrie 1911, Pand, Rom. 1926, I, 17.

#### Doctrină.

**1.** Art. 570 urm. c. civ. fr. (508 urm. c. civ. rom.) prevăd cazurile când s'a format un lucru nou prin munca unuia asupra materiei mobiliare a altuia. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 205, p. 404; Dalloz, Rép., Propriété, No. 625; Planiol et Ripert, III, No. 285; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, 2-a, III, partea I, p. 389).

**2.** Art. 570—572 c. civ. fr. (508—510 c. civ. rom.) tratează despre specificațiune. Specificațiunea este atunci când un meș-

ter transformă prin munca și industria sa o materie aparținând altui proprietar, formând un lucru cu totul nou, cu scopul de a dobândi proprietatea acelui lucru, cum ar fi în cazul când un stoler face o masă cu lemnul proprietatea altei persoane, etc. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 389; Nacu, I, p. 793; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 285; G. Plastara, II, p. 174. 175).

**3.** In situațiunea formării unui lucru nou, nu există două lucruri aparținând la doi proprietari deosebiți, ci un sin-

gur lucru care este considerat ca lucru principal la care s'a unit munca lucrătorului care este considerată ca un accesoriu a materiei întrebuintate. (Daloz,

Rép., Propriété, No. 636; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871).

4. A se vedea: art. 504, 509 și 510 din codul civil cu notele respective.

**Art. 509.** — Dacă însă manopera ar fi atât de importantă încât ar întrece cu mult valoarea materiei întrebuintate, atunci munca lucrătorului va fi considerată ca parte principală, și lucrătorul va avea dreptul de a reține lucrul format plătind proprietarului prețul materiei. (Civ. 508, 514 urm., 1478; Civ. Fr. 571).

*Text. fr. Art. 571.* — Si cependant la main-d'œuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'industriel serait alors réputée la partie principale, et l'ouvrier aurait le droit de retenir la chose travaillée, en remboursant le prix de la matière au propriétaire.

### Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C., „Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil“, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

### Doctrină.

1. Deoarece specificarea conduce la dobândirea proprietății prin accesione, legea consideră munca meșterului ca un lucru și care s'a unit cu materia unui altuia pentru a formă un lucru cu totul nou. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 406; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 390, nota 2; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871).

2. Prin cuvântul «manoperă» întrebuintat în art. 509 c. civ. rom., legiuitorul a voit să înțeleagă munca și industria meșterului. Acest cuvânt este greșit întrebuintat, deoarece nu este traducerea expresiunii: «la main d'oeuvre» întrebuintată în textul art. 571 c. civ. fr. corespunzător, ci a cuvântului: «manoœuvre», care înseamnă uneltire. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 388, nota 2).

3. În cazul când munca este importantă și întrece valoarea materiei întrebuintate și dacă lucrătorul lucrase în numele altuia care îi închiriasse munca, lucrul nou format nu va aparține lucrătorului ci celui în numele căruia a

lucrat. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 406; Daloz, Rép., Propriété, No. 639; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 389, nota 3).

4. În cazul când munca este importantă și întrece valoarea materiei întrebuintate, pentru ca lucrătorul să poată beneficia de dispozițiunile art. 571 c. civ. fr. (509 c. civ. rom.) nu este nevoie ca el să poseadă lucrul nou format, ci el poate revendica lucrul, chiar dacă el se află în posesiunea unui tert sau chiar în posesiunea proprietarului materiei, în acest din urmă caz însă numai, dacă a plătit acestuia prețul materiei întrebuintate. (Duranton, IV, No. 454; Demolombe, X, No. 200 ter.; Daloz, Rép., Propriété, No. 641; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 390).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă munca este importantă și deci întrece valoarea materiei întrebuintate la formarea unui lucru nou. (Demolombe, X, No. 200; Daloz, Rép., Propriété, No. 639).

6. A se vedea: art. 504, 508 și 510 din codul civil cu notele respective.

**Art. 510.** — Când cineva a întrebuintat în parte materia care erà a sa, și în parte materie străină, pentru a formă un lucru nou, fără ca nici o parte din materie să-și fi pierdut cu totul ființa, și dacă acele materii nu se mai pot despărți fără vătămare sau pagubă, atunci lucrul format se cuvine ambilor proprietari, celui dintâi în proporțiune cu materia ce erà a sa, și celui alt în proporțiune cu materia sa și cu prețul muncii sale. (Civ. 506 urm., 511 urm., 728 urm., 1388 urm.; Civ. Fr. 572).

*Text. fr. Art. 572.* — Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait, et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former

une chose d'une espèce nouvelle, sans que ni l'une ni l'autre des deux matières soit entièrement détruite, mais de manière qu'elles ne puissent pas se séparer sans inconvénient, la chose est commune aux deux propriétaires, en raison quant à l'un, de la matière qui lui appartenait; quant à l'autre, en raison a la fois et de la matière qui lui appartenait, et du prix de sa main-d'œuvre.

### Doctrină.

**1.** Dacă cineva a întrebuițat în parte materia sa și în parte materie străină, pentru a formă un lucru nou și dacă materia străină, din cauza cantității sau calității sale este superioară în valoare, atât materiei sale cât și lucrului său, ambele socotite împreună, în acest caz obiectul nou format va aparține în întregime proprietarului materiei străine iar nu lucrătorului, făcându-se în acest caz aplicațiunea dispozițiilor art. 570 c. civ. fr. (508 c. civ. rom.) iar nu ale art. 572 c. civ. fr. (510 c. civ. rom.), prin analogie cu cazul prevăzut de art. 574 c. civ. fr. (512 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 201; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1485, 1486; Dalloz, Rép., Propriété, No. 643; Laurent, VI, No. 317; Alexandresco, 2-a, III, partea I, p. 391, text și nota 1).

**2.** Dacă cineva a întrebuițat în parte materia sa și în parte materie străină, pentru a formă un lucru nou și dacă munca sa ar întrece cu mult valoarea materiei străine întrebuițate, obiectul nou format va aparține în întregime lucrătorului, făcându-se în acest caz aplicațiunea dispozițiilor art. 571 c. civ.

fr. (509 c. civ. rom.) iar nu ale art. 572 c. civ. fr. (510 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 201; Dalloz, Rép., Propriété, No. 643; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 391, nota 1).

**3.** Dacă materiile întrebuițate la formarea unui lucru nou, nu au fost distinse prin specificare și pot fi despărțite fără vătămare sau pagubă pentru amândouă părțile, prin aplicațiunea art. 573 § 1 c. civ. fr. (511 § 1 c. civ. rom.), cel ale cărui materii s'au întrebuițat, fără știrea sa, va putea cere despărțirea și revendiarea materiilor sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 390, 391).

**4.** Dacă materiile întrebuițate la formarea unui lucru nou, nu se pot despărți fără vătămare sau paguba pentru amândouă părțile, lucrul format va aparține în comun la amândoi proprietarii materiilor întrebuițate, unuia numai în proporție, cu materia sa, iar celuilalt în proporție cu materia și cu prețul muncii sale. (Demolombe, X, No. 201; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1484; Laurent, VI, No. 317; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 391; Nacu, I, p. 794; G. Plastara, II, p. 177).

**5.** A se vedeă: art. 504, 508 și 509 din codul civil cu notele respective.

**Art. 511.** — Când un lucru s'a format din amestecarea mai multor materii cu diferiți stăpâni din care nici una nu poate fi considerată ca materie principală, atunci proprietarul în neștiința cărui a urmat amestecarea, poate cere desfacerea lor, dacă ea este cu puțință a se desface.

Dacă materiile amestecate nu se mai pot despărți fără vătămare, sau pagubă, atunci lucrul format se cuvine tuturor stăpânilor, fiecărui însă în proporțiune cu cătimea, calitatea și valoarea materiilor lui, întrebuițate la facerea acelui lucru. (Civ. 512 urm., 728 urm., 1388; Civ. Fr. 573).

*Text. fr. Art. 573.* — Lorsqu'une chose a été formée par le mélange de plusieurs matières appartenant à différents propriétaires, mais dont aucune ne peut être regardée comme la matière principale, si les matières peuvent être séparées, celui à l'insu duquel les matières ont été mélangées, peut en demander la division.

Si les matières ne peuvent plus être séparées sans inconvénient, ils en acquièrent en commun la propriété dans la proportion de la quantité, de la qualité et de la valeur des matières appartenant à chacun d'eux.

### Bibliografie (continuare).

TONEANU N. C., „Contractul de construcțiune navală în raport cu codul civil“, Pand. Rom. 1925, IV, 50.

## Doctrină.

1. Amestecarea sau confuziunea consistă din amestecarea materiilor lichide sau solide aparținând la diferiți proprietari în așa mod încât ele nu mai pot fi distinse și separate una de cealaltă. (Daloz, Rép., Propriété, No. 625; Planiol et Ripert, III, No. 285; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 392; Nacu, I, p. 790, 795; G. Plastara, II, p. 174, 175).

2. Cu toate că amestecarea sau confuziunea diferă de formarea unui lucru nou, caz prevăzut de art. 570 c. civ. fr. (508 c. civ. rom.), totuși dacă la amestecarea sau confuziunea lucrurilor a fost necesară întrebuintarea unei munci sau industrii, cum ar fi o preparație chimică, în acest caz lucrul format va fi un lucru nou iar nu o amestecare sau confuziune. (Daloz, Rép., Propriété, No. 648; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 392).

3. Când un lucru s'a format din amestecarea mai multor materii cu diferiți stăpâni, din care nici una nu poate fi considerată ca materie principală, și dacă despărțirea lor se poate face, proprietarul în neștiința căruia a urmat amestecarea, poate cere desfacerea lor.

(Daloz, Rép., Propriété, No. 649; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 392).

4. Când un lucru s'a format din amestecarea mai multor materii cu diferiți stăpâni din cari nici una nu poate fi considerată ca materie principală și dacă ele nu se mai pot desface fără vătămăre sau pagubă, există indiviziune între diferiți proprietari și lucrul format prin amestecare este proprietate comună fiecăruia în proporție cu cătmea, calitatea și valoarea materiilor aparținând fiecăruia dintre ei. (Daloz, Rép., Propriété, No. 649; Planiol et Ripert, III, No. 285; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 392, 393; Nacu, I, p. 795; G. Plastara, II, p. 175).

5. Dacă amestecarea materiilor s'a făcut în urma convențiunei dintre proprietarii materiilor, se vor urma clauzele convențiunei, deoarece art. 511 și 512 c. civ. rom. se aplică numai atunci când amestecarea materiilor a diferiți proprietari s'a făcut din întâmplare sau prin faptul unuia dintre proprietarii materiilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 393).

6. A se vedea: art. 504 și 512 din codul civil cu notele respective.

**Art. 512.** — Dacă materia unui din proprietari ar covârși<sup>1)</sup> pe cealaltă materie prin valoare și cantitate, atunci proprietarul materiei mai cu preț va putea cere lucrul format prin amestecare, plătiind însă celuilalt proprietar prețul materiei sale. (Civ. 505 urm., 511, 513 urm.; Civ. Fr. 574).

*Text. fr. Art. 574.* — Si la matière appartenant à l'un des propriétaires était de beaucoup supérieure à l'autre par la quantité et le prix, en ce cas le propriétaire de la matière supérieure en valeur pourrait réclamer la chose provenue du mélange, en remboursant à l'autre la valeur de sa matière.

## Doctrină.

1. Când un lucru s'a format din amestecarea a două materii cu diferiți stăpâni și dacă materia unuia dintre proprietari ar avea o valoare cu mult superioară celeilalte materii întrebuințate aparținând altui stăpân, în acest caz proprietarul materiei mai cu preț va avea dreptul să ceară lucrul format prin amestecare, plătiind însă celuilalt proprietar prețul materiei sale. (Daloz, Rép., Propriété, No. 646; Planiol et Ripert, III, No. 285; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 392; Nacu, I, p. 795).

2. Pentru rezolvarea conflictelor între proprietarii materiilor, în caz de amestecarea lor, trebuie a se cerceta dacă există un element principal care trebuie să atragă celelelalte elemente. Pentru determinarea elementului principal, cu toate că art. 574 c. civ. fr. (512 c. civ. rom.) pare să arate că se va lua în considerație cantitatea și prețul său, totuși în această situație va trebui să se ia în considerație numai valoarea sa. (Daloz, Rép., Propriété, No. 646, 647).

3. A se vedea: art. 504 și 511 din codul civil cu notele respective.

**Art. 513.** — Când lucrul format rămâne comun între proprietarii materiilor din cari s'a format, atunci lucrul se va vinde

1) Art. francez 574 corespunzător, se exprimă astfel: „...était de beaucoup supérieure à l'autre...”

prin licitațiune și prețul se va împărți. (Civ. 506 urm., 510, 511, 728, 750, 1388 urm., 1741; Pr. Civ. 691 urm.; Civ. Fr. 575).

*Text. fr. Art. 575.* — Lorsque la chose reste en commun entre les propriétaires des matières dont elle a été formée, elle doit être licitée au profit commun.

#### Doctrină.

1. In cazul când lucrul format prin accesiune mobilă, rămâne în comun la mai mulți proprietari, cum este în ipotezele prevăzute de art. 572 și 573 c. civ. fr. (510 și 511 c. civ. rom.), atunci lucrul comun se va vinde prin licitațiune și prețul se va împărți. (Daloz, Rép., Propriété, No. 650; Planiol et Ripert, III, No. 285; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 392; Nacu, I, p. 796).

2. Cu toate că art. 575 c. civ. fr. (513 c. civ. rom.) arată că în cazul când lucrul rămâne comun între mai mulți proprie-

tari, el se va vinde prin licitațiune, totuși, dacă diferiții proprietari sunt majori și capabili de a dispune de drepturile lor, ei pot să vândă lucrul comun și prin bună învoială iar nu numai prin licitație. (Daloz, Rép., Propriété, No. 650).

3. Dacă părțile sunt de față și capabile de a dispune de dreptul lor și dacă lucrul se poate împărți comod în natură, ele se pot împărți de bună voie. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 393; Nacu, I, p. 796).

4. A se vedea: art. 504 din codul civil cu notele respective.

**Art. 514.** — În toate cazurile în cari proprietarul materiei întrebuințate fără știrea lui la formarea unui lucru nou, este în drept de a reclama lucrul format, el are și voia de a cere în loc de lucrul format o materie de aceeași natură, câtime, greutate, mărime și calitate, sau valoarea aceleiași materii. (Civ. 504 urm., 508 urm., 515; Civ. Fr. 576).

*Text. fr. Art. 576.* — Dans tous les cas où le propriétaire dont la matière a été employée, à son insu, à former une chose d'une autre espèce, peut réclamer la propriété de cette chose, il a le choix de demander la restitution de sa matière en même nature, quantité, poids, mesure et bonté, ou sa valeur.

#### Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 576 c. civ. fr. (514 c. civ. rom.) își vor găsi aplicațiunea la toate cazurile de accesiune mobilă, cum ar fi în ipotezele prevăzute de art. 566, 570, 573 § 1 și 574 c. civ. fr. (504, 508, 511 § 1 și 512 c. civ. rom.) iar nu numai în cazul formării unui lucru nou, caz prevăzut de art. 570 c. civ. fr. (508 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 207; Daloz, Rép., Propriété, No. 651; Laurent,

VI, No. 321; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 394; Nacu, I, p. 796).

2. Debitorul nu se poate libera dând sau prețul sau o materie de aceeași natură, câtime, greutate, mărime și calitate, deoarece numai proprietarul care beneficiază de accesiune are dreptul de alegere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 394, nota 1).

3. A se vedea: art. 504 din codul civil cu notele respective.

**Art. 515.** — Vericari vor fi întrebuințat materii străine fără știrea proprietarului lor, vor putea după împrejurări fi osândiți și la plată de daune-interese, și aceasta fără prejudiciul urmărilor prin canal extraordinar. (Civ. 506 urm., 998, 999, 1084, 1099; C. p. 306 urm., 322; Civ. Fr. 577).

*Text. fr. Art. 577.* — Ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres, et à leur insu, pourront aussi être condamnées à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites par voie extraordinaire, si le cas y échet.

## Doctrină.

1. In toate cazurile de accesiune mobilă, cei ce vor fi întrebuițat materii străine, fără știrea proprietarului lor, vor putea, după împrejurări, adică la caz de rea credință, să fie condamnați și la plata de daune-interese, independent de restituirile la care pot fi obligați. (Daloz, Rép., Propriété, No. 652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 386, 390, 394, 395; Nacu, I, p. 796).

2. Daunele-interese prevăzute de art. 515 c. civ. rom. cuprind potrivit dispozițiilor art. 1084 c. civ. pierderea suferită și beneficiul de care a fost lipsit creditorul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 394, nota 5).

3. Prin cuvintele: «urmăriri prin canal extraordinar», din art. 515 c. civ. rom., se înțelege urmărirea înaintea tribunalelor represive, în cazul când materia a fost furată. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 394, nota 4, 395; Nacu, I, p. 797).

4. Revendicarea obiectelor mobile furate, potrivit dispozițiilor art. 1909 c. civ. rom., nu poate fi admisă în contra terților de bună credință decât în curs de trei ani dela săvârșirea furtului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 395, nota 2).

5. A se vedea: art. 504 din codul civil cu notele respective.

**Art. 516.** — Principiile regulilor de mai sus vor servi judecătorilor și în deciziunea cazurilor analoge ca cele precedente<sup>1)</sup>. (Civ. 3, 504—515; Civ. Fr. 565).

*Text. fr. Art. 565.* — Le droit d'accession, quand il a pour objet deux choses mobilières appartenant à deux maîtres différents est entièrement subordonné aux principes de l'équité naturelle.

Les règles suivantes serviront d'exemple au juge pour se déterminer, dans les cas non prévus, suivant les circonstances particulières.

## Doctrină.

1. In art. 565 al. 2 c. civ. fr. (516 c. civ. rom.) legiuitorul arată că în cazurile analoge, se vor aplica principiile regulilor prevăzute în articolele 566 și urm. c. civ. fr. (504 urm. c. civ. rom.). Acest articol este inutil deoarece conform principiilor art. 4 c. civ. fr. (3 c. civ. rom.), judecătorii nu pot să refuze de a judeca sub cuvânt că legea nu ar prevedea cazul adus în judecată sau ar fi întunecată. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 384, 396).

2. Prin art. 565 c. civ. fr. (516 c. civ. rom.) legea a lăsat judecătorilor puterea de apreciere de a se conduce de regulile

prevăzute de art. 566 și urm. c. civ. fr. (504 urm. c. civ. rom.) în soluționarea cazurilor analoge cu cele prevăzute în aceste articole. Din acest articol însă nu rezultă că în ipotezele prevăzute expres de lege în articolele 566 urm. c. civ. fr. (504 urm. c. civ. rom.), judecătorii să se conducă după echitate, ci ei trebuie să aplice în totul regulile prevăzute de aceste articole. (Demolombe, X, No. 181; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 205, nota 3, p. 404; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 400 bis, II; Laurent, VI, No. 312; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 429; Nacu, I, p. 796, 797).

## TITLUL III

## Despre uzufruct, despre uz și despre abitațiune.

## CAPITOLUL I

## Despre uzufruct

**Art. 517.** — Uzufructul este dreptul de a se bucura cineva de lucrurile ce sunt proprietatea altuia, întocmai ca însuși proprietarul lor, însă cu îndatorire de a le conserva substanța. (Civ. 479, 480, 518 urm., 521 urm., 536, 537, 540, 544, 554, 684, 805, 844, 1242, 1243, 1429 § 1, 1750, 1824; Civ. Fr. 578).

<sup>1)</sup> Dispozițiunile art. 516 cod. civil român, nu există în codul civil francez însă este art. 565 c. civ. fr. care are dispozițiuni asemănătoare.



*Text. fr. Art. 578.* — L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

### Bibliografie (continuare).

ALEXIANU G., *Notă sub Comisia centrală județiană de expropriere Buzău*, 20 Septembrie 1920, Pand. Rom. 1925, I, 91;  
STĂNESCU D. N., *Notă sub Comisiunea centrală județeană de expropriere Buzău*, 20 Sept. 1920, Pand. Rom. 1925, I, 91.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abus de folosință 11, 12.	Inchiriere 7, 29.
Accesorii 5, 20.	Indivizibilitate 17, 18.
Act de dispoziție 7, 10.	Indiviziune 19—23.
Acțiune posesorie 26.	Ipotecă 31.
Acțiune reală 25.	Licitație 20, 21,*22, 23.
Administrație 9.	Locațiune 7, 29.
Antichreză 31.	Lucruri consumptibile 13.
Arendare 7, 29.	Moarte 1, 16.
Bezman 30.	Mobile 7, 15.
Comodat 32.	Nudă proprietate 19—22,
Conservarea substanței, 1,	24.
2, 10, 12, 13.	Partaj 19, 23.
Consumptibile lucruri 13.	Perpetuitate 23.
Deces 1, 16.	Personal drept 6, 14.
Definiție 1.	Posesorie acțiune 26.
Denaturare 10, 11, 12.	Precaritate 24.
Deosebire 7, 27—32.	Prescripție 24.
Desmembrare 5, 19.	Proprietate 4.
Destinație 12.	Real drept 1, 14, 15, 20.
Distrugere 10, 11, 12, 13.	Revendicare 25.
Divizibilitate 17, 18.	Schimbare de destinație
Drept imobiliar 15.	12.
Drept mobil 15.	Servitute 6, 7.
Drept personal 6, 14.	Servitute personală 6.
Drept real 1, 14, 15, 20.	Stingerea uzufructului 1,
Drept temporal 16, 28.	12, 16.
Elementele uzufructului, 3.	Substanță, a se vedea cu-
Embatic 30.	vințele: "Conservarea
Folosință 1, 2, 3, 4, 8—12,	substanțelor".
17.	Succesiune 81.
Fructe 3, 17.	Superficie 26.
Imbunătățiri 12.	Temporal drept 16, 28.
Imobile 7, 15.	Uz 27.
Imprumut 32.	Uzufruct 1 urm.
Incetare din viață, 1, 16.	Vindere-cumpărare 7, 10.

#### Doctrină.

**1.** Uzufructul este un drept real de folosință care se exercită asupra unui lucru aparținând altuia, cu îndatorirea de a-i conserva substanța și care se stinge în mod necesar la moartea uzufructuarului. (Planiol et Ripert, III, No. 757).

**2.** Textul articolului 517 c. civ. rom. este inexact deoarece uzufructuarul nu se poate bucura de lucrul dat în uzufruct ca însuși proprietarul, întrucât el nu poate dispune de lucru, ci trebuie să păstreze substanța lucrului pentru a o restitui proprietarului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 398, nota 1).

**3.** Elementele dreptului de uzufruct, după definiția dată de art. 578 c. civ. fr. (517 c. civ. rom.) sunt dreptul de a se folosi de lucru și de a-i culege fructele. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1489 urm.; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 50; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2747; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 791; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 396, 400 406; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 111, 112, 237).

**4.** Deoarece uzufructul este dreptul de a se bucura cineva de lucrurile ce sunt proprietatea altora, acest drept nu dă uzufructuarului o parte în proprietatea acestor lucruri. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 51; Suppl., Usufruit, No. 7 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 400, nota; Nacu, I, p. 801; Plastara, II, p. 231, nota 2).

**5.** Uzufructul nu este un desmembrământ, nici un accesoriu al dreptului de proprietate. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 7; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 791).

**6.** Uzufructul este o servitute personală. (Demolombe, X, No. 210, 211, 220 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 225, text și nota 1, p. 636; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 51, 52; Suppl., Usufruit, No. 7; Laurent, VI, No. 323 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 430 urm., 443; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2746; Planiol et Ripert, III, No. 756; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793, 794, 795; Nacu, I, p. 799; Matei Cantacuzino, p. 159, 160; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 397, 398).

**7.** Uzufructul se deosebește de servitutele reale, deoarece poate fi stabilit atât asupra lucrurilor imobile cât și mobile și constituie un bun particular al patrimoniului unei persoane, care poate fi închiriat, vândut, etc. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 52, 53; Huc, IV, No. 173; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 451 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 397, 398, 400, nota; Plastara, II, p. 231).

**8.** Uzufructul dă dreptul uzufructuarului la toate beneficiile materiale sau intelectuale cari pot rezulta din posesiunea lucrului deoarece potrivit dispozițiilor art. 578 c. civ. fr. (517 c. civ. rom.) el are dreptul să se folosească de lucru întocmai ca însuși proprietarul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1495; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 55; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2777; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 400, 401; Nacu, I, p. 801; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 111, 112).

**9.** Uzufructuarul are dreptul să se bucure de lucru întocmai cum ar trebui să se bucure proprietarul însuși, adică ca un bun și înțelept administrator (bun părinte de familie). (Mourlon, ed. 7-a, I,

No. 1496, 1498; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 54; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793).

**10.** Uzufuctuarul se bucură de lucru însă cu condițiunea de a conserva lucrul, neavând dreptul de a-l denatura sau altera nici a dispune de el. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1496; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 56; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2777; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 398, nota 1, 400, 401, 402; Nacu; I, p. 801; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 112).

**11.** Uzufuctuarul nu are dreptul, ca proprietarul, să abuzeze de lucru. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1496; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 56; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2777; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 398, nota 1, 403; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 112).

**12.** Uzufuctuarul, deși nu are dreptul să abuzeze de lucru, totuși are dreptul să facă îmbunătățiri pe care le neglijașe proprietarul și chiar să facă unele schimbări cari i-ar procura oareșcare avantaje, cu condițiunea de a nu aduce atingere substanței lucrului și de a readuce lucrul în starea de mai înainte, la sfârșitul uzufuctului, în cazul când proprietarul ar pretinde aceasta. (Demolombe, X, No. 442 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1497, 1498, 1503; Aubry et Rau, II, § 231, p. 700, 701; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 56; Laurent, VI, No. 481 urm.; Huc, IV, No. 204; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 439; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 401 urm.).

**13.** La lucrurile cari se consumă prin uz, uzufuctuarul, prin excepție, poate să desființeze substanța lucrurilor. (Proudhon, Usufruit, I, No. 119, p. 138; Duranton, IV, No. 474; Huc, IV, No. 162; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 440; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2777; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793, 796; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 401, nota 2; Nacu, I, p. 802; Plastara, II, p. 234).

**14.** Caracterul dreptului de uzufuct este atât personal cât și real. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1492, 1499; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 58; Suppl., Usufruit, No. 6; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 443; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2746; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, 791, 793, 795; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 400, nota 1; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 112, 231).

**15.** Uzufuctul este un drept real mobil sau imobiliar după natura bunului supus uzufuctului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1501; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 64, 70; Laurent, VI, No. 330; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 104, 276, 441; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2745, 2746; Planiol et Ripert, III, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793, 795; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 398, 399, 400, 415, nota 1).

**16.** Uzufuctul este un drept temporar și netransmisibil la moștenitori, el stin-

gându-se la încetarea din viață a uzufuctuarului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1492, 1493, 1504; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 58, 101; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2746; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 791; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 398, 399; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 112, 231).

**17.** Uzufuctul este indivizibil, în sensul că dreptul de a se folosi de un lucru și dreptul de a percepe fructele acestui lucru nu pot aparține la persoane deosebite. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 65; Suppl., Usufruit, No. 20).

**18.** Uzufuctul este însă divizibil în sensul că el poate fi constituit asupra unei părți indivizibile a unui bun. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 65; Suppl., Usufruit, No. 20).

**19.** Nu există stare de indiviziune între nudul proprietar și uzufuctuar, deoarece uzufuctul nu este un desmembrământ al dreptului de proprietate. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 51, 63; Suppl., Usufruit, No. 7 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 761; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 396, nota 1; Plastara, II, p. 232, nota).

**20.** Între uzufuctuar și nudul proprietar nu există stare de indiviziune deoarece uzufuctul nu constituie un desmembrământ, nici un accesoriu al dreptului de proprietate ci un drept real asupra lucrului altuia; prin urmare nu poate avea loc în acest caz împărțea sau licitația. (Demolombe, X, No. 216; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226, p. 663; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 51, 63; Suppl., Usufruit, No. 7 urm.; Laurent, VI, No. 328, 368; Huc, IV, No. 164; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 448 urm.; Baudry et Wahl, Successions, No. 2157; Planiol et Ripert, III, No. 761; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 397, nota; Plastara, II, p. 232 nota).

**21.** Când asupra unui imobil o persoană are un uzufuct parțial iar celelalte părți din uzufuct aparțin nuzilor proprietari, uzufuctuarul parțial nu are dreptul să ceară vânzarea prin licitație publică a imobilului ci numai a uzufuctului. (Demolombe, XV, No. 489; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226 text și nota 10, p. 662; Laurent, VI, No. 368; Planiol et Ripert, III, No. 761; Plastara, II, p. 232, nota; Comp.: Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2826).

**22.** Când uzufuctul asupra unui imobil aparține unei singure persoane, iar nuda proprietate aparține în mod indiviz uzufuctuarului și altor persoane, acești nuzi proprietari nu au dreptul să ceară decât licitația nudei proprietăți. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 11; Planiol et Ripert, III, No. 761; Comp.: Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2830).

**23.** În cazul când uzufuctul asupra unui bun aparține în mod indivizibil la mai mulți uzufuctuari, dacă lucrul poate fi comod partajabil în natură, se

va împărți acel bun, în ceace privește uzufructul, între comuniști; în cazul când bunul nu se poate împărți în natură, uzufructul se va vinde la licitație și prețul rezultat se va împărți între uzufructuari în proporție cu cotațtea fiecăruia în uzufruct. (Demolombe, XV, No. 489; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226, p. 662; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 20; Huc, IV, No. 164; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 449, 450; Planiol et Ripert, III, No. 761; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 397, nota).

**24.** Uzufructuarul nu poate prescrie în contra nudului proprietar, deoarece față de el este un posesor precar. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 61).

**25.** Uzufructuarul, ca și proprietarul, are o acțiune reală pentru a revendică dreptul său contra tuturor acelor cari dețin lucrul asupra căruia este stabilit uzufructul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1501; Planiol et Ripert, III, No. 772).

**26.** Uzufructuarul are dreptul să introducă acțiuni posesorii cu privire la bunul dat în uzufruct, deoarece el posedă în numele său propriu. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 60).

**27.** Uzufructul se deosebește foarte mult de dreptul de uz. (Dalloz, Rép., Usage, No. 13, 15, 17, 20).

**28.** Uzufructul se deosebește de dreptul de suprafață care are un caracter perpetuu iar nu temporar. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 22, 80; Huc, IV, No. 173; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 451 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 757; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 400, nota).

**29.** Uzufructul se deosebește de locațiune deoarece uzufructuarul nu poate fi limitat în dreptul său de folosință, după cum poate fi limitat locatarul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1500; Dalloz, Rép., Louage, No. 26; Usufruit, No. 69; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 441; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 20; Guillouard, Louage, I, No. 9; Planiol et Ripert, III, No. 757; Colin et Capitant, I, p. 793, 794; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 398, nota 3).

**30.** Uzufructul se deosebește de emfiteutic, deși aceste două drepturi au oarecare asemănare. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 78; Planiol et Ripert, III, No. 757; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 399, nota).

**31.** Uzufructul se deosebește de anticheză deoarece aceasta din urmă nu constituie un drept real asupra lucrului dat în anticheză și antichezistul nu poate ipoteca dreptul său. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 399, nota).

**32.** Uzufructul se deosebește de comodat și de împrumutul de consumație, sub mai multe raporturi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 399, nota).

## Jurisprudență.

(Continuare de la 1924 până la 1927).

**1. a)** O proprietate grevată de uzufruct, nu poate fi considerată ca o proprietate deplină, până ce ambele desmembrăminte ale acestui drept nu se întrunesc în mâna aceleiași persoane. Uzufructul este un drept de folosință distinct de dreptul de proprietate și el urmează să fie tratat ca atare și de legea agrară;

**b)** Dispozițiile art. 5 al. a, din D. L. de expropriere din 1918, vorbind de expropriere totală a proprietăților de mână moartă, nu a înțeles să exproprieze și drepturile de folosință cu care sunt grevate aceste proprietăți, fiindcă nu o spune nicăiri, nici dânsul, nici art. 19 din Constituție și în lipsă de text, nu se pot crea prin analogie decăderi de drepturi.

Ca atare, nudei proprietăți i se va aplica dispozițiile art. 5 al. a, iar dreptului de folosință dispozițiile art. 6 și următorul din D. L. expropriindu-se uzufructul conform cotei stabilite pentru proprietarii expropriați parțial. (Comisia centrală județeană de expropriere Buzău, 61 din 20 Septembrie 1920, Pand. Rom. 1925, I, 91).

**2.** Uzufructuarul are neîndoios dreptul de a exercită acțiune posesorie deoarece dreptul său, deși conține întrînsul ceva precar în ce privește detențiunea nudei proprietăți, uzufructuarul însă posedă animo domini bunul în ce privește dreptul de folosință.

Este indiferent dacă turburătorul posesiunii invoacă drepturi reale, cum ar fi dreptul de emfiteutic, asemenea cesiuni urmând a se vidă pe cele de acțiune în revendicare. Ceeace e suficient pentru admiterea acțiunii posesorii este ca cel turburat în posesiune să împlinescă condițiunile prevăzute de art. 31 legea jud. de ocoale. (Cas. I, 19 din 9 Ianuarie 1925, Pand. Săpt. 18/925, Pand. Rom. 1925, III, 145, Jurispr. Rom. 18/925).

**3.** Uzufructuarul unui imobil, pe temeiul dreptului său real de folosință are, ca și proprietarul deplin al imobilului, calitatea de a intentă orice acțiune privitoare la exercitarea dreptului de folosință. Prin urmare, el este în drept a intentă și acțiunea în rezilierea arandării, conform art. 30 din legea agrară, această lege neaducând nici o modificare naturii dreptului de uzufruct astfel cum ea e definită de dreptul civil comun. (Cas. I, 389 din 16 Februarie 1925, Pand. Săpt. 8/925, Pand. Rom. 1925, III, 102).

**4.** Deși legea chirilor nu vorbește decât de proprietari și coproprietari, cari pot cere evacuarea, totuși, fiindcă aici nu-i vorba de nuda proprietate, ci numai de folosința imobilului, uzufructuarii au dreptul de a exercită acțiunea în evacuare. (Cas. I, 2224 din 30 Sept. 1925, Pand. Săpt. 7/926, Pand. Rom. 1926, III, 17).

**Art. 518.** — Uzufrectul se stabilește prin lege sau prin voința omului. (Civ. 285, 338, urm., 517, 519, 565, 684, 805, 824, 844, 1242, 1846, 1890, 1895 urm.; Pr. civ. 722; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 44 § 2, 61—b, c; Civ. Fr. 579).

*Text fr. Art. 579.* — L'usufruit est établi par la loi, ou par la volonté de l'homme.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 81 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abitațiune 46,	Lucruri fongibile 7.
Absență 16.	Moarte 30, 34.
Administrație 44.	Mobile 6, 59.
Aprecieri suverană, a se vedea cuvântul: „Interpretare“.	Minoritate 9—12, 52.
Arendare 41.	Nudă proprietate 3, 26, 35, 57.
Autorizație 22.	Oficiu 2.
Barbat 13, 14, 15, 22, 52.	Partaj 2, 3, 20, 50.
Capacitate 19, 21, 22, 23, 27, 28.	Persoane morale 28.
Cesiuine 10, 12, 44.	Pluralitate de uzufructuari 29, 31, 32, 33.
Concepțiune 33.	Prescripție 1, 54—59.
Condițiune 24.	Probă 49, 50.
Coproprietate 25.	Rege 17.
Quasi-uzufrect, 5, 7.	Rezerva uzufructului 36, 37, 41, 42, 43.
Deces 30, 34.	Schimb 20, 50.
Definiție 6, 7.	Substituție fidei-comisară 31.
Domeniul Coroanei 17.	Successiune 13, 30, 31, 32.
Donațiune 18, 19, 36, 49.	Suveranul Statului 17.
Dotă 14, 15, 22.	Termin 42.
Dovadă 49, 50.	Termini sacramentali 38.
Drept actual 23.	Testament, a se vedea cuvântul: „Legat“ și 18, 19, 33, 49.
Drept condițional 24.	Transcriere 13, 37.
Drept roman 2.	Tranșacție 20, 50.
Drept temporal 30, 34.	Urmărire silită 10, 11, 12, 53.
Femea măritată 13, 14, 15, 22, 52.	Uzufrect 1 urm.
Imobile 6, 13, 37, 51, 54, 55, 56.	Uzufrect convențional 1, 3, 4, 51.
Încetare din viață 30, 34.	Uzufrect legal 1, 4, 8—15, 17, 52.
Inchiriere 41.	Uzufrect propriu zis 5, 6.
Indiviziune 25.	Văduvă saracă 13.
Interpretare 26, 38, 39, 40, 48.	Venituri 44.
Ipotecă, 51, 52.	Vindere-cumparare 18, 20, 41, 42, 43, 50.
Legat, a se vedea cuvântul: „Testament“ și 45—46.	
Locațiune 41.	

#### Doctrină.

**1.** Uzufrectul poate fi dobândit: 1) prin efectul legii; 2) prin voința omului; 3) prin prescripție. (Mourlon, ed. 7-a. I. No. 1505; Planiol, ed. 6-a. I. No. 2751; Planiol et Ripert, III. No. 762; Colin et Capitant, ed. 4-a. I. p. 800; Nacu, I. p. 803).

**2.** Contrar ca în dreptul roman, în dreptul civil francez (român), judecătorul nu are dreptul să stabilească un uzufruct din oficiu, cum ar fi în cazul unui partaj când bunurile de împărțit nu sunt comod partajabile în natură. (Duranton, IV, No. 489; Demolombe, X, No. 232; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 418 bis. II; Mourlon, ed. 7-a. I. No. 1507; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 227, p. 664; Dalloz, Rép., Usufrect, No. 75; Suppl., Usufrect, No. 23; Laurent, VI,

No. 337; Huc, IV, No. 169; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 459; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I. p. 411; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 304, text și nota 3).

**3.** În cazul când părțile cari se împart, sunt capabile de a dispune de drepturile lor, nimic nu le împiedecă că în loc de o cota parte din plină proprietate, una dintre ele să ia uzufructul iar cealaltă nuda proprietate; însă în acest caz uzufructul se stabilește prin convențiunea lor, chiar dacă această convențiune ar fi omologată de justiție. (Mourlon, ed. 7-a. I. No. 1507; Dalloz, Rép., Suppl., Usufrect, No. 23; Planiol, ed. 6-a. I. No. 2754; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I. p. 412).

**4.** Uzufrectul este de două feluri: uzufrectul legal care este stabilit în virtutea legii și uzufrect convențional care este stabilit prin convențiunea părților sau prin dispozițiunea persoanelor. (Dalloz, Rép., Usufrect, No. 66; Matei Cantacuzino, p. 161).

**5.** Uzufrectul este deasemenea de două feluri: uzufrectul propriu zis și uzufrectul impropriu zis sau quasi-uzufrect. (Mourlon, ed. 7-a. I. No. 1502; Dalloz, Rép., Usufrect, No. 67; Planiol, ed. 6-a. I. No. 2748, 2749; Planiol et Ripert, III, No. 759; Colin et Capitant, ed. 4-a. I. p. 796, 797; Nacu, I. p. 802; Matei Cantacuzino, p. 161; Plastara, II. p. 234 urm.).

**6.** Uzufrectul propriu zis este atunci când lucrurile asupra cărora se constituie uzufrectul nu se consumă prin uz, cum ar fi imobilele și unele lucruri mobile (Mourlon ed. 7-a. I. No. 1502; Dalloz, Rép., Usufrect, No. 67; Planiol, ed. 6-a. I. No. 2748; Planiol et Ripert, III, No. 759; Colin et Capitant, ed. 4-a. I. p. 796, 797; Plastara, II. p. 234 urm.).

**7.** Quasi-uzufrectul este atunci când lucrurile asupra cărora se constituie uzufrectul sunt fungibile sau cari se consumă prin uz. (Mourlon, ed. 7-a. I. No. 1502; Dalloz, Rép., Usufrect, No. 67; Planiol, ed. 6-a. I. No. 2749, 2777; Planiol et Ripert, III, No. 759; Colin et Capitant, ed. 4-a. I. p. 796, 797; Nacu, I. p. 802; Matei Cantacuzino, p. 161; Plastara, II, p. 234 urm.).

**8.** Uzufrectul stabilit prin efectul le-

gei se numește uzufructul legal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 406; Nacu, I, p. 803).

**9.** Dreptul de folosință al părinților asupra bunurilor copiilor minori constituie după o părere tot un uzufruct legal. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 28; Laurent, VI, No. 332; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2761; Planiol et Ripert, III, No. 762; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 800; Nacu, I, p. 803, 804).

**10.** După altă părere dreptul de folosință al părinților asupra bunurilor copiilor lor minori nu poate fi asimilat cu uzufructul deoarece acest drept nu poate fi cedat nici urmărit silit. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1505; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 227, p. 664; Huc, IV, No. 166; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 454; Matei Cantacuzino, 161).

**11.** Uzufructul legal al părinților asupra bunurilor copiilor lor minori, după o părere, nu poate fi urmărit silit. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1505; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 129 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, p. 84; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 454).

**12.** După altă părere, uzufructul legal al părinților asupra bunurilor copiilor lor minori, poate fi cedat și urmărit după ce se vor fi satisfăcut sarcinile de educație și de întreținere a copiilor minori. (Laurent, IV, No. 328).

**13.** Uzufructul legal al soției sarace asupra unei porțiuni din bunurile imobile ale sotului său decedat, este opozabil terților fără să fie nevoie de transcripție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 668; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 24; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 800; Comp.: Nacu, I, p. 803; Matei Cantacuzino, p. 161).

**14.** Dreptul de folosință al bărbatului asupra bunurilor dotale ale femeii sale, după o părere, constituie un drept sui generis care este un adevărat uzufruct legal. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 77; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 29; Laurent, VI, No. 332; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 800; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 406, nota 4; Nacu, I, p. 803, 804).

**15.** După altă părere, dreptul de folosință, al bărbatului asupra bunurilor dotale ale femeii sale nu constituie un uzufruct legal. (Demolombe, X, No. 233 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 227, p. p. 664; Matei Cantacuzino, p. 161; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 454).

**16.** Folosința celor trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor unui absent nu constituie un uzufruct legal, deoarece aceste persoane sunt numai administratori ai bunurilor absentei. (Demolombe, X, No. 237; Daloz, Rép., Usufruit, No. 77; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 407, nota).

**17.** Uzufructul suveranului asupra bunurilor domeniului Coroanei, constituie

un uzufruct legal. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 76; Suppl., Usufruit, No. 26).

**18.** Uzufructul poate fi constituit prin acte cu titlu gratuit sau prin acte cu titlu oneros. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1506; Daloz, Rép., Usufruit, No. 78; Suppl., Usufruit, No. 30, 31; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2751 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 762, 764; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 407; Nacu, I, p. 803; Matei Cantacuzino, p. 162).

**19.** Uzufructul constituit cu titlu gratuit, poate fi valabil stabilit prin donațiune între vii sau prin testament, cu condițiunea capacității părților contractante și a păzirei formalităților cerute de lege în ceea ce privește valabilitatea actelor de constituire. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1506; Daloz, Rép., Usufruit, No. 78; Suppl., Usufruit, No. 31; Laurent, VI, No. 339 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2751 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 762, 764; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 407, nota 1; Nacu, I, p. 803; Matei Cantacuzino, p. 162; Plastara, II, p. 233, nota).

**20.** Uzufructul constituit prin acte cu titlu oneros, poate fi valabil stabilit prin acte de vânzare, de schimb, de tranzacție, de împărțeală și în fine prin orice act translativ de proprietate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1506; Daloz, Rép., Usufruit, No. 78; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2754; Planiol et Ripert, III, No. 762, 763; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 407, text și nota 1; Matei Cantacuzino, p. 162).

**21.** Pentru ca cineva să poată constitui un uzufruct, trebuie să fie capabil să înstrăineze. (Demolombe, X, No. 242; Daloz, Rép., Usufruit, No. 98; Laurent, VI, No. 335, 336; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 409; Matei Cantacuzino, p. 162).

**22.** Femeea măritată pentru a putea constitui un uzufruct, are nevoie de autorizația bărbatului sau a justiției. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 98).

**23.** Cel care constituie un uzufruct, trebuie să aibă asupra bunului dat în uzufruct un drept actual. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 38).

**24.** În cazul când cel care constituie uzufructul, are asupra bunului dat în uzufruct un drept condițional, uzufructul va fi și el condițional. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 38).

**25.** Unul dintre coproprietarii indivizi ai unui imobil are dreptul să constituie un uzufruct asupra părții sale indivize din imobil. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 99).

**26.** Nudul proprietar are dreptul să constituie un nou uzufruct pentru cazul când vechiul uzufruct ar încetă. Dacă nudul proprietar a constituit un uzufruct asupra bunului în timpul când există deja un uzufruct asupra lui, voința sa va fi interpretată în sensul că uzufructul constituit va începe la încetarea uzufructului existent, în lipsă de clauză ex-

presă în actul de constituire deoarece acest act trebuie interpretat în sensul în care poate produce efecte. (Proudhon, Usufruit, I, No. 302; Delvincourt, II, p. 359; Duranton, IX, No. 255; Demolombe, XVIII, No. 690; Vazeille, Donations, Art. 1022, No. 3; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 43; Laurent, VI, No. 344; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 479).

**27.** Uzufrectul poate fi constituit în favoarea oricărei persoane pe care legea nu a declarat-o incapabilă să primească un uzufrect. (Demolombe, X, No. 242; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 100; Laurent, VI, No. 335, 336; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 409, 410).

**28.** Uzufrectul poate fi constituit în profitul persoanelor morale sau juridice. (Demolombe, X, No. 244 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 466 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 666; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 106; Laurent, VII, No. 53; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 732; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 577 urm.).

**29.** Uzufrectul poate fi constituit în același timp în favoarea mai multor persoane. (Demolombe, X, No. 250 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 665; Laurent, VI, No. 354; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 445; Planiol et Ripert, III, No. 767; Alexandresco, 2-a, III, partea I, p. 410, nota; Matei Cantacuzino, p. 160).

**30.** Uzufrectul nu trece la moștenitorii beneficiarului la încetarea sa din viață deoarece el este un drept care este limitat în timp la încetarea din viață a beneficiarului. (Demolombe, X, No. 248; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, text și nota 3, p. 666; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 101, 105; Suppl., Usufruit, No. 39; Laurent, VI, No. 352 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 444; Contra: Proudhon, Usufruit, I, No. 326 urm.; Duranton, IV, No. 491).

**31.** Se poate constitui un uzufrect asupra unui bun în favoarea mai multor persoane care urmează a se folosi una după alta, cu condițiunea ca să nu existe o substituțiune fideicomisară, oprită de lege. (Demolombe, X, No. 227; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 665; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 102; Suppl., Usufruit, No. 40 urm.; Laurent, VI, No. 354; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 445; Planiol et Ripert, III, No. 767; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 410, nota; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 233, nota).

**32.** Cel de al doilea beneficiar al dreptului de uzufrect, în cazul când uzufrectul este constituit în favoarea mai multor persoane care urmează a se folosi una după alta, chiar dacă ar fi moștenitorul primului uzufrectuar, își trage dreptul său dela constitutorul uzufrectului iar nu dela autorul său. (Demolombe, X, No. 246; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 102, 104; Plastara, II, p. 233, nota).

**33.** Când uzufrectul este constituit în

favoarea mai multor persoane care urmează a se folosi una după alta, validitatea constituirii uzufrectului în favoarea beneficiarilor succesivi, este condiționată de existența sau concepțiunea lor în momentul constituirii, în cazul când ea s'a făcut prin act între vii, sau în ziua decesului constitutorului în cazul când uzufrectul a fost constituit prin testament (Demolombe, X, No. 246 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 665; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 103; Laurent, VI, No. 354; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 444 471; Planiol et Ripert, III, No. 767; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 410, nota; Matei Cantacuzino, p. 160).

**34.** Nu se poate constitui un uzufrect care să dureze un oarecare timp după încetarea din viață a beneficiarului deoarece dreptul de uzufrect este limitat la viața beneficiarului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 105; Suppl., Usufruit, No. 42; Laurent, VI, No. 353; Huc, IV, No. 165).

**35.** Proprietarul unui bun poate dispune în același timp sau separat, în mod gratuit sau oneros de nuda proprietate și de uzufrect, în favoarea a două persoane deosebite. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 79; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2757).

**36.** Este valabil uzufrectul pe care și-l rezervă donatorul, chiar dacă este stipulat cu o întindere mai mare decât cea prevăzută de art. 578 și urm., c. civ. fr. (517 și urm. c. civ. rom.), dacă prin actul de constituire donatorul se desesizează în mod actual și irevocabil în profitul donatarului și cu obligația de a conserva substanța lucrului. (Demolombe, XX, No. 481; Laurent, XII, No. 446 urm.; Baudry et Wahl, I, No. 1481 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2752, 2753).

**37.** Actul care cuprinde rezerva de uzufrect asupra unui imobil pentru a putea fi opozabil terților trebuie să fie transcris în registrele tribunalului locului unde este situat imobilul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 668; Laurent, VI, No. 351; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2755; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 408, nota).

**38.** Pentru constituirea în mod valabil a unui drept de uzufrect, nu este nevoie de întrebuintă termini sacramentali, deoarece legea nu prescrie o formulă fixă; judecătorii vor interpreta clauzele actului de constituire și vor aprecia dacă a avut loc sau nu o constituire de uzufrect. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 80; Suppl., Usufruit, No. 33; Laurent, VI, No. 341; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 407, nota 1).

**39.** Actele prin care se constituie un uzufrect se vor interpreta după voința constitutorului care se va lua de bază în interpretare. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 91, 119 urm.; Suppl., Usufruit, No. 48; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 409).

**40.** Tribunalele vor interpreta în mod suveran actele constitutive de uzufrect

după voința constituitorului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 119 urm.; Suppl., Usufruit, No. 48; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 409).

**41.** Dreptul de folosință temporară pe care și-l referă câte odată vânzătorul unui imobil, după o părere, este un fel de locațiune. (Huc, IV, No. 169).

**42.** După altă părere, dreptul acesta de folosință temporară al vânzătorului unui imobil, constituie un simplu termen de predare a imobilului vândut pe care și-l rezervă vânzătorul. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 123; Laurent, VI, No. 341; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 457).

**43.** După a treia părere, dacă vânzătorul și-a rezervat folosința viageră a imobilului vândut, acest drept constituie un adevărat uzufruct. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 124; Laurent, VI, No. 341; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 457; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2752, 2753; Planiol et Ripert, III, No. 763; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 408, nota).

**44.** Actul prin care proprietarul cedează altuia administrația și veniturile averii sale pe tot timpul vieții sale nu constituie un uzufruct. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 400, nota).

**45.** Legatul unui fond pentru ca legatarul să se folosească de fond în tot timpul vieții sale, constituie un legat de uzufruct. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 83).

**46.** Legatul unei case pentru ca s'o locuiască legatarul, constituie un legat al dreptului de abitațiune. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 83).

**47.** Legatul unui fond pentru ca legatarul să aibă cu ce trăi, constituie un legat deplină proprietate a fondului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 83).

**48.** Legatul fructelor unui fond, constituie un legat de uzufruct. (Demolombe, X, No. 229; Laurent, VI, No. 326; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 442; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 400, nota).

**49.** Proba constituției unui uzufruct cu titlu gratuit, nu se poate face decât printr'un act de donațiune sau prin testament făcute în formele cerute de lege. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 36; Laurent, VI, No. 339 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 762, 764; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 407, nota 1).

**50.** Proba constituției unui drept de uzufruct cu titlu oneros, se va face prin mijloacele admise de dreptul comun. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 92; Suppl., Usufruit, No. 36; Laurent, VI, No. 340, 364; Huc, IV, 169; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 407, nota 1).

**51.** Uzufructul imobiliar convențional poate fi ipotecat. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 19).

**52.** Uzufructul legal al tatălui și mamei asupra bunurilor copiilor lor minori și al bărbatului dotat asupra bunurilor dotale ale femeii nu poate fi ipotecat. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 64; Suppl., Usufruit, No. 19).

**53.** Aceleași reguli dela ipotecarea uzufructului își găsesc aplicațiunea și la urmărirea silită a uzufructului. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 19).

**54.** Uzufructul lucrurilor imobiliare, se poate dobândi prin prescripție deși legea nu o spune în mod expres. (Demolombe, X, No. 241; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1506; Proudhon, Usufruit, II, No. 751 urm.; Duranton, IV, No. 502; Troplong, Prescription, II, No. 855; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 418 bis, IV, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 227, p. 663; Daloz, Rép., Usufruit, No. 93 urm.; Suppl., Usufruit, No. 37; Laurent, VI, No. 338; Huc, IV, No. 169; Baudry et Tossier, Prescription, No. 125, 653; Guillaouard, Prescription, I, No. 438, 540; Planiol, I, No. 2751, 2758; Planiol et Ripert, III, No. 762, 770; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 410, 411; Matei Cantacuzino, p. 160; Plastara, II, p. 233, nota).

**55.** Uzufructul lucrurilor imobile se poate dobândi prin prescripție de 30 ani, indiferent dacă achizitorul este de bună sau de rea credință. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 94, 716; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2758, 2759; Planiol et Ripert, III, No. 770; Plastara, II, p. 233, nota).

**56.** Uzufructul unui imobil se poate dobândi prin prescripție de 10—20 ani dacă este dobândit dela o persoană care nu eră proprietar și dacă achizitorul are just titlu și bună credință. (Duranton, IV, No. 502; Demolombe, X, No. 241; Troplong, Prescription, II, No. 855; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 418 bis, IV, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 227, p. 663; Daloz, Rép., Prescription civile, No. 958; Usufruit, No. 94, 712; Suppl., Prescription civile, No. 565; Usufruit, No. 37; Laurent, VI, No. 338; XXXII, No. 424; Huc, IV, No. 169; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 458; Baudry et Tossier, Prescription, No. 125, 653; Guillaouard, Prescription, I, No. 438, 540; Planiol, I, No. 2751, 2758, 2759; Planiol et Ripert, III, No. 770; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 411; Plastara, II, p. 233, nota).

**57.** Posesiunea uzufructuarului folosește și nudului proprietar care va prescrie și el nuda proprietate dacă este de bună credință. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 96).

**58.** În cazul când uzufructuarul este de bună credință și nudul proprietar este de rea credință sau invers, acest viciu de posesiune a uneia dintre părți, care este personal, nu poate influența buna credință a celeilalte în materie de prescripție. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 97).

**59.** Uzufructul mobilelor corporale se dobândește prin prescripție instantanee. (Demolombe, X, No. 241; Laurent, VI, No. 338; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 458; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2760; Planiol et Ripert, III, No. 771; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 411).

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Dreptul de uzufruct, derivând dintr'un testament, nu este nevoie să fie transcris, cu toată modificarea făcută la 1900 legii autentificării actelor. (Trib. Buzău S. II. 340 din 10 Iunie 1925, Pand. Săpt. 23/925, Pand. Rom. 1926, III. 5).

**2.** Dispoziția testamentară prin care primăria unei comune a fost instituită legatară universală asupra întregii averi a defunctului, iar soția acestuia a fost instituită legatară pe jumătatea uzufructului întregii averi, cu dreptul de administrație însă a întregii averi, o asemenea dispoziție nu are a fi guvernată de principiile dela uzufructul legal, după care dreptul de administrare al uzufructului

nu poate fi redus sau restrâns, ci constituie un uzufruct testamentar, pe care îl creează voința testatorului, care este liber să-l moduleze cum vrea, în lipsa unui text de lege care să-l oprească de a regula administrația uzufructului.

Prin urmare, o asemenea dispoziție testamentară, prin care drepturile Primăriei, în timpul vieții soției testatorului sunt reduse la jumătate din veniturile întregii averi nu are nimic ilicit și nu contravine art. 47 din legea comunelor urbane, care dă în administrația primarului bunurile ce le are în absolută proprietate și veniturile ce sunt datorate, deoarece în cazul de față primăria va administra ceea ce i s'a lăsat prin testament, adică veniturile jumătății averii. (C. Apel București, S. I. 354 din 16 Decembrie 1925, Bul. C. Apel 3/926).

**Art. 519.** — Uzufructul se poate stabili sau pur, sau cu termen, sau cu condițiune. (Civ. 338, 524, 544, 557, 560, 565, 899, 1004 urm., 1017, 1019, 1022 urm., 1295; Civ. Fr. 580).

*Text. fr. Art. 580.* — L'usufruit peut être établi, ou purement, ou à certain jour, ou à condition.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Alternare 15, 16, 17, 18.	Opțiune 16, 18.
Apreciere suverană, a se vedea cuvântul „Interpretare“.	Ordine publică 2
Cesiune 3.	Parte disponibilă 20.
Condițiune 14.	Predarea legatului 7, 13, 16.
Conservare 10.	Reducțiune 20.
Convențiune, a se vedea cuvintele: „Uzufruct convențional“.	Restricțiune 2.
Cotitate disponibilă 20.	Revindicare 10.
Deces 11, 13, 16, 18.	Sarcine 1, 2.
Donațiune 3.	Stingerea uzufructului 11, 16, 18.
Fructe 7.	Succesori 16, 18.
Gratuitate 3.	Termen 8-13.
Încetare din viață 11, 13, 16, 18.	Testament 3, 4, 5, 7, 9, 13, 16, 18, 19, 20.
Interpretare 12.	Tranziție 5, 6.
Legat, a se vedea cuvântul: „Testament“.	Urmărire silită 3.
Moarte 11, 13, 16, 18.	Uzufruct 1 urm.
Moștenitori 16, 18.	Uzufruct convențional 2, 4, 5.
Nudă proprietate 9.	Uzufruct pur și simplu 4, 7, 16.
	Vindere-cumparare 10.

## Doctrină.

**1.** Uzufructul poate fi constituit cu sarcine sau fără sarcine. (Demolombe, X, No. 257; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 473; Planiol et Ripert, III, No. 766; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 414).

**2.** Uzufructul poate fi constituit cu diferite restricțiuni sau sarcine, în afară de modalitățile ordinare, pe baza principiului libertății convențiilor, cu condițiune a nu se aduce atingere ordinii publice. (Demolombe, X, No. 275; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 46; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 473; Planiol et Ripert, III, No. 766; Alexandresco, ed.

2-a, III, partea I, p. 412, 414; Plastara, II, p. 233, nota).

**3.** Uzufructul constituit cu titlu gratuit, poate fi declarat necesibil și neurmăribil. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 21, 46).

**4.** Uzufructul constituit pur și simplu, prin acte între vii începe din ziua încheierii convențiunii, iar cel constituit pur și simplu, prin testament, începe la decesul testatorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1508; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 110; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 408, nota, 412, 413, 415).

**5.** Uzufructul asupra unui imobil prin acte între vii, pentru a fi opozabil terților trebuie să fie transcris în registrele tribunalului locului unde este situat imobilul. (Laurent, VI, No. 346 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 462; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2755; Planiol et Ripert, III, No. 765; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 408, nota, 416; Matei Cantacuzino, p. 162).

**6.** Uzufructul constituit prin testament nu trebuie transcris. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2755; Planiol et Ripert, III, No. 765; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 408, 409, nota).

**7.** Legatul unui uzufruct pur și simplu este obligat să ceară predarea uzufructului, de când vor începe a curge și fructele. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 110; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 413).

**8.** Uzufructul poate fi stabilit cu termen adică fixându-se un termen de când să înceapă uzufructul sau fixându-se un termen până la care urmează să du-



reze uzufructul. (Demolombe, X. No. 254; Mourlon, ed. 7-a. No. 1508; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 111; Laurent, VI, No. 360; Huc, IV, No. 171; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 471; Planiol et Ripert, III, No. 766; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 413, text și notele 3, 4; Nacu, I, p. 802; Matei Cantacuzino, p. 161).

**9.** Legatul uzufructului unui fond a cărui numai nuda proprietate aparține testatorului, va începe din momentul încetării uzufructului. În acest caz termenul este tacit. (Proudhon, Usufruit, I. No. 302; Duranton, IX, No. 255; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 111; Laurent, VI, No. 360; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I. p. 413).

**10.** Când drepturile uzufructuarului au un termen dela care încep, proprietarul lucrului dat în uzufruct nu are dreptul să vândă bunul în prejudiciul drepturilor uzufructuarilor care va putea să-și exercite dreptul de revendicare în contra terților detentori, la începerea uzufructului, iar înainte de începerea termenului va putea să ia măsuri conservatoare. (Demolombe, X. No. 255; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 112; Laurent, VI, No. 359; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 471; Planiol et Ripert, III, No. 766).

**11.** În cazul când uzufructul este fixat pe un termen fix, dacă uzufructuarul încetează din viață înainte de sfârșitul termenului, uzufructul se stinge, deoarece el nu poate continua mai mult decât viața uzufructuarului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1508).

**12.** Tribunalele vor interpreta în mod suveran, dacă un uzufruct este constituit cu termen, adică dacă el urmează a lua sfârșit la o anumită dată. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 612).

**13.** Uzufructul constituit pentru un număr anumit de ani, prin testament, va începe să curgă dela decesul constituitorului, iar nu dela intrarea uzufructuarului în folosință. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 617).

**14.** Uzufructul poate fi stabilit sub condițiune care poate fi suspensivă sau rezolutorie. (Demolombe, X, 255; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1508; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 111, 112; Laurent, VI, No. 359; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 472; Planiol et Ripert, III, No. 766; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 413, 414, text și note 1, 2; Nacu, I, p. 803; Matei Cantacuzino, p. 161).

**15.** Uzufructul poate fi constituit alternativ cu un alt lucru. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 117; Suppl., Usufruit, No. 47; Laurent, VI, No. 361; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 473).

**16.** În cazul unui uzufruct constituit alternativ cu un alt lucru, dacă legatarul încetează din viață înainte de a fi exercitat opțiunea, moștenitorii săi au dreptul să pretindă celalt lucru, întrucât uzufructul s'a stins odată cu decesul legatarului și legatul devine pur și simplu. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 47; Laurent, VI, No. 361; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 473).

**17.** Uzufructul poate fi constituit alternativ asupra a două lucruri, după alegerea uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 117; Suppl., Usufruit, No. 47; Laurent, VI, No. 361; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 473; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 414).

**18.** În cazul unui uzufruct constituit alternativ asupra a două lucruri, dacă beneficiarul încetează din viață înainte de a-și fi exercitat opțiunea, moștenitorii săi nu o mai pot face deoarece uzufructul s'a stins odată cu decesul beneficiarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 47; Laurent, VI, No. 361; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 473).

**19.** Legatul unui uzufruct este totdeauna particular, fie el constituit cu titlu particular, cu titlu universal sau chiar universal. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 122).

**20.** Legatul unui uzufruct poate fi redus dacă întrece cotitatea disponibilă. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 122).

**Art. 520.** — Uzufructul se poate stabili pe tot felul de bunuri mobile sau imobile. (Civ. 462 urm., 471, 472 urm., 523, 526 urm. 565, 971, 1276, 1295, 1750, § 2, 1801; Pr. civ. 722; Civ. Fr. 581).

*Text. fr. Art. 581.* — Il peut être établi sur toute espèce de biens meubles ou immeubles.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Arendare 12.  
Artă 17.  
Autor 8.  
Avantaj material 16.  
Avantaj moral 16.  
Cesutune 15.  
Comerț 1, 9.

Creanțe 5.  
Dotă 19, 20.  
Drept de autor 8.  
Efecte publice 6.  
Emfiteoză 13.  
Fond de comerț 9.  
Fond de industrie 9.

Imobile 2.  
Inchiriere 12.  
Industria 9.  
Locațiune 12.  
Lucruri corporale și necorporale 4.  
Lucruri fongibile și nefongibile 3.  
Mobile 2, 3.  
Obiecte de artă 17.

Rente 7.  
Rezerva succesorală 19, 21.  
Servitute 14.  
Societate 6.  
Succesiune 21.  
Superficie 11.  
Tablouri 18.  
Universalitate de bunuri 10.  
Uzufruct 4 urm.

## Doctrină.

1. Uzufructul se poate stabili asupra tuturor bunurilor cari se află în comerț. (Laurent, VI, No. 329; Huc, IV, No. 172; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 475; Planiol et Ripert, III, No. 758; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 414; Matei Cantacuzino, p. 161).
  2. Uzufructul se poate stabili pe imobile sau pe lucruri mobile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 126; Suppl., Usufruit, No. 50; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2748; Planiol et Ripert, III, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 795; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 399, 400, 415; Nacu, I, p. 802; Matei Cantacuzino, p. 161; Plastara, II, p. 231).
  3. Uzufructul se poate stabili pe lucruri mobile atât fongibile cât și nefongibile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 127; Suppl., Usufruit, No. 50; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2748 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 414; Nacu, I, p. 802).
  4. Uzufructul se poate stabili atât pe lucruri corporale cât și pe lucruri necorporale. (Demolombe, X, No. 262 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226, p. 661; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 129; Suppl., Usufruit, No. 50, 98; Laurent, VI, No. 327 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2748; Planiol et Ripert, III, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793, 795; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 414; Nacu, I, p. 802; Matei Cantacuzino, p. 161; Plastara, II, p. 233).
  5. Astfel creanțele pot forma obiectul unui uzufruct. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 129, 225; Suppl., Usufruit, No. 98; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2748; Planiol et Ripert, III, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 414; Nacu, I, p. 802; Matei Cantacuzino, p. 161).
  6. Deasemenea părțile din societăți, acțiunile societăților, efectele publice, etc., pot forma obiectul unui uzufruct. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 50, 98, 113 urm.; Huc, IV, No. 172; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2748; Planiol et Ripert, III, No. 758; Alexandresco, ed. 2-a, III, p. I, p. 415; Plastara, II, p. 233, nota).
  7. Deasemenea rentele perpetue sau viagere, pot forma obiectul unui uzufruct. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 129; Alexandresco, 2-a, III, partea I, p. 414; Nacu, I, p. 802).
  8. Dreptul de autor poate forma obiectul unui uzufruct. (Planiol, ed. 6-a, I, 2748; Planiol et Ripert, III, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793; Plastara, II, p. 233, nota).
  9. Un fond de comerț, sau de industrie, poate forma obiectul unui uzufruct. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2748; Planiol et Ripert, III, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 793, 797).
  10. Obiectele individuale ca și uni-
- versalitățile de fapt sau de drept, pot forma obiectul unui uzufruct. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226, p. 661; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 478; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2750; Planiol et Ripert, III, No. 760; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 795; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 415; Matei Cantacuzino, p. 161; Plastara, II, p. 233).
11. Nu numai dreptul de proprietate poate forma obiectul unui uzufruct ci și alte drepturi cari conferă un avantaj de aceeași natură în grad mai mic cum ar fi dreptul de superficie. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 51; Planiol et Ripert, III, No. 758).
  12. Un drept de locațiune poate forma obiectul unui uzufruct. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226, p. 661; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 130; Suppl., Usufruit, No. 51; 128; Laurent, VI, No. 327; Planiol et Ripert, III, No. 758; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 415).
  13. Un drept de emphyteoză poate forma obiectul unui uzufruct. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 131; Suppl., Usufruit, No. 51).
  14. O servitute poate forma obiectul unui uzufruct cu titlu de accesoriu al fondului la care aparține. (Demolombe, X, No. 261, bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Aubry et Rau, II, § 226, p. 661; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 134; Suppl., Usufruit, No. 51; Laurent, VI, No. 329; Huc, IV, No. 172; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 415).
  15. Un drept de uzufruct poate forma la rândul său obiectul unui uzufruct, fără ca această nouă constituire să fie considerată ca o cesiune a dreptului de uzufruct. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 133; Suppl., Usufruit, No. 51; Planiol et Ripert, III, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 795; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 415; Nacu, I, p. 802).
  16. Uzufructul poate fi stabilit asupra tuturor lucrurilor, atât acele lucruri cari oferă posesorului un avantaj material cât și acele lucruri cari oferă numai un avantaj moral. (Demolombe, X, No. 262; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226, p. 661; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 140; Laurent, VI, No. 325 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 478 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 758).
  17. Astfel lucrurile de artă, de lux sau de plăcere cari nu sunt productive, pot forma obiectul unui uzufruct. (Demolombe, X, No. 306; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 226, p. 661; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 136).
  18. Tablourile, statuetele, etc. pot forma obiectul unui uzufruct. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 136, 137).
  19. Bunurile asupra cărora proprietarii lor nu au dreptul de dispoziție din cauza condiției lor juridice nu pot forma obiectul unui uzufruct. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 141; Suppl., Usufruit, No. 55).

**20.** Astfel fondul total, în principiu, nu poate forma obiectul unui uzufruct. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 141; Suppl., Contrat de mariage, No. 1243; Usufruit, No. 55).

**21.** Deasemenea rezerva copiilor și ascendenților în succesiunea părinților și copiilor, nu poate forma obiectul unui uzufruct. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 142; Suppl., Usufruit, No. 55).

Secțiunea I. — *Despre drepturile uzufructuarului.*

**Art. 521.** — Uzufructuarul are dreptul de a se bucura de tot felul de fructe ce poate produce obiectul asupra cărui are uzufruct, fie naturale, fie industriale, fie civile. (Civ. 517, 521, 522 urm., 544, 1292; Civ. Fr. 582).

*Text. fr. Art. 582.* — L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

**Doctrină.**

**1.** Regula pusă de legiuitor în art. 582 c. civ. fr. (521 c. civ. rom.) nu este exactă în termenii săi, deoarece din acești termeni ar rezulă că uzufructuarul nu dobândește asupra fructelor pe care le culege, un drept de proprietate ci un simplu drept de folosință, adică de uzufruct, ceea ce nu este în realitate, întrucât uzufructuarul are dreptul a se folosi nu de fructele pe care le culege ci de lucrul supus uzufructului, dobândind proprietatea tuturor fructelor ce le produce. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1510; Huc, IV, No. 175; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 483; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I. p. 416, nota 1).

**2.** Dispozițiunile din codul civil privitoare la drepturile uzufructuarului își găsesc aplicațiunea atât la uzufructul convențional cât și la uzufructul legal. (Toullier, III, No. 403; Demolombe, X, No. 265 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 680; Daloz, Rép., Usufruit, No. 144; Laurent, VI, No. 362; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 416; Nacu, I, p. 805).

**3.** În ceea ce privește uzufructul convențional, regulele prevăzute de codul civil cu privire la drepturile uzufructuarului, nu au caracterul de ordine publică, ci sunt numai declarațiuni a intențiunei prezumate a părților sau testatorului și pot fi deci modificate prin titlul constitutiv al uzufructului. (Toullier, III, No. 403; Demolombe, X, No. 265 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 680; Daloz, Rép., Usufruit, No. 144; Laurent, VI, No. 362;

Baudry et Chauveau, Des biens, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I. p. 416; Nacu, I, p. 804, 805; Matei Cantacuzino, p. 162, 163).

**4.** Veniturile și produsele cari nasc și renasc din lucrul dat în uzufruct, constituiesc fructe, și aparțin în mod definitiv uzufructuarului care are dreptul să le perceapă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1512; Daloz, Rép., Usufruit, No. 146; Suppl., Usufruit, No. 56; Huc, IV, No. 175; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 483; Planiol, et Ripert, III, No. 776; Nacu, I, p. 756 urm., 806; Matei Cantacuzino, p. 163, 164; Plastara, II, p. 239, 240).

**5.** Uzufructuarul are dreptul să perceapă în mod definitiv fructele naturale, fructele industriale și fructele civile produse de lucrul dat în uzufruct. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1516; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 56; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 421).

**6.** Uzufructuarul unui drept de proprietate artistică sau literară are dreptul numai la produsele, edițiile și reproducerile percepute până la încetarea uzufructului iar nu asupra dreptului incorporal în sine care nu se transmite uzufructuarului. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 53).

**7.** Uzufructuarul unui drept de proprietate artistică sau literară are dreptul să urmărească în justiție pe cei cari contrafac dreptul incorporal supus uzufructului. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 53).

**8.** A se vedea: art. 483 și 522 urm. din codul civil cu notele respective.

**Art. 522.** — Fructele naturale sunt acelea ce pământul produce dela sine; producțiunea și prăsila (sporul animalelor) sunt asemenea fructe naturale. Fructele industriale ale unui fond sunt acelea ce se dobândesc prin cultură. (Civ. 483 urm., 524, 529—533, 537, 538, 555, 556; Civ. Fr. 583).

*Text. fr. Art. 583.* — Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fond sont ceux qu'on obtient par la culture.

### Doctrină.

1. Fructele sunt produse periodice ale unui lucru, adică tot ceea ce naște și renaște periodic din lucru după destinația sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1512, 1514; Planiol et Ripert, III, No. 776; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 285; Nacu, I, p. 756 urm., 806; Matei Cantacuzino, p. 163, 164; Plastara, II, p. 239, 240).
2. Diviziunea fructelor în fructe naturale și fructe industriale, nu are în dreptul actual nici o utilitate, deoarece ambele feluri de fructe sunt guvernate de aceleași regeule. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1517; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287; Nacu, I, p. 757, 806).
3. Uzufructul unei turme de animale, trebuie considerat că are de obiect toate animalele din turmă care formează o universalitate de fapt. (Aubry et Rau, II, § 236, p. 743; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 723; Planiol et Ripert, III, No. 789; Colin et Capitant, I, p. 799).
4. Uzufructuarul unei turme de animale, are dreptul la toate produsele turmei cum sunt: laptele, lâna, îngrășămintea. (Planiol et Ripert, III, No. 789).

5. Uzufructuarul unei turme de animale are dreptul la prăsilă animalelor, cu obligația însă de a înlocui prin prăsilă animalele cari pier. (Aubry et Rau, II, § 236, text și nota 16; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 724; Planiol et Ripert, III, No. 789; Colin et Capitant, I, p. 799).

6. Uzufructuarul unei turme de animale poate dispune de animalele sterpe cu obligația de a le înlocui prin prăsilă. (Aubry et Rau, II, § 236, p. 744; Planiol et Ripert, III, No. 789).

7. În cazul când turma pierie în întregime fără culpa uzufructuarului, acesta este obligat a da nudului proprietar numai pieile sau valoarea lor. (Planiol et Ripert, III, No. 789).

8. În cazul când animalele sunt alipite la un fond supus uzufructului, uzufructuarul are dreptul a se folosi de sporul lor cu obligația de a înlocui animalele cari pier pentru ca ele să poată folosi necesităților exploatarei fondului. (Planiol et Ripert, III, No. 790).

9. A se vedea: art. 483, 521, 524, 555 și 556 din codul civil cu notele respective.

**Art. 523.** — Fructele civile sunt chirile caselor, dobânzile sumelor exigibile, venitul rentelor; arendele intră în clasa fructelor civile. (Civ. 525, 527, 542, 543, 550, 994, 1088, 1275, 1280, 1411, 1430, 1585, 1587, 1589, 1639 urm., 1649, 1730 § 1, 1907; Civ. Fr. 584).

*Text. fr. Art. 584.* — Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes.

Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

### Bibliografie (continuare)

STRELICESCU AL., *Notă*, sub. Cas. I, 641 din 6 Noembrie 1913, Pand. Rom. 1925, I, 89.

### Doctrină.

1. Emolumentele unui uzufruct sunt considerate fructe civile. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 289; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287).
2. Sunt considerate ca fructe civile iar nu industriale: dividendele acțiunilor in-

dustriale sau ale părților din societate (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 98).

3. Redevențele pe cari sunt obligați concesionarii unei mine să le plătească proprietarului sunt considerate fructe civile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287).

4. A se vedea: art. 483, 525 și 536 din codul civil cu notele respective.

**Art. 524.** — Fructele naturale și industriale neculese în momentul când se deschide dreptul de uzufruct, sunt ale uzufructuarului. Acelea ce se găsesc în aceeași stare când se sfârșește dreptul de uzufruct, sunt ale proprietarului, fără de a putea pre-

tinde unul dela altul despăgubire de cheltuelile urmate pentru arături și semănături. Drepturile *colonului parțiar*<sup>1)</sup> ce vor fi existat la începutul sau la finele uzufructului, nu pot fi vătămăte de dispozițiunea precedentă. (Civ. 465, 484, 522, 529, 534, 1280, 1441, 1466 urm.; Civ. Fr. 585).

*Text. fr. Art. 585.* — Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier.

Ceux qui sont dans le même état au moment où finit l'usufruit, appartiennent au propriétaire, sans récompense de part ni d'autre des labours et des semences, mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 13, 14.	Inchiriere 17, 27.
Arături 22, 24, 25.	Interes 8.
Arendare 26, 27.	Locațiune 17, 27.
Casă 17.	Maturitate 8, 9, 21.
Cheltueli 3, 22, 24, 25.	Mină 18, 19.
Clădiri 17.	Mobiliar drept 4.
Colon parțiar 26, 27.	Nud proprietar 3, 22, 24.
Creditori 20, 21.	Obicei 8.
Culegerea fructelor 3, 5—	Opozabilitate 15, 16.
14, 18, 20.	Ordine publică 23.
Culpa proprietarului 12, 14.	Perceperea fructelor 3, 5—
Data certă 15.	14, 18, 20.
Derogare 22, 23.	Preț 15.
Despăgubiri 22.	Proces 13, 14.
Donațiune 1.	Răsboi 9.
Drept mobiliar 4.	Restituirea fructelor 3.
Forță majoră 9, 11.	Semănături 22, 24, 25.
Fructe 1 urm.	Societate 19.
Fructe civile 1, 2, 17.	Stingerea uzufructului
Fructe industriale 5—16.	10—14, 21.
Fructe naturale 1, 2, 5—16.	Sucesiune 25.
Fructe prinse de rădăcini	Terț 13, 14, 24, 25.
15, 16, 21.	Testament 2.
mobile 4.	Urmărire silită 20.
Inceperea uzufructului 1	Uzină 17.
2, 3, 16.	Uzufruct 1 urm.
Inctarea uzufructului	Vindere-cumpărare 1, 15,
10—14, 21.	16.

## Doctrină.

**1.** Dreptul uzufructuarului la fructele naturale sau civile, în cazul unui uzufruct constituit prin acte între vii, începe din ziua deschiderii lui. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 681; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 147; Suppl., Usufruit, No. 57; Laurent, VI, No. 355 urm.; 363; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 494; Planiol et Ripert, III, No. 778; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 423; Plastara, II, p. 249, 250).

**2.** Dreptul uzufructuarului la fructele naturale sau civile, în cazul când uzufructul este constituit prin testament, începe din momentul cererii predării uzufructului, afară de cazul când testatorul a dispus altfel. (Proudhon, Usufruit, I, No. 393 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 681; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 148; Suppl., Usufruit, No. 57; Laurent, VI,

No. 356; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 495; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 778).

**3.** Nudul proprietar care a cules fructele după deschiderea dreptului de uzufruct, trebuie să restituie uzufructuarului fructele culese, când acesta intră în folosință, scăzându-se cheltuelile făcute de el cu producerea și culegerea fructelor cu începere dela data deschiderii dreptului de uzufruct. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 681; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 147; Suppl., Usufruit, No. 57; Laurent, VI, No. 355 urm.; 363; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 494).

**4.** Dreptul uzufructuarului la fructe, este un drept mobiliar, chiar în cazul când obiectul uzufructului ar fi imobil (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 422).

**5.** Uzufructuarul nu dobândește fructele naturale și industriale decât atunci când le percepe, adică le deslipește de pământul sau de arborii cu care fac un singur corp. (Demolombe, X, No. 370; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1518; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 682; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 149; Suppl., Usufruit, No. 59; Laurent, VI, No. 391 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 779; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287, 421, 422; Nacu, I, p. 807; Matei Cantacuzino, p. 164; Plastara, II, p. 240, 250).

**6.** Dacă fructele au fost tăiate însă nu au fost ridicăte încă, ele sunt considerate culese. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1518; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287).

**7.** Pentru ca uzufructuarul să aibă dreptul la fructe, nu este necesar ca ele să fi fost deslipte de sol sau arbori de către însuși uzufructuarul sau din ordinul său ci este de ajuns ca ele să fi fost deslipte prin orice mod. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1518; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 151; Suppl., Usufruit, No. 59; Laurent, VI, No. 391; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 495 urm.; Alexandresco, ed

1) A se vedea nota sub textul art. 468 cod civ. cu privire la colonii parțiar.

2-a, III, partea I, p. 423; Plastara, II, p. 248).

**8.** Uzufructuarul are dreptul să culegă fructele la maturitatea lor iar nu înainte de maturitatea lor sau chiar înainte de maturitate dacă astfel este obiceiul sau interesul. (Demolombe, X, No. 370; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 152; Laurent, VI, No. 388, 392; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 423, 424, nota).

**9.** In caz de forță majoră cum ar fi în cazul sustragerii recoltelor dela dezastul unui războiu, uzufructuarul ar putea culege fructele înainte de maturitatea lor. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 152).

**10.** Dacă uzufructuarul nu a cules fructele ajunse la maturitate, înainte de expirarea dreptului de uzufruct, ele aparțin proprietarului fondului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1178; Demolombe, X, No. 368 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1518; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 682; Marcadé, Art. 585, No. 2; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 153, 282; Laurent, VI, No. 393; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 422, nota 2, 423; Nacu, I, p. 807; Matei Cantacuzino, p. 164; Plastara, II, p. 248).

**11.** Chiar dacă uzufructuarul nu a cules fructele, înainte de expirarea dreptului de uzufruct, din cauza unui caz de forță majoră, ele se cuvin proprietarului fondului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1178; Duranton, IV, No. 558; Demolombe, X, No. 368 urm.; Marcadé, art. 585, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 682; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 153, 282; Suppl., Usufruit, No. 60; Laurent, VI, No. 393; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 423; Contra: Delvincourt, I, p. 355).

**12.** Dacă însă uzufructuarul nu a cules fructele, înainte de expirarea dreptului de uzufruct, din cauza unui fapt al proprietarului fondului, fructele se cuvin uzufructuarului. (Duranton, IV, No. 558; Demolombe, X, No. 368 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 682; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 60, 283; Laurent, VI, No. 392; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 423).

**13.** Dacă uzufructuarul nu a cules fructele, înainte de expirarea dreptului de uzufruct, din cauza unui proces pornit în contra sa de un terț, după o părere, uzufructuarul nu are dreptul la fructele neperceptute. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 60; Laurent, VI, No. 393; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 497).

**14.** După altă părere, atât în cazul când acțiunea care a împiedecat pe uzufructuar să perceapă fructele, înainte de expirarea dreptului de uzufruct, este pornită de către proprietarul fondului cât și în cazul când ea este pornită de un terț, nu oprește pe uzufructuar să culegă fructele neperceptute. (Duranton, IV, No.

557 urm.; Demolombe, X, No. 369; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 682).

**15.** In cazul când, înainte de constituirea uzufructului, proprietarul fondului a vândut fructele neculese încă, pe picior, uzufructuarul trebuie să respecte vânzarea făcută prin contract cu dată certă și nu are dreptul la preț, chiar dacă în momentul intrării sale în folosință fructele nu fuseseră recoltate, afară de convenție contrară, și chiar dacă prețul nu fusese încă plătit. (Proudhon, Usufruit, II, No. 994; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 154; Laurent, VI, No. 389; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 510; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 61; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 423, 481, nota 1; Nacu, I, p. 808; Contra: Duranton, IV, No. 540; Demolombe, X, No. 360).

**16.** Dacă însă vânzarea recoltelor pe picior, a fost făcută de către proprietarul fondului, după data când începe pentru uzufructuar dreptul la fructe, această vânzare nu este opozabilă uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 61; Laurent, VI, No. 389).

**17.** Dispozițiile art. 585 c. civ. fr. (524 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea uneori și în materie de fructe civile cum ar fi în cazul când o casă nu se închiriaza decât la anumite epoci, sau o uzină care nu merge decât câteva luni pe an. (Proudhon, Usufruit, II, No. 911; Demolombe, X, No. 280 urm., 369; Aubry et Rau, II, § 192, p. 290; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 159; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 429, 430; Contra: Laurent, VI, No. 400, 401; Huc, IV, No. 181; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 516).

**18.** Uzufructuarul unei mine are dreptul, la finele uzufructului, la toate materiile extrase din mină până în acea zi și cari se găsesc pe platforma minei precum și la toate creanțele pentru vânzările și furniturile de minerale. (Dalloz, Rép., Suppl., Mines, No. 177).

**19.** Uzufructuarul unei părți de asociat într-o societate minieră, are dreptul la o parte egală cu a celorlalți asociați (Dalloz, Rép., Suppl., Mines, No. 177).

**20.** Creditorii uzufructuarului au dreptul să urmărească fructele separate de pământ și devenite proprietatea uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 156).

**21.** Deasemenea creditorii uzufructuarului au dreptul să urmărească fructele prinse de rădăcini, cu condițiune ca la maturitatea lor, uzufructul debitorului lor să nu fie stins. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 156).

**22.** Potrivit dispozițiilor art. 585 c. civ. fr. (524 c. civ. rom.), nici uzufructuarul nici proprietarul nu au dreptul să pretindă unele despăgubiri pentru cheltuielile urmate pentru arături și semănături. Această dispozițiune este absolută și nu se poate face nici o derogare chiar dacă este injustă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1519, 1520; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 158;

Suppl., Usufruit, No. 62; Laurent, VI, No. 387; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 506; Planiol et Ripert, III, No. 780; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 424 urm.; Nacu, I, p. 807; Matei Cantacuzino, p. 164).

**23.** Părțile au dreptul ca în convențiunea de constituire a dreptului de uzufruct să deroge dela aceste dispozițiuni ale legii. (Laurent, VI, No. 387; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 506; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 426, nota 1).

**24.** Dispozițiunile de mai sus nu-și găsesc aplicațiunea decât în ceea ce privește raporturile reciproce dintre uzufructuar și nudul proprietar iar nu și în ceea ce privește raporturile cu terțele persoane care au făcut cheltuelile de arătură și semănătură. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1150; Toullier, III, No. 403; Duranton, IV, No. 530; Demolombe, X, No. 373; Marcadé, Art. 585, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 423 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 682; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 161; Suppl., Usufruit, No. 62; Laurent, VI, No. 383 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 426; Nacu, I, n. 807).

**25.** În cazul când moștenitorul celui care a constituit uzufructul, face cheltueli cu cultivarea fondului supus uzufructu-

lui, înainte de cererea de predarea uzufructului, uzufructuarul va fi obligat să plătească moștenitorului toate cheltuelile făcute deoarece acest moștenitor trebuie să fie asimilat cu un terț întrucât nu el eră acela care a constituit uzufructul. (Demolombe, X, No. 373; Laurent, VI, No. 385; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 426; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 503).

**26.** Prin colon partiar se înțelege arendașul care, în loc de bani, plătește arenda în o parte din fructe. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 422, nota 3, 427).

**27.** Dispozițiunile art. 585 c. civ. fr. (524 c. civ. rom.), în ceea ce privește dreptul colonului partiar, sunt inutile deoarece potrivit principiilor de drept, uzufructuarul și nudul proprietar sunt obligați să respecte contractele de locație existente la începerea și sfârșitul uzufructuarului când sunt încheiate în limitele art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.). (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 422 bis, III; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 160; Suppl., Usufruit, No. 63; Laurent, VI, No. 386; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 422, nota 4, 427; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1521).

**28.** A se vedea: art. 483, 525, 529, 534 și 538 din codul civil cu notele respective.

**Art. 525.** — Fructele civile se socotesc dobândite zi cu zi, și se cuvin uzufructuarului în proporțiune cu durata uzufructului său. Această regulă se aplică la arenze, la chiriiile caselor și la alte fructe civile. (Civ. 523, 527, 542, 543, 994, 1088, 1280, 1411, 1413, 1586, 1587, 1619, 1639 urm., 1649, 1907; Civ. Fr. 586).

*Text. fr. Art. 586.* — Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit. Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Arendare 1, 2, 5, 8, 9, 10, 11.	Începerea uzufructului 6, 7.
Colon partiar 9, 10, 11.	Inchiriere 1, 2.
Comerț 12.	Industrie 12.
Fond de comerț 12.	Inutilitate 2.
Fructe 1 urm.	Locațiune 1, 2, 6, 7.
Fructe civile 1 urm.	Proportionalitate 3, 4, 8, 12, 13.
Fructe civile neregulate 15, 16, 17.	Scadență 3, 5.
Fructe industriale 9.	Societate 13, 14.
Fructe naturale 5, 8.	Uzufruct 1 urm.
Incasare 3.	

#### Doctrină.

**1.** Regula prevăzută de art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea la arenze, la chirii și la alte fructe civile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1523; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 163; Nacu, I, p. 808; Matei Cantacuzino, p. 164; Plastara, II, p. 250, 251).

**2.** Ultimele cuvinte ale art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.) și anume: «și la alte fructe civile» sunt inutile întrucât acest articol clasifică chiriiile și arenzele între fructele civile. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 513; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 428, nota 1).

**3.** Fructele civile se cuvin uzufructuarului zi cu zi. ele aparținând uzufructuarului în proporție cu durata uzufructului, fără ca să fie necesară încasarea lor efectivă și fără a se ține socoteală de scadența lor. (Demolombe, X, No. 377, 378; Mourlon ed. 7-a, I, No. 1522; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 683; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 165; Suppl., Usufruit, No. 64; Laurent, VI, No. 396, 397; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 514; Planiol et Ripert, III, No. 779; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287, 421, 428; Nacu, I, p. 807; Matei Cantacuzino, p. 164; Plastara, II, p. 240, 250).

**4.** Deoarece potrivit dispozițiilor art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.) fructele civile se socotesc dobândite zi cu zi, ele se împart în 365 părți și fiecare parte corespunde cu fiecare zi a anului. (Demolombe, IX, No. 582; Laurent, VI, No. 200; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 511 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 779; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 287, 428; Nacu, I, p. 807).

**5.** Dobândirea fructelor de către uzufructuar în ceea ce privește arenzile este independentă de termenele de plată convenite de arendaș, de modul și de data plății, precum și de data percepției fructelor naturale de către arendaș. (Duranton, IV, No. 539; Demolombe, X, No. 379; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230 p. 683; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 164; Suppl., Usufuit, No. 64; Laurent, VI, No. 394; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 514; Nacu, I, p. 807, 808; Matei Cantacuzino, p. 164).

**6.** În cazul când contractul de locațiune a fost încheiat înainte de începerea uzufructului, dreptul uzufructuarului la fructe începe la deschiderea uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufuit, No. 166; Suppl., Usufuit, No. 65).

**7.** În cazul când contractul de locațiune a fost încheiat în cursul uzufructului, dreptul uzufructuarului la fructe începe din momentul încheerii contractului de locațiune iar nu dela deschiderea uzufructului. (Proudhon, Usufuit, II, No. 923; Duranton, IV, No. 539; Demolombe, X, No. 380; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 683; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 166, 167; Suppl., Usufuit, No. 65; Laurent, VI, No. 396).

**8.** Fructele în natură pe care este obligat să le plătească arendașul vor fi considerate ca fructe civile, convenindu-se uzufructuarului în acelaș mod ca și plățile în bani. (Demolombe, X, No. 386; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1523; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 171; Suppl., Usufuit, No. 67; Laurent, VI, 399; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 429).

**9.** Fructele datorite de colonul partiar nu sunt considerate ca fructe civile ci ca fructe industriale, făcându-se în acest caz aplicațiunea dispozițiilor art. 585 c. civ. fr. (524 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 386; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1524; Proudhon, Usufuit, III, No. 1152; Duranton, IV, No. 532; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 171; Suppl., Usufuit, No. 67; Laurent, VI, No. 399; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 429).

**10.** Dacă însă colonul partiar este obligat a mai plăti anual și o sumă de bani, această sumă de bani va fi considerată ca un fruct civil propriu zis. (Dalloz, Rép., Usufuit, No. 171).

**11.** Prin colon partiar se înțelege arendașul care, în loc de bani, plătește arenda în o parte din fructe. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 422, nota 3, 427).

**12.** Beneficiile rezultate dintr'un fond de comerț sau de industrie sunt fructe civile și deci dobândite de uzufructuar zi cu zi, făcându-se în cauza aplicațiunei dispozițiilor art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Usufuit, No. 173; Planiol et Ripert, III, No. 799; Comp.: Demolombe, X, No. 307; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 742; Laurent, VI, No. 423; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 583, 584; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 451).

**13.** Interesele, părțile de beneficiu sau dividendele în societăți comerciale sau industriale sunt fructe civile și deci se dobândesc potrivit dispozițiilor art. 586 c. civ. fr. (525 c. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 69; Planiol et Ripert, III, No. 791; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 430; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 308, nota 7, p. 133; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1522, p. 726, nota 1; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 173; Laurent, VI, No. 402; Huc, IV, No. 181; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 518, 593).

**14.** Uzufructuarul părților de beneficiu sau dividende în societăți comerciale sau industriale nu are dreptul la fondul de rezervă, care are de scop să asigure plata beneficiilor sau dividendelor în caz de criză. (Laurent, VI, No. 402; Huc, IV, No. 181; Planiol et Ripert, III, No. 791 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 430).

**15.** Dispozițiunile art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.), după o părere își găsesc aplicațiunea și la perceperea fructelor civile neregulate. (Laurent, VI, No. 490 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 517).

**16.** După altă părere, dispozițiunile art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la perceperea fructelor civile neregulate, ci aceste retribuțiuni aparțin aceluia cari au făcut și au executat convențiunile succesive, fără a fi totalizate pe an și a fi apoi împărțite. (Proudhon, Usufuit, II, No. 911; Demolombe, X, No. 280; Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 68; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 290).

**17.** Fructele civile neregulate sunt produsele obținute de către uzufructuar cu ajutorul muncii sale, prin punerea în lucru a materialului sau obiectelor asupra cărora există instituit dreptul de uzufruct. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 68).

**18.** A se vedea: art. 523, 524 și 536 din codul civil cu notele respective.

**Art. 526.**—Dacă uzufructul cuprinde lucruri cu cari nu se poate cineva servi fără a le consuma, precum bani, grâne, băuturi,



uzufructuarul are dreptul de a dispune de ele, însă cu îndatorire de a le înapoiă în aceeași cantitate, calitate și valoare, sau prețul, la sfârșitul uzufructului. (Civ. 521, 522, 557 urm., 1145, 1243, 1245, 1509, 1576, 1584, 1585; Civ. Fr. 587).

*Text. fr. Art. 587.* — Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en rendre de pareille quantité, qualité et valeur, ou leur estimation, à la fin l'usufruit.

### Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Tutelă“, p. 196 urm.;  
UDREA H., *Notă* sub C. Caen, 21 Mai 1924, *Jur. Gen.* 1925, No. 494.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Bani 1, 10.	Incetarea uzufructului
Calitate 5-9.	7, 8, 9.
Cantitate 5-9.	Inexactitate 1.
Compensare 10.	Intenție 11.
Conservarea substanței lucrului 2.	Inutilitate 9.
Convenție 11.	Lingouri de metal 10.
Consumptibile lucruri 1, 2, 3, 5.	Lucruri consumptibile 1, 2, 3, 5.
Cuasi-uzufruct 2, 3, 5, 12.	Lucruri fongibile 1, 2, 5, 8, 10, 11.
Debitor 3.	Pref 6, 7, 8.
Dobândă 12.	Restituire 5-9.
Donație 4.	Testament 4.
Estimație 8, 10.	Uzfruct 1 urm.
Fongibile lucruri 1, 2, 5, 8, 10, 11.	Valoare 5, 6, 7, 8, 9.
Greutate 10.	Valori mobiliare rambursabile 12.
Inceperea uzufructului 6.	Vindere-cumpărare 3, 4, 8,

### Doctrină.

**1.** Textul art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) cuprinde o inexactitate, deoarece banii sunt lucruri fongibile iar nu consumptibili prin natura lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 128, nota, 430, nota 5, 434).

**2.** Art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) prevede cazul uzufructului asupra lucrurilor fongibile care se numește quasi-uzufruct. In cazul unui quasi-uzufruct se derogă dela dispozițiile art. 578 c. civ. fr. (517 c. civ. rom.) potrivit cărora uzufructuarul are dreptul să se folosească de lucrul supus uzufructului cu condițiunea de-a conserva substanța lucrului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1525, 1526; Dalloz Rép., Usufruit, No. 189; Planiol et Ripert, III, No. 775, 811; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 431; Nacu, I, p. 817; Matei Cantacuzino, p. 161, 165).

**3.** Uzufructuarul lucrurilor enunțate în art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) spre deosebire de uzufructuarul propriu zis, devine proprietarul lucrurilor supuse uzufructului, având dreptul să le consume sau să le vândă, rămânând debitorul unei cantități de lucruri. (Demolombe, X, No. 294; Marcadé, Art. 587 No. 1 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1526; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 739;

Dalloz, Rép., Usufruit, No. 190; Laurent, VI, No. 408; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 574 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 811; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 431, 432; Matei Cantacuzino, p. 161, 165).

**4.** Uzufructul prevăzut de art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) poate fi stabilit atât prin acte între vii cât și prin testament. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 739; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 128).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) uzufructuarul lucrurilor fongibile are dreptul să consume lucrurile supuse quasi-uzufructului, cu obligația de a restitui la sfârșitul uzufructului lucrurile în aceeași cantitate, calitate și valoare sau prețul lor. (Mourlon ed. 7-a, I, No. 1525 urm.; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 191; Suppl., Usufruit, No. 81; Planiol et Ripert, III, No. 811; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 432; Nacu, I, p. 817).

**6.** In ceea ce privește această restituire, după o părere, uzufructuarul va avea alegerea sau de a predă lucrurile în aceeași cantitate, calitate și valoare sau de a predă prețul din momentul deschiderii dreptului de uzfruct. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2634; Toullier, III, No. 398; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 191).

**7.** După a doua părere, uzufructuarul are alegerea sau de a restitui lucrurile în aceeași cantitate, calitate și valoare sau prețul lor din momentul când este obligat să facă restituirea potrivit dispozițiilor art. 1903 c. civ. fr. (1585 c. civ. rom.). (Delvincourt, I, No. 351; Troplong, Du prêt, No. 219; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 738; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 191; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1529).

**8.** După a treia părere, restituirea se va face după cum lucrurile au fost predate cu estimație sau fără estimație. In cazul când s'a făcut estimația lucrurilor fongibile supuse uzufructului, această estimație echivalează cu o vânzare și uzufructuarul este obligat la sfârșitul uzufructului să predea prețul estimației. In cazul

când nu s'a făcut estimăția lucrurilor supuse uzufructului, uzufructuarul este obligat ca la sfârșitul uzufructului să predeă lucruri de aceeaș cantitate și calitate; iar dacă este în imposibilitate să o facă va predă prețul din momentul restituirei. (Duranton, IV, No. 577; Demolombe, X, No. 293; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426 bis. I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1529, 1530; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 191; Suppl., Usufruit, No. 81; Laurent, VI, No. 408 urm.; Huc, IV, No. 182; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 577 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 433, 434; Nacu, I, 817, 818, 819).

**9.** Dispozițiunile art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) care arată că lucrurile restituite trebuiesc să aibă aceeaș «valoare» sunt inutile, deoarece uzufructuarul își îndeplinește deajuns obligațiunile sale dacă la sfârșitul uzufructului restituie lucruri în aceeaș cantitate și de aceeaș calitate, fără a se ține socoteală de scăderea sau mărirea valorii lucrurilor în timpul duratei uzufructului. (Demolombe, X, No. 294; Marcadé, Art. 587, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1531; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, nota 2, p. 738; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 192; Suppl., Usufruit, No. 82; Laurent, VI, No. 409; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 575; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 431, nota 2, 432, nota 2; Nacu, I, p. 817).

**Art. 527.** — Uzufructul unei rente pe viață dă uzufructuarului, pe durata uzufructului său, dreptul de a percepe veniturile, fără de a fi obligat la nici un fel de restituțiune. (Civ. 521, 523, 550, 1266, 1276 urm., 1639 urm., 1649 urm.; Civ. Fr. 588).

*Text. fr. Art. 588.* — L'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les arrérages, sans être tenu à aucune restitution.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiunilor art. 588 c. civ. fr. (527 c. civ. rom.) veniturile rentelor pe viață se cuvin în plină proprietate uzufructuarului, fără să fie obligat la nici o restituire la finele uzufructului, cu toate că aceste venituri constituiesc în realitate fracțiuni din valoarea în capital a rentei. (Demolombe, X, No. 327; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1536 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 684; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 235; Suppl., Usufruit, No. 126; Laurent, VI, No. 424; Huc, IV, No. 188; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 597; Planiol et Ripert, III, No. 776; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 446, 447, 448; Nacu, I, p. 811; Matei Cantacuzino, p. 164; Plastara, II, p. 248, 249).

**2.** Dispozițiunile art. 588 c. civ. fr. (527

**10.** Dispozițiunile art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la lucrurile fongibile cari fără a se consumă prin prima întrebuințare, sunt evaluate după număr, greutate sau măsură și ale căror cantități de aceeaș specie le poate compensa, cum sunt banii, sau lingourile de metal, predate după greutate. (Demolombe, X, No. 287; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1532; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 193; Suppl., Usufruit, No. 83; Laurent, VI, No. 410; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 579; Planiol et Ripert, III, No. 811; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 434).

**11.** Chiar lucrurile nefongibile din natura lor, pot deveni fongibile prin convențiunea părților sau prin voința constituitorului uzufructului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1533; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 194; Suppl., Usufruit, No. 83; Laurent, VI, No. 410; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 579).

**12.** Echivalează cu un quasi-uzufruct, uzufructul stabilit asupra valorilor mobiliare rambursabile fără dobândă. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 98).

**13.** A se vedea: art. 536 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** A se vedea: art. 343, nota 1.

c. civ. rom.) în ceea ce privește uzufructul unei rente pe viață, nu trebuiesc întinse prin analogie și la alte cazuri de uzufruct cum ar fi atunci când uzufructul este constituit asupra redevențelor periodice stipulate pentru un timp anumit sau asupra dreptului la anuități, cazuri în cari uzufructuarul nu are decât un drept de folosință asupra anuităților sau prestațiunilor pe care trebuie să le restituie la sfârșitul uzufructului deoarece ele constituiesc un capital. (Demolombe, X, No. 330 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 686; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 126; Laurent, VI, No. 425; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 600; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 446, nota 3).

**3.** Dispozițiunile art. 588 c. civ. fr. (527 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la

uzufrectul constituie asupra unui drept de uzufrect, caz în care uzufrectuarul nu este obligat să facă nici o restituire de fructe la sfârșitul uzufrectului său. (Delvincourt, I, p. 350; Proudhon, Usufrect, I, No. 154; Toullier, III, No. 417; Demolombe, X, No. 329; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1539; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 685; Laurent, VI, No. 425; Huc, IV, No. 187; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 598; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 448; Nacu, I, p. 812).

**Art. 528.** — Dacă uzufrectul cuprinde lucruri cari, fără a se consuma îndată, se strică după vreme prin întrebuițarea lor, precum rufe, mobilele casei, uzufrectuarul are dreptul de a se sluji cu dânsese pentru întrebuițarea la care ele sunt destinate, și nu este obligat de a le înapoi la sfârșitul uzufrectului, decât în starea ce se vor afla, însă nestrucate din dol sau culpă. (Civ. 397, 517, 534, 543, 555, 556, 571, 998, 1102, 1156, 1274; Civ. Fr. 589).

*Text. fr. Art. 539.* — Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consumer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, comme du linge, des meubles meublants, l'usufruitier a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Apreciere suverană 10.	Incetarea uzufrectului
Brevet de invenție 26, 38.	14—20, 26—29, 32—38.
Cabinet de lectură 7.	Inchiriere 7—10, 12, 13, 31.
Cărți 7.	Instrăinare 5, 20.
Cesiune 12, 13, 31.	Locațiune 7—10, 12, 13, 31.
Comerț 26—38.	Lucruri fongibile 4.
Creditori 11, 12, 13.	Magazin 7.
Cuazi-uzufrect 20, 24, 28.	Mamă 5.
Culpă 15—20, 22, 23, 27, 33.	Minoritate 25.
Daune 17, 18, 19, 20.	Mobile 7.
Destinație 3, 6, 7, 8, 10.	Obiecte care se strică cu
Detriorare 8, 14—25.	timpul 1 urm.
Dol 20, 27, 33.	Obiecte care se strică de
Dovadă 15, 16, 17.	îndată 2.
Estimație 32, 33.	Probă 15, 16, 17.
Folosință 4, 6.	Reparații 23.
Folosință legală 25.	Restituire 4, 14—20, 26, 27
Fond de comerț 26—38.	29, 32—38.
Fongibile lucruri 4.	Suverană apreciere 10.
Fortă majoră 16.	Tată 25.
Imobile prin destinație 3.	Urmărire silită 11, 12, 13
Inceperea uzufrectului 18, 20.	Uzufrect 1 urm.
	Uzufrect legal 25.
	Vindere cumpărare 5, 20

Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea în general la toate obiectele care, fără a se consuma de îndată se strică după vreme sau cu incetul prin întrebuițarea lor. (Proudhon, Usufrect, III, No. 1058 urm.; Demolombe, X, No. 302; Dalloz, Rép. Usufrect, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 434, 435; Nacu, I, p. 810; Plastara, II, p. 238 nota 1).

**2.** Dispozițiunile art. 589 c. civ. fr.

**4.** Dispozițiunile art. 588 c. civ. fr. (527 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la uzufrectul constituie asupra unui contract de chirie sau arendă, caz în care uzufrectuarul nu este obligat să facă nici o restituire de fructe la sfârșitul uzufrectului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 685; Laurent, VI, No. 329, 426; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 580, 599; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 449; Contra: Demolombe, X, No. 330).

(528 c. civ. rom.) se aplică și lucrurilor, cari nu se consumă prin întrebuițarea lor, însă se strică de îndată iar nu cu incetul. (Demolombe, X, No. 295; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 434, nota 3).

**3.** Dispozițiunile art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la lucrurile mobile devenite imobile prin destinație cărora li se vor aplică dispozițiunile privitoare la uzufrectul imobilelor. (Proudhon, Usufrect, III, No. 1155; Demolombe, X, No. 305; Laurent, VI, No. 406; Huc, IV, No. 184; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 596; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 434, nota 3; Plastara, II, p. 238, nota 1).

**4.** Spre deosebire de uzufrectuarul lucrurilor fongibile, uzufrectuarul lucrurilor cari se strică după vreme prin întrebuițarea lor, nu devine proprietarul acestor lucruri ci are numai drept să se folosească de ele pentru întrebuițarea la care ele sunt destinate și este obligat a le înapoi la sfârșitul uzufrectului în starea în care se vor afla. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1534; Dalloz, Rép. Usufrect, No. 196; Suppl., Usufrect, No. 84; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 435, 436; Nacu, I, p. 810; Matei Cantacuzino, p. 165; Plastara, II, p. 238, nota 1).

**5.** Uzufrectuarul lucrurilor care se strică cu timpul prin întrebuițarea lor, nu are dreptul să înstrăineze obiectele supuse uzufrectului. (Proudhon, Usufrect,

III, No. 1059 urm.; Demolombe, X, No. 302; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1534; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 683; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 197; Suppl., Usufruit, No. 84; Laurent, VI, No. 403 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 435; Plastara, II, p. 238, nota 1).

**6.** Uzufuctuarul lucrurilor care se strică cu timpul prin întrebuințare, are dreptul să se folosească de aceste lucruri la toate întrebuințările cari îi sunt proprii, după natura lor sau voiața proprietarului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1534; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 196 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 435; Nacu I, p. 810).

**7.** Astfel uzufuctuarul are dreptul să închirieze lucrurile supuse uzufuctului când ele au destinația ca să fie închiriate, cum ar fi de exemplu: mobilele unei prăvălii, cărțile dintr'un cabinet de lectură, etc. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1061 urm.; Demolombe, X, No. 298 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 428 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, p. No. 1557; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 694; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 200; Suppl., Usufruit, No. 85; Laurent, VI, No. 470 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 537; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 75; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2801; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 435, 471, text și nota 3).

**8.** În privința lucrurilor cari nu sunt destinate a fi închiriate, uzufuctuarul nu are dreptul să le închirieze decât în cazul când prin închiriere ele nu ar suferi o deteriorare mai mare decât aceea care ar suferi-o dacă s'ar folosi de ele însuși uzufuctuarul. (Proudhon, Usufruit, No. 1061 urm.; Demolombe, X, No. 298 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 694; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 200; Suppl., Usufruit, No. 85; Laurent, VI, No. 470 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 436, 471, nota 3, p. 472).

**9.** În cazul când uzufuctuarul are dreptul să închirieze lucrurile supuse uzufuctului nu se face în cauză aplicația dispozițiilor art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.) privitoare la locațiunea imobilelor, ci contractul de închiriere va fi limitat numai la durata dreptului uzufuctuarului. (Demolombe, X, No. 298 urm.; Marcadé, Art. 595, No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1561; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 694; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 85; Laurent, VI, No. 472; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 537; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 473).

**10.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă destinația lucrului supus uzufuctului exclude sau nu dreptul de închiriere. (Demolombe, X, No. 298, 299; Laurent, VI, No. 471; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 537; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 473 nota).

**11.** Creditorii uzufuctuarului lucrurilor cari se strică cu timpul prin între-

buițare, nu au dreptul să urmărească silit aceste lucruri, deoarece ele nu formează gajul lor comun. (Demolombe, X, No. 296; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 197; Suppl., Usufruit, No. 84; Laurent, VI, No. 404; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 435; Plastara, II, p. 238, nota 1).

**12.** După o părere numai uzufuctul asupra lucrurilor mobile cari pot fi închiriate, poate fi cedat și urmărit silit de către creditorii. (Demolombe, X, No. 298; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 698; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 201; Suppl., Usufruit, No. 86; Comp.: Plastara, II, p. 238, nota 1).

**13.** După altă părere, uzufuctul tuturor lucrurilor mobile poate fi urmărit silit de către creditorii uzufuctuarului iar nu numai acel al lucrurilor mobile cari pot fi închiriate, deoarece potrivit dispozițiilor art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.) uzufuctuarul poate cedă totdeauna dreptul său și potrivit principiilor de drept tot ce poate fi cedat, poate fi și urmărit silit. (Laurent, VI, No. 475; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 476).

**14.** Potrivit dispozițiilor art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.), la sfârșitul uzufuctului, uzufuctuarul este obligat a înapoia lucrurile supuse uzufuctului în starea în care se vor afla indiferent de starea lor de vechime sau de stricăciune. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 198; Suppl., Usufruit, No. 84; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 595; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 436; Nacu, I, p. 810).

**15.** Uzufuctuarul este scutit de a înapoia lucrurile supuse uzufuctului numai în cazul când va dovedi că ele au pierit fără greșeala sa. (Demolombe, X, No. 302 bis; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 198; Suppl., Usufruit, No. 84; Laurent, VI, No. 405; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 595; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 436, nota 2; Nacu, I, p. 810).

**16.** Uzufuctuarul este obligat să dovedească că lucrurile au pierit din cauză de forță majoră sau din cauza vechimei sau a unei întrebuințări de prea lungă durată și că nu a mai rămas nimic din ele. (Demolombe, X, No. 302 bis; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 198; Laurent, VI, No. 405; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 595; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 436, nota 2).

**17.** În cazul când uzufuctuarul nu face dovada pierderii și că pierderea nu provine din faptul său, el este obligat a plăti valoarea daunelor cauzate prin nerestituirea lucrurilor. (Demolombe, X, No. 302 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 683; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 84; Laurent, VI, No. 405; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 595; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 436, nota 2).

**18.** În cazul când uzufuctuarul este obligat a plăti valoarea daunelor cauzate prin nerestituirea lucrurilor la sfârșitul uzufuctului, valoarea daunelor va fi cal-

culată, după o părere, după valoarea lucrurilor din ziua deschiderii dreptului uzufructului. (Demolombe, X, No. 302 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, text și nota 15, p. 683, 684; Dalloz, Rép., Suppl. Usufruit, No. 84).

**19.** După altă părere, valoarea daunelor, va fi calculată după valoarea lucrurilor date în uzufruct care ar fi fost la sfârșitul uzufructului, luându-se în considerație o întrebuințare normală și regulată a lucrurilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 84; Laurent, VI, No. 405; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 595; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 436, nota 2).

**20.** După această din urmă părere, dacă uzufructuarul a vândut lucrurile mobile supuse uzufructului, el va fi obligat a plăti valoarea lucrurilor din momentul deschiderii dreptului de uzufruct, deoarece vânzându-le a transformat dreptul de uzufruct propriu zis în quasi-uzufruct caz în care comportându-se ca proprietar al lucrurilor, a devenit la sfârșitul uzufructului debitor al valorii lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 84; Laurent, VI, No. 405).

**21.** Dolul uzufructuarului ar fi atunci când el a stricat lucrul supus uzufructului, înadins. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 437, nota 1; Nacu, I, p. 810).

**22.** Culpă uzufructuarului ar fi atunci când el ar fi întrebuințat lucrul sau a abuzat de el fără intenție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 437, nota 1; Nacu, p. 810).

**23.** Faptul uzufructuarului de a nu fi îngrijit de lucrul supus uzufructului, ca de însuși lucrul său, de exemplu nu a făcut reparațiile de întreținere, constituie o culpă din partea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 437, nota 1; Nacu, I, p. 810).

**24.** Deși potrivit dispozițiilor art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.) uzufructul lucrurilor cari fără a se consuma îndată, se strică după vreme prin întrebuințarea lor, este un adevărat uzufruct, nimic nu împiedecă pe părți ca să constituie asupra acestor lucruri un quasi-uzufruct. (Demolombe, X, No. 306; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1534; Laurent, VI, No. 404; Huc, IV, No. 184; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 595; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 434, nota 4).

**25.** Dispozițiile art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiune și tatălui și mamei cari au folosința legală a lucrurilor copiilor lor minori, așa încât ei nu vor fi răspunzători de deteriorarea lucrurilor mobile prin trecere de vreme și întrebuințarea lor, cu toată diferența de redacțiune între art. 453 și 589 c. civ. fr. (397 și 528 c. civ. rom.). (Proudhon, Usufruit, V, No. 2642; Laurent, IV, No. 329; Huc, III, No. 191; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 437; Contra: Demolombe, VI, No. 524).

**26.** În ceea ce privește uzufructul unui fond de comerț după părerea dominantă, el se compune din două elemente: unul incorporeal, ca clientela, dreptul la contractul de închiriere, brevetele de invențiune, etc. și un altul corporal ca materialul destinat la exploatarea fondului de comerț și mărfurile. Elementul incorporeal, care constituie propriu zis fondul de comerț, nu poate fi considerat că se consumă prin prima întrebuințare și deci în lipsă de clauza contrară proprietatea sa nu se transmite uzufructuarului așa încât el este obligat a-l conserva și a-l restitui la sfârșitul uzufructului. Elementul corporal și anume materialul care servește la exploatarea fondului de comerț, trebuie restituit de uzufructuar la sfârșitul uzufructului deoarece asupra lui el nu are decât un drept de folosință iar în ceea ce privește mărfurile, uzufructuarul are dreptul să le vândă în calitate sa de administrator însărcinat prin titlul său ca să exercite comerțul iar nu în calitate de quasi-uzufructuar, afară de cazul când mărfurile sunt lucruri absolut fungibile sau când estimația lor s'a făcut în scopul de a transmite în mod definitiv proprietatea lor uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 307; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426 bis, I; Marcadé, art. 581, No. 2; Troplong, Contract du mariage, IV, No. 3160 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 740; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 204 urm.; Suppl., Usufruit, No. 87; Laurent, IV, No. 422; Huc, IV, No. 183; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 583; Ripert, III, No. 797; Colin et Capitant, I, p. 797; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 449 urm.).

**27.** După această părere uzufructuarul la sfârșitul uzufructului fondului de comerț, va fi obligat la restituirea obiectelor, cari îl compun, în starea în care se vor afla, însă nestricate din dol sau culpă, deoarece fondul de comerț fiind un corp universal, el continuă a subsista în reînnoirea succesivă a mărfurilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, text și nota 5, p. 740; Laurent, VI, No. 422; Huc, IV, No. 183; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 583; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 451).

**28.** După altă părere, fondul de comerț trebuie considerat ca un lucru care se consumă prin întrebuințare. Prin urmare uzufructul unui fond de comerț nu este un uzufruct propriu zis, ci un quasi-uzufruct. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1010 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1533; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 306, text și nota 3).

**29.** Uzufructuarul unui fond de comerț este obligat să-l exploateze; el nu are dreptul să înceteze exploatarea deoarece ruinează clientela și la sfârșitul uzufructului trebuie să dea socoteală de fondul de comerț. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 742; Dalloz, Rép., Suppl.,

Usufruit, No. 88; Laurent, VI, No. 420; Planiol et Ripert, III, No. 798; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 450; Contra: Proudhon, Usufruit, III, No. 1022; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 583).

**30.** In cazul când uzufructuarul unui fond de comerț, încetează exploatarea, nudul proprietar are dreptul să-l someze a continuă exploatarea și dacă el refuză, nudul proprietar poate cere vânzarea fondului de comerț, prin justiție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 742; Dalloz, Rép., Suppl. Usufruit, No. 88; Laurent, VI, No. 420; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 583; Contra: Proudhon, Usufruit, III, No. 1022; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 450).

**31.** Uzufructuarul unui fond de comerț are dreptul să închirieze sau să cedeze dreptul său. (Paniol et Ripert, III, No. 798).

**32.** La sfârșitul uzufructului, uzufructuarul unui fond de comerț este obligat la restituirea lui. In cazul când el a fost estimat la începerea uzufructului și părțile au înțeles ca uzufructuarul să devie proprietarul lui, el va fi obligat să restituie suma prevăzută ca estimatie. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 89; Comp.: Paniol et Ripert, III, No. 798; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 451).

**33.** In cazul când proprietatea unui fond de comerț nu a trecut la uzufructuar, și dacă uzufructuarul a exploatat fondul de comerț, în mod normal și înțelept, el va fi obligat a-l restitui în stare în care se va afla, chiar dacă elementul incorporat al fondului ar fi scăzut în valoare din o împrejurare oarecare independentă de greșeala uzufructuarului. In cazul însă când elementul incorporat al fondului de comerț s'a depreciat din cauza neglijenței sau greșelei uzufructuarului el va fi obligat a plăti nudului proprietar, la sfârșitul uzufructului, o sumă egală cu aceia a deprecierei fondului de comerț, care în nici un caz nu poate fi mai mare decât evaluarea făcută la începerea uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, text și notele 9 urm., p. 742; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 89; Laurent, VI, No. 423; Huc, IV, No. 183; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 583; Comp.: Paniol et Ripert, III, No. 798; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 798).

**34.** In cazul când fondul de comerț a crescut în valoare la sfârșitul uzufructului, după o părere, uzufructuarul nu are dreptul să pretindă diferența de valoare. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 90; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 583).

**35.** După altă părere, dacă fondul de comerț a crescut sau a scăzut în valoare la finele uzufructului, și uzufructuarul și nudul proprietar au dreptul să pretindă diferența de valoare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, text și nota 9, p. 742; Laurent, VI, No. 423).

**36.** In ceceea privește mărfurile unui fond de comerț, uzufructuarul va fi obligat a restitui la finele uzufructului mărfurile cari există în natură după inventarul făcut la începerea uzufructului iar pentru cele cari nu există va trebui să restituie valoarea lor sau să substitue mărfuri cumpărate în inlocuirea celor vândute, până la concurența valorii inițiale iar dacă această valoare nu este completată va trebui ca diferența să o plătească în bani. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 205; Suppl., Usufruit, No. 91; Comp.: Paniol et Ripert, III, No. 798; Colin et Capitant, I, p. 798; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 451).

**37.** In ceceea privește materialul de exploatare a fondului de comerț, uzufructuarul este obligat, la sfârșitul uzufructului să-l predea în stare bună de funcționare, deoarece el trebuie să-l repare în timpul duratei uzufructului și chiar să-l reînnoiască dacă se deteriorează, fiind obligat a plăti o indemnitate în cazul când el îl predă la finele uzufructului după expertiza făcută, în stare de deteriorare, chiar dacă această deteriorare nu este provenită din greșeala sau neglijența sa, deoarece acest material de exploatare face parte integrantă din universalitatea juridică ce constituie fondul de comerț și în această materie dispozițiunile art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.) care dispune că uzufructuarul va trebui să restituie mobilele ordinare în starea în care se vor afla fără deteriorări din culpa sau neglijența sa, nu-și găsesc aplicațiunea. (Demolombe, X, No. 307; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, text și nota 11, p. 742, 743; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 92; Paniol et Ripert, III, No. 798).

**38.** Când în fondul de comerț supus uzufructului se găsește și un brevet de invențiune, uzufructuarul este obligat ca la sfârșitul uzufructului să restituie titlurile cari stabilesc brevetul; dacă însă brevetul de invențiune a luat sfârșit în timpul uzufructului, uzufructuarul este dispensat de obligația de a predă titlurile acestui brevet. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, text și nota 12, p. 743; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 93).

**39.** A se vedea: art. 534 și 540 din codul civil cu notele respective.

**Art. 529.** — Dacă uzufructul cuprinde păduri destinate de proprietarul lor la tăeri periodice, uzufructuarul este dator a păstră ordinea și cătașimea tăerii în conformitate cu regulile stabilite de proprietar, sau cu uzul locului, fără a putea pretinde

vreo despăgubire nici uzufructuarul, nici moștenitorii săi, pentru părțile lăsate netăiate în timpul uzufructului său.

Arborii cari se pot scoate dintr'un seminariu<sup>1)</sup> de pomi, fără degradațiunea acestui, nu vor face parte din uzufruct, decât cu îndatorire, pentru uzufructuar, de a se conforma obiceiului local în privirea înlocuirii lor. (Civ. 466, 524, 530 urm., 533, 534, 541, 556, 575, 1280; Codul silvic; Civ. Fr. 590).

*Text. fr. Art. 590.* — Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires; sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaie, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge pour l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

#### INDEX ALFABETIC (la doctină)

Abuz de exploatare 9.	Păduri 1 urm.
Amenajare 5, 6.	Păduri bătrâne 1.
Arbori desrădăcinați 11.	Păduri destinate la tăiere
Cosivne 4, 19.	1 urm.
Compensație 21.	Păduri tinere 1 urm.
Contestație 17.	Parc '6, 27.
Culoă 17.	Pepiniere 23, 24, 25.
Daune interese 12, 13, 15—	Preț 19, 20.
18.	Răchite 22.
Degradări 25.	Regim silvic 10.
Despăgubiri 12, 13, 15—18.	Regule stabilite de pro-
Drept civil francez 5, 7.	prietar 5, 6.
Fortă majoră 16.	Sălcii 22.
Francez drept civil 5, 7.	Seminarii de pomi 23, 24,
Fructe 2, 3, 25, 27.	25.
Inceperea uzufructului 6,	Silvic regim 10.
15.	Stabilimente publice 8.
Incetarea uzufructui 11—	Stat 8.
20.	Tăiere prematură 12, 13,
Măsurii de asigurare 14.	14.
Minoritate 14.	Tutor 18.
Moștenitori 16, 17, 19, 20.	Uzufruct 4 urm.
Neglijență 15.	Uzul locului 7, 8, 9.
Obiceiul locului 7, 8, 9.	Vindere-cumpărare 4, 19.

#### Doctrină.

**1.** Art. 529 c. civ. rom. prevede dispozițiuni cu privire la uzufructul pădurilor tinere (bois taillis. din art. 590 c. civ. fr.) cari nasc și renasc de mai multe ori în mod periodic în timpul vieții unui om, iar art. 530 și 531 c. civ. rom. prevede dispozițiuni cu privire la uzufructul pădurilor mai bătrâne (bois de haute futaie, din art. 591 și 592 c. civ. fr.) cari sunt destinate a fi tăiate la perioade mai lungi. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 686; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 605; Planiol et Ripert, III, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 451, nota 2, p. 455; Nacu, I. p. 812; Matei Cantacuzino, p. 164; Plastara, II, p. 241).

**2.** Tăierile periodice ale pădurilor destinate pentru tăiere constituie adevărate fructe. (Mourlon. ed. 7-a, I, No. 1540; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 686; Bau-

dry et Chauveau. Des biens, No. 695; Planiol et Ripert, III, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453; Matei Cantacuzino, p. 164, 165; Plastara, II, p. 241).

**3.** Deoarece tăierile periodice ale pădurilor destinate pentru tăiere sunt adevărate fructe, uzufructuarul are dreptul să facă aceste tăieri în profitul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1540; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 686; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 695; Planiol et Ripert, III, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453, 454).

**4.** Uzufructuarul având dreptul să taie pădurile destinate la tăieri periodice, are dreptul să-și vândă dreptul acesta de tăiere a pădurei supuse uzufructului. (Daloz, Rép. Usufruit, No. 269, 270).

**5.** Spre deosebire de dreptul francez, după art. 529 c. civ. rom., uzufructuarul va trebui să se conducă la tăierile pădurilor după regulile stabilite de proprietarul care a constituit uzufructul, iar nu de proprietarii anteriori ca în dreptul francez. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 452, nota 1).

**6.** Dacă în momentul deschiderii uzufructului, proprietarul a stabilit regula de tăierea pădurii, uzufructuarul este obligat să se conformeze acestei amenajări, neavând dreptul să facă tăieri mai mari și mai multe decât proprietarul. (Démolombe, X, No. 394; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1540; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 686; Daloz, Rép. Usufruit, No. 272; Laurent, VI, No. 431; Planiol et Ripert, III, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 454; Plastara, II, p. 241, nota 1).

**7.** Potrivit dispozițiunilor art. 529 c. civ. rom., la tăierea pădurilor uzufructuarul se va conduce după regulile uzului locului, adică după regulile stabilite de proprietarii vecini, spre deosebire de

1) Adică: „pepineră“.

dreptul francez unde unii autori decid că se vor avea în vedere regulile stabilite de proprietarii anteriori. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 452, nota 2).

**8.** Dacă nu se poate stabili uzul locului, din cauza rarității pădurilor în acea regiune, uzufructuarul va trebui să observe în tăierea pădurii supuse uzufructului, regulile stabilite pentru pădurile statului și ale stabilimentelor publice. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 274; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 606; Planiol et Ripert, III, No. 782).

**9.** Dacă proprietarul a exploatat pădurea în mod abuziv, uzufructuarul se va conforma uzului locului iar nu tăierilor anterioare deoarece el este obligat a se folosi ca un bun părinte de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 686; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 606; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 454).

**10.** Uzufructuarul unei păduri destinate la tăieri periodice este obligat să se conformeze legilor și regulamentelor rezimului silvic. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 269, 270; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 454, nota 1).

**11.** Arborii desrădăcinați sau rupti de vânt dintr'o pădure destinată spre tăiere, aparțin uzufructuarului, dacă au fost rupti înainte de sfârșitul uzufructului, chiar dacă ei nu ar fi ajuns în epoca tăierii lor regulate. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1176; Demolombe, X, No. 393; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 686; Daloz, Rép., Usufruit, No. 278; Suppl., Usufruit, 132; Laurent, VI, No. 442; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 607; Planiol et Ripert, III, No. 782).

**12.** Uzufructuarul care taie o pădure supusă uzufructului, înainte de timpul convenit pentru o tăiere regulată, care trebuie să cadă după sfârșitul uzufructului, devine proprietarul arborilor tăiați, însă va fi obligat să plătească proprietarului daune-interese. (Demolombe, X, No. 396; Mourlon ed. 7-a, I, No. 1542; Daloz, Rép., Usufruit, No. 279; Laurent, VI, No. 438; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 610; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 454, 455).

**13.** Dacă uzufructuarul taie o pădure supusă uzufructului, înainte de timpul convenit pentru o tăiere regulată care trebuie să cadă în timpul uzufructului, uzufructuarul nu datorește proprietarului daune-interese, deoarece acesta nu încearcă nici un prejudiciu ci din contra are un folos pr'n această tăiere prematură. (Demolombe, X, No. 396; Daloz, Rép., Usufruit, No. 280; Laurent, VI, No. 438; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 610, 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 454, 455).

**14.** În cazurile aceste două de mai sus numai la sfârșitul uzufructului se va putea constata dacă nudul proprietar a încercat vreun prejudiciu sau a avut din contră un avantaj; până atunci

însă nudul proprietar are dreptul să-și ia măsuri de garanție. (Demolombe, X, No. 397; Daloz, Rép., Usufruit, No. 281; Comp.: Proudhon, Usufruit, III, No. 1172; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 454, 455).

**15.** Potrivit dispozițiilor art. 590 c. civ. fr. (529 c. civ. rom.) dacă uzufructuarul neglijează să facă tăierile ordinare ale pădurii la care are dreptul în timpul uzufructului său, nici uzufructuarul nici moștenitorii săi nu au dreptul să pretindă vreo despăgubire. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1542; Daloz, Rép., Usufruit, No. 267, 282; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 454; Nacu, I, p. 813; Matei Cantacuzino, p. 165).

**16.** Chiar dacă uzufructuarul a fost împiedecat de o forță majoră ca să facă tăierile ordinare ale pădurii la care are dreptul, în timpul uzufructului său, nici el nici moștenitorii săi nu au dreptul să pretindă vreo despăgubire. (Duranton, IV, No. 558; Massé et Vergé, II, § 308, nota 14; Marcadé, art. 585; Daloz, Rép., Usufruit, No. 283; Contra.: Delvincourt, I, p. 512).

**17.** În cazul când uzufructuarul a fost împiedecat să facă aceste tăieri printr'un fapt al proprietarului, cum ar fi o contestație din partea sa, în privința fondului dreptului de uzufruct, uzufructuarul sau moștenitorii săi vor avea dreptul să reclame daune-interese. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 283).

**18.** În cazul când uzufructuarul este minor și tutorul său a neglijat să facă tăierile ordinare ale pădurii supuse uzufructuarului, minorul are numai în contra tutorului o acțiune de daune-interese. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 283).

**19.** În cazul când uzufructuarul unei păduri destinată a fi tăiată, vinde dreptul de tăiere ajuns la termen, și dacă uzufructul se stinge înainte de terminarea tăierii, care fusese începută; moștenitorii uzufructuarului vor trebui să predea nudului proprietar o parte din prețul vânzării egală cu valoarea arborilor netăiați încă la sfârșitul uzufructului. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 434 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 608; Contra: Laurent, VI, No. 477 urm.; Huc, IV, No. 180).

**20.** Dacă însă tăierea nu începuse la stingerea uzufructului, moștenitorii uzufructuarului vor fi obligați să predea nudului proprietar întregul pret, al vânzării. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 184, 282; Suppl., Usufruit, No. 77).

**21.** Uzufructuarul nu are dreptul să ceară compensația valorii arborilor netăiați cu valoarea arborilor ce i-a tăiat fără să fie avut dreptul. (Demolombe, No. 402; Daloz, Rép., Usufruit, No. 284; Suppl., Usufruit, No. 133; Laurent, VI, No. 439; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 610; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 455;



Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 782, p. 734, nota 2).

**22.** Arborii cari de obicei se curăță de crengi în mod periodic cum sunt răchitele sau salciile, când sunt supuși uzufuctului, sunt supuși aceluiași regulă ca și pădurile destinate a fi tăiate de proprietarul lor în mod periodic. (Taulier. Théorie raisonné du code civil, II, p. 307; Demolombe, X, No. 424; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 689; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 286; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 611).

**23.** Prin expresiunea seminariu întrebuintată în art. 529 c. civ. rom. (pepiniera din art. corespunzător francez 590), se înțelege un loc în care se sădesc și rășădesc arbori tineri pentru a fi transplantați apoi în alte părți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 455).

**24.** Expresiunea de seminar de pomi din art. 529 c. civ. rom., nu este exactă deoarece dispozițiunile acestui articol se aplică nu numai la pomii roditori ci la orice fel de arbori. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 452, nota 3, 453, nota 1 455).

**25.** Arborii din pepiniere fiind destinați a fi scoși în mod periodic, sunt adevărate fructe; prin urmare, uzufuctuarul are dreptul a-i scoate pentru el, cu condițiunea de a nu degrada pepiniera și a-i înlocui prin alții, deoarece în caz contrar, pepiniera ar dispărea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1544; Planiol et Ripert, III, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 455; Nacu, I, p. 813, 814; Plastara, II, p. 241).

**26.** Arborii dintr'un parc nu sunt considerați ca fructe, așa încât uzufuctuarul nu are dreptul să-i taie. (Demolombe, X, No. 415; Laurent, VI, 430; Planiol, I, No. 2791; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453).

**27.** Dacă însă proprietarul ar fi exploatat arborii dintr'un parc, considerându-i deci ca fructe, uzufuctuarul are dreptul să-i taie. (Laurent, VI, No. 430; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453, nota 4).

**28.** A se vedea: art. 530, 531 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 530.** — Uzufuctuarul se mai bucură, conformându-se cu epocile și uzul vechiu al proprietarului, de părțile de păduri înalte cari au fost puse în tăere regulată, sau că aceste tăeri se fac periodice pe o întindere de pământ determinată, sau că se fac numai de o câtime oarecare de arbori aleși pe toată suprafața domeniului. (Civ. 529, 531 urm.; Civ. Fr. 591).

*Text. fr. Art. 591.* — L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

### Doctrină.

**1.** Art. 529 c. civ. rom. prevede dispozițiuni cu privire la uzufuctul pădurilor tinere (bois taillis din art. 590 c. civ. fr.), cari nasc și renasc de mai multe ori în mod periodic în timpul vieții unui om, iar art. 530 și 531 c. civ. rom. prevăd dispozițiuni cu privire la uzufuctul pădurilor mai bătrâne (bois de haute futaie din art. 591 și 592 c. civ. fr.), cari sunt destinate a fi tăiate la perioade mai lungi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 451, nota 2, p. 455).

**2.** Arborii înalți, spre deosebire de pădurile destinate de proprietarul lor la tăieri periodice, trebuiesc să fie considerați, în principiu, ca un capital pus în rezervă de către proprietar și uzufuctuarul nu-i poate exploata decât atunci când au fost destinați tăierii. (Demolombe, X, No. 409; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1540; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 687;

Dalloz, Rép., Usufruit, No. 287; Suppl., Usufruit, No. 134; Laurent, VI, No. 434 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 604; Planiol et Ripert, III, No. 776, 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453, 455, 456, 457; Nacu, I, p. 813; Matei Cantacuzino, p. 164, 165; Plastara, II, p. 241, nota 1, p. 242).

**3.** Prin arbori înalți din art. 530 și 531 c. civ. rom. (arbres de haute futaie din art. 591 și 592 c. civ. fr.) se înțeleg arbori cari au cel puțin 60 ani de vârstă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 455; Comp.: Planiol, et Ripert, III, No. 783).

**4.** Părțile de păduri înalte sunt considerate că sunt destinate unei tăieri regulate când există periodicitate regulată și identitate, fie în întinderea terenului exploatat, fie în numărul arborilor tăiați. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 291; Suppl., Usufruit, No. 134; Laurent, VI, No. 434; Planiol et Ripert, III, No. 783; Comp.:

Demolombe, X, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 458, nota 1; Plastara, II, p. 242, nota 1).

**5.** Nu se poate fixa o regulă absolută pentru rezolvarea dificultăților cari se pot ridica cu privire la chestiunea de a se ști dacă anumite acte de exploatare constituiesc sau nu o punere în tăiere regulată a părților de păduri înalte; fixarea aparține instanțelor de fond cari vor aprecia în mod suveran. Faptul că proprietarul prin exploatarea acestor păduri a înțeles să-și creeze un venit regulat și periodic constituie o punere în tăiere regulată a lor. (Demolombe, X, No. 409; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 27, p. 688; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 134; Laurent, VI, No. 434; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 613; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 458, nota 1).

**6.** Arborii așa zis seminceri cari servesc pentru regenerarea pădurilor, trebuiesc asimilați cu părțile de păduri înalte de care vorbește art. 591 c. civ. fr. (530 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 296; Suppl., Usufruit, No. 136; Planiol et Ripert, III, No. 783; Comp.: Laurent, VI, No. 437; Huc, IV, No. 192).

**7.** Constituitorul uzufructului are dreptul să deroge dela regulele fixate de art. 591 c. civ. fr. (530 c. civ. rom.) în privința întinderii drepturilor uzufructuarului asupra părților de păduri înalte supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 144; Laurent, VI, No. 445; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 626; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, pag. 455, 456).

**8.** A se vedea: art. 529 și 531 din codul civil cu notele respective.

**Art. 531.** — În toate celelalte cazuri, uzufructuarul nu se poate atinge de arborii înalți; va putea însă întrebuința, spre a face reparațiunile la care este obligat, arborii desrădăcinați sau sfârâmați din accidente; poate chiar a tăia pentru acest sfârșit arborii trebuincioși, cu îndatorire însă de a constată în ființa proprietarului această trebuință. (Civ. 529 urm., 533, 545, 546; Civ. Fr. 592).

*Text. fr. Art. 592.* — Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie; il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut même, pour cet objet, en faire abattre s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abus de folosință 21.	Instrumente arătătoare 14
Accident 4, 7, 10.	Lemne de foc 3, 7.
Arbori desrădăcinați 7, 10, 16, 17.	Nud proprietar 11, 16, 17, 20, 23, 24, 25.
Arbori fructiferi 9.	Pătu. bătrâne 1 urm.
Arbori înalți 1 urm.	Păduri tinere 1, 12.
Arbori rari 6.	Recolte 8, 9.
Arbori ruți de accident 4, 7, 10, 16, 17.	Reparații 10-17, 19, 25.
Arbori uscați 4, 24.	Revendicare 20.
Bătrânețe 9.	Tăiere regulată 2, 12.
Bună credință 20.	Tert 20.
Constatare trebuitoare 11.	Trebuință 11, 16.
Convenție 5.	Uzufruct 1 urm.
Daune 8, 18, 19, 20, 22.	Vie 9.
Incetarea uzufruct. 21, 22.	Vindere-cumpărare 20.

## Doctrină.

**1.** Art. 529 c. civ. rom. prevede dispozițiuni cu privire la uzufructul pădurilor tinere (bois taillis din art. 590 c. civ. fr.), cari nasc și renasc de mai multe ori în mod periodic în timpul vieții unui om, iar art. 530 și 531 c. civ. rom. prevăd dispozițiuni cu privire la uzufructul pădurilor mai bătrâne (bois de haute futaie din art. 591 și 592 c. civ. fr.), cari sunt destinate a fi tăiate la perioade mai

lungi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 451, nota 2, p. 455).

**2.** Uzufructuarul nu are dreptul să se atingă de arborii înalți în afară de cazul când ei sunt puși în tăiere regulată. (Demolombe, X, No. 410 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1540, 1543; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 687; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 305; Suppl., Usufruit, No. 137; Laurent, VI, No. 443 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 612 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453, 455, 456; Nacu, I, p. 813).

**3.** Uzufructuarul nu are dreptul nici să taie copacii înalți, nici să taie crăcile, chiar pentru a-și procura lemne de foc. (Demolombe, X, No. 410 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1543; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 687; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 305; Laurent, VI, No. 443 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 612 urm.).

**4.** Uzufructuarul nu are dreptul să taie arborii înalți chiar dacă sunt uscați sau ruți printr'un accident pentru folosul său personal. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1543; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 305; Suppl.

Usufruit, No. 139; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456).

**5.** Uzufructuarul are dreptul să taie arborii înalți pe care îi va crede de cuviință când este autorizat prin actul de constituire a uzufructului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 144; Laurent, VI, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 455, 456).

**6.** Uzufructuarul nu are dreptul să taie arborii rari crescuți pe proprietatea supusă uzufructului sau pe cei ce mărginesc această proprietate. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 302, 314; Suppl., Usufruit, No. 138; Laurent, VI, No. 437; Huc, IV, No. 193; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 615; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456).

**7.** Uzufructuarul nu are dreptul să întrebuițeze pentru folosul său personal, arborii înalți nesupuși unei tăieri regulate, cari au fost desrădăcinați sau ruți de vânt, chiar ca lemn de foc. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1194; Demolombe, X, No. 410 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 687, 688; Daloz, Rép., Usufruit, No. 305; Suppl., Usufruit, No. 140; Laurent, VI, No. 440, 443; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 617; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456, 457, nota).

**8.** Uzufructuarul are dreptul să ceară tăierea arborilor cari dăunează recoltelor. (Demolombe, X, No. 419; Daloz, Rép., Usufruit, No. 301).

**9.** Deasemenea uzufructuarul are dreptul să ceară tăierea arborilor fructiferi cari se află în mijlocul viilor sau a terenurilor arabile sau cari sunt improdunctivi din cauza bătrâneții lor. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 301).

**10.** Potrivit dispozițiilor art. 592 c. civ. fr. (531 c. civ. rom.), uzufructuarul va putea întrebuiți, spre a face reparațiunile la care este obligat, arborii desrădăcinați sau sfărâmați din accidente. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1543; Daloz, Rép., Usufruit, No. 306; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456; Nacu, I, p. 813; Matei Cantacuzino, p. 165; Plastara, II, p. 241, nota 1).

**11.** Deasemenea potrivit dispozițiilor art. 592 c. civ. fr. (531 c. civ. rom.), uzufructuarul va putea, pentru a face reparațiunile la care este obligat, să taie arborii înalți, cu îndatorire însă de a constata această trebuință față de nudul proprietar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1543; Daloz, Rép., Usufruit, No. 306; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456; Nacu, I, p. 813; Matei Cantacuzino, p. 165).

**12.** Uzufructuarul nu are dreptul să taie arborii înalți, nesupuși unei tăieri regulate, pentru a face reparațiunile de întreținere, decât atunci când nu ar exista altă pădure supusă unei tăieri regulate,

căci în caz contrar el va trebui să ia lemnele necesare din aceasta din urmă pădure. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456, nota 5).

**13.** Reparațiunile de care vorbește textul art. 592 c. civ. fr. (531 c. civ. rom.) sunt numai reparațiunile de întreținere. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 27 bis, p. 688; Baurry et Chauveau, Des biens, No. 616; Planiol et Ripert, III, No. 783, p. 737, nota 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456; Contra: Laurent, VI, No. 441 urm.).

**14.** Prin expresiunea de reparațiuni întrebuițată în art. 592 c. civ. fr. (531 c. civ. rom.) trebuie să se înțeleagă nu numai reparațiunile imobilului ci și întreținerea instrumentelor aratoare, a caselor, etc. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 306).

**15.** Uzufructuarul are dreptul să taie arborii înalți numai când reparațiunile devin necesare. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 307).

**16.** Necesitatea reparațiilor trebuie constatată față cu nudul proprietar, chiar în cazul când uzufructuarul voeste să obție liberarea arborilor desrădăcinați sau sfărâmați de vânt. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1145; Daloz, Rép., Usufruit, No. 307; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 616; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 457).

**17.** Dacă nu există reparațiuni de făcut, arborii înalți ruți de vânt vor fi la dispoziția proprietarului care trebuie să-i ridice pentru a nu tulbură folosința uzufructuarului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 307; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456, text și nota 3).

**18.** Dacă în contra prevederilor legii, uzufructuarul se atinge de arborii înalți nesupuși unei tăieri regulate, el datorește, în afară de valoarea arborilor tăiați, și daune-interese. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2094; Duranton, IV, No. 562; Demolombe, X, No. 410 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 23, p. 683; Daloz, Rép., Usufruit, No. 293, 294; Suppl., Usufruit, No. 135; Laurent, VI, No. 440; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456).

**19.** În cazul când uzufructuarul taie arborii înalți pentru a face reparațiuni mari iar nu de întreținere, el trebuie să fie condamnat a plăti despăgubiri nudului proprietar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 688; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 616; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 457, nota).

**20.** În cazul când uzufructuarul a tăiat arborii înalți, nesupuși unei tăieri regulate, fără consimțământul proprietarului, acesta are dreptul să-i revindică; în cazul când uzufructuarul a vândut arborii tăiați unui terțiu, proprietarul nu-i mai poate revindica dacă terțul este de bună credință deoarece se face în cauză aplicațiunea dispozițiilor art. 2297 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), însă are dreptul să ceară daune dela uzufructuar.

(Baudry et Chauveau, Des biens, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456. text și nota 4).

**21.** Dacă uzufructuarul taie arborii înalți, nesupuși unei tăieri regulate, fără consimțământul proprietarului, acesta din urmă va avea dreptul să ceară aplicarea dispozițiilor art. 658 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.) provocând încetarea uzufructului pentru abuzul de folosință al uzufructului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456).

**22.** Plata valorii arborilor tăiați, în contra prevederilor legii și a daunelor-interese, va fi obligat să o facă uzufructuarul, imediat iar nu la sfârșitul uzufructului. (Demolombe, X, No. 410 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 28, p. 688; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 293, 294; Suppl., Usufruit, No. 135; Laurent, VI, No. 440; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456).

**23.** În timpul duratei uzufructului, nuda proprietar nu are dreptul să taie arborii înalți cari nu sunt puși în tăiere regulată deoarece ar jigni dreptul de folosință al uzufructuarului. (Demolombe,

X, No. 418; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 716; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 299; Laurent, VII, No. 38; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 620; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 457).

**24.** Arborii înalți, a căror vârfuri se usucă sau care pier, pot fi însă tăieți de către nuda proprietar. (Proudhon, Usufruit, II, No. 880; Demolombe, X, No. 418; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 716; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 299, 595; Laurent, VII, No. 38; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 620; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 456, nota 3, 457, nota 1).

**25.** Deasemenea nuda proprietar are dreptul să taie arborii înalți pentru a execută mari reparațiuni la imobilele supuse uzufructului, reparațiuni cari au de scop conservarea dreptului proprietarului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 880; Demolombe, X, No. 418; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 716; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 299, 595; Laurent, VII, No. 38; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 620; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 457, nota 1).

**26.** A se vedea: art. 529 și 530 din codul civil cu notele respective.

**Art. 532.** — Uzufructuarul poate lua din păduri araci pentru vie, poate asemenea lua de pe pomi produse anuale sau periodice, însă toate acestea după obiceiul locului și al proprietarului. (Civ. 524, 529, 531; Civ. Fr. 593).

*Text. fr. Art. 593.* — Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes; il peut aussi prendre, sur les arbres, des produits annuels ou périodiques; le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

### Doctrină.

**1.** Uzufructuarul are dreptul să taie araci din pădure numai pentru via care a fost dată în uzufruct odată cu pădurea iar nu și pentru o vie proprie a sa sau pentru a-i vinde. (Demolombe, X, No. 411; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1543; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 688; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 309; Laurent, VI, No. 444; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 621; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 458, nota 3).

**2.** Uzufructuarul are dreptul să ia din pădure araci nu numai pentru vie, ci și pentru cultura de hamei, pentru arborii fructiferi sau pentru alte plante cultivate în termenul supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 411; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 688; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 308; Laurent, VI, No. 444; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 621; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 458; Platiara, p. 243, nota 1).

**3.** Uzufructuarul are dreptul să taie pentru araci atât vlăstarele cari cresc în pădure în intervalul dela o tăiere la alta

cât și ramurile copacilor cari pot fi tăiate fără a le strică. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 310).

**4.** Prin expresiunea «din păduri» întrebuințată în art. 593 c. civ. fr. (532 c. civ. rom.) se înțeleg atât pădurile puse în tăiere cât și cele mari nesupuse tăierii. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 308; Planiol et Ripert, III, No. 783, p. 737, nota 2; Contra: Nacu, I, p. 814).

**5.** Prin produse anuale sau periodice, pe care are dreptul să le culegă uzufructuarul, se înțeleg produsele arborilor nefructiferi ca: ghinda stejarilor, jirul fagilor, ramurile rezultate din tunderea răchităilor, a plopiilor, etc. produsele arborilor de plută, etc. (Demolombe, X, No. 411, 416; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1543; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 688; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 311; Laurent, VI, No. 444; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 621; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453, nota 1, 458, 459).

**6.** Deasemenea uzufructuarul are dreptul să taie frunzele teilor, a ulmiilor, a duzilor, etc. pentru hrana animalelor sale, fără însă să rupă arborii. (Proudhon, U-

sufruit, III, No. 1198; Demolombe, X, No. 416; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 688; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 311; Laurent, VI, No. 444; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 621; Planiol et Ripert, III, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459).

**7.** Uzufructuarul are dreptul să culeagă rășina pinilor dintr'o pădure supusă uzufructului. (Planiol et Ripert, III, No. 784).

**8.** Uzufructuarul are dreptul să facă

tăieturi în pinii din pădurile supuse uzufructului pentru a le lua rășina, chiar în acei pini nesupuși acestei operațiuni la începerea uzufructului, conformându-se obiceiului locului. (Planiol et Ripert, III, No. 784).

**9.** În art. 532 c. civ. rom., după expresiunea: obiceiul locului, trebuie pusă disjunctivă «sau» în loc de conjunctivă «și», după cum de altfel este și în art. 593 c. civ. fr. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 453, nota 2).

**Art. 533.** — Pomii roditori cari se usucă și chiar acei ce sunt desrădăcinați sau dărâmați din accidente, se cuvin uzufructuarului cu îndatorire de a-i înlocui prin alții. (Civ. 529 § 2, 531, 541, 556; Civ. Fr. 594).

*Text. fr. Art. 594.* — Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Accident 13, 15.	Frunze 3.
Alimentație 1.	Merii 2, 12.
Arbori 1 urm.	Nuci 2.
Arbori desrădăcinați 13, 15.	Ordine publică 17.
Arbori uscați 13, 13 bis, 15.	Păduri 12.
Arbuști 8.	Pepiniere 11.
Bătrânețe 10, 14.	Plopi 5, 6.
Cireși 2, 12.	Pomi roditori 1, 2, 6, 7, 12-16.
Convenție 17.	Răchite 5, 6.
Daune 13 bis.	Replantare 10, 11, 13, 15.
Degradare 11.	Stejar 4.
Derogare 17.	Tăiere 16.
Duzi 3.	Tundere 5, 6.
Filoxeră 10.	Uzufruct 1 urm.
Fructe 1, 2, 4, 6, 7, 8, 11.	Vie 9, 10.

## Doctrină.

**1.** Pomii roditori sunt arborii plantați pentru fructele lor, cari servesc la alimentația oamenilor. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 315, 317, 319; Suppl., Usufruit, No. 142; Planiol et Ripert, III, No. 785; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459, nota 2).

**2.** Pomii roditori sunt: merii, cireșii, nucii și alți arbori cari produc fructe. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 317; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459, nota 2).

**3.** Arborii cari produc numai frunze cum sunt duzii, nu sunt arbori fructiferi. (Demolombe, X, No. 424, 425; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 318; Suppl., Usufruit, No. 142; Planiol et Ripert, III, No. 785; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459, nota 2; Contra: Toullier, II, p. 307; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 623).

**4.** Arborii cari produc fructe cari nu servesc la alimentația omului, cum sunt stejarii, nu sunt pomi roditori. (Demolombe, X, No. 424, 425; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 142; Planiol et Ripert, III, No. 785; Alexandresco, ed. 2-a,

III, partea I, p. 459, nota 2; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 623).

**5.** Arborii cari se tund de crăci în mod periodic, cum sunt răchitele, plopii, etc., după o părere, nu sunt considerați ca arbori fructiferi și deci nu cad sub prevederile art. 594 c. civ. fr. (533 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 424; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 317; Suppl., Usufruit, No. 142; Planiol et Ripert, III, No. 785).

**6.** După altă părere, dispozițiunile art. 594 c. civ. fr. (533 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la arborii cari se tund de crăci în mod periodic, cum sunt răchitele și plopii. (Toullier, II, p. 307; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 689; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 623).

**7.** Uzufructuarul pomilor roditori are dreptul să culeagă fructele lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459; Nacu, I, p. 814).

**8.** Dispozițiunile art. 594 c. civ. fr. (533 c. civ. rom.) nu privesc și arbuștii cari produc fructe și cari drept vorbind nu sunt arbori. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 142; Planiol et Ripert, III, No. 785).

**9.** Astfel, nu intră în categoria pomilor roditori, vița de vie. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 142; Huc, IV, No. 193; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 624; Planiol et Ripert, III, No. 785; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459, nota 2).

**10.** Cu toate că uzufructuarul unei vii este obligat a replantă vițele cari lipsesc, totuși dacă via se usucă în întregime din cauza bătrâneței sau filoxerei, uzufructuarul nu este obligat a o replantă. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 624; Planiol et Ripert, III, No. 785; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459, nota 2; Plastara, II, p. 238, nota 2).

**11.** Arborii din pepiniere fiind desti-

nați a fi scoși în mod periodic, sunt adevărate fructe; prin urmare, uzufructuarul are dreptul a-i scoate pentru el, cu condiția de a nu degrada pepiniera și a-i înlocui prin alții, deoarece în caz contrar, pepiniera ar dispărea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1544; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 455; Nacu, I, p. 813, 814; Plastara, II, p. 243).

**12.** Dispozițiunile art. 594 c. civ. fr. (533 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la pomii roditori cari sunt plantați și cultivați de mâna omului iar nu și la cei cari cresc întâmplător în păduri cum sunt merii pădureți, cireșii sălbatici. etc. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1175, 1199; Demolombe, X, No. 425; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 689; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 315, 319; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 623; Planiol et Ripert, III, No. 785; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459, nota 2; Plastara, II, p. 238, nota 2).

**13.** Uzufructuarul este obligat să înlocuiască arborii fructiferi cari se usucă, sunt desrădăcinați sau dărâmați din accidente, prin alți pomi roditori de aceeași specie și tineri pentru a putea produce fructe. (Duranton, IV, No. 566; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1545; Demolombe, X, No. 422; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 315; Planiol et Ripert, III, No. 785; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459; Nacu, I, p. 814; Matei Cantacuzino, p. 165; Plastara, II, p. 238, nota 2, 243).

**13 bis.** Uzufructuarul este răspunzător de daune dacă nu înlocuește arborii fructiferi uscați. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 316).

**14.** Trebuesc asimilați cu pomii roditori cari se usucă și cei cari sunt prea bătrâni pentru a produce fructe, aplicându-li-se și acestora dispozițiunile art. 594 c. civ. fr. (533 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 315).

**15.** Uzufructuarul este considerat că și-a îndeplinit obligația sa de a înlocui pomii roditori cari se usucă și cei cari sunt desrădăcinați sau dărâmați din accidente, numai după ce pomii plantați au prins rădăcini în pământ. (Demolombe, X, No. 423; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 625; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459).

**16.** Uzufructuarul nu are dreptul să taie arborii fructiferi sănătoși. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 459)

**17.** Părțile contractante pot derogă dela dispozițiunile art. 594 c. civ. fr. (533 c. civ. rom.) deoarece aceste dispozițiuni nu sunt de ordine publică. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 626; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 460).

**Art. 534.** — Uzufructuarul se poate bucura el însuși, sau închiria altuia sau ceda <sup>1)</sup> exercițiul dreptului său. De va închiria, urmează a se conforma pentru epocile când se preînnoesc contractele și pentru durata lor, regulilor întocmite pentru bărbat, în privința averii femeii sale la titlul *Despre contractul de căsătorie*. (Civ. 390, 427, 454, 523, 542, 571 urm., 1268 urm., 1413, 1419, 1824, § 2, 1730 § 2; Civ. Fr. 595; Civ. Ital. 492).

*Text. fr. Art. 595.* — L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme à un autre, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit. S'il donne à ferme, il doit se conformer, pour les époques où les baux doivent être renouvelés, et pour leur durée, aux règles établies pour le mari à l'égard des biens de la femme, au titre du *Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux*.

*Text. ital. Art. 492.* — L'usufruttuario può cedere per qualsivoglia titolo oneroso o gratuito l'esercizio del suo diritto.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abuz de folosință 50, 53  
Act de administrație 1.  
Alimente 34.  
Antichreză 43.  
Anulare 9—16.  
Arendare 2—21, 24, 27, 40, 50.  
Căuțiune 38, 39.  
Cesiune 30—40, 42, 48.  
Codul civil italian 2 bis.  
Comerț 40.  
Consolidare 45.  
Convenție 6, 33, 34, 52.  
Creditori 45, 49, 50, 51, 54.  
Dată certă 17.  
Deces 35.  
Despăgubiri 15, 16, 53.  
Destinație 3.  
Dol 9, 10.  
Donațiune 29.  
Evecțiune 15.  
Fond de comerț 40.  
Fraudă 9, 10, 11.  
Fructe 5.

Fructe civile 5.  
Fructe naturale 5.  
Fructe puinse de rădăcini 22—26.  
Garanție 36.  
Imobile 2, 3, 44.  
Inceperea uzufructului 6, 19, 20.  
Incetare din viață 35.  
Incetarea uzufructului 10, 11, 21—26, 35, 37, 44, 47.  
Inchiriere 2—21, 24, 27, 40, 50.  
Instrăinare, a se vedea cuvintele: „Donațiune”,

„Vindere-cumpărare”.  
Ipotecă 44, 45, 47, 48.  
Italian cod, civil 2 bis.  
Locațiune 2—21, 24, 27, 40, 50.  
Lucruri consumptibile 52.  
Lucruri fongibile 52.  
Maturitate 23.  
Moarte 35.  
Mobile lucruri 2, 3, 50.  
Moștenitori 8, 15, 16, 21, 35.  
Nud proprietar 8, 9, 10, 12, 18, 21—27, 36, 38, 31, 42, 45.  
Nulitate 9—16.

Art. francez 595 corespunzător, zice: „...ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit”.

Preț 10, 19, 21, 25, 26.  
Prohibirea cesiunii 33.  
Reductibilitate 11, 12, 13, 14.  
Restituire 52.  
Revendicare 53.  
Reziliere 6, 53.

Urmărire silită 34, 44, 49, 50, 51, 54.  
Uz 46.  
Uzfruct 1 urm.  
Vindere-cumpărare 17, 18, 22-26, 28, 45, 52, 53, 54.

### Doctrină.

**1.** Uzfructuarul are dreptul a face, ca însuși proprietarul, toate actele de administrație asupra bunului supus uzufructului, cu condiția a se folosi ca un bun părinte de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 692; Laurent, VI, No. 455; Huc. IV, No. 205; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 523, 524; Planiol et Ripert, III, No. 800; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 467; Nacu, I, p. 823).

**2.** Expresia de închiriere întrebuințată în art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.) are o aplicație generală și se referă atât la lucrurile mișcătoare cât și la cele nemiscătoare. (Toullier, II, p. 17; Laurent, VI, No. 470; Baudry et Wahl, Louage, I, No. 75; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2801; Planiol et Ripert, III, No. 803; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 435, text și nota 4, 466, nota 1, 471, text și nota 3).

**2 bis.** Partea întâia a art. 534 din codul civil român este reprodusă după art. 492 c. civ. italian. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 475, 476, 477).

**3.** După altă părere, uzufructuarul are dreptul a închiria numai lucrurile nemiscătoare iar în privința lucrurilor mișcătoare, are dreptul a le închiria numai pe acele nesupuse stricăciunii și acele cari au destinația să fie închiriate, chiar dacă proprietarul nu avea obiceiul a le închiria. (Demolombe, X, No. 298, 299; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 428 bis I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1557; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 694; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 537; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 803).

**4.** Uzfructuarul are dreptul să închirieze sau să arendeze dreptul său de uzufruct. (Demolombe, X, No. 347; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1557; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 45, p. 693; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 174, 188; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 536; Planiol et Ripert, III, No. 800; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 467; Nacu, I, p. 823; Matei Cantacuzino, p. 165; Plastara, II, p. 252).

**5.** În caz de arendare sau închiriere a dreptului de uzufruct, se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 586 c. civ. fr. (525 c. civ. rom.) deoarece fructele naturale se transformă în fructe civile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1562; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 467, nota 3).

**6.** Uzfructuarul are dreptul să rezilieze de bunăvoie sau prin justiție contractul de închiriere încheiat asupra bunului supus uzufructului înainte de constituirea lui, încheind un nou contract de închiriere afară de clauza contrară în

actul constitutiv al uzufructului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, 72; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 535; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 470; Contra.: Proudhon, Usufuit, III, No. 1227; Comp.: Laurent, VI, No. 375, 459 urm.).

**7.** Contractele de locațiune încheiate de uzufructuar vor fi supuse în ceea ce privește durată și reînnoirea lor, regulilor întocmite pentru bărbat, în privința a-verei dotale a femeii sale la titlul Despre contractul de căsătorie, adică ale art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1558 urm.; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 177; Suppl., Usufuit, No. 70; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 468, 469; Matei Cantacuzino, p. 165; Plastara, II, p. 252).

**8.** Chiar în cazul când nudul proprietar este moștenitorul uzufructuarului se vor aplica dispozițiile art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.), în privința închirierii bunului supus uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 50; Laurent, VI, No. 465; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 531; Planiol et Ripert, III, No. 802, p. 750, text și nota 3; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 469, nota 3; Contra.: Colin et Capitant, I, p. 805).

**9.** Nudul proprietar poate cere anula-rea contactelor de locațiune încheiate de uzufructuar chiar în conformitate cu regulile prevăzute de art. 595, 1429 și 1430 c. civ. fr. (534, 1268 și 1269 c. civ. rom.) dacă dovedește că au fost făcute în fraudă drepturilor sale de către uzufructuar. (Demolombe, X, No. 350, 354; Troplong, Louage, I, No. 155; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 693; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 178; Suppl., Usufuit, No. 71; Laurent, VI, No. 460; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 528; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 469).

**10.** Ca fraudă se poate considera cazul când uzufructuarul prevăzând sfârșitul uzufructului său, încheie totuși un contract de locațiune la o epocă când prevede acest sfârșit și a fixat un preț de locațiune prea mic. (Demolombe, X, No. 350, 354; Troplong, Louage, I, No. 155; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 693; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 178; Suppl., Usufuit, No. 71; Laurent, VI, No. 460; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 528; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 469, nota 2).

**11.** Contractele de locațiune încheiate de către uzufructuar în disprețul dispozițiilor art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.) sau în fraudă drepturilor nudului proprietar, sunt reductibile sau sunt lovite de o nulitate relativă care nu poate fi invocată decât la încetarea uzufructului. (Duvergier, Louage, I, No. 41; Demolombe, X, No. 356; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 427 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 693;

Daloz, Rép., Usufruit, No. 181; Suppl., Usufruit, No. 74; Laurent, VI, No. 461; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 529 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 470; Matei Cantacuzino, p. 165).

**12.** Anularea sau reducerea contractului de arendare sau inchiriere nu poate fi cerută decât numai de către nudul proprietar. (Duvergier, Louage, I, No. 41; Demolombe, X, No. 356; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 427 bis III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 693; Daloz, Rép., Usufruit, No. 181; Suppl., Usufruit, No. 74; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 530; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 470; Matei Cantacuzino, p. 165; Contra: Duranton, IV, No. 587; Laurent, VI, No. 462 urm.).

**13.** Uzufractionarul nu poate cere anularea sau reducerea contractului de arendare sau inchiriere încheiat în disprețul prohibițiunii prevăzută de art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.) deoarece contractul este valabil în timpul uzufractionului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 693; Laurent, VI, No. 461; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 530; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 470).

**14.** Locatarul nu poate cere anularea sau reducerea contractului de arendare sau inchiriere încheiat în disprețul prohibițiunii prevăzută de art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.) și nudul proprietar are dreptul să-l oblige să execute contractul pe toată durata lui. (Demolombe, X, No. 356; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 429 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, text și nota 49, p. 693; Daloz, Rép., Usufruit, No. 181; Suppl., Usufruit, No. 74; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 530; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 470; Matei Cantacuzino, p. 165; Contra: Duranton, IV, No. 587; Laurent, VI, No. 462 urm.).

**15.** În cazul când contractul de locațiune încheiat în contra dispozițiunilor art. 1429 și 1430 c. civ. fr. (1268 și 1269 c. civ. rom.) se anulează, locatarul nu are dreptul să ceară daune dela uzufractionar sau dela moștenitorii săi deoarece evicțiunea rezultă din lege și era obligat s'o prevadă. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1220; Demolombe, X, No. 357; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 693, 694; Daloz, Rép., Louage, No. 62; Usufruit, No. 180; Suppl., Usufruit, No. 73; Laurent, VI, No. 465; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 531; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 470).

**16.** Dacă însă în contractul de inchiriere, uzufractionarul și-a luat calitatea de proprietar sau s'a obligat a plăti el sau moștenitorii săi o indemnitate în caz de anularea contractului, locatarul va avea dreptul să pretindă indemnitatea.

(Demolombe, X, No. 357; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 693; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 73; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 531; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 470; Contra: Laurent, VI, No. 465).

**17.** Dacă uzufractionarul a vândut dreptul său de uzufraction de bunăvoie sau prin licitație publică, în urma încheierii unui contract de arendare sau inchiriere care are dată certă și este transcris, cumpărătorul va fi obligat în conformitate cu dispozițiunile art. 1741 c. civ. fr. (1441 c. civ. rom.) să respecte contractul de locațiune încheiat, chiar în afară de limitele legii, deoarece a luat locul uzufractionarului care era obligat să respecte acest contract. (Laurent, VI, No. 466; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 471).

**18.** Dacă nudul proprietar vinde bunul supus uzufractionului, cumpărătorul intrând în drepturile vânzătorului nu va fi obligat a respecta, la finele uzufractionului, contractul de locațiune încheiat de uzufractionar afară de limitele permise de lege. (Laurent, VI, No. 467; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 471).

**19.** Dacă înainte de constituirea uzufractionului se încheie un contract de locațiune asupra bunului supus uzufractionului, chiria încasată anticipat de proprietar înainte de expirarea contractului nu se cuvine uzufractionarului deși contractul expiră după începerea uzufractionului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 183).

**20.** Dacă înainte de constituirea uzufractionului, nudul proprietar închiriază sau arendează bunul supus uzufractionului, cu contract având dată certă și transcris, uzufractionarul va fi obligat a respecta acest contract oricare i-ar fi data. (Demolombe, X, No. 351; Laurent, No. 375; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 538; Planiol et Ripert, III, No. 801; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 471).

**21.** În cazul când contractul de locațiune expiră după încetarea uzufractionului și uzufractionarul care a încheiat contractul, a încasat cu anticipație prețul chiriei, el sau moștenitorii săi vor fi obligați a plăti nudului proprietar chiria aferentă după încetarea uzufractionului. (Demolombe, X, No. 353; Proudhon, Usufruit, II, No. 999; Daloz, Rép., Usufruit, No. 183; Laurent, VI, No. 468; Planiol et Ripert, III, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 468, nota 4).

**22.** Vânzarea de către uzufractionar a fructelor prinse de rădăcini înainte de expirarea uzufractionului, după o părere, nu are nici un efect față de nudul proprietar, deoarece în acest caz fructele nu au putut deveni proprietatea uzufractionarului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 991-995; Massé et Vergé, II, § 308, nota 8, p. 133; Daloz, Rép., Usufruit, No. 184; Suppl., Usufruit, No. 76; Laurent, VI, No. 477, 478; Huc, IV, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 480, 481).



**23.** Dacă însă recoltele vândute erau în momentul vânzării gata să fie culese, adică la maturitate, vânzarea va produce efecte față cu nudul proprietar deoarece ea echivalează în acest caz cu perceperea fructelor. (Laurent, VI, No. 477, 478; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 481).

**24.** După altă părere, dominantă, vânzarea fructelor prinse de rădăcini înainte de expirarea uzufructului, este opozabilă și trebuie respectată de către nudul proprietar deoarece acesta trebuie să respecte și contractele de locațiune încheiate de către uzufructuar în condițiile prevăzute de lege. (Duranton, IV, No. 554; Demolombe, X, No. 358 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 434 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 184; Suppl., Usufruit, No. 76; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 525; Planiol et Ripert, III, No. 806; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 806; Nacu, I, p. 823, 824; Plastara, II, p. 253; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 480).

**25.** În cece privește prețul recoltelor vândute prinse de rădăcini, admitându-se părerea dominantă că această vânzare este opozabilă nudului proprietar, dacă în momentul încetării uzufructului, fructele nu fuseseră culese, el se va cuveni în întregime nudului proprietar. (Duranton, IV, No. 554; Demolombe, X, No. 359; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 434 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 77; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 525; Planiol et Ripert, III, No. 806; Nacu, I, p. 823, 824; Plastara, II, p. 253; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 480).

**26.** Dacă însă în momentul încetării uzufructului, numai o parte din recoltă fusese culeasă, nudul proprietar va avea dreptul numai la partea din preț corespunzătoare cu partea din fructe neculeasă. (Duranton, IV, No. 554; Demolombe, X, No. 359; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 434 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 77; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 525; Planiol et Ripert, III, No. 806; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 480).

**27.** Nudul proprietar poate lua cu arendă sau cu chirie propriul său lucru dacă el este supus unui drept de uzufruct care aparține altei persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 471).

**28.** Uzufructuarul are dreptul să înstrăineze dreptul său de uzufruct cu titlu oneros. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 186; Planiol et Ripert, III, No. 813; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 466, nota 2, 473).

**29.** Uzufructuarul are dreptul să înstrăineze cu titlu gratuit dreptul său de uzufruct, prin donațiune. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 186; Planiol et Ripert, III,

No. 813; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 466, nota 2, 473).

**30.** Potrivit dispozițiilor art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.) uzufructuarul poate cedă dreptul său de uzufruct, după o părere, prin cedarea uzufructului se transmite numai exercițiul pur și simplu al dreptului de uzufruct, adică avantajele uzufructului iar nu dreptul însuși. (Proudhon, Usufruit, II, No. 894; Taulier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 312; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 186; Suppl., Usufruit, No. 79; Nacu, I, p. 824, 825).

**31.** După altă părere dominantă, prin art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.) uzufructuarul este autorizat a cedă însuși dreptul de uzufruct iar nu numai exercițiul acestui drept. Prin urmare cesiunea dreptului de uzufruct constituie o transmitere de drept real iar nu de creanță a fructelor. (Demolombe, X, No. 362; Massé et Vergé sur Zachariae, II, No. 308, nota 22, p. 138; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1563; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 58, p. 697; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 186; Suppl., Usufruit, No. 79; Laurent, VI, No. 474; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 540; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2810; Planiol et Ripert, III, No. 813; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 473 urm.; Comp.: Plastara, II, p. 253).

**32.** Pentru cesiunea dreptului de uzufruct nu e nevoie să se îndeplinească formalitățile prevăzute de art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) deoarece în acest caz nu există nici creditor, nici debitor ci se cedează un drept real. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 80).

**33.** Cu toate că art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.) arată că uzufructuarul poate cedă dreptul său de uzufruct, totuși prin actul de constituire a uzufructului, să poată prevedea clauza prohibiției cesiunii. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 186; Suppl., Usufruit, No. 46, 78; Planiol et Ripert, III, No. 813; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 473).

**34.** Constitutorul unui uzufruct cu titlu de alimente poate pune condițiunea ca uzufructul să nu poată fi nici cedat nici urmărit silit. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2811; Planiol et Ripert, III, No. 813; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 479).

**35.** Dacă cesionarul încetează din viață, moștenitorii săi se vor bucura de dreptul de uzufruct până la încetarea dreptului de uzufruct pentru uzufructuarul care a cedat dreptul său. (Proudhon, Usufruit, II, No. 894 urm.; Demolombe, X, No. 363; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 697; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 186; Laurent, VI, No. 474; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 478, nota 1; Nacu, I, p. 825).

**36.** Cu toate că uzufructuarul a cedat dreptul său, el continuă a avea o legătură juridică de obligațiuni față cu nudul proprietar, însă uzufructuarul are un recurs în garanție în contra cesiona-

rului, pentru a cărui gestiune rea a fost făcut răspunzător. (Proudhon, Usufruit, II, No. 896; Demolombe, X, No. 363; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 308, text și nota 24; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 697; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 186; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 540 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 477, nota 1; Nacu, I, p. 825; Plastara, II, p. 253, 254; Comp.: Laurent, VI, No. 476).

**37.** La sfârșitul uzufructului, proprietarul are dreptul să acționeze în judecată pentru executarea obligațiilor privitoare la folosința atât pe uzufructuar cât și pe cesionar. (Dalloz, Rép. Usufruit, No. 186).

**38.** Cedarea uzufructului, după o părere, nu liberează cautiunea depusă de uzufructuar deoarece acesta rămâne mai departe obligat față de nudul proprietar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, text și nota 61, p. 697; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 79; Nacu, I, p. 825).

**39.** După altă părere, în acest caz se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 2015 c. civ. fr. (1656 c. civ. rom.) și cautiunea va fi liberată deoarece ea a garantat numai folosința personală a uzufructuarului; nudul proprietar va avea însă dreptul să ceară o altă cautiune dela fostul uzufructuar sau dela cesionar. (Proudhon, Usufruit, II, No. 851; Demolombe, X, No. 363 bis; Troplong, Cautionnement, No. 153 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 79; Huc, IV, No. 214; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 542; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 477, nota 1; Comp.: Laurent, VI, No. 476, 509).

**40.** Uzufructuarul unui fond de comerț are dreptul să închirieze sau să cedeze dreptul său. (Planiol et Ripert, III, No. 798).

**41.** Uzufructuarul are dreptul să dea în uzufruct dreptul său de uzufruct. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1509; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 133, 236; Suppl., Usufruit, No. 51; Planiol et Ripert, III, No. 758, 814; Colin et Capitani, ed. 4-a, I, p. 795; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 415, 448, 479; Nacu, I, p. 802).

**42.** Uzufructuarul poate cedă dreptul său chiar nudului proprietar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 473).

**43.** Uzufructuarul are dreptul să dea uzufructul său în anticheză. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 478, 479).

**44.** Uzufructul asupra lucrurilor nemiscătoare poate fi ipotecat de către uzufructuar; ipoteca însă va încetă la sfârșitul uzufructului, (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 697; Laurent, VI, No. 475; Huc, IV, No. 248; Guillouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 668; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 543, 771; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, No. 924; Planiol et Ripert, III, No. 812; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 476, 477, 478).

**45.** Când uzufructul trece prin consolidare asupra nudului proprietar sau nuda proprietate trece asupra uzufructuarului, creditorii cari au drept de ipotecă asupra uzufructului vor putea urmări mai departe dreptul lor, deoarece în acest caz ipoteca nu a încetat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 726, 727; Laurent, VII, No. 58, 100; Guillouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 671; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 740; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 924; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 478).

**46.** Uzufructuarul nu poate să constituie un drept de uz asupra dreptului său de uzufruct. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 479).

**47.** Uzufructuarul unui uzufruct are dreptul să constituie o ipotecă asupra dreptului său, care însă va încetă la stingerea dreptului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 479).

**48.** Cesionarul dreptului de uzufruct poate ipotecă dreptul său. (Demolombe, X, No. 362; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 308, nota 22; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 58, p. 697; Laurent, VI, No. 474; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 540; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 467).

**49.** Uzufructul poate fi urmărit silit de către creditorii uzufructuarului. (Laurent, VI, No. 475; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 544; Planiol et Ripert, III, No. 813; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 476, 479).

**50.** Creditorii uzufructuarului având dreptul să urmărească și să vândă dreptul de uzufruct al debitorului lor nu vor putea însă să urmărească mobilele supuse uzufructului, a căror închiriere de către uzufructuar ar constitui un abuz de folosință. (Demolombe, X, No. 298; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 698; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 544; Comp.: Laurent, VI, No. 475).

**51.** Creditorii cesionarului dreptului de uzufruct, pot urmări dreptul cedat. (Demolombe, X, No. 362; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 308, nota 22; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 58, p. 697; Laurent, VI, No. 474; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 540).

**52.** În afară de lucrurile consumptibile sau fungibile și în afară de convenție contrară, uzufructuarul nu are dreptul să vândă lucrurile supuse uzufructului deoarece el este obligat a se folosi de ele și a le restitui la încetarea uzufructului. (Demolombe, X, No. 310; Laurent, VI, No. 412, 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 481, 482).

**53.** În cazul când uzufructuarul vinde lucrurile supuse uzufructului, pe care nu avea voie să le vândă, proprietarul poate să le revendice dacă cumpărătorul nu poate invoca beneficiul dispozițiilor art. 1909 c. civ. rom., caz în care proprietarul are dreptul să ceară daune și desființarea

uzufructului pentru abuz de folosință. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 482).

**54.** Intrucât uzufructuarul nu are dreptul să vândă lucrurile supuse uzufructului, aceste lucruri nu pot fi urmărite silit și vândute de către creditorii uzufructuarului. (Laurent, VI, No. 475; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 544; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 479, 481, 482).

**55.** A se vedea: art. 524 și 528 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Uzufructuarul are dreptul de a arenda moșia supusă uzufructului, cu obligația ca termenul de arenda să nu fie mai lung de cinci ani, iar arendarea să nu se facă mai înainte cu doi ani dela expirarea contractului în curs. (Trib. Buzău S. II, 340, din 10 Iunie 1925, Pand. Săpt. 23/925, Pand. Rom. 1926, III, 5).

**Art. 535.** — Uzufructuarul se folosește de adăugirile făcute prin aluviune la obiectul asupra cărui are uzufruct. (Civ. 495 urm., 502; Civ. Fr. 596).

*Text. fr. Art. 596.* — L'usufruitier jouit de l'augmentation, survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

### Doctrină.

**1.** Uzufructuarul se folosește de adăugirile făcute prin aluviune la terenul asupra căruia are uzufructul fie înaintea deschiderii dreptului său fie în timpul uzufructului, deoarece aluviunea face parte din accesoriile asupra cărora se întinde dreptul uzufructuarului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1553; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 346; Suppl., Usufruit, No. 149 urm.; Laurent, VI, No. 295; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 391; Planiol et Ripert, III, No. 775; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 359, nota 1, 465; Nacu, I, p. 815, 816).

**2.** S'a pus întrebarea în doctrină dacă dispozițiunile art. 596 c. civ. fr. (535 c. civ. rom.) cari vorbesc numai de aluviune își găsesc aplicațiunea și la porțiunile de teren pe care forta apelor le ia subit dela un teren și le alipește la un fond supus uzufructului iar proprietarul lor nu le-a reclamat potrivit dispozițiilor art. 559 c. civ. fr. (498 c. civ. rom.) în termen de un an. Chestiunea este controversată. După o părere, dreptul uzufructuarului se întinde și asupra acestor creșteri de pământ, deoarece ele constituiesc accesoriile lucrului supus uzufructului, (Duranton IV, No. 421, 580; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 435; Laurent, VI, No. 373; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 359, nota 1, 368, 465).

**3.** După altă părere, aceste creșteri de pământ, nereclamate de către proprietarul dela care porțiunile de teren s'au deslipit, nu folosesc uzufructuarului, ci nudului proprietar. (Proudhon, Usufruit, II, No. 524, 527; Marcadé, Art. 596, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, text și nota 41, p. 691; Dalloz Rép., Usufruit, No. 347; Suppl., Usufruit, No. 149; Huc, IV, No. 194; Planiol et Ripert, III, No. 775; Nacu, I, p. 815, 816).

**4.** După a treia părere, în cazul când uzufructul poartă asupra unei universalități de bunuri, uzufructuarul va avea dreptul și asupra acestor creșteri de pământ, iar dacă uzufructul poartă asupra obiectelor determinate individual, uzufructuarul nu are dreptul asupra acestor creșteri de pământ. (Demolombe, X, No. 333).

**5.** În ceea ce privește insulele și prunturile formate în albia unui râu nenavigabil și neflotabil, de care vorbește art. 561 c. civ. fr. (500 c. civ. rom.), există în doctrină aceiaș controversă cu privire la drepturile uzufructuarului ca și la creșterile de pământ formate subit prin forța apei curgătoare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1553, 1554; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 151; Planiol et Ripert, III, No. 775; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 359, nota 1, 371, nota 3; Nacu, I, p. 815, 816).

**6.** Dacă potrivit dispozițiilor art. 563 c. civ. fr. (502 c. civ. rom.) un fluviu sau un râu își face un nou curs, părăsind vechea sa albie, uzufructuarul unui teren mărginar va avea dreptul a se folosi, în conformitate cu dispozițiile acestui articol, de porțiunea din albia părăsită. (Demolombe, X, No. 168; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 435 bis, I; Mourlon, I, No. 1555; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, text și nota 43, p. 692; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 350; Huc, IV, No. 194; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 521; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 466).

**7.** Deasemenea dacă fluviul sau râul își face un nou curs pe terenul supus uzufructului, uzufructuarul va fi lipsit de folosul pământului ce formează noua albie, fără a putea pretinde vreo despăgubire. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 466).

**Art. 536.** — El se folosește de drepturile de servitudine și în genere de toate drepturile de care se poate folosi proprietarul, și se folosește întocmai ca însuși proprietarul. (Civ. 517, 537 urm., 554, 576 urm., 639; Civ. Fr. 597).

*Text. fr. Art. 597.* — Il jouit des droits de servitude, de passage, et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abuz de folosință 34, 35.  
 Accesorii 2, 102.  
 Acțiune 87-95, 97-115.  
 Acțiune confesorie 90, 107.  
 Acțiune de anulare 98, 100, 101.  
 Acțiune de grănățuire 105.  
 Acțiune de partaj 106.  
 Acțiune de răscumpărare 99, 100, 101.  
 Acțiune pauliană 103.  
 Acțiune personală 87, 88.  
 Acțiune petitorie 112.  
 Acțiune posesorie 110, 111, 112.  
 Acțiune reală 90, 91.  
 Acțiune rezolutorie 104.  
 Acțiuni nominative sau la purtător 76-83, 96.  
 Adunare generală 83, 96.  
 Alee 39.  
 Amanet 81, 82.  
 Ameliorări 22, 31, 33, 38.  
 Animale 42.  
 Aprecieri suverană 23, 24.  
 Arbori 39.  
 Asigurare 85, 86.  
 Bătrânețe 41.  
 Bezman 7.  
 Bilete la purtător 47.  
 Bună credință 92.  
 Câmp de cultură 40, 41.  
 Casă de locuit 27, 29, 30, 32.  
 Casă de toleranță 29.  
 Cauțiune 53, 62, 102.  
 Cecuri 47.  
 Cesiune 50, 51, 66.  
 Clădire 21-37.  
 Comerț 27, 28.  
 Conservare 56, 62, 73, 112.  
 Conservarea substanței lucrului 1, 38.  
 Constație 114.  
 Creanțe 45-75, 94, 95, 102, 103.  
 Cuasi-uzufruct 46, 64.  
 Cupoane 76, 77, 78.  
 Dărâmare 37.  
 Degradări 108.  
 Despăgubiri 17, 20, 71, 73, 108.  
 Destinație 8, 23, 27, 28, 29, 35.  
 Dividende 76, 77, 78.  
 Dobânzi 45, 46, 70, 76, 77, 78, 84.  
 Dr. pt. real 90.  
 Efecte de comerț 47.  
 Embatic 7.  
 Exploatare 3, 35.  
 Expropriere 84.  
 Fănețe, 38, 40.  
 Ferestre 26.  
 Filoxeră 41.  
 Folosință 1 urm.  
 Fraudă 103.  
 Fructe 77, 92, 93.  
 Fructe civile 77.  
 Furt 109.  
 Gaj 81, 82.  
 Grădini 38, 39.  
 Hotărâre 112, 113.  
 Hotel 27, 30.  
 Iaz, 6, 42.  
 Imbunătățiri, 22, 31, 33, 38.  
 Imobil 2 urm.  
 Inceperea destinație 8.  
 Inceperea uzufructului 10, 28, 97.  
 Incetarea uzufructului 11, 35, 56, 57, 65, 79, 82, 86, 93.  
 Inchiriere 23, 29.  
 Inscricție 74.  
 Insolabilitate 61.  
 Instrănare 81, 82.  
 Ipotecă 74, 102.  
 Locațiune 28, 29.  
 Locuință 27.  
 ucruiri fungibile 57.  
 Magazin 27.  
 Măsuri de conservare 56, 62, 73.  
 Mobile 3, 91.  
 Moștenitori 87, 88, 97, 99, 100, 101.  
 Neglijență 17.  
 Notificare 50, 51.  
 Novațiune 66.  
 Nulitate 98, 100, 101.  
 Nud proprietar 5, 10, 13, 14, 43, 44, 49, 56, 58, 59, 60, 62, 64, 69, 77-80, 83, 86-88, 95, 97, 99-101, 105, 108, 111-115.  
 Pădure 40.  
 Partaj 106.  
 Pescuire 6, 42.  
 Poprire 69.  
 Posașiune 18.  
 Posesorie acțiune 110, 111.  
 Precaritate 18.  
 Prescripție 18, 20, 75.  
 Preț 82, 84, 100, 104.  
 Privilegiu 102.  
 Rea credință 92.  
 Reinnoirea inscripției 74.  
 Remitere de datorie 66.  
 Renunțare 14, 16, 18.  
 Reparații 31, 33.  
 Restituire 57, 65, 71, 82, 86.  
 Rezoluțiune 14.  
 Scadență a se vedea cu-vântul: „Creanțe”.  
 Schimbare 21-34, 40, 41.  
 Servitute 9-20, 107.  
 Societate, a se vedea cu-vintele: „Acțiuni nomi-native și la purtător”.  
 Sorti 79, 80.  
 Suverană apreciere 23, 24.  
 Terț 89-93, 115.  
 Testament 37, 52, 53.  
 Titluri de proprietate 43, 44.  
 Titluri nominative și la, purtător 76-83, 96.  
 Urmărire silită 52, 55, 70, 71, 72.  
 Uzufruct 1 urm.  
 Valoarea îmbunătățirilor 46.

Vănat 4, 5.  
 Venituri 45.  
 Vie, 40, 41.

Vindere-cumpărare 98, 99, 104.  
 Votare 83.

## Doctrină.

**1.** Uzufructuarul are dreptul să se folosească de lucrul supus uzufructului ca însăși proprietarul, adică ca un bun părinte de familie, cu condițiunea de a conserva substanța lucrului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 57, 239).

**2.** Uzufructuarul unui imobil are dreptul la folosința tuturor accesoriilor imobilului, atât corporale cât și incorporale. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 353 urm., 361; Suppl., Usufruit, No. 154, 155; Planiol et Ripert, III, No. 775; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 465; Matei Cantacuzino p. 165).

**3.** Uzufructuarul unui imobil are dreptul să se folosească de toate lucrurile mobiliare cuprinse în imobilul supus uzufructului și cari au fost puse pe fond de proprietar fie pentru totdeauna, fie pentru exploatarea imobilului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 361 urm.).

**4.** Uzufructuarul unui imobil are dreptul de a împușcă vânatul de pe fondul supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1029 urm.; Duranton, IV, No. 285; Demolombe, X, No. 333 urm.; Mourlon, I, No. 1552; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 684; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 355; Laurent, VI, No. 381; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 522; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2776; Planiol et Ripert, III, No. 775. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 465).

**5.** Nudul proprietar nu are dreptul să împușcă vânatul de pe fondul supus uzufructului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 355).

**6.** Uzufructuarul are dreptul să pescuiască peștele din iazul supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1029 urm.; Duranton, IV, No. 285; Demolombe, X, No. 333 urm.; Mourlon, I, No. 1552; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 684; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 355; Suppl., Usufruit, No. 153; Laurent, VI, No. 381; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 522; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2776; Planiol et Ripert, III, No. 775; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 465).

**7.** Uzufructuarul unui imobil are drep-

tul să perceapă hesmanul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 465).

**8.** Uzufractionarul nu are dreptul să imobilizeze lucruri mobile, prin destinație sau prin perpetuă așezare. (Demolombe, IX, No. 211; Mourlon, I, No. 1365 nota 1; Aubry et Rau, II, § 164, p. 16; Laurent, VI, No. 373; Huc, IV, No. 19; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 59; Planiol, I, No. 2216; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 169, 171, 172, 465; Contra: Toullier, II, p. 153; Duranton, IV, No. 59).

**9.** Uzufractionarul unui fond, are dreptul să se folosească, întocmai ca proprietarul, de toate servituțiile create în folosul fondului supus uzufractionului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Dalloz, Rép., Usufraction, No. 353; Planiol et Ripert, III, No. 775; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 464; Nacu, I, p. 816; Matei Cantacuzino, p. 165).

**10.** Uzufractionarul unui fond are dreptul să se folosească chiar de servituțiile dobândite în profitul fondului supus uzufractionului de către nuda proprietar, posterior începerii uzufractionului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufraction, No. 154; Laurent, VI, No. 374; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 522; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 464, 465, 538).

**11.** Dacă însă în actul de constituirea servituției se prevede clauza că folosința servituției va începe la încetarea uzufractionului, uzufractionarul nu se poate folosi de această servitute. (Dalloz, Rép., Usufraction, No. 354).

**12.** Uzufractionarul poate dobândi o servitute în profitul imobilului supus uzufractionului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 128; Dalloz, Rép., Usufraction, No. 354; Suppl., Usufraction, No. 152; Contra: Laurent, VIII, No. 167).

**13.** În timpul uzufractionului, nuda proprietar are dreptul să constituie servituți asupra fondului supus uzufractionului, cu condițiune de a nu aduce o stângănire dreptului de folosință al uzufractionarului. (Demolombe, X, No. 659; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 717; Dalloz, Rép., Servitute, No. 963; Suppl., Usufraction, No. 270; Laurent, VII, No. 36; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538).

**14.** În timpul uzufractionului nuda proprietar nu are dreptul să renunțe la servituțiile create în profitul fondului supus uzufractionului, dacă această renunțare prejudiciază folosința uzufractionarului. (Dalloz, Rép., Usufraction, No. 354).

**15.** Uzufractionarul nu are dreptul să greveze fondul supus uzufractionului, de servituți, are însă dreptul să concedeze drepturi afectând folosința sa numai pe timpul duratei uzufractionului. (Dalloz, Rép., Usufraction, No. 354; Planiol et Ripert, III, No. 810).

**16.** Uzufractionarul nu are dreptul să renunțe la servituțiile create în folosul fondului supus uzufractionului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Dalloz, Rép., Usufraction, No. 354; Suppl., Usufraction, No. 344; Planiol et Ripert, III, No. 810).

**17.** Uzufractionarul este obligat să exercite servituțiile create în folosul fondului supus uzufractionului fiind răspunzător de stingerea servituțiilor din cauza neglijenței sale. (Demolombe, X, No. 334; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Dalloz, Rép., Usufraction, No. 353, 493; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 522; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 464).

**18.** Uzufractionarul este obligat să continue dobândirea prescripțiunei unei servituți în folosul fondului supus uzufractionului neavând dreptul să recunoască precaritatea posesiunii servituției nudului proprietar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Dalloz, Rép., Usufraction, No. 354, 789; Suppl., Usufraction, No. 344).

**19.** Uzufractionarul este obligat să sufere servituțiile cari grevează lucrul supus uzufractionului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 464, text și nota 3).

**20.** Uzufractionarul trebuie să vegheze ca în timpul uzufractionului să nu se dobândească prin prescripție vreo servitute asupra lucrului supus uzufractionului, fiind răspunzător în caz contrar către proprietar. (Demolombe, X, No. 334; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1552; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 522; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 464).

**21.** Uzufractionarul trebuie să se folosească de clădirile supuse uzufractionului fără a avea dreptul să schimbe forma lor constitutivă. (Dalloz, Rép., Usufraction, No. 239).

**22.** Dacă uzufractionarul nu are dreptul să schimbe, forma constitutivă a clădirilor supuse uzufractionului, el are însă dreptul să aducă ameliorări acestor clădiri. (Dalloz, Rép., Usufraction, No. 57 urm., 239 urm.; Suppl., Usufraction, No. 129).

**23.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, în fapt și după echitate dacă schimbările aduse de uzufractionar în forma sau în destinația clădirilor, constituie sau nu o modificare a formei constitutive a clădirilor. (Proudhon, Usufraction, III, No. 1111 urm.; Demolombe, X, No. 442 urm.; Marcadé, Art. 578, No. 1 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 700; Dalloz, Rép., Usufraction, No. 239 urm.; Suppl., Usufraction, No. 129; Laurent, VI, No. 481 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 439, 562).

**24.** În aprecierea lor însă tribunalele nu au dreptul să permită modificări mari cari ar aduce schimbări în modul de folosință normală a lucrului supus uzufractionului. (Dalloz, Rép., Usufraction, No. 247; Suppl., Usufraction, No. 129).

**25.** Astfel uzufractionarul nu are dreptul să ridice încă un etaj, fără consimțământul proprietarului, la clădirea supusă uzufractionului. (Dalloz, Rép., Usufraction, No. 240).

**26.** Uzufractionarul nu are voie, fără consimțământul proprietarului, să mă-

rească, să micșoreze sau să astupe ferestrele clădirii supuse uzufructului, sau să deschidă ferestre noi. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 240, 241).

**27.** Uzufructuarul nu are dreptul să transforme o casă de locuit în hotel sau magazin, sau să transforme un hotel sau magazin în casă de locuit. (Demolombe, X, No. 449; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 701; Daloz, Rép., Usufruit, No. 243, 244).

**28.** Dacă o clădire supusă uzufructului, fusese închiriată în momentul deschiderii uzufructului, pentru un anumit comerț, care în timpul uzufructului nu mai e posibil să se exercite, uzufructuarul are dreptul să închirieze clădirea pentru un alt fel de comerț, în cazul când prin această schimbare nu se aduce nici o alterare substanței lucrului. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 439, 562).

**29.** Uzufructuarul nu are dreptul ca să transforme o casă de locuit supusă uzufructului, în casă de toleranță sau să o închirieze în acest scop. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 244).

**30.** Uzufructuarul are dreptul ca din apartamente mari să facă mai multe apartamente mici pe care să le închirieze, dacă astfel cere situația locului și a împrejurărilor economice, cu condițiunea de a nu transforma imobilul supus uzufructului, într'un hotel sau într'un local public. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 246).

**31.** Uzufructuarul are dreptul a aduce clădirii supusă uzufructului, îmbunătățiri și reparațiuni necesare sau folositoare și chiar voluptuare, cu condițiune ca să nu schimbe sau să strice starea clădirii. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 248).

**32.** Uzufructuarul are dreptul să facă despărțiri ușoare cu pereți în camere, dacă aceste despărțiri pot fi cu ușurință ridicate la sfârșitul uzufructului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 248).

**33.** Uzufructuarul are dreptul să așeze în clădirea supusă uzufructului, statui, să zugrăvească sau să sculpeze pereții, cu condițiune de a nu aduce atingere solidității clădirii. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 248).

**34.** Dacă uzufructuarul aduce clădirii supuse uzufructului, fără consimțământul proprietarului, schimbări fără importanță, el nu poate fi considerat că a comis un abuz de folosință, însă la sfârșitul uzufructului, proprietarul are dreptul să ceară restituirea clădirii în starea de mai înainte. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 249).

**35.** Uzufructuarul are dreptul după o părere să facă noi construcțiuni pe terenul supus uzufructului în cazul când ele au de scop să asigure exploatarea lui conform destinației sale; el nu are însă dreptul să facă construcțiuni cari tind la un simplu interes de agrement sau la un interes de îmbunătățire care nu ar corespunde exploatarei normale a imobilului supus uzufructului. (Daloz, Rép.,

Usufruit, No. 252, 253, 256 urm., 669; Suppl., Usufruit, No. 130).

**36.** După altă părere, uzufructuarul are dreptul să facă orice construcțiuni pe terenul supus uzufructului, fără a abuză de dreptul său, însă la încetarea uzufructului, proprietarul poate să-l oblige să ridice construcțiunile. (Laurent, VI, No. 485).

**37.** Dacă uzufructuarul unui fond lăsat prin testament, face construcțiuni pe fondul testat, el nu are dreptul să rămâne în urmă aceste construcțiuni fără consimțământul proprietarului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1128; Daloz, Rép., Usufruit, No. 259; Contra: Laurent, VI, No. 485).

**38.** Uzufructuarul grădinilor, fântanelor, pădurilor, etc., are dreptul să infrumusețeze și să amelioreze aceste imobile supuse uzufructului, cu rezerva însă a conservării substanței lor. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 261).

**39.** Uzufructuarul nu are dreptul să modifice forma aleelor unei grădini sau să scoată arborii nefructiferi și să-i înlocuiască cu arbori fructiferi deoarece forma grădinilor constituie însăși substanța lor pe care uzufructuarul este obligat a o conserva. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 136, 261).

**40.** Uzufructuarul nu are dreptul să transforme un câmp de fâneață în câmp de cultură, vie sau pădure sau invers. (Daloz Rép., Usufruit, No. 56, 261).

**41.** În cazul când o vie supusă uzufructului s'a uscat din cauza bătrâneții sau filoxerei, uzufructuarul are dreptul să scoată via și să transforme terenul în câmp de cultură. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 607, 624).

**42.** Uzufructuarul are dreptul la produsele crescătorilor de animale și a peștilor din iaz. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 263; Suppl., Usufruit, No. 131).

**43.** În timpul uzufructului, titlurile de proprietate ale bunului supus uzufructului vor rămâne în păstrarea nudului proprietar. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 61).

**44.** Dacă uzufructuarul are necesitate de titlurile de proprietate ale bunului supus uzufructului, pentru a-și apăra dreptul său, prin analogie cu dispozițiunile art. 842 al. 3 c. civ. fr. (750 al. 3 c. civ. rom.), nudul proprietar care păstrează aceste titluri trebuie să le prezinte uzufructuarului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 61).

**45.** Uzufructuarul beneficiază de dobânzile și venituri periodice când uzufructul este stabilit asupra unei creanțe producătoare de dobânzi sau venituri periodice. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 224 urm.; Suppl., Usufruit, No. 98).

**46.** Uzufructul asupra valorilor ram-bursabile fără dobânzi, echivalează cu un quasi-uzufruct al cvantumului acestor creanțe. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 98).

**47.** Biletele sau cecurile la purtător și

efectele de comerț la ordin, supuse uzufructului, trebuiesc completate în ordinul uzufructuarului pentru a-i putea fi liberate. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 98).

**48.** Uzufructuarul are dreptul să i se predea titlul constatător al creanței supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 226; Suppl., Usufruit, No. 99).

**49.** În raporturile cu nudul proprietar, uzufructuarul nu devine proprietarul titlurilor creanțelor supuse uzufructului, cu toate că se află în păstrarea sa. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 226; Suppl., Usufruit, No. 99).

**50.** După o părere, dispozițiunile art. 1690 c. civ. fr. (1393 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la uzufructul unei creanțe deoarece uzufructuarul unei creanțe este întrucâtva asimilat cu un cesionar; prin urmare, după această părere, uzufructuarul unei creanțe nu poate opune dreptul său față de debitor și de terțele persoane decât după ce a notificat debitorului titlul său constitutiv de uzufruct. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 227).

**51.** După altă părere, uzufructuarul unei creanțe nu este obligat să facă debitorului o notificare autentică, ci este de ajuns dacă previne pe debitor de titlul constitutiv al uzufructului, și dacă dreptul său este contestat trebuie să-l dovedească. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 100; Laurent, VI, No. 415; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 586).

**52.** Uzufructuarul unei creanțe, care a dobândit dreptul său în virtutea unui testament, nu poate urmări pe debitorii creanței supuse uzufructului decât după ce a cerut și obținut predarea legatului său. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 761; Suppl., Usufruit, No. 101).

**53.** Debitorii unei creanțe constituită în uzufruct prin testament, sunt valabil liberați, dacă au achitat cu bună credință în mâinile uzufructuarului, creanța supusă uzufructului, înainte ca uzufructuarul să fi cerut și obținut predarea legatului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 101).

**54.** Uzufructuarul are dreptul să încaseze la scadență capitalul creanțelor supuse uzufructului, putere care rezultă din dreptul său de folosință și de administrație, cu toate că asupra acestor creanțe el nu are un drept de proprietate în virtutea căruia să poată dispunde de aceste creanțe. (Demolombe, X, No. 322 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 228, 232, 499, 763; Suppl., Usufruit, No. 102 urm., 106, urm.; Laurent, VI, No. 413 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585; Planiol et Ripert, III, No. 804; Colin et Capitant, I, p. 811; Plastara, II, p. 246; Contra: Huc, IV, No. 185).

**55.** Uzufructuarul unei creanțe are dreptul să urmărească pe debitorii creanței și să încaseze la scadență capitalul

creanței, chiar în cazul când prin actul constitutiv al uzufructului, ar fi fost dispensat de cautiune. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1048; Demolombe, X, No. 323; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, nota 28, p. 678, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 102; Laurent, VI, No. 531; Planiol et Ripert, III, No. 804; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 165; Plastara, II, 246).

**56.** În acest caz însă nudul proprietar, are dreptul ca atunci când este temere de insolabilitate a uzufructuarului să ceară înaintea justiției ca să se ia măsuri de conservare pentru garantarea restituirii capitalului creanței, la încetarea uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1084; Demolombe, X, No. 323; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 231; Laurent, VI, No. 531; Planiol et Ripert, III, No. 804).

**57.** Creanța supusă uzufructului și valoarea creanței care a fost încasată devine în mâinile uzufructuarului o sumă de bani, deci un lucru fungibil, uzufructuarul fiind obligat a o restitui la încetarea dreptului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 228; Suppl., Usufruit, No. 102; Laurent, VI, No. 413; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585; Planiol et Ripert, III, No. 804; Comp.: Huc, IV, No. 185).

**58.** Nudul proprietar nu are dreptul să se opună ca debitorul creanței supusă uzufructului să plătească la scadență valoarea creanței în mâinile uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 232; Aubry et Rau, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 104; Laurent, VI, No. 412 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585; Planiol et Ripert, III, No. 804; Colin et Capitant, I, p. 811).

**59.** Deasemenea nudul proprietar nu are dreptul să impună uzufructuarului ca el să întrebuițeze în anumit mod capitalul creanței încasate. (Demolombe, X, No. 323; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 104; Laurent, VI, No. 412 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585).

**60.** Uzufructuarul are dreptul în principiu să încaseze capitalul creanțelor supuse uzufructului și ajunse la scadență, fără să înștiințeze pe nudul proprietar și să-i ceară concursul deoarece nudul proprietar nu se poate opune ca uzufructuarul să încaseze acest capital. (Demolombe, X, No. 323; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695, 696; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 104; Laurent, VI, No. 413 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 804; Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 246 bis).

**61.** Chiar dacă uzufructuarul se găsește în stare de insolabilitate, el poate în principiu să încaseze creanțele supuse uzufructului și ajunse la scadență și să dea chitante descărcătoare valabile. (Demolombe, X, No. 323; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Usu-

fruit, No. 104; Laurent, VI, No. 413 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 804; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 811; Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 246 bis).

**62.** Nudul proprietar are dreptul, când este temere, să oblige pe uzufructuarul unor creanțe ca odată cu încasarea lor să dea o anumită întrebuințare capitalurilor încasate sau să dea garanție; a-ceastă obligație însă nu privește decât raporturile lor respective. (Demolombe, X, No. 323; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 104; Laurent, VI, No. 413 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 804).

**63.** Numai uzufructuarul are dreptul să urmărească plata creanțelor supuse uzufructului și ajunse la scadență, deoarece numai el are dreptul să le încaseze. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 105; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 585 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 804).

**64.** Dacă nudul proprietar a încasat înainte de scadență creanțele supuse uzufructului, ceace nu are dreptul fără consimțământul uzufructuarului, acesta din urmă poate cere, reintrebuințarea sumelor încasate sau să i se predea lui aceste sume cari vor formă în viitor obiectul unui quasi-uzufruct. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 426 bis, III; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 105).

**65.** La încetarea uzufructului, uzufructuarul trebuie să restituie creanțele în întregime și în condițiunile prevăzute în actul de constituirea uzufructului, deoarece deși are dreptul să încaseze aceste creanțe la scadență, totuși el nu devine proprietarul lor. (Demolombe, X, No. 321; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 696; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 106; Laurent, VI, No. 414; Huc, IV, No. 185; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 587; Planiol et Ripert, III, No. 804).

**66.** Prin urmare uzufructuarul unor creanțe, nu are dreptul să facă remiterea datoriilor, nici să cesioneze creanțele, nici să le noveze și în sfârșit nici să dispue de ele prin orice mod. (Demolombe, X, No. 321; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 696; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 233; Suppl., Usufruit, No. 106; Laurent, VI, No. 414; Huc, IV, No. 185; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 587).

**67.** Uzufructuarul nu are dreptul să amâne plata creanțelor supuse uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 57, p. 696; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 106).

**68.** Uzufructuarul nu are dreptul să anticipeze data scadenței creanțelor supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 106).

**69.** Creditorii uzufructuarului nu au dreptul să poprească în mâinile debito-

rilor creanțele supuse uzufructului deoarece proprietatea acestor creanțe aparține nudului proprietar iar nu uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 108; Laurent, VI, No. 414; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 587).

**70.** Creditorii uzufructuarului au dreptul numai să urmărească uzufructul sau dobânzile creanțelor supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 108; Laurent, VI, No. 414; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 587).

**71.** Uzufructuarul este obligat ca la scadența creanțelor supuse uzufructului să urmărească încasarea, în caz contrar este răspunzător, deoarece trebuie să dea socoteală de aceste creanțe. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 232, 499; Suppl., Usufruit, No. 112).

**72.** Pentru a-și acoperi responsabilitatea, uzufructuarul unor creanțe trebuie să urmărească plata creanțelor ajunse la scadență ca un bun părinte de familie și un bun administrator. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 499).

**73.** Uzufructuarul este obligat, sub răspunderea sa, să facă toate actele de conservare asupra creanțelor supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 232, 499; Suppl., Usufruit, No. 112).

**74.** Astfel uzufructuarul trebuie să ia sau să reînnoiască inscripția creanțelor ipotecare supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 232, 499; Suppl., Usufruit, No. 112).

**75.** Deasemenea uzufructuarul trebuie să împiedece prescripția creanțelor supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 232, 499; Suppl., Usufruit, No. 112).

**76.** Uzufructuarul are dreptul să încaseze la scadență dobânzile, cupoanele și dividendele, prezentând titlurile nominative sau la purtător. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 117).

**77.** Dobânzile și dividendele sunt fructe civile; prin urmare chiar dacă ele sunt încasate de uzufructuar, el trebuie să plătească nudului proprietar cota parte proporțională cât a încasat în plus, pe timpul dinaintea începerii uzufructului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, 117).

**78.** Deasemenea dacă la sfârșitul uzufructului, nudul proprietar încasează dobânzile și dividendele și pe o parte din timpul cât a durat uzufructul, el este obligat să-i plătească uzufructuarului cota parte încasată în plus. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 117).

**79.** Dacă în timpul uzufructului un titlu iese la sorți și deci uzufructuarul încasează valoarea întregă a titlului, el va fi obligat, după o părere, la sfârșitul uzufructului, să plătească nudului proprietar valoarea întregă încasată, până atunci însă uzufructuarul va avea dreptul la uzufructul întregii valori. (Demolombe, X, No. 280, 281; Laurent, VI, No. 427; Huc, IV, No. 195; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 17 bis, p.



684; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 122).

**80.** După a doua părere, prima rezultată prin ieșirea la sorți a titlului, se va cuveni uzufructuarului în plină proprietate. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 590 urm.).

**81.** Uzufructuarul nu are dreptul să înstrăineze sau să pue în gaj valorile supuse uzufructului, fără 'consimțământul nudului proprietar. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 118; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 587).

**82.** Dacă uzufructuarul a înstrăinat valorile cu consimțământul nudului proprietar, la sfârșitul uzufructului, acesta din urmă va avea dreptul numai la restituirea prețului înstrăinării. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 119).

**83.** Nudul proprietar al unor acțiuni nominative industriale, supuse uzufructului, are singur dreptul să ia parte cu vot, la adunările generale ale societății, iar nu uzufructuarul acestor acțiuni, afară de cazul unei convenții contrare. (Dalloz, Rép., Suppl., Société. No. 1655; Usufruit, No. 124; Lyon-Caen et Renault, II. No. 845).

**84.** În cazul când imobilul supus uzufructului este expropriat pentru cauza de utilitate publică, în tot sau în parte, uzufructuarul are dreptul să încaseze prețul exproprierei pentru a-i percepe dobânzile până la încetarea uzufructului. (Planiol et Ripert, III, No. 805).

**85.** În cazul când imobilul supus uzufructului a fost asigurat de către uzufructuar în interesul său exclusiv, îndemnitătea, în caz de sinistru, se cuvine în întregime acestuia. (Planiol et Ripert, III, No. 805).

**86.** În cazul când asigurarea imobilului supus uzufructului a fost făcută atât în interesul uzufructuarului cât și în interesul nudului proprietar, uzufructuarul va avea dreptul să încaseze indemnitatea în plină proprietate, fiind obligat s'o restituie nudului proprietar la încetarea uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 525; Planiol et Ripert, III, No. 805; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 806).

**87.** Uzufructuarul are în contra constitutorului uzufructului sau a moștenitorilor acestuia, o acțiune personală pentru a obține punerea în posesie asupra obiectelor supuse uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 761; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 416; Comp.: Nacu, I, p. 825, 826).

**88.** Acțiunea se va face conform dreptului comun iar dovada constituirii dreptului de uzufruct se va face conform regulilor ordinare prevăzute de dreptul comun. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 62 bis, p. 698; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 761; Laurent VI, No. 363 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 548 urm.).

**89.** Acțiunile în contra terților cu

privire la bunul supus uzufructului, sunt de trei categorii: acțiuni cari aparțin numai uzufructuarului, acțiuni cari aparțin numai nudului proprietar și acțiuni cari aparțin amândorora. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 764 urm.; Suppl., Usufruit, No. 338; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 548 urm.).

**90.** În contra terțului deținător al obiectului supus uzufructului, fie el chiar nudul proprietar, uzufructuarul după ce a obținut tradiția sau posesia, are o acțiune reală, numită acțiune confesorie, deoarece dreptul de uzufruct este un drept real. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 698; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 762; Suppl., Usufruit, No. 335; Laurent, VI, No. 364; Huc, IV, No. 209; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 546 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 815; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 417).

**91.** Uzufructuarul are o acțiune reală, confesorie în contra deținătorului obiectului supus uzufructului, atât în cazul când acest obiect este un imobil cât și în cazul când este un lucru mobil, cu excepția aplicării la lucrurile mobile a dispozițiilor art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. cv. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 335; Laurent, VI, No. 364; Comp.: Nacu, I, p. 825, 826).

**92.** În cazul când terțul deținător a fost de rea credință și uzufructuarul câștigă în acțiunea sa, el are dreptul la restituirea tuturor fructelor, iar în cazul când terțul deținător a fost de bună credință, uzufructuarul are dreptul numai la fructele dela data introducerii acțiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 336; Laurent, VI, No. 364; Huc, IV, No. 209; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 547).

**93.** Această acțiune poate fi introdusă chiar după stingerea uzufructului, pentru a se putea dobândi fructele care constituiesc dreptul uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 336; Huc, IV, No. 209).

**94.** Uzufructuarul unor creanțe, are dreptul să introducă în contra debitorilor acestor creanțe acțiuni cu scopul de a încasa valoarea lor, deoarece el are dreptul să se folosească de de capitaluri și are obligația să administreze bunurile supuse uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 763; Suppl., Usufruit, No. 337; Laurent, VI, No. 414; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 554; Planiol et Ripert, III, No. 804, 816; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 420).

**95.** La introducerea acestor acțiuni, uzufructuarul nu are nevoie de concursul nudului proprietar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 695; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 764; Suppl., Usufruit, No. 338; Laurent, VI, No. 414; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 554; Planiol et Ripert, III, No. 804, 816).

**96.** Uzufructuarul unor părți de interes sau de acțiuni în societăți, are drep-

tul să ia parte la adunările generale ale acționarilor deoarece această participare constituie un act de administrație. (Planiol et Ripert, III, No. 807).

**97.** Uzufuctuarul nu are dreptul să introducă acțiuni cari au de scop să readucă în patrimoniul constituitorului uzufuctului sau al moștenitorilor săi, bunuri cari ieșiseră din acest patrimoniu în momentul începerei uzufuctului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1397 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Laurent, VI, No. 370; Huc, IV, No. 210; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 555; Planiol et Ripert, III, No. 816; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 420, 421).

**98.** Astfel, uzufuctuarul nu are dreptul să introducă o acțiune în nulitatea unei vânzări. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1397 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 669; Laurent, VI, No. 370; Huc, IV, No. 210; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 555; Planiol et Ripert, III, No. 816; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 421).

**99.** Deasemenea uzufuctuarul nu are dreptul să introducă o acțiune de răscumpărare a unei vânzări privitoare la bunuri supuse uzufuctului ci acest drept aparține numai nudului proprietar sau moștenitorilor săi. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1397; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 778; Suppl., Usufruit, No. 339; Laurent, VI, No. 370; Huc, IV, No. 210; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 555; Planiol et Ripert, III, No. 816; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 421).

**100.** În cazul când nudul proprietar sau moștenitorii săi au introdus acțiunea în nulitate sau acțiunea de răscumpărare a vânzării și au câștigat, uzufuctuarul are o acțiune în contra lor pentru a lua în posesiune bunul dobândit cu obligația de a plăti prețul de răscumpărare sau dobânzi la acest preț pe toată durata uzufuctului său. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1397; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 778; Suppl., Usufruit, No. 339; Laurent, VI, No. 370 urm.; Huc, IV, No. 210; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 555; Planiol et Ripert, III, No. 816).

**101.** Uzufuctuarul nu are dreptul să ceară constrângerea nudului proprietar sau a moștenitorilor săi ca să introducă acțiunea în nulitate sau acțiunea de răscumpărare a vânzării. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 341; Huc, IV, No. 211).

**102.** Uzufuctuarul are exercițiul tuturor acțiunilor cari au de scop realizarea drepturilor supuse uzufuctului. Astfel el are dreptul să-și valorifice toate garanțiile ca: privilegiul, ipotecă sau cauțiuni cari formează accesoriile creanței supuse uzufuctului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 698; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 340; Laurent, VI, No. 369; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 554; Planiol et

Ripert, III, No. 816; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 420).

**103.** Uzufuctuarul are dreptul să introducă acțiunea pauliană în contra actelor făcute de debitor în fraudă creanței supusă uzufuctului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 698; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 554; Planiol et Ripert, III, No. 816).

**104.** Uzufuctuarul unui preț încă neplătit al unei vânzări are singur dreptul să introducă în contra cumpărătorului acțiunea în rezoluțiunea vânzării pentru neplata prețului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1415 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 698; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 780; Suppl., Usufruit, No. 341; Huc, IV, No. 210; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 555; Planiol et Ripert, III, No. 816; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 421, nota 1; Contra: Laurent, VI, No. 370).

**105.** Uzufuctuarul are dreptul să introducă sau să se apere în o acțiune în grănățuire a bunului supus uzufuctului, însă grănățuirea nu va fi opozabilă nudului proprietar, dacă acesta nu a fost pus în cauză. (Demolombe, XI, No. 256 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 781; Suppl., Usufruit, No. 342; Laurent, VI, No. 367; Huc, IV, No. 209; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 553; Planiol et Ripert, III, No. 815; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 419, 420).

**106.** Uzufuctuarul are dreptul să introducă sau să se apere într'o acțiune de partaj, între couzufuctuari, însă partajul va privi numai folosința bunului împărțit. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 784; Suppl., Usufruit, No. 342; Laurent, VI, No. 368; Huc, IV, No. 209; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 553; Planiol et Ripert, III, No. 815; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 420).

**107.** Uzufuctuarul are dreptul să introducă acțiunile privitoare la servituți și să se apere în asemenea acțiuni. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 788; Suppl., Usufruit, No. 344; Laurent, VI, No. 366; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 419).

**108.** Uzufuctuarul are dreptul să introducă acțiuni pentru a cere despăgubiri în contra celor cari ar cauza stricăciuni asupra fondului supus uzufuctului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 795).

**109.** Uzufuctuarul are dreptul să introducă acțiuni în contra celor cari ar fură fructe de pe fondul supus uzufuctului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 795).

**110.** Uzufuctuarul are dreptul să introducă acțiuni posesorii în contra celor cari aduc tulburări folosinței imobilului supus uzufuctului, pentru a-și asigura exercițiul pașnic al dreptului său. (Pothier, Traité de la possession, IX, No. 100; Proudhon, Usufruit, III, No. 1234 urm.; Duranton, IV, No. 513; Demolombe, X, No. 337; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230.

p. 699; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 769 urm.; Laurent, VI, No. 365; Huc, IV, No. 209; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 552; Planiol, I, No. 2802; Planiol et Ripert, III, No. 815; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 417; Tocilescu. Curs de procedură civilă, I, partea II, p. 107).

**111.** Uzufructuarul are dreptul să introducă acțiuni posesorii chiar în contra nudului proprietar, când acesta îl tulbură în folosința imobilului supus uzufructului. (Pothier, Traité de la possession. IX, No. 100; Duranton, IV, No. 513; Demolombe, X, No. 337; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 552; Huc, IV, No. 209; Planiol, I, No. 2802; Planiol et Ripert, III, No. 815; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 417; Tocilescu. Curs de procedură civilă, I, partea II, p. 107; Nacu, I, p. 825, 826; Comp.: Laurent, VI, No. 366).

**112.** Hotărârile pronunțate în profitul uzufructuarului, atât în posesorii cât și în petitoriu, profită nudului proprietar deoarece uzufructuarul trebuie să vegheze la conservarea lucrului supus uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Planiol et Ripert, III, No. 817).

**113.** Hotărârile pronunțate în contra uzufructuarului nu sunt opozabile nudului proprietar deoarece uzufructuarul

nu poate compromite drepturile nudului proprietar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 699; Planiol et Ripert, III, No. 817).

**114.** Nudul proprietar are dreptul să facă contestație la executarea hotărârilor obținute în contra uzufructuarului și la care el nu a luat parte. (Planiol et Ripert, III, No. 817).

**115.** Când o acțiune interesează atât pe uzufructuar cât și pe nudul proprietar, terțul are dreptul să ceară punerea în cauză a amândorora. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 700; Planiol et Ripert, III, No. 817).

**116.** A se vedea: art. 539 și 1201 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Uzufructuarul unui imobil, pe temeiul dreptului său real de folosință are, ca și proprietarul deplin al imobilului, calitatea de a intenta orice acțiune privitoare la exercitarea dreptului de folosință. Prin urmare, el este în drept a intenta și acțiunea în rezilierea arandării, conform art. 30 din legea agrară, această lege neaducând nici o modificare naturii dreptului de uzufruct astfel cum ea e definită de dreptul civil comun. (Cas. I, 389 din 16 Februarie 1925, Pand. Săpt. 8/925, Pand. Rom. 1925, III, 102).

**Art. 537.** — Uzufructuarul se folosește asemenea întocmai ca proprietarul de minele, piatrările și nisipurile ce sunt în exploatațiune la deschiderea dreptului de uzufruct.

Dacă însă se atinge de o exploatațiune, care nu s'ar putea face fără o concesiune, uzufructuarul nu se va putea bucura de ea fără a dobândi mai întâi învoirea guvernului. (Civ. 517, 538, 539, 649; L. Minelor (Mon. of. 143/1924); Civ. Fr. 598 § 1).

*Text. fr. Art. 598 § 1.* — Il jouit aussi, de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit; et néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après en avoir obtenu la permission du Roi.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Apreciere suverană 6.	Mine 1, 3, 7—11.
Cariere 1, 2, 3, 6.	Nisipărie 1, 5, 14.
Concesiune 8, 9, 10, 13.	Nud proprietar 10, 14.
Convenție contrară 13.	Părăsirea exploatării 2.
Exploatare 1, 2, 3, 6—9, 11, 12, 13.	Perimetru 9.
Explorare 7, 10.	Petrărie 1, 4, 14.
Fructe 1.	Prunt 5.
Galerii 11.	Puturi 11.
Humă 5.	Redevență 13.
Inceperea uzufructului 1, 3, 13.	Reparații 14.
Intenție 6.	Suverană apreciere 6.
Lut 5.	Turbărie 3.
Mașine 11.	Uzufruct 1 <i>urm.</i>
	Var 14.

### Doctrină.

**1.** Uzufructuarul se folosește întocmai ca și proprietarul de minele, piatrările și nisipurile cari sunt în exploatare la deschiderea dreptului de uzufruct, cu toate că produsele minelor și carierelor nu se reproduc și prin urmare nu sunt fructe, ci o parte din fondul însuși. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1546; Dalloz, Rép., Mines, No. 111 urm.; Usufruit, No. 321 urm.; Suppl., Mines, No. 177 urm.; Usufruit, No. 143; Planiol et Ripert, III, No. 776, 786; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I,

p. 460, 461; Nacu, I, p. 814, 815; Matei Cantacuzino, p. 165; Plastara II, p. 243).

**2.** Dacă proprietarul începuse exploatarea minelor și carierelor însă în momentul începerei uzufructului o părăsise în mod definitiv, uzufructuarul nu va avea dreptul să reînceapă exploatarea. (Demolombe, X, No. 432 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 629; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 461, nota 3).

**3.** Uzufructuarul se folosește numai de carierele și turbăriile cari se găsesc în exploatarea la deschiderea dreptului său de uzufruct, aplicându-se și în aceste cazuri acelaș regim ca și la mine. (Demolombe, X, No. 433; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 690; Dalloz, Rép., Mines, No. 722, 766; Suppl., Usufruit, No. 146; Laurent, VI, No. 452; Planiol et Ripert, III, No. 786; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 461).

**4.** Prin pietrărie se înțelege un loc din care se extrage piatră. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 460, nota 2).

**5.** Prin nisipărie se înțelege un loc din care se extrage nisip, prunt, lut, humă, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 460, nota 2).

**6.** Apartine tribunalelor să constate în mod suveran dacă exploatarea unei mine sau cariere este începută sau nu, după împrejurările de fapt și intențiunea constituitorului uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1206; Demolombe, X, No. 432; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 32, p. 689; Laurent, VI, No. 449; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 629; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 461, nota 3; Plastara, II, p. 244, nota 1).

**7.** Cercetările făcute de proprietar în scopul de a descoperi un zăcământ minier, nu pot fi considerate ca o deschidere a exploatării minei, ci trebuie a se face săpături pentru extragerea minereului. (Demolombe, X, No. 432; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 326; Suppl., Usufruit, No. 143; Laurent, VI, No. 450).

**8.** Concesiunea unei mine nu poate fi considerată ca fiind pusă în exploatare. (Demolombe, X, No. 434; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 327; Suppl., Usufruit, No. 143; Laurent, VI, No. 450).

**9.** Dacă numai o parte din perimetrul concesiunii a fost pusă în exploatare, ce-

lelalte părți, din perimetru cari aparțin altor proprietari nu pot fi considerate ca puse în exploatare. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 144).

**10.** Nudul proprietar nu are dreptul fără consimțământul uzufructuarului, să facă cercetări și săpături pe terenul supus uzufructului, în scopul de a descoperi zăcăminte miniere, afară de cazul când el obține un permis dela stat, deoarece el nu poate să vatăme drepturile uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Mines, No. 206; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 462, nota 2).

**11.** Uzufructuarul unei mine este obligat să întretie puțurile, galeriile și mașinile cari servesc la exploatarea minei. (Dalloz, Rép., Mines, No. 112).

**12.** Uzufructuarul are dreptul să dea o dezvoltare mare lucrărilor de exploatare însă nu poate să facă extrageri excesive cari ar duce la epuizarea prea iute a zăcământului, trebuind să se conformeze regulilor particulare ale materiei puse în exploatare. (Dalloz, Rép., Mines, No. 113).

**13.** Concesionarul unei mine a cărei exploatare a început înainte de deschiderea uzufructului, va trebui, afară de convenție contrară, să plătească uzufructuarului redevența iar nu nudului proprietar. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1206; Duranton, IV, No. 569; Demolombe, X, No. 436; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1549; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 689; Dalloz, Rép., Mines No. 115; Usufruit, No. 334; Suppl., Mines, No. 178; Laurent, VI, No. 449; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 631, 632; Planiol et Ripert, III, No. 786; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 463; Plastara II, p. 245, 246).

**14.** Proprietarul nu are dreptul să ia piatra, var, nisip, etc., pentru a face reparațiile chiar de întretinere, fără voia uzufructuarului. (Laurent, VI, No. 454; Contra: Demolombe, X, No. 433; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 438 bis, II; Aubry et Rau, II, § 230, p. 691; Huc, IV, No. 200; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 628; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 462).

**15.** A se vedea: art. 538 din codul civil cu notele respective.

**Art. 538.** — Uzufructuarul n'are nici un drept asupra minelor și pietrărilor nedeschise, încă <sup>1)</sup> nici asupra nisipurilor a căror exploatare nu e încă începută, nici asupra comoarei care s'ar putea găsi în cursul uzufructului său. (Civ. 537, 539, 649; Civ. Fr. 598 § 2).

*Text. fr. Art. 598 § 2.* — Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni aux tourbières dont l'exploitation n'est point encore commencée, ni au trésor, qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

<sup>1)</sup> Virgula ar fi trebuit să fie după cuvântul „*incă*”, după cum este și în art. francez corespunzător Astfel blum este pusă înaintea lui „*incă*” schimbă înțelesul frazei.

## Doctrină.

1. Uzufractuarul nu are nici un drept asupra minelor și carierelor nedeschise încă și a căror exploatare nu este încă începută la deschiderea uzufractului. (Mourlon, ed. 7-a, I. No. 1546; Dalloz, Rép., Mines, No. 111 urm.; Usufruit, No. 321 urm.; Suppl., Mines, No. 177 urm.; Usufruit, No. 143; Planiol et Ripert, III, No. 786; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 461, 462; Nacu, I, p. 814; Matei Cantacuzino, p. 165).

2. Dispozițiunile art. 598 § 2 c. civ. fr. (538 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când asupra minei însăși se constituie un uzufract particular și special. (Dalloz, Rép., Mines, No. 111; Usufruit, No. 327, 343; Suppl., Usufruit, No. 143; Planiol et Ripert, III, No. 787; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 463).

3. Concesionarul unei mine a cărei exploatare a început posterior deschiderii uzufractului va trebui să plătească nudului proprietar redevența iar nu uzufractuarului, acesta din urmă având dreptul numai la despăgubiri pentru daunele cauzate asupra suprafeței prin facerea lucrărilor de exploatare. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1206; Demolombe, X. No. 432; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 690; Dalloz, Rép., Mines, No. 115; Usufruit, No. 334; Suppl., Mines, No. 179; Laurent, VI, No. 452; Planiol et Ripert, III, No. 786; Contra: Delvincourt, I, No. 358).

4. Chiar dacă concesionarul unei mine ar fi însuși uzufractuarul imobilului pe care se găsește mina, dacă exploatarea a început posterior deschiderii uzufractului, el trebuie să plătească redevența nudului proprietar. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1206; Duranton, IV, No. 572; Demolombe, X. No. 432; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p.

690; Dalloz, Rép., Mines, No. 115; Usufruit, No. 333, 334; Laurent, VI, No. 452; Plastara, II, p. 241, nota 1).

5. Dacă nudul proprietar dobândește concesiunea minei și începe exploatarea posterior deschiderii uzufractului el nu datorește uzufractuarului redevența. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1206; Demolombe, X. No. 432; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 690; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 334; Suppl., Usufruit, No. 145; Laurent, VI, No. 452).

6. Dacă concesionarul minei devine uzufractuarul locului pe care se află mina, înainte de începerea exploatării, el va fi obligat să plătească nudului proprietar redevența. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 336).

7. Uzufractuarul, chiar cu titlu universal nu are nici un drept asupra comoarei găsită de un tert în fondul supus uzufractului. (Plastara, II, p. 244, nota 2).

8. Dispozițiunile art. 598 § 2 c. civ. fr. (538 c. civ. rom.) potrivit cărora, uzufractuarul nu are nici un drept asupra comoarei care s'ar găsi în cursul uzufractului său în fondul supus uzufractului, presupun că această comoară a fost găsită de un tert; în cazul când uzufractuarul găsește o comoară în fondul supus uzufractului, se vor aplica dispozițiunile art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.) și el va avea dreptul la jumătate din comoara găsită iar cealaltă jumătate se va cuveni nudului proprietar. (Demolombe, X. No. 271 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1550, 1551; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 692; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 368; Laurent, VI, No. 368, 382; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 634; Planiol, I. No. 2798; Planiol et Ripert, III, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 462, 463, 539; Nacu, I, p. 815; Plastara, II, p. 244, nota 2).

9. A se vedea: art. 537 lin codul civil cu notele respective.

**Art. 539.** — Proprietarul nu poate prin faptul său nici cu orice chip, vătăma drepturile uzufractuarului.

Uzufractuarul nu poate, la încetarea uzufractului, cere vreo despăgubire pentru îmbunătățirile ce ar pretinde că a făcut, chiar când printr'însele ar fi sporit valoarea lucrului. El sau moștenitorii săi pot însă ridică oglinzi, tablouri, și alte ornamente, pe cari le-ar fi așezat, cu îndatorire de a restabili localul în starea ce a fost mai înainte. (Civ. 469, 494, 540, 547, 581, 634 urm., 998, 999; Civ. Fr. 599).

*Text. fr. Art. 599.* — Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Accesiune 47.	Inchiriere 37, 39.
Accident 22, 42.	Instrăinare 4, 13, 16.
Apreciere suverană 33.	Interes 10.
Arbori 11.	Ipotecă 17, 49.
Arbori uscați 11.	Lacuri 32.
Arendare 37, 39.	Locațiune 37, 39.
Bălți 32.	Mobile 41.
Bătrânețe 11.	Moștenitori 4, 35, 36, 43.
Cariere 12.	Nud proprietar 1, 2, 3,
Cesiune 40.	5-23, 47.
Clădiri 7.	Obligație 1, 2, 3, 5.
Compensatie 35, 36.	Oglinzi 43, 45.
Conservare 20.	Ornamente 43.
Construcții 6, 7, 12, 22, 26,	Pădure 11, 12.
23, 42.	Partaj 14, 16.
Creditori 15.	Plantații 29, 30, 31.
Defrișare 32.	Posesiune 4.
Degradări 35, 36.	Predate 2.
Despăgubiri 9, 10, 12, 24,	Preț 16.
34, 42, 49.	Reparații 11, 21, 23.
Distrugere 34.	Restituirea cheltuielilor 49.
Dobânzi 49.	Ridicarea lucrurilor 34,
Donațiune 4.	43-48.
Dotă 33.	Sarcine 49.
Exploatare 6, 12, 48.	Secarea bălților 32.
Fermier 39.	Servitute 18.
Folosință, a se vedea cu-	Statui 46.
vântul: „Vătămare“.	Suverană apreciere 52.
Grânăriture 19.	Tablouri 43.
Îmbunătățiri 24-41.	Tăierea pădurii 11, 12.
Imobile prin destinație 44.	Tert 16, 37-40.
Imobile prin natura lor 47.	Urmărire silită 15.
Incendiu 22.	Uzucut 1 urm.
Incetarea uzufructului a	Vătămare 3, 5, 8, 18.
se vedea cuvântul „In-	Vindere-cumpărare 4, 13
bunătățiri“ și 18, 24, 34,	16.
49.	

Doctrină.

**1.** Proprietarul, în această calitate, nu are nici o obligație pozitivă față de uzufructuar, adică proprietarul nu este obligat să facă ca uzufructuarul să se folosească de lucrul supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 652; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1564; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 715; Dalloz, Rép., Usufruit No. 587; Suppl., Usufruit, No. 269; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 557 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 541; Matei Cantacuzino, p. 163).

**2.** Proprietarul trebuie să predeea uzufructuarului lucrul supus uzufructului în starea în care se găsește, neavând dreptul uzufructuarul să pretindă ca să i se predeea lucrul în stare de a putea fi întrebuințat. (Demolombe, X, No. 458; Mourlon, I, No. 1499; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 680; Laurent, VI, No. 371; Huc, IV, No. 211; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 638; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 483, 541, 542; Matei Cantacuzino, p. 163).

**3.** Proprietarul este obligat să lase pe uzufructuar să se folosească de bunul supus uzufructului, neputând ca prin faptul său ori prin alt mod să vatăme drepturile uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 652; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1564; Aubry

et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 715; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 557 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 537; Matei Cantacuzino, p. 163).

**4.** Când cineva vinde sau dăruiește nuda proprietate unei persoane iar uzufructul altei persoane, uzufructuarul va cere posesiunea lucrului dat în uzufruct dela constituitor sau dela moștenitorii săi iar nu dela nudul proprietar. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 586, 587).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.), proprietarul în această calitate, trebuie să se abțină dela orice fapte cari ar fi de natură a aduce vreo piedecă folosinței uzufructuarului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1564; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 588; Suppl., Usufruit, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 537).

**6.** Proprietarul nu are dreptul fără consimțământul uzufructuarului, ca pe locul supus uzufructului, să facă vreo construcțiune care nu ar fi necesară exploatareii fondului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1466; Toullier, III, No. 442; Duranton, IV, No. 651; Demolombe, X, No. 653; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1564; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 717; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 590; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 588; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 540).

**7.** Deasemenea proprietarul nu are dreptul să construiască fără consimțământul uzufructuarului, un etaj deasupra clădirii existente pe fondul supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1466; Toullier, III, No. 442; Duranton, IV, No. 651; Demolombe, X, No. 653; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233 p. 717; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 590; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 588; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 540).

**8.** Nudul proprietar are exercițiul tuturor drepturilor cari nu aduc atingere drepturilor uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 658; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 718; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 593 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538).

**9.** Când dispozițiunile nudului proprietar asupra bunului supus uzufructului nu aduc nici o împiedecare folosinței uzufructuarului, acesta este obligat a le suferi fără nici o despăgubire. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 718; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 594; Suppl., Usufruit, No. 270).

**10.** Chiar dacă dispozițiunile nudului proprietar ar aduce oareșcare mici privațiuni folosinței uzufructuarului, dacă ele sunt determinate de un interes foarte mare pentru nudul proprietar, uzufructuarul

este obligat să le suferă în schimbul plății unei despăgubiri. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 595).

**11.** Astfel nudul proprietar are dreptul să taie fără să plătească nici o despăgubire uzufructuarului, arborii depe locul supus uzufructului când ei sunt bătrâni și se usucă sau sunt necesari pentru reparațiuni mari de făcut la imobilul supus uzufructului, chiar dacă uzufructuarul ar trage vreun profit din ei. (Proudhon, Usufruit, II, No. 880; Duranton, IV, No. 641; Demolombe, X, No. 657; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 716; Daloz, Rép., Usufruit, No. 299, 595; Suppl., Usufruit, No. 271; Laurent, VII, No. 38; Huc, IV, No. 192; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 539).

**12.** Nudul proprietar nu are dreptul să taie o pădure nepusă în exploatare sau să deschidă o carieră pe fondul supus uzufructului, cu scopul de a lua materiale necesare, pentru a face construcțiuni pe un alt fond nesupus uzufructului, chiar plătit uzufructuarului daunele cauzate. (Demolombe, X, No. 660; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 716; Daloz, Rép., Usufruit, No. 596, 597; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 558; Contra: Proudhon, Usufruit, III, No. 883; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 539).

**13.** Nudul proprietar are dreptul să înstrăineze dreptul său fără consimțământul uzufructuarului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 717; Daloz, Rép., Usufruit, No. 600; Suppl., Usufruit, No. 270; Laurent, VII, No. 35; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538).

**14.** Când asupra nudei proprietăți sunt mai mulți coproprietari cari voesc să se împărtească între ei, și imobilul nu este comod partajabil în natură, ei au dreptul să vândă la licitație numai nuda proprietate iar nu deplina proprietate fără consimțământul uzufructuarului, și să transforme prin urmare uzufructul asupra imobilului într'un uzufruct asupra unui capital mobilier. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 238; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, nota 7 bis, p. 717; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 539).

**15.** Creditorii nudului proprietar au dreptul să urmărească silit și să vândă nuda proprietate a debitorului lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538).

**16.** Dacă nudul proprietar și uzufructuarul vând în același timp drepturile lor respective unei terțe persoane, prețul obținut, în afară de convenție contrară, se va împărți între ei în proporție cu valoarea dreptului fiecăruia dintre ei. (Laurent, VII, No. 35; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538).

**17.** Ipoteca consimțită de nudul proprietar asupra imobilului supus uzufructului, nu poartă în timpul duratei uzufructului decât asupra nudei proprietăți. (Demolombe, X, No. 659; Aubry et Rau,

ed. 5-a, II, § 233, p. 717; Daloz, Rép., Usufruit, No. 600; Suppl., Usufruit, No. 270; Laurent, VII, No. 36; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538).

**18.** Nudul proprietar are dreptul să aservească imobilul supus uzufructului, la servituți când ele nu aduc nici o atingere dreptului de folosință al uzufructuarului; în cazul când ar aduce o atingere dreptului de folosință al uzufructuarului, servituțile nu se vor exercita decât la încetarea uzufructului. (Demolombe, X, No. 659; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 717; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 270; Laurent, VII, No. 36; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538, 540).

**19.** În timpul uzufructului, nudul proprietar, are dreptul să ceară grănățuirea imobilului supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 659; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 717; Daloz, Rép., Usufruit, No. 602; Laurent, VII, No. 37; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538, 539).

**20.** Nudul proprietar are dreptul să vegheze la conservarea bunului supus uzufructului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 593; Suppl., Usufruit, No. 270).

**21.** Nudul proprietar are dreptul să facă reparațiunile mari la imobilul supus uzufructului, și uzufructuarul este obligat să le suporte, chiar fără indemnizație, și chiar dacă ar dură mai mult de patruzeci zile, principiile dela locațiune negăsindu-și aplicația în specie. (Proudhon, Usufruit, II, 874; Demolombe, X, No. 654 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 718; Daloz, Rép., Usufruit, No. 593; Suppl., Usufruit, No. 270; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 539).

**22.** Nudul proprietar poate reconstrui o clădire distrusă printr'un accident cum ar fi printr'un incendiu. (Proudhon, Usufruit, II, No. 874; Demolombe, X, 656; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 718; Daloz, Rép., Usufruit, No. 593; Laurent, VII, No. 39; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 539).

**23.** Nudul proprietar are dreptul ca în timpul duratei uzufructului să constrângă pe uzufructuar să facă reparațiunile de întreținere la imobilul supus uzufructului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1565; Daloz, Rép., Usufruit, No. 593; Suppl., Usufruit, No. 270; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 540).

**24.** Potrivit dispozițiunilor art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.), uzufructuarul nu poate cere, la încetarea uzufructului, vreo despăgubire pentru îmbunătățirile ce ar pretinde că a făcut, chiar când printr'insele ar fi sporit valoarea lucrului supus uzufructului. (Mourlon, ed. 7-a, I, 1566; Demolombe, X, No. 644; Daloz, Rép., Usufruit, No. 43; Laurent, VI, No. 486; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 535).

**25.** Prin cuvântul: «îmbunătățiri» înțelegându-se în art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.), după o părere, trebuiesc înțelese orice lucrări făcute pe fond sau adăugite la fond care îi măresc produsul, valoarea sau agrementul fără să fi avut de scop de a restabili, a întreține, a conserva sau a preveni pierderea fondului supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1437, 1441; Toullier, III, No. 427; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 297, nota 10; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 744; Suppl., Usufruit, No. 327; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 573; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1566, 1569, 1570; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 533, nota 2).

**26.** Astfel, în cuvântul: «îmbunătățiri» trebuiesc cuprinse orice construcțiuni noi. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1437, 1441; Toullier, III, No. 427; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 297, nota 10; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 744, 745; Suppl., Usufruit, No. 327; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 573).

**27.** După altă părere, prin cuvântul: «îmbunătățiri», trebuiesc înțelese numai lucrările făcute pe un fond de pământ sau într-o casă, în scopul de a le pune în o stare mai bună și pentru a le mări venitul sau agrementul. (Delvincourt, I, p. 517; Duranton, IV, No. 379; Demolombe, X, No. 645 urm.; Marcadé, Art. 555, No. 6; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 737; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 746; Suppl., Usufruit, No. 328; Laurent, VI, No. 487 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 533, nota 2, 535).

**28.** Prin urmare, după acest sistem, construcțiunile noi, când sunt simple lucrări adăugate la construcțiuni existente, nu intră în expresiunea de «îmbunătățiri» și uzufructuarul care le-a făcut va fi considerat ca un constructor de rea credință, care a construit pe terenul altuia. (Marcadé, Art. 555, No. 6; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 737; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 747; Suppl., Usufruit, No. 328; Comp.: Duranton, IV, No. 379; Laurent, VI, No. 275, 487 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1568 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 533, nota 2).

**29.** În ceea ce privește plantațiunile noi făcute de către uzufructuar pe fondul supus uzufructului, după o părere, ele nu pot fi considerate ca îmbunătățiri în sensul prevăzut de art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.) deoarece prin facerea lor se transformă și se schimbă substanța fondului iar nu se îmbunătățește. (Duranton, IV, No. 379; Demolombe, X, No. 643; Marcadé, Art. 555, No. 6; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 748; Suppl., Usufruit, No. 329; Laurent, VI, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 533, nota 2).

**30.** După acest sistem la plantațiunile noi făcute de uzufructuar pe fondul supus uzufructului se vor aplica dispozițiunile art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.). (Duranton, IV, No. 379; Demolombe, X, No. 643; Marcadé, Art. 555, No. 6; Dalloz, Rép.,

Usufruit, No. 748; Suppl., Usufruit, No. 329; Comp.: Laurent, VI, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 533, nota 2).

**31.** După altă părere, plantațiunile noi făcute de către uzufructuar pe fondul supus uzufructului, constituiesc simple îmbunătățiri, aplicându-se deci și lor dispozițiunile art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.) deoarece plantațiunile măresc numai venitul și agrementul fondului iar nu creează un lucru distinct de acest fond. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1441; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 737; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 320; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 563).

**32.** Defrișările, secarea bălților, facearea unui lac, etc., constituiesc simple îmbunătățiri oricare ar fi importanța lor. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 748).

**33.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă lucrările făcute de către uzufructuar pe fondul supus uzufructului constituiesc sau nu îmbunătățiri, aplicându-se prin urmare dispozițiunile art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.) sau ale art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 748).

**34.** Uzufructuarul nu are dreptul, ca la încetarea uzufructului său, să ridice sau să distrugă lucrările care constituiesc simple îmbunătățiri, în afară de excepțiunea prevăzută de partea ultimă a art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.) deoarece el nu poate reclama nici o despăgubire pentru facerea acestor îmbunătățiri. (Proudhon, Usufruit, II, No. 1128; Demolombe, X, No. 646 bis; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 535; Contra: Laurent, VI, No. 485, 491).

**35.** Uzufructuarul sau moștenitorii săi după o părere, au dreptul să ceară compensarea degradărilor ce se pretinde că au fost făcute la bunul supus uzufructului, cu îmbunătățirile făcute la acest fond. (Duranton, IV, No. 622; Demolombe, X, No. 647; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 737; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 751; Laurent, VI, No. 534).

**36.** După altă părere, uzufructuarul sau moștenitorii săi nu au dreptul să ceară ca îmbunătățirile ce le-au făcut să se compenseze cu degradările ce li se impută. (Massé et Vergé sur Zacharie, II, § 312, nota 2; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 566; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 535, 536).

**37.** Dispozițiunile art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea decât la îmbunătățirile făcute de către uzufructuar iar nu de către terțele persoane cum ar fi chiriașul sau arendașul lucrului supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1456; Demolombe, X, No. 644 bis, 649; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 204, nota 23, p. 401; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 330; Huc, IV, No. 204; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 567; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 536).



**38.** Astfel bărbatul dotat al femeii uzufructuare trebuie considerat ca o terță persoană în ceea ce privește îmbunătățirile făcute de el pe fondul supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 649; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 330; Huc, IV, No. 204; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 567; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 536).

**39.** Deasemenea fermierul uzufructuarului, trebuie considerat ca o terță persoană în ceea ce privește îmbunătățirile făcute de el pe fondul supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 649; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 752; Suppl., Usufruit, No. 330; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 567; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 536).

**40.** Cesionarul uzufructuarului, în ceea ce privește îmbunătățirile făcute de către el pe fondul supus uzufructului, nu poate fi considerat ca o terță persoană deoarece el a luat locul uzufructuarului în ceea ce privește drepturile și obligațiile sale cu privire la lucrul cedat. (Demolombe, X, No. 649; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 752; Suppl., Usufruit, No. 330; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 567; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 536, 537; Contra: Proudhon, Usufruit, III, No. 1456 urm.).

**41.** Dispozițiunile art. 599 c. civ. fr. (593 c. civ. rom.) în ceea ce privește îmbunătățirile făcute de uzufructuar, își găsesc aplicațiunea și la lucrurile mobile deși acest articol vizează în prim loc imobilele. (Demolombe, X, No. 650; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 753; Suppl., Usufruit, No. 331; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 568; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 537).

**42.** Uzufructuarul care a reconstruit în întregime o casă dărâmată de vechime sau din cauza unui accident, are dreptul să ceară valoarea construcției la sfârșitul uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1450; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 757; Suppl., Usufruit, No. 332).

**43.** Potrivit dispozițiilor art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.), uzufructuarul sau moștenitorii săi au dreptul să ridice oglinzile, tablourile și alte ornamente, pe cari le-ar fi așezat în imobilul supus uzufructului, cu îndatorirea de a restabili localul în starea care a fost la începerea

uzufructului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1567; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 739; Suppl., Usufruit, No. 326; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 534).

**44.** Uzufructuarul are dreptul să ridice din imobilul supus uzufructului, chiar lucrurile care, fiind așezate de el, ar fi devenit imobile prin destinațiune, dacă ar fi fost așezate de către proprietar. (Demolombe, X, No. 642; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 737; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 740; Suppl., Usufruit, No. 326; Laurent, VI, No. 486; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 534; Contra: Proudhon, Usufruit, III, No. 1442).

**45.** Chiar în cazul când oglinzile ar forma o unire cu lemnăria camerei, uzufructuarul are dreptul să le ridice la încetarea uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 739).

**46.** Uzufructuarul are dreptul să ridice, la încetarea uzufructului statuele, chiar dacă ar fi așezate în nișe special construite pentru a fi așezate acolo. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 740; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 534).

**47.** Uzufructuarul nu are dreptul să ridice lucrurile mobile puse de el pe fond și cari au devenit imobile prin natura lor deoarece ele sunt dobândite nudului proprietar în virtutea dreptului de accesiune. (Demolombe, X, No. 642, 646; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 737; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 739 urm.; Suppl., Usufruit, No. 326; Laurent, VI, No. 486; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 535).

**48.** Uzufructuarul are dreptul să ridice obiectele mobiliare puse pe fond pentru uzul său sau pentru exploatare și cari nu au nici o aderență de fond. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 534).

**49.** Dacă uzufructuarul a achitat sarcini cari afectau atât nuda proprietate cât și uzufructul, el are dreptul a cere restituirea cheltuielilor, la încetarea uzufructului, plus dobânzi dela data stingerei uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 735; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 333; Laurent, VII, No. 99).

**50.** A se vedea: art. 536 din codul civil cu notele respective.

#### Secțiunea II. — Despre obligațiunile uzufructuarului.

**Art. 540.** — Uzufructuarul ia lucrurile în starea în care se află; el însă nu poate intra în folosința lor, decât după ce va face în prezența proprietarului, sau după ce-l va chema formal, inventariul lucrurilor mișcătoare și constatarea stărei în care se vor afla cele nemișcătoare, supuse uzufructului (Civ. 462 urm., 472 urm., 536, 545, 566, 620, 705, 889, 895, 899, 1243, 1324, 1421, 1432; Pr. civ. 675; Civ. Fr. 600).

*Text. fr. Art. 600.* — L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont; mais il ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser, en présence du propriétaire, ou lui dûment, appelé, un inventaire des meubles et un état des immeubles sujets à l'usufruit.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act sub semnătură privată 7.	Inceperea uzufructului 2, 3, 4, 8, 23, 4, 28.
Beneficiu de inventar 15.	Inceput de dovadă scrisă 29, 30.
Boală 12.	Incetarea uzufructului 1, 22, 27.
Bun părinte de familie 1.	Inventar 5—30, 33—36.
Cheltuieli 12, 14, 15, 36.	Legat 10.
Citare 9—13, 36.	Lucruri consumptibile 19, 22.
Colegatori 10.	Majoritate 7.
Comert 21.	Mandat 12.
Comoștenitori 10.	Marturi 29, 30.
Conservarea substanței 1.	Mobile 5—30, 33—36.
Constatarea stării imobilelor 5, 9, 14, 15, 13—23, 31—36.	Obligațiunile uzufructuarului 1 urm.
Consumptibile lucruri 19, 22.	Opozabilitate 13.
Cotitate disponibilă 35.	Ordine publică 4, 33, 34, 35.
Daune-interese 25.	Părinte de familie 1.
Derogare 4, 33, 34, 35, 36.	Prezumpțiuni 31, 32.
Descriere 16.	Probă 29, 30, 32.
Donațiune 20.	Reparațiuni 3.
Dovadă 29, 30, 32.	Restituire 1, 22.
Echivalente 8.	Rezervă succesorală 35.
Estimațiune 6, 17—22.	Sechestru 26.
Evaluare 6, 17—22.	Succeșiune 15, 35.
Folosință 1.	Testament 10, 35.
Fond de comert 21.	Universalitate de bunuri 15.
Fruite 23, 24.	Uzufact 1 urm.
Imobile 5, 9, 14, 15, 23—28, 31—36.	

Doctrină.

**1.** Obligațiunile principale ale uzufructuarului din care nasc și alte obligațiuni, sunt trei: 1) de a conserva substanța lucrului supus uzufructului; 2) de a se bucura de lucrul supus uzufructului ca un bun părinte de familie și 3) de a restitui nudului proprietar lucrul, la sfârșitul uzufructului. (Planiol et Ripert, III, No. 830 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 482).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 600 c. civ. fr. (540 c. civ. rom.), uzufructuarul la intrarea sa în folosință, va lua lucrurile supuse uzufructului în starea în care se vor afla. (Proudhon, Usufuit, III, No. 1643; Toullier, III, No. 443; Demolombe, X, No. 458; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 680; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 623; Matei Cantacuzino, p. 163; Plastara, II, p. 255, nota 1).

**3.** Uzufructuarul la intrarea în folosință trebuind să ia lucrurile în starea în care se află, nu are dreptul să ceară ca nudul proprietar să i le puie la dispoziție în stare bună, făcându-i reparațiile. (Proudhon, Usufuit, III, No. 1643 urm.; Toullier, III, No. 443; Demolombe, X, No. 458; Moulon, I, No. 1499; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 680; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 623; Laurent, VI, No. 371; Huc, IV, No. 211; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 638; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 483; Matei Cantacuzino, p. 163; Plastara, II, p. 255, nota 1).

**4.** Părțile pot derogă dela dispozițiile art. 600 c. civ. fr. (540 c. civ. rom.) care arată că uzufructuarul va lua lucrurile supuse uzufructului în starea în care se vor afla deoarece aceste dispozițiuni nu sunt de ordine publică, și se poate stipula în actul constitutiv ca nudul proprietar să puie la dispoziția uzufructuarului lucrurile în stare bună. (Laurent, VI, No. 371; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 638; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 483, 484; Matei Cantacuzino, p. 162, 163).

**5.** Aceleași principii sunt aplicabile atât inventarului lucrurilor mobile supuse uzufructului cât și constatării stării imobilelor, deoarece ambele sunt guvernate de același principiu. (Dalloz, Rép., Usufuit, No. 373; Laurent, VI, No. 499; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 648; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 489).

**5 bis.** Inventarul lucrurilor mobile supuse uzufructului, nu trebuie făcut de către uzufructuar decât în momentul intrării sale în folosința lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, nota 1, p. 670; Huc, IV, No. 212).

**6.** Nudul proprietar are dreptul să ceară dela tribunal, care urmează să aprecieze, după facerea inventarului, verificarea inventarului și facerea estimațiunei lucrurilor mobile cuprinse în inventar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, nota 1, p. 670; Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 164; Huc, IV, No. 212).

**7.** În cazul când nudul proprietar și uzufructuarul sunt majori și capabili de a dispune de drepturile lor, și știu carte, ei pot face inventarul lucrurilor mobile supuse uzufructului, de comun acord printr'un act sub semnătură privată. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 670; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 373; Suppl., Usufuit, No. 158; Laurent, VI, No. 493; Huc, IV, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 641; Planiol et Ripert, III, No. 820, 822; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota; Nacu, I, p. 826; Comp.: Demolombe, X, No. 465).

**8.** Cu toate că art. 600 c. civ. fr. (540 c. civ. rom.) prevede facerea inventarului înainte ca uzufructuarul să intre în folosința lucrurilor mobile supuse uzufructului, totuși acest inventar poate fi înlocuit prin echivalente, cum ar fi o declarație făcută de părțile interesate de comun acord. (Dalloz, Rép., Usufuit, No. 382; Suppl., Usufuit, No. 172; Laurent, VI, No. 493; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 641; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, nota 9, p. 672).

**9.** Inventarul lucrurilor mișcătoare și constatarea stării în care se află imo-

bilele supuse uzufructului nu pot fi făcute decât în prezența nudului proprietar sau după ce va fi chemat formal, deoarece prezența sa este necesară pentru a garanta sinceritatea acestei operațiuni. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 379; Planiol et Ripert, III, No. 820; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 484, text și nota 5; Nacu, I, p. 826; Matei Cantacuzino, p. 162; Plastara, II, p. 255).

**10.** La inventar trebuie chemate toate părțile interesate cum sunt toți moștenitorii sau toți colegatarii. (Proudhon, Usufruit, II, No. 788; Demolombe, X, No. 466; Daloz, Rép., Usufruit, No. 379; Suppl., Usufruit, No. 163; Huc, IV, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 640; Planiol et Ripert, III, No. 820, p. 764, nota 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 484, nota 5).

**11.** În cazul când nudul proprietar chemat formal la facerea inventarului, nu se prezintă, operațiunea se va face în lipsa sa. (Demolombe, X, No. 466; Daloz, Rép., Usufruit, No. 379; Suppl., Usufruit, No. 163; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota).

**12.** Dacă nudul proprietar nu se prezintă la facerea inventarului, cu toate că a fost formal chemat, din cauză de boală sau din cauză că nu a putut trimite un mandatar, el nu are dreptul să ceară facerea unui nou inventar, chiar dacă ar cere să depeie cheltuelile ocazionate de această a doua operațiune. (Demolombe, X, No. 466; Daloz, Rép., Usufruit, No. 380; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota).

**13.** În cazul când inventarul a fost făcut fără chemarea nudului proprietar, el nu este opozabil acestuia. (Demolombe, X, No. 466; Laurent, VI, No. 492; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 484, nota 5).

**14.** Cheltuelile facerii inventarului lucrurilor mobile și constatarea stărei imobilelor supuse uzufructului, privesc pe uzufructuar. (Proudhon, Usufruit, II, No. 792; Demolombe, X, No. 461 bis; Mourlon, I, No. 1573; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 670; Daloz, Rép., Usufruit, No. 381; Suppl., Usufruit, No. 159; Laurent, VI, No. 496; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 642; Planiol, I, No. 2765; Planiol et Ripert, III, No. 820; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 486).

**15.** În cazul când uzufructul este privitor la o universalitate sau cota parte a unei succesiuni, primită sub beneficiu de inventar, inventarul lucrurilor mobile va fi făcut pe cheltueala succesiunii deoarece profită și moștenitorilor, însă constatarea stării lucrurilor nemisțătoare se va face pe cheltueala uzufructuarului, deoarece această constatare nu este necesară moștenitorilor. (Duranton, IV, No. 493; Demolombe, X, No. 461 bis, 463; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 671; Daloz, Rép., Usufruit, No. 381; Laurent, VI, No. 496; Baudry et Chauveau, Des biens, No.

642; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 486).

**16.** În inventar trebuie să se facă o descriere fidelă a tuturor lucrurilor mobile supuse uzufructului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 384; Suppl., Usufruit, No. 160; Planiol et Ripert, III, No. 819; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 484, 485; Plastara, II, p. 255).

**17.** Nu este necesar a se trece în inventar evaluarea lucrurilor mobile supuse uzufructului, deoarece nu este cerută de lege. (Demolombe, X, No. 467; Daloz, Rép., Usufruit, No. 374; Suppl., Usufruit, No. 160; Laurent, VI, No. 495; Huc, IV, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 643; Planiol et Ripert, III, No. 819; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota).

**18.** Când însă titlul constitutiv al uzufructului prevede în mod expres a se face evaluarea, în inventarul dresat trebuie a se trece și evaluarea lucrurilor mobile supuse uzufructului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 375).

**19.** Deasemenea se va face evaluarea în inventar când uzufructul cuprinde lucruri consumptibile sau destinate să fie vândute și înlocuite. (Demolombe, X, No. 467; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 160; Planiol et Ripert, III, No. 819; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota).

**20.** Deasemenea se va face evaluarea în inventar, potrivit dispozițiunilor art. 948 c. civ. fr. (827 c. civ. rom.) când uzufructul este constituit prin donațiune între vii. (Demolombe, X, No. 467; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 160; Huc, IV, No. 212; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota).

**21.** Fondurile de comerț și clientela adică vadul comercial constituite în uzufruct, trebuie evaluate în inventar. (Demolombe, X, No. 467; Daloz, Rép., Usufruit, No. 203; Planiol et Ripert, III, No. 819; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 485, nota).

**22.** Pentru lucrurile cari fără a se consuma de îndată, se strică cu vremea, prin întrebuințare, dacă ele sunt evaluate, această evaluare nu echivalează cu o vânzare, afară de convenție contrară, ci servește numai pentru a determina valoarea lucrurilor în cazul când potrivit dispozițiilor art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.) uzufructuarul nu le va restitui în natură la încetarea uzufructului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 376; Suppl., Usufruit, No. 161, 162; Laurent, VI, No. 495; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 643; Planiol et Ripert, III, No. 819).

**23.** Uzufructuarul, după o părere, nu are dreptul la fructe până nu face inventarul lucrurilor mobile și constatarea stării imobilelor supuse uzufructului, deoarece potrivit dispozițiunilor art. 600 c. civ. fr. (540 c. civ. rom.) el nu poate intra în folosință fără să fi îndeplinit aceste formalități. (Proudhon, Usufruit, II, No. 793; Daloz, Rép., Usufruit, No. 383; Suppl.

Usufruit. No. 166; Comp.: Laurent. VI, No. 501).

**24.** După altă părere, dominantă, uzufruituarul nu pierde dreptul la fructe în cazul când nu a făcut inventarul lucrurilor mobile și constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului. (Duranton, IV, No. 593; Demolombe, X, No. 470; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 441 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 671; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 384; Suppl., Usufruit, No. 166; Huc, IV, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 644; Planiol, I, No. 2766; Planiol et Ripert, III, No. 823; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 486).

**25.** În cazul când uzufruituarul nu a făcut inventarul și constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului, nudul proprietar are dreptul să ceară constrângerea uzufruituarului la îndeplinirea acestor formalități și chiar condamnarea sa la daune-interese. (Proudhon, Usufruit, II, No. 794; Demolombe, X, No. 469; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 672; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 384; Suppl., Usufruit, No. 167; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 486, 487; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 823).

**26.** În cazul când uzufruituarul nu a făcut inventarul și constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului, tribunalele au dreptul să fixeze un termen pentru facerea acestor formalități, iar în cazul când uzufruituarul nu se conformează acestei injoncțiuni, bunurile vor fi puse sub sechestrul. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 644).

**27.** Uzufruituarul nu pierde însă dreptul său de uzufruct lin cauză că nu a făcut inventarul lucrurilor mobile și constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului, deoarece legea nu prevede această decădere. (Proudhon, Usufruit, II, No. 793; Demolombe, X, No. 471; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 671; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 169; Laurent, IV, No. 500; Huc, IV, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 644; Planiol, I, No. 2766; Planiol et Ripert, III, No. 823; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 487).

**28.** Chiar dacă nudul proprietar nu a cerut uzufruituarului să facă inventarul lucrurilor mobile și constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului înainte de data intrării uzufruituarului în folosința lor, el nu pierde dreptul de a cere facerea acestor formalități după această dată. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, text și notele 7, 8, p. 473; Planiol et Ripert, III, No. 821, 823; Comp.: Nacu, I, p. 827).

**29.** În cazul când uzufruituarul nu a făcut inventarul prevăzut de art. 600 c. civ. fr. (540 c. civ. rom.), nudul proprietar are dreptul după o părere să stabilească prin orice mijloace de dovadă, chiar martori, obiectele supuse uzufruitului, fără să fie nevoie de existența unui început de probă scrisă. (Proudhon, Usufruit, II, No.

794; Demolombe, X, No. 472; Mourlon, I, No. 1574; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 441 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 671; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 377; Suppl., Usufruit, No. 168; Huc, IV, No. 212; Nacu, I, p. 827; Matei Cantacuzino, p. 162; Plastara, II, p. 255).

**30.** După altă părere, în cazul când nu s'a făcut inventarul lucrurilor mobile supuse uzufruitului, cătimea obiectelor supuse uzufruitului, nu poate fi dovedită cu martori, fără un început de probă scrisă, deoarece nudul proprietar nu se găsește în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă întrucât putea constrânge pe uzufruituar să facă inventar, sau să-l facă chiar el însuși. (Laurent, VI, No. 503; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 645; Planiol, I, No. 2863; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 487).

**31.** În cazul când uzufruituarul nu a făcut constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului, după o părere, el este presupus că le-a primit în stare bună. (Proudhon, Usufruit, II, No. 795; Toullier, III, No. 424; Demolombe, X, No. 479; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 671; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 377; Suppl., Usufruit, No. 168; Nacu, I, p. 827; Matei Cantacuzino, p. 162; Plastara, II, p. 255).

**32.** După altă părere, în cazul când uzufruituarul nu a făcut constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului, nudul proprietar va trebui să facă dovada stării imobilelor la predarea lor uzufruituarului, prezumpțiunea legală că imobilele s'au predat în stare bună negăsindu-și aplicațiunea în această materie. (Laurent, VI, No. 504; Huc, IV, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 645; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 487, 488).

**33.** Dispozițiunile art. 600 c. civ. fr. (540 c. civ. rom.), după o părere sunt de ordine publică și uzufruituarul nu poate fi dispensat prin actul constitutiv al uzufruitului, să facă inventarul lucrurilor mobile și constatarea stării imobilelor supuse uzufruitului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 800 um.; Demolombe, X, No. 473; Mourlon, I, No. 1585; Laurent, VI, No. 497 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 646; Planiol, I, No. 2765; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 488, 489).

**34.** După a doua părere, constitutivul uzufruitului are dreptul ca prin actul constitutiv al uzufruitului să dispenseze pe uzufruituar de facerea formalităților prevăzute de art. 600 c. civ. fr. (540 c. civ. rom.). (Merlin, Rép., Usufruit, § 2, No. 2; Duranton, IV, No. 598; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 388; Nacu, I, p. 827; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 486).

**35.** După a treia părere, dominantă, în cazul când nu există moștenitori rezervați ai constitutivului uzufruitului, dispensa de inventar sau de constatarea a stării imobilelor cuprinse în uzufruct,

este valabilă, însă în cazul când nudul proprietar este moștenitor rezervatar al constitutorului uzufructului și când uzufructul lăsat prin testament este sau este aproape echivalent coticității disponibile, dispensa de inventar nu este operantă. (Toullier, III. No. 420; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II. No. 441; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 673; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 390; Laurent, VI, No. 497; Huc, IV, No. 213; Comp.: Planiol et Ripert, III. No. 821; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 814; Nacu, I, p. 827).

**36.** În cazul când dispensa de inventar sau de constatare a stării imobilelor

supuse uzufructului, este valabilă, nudul proprietar are dreptul să ceară facerea acestor formalități pe cheltuiala lui în prezența uzufructuarului sau după ce-l va chema formal. (Proudhon, Usufruit, II, No. 800; Duranton, IV, No. 599; Demolombe, X, No. 474; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 307, nota 9, p. 129; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 441 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 672; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 390; Suppl., Usufruit, No. 170; Laurent, VI, No. 497; Huc, IV, No. 213; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 646; Planiol et Ripert, III, No. 821).

**Art. 541.** — Este dator a da cauțiune, că se va folosi ca un bun părinte de familie, de nu va fi scutit prin actul constitutiv al uzufructului; cu toate acestea tații, mamele ce vor avea uzufructul legal al averii copiilor lor, vânzătorul sau donatorul care și-au rezervat uzufructul, nu sunt obligați a da cauțiune. (Civ. 338, urm., 390, 517, 540, urm., 566, 567, 1080, 1244, 1429, 1564, 1633, 1652 urm., 1657, 1659, 1660, 1675 urm., 1767; Pr. civ. 392 urm.; L. de expropriere pentru cauză de utilitate publică, 50 § 3; Civ. Fr. 601).

*Text. fr. Art. 601.* — Il donne caution de jouir en bon père de famille, s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit; cependant, les père et mère ayant l'usufruit légal du bien de leurs enfants, le vendeur ou le donateur sous réserve d'usufruit, ne sont pas tenus de donner caution.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Abuz de folosință 23-26, 35, 56, 68, 69, 71.  
Amanet 42, 43, 44, 45.  
Aprecieră suverană 26, 27, 54.  
Asigurare 15-20.  
Bun gospodar 2.  
Bun părinte de familie 1, 23, 24, 28, 31, 50, 61, 62, 71.  
Capacitate 40.  
Casa de depuneri și consemnțiauni 45.  
Cauțiune 28-77.  
Caz fortuit 10, 13.  
Condițiune 34.  
Conservare 56, 59, 60.  
Coproprietari 32, 33.  
Creditori 74, 75, 76, 77.  
Cuasi-usufruct 29.  
Culpă 6, 7, 12, 13, 14, 26, 27.  
Cultura pământului 4.  
Dare în plată 66.  
Daune-interese 7, 8, 9, 11-14, 25.  
Debitor 30.  
Deconfitură 57.  
Defrișare 4.  
Degradări 7, 41.  
Destinație 1, 3, 4, 5.  
Dispensă 46-66, 68.  
Divorț 48.  
Dobânzi 19.  
Domiciliu 40.  
Donațiune 27, 47, 62, 63, 64, 67, 68, 74-77.  
Dotă 49.  
Dovadă 12, 13.  
Efecte 55.  
Expropriere silită 74, 75, 76, 77.  
Faliment 57.  
Foc 11-14, 17, 19, 20.  
Fongibile lucruri 29.  
Forță majoră 10, 13.  
Gaj 42, 43, 44, 45.  
Gospodar bun 2.  
Greșeală 6, 7, 12, 13, 14, 26, 27.  
Imbunătățiri 4, 5.  
Imobile 41, 71, 73.  
Incendiu 11-14, 17, 19, 20.  
Începerea uzufructului 35, 37, 60.  
Încetarea uzufructului 24, 25, 59, 70.  
Insolvabilitate, a se vedea cuvântul: „Solvabilitate”.  
Inventar 36, 53.  
Ipotecă 42, 43, 44.  
Legat, a se vedea cuvântul: „Testament”.  
Licitație 58, 59.  
Locatar 14.  
Lucruri fongibile 29.  
Mamă 47, 48, 61.  
Minoritate 47, 61.  
Mobile 41, 70, 72, 73.  
Neglijență 6, 7, 13, 14, 26, 27.  
Notificare 8, 9, 12, 75.  
Ordine publică 63.  
Părinte de familie 1, 23, 24, 28, 31, 50, 61, 62, 71.  
Plată 66.  
Prezumpțiune 39.  
Probă 12, 13.  
Reîntrebuințare 59.

Rentă 58, 59.  
Reparații 8.  
Responsabilitate, a se vedea cuvântul: „Daune-interese”.  
Restituire 29, 59, 70, 72.  
Rezerva succesorală 50, 52.  
Rezervarea nudei proprietăți 67.  
Rezervarea uzufructului 47, 62-66, 68.  
Sacramentali termeni 52.  
Schimb 65.  
Solvabilitate 40, 41, 57, 60.

Sucesiune 34, 50, 52.  
Suverană apreciere 26, 27, 54.  
Tatăl 47, 48, 61.  
Termeni sacramentali 51.  
Testament 27, 34.  
Titluri la purtător 21.  
Titluri nominative 22.  
Urmărire silită 74, 75, 76.  
Uzufruct 1 urm.  
Uzufruct legal 47, 61.  
Uzurpare 9.  
Vindere-cumpărare 47, 62, 63, 64, 74-77.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 601 c. civ. fr. (541 c. civ. rom.), uzufructuarul trebuie să se folosească de bunurile supuse uzufructului ca un bun părinte de familie, adică așa cum s'ar folosi însuși proprietarul, luând în considerație destinația lor înainte de constituirea uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 701; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 487; Laurent, VI, No. 525; Planiol et Ripert, III, No. 830, urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 491, text și nota 1; Nacu, I, p. 830, 831; Matei Cantacuzino, p. 166; Plastara, II, p. 258).

**2.** Uzufructuarul este obligat a se folosi de lucrurile supuse uzufructului ca un bun gospodar, cu băgarea de seamă a tuturor oamenilor în general, iar nu

cu aceea ce ar pune-o în administrarea propriilor sale bunuri. (Demolombe, X, No. 627; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 701; Laurent, VI, No. 526; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 669, 670; Planiol et Ripert, III, No. 831; Comp.: Dalloz, Rép., Usufruit, No. 487; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 491, nota 1; Nacu, I, p. 830; Matei Cantacuzino, p. 166).

**3.** Cu toate că uzufructuarul este obligat a se folosi de lucrul supus uzufructului după destinația lui și la uzul pe care îl fixase constituitorul, totuși uzufructuarul are dreptul să scoată un venit din lucrurile pe care constituitorul neglija să le pună în valoare. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 487).

**4.** Astfel uzufructuarul are dreptul să defrișeze un teren pentru a-l cultiva și a-l planta. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 488).

**5.** În cazul însă când, ameliorările ce voește a le face uzufructuarului îi folosesc numai lui și ar fi de natură să aducă o alterație fondului, micșorând pe viitor valoarea sa productivă, uzufructuarul nu are dreptul să le facă. (Demolombe, X, No. 631; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 309; text și nota 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 701; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 488; Laurent, VII, No. 532; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 670; Planiol, I, No. 2816; Planiol et Ripert, III, No. 831; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 491, nota 1).

**6.** Uzufructuarul trebuie să ca în gestiunea sa să întrebuinteze o prudență ordinară, fiind răspunzător de greșelile și neglijența sa. (Demolombe, X, No. 626, 627; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 701; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 490; Suppl., Usufruit, No. 231; Laurent, VI, No. 526; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 670; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 491, nota 1).

**7.** Uzufructuarul este răspunzător de degradările aduse lucrurilor supus uzufructului prin faptul său sau din neglijența sa. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 491, 495; Suppl., Usufruit, No. 233; Planiol et Ripert, III, No. 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 491, nota 1; Nacu, I, p. 830).

**8.** Uzufructuarul este obligat să anunțe pe nudul proprietar de necesitatea reparațiilor mari, fiind răspunzător de daunele cauzate bunului supus uzufructului, nefacerea la timp a acestor reparațiuni neanunțate. (Demolombe, X, No. 338; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 494; Suppl., Usufruit, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 492, nota).

**9.** Uzufructuarul este obligat să anunțe pe nudul proprietar de uzurpările aduse fondului de către terțele persoane, fiind răspunzător de consecințele neanunțării la timp. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 491, 494; Suppl., Usufruit, No. 233; Planiol et Ripert, III, No. 832).

**10.** Din dispozițiile art. 615 și 616

c. civ. fr. (555 și 556 c. civ. rom.), rezultă că uzufructuarul nu este răspunzător de cazurile fortuite și de forța majoră. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 233; Laurent, VI, No. 507; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 492, nota).

**11.** În cazul când lucrul supus uzufructului piere prin incendiu, după o părere, uzufructuarul scapă de orice responsabilitate dacă dovedește că lucrul a pierit prin incendiu. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1551; IV, No. 1563; Demolombe, X, No. 628).

**12.** După această părere, proprietarul este obligat să dovedească vina sau greșeala uzufructuarului care a cauzat incendiul lucrului supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1551; IV, 1563; Demolombe, X, No. 628).

**13.** După altă părere, dominantă, în cazul când lucrul piere prin incendiu, uzufructuarul este răspunzător către nudul proprietar, afară de cazul când dovedește că incendiul a avut loc fără greșeala sa, deoarece incendiul nu constituie prin el însuși un caz fortuit. (Larombière, Obligations, II, Art. 1148, No. 9 urm.; Troplong, Louage, II, No. 363 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 702; Dalloz, Rép., Louage, No. 364; Usufruit, No. 496; Suppl., Louage, No. 216; Usufruit, No. 235 urm.; Laurent, VI, No. 529; XXV, No. 305; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 492, nota; Nacu, I, p. 832, 833).

**14.** Dacă incendiul lucrului supus uzufructului este datorit neglijenței locatarului, uzufructuarul nu este răspunzător față de nudul proprietar de paguba cauzată dacă nu i se poate imputa nici o culpă. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1569; Demolombe, X, No. 629; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 702; Laurent, VI, No. 529; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 492, nota).

**15.** Uzufructuarul nu este obligat să asigure imobilul supus uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 702; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 237; Laurent, VI, No. 530; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 759; Planiol, I, No. 2817; Planiol et Ripert, III, No. 833; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 493, nota).

**16.** Uzufructuarul nu este obligat să continue asigurarea începută de proprietar, deoarece legea nu-l obligă la aceasta. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 702; Laurent, VI, No. 530; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 759; Planiol, I, No. 2817; Planiol et Ripert, III, No. 833; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 493, nota; Plastara, II, p. 258).

**17.** Asigurarea imobilului supus uzufructului de către uzufructuar, trebuie considerată ca făcută atât în interesul uzufructuarului cât și în interesul proprietarului; în caz de incendiu, și deci de plată a indemnității, uzufructuarul se va folosi de acest capital cu obligația de a-l restitui, la sfârșitul uzufructului, nudului proprietar, deducându-se primele asigu-

rării plătite de către uzufructuar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, text și nota 9, p. 702; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 238; Laurent, VI, No. 530; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 750; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 493, nota; Plastara, II, p. 258).

**18.** In cazul când asigurarea a fost făcută de către uzufructuar numai în interesul său, ea încetează la sfârșitul uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 702).

**19.** In cazul când asigurarea s'a făcut de către nudul proprietar, dacă imobilul piere prin incendiu, după o părere, uzufructuarul are dreptul numai la dobânzile indemnității plătite, neavând dreptul să pretindă nudului proprietar ca să reclădească imobilul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 702).

**20.** După altă părere, în acest caz, uzufructuarul nu are dreptul să profite de indemnitate, deoarece asigurarea s'a făcut exclusiv în interesul nudului proprietar. (Hettier, Assurances terrestres, p. 177; Laurent, VI, No. 530; VII, No. 47).

**21.** Uzufructuarul titlurilor la purtător, având dreptul să se bucure de ele ca și proprietarul, nu i se poate impune o formă oarecare de titlu, care ar fi de natură să modifice exercițiul folosinței sale. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 114).

**22.** Dacă uzufructul poartă asupra titlurilor nominative, nu se poate schimba forma lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 115).

**23.** In cazul când uzufructuarul nu se folosește de lucrul supus uzufructului, ca un bun părinte de familie, nudul proprietar are dreptul să-l acționeze pentru abuz de folosință. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2094; Demolombe, X, No. 573, 632; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 718; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 500; Suppl., Usufruit, No. 239; Laurent, VI, No. 533; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 494; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 832).

**24.** Acțiunea de abuz de folosință a nudului proprietar în contra uzufructuarului, poate fi introdusă îndată ce uzufructuarul nu se folosește de bunul supus uzufructului, ca un bun părinte de familie, iar nu la sfârșitul uzufructului. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2094; Demolombe, X, No. 573, 632; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 718; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 500; Suppl., Usufruit, No. 239; Laurent, VI, No. 533; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 494).

**25.** In cazul când nudul proprietar nu voeste să ceară încetarea uzufructului pentru abuz de folosință, el are dreptul să ceară obligarea uzufructuarului la repararea daunei cauzate. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2094; Demolombe, X, No. 573, 632; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233,

p. 718; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 239; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 494).

**26.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă există sau nu culpă din partea uzufructuarului în folosința sa asupra bunului supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 627; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 492, nota; Nacu, I, p. 831).

**27.** Culpă uzufructuarului va fi apreciată mai cu severitate în cazul când uzufructul este constituit cu titlu gratuit decât în cazul când uzufructul este constituit cu titlu oneros. (Demolombe, X, No. 627; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 491, nota 1; Nacu, I, p. 831).

**28.** Potrivit dispozițiilor art. 601 c. civ. fr. (541 c. civ. rom.) orice uzufructuar, în principiu, este dator a da cautiune că se va folosi de lucrurile supuse uzufructului, ca un bun părinte de familie. (Demolombe, X, No. 483; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 673; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 413; Laurent, VI, No. 520; Planiol et Ripert, III, No. 824; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490, 491; Nacu, I, p. 828; Matei Cantacuzino, p. 162; Plastara, II, p. 256).

**29.** Chiar în cazul când obiectul uzufructului îl formează lucruri fongibile cari devin proprietatea uzufructuarului, acesta este obligat să dea cautiune, care va asigura restituirea obiectului supus quasi-uzufructului. (Demolombe, X, No. 481; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 442 bis. I; Laurent, VI, No. 505; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 496; Plastara, II, p. 256, nota 1).

**30.** Deasemenea este obligat a da cautiune chiar debitorul căruia creditorul i-a dat în uzufruct datoria sa. (Demolombe, X, No. 481; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 412; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 497, nota).

**31.** Uzufructuarul trebuie să dea cautiunea de a se folosi de lucrul supus uzufructului ca un bun părinte de familie, nudului proprietar ale acestui lucru. (Proudhon, Usufruit, II, No. 818; Demolombe, X, No. 482; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 494; Matei Cantacuzino, p. 162).

**32.** In cazul când sunt mai mulți nuzi proprietari, cautiunea va fi dată fiecăruia dintre ei în proporție cu drepturile sale. (Proudhon, Usufruit, II, No. 818; Demolombe, X, No. 482; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 494).

**33.** In cazul când nuzii proprietari nu se înțeleg în privința primirii cautiunii, ei vor fi chemați în judecată care urmează a decide. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 409).

**34.** In cazul când nuda proprietate este lăsată unei persoane sub condițiune,

cauțiunea trebuie să se oblige sub o alternativă către legatarul condițional și către moștenitorul chemat a culege bunul în locul legatarului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 818; Duranton, IV, No. 612 urm.; Demolombe, X, No. 482; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 410).

**35.** Cauțiunea trebuie dată la începutul uzufructului deoarece are de scop să apere pe nudul proprietar în contra abuzului de folosință al uzufructuarului și a insolvabilității uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 483; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 673; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 207; Laurent, VI, No. 520; Planiol et Ripert, III, No. 824; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490).

**36.** Numai după facerea inventarului se poate măsura întinderea garanției. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 207).

**37.** Uzufructuarul nu poate cere predarea lucrului supus uzufructului înainte de a da cauțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490, nota 4).

**38.** Dacă nudul proprietar a lăsat pe uzufructuar să intre în folosința bunurilor supuse uzufructului, fără a fi dat în prealabil cauțiunea, această cauțiune poate fi cerută oricând de către nudul proprietar. (Proudhon, Usufruit, II, No. 815; Demolombe, X, No. 484; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 673; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 208; Laurent, VI, No. 520; Planiol et Ripert, III, No. 825; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490, nota 4).

**39.** Dreptul nudului proprietar de a cere dela uzufructuar cauțiunea este imprescriptibil deoarece izvorăște din lege nu din convenție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 494).

**40.** Cauțiunea dată de către uzufructuar trebuie, potrivit dispozițiilor art. 2018, 2019 și 2040 din c. civ. fr. (1659, 1660 și 1675 c. civ. rom.) să îndeplinească cerințele prevăzute de aceste articole cu privire la capacitatea, domiciliul și solvabilitatea sa. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 674; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 396; Suppl., Usufruit, No. 175; Laurent, VI, No. 506; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 650; Planiol et Ripert, III, No. 824; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 495; Nacu, I, p. 829; Plastara, II, p. 256).

**41.** Solvabilitatea cauțiunii trebuie apreciată în raport cu valoarea lucrurilor mobile și cu valoarea degradărilor pe care le-ar putea aduce uzufructuarul asupra imobilelor supuse uzufructului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 819 urm.; Demolombe, X, No. 502; Marcadé, Art. 601, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 675; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 396; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 651; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 495).

**42.** În cazul când uzufructuarul, nu găsește cauțiune, după o părere, bazată pe dispozițiile art. 602 și 603 c. civ. fr. (542 și 543 c. civ. rom.), cauțiunea nu poate fi înlocuită prin o garanție echi-

valentă cum ar fi un gaj sau ipotecă. (Proudhon, Usufruit, II, No. 848; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 398).

**43.** După a doua părere, bazată pe dispozițiile art. 2041 c. civ. fr. (1676 c. civ. rom.), uzufructuarul care nu poate da o cauțiune, poate oferi un gaj însă nu o ipotecă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, text și nota 16, p. 674; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 398; Suppl., Usufruit, No. 176; Laurent, VI, No. 500).

**44.** După a treia părere, dominantă, uzufructuarul poate înlocui cauțiunea printr'un gaj sau ipotecă. (Taulier, Théorie raisonnée du code civil, II, p. 322; Toullier, III, No. 422; Duranton, IV, No. 603; Demolombe, X, No. 505; Marcadé, Art. 603, No. 1; Troplong, Cautionnement, No. 592; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 398; Suppl., Usufruit, No. 176; Pont, Petits contrats, II, No. 218; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 651; Planiol et Ripert, III, No. 826; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 495, 496; Nacu, I, p. 829).

**45.** Uzufructuarul în loc de cauțiune, poate depune la Casa de depuneri și consemnații drept garanție o sumă de bani; această depunere este suficientă intrucât echivalează cu un gaj. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 674; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 495).

**46.** Dacă uzufructuarul se găsește în unul din cazurile prevăzute de art. 601 c. civ. fr. (541 c. civ. rom.) el este dispensat de a da cauțiune. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 413; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 494; Nacu, I, p. 828; Matei Cantacuzino, p. 162; Plastara, II, p. 256).

**47.** Potrivit dispozițiilor art. 601 c. civ. fr. (541 c. civ. rom.), uzufructuarul este obligat să dea cauțiune cu excepțiunea următoarelor cazuri: când este scutit prin actul constitutiv; tatăl și mama în privința uzufructului legal al aversei copiilor lor minori; vânzătorul sau donatorul care și-a rezervat uzufructul. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 413 urm.; Suppl., Usufruit, No. 186; Planiol et Ripert, III, No. 828; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 497 urm.; Nacu, I, p. 828, 829; Matei Cantacuzino, p. 162).

**48.** Părinții sunt scutiți de a da cauțiune și în cazul uzufructului prevăzut de art. 285 c. civ. rom., în materie de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 499, nota).

**49.** În afară de aceste scutiri potrivit dispozițiilor art. 1550 c. civ. fr. (1244 c. civ. rom.), bărbatul nu este dator să dea cauțiune pentru primirea dotei femeii, dacă nu s'a supus la această îndatorire prin contractul de căsătorie. (Dalloz, Rép., Contrat de mariage, No. 3298; Suppl., Usufruit, No. 195; Planiol et Ripert, III, No. 828, p. 769, nota 3; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 500; Nacu, I, p. 828; Matei Cantacuzino, p. 162).

**50.** În cazul când uzufructul este stabilit de către constituitor asupra bu-



nurilor cari formează rezerva moștenitorilor săi, după o părere, uzufructuarul nu poate fi dispensat de a da cauțiune că se va folosi de bunurile supuse uzufructului, ca un bun părinte de familie. (Coin-De-lisle, Donations et testaments, Art. 1094; Proudhon, Usufruit, II, No. 824; Demolombe, X, No. 493; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 307, p. 130; Marcadé, Art. 601; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 416; Suppl., Usufruit, No. 190; Laurent, VI, No. 515; Huc, IV, No. 215; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 654; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 497; Nacu, I, p. 828).

**51.** După altă părere, chiar în cazul când uzufructul este stabilit de către constitutor asupra bunurilor cari formează rezerva moștenitorilor săi, uzufructuarul poate fi dispensat de a da cauțiune. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 422 bis, III; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 5476; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 677; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 415; Suppl., Usufruit, No. 188; Planiol et Ripert, III, No. 828).

**52.** Pentru dispensare de cauțiune, nu este necesar a se întrebuiți termini sacramentali, ci este de ajuns ca voința constitutorului de a dispensa de cauțiune să rezulte în mod neîndoios din cuprinsul actului constitutiv, deci scutirea de cauțiune poate fi și tacită. (Proudhon, Usufruit, II, No. 823; Demolombe, X, No. 494; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 307, nota 15; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 678; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 418; Suppl., Usufruit, No. 193; Laurent, VI, No. 514; Huc, IV, No. 214; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 653; Planiol, I, No. 2771; Planiol et Ripert, III, No. 828; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 498).

**53.** Uzufructuarul este obligat să dea cauțiune chiar când a fost dispensat de facerea inventarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 187; Laurent, VI, No. 513; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 653).

**54.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă constitutorul uzufructului a dispensat în mod implicit pe uzufructuar de darea unei cauțiuni. (Dalloz, Rép., Cassation, No. 1607; Suppl., Cassation, No. 362; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 500, nota 2).

**55.** Efectele dispensărei de cauțiune asupra drepturilor uzufructuarului, echivalează cu cazul când el a depus cauțiunea. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, nota 31, p. 679; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 436; Suppl., Usufruit, No. 198).

**56.** În cazul când uzufructuarul, dispensat de a da cauțiune, comite abuzuri de folosință sau este decăzut din dreptul său de folosință pentru abuz de folosință, tribunalele au dreptul să ia măsuri de conservare cum ar fi obligația întrebuițării sumelor de bani supuse uzufructului și darea unei cauțiuni. (Proudhon, Usufruit, II, No. 863 urm.; Demolombe, X,

No. 498; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 678; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 426; Suppl., Usufruit, No. 200; Laurent, VI, No. 516 urm.; Huc, IV, No. 216; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 655; Planiol et Ripert, III, No. 829; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 500; Matei Cantacuzino, p. 162).

**57.** Când uzufructuarul, dispensat de a da cauțiune, este în o situațiune care pune în pericol drepturile nudului proprietar, cum ar fi de exemplu când este căzut în stare de faliment sau deconfitură, el poate fi obligat a da cauțiune. (Proudhon, Usufruit, II, No. 863 urm.; Demolombe, X, No. 498; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 678; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 428; Suppl., Usufruit, No. 200; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 500; Laurent, VI, No. 518; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 655; Planiol et Ripert, III, No. 829).

**58.** Transformarea obiectului supus uzufructului cum ar fi răscumpărarea unei rente, vânzarea prin licitație publică a bunului supus uzufructului, etc., nu dă dreptul nudului proprietar să ceară o cauțiune dela uzufructuarul care a fost dispensat de a da cauțiune prin actul constitutiv al uzufructului. (Demolombe, X, No. 500; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 679; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 200; Huc, IV, No. 216; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 657; Planiol et Ripert, III, No. 829; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 500).

**59.** În acest caz însă, nudul proprietar are dreptul să ceară luarea de măsuri conservatoare, cum ar fi reintrebuițarea capitalurilor pentru a se garanta restituirea la încetarea uzufructului. (Demolombe, X, No. 500; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 679; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 200; Huc, IV, No. 216; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 500; Comp.: Laurent, VI, No. 519; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 657; Planiol et Ripert, III, No. 829).

**60.** Tribunalele nu au dreptul să ia măsuri conservatoare când insolabilitatea uzufructuarului este anterioară deschiderei dreptului său. (Demolombe, X, No. 497; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 435 urm.; Suppl., Usufruit, No. 206; Laurent, VI, No. 518; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 658; Planiol et Ripert, III, No. 829; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 500, nota 1).

**61.** A doua excepțiune dela obligarea dărei cauțiunei privește pe tatăl și mama care au uzufructul legal al averii copiilor lor minori și cari, potrivit dispozițiilor art. 601 c. civ. fr. (541 c. civ. rom.) sunt exceptați dela regula prevăzută pentru uzufructuar de a da cauțiune că se va folosi ca un bun părinte de familie. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 421; Suppl., Usufruit, No. 194; Planiol et Ripert, III, No. 828; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 498; Nacu,

I, p. 828; Matei Cantacuzino, p. 162; Plăstara, II, p. 256).

**62.** A treia excepțiune adusă de art. 601 c. civ. fr. (541 c. civ. rom.) la principiul că uzufructuarul trebuie să dea cautiune ce se va folosi de bunurile supuse uzufructului ca un părinte de familie, este acea privitoare la vânzătorul sau donatorul care și-a rezervat uzufructul, înstrăinând numai nuda proprietate. (Proudhon, Usufruit, II, No. 830; Demolombe, X, No. 489; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 424; Suppl., Usufruit, No. 196; Laurent, VI, No. 511, 512; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 662; Planiol et Ripert, III, No. 828; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 499; Nacu, I, p. 828).

**63.** Cu toate că art. 541 c. civ. rom. scutește de cautiune pe vânzătorul sau donatorul cari și-au rezervat uzufructul, totuși părțile pot stipula contrariul în actul constitutiv al uzufructului, deoarece dispozițiunile acestui articol nu sunt de ordine publică. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 489, nota 3).

**64.** Dispozițiunea art. 601 c. civ. fr. (541 c. civ. rom.) cari scutesc de cautiune pe vânzătorul sau donatorul care și-a rezervat uzufructul își găsește aplicațiunea la orice contract oneros cu rezerva de uzufruct. (Demolombe, X, No. 490; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 676; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 196; Laurent, VI, No. 512; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 662).

**65.** Astfel coschimbătorul care și-a rezervat dreptul de uzufruct, este scutit de a da cautiune. (Demolombe, X, No. 490; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 676; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 196; Laurent, VI, No. 512; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 662).

**66.** Deasemenea această dispozițiune își găsește aplicațiunea la darea în plată a unui lucru cu rezerva de uzufruct. (Demolombe, X, No. 490; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 676; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 196; Laurent, VI, No. 512; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 662).

**67.** Când donatorul sau vânzătorul și-a rezervat nuda proprietate, înstrăinând uzufructul, uzufructuarul trebuie să dea cautiune, afară de clauza contrară în actul constitutiv. (Demolombe, X, No. 491; Mourlon, I, No. 1583; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 676; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 426; Suppl., Usufruit, No. 196; Laurent, VI, No. 511; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 662; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 499; Contra: Proudhon, Usufruit, II, No. 830).

**68.** În cazul când vânzătorul sau donatorul, care și-au rezervat uzufructul, abuzează de folosință, poate fi obligat la dare de cautiune sau chiar, după împrejurări lipsit de uzufructul ce și-a rezervat. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 425).

**69.** Cautiunea garantează și este răspunzătoare de abuzul de folosință, co-

mis de uzufructuar pe toată durata uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 441).

**70.** Pentru bunurile mobile supuse uzufructului și a căror proprietate trece la uzufructuar, cautiunea garantează plata valorii bunurilor sau restituirea lor la încetarea uzufructului, în aceeași cantitate și calitate. (Demolombe, X, No. 481; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a II, No. 442 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 209; Laurent, VI, No. 506; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 496).

**71.** Pentru imobile, cautiunea garantează că uzufructuarul se va folosi ca un bun părinte de familie, fără a abuză de folosința sa. (Demolombe, X, No. 502; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 675; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 209; Laurent, VI, No. 506; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 650; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 495).

**72.** Pentru lucrurile mobile cari nu trec în proprietatea uzufructuarului, cautiunea trebuie să garanteze, restituirea valorii totale a lucrurilor supuse uzufructului. (Demolombe, X, No. 502; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 675; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 209; Laurent, VI, No. 506; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 495).

**73.** După altă părere, nu trebuie făcută nici o distincțiune între mobile și imobile în ce privește garanția și responsabilitatea cautiunii, aplicându-se aci principiile generale. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 209; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 650).

**74.** În cazul când uzufructuarul este expropriat silit de către creditorii săi sau înstrăinează dreptul său de uzufruct, după o părere, cautiunea este descărcată de răspundere pentru viitor, fiind răspunzătoare numai până în momentul înstrăinării. (Proudhon, Usufruit, II, No. 851; Demolombe, X, No. 363 bis; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 442; Suppl., Usufruit, No. 210; Laurent, VI, No. 509; Huc, IV, No. 214; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 542).

**75.** În acest sistem însă, nudul proprietar trebuie înștiințat pentru a cere o nouă cautiune dela noul uzufructuar. (Huc, IV, No. 214; Contra: Dalloz, Rép., Usufruit, No. 442; Suppl., Usufruit, No. 210).

**76.** După altă părere, prin exproprierea silită a uzufructuarului de către creditorii săi sau prin înstrăinarea dreptului de uzufruct, cautiunea nu este liberată de plin drept de responsabilitatea sa ci continuă a garanta și în viitor faptele noului uzufructuar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 61, p. 697).

**77.** În acest al doilea sistem, cautiunea are dreptul să ceară desărcinarea și uzufructuarul să dea o altă cautiune în locul său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 697).

**Art. 542.** — Dacă uzufructuarul nu găsește cauțiune, nemișcătoarele se dau cu arendă <sup>1)</sup>, sumele de bani cuprinse în uzufruct se pun la dobândă, produsele se vând și prețul lor se pune asemenea la dobândă; dobânzile acestor sume și prețul arendelor se cuvin uzufructuarului. (Civ. 524, 525, 543, 544, 1411 urm., 1587 urm., 1626 urm., 1675; Civ. Fr. 602).

*Text. fr. Art. 602.* — Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont donnés à ferme ou mis en séquestre;

Les sommes comprises dans l'usufruit sont placées;

Les denrées sont vendues, et le prix en provenant est pareillement placé;

Les intérêts de ces sommes et le prix des fermes appartiennent, dans ce cas, à l'usufruitier.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Administrator 19.	Inchiriere, a se vedeă cuvântul: „Locațiune“.
Arendare a se vedeă cuvântul: „Locațiune“.	Insolvabilitate 16, 17.
Bani 8, 14, 15, 16, 17.	Intrebuințare 14, 15.
Capacitate 10.	Licitație 10.
Cauțiune 1 urm.	Locațiune 1, 2, 4, 5, 6, 7, 19.
Cesiune 12, 18.	Lucruri fongibile 16, 17.
Cheltueli 11.	Notificare 13.
Clădiri 2.	Ordine publică 3.
Comerț 18, 19.	Plată 13.
Creanțe 12, 13.	Produse 9, 10.
Culpă 16.	Renunțare 3.
Debitor 13.	Reparațiuni 7.
Dobândă 8, 9, 12, 14, 16, 17, 18.	Riscuri 16, 17.
Efecte publice 14.	Terenuri 2.
Exploatare 19.	Terțe persoane 16, 17.
Fond de comerț 18, 19.	Uzufruct 1 urm.
Imobile 1, 2.	Vindere-cumpărare 9, 10, 11, 18.

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiunilor art. 602 c. civ. fr. (542 c. civ. rom.), dacă uzufructuarul nu găsește cauțiune, imobilele supuse uzufructului se vor da cu arendă. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 400; Suppl., Usufruit, No. 178; Planiol et Ripert, III, No. 827; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 502; Plastara, II, p. 256).

**2.** Din dispozițiunile art. 602 c. civ. fr. (542 c. civ. rom.) care prevăd cuvântul «arendă» pare a rezultă că ele își găsesc aplicațiunea numai la terenuri, totuși ele își găsesc aplicațiunea și la case. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 400; Suppl., Usufruit, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490, nota 1).

**3.** Dispozițiunile art. 602 c. civ. fr. (542 c. civ. rom.) nu sunt de ordine publică, și proprietarul poate să renunțe la dreptul său de a cere cauțiune și să lase pe uzufructuar să se folosească de lucrul supus uzufructului, fără a da cauțiune în cazul când el nu găsește. (Laurent, VI, No. 522; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 653; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 502, text și nota 2).

**4.** Locațiunea imobilelor supuse uzu-

fructului se poate face prin bună-înțelegere. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 400; Suppl., Usufruit, No. 178).

**5.** Uzufructuarul va alege locatarul imobilului supus uzufructului, cu consimțământul nudului proprietar. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 401; Suppl., Usufruit, No. 178).

**6.** În cazul când uzufructuarul și nudul proprietar nu se înțeleg în privința alegerii locatarului imobilului supus uzufructului, justiția va decide. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 401; Suppl., Usufruit, No. 178).

**7.** Nudul proprietar are dreptul să ceară ca locatarul imobilului supus uzufructului să facă reparațiile de întreținere. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 675; Daloz, Rép., Usufruit, No. 402; Suppl., Usufruit, No. 180).

**8.** Potrivit dispozițiunilor art. 602 c. civ. fr. (542 c. civ. rom.), dacă uzufructuarul nu găsește cauțiune, sumele de bani cuprinse în uzufruct, se pun la dobândă. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 404; Suppl., Usufruit, No. 181; Planiol et Ripert, III, No. 827; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 502; Plastara, II, p. 256).

**9.** Potrivit dispozițiunilor art. 602 c. civ. fr. (542 c. civ. rom.), dacă uzufructuarul nu găsește cauțiune, produsele cuprinse în uzufruct se vând și prețul lor se pune la dobândă. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 404; Suppl., Usufruit, No. 181; Planiol et Ripert, III, No. 827; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 502, 503; Plastara, I, p. 256).

**10.** Produsele se vor vinde prin licitație publică, afară de cazul când părțile capabile de a dispune de dreptul lor, vând produsele prin bună înțelegere. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 404).

**11.** Cheltuelile ocazionate de vânzarea produselor cad în sarcina uzufructuarului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 404).

**12.** În ceea ce privește creanțele cuprinse în uzufruct, uzufructuarul va încasă dobânzile, fără să fie nevoie de ce-

1) Art. francez 602 corespunzător, adaugă: „ou mis en séquestre“.

siunea lor. (Laurent, VI, No. 524; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 666; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503).

**13.** In privința plății creanțelor supuse uzufructului, nudul proprietar trebuie să fie prevăzător și să notifice debitorului ca ea să aibă loc în prezența sa, deoarece uzufructuarul nu poate încasa capitalul dacă nu a dat cauțiune. (Demolombe, X, No. 509; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 181; Laurent, VI, No. 524; Huc, IV, No. 218; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 666; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503).

**14.** Sumele de bani supuse uzufructului, în cazul când uzufructuarul nu găsește cauțiune, pot fi întrebuițate la cumpărare de efecte publice, uzufructuarul încasând veniturile lor. (Planiol et Ripert, III, No. 827; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 502, nota 3).

**15.** In cazul când nudul proprietar și uzufructuarul nu se înțeleg în privința întrebuițării banilor, ei se vor adresa justiției care va decide. (Demolombe, X, No. 508; Laurent, VI, No. 524; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 502, nota 3).

**16.** In cazurile prevăzute de art. 602 și 603 c. civ. fr. (542 și 543 c. civ. rom.), dacă terțul la care s'au depus cu dobândă sumele de bani, devine insolubil, după părerea dominantă, pierderea o suportă nudul proprietar pentru capital și uzufructuarul pentru dobânzi, afară de

cazul când se poate impută o culpă unuia dintre ei, și când pierderea o suportă cel în culpă. (Demolombe, X, No. 508; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 675; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 403; Suppl., Usufruit, No. 181; Huc, IV, No. 218; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 666).

**17.** După altă părere, în cazul când obiectul uzufructului îl formau lucruri fongibile, pierderea rezultată din insolabilitatea tertului la care se depusese cu dobândă prețul rezultat din vânzarea lucrului, va fi suportată de uzufructuar, în celelalte cazuri pierderea va fi suportată de nudul proprietar. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 403).

**18.** In cazul când obiectul supus uzufructului este un fond de comerț și uzufructuarul nu găsește cauțiune, mărfurile se vor vinde și fondul se va cesiona, iar prețul rezultat se va pune la dobândă (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, nota 20, p. 676; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 183; Baudry et Chauveau, Des biens No. 666; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 504; Plastara, II, p. 256).

**19.** După altă părere, în cazul când obiectul supus uzufructului este un fond de comerț și uzufructuarul nu găsește cauțiune, fondul de comerț va fi închiriat sau va fi numit un administrator care să-l exploateze. (Planiol et Ripert, III, No. 827).

**20.** A se vedea: art. 541 și 543 din codul civil cu notele respective.

**Art. 543.** — In lipsă de cauțiune din partea uzufructuarului, proprietarul poate cere ca mobilele supuse periculi prin întrebuițare, să se vândă spre a se pune prețul la dobândă, și uzufructuarul se folosește de dobânzi în cursul uzufructului; cu toate acestea uzufructuarul va putea cere și judecătorii vor putea ordona, după împrejurări, ca o parte din lucrurile mișcătoare necesare pentru propriile sale trebuințe, să i se lase sub simpla sa depunere de jurământ și cu îndatorire de a le predă la curmarea uzufructului. (Civ. 528, 542; Civ. Fr. 603).

*Text. fr. Art. 603.* — A détait d'une caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles qui déperissent par l'usage soient vendus, pour le prix en être placé comme celui des denrées; et alors l'usufruitier jouit de l'intérêt pendant son usufruit: cependant l'usufruitier pourra des meubles nécessaires pour son usage lui soit délaissée, sous sa simple caution juratoire, et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Apreciere suverană 7.  
Bijuterii 6.  
Bun părinte de familie 8.  
Cauțiune 1 urm.  
Caz fortuit 9.  
Conservare 3, 6.  
Culpă 10.  
Depozit 4.

Despăgubiri 4, 5, 6.  
Dobândă 1, 2, 4.  
Dol 10.  
Facultate 3.  
Forță majoră 9  
Jurământ 7, 8, 9, 10.  
Medalii 6.  
Mobile 1 urm.

Părinte de familie 8.  
Profit 4, 5.  
Riscuri 9.  
Suverană apreciere 7.

Tablouri 6.  
Uzufruct 1 urm.  
Vindere-Cumpărare 1-6.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 603 c. civ. fr. (543 c. civ. rom.), în lipsă de cauțiune din partea uzufructuarului, proprie-

tarul poate cere ca mobilele supuse periciunei prin întrebuintare să se vândă, iar prețul rezultat să se pue la dobândă. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 406; Suppl., Usufruit, No. 184; Planiol et Ripert, III, No. 827; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503; Plastara, II, p. 257).

2. Dobânda prețului rezultat din vânzarea lucrurilor supuse periciunei prin întrebuintare, se cuvine uzufructuarului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 407; Suppl., Usufruit, No. 184; Planiol et Ripert, III, No. 827; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503; Plastara, II, p. 257).

3. Din dispozițiunile art. 603 c. civ. fr. (543 c. civ. rom.), care întrebuintează cuvântul: «poate» rezultă că proprietarul nu este obligat să ceară vânzarea mobilelor supuse periciunei prin întrebuintare, ci este la facultatea sa sau să ceară vânzarea lor sau să le conserve în natură. (Demolombe, X, No. 512, 513; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 676; Daloz, Rép., Usufruit, No. 406; Suppl., Usufruit, No. 184; Laurent, VI, No. 523; Huc, IV, No. 219; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 667; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503, text și nota 2; Plastara, II, p. 257, nota 1).

4. În cazul când proprietarul nu voește să ceară vânzarea lucrurilor mobile supuse periciunei prin întrebuintare, după o părere, el nu datorește uzufructuarului nici o despăgubire pentru faptul ce l-ar fi tras acesta dacă lucrurile ar fi fost vândute și prețul depus la dobândă deoarece nudul proprietar ține aceste bunuri în depozit nefolosindu-se de ele, până în momentul când uzufructuarul se va putea folosi de ele depunând cautiunea. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, nota 21, p. 676; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 184; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 667).

5. După altă părere, în cazul când proprietarul are obiceiul să tragă un profit pecuniar din aceste lucruri, nudul proprietar datorește o despăgubire uzufructuarului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 841; Demolombe, X, No. 512, 513; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 184; Laurent,

VI, No. 523; Huc, IV, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503, nota 2).

6. În ceea ce privește tablourile, bijuteriile, medaliile și alte obiecte de acest fel, proprietarul nu este obligat să le vândă ci le poate conserva, fără a datoră uzufructuarului nici o despăgubire, dacă el nu dă cautiune. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 406; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503).

7. Tribunalele vor aprecia în mod suveran cari lucruri mobiliare sunt necesare pentru propriile trebuințe ale uzufructuarului și cari urmează a i se lăsa în natură sub simpla sa depunere de jurământ, luându-se în considerație valoarea și natura lucrurilor, poziția socială a părților și legăturile dintre ele. (Demolombe, X, No. 514; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503, text și nota 3; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 827).

8. Jurământul prevăzut de partea finală a art. 603 c. civ. fr. (543 c. civ. rom.), îl va da uzufructuarul că se va folosi de lucrurile încredințate, ca un bun părinte de familie. (Laurent, VI, No. 523; Planiol et Ripert, III, No. 827; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 503).

9. Lucrurile cari potrivit dispozițiilor art. 603 c. civ. fr. (543 c. civ. rom.), rămân în folosința uzufructuarului, sub simpla sa depunere de jurământ, nu devin proprietatea sa; prin urmare, riscurile și pierderile din caz fortuit nu sunt în sarcina uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 515; Laurent, VI, No. 523; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 667; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 504; Contra: Duranton, IV, No. 605).

10. Pentru lucrurile date în natură uzufructuarului sub simpla sa depunere de jurământ, el va răspunde numai de dolul și culpa sa. (Demolombe, X, No. 515; Laurent, VI, No. 523; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 667; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 504).

11. A se vedea: art. 542 din codul civil cu notele respective.

**Art. 544.** — Intârzierea de a da cautiune nu ridică uzufructuarului dreptul de a se folosi de fructele la cari el are drept; ele i se cuvin din momentul de când s'a deschis uzufructul. (Civ. 517, 524, 542, 543, 899; Civ. Fr. 604).

*Text. fr. Art. 604.* — Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit; ils lui sont dus du moment où l'usufruit a été ouvert.

#### Doctrină.

1. Textul art. 544 c. civ. rom. nu este exact redactat în ceea ce privește fraza: «de a se folosi de fructele la cari el are drept», care trebuie înlocuit cu fraza:

«de a se folosi de fructele asupra cărora el a dobândit proprietatea». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490, nota 2).

2. Intârzierea uzufructuarului de a depune cautiunea, nu-l lipsește de dreptul de a percepe fructele, ci numai de

dreptul de a intra în posesiunea lucrului supus uzufructului. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 445; Planiol et Ripert, III, No. 825; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 501).

**3.** Dispozițiunea din art. 604 c. civ. fr. (544 c. civ. rom.), trebuie interpretată în legătură cu dispozițiunile art. 582—586 și 1014 c. civ. fr. (521—525 și 899 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 229, p. 674; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 668; Planiol et Ripert, III, No. 778; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490, notele 2, 3, 501; Nacu, I, p. 829; Plastara, II, p. 257, nota 2).

**4.** Potrivit dispozițiilor art. 1014 c. civ. fr. (899 c. civ. rom.), când uzufructul este constituit prin testament, uzu-

fructuarul va avea dreptul la fructe din ziua cererii de predarea legatului sau din ziua când predarea i s'a încuviințat de bunăvoie iar nu din ziua deschiderei dreptului de uzufruct, fără distincțiune între legatul universalității sau unei părți din succesiune. (Demolombe, X, No. 517, 518; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 445 bis, II; Murlon, I, No. 1577; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 1912; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 681; Laurent, VI, No. 363, 521; Huc, IV, No. 220; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 668; Planiol et Ripert, III, No. 778; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 490, nota 3, 501; Nacu, I, p. 829; Plastara, II, p. 257, nota 2).

**Art. 545.** — Uzufructuarul nu este obligat decât la reparațiunile de întreținere. Reparațiunile cele mari rămân în sarcina proprietarului, afară numai dacă acestea s'ar fi cauzat din lipsa reparațiilor de întreținere, dela deschiderea uzufructului, în care caz, uzufructuarul este obligat a le face și pe aceste. (Civ. 517, 531, 540, 541, 546, 547 urm., 558, 571, 574, 998, 999, 1447 urm.; Civ. Fr. 605).

*Text. fr. Art. 605.* — L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien. Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionées par le défaut de réparations d'entretien, depuis l'ouverture de l'usufruit; auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Abuz de folosință 16.	Incetarea uzufructului 15,
Apreciere 17, 35.	16, 20—24, 38, 42.
Bun părinte de familie 7.	Indiviziune 30.
Caz fortuit 5, 21, 22.	Legat 10, 11.
Cerere de predarea legatului 10, 11.	Locațiune 5, 31.
Conservare 28.	Mobile 1.
Constrângere 16, 17, 27, 28.	Neglijență 33.
Coproprietari 30.	Ordine publică 8.
Culpă 33.	Părinte de familie 7.
Daune 16.	Plus-valută 26, 40.
Degradări 3, 4, 14, 15.	Reconstruire 4.
Derogare 8.	Renunțare 20—24, 29.
Deschiderea uzufructului 9—15, 18, 20—24.	Reparațiuni 1 urm.
Despăgubiri 16, 19, 25, 31, 36—43.	Reparațiuni de întreținere 2, 5, 6, 7, 9—24, 32, 33.
Distrugere 3, 4, 14, 15.	Reparațiuni locative 5.
Dobânzi 25, 26.	Reparațiuni mari 2, 25—42.
Donațiune 11.	Reparațiuni mici 5.
Forță majoră 5, 21, 22, 23, 24.	Repetițiune 13, 18.
Fructe 7, 21, 22, 23, 24.	Retențiune 42, 43.
Îmbunătățiri 3, 36.	Solidaritate 30.
Imobile 1.	Testament 10, 11.
Inceperea uzufructului 9—15, 18, 20—24.	Tulburare de folosință 17.
	Uzufruct 1 urm.
	Vindere-cumpărare 11.

Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 605 c. civ. fr. (545 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai la imobile ci și la lucruri mobile. (Laurent, VI, No. 541; Huc, IV, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, p. 433,

nota 2; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513, nota 1).

**2.** Reparațiunile sunt de două feluri: reparațiuni mari și reparațiuni de întreținere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511; Nacu, I, p. 834; Plastara, II, p. 259).

**3.** Trebuie de făcut o distincțiune între reparațiuni și îmbunătățiri. Lucrările făcute la un obiect se consideră reparațiuni atunci când distrugerea sau defectuoziitatea obiectului au cerut facerea acestor lucrări, în cazul contrar lucrările făcute sunt considerate îmbunătățiri. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 504; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511).

**4.** În cazul când lucrul a fost distrus în întregime, refacerea lui constituie o reconstruire iar nu o reparațiune. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 504).

**5.** Nu trebuie confundate reparațiunile de întreținere cu reparațiunile mici numite locative, cele dintâi fiind mai întinse și cuprinzând în sfera lor pe cele din urmă și cari sunt privitoare la stricăciuni presupuse a fi făcute de către chirias, dacă nu se dovedește cazul de forță majoră sau cazul fortuit. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511, nota 1; Nacu, I, p. 834, 835).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 605 c.

civ. fr. (545 c. civ. rom.), reparațiunile de întreținere, ale lucrurilor supuse uzufructului, atât cele necesare pentru conservarea lucrurilor cât și cele impuse de autorități, sunt, în principiu, în sarcina uzufructuarului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 705; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 502; Suppl., Usufruit, No. 241; Planiol et Ripert, III, No. 834; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513; Matei Cantacuzino, p. 166; Plastara, II, p. 259).

**7.** Obligația uzufructuarului de a face reparațiunile de întreținere constituie o sarcină a fructelor și o urmare a obligației sale de a se folosi de lucrul supus uzufructului ca un bun pârînte de familie. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 502; Suppl., Usufruit, No. 241; Planiol et Ripert, III, No. 834; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513; Matei Cantacuzino, p. 166).

**8.** Părțile pot derogă prin convențiile dela obligațiunile prevăzute de art. 605 c. civ. fr. (545 c. civ. rom.), deoarece ele nu sunt de ordine publică ci constituie numai o simplă interpretare a voinței presupuse a părților. (Duranton, IV, No. 617; Demolombe, X, No. 597; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 249; Laurent, VI, No. 542; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513, 514, 516; Plastara, II, p. 259).

**9.** Din dispozițiunile art. 605 c. civ. fr. (545 c. civ. rom.) rezultă că obligația uzufructuarului de a face reparațiunile de întreținere la lucrul dat în uzufruct, începe dela deschiderea uzufructului. (Demolombe, X, No. 572; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 449; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 705; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 522; Suppl., Usufruit, No. 230; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 669; Planiol et Ripert, III, No. 834, 836; Nacu, I, p. 837; Comp.: Proudhon, Usufruit, III, No. 1658).

**10.** În ceea ce privește expresiunea din art. 605 c. civ. fr. (545 c. civ. rom.): «deschiderea uzufructului», după o părere, ea trebuie înțeleasă în sensul că uzufructuarul este obligat să facă reparațiunile de întreținere la lucrul supus uzufructului din momentul deschiderii de drept a uzufructului, chiar dacă uzufructuarul ar intra mai târziu în posesiunea lucrului, cum ar fi în cazul când uzufructul fiind constituit prin testament, uzufructuarul nu poate intra în folosință decât după ce a cerut predarea legatului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 522; Nacu, I, p. 837).

**11.** După altă părere, dominantă, trebuie de făcut o distincțiune: în cazul când uzufructul a fost constituit prin acte între vii, uzufructuarul va fi obligat să facă reparațiunile de întreținere dela deschiderea de drept a uzufructului, iar în cazul când uzufructul este constituit prin testament, uzufructuarul va fi obligat să facă reparațiunile de întreținere dela deschiderea de fapt a uzufructului, adică dela cererea de predare a legatului.

(Proudhon, Usufruit, III, No. 1659; Demolombe, X, No. 554; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, nota 6, p. 681; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 522; Suppl., Usufruit, No. 250; Laurent, VI, No. 545; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 679; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 836; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 510, nota 2, 514, nota 4).

**12.** În ceea ce privește reparațiunile de întreținere a căror necesitate există la deschiderea uzufructului, după părerea dominantă, uzufructuarul nu este obligat să le facă, deoarece el este obligat numai la reparațiunile de întreținere cari devin necesare după deschiderea uzufructului. (Demolombe, X, No. 572; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 449 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, text și notele 18, 19, p. 705; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 251; Laurent, VI, No. 544; Huc, IV, No. 222; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 679; Planiol et Ripert, III, No. 836; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 514, nota 4; Matei Cantacuzino, p. 166).

**13.** În acest sistem însă, dacă uzufructuarul face aceste reparațiuni, el nu are acțiune de repetițiune în contra nului proprietar, deoarece se opun dispozițiunile art. 599 c. civ. fr. (539 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 572 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 679; Planiol et Ripert, III, No. 836; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 514, nota 4; Contra: Pothier, Donations, No. 241).

**14.** După altă părere, dacă reparațiunile de întreținere sunt absolut necesare căci dacă nu ar fi făcute ar duce la degradări considerabile ale lucrului, uzufructuarul este obligat a le face; în cazul contrar, adică atunci când degradările nu s'ar agrava, uzufructuarul nu este obligat să le facă. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1658 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 449 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1593; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 523).

**15.** Reformațiunile de întreținere a căror necesitate există la încetarea uzufructului, vor fi în sarcina uzufructuarului sau a moștenitorilor săi în cazul când provin din degradări ce au avut loc după deschiderea dreptului de uzufruct; în cazul când provin din degradări ce au avut loc înainte de deschiderea dreptului de uzufruct ele vor cădea în sarcina nului proprietar deoarece uzufructuarul este obligat să predea lucrul în starea în care l-a primit. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 528; Suppl., Usufruit, No. 254).

**16.** Uzufructuarul poate fi constrâns de către nului proprietar, ca să facă reparațiunile de întreținere, în timpul uzufructului și nului proprietar, poate cere despăgubiri pentru daunele cauzate prin întârziere, în afară de dreptul nului proprietar de a cere stingerea uzufructului pentru abuz de folosință. (Prou-

dhon, Usufruit, III. No. 1648; Demolombe, X, No. 573; Aubry et Rau, ed. 5-a. II, § 233, p. 718; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 524; Suppl., Usufruit, No. 252; Laurent, VI, No. 543; Huc, IV, No. 222; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 679; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 514, 515; Plastara, II, p. 259, nota 1).

**17.** In cazul când reparațiunile de întreținere ce trebuiesc făcute la obiectul supus uzufructului ar fi de foarte mică importanță, tribunalele vor putea respinge cererea nudului proprietar deoarece ea ar fi de natură a tulbură pe uzufructuar în folosința sa. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1648; Demolombe, X, 574; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 525).

**18.** In cazul când după intrarea în folosință a uzufructuarului, nudul proprietar ar face reparațiunile de întreținere cari cad în sarcina uzufructuarului, el are dreptul a cere repetirea lor dela uzufructuar. (Demolombe, X, No. 580; Aubry et Rau, ed. 5-a. II, § 235, p. 718; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 526; Suppl., Usufruit, No. 253; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 679; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 515).

**19.** Uzufructuarul nu are dreptul la nici un fel de despăgubire pentru facerea reparațiunilor de întreținere cari cad în sarcina sa, are însă dreptul să ia materialul vechiu pe care l-a înlocuit prin altul nou. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1674; Demolombe, X, 553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 514).

**20.** Dacă uzufructuarul renunță la dreptul său de uzufruct, el nu mai poate fi obligat să facă reparațiunile de întreținere pentru viitor, cu începere dela renunțare, însă rămâne obligat la facerea reparațiunilor dela deschiderea uzufructului până la renunțare, cari provin dintr'un fapt al său sau a personelor pentru care răspunde. (Demolombe, X, No. 576; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 449 bis. II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 706, 707; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 529; Suppl., Usufruit, No. 255; Laurent, VI, No. 547; Huc, IV, No. 222; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 680; Planiol et Ripert, III, No. 837; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 515; Nacu, I, p. 837, 838).

**21.** In ceea ce privește reparațiunile de întreținere cari provin din singura folosință a lucrului supus uzufructului sau dintr'un caz fortuit, dela deschiderea uzufructului și până la renunțare, după o părere, uzufructuarul are dreptul să renunțe la uzufruct, reținând fructele culese, fără să fie obligat la facerea acestor reparațiuni. (Delvincourt, I, p. 525; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 530; Suppl., Usufruit, No. 255).

**22.** După a doua părere, uzufructuarul poate să fie exonerat de a face reparațiunile de întreținere pentru timpul scurs dela începerea uzufructului și până la renunțare numai dacă va restitui nu-

dului proprietar toate fructele dela data când acele reparațiuni au devenit necesare. (Duranton, IV, No. 623; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 449 bis, III; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 530; Suppl., Usufruit, No. 255).

**23.** După a treia părere, uzufructuarul va fi exonerat de a face reparațiunile de întreținere, numai dacă va restitui toate fructele culese dela începerea uzufructului său și până la data renunțării. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2119; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 701; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 530; Suppl., Usufruit, No. 255; Laurent, VI, No. 547).

**24.** După a patra părere, dominantă, uzufructuarul care renunță la dreptul său de uzufruct, va fi totdeauna obligat să facă reparațiunile de întreținere convenite până la renunțarea lui, neavând dreptul să restitue fructele percepute în schimbul scutirii de facerea reparațiunilor. (Demolombe, X, No. 577 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 309, nota 15; Marcadé, Art. 605, No. 3; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 530; Suppl., Usufruit, No. 255; Huc, IV, No. 222; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 680; Planiol et Ripert, III, No. 837; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 515, 516).

**25.** Dacă nudul proprietar face reparațiuni mari lucrului supus uzufructului, ei va suportă singur cheltuelile, uzufructuarul neputând fi obligat să contribue nici la plata dobânzilor sumelor cheltuite pentru facerea acestor reparațiuni. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1697; Demolombe, X, No. 596; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 531, 544; Laurent, VI, No. 549; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 519; Nacu, I, p. 836; Contra: Delvincourt, I, p. 150, nota 8; Mourlon, I, No. 1598).

**26.** Se decide însă că uzufructuarul poate fi obligat la plata dobânzilor plus valutei câștigată de fond prin facerea reparațiunilor mari. (Demolombe, X, No. 596; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 519).

**27.** Uzufructuarul, după o părere, poate cere ca nudul proprietar să fie constrâns să facă reparațiunile mari necesare la lucrul supus uzufructului. (Delvincourt, I, p. 524; Taulier, II, p. 127; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 532; Suppl., Usufruit, No. 256; Laurent, VI, No. 548).

**28.** După altă părere, dominantă, nudul proprietar nu poate fi constrâns să facă reparațiunile mari necesare pentru conservarea lucrului supus uzufructului, dacă nu și-a luat această obligație prin titlul constitutiv al uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1675 urm.; Demolombe, X, No. 583 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 449 bis, IV; Mourlon, I, No. 1595; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 309, nota 17, p. 142; Marcadé Art. 605, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, nota 2, p. 715, § 235, notele 7, 8, p. 735; Huc, IV, No. 225;



Baudry et Chauveau, Des biens, No. 681; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2833; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 517, 518; Nacu, I, p. 836).

**29.** După această din urmă părere, dacă prin actul constitutiv al uzufructului, nudul proprietar și-a luat obligația de a face reparațiunile mari, el va trebui să le facă, însă el are dreptul să părăsească nuda proprietate în care caz va fi scutit de facerea acestor reparațiuni. (Duranton, IV, No. 617; Demolombe, X, No. 597; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 534; Suppl., Usufruit, No. 249; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 309, nota 17, p. 142; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 517, nota 2).

**30.** Reparațiunile mari, potrivit dispozițiilor art. 605 c. civ. fr. (545 c. civ. rom.) cad în principiu, în sarcina nudului proprietar; în cazul când sunt mai mulți nuzi proprietari în indiviziune, ei vor fi obligați în mod indivizibil solidar la facerea acestor reparațiuni. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 516, text și nota 3).

**31.** În cazul când nudul proprietar face reparațiuni mari la imobilul supus uzufructului, uzufructuarul va fi obligat să le suporte, fără a avea dreptul să pretindă vreo despăgubire, deoarece dispozițiunile art. 1724 c. civ. fr. (1425 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai la locațiune iar nu și la uzufruct. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1723; Demolombe, X, No. 655; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 233, p. 718; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 256; Laurent, VI, No. 549; VII, No. 39; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 518; Matei Cantacuzino, p. 166).

**32.** În cazul când din cauza nefacerei de către nudul proprietar a reparațiilor mari, devine necesară facerea de reparațiuni de întreținere, ele vor cădea în sarcina nudului proprietar. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1672; Demolombe, X, No. 589; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 515; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 517, nota 1).

**33.** Reparațiunile mari cad în sarcina uzufructuarului când ele sunt cauzate prin culpa sau neglijența sa, din lipsa facerii reparațiilor de întreținere cari erau în sarcina uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 555; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 703; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 545; Laurent, VI, No. 542, 546; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 687; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 516, 517).

**34.** Dacă nudul proprietar nu voeste să facă reparațiunile mari, uzufructuarul are dreptul să le facă el. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1684; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 535; Suppl., Usufruit, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 519).

**35.** În cazul când nudul proprietar se opune ca uzufructuarul să facă reparațiunile mari, tribunalele vor aprecia dacă motivele de opunere sunt sau nu serioase. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 541).

**36.** Dacă uzufructuarul face reparațiunile mari, după o părere, el nu are dreptul să ceară nici o indemnizație, deoarece aceste reparațiuni trebuiesc considerate, potrivit dispozițiilor art. 599 c. civ. fr. (533 c. civ. rom.) ca simple îmbunătățiri. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 536, 756).

**37.** După altă părere, adoptată de majoritatea doctrinei, în acest caz, uzufructuarul va avea dreptul să ceară dela nudul proprietar restituirea cheltuielilor făcute cu reparațiunile mari. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1685; Toullier, III, No. 444; Demolombe, X, No. 591 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, text și nota 8, p. 736; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 537, 756; Suppl., Usufruit, No. 258; Laurent, VI, No. 550; Huc, IV, No. 226; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 519).

**38.** În acest din urmă sistem, după o părere, dreptul uzufructuarului pentru a cere restituirea cheltuielilor se va deschide numai la încetarea uzufructului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1685; Demolombe, X, No. 592; Marcadé, Art. 605, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 736; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 538; Suppl., Usufruit, No. 258; Huc, IV, No. 226; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 519).

**39.** După altă părere, uzufructuarul va avea dreptul să ceară dela nudul proprietar restituirea cheltuielilor făcute cu reparațiunile mari, chiar în cursul uzufructului. (Delvincourt, I, p. 150, nota 8; Taulier, II, p. 328; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 538; Suppl., Usufruit, No. 258; Laurent, VI, No. 550).

**40.** În cece privește cvantumul restituirilor, după o părere, nudul proprietar va fi obligat să restituie uzufructuarului, după alegerea sa, sau suma cheltuită cu facerea reparațiilor mari sau o sumă egală cu aceea cu care s'a mărit valoarea fondului la sfârșitul uzufructului. (Demolombe, X, No. 592, 593; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 736; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 539; Suppl., Usufruit, No. 259; Huc, IV, No. 226; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 520).

**41.** După altă părere, nudul proprietar va fi obligat să restituie uzufructuarului întreaga sumă cheltuită cu facerea reparațiilor mari. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1694; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 539; Laurent, VI, No. 550).

**42.** La sfârșitul uzufructului, uzufructuarul sau moștenitorii săi au dreptul de retenție asupra lucrului supus uzufructului până când nudul proprietar va plăti cheltuielile ocazionate de facerea reparațiilor mari. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2625; Demolombe, X, No. 595; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 542; Suppl., Usufruit, No. 264; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 686).

**43.** După altă părere uzufructuarul sau moștenitorii săi nu vor avea dreptul de retenție pentru că acest drept nu există decât în cazurile stabilite de lege

între cari nu intră și acest caz. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 520).

**44.** A se vedea: art. 546 din codul civil cu notele respective.

**Art. 546.** — Reparațiunile cele mari sunt acele ale zidurilor celor mari și ale boltelor, restabilirea grinzilor și acoperișului întreg, acelea ale zăgazelor și ale zidurilor de sprijinire și de împrejmuire în total; toate celelalte reparațiuni sunt de întreținere. (Civ. 531, 545, 547, 1253; Civ. Fr. 606).

*Text. fr. Art. 606.* — Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières.

Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acoperiș 11—15, 20.	Podele 21.
Apreciere suverană 15.	Reparațiuni mari 1 urm.
Bolte 6.	Reparațiuni de întreținere
Clădire 22, 23.	2, 3, 5, 8, 10, 17, 19, 20,
Derogare 5.	21, 23.
Enumerare enunciativă 4.	Roți 24.
Enumerare limitativă 1.	Șindilă 14.
Fântâni 2.	Sobe 3.
Ferestre 20.	Streșină 20.
Grinzi 7, 11, 12, 15.	Suverană apreciere 15.
Latrină 2.	Tablă 14.
Lemnărie 7.	Uși 20.
Limitativă enumerare 1.	Uzină 22.
Moară 22, 24.	Uzufruct 1 urm.
Olane 14.	Vase 22.
Ordine publică 5.	Zăgaze 16, 17, 18.
Paie 14.	Ziduri mari 6—10, 16, 17,
Parchete 20.	18.
Pereți 3.	Zugrăvitul pereților 3, 10.
Pietre de moară 24.	

#### Doctrină.

**1.** Enumerarea reparațiunilor mari, făcută de legiuitor în art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) după o părere, este limitativă. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1626 urm.; Demolombe, X, No. 558 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 704; Laurent, VI, No. 539; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 677; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511, 512).

**2.** În acest sistem, repararea și curățirea unei latrine sau fântâne, nu constituie reparațiuni mari. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1626 urm.; Demolombe, X, No. 568; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 16, p. 705; Laurent, VI, No. 539; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 677; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512; Plastara, II, p. 259, nota 2).

**3.** Deasemenea zugrăvitul pereților, facerea sobelor, etc., constituiesc reparațiuni de întreținere. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1626 urm.; Demolombe, X, No. 568; Laurent, VI, No. 539; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 677; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512).

**4.** După altă părere, enumerarea re-

parațiunilor mari, făcute în art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) este enunțiativă. (Marcadé, Art. 606, No. 5; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 509; Suppl., Usufruit, No. 243; Huc, IV, No. 221).

**5.** Dispozițiunile art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) cari arată care sunt reparațiunile mari, nu sunt de ordine publică și părțile pot fixa prin convențiunea lor și alte reparațiuni ca fiind reparațiuni de întreținere sau reparațiuni mari. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 249).

**6.** Reparațiunile zidurilor mari și ale boltelor constituiesc reparațiuni mari după dispozițiunile art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 560; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 703; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 510; Suppl., Usufruit, No. 244; Laurent, VI, No. 538; Huc, IV, No. 221; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511).

**7.** Prin expresiunea de ziduri mari întrebuintată în art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) se înțeleg nu numai zidurile cari înconjoară o clădire ci și zidurile mari din interiorul clădirei cari sprijină grinzile și lemnăria clădirei. (Demolombe, X, No. 560; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 11, p. 703; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 510; Suppl., Usufruit, No. 244; Laurent, VI, No. 538; Huc, IV, No. 221; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511, nota 3).

**8.** În expresiunea de ziduri mari întrebuintată în art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.), nu intră simplele ziduri despărțitoare ale camerelor unei clădiri, a căror reparare chiar totală constituie o reparațiune de întreținere. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1628; Demolombe, X, No. 560, 562; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 11, p. 703; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 511; Laurent, VI, No. 538; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511, nota 3, 512, nota; Contra: Taulier, IV, No. 429, nota 2).

**9.** Pentru ca reparațiunile dela zidurile

mari să constituie mari reparațiuni, nu e nevoie ca să fie necesară refacerea în întregime a acestor ziduri însă trebuiește ca reparațiile să consiste în reconstruirea lor măcar în parte. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1626; Demolombe, X, No. 561, 562; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 13, p. 704; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 511; Suppl., Usufruit, No. 244; Laurent, VI, No. 538; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 674; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512, nota).

**10.** O reparație de întreținere a unui zid mare, cum ar fi văruirea lui, cade în sarcina uzufructuarului. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1626; Demolombe, X, No. 562; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 704; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 244; Laurent, VI, No. 538; Huc, IV, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 674; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512, nota; Contra: Taulier, II, p. 326).

**11.** Potrivit dispozițiilor art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.), restabilirea grinzilor și a acoperișului în întregime, constituie reparațiuni mari. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 512; Suppl., Usufruit, No. 246; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 511, 512).

**12.** Pentru ca restabilirea grinzilor să constituie o reparațiune mare nu este nevoie ca toate grinzile să fie înlocuite, ci este de ajuns ca numai a dintre ele să fie restabilită de oarece cuvântul, «întreg» din art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) se raportă numai la acoperiș iar nu și la grinzi. (Demolombe, X, No. 563; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 12, p. 704; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 512; Suppl., Usufruit, No. 246; Laurent, VI, No. 538; Huc, IV, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 675; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 510, nota 3. 511, 512).

**13.** Pentru ca restabilirea acoperișului să fie considerată ca o reparație mare, nu e necesar ca acoperișul să fie înlocuit în întregime ci este suficient ca el să fie înlocuit aproape în întregime, însă numai în mici porțiuni. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1632; Demolombe, X, No. 565; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 15, p. 704; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 517; Suppl., Usufruit, No. 246; Laurent, VI, No. 538; Huc, IV, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 675; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512, text și nota 1).

**14.** Restabilirea întregime a acoperișului constituie o reparațiune mare, indiferent din ce e făcut acoperișul, fie el din paie șindilă, tablă, olane, fie din alt material. (Demolombe, X, No. 567; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 519; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 675; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512).

**15.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă reparațiunile grinzilor și a acoperișului constituiesc sau nu repara-

țiuni mari. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 517).

**16.** Potrivit dispozițiilor art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) reparațiunile zăgazelor și ale zidurilor de sprijinire și de împrejmuire, în total constituiesc reparațiuni mari. (Demolombe, X, No. 566; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 520; Suppl., Usufruit, No. 247; Laurent, VI, No. 538; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512).

**17.** Pentru ca restabilirea zăgazelor și a zidurilor de sprijinire și de împrejmuire să poată constitui o reparațiune mare, trebuiește ca ea să aibă loc în întregime, dacă are loc în parte, constituie o reparațiune de întreținere. (Demolombe, X, No. 566; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 520; Suppl., Usufruit, No. 247; Laurent, VI, No. 538; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512, text și nota 2).

**18.** Cuvintele «în total» din art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) nu înseamnă numădeică că pentru ca reparațiunile zăgazelor și zidurilor să constituie reparațiuni mari, trebuiește ca refacerea să aibă loc în întregime, ci este de ajuns ca ea să aibă loc aproape în întregime. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1636; Demolombe, X, No. 566; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 15, p. 704; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 530; Suppl., Usufruit, No. 247; Laurent, VI, No. 538; Huc, IV, No. 221; dry et Chauveau, Des biens, No. 675).

**19.** Potrivit dispozițiilor art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) toate reparațiunile cari nu constituiesc reparațiuni mari, sunt reparațiuni de întreținere și cad în sarcina uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 508; Suppl., Usufruit, No. 242 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 834, 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512).

**20.** Trebuesc considerate ca simple reparațiuni de întreținere: reparațiunile parțiale ale acoperișurilor, reparațiunile streșinelor, a parchetelor, a ferestrelor și ușilor, etc. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1626 urm.; Demolombe, X, No. 568; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 521; Laurent, VI, No. 539; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 677; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 512).

**21.** Înlocuirea podelei unei camere, constituie o simplă reparație de întreținere. (Demolombe, X, No. 568; Laurent, VI, No. 539; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 677; Planiol et Ripert, III, No. 835).

**22.** Cu toate că art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) vorbește numai de clădiri, totuși dispozițiile sale se aplică și la alte construcțiuni cum ar fi mori, uzine, vase, etc. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1641; Mourlon, I, No. 1591; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 705; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 507; Suppl., Usufruit, No. 242; Laurent, VI, No. 540; Huc, IV, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 678; Planiol et Ripert, III, No. 835; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513; Comp.: Demolombe, X, No. 569 bis).

**23.** Când uzufructul va fi constituit asupra unui alt lucru afară de o clădire, caracterul reparațiilor se vor stabili tot după normele prevăzute de art. 606 c. civ. fr. (546 c. civ. rom.) și după natura lucrului, socotindu-se ca reparațiuni mari acele reparațiuni cari se ating de substanța lucrului, iar ca reparațiuni de întreținere acele cari nu sunt substanțiale. (Demolombe, X, No. 558, 569; Mourlon, I, No. 1591; Aubry et Rau, ed. 5-a, II,

§ 231, p. 705; Laurent, VI, No. 540; Huc, IV, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 678; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 835).

**24.** Schimbarea roților și pietrelor unei mori constituie o reparațiune mare. (Demolombe, X, No. 569 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, text și nota 17, p. 705; Laurent, VI, No. 540).

**25.** A se vedea: art. 545 din codul civil cu notele respective.

**Art. 547.** — Nici proprietarul, nici uzufructuarul nu sunt obligați a reclădi ceea ce a căzut de vechime sau s'a distrus <sup>1)</sup> din caz fortuit. (Civ. 539 540, 546, 557, 563 urm., 1083, 1156 urm., 1431, 1434, 1435, 1488; Civ. Fr. 607).

*Text. fr. Art. 607.* — Ni le propriétaire, ni l'usufruitier, ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

### Doctrină.

**1.** Uzufructuarul și nudul proprietar nu au unul în contra altuia vreo acțiune pentru a face repararea și reconstruirea lucrului supus uzufructului, căzut sau distrus din cauza vechimei sau cazului fortuit. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 546; Planiol et Ripert, III, No. 837; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 521; Nacu, I, p. 836).

**2.** După o părere, chiar dacă lucrurile cari ar trebui făcute, ar intra prin natura lor în clasa reparațiilor de întreținere, uzufructuarul nu este obligat să le facă atunci când în momentul deschiderii uzufructului, stricăciunile erau cauzate din vechime mare, sau stricăciunile au loc în timpul uzufructului din caz fortuit. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231,

text și nota 19, p. 706; Laurent, VI, No. 551; Planiol et Ripert, III, No. 837).

**3.** După altă părere, când stricăciunile cari au loc din cauza vechimei sau prin caz fortuit se pot remedia prin reparațiuni de întreținere, uzufructuarul este obligat a le face. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1665; Demolombe, X, No. 587 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 513).

**4.** Dispozițiunile art. 607 c. civ. fr. (547 c. civ. rom.) nu au nici o aplicare practică, cel puțin în privința nudului proprietar. (Demolombe, X, No. 587, 588; Mourlon, I, No. 1596, 1597; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 681; Planiol, I, No. 2834; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 510, nota 4, 521; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, text și nota 19, p. 706; Huc, IV, No. 225 urm.).

**Art. 548.** — Uzufructuarul este obligat, în cursul folosinței sale, la toate sarcinile anuale ale fondului, precum contribuțiunile și altele ce după obicei sunt considerate ca sarcine ale fructelor. (Civ. 545, 574; Civ. Fr. 608).

*Text. fr. Art. 608.* — L'usufruitier est tenu, pendant sa jouissance, de toutes les charges annuelles de l'héritage telles que les contributions et autres qui dans l'usage sont censées charges des fruits.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Anuitate 7.  
Contribuțiuni 2-6.  
Creditul funciar 7.  
Derogare 1.  
Dobânzi 7.  
Fructe 8-12.  
Fructe civile 9.  
Fructe industriale 10.

Fructe naturale 10.  
Funciar impozit 4.  
Impozit 2-6.  
Impozit extraordinar 5, 6.  
Impozit funciar 4.  
Impozit neprevăzut 5, 6.  
Imprumut 7.  
Ipotecă 7.

Obligație personală 9.  
Ordine publică 1, 2.  
Renunțare 12.  
Restituire 2.  
Roluri de contribuțiuni 3.

Sarcine 1 urm.  
Stat 2.  
Uzufruct 1 urm.  
Uzufruct particular 8.  
Uzufruct universal 8.

### Doctrină.

**1.** Părțile pot derogă dela dispozițiunile art. 608 c. civ. fr. (548 c. civ. rom.).

1) Adică: „dărâmat“.

deoarece ele nu sunt de ordine publică. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 551; Suppl., Usufruit, No. 263; Planiol et Ripert, III, No. 840; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 507).

**2.** Chiar dacă părțile prin convențiune ar pune în sarcina nudului proprietar contribuțiunile către stat, statul nu este obligat a respecta această convențiune, ci va putea urmări pe uzufructuar pentru plata contribuțiilor, deoarece nu se poate derogă prin convențiuni particulare la legile generale cari stabilesc impozitele; după plata impozitelor însă, uzufructuarul va putea cere dela nudul proprietar rambursarea sumelor plătite. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1782; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 263; Laurent, VII, No. 5; Huc, IV, No. 231; Planiol et Ripert, III, No. 840; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 507; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 688).

**3.** În rolul de contribuțiuni va fi trecut uzufructuarul iar nu nudul proprietar, deoarece potrivit dispozițiilor art. 608 c. civ. fr. (548 c. civ. rom.) el singur este obligat personal la plata contribuțiilor. (Demolombe, X, No. 606; Laurent, VII, No. 1; Huc, IV, No. 231; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 688; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 506, nota 3).

**4.** Impozitul funciar este o sarcină anuală a fondului care trebuie plătită de uzufructuar. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 555; Planiol et Ripert, III, No. 840; Nacu, I, p. 839).

**5.** Impozitele extraordinare și neprevăzute, după o părere, trebuiesc plătite de uzufructuar. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 555; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 840).

**6.** După altă părere, impozitele extraordinare și neprevăzute, nu constituiesc sarcine anuale ale fondului, ci sunt sarcine ale proprietății, care potrivit dispozițiilor art. 609 c. civ. fr. (549 c. civ. rom.) trebuiesc plătite atât de uzufructuar cât și de nudul proprietar. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 451 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, nota 23, p. 707; Daloz, Rép., Usufruit, No. 555; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 688).

**7.** Un împrumut cu amortizare contractat la creditul funciar, privește pe nudul proprietar, uzufructuarul fiind obligat a plăti dobânzile sumelor datorate în fiecare anuitate care va fi plătită de către nudul proprietar. (Planiol et Ripert, III, No. 843; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 507, nota 1).

**8.** Sarcinele considerate ca sarcine ale fructelor vor fi plătite fără distincțiune atât de uzufructuarul universal, cât și uzufructuarul particular. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 507).

**9.** Obligația uzufructuarului de a suporta sarcinele anuale cari sunt sarcine ale fructelor, este personală, putând fi executată asupra propriilor sale bunuri și nu există decât în proporțiune cu durata uzufructului, deci cu perceperea fructelor civile. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1793; Demolombe, X, No. 607; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 708; Daloz, Rép., Usufruit, No. 552; Suppl., Usufruit, No. 263; Laurent, VII, No. 3 urm.; Huc, IV, No. 231; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 691; Planiol et Ripert, III, No. 840; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 508; Plastara, II, p. 260).

**10.** Uzufructuarul trebuie să plătească sarcinele anuale în tot timpul folosinței sale, indiferent dacă în acest timp a cules sau nu fructele naturale sau industriale ale lucrului supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 607; Laurent, VII, No. 3 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 691; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 508).

**11.** Chiar dacă valoarea fructelor percepute ar fi mai mică decât cuantumul sarcinilor anuale, uzufructuarul este obligat să le plătească. (Demolombe, X, No. 605; Laurent, VII, No. 4, 25; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 508).

**12.** Uzufructuarul are dreptul să delese dreptul său de uzufruct în cazul când sarcinele anuale sunt mai mari decât valoarea fructelor percepute. (Demolombe, X, No. 605; Laurent, VII, No. 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 508).

**13.** A se vedea: art. 549 din codul civil cu notele respective.

**Art. 549.** — În privința sarcinilor ce pot fi impuse pe proprietate, în cursul uzufructului, proprietarul și uzufructuarul contribuiesc după modul următor: proprietarul este obligat a le plăti și uzufructuarul a-i răspunde dobânzile, iar dacă uzufructuarul le-a plătit, el are dreptul a cere capetele plătite dela proprietar, la expirarea uzufructului. (Civ. 550, 552, 557 urm., 1589; Civ. Fr. 609).

*Text. fr. Art. 609.* — A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit:

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier, doit lui tenir compte des intérêts.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune 9, 10.	Ipotecă 10.
Capital 1.	Privilegiu 10.
Cheltueli 9.	Proces 9, 10.
Contribuțiuni extraordinare 6.	Răsboiu 6.
Deschiderea uzufructului 4.	Revendicare 9.
Dobânzi 1, 4.	Sarcine 1 urm.
Gard 7.	Sarcine de natură privată 9.
Grănațuire 7.	Stat 5.
Hotărâre 9.	Trotuare 8.
Îmbunătățiri 9.	Uzufruct 1 urm.
Impozite 6.	Uzufruct cu titlu universal 2.
Împrumut forțat 5.	Uzufruct particular 2.
Inamic 6.	Uzufruct universal 2.
Începerea uzufructului 4.	Vindere-cumpărare 3.
Încetarea uzufructului 1.	

## Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 609 c. civ. fr. (549 c. civ. rom.), în privința sarcinilor impuse pe proprietate, în timpul uzufructului, proprietarul este obligat a le plăti, și uzufructuarul a-i plăti dobânzile, iar dacă uzufructuarul le-a plătit, el are dreptul a cere capitalul plătit dela proprietar, la încetarea uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 570; Laurent, VII, No. 11; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 693; Planiol et Ripert, III, No. 840; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 509; Nacu, I, p. 839; Matei Cantacuzino, p. 167).
2. Dispozițiile art. 609 c. civ. fr. (549 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la uzufructul cu titlu particular cât și la uzufructul universal sau cu titlu universal. (Demolombe, X, No. 614).
3. În cazul când nici proprietarul nici uzufructuarul nu voesc să plătească sarcinile pe proprietate, se va procedă de către nudul proprietar conform dispozițiilor art. 612 partea ultimă c. civ. fr. (552 partea ultimă c. civ. rom.) vânzându-se o parte din averea supusă uzufructului până se va dobândi un preț egal cu suma datorită. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 571; Contra: Demolombe, X, No. 615; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, text și nota 28, p. 708; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 266; Laurent, VII, No. 10; Huc, IV, No. 232; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 693; Planiol et Ripert, III, No. 840).
4. Numai sarcinile pe proprietate în cursul uzufructului privesc pentru dobânzi pe uzufructuar; în cecece privește sarcinile pe proprietate impuse înainte de începerea uzufructului, ele privesc numai pe acel care eră proprietarul bunului în momentul impunerei. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1860 urm.; Demolombe, X, No. 611; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 693; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 510).
5. Ca sarcine pe proprietate cari diferă de sarcinile anuale ale fondului se citează:
  - imprumutul forțat cerut proprietarilor de către Stat, pentru nevoi urgente. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1858; Demolombe, X, No. 611; Marcadé, Art. 609, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 708; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 564; Suppl., Usufruit, No. 264; Laurent, VII, No. 5; Huc, IV, No. 232; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 692; Planiol et Ripert, III, No. 840; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 509).
  - 6. Deasemenea ca sarcine pe proprietate se citează contribuțiunile extraordinare impuse de inamic în timp de răsboiu în caz de invazie. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1858; Demolombe, X, No. 611; Marcadé, Art. 609, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 708; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 564; Laurent, VII, No. 5; Huc, IV, No. 232; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 692; Planiol et Ripert, III, No. 840; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 509).
  - 7. Ca sarcină pe proprietate se citează deasemenea închiderea forțată cu gard a proprietății. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 709; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 264; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 692; Planiol et Ripert, III, No. 840).
  - 8. Cheltuelile cu facerea trotuarelor dealungul proprietății sunt sarcine ale proprietății. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 709; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 692; Planiol et Ripert, III, No. 840).
  - 9. Ca sarcină pe proprietate de natură privată, se poate cită cazul când proprietarul și uzufructuarul câștigând un proces în revendicare, sunt obligați a restitui posesorului cheltuelile făcute de acesta cu îmbunătățirile. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1877 urm.; Demolombe, X, No. 613; Laurent, VII, No. 9; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 509, nota 1).
  - 10. Datoriile cari afectează cu privilegiu sau ipotecă imobilul supus uzufructului, constituiesc sarcine ale proprietății. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1832; Demolombe, X, No. 525, 526; Marcadé, Art. 610, No. 8; Demante et Colmet de Sarterre, ed. 3-a, II, No. 454, bis II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 709; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 265; Laurent, VI, No. 11; Planiol et Ripert, III, No. 842; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 509, nota 1; Nacu, I, p. 839).
  - 11. A se vedea: art. 548 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Fiecare legatar sau moștenitor va plăti taxa de înregistrare în raport cu partea sa de moștenire.

E casabilă hotărîrea prin care nudul proprietar a fost obligat să plătească întreaga taxă de succesiune, fără să se per-

ceapă cota respectivă dela uzufructuar. (Cas. III, 267 din 8 Martie 1926, Pand. Săpt. 19/926, Pand. Rom. 1926, III, 84).

**Art. 550.** — Acel ce câștigă cu titlu gratuit un uzufruct universal, sau cu titlu universal, este dator a achită în proporțiune cu folosința sa și fără nici un drept de repetițiune, legăturile <sup>1)</sup>, pensiunile alimentare și veniturile rentelor perpetue sau pe viață cari privesc asupra patrimoniului. (Civ. 339, 474, 548, 553, 774, urm., 844 urm., 888 urm., 893 urm., 900, 902 urm., 1639; Civ. Fr. 610).

*Text. fr. Art. 610.* — Les legs fait par un testateur, d'une rente viagère ou pension alimentaire, doit être acquitté, par le légataire universel de l'usufruit dans son intégrité, et par le légataire, à titre universel de l'usufruit, dans la proportion de sa jouissance, sans aucune répétition de leur part.

### Bibliografie (continuare).

SRELICESCU AL., Notă sub Cas. I 641 din 6 Noembrie 1913, Pand. Rom. 1925, I, 89.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină.

Acțiune directă 6.	Rentă 4, 6—12, 14.
Convențiune 2.	Renunțare 9.
Datorii 1, 5, 10, 12, 13.	Repetițiune 14.
Divorț 5.	România 3, 12.
Donațiune 2, 3, 5, 14.	Succesiune 1, 3, 5.
Drept civil francez 1, 2, 3, 12.	Tată 5.
Drept civil român 3, 12.	Testament 1, 3, 5, 12, 14.
Femeie văduvă săracă 5.	Uzufruct 1 urm.
Franța 1, 2, 3, 12.	Uzufruct cu titlu universal 2, 5, 7—11, 14.
Legat, a se vedea cuvântul: „Testament“.	Uzufruct legal 5.
Mamă 5.	Uzufruct universal 2, 5, 7—11, 14.
Minoritate 5.	Vindere-cumpărare 2, 13.
Pensiune alimentară 6—10, 12, 14.	

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 610, 611 și 612 c. civ. fr. (550, 551 și 552 c. civ. rom.) în privința obligațiilor uzufructuarului de a plăti datoriile constituitorului uzufructului, își găsesc aplicațiunea în Franța, numai la uzufructul constituit pe cale de succesiune testamentară sau abintestat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Laurent, VII, No. 17; Huc, IV, No. 237; Comp.: Dalloz, Rép., Usufruit, No. 456; Suppl., Usufruit, No. 211).

**2.** In cazul unui uzufruct universal sau cu titlu universal, constituit cu titlu gratuit sau oneros prin convențiune, se va urmări în Franța, potrivit clauzelor convențiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 211).

**3.** In dreptul civil român, spre deosebire de dreptul francez, întrucât textul art. 550 c. civ. rom. diferă de textul art. corespunzător fr. 610, dispozițiunile acestui articol și ale art. 551 și 552 c. civ. rom. se aplică la orice dobânditor al unui

uzufruct cu titlu gratuit adică prin testament, donațiune sau moștenire. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 522, nota 4, 532, nota 6, 525, text și nota 2).

**4.** Dispozițiunile art. 610 c. civ. fr. (550 c. civ. rom.) sunt urmarea ideii enunțate în art. 588 c. civ. fr. (527 c. civ. rom.), privitoare la rentă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 239, nota 9, p. 714; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 698).

**5.** Dispozițiunile art. 610 și 612 c. civ. fr. (550 și 552 c. civ. rom.) cu privire la plata datoriilor succesiunii de către nudul proprietar și uzufructuar își găsesc aplicațiunea la orice uzufruct universal sau cu titlu universal fără a se lua în considerație cauza uzufructului. Așa ele își găsesc aplicațiunea: legatarului sau donatarului universal sau cu titlu universal al unui uzufruct; uzufructului văduvei sărace în succesiunea soțului său decedat; moștenitorului uzufructuar al succesiunii când nuda proprietate a bunurilor este lăsată unui alt moștenitor; uzufructului legal al tatălui și mamei asupra bunurilor copiilor lor minori; uzufructului legal prevăzut de art. 285 c. civ. rom., în materie de divorț. (Demolombe, X, No. 546; Laurent, VII, No. 17; Huc, IV, No. 237; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 709; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 527).

**6.** Beneficiarul unei rente viagere sau al unei pensiuni alimentare, are în contra uzufructuarului universal o acțiune directă petru a obține plata dreptului său. (Demolombe, X, No. 523, 543; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 453 bis, 455 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 711; Laurent, VII, No. 28; Huc.

1) Din eroare se zice „legăturile“ în loc de „legaturile“.

IV, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 526).

**7.** Uzufuctuarul universal sau cu titlu universal, după o părere, este obligat la plata rentelor și a pensiilor alimentare până la concurența folosinței sale. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1824; Demolombe, X, No. 605; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 561; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 711; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 526, nota 2).

**8.** După altă părere, uzufuctuarul universal sau cu titlu universal, este obligat la plata rentelor și a pensiunilor alimentare, ca și la plata sarcinilor, în întreaga parte cu toate bunurile sale personale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 561; Laurent VII, No. 23).

**9.** În acest de al doilea sistem, dacă uzufuctuarul nu voeste să plătească rentele și pensiunile alimentare, el are dreptul să delase dreptul său de uzufuct. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 711, nota 4).

**10.** Dispozițiunile art. 610 c. civ. fr. (550 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiune la plata datoriei legale de alimente prevăzute de art. 205 și urm. c. civ. fr. (187 urm. c. civ. rom.). (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1818 urm.; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 562).

**11.** Dispozițiunile art. 610 c. civ. fr. (550 c. civ. rom.) continuă a-și găsi aplicațiunea în cazul când uzufuctuarul universal sau cu titlu universal este în același timp titularul rentei viagere. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 217; Huc, IV, No. 235).

**12.** Cuvântul: «legaturi» din art. 550

c. civ. rom., este trecut din eroare, deoarece acest articol se ocupă numai de plata rentelor și a pensiunilor alimentare, iar de plata datoriei moștenirii se ocupă art. 552 c. civ. rom. Redactorii codului civil român, au tradus greșit textul art. 610 c. civ. fr. care vorbește de legatele unei rente viagere sau ale unor pensii alimentare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 523, nota 4, 524, nota 1, 525 nota 3).

**13.** Cel care dobândește un uzufuct cu titlu oneros nu este obligat să plătească datoriile nudului proprietar deoarece el a plătit echivalentul său și nu se îmbogățește cu nimic. (Demolombe, X, No. 549; Marcadé, Art. 610; Laurent, VII, No. 17; Huc, IV, No. 237; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 525).

**14.** Oricare ar fi titlul sub care pensiile sau rentele ar fi fost constituite, potrivit dispozițiunilor art. 610 c. civ. fr. (550 c. civ. rom.) acel care câștigă cu titlu gratuit un uzufuct universal sau cu titlu universal, este dator a achita în proporțiune cu folosința sa și fără nici un drept de repetițiune, pe toată durata uzufuctului său, aceste pensii alimentare și veniturile rentelor perpetui sau pe viață cari s'ar datori de către succesiunea celui care a constituit uzufuctul. (Demolombe, X, No. 531; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 453 bis. II; Marcadé, Art. 610; Laurent, VII, No. 22; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 698; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 525).

**15.** A se vedea: art. 551 și 552 din codul civil cu notele respective.

**Art. 551.** — Uzufuctuarul cu titlu particular nu se obligă la plata datoriei, pentru care fondul este ipotecat, și de va fi silit să le plătească, are acțiune în contra proprietarului. (Civ. 775, 899 urm., 905, 909, 991, 1108, 1253, 1746 urm., 1790 urm., 1799, 1875; Civ. Fr. 611).

*Text. fr. Art. 611.* — L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué: s'il est forcé de les payer, il a son recours contre le propriétaire, sauf ce qui est dit à l'article 1020, au titre des *Donations entre-vifs et des Testaments.*

### Doctrină.

**1.** Textul art. 611 c. civ. fr. diferă de textul art. 551 c. civ. rom. deoarece adaugă cuvintele: «sauf ce qui est dit à l'article 1020, au titre des Donations entre-vifs et des Testaments», cuvinte care au fost eliminate de legiuitorul nostru deoarece erau de prisos și cuprind o inexactitate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 523, nota 7; Comp.: Demolombe, X, No. 527; Marcadé, Art. 611; Laurent, VII, No. 18; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 714).

**2.** Dispozițiunile art. 610, 611 și 612 c. civ. fr. (550, 551 și 552 c. civ. rom.) în privința obligațiunilor uzufuctuarului de a plăti datoriile constituitorului uzufuctului, își găsesc aplicațiunea în Franța, numai la uzufuctul constituit pe cale de succesiune testamentară sau abintestat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Laurent, VII, No. 17; Huc, IV, No. 237).

**3.** În dreptul civil român, spre deosebire de dreptul francez, întrucât textul art. 550 c. civ. rom. diferă de textul articolului corespunzător francez 610, dispozițiunile acestui articol și ale articolelor



551 și 552 c. civ. rom. se aplică la orice dobânditor al unui uzufruct cu titlu gratuit, adică prin testament, donațiune sau moștenire. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 522, nota 4, 523, nota 6, 524, nota 1, 525, nota 3).

4. Potrivit dispozițiilor art. 611 c. civ. fr. (551 c. civ. rom.), uzufructuarul cu titlu particular nu este obligat să plătească dobânzile datoriilor și ratele unei rente perpetui sau pe viață chirografare sau garantate cu ipotecă asupra fondului supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 528; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 449; Suppl., Usufruit, No. 215; Marcadé, Art. 611; Laurent, VII, No. 12; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 712; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 530).

5. Aceste dispozițiuni își găsesc aplicațiunea și la rentele funciare. (Demolombe, X, No. 528; Marcadé, Art. 611, No. 9; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 709; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 454; Laurent, VII, No. 12; Contra: Proudhon, Usufruit, IV, No. 1834).

6. Art. 611 c. civ. fr. (551 c. civ. rom.) presupune că nudul proprietar este în același timp și moștenitorul universal al constitutorului uzufructului; în cazul când însă nuda proprietate a fost legată și ea unei alte persoane, afară de moștenitorul universal, uzufructuarul cu titlu particular care a plătit

datoriile pentru cari fondul este ipotecat va avea acțiune în restituire atât în contra nudului proprietar cât și în contra moștenitorilor universali ai constitutorului uzufructului particular. (Demolombe, X, No. 526; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, text și nota 3, p. 713; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 450; Suppl., Usufruit, No. 215; Laurent, VII, No. 18; Huc, IV, No. 233; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 713; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 531, text și nota 2).

7. În contra moștenitorului universal uzufructuarul care a plătit va avea acțiune imediată, însă în contra nudului proprietar care nu e moștenitor universal va avea acțiune de restituire la finele uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 451; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 531, nota 2).

8. Dispozițiunile art. 611 c. civ. fr. (511 c. civ. rom.), nu sunt de ordine publică și constitutorul uzufructului poate derogă dela regulile acestui articol, impunând uzufructuarului cu titlu particular plata dobânzilor unei datorii. (Demolombe, X, No. 530; Laurent, VII, No. 18; Huc, IV, No. 233; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 712; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 531).

9. A se vedea: art. 550 și 552 din codul civil cu notele respective.

**Art. 552.** — Uzufructuarul fie universal, fie cu titlu universal, trebuie să contribuească, împreună cu proprietarul, la plata datoriilor, după cum urmează: se prețuește valoarea fondului supus uzufructului, se defige în urmă cătimea cu care urmează a contribui la plata datoriilor, în proporțiune cu valoarea zisului fond. — Dacă uzufructuarul voește să avanseze suma pentru care trebuie fondul să contribue, capitalul i se înapoiază la sfârșitul uzufructului fără nici o dobândă. Iar de nu va voi uzufructuarul a face acest avans, proprietarul poate, după a sa voință, sau să plătească dânsul acea sumă, și atunci uzufructuarul îi plătește dobânzile în tot cursul uzufructului, sau să pună în vânzare o parte din averea supusă uzufructului până se va dobândi un preț analog sumei datorite. (Civ. 549 urm., 775, 893, 896, 902, 1087; Pr. civ. 211 urm.; Civ. Fr. 612).

*Text. fr. Art. 612.* — L'usufruitier, ou universel, ou à titre universel doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes, ainsi qu'il suit:

On estime la valeur du fonds sujet à usufruit; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.

Si l'usufruitier ne veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit.

## Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 84 urm.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

A acțiune directă 12.	Ordine publică 5.
Aprecieri suverană 6, 32.	Prejudiciu 23.
Creanțe 19.	Prescripție 21.
Creditori 4, 11, 12, 23.	Prețuire 16.
Datorii 3, 6—14, 16—18, 22, 31.	Probă 30.
Derogare 5.	Punerea sigiliilor 8.
Dobânzi 12, 13, 14, 16, 17, 18, 20, 22, 24, 25.	Rentă 19.
Donațiune 2.	Renunțare 18.
Dovadă 30.	Restituire 18, 19, 20, 21.
Drept civil francez 1, 2.	Român drept civil 2.
Drept civil român 2.	Sarcine, a se vedea cu-vântul „Datorii”.
Evaluare 16.	Scadență 19, 25, 28.
Francez drept civil 1.	Sigilii 8.
Fructe 14.	Somațiune 30.
Imobil 15, 16.	Sucesiune 1 urm.
Incetarea uzufructului 18, 19, 20, 21.	Suverană apreciere 6, 32.
Immormântare 8.	Testament 1, 2, 3, 8, 9.
Legat a se vedea cuvântul: „Testament”.	Urmărire silită 11, 12.
Mobile 15, 16.	Uzufruct 1 urm.
Notificare 30.	Valoare 16.
	Vindere-cumpărare 22, 23, 26—32.

## Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 610, 611 și 612 cod. civ. fr. (550, 551 și 552 c. civ. rom.), în privința obligațiilor uzufructuarului de a plăti datoriile constitutorului uzufructului, își găsesc aplicațiunea în Franța, numai la uzufructul constituit pe cale de succesiune testamentară sau ab intestat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Laurent, VII, No. 17; Huc, IV, No. 237).
2. În dreptul civil român, spre deosebire de dreptul francez, întrucât textul art. 550 c. civ. român diferă de textul articolului corespunzător francez 610, dispozițiunile acestui articol și ale art. 551 și 552 c. civ. rom., se aplică la orice dobânditor al unui uzufruct cu titlu gratuit, adică prin testament, donațiune sau moștenire. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 522, nota 4, 523, nota 6, 524, nota 1, 525, nota 3).
3. Potrivit dispozițiilor art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), uzufructuarul fie universal, fie cu titlu universal, trebuie să contribuiască împreună cu proprietarul la plata datoriilor; chestiunea dacă legatul uzufructului totalității bunurilor cari compun succesiunea este un legat particular sau un legat universal, nu are nici un interes în această materie deoarece legiuitorul a fixat care este contribuțiunea uzufructuarului la plata dobânzilor succesiunii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 713; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 445; Suppl., Usufuit, No. 212, 218; Laurent, VII, No. 19; Huc, IV, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 708; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 523, nota 1, 526; Nacu, I, p. 842).
4. Chiar în cazul când moștenitorul nud proprietar este creditorul succesiunii, se aplică dispozițiunile art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 542; Laurent, VII, No. 24; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 482; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 707; Contra: Proudhon, Usufuit, II, No. 475; Marcadé, Art. 1010, No. 3).
5. Se poate derogă dela dispozițiunile art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.) deoarece ele nu sunt de ordine publică. (Demolombe, X, No. 547; Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 219; Laurent, VII, No. 33; Huc, IV, No. 236; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 695; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 527).
6. Tribunalele vor aprecia în mod suveran convențiunea părților prin care se derogă dela dispozițiunile art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.) cu privire la plata datoriilor succesiunii de către uzufructuar și nudul proprietar. (Demolombe, X, No. 547; Laurent, VII, No. 33; Huc, IV, No. 236; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 695; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 527).
7. Prin cuvântul «datorii», întrebuințat în art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), se înțeleg atât datoriile propriu zis ale defunctului cât și datoriile și sarcinele succesiunii. (Proudhon, Usufuit, IV, No. 1799; Demolombe, X, No. 544; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 713; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 483; Suppl., Usufuit, No. 213; Laurent, VII, No. 20; Huc, IV, IV, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 708; Alexandresco, 2-a, III, partea I, p. 526; Matei Cantacuzino, p. 167).
8. Astfel sunt datorii și sarcine ale succesiunii: cheltuielile cu punerea sigiliilor și facerea inventarului, cheltuieli de immormântare, cheltuieli de predarea legatelor, etc. (Proudhon, Usufuit, IV, No. 1799; Demolombe, X, No. 544; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 713; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 483; Suppl., Usufuit, No. 213; Laurent, VII, No. 20; Huc, IV, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 708; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 528).
9. Deasemenea sunt sarcine ale succesiunii, plata legatelor. (Proudhon, Usufuit, IV, No. 1799; Demolombe, X, No. 544; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 713; Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 213; Laurent, VII, No. 20; Huc, IV, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 708; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 528).
10. Dispozițiunile art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), fixează numai raporturile între nudul proprietar și uzufructuarul universal și cu titlu universal în ceea ce privește plata datoriilor succesiunii. (Proudhon, Usufuit, II, No. 475 urm.; Demolombe, X, No. 543; Demante

et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 455 bis; Aubry et et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 228; Laurent, VII, No. 28; Huc, IV, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 711; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 528).

**11.** Deoarece dispozițiunile art. 612 c. civ. fr. 552 c. civ. rom.), regulează numai raporturile între nudul proprietar și uzufructuar, creditorii succesiunii au dreptul să urmărească plina proprietate a bunurilor successorale, pentru realizarea creanței lor, chiar și cele supuse uzufructului. (Proudhon, Usufruit, II, No. 475 urm.; Demolombe, X, No. 543; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 455 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 228; Laurent, VII, No. 28; Huc, IV, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 711; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 528).

**12.** Deasemenea creditorii succesiunii au dreptul să urmărească direct pe uzufructuar pentru plata dobânzilor care au curs în timpul uzufructului; pentru plata capitalului nu au acest drept. (Proudhon, Usufruit, II, No. 475 urm.; Demolombe, X, No. 543; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 455 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 714; Laurent, VII, No. 28; Huc, IV, No. 234; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 711; Planiol et Ripert, III, No. 845; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 528).

**13.** Deoarece uzufructuarul nu continuă persoana defunctului, el este ținut la plata dobânzilor datoriiilor numai în limita uzufructului său. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 214; Laurent, VII, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 526; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 711).

**14.** Obligația uzufructuarului de a contribui la plata datoriiilor succesiunii începe dela data folosinței sale, deoarece contribuția sa constituie o sarcină a fructelor. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 446).

**15.** În art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), textul conține o inexactitate în ceea ce privește cuvintele: «prețuirea fondului» deoarece acest text presupune că uzufructul a fost constituit asupra unui imobil. În loc de fond, trebuia să se precizeze prețuirea valorii averii, deoarece aceiași procedură se va urma și în cazul când uzufructul va fi constituit asupra unor lucruri mișcătoare. (Demolombe, X, No. 533; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 455 bis; Marcadé, art. 612; Laurent, VII, No. 29; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 704; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 524, nota 3, 528).

**16.** Expresiuinea întrebuintă de legiuitor în art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.): «se prețuiește valoarea fondului supus uzufructului» este necompletă și neexactă, deoarece cuvântul «fond» înseamnă

un teren și legiuitorul a voit aci să vorbească de totalitatea bunurilor supuse uzufructului, apoi estimățiunea bunurilor supuse uzufructului nu este necesară și în sfârșit, estimățiunea dacă se face trebuiește întinsă la toate bunurile cari cuprind succesiunea pentru a putea stabili porțiunea de contribuțiune a uzufructuarului la plata dobânzilor succesiunii. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1892 urm.; Demolombe, X, No. 533 urm.; Marcadé, Art. 612, No. 6; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, nota 6, p. 713; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 463; Laurent, VII, No. 29 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 704; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 524, nota 3, 528, 529; Comp.: Nacu, I, p. 842).

**17.** Dacă nudul proprietar a plătit datoriiile succesiunii, uzufructuarul universal este obligat a-i plăti acestuia totalitatea dobânzilor la suma plătită. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1894; Demolombe, X, No. 522, 534; Marcadé, Art. 612, No. 6 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 713; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 474; Laurent, VII, No. 33; Nacu, I, p. 842; Matei Cantacuzino, p. 167).

**18.** Potrivit dispozițiilor art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.) dacă uzufructuarul voește să avanseze suma pentru care trebuie fondul să contribuie, capitalul i se înapoiază la sfârșitul uzufructului, fără nici o dobândă, indiferent de modul de încetare a uzufructului, chiar prin renunțare. (Demolombe, X, No. 537; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 467, 468; Suppl., Usufruit, No. 221; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 700; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 529, nota 2; Nacu, I, p. 842).

**19.** În cazul când uzufructuarul rambursează capitalul unei rente constituite pe care creditorul nu are dreptul să o ceară sau plătește creanța a căror scadență eră posterioară stingerei uzufructului, nudul proprietar nu este obligat să înapoieze aceste sume la încetarea uzufructului. (Demolombe, X, No. 538; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 470; Suppl., Usufruit, No. 226; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 700).

**20.** Dacă la încetarea uzufructului, nudul proprietar nu plătește uzufructuarului sumele ce trebuiește să le restituie, el trebuiește să-i plătească dobânzi de întârziere; aceste dobânzi curg de drept din ziua încetării uzufructului iar nu dela cererea de restituire. (Demolombe, X, No. 536 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, nota 9, p. 735; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 647; Laurent, VII, No. 30; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 529, nota 2; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 700).

**21.** În ceea ce privește restituirea capitalului plătit de către uzufructuar, prescripția nu curge în contra sa în timpul uzufructului deoarece nudul proprietar este obligat a-i restitui uzufructuarului acest capital, la încetarea uzufructului. (Demolombe, X, No. 536; Budry et Chau-

veau, Des biens, No. 700; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 529, nota 2).

**22.** Potrivit dispozițiilor art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), în cazul când uzufructuarul nu voește să plătească datoriile succesiunii, nudul proprietar poate, după voința sa, sau să plătească el acea sumă și atunci uzufructuarul îi plătește dobânzile în tot cursul uzufructului, sau să pună în vânzare o parte din averea supusă uzufructului, până se va dobândi un preț egal cu suma datorată. (Demolombe, X, No. 539; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 472; Suppl., Usufuit, No. 223; Laurent, VII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 529, nota 2; Nacu, I, p. p. 842).

**23.** Numai nudul proprietar iar nu și uzufructuarul are dreptul să aleagă sau plătească capitalul sau să vândă o parte din bunurile supuse uzufructului până se va dobândi un preț egal cu suma datorită. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 223; Laurent, VII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 530, nota).

**24.** În cazul când potrivit dispozițiilor art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), nudul proprietar a plătit suma datoriei succesiunii, uzufructuarul este obligat a plăti dobânzile deplin drept dela data achitării datoriei. (Demolombe, X, No. 539; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 472; Suppl., Usufuit, No. 224; Laurent, VII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 529, nota 2).

**25.** Dobânzile la suma plătită de către nudul proprietar vor curge de drept, chiar dacă datoria nu era producătoare de dobânzi, afară de cazul când nudul proprietar a plătit datoria înainte de scadență. (Demolombe, X, No. 539; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 472; Suppl., Usufuit, No. 224; Laurent, VII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 529, nota 2).

**26.** După cum s'a arătat mai sus, în cazul când uzufructuarul nu voește a plăti datoria succesiunii, nudul proprietar dacă nu voește el să plătească această sumă, poate cere să se vândă o parte din averea supusă uzufructului până la concurența sumei datorită. (Dalloz, Rép., Usufuit, No. 478; Suppl., Usufuit, No. 225; Laurent, VII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 702; Planiol et Ripert, III, No. 844; Alexandresco, ed. 2-a, III, p. I, p. 530, nota; Nacu, I, p. 842).

**27.** Dacă în activul succesiunii se găsește o sumă lichidă de bani egală cu acea a datoriilor succesiunii, nudul proprietar nu are dreptul să ceară vânzarea

a o parte din averea supusă uzufructului, pentru plata acestor datorii. (Dalloz, Rép., Usufuit, No. 480; Suppl., Usufuit, No. 225).

**28.** Uzufructuarul poate să ceară amânarea vânzării unei părți din averea supusă uzufructului pentru plata datoriilor succesiunii, în cazul când a obținut dela creditorii succesiunii o amânare de plată care nu cauzează nudului proprietar nici un prejudiciu. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 226; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 702, p. 447, nota 4).

**29.** Numai nudul proprietar are dreptul să ceară vânzarea unei părți din averea supusă uzufructului, pentru plata datoriilor succesiunii, iar nu și uzufructuarul. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 223; Laurent, VII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 530, nota).

**30.** Pentru ca nudul proprietar să poată cere vânzarea unei părți din averea supusă uzufructului, pentru plata datoriilor succesiunii, nu e nevoie ca el să someze pe uzufructuar ca să plătească aceste datorii, ci este de ajuns dacă se dovedește că uzufructuarul deși avea cunoștință de existența acestor datorii totuși, nu le-a plătit. (Demolombe, X, No. 539; Dalloz, Rép., Suppl., Usufuit, No. 225; Laurent, VII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 701; Contra: Dalloz, Rép., Usufuit, No. 478).

**31.** Deasemnarea obiectelor supuse uzufructului care se vor vinde pentru plata datoriilor succesiunii, se va face de către nudul proprietar de acord cu uzufructuarul. (Demolombe, X, No. 540; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 481; Suppl., Usufuit, No. 227; Laurent, VII, No. 32; Huc, IV, No. 236; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 702; Planiol et Ripert, III, No. 844; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 530, nota).

**32.** În cazul când nudul proprietar și uzufructuarul nu se înțeleg la desemnarea obiectelor supuse uzufructului care urmează să se vândă pentru plata datoriilor succesiunii, această desemnare se va face de către tribunal la care se vor adresa părțile. (Demolombe, X, No. 540; Dalloz, Rép., Usufuit, No. 481; Suppl., Usufuit, No. 227; Laurent, VII, No. 32; Huc, IV, No. 236; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 702; Planiol et Ripert, III, No. 844; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 530, nota).

**33.** A se vedea: art. 550 și 551 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

I. A se vedea: art. 776, nota 1.

**Art. 553.** — Uzufructuarul e dator a plăti numai cheltuelile proceselor ce privesc folosința și ale acelorlalte<sup>1)</sup> condemațiuni

1) Ar trebui zis: „celelalte“ în loc de: „ale acelorlalte“.

la cari procesele arătate pot da naștere. (Civ. 549, 550, 1341 § 3; Pr. civ. 140; Civ. Fr. 613).

*Text. fr. Art. 613.* — L'usufruitier n'est tenu que des frais des procès qui concernent la jouissance, et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune posesorie 3, 4.	Posesorie acțiune 3, 4.
Cheltueli 1 urm.	Proces 1—10.
Condemnațiuni 1.	Repartițiunea cheltuelilor 7, 8, 9.
Despăgubiri 5.	Stricăciuni 2.
Distrugere 2.	Terțe persoane 4, 5.
Dobânzi 8.	Uzufruct 1 urm.
Folosința 1, 2, 6.	Uzurpare 4, 5.
Fructe 1.	
Notificare 4, 5.	

## Doctrină.

**1.** Prin cuvintele: «celelalte condemnațiuni la care procesele arătate pot da naștere» întrebuințate în art. 613 c. civ. fr. (553 c. civ. rom.), se înțeleg condemnațiunile la care poate da naștere exercitarea folosinței lucrului supus uzufructului, cum ar fi cele privitoare la fructe, etc. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 574; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 521, 522; Matei Cantacuzino, p. 167).

**2.** Cheltuelile proceselor cari privesc exclusiv folosința, cum ar fi cele privitoare la stricăciuni aduse fructelor, etc., cad numai în sarcina uzufructuarului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 575, 576; Planiol et Ripert, III, No. 847; Nacu, I, p. 840).

**3.** Cheltuelile făcute cu ocazia judecării unei acțiuni posesorii în care a figurat numai uzufructuarul, îl privesc numai pe el iar nu și pe nudul proprietar. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 576).

**4.** În cazul când uzufructuarul a încunostiințat la timp pe nudul proprietar, conform dispozițiilor art. 614 c. civ. fr. (554 c. civ. rom.), despre uzurpările aduse de terți la lucrul supus uzufructului, și acesta introduce o acțiune posesorie contra terților, pe care o pierde, cheltuelile îl vor privi numai pe el iar nu și pe uzufructuar. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 578).

**5.** Dacă însă uzufructuarul nu face cunoscut nudului proprietar uzurpările aduse de terți, el va avea dreptul să ceară dela uzufructuar daune-interese. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 578).

**6.** Cheltuelile proceselor cari privesc în același timp folosința și nuda proprietate adică, plina proprietate, interesând atât pe uzufructuar cât și pe nudul proprietar, trebuiesc să fie suportate de amândoi. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1762; Demolombe, X, No. 620; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 456; Mourlon, I, No. 1603; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 711; Daloz, Rép., Usufruit, No. 575, 579; Laurent, VII, No. 15; Huc, IV, No. 238; Baudry et Chau-

veau, Des biens, No. 715; Planiol et Ripert, III, No. 847; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 522; Nacu, I, p. 840).

**7.** În ceea ce privește repartizarea cheltuelilor proceselor privitoare la plina proprietate, după o părere, în cazul când atât nudul proprietar cât și uzufructuarul au luat parte la procese, fiecare din ei va plăti cheltuelile sale, dacă numai unul dintre ei a luat parte la proces, numai acesta va plăti cheltuelile. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 583).

**8.** După a doua părere, în această materie se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 609 c. civ. fr. (549 c. civ. rom.), nudul proprietar va plăti cheltuelile și uzufructuarul va plăti dobânzile. (Mourlon, I, No. 1603; Daloz, Rép., Usufruit, No. 581; Nacu, I, p. 840).

**9.** După a treia părere, în cazul când procesul a fost câștigat însă părutul nu poate plăti cheltuelile, aceste cheltueli se vor repartiza între nudul proprietar și uzufructuar, potrivit dispozițiilor art. 609 c. civ. fr. (549 c. civ. rom.), chiar dacă numai unul dintre ei a luat parte la proces; în cazul când procesul a fost pierdut și dacă ambii au luat parte, cheltuelile se vor plăti pe jumătate de fiecare din ei iar dacă numai unul dintre ei a luat parte la proces, cheltuelile îl vor privi pe acesta. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1762; Demolombe, X, No. 620; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 456; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 231, p. 711; Daloz, Rép., Usufruit, No. 582, 583, 584; Laurent, VII, No. 15; Huc, IV, No. 238; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 715; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 847; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 522).

**10.** Cheltuelile proceselor cari privesc exclusiv nuda proprietate, privesc numai pe nudul proprietar. (Demolombe, X, No. 620; Mourlon, I, No. 1603; Daloz, Rép., Usufruit, No. 575, 585; Laurent, VII, No. 15; Huc, IV, No. 238; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 715; Planiol, I, No. 2826; Planiol et Ripert, III, No. 847; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 522; Nacu, I, p. 840).

**11.** Dispozițiunile art. 613 c. civ. fr. (553 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în cazul când uzufructul este constituit cu titlu gratuit; în cazul când uzufructul este constituit cu titlu oneros acest articol nu-și găsește aplicațiunea deoarece vânzătorul fiind obligat, conform principiilor de drept, să facă pe cumpărător să se folosească în mod pașnic de bunul vândut, cheltuelile de pro-

ces și consecințele acțiunilor introduse privesc pe vânzător. (Demolombe, X, No. 618; Marcadé, Art. 613; Mourlon, I, No. 1603; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 232, p. 711; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 267; Laurent, VII, No. 14; Huc, IV, No. 238; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 717; Planiol et Ripert, III, No. 847; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 521, text și nota 4).

**Art. 554.** — Dacă în cursul uzufructului, o a treia persoană face vreo uzurpațiune asupra fondului, sau vreo altă încercare spre a călca drepturile proprietarului, uzufructuarul este ținut a-l denunța proprietarului, căci la din contra uzufructuarul rămâne răspunzător pentru toate daunele ce ar putea rezulta pentru proprietar, precum ar fi răspunzător pentru orice stricăciune s'ar face de el însuș. (Civ. 517, 998 urm., 1082, 1084, 1427, 1428, 1433; Civ. Fr. 614).

*Text. fr. Art. 614.* — Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci: faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Aprecieri 5.	Prescripție 3.
Cheltueli 8.	Probă 7.
Conservare 2, 3.	Responsabilitate 1 urm.
Culpă 1, 4, 10.	Scrisoare 7.
Denunțare 4—11.	Servitute 2.
Despăgubiri 4, 10.	Solemnitate 7.
Dovadă 7.	Termin 5, 6, 7, 9, 10.
Locațiune 6.	Terțe persoane 4—11.
Martori 7.	Uzufruct 1 urm.
Neglijență 4; 4, 10.	Uzurpare 4—11.
Notificare 4—11.	Verbală denunțare 7.

## Doctrină.

1. Uzufructuarul este răspunzător față cu nudul proprietar atât de faptele sale cât și de neglijența sa, deoarece este obligat să vegheze la paza și conservarea lucrului supus uzufructului, pentru a-l restitui proprietarului la încetarea uzufructului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 233; Planiol et Ripert, III, No. 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 505, 506).
2. Uzufructuarul este obligat să facă toate actele de conservare a atributelor bunului supus uzufructului. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 719; Planiol et Ripert, III, No. 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 505).
3. Astfel uzufructuarul este obligat să exercite servituțiile aflate în folosul fondului supus uzufructului, pentru a nu se stinge prin neuz; deasemenea să întreprindă prescripțiunile cari curg în contra bunului supus uzufructului și în dauna nudului proprietar. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 719; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 505, 506).
4. Potrivit dispozițiilor art. 614 c. civ. fr. (554 c. civ. rom.), uzufructuarul este răspunzător față cu nudul proprie-

tar de daunele cauzate prin neglijența sa de a nu fi denunțat acestuia uzurpările aduse de către terți fondului supus uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 491; Suppl., Usufruit, No. 233; Planiol et Ripert, III, No. 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 505; Nacu, I, p. 832).

5. După părerea dominantă, tribunalele vor aprecia, după împrejurări, termenul în care uzufructuarul este obligat să denunțe nudului proprietar, uzurpările terților asupra fondului supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 339, 340; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 767; Suppl., Usufruit, No. 233; Laurent, VI, No. 528; Huc, IV, No. 239; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 719, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 505, nota 5).

6. După altă părere, denunțarea va trebui făcută în termenul prevăzut de art. 1768 c. civ. fr. (1433 c. civ. rom.), care își găsește aplicațiunea nu numai la locațiune ci și în această materie. (Marcadé, Art. 614, No. 3; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 767).

7. Pentru facerea denunțării, uzufructuarul nu va trebui să întrebuinteze o formalitate solemnă; ea va putea fi făcută prin notificare, prin scrisoare sau chiar verbal; dovada acestei denunțări însă nu poate fi făcută prin martori, așa încât uzufructuarul va avea grija să ia dela nudul proprietar o dovadă scrisă despre denunțare în cazul când ea nu va fi făcută prin notificare, prin o autoritate publică. (Demolombe, X, No. 340; Marcadé, Art. 614; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 492; Suppl., Usufruit, No. 233; Laurent, VI, No. 528; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 505).

8. Potrivit dispozițiilor art. 1248 c. civ. fr. (1105 c. civ. rom.) care își găsește aplicațiunea și în această materie, chel-

tuelile denunțării uzurpărilor cad în sarcina uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 492).

**9.** Uzufructuarul nu mai are nici o obligație, nici responsabilitate, dacă a denunțat în timp util, nudului proprietar uzurpările aduse de către terți, lucrului supus uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 491; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 719).

**10.** În cazul când uzufructuarul nu a denunțat la timp nudului proprietar uzurpările aduse bunului supus uzufructului, el datorește repararea tuturor daunelor cauzate prin neglijența sa. (Laurent, VI, No. 528; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 719; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 506; Nacu, I, p. 832).

**Art. 555.** — Dacă uzufructul are de obiect un animal, și dacă acesta va peri fără culpa uzufructuarului, el nu este obligat a da proprietarului alt animal în loc, nici de a-i plăti prețul. (Civ. 522, 528, 547, 556, 557, 563 urm., 1083, 1156; Civ. Fr. 615).

*Text. fr. Art. 615.* — Si l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Animale 1 urm.  
Bătrânețe 7, 8.  
Beneficiu 15.  
Boală 7, 8.  
Cai 15.  
Cesiune 9.  
Consimțământ 6.  
Consumație 2.  
Creditori 10.  
Curse de cai 15.  
Destinație 2, 3, 4, 5.  
Epocă 12.  
Folosință 3, 11, 14:  
Fruite 16.  
Încetarea uzufructului 16.  
Închiriere 4, 5.  
Îngrășămintă 4.  
Intrebunțare 3.  
Lână 11, 12.  
Lapte 11.

Legat 14.  
Locațiune 4, 5.  
Moarte 7, 8, 16.  
Pericol 7, 8.  
Pielea animalului 16.  
Prăsilă 11, 13, 14.  
Premiu 15.  
Produse 11.  
Sporul animalelor 11, 13, 14.  
Stingerea uzufructului 16.  
Tăere 2.  
Tesament 14.  
Timp 12.  
Tundere 12.  
Urmărire silită 10.  
Uz personal 5.  
Uzufruct 1 urm.  
Vindere-cumpărare 1, 6—10.

## Doctrină.

**1.** Dacă uzufructul are de obiect un animal sau mai multe animale considerate individual, uzufructuarul este obligat să urmeze prescripțiunile art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.), deoarece art. 615 c. civ. fr. (555 c. civ. rom.), este o aplicațiune particulară a acestui articol. (Demolombe, X, No. 310; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 722; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438).

**2.** Dacă animalul supus uzufructului este destinat să fie tăiat sau vândut și consumat, în acest caz își vor găsi aplicațiunea dispozițiunile art. 587 c. civ. fr. (526 c. civ. rom.) iar nu dispozițiunile art. 589 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.). (De-

**11.** Deși art. 614 c. civ. fr. (554 c. civ. rom.) prevede obligația uzufructuarului de a denunța nudului proprietar, uzurpările aduse de terți lucrului supus uzufructului, totuși uzufructuarul își păstrează drepturile sale de a introduce contra terților acțiunile cari îi aparțin. (Demolombe, X, No. 337; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 768; Planiol et Ripert, III, No. 815, 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 505, text și nota 1).

**12.** A se vedea: art. 553 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** A se vedea: art. 517, nota 2.

molombe, X, No. 310; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 722, p. 465, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438, nota 3).

**3.** Uzufructuarul este obligat să întrebuințeze animalele la serviciul pentru care au fost destinate. (Demolombe, X, No. 310; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 212; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 722; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438).

**4.** Uzufructuarul unui animal are dreptul să-l închirieze, chiar dacă animalul nu avea această destinațiune, deoarece se folosește ca și proprietarul de lucrul supus uzufructului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 439).

**5.** Când însă animalul supus uzufructului este destinat la uzul personal al uzufructuarului, acesta nu va avea dreptul să-l închirieze. (Laurent, VI, No. 471, 473; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 439).

**6.** Uzufructuarul nu are dreptul să vândă animalele supuse uzufructului, fără consimțământul nudului proprietar. (Demolombe, X, No. 310; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 213; Laurent, VI, No. 412; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 439; Contra: Proudhon, Usufruit, III, No. 1098).

**7.** În cazul însă când este pericol ca animalele să piară din cauza bătrâneții sau pentru cauză de boală, după o părere, uzufructuarul are voie să le vândă. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1078 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 525).

**8.** După altă părere, chiar pentru a se înlătura o pagubă ireparabilă, uzufruc-

tuarul nu are voie să vândă animalele supuse uzufructului, dacă sunt bolnave sau bătrâne. (Demolombe, X, No. 318; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 213; Laurent, VI, No. 480; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 439, text și nota 1).

**9.** Potrivit dispozițiilor art. 595 c. civ. fr. (534 c. civ. rom.), uzufructuarul unui animal va putea cedă altuia dreptul său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 439).

**10.** Creditorii uzufructuarului nu au dreptul să urmărească silit animalele supuse uzufructului deoarece uzufructuarul nu are dreptul să vândă aceste animale. (Demolombe, X, No. 310; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 213; Laurent, VI, No. 412, 418; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 439).

**11.** Uzufructuarul se poate folosi de animalele supuse uzufructului, culegând toate produsele lor, cum sunt: laptele, lâna, prășila și îngrășămintele. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 217; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 722; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438; Nacu, I, p. 821).

**12.** Lâna animalelor supuse uzufructului se cuvine uzufructuarului numai în cazul când ea a fost tunsă la epoca obișnuită și în timpul uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 217).

**13.** Uzufructuarul are dreptul la prășila animalelor supuse uzufructului când puii sunt născuți în timpul uzufructului.

(Dalloz, Rép., Usufruit, No. 217, 218; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 722, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438; Nacu, I, p. 821).

**14.** Când uzufructul unui animal este constituit prin testament, puii născuți după facerea testamentului și până la intrarea în folosință a uzufructuarului, nu se cuvin acestuia deoarece ei nu sunt cuprinși în legat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438, nota 4).

**15.** Uzufructuarul are dreptul la premiul unei curse câștigate de calul supus uzufructului deoarece acest premiu constituie un beneficiu produs de animal. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 217; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438).

**16.** Potrivit dispozițiilor art. 615 c. civ. fr. (555 c. civ. rom.), dacă uzufructul are de obiect un animal, și dacă acesta va pieri, uzufructul se stinge însă uzufructuarul este obligat să predea pielea animalului mort, nudului proprietar, deoarece pielea nu este un fruct ci face parte din animal. (Demolombe X, No. 312; Demante et Colmet de Santerre ed. 3-a, II, No. 458 bis, I; Marcadé, Art. 615; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 216, 663; Laurent, VII, No. 69; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 722; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 439; Matei Cantacuzino, p. 169).

**17.** A se vedea: art. 522, 528 și 556 din codul civil cu notele respective.

**Art. 556.** — Dacă turma pe care un uzufruct a fost constituit, din întâmplare sau din boală, va peri cu totul și fără culpa uzufructuarului, acesta nu este obligat de cât a-i da seama de piei sau de valoarea lor.

Dacă turma nu va peri cu totul, uzufructuarul este dator de a înlocui numărul vitelor pierdute, prin vitele ce dă sporul. (Civ. 522, 529, 533, 555, 557 urm., 563 urm.; Civ. Fr. 616).

*Text. fr. Art. 616.* — Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi, périt entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Albine 16, 17.  
Animale 1 urm.  
Bătrânețe 7.  
Boi 15.  
Bun părinte de familie 3.  
Caz fortuit 14.  
Conservare 3.  
Dovadă 14.  
Epizotie 12.  
Exploatare 11.  
Forță majoră 14.  
Fructe 10.  
Încetarea uzufructului 14, 17.

Îngrășăminte 2.  
Înlocuire 4-8, 11, 14, 15.  
Lână 2.  
Lapte 2.  
Legat 9, 10.  
Moarte 4, 5, 6, 8-15.  
Moștenitori 10, 17.  
Părinte de familie 3.  
Pielea animalelor 8, 12.  
Prășila 2-11, 14, 15.  
Predarea legatelor 10.  
Preț 4, 6.  
Probă 14.  
Produse 2.

Sporul animalelor 2-11, 14, 15.  
Stupi cu albine 16, 17.  
Testament 9, 10.

Turmă 1 urm.  
Universalitate 1.  
Uzufruct 1 urm.  
Vindere-cumpărare 4, 5, 6

#### Doctrină.

**1.** Uzufructul unei turme de animale este constituit asupra universalității de fapt a animalelor iar nu asupra fiecărui animal individual, întrucât turma este considerată ca o unitate specială distinctă de individualitatea animalelor



cari o compun. (Proudhon, *Usufruit*, III, No. 1093; Demolombe, X, No. 313; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 742; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 723; Planiol et Ripert, III, No. 789; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 799; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 437, 438, 440).

**2.** Uzufractionarul unei turme de animale are dreptul să se folosească de ea și să culegă toate produsele sale cum sunt: laptele, lâna, prășila și îngrășămintele. (Proudhon, *Usufruit*, No. 1093; Demolombe, X, No. 313; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 742; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 723; Planiol et Ripert, III, No. 789; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438; Nacu, I, p. 822).

**3.** În ceea ce privește prășila animalelor, ea aparține uzufractionarului cu obligația din partea sa să conserve și să întrețină turma potrivit dispozițiilor art. 616 al. 2 c. civ. fr. (556 al. 2 c. civ. rom.), ca un bun părinte de familie. (Proudhon, *Usufruit*, No. 1093; Duranton, IV, No. 630; Demolombe, X, No. 315; Marcadé, Art. 616, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 744; Laurent, VI, No. 536; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 723; Planiol et Ripert, III, No. 789; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 440; Nacu, I, p. 822).

**4.** Dacă turma de animale care a fost constituită în uzufraction, va pieri în mod parțial, uzufractionarul, după o părere, este obligat a înlocui numărul vitelor predate, prin sporul viitor posterior pierderei iar nu cu sporul trecut sau cu prețul lui în cazul când a fost înstrăinat. (Taulier, II, p. 334; Dalloz, *Rép.*, *Usufruit*, No. 222; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 724; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 440, nota 3; Plastara, II, p. 264, nota 1; Comp.; Nacu, I, p. 822).

**5.** După altă părere, în cazul când turma va pieri în mod parțial, uzufractionarul este obligat a înlocui numărul vitelor pierdute atât prin sporul viitor cât și prin sporul trecut și care se mai găsește încă în turmă, nefiind înstrăinat. (Demolombe, X, No. 316; Marcadé, Art. 616, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 458 bis, II).

**6.** După a treia părere, în caz de pierdere parțială a turmei supusă uzufractionului, uzufractionarul este obligat să înlocuiască numărul vitelor pierdute, atât prin sporul viitor cât și prin sporul trecut care se află în turmă sau cu prețul său în cazul când a fost înstrăinat. (Proudhon, *Usufruit*, III, No. 1093 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, nota 16, p. 744; Laurent, VI, No. 536; Planiol et Ripert, III, No. 789; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 799).

**7.** Uzufractionarul unei turme este obligat să înlocuiască și animalele care au îmbătrânit cu totul și nu mai sunt bune pentru prășilă. (Dalloz, *Rép.*, *Usufruit*, No. 223; Suppl., *Usufruit*, No. 97; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 440, text și nota 3).

**8.** Potrivit dispozițiilor art. 616 c. civ. fr. (556 c. civ. rom.) uzufractionarul unei turme este obligat să predea nudului proprietar pielea animalelor moarte, numai în cazul când turma a pierit cu totul iar nu și în cazul când turma a pierit în parte și când uzufractionarul este obligat numai a înlocui animalele moarte prin sporul celorlalte vite rămase. (Demolombe, No. 314; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 744, 745; Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Usufruit*, No. 97; Laurent, VI, No. 412; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 725; Planiol et Ripert, III, No. 789; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 441, 442, nota; Plastara, II, p. 264, nota 1).

**9.** Când legatul unui uzufraction este format dintr'o turmă de animale, sporul acestei turme dela facerea testamentului până la decesul testatorului, intră în folosința uzufractionarului. (Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Usufruit*, No. 221; Laurent, VI, No. 411; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 533; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438, nota 4).

**10.** Când legatul unui uzufraction este format dintr'o turmă de animale, sporul acestei turme dela decesul testatorului și până la cererea de predarea legatului de uzufraction, aparține moștenitorilor deoarece acest spor fiind fructe, ele se cuvin uzufractionarului numai dela cererea de predarea legatului. (Dalloz, *Rép.*, *Usufruit*, No. 221; Laurent, VI, No. 411; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 533; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 438, nota 4).

**11.** În cazul când o turmă de animale este alipită pe un fond pentru exploatarea lui, uzufractionarul turmei are dreptul a se folosi de sporul ei cu obligația de a înlocui animalele cari mor, pentru ca turma să poată folosi exploatarea fondului. (Dalloz, *Rép.*, *Usufruit*, No. 219; Suppl., *Usufruit*, No. 95; Planiol et Ripert, III, No. 790).

**12.** În cazul când animalele din turma supusă uzufractionului pier din cauza unei epizotii, uzufractionarul nu este obligat a preda nudului proprietar pielea animalelor moarte dacă există ordinul autorităților să se îngroape animalele, pentru a nu se răspândi epizotia. (Demolombe, X, No. 317; Marcadé, Art. 616; Dalloz, *Rép.*, *Usufruit*, No. 220; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 725; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 441, nota 4; Nacu, I, p. 822).

**13.** Oricât de puține animale din turma constituită în uzufraction, ar rămâne din cauza morții lor, și chiar de ar rămâne un singur animal, uzufractionul subsistă. (Demolombe, X, No. 316; Marcadé, Art. 616; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, nota 19, p. 745; Dalloz, *Rép.*, *Usufruit*, No. 220, 662; Suppl., *Usufruit*, No. 291; Laurent, VII, No. 69; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 725; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 441, text și nota 2).

**14.** Uzufructuarul este obligat să predeea la sfârșitul uzufructului turma compusă dintr'un număr de animale egal cu cel ce există la începutul uzufructului sau să dovedească că o parte din animale au pierit prin caz fortuit și că pierderea nu a putut fi acoperită prin spor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 236, p. 745; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 442).

**15.** Când reproducerea animalelor cari compun turma este imposibilă, de exemplu când obiectul uzufructului îl formează un cârd de boi, uzufructuarul nu este obligat la înlocuirea animalelor cari mor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 440, nota 3).

**16.** Dispozițiunile art. 616 c. civ. fr. (556 c. civ. rom.), cu privire la uzufructul

unei turme de animale își găsesc aplicațiune și la uzufructul constituit asupra stupilor cu albine. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2611; Demolombe, X, No. 317 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 726; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 442).

**17.** În cazul când la încetarea uzufructului, numărul stupilor cu roi e mai mare decât cel primit, ceeace întrece se va cuveni uzufructuarului sau moștenitorilor săi. (Demolombe, X, No. 317 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 726; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 442, 443).

**18.** A se vedeă: art. 522, 528 și 555 din codul civil cu notele respective.

### Secțiunea III. — Despre stingerea uzufructului.

**Art. 557.** — Uzufructul se stinge prin moartea uzufructuarului, prin expirațiunea termenului pentru care uzufructul a fos acordat, prin consolidarea sau întrunirea asupra aceleiași persoane a ambeilor calități de proprietar și de uzufructuar;

Prin neuzul dreptului de uzufruct în curs de 30 ani;

Prin totala desființare a lucrului asupra cărui uzufructul eră constituit. (Civ. 338, 519, 555, 558 urm., 563, 564, 636 urm., 1048, 1083, 1154 urm., 1798, 1837, 1853, 1858, 1890, 1895; Civ. Fr. 617).

*Text. fr. Art. 617.* — L'usufruit s'éteint,

Par la mort naturelle et par la mort civile de l'usufruitier;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé;

Par la consolidation ou la réunion sur la même tête, des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire;

Par le non-usage du droit pendant trente ans;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi.

### Bibliografie (continuare).

VERNESCU FLORICA, *Notă* sub Trib. Ilfov s. I c. c. 1218 din 14 Dec. 1923, Pand. Rom. 1925, II, 186.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| Absență 6.                                  | Couzufructuari 27.                          | Expirarea termenului 8, 9, 10, 11.            | Legat, a se vedeă cuvântul: „Testament“.           |
| Abuz de folosință 34, 58, 69, 70.           | Creanțe 25.                                 | Fermă 64.                                     | Locațiune 17, 27, 30, 31, 64, 65, 66.              |
| Acțiune 59, 61, 62.                         | Cuasi-uzufruct 22, 58.                      | Forță majoră 47.                              | Locuință 63, 65, 66.                               |
| Anulare 18, 19, 20, 50, 51.                 | Culpă 47.                                   | Fructe 32, 40.                                | Mandat 27.   |
| Aprecieri suverană 38, 49, 66.              | Deces 1—5, 7—10, 16, 56.                    | Gestiune de afaceri 27.                       | Minoritate 7, 43, 57.                              |
| Arendare, a se vedeă cuvântul: „Locațiune“. | Degradări 21.                               | Gratuitate, a se vedeă cuvântul: „Donațiune“. | Moarte 1—5, 7—10, 16, 56.                          |
| Asasinat 1.                                 | Deschiderea uzufructului 11.                | Hotărîre 71.                                  | Mobile 24, 48.                                     |
| Bani 61, 62.                                | Desființarea lucrului 45—49, 58, 59.        | Imbunătățiri 21.                              | Moștenitori 5, 10, 13, 14, 60—63, 65, 66.          |
| Beneficiu de inventar 14.                   | Despăgubiri 60, 66.                         | Imobile 24, 59.                               | Neuz 23—44, 58.                                    |
| Bună credință 62.                           | Dobânzi 25, 61, 62.                         | Inceperea uzufructului 11.                    | Nulitate, a se vedeă cuvântul: „Anulare“.          |
| Casă 63.                                    | Donațiune 9, 13, 27, 53.                    | Încetare din viață 1—5, 7—10, 16, 56.         | Oneros, a se vedeă cuvântul: „Vindere-cum-părare“. |
| Cauțiune 19, 20.                            | Dotă 44.                                    | Încetarea uzufructului 1 urm.                 | Ordine publică 5.                                  |
| Confuziune 12.                              | Dovadă 4.                                   | Inchiriere, a se vedeă cuvântul: „Locațiune“. | Prescripție 23—44, 54—56, 58.                      |
| Conjunct, 2, 3.                             | Drept real, a se vedeă cuvântul: „Ipotecă“. | Interdicție 43.                               | Preț 28—31, 65.                                    |
| Consolidare 11—22, 59, 67, 72, 73, 74.      | Efecte 59, 67—74.                           | Intervenție 71.                               | Probă 4.   |
| Convenție contrară 3.                       | Emanipare 57.                               | Înteruperea prescripției 42.                  | Rea credință 62.                                   |
|   | Evicțiune 21.                               | Ipotecă 16, 68—74.                            |  |

Reparațiuni 21.	Terță persoană 8, 16, 24,
Revocare 50, 51.	26, 27, 47, 67—74.
Rezoluțiune 18, 19, 20, 50,	Testament 9, 10, 13.
51, 52, 67.	Trimitere în posesiune 6,
Stingerea uzufructului 1	39.
urm.	Universalitate juridică 35,
Successiune, a se vedea	36, 37, 46.
cuvântul: „Moștenitori“.	Uz, a se vedea cuvintele:
Suspendarea prescripției	„Neuz“, „Prescripție“.
41.	Uzufruct conjunct 2, 3.
Suverană apreciere 38, 49,	Uzufruct legal 7, 57.
66.	Vindere-cumpărare 9, 13,
Termen 1, 8—11, 40, 63, 64.	27, 28, 29, 55.

## Doctrină.

**1.** Prima cauză de stingere a uzufructului prevăzută de art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.), este încetarea din viață a uzufructuarului. Oricare ar fi cauza decesului uzufructuarului, chiar asasinarea lui de către nudul proprietar și oricare ar fi termenul scurs dela constituirea uzufructului, acest mod de stingere a uzufructului își găsește totdeauna aplicațiunea. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 59; 605, 606, 607; Suppl., Usufruit, No. 273; Huc, IV, No. 241; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 728; Planiol et Ripert, III, No. 861, 862; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 545, 546; Nacu, I, p. 843 urm.; Matei Cantacuzino, p. 167; Plastara, II, p. 267).

**2.** În cazul când uzufructul a fost constituit, în mod conjunct, în favoarea mai multor persoane, dacă unul dintre uzufructuari încetează din viață, după o părere, uzufructul va aparține în total celorlalți uzufructuari și nu se stinge parțial pentru uzufructuarul decedat. (Massé, et Vergé sur Zachariae, II, § 311, nota 8; Troplong, Donations, III, No. 2184).

**3.** După altă părere, dominantă, în cazul când uzufructul a fost constituit, în mod conjunct, în favoarea mai multor persoane dacă unul dintre uzufructuari încetează din viață, uzufructul afară de clauza contrară în actul de constituire, se stinge parțial pentru partea acestuia, care revine nudului proprietar. (Proudhon, Usufruit, II, No. 675; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, IV, No. 199 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 2, p. 719; Daloz, Rép., Usufruit, No. 605; Suppl., Usufruit, No. 274; Laurent, XIV, No. 316; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 729; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 548, nota; Nacu, I, p. 844).

**4.** Potrivit dispozițiilor art. 1315 c. civ. fr. (1169 c. civ. rom.), nudul proprietar va trebui să facă dovada încetării din viață a uzufructuarului, pentru constatarea stingerii uzufructului. (Duranton, IV, No. 618; Demolombe, X, No. 676; Daloz, Rép., Usufruit, No. 607; Laurent, VII, No. 50; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 547).

**5.** În actul de constituire a uzufructului nu se poate prevedea că în caz de deces al uzufructuarului, uzufructul va

trece la moștenitorii săi, deoarece dispozițiunile din art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.), care prevede că uzufructul se stinge prin încetarea din viață a uzufructuarului este de ordine publică. (Proudhon, Usufruit, I, No. 309; Demolombe, X, No. 245, 667, 668; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1618; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 720; Daloz, Rép., Usufruit, No. 103, 105; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 444; Planiol, I, No. 2838; Planiol et Ripert, III, No. 862; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 546; Contra: Duranton, IV, No. 654; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 461 bis I, 469 bis).

**6.** Dacă uzufructuarul este declarat absent, nudul proprietar, are dreptul să ceară trimiterea sa în posesiune provizorie, asupra bunurilor supuse uzufructului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 607).

**7.** Moartea nudului proprietar nu aduce stingerea uzufructului; numai uzufructul legal al părinților asupra bunurilor copiilor lor minori se stinge prin încetarea din viață a acestora, nuzi proprietari. (Demolombe, X, No. 681; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 129 bis, VII, 469 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1622; Laurent, IV, No. 343; Baudry et Chéneaux, IV, No. 173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 545, nota 4).

**8.** Potrivit dispozițiilor art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.) un al doilea mod de stingere a uzufructului este prin expirarea termenului pentru care uzufructul a fost acordat. Expirarea termenului aduce deplin drept stingerea uzufructului, atât în cazul unui termen cert cât și în cazul unui termen incert, cum ar fi moartea unui tert. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 612 urm.; Suppl., Usufruit, No. 276).

**9.** Uzufructul atât cu titlu oneros cât și cu titlu gratuit, se stinge prin încetarea din viață a uzufructuarului, chiar dacă uzufructul ar fi constituit cu termen care ar trebui să expire posterior decesului. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 1965; Demolombe, X, No. 680; Mourlon, I, No. 1621; Marcadé, Art. 617; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 720, 721; Daloz, Rép., Usufruit, No. 59, 607; Laurent, VII, No. 50; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 733; Planiol et Ripert, III, No. 863; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 548; Nacu, I, p. 846; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 461 bis).

**10.** Dacă printr'un testament s'a lăsat pe un termen determinat, uzufructul unei persoane și nuda proprietate altei persoane, în caz de încetare din viață a uzufructuarului, înainte de expirarea termenului, uzufructul de stingere în favoarea legatarului nudei proprietăți iar nu a moștenitorilor testatorului. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 620).

**11.** Pentru calcularea termenului uzufructului, se va lua ca punct de plecare, deschiderea uzufructului iar nu intrarea

efectivă a uzufructuarului în folosința bunurilor supuse uzufructului. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2033, 2035; Demolombe, X, No. 680 bis, 681 bis; Laurent, VII, No. 54; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 733; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 549).

**12.** Un al treilea mod de stingere a uzufructului, este prin consolidare adică prin întrunirea asupra aceleiași persoane a ambelor calități de proprietar și uzufructuar. Termenul de consolidare nu este tocmai exact, deoarece în acest caz are loc confuziunea ambelor calități de nud proprietar și de uzufructuar care se poate realiza fie în favoarea uzufructuarului, fie în favoarea nudului proprietar. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2075; Demolombe, X, No. 684 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și notele 25 urm., p. 725; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 621, 623; Suppl., Usufruit, No. 278; Laurent, VII, No. 57; Huc, IV, No. 244; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 738, 739; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 989; Plastara, II, p. 268; Comp.: Marcadé, Art. 617, No. 5; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 622; Planiol et Ripert, III, No. 870; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 550, 551; Nacu, I, p. 847; Matei Cantacuzino, p. 167).

**13.** Consolidarea are loc când nuda proprietate este transferată uzufructuarului prin succesiune ab-intestat, legat, donațiune între vii, vânzare. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 624; Planiol et Ripert, III, No. 870; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 550, 551; Nacu, I, p. 847, 848; Matei Cantacuzino, p. 167).

**14.** Dacă moștenitorul primește succesiunea sub beneficiu de inventar, în tot timpul cât durează această stare de beneficiu de inventar, nu se poate produce consolidarea. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 624).

**15.** În cazul când uzufructuarul dobândește numai o parte din nuda proprietate a bunului supus uzufructului, consolidarea se va produce numai pentru această parte. (Demolombe, X, No. 684; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 625; Laurent, VII, No. 58; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 552).

**16.** Consolidarea care are loc prin convențiunea părților nu poate aduce stingerea drepturilor terților obținute dela uzufructuar. Astfel dacă uzufructuarul constituise unui terț o ipotecă asupra uzufructului său, în caz de consolidare în favoarea nudului proprietar ipoteca va subsista până la încetarea din viață a uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 747, 748; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 462 bis, II; Laurent, VII, No. 58; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 740; Planiol et Ripert, III, No. 870; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 551; Nacu, I, p. 848).

**17.** Contractul de locațiune încheiat

înainte de consolidare, va fi opozabil nudului proprietar. (Demolombe, X, No. 749; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 740; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 551).

**18.** În cazul când titlul sau convențiunea în virtutea cărora uzufructuarul a dobândit nuda proprietate se anulează sau se rezolvă consolidarea cu toate efectele ei dispere. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2075; Demolombe, X, No. 684 urm.; Marcadé, Art. 617, No. 6; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 726; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 626 urm.; Suppl., Usufruit, No. 280; Laurent, VII, No. 58; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 741; Planiol et Ripert, III, No. 870; Colin et Capitant, I, p. 989; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 552; Nacu, I, p. 849).

**19.** Deoarece prin consolidare, cautiunea depusă de uzufructuar încetează, în caz de anulare sau rezolvire a titlului sau convențiunii prin care s'a produs consolidarea, după o părere, obligația cautiunii este considerată că nu a încetat niciodată și continuă a-și produce efectele. (Laurent, VII, No. 59; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 742; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 552).

**20.** După altă părere, în acest caz cautiunea rămâne liberată și nudul proprietar trebuie să ceară o nouă cautiune. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2083; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 632, 634; Suppl. Usufruit, No. 281; Comp.: Nacu, I, p. 849).

**21.** În cazul când, după consolidare, uzufructuarul este evins de nuda proprietate, în ceace privește reparațiile, îmbunătățirile și degradările aduse lucrului supus uzufructului, el va fi considerat ca un proprietar aparent, negăsindu-și în acest caz aplicatiunea dispozițiunile art. 599 § 2 c. civ. fr. (539 § 2 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 688; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 635 urm.; Suppl., Usufruit, No. 282; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 741).

**22.** Cuasi-uzufructul nu încetează prin consolidare, deoarece uzufructuarul a avut proprietatea lucrului. (Demolombe, X, No. 743; Marcadé, Art. 617; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 552).

**23.** Dreptul de uzufruct se stinge prin neuz în timp de treizeci ani. După trecerea unui termen de treizeci ani prin neuzul dreptului de uzufruct, o proprietate care este grevată de uzufruct este liberată de această sarcină prin prescripția liberatoare. (Demolombe, X, No. 689 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 311, nota 16; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 643, 712; Suppl., Usufruit, No. 283; Laurent, VII, No. 60; Baudry et Chauveau, Des biens, 745; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 552; Nacu, I, p. 850; Matei Cantacuzino, p. 167; Plastara, II, p. 267, 268).

**24.** Această prescripție își găsește aplicațiune atât la uzufructul imobilelor

cât și la uzufructul mobilelor chiar corporale, afară de cazul când, potrivit dispozițiilor art. 2275 și 2279 c. civ. fr. (1906 și 1909 c. civ. rom.), un tert ar fi dobândit plina proprietate a mobilelor într'un termen mai scurt. (Demolombe, X, No. 691; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, nota 15, p. 722; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 642; Suppl., Usufruit, No. 284; Laurent, VII, No. 61; Huc, IV, No. 245; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744, 745; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2849; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 552, 553).

**25.** Dobânzile unei creanțe supuse uzufructului se prescriu prin trecere de cinci ani potrivit dispozițiilor art. 2277 c. civ. fr. (1907 c. civ. rom.) iar nu prin trecere de treizeci ani. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 214; Huc, IV, No. 245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 553).

**26.** Prescripția de trezeci ani curge de drept prin neuzul uzufructuarului, fără ca să fie necesar ca în acest timp nudul proprietar sau un tert să fi exercitat dreptul în locul uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 689; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 643, 712; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 745; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 553, 554; Nacu, I, p. 850).

**27.** Exercițarea uzufructului se poate face și de o altă persoană în locul uzufructuarului cum ar fi un couzfructuar, un mandatar, un locatar, un cumpărător, un donatar și chiar un gestionar de afaceri; prin urmare când tertul în una din aceste calități exercită uzufructul în numele uzufructuarului, dreptul acestuia din urmă nu poate fi prescripționat dacă el nu exercită personal dreptul său în timp de treizeci ani. (Demolombe, X, No. 694; Marcadé, Art. 617; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 463 bis, III, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 644; Suppl., Usufruit, No. 285; Laurent, VII, No. 62; Huc, IV, No. 245; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2850; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 553).

**28.** În caz de vânzare a dreptului de uzufruct, după o părere, chiar dacă cumpărătorul nu ar exercită dreptul de uzufruct, prescripția liberatoare nu poate avea loc, dacă uzufructuarul se folosește de prețul vânzării. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2110; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 285; Laurent, VII, No. 62).

**29.** După altă părere, în caz de vânzare a dreptului de uzufruct, pentru ca să nu se stingă acest drept prin neuz, trebuie ca cumpărătorul să exercite efectiv acest drept, deoarece numai exercițiul uzufructului poate fi opozabil nudului proprietar, iar nu faptul că uzufructuarul se folosește de prețul vânzării uzufructului. (Demolombe, X, No. 695; Aubry et Rau, ed. 5-a,

II, § 234, nota 11, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 645; Suppl., Usufruit, No. 285; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744, p. 477, nota 1; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554, nota; Comp.: Nacu, I, p. 851).

**30.** În cazul când uzufructuarul a dat în locațiune bunul supus uzufructului, după o părere, pentru ca uzufructul să nu se stingă prin neuz, nu este necesar ca locatarul să se folosească de lucru ci este de ajuns dacă uzufructuarul încasează prețul locațiunii. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2110; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 646; Suppl., Usufruit, No. 286; Laurent, VII, No. 62).

**31.** După altă părere, în caz de locațiune a bunului supus uzufructului pentru ca prescripțiunea liberatoare să nu poată opera, trebuie ca locatarul să uzeze de bunul închiriat, nefiind de ajuns ca uzufructuarul să încaseze prețul locațiunii. (Demolombe, X, No. 695; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, nota 11, p. 721; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 286; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744, p. 477, nota 1; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554, nota; Comp.: Nacu, I, p. 851).

**32.** Nu poate fi considerat ca neuz, faptul uzufructuarului de a nu scoate din bunul supus uzufructului, toate fructele ce ar fi putut fi obținute de un bun administrator. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2102; Demolombe X, No. 696; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 647; Suppl., Usufruit, No. 287; Laurent, VII, No. 63; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744; Planiol, I, No. 2850; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554; Nacu, I, p. 850).

**33.** Deasemenea faptul uzufructuarului de a nu se fi folosit decât de o parte din lucrul supus uzufructului nu poate fi considerat ca un neuz a dreptului său de uzufruct. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2102; Demolombe, X, No. 696; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 647; Suppl., Usufruit, No. 287; Laurent, VII, 63; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744; Planiol I, No. 2850; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554; Nacu, I, p. 851).

**34.** Faptul uzufructuarului de a uză în mod abuziv și excesiv de lucrul supus uzufructului nu poate fi considerat ca un neuz, ci cel mult ca un abuz de folosință. (Demolombe, X, No. 696; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 13, p. 721; Laurent, VII, No. 63; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744; Planiol, I, No. 2850; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554).

**35.** Când obiectul uzufructului îi formează o universalitate juridică, faptul uzufructuarului de a nu uză în timp de treizeci de ani de un obiect determinat din această universalitate, după o părere, nu

duce la stingerea uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 722; Laurent, VII, No. 63; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554).

**36.** După o altă părere, în acest caz, prescripțiunea operează asupra acestui obiect determinat din universalitatea juridică. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2101; Demolombe, X, No. 745; Dalloz, Rép., Usufruit No. 648; Suppl., Usufruit, No. 287; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744; Nacu, I, p. 850).

**37.** În cazul când uzufructul este constituit în mod separat asupra mai multor obiecte cari nu formează o universalitate juridică, neuzul uzufructului în timp de treizeci ani asupra unuia dintre obiectele supuse uzufructului, duce la prescripțiunea liberatoare a uzufructului asupra acestui obiect, de oarece în acest caz există mai multe uzufructuri distincte. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 722; Laurent, VII, No. 63; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744; Nacu, I, p. 850).

**38.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran faptele cari vor demonstra că uzufructuarul nu a uzat de dreptul său de uzufruct, neputându-se fixa regule anumite. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 647; Suppl. Usufruit, No. 287; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554).

**39.** Pentru ca uzufructul să se stingă prin neuz, nu este necesar ca uzufructuarul să fi fost pus în posesiunea bunului supus uzufructului, fiind de ajuns dacă el a neglijat să ceară predarea uzufructului. (Demolombe, X, No. 692).

**40.** Termenul de prescripție va începe a curge dela ultimul act de percepere a fructelor. (Demolombe, X, No. 697; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 650; Laurent, VII, No. 64; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 744; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555).

**41.** Prescripțiunea de treizeci ani va putea fi suspendată în conformitate cu dispozițiunile prevăzute de codul civil. (Nacu, I, p. 851).

**42.** Prescripțiunea de treizeci ani va putea fi întreruptă în conformitate cu dispozițiile art. 1865 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555).

**43.** Potrivit dispozițiilor art. 2252 c. civ. fr. (1876 c. civ. rom.), prescripțiunea uzufructului prin neuz nu curge în contra minorilor și interzișilor. (Demolombe, X, 699; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 652; Suppl., Usufruit, No. 288; Laurent, VII, No. 61; Huc, IV, No. 245; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 746; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554).

**44.** Deasemenea potrivit dispozițiilor art. 2255 c. civ. fr. (1878 c. civ. rom., uzufructul lovit de totalitate nu poate fi pre-scris prin neuz. (Demolombe, X, No. 699; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 721; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 652; Suppl., Usufruit, No. 288; Laurent, VII, No. 61;

Huc, IV, No. 245; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 746; Planiol et Ripert, III, No. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 554).

**45.** Ultimul mod de stingere a dreptului de uzufruct prevăzut de art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.) este acel al desființării totale a lucrului asupra căruia uzufructul eră constituit. Prin desființare totală se înțelege nu numai desființarea fizică și absolută a lucrului, ci și desființarea totală a formei constitutive a lucrului care formează substanța sa. (Demolombe, X, No. 700; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 722, 723; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 653; Suppl., Usufruit, No. 289; Laurent, VII, No. 65; Huc, IV, No. 247; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 748 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555, 556, 557; Nacu, I, p. 852; Matei Cantacuzino, p. 167; Plastara, II, p. 269).

**46.** Când uzufructul este constituit asupra unei universalități de bunuri, pentru ca uzufructul să se stingă, trebuie ca întreaga universalitate să se distrugă; dacă se distrug numai o parte din obiectele universalității, uzufructul se stinge numai asupra acestor obiecte. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2534; Demolombe, X, No. 704; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 724; Laurent, VII, No. 68; Alexandresco, ed. II-a, III, partea I, p. 559; Matei Cantacuzino, p. 167).

**47.** Pentru ca desființarea totală a lucrului supus uzufructului, să aducă stingerea uzufructului, se cere ca desființarea să fie datorită unui caz fortuit sau de forță majoră, iar nu culpei nudului proprietar sau unor tertе persoane. (Proudhon, Usufruit V, No. 2527; Demolombe, X, No. 713 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 723; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 751; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555, nota 3).

**48.** Dispozițiile art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.) care prevăd că uzufructul se stinge prin desființarea totală a lucrului supus uzufructului, își găsesc aplicațiunea și la uzufructul lucrurilor încorporale. (Demolombe, X, No. 715; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 675; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555; Comp.: Duranton, IV, No. 676).

**49.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă schimbarea formei constitutive a lucrului supus uzufructului echivalează cu pierderea totală a lucrului, după împrejurările de fapt și intenția constituitorului uzufructului. (Laurent, VII, No. 66; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 748).

**50.** În afară de modurile de stingere a uzufructului prevăzute de codul civil la materia uzufructului, uzufructul se mai stinge conform principiilor dreptului comun din materia obligațiilor prin anulare, rezoluțiunea sau revocarea dreptului constituitorului uzufructului. (Dalloz,

Rép., Usufruit, No. 706 urm.; Suppl., Usufruit, No. 311 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 572 urm.; Nacu, I, p. 857; Plastara, II, p. 270).

**51.** Deasemenea uzufructul se stinge prin anularea, rezolvirea sau revocarea titlului constitutiv al uzufructului. (Demolombe, X, No. 738; Laurent, VII, No. 88; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 767; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 572, 573, 574, 575; Comp.: Nacu I, p. 857).

**52.** Deasemenea uzufructul se stinge prin îndeplinirea condițiunii rezolutorii, cu efect retroactiv. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 706, 708, 709; Suppl., Usufruit, No. 311; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 574).

**53.** Deasemenea uzufructul se stinge potrivit dispozițiilor art. 974 c. civ. fr. (825 c. civ. rom.), prin reîntoarcerea uzufructului la donator. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 573).

**54.** Deasemenea uzufructul se stinge prin prescripțiunea achizitivă a unui tert, (Daloz, Rép., Usufruit, No. 712, 713, 716; Suppl., Usufruit No. 313, 315; Planiol et Ripert, III, No. 868; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 573, 575, 576; Nacu, I, p. 856, 857; Matei Cantacuzino, p. 167).

**55.** Prin aplicațiunea dispozițiilor art. 2265, 2266 și 2267 c. civ. fr. (1895, 1896 și 1897 c. civ. rom.), dacă o persoană poate dobândi prin prescripțiune de 10—20 ani uzufructul sau plina proprietate a imobilului după cum i-a fost vândut primul sau al doilea drept. (Demolombe, X, No. 741 urm.; Marcadé, Art. 624. No. 1 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 463 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și notele 48, 49, p. 731; Daloz, Rép., Usufruit, No. 712; Suppl., Usufruit, No. 313; Laurent, VII, No. 89 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 768; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 868; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 576, notă; Nacu, I, p. 857).

**56.** Când posesorul a dobândit prin prescripțiune de 10—20 ani numai uzufructul, dacă el încetează din viață înainte de a fi trecut treizeci ani dela ultimul act de folosință al uzufructului, uzufructul nu se unește cu nuda proprietate, ci va putea fi exercitat de către uzufructuarul prim. (Demolombe, X, No. 74 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 731; Daloz, Rép., Usufruit, No. 713, 714; Suppl., Usufruit, No. 313; Laurent, VII, No. 89 urm.).

**57.** In ceea ce privește uzufructul legal el se mai stinge și prin emanciparea minorului. (Paniol et Ripert, III, No. 861).

**58.** Nu toate modurile de stingere ale uzufructului propriu zis își găsesc aplicațiunea și la cuasi-uzufruct. Așa cuasi-uzufructul nu se stinge prin neuz, nici prin distrugerea totală a lucrului, nici prin abuzul de folosință, nici prin uzucapiune. (Demolombe, X, No. 743; Marcadé, Art. 617; Daloz, Rép., Usufruit, No.

719 urm.; Suppl., Usufruit, No. 316; Huc, IV, No. 249; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 770, 771; Planiol et Ripert, III, No. 861; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555, 558, 574, nota 3, 577, 579).

**59.** Efectul stingerii uzufructului pentru orice motiv, afară de cel al desființării totale a lucrului supus uzufructului și de cel al consolidării către uzufructuar, este de a face pe nudul proprietar să intre în folosința lucrului de drept, fără nici o cerere în justiție, chiar dacă este vorba de un imobil. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2570; Demolombe, X, No. 635; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 734; Daloz, Rép., Usufruit, No. 724 urm.; Suppl., Usufruit, No. 320, 321; Laurent, VII, No. 92 urm.; Huc, IV, No. 250; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 771; Planiol et Ripert, III, No. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 561, nota 2, 580 text și nota 1).

**60.** In cazul când uzufructuarul sau reprezentanții săi nu restituie de îndată bunul supus uzufructului care s'a stins, ei datoresc daune-interese nudului proprietar. (Demolombe, X, No. 637; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 735; Daloz, Rép., Usufruit, No. 731, 733 urm.; Suppl., Usufruit, No. 321; Laurent VII, No. 95; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 771).

**61.** In cazul precedent dacă bunul supus uzufructului este o sumă de bani, uzufructuarul sau reprezentanții săi vor datori dobânzi de întârziere cari vor curge de drept din ziua stingerii uzufructului. (Demolombe, X, No. 637; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, text și nota 2, p. 734; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 324; Laurent, VII, No. 95; Huc, IV, No. 250; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 772; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 580, 581).

**62.** Dacă însă moștenitorii uzufructuarului ar fi fost de bună credință că banii erau proprietatea autorului lor, ei vor datori dobânzi de întârziere, numai din momentul când ar deveni de rea credință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, nota 2, p. 734; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 772; Contra: Laurent, VII, No. 96; Alexandresco, ed. 2-a, III, p. I, p. 581).

**63.** Cu toate că la stingerea uzufructului, uzufructuarul este obligat să restituie imediat lucrul care a făcut obiectul uzufructului, totuși când acest obiect este o casă care eră locuită de însuși uzufructuarul și familia sa, trebuiește a i se acordă acestuia sau familiei sale un termen pentru a-și găsi o altă locuință. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2570; Demolombe, X, No. 638, 639; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 735; Daloz, Rép., Usufruit, No. 732; Suppl., Usufruit, No. 322; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 773; Planiol et Ripert, III, No. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 532, 581; Comp.: Laurent, VII, No. 97; Huc, IV, No. 250).

**64.** Deasemenea când obiectul supus

uzufructului a fost o fermă, trebuie să se dea un termen necesar pentru ca uzufructuarul sau arendașul să-și poată lua lucrurile sale pentru a putea intra în folosință nudul proprietar sau noul arendaș. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 732; Suppl., Usufruit, No. 322).

**65.** În cazurile precedente când după stingerea uzufructului, uzufructuarul mai rămâne în imobilul care a făcut obiectul uzufructului, după o părere, el datorește nudului proprietar plata unei adevărate chirii proporțională cu durata ocupației. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2570, 2583; Demolombe, X, No. 638 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 235, p. 734; Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 323; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 773).

**66.** După altă părere, în acest caz, el datorește nudului proprietar o despăgubire ce va fi fixată de către tribunal, care însă nu constituie o adevărată chirie. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 735; Suppl., Usufruit, No. 323; Laurent, VII, No. 97; Huc, IV, No. 250; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 582, 581).

**67.** Stingerea uzufructului prin modurile prevăzute de art. 617 c. civ. fr. (559 c. civ. rom.), precum și prin îndeplinirea condiției rezolutorie, în afară de cazul consolidării, își produce efectele și față de terțele persoane. (Demolombe, X, No. 747 urm.; Daloz, Rép., Usufruit, No. 724; Suppl., Usufruit, No. 317; Laurent, VII, No. 100; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 771; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 582, text și nota 4, 583).

**68.** Potrivit acestui principiu, prin stingerea uzufructului, se sting și toate drepturile reale constituite de către uzufructuar asupra lucrului care a făcut obiectul uzufructului. (Demolombe, X, No. 747 urm.; Daloz, Rép., Usufruit, No. 724; Suppl., Usufruit, No. 317; Laurent, VII, No. 100; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 771; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 582, text și nota 4, 583).

**69.** În caz de stingerea uzufructului pentru abuz de folosință, după o părere, se sting și drepturile reale constituite de către uzufructuar asupra lucrului care a făcut obiectul uzufructului, bine înțeles dacă la pronunțarea hotărârii au luat parte și beneficiarii drepturilor reale. (Demolombe, X, No. 750; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 465 bis; Daloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 807; Suppl., Usufruit, No. 318).

**70.** După altă părere, în acest caz, drepturile reale constituite de către uzufructuar asupra lucrului care a făcut obiectul uzufructului subsistă. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2476, 2492; Laurent, VII, No. 86; Huc, IV, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 758; Comp.: Mourlon, I, No. 1634; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 567).

**71.** Dacă beneficiarii drepturilor reale, cum ar fi creditorii ipotecari, nu au intervenit sau nu au fost puși în cauză, hotărârea obținută de stingerea uzufructului nu le este opozabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 567).

**72.** În cazul de stingerea uzufructului prin consolidare, fie în folosul nudului proprietar, fie în folosul uzufructuarului, după o părere, efectele se produc și față de terțele persoane și deci se sting toate drepturile reale constituite de către uzufructuar asupra lucrului care a făcut obiectul uzufructului. (Daloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 2565 urm.; Usufruit, No. 724).

**73.** După altă părere, în cazul când consolidarea se face în folosul nudului proprietar, drepturile reale constituite de către uzufructuar se sting, iar în cazul când consolidarea se face în folosul uzufructuarului drepturile reale subsistă. (Daloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 433).

**74.** După a treia părere, atât în cazul când consolidarea se face în folosul nudului proprietar cât și în cazul când consolidarea se face în folosul uzufructuarului, drepturile reale constituite de către uzufructuar asupra lucrului care a făcut obiectul uzufructului subsistă, deoarece consolidarea are de efect să împiedice numai exercitarea uzufructului, iar nu să stingă în realitate uzufructul. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2071; Demolombe, X, No. 747 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 726; Daloz, Rép., Suppl., Privilèges et hypothèques, No. 433; Usufruit, No. 317; Laurent, VII, No. 58, 100; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 740; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 551, 582, nota 4).

**75.** A se vedea: art. 534, 558, 562, 563 și 564 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

I. A se vedea: art. 106, nota 1.

**Art. 558.** — Uzufructul poate încetă asemenea prin abuzul ce face uzufructuarul de folosința sa, sau aducând stricăciuni fondului, sau lăsându-l să se degrade din lipsă de întreținere. — Creditorii uzufructuarului pot interveni în contestațiunile pornite în contră-i pentru conservarea drepturilor lor; ei pot propune repararea degradațiunilor făcute și a da garanții pentru viitor.



Judecătorii pot, după gravitatea împrejurărilor, sau a hotărî stingerea uzufructului, sau a lăsa pe proprietar să se bucure de fructele obiectului supus la uzufruct, cu îndatorire de a plăti pe fiecare an uzufructuarului sau celor ce reprezintă drepturile sale, o sumă hotărîită până în ziua când uzufructul urmă să înceteze. (Civ. 541—545, 554, 557, 562, 975, 976, 998, 1632 urm., 1639 urm., 1652 urm., 1675, 1676; Pr. civ. 247 urm., 392 urm.; Civ. Fr. 618).

*Text. fr. Art. 618.* — L'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant déperir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations, pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises, et des garanties pour l'avenir.

Les juges peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé, que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier, ou à ses ayant-cause, une somme déterminée jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait du cesser.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

- |  |                               |
|--|-------------------------------|
| Abuz de folosință 1 urm.                                   | Greșeală 3, 4, 5, 10, 12, 15. |
| Acțiune 18, 19.  | Încetare din viață 33.        |
| Aprecieri 2—10, 14, 20, 25,                                | Încetarea uzufructului        |
| 26, 30—37.   | 1 urm.                        |
| Arbori 5.  | Incident 19.                  |
| Bani 35, 36.   | Insolvabilitate 9.            |
| Cauțiune 16, 33.   | Intervenție 24—28.            |
| Clădiri 5.   | Întrebuintare 8, 33.          |
| Conservare 32, 33.   | Întreținere 1.                |
| Contestație 29.  | Ipotecă 27.                   |
| Creanțe 8.   | Locațiune 6, 11, 12, 33.      |
| Creditori 24—29.   | Măsuri de conservare 32,      |
| Cuasi-uzufruct 17.   | 33.                           |
| Culpă, a se vedea cuvintele: „Neglijență“, „Rea credință“. | Minoritate 13, 15.            |
| Cultură 10.  | Moarte 33.                    |
| Dărâmare 5.  | Mobile 5, 6, 7.               |
| Deces 33.  | Neglijență 3, 4, 5, 10, 12,   |
| Degradări 1—6, 11—15, 34,                                  | 15.                           |
| 37.  | Proces 18, 19.                |
| Despăgubiri 13, 21, 22.                                    | Rea credință 4, 8, 15, 29.    |
| Destinație 5.  | Reparațiuni 21, 24, 34.       |
| Dol, a se vedea cuvintele: „Rea credință“.                 | Sechestru 32.                 |
| Donațiune 16.  | Stingerea uzufructului        |
| Dotă 13, 14.   | 1 urm.                        |
| Excepțiune 19.   | Testament 16.                 |
| Exemple 5—9.   | Tutelă 13, 15.                |
| Fraudă 4, 8, 15, 29.                                       | Uzufruct 1 urm.               |
| Garanție 24, 34.   | Uzufruct legal 16.            |
|  | Venituri 32.                  |
|  | Vindere-cumpărare 7, 16,      |
|  | 23.                           |

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.), stingerea uzufructului poate să aibă loc atât pentru stricăciuni aduse fondului cât și pentru degradări cauzate acestui fond din lipsă de întreținere. (Daloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 296; Planiol et Ripert, III. No. 869; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 562).

**2.** Stingerea uzufructului pentru motivele prevăzute de art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.) nu trebuie pronunțată de

cât în cazuri grave de abuzuri cari ating însăși substanța lucrului supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2422; Demolombe, X, No. 271; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 30, p. 727; Daloz, Rép., Usufruit, No. 682; Suppl., Usufruit, No. 297; Laurent, VII, No. 81; Huc, IV, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 753; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 561, nota 2, 565; Nacu, I, p. 855; Matei Cantacuzino, p. 168; Plastara, II, p. 269).

**3.** Nu poate fi pronunțată stingerea uzufructului pentru deteriorări de mică importanță datorite fie neglijenței, fie faptelor uzufructuarului. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2422; Demolombe, X, No. 271; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Daloz, Rép., Usufruit, No. 682; Laurent, VII, No. 81; Huc, IV, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 753; Planiol et Ripert, III, No. 869; Nacu, I, p. 855).

**4.** Pentru că degradările cauzate la lucrul supus uzufructului să aducă stingerea uzufructului pentru abuz de folosință, nu este necesar să se stabilească existența relei credințe din partea uzufructuarului, deoarece legea nu cere aceasta ci este de ajuns dacă există din partea sa greșeli grave și neglijență de natură să compromită existența lucrului supus uzufructului. (Demolombe, X, No. 720; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 30, p. 727; Laurent, VII, No. 81; Huc, IV, 248; Baudry et Chauveau, Des biens No. 753; Planiol, I, No. 2855; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, text și nota; Contra: Daloz, Rép., Usufruit, No. 682; Suppl., Usufruit, No. 297).

- 5.** Ca exemple de abuz de folosință din partea uzufructuarului cităm cazurile când el întrebunțează lucrurile mobiliare la altă destinațiune decât cea stabilită de autor, când dărâmă clădirile folositoare sau le lasă să se dărâme din lipsă de îngrijire, când scoate arborii fructiferi cari produc fructe, etc. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2420; Duranton IV, No. 696; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 683; Suppl., Usufruit, No. 298; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 563).
- 6.** Deasemenea când dă în locațiune lucrurile mobile supuse uzufructului și cari se strică repede prin întrebunțarea lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 230, p. 694; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 298; Contra: Laurent, VI, No. 470 urm.).
- 7.** Deasemenea când înstrăinează lucrurile mobile supuse uzufructului. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2422; Demolombe, X, No. 719; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, nota 30. p. 727; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 684; Suppl., Usufruit, No. 298; Laurent, VII, No. 82; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, 563).
- 8.** Deasemenea când uzufructuarul unei creanțe a primit dela debitor capitalul și nu justifică întrebunțarea banilor, chiar fără dol sau intenție frauduloasă. (Demolombe, X, No. 744; Laurent, VII, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 563).
- 9.** Insolabilitatea uzufructuarului nu este un motiv de decădere a lui din dreptul de uzufruct. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 563).
- 10.** Simplele fapte de neglijență în cultivarea unei bucăți de pământ, nu constituiesc din partea uzufructuarului abuzuri de folosință de natură a aduce decăderea lui din dreptul său de uzufruct. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 563).
- 11.** Decăderea uzufructuarului pentru abuzul de folosință implicând un fapt personal al său, nu poate fi pronunțată pentru degradări comise de un locatar al uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 685; Suppl., Usufruit, No. 299; Huc, IV, No. 248).
- 12.** După altă părere, uzufructul va fi desființat și atunci când culpa sau neglijența s'ar datorî locatarului, dacă uzufructuarul nu a fost atent ca să împiedece abuzurile. (Demolombe, X, No. 720; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 753; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, nota).
- 13.** Deasemenea, după o părere, decăderea nu poate fi pronunțată pentru degradări comise de tutor sau de bărbatul dotal asupra bunurilor a căror uzufruct aparține unui minor sau unei femei dotale, proprietarul neavând în acest caz decât calea unei acțiuni în daune interese. (Demolombe, X, No. 718; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 686; Suppl., Usufruit, No. 299; Huc, IV, No. 248; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, 565).
- 14.** După altă părere, în cazul când uzufructul aparține unei femei dotale, ea va fi răspunzătoare pentru abuzul de folosință comis le bărbatul său care administrează bunul supus uzufructului și va fi decăzută din uzufructul său, după aprecierea judecătorilor de fond cari vor examina situația particulară a femeii și ignoranța ei asupra relei administrații a bărbatului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 753; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, nota).
- 15.** Iar dacă uzufructul aparține unui minor, numai în caz de dol din partea tutorului nu se va aplica decăderea pentru abuz de folosință; această decădere însă își va găsi aplicațiunea în caz de simplă greșeală a tutorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 299; Laurent, VII, No. 81; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 753; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, 565).
- 16.** Dispozițiunile art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.) cu privire la stingerea uzufructului pentru abuz de folosință, își găsesc aplicațiunea la orice fel de uzufructuri: legal, convențional sau testamentar, cu titlu gratuit sau cu titlu oneros, cu cautiune sau fără cautiune. (Demolombe, X, No. 717; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 755; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 561, 562).
- 17.** Dispozițiile art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea în regulă generală la **cuasi-uzufruct**, de oarece cuasi-uzufructuarul are dreptul să dispue de bunul supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2417; Demolombe, X, No. 743; Marcadé, Art. 618; dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, nota 2), bis, p. 739; Laurent, VII, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562, nota 2).
- 18.** Spre deosebire de cazurile arătate de art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.) stingerea uzufructului pentru abuz de folosință nu are loc de drept, ci trebuie pronunțată de justiție după cererea nudului proprietar. (Demolombe, X, No. 721, 722; Marcadé, Art. 618; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1633; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 679; Suppl., Usufruit, No. 300; Laurent, VII, No. 83; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 754 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2854; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 561, nota 2; Nacu, I, p. 855; Matei Cantacuzino, p. 168).
- 19.** Cererea nudului proprietar de a se pronunță decăderea uzufructuarului pentru abuz de folosință, se poate face atât pe cale de acțiune principală cât și pe cale incidentală. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 562).
- 20.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă uzufructuarul a comis un abuz de folosință asupra lucrurilor supuse uzufructului, de natură a aduce stingere-

rea uzufructului. (Demolombe, X, 721, 722; Marcadé, Art. 618; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1633; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 679; Suppl., Usufruit, No. 300; Laurent, VII, No. 83; Huc, IV, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 754 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2854; Planiol et Ripert, III, No. 869; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 825; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 561, nota 2, 562, nota, 565; Nacu, I, p. 855; Matei Cantacuzino, p. 168).

**21.** În loc de a cere decăderea uzufructuarului pentru abuz de folosință, nudul proprietar are dreptul să ceară ca uzufructuarul să fie obligat la plata de despăgubiri și la reparare imediată a lucrului supus uzufructului. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2428; Demolombe, X, No. 632; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 689; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 753; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 561, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 168).

**22.** Nudul proprietar are dreptul să ceară în același timp stingerea uzufructului pentru abuz de folosință și condamnarea uzufructuarului la plata de despăgubiri. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2428, 2429; Demolombe, X, No. 632, 724, 727; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727, 728; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 678; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 753; Planiol, I, No. 2855; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 565, nota 3; Matei Cantacuzino, p. 168; Contra: Huc, IV, No. 248).

**23.** Dacă nudul proprietar a vândut uzufructuarului nuda proprietate a lucrului supus uzufructului, el nu mai are dreptul să ceară stingerea uzufructului pentru abuz de folosință. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 639).

**24.** Potrivit dispozițiilor art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.), creditorii uzufructuarului au dreptul să intervie în contestațiunile pornite de către nudul proprietar în contra uzufructuarului pentru abuz de folosință, fie pentru conservarea drepturilor lor, fie pentru a propune repararea degradațiilor comise de uzufructuar și a da garanție pentru viitor. (Demolombe, X, No. 722; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 728; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 691; Suppl., Usufruit, No. 302; Laurent, VII, No. 85 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 757; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 566; Nacu, I, p. 855; Plastara, II, p. 269).

**25.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă trebuie să primească propunerile creditorilor uzufructuarului, nefiind obligate la aceasta și având dreptul să pronunțe stingerea uzufructului pentru abuz de folosință. (Demolombe, X, No. 722, 726; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 728; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 691; Suppl., Usufruit, No. 302; Laurent, VII, No. 85

urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 757; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 566).

**26.** Chiar dacă ofertele făcute de creditorii uzufructuarului ar fi îndestulătoare, tribunalele nu sunt obligate să le accepte, ci au dreptul să pronunțe stingerea uzufructului pentru abuz de folosință. (Demolombe, X, No. 722, 726; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 728; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 691; Laurent, VII, No. 85 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 757; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 566; Contra: Duranton, IV, No. 697; Marcadé, Art. 618, No. 27).

**27.** Dispozițiunile art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât la creditorii hipotecari cât și la creditorii chirografari ai uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 302; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 567).

**28.** Chiar și creditorii anteriori faptelor abuzive ale uzufructuarului au dreptul să facă intervenție. (Demolombe, X, No. 726; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 729; Laurent, VII, No. 85; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 566; Contra: Proudhon, Usufruit, IV, No. 2432 urm.).

**29.** Dacă tribunalele au pronunțat stingerea uzufructului pentru abuz de folosință, creditorii uzufructuarului nu au dreptul să facă contestațiune la executarea hotărârii afară de cazul unui concert fraudulos între uzufructuar și nudul proprietar. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 693; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 567).

**30.** Potrivit dispozițiilor aliniatului ultim al art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.), tribunalele vor aprecia în mod suveran, după gravitatea împrejurărilor, și vor hotări sau stingerea uzufructului pentru abuz de folosință sau luarea de măsură ce va crede de cuviință pentru a împăca atât interesele nudului proprietar, cât și pe ale uzufructuarului. (Demolombe, X, No. 722; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 687 urm.; Suppl., Usufruit, No. 300 urm.; Laurent, VII, No. 84; Huc, IV, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 756; Planiol et Ripert, III, No. 869; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 825; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 564, 565; Nacu I, p. 855; Matei Cantacuzino, p. 168).

**31.** Gravitatea împrejurărilor și a faptelor imputate uzufructuarului și cari pot constitui un abuz de folosință, va fi apreciată în mod suveran de tribunale. (Demolombe, X, No. 722; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Laurent VII, No. 84; Huc, IV, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 756; Planiol et Ripert, III, No. 869; Colin et Capitant, I, p. 825, 826; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 564, 565; Matei Cantacuzino, p. 168).

**32.** Ca măsură conservatorie pe care o pot lua tribunalele pentru împăcarea

intereselor nudului proprietar și a uzufructuarului, este însărcinarea unui sechestru care să administreze bunurile și să dea socoteală de veniturile lor. (Demolombe, X, No. 722; Mourlon, I, No. 1633; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 727; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 690; Laurent, VII, No. 84; Huc, IV, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 756; Planiol, I, No. 2855; Planiol et Ripert, III, No. 869; Matei Cantacuzino, p. 168; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 564, 565).

**33.** Deasemenea ca măsuri conservatorii, tribunalele, în cazul când uzufructuarul a fost dispensat de cautiune, pot hotări ca el să dea cautiune, ca imobilele să fie date în locațiune, sau ca uzufructuarul să fie obligat a întrebuița valorile supuse uzufructului, (Demolombe, X, No. 722; Mourlon, I, No. 1633; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 690; Suppl., Usufruit, No. 301; Huc, IV No. 216, 248; Planiol, I, No. 2855; Planiol et Ripert, III, No. 829, 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 565; Matei Cantacuzino, p. 168).

**34.** Tribunalele pot deasemenea ordonă ca uzufructuarul să repare degradările cauzate și să dea garanție pentru viitor. (Demolombe, X, No. 726; Mourlon, I, No. 1634; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 34, p. 727; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 757; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 566, nota 3; Matei Cantacuzino, p. 168).

**35.** Potrivit dispozițiilor art. 618, al. ultim c. civ. fr. (588 c. civ. rom.), judecătorii pot lăsa pe nudul proprietar ca să se folosească de lucrul supus uzufructului cu îndatorire de a plăti pe fiecare an, uzufructuarului, o sumă de bani ho-

tărită până în ziua când uzufructul urma să înceteze. (Demolombe, X, No. 722; Marcadé, Art. 618; Mourlon, I, No. 1633; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 32, p. 727; Laurent, VII, No. 84; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 566; Nacu, I, p. 855; Matei Cantacuzino, p. 168).

**36.** Tribunalele când vor lăsa pe nudul proprietar să intre în folosința lucrului supus uzufructului, vor fixa în mod suveran, suma pe care acesta va trebui s'o plătească pe fiecare an uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 680).

**37.** În cazul când uzufructuarul a adus stricăciuni numai la o parte din fondurile supuse uzufructului, tribunalele vor decide în mod suveran dacă trebuie să pronunțe decăderea uzufructuarului din folosința tuturor bunurilor supuse uzufructului sau numai din folosința bunurilor asupra cărora s'au comis degradările. (Demolombe, X, No. 723; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, nota 36, p. 727; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 687; Suppl., Usufruit, No. 300; Laurent, VII, No. 84; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 759; Planiol et Ripert, III, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 565).

**38.** În cazul când uzufructul este constituit în folosul a două persoane cari urmează să se folosească una după alta, și dacă primul uzufructuar este decăzut din dreptul său pentru abuz de folosință, drepturile celui de al doilea uzufructuar vor începe dela decesul primului uzufructuar, iar nu dela încetarea uzufructului acestuia. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 697).

**39.** A se vedea: art. 557 din codul civil cu notele respective.

**Art. 559.** — Uzufructul care nu e acordat particularilor, nu poate trece peste 30 ani. (Civ. 557, 560; Civ. Fr. 619).

*Text. fr. Art. 619.* — L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers, ne dure que trente ans.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 619 c. civ. fr. (559 c. civ. rom.), uzufructul constituit în favoarea unei persoane morale, nu poate trece peste treizeci ani. (Demolombe, X, No. 244; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 466 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 666; Marcadé, Art. 619; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 106 urm.; Suppl., Usufruit, No. 45, 275; Laurent, VI, No. 352; VII, No. 53; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 732; Planiol et Ripert, III, No. 768, 863; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 578; Nacu, I, p. 845; Matei Cantacuzino, p. 167; Plastara, II, p. 267).

**2.** Dispozițiunile art. 619 c. civ. fr. (559

c. civ. rom.) care arată că uzufructul constituit în favoarea unei persoane morale nu poate trece peste treizeci ani, după o părere sunt de ordine publică și constitutorul uzufructului nu poate derogă dela ele. (Demolombe, X, No. 244; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 466 bis; Marcadé, Art. 617, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, text și nota 4, p. 666; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 107, 610; Suppl., Usufruit, No. 45; Laurent, VI, No. 352; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 730 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 578; Plastara, II, 268, nota 1).

**3.** După altă părere, dispozițiunile acestui articol nu sunt de ordine publică și constitutorul uzufructului, are dreptul să fixeze o durată mai mare de trezeci ani

(Proudhon, Usufruit, I, No. 331; Taulier, II, p. 337; Duranton, IV, No. 663; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 107, 610).

**4.** În caz când persoana morală careia i s'a constituit un uzufruct, încetează de a avea existența legală înainte de expirarea termenului de trezeci ani prevăzut de art. 619 c. civ. fr. (519 c. civ. rom.) uzufructul se stinge. (Proudhon, Usufruit, I, No. 331; Duranton, IV, No. 663; Demolombe, X, No. 244; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 228, p. 666; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 610; Suppl., Usufruit, No. 275; Laurent, VI, No. 352; VII, No. 53; Huc, IV, No. 242; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 730 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 578; Nacu, I, p. 845; Plastara, II, p. 268, nota 1).

**5.** Dacă prin legat s'a fixat un termen mai lung de trezeci ani, legatul nu va fi nul, ci se reduce numai termenul la treizeci ani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 578).

**6.** Legatul anual al unei sume de bani sau al unei cantități de produse poate fi constituit pe un termen cât de lung deoarece nu este asimilat cu uzufructul, întrucât acest legat micșorează numai folosința bunului. (Proudhon, Usufruit, I, No. 331; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, nota 5, p. 720; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 108; Suppl., Usufruit, No. 275; Laurent, VII, No. 53; Huc, IV, No. 242; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 731; Planiol et Ripert, III, No. 768; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 578, 579).

**Art. 560.** — Uzufructul constituit până ce o altă persoană va ajunge la o vârstă hotărîită, ține până la acea epocă, chiar de ar muri zisa persoană înaintea vârstei hotărîite. (Civ. 519, 557, 1019; Civ. Fr. 620).

*Text. fr. Art. 620.* — L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 620 c. civ. fr. (560 c. civ. rom.) uzufructul nu se stinge prin moartea terței persoane întâmplată înainte de vârsta hotărîită. Dacă însă, uzufructuarul încetează din viață înainte de ajungerea terței persoane la vârsta hotărîită prin actul de constituire, fie cu titlu oneros fie cu titlu gratuit, uzufructul se stinge. (Demolombe, X, No. 679, 680; Marcadé, Art. 620; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 7, p. 720; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 615; Suppl., Usufruit, No. 276; Laurent, VII, No. 55, 56; Huc, IV, No. 243; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 734; Planiol et Ripert, III, No. 863; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 550; Nacu, I, p. 846).

**2.** După altă părere, când uzufructul este constituit cu titlu oneros, dacă uzufructuarul încetează din viață înainte de ajungerea terței persoane la vârsta hotărîită prin actul de constituire, uzufructul nu se stinge înainte de ajungerea acestei vârste. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 469 bis).

**3.** Dispozițiunile art. 620 c. civ. fr. (560

c. civ. rom.) constituiesc numai o regulă de interpretare a voinței părților. În cazul când din actul constitutiv va rezultă că intenția constituitorului uzufructului, a fost de a se stinge uzufructul dacă terța persoană încetează din viață înainte de ajungerea vârstei hotărîite, se va urma conform intenției sale. (Demolombe, X, No. 679; Marcadé, Art. 620; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 720; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 616; Suppl., Usufruit, No. 277; Laurent, VII, No. 55, 56; Huc, IV, No. 243; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 734; Planiol, I, No. 2840; Planiol et Ripert, III, No. 863; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 544, nota 1, 549).

**4.** Uzufructul constituit până la încetarea din viață a unei terțe persoane, se va stinge odată cu întâmplarea acestui eveniment. (Duranton, IV, No. 659; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 613; Planiol et Ripert, III, No. 863; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 549).

**5.** Dispozițiunile art. 620 c. civ. fr. (560 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la uzufructul legal. (Demolombe, X, No. 681; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1622; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 736; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 550).

**Art. 561.** — Vânzarea lucrului supus la uzufruct nu aduce nici o schimbare dreptului uzufructuarului; el continuă a se folosi de uzufructul său, de nu a renunțat la dânsul în mod formal. (Civ. 539, 562, 1294 urm., 1710, 1770, 1800 § 2; Civ. Fr. 621).

*Text. fr. Art. 621.* — La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier; il continue de jouir de son usufruit s'il n'y a pas formellement renoncé.

### Doctrină.

**1.** Uzufrectul se stinge prin renunțarea uzufrectuarului capabil de a dispune de drepturile sale. (Proudhon, *Usufruit*, IV, No. 2165; Duranton, IV, No. 698; Demolombe, X, No. 727; Laurent, VII, No. 72; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 567, 568, text, și nota 2; Nacu, I, p. 855, 856).

**2.** Deoarece dreptul de uzufrect este distinct și independent de dreptul nudei proprietăți, vânzarea lucrului supus uzufrectului, fără participarea uzufrectuarului și renunțarea la dreptul său, nu poate să prejudicieze acestuia. (Daloz, *Rép., Usufruit*, No. 697; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 749; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 556, nota 3, 569; Nacu, I, p. 856).

**3.** Simpla prezentă a uzufrectuarului la vânzarea lucrului supus uzufrectului, nu poate constitui prin ea însăși o renunțare a acestuia la dreptul său de uzufrect, cu toate că renunțarea uzufrectuarului la dreptul său de uzufrect se poate face în principiu și tacit, ci trebuie o renunțare formală. (Demo-

lombe, X, No. 730, 733; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 730; Daloz, *Rép., Usufruit*, No. 697, 698; Suppl., *Usufruit*, No. 304; Laurent, VII, No. 74; Huc, IV, No. 246; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 761, 763; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 570).

**4.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran după faptele și împrejurările cauzei, dacă concursul uzufrectuarului la vânzarea lucrului supus uzufrectului, constituie din partea sa o renunțare la dreptul său. (Demolombe, X, No. 733 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 729, 730; Daloz, *Rép., Usufruit*, No. 697 urm.; Suppl., *Usufruit*, No. 303 urm.; Laurent, VII, No. 74; Huc, IV, No. 246; Baudry et Chauveau, *Des Biens*, No. 761, 763; Planiol et Ripert, III, No. 866).

**5.** Cu toate că art. 621 c. civ. fr. (561 c. civ. rom.) vorbește numai de vânzarea lucrului supus uzufrectului, dispozițiunile sale își vor găsi aplicațiunea la orice înstrăinare cu titlu oneros sau gratuit a nudei proprietăți. (Demolombe, X, No. 730; Marcadé, *Art. 621*; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 545, nota 1).

**6.** A se vedea: art. 562 din codul civil cu notele respective.

**Art. 562.** — Creditorii uzufrectuarului pot să ceară a se anula renunțarea făcută în paguba lor. (Civ. 558, 561, 699, 974, 975, 976, 1843; Com. 725 urm.; Civ. Fr. 622).

*Text. fr. Art. 622.* — Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 150.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare 10.	Ipotecă 12.
Acțiune pauliană 13, 14.	Moarte 8, 10.
Anulare 13, 14.	Nulitate 13, 14.
Capacitate 1.	Prejudiciu 13.
Cesiune 5.	Probă 13.
Consolidare 5.	Renunțare 1 urm.
Convențiune 5, 6, 7, 11.	Renunțare tacită 3.
Creditori 13, 14.	Revocare 10.
Deces 8, 10.	Stingerea uzufrectului
Declarație unilaterală 4.	1 urm.
Donațiune 5, 6, 7, 13.	Terțe persoane 9, 12, 14.
Dovadă 13.	Testament 8.
Fraudă 13, 14.	Transcriere 9.
Imobil 9.	Uzufrect 1 urm.
Încetare din viață 8, 10.	Vindere-cumpărare 5, 6,
Încetarea uzufrectului	14.
1 urm.	

### Doctrină.

**1.** Uzufrectuarul are dreptul să renunțe la dreptul său de uzufrect, dacă este capabil să dispue de drepturile sale.

(Proudhon, *Usufruit*, IV, No. 2165; Duranton, IV, No. 698; Demolombe, X, No. 727; Daloz, *Rép., Usufruit*, No. 696; Suppl., *Usufruit*, No. 303 urm.; Laurent, VII, No. 72; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 568, text și nota 2; Nacu, I, p. 855, 856; Matei Cantacuzino, p. 168; Plastara, II, p. 269).

**2.** Renunțarea uzufrectuarului la dreptul său, trebuie să fie sigură și neechivocă, deoarece ea nu se poate presupune. (Proudhon, *Usufruit*, V, No. 2206; Demolombe, X, No. 731, 733; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 729; Daloz, *Rép., Usufruit*, No. 696; Suppl., *Usufruit*, No. 303; Laurent, VII, No. 74; Huc, IV, No. 246; Baudry et Chauveau, *Des biens*, No. 763; Planiol, I, No. 2846; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 570; Plastara, II, p. 269).

**3.** Renunțarea uzufrectuarului la drep-

tul său, poate fi expresă sau tacită, nefiind nevoie de întrebuintă o formulă sacramentală. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2206; Demolombe, X, No. 731, 733; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 729; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 698; Suppl., Usufruit, No. 303; Laurent, VII, No. 74; Huc, IV, No. 246; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 763; Planiol, I, No. 2846; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 570; Nacu, I, p. 856; Matei Cantacuzino, p. 168).

**4.** Uzuzfructuarul poate renunța în mod valabil la dreptul său prin o declarație unilaterală făcută într'un act sub semnătură privată și renunțarea operează chiar în contra voinței nudului proprietar. (Demolombe, X, No. 728, 729, 733; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 729; Laurent, VII, No. 72, 75; Huc, IV, No. 246; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 761; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 568).

**5.** Renunțarea uzuzfructuarului prin o convențiune încheiată cu nudul proprietar, fie cu titlu oneros, fie cu titlu gratuit, constituie în realitate o cesiune care operează în conformitate cu dispozițiile art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.) o consolidare în favoarea nudului proprietar. (Demolombe, X, No. 732; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 729; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 306; Laurent, VII, No. 72; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 761; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 568, nota 4).

**6.** Dacă renunțarea la uzuzfruct este făcută nu prin declarație unilaterală ci printr'o convențiune, după o părere, ea trebuie făcută în forma convențiilor sinalagmatice cu titlu oneros, sau printr'un act de donațiune după formele cerute de lege. (Demolombe, X, No. 732, 733; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 467 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 41, p. 729; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 308; Laurent, VII, No. 75; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 761; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 570; Plastara, II, p. 270, nota 1).

**7.** După altă părere, renunțarea la uzuzfruct chiar în mod gratuit nu trebuie să îmbrace forma donațiilor. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2206; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 702; Huc, IV, No. 246; Planiol et Ripert, III, No. 866).

**8.** Renunțarea la uzuzfruct nu se poate face prin testament care își produce efectele după moartea sa când uzuzfructul nu mai există, fiind stins. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 570).

**9.** Dacă uzuzfructul este privitor la un imobil, renunțarea la acest uzuzfruct nu este opozabilă terțelor persoane decât din momentul transcrierii ei în registrele de mutațiuni. (Troplong, Transcription, No. 94; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 729, 731; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 302, 303; Suppl., Usufruit, No. 310; Baudry et

Chauveau, Des biens, No. 765; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 570).

**10.** Dispozițiunile art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la renunțarea la uzuzfruct și această renunțare odată făcută de uzuzfructuar nu mai poate fi retrasă de către el chiar dacă nudul proprietar nu a acceptat-o, însă a avut cunoștință de dânsa. (Demolombe, X, No. 733 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 45, p. 730, 731; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 700, 701; Suppl., Usufruit, No. 307; Laurent, VII, No. 73 urm., Huc, IV, No. 246; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 671; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 568, 569; Contra: Proudhon, Usufruit, V, No. 2220 urm.).

**11.** Dacă nudul proprietar în favoarea căruia s'a făcut renunțarea la uzuzfruct, încetează din viață înaintea uzuzfructuarului, sau înainte de data când ar fi trebuit să se stingă uzuzfructul dacă nu se producea renunțarea, uzuzfructul, afară de convenție contrară, nu revine în folosul fostului uzuzfructuar. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2181; Demolombe, X, No. 734; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 703; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 762).

**12.** Renunțarea uzuzfructuarului la dreptul său nu aduce desființarea ipotecilor constituite de el în timpul folosinței sale. (Demolombe, X, No. 747; Mourlon, I, No. 1634, nota 1; Troplong, Privilèges et hypothèques, II, No. 891; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 925; Guillaouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 569; Plastara, II, p. 269, 270; Contra: Laurent, XXX, No. 212).

**13.** Potrivit dispozițiilor art. 662 c. civ. fr. (562 c. civ. rom.), creditorii uzuzfructuarului pot să ceară a se anulă renunțarea făcută în paguba lor. Dispozițiunile acestui articol sunt o aplicațiune a dispozițiilor art. 1167 c. civ. fr. (975 c. civ. rom.), adică a acțiunei pauliene; prin urmare creditorii vor trebui să dovedească paguba lor și fraudă, adică cunoștința uzuzfructuarului că prin actul pe care îl face cauzează o pagubă creditorilor săi, iar nu numai paguba lor, după cum se exprimă art. 622 c. civ. fr. (562 c. civ. rom.). (Demolombe, X, No. 735; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 731; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 704; Suppl., Usufruit, No. 309; Laurent, VII, No. 78; Huc, IV, No. 246; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 766; Planiol et Ripert, III, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 571; Nacu, I, p. 856; Matei Cantacuzino, p. 168; Plastara, II, p. 270; Contra: Demolombe, X, No. 578; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 471 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 731).

**14.** În cazul când renunțarea uzuzfructuarului s'a făcut cu titlu oneros, creditorii vor trebui să dovedească potrivit principiilor acțiunei pauliane și complici-

tatea terților la fraudă uzufructuarului, (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 572; Nacu, I, p. 856).

**15.** A se vedea: art. 545, 561 și 975 din codul civil cu notele respective.

**Art. 563.** -- Dacă o parte numai a lucrului supus la uzufruct s'a distrus<sup>1)</sup>, uzufructul se păstrează asupra părții rămase. (Civ. 555 urm., 564; Civ. Fr. 623).

*Text. fr. Art. 623.* — Si une partie seulement de la chose soumise à l'usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 623 c. civ. fr. (563 c. civ. rom.) dacă o parte din lucrul supus uzufructului a fost distrusă, uzufructul continuă atât asupra părții din lucru nedistrusă cât și asupra resturilor și accesoriilor părții distruse. (Démolombe, X, No. 703, 703 bis; Mourlon, ed.

7-a, I, No. 1627; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 724; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 657; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 747; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III partea I, p. 556; Nacu, I, p. 853; Matei Cantacuzino, p. 167).

**2.** A se vedea: art. 555, 556, 557 și 564 din codul civil cu notele respective.

**Art. 564.** — De va fi uzufructul constituit numai asupra unei clădiri, și această clădire va arde sau se va distruge din altă întâmplare, sau se va dărâma de vechime, uzufructuarul nu va avea drept a se folosi de pământul pe care a fost clădirea, nici de materialurile rămase.

Dacă uzufructul s'ar afla constituit asupra unui domeniu din care facea parte și clădirea, uzufructuarul se va folosi de pământ<sup>2)</sup>. (Civ. 547, 555 urm., 563, 637, 1156 urm.; Civ. Fr. 624).

*Text. fr. Art. 624.* — Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura le droit de jouir ni du sol ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouirait du sol et des matériaux.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Accident 3.	Incendiu 4, 5, 11—16, 20.
Aprecieare suverană 18.	Incețarea uzufructului 1 urm.
Asigurare 12—16.	Intenție 18.
Câmp de cultură 17.	Locațiune 16.
Clădire 1—16, 19.	Materiale 1, 2, 5, 20.
Consimțământ 9.	Pământ 1, 5, 6, 7, 19.
Construcție 19.	Reconstruire 5, 8, 9, 10, 16.
Culpă 11.	Renaștere 8, 9.
Despăgubiri 10—16.	Secarea izului 17.
Distrugere 1 urm.	Stingerea uzufructului 1 urm.
Dobânzi 13.	Suverană aprecieare 18.
Domeniu, a se vedea cu vântul: «Pământ».	Terță persoană 11, 19.
Drept civil francez 2.	Universalitate 7, 12, 17.
Fond, a se vedea cuvântul: «Pământ».	Uzufruct 1 urm.
Forță majoră 4.	Vas 20.
Francez drept civil 2.	Vechime 3.
Iaz 17.	

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 624 c. civ. fr. (564 c. civ. rom.), dacă uzufructul este constituit numai asupra unei clădiri și dacă aceasta se va distruge în între-

gime, uzufructul este stins și nu va putea continua nici asupra pământului pe care se află clădirea, nici asupra materialelor rezultate din distrugere. Dispozițiunile acestui articol sunt o aplicațiune a alinațului ultim din art. 617 c. civ. fr. (557 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 655, 656; Suppl., Usufruit, No. 289; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 560; Nacu, I, p. 853).

**2.** Contrar ca în dreptul francez unde art. 624 c. civ. fr. arată că în caz de distrugere a unei clădiri de pe un fond supus uzufructului, uzufructuarul are dreptul să se folosească de materialele rămase în dreptul civil român, uzufructuarul nu are acest drept deoarece art. 564 c. civ. rom., a suprimat această dispozițiune din textul francez. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 545, nota 3, 560).

**3.** Dispozițiunile art. 624 c. civ. fr. (564 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea când clădirea s'a dărâmat din cauza vechimei sau prin accident. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 655 urm.).

1) A se vedea nota de sub textul art. 547 Cod. Civil.

2) Art. francez 624 adaugă: „et des matériaux“.



**4.** Când distrugerea clădirii supusă uzufructului a avut loc în urma unui incendiu produs prin caz fortuit, uzufructul se stinge. (Demolombe, X, No. 713; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 723; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 747; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555, nota 3).

**5.** În cazul când distrugerea clădirii prin incendiu este imputabilă uzufructuarului care este obligat să reconstruiască clădirea, uzufructuarul are dreptul să se folosească de pământ și de materialele rămase. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 747; Comp.: Dalloz, Rép., Usufruit, No. 671).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 624 c. civ. fr. (564 c. civ. rom.), dacă uzufructul s'ar afla constituit asupra unui domeniu din care făcea parte și clădirea distrusă în întregime, uzufructuarul va avea dreptul să se folosească de pământul pe care se află clădirea care a fost distrusă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 723; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 659, 671; Laurent, VII, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 559; Nacu, I, p. 853).

**7.** Prin cuvântul «domeniu» întrebuințat în aliniatul al doilea al art. 624 c. civ. fr. (564 c. civ. rom.) se înțelege un fond considerat ca o universalitate de fapt compus din pământ și clădirile de pe el. (Laurent, VII, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 545, nota 2, 559).

**8.** În cazul când uzufructul constituit numai asupra unei clădiri s'a stins prin distrugerea totală a clădirii, el nu mai renaște dacă clădirea a fost reconstruită de către noul proprietar, de către uzufructuar sau o terță persoană. (Duranton, IV, No. 679; Demolombe, X, No. 713 ter.; Marcadé, Art. 617, No. 8; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 724; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 670; Suppl., Usufruit, No. 293; Laurent, VII, No. 70; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 752; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 557, 558; Nacu, I, p. 853).

**9.** Dacă însă clădirea a fost reconstruită de către uzufructuar cu consimțământul noului proprietar, uzufructul renaște asupra clădirii reconstruite. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 293).

**10.** În cazul când clădirea a fost reconstruită de către uzufructuar sau un terț, ei vor avea în contra noului proprietar acțiunea prevăzută de art. 555 c. civ. fr. (494 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, nota 23, p. 725; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 670; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 752; Planiol et Ripert, III, No. 864, p. 799, nota 3; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 558).

**11.** În cazul când distrugerea clădirii supusă uzufructului, cum ar fi printr'un incendiu, se datorește culpei unei terțe persoane și când aceasta este obligată să plătească în bani paguba cauzată, uzufructuarul va avea dreptul să încaseze această sumă și să se folosească de ea

pană la sfârșitul uzufructului. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2527; Demolombe, X, No. 713; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 723; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 672; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 751; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 555, nota 3).

**12.** Uzufructuarul unei case, care nu face parte dintr'o universalitate și care a fost asigurată de către noul proprietar, nu are dreptul, după o părere, la indemnitatea plătită de o societate asigurătoare pentru incendiu, afară de clauza contrară în actul de constituire a uzufructului. (Dalloz, Rép., Usufruit, No. 673; Suppl., Usufruit, No. 294; Laurent, VII, No. 47; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 750; Matei Cantacuzino, p. 167, 168; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 865).

**13.** După altă părere, în acest caz, uzufructuarul are dreptul la indemnitatea plătită de societatea de asigurare, cu obligația însă din partea sa să plătească noului proprietar dobânzile primelor plătite de dânsul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 21, p. 724; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 294).

**14.** În cazul când uzufructuarul a asigurat numai dreptul său de uzufruct, în caz de incendiu a clădirii supusă uzufructului, va încasa numai el despăgubirea. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 295; Planiol et Ripert, III, No. 865).

**15.** Dacă uzufructuarul a făcut asigurarea clădirii supusă uzufructului, fără nici o mențiune, dacă această asigurare privește exclusiv numai dreptul său, în caz de incendiu, vor avea dreptul la despăgubirea plătită de societatea asigurătoare atât el cât și noul proprietar; acesta din urmă va primi capitalul la sfârșitul uzufructului cu obligația de a restitui uzufructuarului primele plătite de el. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, text și nota 9, p. 702; Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 295; Laurent, VII, No. 536; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 750; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 560).

**16.** Dacă clădirea supusă uzufructului a fost închiriată și locatarul a asigurat imobilul contra incendiului, despăgubirea se va veni uzufructuarului, fără ca acesta să fie obligat să reconstruiască clădirea. (Dalloz, Rép., Suppl., Usufruit, No. 295; Huc, IV, No. 247).

**17.** Dispozițiile art. 624 c. civ. fr. (564 c. civ. rom.) cari sunt o aplicație a dispozițiilor art. 617 al. ultim și 623 c. civ. fr. (557 și 565 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la alte cazuri. Astfel: uzufructul constituit numai asupra unui iaz, iar nu asupra unei universalități de bunuri, se stinge dacă iazul a secat cu desăvârșire și în mod definitiv și a devenit un câmp de cultură. (Proudhon, Usufruit, V, No. 2535 urm.; Demolombe, X, No. 705, 708, 710; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 234, p. 723; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 464, 472 bis, II; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 661; Suppl. Usufruit, No.

292; Laurent, VII, No. 66, 71; Huc, IV, No. 247; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 748; Planiol et Ripert, III, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 557; Nacu, I, p. 853; Plastara, II, p. 269; Contra: Marcadé, Art. 617, No. 9).

**18.** In această materie, tribunalele vor aprecia, după împrejurările de fapt, luând în considerație actul de constituire a uzufructului și intențiunea părților contractante. (Daloz, Rép. Usufruit, No. 665; Laurent, VII, No. 66; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 748).

**19.** In cazul când uzufructul poartă numai asupra pământului, el nu se stinge

prin faptul că asupra acestui pământ s'a construit o clădire, fie de către nudul proprietar, fie de către uzufructuar, fie de către o terță persoană. (Demolombe, X, No. 667; Daloz, Rép. Usufruit, No. 667 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 748).

**20.** In cazul când uzufructul a fost constituit asupra unui vas, el se stinge dacă vasul se distruge prin incendiu sau din altă cauză, uzufructuarul neavând dreptul asupra resturilor vasului distrus. (Daloz, Rép. Usufruit, No. 674).

**21.** A se vedea: art. 563 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL II

### Despre uz și abitațiune.

**Art. 565.** — Drepturile de uz și de abitațiune se stabilesc și se perd în acelaș chip ca și uzufructul. (Civ. 518 urm., 557 urm., 568 urm., 1279, 1740; Pr. civ. 722, 723; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 44 § 2, 61 — b, c; Civ. Fr. 625).

*Text. fr. Art. 625.* — Les droit d'usage et d'habitation s'établissent et se perdent de la même manière que l'usufruit.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abitațiune 10—17, 20, 21, 22, 24, 25, 30, 31.	Lege 13, 14, 15.
Abuz de folosință 25.	Locațiune 6.
Acțiune posesorie 8, 12.	Moarte 30.
Alimente 9.	Mobile 9, 11, 23.
Anulare 27.	Moștenitori 2, 30.
Casă 10.	Necesitate 4, 5, 6, 18.
Cesiune 6.	Nulitate 27.
Cheltueli 32, 33.	Opozabilitate 20.
Condițiune 21.	Perpetuitate 3, 28.
Convențiune 17, 20.	Persoane morale 28, 29.
Creditor 25, 27.	Personal drept 4, 9.
Deces 30.	Pluralitate de uzuari 22 26.
Definiție 1, 2, 3, 10.	Plus-valută 32, 33.
Deosebiri 6, 11, 18, 25, 30.	Posesorie acțiune 8, 12.
Descendenți 2.	Prescripție 19.
Desmembrământ 6, 12.	Real drept 4, 5, 9, 11, 12.
Drept de abitațiune, a se vedea cuvântul: «Abita- țiune».	Renunțare 20, 26, 27.
Drept de uz, a se vedea cuvântul: «Uz».	Restituire 32, 33.
Drept imobiliar 9, 11.	Servitute 2, 3.
Drept mobilier 9, 11.	Stingerea uzufructului 24, 31, 32, 33.
Drept personal 4, 9.	Temporal drept 5.
Drept real 4, 5, 9, 11, 12.	Termen 21.
Drept temporal 5.	Terțe persoane 20.
Drept viager 5.	Testament 17, 20.
Familie 4.	Titlu universal 18.
Femea văduvă 15, 16.	Transcripție 20.
Fructe 5, 6.	Trebuințe 4, 5, 6, 18.
Imbunătățiri 32, 33.	Universal titlu 18.
Imobile 9, 11, 19, 23.	Uz 1—14, 17—33.
Incetarea din viață 30.	Uz personal 1, 2, 4.
Incetarea uzufructului 24, 31, 32, 33.	Uz real 1, 3.
Indivizibilitate 6.	Uzufruct 5, 6, 7, 13, 18, 24, 25, 28—32.
Intervenție 25.	Văduvă 15, 16.
	Viager drept 5.
	Voință 13, 14.

#### Doctrină.

**1.** Dreptul de uz este facultatea ce o are o persoană ca să se folosească de lucrul altei persoane. Dreptul de uz este de

două feluri: dreptul de uz personal și dreptul de uz real. (Daloz, Rép., Usufruit, No. 9; Suppl., Usage-habitation, No. 3 urm.; Laurent, VII, No. 103; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584; Planiol et Ripert, III, No. 880; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 829).

**2.** Dreptul de uz personal, de care se ocupă codul civil, este un fel de servitute personală care aparține unei anumite persoane și uneori descendenților săi direcți. (Daloz, Rép., Usage, No. 9; Suppl., Usage-habitation, No. 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584).

**3.** Dreptul de uz real are un caracter de proprietate și constituie o adevărată servitute reală asupra unui fond în folosul altui fond. (Daloz, Rép., Usage, No. 9; Suppl., Usage-habitation, No. 4; Laurent, VII, No. 103; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 829; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584).

**4.** Dreptul de uz personal cuprinde un drept personal deoarece aparține unei persoane determinate și un drept real deoarece permite acestei persoane determinate să se folosească de lucrurile altuia până la concurența trebuințelor sale și ale familiei sale. (Daloz, Rép., Usage, No. 23; Suppl., Usage-habitation, No. 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584; Plastara, II, p. 270, 271).

**5.** Dreptul de uz este un uzufruct restrâns adică un drept real, temporal, sau pe toată viața care permite beneficiarului să se folosească de lucrul altuia și să-i culeagă fructele în limitele trebuințelor sale și ale familiei sale. (Aubry et Rau, ed.

5-a, II, § 237, p. 745; Dalloz, Rép., Usage, No. 13; Suppl., Usage-habitation, No. 3; Laurent, VII, No. 103; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Planiol et Ripert, III, No. 880; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 829, 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584; Nacu, I, p. 858; Matei Cantacuzino, p. 169; Plastara, II, p. 271).

**6.** Cu toate că uzul ca și uzufructul este un desmembrământ al proprietății, totuși între aceste două drepturi există numeroase deosebiri, astfel spre deosebire de uzufruct, uzul este indivizibil, neputând fi constituit pentru o parte din lucru, el nu poate fi cedat sau închiriat, el nu cuprinde decât partea din fructe necesară beneficiarului, etc. (Dalloz, Rép., Usage, No. 13, 14, 17, 19; Comp.: Huc, IV, No. 257; Planiol et Ripert, III, No. 881; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 829, 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584).

**7.** Asupra unui lucru pot exista în același timp constituite un drept de uz și un drept de uzufruct. (Dalloz, Rép., Usage, No. 20).

**8.** Dreptul de uz poate fi obiectul unei acțiuni posesorii din partea uzuarului. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2748; Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 479; Usage, No. 14; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 585, nota 1).

**9.** Dreptul de uz are oareșcare asemănare cu dreptul de alimente însă se deosebete de el deoarece dreptul de uz este un drept real și de cele mai multe ori un drept imobiliar, pe când dreptul de alimente este un drept personal și mobilier. (Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 5; Laurent, VII, No. 103; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584, nota 1).

**10.** Dreptul de abitațiune este un drept de uz care se exercită numai asupra unei case în total sau în parte. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2805; Demolombe, X, No. 753; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238, p. 750; Dalloz, Rép., Usage, No. 60; Suppl., Usage-habitation, No. 24; Laurent, VII, No. 113; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 775; Planiol et Ripert, III, No. 882; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 585; Plastara, II, p. 271).

**11.** Spre deosebire de dreptul de uz care este un drept real mobilier sau imobiliar după obiectul la care se aplică, dreptul de abitațiune este totdeauna un drept real imobiliar. (Dalloz, Rép., Usage, No. 63; Suppl., Usage-habitation, No. 25; Laurent, VII, No. 102; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 585).

**12.** Beneficiarul unui drept de abitațiune are dreptul să introducă acțiuni posesorii, deoarece acest drept care este real constituie un desmembrământ al proprietății. (Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 479; Usage, No. 63; Suppl., Usage-habitation, No. 25).

**13.** Dreptul de uz și dreptul de abitațiune, după o părere, se stabilesc, ca și

uzufructul, prin lege sau prin voința constitutorului. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2752, 2799; Dalloz, Rép., Usage, No. 24, 64).

**14.** După altă părere, dominantă, dreptul de uz și dreptul de abitațiune nu există în virtutea legii, ci se stabilesc numai prin voința constitutorului. (Taulier, II, p. 243; Demolombe, X, No. 759; Marcadé, Art. 625; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 313, nota 4, p. 151; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 474 bis, I; Mourlon, I, No. 1650, nota 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, text și nota 1, p. 745; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 27, 28; Laurent, VII, No. 105; Huc, IV, No. 253; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 777; Planiol et Ripert, III, No. 881, 882; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 586; Nacu, I, p. 858).

**15.** După prima părere, dreptul de abitațiune al văduvei prevăzut de art. 1570 c. civ. fr. (1279 c. civ. rom.), este un drept de abitațiune legal. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2752, 2799; Dalloz, Rép., Usage, No. 64).

**16.** Iar după a doua părere, acest drept de abitațiune constituie un drept particular care nu are nici o legătură cu dreptul de abitațiune prevăzut de codul civil și care impune beneficiarului anumite obligațiuni cari nu se aplică la dreptul de abitațiune al văduvei. (Taulier, II, p. 243; Demolombe, X, No. 759; Marcadé, Art. 625; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 313, p. 151; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 474 bis, I; Mourlon, I, No. 1650, nota 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 745; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 27; Laurent, VII, No. 105; Huc, IV, No. 253; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 777; Planiol et Ripert, III, No. 882; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 586, nota 1; Nacu, I, p. 858, 862).

**17.** Drepturile de uz și de abitațiune se pot constitui prin acte între vii sau prin testament. (Dalloz, Rép., Usage, No. 26; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 586; Nacu, I, p. 858).

**18.** Dreptul de uz, spre deosebire de dreptul de uzufruct, nu poate fi constituit cu titlu universal deoarece el este limitat la trebuințele beneficiarului. (Dalloz, Rép., Usage, No. 17).

**19.** Dreptul de uz asupra imobilelor se poate dobândi prin prescripție de 10—20 ani și de 30 ani. (Demolombe, X, No. 760; Troplong, Prescription, No. 853 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 746; Dalloz, Rép., Usage, No. 27, 63; Suppl., Usage-habitation, No. 9; Laurent, VII, No. 106; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 779; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 586; I, Nacu, I, p. 858).

**20.** Actele de constituire a unui drept de uz imobiliar și a unui drept de abitațiune chiar prin testament, și renunțările, pentru a fi opozabile terților persoane, trebuiesc să fie transcrise în regi-

strele de mutațiuni. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, nota 1, p. 746; Dalloz, Rép., Transcription, No. 286 urm.; Suppl., Transcription, No. 96; Usage-habitation, No. 6; Laurent, VII, No. 103; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 778; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 584, 585).

**21.** Drepturile de uz și de abitațiune pot fi constituite pur și simplu, cu termen sau cu condițiune. (Dalloz, Rép., Usage, No. 24, 26, 65).

**22.** Drepturile de uz și abitațiune pot fi constituite asupra mai multor persoane care se vor folosi succesiv una după alta. (Dalloz, Rép., Usage, No. 26).

**23.** Dreptul de uz poate fi constituit asupra a tot felul de bunuri, mobile sau imobile. (Dalloz, Rép., Usage, No. 24, 28, 31, 40).

**24.** Dreptul de uz și de abitațiune se sting în același mod ca și dreptul de uzufruct. (Dalloz, Rép., Usage, No. 52 urm., 79; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 587; Nacu, I, p. 859; Plăstara, II, p. 271).

**25.** În caz de abuz de folosință, spre deosebire de dreptul de uzufruct, la dreptul de uz și dreptul de abitațiune, creditorii beneficiarului nu au dreptul să intervie în contestațiuni, pentru a-și coservi drepturile lor. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2795 urm.; Demolombe, X, No. 764; Dalloz, Rép., Usage, No. 57; Suppl., Usage-habitation, No. 23; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 750; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Planiol et Ripert, III, No. 881; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 587; Contra: Laurent, VII, No. 107, 124).

**26.** În cazul când beneficiarul renunță la dreptul de uz și dacă există mai mulți beneficiari, partea renunțătorului va profita proprietarului iar nu celorlalți beneficiari. (Dalloz, Rép., Usage, No. 58).

**27.** Creditorii renunțătorului la beneficiul dreptului de uz, nu au dreptul să ceară anularea renunțării. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2795 urm.; Demolombe, X, No. 764; Dalloz, Rép., Usage, No. 57; Suppl., Usage-habitation, No. 23; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 750; Planiol et

Ripert, III, No. 881; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 587; Contra: Laurent, VII, No. 107, 124).

**28.** Durata uzului acordat persoanelor morale după o părere, nu este limitată la treizeci ani, ca pentru dreptul de uzufruct, ci poate fi nedefinită. (Demolombe, X, No. 762; Dalloz, Rép., Usage, No. 57, 59; Suppl., Usage-habitation, No. 23; Laurent, VII, No. 107, 124; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 587).

**29.** După altă părere, dispozițiunile dela uzufruct cari limitează durata drepturilor persoanelor morale la treizeci ani, își găsesc aplicațiunea și la dreptul de uz. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 780; Planiol et Ripert, III, No. 881; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 831).

**30.** Spre deosebire de uzufruct, în caz de deces al uzuarului, dreptul de uz și de abitațiune se poate stipulă că vor trece la moștenitorii lor. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2795; Laurent, VII, No. 107, 124; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 587).

**31.** La încetarea dreptului de uz și a dreptului de abitațiune, beneficiarul este obligat să restituie proprietarului, lucrul, în aceleași condițiuni ca și la încetarea dreptului de uzufruct. (Dalloz, Rép., Usage, No. 50, 78; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 598).

**32.** La încetarea dreptului de uz, după o părere, beneficiarul, ca și la dreptul de uzufruct, nu poate cere dela proprietar restituirea cheltuelilor ocazionate de îmbunătățirile ce a făcut lucrului supus uzufructului, chiar dacă prin aceste îmbunătățiri lucrul ar fi sporit în valoare. (Demolombe, X, No. 807; Dalloz, Rép., Usage, No. 51; Laurent, VII, No. 118).

**33.** După altă părere, în caz de îmbunătățiri făcute de beneficiarul dreptului de uz, el are dreptul să ceară dela proprietar, restituirea cheltuelilor în limita plus-valutei dobândite de lucru prin facerea îmbunătățirilor. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2789; Dalloz, Rép., Usage, No. 51).

**34.** A se vedea: art. 557 și 558 din codul civil cu notele respective.

**Art. 566.** — Ca și în cazul de uzufruct, nu se poate folosi cineva de aceste drepturi, fără a da mai întâiu cauțiune și fără a face inventariu. (Civ. 540 urm., 1652 urm., 1659 urm., 1675 urm.; Pr. civ. 392 urm., 675; Civ. Fr. 626).

*Text. fr. Art. 626.* — On ne peut en jouir, comme dans le cas de l'usufruit, sans donner préalablement caution, et sans faire des états et inventaires.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abitațiune 1—4, 9, 10, 11.  
Bun părinte de familie 2.  
Cauțiune 2—7, 11.  
Constatarea stării imobilelor 8, 9, 11, 12.

Deschiderea dreptului de uz 7.  
Dispensă de cauțiune 3, 4, 5, 11, 12.  
Donațiune 4.

Fructe 5, 7, 12.  
Imobile 8, 9, 11, 12.  
Inceperea uzului 7.  
Inventar 8, 10, 11, 12.  
Jurământ 6.  
Mobile 6, 8, 10, 11, 12.

Părinte de familie 2.  
Redactare 1.  
Scutire 3, 4, 5, 11, 12.  
Uz 1—8, 10, 11, 12.  
Uzufruct 2, 3, 4.  
Vindere-cumpărare 4.

## Doctrină.

1. Textul articolului 566 c. civ. rom. este greșit redactat deoarece uzuarul și abitorul nu se folosesc de drepturi, ci de însuși lucrul care formează obiectul de uz sau de abitație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 594, nota 1).

2. Ca și la uzufruct, nu se poate folosi cineva de drepturile de uz și de abitație, fără a da mai întâi cautiune că se va folosi ca un bun părinte de familie. (Daloz, Rép., Usage, No. 43; Suppl., Usage-habitation, No. 18; Planiol et Ripert, III, No. 881; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 594; Nacu, I, p. 859).

3. Prin actul de constituire a drepturilor de uz sau de abitație, ca și la dreptul de uzufruct, beneficiarul poate fi dispensat de a da cautiune; dispensa nu trebuie exprimată în termeni sacramentali. (Daloz, Rép., Usage, No. 14, 74; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 594).

4. Ca și la dreptul de uzufruct vânzătorul sau donatorul cari și-au rezervat uzul sau abitațiunea, nu sunt obligați a da cautiune. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2784; Daloz, Rép., Usage, No. 43, 74; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 594, nota 3).

5. În cazul când beneficiarul dreptului de uz, nu se folosește personal de fond, ci primește fructele direct dela însăși proprietarul, el nu este obligat a da cautiune. (Demolombe, X, No. 792; Marcadé, Art. 626; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 746; Daloz, Rép., Usage, No. 43; Laurent, VII, No. 118; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 781; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 595).

6. Beneficiarul unui drept de uz asupra unor lucruri mobile, dacă nu găsește cautiune, va putea cere, și judecătorii vor putea ordona, după împrejurări, ca o parte din lucrurile mișcătoare necesare pentru propriile sale trebuințe, să i se lase sub simpla sa depunere de jurământ,

(Proudhon, Usufruit, VI, No. 2785; Demolombe, X, No. 794; Daloz, Rép., Usage, No. 45; Laurent, VII, No. 117).

7. Prin aplicațiunea dispozițiilor art. 604 c. civ. fr. (544 c. civ. rom.) întârzierea de a da cautiune, nu ridică beneficiarului unui drept de uz, dreptul de a se folosi de fructele la cari el avea drept și cari i se cuvin din momentul în care s'a deschis dreptul său de uz. (Daloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 18; Laurent, VII, No. 118; Comp.: Nacu, I, p. 859).

8. Uzuarul trebuie să facă inventarul mobilelor și să constate starea imobilelor supuse dreptului de uz. (Paniol et Ripert, III, No. 881; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 594, 595; Nacu, I, p. 859).

9. Beneficiarul unui drept de abitație, trebuie ca înainte de intrarea sa în folosință, să ceară constatarea stării imobilului supus abitațiunei. (Daloz, Rép., Usage, No. 74; Paniol et Ripert, III, No. 881; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 594, 595; Nacu, I, p. 859).

10. În cazul când beneficiarul unui drept de abitație, are și dreptul de uz asupra mobilelor cuprinse în casă, el este obligat să ceară facerea inventarului acestor mobile. (Daloz, Rép., Usage, No. 74).

11. Chiar dacă beneficiarii drepturilor de uz și de abitație au fost scutiți de a da cautiune, ei sunt obligați să ceară facerea inventarului lucrurilor mobile și constatarea stării imobilelor. (Daloz, Rép., Usage, No. 43).

12. În cazul când beneficiarul dreptului de uz, nu se folosește personal de lucrurile supuse uzului, ci primește fructele dela însăși proprietarul, el nu e obligat să facă inventar și să constate starea imobilelor. (Laurent, VII, No. 118; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 595).

13. A se vedea: art. 540—543 din codul civil cu notele respective.

**Art. 567.** — Uzuarul și cel ce are dreptul de abitație trebuie să se folosească de ele ca un bun părinte de familie. (Civ. 541 urm., 1431; Civ. Fr. 627).

*Text. fr. Art. 627.* — L'usager, et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bons pères de famille.

## Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 627 c. civ. fr. (567 c. civ. rom.), beneficiarului unui drept de abitație are aceleași obligațiuni ca și beneficiarul unui drept de uz. (Daloz, Rép., Usage, No. 73).

2. Când beneficiarul dreptului de uz cultivă fondul supus dreptului de uz, el nu poate să schimbe modul de cultură aflat la deschiderea dreptului său. (Daloz,

Rép., Usage, No. 35; Planiol et Ripert, III, No. 881).

3. Beneficiarul unui drept de uz asupra unor animale are dreptul să întrebuințeze aceste animale la muncile și serviciile la cari sunt proprii. (Daloz, Rép., Usage, No. 30; Suppl., Usage-habitation, No. 17).

4. Beneficiarul unui drept de uz asupra unor animale nu are dreptul la sporul acestor animale cari de obicei se vinde,

(Daloz, Rép., Usage, No. 30; Suppl. Usage-habitation, No. 17).

**5.** Beneficiarul unui drept de uz asupra unei creanțe are dreptul la dobânzile

creanței și să încaseze la scadență capitalul creanței. (Daloz Rép., Usage, No. 32).

**6.** A se vedea : art. 541 din codul civil cu notele respective.

**Art. 568.** — Drepturile de uz și de abitațiune se regulează prin titlul care le-a înființat și primesc după cuprinderea lui mai multă sau mai puțină întindere. (Civ. 518, 569 urm., 620, 969; Civ. Fr. 628).

*Text. fr. Art. 628.* — Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

### Doctrină.

**1.** Din cuprinsul art. 628 c. civ. fr. (568 c. civ. rom.), rezultă că părțile au dreptul să deroge dela dispozițiunile codului civil cari regulează drepturile și obligațiunile beneficiarilor drepturilor de uz și de abitațiune și să restrângă sau să lărgescă aceste drepturi și obligațiuni. (Demolombe, X, No. 767 urm.; Daloz, Rép., Usage, No. 33; Suppl., Usage-habitation, No. 10; Laurent, VII, No. 108 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 588, 589; Nacu, I, p. 858, 860).

**2.** Cu toate că art. 631 c. civ. fr. (571 c. civ. rom.) arată că uzuarul nu poate închiria sau cedă dreptul său, totuși con-

stituitorul dreptului de uz poate autoriza prin actul constitutiv, închirierea sau cesiunea. (Duranton, V, No. 24; Demolombe, X, No. 768; Daloz, Rép., Usage, No. 33; Laurent, VII, No. 115; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 589, 592; Contra: Taulier, II, p. 346).

**3.** Pentru determinarea naturii dreptului beneficiarului, se va cerceta intențiunea părților, iar nu termenii titlului. Astfel, deși părțile au întrebuintat expresia de uzufruct, se va putea decide că dreptul constituit este un uz, iar nu un uzufruct. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 588, nota 3).

**4.** A se vedea: art. 569 din codul civil cu notele respective.

**Art. 569.** — Dacă titlul nu se explică asupra întinderii acestor drepturi, ele se regulează precum urmează. (Civ. 568, 570 urm., 620; Civ. Fr. 629).

*Text. fr. Art. 629.* — Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 629 c. civ. fr. (569 c. civ. rom.), în cazul când titlul nu se explică îndeajuns asupra întinderii drepturilor de uz și de abitațiune, se vor aplica regulile generale pre-

văzute de codul civil în această materie. (Daloz, Rép., Usage, No. 34; Suppl., Usage-habitation, No. 11; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 589; Nacu, I, p. 860).

**2.** A se vedea: art. 568 din codul civil cu notele respective.

**Art. 570.** — Cel ce are uzul unui loc<sup>1)</sup>, nu poate pretinde mai multe fructe din acest loc, decât se cuvine pentru trebuințele sale și ale familiei sale.

Poate pretinde și pentru trebuințele copiilor ce va avea în urma constituirii dreptului de uz. (Civ. 484, 522 urm., 552 urm., 568, 569; Civ. Fr. 630).

*Text. fr. Art. 630.* — Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds, ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

1) Art. francez zice: „cel ce are uzul fructelor unui loc“.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune posesorie 10.	Începerea drept. de uz 2.
Acțiune reală 9.	Încetare din viață 5, 25.
Adopțiune 18, 19.	Intenție 27, 28.
Alimente 7, 26, 28.	Locațiune 6.
Amplouați 21.	Locuință 7.
Aprecieri suverană 29.	Moarte 5, 25.
Ascendenți 23.	Moștenitori 5.
Barbat 13, 14.	Nepoți 25.
Căsătorie 13, 14, 24.	Pensiune alimentară 7.
Comoară 8.	Posesorie acțiune 10.
Copii 15-19, 24, 25.	Profesiune 29.
Copii adoptivi 18, 19.	Profesor 20.
Copii legitimi 15, 19.	Revendicare 9.
Copii legitimați 16, 19.	Rude colaterale 22.
Copii naturali 17, 19.	Sănătate 29.
Creditori 3, 4.	Servitori 20.
Cultivare 2.	Soț 13.
Deces 5, 25.	Suverană apreciere 29.
Familie 1, 6, 11-29, 31,	Testament 14.
32, 33.	Trebuințe 1-7, 11, 20,
Femei 13, 14.	29-34.
Folosință 31, 32, 33.	Urmărire silită 3, 4.
Fructe 1-7, 11, 19, 20,	Uz 1-34.
31-34.	Uzufruct 31, 34.
Fructe civile 7.	Vie 30.
Hrană 7.	Vin 30.
Îmbrăcăminte 7.	Vindere-cumpărare 3, 4, 9.

## Doctrină.

**1.** Uzuarul unui fond are dreptul la o porțiune din toate fructele produse pe fond, necesară trebuințelor sale și ale familiei sale. El nu are dreptul să ceră o cantitate mai mare de fructe, pentru ca din excedentul lor să-și poată procura alte produse ce nu se cultivă pe fond. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2770, 2771; Demolombe, X, No. 772; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 476 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, nota 4, p. 747; Dalloz, Rép., Usage, No. 39; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 11; Laurent, VII, No. 109; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 783; Planiol et Ripert, III, No. 880; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 589, nota 4; Nacu, I, p. 860, 861).

**2.** Uzuarul nu are dreptul să schimbe modul de cultură aflat la începerea dreptului de uz, chiar pentru a obține fructe diferite necesare trebuințelor sale, dacă la începerea dreptului de uz se cultivă o singură specie de produse din care numai o parte eră necesară trebuințelor sale. (Demolombe, X, No. 772; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 783).

**3.** După perceperea fructelor necesare trebuințelor sale, uzuarul, după o părere, are dreptul să vândă aceste produse și creditorii săi au dreptul să le urmărească silit. (Demolombe, X, No. 773, 790; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 477 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748, 749; Dalloz, Rép., Usage, No. 39; Laurent, VII, No. 116; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 592, 593).

**4.** După altă părere, uzuarul nu are dreptul să vândă fructele produse de lucru și necesare trebuințelor sale și creditorii săi nu le pot urmări silit. (Duranton, V, No. 25; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 313, text și nota 14, p. 152).

**5.** După perceperea fructelor de către

uzuuar, dacă el încetează din viață, fructele neconsumate, aparțin moștenitorilor. săi. (Demolombe, X, No. 774; Dalloz, Rép., Usage, No. 39; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 783).

**6.** În cazul când obiectul dreptului de uz îl formează prețul unui contract de locațiune, când acest preț se plătește în produse, uzuarul are dreptul asupra unei porțiuni din produse necesare trebuinței sale și familiei sale iar dacă prețul este plătit în bani, uzuarul are dreptul la o porțiune din prețul locațiunii, necesară pentru a cumpăra porțiunea din specia fructelor ce se cultivă pe fond necesară trebuințelor sale și familiei sale. (Dalloz, Rép., Usage, No. 41).

**7.** În cazul când uzul este stabilit asupra fructelor civile, el echivalează cu un drept de pensiune alimentară și uzuarul va avea dreptul la porțiunea necesară pentru hrana, îmbrăcăminte și locuința sa și a familiei sale. (Dalloz, Rép., Usage, No. 41).

**8.** Uzuarul nu are nici un drept asupra comoarei găsită în fondul supus dreptului de uz. (Demolombe, X, No. 47).

**9.** Oricine ar dobândi fondul supus dreptului de uz, uzuarul are în contra sa o acțiune reală pentru a-și realiza drepturile sale. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2744; Dalloz, Rép., Usage, No. 14; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 585).

**10.** Uzuarul are dreptul să introducă acțiuni posesorii în contra uzurpatorilor fondului supus uzului. (Proudhon, Usufruit, No. 2748; Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 480; Usage, No. 19; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 585, nota 1).

**11.** Potrivit dispozițiilor art. 630 c. civ. fr. (570 c. civ. rom.), uzuarul nu are dreptul să pretindă din fiecare specie de fructe produse de lucru, decât cantitatea necesară pentru trebuințele sale și ale familiei sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 745; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 11; Baudry et Chauveau, Des biens, Ni. 774; Planiol et Ripert, III, No. 880; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 589, 590; Nacu, I, p. 860, 861).

**12.** Prin cuvântul: «familie» întrebuintat în art. 630 c. civ. fr. (570 c. civ. rom.) se înțeleg toate persoanele cari au dreptul să mănânce la masa uzuarului și cari constituiesc un singur menaj sub direcțiunea uzuarului care este seful acestei reuniuni. (Demolombe, X, No. 778; Mourlon, I, No. 1638; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Dalloz, Rép., Usage, No. 36; Suppl., Usage-habitation, No. 12; Laurent, VII, No. 110; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 880; Nacu, I, p. 860).

**13.** Soțul uzuarului face parte din familia sa, chiar dacă căsătoria ar fi avut loc după constituirea dreptului de uz. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2813; Demolombe, X, No. 776; Demante et Colmet de

Santerre, ed. 3-a, II, No. 476; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Dalloz, Rép., Usage, No. 36; Suppl., Usage-habitation, No. 12; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Planiol et Ripert, III, No. 880; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, text și nota 1).

**14.** Dacă un bărbat a constituit prin testament soției sale un drept de uz, acest drept nu încetează și va folosi și celui de al doilea soț, în caz de remăritare, afară de clauză contrară în actul constitutiv. (Demolombe, X, No. 777; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, nota 5, p. 747; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 496, nota 1).

**15.** Deasemenea fac parte din familia uzuarului, copiii săi legitimi, chiar dacă ar fi născuți posterior constituirii dreptului de uz. (Demolombe, X, No. 778; Mourlon, I, No. 1638; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Dalloz, Rép., Usage, No. 36; Suppl., Usage-habitation, No. 12; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 882; Planiol et Ripert, III, No. 880; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**16.** Copiii legitimitați fac deasemenea parte din familia uzuarului. (Demolombe, X, No. 778; Mourlon, I, No. 1638; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 882; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**17.** Copiii naturali recunoscuți, deasemenea fac parte din familia uzuarului. (Demolombe, X, No. 778; Mourlon, I, No. 1638; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Dalloz, Rép., Usage, No. 37; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1; Contra: Proudhon, Usufruit, VI, No. 2779).

**18.** Deasemenea fac parte din familia uzuarului, copiii săi adoptivi. (Demolombe, X, No. 778; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Dalloz, Rép., Usage, No. 37; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1; Contra: Proudhon, Usufruit, VI, No. 2779).

**19.** Potrivit dispozițiilor art. 630 al. 2 c. civ. fr. (570 al. 2 c. civ. rom.), chiar dacă copiii legitimi, naturali recunoscuți și adoptivi, ar fi născuți, recunoscuți sau adoptați posterior constituirii dreptului de uz, ei fac parte din familia uzuarului în ceace privește pretențiunea la fructele lucrului supus dreptului de uz. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**20.** În familia uzuarului cu drept la fructe, intră și servitorii săi și ai familiei sale și profesorii copiilor săi, luându-se în considerație situația socială a uzuarului și trebuințele sale și afară de clauză contrară prevăzută în actul de constituire a dreptului de uz. (Proudhon,

Usufruit, VI, No. 2779; Demolombe, X, No. 778; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 747; Dalloz, Rép., Usage, No. 36, 38; Suppl., Usage-habitation, No. 12; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Planiol et Ripert, III, No. 880; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**21.** Amploaiații uzuarului nu fac parte din familia sa. (Demolombe, X, No. 778; Dalloz, Rép., Usage, No. 36; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782).

**22.** Rudele colaterale ale uzuarului nu fac parte din familia sa. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2776; Demolombe, X, No. 779; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Dalloz, Rép., Usage, No. 38; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**23.** Ascendenții uzuarului nu fac parte din familia sa. (Demolombe, X, No. 778; Dalloz, Rép., Usage, No. 38; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**24.** Deasemenea copiii căsătorii ai uzuarului nu fac parte din familia sa. (Demolombe, X, No. 778; Dalloz, Rép., Usage, No. 38; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**25.** Nepoții de copii ai uzuarului nu fac parte din familia sa, afară de cazul când părinții lor sunt decedați și ei nu au mijloace de existență. (Demolombe, X, No. 778; Dalloz, Rép., Usage, No. 38; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**26.** După altă părere, însă toate rudele uzuarului cărora acesta este obligat să le dea alimente, fac parte din familia sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 12; Laurent, VII, No. 110; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590, nota 1).

**27.** În cazurile arătate mai sus când anumite rude de ale uzuarului nu fac parte din familia sa, aceste rude vor beneficia de dreptul de uz, dacă astfel a fost intențiunea constituitorului uzului. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2776; Demolombe, X, No. 779; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Dalloz, Rép., Usage, No. 38; Laurent, VII, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782).

**28.** Astfel, dacă în momentul constituirii uzufructului aceste persoane erau întreținute de către uzuar, voința constituitorului va fi interpretată că a înțeles a acorda și acestor persoane beneficiul dreptului de uz. (Demolombe, X, No. 779; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Dalloz, Rép., Usage, No. 38; Suppl., Usage-habitation, No. 12; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782).

**29.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, întinderea trebuințelor uzuarului și a familiei sale, luând în considerație poziția socială a uzuarului, obiceiurile sale, profesiunea sa, sănătatea sa,



țara în care locuiește, etc. (Daloz, Rép., Usage, No. 38; Suppl., Usage-habitation, No. 12; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 589).

**30.** Uzuarul unei vii nu va putea lua decât vinul trebuitor pentru casa sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 589, nota 4).

**31.** S'a pus întrebarea dacă beneficiarul unui drept de uz, are dreptul să se folosească personal de lucrul supus dreptului de uz, pentru a culege fructele necesare pentru el și familia sa sau el are dreptul numai să ceară dela proprietar fructele necesare, acesta urmând a se folosi de lucru; după o părere, uzuarul are dreptul să se folosească personal de lucrul supus dreptului său în limita trebuințelor sale, deoarece dreptul de uz este un uzufruct restrâns. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2760 urm.; Daloz, Rép., Usage, No. 35; Suppl., Usage-habitation, No. 16; Laurent, VII, No. 111 urm.; Huc, IV, No. 256; Planiol et Ripert, III, No. 880; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 831; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 595, 596).

**32.** După a doua părere, uzuarul nu

are dreptul să se folosească personal de lucru, deoarece din art. 630 c. civ. fr. (570 c. civ. rom.), rezultă că uzuarul trebuie să ceară dela proprietar fructele necesare pentru trebuințele sale și ale familiei sale, ceea ce arată că numai proprietarul se folosește de lucru. (Mourlôn, I, No. 1643; Daloz, Rép., Suppl., Usage-habitation No. 16).

**33.** După a treia părere, uzuarul se va folosi de lucru, personal, numai atunci când va avea trebuință de totalitatea fructelor produse de lucru; în cazul contrar folosința va aparține proprietarului. (Demolombe, X, No. 771; Aubry et Ru, ed. 5-a, II, § 238, text și notele 13, 14, p. 749; Daloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 16; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 784 urm.).

**34.** În cazul când asupra unui lucru s'au constituit simultan un drept de uz și un drept de uzufruct, uzufructuarul nu va lua decât fructele ce rămân după satisfacerea trebuințelor uzuarului. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2742; Duranton, V, No. 13; Demolombe, X, No. 784; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, nota 14, p. 749).

**35.** A se vedea: art. 574 din codul civil cu notele respective.

**Art. 571.** — Uzuarul nu poate cedă nici închiria dreptul său altuia. (Civ. 534, 572 § 2, 573, 974, 1411, 1416 urm.; Civ. Fr. 631).

*Text. fr. Art. 631.* — L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abitațiune 5.	Imposibilitate 3.
Acțiune pauliană 12, 13.	Inchiriere 1, 2, 3, 4, 6, 7.
Anulare 8, 12, 13.	Ipotecă 9.
Arendare 1, 2, 3, 4, 6, 7.	Locațiune 1, 2, 3, 4, 6, 7.
Bătrânețe 3.	Nulitate 8, 12, 13.
Boală 3.	Profesiune 3.
Cesiune 1, 2, 4, 5, 8, 9, 10.	Renunțare 12.
Colon partiar 6.	Trebuințe 2.
Creditor 10—13.	Urmărire silită 10.
Cultivare 3, 6.	Uz 1 urm.
Familie 2.	Uzufruct 1.
Fraudă 12, 13.	Vindere-cumparare 1, 2, 4,
Fructe 2.	5, 8, 9, 10.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 631 c. civ. fr. (571 c. civ. rom.), contrar ca la uzufruct, uzuarul nu are dreptul să cedeze sau să închirieze exercițiul dreptului său de uz. (Demolombe, X, No. 787; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Daloz, Rép., Usage, No. 18; Suppl., Usage-habitation, No. 13; Laurent, VII, No. 111 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Planiol et Ripert, III, No. 881; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 591; Nacu, I, p. 861; Matei Cantacuzino, p. 169; Plastara, II, p. 271).

**2.** Chiar în cazul când trebuințele u-

zuarului și ale familiei sale ar absorbi toate fructele lucrului supus uzului, uzuarul nu are dreptul să cedeze sau să închirieze dreptul său. (Demolombe, X, No. 787; Daloz, Rép., Usage, No. 18; Laurent, VII, No. 115; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 591).

**3.** Când uzuarul unui fond este în imposibilitate de a-l cultivă el însuși din cauză de bătrânețe sau de boală, sau din cauza profesiei sale, el poate arenda bunul supus dreptului de uz. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2767; Demolombe, X, No. 787; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Daloz, Rép., Suppl., Usage-habitation No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 591, nota 5; Contra: Laurent, VII, No. 114).

**4.** Cu toate că art. 631 c. civ. fr. (571 c. civ. rom.), arată că uzuarul nu poate cedă sau închiria dreptul său, totuși constitutorul dreptului de uz, poate autoriza, prin actul constitutiv, cesiunea sau închirierea. (Duranton, V, No. 24; Demolombe, X, No. 768; Daloz, Rép., Usage, No. 33; Laurent, VII, No. 115; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 782; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 589, 592; Contra: Taulier, II, p. 346).

**5.** Uzuarul și abitorul pot cedă drep-

turile lor nudului proprietar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 591, nota 2).

**6.** Uzuarul poate da, spre cultivare, fondul supus dreptului de uz, unui colon partiar, deoarece această convențiune nu este o arendare, ci o cultivare a fondului în tovărășie cu altul. (Duranton, V, No. 21; Demolombe, X, No. 787; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 591).

**7.** Uzuarul are dreptul să închirieze lucrurile supuse uzului deoarece art. 631 c. civ. fr. (571 c. civ. rom.), oprește numai închirierea dreptului de uz. (Laurent, VII, No. 117; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 593; Contra: Demolombe, X, No. 787).

**8.** Dacă în contra dispozițiilor art. 631 c. civ. fr. (571 c. civ. rom.), uzuarul a cedat dreptul său fie cu titlu oneros, fie cu titlu gratuit, această cesiune este nulă erga omnes, nulitatea aceasta absolută putând fi invocată de orice parte interesată. (Demolombe, X, No. 788; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 13; Laurent, VII, No. 114; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 592, nota 1).

**9.** Prohibițiunea uzuarului de a cedă dreptul său, aduce și prohibițiunea de a ipoteca acest drept. (Demolombe, X, No. 786; Troplong, Hypothèques, III, No. 778 bis; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 477 bis; Marcadé, Art. 631; Mourlon, I, No. 1644; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Dalloz, Rép., Usage, No. 18; Suppl., Usage-habitation, No. 14; Laurent, VII, No. 113; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 592; Plastara, II, p. 271).

**Art. 572.** — Cel ce are un drept de abitațiune pe o casă, poate ședeă într'însa cu familia sa, chiar de n'ar fi fost însurat la epoca când i s'a dat acest drept.

Cel ce are dreptul de abitațiune poate închiria partea casei ce nu locuște<sup>1)</sup>. (Civ. 534, 567, 570, 571, 573, 1416 urm.; Civ. Fr. 632).

*Text. fr. Art. 632.* — Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

### Doctrină.

**1.** Aliniatul al doilea al art. 572 c. civ. rom., nu are echivalent în codul civil francez, el fiind imprumutat din dreptul Roman. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 588, nota 2, 593; Plastara, II, p. 271).

**2.** În cazul când beneficiarul dreptului de abitațiune, absentează temporar, proprietarul nu are dreptul să izgonească, din imobilul supus dreptului de abitațiune,

**10.** Deoarece uzuarul nu are dreptul să cedeze dreptul său, nici creditorii săi nu pot să urmărească silit acest drept. (Demolombe, X, No. 786; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Dalloz, Rép., Usage, No. 18; Suppl., Usage-habitation, No. 13; Laurent, VII, No. 114; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Planiol et Ripert, III, No. 881; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 592).

**11.** Deasemenea creditorii uzuarului nu au dreptul să exercite dreptul de uz al debitorului lor, în locul acestuia, când el neglijează să-l exercite. (Demolombe, X, No. 764; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 14; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 592).

**12.** Creditorii uzuarului nu au dreptul să atace cu acțiunea pauliană, renunțarea debitorului lor la dreptul său de uz, făcută în fraudă drepturilor lor. (Demolombe, X, No. 764; Mourlon, I, No. 1644; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, p. 748; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 14; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 774; Planiol et Ripert, III, No. 881; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 592).

**13.** În cazul când uzuarul dobândise dreptul său cu titlu oneros, prin înstrăinarea unor bunuri ale sale, creditorii săi vor avea dreptul să atace cu acțiune pauliană convențiunea făcută în fraudă drepturilor lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 237, nota 10, p. 748; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 493, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 592).

familia beneficiarului; în cazul însă când beneficiarul își strămută locuința în altă casă, familia sa nu mai poate să locuiască în imobilul supus dreptului de abitație, ci acest drept se va suspenda până ce se va stinge prin neuz. (Dalloz, Rép., Usage, No. 68).

**3.** Cuvântul: «familie» din art. 632 c. civ. fr. (572 c. civ. rom.), după o părere, cuprinde acelaș sens ca cel întrebuintat de legiuitor în art. 630 c. civ. fr. (570 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, §

<sup>1)</sup> Acest al doilea aliniat lipsește în textul art. francez corespunzător.

238, text și nota 19, p. 751; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 29; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 786; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 590).

4. După altă părere, cuvântul: «fami-

lie» din art. 632 c. civ. fr. (572 c. civ. rom.) are un sens mai larg decât cel întrebuintat de legiuitor în art. 630 c. civ. fr. (570 c. civ. rom.). (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2812; Dalloz, Rép., Usage, No. 66).

**Art. 573.** — Dreptul de abitație nu poate fi nici cesionat nici închiriat, afară de excepțiunea adusă la art. 572<sup>1)</sup>. (Civ. 534, 571, 572 § 2, 1411, 1416 urm.; Civ. Fr. 634).

*Text. fr. Art. 634.* — Le droit d'habitation ne peut être ni cédé ni loué.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 634 c. civ. fr. (573 c. civ. rom.), dreptul de abitație nu poate fi închiriat (în dreptul român în afară de excepțiunea adusă la art. 572 al. 2 c. civ.). (Dalloz, Rép., Usage, No. 63, 72; Planiol et Ripert, III, No. 882; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 593; Nacu, I, p. 862; Matei Cantacuzino, p. 169; Plastara, II, p. 271).

2. Deasemenea potrivit dispozițiilor aceluiaș articol, dreptul de abitație nu poate fi cedat. (Dalloz, Rép., Usage, No. 63, 72; Planiol et Ripert, III, No. 882; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 832; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 593; Matei Cantacuzino, p. 169; Plastara, II, p. 271).

3. Deoarece beneficiarul dreptului de abitație nu poate cedă dreptul său, el nu poate nici să-l ipotecheze. (Dalloz, Rép., Usage, No. 63, 72; Plastara, II, p. 271).

4. În cazul când constituitorul dreptului de abitație a autorizat, prin actul constitutiv, cesiunea, beneficiarul dreptului de abitație are dreptul să cedeze dreptul său și creditorii săi îl vor putea urmări silit. (Demolombe, X, No. 768; Laurent, VII, No. 115; Contra: Taulier, II, p. 346).

5. A se vedea: art. 571 din codul civil cu notele respective.

**Art. 574.** — Dacă uzuarul absoarbe toate fructele fondului sau dacă ocupă toată casa, e dator să facă cheltuelile de cultură, reparațiunile de întreținere și să plătească contribuțiunile ca și uzufructuarul. Dacă nu ia decât o parte din fructe sau dacă nu ocupă decât o parte din casă, el contribuiește în proporțiune cu lucrul de care se folosește. (Civ. 545, 546, 548 urm., 553, 1420; Civ. Fr. 635).

*Text. fr. Art. 635.* — Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien, et au paiement des contributions, comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abitație 10—15.  
Cheltueli 1—6, 9.  
Contribuțiuni 1, 6, 15.  
Cultivare 1—4, 6.  
Datorii 8.  
Enumerare limitativă 6.  
Fructe 1—5.  
Impozite 1, 6, 15.  
Legate 7.  
Limitativă enumerare 6.

Pensiune alimentară 7.  
Plata datoriilor 8.  
Procese 9.  
Rente 7.  
Reparațiuni 1, 6, 10—14.  
Sarcine pe proprietate 7.  
Semănături 5.  
Uz 1—9.  
Uzufruct 7, 8, 9.

să contribuie la cheltuelile de cultură, la reparațiunile de întreținere și la plata contribuțiunilor, proporțional cu fructele pe care le culege. (Dalloz, Rép., Usage, No. 47; Suppl., Usage-habitation, No. 19; Planiol et Ripert, III, No. 881; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 597; Nacu, I, p. 861, 862).

2. Uzuarul trebuie să contribuie la cheltuelile de cultură proporțional cu fructele ce le culege, fără a se distinge dacă el cultivă personal o parte din fond sau fondul este cultivat în întregime de proprietar. (Demolombe, X, No. 800 urm.;

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 635 c. civ. fr. (574 c. civ. rom.), uzuarul trebuie să

1) În art. francez 634 corespunzător, lipsesc cuvintele ultime: „afară de excepțiunea adusă la art. 572”, care lipsă își are explicarea sa prin adausul ce legiuitorul român a făcut art. precedent 572.

Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 479 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238, text și nota 15, p. 750; Laurent, VII, No. 120; Huc, IV, No. 256; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 787; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 597).

**3.** Cheltuelile de cultură, după o părere, vor fi preluate asupra produselor brute ale fondului, supus dreptului de uz și uzuarul va avea dreptul la porțiunea de fructe trebuincioasă nevoilor sale, calculată asupra fondului net. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2291, 2294; Dalloz, Rép., Usage, No. 48).

**4.** După altă părere, dominantă, uzuarul nu are dreptul să preia porțiunea de fructe necesară trebuințelor sale și familiei sale decât asupra produsului brut al fondului supus dreptului de uz. (Demolombe, X, No. 800 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 479 bis, I; Mourlon, I, No. 1649; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238, p. 750; Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 19; Laurent, VII, No. 120; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 787; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 831; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 597).

**5.** Cheltuelile de semănături vor fi preluate în natură din produsele brute dela sfârșitul anului, înainte de atribuirea părții de fructe convenită uzuarului. (Demolombe, X, No. 800 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 479 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238; p. 750; Dalloz, Rép., Usage, No. 49; Laurent, VII, No. 120; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 787; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 596).

**6.** Enumerarea sarcinelor la plata, căroră trebuie să contribuie uzuarul, este limitativă. (Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 20; Laurent, VII, No. 122, 123; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 597; Contra: Demolombe, X, No. 795, 798).

**7.** Dispozițiunile art. 609 c. civ. fr. (549 c. civ. rom.), potrivit cărora uzufructuarul trebuie să contribuie la plata sarcinelor pe proprietate, precum și cele păzute de art. 610 c. civ. fr. (550 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea la dreptul de uz. (Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 20; Laurent, VII, No. 122; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 597; Contra: Demolombe, X, No. 795, 798).

**8.** Deasemenea dispozițiunile art. 612 c. civ. fr. (552 c. civ. rom.), potrivit cărora uzufructuarul universal sau cu titlu universal trebuie să contribuie la plata datoriiilor constituitorului uzufructului, nu-și găsesc aplicațiunea la dreptul de uz. (Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 20; Laurent, VII, No. 122; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 597; Contra: Demolombe, X, No. 595).

**9.** Dispozițiunile art. 613 c. civ. fr. (553 c. civ. rom.), privitoare la cheltuelile pro-

ceselor la care trebuie să contribuie uzufructuarul, își găsesc aplicațiunea și în materie de uz, deoarece este vorba de o datorie personală a uzuarului. (Demolombe, X, No. 799; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 597, 598).

**10.** Beneficiarul unui drept de abitațiune care nu ocupă decât o parte din casă, este obligat să contribuie la reparațiunile de întreținere ale întregii case, proporțional cu partea ocupată de el. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2824; Demolombe, X, No. 797; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238, p. 751; Dalloz, Rép., Usage, No. 76; Suppl., Usage-habitation, No. 33; Laurent, VII, No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 596, nota 3; Nacu, I, p. 863).

**11.** Beneficiarul unui drept de abitațiune nu poate să se sustragă dela obligațiunea de a contribui la reparațiunile de întreținere ale întregii case în proporțiune cu partea ocupată de el, oferind să suporte singur cheltuelile reparațiunilor de întreținere la apartamentul ocupat de el. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2824; Demolombe, X, No. 797; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238, p. 751; Dalloz, Rép., Usage, No. 76; Suppl., Usage-habitation, No. 33; Laurent, VII, No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 596, nota 3).

**12.** Reparațiunile locative după părerea dominantă, trebuie făcute de beneficiarul dreptului de abitațiune pentru apartamentul ocupat de el, dispozițiunile art. 635 c. civ. fr. (574 c. civ. rom.), negăsindu-și aplicațiunea la reparațiunile locative. (Demolombe, X, No. 797; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238, nota 20, p. 751; Dalloz, Rép., Usage-habitation, No. 20; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 596, nota 3).

**13.** După altă părere, dispozițiunile art. 635 c. civ. fr. (574 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la reparațiunile locative. (Dalloz, Rép., Suppl., Usage-habitation, No. 20; Laurent, VII, No. 121).

**14.** Abitatorul va fi obligat să facă reparațiile mari, când ele ar fi o consecință a nefacerii la timp a reparațiunilor de întreținere cari erau în sarcina sa. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 2823; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 596, nota 3).

**15.** Potrivit dispozițiunilor art. 635 c. civ. fr. (574 c. civ. rom.), beneficiarul unui drept de abitațiune trebuie să contribuie la plata contribuțiilor asupra întregii case, proporțional cu partea ocupată de el. (Demolombe, X, No. 797; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 238, p. 751; Dalloz, Rép., Usage, No. 76; Laurent, VII, No. 121; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 788; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 596, nota 3).

**Art. 575.** — Uzul pădurilor se va reguła prin legi particulare (Civ. 565, 570; C. Silv. 1, 3, 8; Civ. Fr. 636).

*Text. fr. Art. 636.* — L'usage des bois et forêts est réglé par des lois particulières.

### Doctrină.

**1.** Prin uzul pădurilor se înțelege dreptul de a luá din păduri lemne pentru foc, pentru facerea uneltelor de agricultură și pentru repararea și construirea caselor, precum și dreptul de a pășună prin poene. (Alexandresco, ed. 2-a, III. partea I, p. 598; Comp.: Planiol et Ripert, III. No. 884).

**2.** Legile particulare cari regulează uzul pădurilor nu-și pot găsi aplicațiunea la uzul propriu zis. (Daloz, Rép. Usage, No. 80; Suppl., Usage-habitation, No. 22; Planiol et Ripert, III, No. 884).

**3.** Dreptul de uz al pădurilor diferă foarte mult de dreptul de uz prevăzut de codul civil. (Planiol et Ripert, III, No. 884).

**4.** Dreptul de uz al pădurilor constituie un fel de servitute reală de un gen particular, deoarece există în profitul tuturor locuitorilor unei comune sau unui sat luați în masă. (Planiol et Ripert, III, No. 884).

**5.** Dreptul de uz, al pădurilor nefiind stabilit în folosul unei persoane determinate, este perpetuu. (Planiol et Ripert, III, No. 884).

## TITLUL IV.

### Despre servitudini<sup>1)</sup>.

**Art. 576.** — Servitudinea este o sarcină impusă asupra unui imobil pentru uzul și utilitatea unui imobil având un alt stăpân. (Civ. 471 urm., 577 urm., 586 urm., 620, urm., 1798; Civ. Fr. 637).

*Text. fr. Art. 637.* — Une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Accesoriu 5.	Drept real 2, 4, 22.	Proprietari deosebiți 10.	Superficie 9.
Acțiune 4.	Drumuri publice 36.	Răscumpărare 5, 6, 7.	Termin 6, 7.
Actualitate 17, 20.	Eventualitate 17, 18, 19, 20.	Real drept 2, 4, 22.	Terțe persoane 3.
Agrement 16, 20.	Fertilitate 16.	Sarcină 1, 15.	Transcriere 3.
Anulare 20.	Flori 22.	Scoaterea apei 23 bis.	Uz 21, 30.
Apă 23 bis.	Fructe 22.	Servitute 1 urm.	Uz și utilitate 16—20, 25.
Arbore 15.	Inchiriere, a se vedea cuvântul: „Locațiune“.	Servitute la servitute 14.	Uzufruct 13, 20.
Arendare, a se vedea cuvântul: „Locațiune“.	Indivizibilitate 24, 25, 27.	Strade 36.	Vănat 21.
Biserică 34, 35.	Indiviziune 11, 29, 31.	Subsol 9.	Vicinătate 12.
Cauză 20.	Instrăinare 2, 3.	Successiune 23.	Vindere-cumpărare 2, 3.
Cesiune 8.	Interes 20.		
Comod 16.	Ipotecă 5, 8.		
Comună, a se vedea cuvintele: „Domeniu public“.	Județ a se vedea cuvintele: „Domeniu public“.		
Construcție 19.	Locațiune 8, 21.		
Copac 15.	Măcinis 23.		
Coproprietari 11, 29, 31.	Moară 23.		
Daune-interese 4.	Moștenitori 23.		
Decădere 6.	Nisip 23 bis.		
Deosebire 30, 31.	Nulitate 20.		
Deosebiți proprietari 10.	Obligație 25.		
Divizibilitate, a se vedea cuvântul: „Indivizibilitate“.	Pădure 21.		
Domeniu privat 37.	Partaj 26, 27, 31.		
Domeniu public 32, 33, 34, 36, 37.	Perpetuitate 23.		
Donațiune 2, 3.	Pescuit 21.		
Drept accesoriu 5.	Petriș 23 bis.		
Drept principal 5.	Plăcere 16, 20.		
	Prescripție 7, 26.		
	Primblare 22.		
	Proces 4.		

### Doctrină.

**1.** În cecece privește fondul servient, servitutea este o sarcină, iar în cecece privește proprietarul fondului dominant, servitutea este un drept. (Daloz, Rép. Servitute, No. 47; Planiol et Ripert, III, No. 889; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 833; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 608, 609; Nacu, I, p. 865; Matei Cantacuzino, p. 170; Plastara, II, p. 278, 279, 281).

**2.** Servitutea constituie un drept real și nu este influențată de schimbarea proprietarilor, fie a fondului dominant, fie a fondului servient. Servitutea rămâne în orice mâini ar trece fondurile, fără să fie nevoie să se facă vreo mențiune în actele

<sup>1)</sup> Servitudinea eră cunoscută în vechile legi codul Calimach și Caragea sub denumirea de: „șerbire“ sau „robirea lucrurilor“.

de înstrăinare. (Demolombe, XII, No. 670, 847; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 114; Dalloz, Rép., Servitude No. 47, 48, Laurent, VII, No. 152, 153; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 803; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2887; Planiol et Ripert, III, No. 891; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 834; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 605, 609, 610, 613; Matei Cantacuzino, p. 171; Plastara, II, p. 278.

**3.** Actul de înstrăinare pentru a fi opozabil terțelor persoane trebuie scris în registrele tribunalului situației imobiliului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 610, nota 1).

**4.** Proprietarul fondului dominant are dreptul să acționeze pe proprietarul fondului servient, pentru a-și exercită folosința potrivit dispozițiilor art. 1143, 1144 și 1610 c. civ. fr. (art. 1076, 1077 și 1320 c. civ. rom.), deoarece servitutea este un drept real și refuzul de a suferi exercitarea servitutei nu se rezolvă numai prin acordarea de daune-interese. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 47).

**5.** Servitutea este un drept principal, iar nu accesoriu ca ipoteca, așa încât ea nu poate fi răscumpărată, afară de cazul când legea sau o clauză a convențiune prevede această răscumpărare. (Duranton, V, No. 475, 476; Demolombe, XII, No. 1055; Dalloz, Rép., Servitude, No. 47; Laurent, VIII, No. 333; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2889; Planiol et Ripert, III, No. 892; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 613).

**6.** Dispozițiunile art. 1660 c. civ. fr. (1373 c. civ. rom.), care limitează termenul exercitării dreptului de răscumpărare la cinci ani nu-și găsesc aplicațiunea la răscumpărarea unui drept de servitute. (Demolombe, XII, No. 1055; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 613).

**7.** Dacă constituitorul dreptului de servitute nu-și exercită dreptul de răscumpărare în termen de treizeci ani, acest drept este prescris și nu-l mai poate exercita după trecerea acestui termen. (Duranton, XVI, No. 394; Demolombe, XII, No. 1055; Troplong, Prescription, I, No. 123; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 613).

**8.** Servitutea nu poate fi cedată, închiriată sau ipotecată decât odată cu fondul în profitul căruia este constituită, deoarece ea este un lucru incorporeal care nu poate exista fără cele două fonduri: dominant și servient. (Demolombe, XII, No. 670, 847; Daloz, Rép., Servitude, No. 46; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 803; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2887; Planiol et Ripert, III, No. 891; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 833; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 609).

**9.** Servitutea nu poate fi confundată cu dreptul de suprafață, sau cu dreptul de proprietate a subsolului, când aceste drepturi aparțin altei persoane decât cea care este proprietarul fondului. (Toullier, IV, No. 469 bis; Duranton, V, No. 148; De-

molombe, XII, No. 671 urm.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 36, 46; Laurent, VII, No. 153 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 610, nota 1).

**10.** Pentru existența unei servitute trebuie ca fondul dominant și fondul servient să aparțină la proprietari deosebiți, deoarece cineva nu poate avea servitute asupra propriului său fond. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 60; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2883; Planiol et Ripert, III, No. 886, 889; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 834; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 608; Nacu, I, p. 865, 866; Plastara, II, p. 282).

**11.** Coproprietarul unui fond poate avea un drept de servitute asupra fondului comun în favoarea unui alt fond a cărui proprietate îi aparține în mod exclusiv. (Delvincourt, I, p. 375; Demolombe, XII, No. 696; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 113; Dalloz, Rép., Servitude, No. 62; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 800; Planiol et Ripert, III, No. 889).

**12.** Pentru stabilirea unei servitute nu este necesar ca fondul dominant și fondul servient să fie alipite, ci este de ajuns dacă ele sunt în apropiere unul de altul. (Toullier, III, No. 595; Demolombe, XII, No. 692; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 113; Dalloz, Rép., Servitude, No. 63; Suppl., Servitude, No. 19; Laurent, VII, No. 143; Huc, IV, No. 260; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 801; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2885; Planiol et Ripert, III, No. 890; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 608, nota 2, p. 615; Nacu, I, p. 866; Contra: Duranton, V, No. 454 urm.).

**13.** Nu se poate constitui un uzufruct asupra unei servitute. (Demolombe, XII, No. 670; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 609).

**14.** Deasemenea nu se poate constitui o servitute asupra altei servitute. (Demolombe, XII, No. 670; Planiol et Ripert, III, No. 887; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 609).

**15.** Pentru existența unei servitute, trebuie ca sarcina să atingă imediat și direct imobilul servient. Astfel nu poate exista servitute, când sarcina atinge numai un obiect care este în mod temporal, alipit la fondul servient, cum ar fi un arbore care este supus peirei. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 38; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 792; Planiol et Ripert, III, No. 887; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 608; Nacu, I, p. 865; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 834).

**16.** Cuvintele: «pentru uzul și utilitatea unui imobil» din art. 637 c. civ. fr. (576 c. civ. rom.) trebuie luate în sens larg, adică în sensul că sarcina trebuie să procure fondului dominant un folos apreciabil, care mărește pentru totdeauna fertilitatea, comoditatea, sau agrementul acestui fond. (Demolombe, XII, No. 685; Dalloz, Rép., Servitude, No. 50, 51; Suppl., Servitude, No. 16; Laurent, VII, No. 144; Baudry et Chauveau, Des

biens, No. 800; Planiol, I, No. 2884; Planiol et Ripert, III, No. 890; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 611, nota 1).

**17.** Pentru existența servituții nu este necesar ca avantajul și utilitatea să fie actuale, ci pot fi și eventuale. (Toullier, III, No. 589; Duranton, V, No. 443; Demolombe, XII, No. 691, 694; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 113; Dalloz, Rép., Servitude, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 612).

**18.** Astfel se poate stabili o servitute în folosul unui imobil a cărui proprietate urmează a fi dobândită. (Duranton, V, No. 480; Demolombe, XII, No. 694; Dalloz, Rép., Servitude, No. 972; Laurent, VIII, No. 128, 171; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 612).

**19.** Deasemenea se poate stabili o servitute în folosul unei case care nu este încă construită. (Demolombe, XII, No. 694; Dalloz, Rép., Servitude, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 612).

**20.** În cazul când nu se constată utilitatea sau agrementul, actuale sau eventuale ale unei servituți, ea este nulă pentru lipsa de cauză sau de interes; lipsa de utilitate sau de agrement trebuie să fie absolută, iar nu numai aparentă. (Merlin, Rép., Servitude, § 13; Toullier, III, No. 593, 594; Dalloz, Rép., Servitude, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 612, nota 1).

**21.** Dreptul de a vâna sau de a pescui în pădurea sau în apele unui vecin, nu poate fi constituit cu titlu de servitute, asemenea constituire ar putea să producă oel mult efectele unui drept de uz sau de locațiune. (Demolombe, XII, No. 686; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 541 bis, III; Huc, IV, No. 404; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1074; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 841; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 611, nota 1; Nacu, I, p. 865; Contra: Laurent, VII, No. 146; Planiol, I, No. 2934).

**22.** Deasemenea dreptul de a se primbla, dreptul de a culege flori sau fructe, nu se poate constitui sub titlu de servitute și de drept real. (Proudhon, Usufruit, I, No. 369; Duranton, V, No. 447; Demolombe, XII, No. 687; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1074; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 611, nota 1; Nacu, I, p. 865; Contra: Laurent, VII, No. 144).

**23.** Deasemenea dreptul de a măcina într-o moară grâul necesar unei gospodării, drept transmisibil moștenitorilor, nu se poate constitui cu titlu de servitute deoarece acest drept este constituit în folosul persoanelor iar nu a fondului. (Huc, IV, No. 404; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 839; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 612, nota).

**23 bis.** Dreptul unei persoane în calitate de proprietar al unui fond, de a scoate apă dela vecin, dreptul de a scoate pietriș sau nisip, fiind create în folosul

fondului dominant, sunt servituți. (Nacu, I, p. 865).

**24.** Dreptul de servitute este indivizibil. (Demolombe, XII, No. 701; Aubry et Rau, III, § 247, p. 115; Dalloz, Rép., Servitude, No. 40; Laurent, VII, No. 156, 157; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 804; Planiol, I, No. 2890; Planiol et Ripert, III, No. 893; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 836; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 614; Plastara, II, p. 282).

**25.** Servituțiile considerate în obiectul lor sunt, ca și obligațiunile, divizibile sau indivizibile după cum utilitatea ce trebuie să o procure poate sau nu să fie împărțită. (Toullier, VI, No. 783 urm.; Duranton, V, No. 466 urm.; Demolombe, XII, No. 701, 755 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 115; Dalloz, Rép., Servitude, No. 40; Laurent, VII, No. 156, 157; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 804; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2890; Planiol et Ripert, III, No. 893; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 614; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 836).

**26.** O servitute poate fi micșorată prin prescripție; astfel, dacă se împarte fondul dominant servitutea se poate prescrie pentru foștii copărtași cari nu vor uză de dreptul de servitute. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 40; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 614, nota 3).

**27.** Servitutea grevează, în principiu, totalitatea fondului servient și partajul acestui fond nu poate degrevă unele din părțile fondului, afară de cazul când această degrevare este permisă de natura servituții. (Delvincourt, I, p. 420, 421; Toullier, III, No. 632, 633; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1115; Comp.: Planiol et Ripert, III, No. 893; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 614, text și nota 3).

**28.** Cu toate că, în principiu, servituțiile sunt perpetue, totuși o servitute poate să fie mărginită la viața proprietarului fondului dominant, deoarece perpetuitatea servituțiilor este numai prin natura ei iar nu prin esența ei. (Demolombe, XII, No. 703, 1053 urm.; Laurent, VII, No. 154; VIII, No. 333; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2888; Planiol et Ripert, III, No. 892; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 612).

**29.** Unul dintre coproprietari nu poate constitui un drept de servitute asupra părții sale indivize. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 614, nota 3).

**30.** Servitutea se deosebește de uzufruct și uz deoarece prima este stabilită în folosul unui fond pe când cele din urmă drepturi sunt stabilite în folosul unei persoane. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 49; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 813 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 611).

**31.** Servitutea se deosebește de dreptul de coproprietate asupra unui lucru care nu poate fi împărțit din cauza naturii sau destinației sale, cum ar fi un teren ră-

mas neîmpărțit pentru a servi la folosul tuturor copărtașilor. (Demolombe, XII, No. 671 urm., 898; Dalloz, Rép., Servitude, No. 33, 34; Suppl., Servitude, No. 13; Laurent, VII, No. 153 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 805 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 894; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 610, nota 1; Plastara, I, p. 282).

**32.** Bunurile din domeniul public cari nu pot fi susceptibile de a deveni proprietate privată, după o părere, nu pot fi grevate de servituți. (Dalloz, Rép., Domaine public, No. 52, 53, 54, 64).

**33.** După altă părere, fondurile cari fac parte din domeniul public al statului, al comunei sau al județului, pot fi grevate de servituți în folosul particularilor cu condițiunea ca servituțiile să nu împiedece destinația fondurilor. (Demolombe, XII, No. 698 urm.; Laurent, VII, No. 130 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens,

No. 795 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 888; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 606, nota 5).

**34.** Edificiile și bisericile publice consacrate cultului nu pot fi grevate de servituți. (Dalloz, Rép., Domaine public, No. 58; Servitude, No. 74).

**35.** Bisericile particulare, pot fi grevate de servituți. (Dalloz, Rép., Domaine public, No. 60; Servitude, No. 75).

**36.** Nu se pot stabili servituți asupra stradelor și drumurilor publice. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 66; Suppl., Servitude, No. 21; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 607, nota).

**37.** Fondurile cari fac parte din domeniul privat al statului, județului sau comunei, pot fi grevate de servituți. (Laurent, VII, No. 141; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 607, nota).

**38.** A se vede: art. 480 și 620 din codul civil cu notele respective.

**Art. 577.** — Servitudinile izvorăsc sau din situațiunea naturală a locurilor, sau din obligațiunea impusă de lege, sau din convențiunea dintre proprietari. (Civ. 518, 578 urm., 586 urm., 620 urm.; L. pol. rurale, 16; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 61 — b, c; L. agrară, 25; L. regimului apelor (Mon. of. 137/924), Art. 27 urm.; Civ. Fr. 639).

*Text. fr. Art. 639.* — Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires.

### Doctrină.

**1.** În principiu orice imobil este liber de sarcine și de servituți. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 31).

**2.** Potrivit dispozițiunilor art. 639 c. civ. fr. (577 c. civ. rom.) servituțiile, din punctul de vedere al sorgintei lor, sunt de trei feluri: 1) servituți cari derivă din situațiunea naturală a locurilor; 2) servituți cari sunt stabilite de legi și 3) servituți cari sunt stabilite prin faptul sau voința omului. Această împărțire este neexactă deoarece servituțiile pe care legea le numește naturale sunt în realitate servituți legale, deoarece natura singură nu poate stabili o servitute, fără ca legea să intervie. (Laurent, VII, No. 170; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 843; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 623; Nacu, I, p. 869; Plastara, II, p. 285; Comp. contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 817).

**3.** Cu toate că art. 639 c. civ. fr. (577 c. civ. rom.) arată că servituțiile se pot stabili și prin situațiunea naturală a locurilor sau prin o obligațiune impusă de lege, totuși aceste sarcine nu sunt adevărate servituți ci simple modificări sau restricțiuni ale dreptului de proprietate rezultând din vecinătatea locurilor.

(Demolombe, XI, No. 8; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1665; Aubry et Rau, II, § 194, p. 303; Dalloz, Rép., Servitude, No. 32; Suppl., Servitude, No. 121; Laurent, VII, No. 171; Huc, IV, No. 261; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 818; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 743, 843; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 624; Nacu, I, p. 867; Plastara, II, p. 285; Contra: Planiol, I, No. 2891)

**4.** Numai servituțiile constituite prin voința omului trebuiesc transcrise pentru a fi opozabile terților, iar nu și cele naturale și legale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 624, nota 4).

**5.** Servituțiile naturale și legale fiind niște sarcine reale, acțiunile cari izvorăsc din ele sunt reale imobiliare. (Demolombe, XI, No. 10; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 667; Laurent, VII, No. 173, 174; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 818; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 625).

**6.** Proprietarii se pot libera de servituțiile naturale și legale prin delăsarea fondului. (Demolombe, XI, No. 11; Laurent, VII, No. 173, 174; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 818; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 625).

**7.** A se vede: art. 578 din codul civil cu notele respective.



## CAPITOLUL I

Despre servitudini ce se nasc din situațiunea locurilor.

**Art. 578.** — Locurile inferioare sunt supuse a primii apele ce curg firește din locurile superioare, fără ca mâna omului să fi contribuit la aceasta.

Proprietarul inferior nu poate ridică stavili ca să oprească această scurgere.

Proprietarul superior nu poate face nici o lucrare spre agravarea servitudinii fondului inferior. (Civ. 481, 579 urm., 582, 583, 615, 622 § 1, 623, 634 urm., 639; Civ. Fr. 640).

*Text. fr. Art. 640.* — Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

## Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Justiția de pace din Firminy, Loire, 9 Maiu 1921, Jur. Gen. 1925, No. 655.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Ape 1—4, 10—26, 28—32.	Nisip 7.
Ape de infiltrație 12.	Obstacol 23, 24, 26, 28, 30,
Ape de menaj 19.	31, 32.
Ape de ploae 10, 25.	Pietre 7.
Construcțiune 9.	Ploi 10, 25.
Convențiune 29.	Prejudiciu, a se vedea cu-
Culpă 26.	vântul: „Daune“ și 22,
Daune 6, 21, 22, 24, 25, 28.	25, 28.
Desființare 29.	Prescripție 30, 31, 32.
Dig 28.	Privat interes, a se ve-
Domeniu public 3.	dea cuvintele: „Interes
Drum public 4.	privat“.
Fluvii 28.	Râuri 28.
Fond privat 3.	Restricțiuni 2.
Iaz 16, 25.	Reversare 16, 25, 28.
Impovorarea servitutei 8,	Revendicare 6.
27.	Scurgerea apelor 1—4,
Industria 19.	10—26, 29—32.
Infiltrație 12.	Servitute 1 urm.
Interes privat 1, 5, 30.	Situațiunea locurilor 1
Inundație 16, 25, 28.	urm.
Izvor 13, 14, 15.	Streșina casei 20.
Lac 16, 25.	Surparea pământului 5, 6.
Limitare 2.	Vecinătate 2.
Menaj 19.	Vedere 8, 9.
Modificare 19.	Zăpadă 7, 11.

## Doctrină.

**1.** Servitutea de scurgere naturală a apelor de pe fondul superior pe fondul inferior este o servitute de interes privat care se naște din situațiunea locurilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 239 bis, p. 10; Dalloz, Rép., Servitude, No. 77; Planiol et Ripert, III, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 627; Nacu, I, p. 870; Matei Cantacuzino, p. 156; Plastara, II, p. 286).

**2.** S'a spus în doctrină că sarcina im-

pusă fondului inferior de a suferi scurgerea naturală a apelor de pe fondul superior, nu este o adevărată servitute ci o simplă limitare a dreptului de proprietate rezultând din vecinătate. (Demolombe, XI, No. 8; Mourlon, I, No. 1665; Dalloz, Rép., Servitude, No. 32, 77; Suppl. Servitude, No. 121; Laurent, VII, No. 171; Huc, IV, No. 261; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 818; Planiol et Ripert, III, No. 904; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 624, 627; Plastara, II, p. 285; Contra: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2891).

**3.** Servitutea de scurgerea apelor își găsește aplicațiunea la orice fonduri fie private, fie aparținând domeniului public. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1307 urm.; Demolombe, XI, No. 20 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 13; Laurent, VII, No. 359; Huc, IV, No. 262; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2901; Planiol et Ripert, III, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 627).

**4.** Chiar în cazul când fondurile ar fi separate printr'un drum public, dispozițiunile art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Demolombe, XI, No. 20; Marcadé, Art. 640; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 13; Dalloz, Rép., Servitude, No. 92; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 627, nota 1; Nacu, I, p. 870).

**5.** O altă servitute de interes privat care se naște din situațiunea locurilor și care nu este prevăzută de codul civil este aceea a surpării accidentale a pământului

de pe fondul superior pe fondul inferior. (Demolombe, XI, No. 54 urm.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 103; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 628).

**6.** In caz de surpare, proprietarul fondului superior va putea să-și revendice lucrul său cât timp nu s'a încorporat cu fondul inferior, însă nu poate fi obligat la aceasta. In caz de revendicare, el e dator a repară dauna cauzată. (Demolombe, XI, No. 57; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 628).

**7.** Dispozițiunile art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la pietrele și nisipul ce aduce șuvoiul sau zăpada când se topește. (Demolombe, XI, No. 32; Marcadé, Art. 640; Laurent, VII, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 628).

**8.** O altă servitute care naște din situațiunea locurilor este acea de vedere: proprietarul fondului superior are dreptul de vedere asupra fondului inferior, însă potrivit dispozițiilor art. 702 c. civ. fr. (635 c. civ. rom.), nu poate face nici o lucrare spre împovărarea acestei servituți. (Demolombe, XI, No. 60, 60 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 628).

**9.** Proprietarul fondului inferior poate face orice construcțiuni pe fondul său, chiar dacă prin această construcțiune ar împiedecă vederea proprietarului superior, cum rezultă din situațiunea naturală a locurilor. (Demolombe, XI, No. 60 ter.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 628).

**10.** Dispozițiunile art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la scurgerea naturală a tuturor apelor, care rezultă din configurațiunea locurilor, cum ar fi scurgerea apelor rezultate din ploii. (Demolombe, XI, No. 51, 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 72; Dalloz, Rép., Servitude, No. 78; Laurent, VII, No. 299; Planiol et Ripert, III, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 629, 647; Nacu, I, p. 870).

**11.** Deasemenea se aplică la scurgerea apelor rezultate din topirea zăpezii. (Demolombe, XI, No. 19, 32; Marcadé, Art. 640; Dalloz, Rép., Servitude, No. 78; Laurent, VII, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Planiol et Ripert, III, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 628, 629; Nacu, I, p. 870).

**12.** Deasemenea la scurgerea apelor de infiltrație. (Demolombe, XI, No. 19; Dalloz, Rép., Servitude, No. 78; Planiol et Ripert, III, No. 504).

**13.** Deasemenea la scurgerea apelor rezultate în mod natural dintr'un izvor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1668; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 14; Dalloz, Rép., Servitude, No. 94; Laurent, VII, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Planiol et Ripert, III, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco,

ed. 2-a, III, partea I, p. 629; Nacu, I, p. 870; Matei Cantacuz, no. p. 156).

**14.** Proprietarul fondului inferior, după o părere, nu este obligat să sufere scurgerea apelor de pe fondul superior rezultate dintr'un singur izvor săpat de proprietarul acestui fond. (Demolombe, XI, No. 26; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1668; Planiol et Ripert, III, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 629; Nacu, I, p. 870, 871).

**15.** După altă părere, proprietarul fondului inferior este obligat să sufere scurgerea apelor rezultate dintr'un izvor săpat de proprietarul fondului superior deoarece apa își urmează cursul său natural prin deschiderea pământului de către proprietarul fondului superior. (Laurent, VII, No. 363).

**16.** Deasemenea la scurgerea apelor ce se revarsă dintr'un lac sau iaz prin creșterea rezultată din ploii. (Duranton, V, No. 163; Demolombe, XI, No. 20; Dalloz, Rép., Servitude, No. 94).

**17.** Proprietarul fondului inferior nu este obligat să sufere scurgerea apelor aduse de proprietarul fondului superior pe fondul său. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 79; Planiol et Ripert, III, No. 504; Nacu, I, p. 870; Comp.: Plastara, II, p. 287, notă).

**18.** Astfel proprietarul fondului inferior nu este obligat să sufere scurgerea apelor de pe fondul superior rezultate din fântâni sau rezervoare. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 79; Suppl., Servitude, No. 26; Planiol et Ripert, III, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746, 747; Nacu, I, p. 870).

**19.** Deasemenea nici apele de menaj sau industriale. (Duranton, V, No. 154; Demolombe, XI, No. 23; Marcadé, Art. 640; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 15; Dalloz, Rép., Servitude, No. 79; Suppl., Servitude, No. 26; Laurent, VII, No. 361, 368; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 823, 826; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 747; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 629; Nacu, I, p. 871).

**20.** Deasemenea nu poate fi obligat să sufere scurgerea apelor de pe streșinele caselor în cazul când aceste ape prin o împrejurare oarecare ar agrava sarcina naturală prevăzută de art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.), cum ar fi de exemplu când aceste ape ar fi adunate într'un singur volum. (Demolombe, XI, No. 24; Marcadé, Art. 640; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 14; Laurent, VII, No. 360; Huc, IV, No. 264; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 823; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 747; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 629; Nacu, I, p. 871).

**21.** In ceea ce privește apele a căror scurgere proprietarul inferior nu este obligat să o suporte, dacă proprietarul fondului superior nu poate împiedecă scurgerea lor el dărește plata unei indemnizații. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 88; Comp.: Nacu, I, p. 870, 871).

**22.** Oricare ar fi prejudiciul încercat de proprietarul fondului inferior, el este obligat să suferă scurgerea naturală a apelor din fondul superior fără să aibă dreptul să ceară vreo despăgubire. (Demolombe, XI, No. 28; Dalloz, Rép., Servitude, No. 77, 93; Planiol et Ripert, III, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 627, 628).

**23.** Potrivit dispozițiilor art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.), proprietarul fondului inferior nu are dreptul să pue vreun obstacol la scurgerea naturală a apelor din fondul superior. (Demolombe, XI, No. 32; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 16; Dalloz, Rép., Servitude, No. 91, 349; Suppl., Servitude, No. 32; Laurent, VII, No. 364; Planiol et Ripert, III, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 627, 628, 630; Nacu, I, p. 871; Matei Cantacuzino, p. 156).

**24.** În cazul când în contra prevederilor legii, proprietarul fondului inferior pune obstacol la scurgerea naturală a apelor de pe fondul superior, proprietarul acestui fond are dreptul să ceară înlăturarea obstacolului pe cheltuiala proprietarului fondului superior și condamnarea lui la plata de daune-interese dacă este cazul. (Duranton, V, No. 169; Demolombe, XI, No. 45, 50; Dalloz, Rép., Servitude, No. 107; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 632; Comp., Plastara, II, p. 287).

**25.** În cazul când pe fondul superior există un iaz care se revărsă pe fondul inferior prin creșterea apelor în caz de ploaie, proprietarul fondului inferior are dreptul să facă lucrările pentru a împiedecă revăsarea, numai dacă acele lucrări nu ar face ca revăsarea să aibă loc pe fondurile vecine. (Duranton, V, No. 162; durile vecine. (Duranton, V, No. 162; Dalloz, Rép., Servitude, No. 95; Suppl., Servitude, No. 32; Nacu, I, p. 871; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Plastara, II, p. 286, nota 1).

**26.** Obstacolele chiar naturale cari se produc pe fondul inferior și cari opresc scurgerea naturală a apelor de pe fondul superior, trebuiesc înlăturate de proprietarul fondului inferior numai când sunt consecința unui fapt care îi este imputabil; în cazul contrar, acesta este obligat a permite proprietarului fondului superior să înlătore obstacolele. (Merlin, Rép., Eaux pluviales, No. 3; Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1327; Delvincourt, I, p. 378; Duranton, V, No. 161; Demolombe, XI, No. 33; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 16; Dalloz, Rép., Servitude, No. 97; Huc, IV, No. 262; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 824; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 630, nota 3).

**27.** Proprietarul fondului superior, nu poate face nici o lucrare de natură a îngreuiă servitutea fondului inferior. (Demolombe, XI, No. 36; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 17; Laurent, VII, No. 368, 369; Huc, IV, No. 264; Baudry et Chau-

veau, Des biens, No. 827; Planiol et Ripert, III, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 631, 632; Nacu, I, p. 871; Matei Cantacuzino, p. 156).

**28.** Dispozițiunile art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.) nu-și gădesc aplicațiunea la revărsarea apelor, râurilor și fluviilor și proprietarii au voie să pue obstacole prin construire de diguri pentru a împiedecă revărsarea apelor pe fondurile lor, chiar dacă prin aceste construcțiuni s'ar cauză pagube proprietarilor vecini prin inundarea terenurilor lor. (Duranton, V, No. 162; Demolombe, XI, No. 30; Dalloz, Rép., Servitude, No. 108; Suppl., Servitude, No. 33; Laurent, VII, No. 293, 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 825, 826; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 629, 630; Comp.: Nacu, I, p. 871, 872; Plastara, II, p. 286, nota 1).

**29.** Servitutea prevăzută de art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.) poate fi modificată sau desființată prin convențiunea părților deoarece este o servitute de interes privat. (Paniol et Ripert, III, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 633).

**30.** Obligațiunea proprietarului fondului inferior de a nu opri trecerea naturală a apelor de pe fondul superior se poate prescrie în mod extinctiv prin facerea unui obstacol în timp de treizeci ani. (Demolombe, XI, No. 48 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 18; Dalloz, Rép., Servitude, No. 121; Laurent, VII, No. 371 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 829; Planiol et Ripert, III, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 633).

**31.** Pentru ca prescripțiunea să poată operă după o părere, trebuiesc ca obstacolul să fie făcut pe fondul inferior iar nu pe cel superior, deoarece în specie este vorba de dobândirea unei servituți contrare. (Duranton, V, No. 173; Demolombe, XI, No. 49).

**32.** După altă părere, prescripțiunea operează atât în cazul când obstacolul la scurgerea apelor, este făcut pe fondul inferior cât și în cazul când este făcut pe fondul superior, deoarece în acest caz este vorba de o prescripție extinctivă, fiind indiferent dacă lucrările sunt făcute de proprietarul fondului superior sau de proprietarul fondului inferior. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, text și nota 26, p. 19; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 122; Laurent, VII, No. 373; Huc, IV, No. 263; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 829; Planiol et Ripert, III, No. 504).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Faptul unui proprietar de a face lucrări cu care să apere proprietatea sa de inundația apelor, constitue un drept legitim numai atunci când lucrările fă-

cute sunt de așa natură încât nu îngreunează în nici un fel situația fondului vecin, atunci însă când proprietarul prin lucrările ce a efectuat pe albia unui râu mărginaș, a provocat revărsarea apei asupra fondului inferior, comite un fapt

ilicit, prohibit formal prin dispozițiunile art. 578 c. civil și în consecință este răspunzător de daunele cauzate prin acest fapt. (Judecătoria mixtă Ocnele-Mari (Vâlcea), 528 din 21 Decembrie 1925, Drep-tul 12/926).

**Art. 579.** — Cel ce are un izvor pe proprietatea sa poate face orice întrebuintare cu dânsul, fără însă a vătăma dreptul ce proprietarul fondului inferior are dobândit sau prin vreun titlu sau prin prescripțiune asupra aceluia izvor. (Civ. 480, 489, 490, 491, 580 urm., 623 urm., 635 urm., 1890, 1894, 1911; Civ. Fr. 641, 642).

*Text. fr. Art. 641.* — Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription.

*Text fr. Art. 641. (Modificat prin legea din 8 Aprilie 1898).* — Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds.

Si l'usage des eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

La même disposition est applicable aux eaux de sources nées sur un fonds.

Lorsque, par des sondages ou des travaux souterrains, un propriétaire fait surgir des eaux dans son fonds, les propriétaires des fonds inférieurs doivent les recevoir, mais ils ont droit à une indemnité dans le cas de dommages résultant de leur écoulement.

Les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus dans les paragraphes précédents.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes prévues par ces paragraphes et le règlement, s'il y a lieu, des indemnités dues aux propriétaires des fonds inférieurs sont portées, en premier ressort, devant le juge de paix du canton, qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété.

S'il y a lieu à expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert.

*Text. fr. Art. 642. (Modificat prin legea din 8 Aprilie 1898).* — Celui qui a une source dans son fonds peut toujours user des eaux à sa volonté dans les limites et pour les besoins de son héritage.

Le propriétaire d'une source ne peut plus en user au préjudice des propriétaires des fonds inférieurs qui, depuis plus de trente ans, ont fait et terminé, sur le fonds où jaillit la source, des ouvrages apparents et permanents destinés à utiliser les eaux ou à en faciliter le passage dans leur propriété.

Il ne peut pas non plus en user de manière à enlever aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaires: mais si les habitants n'en ont pas prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité laquelle est réglée par experts.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Accesiune 4, 23.  
Administrație publică 30.  
Agrement 9.  
Agricultură 12.  
Alterare 12.

Aparent, a se vedea cuvintele: „Lucrări aparente”.  
Ape 1—5, 7—13, 15—19, 21—35.

Ape subterane 7.  
Apreciere 12, 20.  
Autoritate de lucru judecat 35.  
Barage 29.  
Concesiune, a se vedea cuvântul: „Titlu”.  
Conducte 21.

Convenție, a se vedea cuvântul: „Titlu”.  
Daune 12.  
Destinație 21, 22, 26, 33, 34.  
Donațiune 14, 16, 25.  
Drepturi câștigate 35.  
Drumuri publice 28—35.

Industrie 12.  
 Interpretare 12, 20.  
 Izvor 1-13, 15-19, 21, 22.  
 Legat 14, 25.  
 Lucrări 2, 5, 6, 21, 26, 29;  
 34.  
 Lucrări aparente 21, 26,  
 27, 34.  
 Ocupațiune 24, 28.  
 Opozabilitate 35.  
 Părinte de familie 21, 22,  
 26, 33, 34.  
 Plăcere 9.  
 Ploi 23-35.  
 Prejudiciu 6, 8, 12, 16.  
 Prescripție 8, 11, 21, 27,  
 29, 33, 34.

Renunțare 31.  
 Res nullius 24, 28.  
 Săpături, a se vedea cu-  
 vântul: „Lucrări”.  
 Schimbarea cursului 10.  
 Servitute 1 urm.  
 Strade, a se vedea cu-  
 vintele: „Drumuri pu-  
 blice”.  
 Succesiune 14, 25.  
 Terțe persoane 17, 30, 35.  
 Testament 14, 25.  
 Titlu 8, 13-21, 25, 30.  
 Veciui 6.  
 Vindere-cumpărare 14, 16,  
 25.  
 Vinele izvorului 7.

### Doctrină.

**1.** Proprietarul fondului inferior este obligat să primească scurgerile pe fondul său a apelor izvorite în mod natural pe fondul superior. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1668; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 14; Dalloz, Rép., Servitude, No. 89, 96; Laurent, VII, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 629; Nacu, I, p. 870 urm.; Matei Cantacuzino, p. 156; Plastara, II, p. 286).

**2.** Proprietarul fondului inferior nu este obligat să primească scurgerea apelor izvorite pe fondul superior în urma unor lucrări executate de proprietarul acestui fond. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1668; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 240, p. 14; Dalloz, Rép., Servitude, No. 88; Laurent, VII, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 822; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 629; Nacu, I, p. 870, 871; Plastara, II, p. 287, nota).

**3.** Proprietarul unui fond este proprietarul absolut al izvoarelor aflate pe proprietatea sa și a apelor cari izvorăsc din ele. (Demolombe, XI, No. 66; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, text și nota 1 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 112 urm.; Suppl., Servitude, No. 36; Laurent, VII, No. 179, 180, 343; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 873; Planiol et Ripert, III, No. 478; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 731; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 634, 635; Nacu, I, p. 872; Matei Cantacuzino, p. 155, 156; Plastara, II, p. 287).

**4.** Art. 641 c. civ. fr. (579 c. civ. rom.) este o aplicațiune a dispozițiunilor art. 552 § 1 c. civ. fr. (489 c. civ. rom.) potrivit cărora proprietarul unui pământ este și proprietarul a tot ce se găsește ascuns în pământ. (Demolombe, XI, No. 63; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 56; Laurent, VII, No. 178; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 839; Planiol et Ripert, III, No. 478, 904; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 731; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 634).

**5.** Când o apă care izvoră în mod natural pe un fond, a fost adusă la suprafața altui fond prin săpături făcute în pământ, acest izvor aparține fondului acestuia din urmă. (Demolombe, XI, No. 65; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p.

57; Laurent, VII, No. 178, 186; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 635).

**6.** Proprietarul unui fond are dreptul să facă pe terenul său orice săpături pentru a descoperi izvoare chiar dacă prin găsierea acestor izvoare s'ar cauza vecinilor un prejudiciu. (Demolombe, XI, No. 65, 66; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 57; Dalloz, Rép., Servitude, No. 118; Suppl., Servitude, No. 36; Laurent, VII, No. 138, 186; Planiol et Ripert, III, No. 478; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 634, 635).

**7.** Dispozițiunile art. 641 c. civ. fr. (579 c. civ. rom.) își găsească aplicațiunea și la apele subterane și la vinele izvoarelor ce se află sub fața pământului. (Demolombe, XI, No. 65; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 634, nota 3).

**8.** Potrivit dispozițiunilor vechiului art. 641 c. civ. fr. (579 c. civ. rom.) cel ce are un izvor pe proprietatea sa poate face orice întrebuițare cu dânsul, fără însă a vătăma dreptul ce proprietarul fondului inferior are dobândit sau prin vreun titlu sau prin prescripțiune asupra aceluia izvor. (Demolombe, XI, No. 84; Dalloz, Rép., Servitude, No. 112; Planiol et Ripert, III, No. 478, 479; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 731, 733; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 636 urm.; Nacu, I, p. 872, 873; Plastara, II, p. 287).

**9.** Chiar dacă apele izvoarelor nu i-ar folosi la nimic, nici chiar pentru agrement, proprietarul izvorului are dreptul să dispună de ele cum va crede de cuviință. (Toullier, III, No. 131 urm.; Duranton, V, No. 174 urm.; Demolombe, XI, No. 66; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 60, 61; Dalloz, Rép., Servitude, No. 114; Laurent, VII, No. 179, 180, 343; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 873; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 635; Contra: Delvincourt, I, p. 381; Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1349).

**10.** Proprietarul izvorului are dreptul să schimbe cursul său, și să dea drumul apelor de pe proprietatea sa prin altă parte decât aceea pe unde ele curgeau în mod natural. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 115).

**11.** Chiar dacă proprietarul izvorului ar fi întrebuințat apele lui timp de mai bine de treizeci ani, are dreptul ca după trecerea acestui timp să dea drumul apelor izvorului să curgă în mod natural pe fondul inferior. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 167; Nacu, I, p. 872).

**12.** Proprietarul izvorului are dreptul să întrebuințeze apele lui la orice lucrări agricole sau industriale, însă dacă apoi le dă drumul să curgă pe fondul inferior, el nu are dreptul să le altereze, ci să le dea drumul în starea lor de curățenie inițială, sub pedeapsă în caz contrar de a repara prejudiciul cauzat, după aprecierea instanțelor de fond. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 60; Dalloz, Rép., Servitude, No. 120 urm.; Suppl., Servitude, No. 37; Laurent, VII, No. 181; Bau-

dry et Chauveau, Des biens, No. 831; Planiol et Ripert, III, No. 479; Nacu, I, p. 872).

**13.** Proprietarul unui fond inferior poate dobândi prin titlu drepturi asupra apelor cari izvorăsc pe un fond superior. (Daloz, Rép., Servitude, No. 126; Planiol et Ripert, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 636; Nacu, I, p. 872, 873).

**14.** Prin titlu se înțelege orice convențiune încheiată cu proprietarul izvorului, titlu gratuit sau oneros sau orice dispozițiune chiar testamentară. (Demolombe, XI, No. 69; Daloz, Rép., Servitude, No. 127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 637; Nacu, I, p. 872).

**15.** Prin convențiune se poate dispune nu numai asupra apelor izvorului, ci chiar asupra proprietății lui. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 64; Huc, IV, No. 271).

**16.** In cazul când proprietarul izvorului a constituit proprietarului fondului inferior un drept de servitute printr'un titlu, asupra acestui izvor, el are dreptul să întrebuițeze apele, cu condițiune să nu aducă atingere dreptului concesionarului. (Duranton, V, No. 182; Demolombe, XI, No. 85; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 64; Daloz, Rép., Servitude, No. 129; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 640).

**17.** Proprietarul izvorului care a constituit proprietarului fondului inferior, prin titlu, un drept de servitute asupra apelor acestui izvor, are dreptul să concesioneze unui tert, cantitatea de apă ce excede trebuințelor concesionarului. (Demolombe, XI, No. 86; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 64; Daloz, Rép., Servitude, No. 130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 640, nota 2).

**18.** Proprietarul fondului inferior care a dobândit un drept de servitute asupra apelor unui izvor, nu are dreptul să întrebuițeze apele acestui izvor, fără consimțământul proprietarului izvorului, pentru un alt fond sau să concedeze dreptul său unei terțe persoane. (Duranton, V, No. 184; Demolombe, XI, No. 88, 89; Daloz, Rép., Servitude, No. 131; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 640).

**19.** Prin titlu se va fixa întinderea drepturilor concesionarului apelor izvorului. (Daloz Rép., Servitude, No. 137; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 637).

**20.** Tribunalele vor aprecia și întinderea titlului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 637).

**21.** Proprietarul fondului inferior poate dobândi un drept asupra izvorului, în afară de titlu și de prescripție, prin destinația proprietarului, deși legea nu prevede acest caz de dobândire. (Demolombe, XI, No. 83; Aubry et Rau, III, § 244, text și nota 12, p. 36; Laurent, VII, No. 195; Huc, IV, No. 271; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 845; Planiol et Ripert, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 636, 637, 642, 643).

**22.** Dacă proprietarul a două fonduri, din care unul are pe el un izvor, a făcut lucrări aparente, cum ar fi niște conducte pentru a transmite apele pe celalt fond și dacă mai în urmă ambele fonduri se împart în această stare, proprietarul fondului inferior are dreptul a se folosi de apele izvorului, sub titlu de servitute constituită prin destinația părintelui de familie. (Toullier, III, No. 605; Duranton, V, No. 186; Demolombe, XI, No. 83; Daloz, Rép., Servitude, No. 142; Suppl., Servitude, No. 40; Laurent, VII, No. 195; Huc, IV, No. 270; Planiol et Ripert, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 643).

**23.** Apele de ploae cari cad asupra unui fond aparțin proprietarului pe fondul căruia, cad, după o părere, în virtutea dreptului de acceziune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 72; Laurent, VII, No. 223; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 647).

**24.** După altă părere, proprietarul fondului dobândește proprietatea, apelor de ploae cari cad pe fondul său, în virtutea dreptului de ocupațiune, ele fiind res nullius. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1299; Demolombe, XI, No. 105; Daloz, Rép., Servitude, No. 337, 339, urm.; Suppl., Servitude, No. 119; Planiol, I, No. 241; Planiol et Ripert, III, No. 475).

**25.** Proprietarul fondului inferior poate dobândi o servitute, asupra apelor de ploae cari cad pe fondul superior printr'un titlu cum, ar fi o vindere-cumpărare, o donațiune, un testament. (Demolombe, XI, No. 108; Daloz, Rép., Servitude, No. 342; Suppl., Servitude, No. 120; Laurent, VII, No. 230; Planiol et Ripert, III, No. 476; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 648).

**26.** Deasemenea proprietarul fondului inferior poate dobândi, o servitute asupra apelor de ploae cari cad pe fondul superior prin destinația proprietarului, însă servitutea va trebui să fie manifestată prin lucrări aparente. (Duranton, V, No. 160; Demolombe, XI, No. 111; Daloz, Rép., Servitude, No. 342; Suppl., Servitude, No. 120; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 72; Laurent, VII, No. 230, 231; Planiol et Ripert, III, No. 476; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 648; Contra: Troplong, Prescription, I, No. 147).

**27.** Deasemenea, proprietarul fondului inferior poate dobândi o servitute asupra apelor de ploae cari cad pe fondul superior prin prescripția de treizeci ani, însă cu condițiunea ca să se stabilească lucrări aparente potrivit dispozițiilor art. 642 c. civ. fr. (580 c. civ. rom.). (Delvincourt, I, p. 162, nota 11; Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1331, 1332; Rolland de Vilargues, Rép., Eau, No. 135; Duvergier sur Toullier, III, No. 132, nota; Demolombe, XI, No. 109, 110; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 495 bis, I; Troplong, Prescription, I, No. 148; Marcadé, Art. 641, No. 4; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 236, nota 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 72; Laurent, VII, No. 237,

238; Huc, IV, No. 263; Planiol et Ripert, III, No. 476; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 649; Plastara, II, p. 287, nota 1; Contra: Duranton, V, No. 158; Dalloz, Rép., Servitude, No. 343; Suppl., Servitude, No. 120).

**28.** Apele de ploae cari cad și curg pe căile publice, fiind res nullius, aparțin primului ocupant; prin urmare ele pot fi luate și întrebuițate de proprietarii riverani, fără ca ei să fie obligați să le transmită proprietarilor fondurilor inferioare. (Duvergier sur Toullier, III, No. 132, nota a; Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1318, 1333, 1334; Duranton, V, No. 159; Demolombe, XI, No. 115, 116; Marcadé, Art. 642, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 73, 74; Troplong, Prescription I, No. 147; Dalloz, Rép., Servitude, No. 351; Suppl., Servitude, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 896; Planiol et Ripert, III, No. 476; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 650).

**29.** Chiar dacă proprietarii fondurilor inferioare ar fi întrebuițat apele de ploae, căzute pe calea publică, mai mult de treizeci ani, făcând baraje sau alte lucrări pe calea publică, proprietarii riverani superiori pot utiliza aceste ape, fără a fi obligați să le transmită riveranilor inferiori. (Duranton, V, No. 159; Demolombe, XI, No. 116; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 74; Dalloz, Rép., Servitude, No. 351, 354; Suppl., Servitude, No. 124; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 896; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 650).

**30.** Dacă administrația publică a concedat unui particular apele de ploae, cari cad pe calea publică, proprietarii riverani nu mai au dreptul să le întrebuițeze. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 73; Baudry et Chauveau, Des biens No. 895; Contra: Duranton, V, No. 159; Demolombe, XI, No. 116; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 650, nota 3).

**31.** Proprietarul fondului superior poate renunța în mod valabil la apele de

ploae cari cad pe cale publică, în folosul proprietarului riveran inferior. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 74; Laurent VII, No. 235 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 896; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 651).

**32.** Dacă apele de ploae cari cad pe calea publică sunt îndreptate pe fondul unui particular, ele devin proprietatea acestuia care le poate întrebuița cum va voi, ca și apele de ploae ce cad pe fondul său, (Demolombe, XI, No. 117; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 75, 76; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 126; Comp.: Laurent, VII, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 650, nota 2, 651).

**33.** Apele de ploae cari cad pe calea publică, după o părere, nu pot fi dobândite nici prin destinațiunea proprietarului, nici prin prescripțiune. (Troplong, Prescription, I, No. 147; Dalloz, Rép., Servitude, No. 355).

**34.** După altă părere dominantă, dreptul la apele de ploae cari cad pe calea publică, poate fi dobândit atât prin destinațiunea proprietarului, cât și prin prescripție cu condițiunea să se fi făcut lucrări aparente pentru dobândirea apei. (Duranton, V, No. 160; Demolombe, XI, No. 117; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 160, nota 2; Marcadé, Art. 642, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 75; Dalloz, Rép., Servitude, No. 355; Suppl., Servitude, No. 126; Laurent, VII, No. 237, urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 897, 898; Planiol et Ripert, III, No. 476; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 651).

**35.** Drepturile câștigate asupra apelor de ploae contra proprietarului unui fond, nu sunt opozabile celorlalți proprietari riverani ai căei publice cari nu au luat parte la dobândirea lor. (Demolombe, XI, No. 117; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 245, p. 76; Laurent, VII, No. 240; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 652).

**36.** A se vedea: art. 580 din codul civil cu notele respective.

**Art. 580.** — În acest caz, prescripțiunea nu se poate dobândi decât prin o folosință neîntreruptă în timp de 30 ani, socotiți din ziua când proprietarul fondului inferior a făcut și a săvârșit lucrări aparente destinate a înlesni trecerea și scurgerea apei în proprietatea sa. (Civ. 579, 622, 623, 634, 639, 645, 1844, 1846 urm., 1890, 1894, 1911; Civ. Fr. 642).

*Text. fr. Art. 642.* — La prescription, dans ce cas, ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, a compter du moment où le propriétaire des fonds inférieurs a fait et terminé des ouvrages apparents destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété.

*Text fr. Art. 642. (Modificat prin legea din 8 Aprilie 1898).* — Celui qui a une source dans son fonds peut toujours user des eaux à sa volonté dans les limites et pour les besoins de son héritage.

Le propriétaire d'une source ne peut plus en user au préjudice des propriétaires des fonds inférieurs qui, depuis plus de trente ans, ont fait et terminé, sur le fonds où jaillit la source, des ouvrages apparents et permanents destinés à utiliser les eaux ou à en faciliter le passage dans leur propriété.

Il ne peut pas non plus en user de manière à enlever aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire: mais si les habitants n'en ont pas prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité laquelle est réglée par experts.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Boulogne-Sur-Mer, 9 Aprilie 1921, Jur. Gen. 1925, No. 130.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune 5.	Lucrări permanente 17.
Aparent 1, 2, 3, 9, 11—17.	Notificare 9, 14.
Ape 1 urm.	Poseziune 6.
Apreciere suverană 6, 12.	Prejudiciu 5.
Canal privat 18.	Prescripție 1 urm.
Conducte 13.	Prezumpțiuni 2.
Contradicțiune 14.	Șanțuri 17.
Curățirea șanțurilor 17.	Servitute 1 urm.
Dovadă contrară 2.	Somațiune 9, 14.
Efectele prescripției 4.	Stavilă 17.
Interes 1.	Suspendarea prescripției 10.
Înteruperea prescripției 7, 8, 9.	Suverană apreciere 6, 12.
Izvor 1 urm.	Termen 3.
Lucrări aparente 1, 2, 3, 9, 11—17.	Terminarea lucrărilor a-parente 1, 3.

#### Doctrină.

1. Din dispozițiile art. 642 c. civ. fr. (580 c. civ. rom.), rezultă că pentru ca lucrările aparente să constituie un titlu al servitutei, trebuie ca aceste lucrări să fie făcute și terminate de către proprietarul fondului inferior sau de către reprezentanții săi și în interesul său. (Demolombe, XI, No. 77; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 493 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, text și nota 15, p. 62; Dalloz, Rép., Servitute, No. 159; Suppl., Servitute, No. 46; Laurent, VII, No. 200; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 833, 842; Planiol et Ripert, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 639; Nacu, I, p. 873; Matei Cantacuzino, p. 156; Plastara, II, p. 288, text și nota 1).

2. Lucrările făcute și destinate a înlesni trecerea și scurgerea apei pe fondul inferior sunt prezumate făcute de către proprietarul acestui fond, în lipsă de dovadă contrară. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 493 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, text și nota 21, p. 63; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 47; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 833; Laurent, VII, No. 205; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 639, nota 2).

3. Potrivit dispozițiilor art. 642 c. civ. fr. (580 c. civ. rom.), prescripțiunea va începe a curge din momentul când proprietarul fondului inferior a terminat lucrările aparente destinate a înlesni trecerea și scurgerea apei pe proprietatea

sa; lucrările începute și neterminate nu pot fi luate ca un punct de plecare pentru curgerea prescripției chiar dacă proprietarul fondului inferior s'a folosit timp de treizeci ani. (Delvincourt, I, p. 387; Duranton, V, No. 180; Demolombe, XI, No. 74; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 493 bis, I; Dalloz, Rép., Servitute, No. 148; Laurent, VII, No. 178; Huc, IV, No. 268; Planiol et Ripert, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 639, 640).

4. Prin dobândirea prescripției, proprietarul izvorului nu pierde dreptul de a se folosi de apele izvorului ci îl oprește numai de a împiedeca pe proprietarul fondului inferior să se folosească de aceste ape. (Demolombe, XI, No. 85; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 64; Dalloz, Rép., Servitute, No. 165; Suppl., Servitute, No. 48; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 640).

5. Dacă însă prin întrebuințarea apelor de către proprietarul izvorului, se aduce un prejudiciu proprietarului fondului inferior care a dobândit prescripția, cum ar fi prin micșorarea considerabilă a cantității de apă acesta din urmă are o acțiune contra celui dintâi. (Demolombe, XI, No. 85; Dalloz, Rép., Servitute, No. 168; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 640).

6. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă posesiunea îndeplinește condițiunile cerute de lege pentru a conduce la prescripție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 638, nota 2).

7. Prescripțiunea va putea fi întreruptă potrivit dispozițiilor generale ale codului civil. (Demolombe, XI, No. 81 bis; Laurent, VII, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 638, nota 2, 641).

8. Întreruperea prescripției s'ar putea face de proprietarul izvorului prin reținerea apei în total, mai mult de un an sau schimbându-i cursul izvorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 641).

9. Deasemenea întreruperea prescripției se poate face prin o somațiune adresată de către proprietarul izvorului către proprietarul fondului inferior iar în cazul când acesta ar refuza să ia în considerație această somațiune, proprietarul



izvorului se poate adresa justiției pentru ca să declare că lucrările făcute de către proprietarul fondului inferior nu pot avea nici un efect asupra dobândirii servitutei prin prescripțiune. (Marcadé, Art. 642; Laurent, VII, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 641).

**10.** Prescripția poate fi suspendată potrivit dispozițiilor generale din codul civil. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 641).

**11.** Pentru operarea prescripției de treizeci ani se cere ca lucrările aparente să fie făcute de mâna omului. (Daloz, Rép., Servitude, No. 147).

**12.** Importanța lucrărilor executate, de natură a duce la prescripțiune, se va aprecia după trebuințele fondului în folosul căruia au fost făcute, ele însă trebuie să fie aparente. (Daloz, Rép., Servitude, No. 149, 153, 154; Suppl., Servitude, No. 44; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 833).

**13.** O conductă subterană nu poate fi considerată ca o lucrare aparentă decât atunci când vor exista semne exterioare care să-i indice existența în mod neîndoios pentru toată lumea. (Delvincourt, I, No. 382; Duranton, V, No. 180; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1673; Daloz, Rép., Servitude, No. 154; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 833, 842; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 638).

**14.** Deoarece legea cere existența unor lucrări aparente pentru a se putea prescrie dreptul de servitute asupra apelor unui izvor, pentru îndeplinirea prescripțiunii, nu ar fi suficient o contradicere opusă exercițiului dreptului proprietarului izvorului, cum ar fi de exemplu printr'un act extrajudiciar. (Demolombe, XI, No. 82; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 63; Laurent, VII, No. 206; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 833, 842; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 637, nota 3).

**15.** Pentru stabilirea prescripțiunii nu este necesar ca lucrările aparente să fie făcute chiar pe fondul superior de unde izvorăște apa ci este de ajuns dacă aceste lucrări sunt făcute numai pe fondul inferior pe care se scurg apele izvorului. (Delvincourt, I, p. 539, 540; Marcadé, Art. 642, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 493 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, notele 17 urm., p. 62, 63; Laurent, VII, No. 203; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 834; Nacu, I, p. 873; Contra: Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1372; Taulier, II, p. 364; Toullier, III, No. 635; Duranton, V, No. 181; Demolombe, XI, No. 80; Troplong, Prescription, No. 114; Vazeille, Prescription, No. 401; Huc, IV, No. 269; Planiol et Ripert, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 641, 642).

**16.** Pentru dobândirea servitutei prin prescripțiune, nu este necesar ca fondul pe care s'au făcut lucrările aparente să fie imediat inferior celui pe care se află izvorul ci poate fi separat printr'un alt fond. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 493 bis, III; Daloz, Rép., Servitude, No. 108).

**17.** Pentru dobândirea prescripțiunii, trebuie ca lucrările să fie permanente și statornice; prin urmare o stavilă provizorie sau curățirea șanțurilor de scurgere, nu pot fi considerate ca lucrări permanente cari să poată conduce la prescripțiune. (Demolombe, XI, No. 74; Planiol et Ripert, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 640).

**18.** Dispozițiunile art. 642 c. civ. fr. (580 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai la apele unui izvor, ci și la apele unui canal privat. (Demolombe, XI, No. 78 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 844; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 643).

**19.** A se vedea: art. 579 din codul civil cu notele respective.

**Art. 581.** — Proprietarul izvorului nu-i poate schimba cursul când izvorul dă apa trebuincioasă locuitorilor unei comune, unui sat sau unui cătun<sup>1)</sup>. (Civ. 480, 481, 489 urm., 579, 586, 587, 1890; C. p. 356; L. rurală din 1864, Art. 19; Civ. Fr. 642, 643).

*Text. fr. Art. 642. (Modificat prin legea din 8 Aprilie 1898.* — Celui qui a une source dans son fonds peut toujours user des eaux à sa volonté dans les limites et pour les besoins de son héritage.

Le propriétaire d'une source ne peut plus en user au préjudice des propriétaires des fonds inférieurs qui, depuis plus de trente ans, ont fait et terminé, sur le fonds où jaillit la source, des ouvrages apparents et permanents destinés à utiliser les eaux ou à en faciliter le passage dans leur propriété.

Il ne peut pas non plus en user de manière à enlever aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire: mais si les habitants

<sup>1)</sup> Din art. 643 c. civil francez de la care s'a luat art. 581 cod. civil Român. s'a eliminat partea finală privitoare la despăgubire.

n'en ont pas prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité laquelle est réglée par experts.

*Text. fr. Art. 643.* — Le propriétaire de la source ne peut en changer le cours, lorsqu'il fournit aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts.

*Text. fr. Art. 643. (Modificat prin legea din 8 Aprilie 1898).* — Si dès la sortie du fonds où elles surgissent les eaux de source forment un cours d'eau offrant le caractère d'eaux publiques et courantes, le propriétaire ne peut les détourner de leur cours naturel au préjudice des usagers inférieurs.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acțiune 16, 17.	Insalubritate 10.
Acțiune posesoric 15.	Interes public 24, 25.
Adăpătoare 6.	Irigație 6.
Agrement 5.	Izvor 1 urm.
Apă curativă 7.	Lac 13.
Apă curgătoare 13, 18, 25, 26.	Lucrări aparente 23.
Apă de ploae 18.	Mlaștini 13.
Apă insalubră 10.	Mori 8.
Apă minerală 7.	Necesitate 5—12, 16, 17, 19, 24, 28.
Aparent 23.	Plăcere 5.
Aprecie 3, 4, 11.	Ploi 18.
Autoritate administrativă 3.	Posesorie acțiune 15.
Avantagii 20.	Prejudeciu 20, 26.
Case izolate 1.	Prescripție 19, 21, 22, 23, 25, 26.
Cătun 1, 2, 3, 4, 14, 19.	Proprietăți curative 7.
Comună 1 urm.	Sat 1, 2, 3, 14, 19.
Conducte 28.	Servitute 1 urm.
Curative proprietăți 7.	Terțe persoane 27.
Despăgubiri 19—24.	Trebuințe casnice 6.
Fabrici 8.	Trecere 28.
Fântână 9, 13.	Uzine 8.
Iaz 13.	Vecinătate 14.

Doctrină.

**1.** Dispozițiunile vechiului art. 643 c. civ. fr. (581 c. civ. rom.) nu pot fi invocate decât de locuitorii unei comune, unui sat sau unui cătun, iar nu și de locuitorii unor case izolate, deoarece aceste dispozițiuni constituiesc o excepțiune la art. 640 c. civ. fr. (578 c. civ. rom.). (Demolombe, XI, No. 93; Massé et Vergé sur Zacharie, II, p. 162, nota 11; Marcadé, Art. 643. No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 68; Dalloz, Rép., Servitude, No. 174; Suppl., Servitude, No. 50; Laurent, VII, No. 212; Huc, IV, No. 273; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 839; Planiol et Ripert, III, No. 481; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 734; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 645; Nacu, I, p. 874).

**2.** Dispozițiunile art. 643 c. civ. fr. (581 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar dacă o singură persoană ar fi proprietarul tuturor caselor ce formează un sat sau un cătun. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, nota 28 bis, p. 68; Huc, IV, No. 273).

**3.** Chestiunea de a se ști dacă o reunire de case formează un sat sau un cătun, după o părere, este o chestiune pur administrativă și nu poate fi soluționată de instanțele judecătorești. (Demolombe, XI, No. 93; Dalloz, Rép., Servitude, No.

175; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 840).

**4.** După altă părere, tribunalele vor decide dacă reunirea de case formează sau nu un cătun. (Huc, IV, No. 273; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 645 nota 1).

**5.** Dispozițiunile acestui articol își vor găsi aplicațiunea numai când apa va fi necesară locuitorilor iar nu și în cazul când ea le-ar fi numai folositoare pentru comoditatea sau plăcerea lor. (Toullier, III, No. 134; Duranton, V, No. 187; Demolombe, XI, No. 94; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 69; Marcadé, Art. 643; Dalloz, Rép., Servitude, No. 176; Laurent, VII, No. 214; Huc, IV, No. 273; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 840; Planiol et Ripert, III, No. 481; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 734; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646).

**6.** Prin necesitatea de care vorbește vechiul art. 643 c. civ. fr. (581 c. civ. rom.) se înțelege apa necesară pentru trebuințele casnice ale locuitorilor și pentru adăpatul vitelor iar nu și pentru alte trebuințe cum ar fi irigația câmpiilor. (Demolombe, XI, No. 95; Dalloz, Rép., Servitude, No. 76; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 839; Planiol et Ripert, III, No. 481; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 734; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 643, 644, 645, 646. text și nota 1; Nacu, I, p. 874).

**7.** Deasemenea locuitorii comunei nu pot beneficia de dispozițiunile acestui articol sub motivul că apa le este necesară pentru proprietățile sale curative. (Duranton, V, No. 187; Demolombe, XI, No. 95; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 69; Dalloz, Rép., Servitude, No. 176; Laurent, VII, No. 216; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 734, 735; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 645).

**8.** Deasemenea după o părere dominantă, nu se poate aplica dispozițiunile acestui articol când apa ar fi necesară ca forță motrice pentru fabrici și uzine, cum ar fi pentru mori, chiar dacă făina fabricată în aceste mori ar servi la aprovizionarea locuitorilor unei comune. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1386; Demolombe, XI, No. 95; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 69; Dalloz, Rép.,

Servitude, No. 176; Laurent, VII, No. 212, 213; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646, nota 1; Contra: Toullier, III, No. 134; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 163, nota 12).

**9.** Chiar dacă locuitorii unei comune ar putea să-și procure apa necesară prin săparea unei fântâni, dispozițiunile art. 643 c. civ. fr. (581 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea. (Laurent, VII, No. 214; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646).

**10.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea, dacă apele disponibile ale unei comune sunt insalubre. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646, nota 2).

**11.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran caracterul necesității locuitorilor unei comune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646).

**12.** Dispozițiunile vechiului art. 643 c. civ. fr. (581 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la orice fel de izvoare oricare ar fi debitul lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 68).

**13.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea numai la ape curgătoare iar nu și la ape de fântână, iazuri, mlaștini, etc. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1391; Demolombe, XI, No. 91; Marcadé, Art. 643, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, text și nota 28, p. 68; Dalloz, Rép., Servitude, No. 187; Laurent, VII, No. 215; Huc, IV, No. 273; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 840; Planiol et Ripert, III, No. 481; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 645; Contra: Delvincourt, I, p. 383; Duranton, V, No. 191; Taulier, II, p. 366).

**14.** Pentru aplicațiunea acestui articol nu este necesar ca satul sau cătunul să fie imediat alăturat cu fondul pe care izvorăște apa. (Duranton, V, No. 190; Dalloz, Rép., Servitude, No. 181, 185; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 841).

**15.** Locuitorii tulburăți de proprietarul izvorului în folosința apelor acestui izvor, au dreptul să introducă acțiune posesorie în contra lui. (Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 383; Suppl., Action possessoire, No. 104; Planiol et Ripert, III, No. 484).

**16.** Acțiunile privitoare la stabilirea necesității apelor unei comune, vor fi introduse și susținute de comună iar nu de fiecare locuitor în parte. (Huc, IV, No. 237; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646).

**17.** După stabilirea necesității comunei, fiecare locuitor va putea reclama singur în justiție dreptul său. (Huc, IV, No. 273; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646, nota 4).

**18.** Dispozițiunile art. 643 c. civ. fr. (581 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la apele de ploaie, dacă ele nu formează o apă curgătoare. (Demolombe, XI, No. 113; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 495 bis; I; Laurent, VII, No.

232; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 645, 649).

**19.** Proprietarul care este împiedecat să uzeze de izvorul său din cauză că apele sale sunt necesare locuitorilor unei comune, sat sau cătun, are dreptul la plata unei indemnizații. Numai în cazul când locuitorii au prescis folosința acestor ape, proprietarul izvorului nu are dreptul la despăgubiri. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 189; Planiol et Ripert, III, No. 482).

**20.** Pentru calcularea indemnizației, se va avea în vedere prejudiciul suferit de către proprietarul izvorului iar nu avantajii locuitorilor cari uzează de acest izvor. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1390; Demolombe, XI, No. 97; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 71; Dalloz, Rép., Servitude, No. 190; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 842).

**21.** Prescripțiunea își găsește aplicațiune numai la plata indemnizației și ea este extinctivă; ea nu-și găsește aplicațiunea la dreptul locuitorilor la apa izvorului deoarece acest drept decurge din lege și nu trebuie dobândit de ei prin prescripțiune. (Duranton, V, No. 189; Demolombe, XI, No. 98; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 494 bis; Marcadé, Art. 643; Massé et Vergé sur Zacharie, II, p. 163; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 71; Dalloz, Rép., Servitude, No. 191; Huc, IV, No. 274; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 842; Planiol et Ripert, III, No. 482).

**22.** Prescripțiunea dreptului proprietarului la indemnitate va începe a curge din ziua când locuitorii au început a se folosi de apele izvorului. (Duranton, V, No. 189; Demolombe, XI, No. 98; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 494 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 71; Dalloz, Rép., Servitude, No. 191; Laurent, VII, 222; Planiol et Ripert, III, No. 482).

**23.** Pentru operarea prescripțiunii nu este nevoie ca locuitorii comunei să fi exercitat lucrările aparente asupra izvorului, după cum se cere în art. 642 c. civ. fr. (580 c. civ. rom.). (Duranton, V, No. 189; Demolombe, XI, No. 98; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 71; Dalloz, Rép., Servitude, No. 191; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 842).

**24.** În dreptul civil român prin eliminarea părții finale din art. 643 c. civ. fr. privitoare la plata unei indemnizații, proprietarul izvorului va suferi servitutea fără să reclame vreo despăgubire deoarece este un interes public ca locuitorii unei comune să aibă apa necesară pentru trebuințele lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 644, text și nota 2).

**25.** Dacă proprietarul unui izvor a lăsat să curgă apele izvorului său pe alte fonduri și apoi să se verse într'un curs de apă, după o părere, apa izvorului a pierdut caracterul de apă privată, și proprietarii fondurilor inferioare au dobândit asupra ei un drept de folosință

pe care nu-l mai poate împiedeca proprietarul izvorului. (Daloz, Rép. Servitude, No. 38).

**26.** După altă părere, dominantă, chiar dacă apele izvorului, au fost lăsate să curgă și să formeze un curs de apă, de către proprietarul izvorului timp de treizeci ani, acesta nu pierde dreptul de a dispune de aceste ape în prejudiciul proprietarilor fondurilor inferioare, dacă ei nu le-au prescris potrivit dispozițiilor art. 641 și 642 c. civ. fr. (579 și 580 c. civ. rom.). (Demolombe, XI, No. 101; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, nota 25, p. 65; Daloz, Rép. Servitude, No. 123; Suppl., Servitude, No. 38; Laurent, VII, No. 183, 187; Huc, IV, No. 267; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 843).

**27.** Când însă proprietarul izvorului mai posedă și alte fonduri inferioare pe care curge apa izvorului, și care sunt separate de fondul de pe care izvorăște

apa prin alte proprietăți aparținând terțiilor, în privința acestor fonduri inferioare, proprietarul izvorului nu are decât drepturile unui riveran obișnuit. (Demolombe, XII, No. 64; Laurent, VII, No. 184, 185; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 831; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 636).

**28.** Locuitorii pentru a-și lua apa necesară nu au dreptul să treacă pe proprietatea pe care se află izvorul, nici să așeze pe această proprietate conducte spre a aduce apa în satul lor. (Demolombe, XI, No. 96; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, p. 70; Laurent, VII, No. 218; Huc, IV, No. 273; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 848; Planiol et Ripert, III, No. 481; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 646, 647; Nacu, I, p. 874; Contra: Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1381 urm.).

**Art. 582.** — Acela, a cărui proprietate este pe marginea unei ape curgătoare, afară de apele cari sunt declarate dependente de domeniul public prin art. 476 la titlul *Despre distincțiunea bunurilor*, poate lua apă pentru irigațiunea proprietăților sale, fără însă a o abate de tot <sup>1)</sup>.

Acela prin al cărui fond trece apa, o poate chiar întrebuința în toată întinderea prin care ar avea curgere, cu îndatorire numai a-i lăsa cursul firesc la eșirea din proprietatea sa. (Civ. 476, 480, 481, 501, 502, 578 urm., 583, 623 urm., 631, 634, 635, 647, 1837, 1844, 1849, 1890; Civ. Fr. 644).

*Text. fr. Art. 644.* — Celui dont la propriété borde une eau courante, autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public par l'article 538 au titre de la *Distinction des biens*, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse l'héritage, peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses fonds à son cours ordinaire.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Justiția de Pace Arbois, Jura, 5 Ian. 1920, Jur. Gen. 1925, No. 667; *Notă* sub Trib. Boulogne-Sur-Mer, 9 Aprilie 1921, Jur. Gen. 1925, No. 130.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abaterea cursului apei 17.	Canal 8, 34, 45—54.	Facultate 24.	Moară 47.
Act contrazicător 26—32.	Cesiune 20, 21.	Gard 7.	Navigabil 1, 2.
Act extra-judiciar 24, 31.	Concesiune 2.	Iaz 55—59.	Notificare 27.
Acțiune posesorie 25.	Consimțământ 35.	Industrie 2, 37.	Părări 3.
Agrement 39.	Contrazicere 26—32.	Irigațiune 4, 5, 6, 9—29,	Părinte de familie 9, 23.
Agricultură 2, 33.	Cursul firesc al apei 17,	33, 35, 36, 39, 41, 42, 46,	Partaj 9, 10, 11.
Alterarea apei 18, 19.	40, 41, 56.	47.	Plăcere 39.
Apă curgătoare 1—44, 50,	Despăgubire 2.	Interes 10, 43.	Ploi 8.
56.	Destinație 9, 23.	Interpretare 52.	Plutitor 1.
Apă de ploae 8.	Domeniu privat 1, 3.	Intrebuințare, a se vedea	Posesorie acțiune 25.
Aprecieare suverană 29,	Domeniu public 1, 2, 3.	cuvântul: „Irigațiune“.	Prejudiciu 12, 15, 37, 42,
52.	Drum privat 5.	Izvor 59.	44.
Baraj 34, 35, 44.	Drum public 4.	Lucrări 15, 27, 29, 30, 31,	Prescripție 19, 24, 26—32,
		34, 35, 44, 54.	53, 54, 58.
		Lucrări aparente 27, 29,	Proprietar riveran 4, 6, 7
		54.	9—48, 50—54, 57, 58.

1) In art. francez 644, lipsesc cuvintele: „fără însă a o abate de tot“.

Râuri, a se vedea cuvintele: „Apă curgătoare”.  
 Râuri navigabile 1, 2.  
 Renunțare 22.  
 Revocare 2.  
 Rigolă 9.  
 Riveran 4, 6, 7, 9—48, 50—54, 57, 58.  
 Schimbarea cursului apei 6, 38, 40.  
 Servitute 1 urm.  
 Somaștea 27, 31.

Sat 2.  
 Suverană apreciere 29, 52.  
 Terță persoană 5, 14, 20, 32, 57.  
 Titlu 51, 52, 58.  
 Traversare 12, 17, 39—44, 46, 47, 48, 56.  
 Trebuințe domestice 37, 38.  
 Trecere 14.  
 Vindere-cumpărare 9, 10, 11, 20, 21.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai cursurilor de apă naturale cari nu fac parte din domeniul public, adică acele ape curgătoare care nu sunt nici navigabile nici plutitoare, (Demolombe, XI, No. 123; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 77 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 65; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 652, 654; Nacu, I, p. 875; Matei Cantacuzino, p. 157; Plastara, II, p. 288).

**2.** Statul poate concede asupra apelor curgătoare navigabile și plutitoare, oarecari drepturi în interesul agriculturii și a industriei, însă drepturile concesionate pot fi revocate oricând, fără nici o despăgubire, (Mourlon, I, No. 1689; Laurent, VII, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 652, nota 5; Comp.: Nacu, I, p. 875).

**3.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea atât la pârâuri cât și la râurile mici cari nu fac parte din domeniul public. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, nota 1 ter, p. 80).

**4.** Numai proprietarii riverani au dreptul să ia pentru irigațiune, apa dintr'o apă curgătoare; astfel dacă un fond este separat de apa curgătoare printr'un drum public, proprietarul acestui fond nu se poate bucura de dispozițiunile art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.). (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1421; Duranton, V, No. 209; Demolombe, XI, No. 139; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 81; Dalloz, Rép., Servitute, No. 201; Suppl., Servitute, No. 58; Laurent, VII, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 653; Plastara, II, p. 289).

**5.** Deasemenea proprietarul unui fond nu poate lua, pentru irigațiune, apa dintr'o apă curgătoare, dacă fondul său este separat de această apă printr'un drum privat care este proprietatea unei terțe persoane. (Duranton, V, No. 209; Demolombe, XI, No. 139; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 81; Laurent, VII, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 653).

**6.** În cazul când apa curgătoare își schimbă albia, foștii proprietari riverani nu mai au dreptul să ia apă pentru irigațiune dacă nu mai sunt riverani față cu noua albie. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 209; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 847).

**7.** Proprietatea trebuie considerată ca riverană chiar dacă ea este despărțită

printr'un gard, de un alt fond aparținând aceluiaș proprietar și care se află lângă apa curgătoare. (Demolombe, XI, No. 148; Mourlon, I, No. 1684; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, nota 10, p. 82; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 654, nota 1).

**8.** Dispozițiunile art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la apele de ploae, dacă nu formează o apă curgătoare, chiar dacă ele ar fi străne într'un canal. (Demolombe, XI, No. 106, 118, 121; Mourlon, I, No. 1689; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 495 bis. I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 80; Laurent, VII, No. 228; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 650, 653).

**9.** În cazul când proprietatea riverană este împărțită prin partaj sau prin vânzarea unei porțiuni din ea, rămânând riveran numai unul dintre noii proprietari, dacă este discuțiune între toți acești coîmpărțitori, cu privire la dreptul la apa râului, chiar dacă în titlu nu s'ar fi prevăzut nici o clauză cu privire la dreptul de irigațiune, ceilalți foști coproprietari cari nu sunt riverani vor avea dreptul la apa de irigațiune, în cazul când proprietățile lor se foloseau de apa râului prin dispozițiunea obișnuită a autorului comun, dispozițiune care se poate constata prin facerea unor lucrări aparente, cum ar fi chiar o simplă rigolă. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 213; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 654, nota 1).

**10.** Dacă în cazul de mai sus, discuțiunea, cu privire la dreptul la apa râului, are loc între coîmpărțitori sau cumpărători, cari nu sunt riverani și ceilalți riverani necoîmpărțitori aflați de cealaltă parte a râului, după o părere, coîmpărțitorii sau cumpărătorii vor avea dreptul la apa de irigațiune, deoarece proprietarii riverani nu au nici un interes să se opună la aceasta și în cauză trebuie să se facă aplicațiunea principiilor din art. 700 c. civ. fr. (633 c. civ. rom.). (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1259; Duranton, V, No. 234; Demolombe, XI, No. 153, 154; Mourlon, I, No. 1688; Dalloz, Rép., Servitute, No. 212).

**11.** După altă părere dominantă, în acest caz coîmpărțitorii sau cumpărătorii, cari nu sunt riverani, nu vor avea dreptul la apa de irigațiune deoarece acest drept de folosință, care este individual, nu poate fi exercitat decât de riveran în limita fondului care îi aparține. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 163, nota 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, nota 11, 11 bis, p. 82, 83; Dalloz, Rép., Servitute, No. 212; Laurent, VII, No. 275; Huc, IV, No. 280; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 852; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 654, nota 1).

**12.** Potrivit dispozițiunilor art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.), acela a cărui proprietate este pe marginea unei ape curgătoare sau a cărui proprietate este traversată de o apă curgătoare, are dreptul să se servească de apă, însă cu condițiune să

nu aducă prejudicii proprietarilor inferiori. (Daloz, Rép., Servitude, No. 197 urm.; Suppl.; Servitude, No. 55 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 494 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 657; Nacu, I, p. 875; Matei Cantacuzino, p. 157; Plastara, II, p. 289).

**13.** Proprietarul riveran se poate folosi de apă pentru irigațiune nu numai în profitul fondului riveran, ci și în profitul fondurilor alipite de fondul riveran cari sunt proprietatea sa. (Demolombe, XI, No. 148, 152; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 495 bis, III; Mourlon, I, No. 1684; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 82; Daloz, Rép., Servitude, No. 210; Suppl., Servitude, No. 59; Laurent, VII, No. 274; Huc, IV, No. 279 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 852; Planiol et Ripert, III, No. 495; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 654, nota 1; Contra: Proudhon, Du Domaine public, IV, No. 1425; Duranton, V, No. 235).

**14.** Proprietarul riveran se poate folosi de apă pentru irigațiune chiar în profitul unui fond nealipit de fondul riveran, dacă obține dreptul de trecere pe fondul intermediar, proprietatea unui tert. (Demolombe, XI, No. 150, 151; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 495 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 86; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 59; Laurent, VII, No. 281, 379; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 852, 872; Planiol et Ripert, III, No. 495; Contra: Duranton, V, No. 209, 231; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 654, nota 1).

**15.** Proprietarul riveran are dreptul să execute în cursul de apă, lucrările necesare exercitării dreptului de irigațiune cu condițiune ca aceste lucrări să nu dăuneze celorlalți proprietari riverani. (Delvincourt, I, p. 380; Duranton, V, No. 209; Demolombe, XI, No. 145; Daloz, Rép., Servitude, No. 197 urm.; Suppl., Servitude, No. 56; Planiol et Ripert, III, No. 496).

**16.** Proprietarul riveran nu este obligat numai decât să ia apă pentru irigațiune din fața fondului său, ci o poate lua și din fața fondului unui proprietar riveran superior, dacă acesta îi permite, iar ceilalți riverani nu au dreptul să se opună. (Demolombe, XI, No. 147; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 87; Laurent, VII, No. 276; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 851; Alexandresco, ed. 2-a, III partea I, p. 658).

**17.** Obligațiunea ca după întrebuințarea apei, la ieșirea din proprietate să i se lase cursul firesc, incumbă nu numai proprietarului a cărui proprietate este traversată de o apă curgătoare, ci și proprietarului a cărui proprietate se află numai de o parte a apei curgătoare. (Demolombe, XI, No. 155; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 495 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 88; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 851; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 657, nota 2).

**18.** Proprietarul riveran, care întrebuințează apa curgătoare este obligat ca să nu altereze această apă și s'o facă imposibilă de întrebuințat, fie pentru irigație, fie pentru alte necesități ale celorlalți riverani. (Proudhon, Du Domaine public, IV, No. 1260, 1440; Demolombe, XI, No. 170; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 317, nota 8, § 319, nota 5; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 89; Daloz, Rép., Servitude, No. 234, 235; Suppl., Servitude, No. 68; Laurent, VII, No. 297; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 854; Planfol et Ripert, III, No. 496).

**19.** Proprietarul riveran nu poate dobândi prin prescripție dreptul de a întrebuința apa curgătoare și a o altera cu substanțe străine cari ar face-o imposibilă de întrebuințat pentru ceilalți riverani. (Daloz, Rép., Servitude, No. 237; Contra: Troplong, Prescription, I, No. 141).

**20.** Un proprietar riveran, dacă nu întrebuințează apa, poate autoriza pe o terță persoană să întrebuințeze, în locul său, această apă, chiar pentru o proprietate care nu este riverană. (Demolombe, XI, No. 151; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 498 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 241, text și nota 7, p. 27, § 246, p. 88; Daloz, Rép., Servitude, No. 206, 217, 231; Suppl., Servitude, No. 58; Laurent, VII, No. 379; Huc, IV, No. 282; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 873; Planiol et Ripert, III, No. 498; Contra: Duranton, V, No. 232, 233).

**21.** În dreptul civil român un proprietar riveran poate cedă dreptul său la apă numai în folosul altui proprietar riveran, deoarece nu există nici o lege, cum este în Franța legea din 1845, care să dea dreptul să se folosească de apa curgătoare și proprietarilor neriverani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 658).

**22.** Un proprietar riveran poate renunța în total sau în parte în folosul altui riveran la dreptul său la apă ce-i este conferit de art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 90; Planiol et Ripert, III, No. 498; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 656, 658).

**23.** Drepturile proprietarilor riverani prevăzute de art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.), pot fi modificate prin destinația părintelui de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 90; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862).

**24.** Dreptul proprietarului riveran la apa de irigațiune, prevăzut de art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.), fiind o facultate, nu se pierde prin prescripțiune de neuz. Prin urmare chiar dacă un riveran inferior a uzat de apă în mod exclusiv, oricât de lungă durată, proprietarii riverani superiori nu pierd dreptul a se folosi de această apă. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1435; Duranton, V, No. 224; Demolombe, XI, No. 177; Troplong, Prescription, I, No. 112 urm.; Vazeille, Pres-

scription. I, No. 406; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 90, 91; Dalloz, Rép., Servitude, No. 217, 232; Laurent, VII, No. 306; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862; Planiol et Ripert, III, No. 498; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 656, nota 1).

**25.** Uzul apei nu poate da loc la o acțiune posesorie, deoarece posesiunea de un an nu are nici o influență asupra dreptului de a întrebuița apa. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1282).

**26.** Prescripțiunea uzului apei, poate însă rezultă dintr'un act contrazicător evident urmat de o posesiune de treizeci ani. (Duranton, V, No. 224; Vazeille, Prescription, I, No. 407; Demolombe, XI, No. 178 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 91; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1127; Suppl., Servitude, No. 62, 417; Laurent, VII, No. 308 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862; Planiol et Ripert, III, No. 498; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 656, nota 1).

**27.** Un act contrazicător poate rezultă din acte judiciare sau extrajudiciare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 91; Planiol et Ripert, III, No. 498; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 656, nota 1).

**28.** Ca acte contrazicătoare, se citează lucrările aparente și permanente cari constituiesc un obstacol material la exercitarea drepturilor celorlalți proprietari riverani. (Demolombe, XI, No. 178 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 495 bis; VI; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 91; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1127; Suppl., Servitude, No. 62, 414, 417; Laurent, VII, No. 308 urm.; Huc, IV, No. 282; Planiol et Ripert, III, No. 498; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 656, nota 1).

**29.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă lucrările făcute constituiesc sau nu acte contrazicătoare. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 418).

**30.** In cece privește proprietarul riveran superior pentru ca lucrările făcute să poată constitui acte contrazicătoare, este de ajuns ca aceste lucrări să fi fost făcute pe fondul său și să fie de natură a determina totalitatea sau o parte din apele pe care trebuia să le primească proprietarul riveran inferior, nefiind nevoie ca lucrările să fie făcute pe fondul riveranului în contra căruia se prescrie. (Demolombe, XI, No. 179; Vazeille, Prescription, I, No. 406; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 91, 92; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 419; Laurent, VII, No. 309; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862).

**31.** In cece privește lucrările făcute de proprietarul riveran inferior, pentru ca ele să constituie acte contrazicătoare, trebuie să fie făcute pe fondul proprietarului contra căruia este invocată prescripția, adică pe fondul proprietarului superior, deoarece lucrările făcute pe propriul său fond nu ar putea constitui acte de contradicțiune decât atunci când ar

fi sprijinite cu acte judiciare sau extrajudiciare, prin care el declară în mod formal că se opune la exercitarea drepturilor proprietarului superior. (Duranton, V, No. 224; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 92; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 419; Huc, IV, No. 282; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862).

**32.** Nu numai proprietarii riverani pot prescrie uzul apelor curgătoare ci și terții riverani dacă îndeplinesc condițiunile arătate mai sus, adică un act contrazicător, urmat de o posesiune de treizeci ani. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1434; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 93; Dalloz, Rép., Servitude, No. 208; Suppl., Servitude, No. 431; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862; Planiol et Ripert, III, No. 498; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 657, nota).

**33.** Cantitatea de apă la care are drept fiecare proprietar nu este egală, ci ea depinde de genul de cultură, de întinderea proprietății și de natura solului fiecărui riveran. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 200; Planiol et Ripert, III, No. 496; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 657).

**34.** Acela a cărui proprietate este pe marginea unei ape curgătoare are dreptul să facă lucrări în cursul apei curgătoare pentru a lua apa necesară fondului său cum ar fi un canal sau un baraj. (Demolombe, XI, No. 145; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 87; Laurent, VII, No. 283 bis; Planiol et Ripert, III, No. 495, 496; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 657, 658).

**35.** Când proprietarul riveran face un baraj pentru a lua apa trebuincioasă pentru irigația fondului său, el nu are dreptul să sprijine barajul pe malul riveranului de cealaltă parte a apei curgătoare, fără consimțământul proprietarului acestui mal. (Duranton, V, No. 213; Demolombe, XI, No. 146; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 87; Laurent, VII, No. 283 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 850; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 658, nota 1; Contra: Delvincourt, I, p. 380).

**36.** După o părere, proprietarul riveran nu poate întrebuița apa decât pentru irigațiune, deoarece art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.), care este limitativ, prevede numai această întrebuițare. (Toullier, II, No. 141; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 495 bis; Marcadé, Art. 644, No. 1; Mourlon, I, No. 1683; Dalloz, Rép., Servitude, No. 215).

**37.** După altă părere, dominantă art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.) nu este limitativ și proprietarul riveran poate să se servească de apă la orice trebuințe domestice sau industriale, cu condițiune de a nu aduce un prejudiciu drepturilor celorlalți riverani. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1425; Duranton, V, No. 226; Demolombe, XI, No. 157; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 319, p.

164 nota 5; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 86; Dalloz, Rép., Servitude, No. 215; Suppl., Servitude, No. 61; Laurent, VII, No. 283; Huc, IV, No. 278; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 850; Planiol et Ripert, III, No. 495; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 740; Alexandresco, ed. 2-a, ed. III, partea I, p. 655).

**38.** Proprietarul al cărui fond este pe marginea unei ape curgătoare poate uză de apă ca și cum apa ar traversa proprietatea sa, prin aplicațiunea alinativului al doilea al art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.) dacă proprietarul de cealaltă parte a apei nu face nici o opunere. (Demolombe, I, No. 162; Dalloz, Rép., Servitude, No. 215; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 657, nota 2; Comp.: Laurent, VII, No. 284; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 850).

**39.** Proprietarul prin al cărui fond curge o apă are dreptul să întrebuițeze apa nu numai pentru irigațiune ci și pentru agrement, el având drepturi mai întinse decât proprietarul al cărui fond se mărginește numai cu apa curgătoare. (Duranton, V, No. 225; Demolombe, XI, No. 163, 164; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 84; Dalloz, Rép., Servitude, No. 220 urm.; Laurent, VII, No. 210; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 659; Contra: Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1427).

**40.** Potrivit dispozițiilor art. 644 al. 2 c. civ. fr. (582 al. 2 c. civ. rom.) proprietarul prin al cărui fond curge o apă are dreptul să-i schimbe cursul cu începere dela punctul de unde intră în proprietatea sa, însă cu obligațiunea de a-i lăsa cursul firesc la punctul de ieșire din proprietatea sa. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1429; Demolombe, XI, No. 167; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 84; Dalloz, Rép., Servitude, No. 220, 227; Laurent, VII, No. 287; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 659).

**41.** Proprietarul prin al cărui fond curge o apă curgătoare, după o părere, poate întrebuița apa pentru irigațiune aproape în totalitatea ei, fiind obligat numai de a-i lăsa cursul firesc apei ce a mai rămas neîntrebuițată, la ieșirea din proprietatea sa. (Delvincourt, I, p. 557, nota; Dalloz, Rép., Servitude, No. 221; Suppl., Servitude, No. 63).

**42.** După a doua părere, acest proprietar, nu poate întrebuița în totalitate apa, ci trebuie să respecte drepturile proprietarilor riverani inferiori. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1432; Merlin, Rép., Moulin, § 12; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 165, nota 12; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 84; Dalloz, Rép., Servitude, No. 221; Suppl., Servitude, No. 63; Laurent, VII, No. 286, 291; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 849; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 659).

**43.** După a treia părere, în ceea ce privește întrebuițarea apei curgătoare

se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) și tribunalele vor căuta să împace interesele tuturor riveranilor. (Demolombe, XI, No. 167; Dalloz, Rép., Servitude, No. 224, 227; Suppl., Servitude, No. 64; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 660).

**44.** Proprietarul al cărui fond este străbătut de o apă curgătoare, poate face în cursul apei, orice lucrări și baraje pentru întrebuițarea apei, el având în această privință mai multă putere decât proprietarul al cărui fond se află numai de o parte a apei curgătoare, cu condițiunea ca aceste lucrări să nu aducă prejudicii drepturilor celorlalți proprietari riverani superiori sau inferiori. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 227, 233; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 659, 660; Nacu, I, p. 874).

**45.** Dispozițiunile art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.) își gădesc aplicațiunea numai la apele curgătoare naturale iar nu și la canalele artificiale cari aparțin proprietarilor ce le-au făcut. (Demolombe, XI, No. 127; Mourlon, II, No. 593; Marcadé, Art. 644; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II No. 495 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 80, 81; Dalloz, Rép., Servitude, No. 240; Suppl., Servitude, No. 70; Huc, IV, 276; Laurent, VII, No. 260; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 845; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 653; Plastara, II, p. 288, nota 2).

**46.** Proprietarul unui canal artificial nu este obligat ca la esirea canalului din proprietate să lase apa proprietarilor fondurilor inferioare. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 70).

**47.** Deasemenea proprietarul pe al cărui fond trece un canal artificial care duce apa necesară unei mori a altui proprietar, nu are dreptul să întrebuițeze apa potrivit dispozițiilor art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.). (Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 164, nota 4; Marcadé, Art. 644; Dalloz, Rép., Servitude, No. 240; Suppl., Servitude, No. 71; Laurent, VII, No. 260, 263; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 846; Plastara, II, p. 289, notă).

**48.** Proprietarul pe al cărui fond trece un canal artificial care nu este proprietatea sa, nu poate întrebuița apa nici chiar pentru trebuințele domestice. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 73; Laurent, VII, No. 260, 263; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 846; Contra: Dalloz, Rép., Servitude, No. 241; Suppl., Servitude, No. 72).

**49.** Prin canal artificial se înțelege acel care este făcut în întregime de mâna omului, iar nu acel care este opera naturii, însă este numai canalizat prin lucrări făcute în cursul său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, nota 7, p. 81; Dalloz, Rép., Servitude, No. 242; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 653, nota 3; Plastara, II, p. 288, nota 2, 289, notă).

**50.** Când proprietarii riverani ai canalului artificial sunt în același timp și



proprietari riverani ai apei curgătoare care alimentează cu apă canalul, ei se pot servi de apele canalului. (Daloz, Rép., Servitude, No. 240).

**51.** Cu toate că în principiu, apa unui canal artificial aparține proprietarului acestui canal, totuși riveranii canalului pot dobândi prin titlu dreptul de a se folosi de apele lui. (Daloz, Rép., Servitude, No. 224; Suppl., Servitude, No. 74).

**52.** Tribunalele vor aprecia și vor interpreta, în mod suveran, titlurile cari stabilesc drepturilor proprietarilor riverani ai canalului artificial de a întrebuița apele acestui canal. (Daloz, Rép., Servitude, No. 245).

**53.** Proprietarii riverani ai unui canal artificial pot dobândi prin prescripție, ca și la apa izvoarelor, dreptul de a întrebuița apa canalului. (Daloz, Rép., Servitude, No. 244; Suppl., Servitude, No. 49, 74).

**54.** Pentru prescripție, se cere ca proprietarii riverani să fi stabilit conform dispozițiilor art. 642 c. civ. fr. (580 c. civ. rom.) pe însăși canalul artificial, lucrări aparente și permanente. (Daloz, Rép., Servitude, No. 245, 246; Suppl., Servitude, No. 74).

**55.** Dispozițiunile art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea la apa iazurilor artificiale care aparține proprietarilor cari au făcut iazurile. (Proudhon, Du domaine public, IV, No. 1422; Demolombe, XI, No. 122; Marcadé, Art. 644; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 80; Daloz, Rép. Eaux, No. 251; Suppl., Eaux, No. 228; Laurent, VII, No. 249; Huc,

IV, No. 276; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 845; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 653).

**56.** Când însă iazul este format din o apă curgătoare care traversează fondul proprietarului iazului sau este format în parte din o apă curgătoare și în parte din apele aparținând acestui proprietar, dispozițiile art. 644 c. civ. fr. (582 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și el este obligat ca și la un curs de apă curgătoare, să-l lase cursul firesc la eșirea din proprietatea sa. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 80; Daloz, Rép., Eaux, No. 261, 263; Suppl., Eaux, No. 229; Laurent, VII, No. 250; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 845).

**57.** Proprietarul unui iaz artificial are dreptul să dispue de apele iazului, fie în folosul proprietarilor riverani, fie în folosul terților neriverani. (Daloz, Rép., Suppl., Eaux, No. 232).

**58.** Proprietarul unui iaz artificial are dreptul să întrebuițeze apa iazului în totalitatea sa sau să dispue secarea apei chiar dacă ea eră întrebuițată de proprietarii riverani, afară de cazul când acești proprietari riverani au dobândit vreun drept asupra apei prin titlu sau prescripție. (Daloz, Rép., Suppl., Eaux, No. 232).

**59.** Proprietarul unui iaz artificial alimentat de un izvor, care a secat iazul, lăsând izvorul să curgă pe fondurile inferioare, are dreptul să formeze din nou iazul cu apa izvorului, fără ca proprietarii inferiori să se poată opune. (Daloz, Rép., Eaux, No. 263).

**Art. 583.** — De se ridică vreo contestațiune între proprietarii căror aceste ape pot fi trebuincioase, tribunalele, la darea hotărârii, sunt datoare să caute a împacă interesul agriculturii cu respectul cuvenit proprietății, observând întotdeauna regulamentele particulare și locale asupra curgerii și uzului apelor. (Civ. 4, 582, 969; Civ. Fr. 645).

*Text. fr. Art. 645.* — S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété, et dans tous les cas, les réglemens particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Agricultură 11.  
Apă curgătoare 1-4, 7, 23.  
Apă de ploae 7, 8.  
Aprecie suverană 15.  
Autoritate administrativă 18, 22, 23.  
Canal 7.  
Casație 15.  
Competență 1.  
Contestație 1 urm.  
Convențiune 17, 19.  
Deciziune 22.  
Destinație 21.  
Expertiză 16.  
Folosința apei 1 urm.  
Hotărâre 2, 14, 15.  
Iaz 5, 8.  
Indoială 19.  
Industrie 11.  
Interes 11.  
Interpretare 19.  
Izvor 6, 8.  
Lucrări 14.  
Părinte de familie 21.  
Ploae 7, 8.  
Prescripție 8, 20.  
Proprietar riveran 1, 2, 8,

9, 10, 14, 16, 17, 20.  
Râuri nenavigabile și neplutitoare 1, 4.  
Recurs 15.  
Regulamente locale 12, 13, 18, 23, 24.  
Regulamente particulare 12, 13, 17, 18, 20, 21, 22.  
Revocabilitate 2.  
Riverani 1, 2, 8, 9, 10, 14, 16, 17, 20.  
Servitude 1 urm.  
Suverană apreciere 15.  
Titlu 8, 17, 19.  
Tribunale de județ 1.

Doctrină.

**1.** Judecarea contestațiilor privitoare la drepturile respective ale proprietarilor riverani cu privire la folosința apei din

răurile nenavigabile și neplutitoare, intră în competența instanțelor judecătorești și anume a tribunalelor de județ. (Daloz, Rép., Eaux, No. 561; Suppl., Eaux No. 508; Servitude, No. 102; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 856; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 660, 661; Comp.: Plastara, II, p. 289).

**2.** Hotărîrea pronunțată de o instanță judecătorească asupra contestației cu privire la folosința apei între proprietarii riverani este revocabilă dacă ulterior se ivesc necesități noi născute dintr-o situație nouă. (Demolombe, XI, No. 198; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 100; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 97, 100; Laurent, VII, No. 353; Huc, IV, No. 295; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 860; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 662).

**3.** Dispozițiunile art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la apele curgătoare. (Daloz, Rép., Servitude, No. 306).

**4.** Dispozițiunile art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la apele curgătoare cari nu sunt nici navigabile nici plutitoare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 652).

**5.** Dispozițiunile art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea la apele stătătoare cum sunt iazurile. (Daloz, Rép., Eaux, No. 269; Suppl., Eaux, No. 101).

**6.** Deasemenea nu-și găsesc aplicațiunea la apele de izvor. (Daloz, Rép., Servitude, No. 313; Suppl., Servitude, No. 101).

**7.** Deasemenea nu-și găsesc aplicațiunea la apele de ploae, chiar dacă ar fi strânse într'un canal, dacă nu formează o apă curgătoare. (Demolombe, XI, No. 106, 118, 121; Mourlon, I, No. 1689; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 495 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 80; Daloz, Rép., Servitude, No. 315; Laurent, VII, No. 228; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 650).

**8.** Dacă însă proprietarii vecini posedă un titlu sau pot invoca prescripțiunea și nu se poate stabili modul de folosință al apelor din iazuri, apele din izvor sau apa de ploae, dispozițiunile art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) își vor găsi aplicațiunea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 314).

**9.** Dispozițiunile art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) cu privire la regularea folosinței apelor își găsesc aplicațiunea numai la contestațiunile ivite între proprietarii riverani. (Daloz, Rép., Servitude, No. 317; Suppl., Servitude, No. 104; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 858; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 660, 661; Nacu, I, p. 875).

**10.** Litișul se va purta numai între riveranii între cari există contestația; dacă însă tribunalul găsește necesară și prezența celorlalți riverani, el poate ordona punerea și a lor în cauză. (Demolombe, XI, No. 190 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, nota 47, p. 98; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 103; Laurent,

VII, No. 342; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 660, nota 4).

**11.** Potrivit dispozițiunilor art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) tribunalele vor căuta să împace interesele agriculturii cu respectul convenit proprietății. Cuvântul: «agricultură» nu este limitativ, ci numai enunțativ și dispozițiunile acestui articol se aplică și la folosința apei cu privire la interele unei industrii. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 496 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, nota 48 ter, p. 98; Daloz, Rép., Servitude, No. 311; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 660, nota 2, 661; Comp.: Nacu, I, p. 875).

**12.** Potrivit dispozițiunilor art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) tribunalele în judecarea contestațiunilor trebuiesc să respecte totdeauna regulamentele particulare și locale asupra curgerii și uzului apelor. Prin urmare după acest articol pot exista trei situațiuni: 1) situația când nu există nici un regulament; 2) situațiunea când există un regulament particular; 3) situațiunea când există un regulament local. (Daloz, Rép., Servitude, No. 319; Suppl., Servitude, No. 105; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 660 urm.; Matei Cantacuzino, p. 156, 157; Comp.: Plastara, II, p. 290).

**13.** În cazul când nu există nici un regulament, tribunalele vor judeca contestațiunile potrivit regulilor stabilite de art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Servitude, No. 320, 321; Suppl., Servitude, No. 106; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 662).

**14.** Tribunalele în judecarea contestațiunilor ivite între riverani, prin hotărîrile ce vor pronunța vor determina drepturile respective ale părților, vor regula modul de folosință a apelor și vor ordona facerea lucrărilor pentru a garanta această folosință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 100; Daloz, Rép., Servitude, No. 320; Suppl., Servitude, No. 106, 111; Laurent, VII, No. 346; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 857; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 661, 662).

**15.** Hotărîrile tribunalelor pronunțate în conformitate cu regulile prevăzute de art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) scapă cenzurii instanței de casare. (Toullier, III, No. 136; Duranton, V, No. 216, 217; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 216, p. 100; Daloz, Rép., Servitude, No. 307; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 857; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 661, text și nota 4).

**16.** Pentru judecarea contestațiunilor dintre proprietarii riverani cu privire la folosința apei, tribunalele vor putea ordona facerea unei expertize. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 98).

**17.** Regulamentele particulare după o părere, nu emană dela autoritățile publice, ci dela părțile interesate. Astfel riveranii pot încheia între ei o convențiune pentru stabilirea drepturilor lor respec-

tive. (Demolombe, XI, No. 191; Dalloz, Rép., Servitude, No. 326, 328; Suppl., Servitude, No. 108; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3, 662; Plastara, II, p. 239, nota).

**18.** După altă părere, prin regulamente particulare, ca și regulamentele locale, se înțeleg regulamentele făcute de autoritățile administrative. (Laurent, VII, No. 348).

**19.** Tribunalele au dreptul să interprete titlul convenției, când este îndoielă asupra sensului clauzelor ce le cuprinde; dacă însă sensul clauzelor este clar și formal, tribunalele sunt obligate a le aplica fără nici o modificare. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 326 urm.; Suppl., Servitude, No. 108; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862).

**20.** Beneficiul prescripției ce poate fi invocat de un riveran, constituie deasemenea un regulament particular. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 108; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 662).

**21.** Destinația părintelui de familie, poate deasemenea constitui un regulament particular. (Proudhon, Du domaine

public, V, No. 1512; Demolombe, XI, No. 191; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 100; Dalloz, Rép., Servitude, No. 328; Suppl., Servitude, No. 108; Laurent, VII, No. 344; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 662).

**22.** Deciziunile, autorizațiile sau permisiunile autorităților administrative cari au de obiect un interes industrial, chiar dacă ar fi calificate ca regulamente, nu pot fi considerate ca regulamente particulare. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 868).

**23.** Prin regulamente locale, art. 645 c. civ. fr. (583 c. civ. rom.) înțelege regulamentele administrative, stabilite pentru toată întinderea sau pentru o parte din parcursul apei curgătoare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 246, p. 99; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 862; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 663).

**24.** Tribunalele sunt obligate să aplice regulamentele locale, fără a avea dreptul de control asupra lor. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 332; Suppl., Servitude, No. 112 urm.; Comp.: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 866).

**Art. 584.** — Orice proprietar poate îndatoră pe vecinul său la grănițuirea proprietății lipite cu a sa; cheltuelile grănițuiri se vor face pe jumătate. (Civ. 600, 728 urm.; Pr. civ. 745; C. pen. 321, 355 356; L. jud. de ocoale 32; L. rurală din 1864, Art. 15, 17; Regulamentul pentru facerea și executarea hotărnicilor; Civ. Fr. 646).

*Text. fr. Art. 646.* — Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs.

## INDEX ALFABETIC

¶(la doctrină).

Absență 43, 49, 50, 53  
Act, a se vedeă cuvântul: „Titlu”.  
Act de administrație 42.  
Acțiune în grănițuire 5-8, 10, 15, 16, 17, 22, 23, 25-53, 68, 69.  
Acțiune în revendicare 7, 8, 15.  
Acțiune petitorie 5.  
Acțiune posesorie 6.  
Antichreză 38, 39.  
Aprecieri 57, 63.  
Arbori 61.  
Arendare, a se vedeă cuvântul: „Locațiune”.  
Autoritate de lucru judecat 8, 27, 31, 34.  
Barbat 40-44.  
Barieră 13.  
Capacitate 70.  
Cheltueli 67, 68, 69.  
Comună 2.  
Consiliu de familie 45.  
Consiliu judiciar 51.  
Construcție 13, 16.  
Convenție, a se vedeă cuvântul: „Titlu” și 9, 10 bis, 53, 70.  
Copaci 61.  
Coproproprietari 24, 36.  
Curator 46, 47, 49.  
Definiție 1.  
Dotă 40-44.  
Dovadă 7, 52, 53, 60.  
Drept personal 37.  
Drept real 25, 32.  
Drum privat 21, 61.  
Drum public 20, 61.  
Efect declarativ 9.  
Emancipare 46, 47.  
Embatic 34, 35.  
Eroare 14.  
Expertiză 65.  
Femece 40-44.  
Fond rural 15.  
Fond urban 15.  
Fructe 33.  
Gard 13.  
Grănițuire 1 urm.  
Hotare 67.  
Hotărire 8, 9, 27, 34.  
Inchiriere, a se vedeă cuvântul: „Locațiune”.  
Indiviziune 24.  
Intențiune 30.  
Interogator 53, 62, 63.  
Interpretare 54, 63.  
Intervențiune 30.  
Județ 2.

Jurământ 53, 64.  
Locațiune 37.  
Marturi 53, 60.  
Mărturisire 53, 62, 63.  
Măsurătoare 69.  
Minoritate 45, 46, 47.  
Nud proprietar 27-31.  
Nulitate 10 bis.  
Părau 19, 61.  
Persoană fizică 2.  
Persoană morală 2.  
Personal drept 37.  
Posesiune 5, 56, 58, 60, 61, 64.  
Prejudiciu 31.  
Prescripție 5, 10, 11, 14, 66.  
Prezumțiuni 53, 61.  
Probă 7, 52, 53, 60.  
Răpi 61.

Rău plutitor și navigabil 18.  
Real drept 25, 32.  
Revendicare 7, 8, 15.  
Rural fond 15.  
Sarcină 4.  
Semne 1, 12, 13, 14.  
Separație de bunuri 44.  
Servitude 3, 4.  
Stabiliment public 2.  
Stat 2.  
Strămutarea hotarelor 6.  
Terțe persoane 56.  
Titlu 5, 53-59, 61, 66.  
Transcriere 9.  
Tutelă 45.  
Urban fond 15.  
Uz 32, 33.  
Uzfruct 26-31.  
Vecinătate 10 bis, 17, 22, 27.

## Doctrină.

**1.** Grănițuirea este o operațiune care are de scop să fixeze linia de separație a două fonduri de pământ prin ajutorul unor semne materiale. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 1; Planiol et Ripert, III, No. 431; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 760;

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 664; Nacu, I, p. 875, 876; Matei Cantacuz, no. p. 154).

**2.** Grănițuirea poate fi cerută de orice persoană fizică sau morală în contra oricărui vecin fie particular, stat, comună, județ, sau orice stabiliment public. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 335; Planiol et Ripert, III, No. 435; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 665).

**3.** Grănițuirea, deși tratată de legiuitor la titlul servituților, totuși nu este o adevărată servitute, deoarece nu există nici fond dominant, nici fond aservit. (Daloz, Rép., Bornage, No. 9; Servitute, No. 361; Planiol et Ripert, III, No. 430; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 667).

**4.** Legiuitorul a tratat despre grănițuire la titlul servituților deoarece grănițuirea este un fel de sarcină a fondului întrucât fiecare proprietar este obligat s'o suporte. (Daloz, Rép., Bornage, No. 9; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 901; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 667, 668).

**5.** Acțiunea în grănițuire a proprietăților este, o acțiune petitorie deoarece nu se bazează pe posesiune ci pe dreptul de proprietate al părților stabilit prin titlurile lor sau prin posesiunea de lungă durată translativă de proprietate. (Daloz, Rép., Bornage, No. 10; Suppl., Bornage, No. 3; Planiol et Ripert, III, No. 432; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 674; Matei Cantacuzino, p. 154).

**6.** Acțiunea în grănițuire nu se poate confunda cu acțiunea privitoare la strămutarea sau suprimarea hotarelor care este o acțiune posesorie și care nu poate fi introdusă decât în termen de un an. (Demolombe XI, No. 246; Daloz, Rép., Action, possessoire, No. 62; Servitute, No. 375; Suppl., Bornage, No. 3, 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 674).

**7.** Acțiunea în grănițuire se deosebește de acțiunea în revendicare, deoarece în prima acțiune nu se contestă dreptul de proprietate, ci numai întinderea terenurilor pe când în cea de a doua reclamantul trebuie să dovedească în mod direct însuși dreptul său de proprietate asupra terenului ce-l revendică. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 337; Daloz, Rép., Bornage, No. 5, 12; Suppl., Bornage, No. 5; Laurent, VII, No. 433; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 902 urm.; Planiol et Ripert, III, No. 432; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 666, nota 2; Plastara, II, p. 290, nota 1).

**8.** Grănițuirea își produce efectele numai în privința delimitării proprietăților vecine și cel care a cerut și obținut grănițuirea poate introduce mai târziu o acțiunea în revendicare, fără a i se putea opune autoritatea de lucru judecat scoasă din hotărîrea de grănițuire, deoarece acțiunea de revendicare este o acțiune nouă și prin hotărîrea de grănițuire instanța de judecată nu s'a pronunțat asupra pro-

prietății. (Laurent, VII, No. 436; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 675; Matei Cantacuzino, p. 154).

**9.** Convenția sau hotărîrea care stabilesc grănițuirea nu trebuie transcrise, deoarece ele au efecte declarative de drepturi iar nu translativ de drepturi. (Huc, IV, No. 308; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 675, nota 2).

**10.** Grănițuirea proprietăților poate fi cerută oricât timp ar trece fără ca ele să fie despărțite deoarece acțiunea în grănițuire nu poate fi prescrisă. (Toullier, III, No. 170; Duranton, V, No. 245; Demolombe, XI, No. 241; Troplong, Prescription, I, No. 119; Mourlon, I, No. 1706; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 344; Daloz, Rép., Bornage, No. 13; Laurent, VII, No. 424; Huc, IV, No. 299; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 917; Planiol, I, No. 2372; Planiol et Ripert, III, No. 432, 433; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 668; Plastara, II, p. 290, nota 1).

**10 bis.** Orice convenție prin care doi vecini s'ar obliga să nu ceară grănițuirea este nulă. (Demolombe, XI, No. 241; Nacu, I, p. 876; Plastara, II, p. 290, nota 1).

**11.** Dacă unul dintre vecini a posedat mai mult decât îi dădea dreptul titlul său, și a prescris acest surplus, cu ocazia grănițuirii, terenul prescris nu-i va putea fi luat înapoi. (Daloz, Rép., Bornage, No. 13).

**12.** Grănițuirea poate fi cerută chiar dacă nu există nici o contestație cu privire la limitele proprietăților, deoarece ea are de scop numai despărțirea proprietăților prin semne materiale. (Daloz, Rép., Bornage, No. 18; Suppl., Bornage, No. 12; Planiol et Ripert, III, No. 433).

**13.** Chiar dacă între proprietăți ar exista un gard, o barieră sau o construcție grănițuirea poate fi cerută, dacă aceste împrejurări nu au fost făcute în mod contradictor între proprietari și dacă ele nu ar prezenta caracterele semnelor de delimitare obișnuite. (Duranton, V, No. 259; Demolombe, XI, No. 268; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 320, p. 167; Daloz, Rép., Bornage, No. 19; Suppl., Bornage, No. 12; Laurent, VII, No. 419, 420; Huc, IV, No. 298; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 910; Planiol, I, No. 2372; Planiol et Ripert, III, No. 433; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 665, 666).

**14.** Dacă se dovedește că semnele de hotare au fost așezate din eroare, proprietarul prejudiciat are dreptul să ceară schimbarea lor, dacă nu se poate opune prescripția. (Daloz, Rép., Bornage, No. 47; Suppl., Bornage, No. 28; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 666, 667).

**15.** Acțiunea în grănițuire își găsește aplicațiunea numai la fonduri rurale; între fonduri urbane terenul uzurpat nu se poate reclama decât prin acțiunea în revendicare. (Demolombe, XI, No. 264, 268;

Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 337; Dalloz, Rép., Bornage, No. 14; Suppl., Bornage, No. 7; Laurent, VII, No. 418; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 664, nota 1, 670).

**16.** Cu toate acestea chiar dacă pe terenuri se află clădiri, aceste terenuri se pot delimita prin acțiunea în grănițuire în cazul când construcțiile aflate pe ambele fonduri sunt separate prin bucăți de teren fără construcțiuni deoarece acțiunea în grănițuire nu poate fi introdusă numai în cazul când construcțiile de pe ambele fonduri sunt alipite. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 337; Dalloz, Rép., Bornage, No. 14; Suppl., Bornage, No. 7; Laurent, VII, No. 418; Huc, IV, No. 299; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 910; Planiol et Ripert, III, No. 433; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 670, nota 2).

**17.** Pentru admisibilitatea acțiunii în grănițuire, trebuie ca ambele fonduri să fie alipite unul de altul. (Demolombe, XI, No. 266; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 337, 338; Dalloz, Rép., Bornage, No. 15; Suppl., Bornage, No. 8; Laurent, VII, No. 418; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 908; Planiol et Ripert, III, No. 433; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 665, 670, text și nota 1).

**18.** Nu poate fi cerută grănițuirea când între proprietăți există un râu natural navigabil sau plutitor. (Demolombe, XI, No. 266; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 337; Dalloz, Rép., Bornage, No. 15; Suppl., Bornage, No. 8; Laurent, VII, No. 418; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 908; Planiol et Ripert, III, No. 433; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 670, nota 1).

**19.** Un simplu părau nu împiedecă grănițuirea deoarece el nu formează o limită fixă între proprietăți. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 15; Planiol et Ripert, III, No. 433; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 665, nota 4, 670, nota 1).

**20.** Când între proprietăți există un drum public, nu poate fi cerută grănițuirea. (Demolombe, XI, No. 266; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 337; Dalloz, Rép., Bornage, No. 16; Suppl., Bornage, No. 8; Laurent, VII, No. 418; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 908; Planiol et Ripert, III, No. 433; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 670, nota 1).

**21.** Un drum privat nu împiedecă grănițuire deoarece el este presupus că face parte din unul dintre fonduri. (Demolombe, XI, No. 266; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 338; Dalloz, Rép., Bornage, No. 16; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 908; Planiol et Ripert, III, No. 433).

**22.** Cu ocazia judecării acțiunii în grănițuire între doi proprietari ai fondurilor alipite pot fi chemați în cauză și proprietarii fondurilor vecine pentru a se putea stabili întinderea proprietăților respective. (Toullier, III, No. 178; Demolombe, XI, No. 267; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, §

199, p. 338; Dalloz, Rép., Servitude, No. 364; Suppl., Bornage, No. 9; Huc, IV, No. 302; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 909; Planiol et Ripert, III, No. 437; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 672, text și nota 3).

**23.** Pentru admisibilitatea acțiunii în grănițuire trebuie ca proprietățile alipite să aparție la proprietari diferiți. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 17; Suppl., Bornage, No. 10; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 670).

**24.** Grănițuirea nu poate fi admisă între comuniști, însă ea poate fi admisă între fondul comun și un alt fond care e proprietatea exclusivă a unuia dintre comuniști. (Demolombe, XI, No. 265; Dalloz, Rép., Bornage, No. 17; Laurent, VII, No. 418; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 670, 671).

**25.** Acțiunea în grănițuire poate fi introdusă nu numai de proprietarul unui fond alipit, ci și de orice persoană care are un drept real asupra acestui fond. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 22; Servitude, No. 362; Suppl., Bornage, No. 13; Planiol et Ripert, III, No. 434; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 671).

**26.** Acțiunea în grănițuire, după părerea dominantă aparține și uzufructuarului. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1243; Duranton, V, No. 257; Demolombe, XI, No. 257; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 500 bis, IV; Marcadé, Art. 646, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 338; Dalloz, Rép., Bornage, No. 23; Suppl., Bornage, No. 14; Laurent, VII, No. 424; Huc, IV, No. 302; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 905; Planiol et Ripert, III, No. 434; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 671).

**27.** Vecinul acționat în grănițuire de către uzufructuar, are dreptul să ceară punerea în cauză a nudului proprietar, pentru a-i fi opozabilă hotărîrea obținută, căci în caz contrar, grănițuirea nu este opozabilă decât uzufructuarului. (Marcadé, Art. 646; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 781, 782; Suppl., Bornage, No. 14; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 905; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 671; Comp.: Proudhon, Usufruit, III, No. 1243).

**28.** După altă părere uzufructuarul nu are dreptul să introducă acțiunea în grănițuire, însă are dreptul să conștrângă pe nudul proprietar să ceară grănițuirea proprietății supusă uzufructului. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 23; Suppl., Bornage, No. 14).

**29.** Nudul proprietar are dreptul să ceară, în timpul uzufructului, grănițuirea proprietății. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 23; Servitude, No. 362; Usufruit, No. 781).

**30.** În acțiunea de grănițuire dintre nudul proprietar și un vecin, uzufructuarul are dreptul să facă cerere de intervențiune. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1243; Dalloz, Rép., Usufruit, No. 782).

**31.** În cazul când grănițuirea s'a făcut în timpul uzufructului între nudul

proprietar și un vecin, fără chemarea în cauză a uzufructuarului, acesta are dreptul să ceară facerea unei noi grănițuri dacă a încercat un prejudiciu însemnat, întrucât grănițuirea făcută nu e opozabilă decât nudului proprietar. (Proudhon. Usufruit, III, No. 1243, Dalloz, Rép., Usufruit, No. 782).

**32.** Uzuarul care are un drept real asupra imobilului supus dreptului de uz, poate introduce acțiune în grănițuire. (Duranton, V, No. 257; Demolombe, XI, No. 257; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 500 bis, IV; Marcadé, Art. 646; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 338; Dalloz, Rép., Bornage, No. 23; Servitude, No. 362; Laurent, VII, No. 424; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 905; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 671).

**33.** După altă părere, numai uzuarul care posedă imobilul are dreptul să introducă acțiune în grănițuire, cel care primește fructele dela proprietar nu are acest drept. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 167; Dalloz, Rép., Servitude, No. 362).

**34.** Embaticarul, după o părere, are dreptul să introducă acțiune în grănițuire, însă pentru ca hotărîrea să fie opozabilă și proprietarului imobilului embaticar, trebuie să ceară punerea în cauză și a acestuia. (Duranton, V, No. 257; Demolombe, XI, No. 257; Marcadé, Art. 646, No. 3; Dalloz, Rép., Bornage, No. 23; Servitude No. 362; Laurent, VII, No. 424; Planiol et Ripert, III, No. 434; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 671).

**35.** După altă părere, embaticarul nu are dreptul să introducă acțiune în grănițuirea imobilului embaticar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, nota 13, p. 338, § 224 bis; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 500 bis, IV).

**36.** Unul dintre coproprietari are dreptul să introducă acțiune în grănițuire fără să fie nevoie să ceară asentimentul celorlalți copărtași. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 23; Servitude, No. 362; Laurent, VII, No. 422; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 905; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 671).

**37.** Arendașul nu poate introduce acțiune în grănițuirea imobilului arendat, deoarece asupra acestui imobil el nu are un drept real, ci are un drept personal în contra proprietarului pentru a-l sili să-i predea folosința imobilului arendat. (Toullier, III, No. 181; Demolombe, XI, No. 258; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 500 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 338; Dalloz, Rép., Bornage, No. 24; Laurent, VII, No. 424; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 905; Planiol, I, No. 1373; Planiol et Ripert, III, No. 434; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 672).

**38.** Creditorul antichezist după o părere, nu poate introduce acțiune în grănițuirea imobilului ce i s'a dat în anticheză. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 338, text și nota 13).

**39.** După altă părere, creditorul antichezist are dreptul să introducă acțiunea în grănițuire. (Demolombe, XI, No. 257; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 500 bis, IV; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 672).

**40.** Bărbatul care are administrația imobilelor femeii sale, după o părere, nu poate introduce singur acțiune în grănițuire, ci în cauză trebuiește introdusă și femeea. (Dalloz, Rép., Suppl., Bornage, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 672, notă, 673).

**41.** După a doua părere, când nu se ridică nici o contestațiune asupra proprietății sau titlurilor, bărbatul care administrează imobilele femeii sale, are dreptul să introducă singur acțiunea în grănițuire. (Duranton, V, No. 258; Demolombe, XI, No. 260 urm.; Dalloz, Rép., Bornage, No. 23; Servitude, No. 362; Suppl., Bornage, No. 15; Planiol et Ripert, III, No. 434; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 339; Laurent, VII, No. 426).

**42.** După a treia părere, acțiunea în grănițuire fiind un act de administrație, bărbatul care administrează imobilele femeii sale, are dreptul s'o introducă; dacă însă cu ocazia judecării acestei acțiuni se ridică în mod incidental o chestiune de proprietate, se va introduce în cauză și femeea. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 167; Dalloz, Rép., Servitude, No. 362; Huc, IV, No. 302; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 906).

**43.** Bărbatul dotal, având dreptul să introducă orice acțiune petitorie și imobiliară cu privire la bunurile dotale, are dreptul să introducă singur acțiunea în grănițuire. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 339; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 15; Planiol et Ripert, III, No. 434).

**44.** Dacă există separație de bunuri între soți, bărbatul nu mai are dreptul să introducă acțiunea în grănițuire cu privire la bunurile dotale ale femeii sale. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 362; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 906).

**45.** Tutorul poate introduce acțiune în grănițuire, fără autorizația consiliului de familie, dacă nu se ridică nici o contestațiune asupra proprietății sau titlurilor; în cazul contrar el va avea nevoie de această autorizație. (Demolombe, XI, No. 261; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 339; Dalloz, Rép., Servitude, No. 363; Suppl., Bornage, No. 16; Laurent, VII, No. 426; Planiol et Ripert, III, No. 434; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 673).

**46.** Minorul emancipat, după o părere, poate introduce acțiune în grănițuire, fără asistența curatorului său, dacă nu se ridică nici o contestațiune asupra proprietății sau titlurilor; în cazul contrar el va avea nevoie de această asistență. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 339; Dalloz, Rép., Suppl., Bornage, No. 16; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 673).

**47.** După altă părere, minorul eman-

cipat va avea nevoie totdeauna de asistența curatorului său pentru a introduce acțiune în grănițuire. (Demolombe, XI, No. 261; Dalloz, Rép., Suppl., Bornage, No. 16; Planiol et Ripert, III, No. 434).

**48.** Cei trimiși în posesiune definitivă asupra bunurilor unui absent, au dreptul să introducă acțiune în grănițuire. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 23).

**49.** Curatorul bunurilor unei persoane presupuse absentă, trebuie să obțină autorizația justiției, pentru a putea introduce acțiunea în grănițuire. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 24).

**50.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor unui absent, trebuie să obțină autorizația justiției pentru a putea introduce acțiune în grănițuire. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 24).

**51.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are nevoie de asistența consilierului său pentru a putea introduce acțiune în grănițuire. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 24; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 906; Planiol et Ripert, III, No. 434).

**52.** Deoarece în acțiunea de grănițuire ambele părți sunt respectiv reclamante, ambele trebuie să facă dovada pretențiilor lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, p. 337; Dalloz, Rép., Servitude, No. 365; Suppl., Bornage, No. 24; Laurent, VII, No. 433; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 903; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 154).

**53.** Dovada pretențiilor în acțiunea în grănițuire se va face potrivit dreptului comun adică, prin acte, martori, prezumpțiuni, mărturisire și jurământ. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 40; Planiol et Ripert, III, No. 436; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 669).

**54.** Actele prezentate de părți vor fi interpretate de către judecători potrivit dispozițiilor art. 1156 c. civ. fr. (977 c. civ. rom.) adică după intențiunea comună a părților contractante, iar nu după sensul literal al termenilor. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 41).

**55.** În cazul când se produce un titlu care emană de la autorul comun în care se prevede lămurit limitele proprietăților ambelor părți litigante, tribunalele se vor conforma acestui titlu dacă părțile nu i-au modificat clauzele prin o convențiune încheiată între ele. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 41).

**56.** Când titlurile prezentate de una dintre părți emană de la o terță persoană, la care cealaltă parte litigantă nu a luat parte, după o părere, ele nu-i opozabile dacă nu sunt sprijinite pe posesiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Bornage, No. 26).

**57.** După altă părere, tribunalele vor aprecia care este forța probantă a titlurilor la care nu a luat parte decât partea litigantă care le invoacă. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 41, 42; Suppl., Bornage, No. 25; Planiol et Ripert, III, No. 436).

**58.** În cazul când în titluri se prevăd în mod precis limitele proprietăților,

tribunalele vor lua în considerație aceste limite, chiar dacă în titluri se prevede și întinderea proprietăților care nu este conformă cu posesiunea. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 43).

**59.** În cazul când există două titluri din care unul arată cu precizie întinderea fiecărei proprietăți iar în celalt se arată întinderea în mod aproximativ, va fi preferit titlul întâi. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 43; Comp.: Toullier, III, No. 176; Duranton, V, No. 260).

**60.** Dovada cu martori este admisibilă conform principiilor din dreptul comun. Astfel posesiunea poate fi dovedită cu martori, în cazul când duce la soluționarea litigiului între părți. (Delvincourt, I, p. 344, No. 8; Toullier, III, No. 175, 176; Dalloz, Rép., Bornage, No. 49, 50).

**61.** Prezumpțiunile sunt admisibile pentru a completa înțelesul titlurilor și caracterul posesiunii. Prezumpțiunile pot rezultă din indicațiile produse de arbori, drumuri, râpi, părae, etc. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 55).

**62.** Mărturisirea este proba cea mai bună în materie de grănițuire. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 56).

**63.** Tribunalele vor aprecia și vor interpreta în mod suveran mărturisirile făcute de părțile litigante. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 57).

**64.** În materie de grănițuire, jurământul poate fi deferit potrivit dispozițiilor art. 1358 urm. și 1366 urm. c. civ. fr. (1208 urm. și 1219 urm. c. civ. rom.) asupra faptelor de posesiune. (Dalloz, Rép., Bornage, No. 58).

**65.** În materie de grănițuire judecata se poate întemeia pe raportul făcut de experți aleși de părți sau numiți din oficiu. (Demolombe, XI, No. 272 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 669).

**66.** Chiar dacă există titluri, ele vor fi înlăturate în caz când se dovedește prescripțiunea de treizeci ani. (Demolombe, XI, No. 272; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, text și nota 20, p. 345; Dalloz, Rép., Servitude, No. 369).

**67.** Cheltuelile grănițuierii adică a stabilirii hotarelor, se vor plăti de ambele părți pe jumătate, chiar dacă întinderea proprietăților lor nu ar fi egală. (Planiol et Ripert, III, No. 441; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 760; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 667; Nacu, I, p. 876).

**68.** Cheltuelile făcute cu ocazia acțiunii în grănițuire, se vor plăti potrivit dreptului comun de partea care va cădea în pretențiunile sale. (Mourlon, I, No. 1706; Marcadé, Art. 646; Laurent, VII, No. 435; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 918; Planiol, I, No. 2382; Planiol et Ripert, III, No. 441; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 760; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 667, nota 2).

**69.** După altă părere, cheltuelile de măsurătoare a proprietăților cu ocaziu-

nea judecării acțiunii în grănițuire, se vor plăti de fiecare parte în proporție cu întinderea proprietății sale. (Demolombe, XI, No. 277; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 199, text și nota 23, p. 346; Planiol et Ripert, III, No. 441; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 760).

**70.** Grănițuirea se poate face prin bună înțelegere între proprietarii vecini,

dacă ei sunt capabili de a dispune de dreptul lor; dacă nu se înțeleg sau unul dintre ei e incapabil, grănițuirea se va face numai prin justiție. (Planiol et Ripert, III, No. 431, 434; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 668, 669).

**71.** A se vedea: art. 585 din codul civil cu notele respective.

**Art. 585.** — Tot proprietarul își poate îngrădi proprietatea, afară de excepțiunea ce se face la art. 615<sup>1)</sup>. (Civ. 475, 480, 600, 602 urm., 612 urm., 616 urm.; C. pen. 312 § 4, 355 389 § 9; L. poliției rur. Art. 11, 12, 103 § 5, 7; Civ. Fr. 647).

*Text. fr. Art. 647.* — Tout propriétaire peut clore son héritage, sauf l'exception portée en l'article 682.

### Doctrină.

**1.** Dreptul de îngrădire este o consecință a dreptului de proprietate și nu are nici o legătură cu servituțile. (Daloz, Rép., Servitude, No. 378; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 678; Nacu, I, p. 876; Plastara, II, p. 291).

**2.** Dreptul de îngrădire al proprietății nu este anihilat de servitutea de trecere la un loc înfundat, care subsistă cu condițiunea ca trecerea să nu fie împiedecată nici incomodată. (Delvincourt, I, p. 388, note; Duranton, V, No. 263; Demolombe, XI, No. 283; XII, No. 632; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 501 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 272, 273; Daloz, Rép., Servitude, No. 380; Laurent, VII, No. 441; Huc, IV, No. 317; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 923; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 677, nota 2, 679; Comp.: Plastara, II, p. 291).

**3.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă îngrădirea împiedecă sau incomodează exercițiul servitutei de trecere la un loc înfundat. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 129).

**4.** Dreptul de îngrădire este imprescriptibil deoarece constituie o facultate care derivă din dreptul natural. (Trolong, Prescription, I, No. 118; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 676; Nacu, I, p. 876).

**5.** Proprietarul, după o părere, poate renunța la dreptul de a-și îngrădi proprietatea sa, deoarece acest drept este alienabil. (Demolombe, XI, No. 284; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 501 bis; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 676).

**6.** Renunțarea proprietarului la dreptul de a-și îngrădi proprietatea sa, trebuie să rezulte din o convențiune formală sau din stabilirea unei servituți al cărei exercițiu nu se poate concilia cu dreptul de îngrădire. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 677, nota).

**7.** După altă părere, orice convențiune prin care doi vecini s'ar obliga să nu-și îngrădească proprietatea este nulă deoarece aduce atingere ordinii sociale. (Demolombe, XI, No. 241; Nacu, I, p. 876; Plastara, II, p. 290, nota 1).

**8.** Dreptul proprietarului de a-și îngrădi proprietatea sa, prevăzut de art. 585 c. civ. rom., nu trebuie confundat cu dreptul proprietarului prevăzut de art. 600 c. civ. rom., de a obliga pe vecinul său în orașe de a contribui la construirea și repararea îngrădirii ce desparte proprietățile lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 677).

**9.** A se vedea: art. 584 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL II

### Despre servitudini stabilite de lege.

**Art. 586.** — Servitudinile stabilite de lege au de obiect utilitatea publică, sau a comunelor, ori acea a particularilor. (Civ. 577, 581, 587, 588; L. drumurilor, 12; L. agrară, 25; L. minelor; L. regimului apelor (Mon. Of. 137/924), Art. 27 urm.; Civ. Fr. 649).

<sup>1)</sup> Aci e o greșeală de tipar, căci art. 616 trebuie citat, după cum este și în art. francez corespunzător.



*Text. fr. Art. 649.* — Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

### Doctrină.

**1.** Regulele cuprinse în art. 586—619 c. civ. rom. sunt privitoare la obligațiunile sau sarcine ale proprietății impuse de lege din cauza vecinătății, iar nu servituți, după cum le numește în mod impropriu legea. (Colin et Capitant, ed. 4-a I, p. 763; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 686, nota 2; Plastara, II, p. 293).

**2.** Ca și în cazul exproprierei pentru utilitate publică, interesul public determină crearea de servituți, prin lege, asupra fondurilor persoanelor particulare. (Daloz, Rép., Servitude, No. 387).

**3.** Servituțile stabilite de lege sunt de două feluri: servituți cari au de obiect utilitatea publică sau a comunelor și cari derivă din situațiunea locurilor și servituți cari au de obiect utilitatea particularilor și cari derivă din vecinătatea fondurilor lor. (Daloz, Rép., Servitude, No. 387; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 686; Nacu, I, p. 896).

**4.** Legiuitorul a creat aceste servituți pentru a regulă efectele situațiunei locurilor și a vecinătăței proprietăților particularilor. (Daloz, Rép., Servitude, No. 387).

**Art. 587.** — Acele stabilite pentru utilitatea publică sau comunală, au de obiect cărarea sau poteca de lângă marginea râurilor navigabile sau flotabile, construcțiunea sau reparațiunea drumurilor sau alte lucrări publice sau comunale.

Tot ce privește acest fel de servitudini se determină de către legile sau regulamentele particulare. (Civ. 476, 495, 581, 586; L. drumurilor, Art. 12; L. regimului apelor (Mon. Of. 137/924), Art. 28 urm.; Civ. Fr. 650).

*Text. fr. Art. 650.* — Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marche-pied le long des rivières navigables ou flottables, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude est déterminé par des lois ou des règlements particuliers.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Administrative legi 1.	Plantații 11.
Aluviune 13, 14.	Plute, a se vedea cuvântul: „Vase“.
Aprecieri suverană 10.	Potecă 9—16.
Carare 9—16.	Prescripție 20, 21, 22.
Circulație 15.	Proprietari riverani 9, 11, 12, 13.
Comune 2, 17.	Râuri navigabile și plutitoare 9—16.
Conducerea vaselor 9, 11—16.	Regulamente administrative 1.
Consimțământ 18.	Reparații urgente 16.
Construcțiuni 11.	Riverani 9, 11, 12, 13.
Deosebiri 2.	Salubritate 4.
Derogare 19.	Săpături 11.
Despăgubiri 23, 24, 25.	Sarcine 1 urm.
Enumerare enunciativă 7.	Servituțe 1 urm.
Expropriere pentru cauză de utilitate publică 5, 23.	Stabilimente insalubre 4.
Fond aservit 18, 23.	Stabilimente publice 17.
Fond dominant 2.	~tat 12, 17.
Imobil 3, 17.	Stingere, a se vedea cuvântul: „Prescripție“.
Impozit funciar 6.	Suverană apreciere 10.
Insalubritate 4.	Tărături 9—16.
Interes public 2, 8, 19, 20.	Taxă 12.
Județ 17.	Utilitate comunală 2, 17.
Lărgimea cărării 10.	Utilitate publică 2, 3, 5, 7, 17—25.
Legi administrative 1.	Vase 9, 11—16.
Maluri 9—16.	
Mărfuri 15, 16.	
Obligație de a face 2, 3.	
Ordine publică 19.	
Pescuire 13.	

### Doctrină.

**1.** Sarcinele prevăzute de art. 650 c. civ. fr. (587 c. civ. rom.) aparțin legilor și regulamentelor administrative, iar nu dreptului civil. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1712; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 687).

**2.** Servituțile stabilite de lege cari au de obiect utilitatea publică sau a comunelor se deosebesc de servituțile propriu zise prin faptul că ele, de cele mai multe ori, consistă în o obligație de a face impusă proprietarului unui fond, iar nu însăși proprietății și nu există fond dominant, deoarece sunt stabilite în interesul public, iar nu în interesul unui alt fond. (Daloz, Rép., Servitude, No. 388).

**3.** Pentru ca obligația de a face impusă proprietarului unui imobil să poată constitui o servituțe de utilitate publică, trebuie ca ea să afecteze imobilul în mod direct. (Daloz, Rép., Servitude, No. 390).

**4.** Astfel nu pot fi considerate ca servituți de utilitate publică, restricțiunile impuse proprietăților private cu privire la

crearea de stabilimente incomode sau insalubre. (Daloz, Rép., Servitude, No. 393).

**5.** Deasemenea nu poate fi considerată ca o servitute de utilitate publică, exproprierea pentru cauză de utilitate publică. (Daloz, Rép., Servitude, No. 393; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 690).

**6.** Deasemenea nici obligație de a plăti impozitul funciar. (Daloz, Rép., Servitude, No. 393).

**7.** Dispozițiunile art. 650 c. civ. fr. (587 c. civ. rom.), cari prevăd numai două servituți de utilitate publică, au caracter enunțiativ, iar nu limitativ. (Daloz, Rép., Servitude, No. 391; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 687, text și nota 1).

**8.** În afară de sarcinile prevăzute de art. 650 c. civ. fr. (587 c. civ. rom.) mai sunt și altele stabilite de lege tot în interesul public. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 687, nota 1).

**9.** Potrivit dispozițiilor art. 556 și 650 c. civ. fr. (495 și 587 c. civ. rom.) deși malurile apelor curgătoare navigabile și plutitoare aparțin proprietarilor riverani, ei însă sunt obligați să lase pe marginea acestor ape cărarea sau poteca trebuitoare pentru conducerea vaselor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 361, 687; Nacu, I, p. 897).

**10.** Deoarece nici codul civil român și nici o altă lege nu a fixat lărgimea potecii pe marginea apei, plutitoare și navigabile, tribunalele vor aprecia și fixa lărgimea ei după împrejurări. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 688).

**11.** Proprietarii riverani nu au voie să facă plantații, săpături sau construcțiuni pe potecă și cari ar fi de natură să împiedece trecerea oamenilor și animalelor pentru tragerea vaselor și a plutelor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 683, 689).

**12.** Proprietarul malului, fie el chiar Statul, nu are dreptul să perceapă vreo taxă pentru faptul bătării unor pari necesari acostării plutelor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 361, 689, nota 1).

**13.** Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 650 c. civ. fr. (587 c. civ. rom.) proprietarul riveran, trebuie să lase pe marginea apei, cărarea trebuitoare pentru conducerea vaselor, totuși el păstrează asupra acestei cărări drepturile cari nu împiedecă conducerea și acostarea vaselor, cum ar fi dreptul de a pescui, dreptul de a se folosi de aluviunea formată la malul apei, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 690).

**14.** În cazul formării unei aluviuni la malul apei, cărarea trebuitoare pentru conducerea vaselor, totuși el păstrează pământ format din aluviune. (Mourlon, I, No. 1471; Laurent, VI, No. 292; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2719; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 867; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 361, nota 2, 690, nota 1).

**15.** Cărarea lăsată pe malul apelor curgătoare navigabile și plutitoare, va servi numai pentru conducerea vaselor și

proprietarii riverani au dreptul să oprească depozitarea de mărfuri sau circulația căruțelor pe această cărare. (Duranton, V, No. 275; Demolombe, XI, No. 301; Laurent, VII, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 690).

**16.** Dacă însă vasul acostează la mal și are nevoie de o reparație urgentă, proprietarul vasului va putea descărca în mod provizor mărfurile pe mal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 690, nota 2).

**17.** Servituțiile de utilitate publică își găsesc aplicațiunea atât la imobilele particulare cât și la cele cari aparțin Statului, județelor comunelor și stabilimentelor publice. (Daloz, Rép., Servitude, No. 399, 400, 402; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 687).

**18.** Pentru stabilirea unei servituți de utilitate publică, nu este necesar consimțământul proprietarului fondului aservit, deoarece aceste servituți se stabilesc independent de voința sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1712; Daloz, Rép., Servitude, No. 397; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2367).

**19.** Părțile nu pot derogă prin convențiuni sau dispozițiuni particulare la regulile prevăzute de art. 650 c. civ. fr. (587 c. civ. rom.), deoarece sarcinile prevăzute în acest articol sunt înființate într'un interes public. (Laurent, VII, No. 479; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 691).

**20.** Stingerea servituțiilor de utilitate publică are loc odată cu încetarea interesului public pentru care ele au fost stabilite. (Daloz, Rép., Servitude, No. 403).

**21.** În orice caz chiar dacă ar înceta împrejurările cari au determinat stabilirea servituțiilor de utilitate publică, aceste servituți nu se sting decât atunci când stingerea este pronunțată de autoritatea competentă. (Daloz, Rép., Servitude, No. 403, 404).

**22.** Prescripțiunea nu-și găsește aplicațiunea în materie de stingere a servituțiilor de utilitate publică. (Troplong, Prescription, No. 132, 139; Daloz, Rép., Servitude, No. 405).

**23.** După părerea dominantă, în lipsă de text formal în lege, stabilirea servituțiilor de utilitate publică nu dă dreptul la plata vreunei indemnizații pentru proprietarii fondurilor serviente, întrucât dispozițiunea din art. 545 c. civ. fr. (481 c. civ. rom.) care prevede că nimeni nu poate fi silit a cedă proprietatea sa, afară numai pentru cauza de utilitate publică și primind o dreaptă și prealabilă despăgubire, își găsește aplicațiunea numai în materie de expropriere pentru cauza de utilitate publică, iar nu și în materie de stabilire de servituți pentru cauza de utilitate publică. (Demolombe, IX, 556; XI, No. 304; Daloz, Rép., Servitude, No. 398; Suppl., Propriété, No. 63; Laurent, VII, No. 474 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 927; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 691).

**24.** După a doua părere, trebuie de făcut o distincțiune: în cece privește

servituțiile de utilitate publică, negative, nu se va cuveni nici o despăgubire însă pentru servituțiile pozitive cari aduc o diminuare de folosință proprietarului fondului, se va cuveni o despăgubire. (Daloz, Rép., Servitude, No. 398).

**25.** După a treia părere, se va face ia-

răși o distincțiune: când servitutea de utilitate publică rezultă din o măsură generală a guvernului, nu se va plăti nici o despăgubire; dacă însă servitutea rezultă din o măsură particulară, se va plăti o despăgubire. (Daloz, Rép., Servitude, No. 398).

**Art. 588.** — Legea supune pe proprietari la osebite obligațiuni unul către altul, fără chiar să existe vreo convențiune între dânșii. (Civ. 577, 578, 585, 588, 589, 610; Civ. Fr. 651).

*Text. fr. Art. 651.* — La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

#### Doctrină.

**1.** Servituțiile legale pentru utilitatea particularilor se împart în trei clase: 1) Servituțiile în virtutea cărora un vecin poate fi constrâns la o obligație de a face, cum este servitutea prevăzută de art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) potrivit căreia fiecare poate îndatoră pe vecinul său, în orașe și suburbii, să contribuie la clădirea și repararea îngrădirii ce desparte casele, curțile și grădinile lor; 2) Servituțiile cari

constau din dreptul de a obliga pe vecin să sufere ceva, cum este servitutea prevăzută de art. 682 c. civ. fr. (616 c. civ. rom.) privitoare la dreptul de trecere la un loc înfundat și 3) Servituțiile cari constau în dreptul de a opri pe cineva să facă ceva, cum este servitutea prevăzută de art. 678 c. civ. fr. (612 c. civ. rom.), privitoare la deschidere de ferestre spre vedere. (Daloz, Rép., Action possessoire, No. 415; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 692).

**Art. 589.** — Parte din aceste obligațiuni e regulată de către legea asupra poliției rurale.

Celelalte sunt relative la zidul sau la șanțul comun între vecini, la cazul când se poate înălța un contra-zid, la privirea asupra proprietății vecinului, la scurgerea ștreșinilor, la drumul de trecere. (Civ. 590—619; Civ. Fr. 652).

*Text. fr. Art. 652.* — Partie de ces obligations est réglée par les lois sur la police rurale;

Les autres sont relatives au mur et au fossé mitoyens, au cas où il y a lieu à contre mur, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage.

#### Doctrină.

**1.** Servituțiile legale pentru utilitatea particularilor se împart în trei clase: 1) Servituțiile în virtutea cărora un vecin poate fi constrâns la o obligație de a face, cum este servitutea prevăzută de art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.), potrivit căreia fiecare poate îndatoră pe vecinul său, în orașe și suburbii, să contribuie la clădirea și repararea îngrădirii ce desparte casele și grădinile lor; 2) Servituțiile cari constau din dreptul de a obliga pe

vecini să sufere ceva, cum este servitutea prevăzută de art. 682 c. civ. fr. (616 c. civ. rom.) privitoare la dreptul de trecere la un loc înfundat și 3) Servituțiile cari constau în dreptul de a opri pe cineva să facă ceva, cum este servitutea prevăzută de art. 678 c. civ. fr. (612 c. civ. rom.) privitoare la deschiderea de ferestre spre vedere. (Daloz, Rép., Action possessoire, No. 415; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 692).

#### Secțiunea I. — Despre zidul și șanțul comun.

**Art. 590.** — În orașe și la țară, orice zid care servește de despărțire între clădiri, sau între curte și grădină, și între ograde la țară, se socotește comun, dacă nu există titlu sau semn care

ar probă contrariul. (Civ. 492, 591 urm., 601 urm., 606, 611, urm., 1200, 1202; Civ. Fr. 653).

*Text fr. Art. 653.* — Dans les villes et les campagnes, tout mur servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l'héberge, ou entre cours et jardins, et même entre enclos dans les champs, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Act autentic 28.	Opozabilitate 30, 31.
Apreciere 20, 21, 29.	Oraș 8, 10.
Carare 22.	Pădure 16.
Clădiri 6—13, 22.	Partaj 1.
Construirea zidului 12.	Prescripțiune 5, 32.
Coproprietate 1, 5, 6, 8—12, 14, 15, 17, 18.	Prezumpțiune, a se vedea cuvântul: «Coproprietate».
Curte 4, 8, 9, 10, 14—17.	Probă, 13, 23, 26, 27.
Definiție 4, 7.	Ruine 11.
Dovadă 13, 23, 26, 27.	Șanțuri 1, 2.
Fănețe 16.	Semne 25, 26, 27.
Gard 3.	Servitute 1.
Grădină 8, 9, 10, 14, 15, 16.	Suburbii 8, 10.
Grajd 7.	Tară 8, 17.
Hambar 7.	Titlu 24, 26 31.
Indiviziune forțată 1.	Vicinătate 1, 2.
Indoială 29.	Zid 1, 2, 5, 6, 8 urm.
Loc sterp 10.	Zid de susținere 19, 20.
Marturi 13, 26, 27.	
Ogradă 17.	

Doctrină.

**1.** Zidurile și șanțurile despărțitoare sunt presupuse coproprietatea ambilor proprietari vecini și sunt grevate de o servitute de indiviziune forțată care constituie o excepțiune la dispozițiunile art. 815 c. civ. fr. (728 c. civ. rom.) potrivit căroră nimeni nu poate fi obligat a rămâne în indiviziune. (Demolombe, XI, No. 308, 309; Mourlon, I, p. 1714, 1715; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 596; Dalloz, Rép., Servitute, No. 410, 411; Suppl., Servitute, No. 133, 321; Laurent, VII, No. 494, 495; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 931; Planiol, I, No. 2504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 693, 694; Contra: Toullier, III, No. 183; Taulier, II, p. 378; Comp.: Huc, IV, No. 321, 322).

**2.** Dispozițiunile art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea în principiu numai la zidurile și șanțurile cari despart două fonduri vecine. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 134).

**3.** Dispozițiunile acestui articol nu-și găsesc aplicațiunea la alte îngrădiri cum ar fi un gard de scânduri care desparte două fonduri. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 134).

**4.** Prin curte se înțelege un loc pietruit sau bătut care se află lângă casă. (Demolombe, XI, No. 327; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 695, nota 3).

**5.** Coproprietatea unui zid despărțitor care este proprietatea exclusivă a unuia dintre vecini, poate fi dobândită prin prescripțiunea de treizeci ani. (Demolombe, XI, No. 345 urm., 457; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 508 bis, III; Laurent, VII, No. 536 bis, 539, 572; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 948; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 700, nota 1, 702).

**6.** Potrivit dispozițiunilor art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) orice zid care servește de despărțire între clădiri, se socotește comun, în întregime. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 693).

**7.** Prin clădiri se înțeleg nu numai casele ci și grajdurile, hambarele, etc. (Demolombe, XI, No. 324; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 936; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 697).

**8.** Dacă zidul desparte o clădire de o curte sau o grădină, după o părere, zidul va fi socotit comun în cazul când fondurile se găsesc în orașe și suburbii unde legea obligă facere de ziduri despărțitoare între proprietăți, în cazul când fondurile se găsesc la țară, zidul se scoate proprietatea fondului pe care se află clădirea și căruia îi servește de susținere. (Merlin, Rép., Mitoyenneté, § 1, No. 3; Toullier, III, No. 187; Dalloz, Rép., Servitute, No. 413).

**9.** După a doua părere, dacă grădina sau curtea este împrejmuită și de celelalte părți cu zid, zidul se va socoti comun, dacă însă grădina sau curtea nu va fi împrejmuită de celelalte părți cu zid, zidul se va socoti proprietatea fondului pe care se află clădirea. (Delvincourt, I, p. 395; Dalloz, Rép., Servitute, No. 413).

**10.** După a treia părere, dominantă, numai zidul care va despărți două clădiri se socotește comun, în toate celelalte cazuri el se va socoti proprietatea fondului pe care se află clădirea, chiar dacă fondurile s'ar afla în orașe și suburbii, deoarece art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) socotește comun numai zidul care desparte două clădiri, iar nu și o clădire de o curte, o grădină, un loc sterp, etc. (Duvier, sur Toullier, III, No. 187; Duranton, V, No. 303; Demolombe, XI, No. 323; Marcadé, Art. 653, No. 2; Mourlon, I, No. 1730; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 322, p. 169, nota 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 507 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 9, p. 599; Dalloz, Rép., Servitute, No. 413; Suppl., Servitute, No. 142; Laurent, VII, No. 526; Huc, IV, No. 324; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 936, 937; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 697).

**11.** Dacă de o parte a zidului despărțitor există o clădire, iar de cealaltă parte există urme ale unei vechi clădiri, zidul va fi socotit ca proprietate comună. (Mer-

lin, Rép., Mitoyenneté, § 1, No. 4; Duvergier sur Toullier, III, No. 187; Demolombe, XI, No. 322; Massé, et Vergé sur Zachariae, II, p. 163, nota 2; Marcadé, Art. 653, No. 2; Dalloz, Rép., Servitude, No. 414).

**12.** Pentru stabilirea existenței prezumpțiunii de coproprietate a zidului despărțitor, trebuiește de luat în considerație epoca la care a fost construit fondul; astfel această prezumpțiune nu poate fi invocată dacă în momentul construirii zidului existau clădiri numai pe una dintre proprietăți, chiar dacă în momentul contestațiunii existau clădiri pe ambele proprietăți vecine. (Demolombe, XI, No. 321; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 599; Dalloz, Rép., Servitude, No. 441; Suppl., Servitude, No. 142).

**13.** Faptul existenței clădirilor pe fondurile vecine despărțite prin zid, se poate dovedi cu mărturi. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 142).

**14.** Potrivit dispozițiilor art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) zidul care servește de despărțire între o curte și o grădină se socotește comun între proprietarii acestor două fonduri vecine. (Duranton, V, No. 304; Demolombe, XI, No. 325; Mourlon, I, No. 1727, 1728; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 507 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 419; Huc, IV, No. 324; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 936; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 696, nota).

**15.** Pentru existența prezumpțiunii de coproprietate a zidurilor care desparte o curte de o grădină, nu este necesar ca ambele fonduri să fie împrejmuite complet. (Demolombe, XI, No. 327; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 598; Huc, IV, No. 324; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 936; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 696, nota; Comp. Laurent, VII, No. 528; Contra: Mourlon, I, No. 1729; Marcadé, Art. 653, No. 1; Dalloz, Rép., Servitude, No. 419; Planiol, I, No. 2510).

**16.** În cazul când zidul desparte sau o curte sau o grădină de un fond de altă natură, cum ar fi o pădure sau un loc de fânețe, prezumpțiunea de comunitate nu-și mai găsește aplicațiunea și zidul va fi socotit că aparține proprietarului curții sau grădinei. (Delvincourt, I, p. 395, nota; Toullier, III, No. 187; Dalloz, Rép., Servitude, No. 420).

**17.** În dreptul român, zidul care desparte două ogrăzi chiar neîmprejmuite, la țară, este presupus comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 696, nota 1).

**18.** Dacă zidul desparte două fonduri cari nu sunt nici unul nici altul o grădină sau curte, el va fi socotit comun. (Duranton, V, No. 305; Dalloz, Rép., Servitude, No. 421; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 937).

**19.** În cece privește zidurile de susținere (ziduri cari împiedecă prăvălirea pământului), după o părere, prezumpțiunea

de comunitate prevăzută de art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) nu le este aplicabilă, zidul aparținând în acest caz proprietarului pământului sprijinit. (Merlin, Rép., Mitoyenneté, § 1, No. 5; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 599, text și nota 10; Dalloz, Rép., Servitude, No. 442; Suppl., Servitude, No. 143; Laurent, VII, No. 529; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 938; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 698).

**20.** După altă părere, contestațiunea va fi soluționată după împrejurări, adică, după cum zidul de susținere, întrece nivelul fondului superior formând un zid despărțitor sau nu-l întrece și în cazul când întrece nivelul fondului superior, se va cerceta în interesul cui a fost construit zidul. (Demolombe, XI, No. 330; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 507 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 442; Suppl., Servitude, No. 143; Huc, IV, No. 324).

**21.** În cazul când zidul despărțitor este clădit pe marginea hotarului proprietății unuia dintre vecini, încât linia de despărțire atinge numai zidul, intră în conflict două prezumpțiuni: aceea prevăzută de art. 553 c. civ. fr. (492 c. civ. rom.) și aceea prevăzută de art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.); în acest caz tribunalele vor hotări după împrejurările cauzei, admitând prezumpțiunea care va fi mai întemeiată. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 15, p. 600; Laurent, VII, No. 531; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 697).

**22.** De câte ori între zid și hotar se va afla o fâșie de pământ oricât de mică sau o cărare, zidul nu mai este comun ci se presupune a fi proprietatea vecinului pe care se află clădirea. (Demolombe, XI, No. 331; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 697).

**23.** Prezumpțiunea de comunitate prevăzută de art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) este numai juris tantum, putând fi combătută prin proba contrară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 699).

**24.** În cazul când există titluri care ar proba contrariul, potrivit dispozițiilor art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) prezumpțiunea de comunitate a zidului despărțitor încetează. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 423; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 699).

**25.** Deasemenea prezumpțiunea de comunitate a zidului despărțitor încetează, când există semn care ar proba contrariul. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 700).

**26.** Când nu există titlu sau semn care să probeze că zidul nu este comun, după o părere, nu se poate stabili prin martori necomunitatea zidului despărțitor, prezumpțiunea de comunitate neputând fi combătută decât prin acte scrise autentice sau sub semnătură privată. (Duranton, V, No. 308; Demolombe, XI, No. 333; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 600,

601; Marcadé, Art. 653. No. 2; Dalloz, Rép., Servitude, No. 438).

**27.** După altă părere, când nu există titlu sau semn care să probeze că zidul nu este comun, această necomunitate a zidului despărțitor poate fi dovedită prin martori potrivit dreptului comun. (Taulier, II, p. 380; Laurent, VII, No. 532; Huc, IV, No. 325; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 943, 944; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 699, nota 1).

**28.** Titlul doveditor că zidul despărțitor nu este comun, poate fi autentic sau sub semnătură privată. (Pothier, Société, No. 206; Dalloz, Rép., Servitude, No. 423; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 699).

**29.** În cazul când clauzele din titlu sunt îndoelnice și se pretează la interpretări diferite, tribunalele vor aprecia că există comunitate între vecini asupra zidului despărțitor. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 943; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 699, nota 2).

**30.** Pentru ca titlul invocat în combaterea prezumpțiunii de necomunitate să fie valabil, după o părere, el trebuie să emane dela ambii proprietari ai fondurilor vecine sau dela autorii lor. (Taulier, II, p. 380; Duranton, V, No. 308; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 600; Dalloz,

Rép., Servitude, No. 424; Suppl., Servitude, No. 139; Laurent, VII, No. 533; Ccmp., Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 699).

**31.** După altă părere, pentru valabilitatea titlului nu este necesar ca el să emane dela ambii proprietari limitrofi sau dela autorii lor, ci este de ajuns dacă unul dintre proprietari dovedește prin titlurile sale de proprietate că zidul despărțitor a fost construit pe fondul său. (Demolombe, XI, No. 334, 335; Marcadé, Art. 653; Dalloz, Rép., Servitude, No. 424; Suppl., Servitude, No. 139; Huc, IV, No. 325; Baudry et Chauveau Des biens, No. 942; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 699).

**32.** Când unul dintre vecini dobândește prin prescripție proprietatea exclusivă a zidului despărțitor, prezumpțiunea de comunitate a zidului încetează. (Demolombe, XI, No. 346; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 507 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 24, p. 603; Laurent, VII, No. 538; Huc, IV, No. 326; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 948; Planiol, I, No. 2510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 700, 702).

**33.** A se vedea: art. 591 din codul civil cu notele respective.

**Art. 591.** — Este semn de necomunitate când culmea zidului este dreaptă și perpendiculară despre părțile de o parte, iar despre cealaltă parte înfățișează un plan înclinat; în acest caz zidul se presupune că aparține exclusiv proprietarului despre care există planul înclinat. (Civ. 590, 615, 1200, 1202; Civ. Fr. 654).

*Text. fr. Art. 654.* — Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la sommité du mur est droite et à plomb de son parement d'un côté, et présente de l'autre un plan incliné;

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté ou un chapéon ou des filets et corbeaux de pierre qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du côté duquel sont l'égoût ou les corbeaux et filets de pierre.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Apă de ploae 2.	Ploae 2.
Acțiune posesorie 8, 12.	Posesiune 9, 11—14.
Construirea zidului 6, 7, 8, 9.	Posesorie acțiune 8, 12.
Coproprietate 8, 9, 11—14.	Prescripție 9, 11, 12.
Dovadă 7, 10, 14.	Prezumpțiune 1 urm.
Enumerare enunțativă 3.	Probă 7, 10, 14.
Enumerare limitativă 4.	Semne de necomunitate 1 urm.
Necomunitate 1 urm.	Zid 1 urm.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 654 c. civ. fr. (591 c. civ. rom.) este semn de necomunitate când culmea zidului despărțitor este dreaptă și perpendiculară despre o parte a părții, iar despre cealaltă parte înfățișează un plan înclinat.

(Dalloz, Rép., Servitude, No. 429; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 700, 701).

**2.** Zidul despărțitor se presupune că aparține exclusiv proprietarului despre care este planul înclinat, apele de ploae scurgându-se pe planul înclinat, numai pe fondul acestui proprietar. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 429; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 701).

**3.** Dispozițiunile art. 654 c. civ. fr. (591 c. civ. rom.), după o părere, sunt enunțative și necomunitatea poate rezulta și din alte semne decât cele arătate de acest articol cu condițiune ca ele să rezulte din starea însăși a zidului. (Demolombe, XI, No. 341; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 508 bis, IV; Dalloz, Rép., Servitude, No. 437).

**4.** După altă părere, dominantă, enu-

merarea semnelor din care rezultă necomunitatea este limitativă. (Taulier, II, p. 387; Duranton, V, No. 310; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 170, nota 4; Marcadé, Art. 654, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 601; Dalloz, Rép., Servitude, No. 436; Suppl., Servitude, No. 140; Laurent, VII, No. 536; IV, Huc, IV, No. 326; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 946; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 701, nota 1).

**5.** Când semnele de necomunitate se află de ambele părți ale zidului despărțitor, nu există prezumpțiune de comunitate a zidului, ci aceste semne nu au nici o semnificație deoarece afară de prezumpțiunea stabilită de art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.), nici un text de lege nu prevede o astfel de prezumpțiune. (Demolombe, XI, No. 339; Laurent, VII, No. 535; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 945; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 702).

**6.** Semnele cari dovedesc necomunitatea zidului despărțitor, pentru a putea constitui o prezumpțiune de drept, trebuie să fi fost făcute când s'a construit zidul. (Dalloz Rép., Servitude, No. 443).

**7.** In caz de contestațiune, se poate dovedi că semnele de necomunitate ale zidului despărțitor, au fost făcute fără drept, după construirea zidului, (Merlin, Rép., Mitoyenneté, § 1, No. 6; Delvincourt, I, p. 396, nota; Demolombe, XI, No. 338; Marcadé, Art. 654, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 601; Dalloz, Rép., Servitude, No. 443; Huc, IV, No. 326).

**8.** Dacă semnele de necomunitate ale zidului despărțitor s'au făcut după construirea zidului și fără drept, cel care pretinde că zidul este comun, poate introduce acțiune posesorie în scopul de a se înlătura aceste semne. (Dalloz, Rép., Action, possessoire, No. 418; Huc, IV, No. 326).

**9.** Acțiunea prin care cel care pretinde că zidul despărțitor este comun și că semnele de necomunitate s'au făcut după construirea zidului, se prescrie prin trecere de treizeci ani, dacă aceste semne s'au făcut vizibile pentru reclamant. (Merlin, Rép., Mitoyenneté, § 1, No. 6; Delvincourt, I, p. 396; Demolombe, XI, No. 338; Marcadé, Art. 654, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 601; Dalloz, Rép., Servitude, No. 443; Huc, IV, No. 326; Contra: Laurent, VII, No. 534; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 944).

**10.** Prezumpțiunea de necomunitate prevăzută de art. 654 c. civ. fr. (591 c. civ. rom.) este numai juris tantum și poate fi combătută prin dovada contrară în limi-

tele dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 702).

**11.** Unul dintre coproprietarii zidului despărțitor, poate dobândi prin prescripțiune, proprietatea exclusivă a acestui zid, (Merlin, Rép., Mitoyenneté, § 2; Toullier, III, No. 188; Demolombe, XI, No. 346; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 507 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 600 urm.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 483; Suppl., Servitude, No. 172; Laurent, VII, No. 538; Huc, IV, No. 326; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 948; Planiol, I, No. 2510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 700, 702).

**12.** Coproprietarul unui zid despărțitor, care a posedat în mod exclusiv ca proprietar, zidul, mai mult de un an, are dreptul să introducă acțiune posesorie contra celuilalt coproprietar care îl tulbură în posesiunea sa, acțiunea posesorie fiind admisibilă în această materie, deoarece proprietatea exclusivă a unui zid comun se poate dobândi prin prescripțiune de unul dintre coproprietari. (Demolombe, XI, No. 349 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 507 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 602; Dalloz, Rép., Servitude, No. 485; Laurent, VII, No. 540; Huc, IV, No. 326; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 948; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 700).

**13.** Posesiunea exclusivă de un an a zidului despărțitor comun, de către unul dintre coproprietari, după părerea dominantă, nu face să se înlătore prezumpțiunea stabilită de art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) potrivit căreia orice zid despărțitor se socotește comun, dacă nu există titlu sau semn care ar probă contrariul. (Toullier, III, No. 188; Demolombe, XI, No. 349, 350, 475; Marcadé, Art. 670, No. 2, 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 507 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 21, p. 602; Dalloz, Rép., Servitude, No. 486; Laurent, VII, No. 540, 581; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 948; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 700, 727, 732).

**14.** După altă părere, posesiunea de un an a zidului despărțitor de către unul dintre coproprietari, face să cadă prezumpțiunea de comunitate prevăzută de art. 653 c. civ. fr. (590 c. civ. rom.) și celalt coproprietar nu poate dovedi comunitatea zidului decât prin titlu. (Duranton, V, No. 314; Toullier, III, No. 229; Mourlon, I, No. 1765 urm.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 486).

**15.** A se vedea: art. 590 din codul civil cu notele respective.

**Art. 592.** — Reparațiunea și reclădirea zidului comun sunt în sarcina tuturor devălmașilor, și în proporțiune cu dreptul fiecărui. (Civ. 593 urm., 596, 600, 601, 605; Civ. Fr. 655).

*Text. fr. Art. 655.* — La réparation et la reconstruction du mur mitoyen

sont à la charge de tous ceux qui y ont droit, et proportionnellement au droit de chacun.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acțiune 6.	Daune-interese 12.
Autorizația justiției 8, 9, 10.	Degradare 1, 3, 11, 12.
Bun părinte de familie 1.	Expertiză 5.
Cheltueli, a se vedea cuvintele: „Reclădire”, „Reparații”.	Grosime 13.
Clădire 2, 5, 6, 13.	Înălțime 13.
Conservare 1.	Inconveniente 2.
Consimțământ 8, 10.	Părinte de familie 1.
Coproprietate 1 urm.	Reclădire 2, 5, 6, 13.
Culpă 11.	Refuz 8.
	Reparații 2, 3, 5—11.
	Urgență 8.
	Zid despărțitor 1 urm.

Doctrină.

**1.** Toți coproprietarii unui zid despărțitor trebuie să îngrijească de zidul comun, să-l conserve și să nu-l degradeze, lucrând ca un bun părinte de familie. (Daloz, Rép., Servitude, No. 488; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 703).

**2.** Coproprietarii unui zid despărțitor sunt obligați să suporte toate inconveniente rezultate cu ocazia reparației și reclădirii zidului, cum ar fi trecerea lucrătorilor, depunerea materialelor, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 703).

**3.** Coproprietarii unui zid despărțitor care cauzează zidului comun o degradare este ținut să-l repare. (Daloz, Rép., Servitude, No. 488; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 973; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 703).

**4.** Coproprietarii unui zid despărțitor trebuie fiecare să respecte drepturile celorlalți coproprietari ai zidului. (Daloz, Rép., Servitude, No. 510).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 655 c. civ. fr. (592 c. civ. rom.), reparațiunea și reclădirea zidului comun sunt în sarcina tuturor coproprietarilor și în proporțiune cu dreptul fiecăruia. (Daloz, Rép., Servitude, No. 489; Suppl., Servitude, No. 173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 703).

**6.** În cazul când unul dintre coproprietari nu voește să contribuie la reparațiunea și reclădirea zidului comun, fiecare coproprietar are dreptul să ceară obligația sa pe cale de acțiune. (Daloz, Rép., Servitude, No. 489).

**7.** Coproprietarii sunt obligați să contribuie la repararea zidului comun, ori în ce parte ar există stricăciunea. (Demo-

lombe, XI, No. 387; Daloz, Rép., Servitude, No. 490).

**8.** Reparațiunea zidului comun nu poate fi făcută, afară de cazuri urgente, fără învoirea ambilor coproprietari sau în caz de refuz, fără autorizarea instanței judecătorești. (Demolombe, XI, No. 394; Laurent, VII, No. 545; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 976; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 704).

**9.** Necesitatea reparațiunii zidului comun, va fi apreciată de tribunal, după facerea unei expertize. (Demolombe, XI, No. 394; Daloz, Rép., Servitude, No. 492; Laurent, VII, No. 545; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 976; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 704).

**10.** În cazul când unul dintre coproprietari face reparațiuni la zidul comun, fără consimțământul celorlalți coproprietari și fără să fi cerut prin judecată autorizarea, va suporta singur cheltueile. (Toullier, III, No. 214; Duranton, V, No. 317; Daloz, Rép., Servitude, No. 492; Laurent, VII, No. 545; Huc, IV, No. 1327; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 974; Comp.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 704).

**11.** Când stricăciunea zidului comun se datorește culpei unuia dintre coproprietari, dispozițiunile art. 655 c. civ. fr. (592 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea și facerea reparațiunilor va cădea în sarcina acestuia. (Daloz, Rép., Servitude, No. 488; Suppl., Servitude, No. 176; Huc, IV, No. 327; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 973; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 703).

**12.** Coproprietarul care a cauzat o stricăciune zidului comun, poate fi condamnat și la daune potrivit dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 703).

**13.** În caz de reconstruire a zidului comun el trebuie refăcut în aceeași grosime și înălțime; coproprietarul care voește să-l facă mai gros sau mai înalt, va suporta singur diferența, afară de cazul când vechiul zid nu avusese dimensiunile necesare pentru uzul cel destinașeră coproprietarij. (Demolombe, XI, No. 395; Daloz, Rép., Servitude, No. 497).

**Art. 593.** — Cu toate acestea fiecare coproprietar al unui zid comun poate fi aparat de-a contribuî la reparațiuni și reclădiri, renunțând la dreptul său, dacă însă zidul comun nu ar sprijini vreo clădire a sa. (Civ. 592, 632, 1792; Pr. civ. 722, 723; Civ. Fr. 656).

*Text. fr. Art. 656.* — Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions en aban-



donnant le droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acceptare 9.	Orașe 4, 5.
Cheltuieli, a se vedea cuvintele: „Reclădire”, „Reparații”.	Pământ 1.
Clădire, a se vedea cuvântul „Reclădire”.	Partaj 3.
Consimțământ 9.	Reclădire 1—8.
Coproprietate 1 urm.	Renunțare 1 urm.
Culpă 6, 7.	Reparații 1—8, 14.
Dărâmare 13, 14.	Revenire 11.
Degradări 6, 7.	Sprânjirea clădirei 12, 13, 14.
Delict 7.	Suburbii 4, 5.
Divizibilitate 2.	Țară 4, 5.
Facultate 1 urm.	Teren 1.
Indivizibilitate 2.	Terțe persoane 10.
Opozabilitate 10.	Transcriere 10.
	Vechime 6.
	Zid despărțitor 1 urm.

Doctrină.

**1.** In cazul când coproprietarul unui zid comun renunță la comunitate pentru a nu fi obligat să contribuie la reparația și reconstruirea zidului, el abandonează și jumătatea din terenul ocupat de zid. (Demolombe, XI, No. 388; Dalloz Rép., Servitude, No. 501; Laurent, VII, No. 546; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 704, nota 4).

**2.** Facultatea de a renunța la comunitatea zidului este divizibilă; prin urmare când stricăciunile există numai într-o parte a zidului, renunțarea la comunitate va putea privi numai această porțiune. (Demolombe, XI, No. 388 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II § 222, p. 601 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 178; Laurent, VII, No. 547; Huc, IV, No. 328; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 704, nota 4).

**3.** Renunțarea la comunitatea zidului este supusă condiției ca celalt coproprietar să facă reparațiile; în cazul când acesta nu face reparațiile necesare, zidul va rămâne tot comun și dacă el cade din cauza vechimei, materialele rezultate se vor împărți între coproprietari. (Delvincourt, I, p. 401; Toullier, III, No. 220; Duranton, V, No. 320; Demolombe, XI, No. 390, 391; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 510 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 605; Dalloz, Rép., Servitude, No. 505; Laurent, VII, No. 550; Huc, IV, No. 328; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 705).

**4.** Regulele prevăzute de art. 656 c. civ. fr. (593 c. civ. rom.) după o părere, nu-și găsesc aplicațiunea în orașe și suburbii, unde potrivit dispozițiunilor art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) vecinii pot fi îndatorați să contribuie la clădirea și repararea îngrădirei ce desparte proprietățile lor. (Delvincourt, I, p. 400; Rolland de Villargues, Rép., Abandon de mitoyenneté; Duranton, V, No. 319; Demolombe, XI, No.

379; Dalloz, Rép., Servitude, No. 504; Laurent, VII, No. 502; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 982).

**5.** După altă părere, dispozițiunile art. 656 c. civ. fr. (593 c. civ. rom.), au o aplicațiune generală, chiar în orașe și suburbii, iar nu numai la țară. (Toullier, III, No. 218; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 517 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 356; Dalloz, Rép., Servitude, No. 503; Suppl., Servitude, No. 181; Huc, IV, No. 330; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 684, 635, 705).

**6.** Coproprietarul zidului care renunță la comunitate, potrivit dispozițiunilor art. 656 c. civ. fr. (593 c. civ. rom.), este liberat de orice obligație de a contribui la reclădirea și repararea zidului despărțitor, cauzate prin vechimea zidului, însă nu este liberat de obligațiile rezultate din faptul său sau al persoanelor pentru care este răspunzător. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 501, 507).

**7.** Coproprietarul unui zid nu poate renunța la comunitatea zidului despărțitor când stricăciunile sunt cauzate prin faptul său sau al persoanelor pentru care este răspunzător, deoarece în acest caz obligațiunea sa la reparațiuni rezultă din delict, iar nu din calitatea sa de coproprietar al zidului. (Demolombe, XI, No. 393; Mourlon, I, No. 1738; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 510 bis, I; Laurent, VII, No. 549; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 978; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 706).

**8.** Coproprietarul zidului despărțitor are dreptul să renunțe la comunitatea zidului înainte de a se fi făcut reclădirea sau reparația; după efectuarea acestor lucrări el nu mai poate renunța până ce nu va fi contribuit la plata acestor lucrări. (Huc, IV, No. 328).

**9.** Renunțarea coproprietarului la zidul despărțitor trebuie acceptată de celalt coproprietar, deoarece nimeni nu poate deveni proprietar fără consimțământul său. (Laurent, VII, No. 550; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 705, nota 1; Contra: Demolombe, XII, No. 884, 885).

**10.** Pentru ca renunțarea la coproprietatea zidului despărțitor să poată fi opozabilă terților, trebuie ca ea să fie transcrisă în registrele tribunalului situațiunei imobilului. (Laurent, XXIX, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 705).

**11.** Coproprietarul care ar fi renunțat la comunitate, poate dobândi mai târziu dreptul de coproprietate al zidului conformându-se dispozițiunilor art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.). (Toullier, III, No. 221; Demolombe, XI, No. 357; Dalloz, Rép., Servitude, No. 506; Laurent, VII, No. 506; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 977,

982; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 705).

**12.** Potrivit dispozițiilor art. 656 c. civ. fr. (593 c. civ. rom.) în cazul când zidul comun sprijinește vreo clădire a unuia dintre vecini, acesta nu poate renunța la dreptul său de coproprietate a zidului. (Demolombe, XI, No. 389; Dalloz, Rép., Servitude, No. 502; Suppl., Servitude, No. 179; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 978; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 706).

**13.** Chiar dacă zidul comun sprijinește o clădire a unuia dintre vecini, acest vecin poate renunța la comunitate dacă dărmă clădirea sau el poate renunța

atât la clădire cât și la zidul despărțitor. (Demolombe, XI, No. 389; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 510 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 179; Laurent, VII, No. 548; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 978; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 706, nota 2).

**14.** Coproprietarul care renunță la comunitatea zidului care susține o clădire a sa, după ce dărmă această clădire este obligat să repare stricăciunile cauzate zidului prin dărămarea clădirei. (Dalloz Rép., Servitude, No. 183; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 978).

**Art. 594.** — Fiecare coproprietar poate să zidească în contra unui zid comun și să bage grinzi sau legături în toată grosimea zidului, lăsând 54 milimetri despre vecin, fără prejudiciul dreptului ce are vecinul ca să scurteze acele grinzi până în jumătatea zidului, în caz când și el ar voi a pune grinzi tot în acele locuri, sau a lipi un coș. (Civ. 595, 598, 599, 610, 611, 1517 § 2; Civ. Fr. 657).

*Text. fr. Art. 657.* — Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen, et y faire placer des poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur, à cinquante-quatre millimètres (deux pouces) près, sans préjudice du droit qu'a le voisin de faire réduire à l'ébauchoir la poutre jusqu'à la moitié du mur, dans le cas où il voudrait lui même asseoir des poutres dans le même lieu, ou y adosser une cheminée.

### Doctrină.

**1.** Coproprietarul unui zid despărțitor are dreptul să se folosească de acest zid cu condițiunea ca să nu-i producă degradări și să nu cauzeze vreun prejudiciu drepturilor celorlalți coproprietari ai zidului. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 707 urm.).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 657 c. civ. fr. (594 c. civ. rom.) coproprietarul unui zid despărțitor are dreptul să clădească în contra unui zid comun și să bage grinzi sau legături în toată grosimea zidului. (Duranton, V, No. 329; Demolombe, XI, No. 397; Dalloz, Rép., Servitude, No. 511; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 707).

**3.** Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 657 c. civ. fr. (594 c. civ. rom.) coproprietarul unui zid despărțitor are dreptul să clădească în contra unui zid comun, totuși el trebuie să se conformeze dispozițiilor art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) privitoare la distanțele ce trebuie să le observe pentru anumite construcțiuni. (Toullier, III, No. 212; Dalloz,

Rép., Servitude, No. 511, 513; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 707).

**4.** Coproprietarul unui zid despărțitor, după o părere, are dreptul să clădească în contra zidului comun și să bage grinzi sau legături în toată grosimea zidului, fără să fie obligat să facă vreo expertiză prealabilă sau să ceară consimțământul celui alt coproprietar. (Duranton, V, No. 335; Dalloz, Rép., Servitude, No. 514; Laurent, VII, No. 553).

**5.** După altă părere, dominantă, dreptul coproprietarului zidului despărțitor prevăzut de art. 657 c. civ. fr. (594 c. civ. rom.) nu poate fi exercitat, potrivit dispozițiilor art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.), cari își găsesc aplicațiunea și în acest caz, fără consimțământul celui alt coproprietar sau expertiză. (Delvincourt, I, No. 401; Toullier, III, No. 206; Demolombe, XI, No. 416; Marcadé, Art. 662; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 516 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, not 32, p. 605; Dalloz, Rép., Servitude, No. 514; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 970; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 707, 709).

**Art. 595.** — Orice coproprietar poate să înalțe zidul comun, dar e dator a face <sup>1)</sup> singur cheltuiala înălțării, reparațiunile de întreținere pentru partea înălțată, și totodată <sup>2)</sup> păgubirile pentru sarcina cauzată zidului comun în proporțiune cu înălțimea. (Civ. 596 urm., 998 1447; Civ. Fr. 658).

*Text. fr. Art. 658.* — Tout copropriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen; mais il doit payer seul la dépense l'exhaussement, les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune, et en outre l'indemnité de la charge en raison de l'exhaussement et suivant la valeur.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Adâncire 2, 18.	Motive 3, 4, 5.
Apreciere suverană 19.	Ordine publică 9.
Ascunderea vederii 5.	Ornamente 13, 14.
Autoriz.ția justiției 6, 7.	Picturi 13, 14.
Cheltuieli 12.	Prejudiciu, a se vedea
Consimțământ 6, 7.	cuvântul: „Daune”.
Coproprietate 1 urm.	Reparații 17, 18.
Daune 13—16, 19.	Responsabilitate 15, 16.
Derogare 9.	Sarcină 19.
Evaluare 6, 7, 19.	Servitute 5, 10.
Exercitiază 6, 7, 19.	Suverană apreciere 19.
Imprudentă 16.	Temelie 2.
Înălțare 1, 3—17, 19.	Titlu 10.
Incomoditate 8, 15.	Vedere 5.
Interes 4, 5.	Zid despărțitor 1 urm.

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 658 c. civ. fr. (595 c. civ. rom.), coproprietarul unui zid despărțitor are dreptul să înalțe zidul comun, (Daloz, Rép., Servitute, No. 529; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 709).

**2.** Coproprietarul unui zid despărțitor are dreptul să adâncească temelia zidului comun, deși legea nu prevede nici o dispozițiune în această privință, cu condițiunea de a nu compromite soliditatea părții comune. (Demolombe, XI, No. 409; Daloz, Rép., Servitute, No. 548; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 710. nota).

**3.** Coproprietarul unui zid despărțitor, după o părere, poate să înalțe zidul comun fără să fie nevoit să arate motivele cari îl determină la aceasta. (Daloz, Rép., Servitute, No. 529; Suppl., Servitute, No. 191, 192; Huc, IV, No. 332).

**4.** După altă părere, dominantă, pentru ca un coproprietar al unui zid despărțitor să poată înalța zidul comun trebuie să aibă un interes la această înălțare și să nu fie determinat numai de scopul de a strică vecinului său. (Delvincourt, I, p. 403; Toullier, III, No. 202, 203; Duranton, V, No. 330; Demolombe, XI, No. 398; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 606; Daloz, Rép., Servitute, No. 530; Suppl., Servitute, No. 192; Laurent, VII, No. 555; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 961; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 709, 710).

**5.** Coproprietarul unui zid despărțitor, poate să înalțe zidul comun în scopul de a ascunde vederea vecinului pe proprietatea sa, bine înțeles când acesta nu are dobândit un drept de servitute. (Daloz, Rép., Servitute, No. 529; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 961; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 709).

**6.** Coproprietarul unui zid despărțitor pentru a putea înalța zidul comun, după o părere, trebuie să se conformeze dispozițiilor art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.) adică să ceară consimțământul celuilalt coproprietar sau facerea unei expertize. (Toullier, III, No. 206; Demolombe, XI, No. 416; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 322, nota 17, p. 172; Marcadé, Art. 662; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 516 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222 nota 32, p. 605; Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 195; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 962; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 709).

**7.** După altă părere, coproprietarul unui zid despărțitor, poate înalța zidul comun, fără să fie obligat să ceară consimțământul celuilalt coproprietar sau să facă o expertiză. (Duranton, V, No. 335; Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 195; Laurent, VII, No. 559).

**8.** Chiar dacă înălțarea zidului ar cauză celuilalt coproprietar o incomoditate, ea poate fi făcută. (Toullier, III, No. 202, 205; Duranton, V, No. 305, 52; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 605; Daloz, Rép., Servitute, No. 530; Suppl., Servitute, No. 193; Laurent, VII, No. 555; Huc, IV, No. 332; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 710).

**9.** Părțile pot deroga dela dispozițiunile art. 658 și 659 c. civ. fr. (595 și 596 c. civ. rom.) deoarece ele nu sunt de ordine publică. (Duranton, V, No. 335; Daloz, Rép., Servitute, No. 540; Suppl., Servitute, No. 191).

**10.** Coproprietarul unui zid despărțitor, poate oricând să înalțe zidul comun, afară de cazul când ar exista un titlu care să-i interzică înălțarea sau când vecinul său ar fi dobândit o servitute al cărei exercitiu împiedecă înălțarea. (Duranton, V, No. 335; Daloz, Rép., Servitute, No. 540).

1), 2) Aci lipsește vorba „a plăti”, după cum este, de altfel, în textul francez. Legiuitorul român a tradus cuvântul francez „payer” prin „a face”.

**11.** Partea inferioară a zidului peste care s'a făcut înălțarea, rămâne proprietate comună între vecini. (Daloz, Rép., Servitude, No. 529, 546; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 514 bis, III; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 710, 711).

**12.** Potrivit dispozițiilor art. 658 c. civ. fr. (595 c. civ. rom.) toate cheltuielile făcute cu înălțarea zidului comun, vor fi suportate de coproprietarul care uzează de acest drept. (Daloz, Rép., Servitude, No. 535; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 964; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 710, 711).

**13.** Dacă, despre partea vecinului există pe zid picturi sau alte înfrumusețări, după o părere, coproprietarul care înalță zidul despărțitor va fi obligat să plătească daunele cauzate, însă despăgubirea nu va putea să întrecă valoarea unor picturi și înfrumusețări obișnuite întrucât vecinul trebuie să prevadă că celalt coproprietar va putea să uzeze de dreptul său de a înalță zidul comun. (Demolombe, XI, No. 405; Mourlon, I, No. 1745; Daloz, Rép., Servitude, No. 535; Huc, IV, No. 333; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 964; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 713).

**14.** După altă părere, deoarece vecinul trebuie să prevadă că celalt coproprietar va putea să uzeze de dreptul său de a înalță zidul comun, acesta nu datorește nici o despăgubire pentru daunele cauzate vecinului la picturile și alte ornamente aplicate pe zidul despărțitor. (Delvincourt, I, p. 404; Toullier, III, No. 208, 209; Duranton, V, No. 331; Daloz, Rép., Servitude, No. 535).

**15.** Coproprietarul care uzează de dreptul său de a înalță zidul despărțitor comun, nu are, în principiu, nici o răspundere chiar dacă prin această înălțare ar cauză celorlalți comuniști vreun in-

convenient. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 514 bis, I; Daloz, Rép., Servitude, No. 530 urm.; Suppl., Servitude, No. 193; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 964; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 710, 712, 713).

**16.** Dacă însă prin înălțarea zidului, coproprietarul a cauzat vecinului său un prejudiciu din imprudență și lipsă de luare de precauțiune, el va fi răspunzător față de vecin. (Daloz, Rép., Servitude, No. 536; Suppl., Servitude, No. 194; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 712).

**17.** Potrivit dispozițiilor art. 658 c. civ. fr. (595 c. civ. rom.), reparațiunile de întreținere pentru partea înălțată a zidului comun, cad în sarcina coproprietarului care a făcut înălțarea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 710, 711).

**18.** Reparațiunile de întreținere pentru adâncirea temeliei zidului, cad deasemenea în sarcina coproprietarului care a făcut temelia mai în adâncime decât eră înainte. (Delvincourt, I, p. 161; Demolombe, XI, No. 409; Daloz, Rép., Servitude, No. 548).

**19.** Potrivit dispozițiilor art. 658 partea finală c. civ. fr. (595 c. civ. rom.) coproprietarul care înalță zidul despărțitor, trebuie să plătească paguba, pentru sarcina cauzată zidului comun în proporțiune cu înălțimea. Evaluarea despăgubirii este lăsată la aprecierea suverană a judecătorilor de fond care o vor face prin o expertiză. (Demolombe, XI, No. 400; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 37, p. 607; Laurent, VII, No. 557; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 963; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 711; Comp.: Duranton, V, No. 332; Daloz, Rép., Servitude, No. 542).

**20.** A se vedea: art. 596 din codul civil cu notele respective.

**Art. 596.** — Dacă zidul comun nu e în stare a purta greutatea înălțării, cel ce vrea să-l înalțe e dator a-l face din întreg din temelie, cu cheltuiala sa, și orice adaus în grosime să-l facă pe locul său. (Civ. 595, 597 urm.; Civ. Fr. 659).

*Text. fr. Art. 659.* — Si le mur mitoyen n'est pas en état du supporter l'exhaussement, celui, qui veut l'exhausser doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédent d'épaisseur doit se prendre de son coté.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 659 c. civ. fr. (596 c. civ. rom.) dacă zidul comun nu poate purta greutatea înălțării, deși este bun și solid și răspunde la necesitățile întrebuirii sale actuale, coproprietarul care voeste să-l înalțe este dator a-l face din întreg din temelie, cu cheltueala sa, și orice adaus în grosime să-l facă pe locul său. (Marcadé, Art. 659; Daloz, Rép.,

Servitude, No. 545; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 711).

**2.** În cazul însă când independent de înălțare, zidul este slab sau în stare proastă, coproprietarul care voeste să înalțe zidul poate cere obligarea vecinului său, ca în virtutea dispozițiilor art. 655 c. civ. fr. (592 c. civ. rom.) să contribuie la repararea sau reclădirea zidului comun însă nu și la înălțarea lui care privește numai pe cel ce voeste să-l înalțe.

(Toullier, III, No. 204; Demolombe, XI, No. 404; Dalloz, Rép., Servitude, No. 534, 544).

**3.** Zidul nou prefăcut devine proprietatea comună a ambilor vecini până la înălțarea vechiului zid, în toată grosimea lui. (Toullier, II, p. 391; Demolombe, XI, No. 407; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 514 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 609; Laurent, VII, No. 565; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 711, text și nota 3).

**4.** După altă părere, pentru adaosul de grosime, zidul devine proprietatea ex-

clusivă a celui ce l-a făcut. (Marcadé, Art. 659).

**5.** Coproprietarul care a refăcut zidul în întregime nu mai datorește, ca în cazul art. 658 c. civ. fr. (595 c. civ. rom.) nici o despăgubire pentru sarcina cauzată prin înălțare, deoarece întregul zid este reclădit și întărit cu cheltueala sa. (Demolombe, XI, No. 404; Mourlon, I, No. 1744; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 607; Laurent, VII, No. 558; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 964; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 711, 712).

**Art. 597.** — Vecinul care n'a contribuit la înălțare, poate câștiga dreptul de comunitate plățind cheltuiala pe jumătate, precum și prețul pe jumătate al locului, ce s'ar fi întrebuițat pentru îngroșarea zidului. (Civ. 596, 598, 599; Pr. civ. 772, 723; Civ. Fr. 660).

*Text. fr. Art. 660.* — Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement, peut en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense qu'il a coûté, et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédent d'épaisseur, s'il y en a.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 660 c. civ. fr. (597 c. civ. rom.), coproprietarul zidului care nu a contribuit la înălțare, are dreptul ca oricând să silească pe celalt coproprietar care a făcut înălțarea, să-i cedeze coproprietatea părții înălțate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 716).

**2.** Coproprietarul zidului care nu a contribuit la înălțare, poate, potrivit dispozițiilor art. 665 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.), să dobândească numai o parte din zidul înălțat, în lungime sau în înălțime, iar nu și în grosime. (Demolombe, XI, No. 362; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 515 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II § 222, p. 612; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 956; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 716, nota 2).

**3.** După altă părere, în unele cazuri, se poate dobândi și o parte din grosimea zidului. (Laurent, VII, No. 511; Huc, IV, No. 338).

**4.** Dobândirea comunității unei porțiuni din partea înălțată a zidului se va face numai de jos în sus, cu începere de la locul unde zidul încetează de a fi comun, iar nu de sus în jos. (Duranton, V, No. 327; Demolombe, XI, No. 363; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II,

No. 515 bis, III; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 716, nota 2).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 660 c. civ. fr. (597 c. civ. rom.), coproprietarul pentru a dobândi coproprietatea părții înălțate a zidului, va trebui să plătească jumătate din cheltuielile înălțării, iar nu jumătate din valoarea actuală a părții înălțate, după cum prevede art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.) la dobândirea comunității zidului despărțitor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 717).

**6.** Totuși, dacă dobândirea comunității înălțării se face la interval mare după efectuarea lucrărilor de înălțare, nu se vor plăti în întregime cheltuielile făcute cu înălțarea, ci se va ține seamă de starea de vechime și de degradare a zidului din momentul dobândirii comunității. (Demolombe, XI, No. 376; Mourlon, I, No. 1748; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 515 bis, I; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 717; Contra: Laurent, VII, No. 564).

**7.** Actul prin care se dobândește comunitatea pentru înălțare a unui zid despărțitor, pentru a fi opozabil terților, trebuie transcris în registrele tribunalului situațiunii locului. (Laurent, XXIX, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 724).

**8.** A se vedea : art. 598 din codul civil cu notele respective.

**Art. 598.** — Orice vecin al unui zid poate să-l facă comun în parte sau tot plățind stăpânului zidului pe jumătate din valoarea sa, sau jumătate din valoarea părții ce vrea să facă comună, precum și jumătate din valoarea locului pe care este clădit zidul.

(Civ. 481, 597, 599, 611, 612, 623, 625, 1294 urm.; Pr. civ. 722, 723; Civ. Fr. 661).

*Text. fr. Art. 661.* — Tout propriétaire joignant un mur, a de même la faculté de le rendre mitoyen en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur, la moitié de sa valeur ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Beznan 22, 23.  
Cesiune parțială 12, 33.  
Cheltueli 29, 31, 32.  
Clădire, a se vedea cuvântul: „Reclădire”.  
Comune urbane, a se vedea cuvântul: „Orașe”.  
Constrângere 5.  
Construcții 6.  
Coproproprietate 1 urm.  
Dărâmare 8, 8 bis, 9.  
Deregare 3.  
Domeniu privat 18.  
omeniu public 17, 18.  
Dotă 20.  
Efect retroactiv 35, 36.  
Embatic 22, 23.  
Expertiză 30, 31, 32.  
Expropriere silită 40, 41.  
Facultate 2, 5.  
Grosime 13, 14, 15.  
Înălțime 21.  
Indiviziune 12.  
Ingrădire 15.  
Interes 7.  
Loc 1, 6, 33, 34.  
Lungime 12.  
Motive 7.  
Opozabilitate 42.  
Orașe 4, 5.  
Orșine publică 3, 10.

Parțială cesiune 12, 33.  
Plată, a se vedea cuvintele: „Valoarea locului”, „Valoarea zidului”.  
Posesor 24.  
Prescripție 2, 38.  
Prețul costului 28.  
Reclădire 9.  
Refuz 8, 8 bis, 9, 29.  
Renunțare 10, 11.  
Retroactivitate 35, 36.  
Servitute 27, 37.  
Sprijinirea unei clădiri 6, 35, 36.  
Stat, 17, 18, 19.  
Tară 4.  
Teren, a se vedea cuvântul: „Loc”.  
Terțe persoane 42.  
Transcriere 42.  
Uz 22, 23.  
Uzfruct 22, 23.  
Valoarea locului 1, 6, 33, 34.  
Valoarea zidului 1, 6, 2, 34.  
Vecini 25, 26.  
Vindere-cumpărare 39, 40, 41.  
Zid despărțitor 1 urm.

stituesc o facultate pentru proprietarul vecin, care nu poate fi constrâns să primească comunitatea zidului despărțitor, chiar în comunele urbane, unde împreună este obligatorie. (Demolombe, XI. No. 368, 386; Dalloz, Rép., Servitute, No. 470; Suppl., Servitute, No. 153; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 951; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 718, nota 2).

**6.** Dacă însă vecinul face uz de zidul despărțitor, rezământ pe el o construcțiune, el poate fi obligat a plăti jumătate din zid și din locul pe care este clădit. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 470; Suppl., Servitute, No. 153).

**7.** Vecinul care voeste să dobândească comunitatea zidului despărțitor, nu este obligat să arate motivele pentru care cere comunitatea. (Toullier, III, No. 193; Duranton, V, No. 325; Demolombe, XI, No. 359; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 613; Dalloz, Rép., Servitute, No. 456; Suppl., Servitute, No. 147; Laurent, VII, No. 505; Huc, IV, No. 335; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 951; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 721).

**8.** Proprietarul zidului despărțitor nu poate refuză de a cedă jumătate din zid, dărâmand zidul. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 459; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 721).

**8 bis.** Chiar dacă proprietarul zidului intenționă să dărâme zidul, el nu poate refuză cedarea jumătății lui. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 459).

**9.** Proprietarul zidului despărțitor nu poate refuză cedarea jumătății din zid, dărâmand zidul, chiar dacă s'ar oferi să facă un alt zid cu cheltuială comună la limita proprietăților. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 459; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 952).

**10.** Vecinul poate renunță în mod valabil la dreptul de a dobândi coproprietatea zidului, deoarece dispozițiunile art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.) nu sunt de ordine publică. (Demolombe, XI, No. 361; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 614; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 171; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 955; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 721).

**11.** Renunțarea poate fi nu numai expresă ci și tacită. (Demolombe, XI, No. 360, 361; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 614; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 171; Laurent, VII, No. 506, 519; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 721).

**12.** Potrivit dispozițiilor art. 661 c.

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.), orice vecin al unui zid poate să-l facă comun, plătind stăpânului zidului jumătate din valoarea sa, precum și jumătate din valoarea locului pe care este clădit zidul. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 718).

**2.** Facultatea de a dobândi comunitatea zidului este imprescriptibilă. (Demolombe, XI, No. 357; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 613; Laurent, VII, No. 505; Huc, IV, No. 337; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 951; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 720).

**3.** Dispozițiunile art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.) nu sunt de ordine publică. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 613; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 171; Laurent, VII, No. 519; Huc, IV, No. 337; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 949; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 721).

**4.** Dispozițiunile art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la orașe cât și la țară, deoarece textul legii nu face nici o distincțiune în această privință. (Delvincourt, I, p. 397; Dalloz, Rép., Servitute, No. 449; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 718).

**5.** Dispozițiunile acestui articol con-

civ. fr. (598 c. civ. rom.) vecinul poate dobândi comunitatea zidului în total sau în parte, atât în lungime cât și în înălțime începând dela temelie în sus. (Daloz, Rép., Servitude, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 718).

**13.** După părerea dominantă, vecinul nu poate dobândi comunitatea zidului despărțitor numai în privința unei părți din grosimea lui. (Pothier, Société, No. 251; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 515 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 612; Daloz, Rép., Servitude, No. 461; Suppl., Servitude, No. 151; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 956; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 718).

**14.** După altă părere, vecinul are dreptul să dobândească numai o parte din grosimea zidului despărțitor. (Delvincourt, I, p. 160, nota 9; Marcadé, Art. 661, No. 29; Huc, IV, No. 338; Comp.: Laurent, VII, No. 511).

**15.** Dispozițiunile art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la orice fel de ziduri despărțitoare ori care ar fi grosimea lor și ori care ar fi materialele din care au fost făcute. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 144; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 954; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 720).

**16.** Dispozițiunile acestui articol se aplică numai la zidurile propriu zise iar nu la orice fel de îngrădire. (Duranton, V, No. 363, 385; Demolombe, XI, No. 356 bis, 450, 468; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 611, 621; Mourlon, I, No. 1759; Daloz, Rép., Servitude, No. 450; Laurent, VII, No. 508, 585; Huc, IV, No. 335; Baudry et Chauveau, Des biens, 954, 1003; Planiol, I, No. 2515; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 720, 729, 733).

**17.** Dispozițiunile acestui articol nu-și găsesc aplicațiunea la zidurile despărțitoare aparținând clădirilor care fac parte din domeniul public și cari sunt în afară de comert. (Demolombe, XI, No. 356; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 611; Daloz, Rép., Servitude, No. 451; Suppl., Servitude, No. 145; Laurent, VII, No. 509; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 953; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 719).

**18.** Dacă însă clădirea încetează de a face parte din domeniul public, dispozițiunile acestui articol își vor găsi aplicațiunea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 452; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 719, text și nota 2)

**19.** Statul însă are dreptul să ceară dobândirea comunității unui zid care aparține unui particular. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 953; Contra: Laurent, VII, No. 510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I p. 720, nota).

**20.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea la zidurile despărțitoare aparținând clădirilor cari fac parte dintr'un fond dotal. (Baudry et Surville, Contrat de mariage, III, No. 1661).

**21.** Vecinul care posedă proprietatea în comun cu proprietarul zidului despărțitor, poate dobândi comunitatea acestui zid. (Baubry et Chauveau, Des biens, No. 950).

**22.** Pot uză de dispozițiunile art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.) după o părere, nu numai vecinii cari au plină proprietate ci și embaticarul, uzuarul și uzufructuarul. (Demolombe, XI, No. 353; Daloz, Rép., Servitude, No. 454; Suppl., Servitude, No. 146; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2517; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 718).

**23.** După altă părere, facultatea de a uză de dispozițiunile acestui articol aparține numai celui care se bucură de proprietate în toată întinderea ei. (Laurent, VII, No. 514; Huc, IV, No. 337; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 959).

**24.** Popesorul sau simplul detentor nu pot uză de facultatea prevăzută de acest articol. (Daloz, Rép., Servitude, No. 455; Suppl., Servitude, No. 146).

**25.** Numai proprietarul locului vecin cu zidul are dreptul să pretindă dobândirea comunității acestui fond, iar nu și proprietarul al cărui loc este despărțit de zid printr'un alt teren ori cât de mic ar fi el. (Duvergier sur Toullier, III, No. 193, nota a; Duranton, V, No. 324; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 515 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 50, p. 610; Daloz, Rép., Servitude, No. 460; Suppl., Servitude, No. 148, 149; Huc, IV, No. 335; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 950; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2515; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 718, nota 4).

**26.** După altă părere, proprietarul zidului poate fi obligat să cedeze comunitatea lui, chiar dacă în unele părți locul vecinului nu este alipit de zid, dacă spațiul de loc este de foarte mică importanță și nu este de nici un folos pentru proprietarul zidului. (Delvincourt, I, p. 397, nota; Toullier, III, No. 193; Demolombe, XI, No. 354; Massé et Verge sur Zachariae, III, p. 173 nota 18; Mourlon, I, No. 1716; Marcadé, Art. 661 No. 1; Daloz, Rép., Servitude, No. 460; Suppl., Servitude, No. 149; Laurent, VII, No. 507).

**27.** Existența unei servituți pe spațiul de loc alipit zidului, nu constituie o piedecă, pentru dobândirea comunității zidului despărțitor. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 150).

**28.** Pentru dobândirea comunității zidului, vecinul trebuie să plătească jumătate din valoarea lui în momentul cumpărării oricare ar fi acea valoare și materialele întrebuintate, iar nu jumătate din prețul costului de construcțiune. (Pothier, Société, No. 254; Demolombe, XI, No. 365; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 315 bis, II; Marcadé, Art. 661, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 612; Daloz, Rép., Servitude, No. 462, 463; Suppl., Servitude No. 152; Huc, IV, No. 340; Baudry et Chauveau, Des

biens, No. 957; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 722; Comp.: Delvincourt, I, No. 557, nota 10).

**29.** Vecinul care reclamă coproprietatea zidului este obligat să suporte cheltuielile făcute cu dobândirea acestei coproprietăți, însă nu va trebui să plătească cheltuielile când proprietarul zidului refuză fără drept cererea sa. (Demolombe, XI, No. 366; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 612, 613; Laurent, VII, No. 513; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 957; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 723).

**30.** În cazul când părțile nu sunt de acord în privința fixării prețului, el se va fixa de experți. (Toullier, III, No. 195; Duranton V, No. 328; Demolombe, XI, No. 336; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 173, nota 23; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 612, 613; Dalloz, Rép., Servitude, No. 468; Laurent, VII, No. 513; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 957; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 723).

**31.** Cheltuielile de expertiză, după o părere, vor fi totdeauna în sarcina vecinului care reclamă coproprietatea zidului. (Laurent, VII, No. 513; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 723).

**32.** După altă părere, cheltuielile de expertiză vor cădea în sarcina vecinului care reclamă coproprietatea zidului numai atunci când el nu a oferit nici un preț pentru dobândirea coproprietății sau a făcut o ofertă prea mică față de valoarea jumătății zidului. (Toullier, III, No. 195; Duranton, V, No. 328; Demolombe, XI, No. 366; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 173, nota 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 612, 613; Dalloz, Rép., Servitude, No. 468).

**33.** Potrivit dispozițiilor art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.) pentru dobândirea comunității zidului despărțitor, vecinul trebuie să plătească și jumătate din valoarea lucrului pe care e clădit zidul, chiar dacă el cere ca numai o parte din zid să devie comună. (Laurent, VII, No. 512; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 957; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 722).

**34.** Proprietarul zidului poate cere ca înainte de dobândirea coproprietății zidului, vecinul să plătească prețul. (Toullier, III, No. 195; Demolombe, XI, No. 374 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 469).

**35.** După dobândirea coproprietății zidului despărțitor, vecinul, după o părere, nu poate cere suprimarea lucrărilor arătate la art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.) făcute înainte de dobândire de către proprietarul zidului, deoarece această dobândire de proprietate nu are efect retroactiv. (Merlin, Rép., Vue, § 3, No. 2; Dalloz, Rép., Servitude, No. 471; Suppl.

Servitude, No. 156; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 722).

**36.** După altă părere, vecinul care dobândește coproprietatea zidului despărțitor, chiar dacă nu intenționează să clădească contra zidului, are dreptul să ceară suprimarea tuturor lucrărilor pe care proprietarul nu le-ar fi putut execută, fără voia vecinului, dacă acesta ar fi fost coproprietar. (Demolombe, XI, No. 369 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 614; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 154, 155; Laurent, VII, No. 516; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 958).

**37.** Vecinul care dobândește coproprietatea zidului despărțitor este obligat să sufere servituțile pe cari vecinul le-a dobândit asupra fondului său, deoarece coproprietatea zidului se dobândește în condițiunile în care se găsește zidul cu servituțile sale active sau pasive. (Delvincourt, I, p. 175; Duranton, V, No. 326; Demolombe, XI, No. 374; Massé et Vergé sur Zachariae, III, p. 187, nota 16; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 515 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 615; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 147; Laurent, VII, No. 519; Huc, IV, No. 339; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 958; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 722).

**38.** Comunitatea unui zid poate fi dobândită prin prescripțiune. (Demolombe, XI, No. 347; Aubry et Rau, ed. 5-a, II § 222, p. 603; Dalloz, Rép., Servitude, No. 484; Suppl., Servitude, No. 172; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 721).

**39.** Cesiunea comunității unui zid, după o părere, cuprinde caracterul unei adevărate vânzări, cu aplicațiunea tuturor regulilor dela materia vânzării. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 322, nota 24, p. 174; Laurent, VII, No. 521 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 723, text și nota 2, 724).

**40.** După altă părere, cesiunea comunității unui zid nu are caracterul unei vânzării, deoarece consimțământul cedentului este silit iar nu liber. (Goullouard, Vente, I, No. 439).

**41.** După a treia părere, cesiunea comunității unui zid, este o operație care are și caracterul unei vânzări și al unei exproprieri silită. (Demolombe, XI, No. 374 bis).

**42.** Actul care va cuprinde cesiunea comunității unui zid despărțitor, nu poate fi opozabil tertilor decât după tranșierea sa în registrele tribunalului situațiunei locului. (Laurent, XXIX, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 724).

**43.** A se vedea: art. 599 din codul civil cu notele respective.

**Art. 599.** — Unul din vecini nu poate găuri zidul comun, nici să alăture sau să sprijine de dânsul vreo lucrare, fără consimțământul celuilalt.



In caz de împotrivre, el nu poate face aceasta fără a regulă mai întâiu prin experți mijloacele necesare, pentru ca acea lucrare să nu vateme drepturile celui alt. (Civ. 594 urm., 611, 1517 § 4; Pr. civ. 211 urm; Civ. Fr. 662).

*Text. fr. Art. 662.* — L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre, ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de l'autre.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Apreciere suverană 12.	Lucrări 2—15.
Autorizația justiției, a se vedea cuvântul „Expertiză”.	Marturi 6.
Cheltueli 13.	Modificarea lucrărilor 10, 11, 12.
Clădire 2.	Notificare 4, 5.
Complectare 1.	Prjudiciu 3, 4, 7—13, 15.
Consimțământ 5, 6, 11, 12, 13.	Proba 6.
Coproprietate 1 urm.	Proprietate exclusivă 14.
Daune-interese 4, 9.	Somație 4, 5.
Dovadă 6.	Suprimarea lucrărilor 11, 12, 14, 15.
Expertiză 5, 7—13.	Suverană apreciere 12.
Înălțare 2.	Zid despărțitor 1 urm.

Doctrină.

**1.** Art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.) completează art. 657—659 c. civ. fr. (594—596 c. civ. rom.) și ar trebui să vie imediat după aceste texte. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 707, 714).

**2.** Dispozițiunile art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la toate lucrările ce pot fi făcute în zidul comun, cum sunt cele prevăzute de art. 657—659 c. civ. fr. (594—596 c. civ. rom.). (Taulier, II, p. 389; Demolombe, XI, No. 416; Massé et Vergé sur Zachariae II, § 322, p. 173; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 516 bis; Marcadé, Art. 662; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 32, p. 605; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 970; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 714, 715; Contra: Duranton, V, No. 335; Mourlon, I, No. 1750; Laurent, VII, No. 551; Huc, IV, No. 347).

**3.** Restricțiunile prevăzute de art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.) sunt privitoare numai la lucrările grele cari ar fi de natură să compromită soliditatea zidului iar nu la lucrările ușoare cari nu ar putea aduce nici o vătămare zidului și nici o jignire vecinilor. (Demolombe, XI, No. 410; Dalloz, Rép., Servitude, No. 515; Suppl., Servitude, No. 185; Comp.: Laurent, VII, No. 554; Huc, IV, No. 347; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 970; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 708, nota 2, 709, 715, nota 1).

**4.** Coproprietarul zidului despărțitor care voeste să facă o lucrare în zid este dator să facă cunoscut celui alt coproprietar, sub sancțiune de daune-interese, ziua și ora când vor începe lucrările pentru ca el să ia măsurile necesare ca prin

facerea acestor lucrări să nu încerce vreun prejudiciu. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 521, 530; Comp.: Delvincourt, I, p. 401, nota; Toullier, III, No. 207, nota; Duranton, V, No. 336).

**5.** Dacă părțile nu au căzut de acord în privința facerii lucrărilor, coproprietarul care voeste să efectueze lucrările va face întâi o somație celui alt coproprietar și apoi se va adresa justiției care va numi experții. (Delvincourt, I, p. 401, nota; Toullier, III, No. 207; Demolombe, XI, No. 366, 417; Dalloz, Rép., Servitude, No. 522; Huc, IV, No. 347; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 971; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 715).

**6.** Consimțământul coproprietarului zidului despărțitor pentru ca celălalt coproprietar să poată găuri zidul comun, sau să alătore de el vreo lucrare, nu ar putea fi dovedit prin martori, deoarece este vorba de o valoare nedeterminată. (Demolombe, XI, No. 417; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 971; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 714, nota 1).

**7.** Potrivit dispozițiunilor art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.) experții vor regulă mijloacele necesare pentru ca lucrarea să nu vateme dreptul celui alt proprietar. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 715).

**8.** Dacă experții constată că grosimea zidului nu poate suportă lucrarea proiectată, ea nu se mai poate face pe acest zid. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 715).

**9.** Dacă mijloacele prescise de experți vor cauză ulterior celui alt proprietar vreun prejudiciu, coproprietarul care a efectuat lucrările este obligat la plata de daune-interese, deși s'a conformat măsurilor prescise de experți. (Toullier, III, No. 207; Duranton, V, No. 337; Demolombe, XI, No. 419; Dalloz, Rép., Servitude, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 715).

**10.** Vecinul în acest caz, va putea chiar cere a se face modificări în lucrarea executată. (Duranton, V, No. 337; Demolombe, XI, No. 419; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 715).

**11.** În cazul când nu s'a cerut consimțământul coproprietarului zidului și nici nu s'a cerut avizul experților, acesta

poate cere suprimarea sau modificarea lucrărilor cari ar fi de natură să compromită soliditatea zidului despărțitor. (Daloz, Rép., Servitude, No. 517; Huc, No. 347; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 972; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 715).

**12.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă este sau nu cazul să ordone suprimarea lucrărilor făcute de coproprietarul zidului fără consimțământul celuilalt coproprietar sau fără avizul experților. (Daloz, Rép., Servitude, No. 517; Huc, IV, No. 347; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 972; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 715).

**13.** Cheltuielile ocazionate de contestația făcută de coproprietarul care nu a fost consultat înainte de efectuarea lucrărilor, vor cădea în sarcina vecinului care a

efectuat lucrările fără a se conforma dispozițiilor art. 662 c. civ. fr. (559 c. civ. rom.). (Duranton, V, No. 337; Daloz, Rép., Servitude, No. 524).

**14.** Vecinul care nu are nici un drept de coproprietate asupra zidului despărțitor nu se poate servi de acest zid iar dacă se folosește, proprietarul zidului are dreptul să-l împiedece. (Daloz, Rép., Servitude, No. 515; Suppl., Servitude, No. 185).

**15.** Dacă însă vecinul se oferă să plătească indemnitatea prevăzută de art. 661 c. civ. fr. (598 c. civ. rom.), pentru a face zidul comun, proprietarul zidului nu are dreptul să ceară suprimarea lucrărilor făcute de vecin asupra zidului despărțitor. (Daloz, Rép., Servitude, 455).

**16.** A se vedea: art. 594, 595 și 598 din codul civil cu notele respective.

**Art. 600.** — Fiecare poate în orașe și suburbii a îndatora pe vecinul său, a contribui la clădirea și repararea îngrădirii ce desparte casele, curțile și grădinile lor; înălțimea îngrădirii se va hotărî după regulamentele particulare, sau după obiceiul obștesc, și în lipsă de reglemente și de obicei, înălțimea zidului va fi cel mult de 2 metri socotindu-se și coama. (Civ. 481, 584, 585, 590, 592 urm., 597, 598; L. pol. rurale, 12; Civ. Fr. 663).

*Text. fr. Art. 663.* — Chacun peut contraindre son voisin, dans les villes et faubourgs, à contribuer aux constructions et réparations de la clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins assis esdites villes et faubourgs: la hauteur de la clôture sera fixée suivant les réglemens particuliers ou les usages constants et reconnus; et, à défaut d'usages et de réglemens, tout mur de séparation entre voisins, qui sera construit ou rétabli à l'avenir, doit avoir au moins trente-deux décimètres (dix pieds) de hauteur, compris le chaperon, dans les villes de cinquante mille âmes et au-dessus, et vingt-six décimètres (huit pieds) dans les autres.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Adâncime 16.	Interes public 1, 2.
Aprecieri 5, 13, 15, 21.	Loc 18, 19.
Autorități administrative 6.	Niveluri deosebite 20, 21, 28.
Bariere 12.	Obicei 24.
Câmp 9.	Orașe 1—9.
Carare 11.	Ordine privată 1, 2.
Case 7, 8.	Ordine publică 1, 2.
Clădire 18, 19, 20, 21.	Prescripție 3.
Comune rurale 4, 13.	Prezumțiuni 26.
Comune urbane 1—9.	Regulamente particulare 24.
Consimțământ 26, 27.	Renunțare 22—23.
Convenție 26, 27.	Reparare 18, 20, 21.
Coproprietate 18—23.	Șanțuri 14.
Curți 7—8.	Servitute 17.
Definiție 12.	Suburbii 1—9, 12, 13.
Derogare 1, 2.	Tară 4, 13.
Enumerare enunciativă 7.	Temelie 16.
Enumerare limitativă 8.	Teren 18, 19.
Facultate 3.	Titlu 26, 27.
Gard 14.	Trecere 11.
Grădini 7, 8.	Tribunale 5, 13, 15.
Grosime 16.	Valoare actuală 18, 19.
Înălțime 16, 24—28.	Vicinătate 10.
Îngrădire 1 urm.	Vie 9.
Instanțe judecătorești 5, 13, 15.	Zid 14, 18 urm.
Interes privat 1, 2.	

## Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) privitoare la îngrădirea caselor și locurilor situate în orașe și suburbii constituiesc, după o părere, obligațiuni de interes privat iar nu de ordine publică; prin urmare părțile pot derogă dela dispozițiunile acestui articol prin convențiuni particulare. (Toullier, III, No. 162; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 355; Daloz, Rép., Servitude, No. 561; Suppl., Servitude, No. 203; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 683, 684).

**2.** După altă părere, dispozițiunile art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) constituiesc obligațiuni de ordine publică, dela care părțile nu pot derogă prin convențiuni particulare. (Demolombe, XI, No. 378; Laurent, VII, No. 498; Huc, 348; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 981; Comp. Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 517 bis. I).

**3.** Dreptul de a cere obligațiunea ve-

cinului să contribuie la clădirea și repararea îngrădirii ce desparte casele, curțile și grădinele lor în orașe și suburbii, nu se poate prescrie deoarece acest drept constituie o facultate care derivă din lege. (Daloz, Rép., Servitude, No. 568; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 681).

**4.** Dispozițiunile art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea după termenii legii numai în orașe și suburbii iar nu și la țară; prin urmare ambele fonduri trebuie să fie situate într-o comună urbană. (Daloz, Rép., Servitude, No. 549; Suppl., Servitude, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 680, 681, 682).

**5.** Determinarea dacă locul față de care se ridică contestația face sau nu parte dintr'un oraș sau suburbie după o părere, aparține instanțelor judecătorești. (Demolombe, XI, No. 380; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 517 bis, II; Marcadé, Art. 663, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 354; Daloz, Rép., Servitude, No. 551; Suppl., Servitude, No. 200; Laurent, VII, No. 497; Huc, IV, No. 349; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 985).

**6.** După altă părere, această determinare aparține autorităților administrative. (Delvincourt, I, p. 392; Duranton, V, No. 319, nota 1; Daloz, Rép., Servitude, No. 553).

**7.** Cuvintele: «case, curte și grădine» întrebuintate de legiuitor în art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom), după o părere, au un înțeles enunciativ, așa încât după această părere îngrădirea ar fi obligatorie între o casă și o proprietate de altă natură decât cea prevăzută de acest articol, dacă ambele proprietăți sunt situate în cuprinsul unui oraș sau suburbie. (Duviergier sur Toullier, III, No. 165; Demolombe, XI, No. 382; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 517 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, nota 1, p. 354; Daloz, Rép., Servitude, No. 554; Suppl., Servitude, No. 201; Laurent, VII, No. 499; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 980; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 681, nota 4).

**8.** După altă părere, aceste cuvinte au un înțeles limitativ, deoarece servituțiile nu trebuie să întinse mai mult decât sunt stabilite de termeni precisi ai legii. (Delvincourt, I, p. 392; Toullier, III, No. 165; Daloz, Rép., Servitude, No. 554; Suppl., Servitude, No. 201).

**9.** Dispozițiunile acestui articol nu-și găsesc aplicațiunea la un câmp sau la o vie care sunt situate într'un oraș. (Demolombe, XI, No. 382; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 354; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 980; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 681, nota 4).

**10.** Pentru ca dispozițiunile art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea trebuie ca ambele proprie-

tăți să fie alipite. (Daloz, Rép., Servitude, No. 556; Laurent, VII, No. 500; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 980; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 682).

**11.** Dacă între proprietăți există un teren comun care servește de trecere ambilor proprietari, dispozițiunile art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) nu-și mai găsesc aplicațiunea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 556; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 980).

**12.** Prin suburbie se înțelege partea orașului care se întinde dincolo de împrejmuirea și barierele lui. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 681, nota 2).

**13.** Tribunalele vor aprecia unde sfârșesc suburbiile și unde încep comunele rurale. (Demolombe, XI, No. 380 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 354; Laurent, VII, No. 497; Huc, IV, No. 349; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 985; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2390; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 631).

**14.** Îngrădirea de care vorbește art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) este zidul iar nu gardul de spini și de nuele sau gardul de scânduri, șanțuri etc., dispozițiunile acestui articol aplicându-se numai la ziduri propriu zise. (Duranton, V, No. 363, 382, 385; Demolombe, XI, No. 381, 450, 468; Mourlon, I, No. 1759; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 517 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 354, § 222, p. 611, 621; Daloz, Rép., Servitude, No. 557; Laurent, VII, No. 501, 585; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 983, 1003; Planiol, I, No. 2389; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 681, 682, 729, 733; Contra: Toullier, III, No. 167; Comp.: Huc, IV, 349).

**15.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă condițiunile în care este efectuată îngrădirea nu aduce atingere drepturilor proprietarului vecin întrucât legea nu a stabilit chipul în care îngrădirea trebuie făcută nici materialul din care trebuie să fie efectuată. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 204; Huc, IV, No. 349; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 983).

**16.** Se decide că grosimea îngrădirii și adâncimea temeliei vor fi proporționale cu înălțimea ei, deoarece legea tace asupra acestui punct. (Taulier, II, p. 393; Demolombe, XI, No. 381; Daloz, Rép., Servitude, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 683).

**17.** La facererea îngrădirii se va avea în vedere ca să nu se puie piedecă servituței care ar exista în favoarea fondului vecin. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 204).

**18.** Întrucât potrivit dispozițiunilor art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.) ambii proprietari vecini trebuie să contribuie la clădirea și repararea îngrădirii ce desparte proprietățile lor, după o părere, acel care a construit un zid despărțitor pe propriul său teren, are dreptul să ceară dela vecinul său plata jumătății valorii

actuale a zidului și a terenului pe care este construit. (Delvincourt, I, p. 392; Toullier, II, p. 394; Duranton, V, No. 323; Demolombe, XI, No. 386; Dalloz, Rép., Servitude, No. 569; Suppl., Servitude, No. 205).

**19.** După altă părere, proprietarul care a construit un zid despărțitor pe propriul său teren, nu are dreptul să ceară dela vecinul său jumătate din valoarea actuală a zidului și a terenului pe care este construit, deoarece el nu poate obliga pe vecin să dobândească, fără voia sa, coproprietatea zidului. (Toullier, III, No. 198; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 325, nota 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 220, nota 7, p. 357; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 205; Laurent, VII, No. 503; Huc, IV, No. 348; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 984; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2390; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 685, 686).

**20.** Când ambele fonduri sunt la nivelul deosebite, după o părere, ambii vecini vor contribui în părți egale la construirea și repararea zidului despărțitor. (Toullier, III, No. 162; Duranton, V, No. 319; Demolombe, XI, No. 384 bis).

**21.** După altă părere, în acest caz se va hotări după situațiunea fondurilor. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 567; Comp.: Delvincourt, I, p. 593; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 517 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 358; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 684, nota).

**22.** Vecinul după o părere, se poate liberă de obligația prevăzută de art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.), renunțând la dreptul de comunitate, deoarece dispozițiunile art. 656 c. civ. fr. (593 c. civ. rom.) își găsească și aici aplicația. (Toullier, III, No. 163, 218; Massé et Vergé, sur Zachariae, II, § 325, p. 178; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 355, 356; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 684, 685).

**23.** După altă părere, vecinul nu poate să se libereze de obligația prevăzută de art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.), renunțând la comunitatea zidului. (Toullier, II, p. 394; Duranton, V, No. 319; Demolombe, XI, No. 379; Mourlon, I, No. 1741; Demante et Colmet de Santerre, ed.

3-a, II, No. 517 bis, I; Laurent, VII, No. 502; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 982).

**24.** Potrivit dispozițiilor art. 663 c. civ. fr. (600 c. civ. rom.), numai în lipsă de regulamente particulare sau de obiceiul obștesc, mărimea zidului despărțitor va fi fixată la înălțimea arătată de acest articol. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 560; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 683).

**25.** În art. 600 c. civ. rom., legiuitorul a voit să spuie că înălțimea zidului va fi de cel puțin doi metri, cum e în art. 663 c. civ. fr. iar nu cel mult doi metri după cum e redactat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 680, 683).

**26.** Părțile vecine au dreptul să înalte zidul cât vor crede de cuviință și convenția este prezumată când zidul despărțitor are o înălțime mai mare decât cea fixată de lege; în acest caz unul dintre vecini nu are dreptul să ceară micșorarea înălțimei zidului. (Demolombe, XI, No. 383 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 563; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 983; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 683).

**27.** Dacă nu există convențiune între părți, unul dintre vecini are dreptul să înalte zidul până la înălțimea prevăzută de lege, întrucât servitutea «altius non tollendi», nu este presupusă. (Merlin, Rép., Servitude, Section 6, § 4; Demolombe, XI, No. 383 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 564; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 683).

**28.** În cazul când unul dintre fondurile vecine este mai ridicat decât celalt, înălțimea legală a zidului despărțitor, în lipsă de text de lege, va fi măsurată dela suprafața fondului cel mai ridicat. (Delvincourt, I, p. 393; Toullier, III, No. 162; Demolombe, XI, No. 384; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 200, p. 358; Dalloz, Rép., Servitude, No. 565; Suppl., Servitude, No. 182; Huc, IV, No. 349; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 983; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 517 bis, V; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 684, nota).

**29.** A se vedea: art. 593 din codul civil cu notele respective.

**Art. 601.** — Când se reclădește un zid comun sau o casă, toate servituțile active și pasive se perpetuă în privirea noului zid sau a noii case, fără a se putea însă îngreună, dacă reclădirea s'a făcut mai înainte de împlinirea prescripțiunei. (Civ. 564, 592, 636 urm., 1890, 1895; Civ. Fr. 665).

*Text. fr. Art. 665.* — Lorsqu'on reconstruit un mur mytoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison sans toutefois qu'elles puissent être aggravées, et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise.

## Doctrină.

1. Art. 665 c. civ. fr. (601 c. civ. rom.) cuprinde o aplicare a art. 703 și 704 c. civ. fr. (636 și 637 c. civ. rom.), așa încât el este de prisos. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 855, nota 4, 859).

2. Servituțiile active sunt acele ser-

vituți cari erau constituite în folosul zidului sau casei dărâmate iar servituțiile pasive sunt acele servituți cari erau impuse zidului sau clădirei în folosul altui fond. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 855, nota 3).

3. A se vedea: art. 636 și 637 din codul civil cu notele respective.

**Art. 602.** — Toate șanțurile între două proprietăți se socotesc comune de nu va fi titlu sau semn contrariu. (Civ. 480, 590, 603 urm., 1200 urm.; C. p. 355; L. jud. oc. 32—3<sup>o</sup>; Civ. Fr. 666, 668).

*Text. fr. Art. 666.* — Tous fossés entre deux héritages sont présumés mitoyens s'il n'y a titre ou marque du contraire.

*Text. fr. Art. 666. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Toute clôture qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il y a titre, prescription ou marque contraire.

Pour les fossés, il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

*Text fr. Art. 668. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Le voisin dont l'héritage joint un fossé ou une haie non mitoyens ne peut contraindre le propriétaire de ce fossé ou de cette haie à lui céder la mitoyenneté.

Le copropriétaire d'une haie mitoyenne peut la détruire jusqu'à la limite de sa propriété, à la charge de construire un mur sur cette limite.

La même règle est applicable au copropriétaire d'un fossé mitoyen qui ne sert qu'à la clôture.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Arbori 15.  
Carare 9, 10.  
Cesiune 11.  
Cheltueli 12.  
Conflict 5.  
Consimțământ 13.  
Constrângere 11, 12.  
Coproprietate 1 urm.  
Drumuri 2.  
Fășie de teren 9, 10.  
Garduri 8.  
Iarbă 14.

Indiviziune forțată 13.  
Opozabilitate 3, 4.  
Partaj 13, 14.  
Posesiune 6.  
Prescripțiune 6, 7.  
Prezumțiuni 1 urm.  
Șanțuri 1 urm.  
Scurgerea apelor 1.  
Stat 2.  
Tărănă 14.  
Titlu 3, 4, 5.  
Zid 11.

583; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 726, nota 2).

3. Pentru înlăturarea prezumțiunii de comunitate, art. 666 c. civ. fr. (602 c. civ. rom.) cere prezentarea unui titlu; după o părere numai titlurile comune ambelor părți pot înlătura prezumțiunea de comunitate, deoarece un titlu nu poate fi opus decât celui dela care emană. (Taulier, II, p. 388; Duranton, V, No. 308; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 69 bis, p. 618; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 727).

4. După altă părere, pentru înlăturarea prezumțiunii de comunitate, nu este necesar ca titlul ce se invoacă să fie comun ambilor vecini. (Huc, IV, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 994).

5. Dacă este conflict între titlu și prezumțiunea legală, se va preferi titlul. (Laurent, VII, No. 537, 573; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 727, nota 1).

6. Pentru înlăturarea prezumției de comunitate a șanțului despărțitor, se cere o posesiune de treizeci ani care să ducă la prescripțiune; o posesiune de un an nu e suficientă. (Delvincourt, I, p. 557; Duvergier sur Toullier, III, No. 229, nota a; Demolombe, XI, No. 456, 457; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 81,

## Doctrină.

1. Pentru ca un șanț despărțitor să fie considerat comun, prin aplicațiunea dispozițiunilor art. 666 c. civ. fr. (602 c. civ. rom.), nu este necesar ca șanțul să fi fost făcut pentru a servi de îngrădire, ci aceasta are loc chiar dacă a fost făcut cu scopul de a da o scurgere apelor. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 213; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 726).

2. Șanțurile săpate pe marginea drumurilor aparțin Statului și lor nu li se poate aplica prezumțiunea de comunitate. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 323, p. 175; Daloz, Rép., Servitude, No.

p. 620; Dalloz, Rép., Servitude, No. 584, 607; Laurent, VII, No. 572; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 995; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 727, nota 1; Contra: Toullier, III, No. 229; Duranton, V, No. 356, 370).

**7.** Deasemenea pentru înlăturarea prezumpției de comunitate a șanțului despărțitor, se poate invoca prescripțiunea de 10—20 ani, (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 620).

**8.** Pentru șanțuri prezumpțiunea de comunitate a șanțului despărțitor își găsește aplicațiunea, fără a se distinge dacă cele două fonduri vecine, sau unul dintre ele este îngrădit din toate părțile, deoarece dispozițiunile art. 670 c. civ. fr. (606 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea numai la garduri iar nu și la șanțuri. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 209; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 726).

**9.** Dacă între șanț și linia despărțitoare a proprietăților se află o fâșie de loc, prezumpțiunea de comunitate a șanțului încetează. (Duranton, V, No. 349; Demolombe, XI, No. 453; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 68, p. 617; Laurent, VII, No. 570; Huc, IV, No. 357; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 726, nota 1).

**10.** Un proprietar are dreptul să facă un șanț despărțitor pe fondul său, fără a fi obligat ca între acest șanț și fondul vecin să lase vreo fâșie de teren. (Toullier, III, No. 227; Duranton, V, No. 364; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 198, nota 5, p. 334; Dalloz, Rép., Servitude, No. 593; Suppl., Servitude, No. 215; Laurent, VIII, No. 32; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 998; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 726, nota; Contra: Demolombe, XI, No. 464; Huc, No. 368).

**11.** Sub imperiul vechiului art. 666 c. civ. fr. (602 c. civ. rom.) se decidea că

**Art. 603.** — Este semn de necomunitate când pământul e înălțat sau aruncat numai de o parte a șanțului. (Civ. 591, 602, 604, 1200, 1202; Civ. Fr. 666, 667).

*Text fr. Art. 666 (Modificat prin legea din 20 August 1881).* -- Toute clôture qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il y a titre, prescription ou marque contraire.

Pour les fossés, il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

*Text. fr. Art. 667.* — Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 667 c. civ. fr. (603 c. civ. rom.), este semn de necomunitate a șanțului despărțitor când

vecinul nu poate constrânge pe proprietarul unui șanț despărțitor ca să-i cedeze comunitatea lui, după cum poate fi constrâns proprietarul unui zid despărțitor. (Toullier, III, No. 227; Duranton, V, No. 362, 363; Demolombe, XI, No. 450, 468; Mourlon, I, No. 1759; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 523 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 572; Laurent, VII, No. 585; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1003; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 729).

**12.** Proprietarul care voește să sape un șanț despărțitor, nu poate constrânge pe vecinul său ca să contribuie la facerea lui, ci este obligat să-l facă pe fondul său și cu cheltuiala sa. (Demolombe, XI, No. 464, 468; Dalloz, Rép., Servitude, No. 572, 592; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 729).

**13.** Unul dintre coproprietarii nu poate cere, fără consimțământul celui alt coproprietar, împărțirea șanțului, deoarece există între ei o indiviziune forțată. (Toullier, III, No. 94, nota 1; Demolombe, XI, No. 463, 479; Mourlon, I, No. 1769; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 523 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 76, p. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 729, 730; Contra: Duranton, V, No. 361, 381; Laurent, VII, No. 586).

**14.** Coproprietarii unui șanț vor împărți între ei tot ce se extrage din șanț, cum este țărâna iarba, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 726).

**15.** Arborii cari se află într'un șanț comun, aparțin coproprietarilor șanțului. (Demolombe, XI, No. 460; Laurent, VII, No. 574; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 729).

**16.** A se vedea: art. 603, 604 și 606 din codul civil cu notele respective.

pământul este înălțat sau aruncat numai de o parte a șanțului. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 207; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 727).

**2.** Prin cuvintele: «pământ aruncat»

intrebuințate de legiuitor în art. 667 c. civ. fr. (603 c. civ. rom.) se înțelege pământul aruncat pe marginile șanțului despărțitor și rezultat numai din săparea sau curățirea șanțului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 70, p. 618; Dalloz, Rép., Servitude, No. 576; Suppl., Servitude, No. 210; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 727).

**3.** Semnele de necomunitate ale șanțului despărțitor, după o părere, sunt arătate de acest articol în mod enunțiativ. (Demolombe, XI, No. 458; Dalloz, Rép., Servitude, No. 577 urm.; Suppl., Servitude, No. 208).

**Art. 604.** — Șanțul se socotește a fi exclusiv al celui în partea căruia pământul e aruncat. (Civ. 591, 603, 1200, 1202; Civ. Fr. 666, 668).

*Text. fr. Art. 666 (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Toute clôture qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il y a titre, prescription ou marque contraire.

Pour les fossés, il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

*Text. fr. Art. 668.* — Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 668 c. civ. fr. (604 c. civ. rom.), șanțul despărțitor se socotește a fi proprietatea exclusivă a vecinului în partea căruia pământul este aruncat. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 207; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 728).

**2.** În cazul când pământul este aruncat de amândouă părțile șanțului despărțitor sau nu este aruncat pământ de nici o parte, șanțul se socotește comun. (Toullier, III, No. 226, Demolombe, XI, No. 454; Dalloz, Rép., Servitude, No. 574; Laurent, VII, No. 570; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 728).

**3.** Pentru înlăturarea prezumpțiunii de necomunitate, trebuie să se demonstreze că posesiunea pământului aruncat de o parte a șanțului despărțitor să nu fie contestată, deoarece este posibil ca pământul să fi fost scos din șant cu ocazia curățirii lui, sau să fi fost adus și pus deoparte a șanțului în mod clandestin, cu scopul de a dobândi astfel proprietatea exclusivă. (Toullier, II, p. 397; Duranton, V, No. 357; Demolombe, XI, No. 454; Dalloz, Rép., Servitude, No. 575; Comp.: Laurent, VII, No. 571; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 728, notă).

**4.** În cazul când pământul este aruncat de o parte a șanțului comun, fie cu ocazia curățirii lui, fie că este adus din altă parte sau când se ridică pământul arun-

**4.** După altă părere, legea a arătat în mod limitativ semnele de necomunitate ale șanțului despărțitor, deoarece nu poate exista prezumpțiune legală fără text de lege. (Duranton, V, No. 353 urm.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 577; Suppl., Servitude, No. 208; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 323, p. 175; Aubry et Rau, ed. 5-a, II § 222, p. 618; Laurent, VII, No. 571; Huc, IV, No. 458; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 997; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 727, nota 3).

**5.** A se vedeă art. 604 din codul civil cu notele respective.

cat de o parte a șanțului pentru a se face să se creadă că șanțul este comun, vecinul în drept va putea introduce acțiune posesorie. (Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 419; Servitude, No. 575).

**5.** În contra prezumpțiunii prevăzută de art. 668 c. civ. fr. (604 c. civ. rom.) care este numai juris tantum, se poate admite proba contrară. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 573; Huc, IV, No. 356; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 996).

**6.** Deasemenca prezumpțiunea prevăzută de art. 668 c. civ. fr. (604 c. civ. rom.), cade în cazul când există semne de hotar cari o contrazic și dacă aceste semne de hotar sunt recunoscute și necontestate. (Demolombe, XI, No. 453; Marcadé, Art. 666; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 618; Dalloz, Rép., Servitude, No. 578; Suppl., Servitude, No. 211).

**7.** Comunitatea îngrădirii poate fi dobândită prin prescripțiune de treizeci ani, dacă posesiunea îndeplinește condițiunile cerute de lege pentru a duce la prescripțiune. (Demolombe, XI, No. 457; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 521. bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 71, p. 618; Laurent, VII, No. 572; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 995; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 727, nota 1, 728).

**8.** A se vedeă: art. 603 din codul civil cu notele respective.

**Art. 605.** — Şanţul comun trebuie întreţinut cu cheltuiala comună. (Civ. 592; Civ. Fr. 667, 669).

*Text fr. Art. 667. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* La clôture mitoyenne doit être entretenue à frais communs; mais le voisin peut se soustraire à cette obligation en renonçant à la mitoyenneté.

Cette faculté cesse si le fossé sert habituellement à l'écoulement des eaux.

*Text. fr. Art. 669.* — Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

### Doctrină.

**1.** Sub imperiul vechiului text francez art. 669 (605 c. civ. rom.) s'a discutat dacă vecinul putea să se sustragă dela obligaţiunea de a întreţine şanţul comun prin renunţarea la comunitate şi se decidea că el are acest drept. (Pothier, Société, No. 229; Duranton, V, No. 360; Demolombe, XI, No. 461, 470; Massé et Vergé, sur Zachariae, II, p. 175; Mourlon, I, No. 1757; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 523 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 618, 619; Dalloz, Rép., Servitude,

No. 585; Laurent, VII, No. 575; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 728, 729).

**2.** Prin renunţarea la comunitate, vecinul este descărcat de obligaţia de întreţinere pentru viitor, însă rămâne obligat pentru trecut, dacă în această privinţă nu s'a regulat nimic între părţi. (Pothier, Société, No. 229; Demolombe, XI, No. 522; Dalloz, Rép., Servitude, No. 587).

**3.** În cazul când după renunţarea la comunitate, vecinul nu întreţine în bună stare şanţul despărţitor, renunţătorul are dreptul să revie asupra renunţării sale, reluând comunitatea. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 587).

**Art. 606.** — Orice gard ce desparte două proprietăţi se socoteşte comun, afară numai dacă una singură din două proprietăţi va fi îngrădită, sau de nu va fi un titlu sau posesiune îndestulătoare, care să constate din contra. (Civ. 590 urm., 602 urm., 609, 1200, 1202, 1846, 1890, 1895; C. p. 355; Civ. Fr. 666, 668, 669, 670).

*Text fr. Art. 666. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Toute clôture qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il y a titre, prescription ou marque contraire.

Pour les fossés, il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

*Text fr. Art. 668. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Le voisin d'ont l'héritage joint un fossé ou une haie non mitoyens ne peut contraindre le propriétaire de ce fossé ou de cette haie à lui céder la mitoyenneté.

Le copropriétaire d'une haie mitoyenne peut la détruire jusqu'à la limite de sa propriété, à la charge de construire un mur sur cette limite.

La même règle est applicable au copropriétaire d'un fossé mitoyen qui ne sert qu'à la clôture.

*Text fr. Art. 669. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Tant que dure la mitoyenneté de la haie, les produits en appartiennent aux propriétaires par moitié.

*Text. fr. Art. 670.* — Toute haie qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou possession suffisante au contraire.



INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Apreciere 16.	Opozabilitate 7, 8.
Cărare 17.	Partaj 18, 21.
Consimțământ 18.	Poseziune 9.
C. nstrângere 13.	Prescripție 9, 10.
Comproprietate 1 urm.	Prezumțiuni 1 urm.
Distrugere 5.	Probă 4.
Dovadă 4.	Produse 21.
Fășie de pământ 17.	Renunțare 20.
Garduri 1 urm.	Reparații 19, 20.
Gard uscat 1.	Șanțuri 11, 12, 14, 15, 16.
Gard v. u. 1.	Semne 11.
Grănițuire 12.	Stare primitivă 5.
Indiviziune forțată 18.	Titlu 6, 7, 8.
Ingrădire 2 urm.	Zid 3, 11.
Intreținere 19, 20.	

## Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 670 c. civ. fr. (606 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la gardurile uscate cât și la garduri vii. (Demolombe, XI, No. 469; Marcadé, Art. 670; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 77, p. 619; Laurent, VII, No. 576; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 730, text și nota 4).

**2.** Potrivit dispozițiilor vechiului art. 670 c. civ. fr. (606 c. civ. rom.) prezumțiunea de comunitate a gardului despărțitor își găsește aplicațiunea numai dacă cele două fonduri vecine sunt îngrădite sau nici unul dintre fonduri nu este îngrădit. (Duranton, V, No. 368; Demolombe, XI, No. 471; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 619; Mourlon, I, No. 1761; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 209; Laurent, VII, No. 578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 731, text și nota 2).

**3.** Pentru ca prezumțiunea de comunitate a gardului despărțitor să-și poată găsi aplicațiunea, în cazul când ambele fonduri sunt îngrădite, nu este necesar ca modul de îngrădire să fie același de toate părțile; astfel, gardul despărțitor va fi considerat comun în cazul când unul dintre fonduri va avea îngrădirea formată în parte din gard și în parte din zid, pe când celălalt fond va fi îngrădit numai cu gard. (Delvincourt, I, p. 399; Demolombe, XI, No. 471, 472; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1763; Marcadé, Art. 670; Dalloz, Rép., Servitude, No. 611; Laurent, VII, No. 579; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 732, nota; Contra: Duranton, V, No. 368; Taulier, II, p. 399).

**4.** În cazul când numai unul dintre fonduri este îngrădit de toate părțile, gardul despărțitor nu mai este considerat comun, însă nu există prezumțiune că gardul aparține proprietarului fondului complet îngrădit, ci acel care pretinde proprietatea exclusivă a gardului trebuie să-și dovedească dreptul său potrivit regulilor generale în materie de probă. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 209; Huc, IV, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 992; Contra: Demolombe, XI, No. 471; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 732).

**5.** Pentru a se hotări dacă un gard este

sau nu comun, trebuie să se ia în considerație starea primitivă a fondurilor vecine iar nu starea actuală, căci este posibil ca îngrădirea dela unul dintre fonduri să se fi făcut mai târziu. (Demolombe, XI, No. 471; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 619; Dalloz, Rép., Servitude, No. 612; Laurent, VII, No. 580; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 991; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 731, nota 2).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 670 c. civ. fr. (606 c. civ. rom.), prezumțiunea de comunitate a gardului despărțitor încetează, când există titlu care să constate contrariul. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 604; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 732).

**7.** După o părere, numai titlurile comune ambelor părți pot înlătura prezumțiunea de comunitate, deoarece un titlu nu poate fi opus decât celui dela care emană. (Taulier, II, p. 388; Duranton, V, No. 308; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 69 bis, p. 618).

**8.** După altă părere, pentru înlăturarea prezumțiunii de comunitate, nu este necesar ca titlul ce se invoacă să fie comun ambilor vecini. (Huc, IV, No. 358; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 994).

**9.** Pentru înlăturarea prezumțiunii de comunitate a unui gard despărțitor, se cere o posesiune de treizeci ani, care să ducă la prescripțiune; o posesiune de un an nu e suficientă. (Delvincourt, I, p. 557; Duvergier sur Toullier, III, No. 229, nota a; Demolombe, XI, No. 475; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 521 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, text și nota 81, p. 620; Dalloz, Rép., Servitude, No. 584, 607; Laurent, VII, No. 540, 581; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 948; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 732; Contra: Toullier, III, No. 229; Duranton, V, No. 370).

**10.** Deasemenea pentru înlăturarea prezumțiunii de comunitate a gardului despărțitor, se poate invoca prescripțiunea de 10—20 ani. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 620).

**11.** Cu toate că legea vorbește de semne de necomunitate numai pentru ziduri și șanțuri, totuși pot exista semne de necomunitate și pentru garduri despărțitoare. (Huc, IV, No. 358).

**12.** În cazul când există semne de grănițuire regulat stabilite și necontestate, prezumțiunea de comunitate a gardului despărțitor încetează. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 578, 605; Suppl., Servitude, No. 211).

**13.** Dispozițiunile art. 661 și 663 c. civ. fr. (598 și 600 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la garduri. (Duranton, V, No. 363, 385; Demolombe, XI, No. 450, 468; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 621; Laurent, VII, No. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 733).

**14.** Dacă după un gard, există dealungul său un șanț, după o părere, gardul

este presupus că este proprietatea celui lângă fondul căruia se găsește, indiferent, dacă șanțul este sau nu comun și dacă aparține unuia sau celuilalt dintre vecini. (Delvincourt, I, p. 399; Dalloz, Rép., Servitude, No. 614).

**15.** După altă părere, în acest caz, gardul va fi considerat comun, el fiind limita dintre proprietățile vecine. (Duranton, V, No. 375; Dalloz, Rép., Servitude, No. 614).

**16.** După a treia părere, tribunalele vor aprecia după împrejurările cauzei, neputându-se adopta, în acest caz o soluțiune absolută. (Demolombe, XI, No. 476; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 176, nota 2).

**17.** Dacă între gard și linia despărțitoare este o fâșie de pământ, gardul nu se mai socotește comun deoarece nu desparte două proprietăți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1763; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, nota 78, p. 619; Laurent, VII, No. 577; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 731, nota 1).

**18.** Unul dintre coproprietari nu poate cere, fără consimțământul celuilalt coproprietar, împărțirea gardului comun, deoarece există între ei o indiviziune forțată. (Toullier, III, p. 94, nota 1; Duranton, V, No. 361, 381; Demolombe, XI, No. 463, 679; Mourlon, I, No. 1769; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 523 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 729, 730; Contra: Laurent, VII, No. 586).

**19.** Ambii coproprietari sunt obligați să întrețină gardul comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 732).

**20.** Coproprietarul se poate descărca de obligația de a întreține gardul comun, renunțând la comunitate. (Demolombe, XI, No. 478; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 621; Laurent, VII, No. 582; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 733).

**21.** Ambii coproprietari sunt în drept să împartă produsele gardului comun. (Demolombe, XI, No. 477; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 620; Laurent, VII, No. 582; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 732).

**Art. 607.** — Nu e ertat a sădi arbori cari cresc înalți, decât în depărtarea hotărîită de reglementele particulare <sup>1)</sup> sau de obiceiurile constante și recunoscute și în lipsă de reglemente și de obiceiuri, în depărtare de doi metri dela linia despărțitoare a celor două proprietăți pentru arborii înalți și de o jumătate metru pentru celelalte plantațiuni și garduri vii. (Civ. 480, 484, 489—491, 586, 608 urm., 627, 639, 1790; Civ. Fr. 671).

*Text. fr. Art. 671.* — Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les réglemens particuliers actuellement existants ou par les usages constants et reconnus; et, à défaut de réglemens et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres arbres et haies vives.

*Text. fr. Art. 671. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les réglemens particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus; et, à défaut de réglemens et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations.

Les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, de chaque côté du mur séparatif, sans que l'on soit tenu d'observer aucune distance, mais ils ne pourront dépasser la crête du mur.

Si le mur n'est pas mitoyen, le propriétaire seul a le droit d'y appuyer ses espaliers.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Agricultură 12.  
Amenajare 26, 28.  
Apă curgătoare 10.  
Aprecieră suver. 22, 24, 26.

Arbori 2, 5, 6, 7, 12, 25,  
26, 27, 28.  
Arbuști 2, 25, 26, 27.  
Brazi 27.

Calcularea distanței 6—11,  
26, 28.  
Canal 10.  
Centru 7, 8.  
Copaci 2, 5, 6, 7, 12, 25,  
26, 27, 28.  
Curs de apă 10.

Distanță 1 urm.  
Dovadă 21.  
Dracilă 27.  
Drum public 11.  
Facultate 1.  
Fag 27.  
Garduri 4, 5, 8, 9, 10, 25.

1) In art. francez 671, se zice imediat: „actuellement existants”.

Gard uscat 4.  
Gard viu 4, 5, 25.  
Ingrădire 14.  
Interes 12.  
Măcieș 27.  
Marturi 21.  
Mijloc 7, 8.  
Nuc 27.  
Obiceiuri 18—23, 25.  
Oraș 12, 13, 21.  
Oțetari 27.  
Pădure 2, 15, 16, 17.  
Pârâu 10.  
Plantații 1, 2, 3, 6, 8, 9,  
10, 18, 19, 20, 24, 26, 28.  
Plopi 27.  
Prejudeciu 1, 12.  
Prescripție 1.  
Prezumpțiuni 24.

Probă 21.  
Rădăcini 12.  
Regulament 25.  
Salcâmi 27.  
Șanțuri 8, 9, 10.  
Șcupie 27.  
Spontan 3.  
Siejar 27.  
Suprafață 6.  
Suverană apreciere 22, 24,  
26.  
Tara 12, 13.  
Tei 27.  
Titlu 21.  
Trandafir 27.  
Umbră 12.  
Varietate de arbori 26, 28.  
Vecinătate 8, 9, 10, 16, 17.  
Zid 8, 9, 10.

### Doctrină.

**1.** Proprietarul unui fond are oricând dreptul să planteze pe locul său, deoarece această facultate, care decurge din dreptul său de proprietate, nu se poate pierde prin neuz; există însă o singură restricțiune la acest drept al proprietarului, anume aceea de a nu aduce prejudiciu fondului vecin în limitele fixate de lege. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 221, 224).

**2.** Dispozițiunile art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.), privitoare la distanța de observat cu ocazia facerii plantațiilor, își găsesc aplicațiune atât în cazul când arborii sau arbuștii sunt izolați cât și în cazul când ei formează o pădure. (Daloz, Rép., Servitude, No. 619; Planiol et Ripert, III, No. 910; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 736).

**3.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea atât în cazul când arborii sunt plantați cât și în cazul când ei cresc în mod spontan. (Duranton, V, No. 386; Demolombe, XI, No. 490; Marcadé, Art. 671; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 324; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 227; Laurent, VIII, No. 3; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1011; Planiol et Ripert, III, No. 910; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 753; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 736, nota 2).

**4.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea numai la gardurile vii iar nu și la acele uscate. (Mourlon, I, No. 1770; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, nota 12, p. 327; Huc, IV, No. 357; Planiol et Ripert, III, No. 910; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 739, nota 3).

**5.** Proprietarul unui gard viu nu are dreptul să lase să crească în acest gard, arborii cari cresc înalt, decât dacă există distanța prevăzută de lege, dela linia despărțitoare. (Daloz, Rép., Servitude, No. 621; Laurent, VIII, No. 7; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 739, nota 3).

**6.** Pentru calcularea distanței se va lua ca punct de plecare, după o părere, suprafața arborelui din momentul plantației. (Demolombe, XI, No. 496; Daloz, Rép., Servitude, No. 648).

**7.** După altă părere, punctul de ple-

care va fi dela centrul arborelui. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 327; Daloz, Rép., Servitude, No. 648; Laurent, VIII, No. 8; Huc, IV, No. 364; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1011; Planiol et Ripert, III, No. 909; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 739, 740).

**8.** Când fondurile vecine sunt despărțite printr'un zid' un șanț sau un gard cari sunt comune, distanța dela linia despărțitoare la care pot fi făcute plantațiile, se va socoti dela mijlocul zidului sau îngrădirii. (Duranton, V, 387; Demolombe, XI, No. 495; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 327; Daloz, Rép., Servitude, No. 643; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1010; Planiol et Ripert, III, No. 909; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 739, 740).

**9.** În cazul când zidul, șanțul sau gardul aparține numai unuia dintre vecini, distanța pentru plantare, se va socoti dela linia despărțitoare dintre proprietăți. (Duranton, V, No. 387; Demolombe, XI, No. 495; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 327; Daloz, Rép., Servitude, No. 643; Laurent, VIII, No. 8; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1010; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740).

**10.** Când fondurile vecine vor fi despărțite printr'un curs de apă, un canal sau pârâu, se va proceda pentru calcularea distanței la plantare, ca și în cazul când proprietățile sunt despărțite printr'un zid, un șanț sau un gard. (Demolombe, XI, No. 555; Daloz, Rép., Servitude, No. 643; Suppl., Servitude, No. 231; Planiol et Ripert, III, No. 909; Comp.; Laurent, VIII, No. 8; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, nota 1).

**11.** În cazul când proprietățile sunt despărțite printr'un drum public, lărgimea acestui drum va fi cuprinsă în calcularea distanței. (Duranton, V, No. 387; Demolombe, XI, No. 495; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 327; Daloz, Rép., Servitude, No. 647; Suppl., Servitude, No. 230; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1011; Planiol et Ripert, III, No. 909; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, nota 1).

**12.** Dispozițiunile art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.), după o părere, își găsesc aplicațiunea numai la proprietățile dela țară iar nu și la cele din orașe, deoarece ele privesc interesul agriculturii unde umbra și rădăcinile copacilor aduc un prejudiciu culturilor. (Rolland de Villargues, Rép., Arbres No. 42; Daloz, Rép., Servitude, No. 633).

**13.** După altă părere, dominantă, dispozițiunile art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.) au o aplicațiune generală, atât la proprietăți urbane cât și la proprietăți rurale. (Duvergier sur Toullier, II, No. 512, nota b; Demolombe, XI, No. 485 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 324, 325; Daloz, Rép., Servitude, No. 633; Laurent, VIII, No. 4 urm.; Baudry et Chau-

veau, Des biens, No. 1011; Planiol et Ripert, III, No. 910; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 736).

**14.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea atât la proprietățile îngrădite cât și la proprietățile neîngrădite. (Demolombe, XI, No. 486; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 324, 325; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1011; Planiol et Ripert, III, No. 910; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. pag. 736, nota 1).

**15.** Dispozițiunile art. 671 și 672 c. civ. fr. (607 și 608 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la păduri. (Demolombe, XI, No. 487, 488; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, pag. 325; Dalloz, Rép., Servitude, No. 636; Suppl., Servitude, No. 229; Planiol et Ripert, III, No. 910; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 736, nota 1).

**16.** În cazul când ambele fonduri vecine sunt păduri, după o părere, dispozițiunile art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea. (Demolombe, XI, No. 489).

**17.** După altă părere, chiar în cazul când ambele fonduri vecine sunt păduri, dispozițiunile art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 325; Dalloz, Rép., Servitude, No. 637; Laurent, VIII, No. 5; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 736, nota 1).

**18.** Potrivit dispozițiilor art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.), când există obiceiuri constante și recunoscute, se va urmări distanța pentru plantare prevăzută de aceste obiceiuri iar nu cea prevăzută de acest articol. (Demolombe, XI, No. 493; Dalloz, Rép., Servitude, No. 639; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1010; Planiol et Ripert, III, No. 911; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 737).

**19.** În cazul când într-o localitate există obiceiul de a nu observa nici o distanță pentru plantare, se vor aplica dispozițiunile art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.) în ceceea privește distanța de plantat deoarece în acest caz trebuie să se considere că nu există obiceiul. (Demolombe, XI, No. 493; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 326; Dalloz, Rép., Servitude, No. 639; Laurent, VIII, No. 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 737, nota 2; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1010; Planiol et Ripert, No. 911).

**20.** În orașe însă când există obiceiul de a nu se observa nici o distanță, pentru plantare, se va urmări conform acestui obicei. (Demolombe, XI, No. 486, 493; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, nota 11, p. 326).

**21.** Dovada existenței obiceiurilor constante și recunoscute se va face prin titluri și martori. (Demolombe, XI, No. 491; Dalloz, Rép., Servitude, No. 638; Laurent, VIII, No. 6; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1010; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 738, nota).

**22.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă există obiceiuri constante și recunoscute. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1010; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 738, nota).

**23.** Prin obiceiuri constante și recunoscute, se înțeleg obiceiurile cari se repetă de mai multe ori și sunt recunoscute adică sunt observate ca o regulă de drept, iar nu numai îngăduite. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, nota 8, p. 325; Laurent, VIII, No. 6; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 738, nota).

**24.** Faptul că cineva are plantații la marginea proprietății sale, nu constituie o prezumpțiune legală de proprietate a pământului pe care trebuie să-l lase între aceste plantații și fondul alăturat, ci numai o prezumpțiune simplă supusă aprecierii tribunalelor. (Laurent, VIII, No. 2; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1011; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 738, 739; Contra: Dalloz, Rép., Servitude, No. 651; Suppl., Servitude, No. 232; Comp.: Duranton, V, No. 384; Demolombe, XI, No. 502 bis).

**25.** Regulamentele particulare și obiceiurile își au aplicația nu numai la arborii înalți ci și la cei mici și la gardurile vii. (Demolombe, XI, No. 492; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, nota 9; Laurent, VIII, No. 7; Planiol et Ripert, III, No. 911; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 737, nota 1).

**26.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran cari arbori cresc înalți, după o părere, după varietatea lor iar nu după modul cum sunt amenajați. (Demolombe, XI, No. 494; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197; Laurent, VIII, No. 7; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 736, nota 3).

**27.** În această părere se citează ca arbori înalți: bradul, stejarul, salcâmul, oțetarul, nucul, fagul, teiul, plopul, etc.; iar ca arbori cari nu cresc înalți se citează: măcieșul, dracila, scumpia, trandafirul, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 737, nota).

**28.** După altă părere, pentru calcularea distanței la care trebuie să se facă plantațiile, se va ține socoteală de modul de amenajare a arborilor, iar nu de varietatea lor. (Massé et Vergé sur Zacharie, II, § 326, nota 6, p. 179).

**29.** A se vedea: art. 608 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1. a)** Art. 607 c. civ. stabilește un drept de servitute reciproc între proprietățile vecine, ce se traduce în obligația de a nu sădi arbori, ce cresc înalți, decât la 2 metri distanță de răzor, în lipsă de regulamente și obiceiuri contrare.

Fiind vorba de o servitute legală de

interes privat a cărei rațiune este prezumpția că o stare contrară textului legii aduce prejudiciul fondului vecinului în folosul căruia a fost stabilită, în acțiunea ce tinde la respectarea ei, reclamantul este dispensat a dovedi prejudiciul suferit, acesta fiind prezumat;

b) În privința expresiunii „arbori înalți” trebuie să admitem sistemul Casei franceze — anterior modif. din 1881 a art. 671 c. civ. fr. (607 c. civ. rom.) — de a distinge arborii înalți după esența lor, iar nu după înălțimea dintr'un moment dat.

Salcâmul fiind un arbore ce crește înalt (5—6 metri) nu este nevoie a aștepta ca arborii să atingă această înălțime

pentru a uză de dreptul acordat de art. 607—608 c. civ. Prin urmare, în speță Intimatul având salcâmi plantați înăuntrul distanței de 2 metri de răzorul comun, obligația ca intimatul să respecte art. 607 c. civ. nefiind o lucrare esențialmente personală, se poate autoriza reclamantul să o execute în contul intimatului;

c) Fiind constatată existența salcâmilor pe răzor și înăuntrul distanței de 2 metri, și întrucât este vorba de o abatere dela o normă legală bazată pe utilitate economică, culpa intimatului se traduce în daune, a căror fixare rămâne la aprecierea suverană a instanței. (Jud. Oc. Mîhăilești Buzău cart. de jud. civ. No. 70 din 2 Iulie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1178).

**Art. 608.** — Vecinul poate cere ca arborii și gardurile vii puși la o distanță mai mică să se scoată.

Acela pe a cărui proprietate se întind crăcile arborilor vecinului poate să-l îndatoreze a le tăia.

Dacă rădăcinile se întind pe pământul său, are drept a le tăia singur. (Civ. 489—491, 607, 623, 625; Civ. Fr. 672, 673).

*Text. fr. Art. 672.* — Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés.

Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même.

*Text fr. Art. 672 (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire.

Si les arbres meurent, ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales.

*Text fr. Art. 673. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à les couper. Les fruits tombés naturellement de ces branches lui appartiennent.

Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même.

Le droit de couper les racines ou de faire couper les branches est imprescriptible.

*Text fr. Art. 673. (Modificat prin legea din 12 Februarie 1921).* — Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres, arbustes et arbrisseaux du voisin peut contraindre celui-ci à les couper. Les fruits tombés naturellement de ces branches lui appartiennent.

Si ce sont des racines, ronces et brindilles qui avancent sur son héritage, il a le droit de les couper lui-même à la limite de la ligne séparative.

Le droit de couper les racines, ronces et brindilles ou de faire couper les branches des arbres, arbustes et arbrisseaux est imprescriptible.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

- Acțiune 4, 16, 24, 39.  
 Arbori 3-9, 11-13, 15-38.  
 Arendaș 7, 25, 30.  
 Autorizația justiției 4, 16.  
 Bezman 7.  
 Calcularea distanței 8.  
 Cheltuieli 4, 16, 24.  
 Competență 39.  
 Consimțământ 10, 35, 37.  
 Copaci 3-9, 11-13, 15-38.  
 Crăci 15-25, 31-37.  
 Culegerea fructelor 35, 26, 37.  
 Daune 21, 28, 37.  
 Derogare 33.  
 Destinație 10, 11, 32.  
 Distanță 3-12, 17, 18.  
 Echitate 2.  
 Embatic 7.  
 Excepții 2.  
 Folosință 25, 30.  
 Fructe 23, 34-38.  
 Gard 14.  
 Înălțime 19.  
 Inchiriere 7, 25, 30.
- Inlocuirea arborilor 11.  
 Judecător de ocol 39.  
 Legea veche 9.  
 Locațiune 7, 25, 30.  
 Obiceiuri 22.  
 Păduri 1.  
 Plantații 1-14, 17, 18.  
 Prejudiciu 2, 3, 20, 21, 28, 37.  
 Prescripție 12, 13, 14, 18, 31.  
 Rădăcini 26-33.  
 Ramuri 15-25, 31-37.  
 Scoaterea arborilor 3-7.  
 Servitute 10, 36.  
 Spontan 13.  
 Tăierea crăcilor 15-25, 31, 32, 33, 37.  
 Tăierea rădăcinilor 26-33.  
 Termin 24.  
 Titlu 10, 11, 18, 33.  
 Uzufruct 5.  
 Vecinătate 1 urm.  
 Zid 14.

## Doctrină.

**1.** Dispozițiile art. 671 și 672 c. civ. fr. (607 și 608 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și la păduri. (Demolombe, XI, No. 487, 488; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 325; Dalloz, Rép., Servitute, No. 636; Suppl., Servitute, No. 229; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 736).

**2.** Dispozițiunile art. 672 al. 1 c. civ. fr. (608 al. 1 c. civ. rom.) sunt absolute și nu admit excepțiuni bazate pe echitate sau lipsă de prejudiciu. (Demolombe, XI, No. 498; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 327, 328; Dalloz, Rép., Servitute, No. 249; Suppl., Servitute, No. 228; Laurent, VIII, No. 9; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1013; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, 741; Com.: Planiol et Ripert, III, No. 912).

**3.** Vecinul nu poate cere scoaterea arborilor plantați la distanța legală, sub motiv că i-ar cauză vreun prejudiciu. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1013; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 741, nota 1).

**4.** Vecinul nu are dreptul să scoată el însuși arbori plantați la o distanță mai mică decât cea prevăzută de lege, ci el are dreptul numai să ceară scoaterea lor, sau să fie autorizat de justiție să-i scoată pe cheltuiala proprietarului lor. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 680; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, nota 3).

**5.** Nu numai proprietarul, ci și uzufructuarul are dreptul să ceară scoaterea arborilor plantați la o distanță mai mică decât cea prevăzută de lege. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 663; Laurent, VIII, No. 10; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, nota 2).

**6.** Deasemenea embaticarul are dreptul să ceară scoaterea arborilor plantați la o distanță mai mică decât cea legală. (Laurent, VIII, No. 10; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, nota 2).

**7.** Arendașul unui teren nu are dreptul să ceară constrângerea vecinului ca să scoată arborii plantați la o distanță mai mică decât cea prevăzută de lege; el are dreptul să se adreseze proprietarului. (Laurent, VIII, No. 10; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1013; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, nota 2).

**8.** Pentru calcularea distanței legale se va avea în vedere momentul facerii plantației, iar nu momentul când a crescut arborele. (Duranton, V, No. 388; Laurent, VIII, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, nota 4).

**9.** Nu pot fi scoși arborii plantați sub legea veche, care nu prevedeă nici o distanță de observat la plantație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 741).

**10.** Proprietarul vecin poate consimți ca să se facă o plantație la o distanță mai mică decât cea prevăzută de lege; această servitute se poate înființa prin titlu oneros sau gratuit sau prin destinația proprietarului, întrucât este vorba în specie de o servitute continuă și aparentă. (Duranton, V, 389; Demolombe, XI, No. 502; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, text și nota 21, p. 329; Laurent, VIII, No. 14; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1014; Planiol et Ripert, III, No. 912; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 741).

**11.** Proprietarul vecin nu poate dobândi dreptul de a înlocui arborii plantați la o distanță mai mică decât cea prevăzută de lege, decât prin titlu, iar nu și prin destinația proprietarului. (Duranton, V, No. 391; Demolombe, XI, No. 502; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 329; Planiol et Ripert, III, No. 912; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 742, 743; Comp.: Mourlon, I, No. 1771, 1772; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 527 bis, I; Laurent, VIII, No. 13 urm.).

**12.** Se poate dobândi prin prescripțiune dreptul de a avea plantați arbori la o distanță mai mică decât cea legală, dacă ei au existat timp de treizeci ani fără nici o opunere din partea vecinului. (Toullier, III, No. 514; Duranton, V, No. 390; Demolombe, XI, No. 499; Vazeille, Prescription, I, No. 118; Mourlon, I, No. 1771; Troplong, Prescription, I, No. 346; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 328; Laurent, VIII, No. 11; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1014; Planiol et Ripert, III, No. 912; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 742, 743).

**13.** Prescripția începe a curge pentru arborii ce cresc în mod spontan, din momentul când existența lor a devenit vizibilă și publică, iar pentru cei plantați, din momentul plantării lor. (Demolombe, XI, No. 499; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 328; Laurent, VIII, No. 12; Planiol et Ripert, III, No. 912; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 742, nota 2).

**14.** În cazul când în fața plantației există un zid sau gard, care o ascund,

prescripția va începe a curge din momentul când vecinul a avut cunoștință de plantație. (Toullier, III, No. 515; Vazeille, Prescription, I, No. 118; Laurent, VIII, No. 11; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 742, nota 2).

**15.** Potrivit dispozițiilor art. 672 c. civ. fr. (608 c. civ. rom.), acela pe a cărui proprietate se întind crăcile arborilor vecinului, poate să-l îndatoreze a le tăia. (Demolombe, XI, No. 506; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 330; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 237; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1016; Planiol et Ripert, III, No. 913; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 754; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 744; Nacu, I, p. 906).

**16.** Acela pe a cărui proprietate se întind crăcile arborilor vecinului nu are dreptul să le taie el însuși, ci poate numai cere constrângerea vecinului să le taie, sau să fie autorizat el a le tăia cu cheltuiala proprietarului lor. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 667; Suppl., Servitude, No. 237).

**17.** Chiar când arborii ar fi plantați la distanță legală, dacă ramurile lor trec pe proprietatea vecinului, acesta are dreptul să ceară tăierea lor. (Demolombe, XI, No. 506; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 330; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1016; Planiol et Ripert, III, No. 913; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 745).

**18.** Deasemenea chiar când arborii ar fi plantați la o distanță mai mică decât cea legală, însă proprietarul lor a câștigat dreptul să-i menție la această distanță, dacă ramurile lor trec pe proprietatea vecinului, acesta poate cere tăierea lor. (Demolombe, XI, No. 507; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 330; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 754; Contra: Mourlon, I, No. 1774; Laurent, VIII, No. 18; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 745 746).

**19.** Tăierea crăcilor se va face până la orice înălțime a copacului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 744).

**20.** În cazul când crăcile arborelui nu se întind pe fondul vecin, proprietarul nu poate fi obligat a le tăia, chiar dacă vecinul ar suferi vreun prejudiciu din această cauză. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 744, nota 1).

**21.** Acela pe a cărui proprietate se întind crăcile arborilor vecinului, dacă nu a cerut tăierea crăcilor, nu are dreptul să ceară daune pentru prejudiciul ce ar încerca. (Duranton, V, No. 394; Demolombe, XI, No. 512; Dalloz, Rép., Servitude, No. 673; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 744, nota 2).

**22.** Acela pe a cărui proprietate se întind crăcile arborilor vecinului, are dreptul să ceară tăierea crăcilor, chiar dacă în localitate ar exista obiceiuri vechi con-

trare. (Duranton, V, No. 393 urm.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 670).

**23.** Crăcile tăiate ale arborelui, se cuvin, împreună cu fructele, proprietarului arborelui. (Laurent, VIII, No. 22; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 745, nota).

**24.** Cheltuielile făcute cu cererea de tăierea crăcilor cad în sarcina proprietarului arborilor, chiar dacă el și-ar fi executat obligația în termenul fixat. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 673).

**25.** Dreptul de a cere tăierea crăcilor arborilor cari trec pe proprietatea vecinului, aparține și arendașului acestei proprietăți, deoarece îl împiedecă în folosința terenului arendat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, nota 22, ter, p. 330; Contra: Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1018).

**26.** Potrivit dispozițiilor art. 672 c. civ. fr. (608 c. civ. rom.), dacă rădăcinile unui arbore se întind pe pământul vecinului, acesta are drept a le tăia singur. (Duranton, V, No. 394; Demolombe, XI, No. 512; Dalloz, Rép., Servitude, No. 666; Suppl., Servitude, No. 237; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1015; Planiol et Ripert, III, No. 913; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 754; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 744; Nacu, I, p. 906).

**27.** Acela pe al cărui fond se întind rădăcinile arborilor vecinului, nu are dreptul să ceară constrângerea vecinului să taie rădăcinile, ci poate să le taie el singur. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1016).

**28.** Proprietarul fondului pe care se întind rădăcinile arborilor vecinului, având dreptul numai să taie aceste rădăcini, nu poate cere dela proprietarul arborilor daune pentru prejudiciul ce i s'ar cauza. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 677; Contra: Duranton, V, No. 394; Demolombe, XI, No. 512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 744, nota 4).

**29.** Rădăcinile tăiate aparțin proprietarului fondului pe care ele s'au întins. (Troplong, Prescription, I, No. 355; Marcadé, Art. 672; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 744, nota 4).

**30.** Dreptul de a tăia rădăcinile arborilor vecinului, aparține nu numai proprietarului fondului pe care se întind rădăcinile, ci și arendașului acestui fond, deoarece el are dreptul să se folosească de fondul arendat pentru cultură; dacă rădăcinile nu-l împiedecă la cultură, nu are dreptul să le taie. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 237; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1018).

**31.** Dispozițiile privitoare la tăierea crăcilor și rădăcinilor cari se întind pe proprietatea vecinului, își găsesc oricând aplicațiunea și dreptul proprietarului locului pe care se întind crăcile și rădăcinile, nu se poate pierde prin prescripție. (Demolombe, XI, No. 509; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 527 bis, II; Marcadé, Art. 672; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, §

197, text și nota 27, p. 330; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 239; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1016; Planiol et Ripert, III, No. 913; Nacu, I, p. 906; Contra: Mourlon, I, No. 1775; Troplong, Prescription, I, No. 347; Laurent, VIII, No. 20; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 746).

**32.** Dreptul de a cere tăierea crăcilor și de a tăia rădăcinile arborilor vecinului cari se întind pe proprietatea vecinului, nu poate fi împiedecat prin destinația părintelui de familie. (Duranton, V, No. 398; Vazeille, Prescription, I, No. 189; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 181, nota 3; Marcadé, Art. 672; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, nota 29, p. 331; Dalloz, Rép., Servitude, No. 675; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1019; Planiol et Ripert, III, No. 913, p. 847, nota 5; Contra: Proudhon, Du domaine public, II, No. 581; Demolombe, XI, No. 508; Laurent, VIII, No. 19; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 746).

**33.** Părțile pot derogă dela dispozițiunile legii cu privire la tăierea crăcilor și rădăcinilor arborilor cari se întind pe proprietatea vecinului, printr'un titlu din care să rezulte învoiala lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 197, p. 331; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 240; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1019; Planiol et Ripert, III, No. 913; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 746; Nacu, I, p. 906).

**34.** Fructele ramurilor cari trec pe proprietatea vecinului, aparțin proprietarului arborelui. (Demolombe, XI, No. 513; Dalloz, Rép., Servitude, No. 678; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 745, nota, 746).

**35.** Dacă fructele ramurilor cari trec pe proprietatea vecinului, nu pot fi culese fără a se intra pe această proprietate, după o părere, proprietarul nu poate intra pe proprietatea vecinului pentru a culege fructele, fără voia acestuia. (Delvincourt, I, p. 170; Duranton, V, No. 400; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 678).

**36.** După a doua părere, proprietarul arborelui poate cere vecinului să-i permită trecerea pe proprietatea sa pentru a putea culege fructele, în virtutea unei servituti rezultând din vecinătate. (Toullier, III, No. 517; Dalloz, Rép., Servitude, No. 678).

**37.** După a treia părere, deoarece vecinul a tolerat întinderea crăcilor pe proprietatea sa fără a cere tăierea lor, el a consimțit în mod tacit sau să permită proprietarului arborelui să vie pe proprietatea sa să culeagă fructele sau să le

culeagă el însuși și să le dea acestuia, iar dacă prin aceasta i se cauzează vreun prejudiciu, să ceară daune sau tăierea crăcilor. (Demolombe, XI, No. 513; Marcadé, Art. 672; Dalloz, Rép., Servitude, No. 678; Laurent, VIII, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 747).

**38.** Fructele arborelui care ar cădea pe proprietatea vecinului, aparțin proprietarului arborelui. (Mourlon, I, No. 1777; Laurent, VIII, No. 22; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 747; Contra: Duranton, V, No. 400).

**39.** Cererile făcute potrivit dispozițiilor art. 608 c. civ. rom., sunt de competența judecătorilor de ocoale, dacă nu se contestă însuși dreptul de proprietate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 740, 744, 747).

**40.** A se vedea: art. 607 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Art. 608 codul civil dă drept vecinului de a tăia singur numai rădăcinile arborelui ce se întind pe proprietatea sa, iar nu și crăcile acelor arbori. Atunci când crăcile cari se întind pe proprietatea vecinului aduc acestuia un prejudiciu el nu are decât să se adreseze justiției spre a obliga pe proprietarul arborilor să taie crăcile.

Prin urmare, în speță bine Tribunalul a condamnat pentru distrugere pe recurentul care prin tăiere a distrus crăcile unor pomi plantați pe proprietatea vecină, cari făceau umbră grădinii sale de zarzavat. (Cas. II, decizia penală 1572 din 26 Maiu 1925, Jur. Rom. 16/925).

**2.** Când obligațiunea părții constă în aceea de a retrage la distanța de doi metri niște brazi, cari împieteză proprietatea vecină sau în caz contrar reclamantul este autorizat de judecată să facă el această lucrare în comptul părții și când acesta din cauză că părțile nu a executat obligațiunea, a tăiat dânsul arborei, chiar dacă acest mod de a executa hotărîrea s'a făcut în baza unei rezoluțiuni a judecătoriei, faptul acesta care excede obligațiunea pronunțată de judecată, constituie o executare abuzivă, fapt ilicit și este generator de daune.

Prin urmare, acțiunea în daune intentată pentru tăierea arborilor, este admisibilă. (C. Apel București, S. II, 187 din 23 Iunie 1926, Bul. C. Apel 17/926).

**3.** A se vedea: art. 607, nota 1.

**Art. 609.** — Arborii ce se află în gardul comun sunt comuni ca și gardul și fiecare din ambii proprietari e în drept a cere să-i taie. (Civ. 489, 606, 728, 1200, 1202; Civ. Fr. 670, 673).



*Text fr. Art. 670. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie. Les arbres plantés sur la ligne séparative de deux héritages sont aussi réputés mitoyens. Lorsqu'ils meurent ou lorsqu'ils sont coupés ou arrachés, ces arbres sont partagés par moitié. Les fruits sont recueillis à frais communs et partagés aussi par moitié, soit qu'ils tombent naturellement, soit que la chute en ait été provoquée, soit qu'ils aient été cueillis.

Chaque propriétaire a le droit d'exiger que les arbres mitoyens soient arrachés.

*Text. fr. Art. 673.* — Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie; et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

### Doctrină.

**1.** Pentru a se putea determina dacă un arbore este comun, se va lua în considerațiune situația trunchiului arborelui, independent de rădăcinile sau crăcile sale. (Daloz, Rép., Servitude, No. 625; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 733).

**2.** Arborele care se află pe linia despărțitoare este considerat comun între ambii vecini, chiar dacă trunchiul său se găsește situat mai mult pe un fond decât pe celalt. (Toullier, III, No. 233; Daloz, Rép., Servitude, No. 623; Comp.: Demolombe, XI, 483; Mourlon, I, No. 1768; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 122, p. 621; Laurent, VII, No. 583; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 734).

**3.** Arborele aflat pe linia despărțitoare între proprietăți, fiind proprietate comună.

fructele sale vor fi împărțite între ambii vecini, iar dacă arborele este tăiat, ei vor împărți și lemnul său. (Toullier, III, No. 234; Duranton, V, No. 380; Daloz, Rép., Servitude, No. 625; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 734).

**4.** Dreptul vecinilor de a cere fiecare din ei tăierea arborelui comun, fiind o facultate, este imprescriptibil cât timp durează proprietatea comună. (Duvergier sur Toullier, II, No. 223, nota; Duranton V, No. 377; Demolombe, XI, No. 482; Daloz, Rép., Servitude, No. 624; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 735).

**5.** Arborii cari servesc de hotar între proprietăți fără să fie în gardul comun, nu pot fi tăiați decât cu consimțământul ambilor proprietari vecini. (Toullier, III, No. 235; Demolombe, XI, No. 482; Laurent, VII, No. 584; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 734, nota 3, 735).

Secțiunea II. — *Despre distanța și lucrările intermediare cerute pentru oarecari construcțiuni.*

**Art. 610.** — Cel ce face un puț sau o privată lângă un zid fie comun sau nu;

Cel ce vrea să clădească un cămin sau vatră, o ferărie, un cuptor sau sobă, să-i alăture un ocol de vite sau cel ce vrea să puie lângă zid un magazin de sare, sau grămezi de materii corosive.

E îndatorat să lase depărtarea prescrisă de reglemente și obiceiurile particulare asupra unor asemenea obiecte, sau să facă lucrările prescrise de aceleași legi și reglemente, spre a nu aduce vătămare vecinului. (Civ. 489, 491, 599 urm., 608, 611, 612, 998, 999; Civ. Fr. 674).

*Text. fr. Art. 674.* — Celui qui fait creuser un puits ou une fosse d'aisance près d'un mur mytoyen ou non;

Celui qui veut y construire cheminée ou âtre, forge, four ou fourneau;  
Y adosser une étable;

Ou établir contre ce mur un magasin de sel ou amas de matières corrosives;  
Est obligé à laisser la distance prescrite par les réglemens et usages par-

ticuliers sur ces objets, ou à faire les ouvrages prescrits par les mêmes règlements et usages, pour éviter de nuire au voisin.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Aprecieri 7, 13.	Ingrășăminte animală 14.
Autorități administrative 4, 5.	Interes privat 3, 11.
Canal 13.	Interes public, 2, 10.
Competență 16.	Judecător de ocol 16.
Corozive substanțe 14.	Lucrări 8, 9, 13, 15.
Derogare 2, 3, 15.	Măsuri 8, 9, 13.
Despăgubiri 6, 9.	Obiceiiuri 7, 9.
Distrugere 9.	Ordine publică 2, 10.
Enumerare enunțativă 13.	Prejudiciu 1, 6, 9, 13.
Expertiză 8.	Prescripție 2, 3.
Gaură 15.	Regulamente 4-7, 9.
Ghețarie 13.	Restricțiuni 2, 3, 10, 11, 12, 13.
Incendiu 2.	Sprjiniire 15.
Infecțare 2.	Substanțe corozive 14.
Infiltrare 2.	Zid 1 urm.

Doctrină.

**1.** In art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) se face aplicațiunea principiului că cineva poate uză de lucrul său cu condițiune de a nu cauză altuia vreun prejudiciu. (Daloz, Rép., Servitude, No. 681. 698; Suppl., Servitude, No. 243; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 750).

**2.** Unele dintre restricțiunile dreptului de proprietate prevăzute de art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) privesc interesul public, cum sunt cele privitoare la împiedicarea infiltrării sau infectării apelor sau la evitarea incendiilor. La aceste restricțiuni părțile nu pot derogă prin convențiune și ele nu sunt supuse prescripțiunii. (Demolombe, XI, No. 515; Mourlon, I, No. 1781; Troplong, Prescription, I, No. 139; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 529 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 198, p. 334; Daloz, Rép., Servitude, No. 694, 695; Laurent, VIII, No. 26; Huc, IV, No. 372; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1022; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 750, nota 3, 751, nota 1. 752, 754).

**3.** Celelalte restricțiuni ale dreptului de proprietate prevăzute de art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) privesc interesul privat și părțile au dreptul să deroge dela ele prin convențiune, ele fiind supuse prescripțiunii. (Demolombe, XI, No. 515; Mourlon, I, No. 1781; Troplong, Prescription, I, No. 139; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 529 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 198, p. 334; Daloz, Rép., Servitude, No. 694; Laurent, VIII, No. 26; Huc, IV, No. 372; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1022; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 754).

**4.** Prin regulamente de care vorbește art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) se înțeleg dispozițiunile cu un caracter permanent prescise de autoritățile administrative. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1023).

**5.** Tribunalele sunt obligate să aplice

regulamentele făcute de autoritățile administrative. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 198, p. 334; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 245; Comp.: Huc, IV, No. 371).

**6.** Chiar dacă unul dintre vecini se va conformă dispozițiunilor regulamentelor, în cazul când va cauză celuilalt vecin o pagubă, el este dator s'o, repare conform dreptului comun. (Delvincourt, I, p. 402, nota; Toullier, III, No. 332; Demolombe, XI, No. 402, 524; Marcadé, Art. 674; Mourlon, I, No. 1780; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 198, p. 335; Daloz, Rép., Servitude, No. 696; Laurent, VIII, No. 31; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1023; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 753).

**7.** In cazul când nu există nici regulamente, nici obiceiiuri, tribunalele vor aprecia după împrejurările cauzei. (Demolombe, XI, No. 521; Mourlon, I, No. 1780; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 183, nota 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 529 bis, II; Daloz, Rép., Servitude, No. 684, 693; Laurent, VIII, No. 27; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1022, 1023; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 753).

**8.** In cazurile când potrivit dispozițiunilor art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) trebuie să se facă oarecari lucrări, tribunalele vor trebui să ordone o expertiză pentru a se putea prescrie măsurile necesare pentru a evita inconvenientele ce ar putea rezultă prin facerea lucrărilor. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1022, 1023; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 753).

**9.** In cazul când unul din vecini nu a observat măsurile prevăzute de regulamente sau de obiceiiuri sau măsurile ordonate de justiție, celalt vecin prejudiciat în drepturile sale poate cere sau observarea acestor măsuri sau dărămarea lucrărilor și chiar daune-interese. (Demolombe, XI, No. 523; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 529 bis, III; Laurent, VIII, No. 31; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1023; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 753).

**10.** In ceea ce privește restricțiunile prevăzute de art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) în interesul public, ele sunt impuse chiar în cazul când zidul este proprietatea celui ce voește să facă lucrările. (Demolombe, XI, No. 516; Marcadé, Art. 674, No. 2; Daloz, Rép., Servitude, No. 682; Laurent, VIII, No. 26; Huc, IV, No. 372; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1022; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 752).

**11.** In ceea ce privește restricțiunile de interes privat, după o părere, ele sunt impuse numai în cazul când zidul este comun sau când aparține celuilalt vecin.

iar nu și în cazul când zidul aparține celui care voește să facă lucrările. (Demolombe, XI, No. 516; Mourlon, I, No. 1778; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 529 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 198, p. 333; Dalloz, Rép., Servitude, No. 682; Laurent, VIII, No. 26; Huc, IV, No. 372; Baudry et Chauveau, Des biens, 1022; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 752).

**12.** După altă părere, restricțiunile prevăzute de art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) sunt absolute și ele își găsesc aplicațiunea chiar în cazul când zidul este proprietatea exclusivă a celui care voește să facă lucrările. (Delvincourt, I, p. 161, nota 8; Dalloz, Rép., Servitude, No. 682).

**13.** Cazurile prevăzute de art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) în cari se pun restricțiuni vecinilor unui zid la facerea unor lucrări, nu sunt prevăzute de lege în mod limitativ și tribunalele sunt autorizate, după aprecierea lor, să ordone și în alte cazuri, afară de cele prevăzute de acest text, cum ar fi de exemplu facerea unei ghetării, a unui canal pentru scurgerea apelor, etc. măsurile necesare pentru a evita cauzarea vreunui prejudiciu vecinilor. (Duranton, V, No. 402; Demolombe, XI, No. 520, 521; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1779; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 529 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 198, p. 333; Dalloz, Rép., Servitude, No. 698; Suppl., Servitude, No. 244; Laurent, VIII, No. 29; Huc, IV, No. 370; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1021; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2912; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 752).

**14.** Dispozițiunea din art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.), cu privire la substanțele corosive, se aplică și la depunerea de îngrășăminte produse de animale. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 698; Suppl., Servitude, No. 244; Huc, IV, No. 370).

**15.** Proprietarul care ar voi să găurească zidul comun sau să sprijine de el o lucrare, va trebui să îndeplinească

cerințele art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.), chiar în cazul când lucrările ar fi din cele prevăzute de art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) deoarece acest articol nu derogă dela dispozițiunile art. 662 c. civ. fr. (599 c. civ. rom.). (Demolombe, XI, No. 518; Laurent, VIII, No. 30; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 714, 750, nota 1).

**16.** Acțiunile privitoare la lucrările prevăzute de art. 610 c. civ. rom., sunt de competența judecătorilor de ocoale, dacă nu sunt contestate proprietatea sau titlurile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 755).

## Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Art. 610 c. civ. care face parte din categoria îngrădirilor dreptului de proprietate, impropriu denumite servituți legale, obligă la păstrarea unei distanțe prevăzute de lege sau obiceiuri particulare, pe acela care voește să facă un puț sau o privată lângă un zid comun; sau să clădească un cămin sau o vatră, o fierărie, un cuptor sau o sobă; sau să alăture aceluși zid un ocol de vite, sau să puie lângă el o magazie cu sare, sau alte materii corosive. Se decide însă că enumerarea din art. 610 c. c. nu este limitativă, ci numai enunțativă. Astfel intră în prevederile acestui text, o săpătură de pământ, facerea unei ghetării, a unui canal de scurgerea apelor, depozitarea de lemne, gunoale sau alte materii, cari ar aduce vătămare într'un mod oarecare zidului comun. Nu numai zidul comun este protejat de art. 610 c. civ., ci și gardul sau șanțul, ce desparte doi vecini. Intră deci în cadrul art. 610 c. civ., fapta unui pârț de a așeza șura cu paie alipit de gardul reclamantului în așa mod că apele de ploaie se scurg pe acest gard, supunându-l stricăciunei. (Judecătoria Ocol rural Bârcă-Dolj, carte de judecată civilă Nr. 327/1925, Jur. Gen. 1925, No. 2000).

### Secțiunea III. — Despre vederea în proprietatea vecinului.

**Art. 611.** — Unul din vecini nu poate face, fără consimțământul celui alt, nici într'un chip, fereastră sau deschidere într'un zid comun. (Civ. 588 urm., 594, 599 urm., 612 urm., 622 urm.; Civ Fr. 675 676, 677).

*Text. fr. Art. 675.* — L'un des voisins ne peut sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit, même à verre dormant.

*Text. fr. Art. 676.* — Le propriétaire d'un mur non mitoyen, joignant immédiatement l'héritage d'autrui, peut pratiquer dans ce mur des jours ou fenêtres à fer maille et verre dormant.

Ces fenêtres doivent être garnies d'un treillis de fer, dont les mailles au-

ront un décimètre (environ trois pouces huit lignes) d'ouverture au plus, et d'un châssis à verre dormant.

*Text fr. Art. 677.* — Ces fenêtres ou jours ne peuvent être établis qu'à vingt-six décimètres (huit pieds) au-dessus du plancher ou sol de la chambre qu'on veut éclairer, si c'est à rez-de-chaussée, et à dix-neuf décimètres (six pieds) au-dessus du plancher pour les étages supérieurs.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune posesorie 7 bis,	Gaură 1, 2.
Aer 1, 2.	Inchiderea ferestrei 7 bis,
Aprecierē suverană 5.	14.
Atribut al proprietății 11.	Lumină 2, 4—8.
Consimțământ 12.	Orașe 9.
Definiție 1, 2, 7 bis, 15.	Posesorie acțiune 7 bis.
Deschidere 2, 7 bis, 10, 12,	Prescripție 8.
13, 14, 15.	Privire 1.
Desființare 7, 14, 15.	Retroactivitate 14, 15.
Efect retroactiv 14, 15.	Servitute 11, 12.
Fereastră 1, 4, 6, 7, 7 bis,	Țară 9.
8, 10, 12, 13, 14, 15.	Vedere 1, 3, 5.
Gard 10.	Zid 1 urm.

## Doctrină.

1. Prin «vedere» se înțelege o gaură sau o fereastră prin care pe de o parte se primește aerul și are de scop totodată a se privi pe fondul vecin. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 755, nota 2, 656).
2. Prin «lumină» se înțelege o deschidere care are de scop numai luminarea și aerisirea camerelor, fără a se procura o vedere pe fondul vecin. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 755, nota 2, 769).
3. In codul civil român nu se vorbește decât despre «vederi», iar nu și de «lumină». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 755, nota 2).
4. Deoarece în legea română nu se vorbește nimic de ferestrele de lumină, ele pot fi făcute la orice distanță. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 770).
5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran cari deschideri sunt pentru lumină și cari pentru vedere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 770).
6. Potrivit dispozițiilor art. 675 c. civ. fr. (611 c. civ. rom.), unul din vecini nu poate face, fără consimțământul celui-lalt vecin, o fereastră pentru lumină în zidul comun. (Daloz, Rép., Servitute, No. 723; Suppl., Servitute, No. 247; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757).
7. In cazul când unul dintre vecini a făcut, fără voia celui-lalt vecin, o fereastră de lumină în zidul comun, celalt vecin are dreptul să ceară închiderea ferestrei. (Daloz, Rép., Servitute, No. 735).
- 7 bis. Vecinul poate cere închiderea ferestrei pe cale de acțiune posesorie dacă nu a trecut un an dela deschiderea ferestrei. (Daloz, Rép., Action possessoire, No. 430).
8. Dreptul de a deschide fereastra pentru lumină se poate dobândi prin prescripțiune, dacă sunt vizibile pentru vecin și el nu face nici o opunere. (Daloz, Rép., Servitute, No. 526; Suppl., Servi-

tude, No. 188; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1027).

9. Dispozițiunile art. 675 c. civ. fr. (611 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât la orașe cât și la țară. (Toullier, III, No. 520; Demolombe, XI, No. 530, 560; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 314; Laurent, VIII, No. 41; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757).

10. Unul dintre vecini nu poate face o fereastră sau deschidere în gardul comun, fără consimțământul celui-lalt vecin, deoarece gardul comun este asimilat cu zidul comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757, nota 4).

11. Dispozițiunile art. 675 c. civ. fr. (611 c. civ. rom.) constituiesc mai mult o consecință a dreptului de proprietate decât o servitute. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757).

12. Dacă vecinul consimte la deschiderea unei ferestre în zidul comun, el constituie o servitute pe fondul său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757, nota 3).

13. Proprietarul exclusiv al unui zid are dreptul să facă în el ferestre sau deschideri conformându-se dispozițiilor art. 678 c. civ. fr. (612 c. civ. rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 758).

14. Dacă după deschiderea unei ferestre în zidul care este proprietatea exclusivă a unui vecin, celalt vecin dobândește comunitatea zidului, după o părere, el nu are dreptul să ceară desființarea ferestrei, deoarece dobândirea comunității nu are efect retroactiv și în lipsă de clauza contrară, el trebuie să primească coproprietatea zidului în starea în care se găsește. (Laurent, VII, No. 515 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 722).

15. După altă părere, în urma dobândirii coproprietății zidului, ambii coproprietari având un drept egal asupra zidului, orice act exclusiv de proprietate, chiar anterior dobândirii comunității, trebuie desființat. (Demolombe, XI, No. 369 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 515 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 222, p. 614; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 958).

## Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. După comentatorii codului Napoleon se numesc «vederi» ferestrele de vedere,

prin cari intră aerul și servesc pentru vedere în mod mai mult sau mai puțin comod, deschizături ce lasă să pătrundă în același timp aerul și lumina și, afară de aceasta, permit privirea asupra fondului vecin. În ce privește «luminile», de oarece în codul român nu au fost reproduse art. 676 și 677 din codul francez care le definesc, și nici cuvintele «chiar de sticlă opacă» dela finele art. 675 fr., devenit 611 rom., urmează ca instanța de fond să aprecieze dacă este chestiunea de o fereastră spre vedere sau de una spre lumină. În speță, însușirile ferestrei dela imobilul reclamantei nu corespund condițiilor unei ferestre spre vedere; este o simplă deschizătură de lumină adică o toleranță de lumină, după cum o denumește doctrina franceză. Faptul că această deschizătură din zidul reclamantei ar fi fost o adevărată fereastră cu toc și rămă și cu geam, fixată cu balamale.

etc., și care se deschide spre imobilul părților, — fereastră care ar fi fost desființată de părți, nu-i schimbă calitatea de toleranță de lumină. Încât dovada cu martori solicitată de partea reclamantă spre a stabili faptul sus-aratat, devine inutilă. În lipsă de dispozițiuni în codul nostru relativ la asemenea simple «luminile», așezate la o înălțime care nu dă vedere asupra fondului vecin, rămâne a le considera că nu sunt supuse nici-unei îngrădiri legale. În consecință, dacă cel care deschide asemenea ferestre nu poate fi oprit de proprietarul fondului asupra căruia ele dau, tot astfel acest proprietar din urmă poate la rândul să clădească și să astupe aceste deschizături, uzând în mod normal de aceeași libertate de acțiune. (Jud. oc. urb. 5 București, carte de jud. civ. 407 din 4 April 1925, Pand. Rom. 1925, II, 285, Dreptul 38/1925).

**Art. 612.** — Nimeni nu poate avea vedere<sup>1)</sup> sau ferestre spre vedere, nici balcoane sau alte asemenea asupra proprietății îngrădite sau neîngrădite a vecinului său, de nu va fi o distanță de 19 decimetri între zidul pe care se deschid aceste vederi și proprietatea vecină. (Civ. 489 urm., 570, 601, 608, 614, 618, 620, 622, urm., 634, 637, 639 urm.; Civ. Fr. 678).

*Text. fr. Art. 678.* — On ne peut avoir des vues droites ou fenêtres d'aspect, ni balcons ou autres semblables saillies sur l'héritage clos ou non clos de son voisin, s'il n'y a dix-neuf décimètres (six pieds) de distance entre le mur où on les pratique et ledit héritage.

### Bibliografie (continuare).

ANTIM ST., *Notă* sub Judec. ocol V Buc. 407 din 4 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 285.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acoperiș 13, 14, 19, 20.	Ornamente 11.
Aer 2.	Paralel 5.
Aprecieri 31, 45.	Părau 26.
Balcon 6, 10, 26, 27.	Părinte de familie 30, 33, 34, 39.
Balustradă 10.	Platformă 12, 13, 14.
B-vedere 10, 20.	Prescripție 15, 18, 30, 35—41.
Cale publică 27.	Restricțiuni 1.
Cerdac 10.	Servitute 1 urm.
Clădire 9.	Strade 27.
Consolidare 11.	Stradelă 21, 22.
Construcție 32, 34, 36, 37.	Țară 7.
Dărâmare 39.	Terase 10, 12, 20.
Despăgubire 18.	Titlu 30, 31, 39.
Destinație 30, 33, 34, 39.	Unghiu 5.
Distanță 21, 23 urm.	Uși 28, 29.
Ferestre 2, 4, 26, 29, 39, 42, 44, 45.	Vedere 3—19, 22, 13, 24, 27, 29, 30, 31.
Ingrădire 8, 9.	Vedere dreaptă 3, 4, 5, 6.
Interpretare 31.	Vedere rezișă 3, 4, 5, 6.
Lucarne 19.	Zid înalt 13, 16, 17, 18, 42.
Lumină 2, 44, 45.	
Orașe 7.	

#### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 678 și urm. c. civ. fr. (612 și urm. c. civ. rom.) nu constituiesc propriu zis servituti, ci restricțiuni ale dreptului de proprietate. (Duranton, V, No. 407; Demolombe, XII, No. 580; Laurent, VIII, No. 36 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1033, 1035; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 758, text și nota 2; Contra: Toullier, III, No. 240 urm.).

**2.** Art. 678 și 679 din codul civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.), prevăd dispozițiuni cu privire la ferestre cari se pot deschide pentru a veni aer, iar nu la ferestre închise pentru primirea luminei. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 246; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 756).

1) Art. francez 678, completează: „vues droites” spre desebire de: „vues par côté” din art. 679 „vederi piezișe” din art. 613 român.

**3.** In art. 612 c. civ. rom., la începutul textului (după cuvântul: «vedere» trebuie adăugat cuvântul «dreaptă», după cum este prevăzut în art. 678 c. civ. fr. corespunzător, în opozițiune cu art. 613 c. civ. rom., în care se vorbește de «vedere piezișă». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 756, nota 2).

**4.** Ferestrele de vedere sunt de două feluri: vederi drepte și vederi piezișe sau oblice. (Demolombe, XII, No. 528; Mourlon, I, No. 1782; Dalloz, Rép., Servitude, No. 740; Laurent, VIII, No. 35; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 756).

**5.** Vederile drepte sunt acele cari există într'un zid care este paralel cu linia despărțitoare între proprietăți, iar vederile piezișe, sunt acele cari există într'un zid care formează un unghi cu linia despărțitoare. (Demolombe, XII, No. 528; Marcadé, Art. 678; Mourlon, I, No. 1782; Dalloz, Rép., Servitude, No. 740; Laurent, VIII, No. 35; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 312, 313; Huc, IV, No. 378; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1031).

**6.** Dacă în dreptul unei ferestre cu vedere piezișă există un balcon, vederea acestui balcon trebuie considerată dreaptă din cauza ușurinței de privire a spectatorului din balcon. (Toullier, III, No. 522; Duranton, V, No. 413; Demolombe, XII, No. 547; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 313; Dalloz, Rép., Servitude, No. 742; Huc, IV, No. 384; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757, nota 1).

**7.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în orașe cât și la țară, deoarece ele au o aplicațiune generală. (Merlin, Rép., Vues, §. 2, No. 6; Locré, Législation civile, VIII, p. 374; Toullier, III, No. 520; Demolombe, XII, No. 560; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 533 bis. I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 314; Dalloz, Rép., Servitude, No. 757; Laurent, VIII, No. 40, 41; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 759).

**8.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea fără deosebire, dacă fondul pe care se deschide vederea sau balconul este îngrădit sau nu și oricare ar fi modul de îngrădire. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 533 bis. I; Dalloz, Rép., Servitude, No. 754; Suppl., Servitude, No. 253; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 760, 761, text și nota 1; Comp.: Demolombe, XII, No. 561; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 314; Laurent, VIII, No. 40).

**9.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când vederea este deschisă într'un zid de îngrădire cât și

în cazul când este deschisă în zidul unei case. (Demolombe, XII, No. 562; Mourlon, I, No. 1791; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 533 bis. I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, nota 9, p. 314, 318; Huc, IV, No. 384; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1039; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 761, nota; Contra: Laurent, VIII, No. 42).

**10.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la balcoane și la alte lucrări similare cari pot procura o vedere pe proprietatea vecinului, cum ar fi cerdacuri, balustrade, terase, belvedere, etc. (Demolombe, XII, No. 551 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 317; Dalloz, Rép., Servitude, No. 748; Laurent, VIII, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 759, 760).

**11.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea la lucrări cari deși ar ieși afară de linia casei, nu ar procura o vedere pe proprietatea vecinului ci numai ar servi la ornamentație sau la întărirea clădirii. (Duranton, V, No. 408; Dalloz, Rép., Servitude, No. 749).

**12.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la terase și platforme de pe care se poate procura o vedere asupra proprietății vecinului. (Demolombe, XII, No. 553, 572, 573; Dalloz, Rép., Servitude, No. 750; Suppl., Servitude, No. 242; Huc, IV, 384; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 760, text și nota 1).

**13.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiune și acoperișurilor caselor când sunt construite în platformă și de pe care se poate procura vedere pe proprietatea vecinului. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 751; Suppl., Servitude, No. 252; Laurent, VIII, No. 55; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 760).

**14.** In cazul însă când de pe acoperișul în platformă nu se poate vedea pe proprietatea vecinului sau vederea se exercită asupra acoperișului casei vecinului, nu este nevoie de păstrat nici o distanță. (Toullier, III, p. 528; Duranton, V, No. 409, 410; Demolombe, XII, No. 569, 570; Mourlon, I, No. 1788; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 321; Dalloz, Rép., Servitude, No. 751; Suppl., Servitude, No. 252; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 329, nota 10, p. 185; Laurent, VIII, No. 44, 236; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 760, nota 2).

**15.** Când între vederea deschisă și proprietatea vecină există un zid înalt care oprește vederea pe proprietatea vecină, trebuie de făcut o distincțiune: In cazul când zidul despărțitor este proprietatea vecinului care a deschis vederea

sau este proprietate comună, nu e nevoie de păzit nici o distanță deoarece vecinul nu are nici un prejudiciu; dacă însă zidul a fost micșorat așa încât se poate vedea pe proprietatea vecinului, dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își vor regăsi aplicațiunea, chiar dacă existența zidului înalt și a vederei ar fi durat treizeci ani. (Delvincourt, I, p. 408; Toullier, III, No. 528; Duranton, V, No. 409; Dalloz, Rép., Servitude, No. 757, 758).

**16.** Dacă zidul înalt care oprește vederea pe proprietatea vecinului aparține vecinului, după o părere, dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Delvincourt, I, p. 408; Massé et Vergé sur Zacharie, II, § 329, nota 4; Dalloz, Rép., Servitude, No. 758; Suppl., Servitude, No. 253).

**17.** După altă părere, chiar în acest caz, dispozițiunile acestor articole nu-și găsesc aplicațiunea deoarece vecinul nu se poate plânge că celalt vecin are vedere pe proprietatea sa. (Toullier, III, No. 528; Duranton, V, No. 409, 410; Demolombe, XII, No. 569, 570; Marcadé, Art. 678, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 321; Dalloz, Rép., Servitude, No. 758; Suppl., Servitude, No. 253; Baudry et Chauveau, Des biens, 1038).

**18.** Dacă însă se fac schimbări în privința zidului sau a clădirii vecinului, de natură a procura vedere pe proprietatea sa, celalt vecin este obligat să astupe vederile, oricât timp ar fi durat această stare de lucruri. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 253).

**19.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la vederile deschise în acoperișul casei și cari nu permit vederea pe proprietatea vecinului. (Demolombe, XII, No. 571; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 321; Dalloz, Rép., Servitude, No. 768, 769; Huc, IV, No. 384; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 760, nota 2).

**20.** Dacă însă vecinul are la acoperiș o terasă în formă de belvedere, dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) vor trebui să fie aplicate. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 768; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 760, nota 2).

**21.** În cazul când proprietățile sunt despărțite printr'un teren comun, cum ar fi o stradă, după o părere, calcularea distanței pentru vedere se va face până la mijlocul strădelei. (Duvergier sur Toullier, III, No. 528 nota a; Dalloz, Rép., Servitude, No. 765; Huc, IV, No. 387).

**22.** După altă părere, dominantă, dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) nu-și vor găsi în acest caz aplicația, afară dacă s'a dat acestui teren comun vreo destinație specială care să se opue la deschidere de vederi asupra

lui. (Demolombe, XII, No. 565; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, ter. p. 591; Dalloz, Rép., Servitude, No. 766; Suppl., Servitude No. 258; Laurent, VIII, No. 46; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1041; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 764, nota 3).

**23.** Dacă însă terenul comun nu are lărgimea distanței prevăzută de art. 678 c. civ. fr. (612 c. civ. rom.), nu se poate deschide vedere asupra proprietății vecine decât la distanța prevăzută de lege, distanța în care intră și terenul comun. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter. p. 591; Dalloz, Rép., Servitude, No. 766; Suppl., Servitude, No. 258).

**24.** Cu toate acestea dacă terenul comun are destinația ca să se stabilească asupra lui vederi, nu se va mai observa nici o distanță. (Demolombe, XII, No. 565; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter, nota 14, p. 591).

**25.** Dacă proprietățile sunt despărțite printr'un teren mai îngust decât distanța legală și care e proprietatea unui terț, se va observa distanța legală, chiar dacă acest terț ar consimți la exercițiul acestei vederi. (Demolombe, XII, No. 564; Mourlon, I, No. 1787; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 533 bis II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 314; Laurent, VIII, No. 45; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1040; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 764).

**26.** De câte ori ambele fonduri vor fi despărțite printr'un pârâu care servește la scurgerea apelor, va trebui să se observe distanța legală la deschiderea ferestrelor sau balcoanelor. (Demolombe, XII, No. 566; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 765, nota).

**27.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.), regulează numai raporturile între proprietățile particulare și nu se aplică la vederile și balcoanele deschise asupra căilor publice. (Delvincourt, I, p. 170; Toullier, III, No. 528; Duranton, V, No. 412; Demolombe, XII, No. 566, 567; Massé et Vergé sur Zacharie, II, § 329, nota 12, p. 185; Marcadé, Art. 678; Mourlon, I, No. 1788; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 533 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 319; Dalloz, Rép., Servitude, No. 759; Suppl., Servitude, No. 255; Laurent, VIII, No. 47, 48; Huc, IV, No. 385, 386; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1040; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 764, 765).

**28.** Dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la deschidere de vederi și balcoane iar nu și la uși cu porțile pline și fără sticlă care servesc numai pentru trecere. (Demolombe, XII, No. 551 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 318; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 265; Laurent, VIII, No. 42; Huc, IV, No.

384; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 759, nota 4).

**29.** Ușile de sticlă se socotesc ferestre și trebuie deschise la distanța prevăzută de lege, deoarece servesc și la vedere. (Demolombe, XII, No. 551 bis; Laurent, VIII, No. 43; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 759, nota 4).

**30.** Când servitutea de deschidere de vedere a fost dobândită prin titlu, prin destinația părintelui de familie sau prin prescripțiune, dispozițiunile art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.), nu-și mai găsesc aplicațiunea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 772; Suppl., Servitude, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 765 urm.).

**31.** Tribunalele vor interpreta în mod suveran titlul care stabilește servitutea de deschidere de vedere. (Demolombe, XII, No. 578, 866; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 259; Laurent, VIII, No. 225 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 765, text și nota 3).

**32.** Concesiunea unui simplu drept de vedere, nu oprește pe vecin ca să construiască, ci îl obligă numai să clădească observând distanța prevăzută de lege. (Toullier, III, No. 533; Duranton, V, No. 326; Demolombe, XII, No. 578; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 355 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 322; III, § 253, p. 160; Daloz, Rép., Servitude, No. 772; Huc, IV, No. 388; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1035; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 766, nota).

**33.** Servituțiile de deschidere de vedere fiind continue și aparente se pot stabili, potrivit dispozițiunilor art. 692 c. civ. fr. (625 c. civ. rom.), prin destinația părintelui de familie. (Demolombe, XII, No. 579; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, nota 11, p. 150, 151; Daloz, Rép., Servitude, No. 776; Laurent, VIII, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 767, text și nota 1).

**34.** Stabilirea unei simple servituti de vedere prin destinația părintelui de familie nu împiedecă pe vecin să construiască, ci îl obligă numai să clădească la distanța prevăzută de lege. (Toullier, III, No. 533; Demolombe, XII, No. 579; Daloz, Rép., Servitude, No. 776; Suppl., Servitude, No. 264; Laurent, VIII, No. 183).

**35.** Dreptul de a deschide vedere asupra proprietății vecinului la o distanță mai mică decât cea prevăzută de lege, se prescrie prin o posesiune de treizeci ani. (Demolombe, XII, No. 580; Murlon, I, No. 1796; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 535 bis, II, urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 322; Daloz, Rép., Servitude, No. 780; Suppl., Servitude, No. 261; Huc, IV, No. 388; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1034 urm.; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 768).

**36.** Vecinul care a dobândit prin prescripție un drept de servitute de vedere la o distanță mai mică decât cea legală, după părerea dominantă, se poate opune ca vecinul său să construiască la o distanță mai mică decât cea prevăzută de art. 678 și 679 c. civ. fr. (612 și 613 c. civ. rom.). (Delvincourt, I, p. 407, notă; Duranton, V, No. 326; Demolombe, XII, No. 580, 581; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 329, nota 16, p. 187; Marcadé, Art. 678, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 535 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, nota 36, p. 322; Daloz, Rép., Servitude, No. 781; Suppl., Servitude, No. 262; Laurent, VIII, No. 61, 62; Huc, IV, No. 388; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1035; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 768).

**37.** După altă părere, dobândirea servituti de vedere prin prescripție, face numai ca achizitorul să nu poată fi obligat să-i închidă vederea, însă nu obligă pe vecin să construiască la o anumită distanță. (Merlin, Questions de droit, Servitude; Toullier, III, No. 524, 536; Daloz, Rép., Servitude, No. 780; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 761, nota 1, 768).

**38.** Efectele dobândirii prescripției sunt limitate la faptele posesiunii, deoarece nu se poate prescrie mai mult de cât s'a posedat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 768; Comp.: Demolombe, XII, No. 867; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 160; Laurent, VIII, No. 63, 236).

**39.** După dobândirea servituti de vedere prin titlu, prin destinația părintelui de familie sau prin prescripțiune, chiar dacă s'ar dărâma casa sau zidul în care erau deschise ferestrele, ea se păstrează câștigată la noua casă sau noul zid ce s'ar reclădi în timp util înainte de a se prescrie dreptul. (Demolombe, XII, No. 582; Demante et Calmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 535 bis, III; Laurent, VIII, No. 64; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 769).

**40.** Când vederea, deși deschisă la o distanță mai mică decât cea prevăzută de art. 678 și 679 c. civ. fr., nu este oprită de lege, ea nu poate fi prescriasă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 323; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 261; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1034).

**41.** Nu se poate prescrie un drept de vedere mai întins decât acel ce s'a posedat. (Toullier, III, No. 661; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 261; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1035).

**42.** Dacă vecinul deschide o fereastră la distanța legală, el nu a dobândit o servitute asupra fondului vecin care are dreptul să închidă acea vedere prin ridicarea unui zid pe marginea proprietății sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 321; Laurent, VIII, No. 40; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1030; Alexan-



dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 761, nota 1).

**43.** Vecinul care nu a observat distanța prevăzută de lege, va fi obligat să suprimе vederile deschise. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 322; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 771; Planiol, I, No. 2913; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 765).

**44.** Deoarece în codul civil român se vorbește numai de ferestre de vedere, ferestrele de lumină vor putea fi făcute la orice distanță. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 770).

**45.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran cari ferestre sunt pentru lumină și cari pentru vedere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 770).

**46.** A se vedea: art. 611 din codul civil cu notele respective.

**Art. 613.** — Nimeni nu poate avea vederi piezișe pe proprietatea vecinului de nu va fi o distanță de șase decimetri. (Civ. 489 urm., 601, 614, 622, 623, 634, 637, 639 urm.; Civ. Fr. 679).

*Text. fr. Art. 679.* — On ne peut avoir de vues par côté ou obliques sur le même héritage, s'il n'y a six décimètres (deux pieds) de distance.

#### Doctrină.

**1.** Ferestrele de vedere sunt de două feluri: vederi drepte și vederi piezișe sau oblice. (Demolombe, XII, No. 528; Murlon, I, No. 1782; Dalloz, Rép., Servitude, No. 740; Laurent, VIII, No. 35; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 756).

**2.** Vederile drepte sunt acele cari există într'un zid care este paralel cu linia despărțitoare între proprietăți, iar vederile piezișe sunt acele cari există într'un zid care formează un unghi cu linia despărțitoare. (Demolombe, XII, No. 528; Marcadé, Art. 678; Murlon, I, No. 1782; Dalloz, Rép., Servitude, No. 740; Laurent, VIII,

No. 35; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 312, 313; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1031).

**3.** Dacă în dreptul unei ferestre cu vedere piezișă există un balcon, vederea acestui balcon trebuie considerată dreaptă, din cauza ușurinței de privire a spectatorului din balcon. (Toullier, III, No. 522; Duranton, V, No. 413; Demolombe, XII, No. 547; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 313; Dalloz, Rép., Servitude, No. 742; Huc, IV, No. 384; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 757, nota 1).

**4.** A se vedea: art. 612 din codul civil cu notele respective.

**Art. 614.** — Distanța de care este vorba în cele două articole precedente se socotește de la fața zidului, pe care s'a deschis vederea, și de vor fi balcoane sau alte asemenea, de la linia lor cea din afară, până la linia de despărțire a celor două proprietăți. (Civ. 612, 613; Civ. Fr. 680).

*Text. fr. Art. 680.* — La distance dont il est parlé dans les deux articles précédents, se compte depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture se fait, et s'il y a balcons ou autres semblables saillies, depuis leur ligne extérieure jusqu'à la ligne de séparation des deux propriétés.

#### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 680 c. civ. fr. (614 c. civ. rom.) pentru calcularea distanței își găsesc aplicațiunea numai la vederile drepte; în ceea ce privește ve-

derile piezișe, deși dispozițiunile acestui articol sunt generale, totuși nu li sunt aplicabile și distanța se va socoti, nu dela fața zidului, ci dela punctul de unde se exercită vederea. (Duranton, V, No. 413; Demolombe, XII, No. 552; Massé et Vergé

sur Zachariae, II, § 329, nota 14, p. 186; Mourlon, I, No. 1784; Marcadé, Art. 680; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, nota 25, p. 206; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 747; Laurent, VIII, No. 57; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1032; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 762, text și nota 4).

**2.** Distanța se va socoti până la linia despărțitoare; astfel dacă între proprietăți există un zid sau un șanț aparținând proprietarului care voește să deschidă vederea, distanța se va socoti până la partea exterioară a zidului sau a șanțului. (Demolombe, XII, No. 556; Dalloz, Rép., Servitude, No. 755; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 763, nota 1).

**3.** Dacă zidul sau șanțul sunt comune, distanța se va socoti până la mijlocul zidului sau șanțului despărțitor. (Duranton, V, No. 408; Demolombe, XII, No. 557; Mourlon, I, No. 1786; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 534; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 317; Dalloz, Rép., Servitude, No. 755; Laurent, VIII, No. 58; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1036; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 763).

**4.** În cazul când zidul sau șanțul aparține proprietarului care a deschis vederile, dacă mai în urmă zidul sau șan-

țul devin comune, proprietarul care a deschis vederile nu este obligat să le închidă în cazul când nu există distanța legală socotită până la mijlocul zidului sau șanțului. (Duvergier sur Toullier, III, No. 522; Duranton, V, No. 411; Demolombe, XII, No. 558; Mourlon, I, No. 1786; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 534 bis; Dalloz, Rép., Servitude, No. 756; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1037; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 763, 764).

**5.** Dacă mai în urmă se dărâmă și se reclădește zidul, ferestrele vor trebui așezate la distanța legală care se va socoti dela mijlocul zidului comun, chiar dacă ferestrele ar fi stat, dela dobândirea comunității zidului, la o distanță mai mică decât cea legală, timp de trezeci ani. (Toullier, III, No. 522; Duranton, V, No. 411; Demolombe, XII, No. 559; Mourlon, I, No. 1786; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 534 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 764).

**6.** Vecinul care nu a observat distanța prevăzută de lege va fi obligat să supprime vederile deschise. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 196, p. 322; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 771; Planiol, I, No. 2913; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 765).

#### Secțiunea IV. — Despre picătura streșinilor.

**Art. 615.** — Tot proprietarul este dator a-și face streășina casei sale astfel încât apele din ploii să se scurgă pe tărâmul său, sau pe ulițe, iar nu pe locul vecinului său. (Civ. 480, 489, 578, 589, 622, 623, 624, 840, 998, 999; Civ. Fr. 681).

*Text. fr. Art. 681.* — Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abateră apei 15.	Prescripție 11.
Apă de ploae 1, 4, 5, 6, 9, 12, 15.	Prezumțiuni 7, 8.
Cale publică 12.	Probă contrară 8.
Dovada contrară 8.	Regulament de poliție 12.
Infiltrație 5.	Servitude 1 urm.
Ighiaburi 2, 3.	Servitude continuă și aparentă 10, 11.
Lucrări 4.	Strade 12.
Oraș 13.	Streșină 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9, 12.
Părinte de familie 10.	Țară 13.
Pavaj 5.	Titlu 9.
Prejudiciu 4, 5, 14.	

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 681 c. civ. fr. (615 c. civ. rom.), orice proprietar este oprit numai de a face astfel streășina casei încât apa de ploae să se scurgă direct pe locul vecinului; însă de îndată ce apa de ploae a curs de pe streășină pe locul său, proprietarul nu este obligat s'o împiedece să se răspândească pe terenul vecinului,

fără însă a îngreuiă sarcina impusă. (Toullier, III, No. 538; Demolombe, XII, No. 586, 589; Mourlon, I, No. 1799; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 536 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 195, p. 311; Dalloz, Rép., Servitude, No. 789, 790; Laurent, VIII, No. 70; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 772).

**2.** Din dispozițiunile art. 681 c. civ. fr. (615 c. civ. rom.) rezultă că un proprietar nu are dreptul a face ca streășina sau igghiaburile casei sale să intre pe proprietatea vecinului. (Toullier, III, No. 537; Demolombe, XII, No. 585; Mourlon, I, No. 1799; Marcadé, Art. 681; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a II, No. 536; Dalloz, Rép., Servitude, No. 789; Laurent, VIII, No. 72; Huc, IV, No. 390; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 771, nota 2).

**3.** Un proprietar nu poate face ca streășina casei și igghiaburile să cadă pe pro-

prietatea vecinului său, afară de cazul când a dobândit acest drept de servitute. (Toullier, III, No. 537; Demolombe, XII, No. 585; Mourlon, I, No. 1799; Marcadé, Art. 681; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 536; Laurent, VIII, No. 72; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 771, nota 2).

**4.** Un proprietar trebuie să lase între peretele său și fondul vecin o bucată de teren suficientă pentru a se scurge apa de ploae de pe streășină, afară de cazul când a făcut lucrări pentru scurgerea apei și îndreptarea ei pe propriul său teren. (Toullier, III, No. 557, 558; Duranton, V, No. 415; Dalloz, Rép., Servitude, No. 789; Laurent, VIII, No. 70; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 772).

**5.** Proprietarul trebuie să ia măsuri ca apele de ploae cari cad pe terenul său de pe streășina casei sale să nu cauzeze prin infiltrație vreun prejudiciu construcției vecinului său; ca măsură de precauție ar fi obligația sa de a pavă spațiul pe care se scurge apa de pe streășină. (Delvincourt, I, p. 378; Toullier, III, No. 538; Demolombe, XII, No. 587; Marcadé, Art. 681 No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 536 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III § 195, p. 311; Dalloz, Rép., Servitude, No. 798; Laurent, VIII, No. 70; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 772, 773).

**6.** Un proprietar are dreptul să facă să se scurgă apele de ploae de pe streășina casei sale pe un teren care este coproprietatea sa și a vecinului său. (Demolombe, XI, No. 446; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 591; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 773).

**7.** Proprietarul unei clădiri este prezumat că este proprietarul terenului cuprins între zidul casei sale și linia verticală ce cade dela capătul streășinei casei până la pământ. (Demolombe, XII, No. 592 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 330, nota 1, p. 187; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 286; Dalloz, Rép., Servitude, No. 792, 795; Suppl. Servitude, No. 267; Huc, IV, No. 390; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1043; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 773; Contra: Laurent, VIII, No. 72).

**8.** Această prezumpție însă este o prezumpție simplă care poate fi combătută prin dovada contrară. (Demolombe, XII, No. 592, 593; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 330, nota 1, p. 187;

Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 192, p. 286; Dalloz, Rép., Servitude, No. 795; Suppl., Servitude, No. 267; Huc, IV, No. 390; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1043; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 773).

**9.** Dreptul de a lăsa să se scurgă apa streășinei pe proprietatea vecinului, se poate dobândi prin titlu. (Demolombe, XII, No. 595; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 195, p. 312; Dalloz, Rép., Servitude, No. 789; Laurent, VIII, No. 69; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 773).

**10.** Dreptul de a lăsa apa să se scurgă pe proprietatea vecinilor se poate dobândi pe destinația părintelui de familie, fiind vorba în specie de o servitute continuă și aparentă. (Demolombe, XII, No. 595; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1043; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 773, text și nota 3).

**11.** De asemenea acest drept se poate dobândi prin prescripțiune, când servitutea este aparentă. (Demolombe, XII, No. 595; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 195, p. 312; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 268; Laurent, VIII, No. 69; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1043; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 773, text și nota 3).

**12.** Un proprietar are dreptul să facă să curgă apa de ploae de pe streășina casei sale pe calea publică, conformându-se în această privință regulamentelor de poliție. (Demolombe, XII, No. 597; Dalloz, Rép., Servitude, No. 803; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 771, text și nota 4).

**13.** Dispozițiunile art. 681 c. civ. fr. (615 c. civ. rom.) au o aplicațiune generală atât la orașe cât și la țară, deoarece textul nu face nici o distincțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 771).

**14.** Art. 681 c. civ. fr. (615 c. civ. rom.), cuprinde o aplicare a principiilor generale în materie de proprietate, după care cineva are drept să facă orice pe proprietatea sa cu condițiune ca să nu aducă o jignire drepturilor unui vecin, aruncând ceva pe fondul acestuia. (Demolombe, XII, No. 584; Mourlon, I, No. 1800; Laurent, VIII, No. 69; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 772).

**15.** Când servitutea de scurgerea apei de ploae este stabilită în folosul fondului vecin, proprietarul acestui din urmă fond poate opri pe proprietarul fondului superior ca să abată apa de pe fondul său. (Toullier, III, No. 540; Demolombe, XII, No. 596; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 774).

#### Secțiunea V. — Despre dreptul de trecere.

**Art. 616.** — Proprietarul al cărui loc este înfundat, care nu are nici o eșire la calea publică, poate reclama o trecere pe locul vecinului său pentru exploatarea fondului, cu îndatorirea de

a-l despăgubi în proporțiune cu pagubele ce s'ar putea ocaziona. (Civ. 481, 581, 585, 588, 589, 617 urm., 622, 624, 627, 633 urm., 636, 638, 639, 998, 999, 1084; Civ. Fr. 682, 684).

*Text. fr. Art. 682.* — Le propriétaire dont les fonds sont enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

*Text fr. Art. 682. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue, ou qu'une issue insuffisante pour l'exploitation, soit agricole, soit industrielle, de sa propriété, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

*Text fr. Art. 684. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Si l'enclave résulte de la division d'un fonds par suite d'une vente, d'un échange, d'un partage ou de tout autre contrat, le passage ne peut être demandé que sur les terrains qui ont fait l'objet de ces actes.

Toutefois, dans le cas où un passage suffisant ne pourrait être établi sur les fonds divisés, l'article 682 serait applicable.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCU CONST., *Notă sub Judec. Ocnele-Mari (Vâlcea), 187/1926, Jur. Gen. 1926, No. 1036;*  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Curier Jud. 33/1925; Notă sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1821. Pand. Rom. 1925, I, 270;*  
 CONSTANTINESCU M. D., *Notă sub Judec. ocol Ocnele-Mari, 15 Aprilie 1925, Justiția Olteniei 9—10/1925;*  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice, vol. I, „Servitutea de trecere”, p. 178;*  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă sub Judec. ocol Herța-Dorohoi, 664/1925, Jur. Gen. 1926 No. 992.*

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Actualitate 18, 33.  
 Apreciere suverană 6, 8, 43.  
 Arendaș 22.  
 Cale publică 23.  
 Canal 8.  
 Cheltuieli 5, 8, 44.  
 Cheltuieli excesive 5, 8.  
 Chiria; 22.  
 Clădiri 14, 24, 32.  
 Colon partiar 22.  
 Comerț 15.  
 Comune 27.  
 Contestăție 13.  
 Convenție 39.  
 Cultura fondului 1, 14, 16.  
 Daune-interese 22.  
 Despăgubiri 37—40, 42, 43, 45—49.  
 Destinație 16.  
 Domeniul Coroanei 28.  
 Donațiune 40.  
 Dotă 30.  
 Drept real 20.  
 Drum 23.  
 Embatic 21.  
 Expertiză 43, 44.  
 Exploatare 1, 14, 16, 17, 19.  
 Expropriere 47, 48.  
 Eventualitate 18, 33.  
 Folos 37.  
 Inalienabilitate 28, 30.  
 Incapabil 29.  
 Incomod 4, 6, 7, 17.  
 Inconvenient 6.

Indivizibilitate 49.  
 Industrie 15.  
 Ingrădire 31, 36.  
 Instrăinare 35, 39.  
 Interes general 1, 2.  
 Loc infundat 1 urm.  
 Locatar 22.  
 Lucrări 7.  
 Modificare 16.  
 Necesitate actuală 18, 33.  
 Partaj 40.  
 Prejudiciu 26, 35—38, 45.  
 Prescripție 11, 12, 28, 30, 41, 42.  
 Proprietate 20, 25, 26, 27, 34.  
 Râu 8, 9.  
 Real drept 20.  
 Reparații 24.  
 Restricțiuni 2.  
 Reziliere 22.  
 Schimb 40.  
 Servitute 1 urm.  
 Solidaritate 49.  
 Stat 27.  
 Suverană apreciere 6, 8, 43.  
 Testament 40.  
 Titlu 10, 11, 12.  
 Trecere 1 urm.  
 Utilitate generală 1, 2.  
 Utilitate publică 9.  
 Uzufrauct 21.  
 Vase 9.  
 Vointă 3.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 682 c. civ. fr. (616 c. civ. rom.) sunt prevăzute în interesul general ca un fond să nu rămâe necultivat și neroditor din cauza lipsei de trecere. (Demolombe, XII, No. 598; Marcadé, Art. 682; Baudry et Chauveau, Des biens. No. 1044; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 776).

**2.** Dreptul de trecere la un loc infundat, constituie o restricțiune a dreptului de proprietate, justificată de o utilitate generală. (Daloz, Rép., Servitude, No. 816).

**3.** Pentru existența dreptului de trecere la un loc infundat, trebuie ca infundarea locului să fie străină voinței proprietarului, adică să nu provină din faptul său. (Demolombe, XII, No. 601 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 47, 48; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 297, 301; Laurent, VIII, No. 82; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1056; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 781).

**4.** Proprietarul a cărui trecere la proprietatea sa este incomodă, nu poate obține dreptul de trecere. (Demolombe, XII,

No. 608; Mourlon, I, No. 1801; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, text și nota 8, p. 44; Dalloz, Rép., Servitude, No. 818 urm.; Suppl., Servitude, No. 275; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1045; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 777, nota).

**5.** Proprietarul care ar trebui să facă cheltueli excesive și în valoare disproportionată cu valoarea fondului, pentru a ajunge la calea publică, poate obține dreptul de trecere. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 277; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 776, nota 4, 778, notă).

**6.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran gravitatea incomodității sau a inconvenientelor cari reclamă acordarea unui drept de trecere la calea publică. (Demolombe, XII, No. 609, 610; Marcadé, Art. 682; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 43; Laurent, VIII, No. 76, 79, 80; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 776, nota 4).

**7.** De câte ori este posibil să se înlesnească o eșire la calea publică prin facerea unor lucrări ușor de executat și puțin costisitoare, locul nu poate fi considerat ca infundat. (Demolombe, XII, No. 608; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 44; Laurent, VIII, No. 80; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1045; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 777, nota).

**8.** În cazul când un fond este mărginit de o parte cu o apă curgătoare sau un canal și de celelalte părți de proprietățile vecine, se poate obține un drept de trecere, după aprecierea tribunalelor cari vor examina dificultățile și cheltuelile ce ar trebui să se facă pentru traversarea apei sau canalului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 44; Dalloz, Rép., Servitude, No. 821; Suppl., Servitude, No. 276; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1045; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 777, notă).

**9.** Un fond este considerat infundat când nu are decât o eșire la un teren supus unei servituți de utilitate publică sau afectat unui uz anumit, cum ar fi de exemplu, un loc trebuincios pentru trecerea vaselor pe marginea unei ape curgătoare și care nu poate fi considerat ca un drum public. (Demolombe, XII, No. 607; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 44; Dalloz, Rép., Servitude, No. 822; Laurent, VIII, No. 77; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1045; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 777, notă).

**10.** Proprietarul unui loc care are trecere pe terenul unui alt proprietar în virtutea unui titlu, nu poate pretinde că locul său este infundat și să ceară o trecere pe terenul celorlalți proprietari vecini. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 854).

**11.** Dacă însă acest proprietar a pierdut prin prescripție dreptul său de trecere pe proprietatea unui vecin, care rezultă dintr'un titlu, el are dreptul să reclame o trecere pe proprietatea vecinilor săi. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 854).

**12.** În acest caz odată cu reclamarea dreptului de trecere, proprietarul locului infundat va trebui să cheme în judecată și pe proprietarul locului pe care își exercitase trecerea în virtutea titlului său pentru ca acesta să poată invoca prescripțiunea dreptului de trecere. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 854).

**13.** Cât timp proprietarul unui loc infundat este îngrădit a trece pe fondul altuia, el nu are dreptul să ceară o altă eșire la calea publică, deoarece fondul este considerat infundat numai când se contestă trecerea. (Demolombe, XII, No. 606; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 45; Laurent, VIII, No. 77; Huc, IV, No. 393; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 778, nota).

**14.** Dispozițiunile art. 682 c. civ. fr. (616 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât la clădiri cât și la terenurile exploatate pentru cultură. (Demolombe, XII, No. 836; Mourlon, I, No. 1801; Dalloz, Rép., Servitude, No. 832, 833; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 780).

**15.** Servitutea de trecere la un loc infundat este acordată și proprietăților comerciale cât și industriale. (Demolombe, XII, No. 612; Laurent, VIII, No. 89, 90; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1048; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2190; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 780; Contra: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1801).

**16.** Dacă se schimbă destinația primitivă a unui fond infundat, care avea deja o trecere pe un fond vecin, se poate întinde sau modifica și dreptul de trecere în proporție cu trebuințele noii exploatațiuni. (Demolombe, XII, No. 611; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 537 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 46; Dalloz, Rép., Servitude, No. 835; Laurent, VIII, No. 81; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1046; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 778, nota).

**17.** Un fond este socotit infundat nu numai când nu are nici o eșire la calea publică, ci și atunci când eșirea este neîndestulătoare pentru trebuințele exploataării sale. (Demolombe, XII, No. 611; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 537 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 46; Laurent, VIII, No. 81; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1046; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 778, nota).

**18.** Întinderea dreptului de trecere, trebuie să fie cerută de o necesitate actuală; o eventualitate nu ar fi suficientă. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 285).

**19.** Proprietarul unui loc infundat poate cere un drept de trecere, independent de orice exploatare, ci numai pentru a putea merge la proprietatea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 780).

**20.** Dreptul de trecere poate fi cerut numai de proprietarul locului infundat

sau cel puțin de către acel care are asupra acestui loc, un drept real. (Demolombe, XII, No. 600; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 42; Dalloz, Rép., Servitude, No. 846; Suppl., Servitude, No. 290; Laurent, VIII, No. 74; Huc, IV, No. 392; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1049; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 776).

**21.** Uzfructuarul, uzuarul, embaticarul unui loc infundat au dreptul să ceară o trecere la acest loc. (Demolombe, XII, No. 600; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 43; Dalloz, Rép., Servitude, No. 846; Suppl., Servitude, No. 290; Laurent, VIII, No. 74, 75; Huc, IV, No. 392; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1049; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 776, nota 3).

**22.** Arendașul, chiriașul sau colonul partiar, unui loc infundat nu au dreptul să ceară o trecere la acest loc; ei au numai o acțiune în contra proprietarului pentru a le procură trecerea iar în cazul contrar, au dreptul să ceară rezilierea contractului sau daune-interese. (Demolombe, XII, No. 600; Dalloz, Rép., Servitude, No. 847; Suppl., Servitude, No. 292; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 43; Laurent, VIII, No. 74, 75; Huc, IV, No. 392; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1049; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 776, nota 3).

**23.** Prin cale publică nu trebuie să se înțeleagă un drum național, județean sau comunal, ci orice loc pe care trecerea este îngăduită. (Demolombe, XII, No. 606; Laurent, VIII, No. 76 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 778, nota 1).

**24.** Proprietarul unui loc infundat poate să treacă pe proprietatea vecinului pentru a face reparațiile de întreținere la clădirea sa, când aceste reparații sunt necesare și când ele nu pot fi făcute fără a trece pe proprietatea vecinului. (Merlin, Rép., Tour d'échelle, § 2, No. 1; Duranton, V, No. 316; Dalloz, Rép., Servitude, No. 810, 811; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 780; Contra: Toullier, III, No. 559; Demolombe, XI, No. 424; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 238, p. 4; Laurent, VIII, No. 121 urm.; Huc, IV, No. 400; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 929).

**25.** Dreptul de trecere la un loc infundat trebuie cerut dela proprietarii pe terenurile cărora voește să se opereze trecerea la calea publică. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 848, 849).

**26.** Trecerea trebuie cerută dela proprietarul al cărui fond oferă trecerea cea mai scurtă și mai puțin păgubitoare. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 850).

**27.** Trecerea poate fi cerută atât pe proprietățile aparținând particularilor cât și pe cele aparținând Statului sau comunelor. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 858; Suppl., Servitude, No. 303; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 779).

**28.** Bunurile domeniului coroanei sunt supuse servituței de trecere la un loc infundat deși sunt inalienabile și imprescriptibile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 779).

**29.** Fondurile incapabililor sunt supuse deasemenea servituței de trecere la un loc infundat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 779).

**30.** Fondurile dotale sunt supuse servituței de trecere la un loc infundat deși sunt inalienabile și imprescriptibile. (Demolombe, XII, No. 615 bis, 625; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 47; Laurent, VIII, No. 92; Huc, IV, No. 394; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1052; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 779).

**31.** Trecerea poate fi cerută atât pe proprietățile îngrădite cât și pe cele neîngrădite. (Duranton, V, No. 442; Demolombe, XII, No. 615; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 47; Laurent, VIII, No. 91; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 779).

**32.** Trecerea poate fi cerută atât pe proprietățile clădite cât și pe cele neclădite. (Duranton, V, No. 442; Demolombe, XII, No. 615; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 47; Laurent, VIII, No. 91).

**33.** Intinderea dreptului de trecere trebuie regulată după nevoile actuale ale exploatării. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 835; Suppl., Servitude, No. 285).

**34.** Proprietarul locului infundat nu dobândește proprietatea terenului pe care își exercită trecerea. (Demolombe, XII, No. 636 urm.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 843; Suppl., Servitude, No. 289; Laurent, VIII, No. 108; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 778, nota 2).

**35.** Proprietarul terenului pe care se exercită dreptul de trecere la un loc infundat, are dreptul să dispue de acest teren, cu condițiune de a nu se aduce vreo piedecă exercitării dreptului de trecere. (Demolombe, XII, No. 638; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, p. 165; Dalloz, Rép., Servitude, No. 843; Suppl., Servitude, No. 289; Laurent, VIII, No. 109, 273; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1060; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 779, nota).

**36.** Proprietarul terenului pe care se exercită dreptul de trecere la un loc infundat, are dreptul să-și îngrădească acest teren, cu condițiune de a nu se aduce vreo piedecă exercitării dreptului de trecere. (Delvincourt, I, p. 388, note; Duranton, V, No. 263; Demolombe, XI, No. 283; XII, No. 632, 638; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 191, p. 272, 273; III, § 254 p. 166; Dalloz, Rép., Servitude, No. 380, 844; Suppl., Servitude No. 289; Laurent, VII, No. 441; VIII, No. 109, 273; Huc, IV, No. 317; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 923, 1060; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 779, nota).

**37.** Potrivit dispozițiunilor art. 682 c.

civ. fr. (616 c. civ. rom.), proprietarul care reclamă o trecere la calea publică dela locul său înfundat, este obligat să despăgubească pe proprietarul, pe al cărui teren se exercită trecerea, în proporțiune cu pagubele ce s'ar putea ocaziona iar nu cu folosul ce l-ar avea proprietarul înfundat. (Demolombe, XII, No. 626; Dalloz, Rép., Servitude, No. 860; Baudry et Chauveau, Des biens, 1059; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 782, 783).

**38.** Dacă proprietarul terenului pe care se exercită trecerea la un loc înfundat, nu încearcă nici un prejudiciu, el nu are dreptul la nici o despăgubire. (Demolombe, XII, No. 627; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 537 bis, III; Dalloz, Rép., Servitude, No. 860; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 783, nota 1).

**39.** În cazul când înfundarea terenului rezultă dintr'o înstrăinare parțială a unui teren, trecerea la calea publică fiind o consecință necesară a convențiunei, proprietarul vânzător nu are nici un drept la despăgubire, chiar dacă în act nu s'ar fi prevăzut nici o clauză specială în această privință. (Toullier, III, No. 550; Duranton, V, No. 420; Demolombe, XII, No. 602, 604; Mourlon, I, No. 1806; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 537 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 50; Dalloz, Rép., Servitude, No. 861; Laurent, VIII, No. 82 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1056; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 781, 782).

**40.** În cazul când înfundarea terenului rezultă din împărțirea fondului printr'o donațiune, testament, partaj sau schimb, nu se datorește nici o despăgubire pentru exercitarea dreptului de trecere. (Toullier, III, No. 550; Duranton, V, No. 420; Demolombe, XII, No. 602; Mourlon, I, No. 1806; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 537 bis I; Dalloz, Rép., Servitude, No. 861; Laurent, VIII, No. 82 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1056; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 781, 782).

**41.** Dreptul proprietarului unui loc înfundat de a cere o trecere pe proprietatea vecinului la calea publică, este imprescriptibil. (Demolombe, XII, No. 598; Marcadé, Art. 682; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 51; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 529 bis, II; Laurent, VIII, No. 100; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1051, 1061; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 776, 784).

**42.** Dacă potrivit dispozițiunilor art. 706 c. civ. fr. (639 c. civ. rom.), dreptul de trecere se prescrie prin neuz, dreptul de a cere o nouă trecere la calea publică nu se stinge, însă proprietarul locului înfundat va fi obligat să plătească o nouă despăgubire. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 874).

**43.** Despăgubirea ce urmează a fi plă-

tită proprietarului locului care suferă dreptul de trecere, se va fixa de justiție prin o expertiză, dacă părțile nu convin asupra ei. (Demolombe, XII, No. 630; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 782).

**44.** Cheltueile facerei expertizei privesc pe proprietarul care exercită dreptul de trecere. (Demolombe, XII, No. 630; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 782).

**45.** Despăgubirea, după o părere, trebuie fixată la o sumă de bani care va trebui să fie plătită odată pentru totdeauna. (Demolombe, XII, No. 632; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 782, nota 2).

**46.** După altă părere, despăgubirea va putea fi fixată la o sumă anuală proporțională cu pagubele cauzate prin exercitarea dreptului de trecere. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 863; Laurent, VIII, No. 98; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1059; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 782, nota 2).

**47.** Despăgubirea, după o părere, va trebui să fie plătită, ca și la exproprierea pentru cauză de utilitate publică, înainte de acordarea dreptului de trecere la un loc înfundat. (Duranton, V, No. 429, p. 470, notele 1, 2; Demolombe, XII, No. 631; Huc, IV, No. 397; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1059; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 782, nota 2).

**48.** După altă părere, dispozițiunile de la exproprierea pentru cauza de utilitate publică nu sunt aplicabile la plata despăgubirilor rezultate din exercitarea dreptului de trecere la un loc înfundat, ci aceste despăgubiri nu trebuiesc plătite în mod prealabil. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 50; Dalloz, Rép., Servitude, No. 862; Suppl., Servitude, No. 304; Laurent, VIII, No. 96, 97, 106; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 782, nota 2).

**49.** Când despăgubirea pentru exercitarea dreptului de trecere la un loc înfundat, trebuie plătită de mai mulți proprietari înfundati, obligația de plată nu este nici indivizibilă, nici solidară. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 864; Suppl., Servitude, No. 305; Laurent, VIII, No. 98; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1059; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 783, notă).

**50.** A se vedea: art. 585 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Potrivit art. 616 c. civ., ca cineva să poată dobândi o servitute de trecere, pentru un loc înfundat, trebuie să fie proprietar asupra fondului, adică să aibă dreptul de a exclude orice amestec străin în exercițiul stăpânirii aceluși fond. Deci, un coproprietar nu poate să dobândească o servitute pentru întreg fondul stăpânit în indiviziune, căci cel ce are numai o

parte din fond nu este proprietar asupra fondului întreg. (Jud. oc. rural Ocnele-Mari, Vâlcea, Cartea de jud. civ. Nr. 155 din 15 Aprilie, 1925; Justiția Olteniei 9—10/1925).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 616 din codul civil, numai proprietarii locurilor înfundate, pot reclama o trecere pe locul vecinului, iar nu și acei cari vor să-și scurteze drumul ce au de parcurs. (Jud. ocol. Bujor-Covurlui, 765 din 1925, Jur. Gen. 1926, No. 854).

**3.** Proprietarul al cărui loc este înfundat poate reclama o trecere pe locul vecinului său spre a-și repara zidul caselor, pe baza art. 616 c. civ. și a bunelor rapoarturi de vecinătate care trebuie să existe într-o societate morală. (Jud. oc. Herța, Carte de jud. Nr. 664, din 925, Jur. Gen. 1926, No. 992).

**4.** *In fapt:* Instanța de fond, constată în fapt că locul intimaților se află astăzi înfundat din cauză că, dânsii, în cursul procesului au transformat în prăvălie un gang pe care-l aveau și prin aceasta și-au închis orice acces la stradă, în consecință a respins cererea lor de a li se acorda drept trecere conf. art. 616 cod. civ. Soluția a fost menținută de Inalta Curte.

*In drept:* Art. 616 cod. civ. acordă dreptul de trecere pe proprietatea vecină numai proprietarilor a căror loc se află înfundat din cauze independente de voința lor, căci altfel ar urmă ca în scopul de a se procura foloase materiale acestor proprietari, iar nu numai a li se înlesni exploatarea fondului lor, să se aducă o atingere dreptului de proprietate al vecinilor. (Cas. I. dec. 2843 din 31 Maiu 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1276).

**5.** Conform principiilor generale cuprinse în art. 616 din codul civil, proprietarul al cărui loc este înfundat, poate dobândi pe locul vecinului o trecere, pentru a putea astfel să asigure exploatarea lo-

cului său. În practică se poate dobândi o trecere ocolită, când se poate realiza, iar dacă din cauza conformațiunii terenului vecin nu se poate realiza o astfel de trecere, diviziunea în două părți a terenului nu împiedică modul de constituire al servituții. Potrivit art. 619 cod. civ., proprietarul vecin are dreptul la despăgubire pentru fondul unde se exercită trecerea și care poate constă fie dintr-o sumă globală plătită odată pentru totdeauna, fie într-o sumă anuală. Prin urmare, în speță, din cercetările făcute la fața locului se constată că terenul reclamantului nu are nici o eșire la calea publică și că drumul de trecere nu se poate croi decât prin mijlocul terenului vecin; în atare caz, reclamantul este în drept a pretinde să fie obligat judecătorește vecinul său să-i lase drumul de trecere pe locul arătat în schița de plan și în schimbul indemnizații indicate în actul de expertiză. (Jud. mixtă Ocnele-Mari-Vâlcea, Cart. de jud. civ. Nr. 187 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1036).

**6.** Un loc se consideră ca înfundat nu numai când nu are o eșire la calea publică, dar și când are o eșire insuficientă sau impracticabilă. Proprietarii ale căror locuri se înfundază periodic și provizoriu câteva luni pe an, din cauza revărsării apelor, pot reclama același drept de trecere ca și proprietarii ale căror locuri sunt înfundate permanente. Pentru a concilia dreptul de proprietate cu necesitatea exploatarea locurilor înfundate, trebuie să decidem că atunci când înfundarea este provizorie și periodică și exercitarea dreptului de trecere, bazată pe art. 616 c. civil, trebuie admisă în parte, adică numai pe timpul când acea înfundare periodică se va produce. (Judecătoria ocol. mixt Băilești-Doli. 25 Iunie 1925, Curier Jud. 42/925, Justiția Olteniei 8—10/1926).

**7.** A se vedea: art. 624, nota 5; art. 627, nota 1.

**Art. 617.** — Trecerea trebuie regulat făcută pe partea ce ar scurta calea proprietarului fondului închis, ca să iasă la drum. (Civ. 616, 618, 634 urm.; Civ. Fr. 683).

*Text. fr. Art. 683.* — Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

*Text fr. Art. 683. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

### Doctrină.

**1.** Cel care trebuie să dovedească partea pe unde trecerea este cea mai scurtă, este proprietarul pe fondul căruia voește să

se reguleze trecerea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 826).

**2.** Tribunalele vor aprecia și vor desemna calea cea mai scurtă la drumul public, deoarece regula prevăzută de art.



683 c. civ. fr. (617 c. civ. rom. nu este absolută, ci fixează numai principiul. (Demolombe, XII, No. 623; Dalloz, Rép., Servitude, No. 824; Suppl., Servitude No. 282; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 786, 787)

**3.** Trecerea dela locul infundat trebuie îndreptată către calea publică, iar nu în altă parte. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 281).

**4.** Regularea trecerei dela locul infundat la calea publică, se va face pe baza unei expertize. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 827).

**5.** După fixarea trecerei dela un loc infundat la calea publică, această trecere poate fi modificată când modificarea este cerută de necesitățile exploatării fondului infundat. (Demolombe, XII, No. 611; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II,

No. 537 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 46; Dalloz, Rép., Servitude, No. 827; Suppl., Servitude, No. 287; Laurent, VIII, No. 81; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1046; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 778, notă).

**6.** O comoditate mai mare a trecerei nu ar putea justifica modificarea unei treceri la un loc infundat, ci trebuie neapărat să fie o cauză de necesitate a exploatării locului infundat. (Demolombe, XII, No. 608; Mourlon, I, No. 1801; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 44; Dalloz, Rép., Servitude, No. 827; Suppl., Servitude, No. 287; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1045; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 777, notă; Contra: Laurent, VIII, No. 94, 102).

**7.** A se vede: art. 618 din codul civil cu notele respective.

**Art. 618.** — Cu toate acestea trebuie a se alege trecerea prin locul ce ar pricinui o mai puțină pagubă aceluia pe al cărui loc trecerea urmează a fi deschisă. (Civ. 617; Civ. Fr. 683, 684).

*Text fr. Art. 683. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

*Text fr. Art. 684.* — Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

*Text fr. Art. 684. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — Si l'enclave résulte de la division d'un fonds par suite d'une vente, d'un échange, d'un partage ou de tout autre contrat, le passage ne peut être demandé que sur les terrains qui ont fait l'objet de ces actes.

Toutefois, dans le cas où un passage suffisant ne pourrait être établi sur les fonds divisés, l'article 682 serait applicable.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Curier Jud. 33/1925.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 684 c. civ. fr. (618 c. civ. rom.), regula prevăzută de art. 683 c. civ. fr. (617 c. civ. rom.) nu este absolută, ci fixează numai principiul și tribunalele vor aprecia și vor fixa, pentru trecerea la drumul public, o altă cale care deși nu este cea mai scurtă, totuși este mai puțin costisitoare și mai puțin păgubitoare aceluia pe al cărui loc

trecerea urmează a fi deschisă. (Toullier, III, No. 548; Duranton, V, No. 423, 425; Demolombe, XII, No. 621, 622; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 538 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 49; Dalloz, Rép., Servitude, No. 824; Suppl. Servitude, No. 282; Laurent, VIII, No. 93; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2921; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 786, 787).

**2.** A se vede: art. 617 din codul civil cu notele respective.

**Art. 619.** — Acțiunea de despăgubire, în cazul prevăzut prin art. 616 este prescriptibilă; iar trecerea trebuie să urmeze după prescripțiune, deși acțiunea de indemnitate nu s'ar mai putea admite. (Civ. 581, 616, 623 urm., 1890; Civ. Fr. 685).

*Text. fr. Art. 685.* — L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'article 682, est prescriptible; et le passage doit être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

*Text fr. Art. 685. (Modificat prin legea din 20 August 1881).* — L'assiette et le mode de servitude de passage pour cause d'enclave sont déterminés par trente ans d'usage continu.

L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'article 682, est prescriptible, et le passage peut être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU CONST., *Notă*, sub Judec. Ocnele-Mari (Vâlcea) 187/1926. Jur. Gen. 1926, No. 1036;

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă*, sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Curier Judiciar 33/1925; *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1925, I, 270.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune posesorie 10.	Locul exercitării servitu-
Animo domini 12.	ței 3, 4, 7, 8, 9, 13, 14.
Compensație 22.	Modificare 7, 8, 9.
Condițiunile prescripției	Modul exercitării servitu-
2. 17.	tuței 3.
Convențiune 3, 4, 7, 8, 21.	Posesorie acțiune 10.
Despăgubiri 9, 11, 12, 18,	Precaritate 12.
22, 23, 24.	Prescripție 1 urm.
Dobânzi 22.	Prezumțiuni 23.
Dotă 6.	Publicitate 17.
Dovadă 24.	Renunțare 9.
Hotărâre 3, 4.	Servitute 1 urm.
Inceperea prescripției 16,	Stat 5.
18.	Suspendare 15.
Incetarea servitutei	Toleranță 18.
19—24.	Uzucapiune 1.
Întrerupere 15.	Variabilitate 13.

### Doctrină.

**1.** Deoarece dreptul de trecere aparține proprietarului locului infundat în virtutea legii, se decide că el nu se poate dobândi prin uzucapiune. (Demolombe, XII, No. 624; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 52; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 784).

**2.** Nu se poate dobândi prin prescripție o servitute legală de trecere, decât numai în cazul când există în adevăr un loc infundat care nu are esire la calea publică. (Daloz, Rép., Servitute, No. 888).

**3.** În lipsă de convențiune sau de hotărâre judecătorească, locul și modul exercitării dreptului de trecere dela un loc infundat la calea publică, poate fi dobândit prin prescripție. (Delvincourt, I p. 391; Toullier, III, No. 553; Demolombe, XII, No. 624, 635; Marcadé, Art. 682, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 538 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 52; Daloz, Rép., Servitute, No. 883 urm.; Suppl., Servitute, No. 311; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1063, 1064; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2923; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 990; Glasson et Colmet Daage, ed. 2-a, I, No. 248; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 784, 787, 788, 789, 850; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 178, 179).

**4.** Chiar în cazul când s'a fixat un loc de trecere prin convențiune sau hotărâre judecătorească, dacă trecerea s'a exercitat în timp de treizeci ani prin altă parte, fără opunerea proprietarului pe al cărui fond s'a făcut trecerea, această trecere nouă este dobândită prin prescripțiune. (Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 311).

**5.** Trecerea la un loc infundat poate fi dobândită prin prescripție chiar asupra unui imobil care aparține Statului. (Daloz, Rép., Servitute, No. 887).

**6.** Trecerea la un loc infundat poate fi dobândită prin prescripțiune chiar asupra unui fond total. (Demolombe, XII, No. 615; Troplong, Prescription, IV, No. 327 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 47; Laurent, VIII, No. 104).

**7.** Odată dobândită prin prescripție o servitute de trecere la un loc infundat, locul de trecere nu mai poate fi modificat decât prin convențiunea ambelor părți. (Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 311).

**8.** Chiar în cazul când locul pe unde s'a dobândit prin prescripție trecerea, nu ar constitui drumul cel mai scurt la calea publică, acest loc nu mai poate fi modificat decât prin convențiunea ambelor părți. (Daloz, Rép., Servitute, No. 892).

**9.** Proprietarul unui loc infundat care a dobândit prin prescripție o trecere la calea publică, nu poate cere modificarea locului de trecere, chiar dacă s'ar oferi să renunțe la prescripție și să plătească o despăgubire proprietarului pe al cărui fond voește să-și reguleze o nouă trecere. (Daloz, Rép., Servitute, No. 870).

**10.** Exercițiul unei servitute de trecere la un loc infundat, deși necontinuu, este garantat prin acțiunea posesorie, în cazul când această acțiune ar îndeplini toate celelalte condițiuni cerute de lege, de-

oarece această servitute își are titlul său chiar în lege și exercițiul său se poate dobândi prin prescripție. (Demolombe, XII, No. 635; Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 453; Servitute, No. 897; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1063, 1064; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2923, 2974; Colin et Capitant, I, p. 990; Glasson et Colmet Daage, ed. 2-a, I, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 787, 788, 789, 850; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 178, 179).

**11.** Potrivit dispozițiilor art. 685 c. civ. fr. (619 c. civ. rom.) acțiunea de despăgubire pentru exercitarea unui drept de trecere la un loc infundat se poate stinge prin prescripție și proprietarul pe fondul căruia se exercită trecerea nu mai are dreptul să ceară despăgubirea când a lăsat să se prescrie dreptul de trecere prin treizeci ani de uz și de posesiune. (Marcadé, Art. 686, No. 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, nota 26, p. 51; Dalloz, Rép., Servitute, No. 867, 868; Suppl., Servitute, No. 306, 308; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 785).

**12.** Pentru îndeplinirea prescripțiunei atât a însăși servitutei de trecere cât și a acțiunii de despăgubire, trebuie ca posesiunea trecerei să se fi exercitat a nimo domini iar nu cu titlu precar. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 891; Suppl., Servitute, No. 309).

**13.** Faptul că o servitute de trecere la un loc infundat s'a exercitat în mod variabil pe mai multe puncte nu șterge efectele posesiunii de treizeci ani, considerându-se că se exercită cu titlu precar. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 894; Suppl., Servitute, No. 310).

**14.** Pentru îndeplinirea prescripțiunei dreptului de trecere la un loc infundat, trebuie ca trecerea să se exercite timp de treizeci ani pe același fond, chiar dacă se face în puncte diferite; prescripțiunea nu ar putea opera dacă trecerea s'ar exercitat pe fonduri diferite. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 310).

**15.** Prescripțiunea unui drept de trecere la un loc infundat este supusă întreprinderii și suspendării potrivit dreptului comun. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 900).

**16.** Prescripțiunea prevăzută de art. 685 c. civ. fr. (619 c. civ. rom.) începe a curge din momentul exercitării dreptului de trecere. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 867).

**17.** Pentru îndeplinirea prescripțiunei unui drept de trecere la un loc infundat, trebuie ca trecerea să se exercite în mod pașnic și public. (Duranton, V, No. 429, 430; Demolombe, XII, No. 635 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 51; Dalloz, Rép., Servitute, No. 867).

**18.** Prescripțiunea acțiunii de despăgubire începe a curge din momentul de când locul a devenit infundat, deoarece din acest moment trecerea se face dintr'o

absolută necesitate iar nu prin toleranță. (Duranton, V, No. 429, 430; Demolombe, XII, No. 635 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, nota 27, p. 51; Dalloz, Rép., Servitute, No. 867; Laurent, VIII, No. 107 bis; Huc, IV, No. 397; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1067; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 785, 786).

**19.** Infundarea unui loc poate să înceteze prin două moduri: sau proprietarul locului infundat dobândește un fond alăturat care are esire la calea publică sau se construiește un drum dealungul locului infundat. În caz de încetarea infundării unui loc, după părerea dominantă, încetează și dreptul de servitute de trecere la calea publică. (Delvincourt, I, p. 390; Toullier, III, No. 554; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 331, p. 188; Marcadé, Art. 682, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 539 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, nota 34, p. 53; Dalloz, Rép., Servitute, No. 878; Suppl., Servitute, No. 307; Laurent, VIII, No. 110 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 783 text și nota 2).

**20.** După altă părere, în cazul când încetează infundarea locului, nu încetează și dreptul de servitute de trecere dacă s'a exercitat timp de treizeci ani pe unul din fondurile vecine. (Duranton, V, No. 435; Demolombe, XII, No. 642).

**21.** Dacă însă infundarea unui loc a rezultat dintr'o convenție intervenită între proprietarul pe fondul căruia se exercită servitutea și proprietarul care exercită servitutea, servitutea încetează dacă încetează infundarea, deoarece în acest caz servitutea de trecere cuprinde elementele unei servitute convenționale. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 308).

**22.** În părerea care admite că servitutea de trecere încetează când încetează și infundarea locului, după o părere, proprietarul pe fondul căruia s'a exercitat servitutea este obligat să restituie capitalul plătit ca despăgubire, urmând a reține procentele care constituiesc o compensare a pagubei rezultate din exercitarea dreptului de servitute. (Taulier, II, p. 429; Demolombe, XII, No. 642; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 243, p. 53, 54; Dalloz, Rép., Servitute, No. 879; Laurent, VIII, No. 110 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 783, 784).

**23.** În această părere, dacă trecerea a durat mai mult de treizeci ani, există o prezumpțiune că s'a plătit despăgubirea. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 880).

**24.** După altă părere, în caz de încetarea infundării, proprietarul locului infundat va avea dreptul a i se restituie despăgubirea plătită numai în cazul când va dovedi că a plătit despăgubirea. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 244, nota 35, p. 54; Dalloz, Rép., Servitute, No. 879, 881).

## CAPITOLUL III.

## Despre servitudinile stabilite prin faptul omului.

Secțiunea I. — *Despre osebite feluri de servituți ce se pot stabili asupra bunurilor.*

**Art. 620.** — Este ertat proprietarilor a stabili pe proprietățile lor, sau în folosul proprietăților lor, verice servitute vor găsi de cuviință, pe cât timp aceste servituți nu vor impune persoanei proprietarului fondului servient<sup>1)</sup> obligațiunea unui fapt personal, și pe cât timp aceste servituți nu vor fi contrarii ordinii publice.

Uzul și întinderea servitudinilor stabilite astfel se regulează prin titlul ce le constituie, și în lipsă de titlu, după regulile următoare. (Civ. 5, 480, 568 urm., 576, 621 urm., 635, 800, 968, 1008, 1075, 1080, 1412, 1471, 1798; L. rurală din 1864, Art. 10; Civ. Fr. 686).

*Text. fr. Art. 686.* — Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds, et pourvu que ces services n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'ordre public.

L'usage et l'étendue des servitudes ainsi établies se règlent par le titre qui les constitue; à défaut de titre, par les règles ci-après.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absență 3.	Locațiune 7, 24, 44.
Acțiune pauliană 16.	Mandatar 3, 21.
Acțiune petitorie 43.	Minoritate 8, 9.
Acțiune posesorie 43.	Mostenitori 31.
Acțiune reală 42—46.	Nud proprietar 4, 5.
Administratori 3, 21.	Nulitate 12, 16.
Anulare 12, 16.	Obligație personală
Apreciere suverană 19.	30—37, 39.
Arendare 7, 24, 44.	Ordine publică 27, 28, 29.
Capacitate 8.	Partaj 11, 13, 16.
Chiriaș 7, 24, 44.	Perpetuitate 31.
Coproprietate 10—13, 22.	Persoană 30—37, 39.
Contrabandă 29.	Pescuire 33, 39.
Creditori 15, 16, 17.	Poseziune 2, 21.
Culegerea fructelor 36.	Prejudiciu 4, 5, 15, 18, 19.
Curator 3.	Prescripție 2.
Desmembrare 1.	Primblare în grădină 36.
Donațiuni 8, 26.	Probă 41.
Dotă 3.	Proprietar 20, 25, 44.
Dovadă 41.	Regulament de poliție 28.
Efect declarativ 11.	Rezoluțiune 14.
Embatic 6, 23, 45.	Schimb 8.
Femea măritată 8, 9.	Scop 34.
Flori 36.	Servitute 1 urm.
Fond aservit 1.	Siguranță publică 29.
Fraudă 16.	Succesori 31.
Fructe 36.	Suverană apreciere 19.
Grădini 36.	Testament 9, 26.
Incapabili 8, 21.	Tutor 3.
Indiviziune 10—13, 22.	Urmărire silită 17.
Industrie 35.	Uzuct 4, 5, 46.
Interdicțiune 8.	Vânătoare 38, 39.
Interpretare 33, 34, 37, 40.	Vindere-cumpărare 8, 13,
Ipotecă 15, 16, 17.	26.
Licitație 11.	

## Doctrină.

**1.** Servitutea este un desmembrământ al dreptului de proprietate și poate fi constituită numai de către proprietarul fon-

dului servient. (Toullier, III, No. 568; Duranton, V, No. 537 urm.; Demolombe, XII, No. 734; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 125; Dalloz, Rép., Servitute, No. 62; Suppl. Servitute, No. 342; Laurent, VIII, No. 156; Huc, IV, No. 414; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1096; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 793).

**2.** Posesorul unui fond care nu a dobândit proprietatea acestui fond prin prescripție, nu are dreptul să constituie o servitute asupra acestui fond. (Toullier, III, No. 574; Demolombe, XII, No. 735; Dalloz, Rép., Servitute, No. 962; Laurent, VIII, No. 157; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1096; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 793).

**3.** Deasemenea nu pot constitui o servitute, administratorii bunurilor altuia cum sunt: tutorii, curatorii, cei trimiși în posesie asupra bunurilor unui absent, bărbatul dotat, etc. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 963).

**4.** Nudul proprietar are dreptul să constituie o servitute cu condițiune ca să nu aducă atingere dreptului de folosință al uzufructuarului. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 963; Laurent, VII No. 36; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 538, 794 nota).

**5.** Uzufructuarul nu poate constitui o servitute ci numai să conceedă drepturi cari afectează folosința sa și pe durata folosinței, fără a aduce atingere drepturilor nudului proprietar. (Toullier, III,

1) Adică: a fondului care suferă servitutea.

No. 567; Duranton, V, No. 541; Dalloz, Rép., Servitude, No. 963; Laurent, VIII, No. 159; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1096; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 794, nota; Comp.: Demolombe, XII, No. 736; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 541 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 125; Huc, IV, No. 414).

**6.** Embaticarul are dreptul să constituie o servitute asupra fondului supus embaticului, a cărei durată va fi egală cu acea a folosinței sale. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 963; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 797).

**7.** Arendașul și chiriașul nu au dreptul să constituie o servitute asupra bunului închiriat. (Toullier, III, No. 567; Duranton, V, No. 541; Laurent, VIII, No. 159; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1096; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 794, nota).

**8.** Pentru a se putea constitui o servitute, trebuie ca constitutorul să fie capabil de a dispune de drepturile sale. Astfel minorii, interzișii, femeile măritate nu pot constitui o servitute asupra proprietăților lor, prin vânzare, donațiune, schimb, decât cu îndeplinirea formalităților cerute de lege. (Toullier, III, No. 568, 569; Duranton, V, No. 537 urm.; Demolombe, XII, No. 746; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 126; Dalloz, Rép., Servitude, No. 963; Suppl., Servitude, No. 345; Laurent, VIII, No. 160, 161; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 796).

**9.** Minorul de 16 ani și femeia măritată vor putea constitui, prin testament, o servitute asupra proprietăților lor fără îndeplinirea vreunei formalități. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 345; Laurent, VIII, No. 160, 161; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 796, nota 3).

**10.** Un coproprietar nu poate constitui o servitute asupra fondului comun, fără consimțământul celorlalți coproprietari. (Toullier, III, No. 573; Demolombe, XII, No. 742; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 125; Dalloz, Rép., Servitude, No. 966; Suppl., Servitude, No. 342; Laurent, VIII, No. 158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 794, nota).

**11.** Dacă însă după constituirea servitutei de către coproprietar fără consimțământul celorlalți comuniști, bunul grevat revine în totalitate sau în parte în proprietatea constitutorului, în virtutea unui act de partaj sau a unei licitații, servitutea se va exercita asupra fondului proprietate exclusivă a constitutorului. (Delvincourt, I, p. 410; Toullier, III, No. 573; Duranton, V, No. 544; Demolombe, XII, No. 742; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 125; Dalloz, Rép., Servitude, No. 968; Laurent, VIII, No. 158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 794, nota).

**12.** Constitutorul servitutei asupra unui lucru comun, nu are dreptul să in-

voace nulitatea ei. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 968; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 794, nota).

**13.** Cumpărătorul unei servitute asupra unei porțiuni indivize, dela unul dintre coproprietari, are dreptul să forțeze pe vânzător în virtutea art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.) să provoace partajul (Dalloz, Rép., Servitude, No. 968).

**14.** O servitute constituită asupra unei proprietăți rezolubile, este supusă aceleiaș condițiuni. (Toullier, III, No. 571; Duranton, V, No. 545; Demolombe, XII, No. 1048; Dalloz, Rép., Servitude, No. 964; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1097; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 795).

**15.** Proprietarul unui imobil ipotecat poate constitui o servitute asupra acestui imobil cu condițiune însă de a nu aduce prejudiciu creditorilor ipotecari. (Demolombe, XII, No. 748; Dalloz, Rép., Servitude, No. 965; Laurent, VIII, No. 163; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1097; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 795).

**16.** Creditorii ipotecari au dreptul să ceară anularea servituților constituite în fraudă lor. (Demolombe, XII, No. 748; Laurent, VIII, No. 163; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1097; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 795).

**17.** Creditorii ipotecari când cer urmărirea imobilelor ipotecate, au dreptul să le vândă libere de servituțiile constituite de debitorii, în urma înscrierii ipotecei lor. (Toullier, III, No. 571; Duranton, V, No. 546; Demolombe, XII, No. 749; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 795, nota 1).

**18.** Proprietarul unui imobil grevat de servituți poate constitui alte noi servituți cu condițiune să nu aducă prejudicii servituților anterior constituite. (Toullier, III, No. 572; Demolombe, XII, No. 747; Dalloz, Rép., Servitude, No. 969; Laurent, VIII, No. 162; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1097; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 795, nota 1).

**19.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă o servitute constituită asupra unui imobil nu aduce prejudiciu unei servituți constituite anterior. (Toullier, III, No. 572; Demolombe, XII, No. 747; Laurent, VIII, No. 162; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1097; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 795, nota 1).

**20.** Numai proprietarul poate dobândi o servitute în folosul imobilului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 796, 797).

**21.** Incapabili, administratorii bunurilor altuia, posesorii de bună sau rea credință, pot dobândi o servitute deoarece dobândirea unei servituți mărește valoarea fondului. (Delvincourt, I, p. 411; Toullier, III, No. 575 urm.; Duranton, V, No. 556; Demolombe, XII, No. 760; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 127; Dalloz,

Rép., Servitude, No. 972; Suppl., Servitude, No. 346; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 797; Contra: Laurent, VIII, No. 164).

**22.** Un coproprietar poate dobândi o servitute în folosul fondului comun, fără consimțământul celorlalți coproprietari. (Delvincourt, I, p. 341; Toullier, III, No. 577; Duranton, V, No. 552; Demolombe, XII, No. 760; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 128; Dalloz, Rép., Servitude, No. 973; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 797; Contra: Laurent, VIII, No. 165; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1098).

**23.** Embaticarul poate dobândi o servitute în folosul fondului supus embaticului. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 975; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 797).

**24.** Locatarul nu poate dobândi o servitute în folosul fondului luat în locațiune și drepturile de acest fel ce le-ar dobândi ar constitui simple obligațiuni personale cari încetează la sfârșitul locațiunii. (Duranton, V, No. 549, 550; Dalloz, Rép., Servitude, No. 975; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 797).

**25.** Cineva poate dobândi o servitute în folosul unui imobil care în momentul constituirei ei nu este proprietatea sa, constituirea urmând să-și producă efectele în momentul când va deveni proprietarul aceluia imobil. (Toullier, III, No. 578; Duranton, V, No. 552; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 127; Dalloz, Rép., Servitude, No. 974).

**26.** O servitute poate fi constituită prin orice act cu titlu oneros sau gratuit cum sunt: vânzarea, donațiunea, testamentul, partajul, etc. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 980, 982, 983, 984; Suppl. Servitude, No. 353).

**27.** Pentru ca să se poată constitui o servitute se cere, ca ea să nu fie contrară ordinii publice. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 960; Suppl. Servitude, No. 340; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 790, text și nota 2).

**28.** Astfel nu se poate constitui o servitute contrară legilor și regulamentelor de poliție cari au de obiect protecția persoanei cetățenilor. etc. (Dalloz, Rép., Suppl. Servitude, No. 341, 346).

**29.** Nu se poate constitui o servitute prin care se scutește pe vecin de măsurile prevăzute de art. 674 c. civ. fr. (610 c. civ. rom.) într'un interes de siguranță publică sau prin care s'ar stabili un drept de trecere pentru a se face contrabandă de mărfuri. (Demolombe, XII, No. 666; Mourlon, I, No. 1808; Laurent, VIII, No. 219; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1072; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 791).

**30.** Pentru a se putea constitui o servitute se cere ca ea să nu fie impusă nici persoanei, nici în favoarea unei persoane, ci numai asupra unui fond și pentru serviciul altui fond. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 960, 961; Suppl. Servitude, No. 340; Ale-

xandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 791, 792).

**31.** Astfel nu se poate stipulă o obligațiune personală transmisibilă la toți moștenitorii, în perpetuu; o obligațiune personală cu o durată limitată este valabilă însă nu constituie o servitute. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 21; Suppl. Servitude, No. 7; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 791, 792).

**32.** O obligațiune personală cu o durată limitată își produce efectele și se transmite reprezentanților părților potrivit principiilor generale de drept. (Demolombe, XII, No. 674; Mourlon, I, No. 1809; Dalloz, Rép., Servitude, No. 21; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1073; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 791, 792).

**33.** Pentru a se stabili dacă s'a constituit o servitute sau o obligațiune personală se vor cerceta termenii actului intervenit între părțile contractante. (Demolombe, XII, No. 673, 689; Laurent, VIII, No. 160; Comp.: Dalloz, Rép. Servitude, No. 30; Suppl. Servitude, No. 12; Huc, IV, No. 405).

**34.** Pentru interpretarea unui act dacă el cuprinde constituirea unei servituti sau o obligațiune personală, se va cerceta scopul părților contractante, iar nu denumirea întrebuintată de ele în act. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 52).

**35.** Faptul că prin constituirea unei sarcine în favoarea unui fond proprietarul acestui fond trage un profit pentru el personal sau pentru exercitiul industriei sale, nu înseamnă că această sarcină nu constituie o adevărată servitute. (Duranton, V, No. 33, 34; Demolombe, XII, No. 684; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 112).

**36.** Dreptul de a se primblă într'o grădină precum și dreptul de a culege fructe sau flori într'o grădină, nu constituiesc servituti reale, chiar dacă ar fi stipulate în folosul proprietarului unei case vecine. (Proudhon, Usufruit, I, No. 369; Duranton, V, No. 447; Demolombe, XII, No. 687; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 110; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1074; Planiol, I, No. 2932; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 611, nota 1, 792; Contra: Toullier, III, No. 588; Taulier, II p. 356 urm.; Laurent, VII, No. 144).

**37.** Dreptul unui proprietar de a lua din o pădure vecină, lemnele necesare pentru el și familia sa constituie în principiu, un drept de servitute; în orice caz pentru a se stabili dacă acest drept constituie o servitute sau un drept de uz personal, se vor cerceta termenii actului. (Proudhon, Usufruit, VI, No. 3093; Demolombe, XII, No. 683; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 111; Dalloz, Rép. Servitude, No. 57; Laurent, VII, No. 145; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1076; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 793).

**38.** Stabilirea unui drept de vânzare sau de pescuit, pe o proprietate vecină, după o părere, poate constitui o adevărată servitute care se transmite în mod activ și pasiv ambelor fonduri. (Toullier, III, No. 588; Taulier, II, p. 356; Dalloz, Rép., Servitute, No. 56; Suppl., Servitute, No. 17; Laurent, VII, No. 146; Planiol, I, No. 2934).

**39.** După altă părere stabilirea unui drept de vânzare sau de pescuit asupra unei proprietăți vecine în favoarea proprietarilor succesivi ai unui altui fond, constituie o obligație personală iar nu o servitute reală. (Duranton, IV, No. 292; Demolombe, XII, No. 686; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 541 bis III; Marcadé, Art. 686; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 247, p. 110; Dalloz, Rép., Servitute, No. 56; Suppl., Servitute, No. 18; Huc, IV, No. 404; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1074; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 611, nota 1, 792).

**40.** Drepturile cari rezultă din servitutea stabilită prin faptul omului vor fi guvernate, în ceea ce privește natura și întinderea lor, prin clauzele actului constitutiv, potrivit principiilor generale prevăzute în art. 1134 c. civ. fr. (969 c. civ.

rom.), după care convențiunile legale făcute, au putere de lege între părțile contractante. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 985).

**41.** Dovada constituirei servituților și întinderea lor, se va face potrivit dreptului comun. (Dalloz Rép., Servitute, No. 985).

**42.** Acțiunile privitoare la servituți sunt reale. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1274; Suppl. Servitute, No. 517).

**43.** Acțiunile privitoare la servituți pot fi petitorii sau posesorii. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1274; Suppl., Servitute, No. 517).

**44.** Acțiunile privitoare la servituți pot fi intentate numai de proprietar iar nu și de arendaș. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1290).

**45.** Embaticarul are dreptul să introducă acțiunile privitoare la servituți. (Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 525; Servitute, No. 1290).

**46.** Deasemenea uzufructuarul are dreptul să introducă acțiunile privitoare la servituți. (Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 510 urm.; Servitute, No. 1291).

**47.** A se vedea: art. 537 din codul civil cu notele respective.

**Art. 621.** — Servituțiile sunt stabilite sau în folosul clădirilor, sau în folosul pământului.—Cele de felul dintâi se numesc urbane, chiar când clădirile pentru cari servituțiile sunt instituite se vor afla nu numai în oraș dar și la țară; cele de al doilea fel se numesc rurale. (Civ. Fr. 687).

*Text. fr. Art. 687.* — Les servitudes sont établies ou pour l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds de terre.

Celles de la première espèce s'appellent *urbaines*, soit que les bâtiments auxquels elles sont dues, soient situés à la ville ou la campagne.

Celles de la seconde espèce se nomment *rurales*.

### Doctrină.

**1.** Servituțiile se împart în urbane și rurale, după cum fondul dominant este o clădire sau un pământ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 615).

**2.** Clasificarea servituțiilor în urbane și

rurale este luată din dreptul roman și nu mai prezintă astăzi nici un interes deoarece ambele aceste feluri de servituți sunt guvernate de aceleași principii. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 3; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 616, nota 1).

**Art. 622.** — Servituțiile sunt sau continue sau necontinue.

Servituțiile continue sunt acelea al căror exercițiu este sau poate fi continuu, fără să aibă trebuință de faptul actual al omului; astfel sunt apăducele, scursurile apelor, ferestrele și altele asemenea. Servituțiile necontinue sunt acelea cari au trebuință de faptul actual al omului spre a fi exercitate, astfel este dreptul de trecere, de a lua apă din fântână, de a paște vite și alte asemenea.

Servituțiile sunt aparente sau neaparente. Servituțiile aparente sunt acelea cari se cunosc prin lucrări exterioare, precum: o ușă,

o fereastră, o apăducere; servituțiile neaparente sunt acelea ce n'au semn exterior de existența lor, precum spre exemplu, prohibițiunea de a zidi pe un fond, sau de a nu zidi decât până la o înălțime determinată. (Civ. 611, 623—625, 627, 636 urm., 639 urm., 1349; Civ. Fr. 688, 689).

*Text. fr. Art. 688.* — Les servitudes sont ou continues, ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continuuel sans avoir besoin du fait actuel de l'homme: tels sont les conduites d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues son celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées: tels sont les droits de passage, puissage, pacage et autres semblables.

*Text. fr. Art. 689.* — Les servitudes sont apparentes, ou non apparentes:

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds, ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Justiția de pace din Jussey, Haute-Saône, 14 Dec. 1920 Jur. Gen. 1925 No. 653;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Curier Jud. 33/1925; *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1925, I, 270;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Servitutea de trecere“, p. 176 urm.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Adăparea animalelor 14.	Prospect 2, 9, 12.
Animale 14, 17, 20.	Scurgerea apelor, 10, 11, 12.
Apăducere 7, 8.	Servitute 1 urm.
Ape de menaj 12.	Servituți afirmative 19, 20,
Ape de ploae 10, 11.	23.
Apreciere suverană 18.	Servituți aparente 1, 2, 4,
Arbori 20.	5, 7, 8, 11, 12, 18, 23.
Clădire 13, 21.	Servituți continue 1, 2, 3,
Cuast-posesiune 24.	8, 10, 22, 23.
Distanță 20.	Servituți neaparente 1, 2,
Fântână 16, 20.	6, 7, 11, 12, 13, 18, 22, 23.
Ferestre 3, 4, 21.	Servituți necontinue, 1, 2,
Impărțirea servituțiilor 1,	12—17, 23.
2, 19, 24.	Servituți negative 19, 21,
Interes 2, 24.	22, 24.
Interzicere de a clădi 13, 21.	Servituți pozitive 19, 20,
Luare de apă 16, 20.	23, 24.
Lucrări 5, 11.	Servituți prohibitive 19,
Menaj 12.	21, 22.
Obligație personală 9.	Suverană apreciere 18.
Păduri 9.	Trecere 15, 20.
Pășunarea vitelor 17, 20.	Uzul pădurilor 9.
Plantații 20, 21.	Vedere 3, 4, 21.
Prescripție 2, 9, 12.	Vite 14, 17, 20.

### Doctrină.

**1.** Servituțiile se împart, din punctul de vedere al modului de a fi al lor, în servituți continue și servituți necontinue, servituți aparente și servituți neaparente. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 616).

**2.** Distincțiunea prevăzută de art. 688 și 689 c. civ. fr. (622 c. civ. rom.) în servituți continue și necontinue, aparente și neaparente, prezintă interes din punctul de vedere al prescripției, deoarece potrivit dispozițiilor art. 690 și 691 c. civ. fr. (623 și 624 c. civ. rom.) numai servi-

tuțiile cari sunt în acelaș timp continui și aparente se pot dobândi prin prescripțiune. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1089; Suppl., Servitute. No. 401; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621).

**3.** Servitutea de vedere este continuă, chiar dacă exercițiul ei ar fi întrerupt pentru un oarecare timp, cum ar fi prin închiderea unui oblon. (Demolombe, XII, No. 709, 710; Mourlon, I, No. 1816; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 118; Laurent, VIII, No. 127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 617, nota 1, 618).

**4.** Servitutea unei ferestre spre vedere este o servitute aparentă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621).

**5.** Pentru ca o servitute să fie aparentă, nu e nevoie ca lucrările să fie făcute pe fondul aservit ci ele pot fi făcute și pe fondul dominant, fiind deajuns numai să fie văzute de proprietarul aservit. (Demolombe, XII, No. 715, 718; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 120; Laurent, VIII, No. 136, 204; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1090; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621, nota 2).

**6.** Servitutea de prospect este o servitute neaparentă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621).

**7.** O servitute de apăducere este aparentă dacă olanele sunt la suprafață și neaparente dacă ele sunt ascunse în pământ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621).

**8.** Servituțiile de apăducere sunt con-



tinui și aparente în cazul când ele funcționează fără faptul omului prin baraje și stăvilare. (Duranton, V, No. 492; Demolombe, XII, No. 708; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 118; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1118; Suppl., Servitude, No. 412; Laurent, VIII, No. 126 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 617, nota 1, 622, nota 3).

**9.** Dreptul de uz al pădurilor nu constituie o servitute reală ci o servitute personală care se poate dobândi prin prescripție. (Proudhon, Usufruit, VIII, No. 3537 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 185, text și nota 18, p. 188, 189; III, § 251, text și nota 7, p. 136).

**10.** Servitutea de scurgere a apelor de ploae este o servitute continuă, deoarece ea se exercită în mod continuu fără faptul omului. (Demolombe, XII, No. 709; Moulon, I, p. 1815; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 117; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1117; Laurent, VIII, No. 126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 617, nota 1, 618, 622, nota 3).

**11.** Servitutea de scurgerea apelor poate fi aparentă sau neaparentă după cum se manifestă sau nu prin lucrări exterioare. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 403; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 622, nota 3).

**12.** Servitutea de scurgere a apelor de menaj este o servitute discontinuă, deoarece pentru a fi exercitată este necesar faptul omului; această servitute fie aparentă sau neaparentă nu se poate dobândi prin prescripție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 119; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1117; Suppl., Servitude, No. 411; Laurent, VIII, 132; Huc, IV, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 618, nota 2, 619; Comp., Contra: Demolombe, XII, No. 712; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1089).

**13.** Toate servituțiile care sunt privitoare la interzicerea de a clădi sunt necontinue și neaparente. (Demolombe, XII, No. 923; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 347; Laurent, VIII, No. 254; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621, 622).

**14.** Servitutea de adăparea vitelor este o servitute necontinuă. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 347; Huc, IV, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 619, 622, nota 3).

**15.** Dreptul de trecere asupra unei proprietăți străine este o servitute necontinuă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 619, 622, nota 3).

**16.** Dreptul de a lua apa din fântâna aflată pe un fond străin este o servitute necontinuă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 619, 622, nota 3).

**17.** Dreptul de a paște vitele pe un fond străin este o servitute necontinuă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 620, 622, nota 3).

**18.** Tribunalele vor aprecia în mod su-

veran dacă o servitute este aparentă sau neaparentă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621).

**19.** Servituțiile se mai împart în servituții pozitive sau afirmative și servituții negative sau prohibitive. Servituțiile pozitive sunt acele care autoriză pe proprietarul unui fond să tragă un folos dintr'un alt fond, proprietatea altei persoane sau acele care autoriză pe proprietarul unui fond să facă pe acel fond anumite lucrări pe cari nu le-ar putea face din cauza vecinătății cu un fond străin. Servituțiile negative sau prohibitive sunt acele care autoriză pe proprietarul unui fond să oprească pe proprietarii fondurilor vecine să facă anumite lucrări pe care legea îi permite să le facă sau acele care autoriză pe proprietarul unui fond de a refuza să permită facerea unor anumite acte din partea proprietarilor fondurilor vecine și care sunt permise de lege. (Demolombe, XII, No. 722; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 121; Laurent, VIII, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1092; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2892; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 621, 622).

**20.** Astfel sunt servituții pozitive sau afirmative, dreptul de trecere, dreptul de pășune, dreptul de a lua apă, dreptul de a plantă arborii la o distanță mai mică decât cea prevăzută de lege, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 622, nota 1).

**21.** Sunt servituții negative sau prohibitive: interzicerea de a clădi, interzicerea de a plantă, interzicerea de a avea vederi drepte sau piezișe, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 622, nota 2).

**22.** Toate servituțiile negative sau prohibitive sunt continue și neaparente. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 121; Laurent, VIII, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1092; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 622, text și nota 3).

**23.** Servituțiile pozitive sau afirmative pot fi continue sau necontinue, aparente sau neaparente. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 622, nota 3).

**24.** Împărțirea servituțiilor în servituții pozitive și negative, nu prezintă numai un interes teoretic ci prezintă o utilitate din punctul de vedere al dobândirii cuasi-posesiunii servituțiilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 121; Laurent, VIII, No. 143; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1092; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 623; Contra: Demolombe, XII, No. 722; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2892).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** A se vedea: art. 623, nota 1; art. 624, nota 3.

Secțiunea II. — *Despre modul cu care se stabilesc servituțiile.*

**Art. 623.** — Servituțiile continue și aparente se dobândesc prin titlu sau prin posesiune de 30 ani. (Civ. 578 urm., 622, 628, 639 urm., 1846 urm., 1890, 1894 urm.; Pr. civ. 722; Civ. Fr. 690).

*Text. fr. Art. 690.* — Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre, ou par la possession de trente ans.

## Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. Saint-Affrique (Aveyron), 9 Sept. 1920, Pand Rom. 1926, III, 12.

## INDEX ALFABETIC

(la doctiină)

Accesorii 31.  
Acțiune posesorie 50.  
Adăparea vitelor 33.  
Animale 33, 40.  
Ape de ploae 34.  
Aprecieri suverană 39.  
Cauză neprevăzută 8, 26, 27, 28.  
Cheltueli 20, 21.  
Condițiune 22.  
Contract 2.  
Depozit 47.  
Destinație 27.  
Distrugere 8.  
Donațiune 2, 3.  
Dovadă 4—8, 12, 39.  
Forță majoră 8, 26, 27, 28.  
Hotărâre 9, 19.  
Inalienabilitate 32.  
Inceperea prescripției 43.  
Inceput de dovadă scrisă 7.  
Indoială 13, 25.  
Instrăinare 9.  
Intenție 23.  
Interogator 5.  
Interpretare 11, 23, 24, 25.  
Intinderea dreptului de servituție 12, 24, 25.  
Jurământ 6.  
Lege 2.  
Liberalitate 2, 3.  
Locatar 46, 47.  
Locul exercitării servituției 26, 27, 28, 29.  
Marturi 7, 8.  
Mărturisire 5.  
Modul exercitării servituției 22.

Opozabilitate 14, 49.  
Părinte de familie 27.  
Partaj 18.  
Pășunatul vitelor 40.  
Pertinență 39.  
Posesor 46.  
Posesor acțiune 50.  
Precaritate 46, 47.  
Prescripție 21, 27, 30—43, 45—50.  
Prezumțiune 7, 10, 13.  
Probă 4—8, 12, 39.  
Scurgerea apelor 34.  
Servituție 1 urm.  
Servituții aparente 2, 17, 33, 34, 37, 43, 44, 45, 50.  
Servituții continue 2, 17, 33, 34, 37, 50.  
Servituții neaparente 17, 33.  
Servituții necontinue 17, 33, 35, 37, 38, 40.  
Suverană apreciere 39.  
Termen 41, 42.  
Termeni sacramentali 11.  
Terțe persoane 15—19, 49.  
Testament 2, 3.  
Titlu 1, 2, 8, 11, 14—17, 20, 21, 23—29, 33, 35, 36, 38, 40.  
Toleranță 47.  
Tour d'échelle 36.  
Transcriere 15—19, 49.  
Trecere 35.  
Uzfruct 47.  
Vedere 37.  
Vite 33, 40.

II, No. 545 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, nota 1, p. 124; Dalloz, Rép., Servitude, No. 977; Suppl., Servitude, No. 348; Laurent, VIII, No. 175; Huc, IV, No. 413, 427; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1094; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2937; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 800, 801).

**3.** Servituțiile constituite prin acte cu titlu gratuit adică prin donațiune sau testament vor trebui să fie făcute în forma prevăzută de lege pentru aceste acte, căci altfel constituirea lor este inexistentă. (Laurent, VIII, No. 146; Planiol ed. 6-a, I, No. 2939; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801).

**4.** Constituirea unui drept de servituție se poate dovedi potrivit dreptului comun. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 977; Suppl., Servitude, No. 348; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801).

**5.** Constituirea unei servituții poate fi dovedită prin mărturisirea părții. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801).

**6.** Deasemenea constituirea unei servituții poate fi dovedită prin jurământul părții. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801).

**7.** Se poate dovedi prin martori sau prezumțiuni constituirea unei servituții, când există un început de dovadă scrisă sau când valoarea nu va trece de 150 lei. (Demolombe, XII, No. 730, 755; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 131, 132; Mourlon, I, No. 1822; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 348, 450; Laurent, VIII, No. 147 urm.; Huc, IV, No. 427; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1094; Planiol, I, No. 2939; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801, 802).

**8.** În cazul când titlul constatator al constituirii servituției a fost distrus prin forță majoră, existența dreptului de servituție poate fi dovedită prin martori. (Demolombe, XII, No. 730, 755; Mourlon, I, No. 1822; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 550 bis I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 131, 132; Dalloz, Rép., Servitude, No. 977; Suppl., Servitude, No. 349; Laurent, VIII, No. 147 urm.; Huc, IV, No. 427; Baudry et Chauveau, Des biens, No.

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 690 și 691 c. civ. fr. (623 și 624 c. civ. rom.) toate servituțiile de orice fel se pot dobândi prin titlu. (Toullier, III, No. 601; Mourlon, I, No. 1821; Huc, IV, No. 413; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1094; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2938; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 800, 801).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 690 c. civ. fr. (623 c. civ. rom.) servituțiile continue și aparente se pot dobândi prin titlu; prin cuvântul: «titlu» înțelegându-se în acest articol se înțelege, nu actul scris destinat a constata existența servituției ci faptul generator al servituției adică contractul, liberalitatea sau legea. (Demolombe, XII, No. 732; Mourlon, I, No. 1821; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a,

1094; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2939; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 802).

**9.** Servituțiile nu pot fi stabilite prin hotărâri judecătorești deoarece servitutea constituie o înstrăinare și numai proprietarul are dreptul să-și înstrăineze bunurile sale, iar nu și instanțele judecătorești. (Demolombe, XII, No. 732; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 249, p. 124; Laurent, VIII, No. 144; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1093; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 799).

**10.** Constituirea unei servituți nu se poate presupune, ci trebuie să fie exprimată în mod formal, deoarece servitutea este o sarcină impusă unui fond. (Demolombe, XII, No. 731; Mourlon, I, No. 1821; Dalloz, Rép., Servitude, No. 988; Suppl., Servitude, No. 355).

**11.** Pentru constituirea unei servituți nu este necesar să se întrebuițeze termeni sacramentali, ci este de ajuns dacă rezultă, prin interpretare, din termenii actului, în mod neîndoios. (Demolombe, XII, No. 731; Mourlon, I, No. 1821; Dalloz, Rép., Servitude, No. 988; Suppl., Servitude, No. 366; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801, nota 2).

**12.** Dovada întinderii dreptului de servitute se va face în același mod ca și constituirea lui. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 356).

**13.** În caz de îndoială asupra existenței unui drept de servitute, se va decide că nu există acest drept, deoarece prezumpțiunea este că orice fond este liber de servituți. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 357).

**14.** Pentru ca un titlu constitutiv al unei servituți să fie opozabil proprietarului fondului aservit, trebuie ca acesta să fi luat parte la încheierea lui. (Toullier, III, No. 603; Duranton, V, No. 565; Dalloz, Rép., Servitude, No. 996, 998).

**15.** Pentru ca servituțiile constituite prin titlu să fie opozabile terțelor persoane, cari ar fi dobândit vreun drept asupra imobilului supus servituții, titlurile de constituire trebuie transcrise. (Demolombe, XII, No. 733; Troplong, Transcription, No. 111 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 129, 130; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1094; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 802, text și nota 2).

**16.** Transcripția se va face atât pentru servituțiile constituite în mod oneros cât și cele constituite în mod gratuit și chiar prin testament. (Troplong, Transcription, No. 111 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 129; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 802, nota 2).

**17.** Transcripția se va face pentru servituțiile de orice fel: aparente sau neaparente, continue sau necontinue. (Demolombe, XII, No. 733; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 802, nota 2).

**18.** Cu toate că actul de partaj nu e supus transcripției deoarece este declarativ de drepturi, totuși când prin actul de partaj se constituie o servitute, el va trebui transcris. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 802, nota 2).

**19.** Hotărârile care constată constituirea unei servituți prin convenție verbală, vor trebui să fie transcrise. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 803, 808).

**20.** Dispozițiile art. 2263 c. civ. fr. (1893 c. civ. rom.), cari prevăd că după 28 ani de la data titlului constitutiv sau a celui de pe urmă titlu, debitorul poate fi constrâns să procure cu cheltuiala sa, un nou titlu creditorului sau reprezentanților săi, după o părere, nu-și gădesc aplicațiunea la servituți. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 970).

**21.** După altă părere, dispozițiunile acestui articol și-ar putea găsi aplicațiunea și la servituți, deoarece proprietarul fondului dominant ar putea să se teamă că proprietarul fondului aservit va putea invoca prescripțiunea prin neuz a servituții, însă titlul nou se va putea dobândi numai cu cheltuiala celui care cere titlul nou. (Duranton, V, No. 569; Demolombe, XII, No. 756; Troplong, Prescription, II, No. 844; Dalloz, Rép., Servitude, No. 970).

**22.** Se poate constitui o servitute a cărei mod de exercițiu va fi subordonat voinței constituitorului. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1001).

**23.** Tribunalele vor interpreta în mod suveran, potrivit dreptului comun, titlurile constitutive ale servituțiilor, după intențiunea comună a părților contractante. (Demolombe, XII, No. 731; Mourlon, I, No. 1821; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1002; Suppl., Servitude, No. 362, 365; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801, nota 2).

**24.** Deasemenea tribunalele vor interpreta în mod suveran, întinderea drepturilor de servitute. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 365).

**25.** În caz de îndoială în privința întinderii dreptului de servitute, tribunalele se vor pronunța în favoarea fondului aservit. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1141).

**26.** Când prin titlu s'a determinat partea din fond care este supusă exercițiului servituții, servitutea se va exercita numai pe această parte și celelalte părți sunt liberate pentru totdeauna, chiar dacă în viitor exercițiul servituții nu s'ar mai putea face, pe partea pe care a fost constituită, dintr'o cauză neprevăzută. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1150).

**27.** Această soluție își găsește aplicațiunea nu numai în cazul când servitutea este constituită prin titlu, ci și în cazul când este constituită prin destinația părintelui de familie sau este dobândită prin prescripțiune. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1150).

**28.** În cazul când nu s'a determinat

prin titlu, partea din fond pe care urmează să se exercite servitutea după o părere, este grevată de servitute numai partea pe care s'a exercitat servitutea, chiar dacă în viitor exercițiul servituteii nu s'ar mai putea face pe partea, pe care a fost constituită, dintr'o cauză neprevăzută. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 555 bis; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1151).

**29.** După altă părere, dacă nu s'a determinat prin titlu, partea din fond pe care urmează să se exercite servitutea, întregul fond este supus exercițiului servituteii. (Demolombe, XII, No. 844).

**30.** Când servitutea este dobândită prin prescripțiune de treizeci ani, se vor aplica toate regulile generale prevăzute de lege în această materie. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1096; Suppl., Servitute, No. 403; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 804).

**31.** Prin dobândirea unei servitute prin prescripțiune, se dobândesc și toate drepturile cari sunt în mod inseparabil accesoriile exercitării acestui drept. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1109).

**32.** Nu se pot dobândi, prin prescripțiune, servitutei asupra imobilelor cari nu pot fi înstrăinate. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1093; Suppl., Servitute, No. 402).

**33.** Potrivit dispozițiilor art. 690 și 691 c. civ. fr. (623 și 624 c. civ. rom.), numai servitutele cari sunt în același timp continui și aparente se pot dobândi prin prescripțiune; servitutele necontinui, aparente sau nu și servitutele continui neaparente, nu se pot dobândi prin prescripțiune, ci numai prin titlu. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1089; Suppl., Servitute No. 401; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1109; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 806, 807, 808, 814, 815).

**34.** Servitutea de scurgerea apelor de ploaie, care este o servitute continuă, nu se poate dobândi prin prescripție, dacă nu se exercită prin lucrări aparente. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 403).

**35.** Servitutea de trecere — afară de servitutea de trecere la un loc înfundat — fiind o servitute necontinuuă, nu poate fi dobândită prin prescripțiune. (Demolombe, XII, No. 786 urm., 943; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1827; Dalloz, Rép., Servitute, No. 902; Laurent, VIII, No. 195 urm., 286; Huc, IV, No. 410, 421; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 805, 807, 1103, 1105; Glasson et Colmet Daage, ed. 2-a, I, No. 248; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2945, 2948 urm., 2955, 2974; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 989; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 787, 806, 808, 814 urm., 849, 850; VII, p. 250 text și nota 4; N. Georgian, Studii Juridice, vol. I, p. 176).

**36.** Servitutea zisă: «tour d'échelle», fiind o servitute necontinuuă, nu poate fi dobândită prin prescripție. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 813).

**37.** Servitutea de vedere poate fi dobândită prin prescripție, deoarece este o servitute continuă și aparentă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 806).

**38.** Servitutea de adăpătoare, fiind o servitute necontinuuă, nu se poate dobândi prin prescripțiune. (Huc, IV, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 806, 807, 819).

**39.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran pertinența și admisibilitatea faptelor alegate pentru a dovedi prescripția prin posesiunea de treizeci ani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 807).

**40.** Servitutea de a paște vitele pe fondul altuia, fiind o servitute necontinuuă, nu se poate dobândi prin prescripțiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, p. 138; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 422; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 819).

**41.** Termenul de prescripție al unei servitute este, după o părere, totdeauna de treizeci ani. (Toullier, III, No. 630; Demolombe, XII, No. 781; Marcadé, Art. 690, No. 2; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 336, nota 7, p. 200; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, p. 77, 113; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1121; Suppl., Servitute, No. 415; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 546 bis I; Laurent, VIII, No. 194, 314; Huc, IV, No. 419; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1113; Baudry et Tissier, Prescription, No. 653; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 804, 806).

**42.** După altă părere, o servitute se poate prescrie și prin termenul de zece sau douăzeci ani, când acel care invoacă prescripția a dobândit fondul dela cineva care nu eră proprietarul lui. (Delvincourt, I, p. 413; Duranton, V, No. 593; Troplong, Prescription, II, No. 856; Mourlon, III, No. 1947 urm.; Vazeille, Prescription, I, No. 429; II, No. 523; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1121; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2952).

**43.** Prescripția va începe a curge din momentul facerii lucrărilor aparente. (Toullier, III, No. 634; Demolombe, XII, 776; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1090; Laurent, VIII, No. 203; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1101; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 807).

**44.** Lucrările aparente pot fi făcute fie pe fondul aservit, fie pe fondul dominant. (Toullier III, No. 635; Demolombe, XII, No. 777; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, p. 136; Laurent, VIII, No. 204; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 807).

**45.** Pentru ca prescripțiunea să poată opera se cer condițiunile prevăzute de codul civil în materie de prescripțiune a imobilelor, adică facerea de lucrări aparente și o posesiune care să fie continuă și neîntreruptă, netulburată, publică și sub numele de proprietar. (Duranton, V, No. 586; XXI, No. 116; Demolombe, XII, No. 779 ter.; Marcadé, Art. 2220, No.

2; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1096 urm.; Suppl., Servitude, No. 403, 404; Laurent, VIII, No. 202 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1100; Planiol, I, No. 2954; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 804).

**46.** Pentru ca cineva să poată dobândi prin prescripție o servitute, nu este nevoie să fie proprietarul fondului dominant, deoarece prescripția unei servituți poate fi dobândită și de un locatar sau un posesor, chiar de rea credință. (Duranton, V, No. 591; Demolombe, XII, No. 779 ter.; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1106; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 806).

**47.** Posesiunea unei servituți exercitată nu sub numele de proprietar, ci sub nume precar, cum ar fi ca arendaș, chirieș, depozitar, uzufructuar, etc. sau prin îngăduința proprietarului, nu poate duce la dobândirea servituții prin prescripție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, p. 137; Laurent, VIII, No. 205; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 806).

**48.** În materie de servituți, nu se poate prescrie decât cât s'a posedat. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1144).

**49.** Servituțiile dobândite prin prescripție sunt opozabile terțelor persoane, fără a fi nevoie să fie transcrise. (Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 808).

**50.** Servituțiile continue și aparente putându-se dobândi prin prescripție pot face obiectul unei acțiuni posesorii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 816 nota 1).

**51.** A se vedea: art. 624 și 628 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** În dauna dreptului de proprietate există sarcini impuse asupra unui imobil pentru folosul altui imobil, având un alt stăpân, sarcini cunoscute sub nu-

mele de servituți, cari sunt de trei feluri: a) servituți cari izvorăsc din situațiunea naturală a locurilor; b) servituți impuse de lege; c) servituți stabilite prin faptul omului și anume: prin convențiune, prin testament, prin prescripție și prin destinația proprietarului. Ultima categorie de servituți — cele stabilite prin faptul omului — pot fi stabilite în număr nemărginit, spre deosebire de celelalte două categorii — servituțiile naturale și legale — cari sunt determinate limitativ de lege, însă cu două condițiuni: să nu fie contrarii ordinii publice și să nu impue proprietarului fondului aservit prestațiuni personale — art. 620 cod civ.

În sistemul legii noastre singurele servituți susceptibile a fi câștigate prin uzucapiune sunt cele continue și aparente, cerându-se o posesiune de 30 ani, — art. 623 codul civil; — servitutea este continuă când pentru exercițiul ei nu este nevoie de un fapt al omului și aparentă când se cunoaște prin lucrări exterioare — art. 622 codul civil.

Faptul de a avea un canal de scurgerea apelor naturale — din ploii și zăpezi — prin terenul vecinului este o servitute continuă, exercitându-se dela sine, prin singura împrejurare că plouă sau ninge fără să fie nevoie de vreun fapt al omului și este în același timp și aparentă fiindcă se cunoaște prin lucrările exterioare făcute; ca atare poate fi dobândită prin posesiune de 30 ani.

Astfel fiind faptul că pe terenul reclamantei se găsește un șanț de scurgerea apelor naturale prin proprietatea părțului șanț care există de mai bine de 30 ani deservind toate proprietățile vecine — și probabil că a fost făcut cu consimțământul tuturilor proprietarilor interesați — pentru motivele expuse constituie un drept de servitute în favoarea fondului reclamantei și astuparea acestui șanț constituie o turburare a exercițiului servituții (Jd. urbană Pitești, dos. 2346 din 1924 Jur. Gen. 1926 No. 853).

**Art. 624.** — Servituțiile continue neaparente, și servituțiile necontinue și neaparente<sup>1)</sup>, nu se pot stabili decât prin titluri. (Civ. 576, 616, 622, 623, 635, 645, 1845, 1847; Pr. civ. 722; L. pol. rur. Art. 16; Civ. Fr. 691).

*Text. fr. Art. 691.* — Les servitudes continues non apparentes, et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes, ne peuvent s'établir que par titres.

La possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir; sans cependant qu'on puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature déjà acquises par la possession, dans les pays où elles pouvaient s'acquérir de cette manière.

1) Textul francez se exprimă; „și servituțiile necontinue aparente sau neaparente.“

## Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. civil Dijon, 28 Iunie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 11; *Observație* sub Trib. Saint-Affrique (Aveyron), 9 Sept. 1920, Pand. Rom. 1926, III, 12; *Notă* sub Cas. fr. 10 Aug. 1919, Jur. Gen. 1925, No. 654;
- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 313 din 8 Aprilie 1921, Curier Jud. 33/1925; *Notă* sub Casația I, 313 din 8 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1925, I, 270;
- GEORGEAN N., *Notă* sub Judecătoria ocol mixt Moinești-Bacău, 18 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 338; *Studii Juridice*, vol. I, „*Servitutea de trecere*“, p. 176 urm.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de contradicțiune 6.	Presumpțiuni 3.
Acțiune negatorie 7.	Probă 2, 3, 7, 8, 12.
Acțiune posesorie 13, 14.	Proprietate 10, 11.
Adăparea vitelor 11.	Servitute 1 urm.
Buna credință 4, 5.	Servituți aparente 1, 6, 9, 10.
Contradicțiune 6.	Servituți continue 1, 2, 6, 12, 13.
Coproprietate 10, 11.	Servituți neaparente 1, 2, 6, 12, 13.
Dovadă 2, 3, 7, 8, 12.	Servituți necontinue 1, 2, 4, 5, 6, 9-14.
Inceput de dovadă scrisă 3.	Termen 4, 5.
Just titlu 4, 5.	Titlu 1, 12, 14.
Loc de trecere 11.	Toleranță 12, 13.
Martori 3, 8, 12.	Trecere 11, 13, 14.
Pășunatul vitelor 11.	
Posesorie acțiune 13, 14.	
Precaritate 1.	
Prescripție 1, 4, 5, 6, 9-13.	

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 690 și 691 c. civ. fr. (623 și 624 c. civ. rom.), numai servituțile cari sunt în acelaș timp continui și aparente se pot dobândi prin prescripțiune; servituțile necontinui, aparente sau neaparente și servituțile continui neaparente nu se pot dobândi prin prescripțiune, ci numai prin titlu deoarece posesiunea lor este presupusă cu titlu precar. (Demolombe, XII, No. 786; Mourlon, I, No. 1827; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1089; Suppl., Servitute, No. 401; Laurent, VIII, No. 195; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 806, 807, 808, 814, 815).

**2.** Dovada existenței servituților continui neaparente și a servituților necontinue și neaparente, se va face potrivit principiilor generale din materia convențiilor, excluzându-se prescripția. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 348, 401).

**3.** Existența acestor servituți poate fi dovedită prin martori și presumpțiuni când există un început de dovadă scrisă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1822; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1091; Suppl., Servitute, No. 348, 401; Laurent, VIII, No. 147 urm.; Huc, IV, No. 427; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2939; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 801, 802 text și nota 1, 817 nota 2; VII, p. 250, nota 4; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 177).

**4.** După o părere, servituțile necontinue pot fi dobândite prin prescripție de zece sau douăzeci ani, când posesorul invoacă un just titlu și bună credință. (Delvincourt, I, p. 413; Toullier, III, No. 629; Duranton, V, No. 593; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1122).

**5.** După altă părere, servituțile necon-

tinui nu pot fi dobândite prin prescripțiune de zece sau douăzeci ani. (Demolombe, XII, No. 788; Vazeille, Prescription, I, No. 416; Troplong, Prescription, II, No. 857; Demante et Colmet de Sarterre, ed. 3-a, II, No. 546 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, text și nota 2, p. 134; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1124; Suppl., Servitute, No. 415; Laurent, VIII, No. 196; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1104; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 816).

**6.** Chiar în cazul când posesiunea unei servituți necontinue aparente sau neaparente, sau a unei servituți continue neaparente ar fi exercitată timp de treizeci ani, după o contradicție opusă drepturilor proprietarului pretins grevat, o asemenea servitute nu poate fi dobândită prin prescripție. (Demolombe, XII, 789; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, p. 134, 135; Laurent, VIII, No. 196 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 816, 817).

**7.** Când proprietarul fondului pretins că este grevat de o servitute introduce o acțiune petitorie prin care neagă dreptul de servitute va fi obligat să facă dovada existenței dreptului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 182, p. 142, § 219, text și nota 43, p. 572; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 352).

**8.** Când existența constituirei servituții este stabilită, faptele de posesiune de natură a face să se determine modul exercitării și întinderea servituții, pot fi dovedite prin martori. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1142; Suppl., Servitute, No. 351).

**9.** Când servitutea necontinuă se anunță prin lucrări exterioare, aparente, după părerea dominantă, servitutea rămâne necontinuă și nu se poate dobândi prin prescripțiune. (Delvincourt, I, p. 412; nota; Duranton, V, No. 577; Demolombe, XII, No. 719; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 248, p. 118; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1117; Suppl., Servitute, No. 411; Huc, IV, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 817, 818).

**10.** După altă părere, când lucrările exterioare prin care se anunță servitutea necontinuă, sunt incorporate la fondul dominant, această servitute se poate dobândi prin prescripție, mai mult ca un drept de proprietate decât ca un drept de servitute. (Toullier, III, No. 622, 623; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1117).

**11.** Dacă o servitute de trecere nu se poate dobândi prin prescripție, ci numai prin titlu — afară bine înțeles de dreptul de trecere la un loc înfundat — locul de trecere însă este susceptibil de a fi dobândit cu titlu de proprietate sau coproprietate, deoarece sunt unele drepturi ca cele de trecere, de luare de apă, de adăpătoare, de păscut, etc., cari pot fi exercitate, după cazuri, fie ca o servitute necontinuuă asupra fondului altuia, fie ca un drept de proprietate sau coproprietate, drepturi cari se pot dobândi prin prescripție, spre deosebire de servituțile necontinui. Pentru stabilirea dreptului de proprietate sau coproprietate, în lipsă de titlu, tribunalele se vor pronunța examinând situația locurilor, actele făcute de pretinsul proprietar sau coproprietar, faptele părților, cum ar fi de exemplu faptul că ambii vecini au contribuit cu cheltueii comune la întreținerea drumului, va cercetă actele vechi produse de părți, dacă ele conțin prezumpțiuni de natură a face admisibil dreptul de proprietate sau coproprietate ales de una dintre părți. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, p. 138; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1107; Suppl., Servitute, No. 407; Laurent, VIII, No. 191 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 805, 807, 808, 1109, 1110, 1111; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2950; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 889; Glasson et Colmet Daage, ed. 2-a, I, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 783, nota 3, 818, 819; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 179).

**12.** Posesiunea servituțiilor continui neaparente, și a servituțiilor necontinui și neaparente, trebuie considerată ca de pură toleranță, deoarece aceste servituții nu pot fi dobândite prin prescripție ci numai prin titlu; prin urmare cererea de a se dovedi cu martori posesiunea unor asemenea servituții este inadmisibilă. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1089, 1142; Suppl., Servitute, No. 401; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 817, 818).

**13.** Se decide în mod constant că din cauza raporturilor de bună vecinătate între proprietari, servitutea de trecere care este o servitute necontinuuă, fiind presupusă că se exercită prin toleranța proprietarului fondului aservit, o asemenea servitute — precum în genere toate servituțiile continui neaparente, și servituțiile necontinui și neaparente — neputându-se dobândi prin prescripție, ci numai prin titlu, nu pot servi de bază la acțiuni posesorii. (Demolombe, XII, No. 786 urm., 943; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1827; Dalloz, Rép., Action possessoire, 445; Suppl., Action possessoire, No. 124; Laurent, VIII, No. 195 urm., 286; Huc, IV, No. 410, 421; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 805, 807, 1103, 1105; Glasson et Colmet Daage, ed. 2-a, I, No. 248; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2945, 2948 urm., 2955, 2974; Colin et Ca-

pitant, ed. 4-a, I, p. 989; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 787, 806, 808, 814 urm., 849, 850; N. Georgean, Studii Juridice vol. I, p. 176).

**14.** Dacă însă faptele de posesiune ar fi bazate pe un titlu, acțiunea posesorie prin care s'ar tinde la menținerea unei servituții necontinui este admisibilă. (Toullier, III, No. 629; Duranton, V, No. 593, nota 3; Demolombe, XII, No. 788; Troplong, Prescription, II, No. 857; Vazeille, Prescription, I, No. 416; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 251, nota 2, p. 134; Dalloz, Rép., Action possessoire, No. 449, urm.; Suppl., Action, possessoire, No. 132, 133; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 805, 1146; Glasson et Colmet Daage, ed. 2-a, I, No. 249; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2974; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 998, 999; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 849; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 177).

**15.** A se vedea: art. 623 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1294 până la 1927).

**1.** În conformitate cu art. 622 și 624 cod civ. servitutea de trecere pe proprietatea altuia nefiind continuuuă nu se poate dovedi decât prin titlu, și deci acest drept nu se poate dobândi prin prescripție conform art. 1846 și 1847 c. civ., deci atâta timp cât nu se poate dovedi prin titluri, acest drept de trecere nu poate fi considerat decât ca un simplu act de toleranță. Deci în speță cererea reclamantului de a dovedi cu martori dreptul de trecere este inadmisibilă. Deci reclamantul neposedând titluri în virtutea cărora să se afirme dreptul de trecere, acțiunea sa este nefondată. (Jud. Cușmir-Mehedinți, cart. jud. 259 din 18 Noembrie, 1924, Jur. Gen. 1925, No. 485).

**2.** Potrivit art. 622 din c. civ. servitutea de trecere este discontinuuă, și conform art. 623, nu se poate prescrie *etiam per mille annos*.

Această imprescriptibilitate își are origina nu numai în lipsa de posesiune juridică, care caracterizează precaritatea și toleranța în genere, dar capătă în materie o însușire de inapținutudine legală, ce afectează însuși dreptul de prescriere.

De aci rezultă că acțiunile posesorii nu sunt admisibile în atari situațiuni, dacă nu există titlu, iar dovada cu martori pentru stabilirea existenței servituței nu se poate primi.

Chiar dacă servitutea discontinuuă și neaparentă, ar deveni aparentă, prin lucrări adecvate, prescripția încă n'ar putea opera, deoarece discontinuitatea ar subsista și aceasta este suficient pentru a se menține inapținutudinea.

Deși art. 624 vorbește numai de servituțiile continui și neaparente, totuși nu

e nici o rațiune a distinge, excluzând servituțile necontinue și aparente, deoarece textul francez — după care cel român a fost copiat — statuiază „les servitudes discontinues, apparentes ou non apparentes” și numai printr’o inadvertență a legiuitorului nostru nu s’a tradus și cuvântul „sau aparente”.

La concluzia aceasta ne duce cetirea art. 623 c. civ., care prevede generic că numai servituțile continue și aparente se pot prescrie. (Jud. ocol. Bârca-Dolj, 470 din 1925 Jur. Gen. 1925, No. 2095).

3. a) Dreptul de trecere pe un fond servit, fiind o servitute necontinuuă, nu se poate dovedi și dobândi decât prin titlu, iar nu prin prescripție.

b) Prin titlu se înțelege orice act de voință, fie contractual sau testamentar, fie oneros sau gratuit. (Judecătoria ocol. Bujor-Covurlui, 765 din 1925, Jur. Gen. 1926 No. 854).

4. Servitutea de trecere este o servitute necontinuuă și neaparentă și ea nu se poate dobândi decât prin titlu chiar în cazul când ea ar fi aparentă prin facerea unor lucrări exterioare vizibile, pentru exercitarea ei, ceea ce rezultă din dispozițiile art. 619 din codul civil francez, după care a fost tradus art. 624 din codul civil român, care a omis cuvântul: «apparent» din textul francez, datorită unei greșeli a traducătorului sau a copistului și nu se poate spune că legiuitorul român, cu intenție a înlăturat acest cuvânt, căci se știe că schimbările aduse de legiuitorul român din 1864, codului Napoleon, s’au făcut numai atunci când vreo instituție juridică franceză ar fi fost în contradicție cu cele specific românești, ori în legiurile vechi românești nu se făcea nici o distincție între dobândirea servituților necontinue, fie aparente, fie neaparente, cari se dobândeau prin prescripție.

Prin urmare, în lipsa unui titlu constitutiv al servituței, servitutea de trecere nu se poate dobândi prin prescripție și ca atare, acțiunea posesorie, a căreia unul dintre elemente este puțința de a prescrie, este inadmisibilă, așa încât proba cu martori în dovedirea tulburării posesiunii, urmează a fi respinsă și aceasta

chiar în cazul când deposedarea exercițiului servituții s’ar fi făcut cu violență.

Dacă dobândirea exercițiului servituții de trecere s’a făcut sub regimul Codului Calimach, existența titlului este permisă a se face prin martori, în baza dispozițiilor art. 1927 din acest cod, dovadă care este admisibilă în virtutea dispozițiilor art. 1 din codul civil, după care legea nu are putere retroactivă, urmând a fi respectate drepturile câștigate anterior datei promulgării codului civil român. (Jud. ocol. mixt Moinești-Bacău, 18 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 338).

5. *In fact*: La acțiunea proprietarului fondului aservit că, recurentul nu poate avea drept de trecere pe proprietatea sa, căci nu dovedește această servitute nici cu act scris, nici constituirea ei în baza art. 624 cod. civ., recurentul opune că în afiptele de vinderea imobilului aservit care a fost cumpărat prin licitație de actualul său proprietar, se prevede existența servituței și că, prin urmare dreptul său de servitute rezultă de aici; mai opune că în asemenea condițiuni, fiind stabilit dreptul de servitute și față de fostul proprietar, noul proprietar reclamant nu poate avea mai multe drepturi ca autorul său. *Respingere*.

*In drept*: În speță, fiind vorba de o servitute neaparentă și necontinuuă urmează că, potrivit art. 624 cod. civ., ea nu poate fi stabilită decât pe baza de titluri, un asemenea titlu nu poate emana decât de la proprietarul fondului aservit sau stabilită de justiție conform disp. art. 616 cod. civ., ceea ce constată instanța de fond, în speță, nu există. Astfel fiind, împrejurarea că în afiptul de publicație s’ar fi trecut existența servituții în favoarea recurenților, nu poate avea nici un efect legal. — ea neputând constitui un titlu și nu se poate susține nici că, intimatul cumpărând imobilul n’ar putea avea mai multe drepturi ca autorul său, întrucât nici față de acesta nu s’a stabilit existența după normele prevăzute de art. 624 cod. civ. a vreunei servituți de trecere. (Cas. I dec. 2843 din 31 Maiu 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1277).

6. A se vedea: art. 623, nota 1.

**Art. 625.** — Destinațiunea proprietarului ține loc de titlu în privința servituților continue și aparente. (Civ. 462, 468, 469, 622, 623, 626, 627; Civ. Fr. 692).

*Text fr. Art. 692.* — La destination du père de famille vaut titre à l’égard des servitudes continues et apparentes.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO, *Observație* sub Trib. Saint-Affrique (Aveyron), 9 Sept. 1920, Pand. Rom. 1926, III, 12;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub Judec. ocol mixt Moinești-Bacău, 18 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 338; *Studii Juridice*, vol. I, „Servitutea de trecere”, p. 177 urm.



## Doctrină.

1. Prin destinația părintelui de familie se înțeleg dispozițiunea și aranjamentul pe care le face un proprietar pe fondurile sale, pentru satisfacerea comodității sau capriciului său. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1006; Suppl., Servitude, No. 367; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2960; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 808, 809).

2. Potrivit dispozițiilor art. 692 c. civ. fr. (625 c. civ. rom.), destinația părintelui de familie ține loc de titlu, numai în privința servituțiilor continue și aparente. (Demolombe, XII, No. 815; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 150; Daloz, Rép., Servitude, No. 1011; Suppl., Servitude, No. 368, 369; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1121; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 811, text și nota 1).

3. Servituțiile continue și neaparente și servituțiile necontinui aparente sau neaparente, nu pot fi stabilite prin destinația părintelui de familie. (Demolombe, XII, No. 815; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 150; Daloz, Rép., Servitude, No. 1011; Suppl., Servitude, No. 368; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1121; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 811, text și nota 1).

4. Servitutea de împiedecare de a construi, nu poate fi stabilită prin destinația părintelui de familie, deoarece nu este aparentă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252,

p. 150; Daloz, Rép., Servitude, No. 1011; Suppl., Servitude, No. 368; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1121; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 811, nota 1).

5. Existența și întinderea servituțiilor stabilite prin destinația părintelui de familie când titlul nu este de ajuns de explicit, se va determina în mod suveran de tribunale, după intenția părintelui de familie și după împrejurările în cari s'au constituit servituțiile. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1014; Suppl., Servitude, No. 371).

6. Întinderea și exercițiul servituțiilor stabilite prin destinația părintelui de familie, trebuiesc regulate după starea imobilelor din momentul împărțirii fondului. (Demolombe, XII, No. 868; Daloz, Rép., Servitude, No. 1143).

7. Servituțiile stabilite prin destinația părintelui de familie sunt opozabile terțelor persoane, fără să fie nevoie să fie transcrise. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 151; Laurent, VIII, No. 190; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 808, 810).

8. A se vedea: art. 626 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 627, nota 3.

**Art. 626.** — Nu poate fi destinațiune a proprietarului decât numai când se va dovedi că cele două fonduri acum despărțite au fost averea aceluiași proprietar, și că printr'însul s'au pus lucrurile în starea din care a rezultat servitutea (Civ. 625, 627, urm., 638, 1169; Civ. Fr. 693).

*Text. fr Art. 693.* — Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Destinație 1 urm.  
Dovadă 6, 7, 10.  
Executare silită 2.  
Înstrăinare 1.  
Locațiune 5.  
Marturi 10.  
Partaj 1.  
Permanență 8.  
Perpetuitate 8.  
Precaritate 4, 5.

Probă 6, 7, 10.  
Proprietate 4, 5.  
Provizorat 8.  
Servitute 1 urm.  
Titlu 6, 10.  
Urmărire silită 2.  
Uzfruct 5.  
Vecinătate 9.  
Vindere silită 2.

acestui fond să servească celeilalte părți a fondului și dacă mai târziu fondul a fost împărțit prin o instrăinare sau printr'un partaj. (Duranton, V, No. 566; Demolombe, XII, No. 826; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 144; Laurent, VIII, No. 176; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1116; Planiol, I, No. 2960; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 808, text și nota 3, 812).

2. Chiar dacă unul dintre fonduri, sau o parte din fond, ar fi fost vândută silit, servitutea va lua naștere în momentul despărțirii fondurilor. (Demolombe, XII, No. 827; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 146; Lauren, VIII, No. 178; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 117; Alexan-

## Doctrină.

1. Cu toate că legea vorbește de două fonduri, dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea și când proprietarul unui singur fond a făcut ca o parte a

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 812, nota 2).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 693 c. civ. fr. (626 c. civ. rom.), pentru ca să existe destinația părintelui de familie trebuie ca cele două fonduri, acum despărțite, să fi aparținut înaintea aceluiaș proprietar și ca starea din care a rezultat servitutea, să fi fost opera fostului proprietar. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1013; Suppl., Servitude, No. 374; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 812, 813).

**4.** Pentru ca să existe destinația părintelui de familie, trebuie ca cel căruia i-au aparținut ambele fonduri, acum despărțite, să fi avut plina lor proprietate, iar nu numai un drept precar. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1016; Suppl., Servitude, No. 377).

**5.** Pentru ca să existe destinația părintelui de familie trebuie ca cel care a pus lucrurile în starea din care a rezultat servitutea să fi fost însăși proprietarul fondului; astfel un locatar sau un uzufructuar nu pot lua dispoziții asupra fondului decât cu caracter temporar pe durata folosinței lor. (Demolombe, XII, No. 811; Mourlon, I, No. 1829; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 375; Laurent, VIII, No. 174; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1118; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 813, text și nota 1).

**6.** Pentru ca să existe destinația părintelui de familie, după o părere, nu este necesar ca să se dovedească că lucrurile s'au pus în starea din care a rezultat servitutea de către însuși proprietarul ci este de ajuns dacă se dovedește prin titluri că lucrurile erau în starea în care se află astăzi, atunci când ambele fonduri aparțineau aceluiaș proprietar. (Delvincourt, I, p. 756, nota 5; Duranton, V, No. 573, 574; Toullier, III, No. 609; Demolombe, XII, No. 814; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 337, nota 3, p. 201; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 548 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 145; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1017; Suppl., Servitude, No. 378; Laurent, VIII, 177; Huc, IV, No. 426; Baudry et Chau-

veau, Des biens, No. 1118; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 813, nota 2).

**7.** După altă părere, pentru ca să existe destinația părintelui de familie, trebuie ca să se dovedească că lucrurile s'au pus în starea din care a rezultat servitutea de către însuși proprietarul celor două fonduri. (Duvergier sur Toullier, III, No. 609, nota; Marcadé, Art. 694 No. 3; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1017).

**8.** Pentru ca să existe destinația părintelui de familie, trebuie ca dispozițiile ce le ia proprietarul ambelor fonduri să aibă un caracter permanent de natură a stabili o servitute iar nu un caracter provizor. (Duranton, V, No. 567; Demolombe, XII, No. 811; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 376; Laurent, VIII, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 813, nota 3).

**9.** Pentru ca să existe destinația părintelui de familie, nu este necesar ca ambele fonduri să fie alăturate. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 372, 373; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 808, nota 3).

**10.** Dovada de care vorbește art. 693 c. civ. fr. (626 c. civ. rom.) nu este necesar să rezulte numai din titluri; astfel se poate dovedi cu martori că ambele fonduri au aparținut aceluiaș proprietar și că el a pus lucrurile în starea din care a rezultat servitutea. (Toullier, III, No. 610; Duranton, V, No. 574; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 337, nota 8; Mourlon, I, No. 1830; Marcadé, Art. 692, 693 No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 548 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 146; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1012, 1013; Suppl., Servitude, No. 374; Laurent, VIII, No. 181; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1120; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 812, 813).

**11.** A se vede: art. 626 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**I.** A se vede: art. 627, nota 3.

**Art. 627.** — Dacă proprietarul a două proprietăți, între care există un semn văzut de servitute, înstrăinează una din proprietăți, fără ca contractul să conțină nici o convențiune atingătoare de servitute, ea urmează de a exista într'un mod activ sau pasiv în favoarea fondului înstrăinat, sau asupra fondului neînstrăinat<sup>1)</sup>. (Civ. 557, 576, 622, 625, 626, 633, 638, 942, 1325, 1349; Civ. Fr. 694).

*Text. fr. Art. 694.* — Si le propriétaire de deux héritages entre lesquels il existe un signe apparent de servitude, dispose de l'un des héritages sans que

<sup>1)</sup> Din eroare se zice: „neînstrăinat” în loc de „înstrăinat”, cum este și în textul art. francez 694 co-respunzător.

le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné.

### Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Notă sub Judec. ocol mixt Moinești-Bacău, 18 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926. No. 338; Studii Juridice, vol. I, „Servitutea de trecere”, p. 178.*

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Aprecieri suverană 13.	Partaj 5, 6, 9, 10.
Confuziune 1, 6.	Perpetuitate 12.
Convențiune contrară 11, 15, 16, 17.	Prezumpțiuni 15.
Destinația proprietarului 1 urm.	Probă 16.
Donațiune 5, 6, 9, 10, 11.	Semn de servitute 2 urm.
Dovadă 16.	Servitute 1 urm.
Instrăinare 5, 6, 9, 10, 11, 17.	Servitute aparentă 3-9, 12 17.
Lucrări aparente 3-9, 12-17.	Servitute continuă 3-8.
Părinte de familie 1 urm.	Stingerea servituților 1, 6.
	Suverană apreciere 13.
	Vindere-cumpărare 5, 6, 9, 10, 11, 17.

#### Doctrină.

**1.** Locul art. 672 c. civ. rom. (694 c. civ. fr.) este lângă art. 638 c. civ. rom. (705 c. civ. fr.) deoarece el se referă la servituțile stinse prin confuziune iar nu la cele stabilite prin destinația proprietarului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 861, nota 4).

**2.** Dispozițiunile art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) se aplică numai când proprietarul a stabilit un semn aparent, de servitute între două fonduri deosebite iar nu și în cazul când a stabilit semnul aparent între două părți ale aceluiaș imobil deoarece acest articol nu se referă la servituțile stabilite prin destinația proprietarului. (Laurent, VIII, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 861, nota 3; Contra: Demolombe, XII, No. 826).

**3.** După o părere art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) aduce o modificare dispozițiunilor art. 692 c. civ. fr. (625 c. civ. rom.) în sensul că nu se mai cere ca servitutea să fie continuă, pentru a fi dobândită prin destinația părintelui de familie, ci în cazul prevăzut de acest articol este de ajuns dacă servitutea îndeplinește numai condițiunea de a fi aparentă. (Taulier, II, p. 450; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1018).

**4.** După a doua părere, dispozițiunile art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la servituțile continue și aparente deoarece ele cuprind dezvoltarea și aplicațiunea art. 692 și 693 c. civ. fr. (625 și 626 c. civ. rom.) la un caz special. (Delvincourt, I, p. 576; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1019).

**5.** După a treia părere, dispozițiunile art. 692 și 693 c. civ. fr. (625 și 626 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la cazul când despărțirea imobilelor se face prin partaj și sunt privitoare numai la

servituțile continue și aparente iar dispozițiunile art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la cazul când proprietarul instrăinează în mod oneros sau gratuit unul dintre fonduri și pentru stabilirea servituții este de ajuns dacă ea este aparentă. (Merlin, Rép., Servitude, No. 19; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1020).

**6.** După a patra părere, dispozițiunile art. 692 c. civ. fr. (625 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în cazul când lucrările aparente sunt opera proprietarului celor două fonduri și când se cere condițiunea ca servitutea să fie continuă și aparentă iar art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea la cazul când semnul văzut de servitute există înainte de întrunirea celor două fonduri în mâinile aceluiaș proprietar și când prin despărțirea fondurilor se continuă servitutea care fusese stinsă prin confuziune, caz în care este de ajuns dacă servitutea este numai aparentă. (Duvergier sur Toullier, II, No. 613, nota a; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 337, p. 203; Marcadé, Art. 694, No. 1, 4; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1023, 1025; Laurent, VIII, No. 184; Planiol, I, No. 2963; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 861, note 3, 4, 864, 865, nota 4).

**7.** După a cincea părere, art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) prevede un mod special de stabilire a servituților bazat pe situațiunea locurilor și voința tacită a părților contractante, fără a se lua în considerație timpul când s'a efectuat lucrarea din care rezultă servitutea și natura actului care a despărțit ambele fonduri. Destinațiunea părintelui de familie își va găsi aplicațiunea numai la servituțile continue și aparente. (Duranton, V, No. 569, 573; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1021).

**8.** După a șasea părere, dispozițiunile art. 692, 693 și 694 c. civ. fr. (625, 626 și 627 c. civ. rom.) sunt toate privitoare la destinațiunea părintelui de familie însă dispozițiunile art. 692 și 693 c. civ. fr. (625 și 626 c. civ. rom.) prevăd cazul când, servitutea fiind continuă și aparentă, nu mai este nevoie de produsul actului de instrăinare sau de partaj, în virtutea căruia s'au despărțit ambele fonduri, întrucât destinațiunea părintelui de familie are valoarea unui titlu, iar art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) prevede cazul când servitutea fiind numai aparentă,

trebuie de produs actul de înstrăinare sau de partaj, deoarece destinațiunea părintelui de familie nu este suficientă. (Demolombe, XII, No. 821; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1025; Suppl., Servitude, No. 380)

**9.** Când servitutea este numai aparentă, dispozițiunile art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea după o părere, oricare ar fi modul prin care s'au despărțit fondurile adică atât în cazul când despărțirea lor s'a făcut de către proprietar prin înstrăinarea unuia din fonduri cât și în cazul când despărțirea s'a făcut prin partaj între moștenitorii proprietarului, după decesul său. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 381).

**10.** După altă părere, dispozițiunile acestui articol se aplică numai în caz de înstrăinare din partea proprietarului iar nu și în cazul de împărțea după moartea sa, deoarece în acest caz nu se poate spune că proprietarul își înstrăinează fondul. (Laurent, VIII, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 864, nota 4).

**11.** Pentru ca art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, trebuie ca în momentul înstrăinării unuia dintre fonduri să fie între ambele fonduri un semn aparent de servitute și ca în contractul încheiat între părți să nu se cuprindă nici o convențiune cu privire la servitute. (Demolombe, XII, No. 825; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 148; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 380, 384, 392; Laurent, VIII, No. 187; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 865, nota 3).

**12.** Pentru aplicațiunea dispozițiilor art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.) trebuie ca semnul aparent să fie caracteristic servitutei și să nu existe nici o îndoială asupra aparentei și perpetuității sale. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1026, 1028, 1029, 1031; Suppl., Servitude, No. 388; Huc, IV, No. 426).

**13.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă semnul aparent este sau nu îndeajuns de caracteristic. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 389, 390).

**14.** Semnul aparent al servitutei se poate găsi fie pe fondul dominant, fie pe fondul aservit. (Demolombe, XII, No. 824; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 147; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1032; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1124; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 864, text și nota 2).

**15.** Chiar dacă există un semn aparent de servitute, dacă în contract este o clauză contrară servitutei, prezumțiunea rezultată din semnul aparent este înlăturată. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 383; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 865).

**16.** Cel care pretinde că are o servitute pe baza semnului aparent este

obligat să producă contractul pentru a dovedi că în contract nu se prevede nici o clauză contrară servitutei. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 384; Laurent, VIII, No. 187; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 865, nota 3).

**17.** Dacă în contract s'a prevăzut clauza generală că imobilul vândut este liber de servitute, această clauză trebuie considerată ca o clauză de stil și servitutea își va produce efectele dacă există un semn aparent și dacă în contract nu se prevede nici o clauză specială contrară. (Demolombe, XII, No. 825; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 252, p. 148; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1034; Huc, IV, No. 426; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 865, nota 3).

### Jurisprudență.

(Continuare de la 1294 până la 1927).

**1.** Art. 627 conține o ipoteză absolut specifică și deci nu trebuie pus în legătură cu art. 624 ci cu art. 625 și 626 c. civ., cari însăși se referă la servitutei continui și aparente. S'a stabilit că art. 627 c. civ. rom. (694 c. civ. fr.) se aplică la servitutele discontinue dar aparente în condițiile acestui articol. Trebuie anumite condiții însă: a) să existe un semn aparent de servitute între cele două fonduri, care au fost ale aceluiaș proprietar; b) ca servitutea să fi subsistat înainte de divizare; c) actul de alienare să nu conțină o dispozițiune contrarie existenței servitutei.

Art. 627 c. civ. român statuiază că servitutea continuă a subsista, dacă nu este convenție referitoare la servitute în contractul de alienare, de unde se deduce că producerea actului de alienare este esențială pentru cel ce invoacă dispozițiile acestui articol, ieșind de aci că art. 627 nu ar fi aplicabil în alienațiuni făcute fără act scris.

Prin urmare cel care trebuie să producă actul, este cel ce invoacă dispozițiile art. 627.

În acest caz totul se reduce la interpretarea actului. Dacă părțile tac, deși servitutea există înrăm în previziunile textului art. 627 și deci servitutea continuă activ sau pasiv.

În speță deși se găsește la dosar un act de partaj — depus însă de părți — (și este discuție dacă partajul este o înstrăinare în sensul art. 267) totuși operațiunea n'a intervenit asupra fondurilor din acțiune — între cari se pretinde a fi existând servitutea, — ci numai asupra fondului părîntului în raport cu alte terenuri, cari prin partaj aparțin altor persoane. Martorii depun în sensul că autorii părîntului au permis reclamantului trecerea prin acest teren și ca atare servitutea nu se găsește fiindând între două fonduri cari aparțineau unei aceleiaș persoane.

Deși se invoacă situația locului înfundat, caz în care acțiunea posesorie ar fi admisibilă, fiindcă titlul rezidă în însăși legea, totuși condițiile art. 616 c. civ. nu sunt îndeplinite, deoarece situația terenului reclamantului este de așa manieră că are acces nu numai la o stradă, ci la mai multe.

Din toate acestea — și nefiind titlu — rezultă că numai prin toleranță s'a exercitat servitutea de trecere—toleranță care fiind revocabilă ad nutum părții a putut închide terenul din litigiu. (Jud. ocol. rural Bârca, jud. Dolj, Carte de judecată civilă Nr. 470 din 1925, Jur. Gen. 1925 No. 2095).

2. Având în vedere că în drept dispozițiunile art. 623 c. civ. sunt clare și anume că servituțile continue și aparente se dobândesc prin titlu sau posesiune de 30 ani, iar art. 624 c. civ. spune că servituțile continue neaparente și servituțile necontinue și neaparente nu se pot stabili decât prin titluri.

Că în speță se constată că reclamanta este proprietara imobilului din str. V. Nr. 104, în baza unui titlu, actul de vânzare-cumpărare menționat mai sus, în care se prevede clauza expresă că părta în calitate de vânzătoare a zisului imobil face declarațiunea că vinde acest imobil fără nici o rezervă, fără a opri nimic pe seama sa și liber de orice sarcină sau servitute pasivă, rămânând răspunzătoare de orice evicțiune sau turburare de orice fel s'ar aduce cumpărătoarei în pașnica ei stăpânire.

Având în vedere că în ce privește susținerile părții și ale intervenientului că au drept de servitute în baza testamentului lăsat de defunctul N. G., întrucât ei în calitate lor de legatari au acest drept deoarece imobilul dela No. 102 și cel dela No. 104. acesta din urmă cumpărat de reclamantă, au aparținut aceluiaș proprietar N. G. și că întotdeauna corpul din fund al imobilului cu Nr. 104, și că în gardul despărțitor între imobilele dela Nr. 102 și 104 a fost veșnic o poartă de comunicație — aceste susțineri nu sunt întemeiate față de clauza expresă din actul de vânzare, că imobilul vândut este liber de orice sarcină sau servitute.

Considerând că art. 627 c. civ. prevede că numai atunci când în contractul de vânzare prin care proprietarul a două imobile între cari există un semn văzut de servitute, a înstrăinat un imobil, nu

ar conține o convențiune atingătoare de servitute, acest drept de servitute s'ar respecta, ori în cazul de față fiind clauză expresă prin actul de vânzare că imobilul vândut este liber de orice servitute, nu se pot aplica dispozițiunile acestui text de lege la care face aluzie părta și intervenientul. (Trib. Ilfov, s. I c. c., sentința civ. Nr. 1434 din 22 Decembrie 1925, Jurispr. Gen. 1926 No. 1893).

3. În fapt : Instanța de fond, față cu susținerea intimatului că, recurentul i-a astupat fereastra ce da în curtea acestuia, deși avea drept de servitute, i-a admis acțiunea relativă la această servitute, pe care o stabilește din faptul că, ambele proprietăți au aparținut intimatului, care ca proprietar a deschis fereastra în chestiune și deci a creat o servitute prin destinația proprietarului, iar actul prin care vinde recurentului fondul aservit nu conține nici o clauză contrarie acestei servituți. Instanța de fond nu cercetează însă apărarea intimatului că, recurentul vânzând imobilul aservit cu specificarea expresă că nu mai păstrează nici un drept asupra lui, a pierdut dreptul de servitute. Omisiunea a fost considerată esențială.

În drept : Destinațiunea proprietarului poate fi modificată prin convenția părților, și anume: după cum a arătat recurentul, prin actul de vânzare autentificat de Trib. Ilfov din care act rezultă că intimata a vândut recurentului imobilele, fără a-și mai rezervă nici o parte sau vre-un drept de nici un fel asupra sa cu privire la imobilul ce vinde.

Dată fiind această situațiune, instanța de fond nu putea aplica în speță decât art. 627 c. civ. și să constate că părțile au convenit în mod expres să deroage dela principiul pus în textele citate, hotărînd că vânzătoarea transmite imobilul cu clauza expresă că el se predă liber de orice sarcini și servituți.

Teoria judecătoreiei și a Tribunalului eră exactă numai în cazul când părțile n'ar fi convenit nimic în actul de vânzare cu privire la servitute.

Instanța de fond judecând, fără să examineze acest mijloc de apărare formulat de recurent, și fără să motiveze întru nimic această chestiune, a violat art. 625, 626 și 627 c. civ. și a comis exces de putere înlăturând și neexaminând convenția de vânzare. (Cas. I. dec. 2477 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1135).

**Art. 628.** — Titlul constitutiv al servituței, în privința servituților ce nu se pot dobândi prin prescripțiune, nu poate fi înlocuit decât prin un titlu de recunoașterea servituței și dat din partea proprietarului locului servit<sup>1)</sup>. (Civ. 623, 624, 1189 urm., 1200, 1205, 1206; Civ. Fr. 695).

1) Din eroare se zice: „servit”, în loc de „aservit”.

*Text. fr. Art. 695.* — Le titre constitutif de la servitude, à l'égard de celles qui ne peuvent s'acquérir par la prescription, ne peut être remplacé que par un titre reconnaissant de la servitude, et émané du propriétaire du fonds asservi.

### Doctrină.

**1.** Prin cuvântul titlu întrebuintat în art. 695 c. civ. fr. (628 c. civ. rom.) se înțelege actul scris constatator al servituii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 819, nota 4).

**2.** Textul art. 695 c. civ. fr. (628 c. civ. rom.), este inexact deoarece servitutea mai poate fi dovedită, în afară de modul prevăzut de acest articol și prin mărturisire, jurământ și pentru unele prin martori și chiar posesiune de treizeci ani. (Demolombe, XII, No. 754; Mourlon, I, No. 1822; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 131; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 819, nota 5, 821).

**3.** Textul art. 695 c. civ. fr. (628 c. civ. rom.) este inexact, deoarece actul de recunoaștere este admisibil în privința tuturor servituilor, iar nu numai în privința servituilor ce nu se pot dobândi prin prescripțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 819, nota 5, 821, 822).

**4.** Art. 695 c. civ. fr. (628 c. civ. rom.), prevede cazul când actul constitutiv al servituii a fost pierdut sau distrus și trebuie înlocuit printr'un act de recunoaștere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 820).

**5.** Titlul de recunoaștere prevăzut de art. 695 c. civ. fr. (628 c. civ. rom.), nu este supus condițiilor prevăzute de art. 1337 și 1338 c. civ. fr. (1189 și 1190 c. civ. rom.), pentru actele de recunoaștere și actele de confirmare. (Demolombe, XII, No. 757; Marcadé, Art. 695, Art. 1337, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 550 bis II; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p.

131; Dalloz, Rép., Suppl. Servitude, No. 358; Laurent, VIII, No. 152 bis; Huc, IV, No. 428; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1095; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 820, nota 1).

**6.** Dispozițiunile art. 695 c. civ. fr. (628 c. civ. rom.) constituiesc o aplicațiune specială la servitui, a principiilor din materia mărturisirii. (Dalloz, Rép., Suppl. Servitude, No. 358; Laurent, VIII, No. 152 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1095; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 821).

**7.** Actul de recunoaștere nu are nevoie să fie acceptat de către proprietarul fondului dominant, deoarece el este un act unilateral de voință dela cel dela care emană. (Demolombe, XII, No. 757 bis; Marcadé, Art. 1356, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 131; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 359; Laurent, VIII, No. 152; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1095; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 820, nota 1).

**8.** Pentru ca actul de recunoaștere să-și producă efectele trebuie ca el să stabilească în mod neîndoios existența servituii. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 361).

**9.** Actul de recunoaștere pentru ca să poată înlocui actul constitutiv, trebuie ca să emane dela proprietarul fondului aservit. (Demolombe, XII, No. 752; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 250, p. 131; Marcadé, Art. 695; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 360; Laurent, VIII, No. 150, 152; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1095; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 803, 820, nota 1).

**Art. 629.** — Când se stabilește o servitute se înțelege că se acordă totdeauna și toate mijloacele spre întrebuințarea ei. Astfel servitutea de a lua apă din fântâna altuia trage cu sine și dreptul de trecere. (Civ. 630 urm., 970, 978, 1325; Civ. Fr. 696).

*Text. fr. Art. 696.* — Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui, emporte nécessairement le droit de passage.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Apă 3, 4, 5, 6, 8.  
Apăducere 9.  
Apreciere suverană 5.  
Destinație 2.  
Fântână 3, 4, 5, 6, 8.  
Îngăduire 4.  
Întreținere 4.  
Luare de apă 3, 4, 5, 6, 8.

Prescripție 2.  
Servitute 1 urm.  
Servitute accesorie 1 urm.  
Stingerea servituilor 10.  
Suverană apreciere 5.  
Titlu 2.  
Trecere 3—6, 8, 9.

### Doctrină.

**1.** Locul art. 696 c. civ. fr. (629 c. civ. rom.) este în secțiunea III-a, iar nu în secțiunea II unde este așezat. (Marcadé, Art. 696; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 825, nota 2).

**2.** Dispozițiile art. 696 c. civ. fr. (629 c.

civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la tot felul de servituți, fie stabilite prin titlu, prescripție sau destinația proprietarului, iar nu numai la servituțile convenționale (Demolombe, XII, No. 830; Laurent, VIII, No. 248; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 825, nota 2).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 696 c. civ. fr. (629 c. civ. rom.), servitutea de a lua apa din fântâna altuia, trage cu sine toate drepturile necesare de a se putea folosi de apă, adică dreptul de-a merge la fântână. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 428; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 826).

**4.** Proprietarul fondului asupra căruia apasă servitutea de luare de apă, este obligat să lase o trecere pentru luarea apei; întreținerea drumului de trecere este în sarcina celui care se folosește de servitute. (Daloz, Rép., Servitude, No. 715).

**5.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă trecerea este necesară pentru exercitarea servituții de luare de apă din fântâna altuia. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 152; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 414; Laurent, VIII, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 826).

**6.** Proprietarul fondului aservit are dreptul a-și îngrădi proprietatea sa cu obligația de a lăsa dreptul proprietarului fondului dominant ca să-și exercite servitutea sa de luare de apă. (Daloz, Rép.,

Suppl., Servitude, No. 431; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 826, nota 2).

**7.** Proprietarul fondului dominant are dreptul la servitutea accesorie numai în limitele necesare exercițiului servituții principale. (Demolombe, XII, No. 831, 1025; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 826).

**8.** Proprietarul fondului care are o servitute de luare de apă de pe alt fond, nu poate trece pe fondul aservit decât numai pentru a lua apă, iar nu și pentru altă cauză. (Demolombe, XII, No. 831, 1025; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 826).

**9.** Servitutea de apă-ducere nu implică număidecât dreptul de trecere, deoarece constituirea unei servituții nu atrage concesiunea servituții accesorii decât numai în cazul când ea este absolut necesară la exercitarea servituții principale. (Demolombe, XII, No. 832; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, text și nota 2, p. 152; Laurent, VIII, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 827).

**10.** Stingerea servituții principale aduce și stingerea servituții accesorii deoarece aceasta din urmă nu are o existență proprie deosebită de a celei dintâi. (Demolombe, XII, No. 831; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 551 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 153; Laurent, VIII, No. 255; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 827, 828).

Secțiunea III. — *Despre drepturile proprietarului fondului cărui se cuvine servitutea.*

**Art. 630.** — Acelui <sup>1)</sup> cărui se cuvine o servitute are dreptul a face toate lucrările trebuincioase spre a se sluji cu dânsa și spre a o păstra. (Civ. 629, 631, urm., 635; Civ. Fr. 697).

*Text. fr. Art 697.* — Celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

### Doctrină.

**1.** Constituirea unei servituți aduce concesiunea tuturor accesoriilor cari sunt necesare la exercițiul și la conservarea servituții. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1146).

**2.** Lucrările trebuincioase exercitării și păstrării servituții, vor fi făcute pe fondul dominant sau pe fondul aservit; de câte ori sunt făcute pe fondul aservit ele trebuiesc executate în așa mod încât să aducă o cât mai mică vătămare proprietarului acestui fond, care de altfel are dreptul să fixeze timpul când vor fi făcute și durata lor. (Demolombe, XII, No. 835; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1129; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 829).

**3.** Proprietarul fondului dominant nu

poate ca prin lucrările ce le face pentru exercitarea servituții, să îngreuneze servitutea. (Demolombe, XII, No. 841; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 829, nota).

**4.** Acel care are un drept de trecere, poate să repare și să pietruiască drumul să facă un pod, să taie crengile cari opresc trecerea și chiar să scoată copacii d'n pământ. (Demolombe, XII, No. 833; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1129; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 828, nota 4).

**5.** Proprietarul fondului dominant are în principiu numai facultatea, iar nu obligația de a face cu cheltuiala sa lucrările necesare spre a se folosi de servitute. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 828).

**6.** De câte ori lipsa de întreținere ar

1) Din eroare se zice aci „acelui” în loc de „acela” cum este și în textul francez.

aduce o pagubă fondului aservit, proprietarul fondului dominant poate fi obligat să facă reparațiunile necesare la exercitarea servituții, cu toate că în genere el nu are această obligație. (Demolombe, XII, No. 839; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1129; Planiol, I, No. 2968; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 828, nota 3).

**7.** Tribunalele vor aprecia cari sunt lucrările trebuitoare pentru exercitarea servituții. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 828).

**8.** A se vedea: art. 629 și 631 din codul civil cu notele respective.

**Art. 631.** — Aceste lucrări se fac cu cheltuiala sa, iar nu cu cheltuiala proprietarului fondului supus, afară numai când se va stabili altfel în titlu de stabilirea servituției. (Civ. 630, 632, 969; Civ. Fr. 698).

*Text. fr. Art. 698.* — Ces ouvrages sont à ses frais, et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

INDEX ALFABETIC  
(ia doctrină)

Accesoriu 10.  
Cheltuieli 2 urm.  
Culpă 2, 9.  
Excepție 7.  
Folos 3.  
Întreținere 6.  
Lucrări 1 urm.  
Locul exercitării servituției 5.  
Modificări 5.  
Partaj 12.

Pluralitate de beneficiari ai servituției 4.  
Proprietarul fondului aservit 1, 2, 3, 6, 8-12.  
Proprietarul fondului dominant 1 urm.  
Sarcină reală 10, 11, 12.  
Servitute 1 urm.  
Succesori 11.  
Titlu 8, 9, 10, 11.

Doctrină.

**1.** Potrivit principiilor generale de drept în materie de servitute, proprietarul fondului aservit nu are obligația să facă nici o lucrare necesară pentru exercitarea servituției, ci este numai obligat să lase pe proprietarul fondului dominant să facă această lucrare. Dispozițiunile art. 698 c. civ. fr. (631 c. civ. rom.), sunt aplicațiunea acestor principii generale. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1148; Suppl., Servitute, No. 432; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 829).

**2.** Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 698 c. civ. fr. (631 c. civ. rom.), lucrările necesare pentru exercitarea servituțiilor se fac cu cheltuiala proprietarului fondului dominant, totuși dacă aceste lucrări au devenit necesare din culpa proprietarului fondului aservit, el va fi dator să le facă cu cheltuiala sa. (Demolombe, XII, No. 879; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 156; Laurent, VIII, No. 243; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 830).

**3.** În cazul când de partea supusă dreptului de servitute se folosește și proprietarul fondului aservit, va trebui să contribuie și el la cheltuielile lucrărilor necesare exercitării servituției, în proporție cu foloasele ce le trage. (Demolombe XII, No. 887, 935; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, p. 166; Laurent, VIII, No. 274; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1142; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 830, 839, notă).

**4.** În cazul când servitutea este constituită în favoarea mai multor fonduri aparținând la proprietari diferiți, cheltuielile făcute cu lucrările necesare exercitării servituției, se vor împărți între toți acești proprietari. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1176).

**5.** Dacă se schimbă locul de exercitare al servituției din cauza unei modificări survenite în situațiunea locurilor, cheltuielile schimbării vor cădea, potrivit dispozițiilor art. 698 c. civ. fr. (631 c. civ. rom.) în sarcina proprietarului fondului dominant. (Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 433).

**6.** Proprietarul fondului aservit nu este obligat să întrețină acest fond în starea în care se găsește în momentul constituirii servituției, deoarece legea nu-l obligă la aceasta. (Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 432).

**7.** Dispozițiunile art. 698 c. civ. fr. (631 c. civ. rom.), sunt generale și absolute și nu sufăr nici o excepție pentru nici un fel de servitute. (Toullier, III, No. 665; Taulier, II, p. 456; Demolombe, XII, No. 874; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 338, nota 5, p. 205; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 555 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, text și nota 6, p. 153; Daloz, Rép., Servitute, No. 1148; Suppl., Servitute, No. 432; Laurent, VIII, No. 242; Huc, IV, No. 432 bis; Contra: Duranton, V, No. 503).

**8.** Potrivit dispozițiilor art. 698 c. civ. fr. (631 c. civ. rom.) prin titlul de constituirea servituției, se pot pune în sarcina proprietarului fondului aservit, facerea cheltuielilor cu lucrările necesare exercitării dreptului de servitute; această obligație se poate pune în sarcina proprietarului fondului aservit și printr'un titlu posterior constituiri servituției. (Duranton, V, p. 612; nota 2; Demolombe, XII, No. 876; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 156; Daloz, Rép., Servitute, No. 1148; Suppl., Servitute, No. 432; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1130; Planiol, I,



No. 2966; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 829, 830).

**9.** Dacă însă facerea lucrărilor necesare exercitării servituții ar fi devenit necesară din cauza culpei proprietarului fondului dominant, el va fi obligat a le face cu cheltuiala sa, cu toată clauza contrară din titlu care pune în sarcina proprietarilor fondului aservit facerea lucrărilor necesare exercitării servituții. (Demolombe, XII, No. 879; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 156; Laurent, VIII, No. 243; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 830, nota 4).

**10.** Când prin titlul constitutiv al servituții, se pune în sarcina proprietarul fondului aservit, facerea cheltuielilor cu lucrările necesare exercitării servituții, această sarcină are același caracter de realitate ca și servitutea, căreia îi formează un accesoriu și o modalitate, și nu constituie o obligațiune de a face, ci o sarcină reală. (Demolombe, XII, No. 880; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 338, nota 7, p. 205; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 154; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1152; Suppl., Servitude, No. 434; Laurent, VIII, No. 243; Huc, IV, No. 432 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1131; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 831).

**11.** Obligația pe care proprietarul fondului aservit și-a luat-o prin titlul constitutiv al servituții de-a face lucrările necesare exercitării dreptului de servitute, fiind o sarcină reală, ea trece la moștenitorii și succesorii săi atât cu titlu universal cât și la cei cu titlu singular. (Duranton, V, No. 613; Demolombe, XII, No. 880; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 555 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a III, § 253, p. 155; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1152, 1275, Suppl., Servitude No. 436; Laurent, VIII, No. 244; Huc, IV, No. 432 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1131; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 831).

**12.** În cazul când fondul aservit, care are sarcina reală de a face lucrările necesare exercitării dreptului de servitute, se împarte între mai mulți coproprietari, se împarte deasemenea și sarcina aceasta între toate fondurile, afară de cazul când sarcina va cădea numai asupra unei porțiuni din fond și când numai proprietarul acestei porțiuni este obligat a face toate cheltuielile lucrărilor necesare exercitării servituții. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1195).

**13.** A se vedea: art. 630 și 632 din codul civil cu notele respective.

**Art. 632.** — În cazul chiar unde proprietarul fondului supus este însărcinat prin titlu a face cu cheltuiala sa lucrările trebuincioase pentru a se servi de servitute sau a o păstra, el poate totdeauna a se scuti de această sarcină, lăsând fondul supus în dispozițiunea proprietarului fondului cărui se cuvine servitutea. (Civ. 503, 593, 631, 1792; Civ. Fr. 699).

*Text. fr. Art. 699.* — Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé par le titre de faire à ses frais les ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge, en abandonnant le fonds assujetti au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Abandonare 1 urm.  
Apreciere 5.  
Confuziune 2.  
Consimțământ 10.  
Efect 2.  
Fâneață 6.  
Indivizibilitate 6.  
Ipotecă 9.  
Lucrări 1, 11, 12, 13.  
Notificare 8.  
Ordine-publică 12, 13.

Păscutul vitelor 6.  
Porțiune 4, 5.  
Prescripție 11.  
Renunțare 12, 13.  
Servitute 1 urm.  
Servitute convenționale 3.  
Servitute de păscut 6.  
Servitute legale 3.  
Stingerea servituțiilor 2.  
Terțe persoane 7, 9  
Transcriere 7, 9.

nant. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 832, 833).

**2.** Efectul abandonării fondului supus servituții prevăzută de art. 699 c. civ. fr. (632 c. civ. rom.) este de a stinge servitutea prin confuziune. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1154).

**3.** Dispozițiunile art. 699 c. civ. fr. (632 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la servituțiile convenționale cât și la servituțiile legale. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 437).

**4.** Abandonarea fondului supus servituții trebuie făcută; după o părere în întregime iar nu numai a porțiunii din fond necesară exercitării servituției. (Delvincourt, I, p. 120; Demolombe, XII, No. 883; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1153; Suppl., Servitude, No. 437).

**Doctrină.**

**1.** Proprietarul fondului aservit, poate abandonă acest fond, chiar dacă nu s'a pus în sarcina sa facerea lucrărilor necesare exercitării servituții ci au rămas în sarcina proprietarului fondului domi-

5. După altă părere, abandonarea va trebui să aibă loc numai pentru porțiunea din fond necesară exercitării servituții, care va fi determinată de către justiție. (Toullier, III, No. 665, 666, 680; Duranton, V, No. 615; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 338, nota 8, p. 205; Marcadé, Art. 699; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 555 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, text și nota 10, p. 154, 155; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1153; Suppl., Servitude, No. 437; Laurent, VIII, No. 245; Huc, IV, No. 432 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1131; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2967; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 832, nota 1).

6. În cazul când servitutea este constituită în mod indiviz asupra întregului fond, cum ar fi în cazul unui drept de servitute de păscut vitele într-o fâneață, abandonarea va trebui să aibă loc pentru întregul fond. (Demolombe XII, No. 882; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1153; Laurent, VIII, No. 245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 832, nota 1).

7. Abandonarea fondului aservit, pentru a fi opozabilă terțelor persoane, trebuie transcrisă. (Demolombe, XII, No. 885; Laurent, VIII, No. 246; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 832, nota 2).

8. Proprietarul fondului supus servituței va trebui să notifice proprietarului fondului dominant, abandonarea. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1154).

9. Dacă fondul supus servituței este ipotecat înainte de transcriere, după abandonare, ipoteca va subsista. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1154).

10. Pentru valabilitatea abandonării

fondului supus servituței, nu este nevoie de consimțământul proprietarului fondului dominant deoarece abandonarea este un act unilateral. (Demolombe, XII, No. 485; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1154; Huc, IV, No. 432; Contra: Laurent, VIII, No. 246; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 832, nota 2).

11. Proprietarul fondului aservit care și-a luat obligația facerii lucrărilor necesare exercitării dreptului de servitute poate să abandoneze fondul supus servituței oricât timp ar fi trecut dela exercitarea servituței. (Demolombe, XII, No. 881; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 831).

12. Proprietarul fondului aservit, care și-a luat obligația facerii lucrărilor și a renunțat în mod expres la beneficiile art. 699 c. civ. fr. (632 c. civ. rom.), nu mai poate abandona fondul supus servituței deoarece această renunțare este validă, necontravenind ordinii publice. (Laurent, VIII, No. 247; Huc, IV, No. 432 bis; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1131; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 831, nota 4).

13. După altă părere, chiar dacă proprietarul fondului aservit ar fi renunțat la abandonarea prevăzută de art. 699 c. civ. fr. (632 c. civ. rom.), el are dreptul să abandoneze fondul supus servituței, deoarece renunțarea nu este validă fiind contrară ordinii publice. (Duranton, V, No. 615; Demolombe, XII, No. 881; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 551 bis I; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, text și nota 8, p. 154).

**Art. 633.** — Dacă proprietatea pentru care s'a stabilit<sup>1)</sup> s'ar împărți, servitutea rămâne tot aceeași pentru fiecare parte, fără ca fondul supus să se îngreuneze. Astfel de va fi un drept de trecere, toți devălmașii vor fi îndatorați a-l exercita prin același loc. (Civ. 616 urm., 627, 635, 653, 728, 1062 urm.; Civ. Fr. 700).

*Text. fr. Art. 700.* — Si l'héritage pour lequel la servitude a été établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée.

Ainsi par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Agravarea servituții 4, 6, 7.	Instrăinare 1, 6, 10.
Apă 7, 8, 9.	Luare de apă 7, 8, 15.
Cantitate 7, 8, 9.	Nisip 15.
Condițiune 7.	Partaj 1, 2, 3, 5, 6, 10—15.
Coproprietari 2, 3, 4, 7, 8, 9.	Păscutul vitelor 13.
Greșeală de redacțiune 3.	Prejudiciu 12.
Indivizibilitate 13.	Prescripție 10.
Indiviziune 2, 3, 5.	Redacțiune 3.
Îngreunarea servituții 4, 6, 7.	Restricțiune 6.
	Servitute 1 urm.

Servitute continuă 5.	Servitute necontinuuă 6.
Servitute de luare de apă 7, 8, 9, 15.	Stingerea servituțiilor 10, 11, 14.
Servitute de păscut 13.	Titlu 8, 9, 14.
Servitute de trecere 6, 14.	Trecere 6, 14.
Servitute de vedere 5.	Vedere 5.

## Doctrină.

1. La cuvintele: «s'ar împărți» din art. 633 c. civ. rom. trebuiesc adăugate cu-

1) Aci din greșeală de tipar, lipsește cuvântul: „servitutea”

vintele: sau s'ar înstrăină în parte prin orice mod. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 833, text și nota 3; Comp.: Demolombe, XII, No. 859; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 162; Laurent, VIII, No. 278; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1138).

**2.** Deoarece în aliniatul al doilea al art. 700 c. civ. fr. (633 c. civ. rom.) se întrebuințează cuvântul: «coproprietari» după o părere, dispozițiunile aliniatului întâi al acestui articol își găsesc aplicațiunea numai în cazul când fondul dominant este stăpânit în stare de indiviziune între mai mulți coproprietari și ei se folosesc în comun de servitute iar nu și în cazul când fondul dominant a fost împărțit între ei. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1188).

**3.** După altă părere, dominantă, faptul că în aliniatul al doilea al art. 700 c. civ. fr. (633 al. 2 c. civ. rom.) se vorbește de coproprietari este datorit unei greșeli de redacțiune și dispozițiunile aliniatului întâi, al acestui articol își găsesc aplicațiunea atât în cazul când fondul dominant se stăpânește în comun între mai mulți coproprietari cât și în cazul când el este împărțit între ei. (Demolombe, XII, No. 856, 858, 859; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 162; Daloz, Rép., Servitude, No. 1188; Laurent, VIII, No. 279; Huc, IV, No. 436; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1133; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 833, text și nota 4. 5).

**4.** Potrivit dispozițiilor art. 700 al. 1 c. civ. fr. (633 al. 1 c. civ. rom.), fiecare proprietar sau coproprietar are dreptul să exercite servitutea, fără însă ca fondul supus servitutei să se îngreuneze. (Demolombe, XII, No. 857, 858; Mourlon, I, No. 1841; Daloz, Rép., Servitude, No. 1189; Laurent, VIII, No. 264, 280, 283; Alexandresco, ed. 2-a, III, p. 834, text și nota 2).

**5.** În cazul când este vorba de o servitute continuă, cum ar fi servitutea de vedere, starea de indiviziune sau de diviziune a fondului dominant nu are nici o influență asupra exercitării servitutei. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1189; Huc, IV, No. 437).

**6.** În cazul când este vorba de o servitute discontinuă, cum ar fi o servitute de trecere, deși numărul beneficiarilor dreptului de servitute poate deveni o cauză de agravare pentru fondul aservit, totuși, potrivit dispozițiilor art. 700 c. civ. fr. (633 c. civ. rom.), toți acești beneficiari vor avea dreptul să exercite servitutea deoarece în momentul constituției servitutei, constituitorul servitutei este presupus că a prevăzut efectele partajului sau înstrăinarea fondului dominant; o singură restricțiune li se pune acestor beneficiari anume aceea, să exercite servitutea prin același loc. (Demolombe, XII, No. 860 urm.; Demante et Colmet de Santerre ed. 3-a, II, No. 556; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 162; Daloz, Rép.,

Servitude, No. 1189; Laurent, VIII, No. 280; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 834).

**7.** Deasemenea coproprietarii sau co-interesații trebuie să exercite servitutea în aceleași condițiuni în care se exercită în momentul constituției ei astfel dacă este vorba de o servitute de luare de apă și dacă apa se luă la anumite ore și o anumite cantitate, servitutea aceasta nu se va putea exercita în alte condițiuni decât cele fixate oricât de mare ar fi numărul beneficiarilor căci în caz contrar, fondul supus servitutei s'ar îngreună. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1190; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 834, nota 3; Comp.: Demolombe, XII, No. 864; Huc, IV, No. 438; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1138).

**8.** În cazul când în titlul constitutiv al servitutei nu se prevede nici o restricțiune în privința cantității apei ce trebuie luată, beneficiarii vor avea dreptul să ia orice cantitate vor voi, chiar dacă autorul lor luă o cantitate mai mică. (Demolombe, XII, No. 860; Mourlon, I, No. 1142; Daloz, Rép., Servitude, No. 1190; Laurent, VIII, No. 283; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1138; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 834).

**9.** În cazul când în titlul constitutiv al servitutei s'a prevăzut numărul persoanelor ce se vor putea folosi de servitute, sau o cantitate anumită de apă ce trebuie luată, acest număr și această cantitate de apă nu vor putea fi depășite. (Demolombe, XII, No. 860; Mourlon, I, No. 1142; Daloz, Rép., Servitude, No. 1190; Laurent, VIII, No. 283; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1138; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 834).

**10.** În cazul când fondul dominant a fost împărțit fie prin partaj, fie prin înstrăinări parțiale, fiecare nou proprietar va avea dreptul să exercite servitutea pe comptul său, fiind atâtea servitutei câte loturi sunt. În acest caz exercițiul servitutei a unuia dintre noii proprietari nu conservă drepturile celorlalți noi proprietari. (Duranton, V, No. 471; Demolombe, XII, No. 858, 859, 863; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 162; Daloz, Rép., Servitude, No. 1192; Laurent, VIII, No. 279; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1138; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 833, nota 5).

**11.** În cazul când se împarte fondul dominant și servitutea nu prezintă foloase decât numai pentru unul dintre loturi, ea se va stinge pentru celelalte loturi. (Planiol, I, No. 2970; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 835, nota 1).

**12.** În cazul când se împarte fondul aservit, potrivit principiilor de drept în materie de servitute, această împărțire nu are nici o influență asupra exercitării servitutei de către proprietarul fondului dominant, ale cărui drepturi nu pot fi prejudiciate (Daloz, Rép., Servitude, No. 1194; Suppl., Servitude, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 835).

**13.** In acest caz, dacă servitutea este indivizibilă, cum ar fi un drept de păscut vite, servitutea se va exercită pe toată întinderea fondului aservit ca și cum împărțirea nu ar fi avut loc. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1194; Suppl., Servitude, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 835).

**14.** Dacă servitutea trebuie să se exercite, după titlul constitutiv al servituteii numai pe o parte a fondului aservit cum ar fi un drept de trecere, dacă porțiunea pe care se exercită servitutea, face parte din lotul unuia dintre noii proprietari, ea va continua a se exercită

pe această porțiune iar celelalte loturi vor fi liberate de servitute. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1194; Suppl., Servitude, No. 462).

**15.** In cazul de împărțire a fondului aservit, dacă servitutea constă dintr'un fapt care poate fi împărțit, cum ar fi dreptul de a scoate apă, nisip, etc., din fondul aservit, sarcina se va împărți între toate loturile fondului aservit. (Démolombe, XII, No. 907 urm.; Mourlon, I, No. 1843; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 556 bis, IV; Laurent, VIII, No. 1139; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2969; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 835).

**Art. 634.** — Proprietarul fondului supus servituteii nu poate face nimic spre a-i scădea întrebuințarea sau a i-o îngreună. Astfel nu poate schimbă starea locurilor, nici strămută exercitarea dintr'un loc într'altul, decât acela unde servitutea a fost din început stabilită. Cu toate acestea, dacă acea stabilire primitivă a devenit mai împovărătoare proprietarului fondului supus, sau dacă îl oprește a-și face pe dânsul reparațiuni folositoare, va putea oferi proprietarului celui alt fond un loc ce ar avea aceeași înlesnire pentru exercitarea drepturilor sale, și acesta nu va putea refuză. (Civ. 539 § 1. 578, 617, 618, 1128; Civ. Fr. 701).

*Text. fr. Art. 701* — Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode.

Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux, ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Mais cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits, et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Apă 10.  
Aprecieri 4, 16, 34.  
Arătură 5.  
Cheltueli 11, 31—34.  
Competență 36.  
Convenție 16, 17, 25, 26.  
Daune-interese 14.  
Defrișare 6.  
Drum de trecere 5.  
Facultate 21, 35.  
Fântână 10.  
Imași 6.  
Impovărare 18 urm.  
Inbunătățiri 24.  
Incomod 8, 9, 12—15.  
Interes 26, 28.  
Intreținere 11.  
Judecătorii de ocoale 36.  
Locul exercitării servituteii  
16, 17, 19, 21, 22, 23,  
25—36.  
Loc infundat 1.  
Luare de apă 10.  
Lucrări 12, 13, 14, 15.  
Modificare 19.  
Obligație personală 14.  
Obligație reală 13.

Păscutul vitelor 6.  
Prejudiciu 7, 19, 22, 23.  
Prescripție 1, 35.  
Refuz 20.  
Renunțare 26.  
Reparații 11, 18, 24.  
Schimbări, a se vedea cu-  
vintele: „Impovărare”,  
„Locul exercitării servi-  
tuteii” și 8, 9, 12, 13,  
14, 15.  
Servitute 1 urm.  
Servitutei convenționale 1.  
Servitutei de luare de apă  
10.  
Servitute de păscut 6.  
Servitute de trecere 1, 2,  
5, 10.  
Servitutei legale 1.  
Succesori 15.  
Suprimarea lucrărilor 12,  
13, 14, 15.  
Terțe persoane 23.  
Titlu 16, 17, 25, 26.  
Toleranță 3.  
Trecere 1, 2, 5, 10.  
Tribunale civile 36.

#### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 701 al. 1 c. civ. fr. (634 partea I, c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la servituteile convenționale sau cele dobândite prin prescripțiune cât și la servituteile legale cum este servitutea de trecere la un loc infundat. (Démolombe, XII, No. 891, 905; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 449; Laurent, VIII, No. 94, 102, 268; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 841, text și nota 2).

**2.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea la servituteile de trecere. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1197; Suppl., Servitude, No. 450).

**3.** Dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea numai în cazul când o servitute este constituită în mod legal iar nu și în cazul când există din partea proprietarului fondului presupus aservit. simple fapte de toleranță. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1174).

**4.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă drepturile proprietarului fondului dominant au fost nesocotite, după împrejurări căutând să împace drepturile sale cu interesul proprietarului fondului aservit. (Demolombe, XII, No. 891; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1171; Suppl., Servitude, No. 448; Laurent, VIII, No. 273; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 836, nota 2).

**5.** Astfel proprietarul fondului aservit nu poate să are locul pe unde este drumul de trecere, (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, p. 164; Laurent, VIII, No. 268; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1140; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 836).

**6.** Deasemenea proprietarul fondului aservit nu poate să defrișeze imasaș care este supus unei servituții de păscut vite. (Demolombe, XII, No. 892; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, p. 164; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 836).

**7.** Proprietarul fondului aservit nu este obligat să execute lucrări de natură a ușura proprietarului fondului dominant exercitarea servituții ci obligația sa este pasivă cea de a nu face nimic care să prejudicieze exercitiul servituții. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1176; Suppl., Servitude, No. 314, 456; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 836).

**8.** Proprietarul fondului supus servituții, rămâne proprietarul acestui fond și poate face pe el orice lucrări cu condițiune ca să nu scadă sau să facă mai incomodă exercitarea servituții ce o are proprietarul fondului dominant. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1176; Suppl., Servitude, No. 453; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 836, 838).

**9.** Potrivit dispozițiilor art. 701 c. civ. fr. (634 c. civ. rom.) singurele schimbări pe care proprietarul fondului aservit nu are dreptul să le facă pe acest fond sunt acele cari ar fi de natură să scadă sau să facă mai incomodă exercitarea servituții pe care o are proprietarul fondului dominant. (Dalloz Rép., Servitude, No. 1173; Suppl., Servitude, No. 453; Laurent, VIII, No. 269, 272, 273; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1142; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 836, 837, 838, nota 4).

**10.** Proprietarul fondului aservit are dreptul să întrebuinteze acest fond la toate serviciile care formează obiectul servituții. Astfel el poate să treacă pe locul supus servituții, poate să scoată apă din fântâna supusă servituții, etc. (Demolombe, XII, No. 887; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254 p. 166; Laurent, VIII, No. 272, 274; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1142; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 839, nota).

**11.** În cazul când de fondul supus servituții se folosește și proprietarul acestui fond, el va contribui împreună cu proprietarul fondului dominant la cheltuielile de întreținere și reparare necesare exercitării servituții. (Demolombe, XII, No. 888; Au-

bry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, p. 166; Laurent, VIII, No. 272, 274; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1142; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 830, 839, nota).

**12.** Dacă proprietarul fondului aservit a făcut pe acest fond lucrări cari scad sau fac mai incomodă exercitarea servituții ce o are proprietarul fondului dominant el este dator să le supime cu cheltueala sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 452; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 837).

**13.** Obligațiunea de a suprima lucrările făcute pe fondul aservit de natură să scadă sau să facă mai incomodă exercitarea servituții ce o are proprietarul fondului dominant, după o părere este reală fiind alipită la imobil și il urmează în orice mână ar trece. (Demolombe, XII, No. 895; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 452).

**14.** După altă părere, această obligație este personală și se traduce în daune-interese sau în dreptul proprietarului fondului dominant de a executa pe socoteala proprietarului fondului aservit lucrările necesare pentru a asigura exercitarea servituții (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, nota 4, p. 165; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 452; Laurent, VIII, No. 271; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1141; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 837, 838).

**15.** După această din urmă părere, această obligație nu trece la succesorii particulari ai proprietarului fondului aservit care a făcut lucrările îngreunătoare însă trece numai la succesorii săi universali. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 452; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 837).

**16.** Dacă prin convențiune nu s'a determinat locul pe unde să se exercite servitutea după o părere, alegerea locului se va face de ambele părți de comun acord iar în cazul când nu se înțeleg, locul se va determina de justiție care va decide după împrejurările cauzei. (Demolombe, XII, No. 843; Mourlon, I, No. 1848; Laurent, VIII, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 837).

**17.** După altă părere în acest caz, alegerea locului pe unde se va exercită servitutea se va face de proprietarul fondului aservit. (Toullier III, No. 655).

**18.** Potrivit dispozițiilor art. 701 al. 3 c. civ. fr. (634 partea ultimă c. civ. rom.), dacă stabilirea primitivă a servituții a devenit mai împovărătoare pentru proprietarul fondului supus servituții sau dacă îl oprește a face pe dânsul reparațiuni folositoare, el va putea oferi proprietarului fondului dominant un loc ce va avea aceiaș înlesnire pentru exercitarea drepturilor sale. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 839, 840).

**19.** Proprietarul fondului aservit are dreptul să ceară și modificarea exercitării servituții, dacă această modificare nu

cauzează nici un prejudiciu fondului dominant. (Demolombe, XII, No. 901; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, p. 167; Laurent, VIII, No. 277; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1179; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840, text și nota 2).

**20.** Proprietarul fondului dominant nu poate refuza oferta făcută de proprietarul fondului aservit. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1178; Comp.: Demolombe, XII, No. 902; Laurent, VIII, No. 276; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1144; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840).

**21.** Numai proprietarul fondului aservit are facultatea să schimbe locul exercitării servituiții. (Duranton, V, No. 623 ter.; Demolombe, XII, No. 845; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1181; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840).

**22.** Proprietarul fondului dominant nu are dreptul să ceară schimbarea locului exercitării servituiții, chiar dacă această schimbare nu ar cauza nici un prejudiciu proprietarului fondului aservit. (Duranton, V, No. 623 ter.; Demolombe, XII, No. 845; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1181; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840, 841; Contra: Mourlon, I, No. 1845; Laurent, VIII, No. 265).

**23.** Proprietarul fondului aservit are dreptul să ceară transportarea exercitării servituiții și pe un alt fond al său sau pe fondul unui tert, cu consimțământul acestuia, dacă prin această transportare nu se aduce nici un prejudiciu exercitării drepturilor proprietarului fondului dominant. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1180).

**24.** Prin cuvintele: «reparațiuni folositoare» întrebuintate în art. 701 c. civ. fr. (634 c. civ. rom.), se înțelege și îmbunătățirile aduse fondului aservit. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 839).

**25.** Schimbarea locului de exercitare a servituiții, poate fi cerută de către proprietarul fondului aservit nu numai în cazul când locul exercitării nu a fost fixat de către părți, ci și în cazul când el a fost fixat prin convențiunea intervenită între proprietarul fondului dominant și proprietarul fondului aservit. (Demolombe, XII, No. 845; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 339, nota 3, p. 207; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1183; Suppl., Servitude, No. 459; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1144).

**26.** Chiar dacă proprietarul fondului aservit ar fi renunțat prin convențiunea de constituire a servituiții să ceară schimbarea locului de exercitare a servituiții, această renunțare nu este operantă, dacă în timpul exercitării servituiții survin împrejurările prevăzute de art. 701 c. civ. fr. (634 cod civ. rom.), această facultate fiind conferită în interesul general al proprietății. (Demolombe, XII, No. 905; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, text și nota 13, p. 168; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1183; Suppl., Servitude, No. 459; Laurent, VIII, No. 275; Huc, IV, No. 441; Baudry et

Chauveau, Des biens, No. 1145; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840).

**27.** Schimbarea locului exercitării servituiții poate fi cerută de mai multe ori consecutiv, dacă intervin împrejurări și motive grave cari o reclamă. (Demolombe, XII, No. 904; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1185).

**28.** Pentru admisibilitatea cererii de schimbare a locului de exercitare a servituiții trebuie să existe un interes grav. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1178; Suppl., Servitude, No. 458).

**29.** Pentru ca cererea de schimbarea locului de exercitare a servituiții să fie admisă, se cere ca prin schimbare, exercitarea servituiții să nu devie mai îngreunată. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1178; Suppl., Servitude, No. 458; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840).

**30.** Pentru a se putea aprecia dacă schimbarea locului exercitării servituiții, face mai incomodă exercitarea ei, se va lua în considerație modificările compatibile cu exercitarea servituiții, aduse de către proprietarul fondului dominant, după stabilirea servituiții, în vederea exercitării ei. (Demolombe, XII, No. 899; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 207, nota 3; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1184; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1144).

**31.** Schimbarea locului exercitării servituiții se va face cu cheltuielile proprietarului fondului aservit, deoarece se face în interesul său exclusiv. (Demolombe, XII, No. 903; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1187; Suppl., Servitude, No. 460; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840).

**32.** În cazul când schimbarea locului exercitării servituiții, este cerută prin justiție, după o părere cheltuelile vor fi totdeauna în sarcina proprietarului fondului aservit, chiar când se admite cererea sa. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1187).

**33.** După a doua părere dacă opunerea proprietarului fondului dominant nu este justificată, cheltuelile făcute cu judecata cererei de schimbare a locului exercitării servituiții, vor fi în sarcina proprietarului fondului dominant. (Demolombe, XII, No. 903; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1187).

**34.** După a treia părere, tribunalele vor aprecia, după împrejurări, cum să se facă repartitia cheltuelilor ocazionate de procesul de schimbare a locului exercitării servituiții. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1187).

**35.** Facultatea acordată proprietarului fondului aservit de a putea cere schimbarea locului exercitării servituiții este imprescriptibilă. (Demolombe, XII, No. 904; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 254, p. 168; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1187; Suppl., Servitude, No. 459; Laurent, VIII, No. 275; Huc, IV, No. 441; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1145; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840).

**36.** Numai tribunalele civile sunt competente să judece chestiunile privitoare la

fixarea unui alt loc de exercitare a servituțiilor iar nu și judecătoriile de ocoale.

(Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 840, nota 1).

**Art. 635.** — Inșă și acela ce are un drept de servitute nu-l poate întrebuiți decât după cuprinderea titlului său, fără a putea face nici în fondul supus servituței, nici în fondul pentru care servitutea este înființată, vreo schimbare împovărătoare celui dintâiu fond. (Civ. 481, 490, 578, 598, 620 urm., 634, 636, 969; Civ. Fr. 702).

*Text. fr. Art. 702.* — De son côté, celui, qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acțiune posesorie 7.	Nisip 19, 20.
Adaparea vitelor 13, 14.	Păscutul vitelor 13, 14.
Agravare 1 urm.	Posesorie acțiune 7.
Anexiune 18.	Prejudiciu 3, 11, 15, 20, 21.
Apă 15.	Prescripție 2, 21, 25.
Aprecieri 5, 11.	Rivalitate 25, 26.
Căfea 24.	Schimbare 1 urm.
Clădire 17, 23, 24.	Servitute 1 urm.
Concesiune 15.	Servituți convenționale 2.
Consimțământ 10.	Servitute de adapare 13.
Daune-interese 6, 26.	14.
Desființarea lucrărilor 6.	Servitute de luare de apă
Destinație 15, 16.	15.
Exploatare rivală 25, 26.	Servitute de păscut 13, 14.
Făceață 23.	Servitute de trecere 17, 23,
Hotel 24.	24.
Impovorare 1 urm.	Servituți legale 2.
Intenție 9.	Situațiunea locurilor 9, 11.
Locul exercitării servituții	Teatrul 24.
10.	Titlu 3, 9, 12, 13, 15, 16.
Luare de apă 15.	Trecere 17, 23, 24.
Lut 19, 20.	Tulburare de posesie 7.
Mod de folosință 9, 15.	Uzine 15.

**Doctrină.**

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 702 c. civ. fr. (635 c. civ. rom.), cel ce are un drept de servitute nu-l poate întrebuiți decât în limitele trebuințelor pentru care a fost instituit, fără a putea face vreo schimbare împovărătoare pentru fondul aservit. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1157; Suppl., Servitude, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 841).

**2.** Dispozițiile art. 702 c. civ. fr. (635 c. civ. rom.), își găsească aplicațiunea la orice fel de servituți legale, convenționale sau dobândite prin prescripțiune. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1156, 1155).

**3.** Dispozițiile art. 702 c. civ. fr. (635 c. civ. rom.), își găsească aplicațiunea numai dacă schimbările ar avea oarecare importanță de natură a aduce un prejudiciu fondului aservit. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1158; Suppl., Servitude, No. 439, 441; Laurent, VIII, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 842, nota 1).

**4.** Deasemenea pentru aplicațiunea acestui articol să și găsească aplicațiunea, trebuie ca schimbările să aducă servituții o agravare actuală, iar nu numai

posibilă sau presupusă. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1158; Suppl., Servitude, No. 441).

**5.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă schimbările făcute constituie sau nu o agravare a servituții. (Demolombe, XII, No. 854; Daloz, Rép., Servitude, No. 1164; Laurent, VIII, No. 263; Huc, IV, No. 442; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1135; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 842, nota 1).

**6.** În cazul când în contra prevederilor legii, proprietarul fondului dominant a făcut lucrări împovărătoare pentru fondul aservit, proprietarul acestui fond poate cere desființarea lucrărilor făcute și chiar daune-interese. (Laurent, VIII, No. 266; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 843).

**7.** Proprietarul fondului aservit are dreptul să introducă acțiune posesorie când proprietarul fondului dominant ar fi făcut lucrări împovărătoare, deoarece aceste lucrări constituie o tulburare a posesiunii. (Laurent, VIII, No. 266; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 843).

**8.** În cazul când titlul constitutiv al servituții prevede modul de folosință al servituții, nu se poate schimba acest mod de folosință deoar, ce ar constitui o agravare a servituții. (Demolombe, XII, No. 578, 866; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 439; Laurent, VIII, No. 255 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 765, nota 3, 822, 842 nota).

**9.** Când titlul constitutiv al servituții nu prevede modul de folosință al servituții sau nu este îndeajuns de explicit, el va fi determinat de intenția presupusă a părților contractante, de natura servituții, de situațiunea locurilor și de celelalte clauze ale titlului. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1158, 1159; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 765, nota 3, 822, 842, nota).

**10.** Proprietarul fondului dominant nu are dreptul să facă pe fondul aservit lucrări pentru a schimba locul de exercitare a servituții, fără consimțământul pro-

prietarului acestui fond. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 842).

**11.** Proprietarul fondului dominant nu are dreptul să facă pe fondul său lucrări de natură a agrava servitutea; schimbările făcute și dacă ele pot agrava servitutea, se vor aprecia luându-se în considerație starea din momentul constituției servitutei și dacă ele aduc un prejudiciu adevărat proprietarului fondului aservit. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1158; Suppl., Servitude, No. 444; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 842).

**12.** Dacă schimbările sunt făcute în virtutea titlului constitutiv sau a unei convențiuni posteroare, ele nu pot constitui o agravare a servitutei, deoarece în acest caz proprietarul fondului dominant uzează de dreptul său. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1163; Suppl., Servitude, No. 446).

**13.** Dacă prin actul constitutiv al unei servitute de adapare a vitelor sau de păscutul vitelor nu se specifică numărul de animale ce vor putea fi adăpate sau aduse la păscut, după o părere, numărul lor va fi determinat, luându-se în considerație necesitățile fondului dominant din momentul constituției. (Demolombe, IX, No. 242, 243; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1197).

**14.** După altă părere, în acest caz numărul vitelor ce vor putea fi adăpate sau aduse la păscut va fi determinat de necesitățile fondului dominant, și în proporție cu creșterea acestor necesități dela constituirea servitutei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 159; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1197; Laurent, VIII, No. 257).

**15.** Dacă s'a constituit o servitute fără a se specifică o anumită destinație, proprietarul fondului dominant are dreptul să se folosească de servitute cum va crede de cuviință cu condiția ca schimbările de folosință ce le va aduce să nu cauzeze un prejudiciu fondului aservit. Astfel dacă s'a constituit o servitute de luare de apă fără să se fi specificat vreun mod oarecare de folosință, proprietarul fondului dominant va putea face orice întrebuințare a apei, o va putea folosi și la alte fonduri debândite, posterior constituției servitutei, o va putea folosi la uzine noi făcute posterior constituției servitutei, putând chiar să o concesioneze și la alți proprietari vecini. (Demolombe, XII, No. 849; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 158; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 439; Laurent, VIII, No. 261; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1134; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 844, nota).

**16.** Dacă însă prin titlul constitutiv al servitutei s'a prevăzut o anumită destinație, proprietarul fondului dominant, nu are dreptul, în principiu, să se folosească de această servitute pentru alte fonduri ale sale decât acele pentru care a fost constituită. (Demolombe, XII, No. 847; Au-

bry et Rau, ed. 5-a, III, § 253, p. 156; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1110; Laurent VIII, No. 256, 262; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 841, 843, 844).

**17.** Astfel dacă s'a constituit un drept de trecere pentru folosul unei clădiri, proprietarul clădirii nu se poate folosi de servitutea de trecere pentru exploatarea unui alt fond chiar dacă acest fond ar fi vecin cu clădirea. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1157).

**18.** Proprietarul fondului dominant nu s'ar putea folosi de servitute pentru un fond anexat, decât numai în cazul când prin anexiune nu s'ar agrava servitutea. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1157; Suppl., Servitude, No. 449).

**19.** Dacă s'a constituit o servitute de a lua din fondul vecin nisip sau lut, după o părere, întrebuințarea acestor materiale scoase din fondul aservit nu poate avea loc decât în folosul fondului dominant iar nu și în folosul altor fonduri, chiar dacă s'ar fi stabilit cantitatea de material ce poate fi scoasă în fiecare an. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1155; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 843, nota 5).

**20.** După altă părere, din moment ce s'a stabilit cantitatea de material pe care proprietarul dominant are dreptul s'o scoată în fiecare an din fondul aservit, proprietarul fondului aservit nu are nici un drept și nici un interes, să controleze modul de întrebuințare, deoarece el nu încearcă nici un prejudiciu dacă proprietarul fondului dominant nu scoate o cantitate mai mare de material. (Demolombe XII, No. 859; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1155).

**21.** Dacă însă servitutea a fost dobândită prin prescripțiune, natura și efectele drepturilor câștigate prin prescripție se determină prin obiectul și întinderea actelor de posesiune și chestiunea de a ști dacă proprietarul fondului aservit încearcă un prejudiciu nu are nici o influență în cauză, deoarece nu se poate posedă mai mult decât s'a prescris. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 440; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I p. 841).

**22.** Mărirea numărului persoanelor cari exercită o servitute poate constitui o agravare a servitutei nepermisă de lege, deoarece proprietarul fondului aservit este presupus că a constituit servitutea numai pentru serviciul fondului dominant, luându-se în considerație momentul constituției. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1158; Suppl., Servitude, No. 441; Comp.: Contra: Laurent, VIII, No. 264; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 842, nota 1).

**23.** Astfel dacă s'a constituit o servitute de trecere în folosul unei clădiri, și pentru exploatarea unei fânețe, proprietarul dominant nu va putea întrebuința această trecere pentru uzul publicului. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1158).

**24.** Deasemenea dacă s'a constituit o servitute de trecere în folosul unei case



de locuit, servitutea ar fi împovărată dacă această casă s'ar transforma în hotel, cafenea, sală de teatru, etc. (Demolombe, XII, No. 854 bis; Laurent, VIII, No. 264; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 842, nota 1).

**25.** Introducerea în fondul dominant a unei exploatari rivale celei exercitate pe fondul aservit, poate constitui o agra-

vare a servitutei care este dobândită prin prescripțiune. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1160).

**26.** În acest caz proprietarul fondului dominant va fi obligat să suprimă exploatarea rivală, iar nu numai să fie condamnat la plata de despăgubiri. (Daloz Rép., Servitute, No. 1156).

Secțiunea IV. — Despre modul stingerei servituților.

**Art. 636.** — Servituțiile încetează când lucrurile se găesc în astfel de stare, încât servitudinea nu se mai poate exercita. (Civ. 481, 557, 563, 564, 576, 601, 634 urm., 637, 1091, 1156; Civ. Fr. 703).

*Text. fr. Art. 703.* — Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user,

INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Abus de folosință 43, 44, 45.	Lucrări 30, 31, 33, 34.
Acceptare 26.	Nud proprietar 22.
Acte scrise 32.	Nullitate 36.
Anulare 36.	Permanență 31.
Aprecieri suverană 8, 12.	Prescripție 1, 2, 4, 10, 34, 39.
Autorizație 30, 31, 33.	Prezumțiune 24, 30, 31.
Caz fortuit 3.	Probă 32.
Condițiune 41.	Provizorat 31.
Confuziune 1.	Reintegrare 5.
Consimțământ 30, 32, 35.	Remitere, a se vedea cu-vântul: „Renunțare”.
Convențiune 17.	Renunțare 18—35.
Coproprietari 35.	Renunțare expresă 23—29.
Daune-interese 5, 42, 44, 45.	Renunțare tacită 23, 30—34.
Destinație 13, 14, 15, 16.	Revocare 36.
Distrugere 4, 7.	Rezoluțiune 36—40.
Donațiune 25, 26, 28.	Schimbări 3—6, 8, 9, 10, 13—16.
Dotă 21.	Servitute 1 urm.
Embatic 21, 22.	Servitute de trecere 9.
Expropriere 42.	Situațiunea locurilor 6, 8, 15, 16.
Fapt ilicit 5.	Stingerea servituțiilor 1 urm.
Falș 11, 14, 15, 16.	Suspendare 2, 8.
Forță majoră 3.	Suverană apreciere 8, 12.
Imposibilitate 1, 3, 9, 12, 15.	Termin 41.
Impracticabil 9.	Terțe persoane 3, 5, 27.
Încetarea servituțiilor 1 urm.	Testament 28.
Incompatibilitate 30, 33, 34.	Titlu 17, 36.
Indiviziune 25.	Toleranță 33.
Instrăinare 17, 29.	Trecere 9.
Intenție 30.	Transcriere 27.
Interpretare 24.	Tutor 21.
Întrerupere 6, 11.	Uzuct 21, 22.
Locul exercitării servituții 9.	Vindere-cumpărare 27, 29.

Doctrină.

**1.** Cauzele de stingerea servituțiilor prevăzute de art. 703 și urm. c. civ. fr. (636 și urm. c. civ. rom.) sunt următoarele: 1) Imposibilitatea de a întrebuința servitutea; 2) confuziunea; 3) prescripțiunea extinctivă rezultată din neîntrebuințarea servituții timp de treizeci ani. (Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 854 urm.).

**2.** Art. 703 și 704 c. civ. fr. (636 și 637 c. civ. rom.) prevăd mai mult o suspendare a exercitării servituțiilor decât o

stingere a lor; numai dacă s'a îndeplinit prescripția, servituțiile se sting precum și în caz de încetarea accidentală a exercitării lor. (Demolombe, XII, No. 963 bis; Daloz, Rép., Servitute, No. 1210; Suppl., Servitute, No. 479; Laurent, VIII, No. 291; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1148; Planiol, ed. 6-a, I, p. 2975; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 855 nota 1).

**3.** Art. 703 și 704 c. civ. fr. (636 și 637 c. civ. rom.) prevăd cazurile când servituțiile nu mai pot fi exercitate în fapt din cauza unei schimbări suferite de fondul aservit fie prin caz fortuit, fie prin faptul licit al unuia dintre proprietari, fie prin faptul unei terțe persoane. (Demolombe XII, No. 965, 966, 971; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 169, 170; Daloz Rép., Suppl., Servitute, No. 479; Laurent, VIII, No. 290; Huc, IV, No. 458; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1150; Comp.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 856, 857).

**4.** În acest caz, dacă lucrul care formă fundamentul servituții a fost distrus cu totul, stingerea servituții are loc imediat și în mod definitiv deoarece există o imposibilitate materială de a fi exercitată; dacă însă lucrul care formă fundamentul servituții a suferit schimbări cari nu se opun la restabilirea servituții, ea va putea fi restabilită dacă nu au trecut mai mult de treizeci ani dela încetarea ei, caz în care s'a stins prin prescripțiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III § 255, p. 170; Daloz, Rép., Servitute, No. 1210; Suppl., Servitute, No. 495; Laurent, VIII, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 857).

**5.** Dacă servitutea nu mai poate fi exercitată, din cauza unei schimbări suferite de fondul aservit, printr'un fapt ilicit al proprietarului fondului aservit sau al unei terțe persoane, proprietarul fondului dominant are dreptul să ceară

reintegrarea sa în exercitarea servituții, dacă este posibil, iar dacă nu este posibil, să ceară daune-interese. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 170; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1214; Suppl. Servitude, No. 479; Laurent, VIII, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 857).

**6.** Schimbarea situației locurilor care aduce întreruperea servituții poate avea loc atât în fondul aservit cât și fondul dominant. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, nota 3 bis, p. 170; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 856).

**7.** Distrugerea totală a fondului dominant sau a fondului aservit aduce stingerea definitivă a servituții. (Demolombe, XII, No. 903; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1210; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 856, 857).

**8.** Schimbările aduse în situația locurilor aduc după împrejurări stingerea sau suspendarea servituții după aprecierea suverană a tribunalelor. (Dalloz, Rép., Servitude No. 1211).

**9.** În cazul când o parte dintr'un fond care eră supusă unei servituți, de trecere devine cu deșăvârșire impracticabilă la exercitarea servituții, proprietarul fondului dominant nu are dreptul să schimbe locul de trecere pe altă parte a fondului aservit fără consimțământul proprietarului acestui fond. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1212).

**10.** Când lucrul care formă fundamentul servituții a suferit schimbări cari nu se opun la restabilirea servituții, ea încetează numai în mod provizoriu și va putea fi restabilită dacă nu au trecut mai mult de treizeci ani dela încetarea ei, caz în care s'a stins prin prescripție. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1210; Suppl. Servitude, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 857).

**11.** Servitutea încetează sau mai bine zis se întrerupe și în cazul când nu mai prezintă nici un folos de orice fel pentru fondul dominant. (Toullier, III, No. 684; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 169; Laurent, VIII, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 856, nota 2).

**12.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă exercițiul servituții a devenit sau nu materialmente cu neputință. (Demolombe, XII, No. 972; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1151; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 856, nota 4).

**13.** Schimbarea destinației fondului dominant nu aduce, în mod necesar, stingerea servituții. (Dalloz, Rép., Suppl. Servitude, No. 483).

**14.** Schimbarea destinației fondului dominant aduce stingerea servituții, numai în cazul când prin schimbarea operată, fondul dominant nu mai poate trage din servitute nici un avantaj chiar parțial. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1213).

**15.** În cazul când prin schimbările operate în situația locurilor se poate trage un avantaj parțial, servitutea este

stinsă numai pentru partea a cărei folosință a devenit imposibilă. (Duranton, V, No. 657; Demolombe, XII, No. 970, 971; Marcadé, Art. 703; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1213; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 857, nota 2).

**16.** În cazul când folosința pe care o procură o servitute nu poate fi fracționată, servitutea va fi stinsă în întregime, chiar dacă schimbarea în situația locurilor nu ar aduce decât un obstacol parțial la exercițiul ei. (Dalloz, Rép., Servitude No. 1213).

**17.** O servitute constituită asupra unui fond prin convenție și cu titlu oneros, în considerația poziției personale a proprietarului fondului dominant, continuă a avea existență, chiar dacă fondul dominant a trecut în proprietatea unui alt stăpân, deoarece o asemenea servitute este constituită pentru totdeauna asupra unui fond și pentru folosul actual și viitor al altui fond. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1221).

**18.** În afară de cauzele de stingere a servituțiilor prevăzute de codul civil, la capitolul servituțiilor, mai sunt și alte cauze de stingere. Astfel, servituțiile se sting prin renunțarea sau prin remiterea voluntară a proprietarului fondului dominant. Aceste drepturi decurg din principiile generale ale codului civil. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 851).

**19.** Renunțarea proprietarului fondului dominant la exercitarea servituții, aduce stingerea ei deoarece și în acest caz lucrurile nu mai pot fi restabilite în starea lor primitivă. (Demolombe, XII, No. 1041; Dalloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 482; Laurent, VIII, No. 338; Baudry et Chauveau, Des biens No. 1173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 851).

**20.** Potrivit principiilor de drept, orice persoană care poate dispune în mod liber de bunurile sale poate renunța la o servitute constituită în favoarea fondului său. (Demolombe, XII, No. 1037; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1260; Suppl., Servitude, No. 507; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 852).

**21.** Acei cari nu au plina proprietate nu pot renunța la dreptul de servitute. Astfel nu pot renunța la dreptul de servitute: uzufructuarul, embaticarul, tutorul, bărbatul dotat. (Duranton, V, No. 648; Demolombe, XII, No. 1037; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1261; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 852, text și nota 4).

**22.** Nudul proprietar nu poate renunța la dreptul de servitute în prejudiciul uzufructuarului sau embaticarului. (Dalloz, Rép., Servitude, No. 1261; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 852, nota 4).

**23.** Remiterea dreptului de servitute poate fi expresă sau tacită. (Demolombe, XII, No. 1041; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1263; Suppl., Servitude, No. 509; Laurent, VIII, No. 338; Baudry et Chauveau, Des

biens, No. 1173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 851).

**24.** Remiterea expresă a dreptului de servitute trebuie interpretată în mod restrictiv, deoarece nimeni nu este presupus că renunță la drepturile sale. (Demolombe, XII, No. 1041; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1263; Suppl., Servitute, No. 509; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 851, nota 1).

**25.** Remiterea expresă a dreptului de servitute poate fi făcută cu titlu oneros sau cu titlu gratuit. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1263; Suppl., Servitute, No. 508).

**26.** Remiterea expresă pentru a produce efectele între părți, când nu e făcută sub forma de donațiune, nu are nevoie să fie acceptată. (Demolombe, XII, No. 1040; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 182; Laurent, VIII, No. 336; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 852, text și nota 2).

**27.** Pentruca remiterea expresă să fie opozabilă terțelor persoane, cari ar fi dobândit drepturi asupra fondului dominant, trebuie să fie transcrisă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 182; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 852).

**28.** Remiterea expresă a dreptului de servitute prin testament sau donațiune, trebuie făcută cu formele prevăzute de lege pentru aceste acte. (Demolombe, XII, No. 1039; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1263; Suppl., Servitute, No. 508; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 852, nota 1).

**29.** Remiterea expresă a dreptului de servitute cu titlu oneros, trebuie supusă regulilor prevăzute de lege pentru contractul de vindere-cumpărare. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1263; Suppl., Servitute, No. 508).

**30.** Remiterea tacită a dreptului de servitute poate rezultă din consimțământul proprietarului fondului dominant sau din autorizația dată de el proprietarului fondului aservit de a face lucrări incompatibile cu exercitarea dreptului de servitute și cari presupun în mod necesar intenția lui de a renunța la dreptul de servitute. (Demolombe, XII, No. 1041; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1263; Laurent, VIII, No. 338; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 851, nota 1).

**31.** Lucrările autorizate pentru a putea constitui o prezumpțiune de renunțare la dreptul de servitute, trebuie să fie permanente și definitive, iar nu provizorii și trecătoare. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1264).

**32.** Consimțământul proprietarului dominant se va dovedi cu acte scrise sau prin mijloacele prevăzute de lege. (Demolombe, XII, No. 1042; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1264; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 851, nota 1).

**33.** Dacă proprietarul fondului dominant nu a autorizat pe proprietarul fon-

dului aservit să facă lucrările incompatibile cu exercitarea dreptului de servitute, ci a lăsat numai să fie făcute, fără a protesta, tăcerea sa nu înseamnă consimțământ și deci nu există renunțare tacită. (Duvergier, sur Toullier, III, p. 311, nota; Demolombe, XII, No. 1043; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, p. 182, text și nota 30; Laurent, VIII, No. 338; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 851, nota 1).

**34.** Lucrările făcute de proprietarul fondului dominant cari ar fi incompatibile cu exercitarea dreptului de servitute, nu pot constitui o renunțare d.n. partea sa la dreptul de servitute, deoarece cât timp nu s'a îndeplinit prescripția, el are dreptul să repue lucrurile în stare de mai înainte. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 509).

**35.** Când fondul dominant este posedat de mai mulți coproprietari în mod indiviz, renunțarea la servitute trebuie consimțită de toți coproprietarii. (Toullier, III, No. 675; Demolombe, XII, No. 1038; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1262; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 852, nota 4).

**36.** O servitute se mai stinge prin revocarea, rezoluțiunea sau anularea titlului constitutiv. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 181; Laurent, VIII, No. 334; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1073; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 853).

**37.** Rezoluțiunea dreptului proprietarului fondului dominant, nu aduce stingerea servituzii deoarece pedeaparte, proprietarul aparent poate face orice act de natură a aduce o ameliorare fondului, iar pe de altă parte, servitutea este datorită fondului, iar nu persoanei. (Demolombe, XII, No. 759; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1267; Suppl., Servitute, No. 510; Alexandresco, ed. 2-t, III, partea I, p. 853, nota 1; Comp., Contra: Duranton, V No. 554, 679; Laurent, VIII, No. 170).

**38.** Rezoluțiunea dreptului proprietarului care a consimțit o servitute asupra fondului său, aduce stingerea dreptului de servitute dacă rezoluțiunea are o cauză necesară, inerentă contractului. (Demolombe, XII, No. 1048 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 181; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1268; Laurent, VIII, No. 335; Planiol, I, No. 2985; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 853).

**39.** Acest mod de stingere nu se aplică servituzilor dobândite prin prescripție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 853).

**40.** În cazul când faptul care dă loc la rezoluțiune ar depinde de voința proprietarului care a consimțit servitutea pe fondul său, servitutea nu se stinge. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1268).

**41.** O servitute se stinge când a fost stipulată sub o condițiune sau termen prin împlinirea condițiunei sau ajungerea termenului. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1269; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 850).

**42.** Servituzile se mai sting prin expo-

prierea fondului aservit pentru cauză de utilitate publică, în cazul când servitutea nu mai poate fi exercitată asupra acestui fond din cauza destinației noui ce se dă fondului expropriat; în acest caz proprietarul fondului dominant va avea dreptul la despăgubiri. (Demolombe, XII, No. 1056; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 182; Laurent, VIII, No. 339; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 854).

**43.** Dacă proprietarul fondului dominant abuzează de folosința servitutei, în prejudiciul fondului aservit, după o părere, acest abuz poate aduce stingerea dreptului de servitute. (Toullier, III, No. 666 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, p. 212; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1220).

**44.** După altă părere, în caz când proprietarul fondului dominant abuzează de

folosința servitutei, în prejudiciul fondului aservit, acest abuz nu poate aduce stingerea dreptului de servitute, ci numai condamanarea proprietarului fondului dominant la plata de daune-interese ca echivalent al prejudiciului cauzat. (Demolombe, XII, No. 1059; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 183; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1120; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1175; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 854).

**45.** După această din urmă părere, în afară de daune-interese, tribunalele ar mai putea să ordone măsurile necesare pentru a se împiedeca pe proprietarul fondului dominant să abuzeze de folosința servitutei în viitor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 854).

**46.** A se vedea: art. 637 din codul civil cu notele respective.

**Art. 637.** — Ele renasc dacă lucrurile sunt restabilite într'un chip încât servituțile să se poată exercita, afară numai de nu ar fi trecut un spațiu de timp îndestulător spre a se putea presupune că s'a desființat servitutea, după cum se zice la art. 640. (Civ. 601, 636, 639, 640, 1708, 1798, 1890; Civ. Fr. 704).

*Text fr. Art. 704.* — Elles revivent si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user; à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit à l'article 707.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Fortă majoră 7.	Restabilire 1, 4, 5, 7, 9.
Ingreunarea servitutei 4.	Servitute 1 urm.
Înterupere 6.	Servitute continuă 9, 10.
Izvor 3.	Servitute de luare de
Luare de apă 3.	apă 3.
Lucrări 4.	Servitute necontinuuă 9,
Mâna omului 4.	10.
Natură 4.	Stingerea servituteilor 1, 2.
Prescripție 6—10.	Subsistare 2.
Renașterea servituteilor	Suspendare 6, 7.
1—8.	

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 704 c. civ. fr. (637 c. civ. rom.) servituțile stinse renasc dacă lucrurile sunt restabilite într'un chip încât ele să se poată exercita. (Demolombe, XII, No. 974; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1215; Suppl., Servitute, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 857, 858).

**2.** Expresia «renasc» întrebuintată în art. 704 c. civ. fr. (637 c. civ. rom.) nu este exactă ci ar trebui să se întrebuinteze expresia: «subsistă» deoarece dreptul de servitute nu a încetat niciodată de a avea ființă deci nu poate renaște. (Mourlon, I, No. 1850; Laurent, VIII, No. 291; Huc, IV, No. 457; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1148; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2975; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 855, nota 2).

**3.** Astfel dacă un izvor după ce a secat, reîncepe a izvorî, servitutea de luare de apă renaște de îndată. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1215).

**4.** În cazul când lucrurile sunt restabilite nu numai de natură ci și de mâna omului, servitutea care renaște nu poate fi nici mai îngreunătoare pentru fondul aservit nici mai puțin comodă pentru fondul dominant. (Delvincourt, I, No. 427; Toullier, III, No. 684, 685; Duranton, V, No. 654 urm.; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1214).

**5.** Pentru ca servitutea să poată renaște nu este neapărat necesar ca lucrurile să fie restabilite în situațiunea lor primitivă ci este de ajuns dacă lucrurile sunt restabilite în astfel de chip încât să se poată exercita servitutea. (Demolombe, XII, No. 974; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, nota 2, p. 202; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 170; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1216; Suppl., Servitute, No. 485; Laurent, VIII, No. 291, 292; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1151; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 855, nota 1).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 704 c. civ. fr. (637 c. civ. rom.) servitutea nu mai poate renaște dacă a trecut un spațiu de timp îndestulător spre a se putea presupune că s'a desființat servitutea.

După o părere, în acest articol nu este vorba de o adevărată prescripție ci de un termen fix de treizeci ani care nu este supus întreruperii sau suspendării. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1219).

**7.** După a doua părere, în acest articol este vorba de o adevărată prescripție însă dacă schimbarea lucrurilor care face imposibilă exercitarea servitutei provine din o cauză naturală și forță majoră, prescripția va fi suspendată de drept și exercitarea servitutei va putea reîncepe, ori la ce epocă vor fi restabilite lucrurile; dacă însă schimbarea lucrurilor este astfel încât proprietarul fondului dominant ar putea oricând să restabilească lucrurile încât servitutea să se poată exercita, prescripția va curge în contra lui. (Toullier, III, No. 690 urm.; Taulier, II, p. 462; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341 nota 2, p. 208, 209; Marcadé, Art. 703, 704; Daloz Rép., Servitude, No. 1219; Vazeille, Prescription I, No. 426).

**8.** După a treia părere, în acest articol este vorba de o adevărată prescripție ordinară care rezultă din neuzul servitutei care este supusă regulilor generale în această materie. (Duvergier sur Toullier, III, No. 690, nota a; Duranton, V, No. 655; Demolombe, XII, No. 979; Mourlon, I, No. 1855 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 562 bis III; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 171, 172; Daloz,

Rép., Servitude, No. 1219; Suppl., Servitude, No. 486; Laurent, VIII, No. 296; Huc, IV, No. 459; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1151; Planiol, I, No. 2977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 859, 860, text și nota 2).

**9.** În părerea aceasta din urmă, prescripțiunea este aplicabilă atât servitutei continui cât și celor necontinui, și atât în cazul când proprietarul fondului dominant a avut posibilitatea să restabilească lucrurile în stare de a se putea exercita dreptul de servitute, cât și în cazul când nu a avut această posibilitate. (Duvergier sur Toullier, III, No. 690 nota a; Demolombe, XII, No. 979; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 562 bis III; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, text și nota 6, 7, p. 171, 172; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 486).

**10.** Prescripțiunea de treizeci ani începe a curge în contra proprietarului fondului dominant din momentul când s'a produs imposibilitatea exercitării, indiferent dacă servitutea este continuă sau necontinuă. (Demolombe, XII, No. 977, 979; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 562 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, text și nota 6, p. 171; Laurent, VIII, No. 296; Huc, IV, No. 459; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1151; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 859).

**11.** A se vedea: art. 636 din codul civil cu notele respective.

**Art. 638.** — Orice servitute este stinsă, când fondul către care este datorită și acela ce o datorește cad în aceeași mână. (Civ. 557, 576, 626, 627, 713 § 2, 1048, 1091, 1154, 1798; Civ. Fr. 705).

*Text. fr. Art. 705.* — Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due, et celui qui la doit, sont réunis dans la même main.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abandonare 4.	Partaj 4.
Acceptarea succesiunii 6, 10.	Renaștere 10, 11, 12.
Anulare 9.	Reunirea fondurilor 1 urm.
Beneficiu de inventar 6.	Revocare 9.
Confuziune 1 urm.	Rezoluțiune 9.
Coproprietate 13, 14.	Schimb 4.
Creditori 12.	Servitute 1 urm.
Donațiune 4.	Servitute legală 3.
Evicțiune 11.	Stingerea servituteilor 1 urm.
Executare silită 12.	Succesiune 4, 6, 10.
Expropriere silită 12.	Testament 8.
Instrănare 4, 10, 11, 17.	Titlu 6, 9.
Irevocabilitate 5, 9, 16.	Urmărire silită 12.
Legat 8.	Vindere-cumpărare 4, 10, 11.
Nulitate 9.	
Pact de răscumpărare 11.	

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 705 c. civ. fr. (638 c. civ. rom.) orice servitute este stinsă prin confuziune, când fondul către care este datorită și acela ce o da-

toarește cad în aceeași mână, deoarece, potrivit principiilor de drept nimeni nu poate avea o servitute asupra propriului sau lucru. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1222; Suppl., Servitude, No. 488; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 862).

**2.** Stingerea servituteii prin confuziune poate avea loc în trei cazuri: sau proprietarul fondului dominant dobândește proprietatea fondului aservit, sau proprietarul fondului aservit dobândește proprietatea fondului dominant sau un terț dobândește proprietatea atât a fondului dominant cât și a fondului aservit. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1222; Suppl., Servitude No. 488; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 862).

**3.** Prin confuziune se sting tot felul de servitutei, chiar cele legale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 862).

**4.** Stingerea servituteii are loc, oricare ar fi modul de dobândire a proprietății celor două fonduri, adică vânzare, schimb,

partaj, donațiune, abandonare, sau succesiune. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1222; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 862).

**5.** Pentru stingerea servituii prin confuziune trebuie ca reunirea ambelor fonduri să fie făcută în mod definitiv și irevocabil. (Duranton V, No. 666; Demolombe, XII, No. 984; Mourlon, I, No. 1851; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 173; Daloz, Rép., Servitude, No. 1225; Suppl., Servitude, No. 488; Laurent VIII, No. 301; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1154; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 863).

**6.** Deasemenea pentru ca stingerea să aibă loc, trebuie ca titlul de dobândire a fondurilor să nu excludă ideea de confuziune cum ar fi în cazul acceptării succesiunii sub beneficiu de inventar. (Toullier, III, No. 668; Daloz, Rép., Servitude, No. 1225; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 862, nota 1).

**7.** Deasemenea pentru stingerea servituii prin confuziune se cere ca evenimentul care a produs confuziunea să fie de așa natură încât serviciul în care constă servitutea să nu mai poate fi, pe viitor exercitat cu titlul de servitute; astfel dacă numai o parte din fondul aservit a devenit proprietatea celui căruia îi aparține fondul dominant, servitutea nu se stinge deoarece se poate încă exercita. (Demolombe, XII, No. 983; Daloz, Rép., Servitude, No. 1222; Laurent, VIII, No. 300; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1153; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 863).

**8.** Dacă reunirea fondurilor se face în baza unui legat, pentru operarea confuziunii, trebuie ca legatul să fie acceptat, deoarece în cazul contrar cauza achizițiunii nu s'a realizat. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1222).

**9.** Dacă unul dintre fonduri este posedat pe baza unui titlu anulabil, revocabil sau rezolutoriu, confuziunea nu poate opera deoarece pentru operarea confuziunii, trebuie ca reunirea fondurilor în aceeași mână să aibă un caracter definitiv și irevocabil. (Duranton, V, No. 666; Demolombe, XII, No. 984; Mourlon I, No. 1851; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 173; Daloz, Rép., Servitude, No. 1225; Laurent, VIII, Mo. 301; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1154; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 863).

**10.** Servitutele reinviază când cineva a acceptat o succesiune pur și simplu, care a operat confuziunea și apoi a vân-

dut universalitatea succesiunii. (Proudhon, Usufruit, IV, No. 2095; Demolombe, XII, No. 986; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, nota 3, p. 310; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 225, p. 174; Daloz, Rép., Servitude, No. 1225; Laurent, VIII, No. 303; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1154; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 862, nota 1).

**11.** În caz de vânzare cu pact de răscumpărare și în caz de evicțiune, servitutele care se stinseseră prin confuziune reinvie dacă s'a uzat de pactul de răscumpărare sau evicțiunea a avut loc. (Demolombe, XII, No. 984; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, nota 3, p. 210; Daloz, Rép., Servitude, No. 1225; Suppl., Servitude, No. 488; Laurent, VIII, No. 302; Alexandresco, ed. 2-a, III, partet I, p. 864).

**12.** În caz de urmărire silită și de expropriere forțată cerută de creditori, confuziunea încetează și servitutele reinvie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 173; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 488; Laurent, VIII, No. 302).

**13.** Confuziunea nu există și servitutea nu se stinge când mai multe persoane dobândesc în comun un fond supus unei servituii în favoarea fondului care aparține în mod exclusiv unuia dintre acești achizitori. (Toullier, III, No. 666 ter., 667; Duranton, V, No. 662 urm.; Demolombe, XII, No. 983; Daloz, Rép., Servitude, No. 1223; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 863).

**14.** Dacă însă toți coproprietarii fondului dominant dobândesc în comun proprietatea fondului supus servituii servitutea încetează prin confuziune. (Demolombe, XII, No. 983; Daloz, Rép., Servitude 1223; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 863, nota 2).

**15.** Nu se stinge prin confuziune servitutea când se dobândește numai o parte din fondul supus servituii. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1223).

**16.** Prin confuziune se stinge în mod irevocabil servitutea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1226).

**17.** Prin urmare după stingerea servituii prin confuziune, dacă se înstrăinează fondul ce fusese supus servituii, el este liber, de orice servitute, afară de cazul prevăzut de art. 694 c. civ. fr. (627 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Servitude, No. 1226; Suppl., Servitude, No. 489).

**Art. 639.** — Servitutea este stinsă prin ne-uz în curs de treizeci ani. (Civ. 557, 579, 580, 619, 623, 637, 640 urm., 1091, 1800, 1842, 1847, 1864 urm., 1890 urm., 1894, 1895; Civ. Fr. 706).

*Text. fr. Art. 706.* — La servitude est éteinte par le non-usage pendant trente ans.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Act de contradicțiune 3, 13.	Prezumpțiuni 25.
Apreciere suverană 14.	Probă 23, 24, 25.
Arendare 15.	Servitute 1 urm.
Conservarea servituii 11	Servituii aparente 1.
-16.	Servituii continue 1, 8 13.
Contradicțiune 3, 12.	Servituii convenționale 2.
Convențiune 5, 19, 24.	Servituii legale 2, 3.
Coproprietate 16.	Servituii neaparente 1.
Dobândire 20.	Servituii necontinue 1, 7,
Dovadă 23, 24, 25.	23.
Forță majoră 9, 10, 12.	Stingerea servituiilor 1
Imposibilitate 6.	urm.
Începerea prescripției 5.	Stingerea parțială a servi-
Închiriere 15.	tuilor 21.
Indiviziune 16.	Suspendare 22.
Înterupere 22, 23, 24.	Suverană apreciere 14.
Locațiune 15.	Termin 6, 17, 18.
Lucrări 11, 12, 13, 14.	Titlu 5, 19, 24.
Marturi 23, 25.	Urme de lucrări 11, 12, 13,
Neuz 1 urm.	14
Poseziune 15, 24, 25.	Uzul servituiilor 1 urm.
Prescripțiune 1 urm.	Uzufuct 15.

## Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 706 c. civ. fr. (639 c. civ. rom.) potrivit cărora servitutele se sting prin neuz în curs de treizeci ani, constituiesc un mod general de liberațiune și-și găsesc aplicațiune atât la servitutele continue și aparente cât și la servitutele necontinue și neaparente. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1228; Suppl., Servitute, No. 490; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1156, 1157; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 867, 871).
2. Dispozițiunile acestui articol nu-și găsesc aplicațiunea la servitutele cari nasc din situațiunea locurilor, ci numai la servitutele convenționale. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1223; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 867, text și nota 3).
3. Desemenea, dispozițiunile acestui articol nu-și găsesc aplicațiunea la servitutele legale. (Daloz, Rép., Servitute, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 867, text și nota 3).
4. Stingerea prin neuz a unei servituii are loc atât în cazul când uzul a încetat cât și în cazul când uzul nu începuse încă. (Demolombe, XII, No. 992; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341 nota 6, p. 211; Daloz, Rép., Servitute, No. 1228; Suppl., Servitute No. 491; Laurent, VIII, No. 313; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 869, 872).
5. În cazul când uzul unei servituii nu a început încă, prescripțiunea începe a curge, din momentul încheierii convențiunei, deoarece din acel moment trebuie să înceapă folosința servituii. (Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 872).
6. Nu trebuie să se confunde neuzul unei servituii prevăzut de art. 706 c. civ. fr. (631 c. civ. rom.) cu imposibilitatea materială și absolută de a se folosi de servitute caz prevăzut de art. 703 c. civ. fr. (636 c. civ. rom.) deoarece în primul caz, stingerea servituii are loc prin trecere de treizeci ani iar în cel de al doilea caz, stingerea are loc imediat și în mod

definitiv. (Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 495; Comp.: Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 867).

7. Pentru servitutele discontinue a căror exercițiu are loc prin faptul omului, neuzul poate rezultă din abținerea titularului servituii care face să se creadă că a părăsit dreptul său. (Demolombe, XII, No. 988; Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 494; Laurent, VIII, No. 304; Alexandresco ed. 2-a, III, partea I, p. 869).

8. Pentru servitutele continue a căror exercitare are loc fără faptul omului, neuzul nu poate rezultă din simplă inacțiune a titularului servituii ci trebuie să fie precedată de un act de contradicțiune din partea proprietarului fondului aservit. (Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 494).

9. Chiar dacă neuzul unei servituii provine din o cauză de forță majoră, după o părere prescripțiunea operează. (Delvincourt, I, p. 167, note 11, 12; Duvergier, sur Toullier, III, No. 697, p. 326, nota a; Duranton, V, No. 654 urm.; Demolombe, XII, No. 979; Daloz, Rép., Servitute, No. 1235; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1155; Planioh, I, No. 2977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 867).

10. După altă părere, când neuzul unei servituii provine din o cauză de forță majoră, servitutea nu se poate stingea prin prescripțiune. (Toullier, III, No. 690 urm.; Marcadé, Art. 706).

11. Când există urme de lucrări făcute pentru a se folosi de servitute, după o părere, aceste urme de lucrări conservă servitutea, care nu se poate stingea prin prescripțiune. (Toullier, III, No. 709; Daloz, Rép., Servitute, No. 1236).

12. După a doua părere, servitutea se stingea prin prescripțiune când proprietarul fondului dominant nu mai uzează de ea sau când proprietarul fondului aservit a făcut acte de contradicțiune; dacă însă există urme de lucrări făcute pentru a se folosi de servitute, aceste urme de lucrări conservă servitutea, care nu se poate stingea prin prescripție în cazul când neuzul provine din o cauză de forță majoră. (Vazeille, Prescription, I, No. 421 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II § 179, text și nota 28, p. 120; Daloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 496).

13. După a treia părere, când există urme de lucrări făcute pentru a se folosi de servitute, aceste urme de lucrări conservă servitutea, care nu se poate stingea prin prescripție, numai când servitutea este continuă. (Duvergier sur Toullier, III, No. 709; Demolombe, XII, No. 1012; Daloz, Rép., Servitute, No. 1236; Laurent, VIII, No. 298; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1152; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 873).

14. Tribunalele vor aprecia în mod suveran existența urmelor de lucrări făcute pentru a se folosi de servitute, și întrucât aceste urme de lucrări influențează asu-

pra menținerii servituții. (Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 496).

**15.** Servitutea se poate conserva prin posesiunea exercitată de reprezentanții proprietarului fondului dominant, cum sunt: arendasul uzufructuarul etc. (Duranton, V, No. 591, 684; Demolombe, XII, No. 995; Daloz, Rép., Servitude, No. 1229; Suppl., Servitude, No. 492; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1166; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 869, text și nota 3. 872 nota).

**16.** Unul dintre coproprietarii indivizi ai fondului dominant, conservă servitutea pentru toți copărtășii săi. (Demolombe, XII, No. 996; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 492; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 872, nota).

**17.** Durata prescripției după o părere este numai de treizeci ani; neuzul în timp de 10—20 ani nu poate duce la stingerea servituții prin prescripție. (Toullier, III, No. 688; Demolombe, XII, No. 1004; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 236, text și nota 7, p. 200, § 341, text și nota 4, p. 210; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 174; Daloz, Rép., Servitude, No. 1237, 1238; Suppl., Servitude, No. 497; Huc, IV, No. 462; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1165; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 867, nota 4).

**18.** După altă părere, servituțiile se sting și prin prescripție de 10—20 ani. (Pothier, Prescription, IV, No. 139; Delvincourt, II, p. 582; Duranton, V, No. 691; Troplong, Prescription, II, No. 353; Mourlon, III, No. 1952 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 565 bis; Vazeille, Prescription, I, No. 419; II, No. 593; Laurent, VIII, No. 314; Planiol, I, p. 970, nota 1).

**19.** Chiar dacă o servitute este constituită printr'un titlu, ea înccează în mod absolut prin neuz și prescripție. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1244; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 869, 870).

**20.** O servitute stinsă prin neuz, poate apoi să fie dobândită prin prescripție cu condiție ca legea să permită pentru

acest fel de servitute, acest mod de dobândire. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1244; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 870).

**21.** Dacă neuzul a fost numai parțial și stingerea servituții prin prescripție va fi parțială. (Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 178; Planiol, I, No. 2979; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 870).

**22.** Prescripțiunea servituțiilor prin neuz sau neîntrebuințare este supusă întreruperii și suspendării conform dreptului comun. (Planiol, I, No. 2977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 870).

**23.** Un singur act de exercitare a servituții ajunge pentru întreruperea prescripției la servituțiile necontinue. Actul de întrerupere poate fi dovedit prin martori. (Demolombe, XII, No. 1016, 1017; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 176; Laurent, VIII, No. 312; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 870, nota 3).

**24.** Sarcina probei neuzului incumbă reclamantului, potrivit dreptului comun, sau mai exact celui care afirmă un lucru. Astfel dacă proprietarul fondului dominant are titlu și posesiune, proprietarul fondului aservit va trebui să dovedească stingerea servituții prin neuz, iar dacă proprietarul fondului dominant are titlu, însă nu are posesiunea servituții, va trebui să dovedească că a întrerupt cursul prescripției. (Demolombe, XII, No. 1015 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 176, 177; Laurent, VIII, No. 315 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1163; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 870, 871, text și nota 1).

**25.** Faptele de folosință a servituții vor putea fi dovedite prin martori sau prezumpțiuni. (Demolombe, XII, No. 1015 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 176, 177; Laurent, VIII, No. 315 urm.; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1163; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 871, nota 1).

**26.** A se vede: art. 582 și 640 din codul civil cu notele respective.

**Art. 640.** — Acești treizeci ani se numără după osebite feluri de servituți, sau din ziua de când <sup>1)</sup> a încetat de a se folosi de dânsa, când este vorba de servituți necontinue, sau din ziua de când s'a făcut un act contrariu servituței continue. (Civ. 579 urm., 601, 622 urm., 636 urm., 641, 642; Civ. Fr. 707).

*Text. fr. Art. 707.* — Les trente ans commencent à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

1) Cuvântul „l'on” din textul art. francez corespunzător, n'a fost tradus de legiuitorul nostru.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Act de contradicțiune 5, 7—16.	Prescripție 1 urm.
Contradicțiune 5, 7—11.	Servitute 1 urm.
Convențiune 1.	Servitute continuă 5—11.
Forță majoră 10.	Servitute de pășune 2.
Inceperea prescripției 1 urm.	Servitute de trecere 2.
Inceperea uzului servituti 1.	Servitute necontinuu 2, 3, 4.
Indoială 7.	Somațiune 8.
Interval 3, 4.	Stingerea servitutiilor 1 urm.
Locațiune 9.	Terminarea lucrărilor 6.
Lucrări 6—11.	Terțe persoane 9.
Neglijență 4.	Toleranță 7.
Notificare 8.	Trecere 2.
Pădure 3, 4.	Uzul servitutiilor 1.
Pășunatul vitelor 2.	Uzfruct 9.

## Doctrină.

**1.** In cazul când uzul unei servituti nu a început încă, prescripțiunea începe a curge din momentul încheierii convențiunii, deoarece din acel moment trebuia să înceapă folosința servituti. (Demolombe, XII, No. 992; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, nota 6, p. 211; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1238; Suppl., Servitute, No. 491; Laurent, VIII, No. 213; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 872, 876).

**2.** Pentru servitutiile necontinue, cum ar fi dreptul de trecere, dreptul de pășune, etc., termenul de treizeci ani va începe a curge dela ultimul act săvârșit de proprietarul fondului dominant, în conformitate cu servitutea. (Duranton, V, No. 684; Demolombe, XII, No. 995; Laurent, VIII, No. 309; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 871, text și nota 2).

**3.** Pentru servitutiile necontinue, a căror exercițiu are loc la oarecare intervale de timp, anume determinate, cum ar fi dreptul de a trece la o pădure la interval de cinci sau zece ani pentru a o tăia, prescripțiunea începe a curge, după o părere, din ziua ultimului act de exercitare a servituti. (Proudhon, Usufruit, V, No. 3716).

**4.** După altă părere, în acest caz prescripția începe a curge din momentul când dreptul de servitute trebuia să fie exercitat și s'a neglijat a se exercita. (Demolombe, XII, No. 1013, 10014; Troplong, Prescription, II, No. 789; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 179, nota 31, p. 122; III, § 255, p. 174; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1245; Laurent, VIII, No. 307; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 872, nota 1).

**5.** Pentru servitutiile continue, prescripțiunea începe a curge din ziua când s'a făcut un act contrar. (Dalloz, Rép., Servitute, No. 1239; Suppl., Servitute, No. 502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 873).

**6.** Din combinația dispozițiilor art. 642 și 707 c. civ. fr. (580 și 640 c. civ. rom.), rezultă că prescripțiunea începe a curge din ziua când lucrările au fost terminate.

(Demolombe, XII, No. 1007; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1243; Suppl., Servitute, No. 502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 875, nota 2).

**7.** Prin cuvintele: «act contrar» întrebuințate în art. 707 c. civ. fr. (640 c. civ. rom.), trebuie să se înțeleagă un fapt material, o lucrare permanentă care modifică starea locurilor și nu lasă nici o indoială de toleranță. (Mourlon, I, No. 1854; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1240 urm.; Suppl., Servitute, No. 498; Laurent, VIII, No. 308; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 873, 874).

**8.** O notificare făcută proprietarului fondului dominant de către proprietarul fondului aservit prin care acesta ar arată că nu mai vrea ca fondul său să fie supus servituti, nu constituie un act contrar dacă nu este întovărășit de un fapt material. (Demolombe, XII, No. 1006; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 105; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1240; Laurent, VIII, No. 308; Huc, IV, No. 461; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1159; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 873, nota 5).

**9.** Este indiferent cine a făcut lucrările. Astfel constituiesc acte contrare, cari profită fondului supus servituti actele și lucrările făcute fie de proprietarul fondului dominant, fie de proprietarul fondului aservit, fie de o terță persoană, un locatar, un uzufructuar sau un simplu posesor al fondului dominant sau al fondului aservit. (Delvincourt, I, p. 424; Toullier, III, No. 692; Duranton, V, No. 685; Demolombe, XII, No. 1009; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, p. 211; Mourlon, I, No. 1854; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 566 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 175; Dalloz, Rép., Servitute, No. 1243; Suppl., Servitute, No. 500; Laurent, VIII, No. 311; Huc, IV, No. 461; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 875).

**10.** Actul contrar poate rezultă dintr'un eveniment de forță majoră sau din faptul omului. Astfel în cazul de forță majoră, actul contrar va rezultă din inacțiunea proprietarului fondului dominant de a face lucrările distruse dintr'un caz de forță majoră pentru a permite din nou exercitarea servituti. (Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 500; Laurent, VIII, No. 311; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 874, 875).

**11.** Actele contrarii pot fi făcute de proprietarul fondului aservit și pe fondul său dacă sunt aparente și nu lasă nici o indoială asupra caracterului lor de contradicțiune. (Demolombe, XII, No. 1008; Dalloz, Rép., Suppl., Servitute, No. 501; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1160; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 875).

**12.** A se vedea: art. 639 din codul civil cu notele respective.

**Art. 641.** — Modul servituței se poate prescrie ca și servitutea, și cu acelaș chip. (Civ. 620, 639 urm., 1890; Civ. Fr. 708).

*Text. fr. Art. 708.* — Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même, et de la même manière.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Accesoriu 7, 9.	Servitute aparentă 6, 9, 11.
Apreciere suverană 16.	Servitute continuă 6, 9, 11.
Compensație 9.	Servitute de luare de apă 7, 9.
Definiție 1.	Servitute de trecere 2, 7, 9, 15.
Dobândirea modului servituții 5, 6, 7, 9.	Servitute de vedere 3, 12, 13.
Exercitarea servituții 8, 10, 11, 14-19.	Servitute necontinuuă 6, 9, 14-19.
Fântână 7, 9.	Servitute principală 7, 9.
Ferestre de vedere 3, 12, 13.	Suverană apreciere 16.
Începerea prescripției 4.	Termin 4.
Intenție 16.	Timpu exercitării servituții 19.
Locul exercitării servituții 18, 19.	Titlu 1, 8, 16, 18.
Luare de apă 7, 9.	Trecere 2, 3, 7, 9, 15.
Modificare 3.	Ușă 3.
Modul servituții 1 urm.	Uzul servituții 8, 10, 11, 14-19.
Posesiune 8, 10, 11, 14-19.	Vedere 3, 12, 13.
Prescripție 3 urm.	
Servitute 1 urm.	
Servitute accesorie 7, 9.	

**Doctrină.**

**1.** Prin modul servituții se înțelege chipul, măsura și marginele prevăzute în titlul constitutiv de a se folosi de servitute. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 881).

**2.** Astfel la o servitute de trecere, modul servituții poate fi: de a trece pe jos, călare, cu trăsura ziua, noaptea, la o anumită oră, etc. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 882).

**3.** Modul servituții poate fi modificat prin prescripție în caracterul său accidental iar nu în caracterul său esențial. Astfel nu se poate face o ușă pentru trecere dintr-o fereastră de vedere. (Daloz, Rép., Servitute, No. 1112).

**4.** Termenul de prescripție liberatorie și punctul de plecare al acestui termen este acelaș la prescrierea servituții ca și la prescripția modului de a exercita servitutea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 883).

**5.** Dispozițiunile art. 708 c. civ. fr. (641 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea nu numai la stingerea modului servituții, ci și la dobândirea prin prescripție a modului servituții. (Duranton, V, No. 606, 607; Demolombe, XII, No. 783, 784; Mourlon, I, No. 1868; Daloz, Rép., Servitute, No. 1109 urm., 1253; Suppl., Servitute, No. 408; Laurent, VIII, No. 325; Huc, IV, No. 465; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1170; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 885).

**6.** Dobândirea modului servituții prin prescripțiune are loc însă, numai pentru servituțiile cari pot fi dobândite prin prescripție. (Duranton, V, No. 606, 607; De-

molombe, XII, No. 783, 784; Mourlon, I, No. 1868; Daloz, Rép., Servitute, No. 1109 urm., 1253; Suppl., Servitute, No. 408; Laurent, VIII, No. 325; Huc, IV, No. 465; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1170; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 885).

**7.** Prescripțiunea unui drept principal de servitute aduce dobândirea și a dreptului accesoriu de servitute, când acesta din urmă este inseparabil de cel dintâi și este consecința sa necesară. Astfel dobândirea prin prescripție a dreptului de a lua apă din fântâna altuia, aduce și dobândirea dreptului de trecere pentru a lua apă. (Toullier, III, No. 641 urm.; Duranton, V, No. 606, 607; Demolombe, XII, No. 783; Daloz, Rép., Servitute, No. 1109; Laurent, VIII, No. 325).

**8.** Dacă cineva s'a folosit timp de treizeci ani, de un drept de servitute, mai puțin decât s'a fixat prin titlul constitutiv, servitutea, ori de ce natură ar fi ea, va fi redusă la ceea ce s'a conservat prin posesiune, restul fiind stins prin prescripțiune. (Toullier, III, No. 700 urm.; Demolombe, XII, No. 1024; Mourlon, I, No. 1867; Daloz, Rép., Servitute, No. 1109, 1254; Laurent, VIII, No. 328; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1169; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 881).

**9.** Dacă cineva a uzat de servitute în chip contrar titlului, timp de treizeci ani, el a pierdut dreptul la servitute prevăzut în titlu și nu va dobândi prin prescripție dreptul de a se folosi în chip contrar titlului decât numai dacă este vorba de o servitute continuă și aparentă, care se poate dobândi prin prescripție. Astfel dacă cel care are un drept de a lua apă din fântâna altuia, nu a exercitat acest drept timp de treizeci ani, ci a exercitat numai un drept de trecere, a pierdut dreptul la servitutea de luare de apă însă nu a putut dobândi prin prescripție dreptul de trecere, chiar dacă el eră un accesoriu al servituții de luare de apă, deoarece servitutea de trecere nu se poate dobândi prin prescripție și nu se poate substitui o servitute unei alte servituți, nici nu se poate dobândi o servitute ca o compensație în locul altei servituți care s'a pierdut prin neuz. (Toullier, III, No. 701; Duranton, V, No. 606; Demolombe, XII, No. 1024; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 567; Mourlon, I, No. 1865, 1869; Daloz, Rép., Servitute, No. 1255; Laurent, VIII, No. 327; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1171; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 886, text și nota 1).

**10.** Potrivit dispozițiilor art. 708 c. civ. fr. (641 c. civ. rom.) modul servituții

se poate stinge sau diminuea printr'un uz restrâns ca și servitutea. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1256; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 881, 882, nota 3).

**11.** In ceea ce privește servitutele continue și aparente, dacă proprietarul fondului dominant a uzat timp de treizeci ani de servitute într'un chip mai restrâns decât cel prevăzut în titlu, o parte din dreptul său s'a stins prin prescripțiune și el nu poate uză de servitute în alt chip. (Demolombe, XII, No. 1027; Daloz, Rép., Servitude, No. 1256).

**12.** In cazul când dreptul de folosință al servitutei nu este limitat, cum ar fi de exemplu când proprietarul fondului dominant are un drept de vedere asupra fondului vecin, fără nici o limită în ceea ce privește poziția și numărul ferestrelor și dacă înainte de expirarea termenului de treizeci ani, a deschis mai multe ferestre, după îndeplinirea termenului de treizeci ani, după o părere, dreptul său s'a stins prin prescripție și nu mai poate deschide alte noi ferestre. (Toullier, III, No. 661; Daloz, Rép., Servitude, No. 1322).

**13.** După altă părere, din momentul ce proprietarul fondului dominant a deschis una sau mai multe ferestre înainte de împlinirea termenului de treizeci ani, el a conservat în întregime dreptul său de servitute și deci va avea dreptul ca după împlinirea celor treizeci ani să deschidă noi ferestre. (Delvincourt, I, p. 165; Demolombe, XII, No. 994; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, nota 7, p. 211; Daloz, Rép., Servitude, No. 1232; Suppl., Servitude, No. 263; Laurent, VIII, No. 328; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 881, nota 2).

**14.** In ceea ce privește servitutele necontinue după o părere, restricțiunea modului de exercitare a servitutei timp de treizeci ani, aduce diminuarea în mod absolut a dreptului. (Delvincourt, I, p. 165, nota 2; Duranton, V, No. 606; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, nota 9, p. 241; Marcadé, Art. 708; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 567; Daloz, Rép., Servitude, No. 1257; Suppl., Servitude, No. 505; Laurent, VIII, No. 329; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1169; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 882).

**15.** Astfel dacă cineva are un drept de trecere călare, cu trăsura sau cu piciorul și dacă timp de treizeci ani a mers numai cu piciorul, el a pierdut dreptul de trecere cu trăsura sau călare. (Du-

ranton, V, No. 606; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 567; Daloz, Rép., Servitude, No. 1257; Laurent, VIII, No. 329; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1169; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 882).

**16.** După a doua părere, restricțiune de drepturi va fi numai atunci când dreptul este limitat și definitiv iar nu și în cazul când acest drept este ilimitat; în această privință tribunalele vor aprecia în mod suveran intenția părților contractante prin interpretarea titlului. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1257).

**17.** După a treia părere, în cazul când exercitarea în parte a servitutei este rezultatul voinței proprietarului fondului dominant, prin abținerea sa, cu toate că situația locurilor nu face nici un obstacol la exercitarea completă a servitutei, ea se conservă deși nu se exercită în întregime. Dacă însă exercitarea în parte a servitutei este rezultatul unei imposibilități de folosință din cauza situațiunii locurilor sau a unei opuneri din partea proprietarului fondului aservit, servitutea este redusă prin neuz la modul ce a fost exercitat timp de treizeci ani. (Toullier, III, No. 703; Taulier, II, p. 468, 469; Demolombe, XII, No. 997, 1029; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 255, p. 179; Daloz, Rép., Suppl., Servitude, No. 505; Huc, IV No. 464).

**18.** In ceea ce privește schimbarea modului de exercitare a servituteilor necontinue, dacă această schimbare a durat timp de treizeci ani, modul de exercitare al servitutei prevăzut prin titlu s'a stins prin neuz însă modul diferit de care a uzat proprietarul fondului dominant nu s'a putut dobândi prin prescripție deoarece servitutele necontinue nu se pot dobândi decât prin titlu. (Delvincourt, I, p. 165; Toullier, III, No. 702; Duranton, V, No. 607; Mourlon, I, No. 1866; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 341, nota 9, p. 211; Marcadé Art. 708; Daloz, Rép., Servitude, No. 1258; Laurent, VIII, No. 329, 331; Baudry et Chauveau Des biens, No. 1172; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 882, nota 3).

**19.** Schimbarea modului de exercitare a servitutei poate fi sau în privința locului pe unde se exercită sau în privința timpului când se exercită servitutea. (Toullier, III, No. 702; Duranton V, No. 607; Daloz, Rép., Servitude, No. 1253; Suppl., Servitude, No. 506; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 882, text și notele 2, 3).

**Art. 642.** — Dacă proprietatea în folosul cărei s'a stabilit servitutea este a mai multor coproprietari, întrebuițarea din partea unuia poprește prescripțiunea în privința celorlalți. (Civ. 643, 728, 1036, 1045, 1057, 1058, 1872, 1875; Civ. Fr. 709).

*Text. fr. Art. 709.* — Si l'héritage en faveur duquel la servitude est établie

appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 709 și 710 c. civ. fr. (642 și 643 c. civ. rom.) fac aplicațiunea principiului indivizibilității servituților și își găsesc aplicațiunea atât la servituțile a căror indivizibilitate nu poate fi contestată, cât și la servituțile al căror exercițiu ar fi divizibil. (Demolombe, XII, No. 998; Mourlon, I No. 1861; Dalloz, Rép., Servitude, No. 1230; Suppl., Servitude, No. 492; Huc, IV, No. 466; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 878; Comp.: Laurent VIII, No. 323).

**2.** După încetarea idiviziunii, fiind atâtătea fonduri dominante câte loturi sunt,

exercitarea servituții din partea unuia dintre foștii coindivizari, nu folosește celorlalți. (Demolombe, XII, No. 1000; Mourlon I, No. 1863; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 568 bis, IV; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 878, nota 1, 3).

**3.** Servitutea care a fost păstrată fondului în timpul indiviziunii, prin uzul numai a unuia dintre coproprietari, va fi definitiv dobândită și după împărțeală chiar dacă acest fond ar cădea în lotul unuia dintre coproprietarii care nu nu se folosise de servitute în timpul indiviziunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 880, 881).

**Art. 643.** — Dacă dintre coproprietari se găsește unul în contra cărui prescripțiunea nu s'a putut aplică, precum un minor, acela păstrează dreptul tuturor celorlalți coproprietari. (Civ. 342, 435 urm., 454, 786, 1876; Civ. Fr. 710).

*Text. fr. Art. 710.* — Si parmi les copropriétaires il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres.

### Doctrină

**1.** Dispozițiunile art. 710 c. civ. fr. (643 c. civ. rom.) au o aplicațiune generală și servitutea a fost conservată chiar dacă în urma împărțelei, fondul dominant ar cădea în lotul unuia dintre coproprietarii majori. (Duranton, V, No. 470; Demolombe, XII, No. 999; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 568 bis, II; Dalloz, Rép., Servitude No. 1231; Laurent, VIII, No. 322; Huc, IV, No. 466; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 1167; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 880; Contra: Troplong, Prescription, II, No. 739).

**2.** Dispozițiunile art. 710 c. civ. fr. (643 c. civ. rom.) sunt aplicabile nu numai, când între coproprietari există un minor, ci și în cazul când între ei există un interzis. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 877, nota 1, 879).

**3.** Dacă fondul asupra căruia s'ar dobândi prin prescripțiune o servitute, aparține la mai mulți coproprietari în indiviziune, întreruperea prescripției de către unul dintre coproprietari folosește și celorlalți coproprietari. (Demolombe, XII, No. 775; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 586 bis, II; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 878).

## CARTEA III

### DESPRE DIFERITELE MODURI PRIN CARE SE DOBÂNDEȘTE PROPRIETATEA

**Art. 644** — Proprietatea bunurilor se dobândește și se transmite prin succesiune, prin legate, prin convențiune și prin tradițiune. (Civ. 480, 630 urm., 645, 650 urm., 800 urm., 813, 886 urm., 942 urm., 971, 1895, 1897; Civ. Fr. 711).

*Text. fr. Art. 711.* — La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession, par donation entre-vifs ou testamentaire, et par l'effet des obligations.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N. *Despre succesiuni*, pg. 7;  
LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, pg. 12;  
PETIT EUGEN *Notă*, sub Trib. Seine, S. I, 21 Mai 1925 Jur. Gen. 1925, No. 1366.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Abandonare 9, 12, 13.  
Accesoriu 57.  
Act autentic 50.  
Act sub semnătură privată 50.  
Acțiune de revendicare 21, 24, urm.  
Acțiune în petiție de ereditate 20.  
Acțiune negatorie 23.  
Acțiune posesorie 22.  
Acțiune reală 19.  
Adjudecare 62.  
Animale 26.  
Autorizație 37.  
Capacitate 10, 36.  
Cheltuieli 59, 60, 61, 64.  
Clădire 28.  
Competență 68.  
Condițiune 6.  
Convențiune 1, 4, 5.  
Coproprietari 32, 33, 34.  
Daune 57, 63.  
Desmembrări ale proprietății 27.  
Donațiune 2, 16.  
Dovezi 22, 39—54.  
Drept de retenție 64—67.  
Emancipare 37.  
Executare silită 14, 62.  
Expropriere forțată 14, 62.  
Expropriere pentru utilitate publică 14.  
Femeie măritată 37.  
Forță majoră 59.  
Fructe 58, 61.  
Garanție 62.  
Gratuit 2.  
Hotărâre 48.  
Imobile 5, 24.  
Inalienabilitate 11.  
Inamic 18.  
Individualitate 4.  
Indiviziune 31, 32, 33.  
Instrăinare 9, 10.  
Intenție 12.  
Interdicțiune 37.  
Intervențiune 33.  
Ipotecă 55.  
Irevocabilitate 6.  
Legat singular 3.  
Locațiune 56.  
Lucruri corporale 25.  
Lucruri necorporale 25.  
Marturi 54.  
Materiale 28.  
Minoritate 37.  
Mobile 24.  
Moduri de dobândirea proprietății 1 urm.  
Moduri derivate 1.  
Moduri originare 1.  
Neuz 7.  
Nud proprietar 34.  
Ocupațiune 1.  
Oneros 2.  
Părăsire 9, 12, 13.  
Partaj 32, 33, 49.  
Perdere a proprietății 7, 8, 9, 11, 12, 14—18, 30.  
Perpetuitate 6.  
Petițiune de ereditate 20.  
Plus valută 60.  
Posesiune 13, 38, 39, 42, 51.  
Posesorie acțiune 22.  
Pradă de războiu 18.  
Prescripție 7, 17, 24, 32, 51.  
Preț 62.  
Presumpțiuni 52, 53, 54.  
Probă 22, 39—54.  
Proprietate 1 urm.  
Războiu 18.  
Reprezentare 37.  
Retenție 64, 65, 66, 67.  
Revendicare 21, 24 urm.  
Revocare 16, 35.  
Sarcine 55.  
Servitute 23.  
Solvabilitate 67.  
Specie 4.  
Succesiune 2, 3, 20, 3.  
Termen 6.  
Terțe persoane 5, 6, 31, 38, 50.  
Testament 2, 3.  
Titlu 44—51, 53.  
Tradițiune 4.  
Transcriere 5, 45, 46.  
Turmă de animale 26.  
Universalitate 3.  
Urmărire silită 15, 62.  
Uzuct 34.  
Vindere-cumpărare 2, 33, 62.

testat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 2, 3).

**3.** O a treia împărțire a modurilor de a dobândi proprietatea este dobândirea cu titlu universal, când se dobândește o universalitate de bunuri, cum este succesiunea abintestat și dobândirea cu titlu particular, când se dobândește un lucru determinat cum este legatul singular. (Daloz, Rép., Propriété, No. 171; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 2, 3).

**4.** Pentru a se putea dobândi proprietatea unui lucru prin convențiune, trebuie ca el să fie bine determinat în individualitatea sa; în cazul când el este determinat numai în specie, pentru a se putea dobândi proprietatea lui, irebuește ca în afară de convențiune să se facă și tradițiunea lui. (Marcadé, Art. 1582, 1583, No. 2; Troplong, Vente, I, No. 48; Daloz, Rép., Propriété, No. 175; Huc, VII, No. 74; X, No. 11; Baudry et Saignat, Vente, No. 12; Planiol, I, No. 2744; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 7, 8).

**5.** Pentru dobândirea proprietății lucrurilor imobile, trebuie ca în afară de convențiune să se îndeplinească și formalitatea transcripției, pentru ca dobândirea să fie opozabilă terțelor persoane. (Daloz, Rép., Propriété, No. 175).

**6.** Proprietatea este perpetuă și irevocabilă prin natura sa, afară de cazul când este transmisă sub condițiune sau cu termen. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 220 bis, p. 574; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 299).

**7.** Proprietatea unui lucru nu se pierde prin neuz, dacă un tert nu posedă lucrul și nu-i dobândește proprietatea prin prescripțiune. (Pothier, Propriété, IX, No. 276; Demante et Colmet de Santerre, VIII, No. 369 bis, V, urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 568; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 300; Huc, XIV, No. 434; Guillaouard, Prescription, I, No. 535; II, No. 633; Baudry et Tissier, Prescription, No. 594; Planiol I, No. 2447; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 273, nota 1; Contra: Laurent, VI, No. 166; XXVI, No. 207).

**8.** Proprietatea unui lucru se poate pierde, cu voință sau fără voință. (Daloz, Rép., Propriété, No. 653; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 261).

**9.** Proprietatea se poate pierde cu voință în două moduri: 1) prin instrăinarea lucrului către altă persoană; 2) prin abandonarea lucrului. (Daloz, Rép., Propriété, No. 653, 654; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 261).

**10.** Pentru ca cineva să poată instrăina un lucru care este proprietatea sa, trebuie ca el să aibă capacitatea de a instrăina având libera folosință a drep-

## Doctrină.

**1.** Proprietatea se poate dobândi prin două moduri și anume: originare și derivate; prin modurile originare, se dobândește proprietatea lucrurilor cari nu aparțin nimănui, cum este ocupațiunea iar prin modurile derivate, se dobândește proprietatea prin transmiterea lucrurilor de la o persoană, la altă persoană, cum este convențiunea. (Daloz, Rép., Propriété, No. 170; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 2).

**2.** O altă împărțire a modurilor de a dobândi proprietatea este în moduri de a dobândi cu titlu oneros cum sunt vânzarea, schimbul, etc., și moduri de a dobândi cu titlu gratuit, cum sunt donațiunea, testamentul și succesiunea așin-

turilor sale. (Daloz, Rép., Propriété, No. 653).

**11.** Deasemenea pentru a se putea pierde proprietatea unui lucru prin înstrăinare, trebuie ca lucrul să nu fie dintre acele lucruri declarate de lege inalienabile. (Daloz, Rép., Propriété, No. 653; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 261).

**12.** Pentru ca să se poată pierde proprietatea unui lucru prin abandonarea lui, trebuie ca abandonarea să fie voluntară și cu intenția de a nu păstra proprietatea lucrului. (Pothier, Propriété, IX, No. 60; Demolombe, XIII, No. 59; Daloz, Rép., Propriété, No. 229, 654; Baudry et Wahl, Successions, No. 34; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pag. 18, 19).

**13.** Pentru ca cineva să devie proprietarul unui lucru abandonat, trebuie să-l ia în stăpânire căci până la luarea lucrului în stăpânire, fostul proprietar poate relua lucrul abandonat. (Daloz, Rép., Propriété, No. 654).

**14.** Proprietatea unui lucru se poate pierde în mod involuntar. Astfel se pierde în mod involuntar proprietatea unui lucru prin expropriere pentru cauză de utilitate publică. (Daloz, Rép., Propriété, No. 654).

**15.** Deasemenea se pierde în mod involuntar proprietatea unui lucru prin expropriere forțată. (Daloz, Rép., Propriété, No. 655; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 257).

**16.** Deasemenea prin revocarea unei donațiuni pentru supravienire de copii. (Daloz, Rép., Propriété, No. 655).

**17.** Deasemenea prin dobândirea de către un terț a proprietății lucrului prin prescripțiune. (Daloz, Rép., Propriété, No. 655).

**18.** Deasemenea prin luarea obiectului ca pradă de războiu de către inamic. (Daloz, Rép., Propriété, No. 655; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 32, 33).

**19.** Dreptul de proprietate al lucrurilor este garantat prin o acțiune reală. (Daloz, Rép., Propriété, No. 657; Suppl., Propriété, No. 301; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 262 urm.).

**20.** Acțiunea prin care se reclamă proprietatea unei succesiuni dela o altă persoană care o deține tot în calitate de moștenitor se numește acțiunea în petițiune de ereditate. (Daloz, Rép., Propriété, No. 657).

**21.** Acțiunea prin care se reclamă proprietatea unui lucru particular se numește acțiune de revendicare. (Daloz, Rép., Propriété, No. 657; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 264).

**22.** Proprietarul unui lucru, dacă sunt îndeplinite condițiunile cerute de lege are dreptul să introducă și acțiune posesorie care prezintă un avantaj față de acțiunea în revendicare, deoarece probele în acțiunile posesorii sunt mult mai ușor de ad-

ministrat întrucât se bazează pe faptul posesiunei. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 303; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 262).

**23.** Proprietarul unui lucru are la dispozițiunea sa acțiunea negatorie prin care cere a se constata că fondul său este liber de orice servitute și a se interzice unui terț să exercite o servitute asupra fondului său. (Daloz, Rép., Servitude, No. 1277; Suppl., Propriété, No. 332).

**24.** Acțiunea în revendicare își găsește aplicațiunea atât la lucruri imobile cât și la lucruri mobile; la lucruri mobile însă, din cauza prescripțiunei instantanee a lor prin faptul posesiunei, acțiunea în revendicare nu este aplicabilă decât în mod excepțional în anumite cazuri. (Daloz, Rép., Propriété, No. 659; Suppl., Propriété, No. 305; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 264).

**25.** Acțiunea în revendicare își găsește aplicațiunea atât la lucruri corporale cât și la lucruri incorporale. (Daloz, Rép., Propriété, No. 659).

**26.** Acțiunea în revendicare își găsește aplicațiunea atât la lucrurile izolate, cum este un animal cât și la lucrurile compuse din mai multe corpuri distincte, cum este o turmă de animale. (Daloz, Rép., Propriété, No. 659).

**27.** Acțiunea în revendicare este aplicabilă și la desmembrările dreptului de proprietate. (Daloz, Rép., Propriété, No. 661).

**28.** Acțiunea în revendicare nu-și găsește aplicațiunea la materialele întrebuințate de proprietarul unui fond la construirea unei clădiri pe fondul său. (Daloz, Rép., Propriété, No. 659).

**29.** Acțiunea în revendicare poate fi exercitată numai de proprietarul lucrului revendicat. (Daloz, Rép., Propriété, No. 660, 662; Suppl., Propriété, No. 306; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 264, 265).

**30.** Acțiunea în revendicare nu mai poate fi exercitată de cel care a pierdut proprietatea lucrului. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 306).

**31.** Fiecare moștenitor având din chiar momentul deschiderii succesiunii un drept diviz disinct de al coeredelui său, el nu poate revendica dela un terț mai mult decât partea sa ereditară din succesiune. (Daloz, Rép., Propriété, No. 662; N. Georgian, Studii Juridice, vol. I, p. 141, 142).

**32.** În timpul indiviziunei, coproprietarii neavând un drept exclusiv asupra unei porțiuni distincte dintr'un imobil indiviz, dânșii nu pot, în raporturile dintre ei, să exercite o acțiune în revendicare pentru un asemenea bun, decât numai în cazul când coproprietarul ar fi stăpânit imobilul indiviz sau o porțiune determinată timp de treizeci ani, intervertind astfel titlul sau caracterul inițial al posesiunei de comunist, în posesiune exclusivă, conducând la dobândirea proprie-

tății prin prescripțiune. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 159).

**33.** Deasemenea nu este loc la acțiunea în revendicare, ci la partaj și în cazul când unul dintre moștenitori și-a vândut partea sa indiviză unui terț și această situațiune juridică a părților nu este modificată în sensul de a se face admisibilă acțiunea de revendicare, nici în cazul când vânzătorul părții indivize a intervenit în procesul de revendicare intentat în contra cumpărătorului de către celalt coproprietar și s'a alăturat acestuia, pentru că intervenientul nemai având nici o calitate cu privire la partea vândută, intervenția lui este lipsită de vreun interes legitim și actual și ca atare nu poate fi vorba de o acțiune de revendicare pe care moștenitorii ar intenta-o contra terțiului detinător. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 159).

**34.** Pentru exercitarea acțiunii în revendicare nu este nevoie ca revendicantul să aibă plina proprietate a lucrului; astfel nudul proprietar, uzufructuarul, coproprietarul unui lucru, au dreptul să exercite acțiunea în revendicare. (Daloz, Rép., Propriété, No. 663).

**35.** Proprietarul unui lucru, a cărui proprietate este revocabilă, are dreptul să exercite acțiune de revendicare. (Daloz, Rép., Propriété, No. 663).

**36.** Pentru a se putea exercita acțiunea în revendicare, trebuiește a avea capacitate de a stă în proces. (Daloz, Rép., Propriété, No. 664).

**37.** Unele persoane nu pot exercita acțiunea în revendicare fără o anumită autorizație, iar altele trebuie reprezentate în aceste acțiuni; astfel sunt: femeile măritate, minorii, minorii emancipați, interzisii, etc. (Daloz, Rép., Propriété, No. 664).

**38.** Acțiunea în revendicare trebuiește exercitată în contra posesorului lucrului. În cazul când posesorul posedă lucrul în numele unei terțe persoane, acțiunea în revendicare va fi exercitată în contra acesteia. (Proudhon, Usufruit, III, No. 1304; Aubry et Rau, II, § 219, p. 562; Daloz, Rép., Propriété, No. 665; Suppl., Propriété, No. 309; Laurent, VI, No. 157; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 233; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 265).

**39.** Reclamantul în acțiunea în revendicare va trebui să dovedească că pârîtul posedă lucrul, când acesta va declara că nu posedă; iar în cazul când nu se face această dovadă acțiunea sa va fi respinsă. (Daloz, Rép., Propriété, No. 666; Laurent, VI, No. 157; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 265).

**40.** Probele în materie de revendicare se vor face potrivit dispozițiilor art. 1315 și urm. c. civ. fr. (1169 urm. c. civ. rom.) (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 319; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 266 urm.).

**41.** Potrivit dispozițiilor art. 1315 c. civ. fr. (1169 c. civ. rom.) reclamantul în

acțiunea în revendicare este obligat să facă dovada temeiurilor acțiunii sale. (Aubry et Rau, II, § 219, p. 562; Daloz, Rép., Propriété, No. 673; Suppl., Propriété, No. 319; Laurent, VI, No. 159 urm.; Huc, IV, No. 114; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 235; Planiol, I, No. 2448; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 265 urm.).

**42.** În acțiunea în revendicare, posesorul nu are nici o dovadă de făcut, ci reclamantul trebuiește mai întâi să dovedească dreptul său de proprietate asupra lucrului revendicat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 562; Daloz, Rép., Propriété, No. 673; Laurent, VI, No. 159 urm.; Huc, IV, No. 114; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 235; Planiol, I, No. 2448; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 265, 266).

**43.** Reclamantul în acțiunea de revendicare nu va fi primit să facă dovada că pârîtul nu e proprietarul lucrului revendicat deoarece chiar dovedindu-se aceasta nu i-ar aduce nici un folos cât timp nu va dovedi că el este proprietarul acestui lucru. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 562; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 317, 329; Laurent, VI, No. 159 urm.; Huc, IV, No. 114; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 235; Planiol, I, No. 2448; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 266, 270).

**44.** Primul mijloc de dovadă a proprietății în acțiunea de revendicare și cel mai bun, este producerea unui titlu. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 319; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 266, 267).

**45.** În cazul când și reclamantul și proprietarul în acțiunea de revendicare produc titluri, trebuiește de făcut o distincțiune dacă titlurile amândouă emană dela acelaș autor sau dacă emană dela autori diferiți. În cazul când ambele titluri emană dela acelaș autor, va câștiga acela care a transcris mai întâi actul său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 564; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 321; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 249; Planiol, I, No. 2452; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 269).

**46.** În cazul când nici unul dintre titluri nu e transcris va fi preferată partea care are un titlu anterior. (Aubry et Rau, II, § 219, p. 564; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 269, nota 4).

**47.** Dacă titlurile emană dela autori diferiți, reclamantul va pierde în acțiunea sa de revendicare, afară de cazul când va dovedi că dacă s'ar fi judecat cu autorul pârîtului, titlul său ar fi fost preferit celui al acestuia. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 564; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 321; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 250; Planiol, I, No. 2452; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 269, 270).

**48.** Hotărârile judecătorești sunt asimilate cu titlurile, din punctul de vedere

al probei, în acțiunile de revendicare. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 319).

**49.** Deasemenea actele de partaj sunt niște titluri. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, nota 7, p. 563; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 319).

**50.** Actele autentice și actele sub semnătură privată au aceeași forță probantă față de terțele persoane. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 318).

**51.** Reclamantul în acțiunea de revendicare, dacă nu are titlu, își poate dovedi dreptul său de proprietate asupra lucrului revendicat, prin prescripțiunea achizitivă împlinită înainte de posesiunea exercitată de părît. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 562; Daloz, Rép., Propriété, No. 677; Suppl., Propriété, No. 323; Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, 269, 270).

**52.** Simplele prezumpțiuni invocate de reclamant în acțiunea de revendicare nu au nici o valoare. (Daloz, Rép., Propriété, No. 678; Suppl., Propriété, No. 324; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 268, 269; Comp.: Aubry et Rau ed. 5-a, II, § 219, p. 563).

**53.** Prezumpțiunile legale însă, constituiesc un titlu de proprietate și scutesc pe cel în favoarea căruia există să mai facă vreo dovadă a dreptului său. (Daloz, Rép., Propriété, No. 679; Suppl., Propriété, No. 325; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, 271, 272).

**54.** Când trebuie să se stabilească nu dreptul de proprietate însuși, ci să se fixeze întinderea sau cuprinsul fondului la care se aplică titlurile produse, dovada prezumpțiunilor și a martorilor este admisibilă. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 328).

**55.** Dacă reclamantul câștigă în acțiunea de revendicare, bunurile revendicate reintră în mâinile sale libere de orice sarcine ar fi fost constituite de către părît. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 333; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 280).

**56.** Deasemenea contractele de locațiune încheiate de părît nu sunt opozabile reclamantului care a câștigat în acțiunea de revendicare. (Laurent, VI, No. 179, 180; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 264, nota 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 280).

**57.** Reclamantul care a câștigat în acțiunea de revendicare, are dreptul să ceară restituirea tuturor accesoriilor și produselor lucrului revendicat și repararea tuturor daunelor ce le-a încercat prin deposedarea sa de lucru. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 565, 566; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 312; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 274).

**58.** În ceea ce privește restituirea fructelor percepute de părît, se va face distincțiune după cum el a fost de bună credință sau a fost de rea credință. În orice caz fructele ce le-a perceput dela data introducerii acțiunii de revendicare, va

fi dator să le restituie. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 312; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 274).

**59.** Reclamantul în acțiunea de revendicare care a câștigat, trebuie să restituie părîtului toate cheltuelile necesare ce le-a făcut acesta, chiar dacă utilitatea acestor lucrări a dispărut prin caz fortuit, după facerea lor și fără a se distinge dacă părîtul a fost sau nu de bună credință când le-a făcut. (Demolombe, IX, No. 687; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 369; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 313; Laurent, VI, No. 176; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 260; Planiol, I, No. 2457; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 277).

**60.** În ceea ce privește cheltuelile utile făcute de părît, reclamantul care a câștigat, nu este dator să le restituie decât în proporție cu plus valuta dobândită de lucru, apreciată în momentul reclamațiunii. (Demolombe, IX, No. 687; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 369; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 313; Laurent, VI, No. 177; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 271; Planiol, I, No. 2457; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 278).

**61.** Când posesorul a fost de rea credință și prin urmare este obligat a restitui fructele, el are dreptul să ceară să i se restituie cheltuelile făcute cu arătură, semănatul și munca. (Aubry et Rau, II, § 219, p. 570; Daloz, Rép., Propriété, No. 672; Laurent, VI, No. 176, 238; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 278).

**62.** Dacă posesorul, care a pierdut în acțiunea în revendicare, dobândește lucrul revendicat prin cumpărare de bună voie sau prin adjudecare la o licitație, revendicantul nu e obligat a-i rambursă prețul plătit, însă posesorul are dreptul a-l cere dela cel care i-l vânduse. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 219, p. 571; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 314; Laurent, VI, No. 179; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, n. 279, 280).

**63.** În cazul când posesorul condamnat la restituirea lucrului, nu-l mai posedă el va fi condamnat la daune-interese cari vor fi determinate în mod suveran de tribunal. (Aubry et Rau, II, § 219, p. 567; Daloz, Rép., Propriété, No. 671; Suppl., Propriété, No. 511; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 274, nota 4, 275, 276).

**64.** În cazul când posesorul care pierde în acțiunea de revendicare, are dreptul a i se plăti cheltuelile necesare și utile, după o părere, el nu are dreptul de retenție asupra bunului revendicat, până la plata acestor cheltueli, deoarece acest drept nu poate fi admis decât în cazurile anume prevăzute de lege, între care nu intră și aceasta. (Mourlon, III, No. 1246; Laurent, VI, No. 181; XXIX, No. 284 urm., 293, 294, 298; Pont, Petits con-



trats, II, No. 1298; Baudry et Chauveau, Des biens, No. 367; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 281).

**65.** După a doua părere, posesorul fie de bună credință, fie de rea credință, are dreptul de retenție până la plata cheltuielilor. (Demolombe, IX, No. 682).

**66.** După a treia părere, numai posesorul de bună credință va avea dreptul de retenție. (Duranton, IV, No. 382; Troplong, Privilèges et hypothèques, I, No. 260 urm.; Aubry et Rau, III, § 256 bis, p. 192).

**67.** După a patra părere, dreptul de retenție va putea fi acordat de tribunale posesorului de bună credință, atunci când reclamantul nu va prezenta garanție suficientă de solvabilitate. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 392 bis, VII; IX, No. 5 bis, IV, urm.; Guillouard, Droit de rétention, No. 41, 47, 51 urm.; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, I, No. 232 urm.).

**68.** Acțiunile în revendicare sunt de competența instanțelor judecătorești deoarece chestiunile de proprietate nu pot fi rezolvate decât de tribunalele ordinare. (Daloz, Rép., Propriété, No. 682; Suppl., Propriété, No. 334).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1. a)** Prin art. 7 par. 5 constituentul dela 13 Octombrie 1879, nerecunoscând străinilor dreptul de a dobândi imobile rurale în România, nu a adus nici o schimbare în ordinea succesorală admisă de codul nostru civil, iar acest articol nu are alt înțeles decât acela, că dacă în succesiunea unui străin, se află și imobile rurale, să ridice acestui moștenitor dreptul de a posedă asemenea imobile în natură, fără însă a-i lua dreptul la valoarea lor în bani, deoarece legea în art. 644 cod civ., în calitatea sa de erede, îi dă dreptul de proprietate asupra acelor imobile și acest drept prin nici o altă dispozițiune legală nu se atribuie altei persoane, soluțiune la care duce și echitatea (art. 6 codul civ.). De altfel această mare controversă este tranșată prin art. 18 din Constituțiua dela 1923.

**b)** Comostenitorul străin fiind incapabil a posedă imobile rurale în România și împărțirea lor în natură neputându-se face, urmează ca ele să se vândă prin licitație înaintea tribunalului unde se află așezat imobilul. (Jud. ocol Pârcov-Buzău. Incheierea din 27 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 719).

**Art. 645.** — Proprietatea se mai dobândește prin accesione<sup>1)</sup> sau incorporațiune, prin prescripțiune, prin lege și prin ocupațiune<sup>2)</sup>. (Civ. 123, 285, 338, 477, 482 urm., 502, 680, 1837 urm., 1909; Civ. Fr. 712).

*Text. fr. Art. 712.* — La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation, et par prescription.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abandonare 4, 7, 14.	Pierdere 15, 16.
Abuz de încredere 16.	Pericol 14.
Apa râului 12.	Pietre 13.
Bunuri vacante 5.	Plante 13.
Fluviu 13.	Posesiune 8.
Fructe 1.	Pradă de războiu 9, 10.
Gunoae 11.	Proprietate 1 urm.
Imobile 5.	Răsboiu 9, 10.
Inamic 9, 10.	Râu 12, 13.
Intenție 4, 14.	Renunțare 14.
Lege 1.	Res derelictae 4, 7, 14.
Lucruri părăsite 4, 7, 14.	Res nullius 4, 7, 13.
Lucruri pierdute 15, 16.	Revendicare 15.
Maluri 13.	Stat 5, 6.
Mare 13, 14.	Strade 11.
Mobile 3—6, 8, 9, 10, 13.	Succesiune vacantă 6.
Noroi 11.	Țărniuri 13.
Ocupațiune 2—5, 7—13, 15.	Vacante bunuri 5.
Părăsire 4, 7, 14.	Vas 14.

#### Doctrină.

**1.** Perceperea fructelor de către un posesor de bună credință, constituie un mod de dobândire a proprietății derivând

din art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.), deci din lege. (Demolombe, XIII, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 5).

**2.** Ocupațiunea este titlul prin care se dobândește proprietatea unui lucru care nu aparține nimănui, prin luarea lucrului în stăpânire în scopul de a-i dobândi proprietatea. (Demolombe, XIII, No. 19; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 358; Daloz, Rép., Propriété, No. 177; Suppl., Propriété, No. 74; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 9).

**3.** Numai anumite obiecte mobile pot fi dobândite prin ocupațiune. (Daloz, Rép., Propriété, No. 177).

**4.** Astfel pot fi dobândite prin ocupațiune următoarele lucruri mobile: Res nullius, adică lucrurile cari nu aparțin și nu au aparținut niciodată cuiva; res derelictae, adică lucrurile părăsite de proprietarii lor cei din urmă, cu intențiune din partea lor de a fi dobândite de oricine ar voi să le ia în stăpânire; lucrurile ai

1) A se vedea art. 482 Cod. Civ. în privința „accesiunii“.

2) În textul art. francez corespunzător, lipsesc cuvintele: „prin lege și prin ocupațiune“

căror proprietari sunt imposibil de cunoscut și cari sunt asimilate cu res derelictae. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 74; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 18).

**5.** Dispozițiunile art. 539 și 713 c. civ. fr. (477 și 646 c. civ. rom.), cari arată că bunurile vacante și fără stăpân sunt ale Statului, își găsesc aplicațiunea numai la imobile, iar nu și la mobile cari pot fi dobândite prin ocupațiune. (Demolombe, XIII, No. 17 ter. urm.; Daloz, Rép., Propriété, No. 179; Suppl., Propriété, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 9, 10, 20).

**6.** Statul devine proprietarul lucrurilor mobile fără stăpân, numai în cazul când ele fac parte din o succesiune vacantă. (Duranton, IV, No. 269; Demolombe, XIII, No. 18; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, III, No. 9 urm.; Daloz, Rép., Propriété, No. 179; Laurent, VIII, No. 437; Huc, V, No. 4; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 9, 12; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 9, 10).

**7.** Lucrurile părăsite cu intenție de ultimii lor proprietari pot fi dobândite de primul ocupant, deoarece prin părăsirea lor de proprietari, ele devin un fel de res nullius. (Pothier, Propriété, IX, No. 60; Demolombe, XIII, No. 59; Daloz, Rép., Propriété, No. 229, 230; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 18, 19).

**8.** Pentru ca ocupațiunea să devie un mod de dobândire a proprietății, trebuie ca să se ia în stăpânire lucrurile mobile. (Daloz, Rép., Propriété, No. 183).

**9.** După o părere, prada luată dela inamic, în timp de război, constituie tot un fel de ocupațiune, deci un mod legal de dobândire a proprietății lucrurilor mobile. (Demolombe, XIII, No. 78; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 368; Daloz, Rép., Propriété, No. 238 urm.).

**10.** După altă părere, prada luată dela inamic, în timp de război, nu constituie un mod legal de dobândire a proprietății lucrurilor mobile. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 106; Laurent, VIII, No. 438; Comp.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 32, 33).

**11.** Se poate dobândi prin ocupațiune noroiul și gunoarele de pe stradele publice. (Daloz, Rép., Propriété, No. 247).

**12.** Deasemenea se poate dobândi prin ocupațiune apa scoasă dintr'un râu. (Daloz, Rép., Propriété, No. 247).

**13.** Lucrurile neînsuflite care nu au aparținut niciodată nimănui, devin proprietatea primului ocupant; astfel sunt pietrele și plantele cari cresc în mare, pe malul mării sau a râurilor și fluviilor, etc. (Laurent VIII, No. 458; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 19).

**14.** Lucrurile pe care în caz de pericol mare, le aruncă proprietarul unui vas în mare, pentru a ușura vasul, ca să nu se scufunde, nu trebuie considerate ca părăsite, deoarece intenția proprietarului lor nu este de a renunța la proprietatea lor. (Baudry et Wahl, Successions, I, No. 34; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 20).

**15.** Lucrurile pierdute nu trebuie confundate cu lucrurile fără stăpân, deoarece ocupațiunea lor nu transmite proprietatea ocupantului, căci acel care le-a pierdut poate să le revendice. (Pothier, Propriété, IX, No. 61, 67 urm.; Demolombe, XIII, No. 71; Mourlon, II, No. 16; Laurent, VIII, No. 463; Planiol, I, No. 2583; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 20, 21).

**16.** Acel care găsește lucruri străine pierdute și nu le predă proprietarului lor, poate, după împrejurări, să fie condamnat pentru abuz de încredere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 21).

**Art. 646.** — Bunurile fără stăpân sunt ale Statului. (Civ. 477 urm., 647 urm., 652, 680, 1845; Civ. Fr. 713).

*Text. fr. Art. 713.* — Les biens qui n'ont pas de maître, appartiennent à l'État.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 539 și 713 c. civ. fr. (477 și 646 c. civ. rom.), cari arată că bunurile vacante și fără stăpân sunt ale Statului, își găsesc aplicațiunea numai la imobile, iar nu și la lucrurile mobile care pot fi dobândite prin ocupațiune. (Demolombe, XIII, No. 17 ter. urm.; Daloz, Rép., Propriété, No. 179; Suppl., Propriété, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 9, 10).

**2.** Statul devine proprietarul lucrurilor mobile fără stăpân numai în cazul când ele fac parte din o succesiune vacantă. (Duranton, IV, No. 269; Demolombe, XIII, No. 18; Demante et Colmet de Santerre,

ed. 3-a, III, No. 9 urm.; Daloz, Rép., Propriété, No. 179; Laurent, VIII, No. 437; Huc, V, No. 4; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 9, 12; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 9, 10, 20).

**3.** Insulele plutitoare care nu au nici o legătură de albă fluviului aparțin Statului în virtutea dispozițiunilor art. 713 c. civ. fr. (646 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Propriété, No. 539).

**4.** Bunurile prevăzute de art. 713 c. civ. fr. (646 c. civ. rom.), fac parte din domeniul privat al Statului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 4, nota 5).

**5.** A se vedea: art. 477 din codul civil cu notele respective.

**Art. 647.** — Sunt bunuri cari nu aparțin nimănui și al căror uz e comun tuturor. Legi de poliție regulează felul întrebuințării lor. (Civ. 476 urm.; Civ. Fr. 714).

*Text. fr. Art. 714.* — Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous.

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.

### Doctrină.

**1.** Expresia «bunuri» întrebuințată în art. 647 c. civ. rom. nu este exactă și expresia «lucruri» întrebuințată în art. 714 c. civ. fr., corespunzător este mai exactă, deoarece lucrurile de cari vorbește articolul român nu sunt bunuri în sensul juridic al cuvântului, adică nu sunt susceptibile de-a intra în patrimoniul comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 10, nota 2, 11).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 714 c. civ. fr. (647 c. civ. rom.), unele lucruri ca: aerul, lumina, marea, apa curgătoare, etc., sunt comune, așa încât nimeni nu le poate sustrage dela uzul comun al tuturor și să și le apropie în mod exclusiv. (Demolombe, XIII, No. 21; Marcadé, Art. 714; Dalloz, Rép., Propriété, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 10, 11).

**3.** Dacă însă cineva a adunat într'un iaz sau într'o cisternă apa dintr'un râu

sau din mare, ea devine proprietatea sa. (Pothier, Propriété, IX, No. 84; Demolombe, XIII, No. 21; Dalloz, Rép., Propriété No. 78; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 10, nota 4).

**4.** Proprietarul/unui fond are un drept exclusiv asupra aerului ce se află deasupra proprietății sale, mai ales asupra celui ce se găsește în locuința sa. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 168, p. 34; Dalloz, Rép., Propriété, No. 78; Suppl., Propriété, No. 29; Comp.: Demolombe, XIII, No. 21; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 10, nota 4).

**5.** Marea teritorială aparține Statului, care are dreptul să exercite asupra ei dreptul de pescuit și de vamă. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 28).

**6.** Lucrurile comune deși nu pot fi proprietatea nimănui, totuși sunt reglementate de legi pentru a nu fi lăsate la discrețiunea tuturor. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 29).

**Art. 648.** — Facultatea de a vâna sau de a pescui este regulată prin legi particulare. (Civ. 480, 503, 647; L. jud. oc. 52—2<sup>o</sup>; L. pol. rurale, 102; L. asupra poliției vânatului; L. asupra pescuitului; Civ. Fr. 715).

*Text. fr. Art. 715.* — La faculté de chasser ou de pêcher est également réglée par des lois particulières.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Aer 12.	Ocupațiune 5—8, 14, 16—19.
Animale 1—8, 14, 15.	Oi 9.
Animale domestice 1, 3.	Părăsire 7.
Animale indomesticite 1, 4, 6, 7.	Păsări 12.
Animale sălbatice 1, 2, 4, 5, 8.	Păuni 4.
Cerbi 4.	Pești 19, 20, 21.
Consimțământ 11, 16, 17.	Pescuire 21.
Contravenție 12.	Porumbei 4.
Cotețe 20.	Posesiune 14.
Daune-înterese 17.	Rânire 14, 15.
Delict 12.	Răte 3.
Găine 3.	Răuri 19.
Iaz 20.	Reglementare 9, 21.
Ingrădire 20.	Regulamentul legii vânatului 9.
Legea pescuitului 21.	Res nullius 8, 16, 19.
Legea vânatului 9.	Urși 2.
Lei 2.	Uzufruct 13.
Lupi 2.	Vânat 5, 6, 9—17, 20.

### Doctrină.

**1.** Animalele se împart în animale sălbatice, animale domestice și animale in-

domesticite. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**2.** Animalele sălbatice, cum sunt: lupii, urșii, lei, etc., sunt acele cari trăesc libere și independente de om. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**3.** Animalele domestice, cum sunt: găinele, ratele, oile, etc., sunt acele cari trăesc sub dependența omului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**4.** Animalele indomesticite cum sunt cerbii, păunii, porumbeii, sunt acele cari deși sălbatice prin natura lor, s'au deprins cu omul și sunt sub dependența sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**5.** Vânatul constituie un mod de a dobândi proprietatea animalelor sălbatice prin ocupațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**6.** Animalele indomesticite nu pot fi dobândite prin vânat. (Demolombe, XII, No. 23; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p.

360; Laurent, VIII, No. 440; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**7.** Când animalele indomesticite au fost părăsite de către proprietarul lor, ele pot fi dobândite prin ocupațiune. (Baudry et Wahl. Successions, I, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**8.** Animalele sălbatice sunt res nullius și devin proprietatea primului ocupant. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 12).

**9.** La noi dreptul de a vâna este reglementat prin legea și regulamentul legii asupra poliției vânătoarei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 14).

**10.** Orice proprietar poate vâna pe fondul său, deoarece dreptul de a vâna este un atribut al dreptului de proprietate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 14).

**11.** Nimeni nu are dreptul să vâneze pe proprietatea altuia fără consimțământul acestuia. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 14, 15).

**12.** Comite delictul de a vâna pe proprietatea altuia, acela care trage asupra unei păsări care a sburat pe proprietatea sa, atunci când a trecut pe proprietatea altuia, deoarece proprietarul unui fond este proprietarul spațiului de aer deasupra fondului său. (Huc, IV, No. 127; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 15).

**13.** Uzfructuarul unui fond are dreptul să vâneze pe acest fond. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 16).

**14.** Dacă cineva prinde un animal rănit de altul, el nu poate fi obligat a-l restitui deoarece ocupațiunea nu face să se dobândească proprietatea decât atunci când animalul a fost prins. (Demolombe, XIII, No. 25; Aubry et Rau, ed. 5-a, II,

§ 201, p. 363, 364; Laurent, VIII, No. 441, 442; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 16).

**15.** Dacă animalul a fost rănit mortal, el aparține celui care l-a rănit. (Laurent, VIII, No. 441, 442; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 16, nota 4).

**16.** Dacă o persoană face o vânătoare pe terenul altuia, fără consimțământul acestuia, el devine proprietarul vânatului care rămâne res nullius. (Pothier. Propriété, IX, No. 24; Duranton, IV, No. 279, 283; Demolombe, XIII, No. 23; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, III, No. 11 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 363; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 16, 17).

**17.** Persoana care va face o vânătoare pe proprietatea altuia, fără consimțământul acestuia, poate fi condamnată la plata de daune-interese către proprietarul fondului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 363).

**18.** Proprietatea prin ocupațiune a animalelor sălbatice, se pierde de îndată ce animalele și-au recăpătat libertatea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 17).

**19.** Peștele din râuri fiind res nullius, aparține primului ocupant. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 18).

**20.** Peștele din iazuri, cotete, etc. și vânatul aflat în locuri îngrădite nu sunt res nullius, ci sunt proprietatea celui care este proprietarul iazului, cotetului sau locului îngrădit. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 49).

**21.** Pescuitul este reglementat prin legea asupra pescuitului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 18).

**Art. 649.** — Proprietatea unui tezaur este a celui ce l-a găsit în propriul său fond; dacă tezaurul este găsit în fond străin, se împarte pe din două între cel ce l-a descoperit și între proprietarul fondului.

Tezaurul este orice lucru ascuns sau îngropat pe care nimeni nu poate justifica că este proprietar și care este descoperit printr'un pur efect al azardului<sup>1)</sup>. (Civ. 538, 489 urm.; Civ. Fr. 716).

*Text. fr. Art. 716.* — La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds: si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Albia râului 33.  
Aprecieri suverană 44.  
Arbore 23.

Arendare 7.  
Argint 24.  
Arme 24.

Ascundere 26, 28, 29, 31;  
34—39.  
Aur 24.  
Bani 24, 31, 39.  
Bilete de bancă 31.  
Carte 31.

Casă 11, 23.  
Cercetări 1, 40—44.  
Clădire 11, 23.  
Comoară 1 urm.  
Comună 15.  
Consimțământ 41.

<sup>1)</sup> În privința proprietății comorilor, a se vedea și Codul Calimach, art. 529—535 și Codul Caragea, cap. I, partea II.

Copac 28.  
 Dărâmare 11.  
 Decădere 20.  
 Descoperire 16—20, 37—41.  
 Dotă 8.  
 Dovadă 38.  
 Dulap 29.  
 Echitate 2.  
 Embatic 6.  
 Evenimente politice 39.  
 Excepțiuni 14.  
 Fraudă 19, 20.  
 Fructe 2, 8.  
 Furt 19, 20.  
 Găsitör 16—20.  
 Hazard 1, 2, 40—44.  
 Inchiriere 7.  
 Ingroapre 26, 28, 34—39.  
 Întâmplare 1, 2, 40—44.  
 Ipotecă 12.  
 Justificarea proprietății 34—38.  
 Latrină 32.  
 Locațiune 7.  
 Lucruri mobile 22, 24—30, 32, 33, 34.  
 Lucruri pierdute 27, 32, 33.  
 Lucruri prețioase 30, 32, 33.  
 Marturi 38.  
 Mobile 22, 24—30, 32, 33, 34.  
 Monede 24, 31, 39.

Monumente 30.  
 Moștenitori 35, 36.  
 Nișă 23.  
 Noroc 1, 2, 40—44.  
 Obiceiuri 39.  
 Ocupațiune 14.  
 Pact de răscumpărare 10.  
 Posesiune 9.  
 Prescripție 21.  
 Prezumțiuni 33, 39.  
 Probe 38.  
 Produse 2.  
 Răsboiu 37.  
 Râu 33.  
 Res nullius 14.  
 Servitori 42, 43, 44.  
 Stat 15.  
 Statue 23, 24.  
 Succesiune 35, 36.  
 Superficie 5.  
 Suprafață 27.  
 Sustragere 19, 20.  
 Suverană apreciere 44.  
 Tezaur 1 urm.  
 Uz 4.  
 Uzufruct 3.  
 Valoare comercială 25.  
 Vase 24.  
 Vindere-cumpărare 11.  
 Vindere cu pact de răscumpărare 10.  
 Zid 11, 23, 28.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.) comoara aparține în întregime proprietarului care a găsit-o în propriul său fond, fie că a găsit-o din întâmplare, fie că a făcut cercetări pentru a o găsi. (Duranton, IV, No. 316; Demolombe, XIII, No. 50; Mourlon II, No. 12; Marcadé, Art. 716; Dalloz, Rép., Propriété, No. 199; Laurent, VIII, No. 450; Huc, V, No. 16; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 53, 59; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 27).

**2.** Comoara nu este nici un fruct, nici un produs al pământului ci un dar al norocului, atribuit de lege unor anumite persoane, după regulile de echitate. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 206; Suppl., Propriété, No. 85; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 30, nota 4).

**3.** Dacă uzufructuarul a găsit o comoară în fondul supus uzufructului, el va avea dreptul la jumătate din ea, cealaltă jumătate aparținând nudului proprietar; în cazul când comoara a fost găsită în fondul supus uzufructului de către un tert, uzufructuarul nu are nici un drept asupra ei. (Proudhon, Droits d'usage, I, No. 147; Demolombe, XIII, No. 47; Dalloz, Rép., Propriété, No. 206; Suppl., Propriété, No. 85; Laurent, VIII, No. 448; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 60; Planiol, I, No. 2579; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 30).

**4.** Uzuarul unui loc nu are nici un drept asupra comoarei găsită în fondul supus uzului, de către un tert; în cazul când a găsit-o el, are dreptul la jumătate din ea. (Proudhon, Droits d'usage, I, No. 147; Demolombe, XIII, No. 47; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 85; Laurent, VIII, No. 448; Baudry et Wahl, Successions,

I, No. 60; Planiol, I, No. 2579; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 30).

**5.** Deasemenea nu au drept asupra comoarei superficiarului fondului în care a fost găsită (Proudhon, Droits d'usage, I, No. 147; Demolombe, XIII, No. 47; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 85; Laurent, VIII, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 31).

**6.** Deasemenea nu are nici un drept asupra comoarei, embaticarul fondului în care a fost găsită. (Demolombe, XIII, No. 47; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 85; Laurent, VIII, No. 448; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 30).

**7.** Deasemenea nici chiriașul sau arendașul. (Demolombe, XIII, No. 47; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 85; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 60; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 30).

**8.** Bărbatul dotal nu are în nici un drept asupra comoarei găsită de un tert în fondul dotal, deoarece comoara nu este un fruct. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 30).

**9.** Posesorul chiar de bună credință trebuie să restituie proprietarului, care a revendicat imobilul, comoara găsită în fondul posedat, afară de cazul când el singur a găsit comoara și când păstrează jumătate din ea. (Demolombe, XIII, No. 47, 53; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, nota 33, p. 371; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 86; Huc, V, No. 16; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 57, 60; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 28, 30).

**10.** Cumpărătorul unui fond cu pact de răscumpărare, trebuie să restituie vânzătorului, care a exercitat pactul de răscumpărare, comoara găsită în fondul vândut, afară de cazul când el singur a găsit-o și când păstrează jumătate din ea. (Demolombe, XIII, No. 46 ter.; Marcadé, Art. 1673, No. 2; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 87).

**11.** În cazul când cu ocazia dărâmării unui zid al unei clădiri, vândută pentru a fi dărâmată și a se lua materialele, se găsește o comoară, ea va aparține proprietarului pământului iar nu cumpărătorului materialelor provenite din dărâmare. (Demolombe, XIII, No. 48; Laurent, VIII, No. 448; Huc, V, No. 16; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 31; Contra: Baudry et Wahl, Successions, I, No. 61).

**12.** Ipoteca unui fond nu grevează și comoara găsită în fond deoarece ea nu face parte din fond ci își păstrează individualitatea sa. (Demolombe, XIII, No. 46 bis; Huc, V, No. 15; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 64; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 31).

**13.** Potrivit dispozițiilor art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.) în cazul când comoara este găsită în fond străin ea se împarte pe din două între cel ce a desco-

perit-o și între proprietarul fondului. (Daloz, Rép. Propriété, No. 196; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 28).

**14.** Dispozițiunile art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.) potrivit cărora când comoara se găsește în loc străin, ea se împarte între cel ce a descoperit-o și între proprietarul fondului, constituie o excepțiune la regula potrivit căreia res nullius sunt ale primului ocupant. (Daloz, Rép. Propriété, No. 196).

**15.** Dispozițiunile art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar în cazul când fondul este proprietatea Statului sau a unei comune. (Daloz, Rép., Propriété, No. 201).

**16.** Se consideră că este găditorul unei comori acela care cel dintâi a dat la iveală comoara iar nu cel care a văzut-o sau a pus mâna pe ea, cel dintâi. (Demolombe, XIII, No. 54; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 200, nota 8, p. 101; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, III, No. 12 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 370; Daloz, Rép., Propriété, No. 204; Suppl., Propriété, 92; Laurent, VIII, No. 451; Baudry et Wahl Successions, I, No. 51; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 28).

**17.** Chiar dacă găditorul lucră, în momentul descoperirii comoarei, sub ordinele și pe comptul proprietarului fondului în care s'a găsit comoara, el are dreptul la jumătate din ea. (Daloz, Rép., Propriété, No. 205).

**18.** În cazul când în același timp lucrează mai mulți oameni și unul dintre ei descoperă o comoară, numai acesta are dreptul la jumătate din ea, chiar dacă ei ar fi constituiți în o asociație. (Demolombe, XIII, No. 55; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 370; Daloz, Rép., Propriété, No. 197; Suppl., Propriété, No. 88; Laurent, VIII, No. 451; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 28).

**19.** În cazul când acel care găsește o comoară într'un fond străin și-o însușește în mod fraudulos în întregime, fără să dea proprietarului fondului, jumătate din ea, el comite un furt în prejudiciu proprietarului fondului, deoarece sustragerea frauduloasă a lucrului comun de către un comunist, constituie un furt. (Demolombe, XIII, No. 49; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, nota 37, p. 372; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 91; Laurent, VIII, No. 452; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 55; F. Hélie, Théorie du Code pénal, V, No. 1924; Garraud, Traité théorique et pratique du droit pénal français, V, No. 2093; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 29).

**20.** În cazul precedent, deși descoperitorul comoarei este considerat că a comis un furt, totuși el nu este decăzut din dreptul său de a lua jumătate din comoara găsită de el. (Demolombe, XIII, No. 49; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 372; Laurent, VIII, No. 452; Baudry et

Wahl, Successions, I, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 29).

**21.** Acțiunea proprietarului fondului pentru a cere partea din comoara descoperită în fondul său se prescrie prin trecere de treizeci ani, în această materie nefiind aplicabile dispozițiunile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.). (Demolombe, XIII, No. 38 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 372; Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 84; Laurent, VIII, No. 456).

**22.** Pentru ca un lucru să poată fi considerat ca o comoară, trebuie să fie un lucru mobilier. (Demolombe, XIII, No. 36; Daloz, Rép., Propriété, No. 180; Suppl., Propriété, No. 77; Huc, V, No. 15; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 46; Planiol, I, No. 2578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23).

**23.** O statuie găsită în zidurile unei case, cu ocazia unor săpături, nu va fi considerată ca o comoară dacă va fi găsită așezată într'o nișă făcută anume pentru a fi așezată acolo. (Demolombe, XIII, No. 36).

**24.** Orice lucruri mobile cari pot intra în patrimoniul cuiva pot constitui o comoară. Astfel, pot constitui o comoară nu numai banii de aur și argint ci și statuetele, vasele, armele, etc. (Daloz, Rép., Propriété, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23).

**25.** Pentru ca un lucru să poată constitui o comoară, legea nu cere ca acel lucru să aibă numai decât o valoare comercială însemnată. (Daloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23).

**26.** Pentru ca un lucru descoperit să poată constitui o comoară trebuie ca el să fi fost ascuns sau îngropat. (Demolombe, XIII, 33; Marcadé, Art. 716; Daloz, Rép., Propriété, No. 187; Laurent, VIII, No. 453; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 37; Planiol, I, No. 2578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24, nota 1).

**27.** Un lucru care s'ar descoperi la suprafața pământului nu ar putea constitui o comoară ci un lucru pierdut. (Demolombe, XIII, No. 33; Marcadé, Art. 716; Daloz, Rép., Propriété, No. 190; Suppl., Propriété, No. 79; Laurent, VIII, No. 453; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 37; Planiol, I, No. 2578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24, nota 1).

**28.** Pentru ca un lucru descoperit să poată constitui o comoară nu este necesar ca el să fi fost îngropat în pământ ci el rămâne tot o comoară dacă se găsește ascuns într'un alt lucru cum ar fi într'un zid, un copac, etc. (Daloz, Rép., Propriété, No. 190; Suppl., Propriété, No. 79; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23, nota 4).

**29.** Astfel dacă un lucru se descoperă ascuns într'un alt lucru mobil cum ar fi într'un dulap, el poate constitui o comoară. (Duranton, IV, No. 311; Demo-

lombe, XIII, No. 34; Murlon, II, No. 12; Marcadé Art. 716, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 369; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 81; Planiol, I, No. 2578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23, nota 4, 31 nota 4; Contra: Laurent, VIII, No. 453).

**30.** Mormintele antice și lucrurile prețioase aflate în ele nu constituiesc o comoară, după rigoarea principiilor de drept. (Laurent, VIII, No. 454; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23, nota 3; Contra: Demolombe, XIII, No. 37).

**31.** Biletele de bancă ascunse într-o carte, ar putea constitui o comoară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23).

**32.** Obiectele de valoare găsite cu ocazia curățirii unei latrine, nu constituiesc o comoară, ci sunt lucruri pierdute. (Demolombe, XIII, No. 33; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24, nota 2).

**33.** Obiectele de valoare găsite în albia unui râu navigabil sau nenavigabil nu constituiesc o comoară ci sunt lucruri pierdute. (Huc, V, No. 16; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 37; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24, nota 2).

**34.** Pentru ca un lucru mobil descoperit îngropat sau ascuns, să poată constitui o comoară, trebuie ca nimeni să nu poată justifica că este proprietarul lucrului. (Demolombe, XIII, No. 40; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 201, p. 369; Dalloz, Rép., Propriété, No. 191; Suppl., Propriété No. 82; Planiol, I, No. 2578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24).

**35.** În cazul când există vreo dovadă sau indiciu cine este persoana care a ascuns lucrul, el nu poate constitui o comoară, ci aparține celui care l-a ascuns sau moștenitorilor săi. (Demolombe, XIII, No. 40; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 369; Dalloz, Rép., Propriété, No. 187; Planiol, I, No. 2578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24).

**36.** Lucrurile găsite când se cunoaște persoana care le-a ascuns, îi vor aparține ei sau moștenitorilor săi indiferent dacă ascunderea datează de multă vreme sau de curând. (Demolombe, XIII, No. 40; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 369; Dalloz, Rép., Propriété, No. 191, 193; Suppl., Propriété, No. 82; Laurent, VIII, No. 455; Planiol, I, No. 2578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 23, 24, text și nota 1).

**37.** Un lucru descoperit poate constitui o comoară chiar dacă ascunderea lui este de dată recentă, când au intervenit împrejurări speciale, cum ar fi un război încât nu se poate ști cine l-a ascuns acolo unde a fost descoperit. (Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 82; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24, nota 1).

**38.** Când cineva se pretinde proprietarul unor lucruri descoperite, el este dator

să facă dovada proprietății lucrurilor prin toate mijloacele de dovadă prevăzute de lege, chiar prin mărturii și simple prezumțiuni. (Demolombe, XIII, No. 39; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 372; Dalloz, Rép., Propriété, No. 194; Suppl., Propriété No. 83; Laurent, VIII, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 24, nota 3).

**39.** Faptul că monedele găsite într'un fond sunt moderne, poate constitui o prezumțiune că ele au fost ascunse acolo unde s'au găsit de către proprietarul fondului, mai cu seamă dacă această prezumțiune este sprijinită și de alte împrejurări speciale, cum ar fi obiceiurile proprietarului fondului, oarecari evenimente politice recente, etc. (Dalloz, Rép., Propriété, No. 191).

**40.** Pentru ca dispozițiunile art. 716 c. civ. fr. (649 c. civ. rom.) să-si găsească aplicațiunea, trebuie ca descoperirea comoarei să fie făcută printr'un pur efect al întâmplării (par le pur effet du hasard), căci în cazul când comoara se descoperă în urma unor cercetări făcute fie din ordinul proprietarului fondului în care a fost găsită fie a unei alte persoane, ea aparține proprietarului fondului. (Demolombe, XIII, No. 50; Marcadé Art. 716, No. 7; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 371; Dalloz, Rép., Propriété, No. 199, 203; Suppl., Propriété No. 89; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 25).

**41.** Dacă o persoană străină face cercetări pe un fond, fără consimțământul proprietarului acestui fond, comoara găsită aparține în întregime proprietarului fondului. (Pothier, Propriété, IX, No. 65; Duranton, IV, No. 317; Demolombe, XIII, No. 52; Murlon, II, No. 11; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 371; Dalloz, Rép., Suppl., Propriété, No. 90; Laurent, VIII, No. 499; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 56; Planiol, I, No. 2579; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 27).

**42.** În cazul când proprietarul unui fond întrebuințează servitorii săi sau mai mulți oameni străini pentru a face cercetări pe fondul său, în vederea găsirii comoarei, oamenii întrebuințați nu au nici un drept asupra comoarei găsite. (Demolombe, XIII, No. 52; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 201, p. 371; Dalloz, Rép., Propriété, No. 203; Suppl., Propriété, No. 89; Laurent, VIII, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 27).

**43.** Pentru ca oamenii întrebuințați să nu aibă nici un drept la proprietatea comoarei, trebuie ca ei să fi fost întrebuințați în vederea găsirii comoarei, căci dacă nu se constată că proprietarul fondului a avut acest scop, comoara găsită se va împărți cu descoperitorii. (Demolombe, XIII, No. 50; Dalloz, Rép., Propriété, No. 203; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 27).

**44.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă lucrătorii au fost sau nu

întrebuințați la descoperirea comoarei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 27).

**45.** A se vedea : art. 538 din codul civil cu notele respective.

## TITLUL I.

### Despre succesiuni.

**Art. 650.** — Succesiunea se deferește sau prin lege, sau după voința omului, prin testament. (Civ. 651 urm., 800, 802 urm.; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923) Art. 4, 7; L. agrară, 127; Civ. It. 720 § 1).

*Text. Italian. Art. 720 al 1.* — La successione si devolve per legge o per testamento.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptare beneficiară 4.	Persoană morală 4.
Beneficiu de inventar 4.	Revelarea unei succesiuni 11.
Clasificație 5, 10.	Roman drept 4, 7.
Cod civil italian 1.	Succesiune 1 urm.
Contract de căsătorie 8.	Succesiuni ab intestat 5, 7.
Dotă 8.	Succesiuni legitime 5, 8, 10.
Drepturi personale 2.	Succesiuni speciale 9.
Drept roman 4, 7.	Succesiuni testamentare 5, 6, 7, 8, 10.
Familie 2.	Succesorii neregulați 10.
Instituție contractuală 8.	Testament 5, 6, 7, 10.
Italian cod civil 1.	Transmiterea drept. 3.
Legatari 10.	
Moștenire, a se vedea cu-vântul: „Succesiune“.	
Patrimoniu 2.	

#### Doctrină.

**1.** Art. 650 c. civ. rom. este împrumutat dela codul civil italian și anume art 720 al. 1. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 39, 41).

**2.** Succesiunea cuprinde întregul patrimoniu al defunctului, adică toate drepturile și obligațiunile sale, afară de drepturile sale exclusiv persoanele, cum sunt drepturile de familie, care se sting odată cu moartea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 35 36).

**3.** Un moștenitor nu poate să aibă mai multe drepturi decât autorul său deoarece potrivit principiilor de drept nimeni nu poate transmite altuia mai multe drepturi decât are el însuși. (Troplong, Privilèges et hypothèques, II, No. 530; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 176, p. 100; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 36).

**4.** Succesiunea, chiar acceptată sub beneficiu de inventar, nu mai este astăzi o persoană morală, după cum era considerată în dreptul roman. (Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1221; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 36).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 650 c. civ. rom. moștenirile se împart în: moșteniri legitime sau ab intestat și moșteniri testamentare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 39, 41).

**6.** Moștenirea testamentară poate fi cu titlu particular sau cu titlu universal, după cum are de obiect unul sau mai multe bunuri sau întregul patrimoniu sau o parte din el. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 41, 42).

**7.** Contrar ca în dreptul roman unde era o dezonoare a muri fără testament, astăzi regula generală este moștenirea ab intestat, iar moștenirea testamentară este o excepție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 42).

**8.** Potrivit dispozițiilor art. 1082 și 1083 c. civ. fr. (933 c. civ. rom.) în afară de moștenirile legitime sau testamentare, se mai pot institui moștenitori și prin contractul de căsătorie, prin instituția contractuală. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 42, 43).

**9.** Deasemenea în afară de aceste moșteniri mai există moștenirile speciale prevăzute de art. 316 și 684 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, 43).

**10.** Există trei feluri de moștenitori: moștenitori legitimi, moștenitori neregulați și legatarii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 43, 44).

**11.** O convenție încheiată între o persoană și un moștenitor prin care acea persoană se obligă a-i revela o succesiune deschisă în favoarea moștenitorului este validă și moștenitorul este obligat a-i plăti suma stipulată în convenție, care poate fi sau o sumă fixă sau o cotă parte din succesiune (Planiol, III, No. 2050; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 38, 39).

#### CAPITOLU I.

##### Despre deschiderea succesiunilor.

**Art. 651.** — Succesiunile se deschid prin moarte. (Civ. 63 urm. 95, 115, 162 urm.; Pr. civ. 63, 254; L. Timbr. 18 § 28, 21 § 28, Civ. Fr. 718).



*Text. fr. Art. 718.* — Les successions s'ouvrent par la mort naturelle et par la mort civile.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 11 urm.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Abrogare 11.  
Absență 3, 4.  
Act de moarte 5—9.  
Călugări 11.  
Comurinzii 12.  
Deces 2, 5—9.  
Dovadă 5—9, 12.  
Fals 6.  
Încetare din viață 2, 5—9.  
Inexactitate 2.  
Moarte 2, 5—9.

Moștenire 1 urm.  
Ofițerul stării civile 5, 9.  
Ora 6, 7, 8, 9.  
Ordine publică 11.  
Probă 5—9, 12.  
Retroactivitate 10.  
Sezină 2.  
Succesiune 1 urm.  
Trimitere în posesiune 4.  
Ziua 6, 7, 8, 9.

## Doctrină.

1. Denumirea capitolului I din codul civil român: „Despre deschiderea succesiunilor” nu este exactă, deoarece în acest capitol figurează și art. 653 care se ocupă despre sezină. (Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 45 nota 1).
2. Moștenirile, potrivit dispozițiilor art. 718 c. civ. fr. (651 c. civ. rom.) se deschid prin moarte. (Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 45, 49).
3. Succesiunile nu se deschid prin absență oricât de îndelungat timp ar dura ea. (Demolombe, XIII, No. 90; Mourlon, II, No. 20; Dalloz, Rép., Succession, No. 42; Laurent, VIII No. 511. Baudry et Wahl, Successions, I, No. 113; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 45, nota 2; Nacu, II, p. 25).
4. În caz de absență, chiar după trimiterea în posesiune definitivă asupra bunurilor absentului, acesta nu pierde proprietatea bunurilor sale deoarece dacă se reîntoarce are dreptul să-și ia averea sa din mâinile moștenitorilor prezumpțivi. (Dalloz, Rép., Succession, No. 42).
5. Dovada încetării din viață se face cu actul de moarte încheiat de ofițerul stării civile. (Dalloz, Rép., Succession, No. 43; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 50).
6. Ziua și ora morții trecute în actul de moarte, nu au valoare până la înscriere în fals, deoarece legea nu dă această putere enunțării zilei și orei. (Duranton, I, No. 323; Demolombe, XIII, No. 91; Mersier, Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, No. 334; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 282; Succession, No. 43; Suppl., Acte de l'état civil, No. 67; Planiol ed. 6-a, I, No. 520).
7. După o părere, enunțarea zilei și orei morții, în actul de moarte, face credință până la proba contrarie. (Duranton, I, No. 323; Demolombe, XIII, No. 91; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 300; Dalloz, Rép., Acte de l'état, civil, No. 282; Succession, No. 43; Suppl., Acte de l'état civil, No. 67; Succession, No. 17; Planiol ed. 6-a, I, No. 520).

ton, I, No. 323; Demolombe, XIII, No. 91; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 300; Dalloz, Rép., Acte de l'état, civil, No. 282; Succession, No. 43; Suppl., Acte de l'état civil, No. 67; Succession, No. 17; Planiol ed. 6-a, I, No. 520).

8. După altă părere, enunțarea zile și orei morții, în actul de deces nu are nici o forță probantă. (Marcadé, Art. 79; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 67; Laurent, II, No. 17, 62; VIII, No. 512; Huc, I, No. 352; V, No. 23; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 125; Colin et Capitant ed. 4-a, I, p. 402; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 435; III, partea II, p. 50; Nacu, I, p. 210).

9. În cazul când nu se poate stabili în mod precis momentul morții, acest moment va fi considerat că este în ziua când ofițerul stării civile a constatat decesul. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 17; Huc, V, No. 23; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 125).

10. Legea în vigoare în momentul deschiderii moștenirii, va regula modul ei de devoluțiune, deoarece legea nu are putere retroactivă. (Alexandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 49, 50).

11. Legile cari cârmuesc moștenirile fiind în strânsă legătură cu organizarea socială a Statului interesează ordinea publică și se aplică la toate clasele sociale, deci și la călugări a căror succesiune eră guvernată înainte de actualul cod civil de alte dispozițiuni și care prin codul civil actual au fost abrogate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 46, 47, 48; Contra: Degré Scrieri Juridice, I, p. 62 urm.).

12. Deoarece în codul civil român nu există dispozițiunile art. 720—722 c. civ. fr., cari stabilesc prezumpțiuni cu privire la cei cari mor aproape în același timp, în dreptul român, părțile vor putea dovedi prin orice mijloace de probă supraviețuirea unuia dintre comurinzii. În cazul când nu se va putea stabili cine a murit întâi, succesiunea nu se transmite dela unul la altul. (Alexandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 50, 51).

13. A se vedea: art. 95 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 899, nota 1.

**Art. 652.** — Legea regulează ordinea succesiunilor între moștenitorii legitimi.

Copiii naturali, în privința succesiunii mamei lor și a colateralilor săi, sunt asimilați copiilor legitimi și vice-versa. În lipsă

de moștenitori legitimi sau naturali, bunurile se moștenesc de soțul supraviețuitor. În lipsă de soț, Statul devine moștenitor. (Civ. 477, 646, 659 urm., 677 urm., 679 urm., 680, 684; L. asupra impoz. progresiv pe succesiuni (Mon. of. 91/921) art. 4; L. p. organ. meseriilor, 200 § 6; Decret-lege 3138/919 pentru organizarea comitetelor școlare (Mon. of. 78/919), Art. 13 § 9, 42 § 6; L. timbrului (Mon. of. 92 din 29 Aprilie 1927) Art. 19; L. contribuțiilor directe, Art. 72 § 3; Civ. Fr. 723).

*Text. fr. Art. 723.* — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes: à leur défaut, les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant; et s'il n'y en a pas, à l'Etat.

*Text. fr. Art. 723 (Modificat prin legea din 25 Martie 1899).* — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant, et, s'il n'y en a pas, à l'Etat.

*Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni, Art. 4.* — Dreptul de moștenire ab intestat dela al patrulea grad în sus se desființează, iar patrimoniile defuncțiilor fără testament și fără rude până la al patrulea grad inclusiv, trec în folosul fiseului. Patrimoniile defuncțiilor cari nu lasă rude dela al cincelea până la al doisprezecelea grad trec în folosul Casei Meseriilor.

*Legea timbrului și a impozitului pe acte și fapte juridice din 29 Aprilie 1929, Art. 19.* — Patrimoniile defuncțiilor fără testament și fără nici un moștenitor legal ab intestat, potrivit codurilor civile în vigoare, trec în folosul fiseului pentru alimentarea fondului cultural și de asistență, prevăzut de art. 72 al legii de unificarea impozitelor directe.

Dreptul de moștenire al soților supraviețuitori este și rămâne neatins, în cadrul legiuirilor civile în vigoare.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă sub C. Rennes*, 22 Nov. 1921, Jur. Gen. 1925, No. 470;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 72 urm., 106 urm., 117 urm.;  
 DOCAN P. GEORGE *Studii de drept civil comparat*, p. 257 urm.;  
 GEORGEAN N., *Notă sub Judec. ocol rural Podul-Illoaei*, 26 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1846;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEX. *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 18 urm., „Considerațiuni asupra succesiunii «ab intestat» cu privire la dreptul soțului supraviețuitor”; *Des droits du conjoint survivant*, p. 12.

### Doctrină.

**1.** Prin expresiunea: «ordinea succesiunilor» întrebuințată în art. 652 c. civ. rom., se înțelege ierarhia stabilită de lege între diferitele clase sau categorii de moștenitori, cu privire la culegerea succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 113).

**2.** Moștenitorii cei mai apropiați exclud dela succesiune pe cei mai depărtați. Ordinea succesiunii este următoarea: întâi vin moștenitorii legitimi și copiii naturali, chiar adulterini și incestuoși, în privința succesiunii mamei și a familiei ei. Apoi vine soțul rămas în viață și

în fine vine Statul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 113-114).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 652 c. civ. rom. fac parte din rudele legitime copiii naturali recunoscuți, față de mamă și familia mamei lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 43, 62, 177 urm.).

**4.** A se vedea: art. 659, 677, 678, 679 și 680 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** A se vedea: Art. 679, notele 1. 2. și 3.

**Art. 653.** — Descendenții și ascendenții au de drept posesiunea succesiunii din momentul morții defunctului.

Ceilalți moștenitori intră în posesiunea succesiunii cu permisiunea justiției. (Civ. 651, 652, 659 urm., 672 urm., 681 urm., 713 urm., 777, 889, 891, 895, 911, 912; Pr. civ. 63, 104, 254; L. jud. ocoale 34; L. Timbr. 19 § 17, 21 § 23, 23 § 1, 70; Civ. Fr. 724).

*Text. fr. Art. 724.* — Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession: les enfants naturels, l'époux survivant et l'État, doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes qui seront déterminées.

*Text fr. Art. 724 (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).* — Les héritiers légitimes et les héritiers naturels sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession.

L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession.

### Bibliografie (continuare)

- ALEXANDRESCU CONST., *Notă* sub Judec. ocol Ocnele-Mari (Vâlcea), 48 din 17 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 469;  
 CONSTANTINESCU JAC. N. *Despre testamente*, p. 103; *Despre succesiuni*, p. 60 urm., 125, 129, 130;  
 IONAȘCU R. TRAIAN, *Notă* sub Trib. Tecuci, 56 din 23 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 199;  
 LĂZĂRESCU EMIL AL. *Des droits du conjoint survivant*, pg. 12 urm. 17, 28;  
 STOENESCU D. DEM., *Notă* sub C. Apel Craiova S. I, 174 din 6 Aug. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 5;  
 SCRIBAN TRAIAN, „*Puterea executorie a jurnalului de trimitere în posesie și căile de atac*“.  
 Justiția Olteniei 6—7/1926; *Notă* sub Judec. ocol Herța-Dorohoi, 1169 din 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1822.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptarea succesiunii 6, 7, 8.  
 Acte de conservare 14, 33, 47.  
 Acțiuni în petiție de ereditate 31, 39, 40, 41, 47.  
 Acțiuni în revendicare 20, 21, 40, 47, 49, 50.  
 Acțiuni posesorii 17, 30, 44.  
 Administrație 13, 33.  
 Adopțiune 46.  
 Anulare 41, 47.  
 Ascendenți 10, 22, 23.  
 Autoritate de lucru judecat 37, 40.  
 Beneficiu de inventar 6, 7, 8.  
 Camera de consiliu 36.  
 Cerere contencioasă 36.  
 Cerere grațioasă 36, 40, 42.  
 Comoștenitori 38, 39.  
 Competență 34.  
 Conservare 14, 33, 47.  
 Contestatie 37, 42.  
 Continuarea unui proces 48.  
 Contradicțiune 43.  
 Creditori 7, 8.  
 Curator 43.  
 Deliberare 18.  
 Descendenți 10, 22, 23, 46.  
 Donațiune 47.  
 Efecte 13, 14, 15, 19.  
 Executare 16, 18.  
 Executare în fapt 40, 42.  
 Exercițiul drepturilor 15.  
 Femei văduvă 45.  
 Ficțiune 1.  
 Fructe 27, 44.  
 Grațioasă cerere 36, 40, 42.  
 Imobile 51, 53.  
 Imobile rurale 53.  
 Indivizibilitate 20, 23.  
 Inventar 18.  
 Legatari 7, 36, 43, 47, 50.  
 Lucru judecat 37, 40.  
 Mobile 51.  
 Moștenire, a se vedea cuvântul: „Succesiune“, „Succesori“.  
 Nulitate 41, 47.  
 Ordine publică 3, 4, 39.  
 Ordine succesorală 22.  
 Origina sezinei 2.  
 Partaj 39, 41, 47.  
 Patrimoniu 9.  
 Petițiune de ereditate 31, 39, 40, 41, 47.  
 Plata datorțiilor 8.  
 Posesiune 1, 5, 11, 12, 13, 17, 26, 28, 29.  
 Posesiune de drept 11, 12, 29.  
 Posesiune de fapt 11, 12, 40, 42.  
 Posesorii acțiuni 17, 30, 44.  
 Prescripție 19, 29.  
 Rentă viageră 25.  
 Renunțare la succesiune 6, 24.  
 Revendicare 20, 21, 40, 47, 49, 50.  
 Sechestrul judiciar 37.  
 Sezina 1—7, 10—27, 44, 46, 50—53.  
 Străini 51, 52, 53.  
 Succesiune 1 urm.  
 Succesori neregulați 8, 26.  
 Succesori regulați 8.  
 Taxe succesoriale 35.  
 Testament 4, 37, 41, 47, 50.

Trimitere în posesiune 19,  
 26—45, 47, 48, 49.  
 Urmărire silită 16, 18.  
 Uzufruct 25.

Văduvă saracă 45.  
 Vindere-cumpărare 32.  
 Voință 5, 6.

### Doctrină.

**1.** Sezina este o ficțiune a legii deoarece ea presupune pe unii moștenitori că posedă succesiunea deși în fapt nu o posedă încă. (Demolombe, XIII, No. 126; Laurent, IX, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 54, 55).

**2.** Sezina își trage originea din vechiul drept francez. (Dalloz Rép., Succession, No. 64; Suppl., Succession, No. 29, 30; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, p. 396, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 52, nota 1).

**3.** Tot ce privește sezina este considerat ca fiind de ordine publică. (Demochiul drept francez. (Dalloz Rép., Succession, No. 75; Suppl., Succession, No. 47; Laurent, IX, No. 230; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 193).

**4.** Cineva nu poate derogă dela regulile prevăzute de lege în materie de sezina prin testamentul său, deoarece aceste reguli sunt de ordine publică. (Demolombe, XIII, No. 136; Marcadé, Art. 724, No. 47; Chabot, Successions, I, No. 14; Aubry et Rau ed. 4-a, VI, § 609, text și nota 16, p. 366; Dalloz, Rép., Suppl.

Succession, No. 47; Laurent, IX, No. 230; Baudry et Wahl Successions, I, No. 150 193; Planiol, III, No. 1942; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 53, 61).

**5.** Posesiunea bunurilor trece fără nici o întrerupere dela defunct la moștenitorii cu sezină, din momentul morții, fără nici o manifestare de voință din partea moștenitorilor și chiar fără știrea lor. (Demolombe XIII, No. 126; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 151; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 53, 54).

**6.** Cu toate că sezina operează fără voința moștenitorului, totuși acesta poate să-i consolideze efectele, s'o modifice sau s'o distrugă prin acceptarea pură și simplă, prin acceptarea sub beneficiu de inventar și prin renunțarea la succesiune. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 24 bis, VI; Aubry et Rau ed. 4-a, VI, § 609, text și nota 19, p. 366; Dalloz Rép., Suppl., Succession, No. 42; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 61).

**7.** Sezina are loc atât în favoarea moștenitorului pur și simplu cât și în favoarea moștenitorului care primește succesiunea sub beneficiu de inventar. Acesta din urmă însă, nu poate să-și aproprieze nici un bun din succesiune înainte de a fi fost plătiți legatarii și creditorii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 74).

**8.** În dreptul civil român, moștenitorii fie regulați fie neregulați continuă persoana defunctului iar nu moștenesc numai bunurile, așa încât ei sunt obligați să plătească datoriile defunctului ultra vires bonorum, dacă nu au primit succesiunea sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 44 nota 1, 60).

**9.** Prin cuvântul: «succesiune» întrebuințat în art. 724 c. civ. fr. (653 c. civ. rom.) se înțelege toată averea defunctului cupusă din bunuri mobile sau imobile, corporale sau incorporale, afară de drepturile sau bunurile care sunt intransmisibile prin natura lor și care se sting odată cu încetarea din viață a autorului. (Demolombe, XIII, No. 133 bis, 138, 139, 140; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 152; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 52, nota 3).

**10.** În dreptul civil român sezina aparține numai ascendenților și descendenților defunctului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 63).

**11.** Sezina implică ideea de posesiune. Sezina, după o părere, conferă celor cari o au dela lege, atât posesiunea de fapt cât și posesiunea de drept a bunurilor succesoriale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 609, text și nota 14, p. 365; Laurent, IX, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 54).

**12.** După altă părere, sezina conferă celor ce o au dela lege, numai posesiunea de drept, ei având dreptul să ia în stăpânire bunurile succesoriale fără inter-

venția justiției. (Demolombe, XIII, No. 125, 158. Demante et Colmet de Santerre, III, No. 24 bis; Huc, V, No. 33; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 163).

**13.** Efectele sezinei sunt de a conferi sezinarilor dreptul de a lua în stăpânire bunurile succesoriale și de a le administra fără să fie nevoie să îndeplinească nici o formalitate. (Demolombe, XIII, No. 133; Aubry et Rau ed. 4-a, VI, § 609, p. 366; Dalloz, Rép., Succession No. 67; Suppl., Succession No. 31; Laurent, IX, No. 223, 241; Huc, V, No. 33; Planiol, III, No. 1938; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 57, 59).

**14.** Alt efect al sezinei este de a conferi sezinarului dreptul să facă orice act de conservare și de supraveghere asupra bunurilor succesoriale. (Dalloz Rép., Succession, No. 67; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 57).

**15.** Alt efect al sezinei este acela că ea conferă sezinarului dreptul de a exercita în mod activ și pasiv, din momentul decesului decujusului, toate drepturile active și pasive ale defunctului. (Pothier, Successions, VIII, p. 111; Dalloz, Rép., Succession, No. 76; Suppl., Succession, No. 31; Laurent, IX, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 53, 57).

**16.** Astfel sezinarul are dreptul să urmărească, din momentul decesului decujusului, pe toți debitorii succesiunii și pe toți deținătorii bunurilor succesoriale și să fie urmărit la rândul său din același moment, de toți acei cari au vreo pretențiune în contra succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 76; Suppl., Succession, No. 31; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 57).

**17.** Deasemenea din momentul decesului decujusului, sezinarul are dreptul să exercite acțiunile posesorii cu privire la bunurile succesoriale, deși el nu a făcut personal nici un act de posesiune asupra acestor bunuri. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 31; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 57).

**18.** Dacă îndată după deschiderea succesiunii, sezinarul este urmărit de acei cari au să-și valorifice vreo pretențiune cu privire la succesiune, el are dreptul să ceară amânarea urmăririi pentru a putea delibera și face inventarul succesiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 31).

**19.** Prescripțiunea începută în favoarea decujusului continuă și în favoarea moștenitorilor. Când ea se produce în favoarea moștenitorilor sezinari, ea este un efect al sezinei; iar când se produce în favoarea moștenitorilor nesezinari ea este o urmare a efectului declarativ al trimiterii în posesiune. (Mourlon, II, No. 35; Marcadé, Art. 724, No. 3; Laurent, IX, No. 223; Huc, V, No. 33; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 54; Comp.: De-

molombe, XIII, No. 158; Baudry et Wahl, Succession, I, No. 191).

**20.** După o părere, sezina aparține tuturor moștenitorilor în chip indivizibil, așa încât unul dintre moștenitori aflați în indiviziune, poate să intenteze singur acțiune de revendicare în contra unui tert care a uzurpat averea, spre a-și conserva pozițiunea sa ereditară din această avere, singurul drept al tertului fiind numai de a cere punerea în cauză a celorlalți moștenitori ai revendicantului, (Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 609, text și note 22, 23, p. 367; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 38, Laurent, IX, No. 232; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 167; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 142).

**21.** După altă părere, fiecare moștenitor având din chiar momentul deschiderii succesiunii un drept diviz distinct de al coeredelului său, el nu poate revendica dela un tert mai mult decât partea sa ereditară din succesiune. (Demolombe, XIII, No. 152, 153; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 141).

**22.** Ascendenții și descendenții nu au sezina toți deodată în mod colectiv, ci pe rând în ordinea în care au vocațiune la succesiune. (Demolombe, XIII, No. 147 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 609, text și nota 25, p. 368; Laurent, IX, No. 231; Huc, V, No. 31; Planiol, III, No. 1935; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 64, 65; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 367, p. 296 urm.).

**23.** Toți descendenții și ascendenții cari vin deodată la aceeași succesiune, au sezina în mod colectiv și indivizibil. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 609, text și nota 22, p. 367; Laurent, IX, No. 232; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 65, nota)

**24.** Dacă sunt mai mulți sezinari cari vin deodată la aceeași succesiune, și dacă unul dintre ei a renunțat la succesiune, cei ce nu au renunțat, sunt considerați că au avut posesiunea întregii moșteniri din momentul deschiderii succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 65).

**25.** Cu toate că în principiu sezina cuprinde toate bunurile succesoriale, totuși ea nu se aplică la drepturile cari nu sunt transmisibile prin natura lor, cum sunt o rentă viageră sau un uzufruct, nici la bunurile afectate cu un drept de reînțoarcere sau gravate de substituțiune. (Demolombe, XIII, No. 128 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 33; Huc, V, No. 32, 34; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 52, nota 3).

**26.** Toți moștenitorii, chiar și moștenitorii neregulați au proprietatea bunurilor autorului din momentul decesului său pe când posesiunea nu o au de drept decât anumiți moștenitori, iar ceilalți trebuind s'o ceară dela justiție. (Pothier, Successions, VIII, p. 111, nota 1; Marcadé, Art. 724, No. 46; Laurent, IX, No.

217, 237, 258; Planiol, III, No. 1926; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, 55, 56, 58).

**27.** Moștenitorii atât sezinari cât și nesezinari, având proprietatea bunurilor defunctului din momentul decesului său, au dreptul la fructe fără ca cei din urmă să fie obligați să ceară trimiterea în posesiune dela justiție. (Demolombe, XIII, No. 160 bis; Demante et Colmet de Sauterterre, III, No. 89 bis VII; Laurent, IX, No. 227, 245; Huc, V, No. 140; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 55 nota 2).

**28.** Potrivit dispozițiilor art. 724 c. civ. fr. (653 al. 2 c. civ. rom.) ceilalți moștenitori intră în posesiunea succesiunii și nu pot exercita vreun drept prioritar la succesiune nici să fie urmăriți cu privire la aceste bunuri decât după ce au obținut trimiterea în posesiune dela justiție. (Demolombe, XIII, No. 156; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 609, p. 366; Dalloz, Rép. Succession, No. 77; Suppl., Succession, No. 44; Laurent, IX, No. 240; Huc, V, No. 33; Planiol, III, No. 1938; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 57, nota 2, 58, 63).

**29.** Moștenitorii nesesizari continuă prescripția începută de decujus atât după părerea care le recunoaște o posesiune de drept din momentul deschiderii succesiunii, cât și după părerea că trimiterea în posesiune are efect retroactiv dela data deschiderii succesiunii. (Demolombe, XIII, No. 158; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 181, p. 133; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 44; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 191).

**30.** Moștenitorii nesezinari nu au dreptul să introducă acțiuni posesorii cu privire la bunurile succesoriale decât după predarea bunurilor succesoriale sau trimiterea în posesiune. (Demolombe, XIII, No. 158; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 44; Laurent, IX, No. 242; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 191; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 58).

**31.** Moștenitorii nesezinari nu au dreptul să introducă o acțiune în petiție de ereditare, mai înainte de a fi dobândit trimiterea lor în posesiune asupra succesiunii. (Laurent, IX, No. 502, 509; Huc, V, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 58, nota 1).

**32.** Deoarece moștenitorii nesezinari au proprietatea bunurilor succesiunii din momentul decesului autorului, ei au dreptul să vândă bunurile succesoriale, înainte de a fi dobândit trimiterea în posesiune asupra succesiunii dela justiție, deoarece prin această vânzare ei își exercită un drept al lor propriu iar nu un drept al defunctului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 58, 59).

**33.** Moștenitorii nesezinari nu au dreptul și nici obligația de a administra bunurile succesoriale, înainte de a fi dobândit trimiterea în posesiune dela ju-

știție ci au dreptul numai să ia măsurile necesare pentru conservarea drepturilor lor. (Laurent, IX, No. 241; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 59).

**34.** Cererea de trimitere în posesiune se adresează tribunalului celui din urmă domiciliu al defunctului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 66).

**35.** Înainte de a se face trimiterea în posesiune moștenitorul este obligat să plătească taxele succesoriale prevăzute de legea timbrului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 68).

**36.** Cererea de trimitere în posesie a moștenitorilor legitimi fără sezină și a legatarilor universali, când nu există moștenitori rezervatari, sunt cereri de natură grațioasă cari se rezolvă de instanțele judecătorești în camera de consiliu conform dispozițiilor art. 104 din procedura civilă, întrucât nu există nici o pretențiune opusă; de îndată însă ce cu ocazia unei asemenea cereri, intervine o parte cu interese contrare petiționarului, afacerea dobândește un caracter contencios, care se rezolvă în ședința publică cu debateri contradictorii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 66, nota 2; N. Jac. Constantinescu, Despre succesiuni, ed. 2-a, p. 62, 66, 67; N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 146).

**37.** Când există mai multe cereri de trimitere în posesiune din care una pe baza unui testament, sau există contestație asupra unei cereri de trimitere în posesie, rolul judecătorului în soluționarea cererilor se mărginește numai la un examen sumar al regularității exterioare a testamentului, deoarece există urgență a se pronunța trimiterea în posesie asupra succesiunii, pentru ca ea să nu rămâie fără un reprezentant, lăsându-se în nesiguranță proprietatea și posesiunea succesiunii.

Pe calea sumară a cercetării unei cereri de trimitere în posesie, nu se poate discuta cu autoritate de lucrul judecat, cererea de examinare și de anulare a unui testament, și aceasta urmează să aibă loc numai pe calea unei acțiuni principale iar până atunci testamentul urmează să-și producă toate efectele sale, între cari este și admiterea, pe baza lui, a unei cereri de trimitere în posesie și în cazul când există temere asupra proprietății sau posesiunii succesiunii, partea interesată poate cere și obține, după intentarea unei acțiuni privitoare la succesiune, instituirea unui sechestrului judiciar asupra bunurilor succesoriale. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 147; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 63, nota 2).

**38.** Dacă sunt mai mulți moștenitori colaterali și numai unul dintre ei cere trimiterea în posesiune asupra întregii averi succesoriale, tribunalul nu o poate refuza pe motivul că ar mai fi și alți moștenitori cari au dreptul la această succesiune, întrucât ei nu se prezintă pen-

tru a o reclama. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea 2-a, p. 64 urm.; N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 147).

**39.** Dacă un moștenitor nesezinar a cerut trimiterea în posesiune dela justiție și a obținut-o, tribunalul s'a desezisat definitiv de această chestiune și numai poate dispune trimiterea în posesiune a altui moștenitor care ar cere-o deoarece măsura luată are caracterul unei dispoziții întrucâtva de ordine publică pentru ca moștenirea să nu rămâie fără un reprezentant; acești moștenitori sunt obligați să introducă în contra moștenitorilor trimiși în posesie și cari posed succesiunea, fie acțiunea în împărțeală, fie acțiunea de petiție de ereditate. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 147, 148; Comp.: Laurent, IX, No. 246, 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 67).

**40.** Jurnalele de trimitere în posesie nu se pot executa în fapt deoarece ele sunt acte de natură grațioasă, pronunțate fără citarea vreunei părți protivnice; dacă s'ar admite ca aceste jurnale să se poată executa în fapt, prin punerea în posesie efectivă asupra averii succesoriale, s'ar înlătura cu totul calea acțiunilor în revendicare și a petițiilor de ereditate pe cari cei trimiși în posesie ar fi obligați a le intenta în contra detentorilor imobilelor succesoriale, cari ar fi prin urmare deposedați prin o lucrare a tribunalului la care ei nu au fost chemați, călcându-se prin această procedură principiile de drept prevăzute în art. 973 și 1201 din codul civil și cei cari aveau posesiunea unei averi, ar fi nevoiți ca din calitatea de părți, pe care în mod normal trebuiau să o aibă, să capete calitatea de reclamant în acțiunea lor de reintegrare, ceea ce ar constitui o intervertire a rolului lor în litigiu, aducându-se prin aceasta o daună părților cari posedă imobilele succesoriale. (Alexandresco, III, partea II-a, p. 66, nota 2, 67, 68; N. Jac. Constantinescu, Despre succesiuni, ed. 2-a, p. 62, 66, 70; N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 148).

**41.** De îndată ce tribunalul a admis o cerere de trimitere în posesie, încheindu-se și jurnalul, el s'a desezisat și o altă parte care ar avea pretențiunea asupra aceleiași averi, în calitate de moștenitor, nu-și mai poate valorifica aceste pretențiuni decât fie pe calea unei acțiuni în petiție de ereditate sau de împărțeală, fie pe calea unei acțiuni în anulare de testament, sau orice altă acțiune pe care legea i-o pune la dispoziție. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 149).

**42.** Dacă cel trimis în posesie, a cerut și a obținut punerea de fapt în posesie asupra averii succesoriale, deși această măsură nu este conformă cu principiile de drept, deoarece trimiterea în posesie este o lucrare de natură grațioasă, fără a se chema în cauză vre-

persoană care ar avea interes în succesiune sau vreun drept asupra bunurilor succesoriale, cum ar fi un alt moștenitor sau posesorul averii succesoriale și care prin această punere de fapt în posesie, ar fi isgonit din bunurile ce le posedă și ar fi obligat a se adresa pe calea unei acțiuni pentru a recăpăta posesiunea bunurilor de care a fost deposedat — totuși un alt moștenitor, care nu posedă bunurile succesoriale, nu are dreptul a face contestație la punerea de fapt în posesie asupra acestor bunuri. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 149).

**43.** Potrivit dispozițiilor art. 895 din codul civil, legatarul unei fracțiuni de ereditate va cere posesiunea legatului dela erezii rezervatari, în lipsa acestora dela legatarii universali, iar în lipsa și a acestora din urmă, dela ceilalți erezii legitimi.

Deși dispozițiile articolelor 899 și urm., dela secțiunea: „Despre legatele singulare”, nu arată dela cine trebuie să ceară legatarul singular posesiunea bunurilor legate, totuși din interpretarea acestor texte reiese că trebuie extinse dispozițiile art. 899 din codul civil și la predarea legatelor singulare deoarece nici o dispozițiune a legii, nu dă legatarului particular dreptul de a cere dela justiție trimiterea în posesiune asupra legatelor, ci din contra din dispozițiile art. 891, 895 și 899 din codul civil, rezultă că orice legatar, afară de legatarul universal, este obligat să ceară posesiunea legatului său dela erezii rezervatari, în lipsa lor, dela legatarii universali, iar în lipsa acestora din urmă, dela ceilalți erezii legitimi.

Deși potrivit dispozițiilor art. 653 din codul civil, descendenții și ascendenții, au de drept posesiunea succesiunii din momentul morții lui decedat iar ceilalți moștenitori intră în posesiunea succesiunii cu permisiunea justiției, deci ar părea la prima vedere că există o inadverență a legiuitorului și o contradicțiune între acest text și dispozițiile textelor art. 891, 895 și 899 din codul civil, totuși această contradicțiune nu este decât aparentă, deoarece dispozițiile art. 653 al. ult., trebuie aplicate numai atunci când trimiterea în posesiune este cerută de ceilalți moștenitori legitimi până la gradul al IV-lea inclusiv în afară de descendenți și ascendenți și când este cerută conform dispozițiilor art. 891 din c. civ., de către legatarul universal atunci când testatorul nu a lăsat erezii rezervatari, cazuri în cari urmează a se aplica dispozițiile art. 895 și 899 din codul civil, acești legatari trebuind să ceară posesiunea legatelor dela moștenitorii rezervatari, dela legatarii universali sau dela erezii legitimi, iar în cazul când nici erezii legitimi nu ar exista, să fie obligați a cere dela justiție numirea unui curator al succesiunii, dela

care urmează a cere predarea legatului. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 150, 151).

**44.** Punerea în posesie odată înfăptuită, are aceleași efecte juridice ca și sezina moștenitorilor direcți, adică dreptul la acțiunile posesorii și culegerea fructelor, prezumând pe trimișii în posesie ca adevărați moștenitori, până la proba contrară, pe care urmează să o facă acei cari au interes să conteste calitatea moștenitorilor trimiși în posesie. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 152, 153).

**45.** Dacă văduva săracă are în virtutea dispozițiilor art. 684 din codul civil, un drept de succesiune în averea soțului său decedat, ea însă nu poate intra în posesiunea acestui drept fără permisiunea justiției cerută și dată conform dispozițiilor art. 653 din codul civil.

Dacă însă după încetarea din viață a soțului, soția săracă rămâne în posesia averii care compune succesiunea și este lăsată în această posesiune de către rudele defunctului, ea nu are interes să-și valorifice în justiție drepturile sale și nu poate fi declarată decăzută din dreptul de succesiune, deschis din chiar momentul decesului soțului său. (Alexandresco, III, partea 2-a, p. 62, 208; N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 153).

**46.** Copilul adoptat și descendenții săi, având dreptul la succesiunea adoptatorului, când vin prin reprezentare, au același drept ca și descendenții legitimi: prin urmare ei au sezina legală și nu au nevoie să facă cerere de trimitere în posesie. (Alexandresco, II, p. 407; III, partea 2-a, p. 62; N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 153).

**47.** Moștenitorii colaterali și legatarii, pentru a avea dreptul să exercite acțiunile ce aparțineau defunctului, cum ar fi acțiunea de revendicare, de anulare a unei donațiuni, etc., trebuie să ceară în prealabil trimiterea în posesiune; numai în cazul când ei exercită drepturile și acțiunile lor proprii, în virtutea calității lor de moștenitori, cum ar fi acțiunea de împărțeală, acțiunea de anulare de testament, etc., sau când fac acte de conservare și după unii când introduc acțiune în petiție de ereditate, nu sunt obligați a îndeplini în prealabil această formalitate. (Demolombe, XIII, No. 133, 159, 160; XVII, 36; XXI, 632, 633; Mourlon, II, No. 838; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 151 bis. I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 609, p. 366; VII, § 718, n. 481; Huc, V, No. 33, 260; Laurent, IX, No. 224, 225, 243, 502, 509; XIV, 32, 62; Planiol, III, No. 1938, 2759; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 153, 806, 891; Baudry et Colin, II, No. 2448; D. Alexandresco, III, partea II-a, p. 58 urm.; 896, 897; IV, partea 2-a, p. 201, 202, 213, nota 3, 224, 235; N. Jac Constantinescu, Despre succesiuni, ed. 2-a, p. 61, 65, 66, 69, 70;

N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 153, 154).

**48.** Deși moștenitorii colaterali trebuie să ceară posesiunea averii dela justiție, totuși ei pot continua un proces început de către defunct, fără a fi nevoie să ceară în prealabil trimiterea în posesie, deoarece calitatea lor de moștenitori se poate discuta în mod contradictor cu acela care deține bunul, prin aceeași hotărâre, care rezolvă fondul în însăș dreptului reclamat. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 155, 156).

**49.** În cazul când un moștenitor nezezinar, nu a cerut dela justiție trimiterea în posesie, înainte de a intenta o acțiune în revendicare contra unui deținător al averii succesoriale, admiterea acestei acțiuni, cuprinde implicit și jurnalul de trimitere în posesie. (N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 156).

**50.** Dacă legatarul universal care este și sezinar, a recunoscut un legat lăsat de defunct prin testament unei persoane, căreia i-a predat chiar legatul, acest legatar pus astfel în posesiunea legatului lăsat, are dreptul să introducă o acțiune de revendicare a bunurilor legate, în contra deținătorilor acestor bunuri, fără să mai fie obligat a discuta valabilitatea legatului față cu toți ceilalți moștenitori rezervatari. (Laurent, XIV, No. 50; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 2404; N. Georgean, Studii Juridice, vol. II, p. 156).

**51.** Investirea cu sezina legală aparține și moștenitorilor străini în ceea ce privește averea mobilă și imobilele din comunele urbane, bunuri care pot fi dobândite de străini în România chiar prin succesiune, deoarece sezina este privitoare la transmiterea proprietății bunurilor. (Huc, V, No. 30, 258; Despagnet, Précis, No. 366; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 63).

**52.** După altă părere, oricare ar fi natura și situațiunea bunurilor din succesiune, sezina atârnă de legea personală a defunctului. (Weiss, Traité, IV, No 570 urm.).

**53.** În ceea ce privește imobilele rurale ele neputând fi dobândite în România de către străini, ei nu au în privința acestor bunuri sezina legală, deoarece nu le pot moșteni. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 64).

## INDEX ALFABETIC

(la jurisprudență).

Acțiune de revendicare 1, 5.	Contestație 1, 5, 9, 11.
Acțiune în petițiune de ereditate 1, 2, 5.	Despăgubiri 8.
Administrație 2, 4.	Executare 5, 5 bis.
Adopțiune 2.	Grațioasă cale 1, 2, 4, 5, 9.
Anulare 2, 3, 4, 10.	Legat 3, 5 bis.
Autoritate de lucru judecat 1-5, 9.	Locațiune 5 bis.
Cale grațioasă 1, 5, 9.	Măsură provizorie 1.
Cale grațioasă 1, 2, 4, 5, 9.	Natură grațioasă 1, 2, 4, 5, 9.
Cerere de trimitere în posesiune 1 urm.	Nulitate 2, 3, 4, 10.
	Partaj 6.
	Petițiune de ereditate 1, 2, 5.

Poseziune de fapt 5.  
Proprietate 6, 7, 12.  
Provizorie măsură 1.  
Recurs 5 bis.  
Revendicare 1, 5.  
Sechestrul judiciar 2, 3.  
Sezină 5 bis.  
Taxe succesoriale 5.

Terți 5, 9.  
Testament 3, 4, 5 bis.  
Trimitere în posesiune 1 urm.  
Urgență 4.  
Vindere-cumpărare 7, 10, 11, 12.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** În principiu, cererea de trimitere în posesie este de natură grațioasă; dimpotrivă, când se ridică contestațiuni, asupra drepturilor celui ce solicită punerea în posesie, cererea ia un caracter contencios. Totuși, deși cu desbateri contradictorii, și în această din urmă ipoteză trimiterea în posesie nu este decât o simplă măsură provizorie, așa că partea care a fost respinsă pe această cale, are posibilitatea să-și valorifice pretențiunile pe calea principală a unei acțiuni în petițiune de ereditate sau de revendicare. (C. Apel Constanța, 74 din 25 Februarie 1925, Bul. C. Apel 12/925, Justiția Dobrogei 3-5/925).

**2. a)** O cerere de trimitere în posesie nu poate constitui o bază pentru admiterea unei acțiuni de sechestrul judiciar, întrucât ea fiind o cerere cu caracter unilateral, fără să existe pretențiuni opuse din partea altor persoane, constituie o cerere grațioasă, iar nu una contencioasă.

**b)** Rațiunea trimiterii în posesie a celor ce se pretind moștenitori este ca succesiunile să nu rămână neadministrate, ca posesiunea lor să nu fie în nesiguranță și deci o trimitere în posesie nu mai poate avea loc când în posesiunea succesiunii se găsește deja pus un moștenitor, fie prin efectul legii, fie prin o intervenție anterioară a justiției, în care caz cel ce se pretinde moștenitor, dacă vrea să intre în posesiunea succesiunii, trebuie să intenteze o acțiune în petiție de ereditate în contra moștenitorilor care se găsesc puși în posesiunea succesiunii cerând dela aceștia predarea bunurilor care alcătuiesc succesiunea asupra căreia el pretinde că are dreptul.

**c)** O acțiune în anularea adopțiunii intentată de rudele de sânge ale adoptatorului, la a cărui succesiune vroesc a veni, în contra celui adoptat nu poate constitui o bază pentru admiterea unei acțiuni de sechestrul judiciar cerută de rudele de sânge contradictoriu cu adoptatul, întrucât o asemenea acțiune nu poartă asupra proprietății sau posesiunii unui lucru mișcător sau nemișcător, nici asupra administrațiunii sau folosinței unui lucru comun, ci tinde la anularea unei hotărâri de adopțiune, urmărindu-se schimbarea stărei civile de fiu adoptiv a intimatului. (T. Ilfov, S. I civ. cor. 500/925, Curier, Jud. 24/925).

**3.** Admiterea cererii de trimitere în posesiune asupra averii succesoriale fă-



cute de recurent și prin care i se acordă investirea legală ca legatar, nu exclude posibilitatea admiterii ulterioare a unui sechestrul judiciar asupra averii devenite litigioasă prin cererea de anulare a testamentului, care a servit de baza cererii de trimitere în posesiune — căci fiecare din aceste cereri — adică cererea de trimitere în posesiune, ca fiind legatar, și cererea de sechestrul judiciar, ca având vocațiunea succesorală prin rudenția de sânge — au obiecte și cauze diferite și pot, prin urmare, coexistă, fără ca să se poată susține că hotărârile prin care se soluționează separat, fiecare din aceste cereri, ar putea să se găsească în contradicție și să atingă principiul autorității lucrului judecat.

Prin urmare, în speță, deși în cererea de trimitere în posesiune, pretențiunile intimaiților au fost respinse, totuși instanța de fond a putut admite cererea lor de sechestrul judiciar, introdusă în urma acțiunii pentru anularea testamentului, fără ca prin aceasta să violeze autoritatea de lucru judecat a sentinței de trimitere în posesie. (Cas. I, dec. 2198 din 29 Septembrie, 1925; Jur. Rom. 4/926).

4. În drept, cererile de trimitere în posesiune succesorală au caracter urgent, iar justiția, fără a prejudeca fondul drepturilor nu face decât se acorde posesia bunurilor succesorală aceluia care are aparența de a fi proprietar.

Justificarea acestei măsuri este în interesul general de a nu se lăsa bunurile fără stăpân, și aceasta rezultă evident din chiar măsurile luate de legiuitor în materia succesiunilor prin aplicarea sigiliilor, inventarierea averii, păstrarea vâlorilor, declararea de vacanță a succesiunii, cu un cuvânt un fel de administrațiune a fondului succesoral.

După legea de procedură civilă dela 1900 caracterul unor asemenea cereri este de natură grațioasă, așa cum o prevede art. 104, iar faptul că s'au făcut mai multe cereri de trimitere în posesie succesorală, nu poate schimba acest caracter față de un alt proces pe cale principală, deoarece părțile nu cer nimic una dela alta și nici justiția nu condamnă pe vreuna din ele, întocmai ca la un adevărat proces.

Aceste cereri se aseamănă cu *imperium mixtum* dela Romani, deosebit de jurisdicția contencioasă și de cea grațioasă, dar de care se apropie, formând o jurisdicție specială în care se ia o măsură în afară de proces, și deși legea de procedură civilă nu a prevăzut asemenea cazuri, totuși aceasta n'ar fi un argument pentru a le stabili caracterul contencios, căci atunci ar dispărea urgența care le stă la bază.

Că dar ori câtă legătură ar există între o acțiune în anularea testamentului și o cerere de trimitere în posesie bazată pe acel testament, ele urmează să se rezolve

separat și după natura lor, așa că cererea de amânare formulată până la judecarea procesului în anularea testamentului, urmează a fi respinsă. (Trib. Ilfov, III, Jurnal No. 19358 din 5 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1926 No. 86).

5. Dacă dispozițiile art. 653 și 891 din codul civil cer ca trimiterea în posesie a moștenitorilor colaterali să se facă de justiție, prin ele legiuitorul nu a înțeles să se predea în mod efectiv în posesia lor bunurile succesoriale prin punerea lor în posesie de fapt, fie de către tribunal, fie de către corpul de portărei, cari sunt agenți de executarea hotărârilor și încheierilor date de tribunal și Curți, ci a înțeles numai ca tribunalul, cercetând pe cale grațioasă dacă în adevăr persoana asupra aversei căreia se cere trimiterea în posesie, a decedat, dacă cel ce cere trimiterea în posesie este rudă colaterală în grad succesibil și are chemare la succesiune și dacă s'au plătit taxele succesoriale asupra aversei care formează obiectul cererei, după care să se pronunțe în principiu încheierea de trimitere în posesie, încheiere de natură grațioasă, fără să se citeze în cauză vreo persoană cu interese în această afacere, cum ar fi vreun alt moștenitor sau posesorul aversei succesoriale, afacerea devenind de natură contencioasă numai atunci când vreo altă persoană interesată ar interveni înainte de a se fi pronunțat încheierea de trimitere în posesie.

Dacă ar fi să se admită că această încheiere să se poată execută în fapt prin punerea în posesie efectivă asupra aversei succesoriale, s'ar înlătură ca totul calea acțiunilor în revendicare și a petițiilor de ereditare pe cari cei trimiși în posesie ar fi obligați a le intentă contra detentorilor imobilelor succesoriale, care ar fi deposedați de ele prin o lucrare a tribunalului la care ei nu au fost chemați, călcându-se prin aceasta principiile de drept prevăzute de dispozițiile art. 973 și 1261 din codul civil și cei cari aveau posesiunea unei averse, ar fi nevoiți ca din calitatea de părit pe care în mod normal trebuiau să o aibă să capete calitatea de reclamant în acțiunea lor de reintegrare, ceea ce ar constitui o intervertire a rolului lor în litigii, aducându-se prin aceasta o daună părților cari posedă imobilele succesoriale. (Trib. Ilfov, S. III, c. c. 18 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1926 No. 655).

5 bis. *In fapt*: Recurentul, pretinzându-se legatar testamentar al imobilului ocupat de intimaiți, a intervenit în procesul de evacuare intentat acestora de moștenitorii sezinari, ai defunctului, susținând că, numai dânsul poate avea raport cu chiriașii. Instanța de apel i-a respins cererea ca inadmisibilă, întrucât dreptul său derivând din testament nefiind validat prin o trimitere în posesiune, posesiunea anterioară ce el a invocat-o a fost

precară și nu-i dă dreptul la acțiunile derivând din dreptul de proprietate. Soluția a fost confirmată de Înalta Curte.

**In drept:** Intrucât recurentul nu a cerut și obținut prin justiție trimiterea sa în posesiunea averii defunctei sale soții, nu pe calea unui proces de chirie intențat pe baza legilor excepționale, putea să-și valorifice dreptul său de legatar și deci, el nu putea intența acțiune de evacuare contra chiriașului, acest drept aparținând rudelor de sânge care aveau sezina și fuseseră trimise în posesiune și deci cu drept cuvânt Tribunalul i-a respins cererea sa de intervenție în proces. (Cas. I Complet chirii dec. 310 din 16 Ianuarie 1926, Jurispr. Gen. 1926. No. 1437).

**6.** Moștenitorii fără sezina deși sunt și ei investiți *ipso jure* cu proprietatea drepturilor și obligațiilor defunctului, totuși nu au posesiunea averii de moștenire și nici exercițiul drepturilor sale active și pasive decât după o prealabilă recunoaștere venită din partea justiției.

Prin urmare, nepoții moștenitori fără sezina, nu pot avea între ei exercițiul acțiunii de împărțeală cu privire la bunurile successorale rămase pe urma unchiului lor, înainte de a fi trimiși de justiție în posesiunea averii de moștenire. (Jud. Ocnele Mari Vâlcea Cart. de jud. Civ. No. 48 din 17 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 469).

**7.** Lipsa investițiunii cerută de art. 653 al. 2 din codul civil, nu poate constitui, din cauză că vânzătorul nu fusese trimis în posesiune, o cauză de nulitate a contractului de vânzare, când dreptul acestuia s'a născut din momentul morții celui pe care îl moștenește. (C. Apel București, S. I. 17 din 27 Ianuarie 1926, Bul. C. Apel 8/926).

**8.** Dispozițiunea din art. 653 alin. II, cod civil, potrivit căreia moștenitorii colaterali nu intră în posesiunea succesiunii decât cu permisiunea justiției, se aplică numai în cazurile în cari erezii colaterali exercită vreunul din drepturile defunctului, iar nu și atunci când dânsii exercită drepturile lor proprii, cari le sunt personale.

Din art. 3, 4, 6 și 60 din codul de procedură penală rezultă că oricine se va socoti vătămat prin comiterea vreunei infracțiuni penale se poate constitui parte civilă și cere repararea daunelor suferite.

Prin urmare, în speță, instanța de fond declarând că actele de stare civilă, necombătute, au forță probantă, că prin ele și celelalte dovezi administrate se stabilește gradul de rudenie între victimă și reclamanti și că aceștia pot să ceară despăgubiri pentru prejudiciul ce suferă din infracțiunea săvârșită de recurenți, fără să fi fost puși în posesiune de justiție, instanța de fond prin aceasta nu a violat legea. (Cas. II, decizia 822 din 24 Februarie 1926, Jur. Rom. 10/926, Dreptul 30/926).

**9.** Încheierile de trimitere în posesie pronunțate fără debateri contradictorii pe baza art. 653 și 891 cod. civ. sunt acte de jurisdicție grațioasă cărora trebuie să li se aplice regulile stabilite pentru asemenea acte prin codul de procedură civilă (art. 104).

Încheierile de trimitere în posesie nu sunt opozabile terților față de cari ele nu pot avea nici un efect practic. În consecință, terții cari n'au luat parte la judecarea lor pot contesta pe cale contencioasă, în orice fel de procese, calitatea de moștenitor recunoscută prin ele.

Faptul că acești terți au atacat anterior cu contestație încheierea de trimitere în posesie, fără a se discuta cu acel prilej calitatea de moștenitori a trimișilor, nu poate constitui o recunoaștere tacită a acestei calități, valabilă pentru procesele ulterioare. (Trib. Buzău, S. II, 2957 din 16 Aprilie 1926, Pand. Săpt. 18/926, Pand. Rom. 1926, III, 87).

**10.** Moștenitorii fără sezina nu pot figura ca reclamanti într-o acțiune în justiție, pentru a cere anularea actelor de vânzare făcute de defunct, fără a fi trimiși în posesie de justiție, în caz contrar urmând a li se opune excepțiunea de nulitate pentru lipsă de calitate, care fiind o chestiune de fond, poate fi propusă în orice stare a procesului și chiar din oficiu de judecător, potrivit art. 83 din legea judecătorilor de ocoale. (Judecătoria de ocol rural Voinești (Dâmbovița) 353 din 22 Iunie 1926, Dreptul 28/926).

**11.** În materie de contestație imobiliară cumpărătorul nu poate opune contestatorului rudă colaterală a vânzătorului, care posedă terenul, finele de neprimire dedus din absența îndeplinirii formalităților trimiterii în stăpânire, prevăzută de art. 653 c. civ., pentru cei care nu au sezina. (Jud. oc. Herța, Carte de jud. No. 1169 din 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1822).

**12.** Dispoziția cuprinsă în art. 653 c. civil, după care toți moștenitorii afară de descendenți și ascendenți, trebuie să ceară și să obțină punerea în posesie dela justiție, nu are alt scop decât numai acel de a permite moștenitorilor să exercite acțiunile defunctului și să răspundă la ele, acest drept neatingând întru nimic transmiterea drepturilor dela defunct la moștenitor care o îndeplinește în virtutea legii din momentul chiar al deschiderii succesiunii conform art. 644 c. civ.

Așa dar regula din art. 653 c. civil aplicându-se numai în cazurile când erezii colaterali exercită unul din drepturile defunctului, iar nu și atunci când dânsii exercită drepturile lor proprii care le sunt personale, și cum în speță reclamantul exercită un drept al său personal prin acțiunea ce a introdus, tulburarea producându-se după decesul defunctului, nu mai este necesar deci a fi trimis în posesiunea averii, fiind suficientă numai

calitatea sa de erede, care îi conferă proprietatea moștenirii din momentul decesului defunctului, astfel că obiecțiunea ridicată de părinte urmează a fi înlăturată ca nefondată.

Chiar dacă am admite că totuși ar trebui ca reclamantul să fie pus în posesiunea averii pentru a avea exercițiul prezentei acțiuni, încă obiecțiunea ridicată urmează a fi respinsă, căci din lucrările dosarului se vede că prin jurnalul Nr. 3602 al Trib. Iași din 22 Iunie 1923 reclamantul este trimis în posesiunea averii.

Trimiterea în posesiune având de scop acordarea sezinei moștenitorilor colaterali care nu o au deplin drept ca sezinarii că deci sezina fiind o ficțiune a legii, care acordă de drept posesiunea, iar nu o posesiune de fapt dreptul de a posedă constând într-o noțiune cu totul distinctă

decât faptul de a posedă, această posesiune nu poate fi transformată din fapt în drept pe calea unei executări prin Portărei, așa cum pretinde părinte, aceasta neputându-se concepe decât atunci când un moștenitor va obține o hotărâre judecătorească, prin care deci i se racordă și faptul posesiunii.

Așa dar chiar dacă ipotetic am admite că în speță eră necesară trimiterea în posesiune pentru exercițiul acțiunii, și cum ea este făcută conform jurnalului Tribunalului, obiecțiunea părintelui urmează a fi înlăturată și în această ipoteză, fiind suficient acest jurnal de trimitere în posesie, fiind necesară și punerea în stăpânire de fapt de portărei. (Trib. Iași s. I, Jurnal Nr. 8883 din 11 Oct. 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1894).

## CAPITOLUL II.

### Despre calitățile cerute pentru a succede.

**Art. 654.** — Pentru a succede trebuie neapărat ca persoana ce succede să existe în momentul deschiderii succesiunii.

Copilul conceput este considerat că există.

Copilul născut mort este considerat că nu există. (Civ. 120, 121, 282 urm., 286 urm., 289, 651, 888, 924; Civ. Fr. 725).

*Text. fr. Art. 725.* — Pour succéder, il faut nécessairement exister a l'instant de l'ouverture de la succession.

Ainsi, sont incapables de succéder:

- 1° Celui qui n'est pas encore conçu;
- 2° L'enfant qui n'est pas né viable;
- 3° Celui qui est mort civiliment.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D. *Notă* sub Trib. Gaillac, Tarn, 11 Sept. 1922, Jur. Gen. 1925, No. 472; *Notă* sub Trib. Bordeaux, Jur. Gen. 1925, No. 473; *Notă* sub Trib. Tunis, 13 Iulie 1921, Jur. Gen. 1925, No. 1257;
- CONSTANTINESCU JAC N., *Despre testamente*, p. 63 urm; *Despre succesiuni*, p. 14 urm;
- DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 160.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Act de naștere 17.  
Aprecieri suverană 21.  
Capacitate, a se vedea cu-vântul: „Incapacitate”.  
Căsătorie 8.  
Comoștenitori 15.  
Concepțiune 7, 9—21,  
23—26.  
Conservare 14.  
Copil conceput 7, 9—21,  
23—26.  
Copil legitimat 8.  
Deces 1, 23.  
Deschiderea succesiunii 1  
urm.  
Dovadă 9, 16—21.  
Drept politic 3.  
Existență 6.

Fals 17.  
Imobile rurale 2, 3.  
Incapacitate 1—5, 22.  
Incetare de viață 1, 23.  
Lege personală 4, 5.  
Legitimare 8.  
Mărturi 18.  
Măsuri de conservare 14.  
Moarte 1, 23.  
Moștenire 1 urm.  
Naștere 7, 16—21, 23—26.  
Ofițerul stării civile 17.  
Operație chirurgicală 24.  
Ordine publică 5.  
Partaj 15.  
Presumpțiuni legale 9—13.  
Probă 9, 16—21.  
Respirație 20.

Străini 2—5.  
Succesiune 1 urm.  
Suverană apreciere 21.

Tipete 20.  
Viabilitate 25.

### Doctrină.

**1.** Sunt incapabili de a moșteni cei încetați din viață în momentul deschiderii succesiunii. (Pothier, Successions, VIII, p. 7; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 70, 71).

**2.** Deasemenea sunt incapabili de a moșteni străinii, însă numai în privința imobilelor rurale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 72, 76, 77).

**3.** Dreptul de a dobândi prin orice mod imobile rurale în România, este un

drept politic care nu aparține decât cetățenilor români. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 77).

**4.** Capacitatea sau incapacitatea de a moșteni atarnă de legea personală a moștenitorilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 80).

**5.** Când însă legea personală a străinului este contrară ordinii publice din România, ea nu-și va găsi aplicațiunea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 80).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 725 c. civ. fr. (654 c. civ. rom.) pentru a fi capabil a moșteni trebuie neapărat ca persoana care moștenește să existe în momentul deschiderii succesiunii. (Daloz, Rép., Succession, No. 85; Suppl., Succession, No. 48; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 72, 74).

**7.** Potrivit dispozițiilor art. 725 c. civ. fr. (654 c. civ. rom.), copilul conceput la epoca deschiderii succesiunii este asimilat, în privința capacității de a moșteni, cu copilul deja născut, cu condițiune ca să se nască viu. (Daloz, Rép., Succession, No. 84; Suppl., Succession, No. 49; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 72, 74).

**8.** În cece privește capacitatea de a moșteni, legitimarea prin căsătorie subsequentă nu-și produce efectele în trecut ci numai din momentul celebrării căsătoriei; prin urmare un copil legitimat prin căsătorie subsequentă după decesul lui decujus, nu poate pretinde succesiunea acestuia. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 478; Succession, No. 86).

**9.** Presumpțiunile legale prevăzute de art. 312, 314 și 315 c. civ. fr. (286, 288 și 289 c. civ. rom.) după o părere nu-și găsesc aplicațiunea în materie de succesiune, pentru a se determina momentul concepțiunii, și în această materie se vor aplica dispozițiunile art. 135 c. civ. fr. (120 c. civ. rom.) și copilul născut după deschiderea succesiunii sau reprezentanții săi vor fi obligați să dovedească prin toate modurile de drept comun, că concepțiunea copilului a avut loc înainte de deschiderea succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 49; Laurent, VIII, No. 538; Huc, V, No. 37; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 214; Planiol, III, No. 1708; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 76).

**10.** După altă părere, dominantă, regulile prevăzute de articolele 312, 314 și 315 c. civ. fr. (286, 288 și 289 c. civ. rom.) în privința determinării concepțiunii copilului, își vor găsi aplicațiunea în toate cazurile când chestiunea legitimității este legată de chestiunea dreptului de moștenire. (Demolombe, XIII, No. 184, 185; Marcadé, Art. 725, No. 5; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 32 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 592, text și nota 3, p. 276; Daloz, Rép., Succession, No. 85; Suppl., Succession, No. 49; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 215).

**11.** În această din urmă părere, când fixarea epocii concepțiunii moștenitorului, nu are nici o influență asupra legitimității sale, după o părere, presumpțiunile stabilite de art. 312, 314 și 315 c. civ. fr. (286, 288 și 289 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea cu caracterul lor de presumpțiuni legale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 592, text și nota 3, p. 276; Daloz, Rép., Succession, No. 84; Suppl., Succession, No. 49).

**12.** După altă părere, dominantă, în acest caz regulile acestea de drept prevăzute de lege, în privința concepțiunii moștenitorului, vor putea fi invocate numai cu caracterul de presumpțiuni de drept, iar nu cu caracterul de presumpțiuni legale. (Demolombe, XIII, No. 184, 185; Marcadé, Art. 725, No. 5; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 32 bis, I; Daloz, Rép., Succession, No. 85; Suppl., Succession, No. 49; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 215).

**13.** Pentru aplicațiunea presumpțiunilor prevăzute de art. 312, 314 și 315 c. civ. fr. (286, 288 și 289 c. civ. rom.) în privința concepțiunii moștenitorului, zilele se vor calcula dela miezul nopții la miezul nopții, neglijându-se fracțiunile. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 161, notele 4, 31, p. 294, 300; Marcadé, Art. 312, No. 2).

**14.** Dela deschiderea succesiunii și până la nașterea copilului moștenitor, care este conceput, rudele din gradul subsequent, cari nu sunt moștenitori, de oarece copilul conceput este considerat moștenitor, vor avea numai dreptul să ceară în justiție luarea măsurilor de conservare a succesiunii, după aprecierea tribunalelor. (Demolombe, XIII, No. 188, 189; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 51; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 221).

**15.** Comoștenitorii copilului conceput, până la nașterea acestuia, vor avea de asemenea dreptul să ceară luarea de măsuri conservatorii, însă nu vor avea dreptul să ceară partajul succesiunii. (Demolombe, XIII, No. 188, 189; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 51; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 221).

**16.** Pentru ca un copil conceput înainte de deschiderea succesiunii să aibă dreptul la această succesiune, trebuie ca el să fie născut viu. Moștenitorii unui copil conceput înainte de deschiderea succesiunii și mort îndată după naștere, vor fi obligați să dovedească, că acest copil s'a născut viu. (Duranton, VI, No. 78; Demolombe, XIII, No. 186; Mourlon, II, No. 41; Marcadé, Art. 725, No. 58; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 29; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 592, p. 277; Daloz, Rép., Succession, No. 90; Suppl., Succession, No. 52; Laurent, VIII, No. 543; Huc, V, No. 38; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 218; Planiol, III, No. 1724; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 72, 74)

**17.** Dovada că copilul s'a născut viu va putea rezulta din actul de naștere în cazul când el a fost prezentat viu înaintea ofițerului de stare civilă care a trecut în actul de naștere această împrejurare, care are valoare până la înscriere în fals. (Daloz, Rép., Succession, 91; Suppl., Succession, No. 52; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73, nota).

**18.** În cazul când copilul nu a fost prezentat ofițerului de stare civilă sau a fost prezentat mort, dovada că el s'a născut viu va putea fi făcută potrivit dreptului comun, cum ar fi declarațiile persoanelor cari au asistat la naștere. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 53, p. 262; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 31 bis; Daloz, Rép., Succession, No. 95; Suppl., Succession, No. 52; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73 nota, 75 nota).

**19.** O mișcare a corpului copilului nu e dovadă că s'a născut viu, deoarece se poate ca această mișcare să fie o continuare a vieții uterine. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73, nota).

**20.** O dovadă că copilul s'a născut viu rezultă din respirația sa sau din țipele sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73, nota).

**21.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, după dovezile făcute dacă copilul s'a născut viu. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73, nota).

**22.** Nu există incapacitate de a transmite moștenirea. (Demolombe, XIII, No. 165 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 46 urm., 70).

**23.** Chiar dacă copilul ar fi murit imediat după naștere, el are dreptul la succesiune dacă a fost conceput înainte de deschiderea succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73).

**24.** Chiar dacă copilul ar fi fost extras din pântecul mamei sale cu un instrument, el va avea dreptul la succesiune, dacă a trăit după extragerea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73).

**25.** În dreptul civil român, contrar ca în dreptul civil francez și italian, nu se cere ca copilul pentru a putea moșteni, să se nască viabil adică astfel conformat încât să poată trăi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73).

**26.** Pierzania unui copil prea crud pentru a putea trăi nu se consideră ca o naștere. (Demolombe, XIII, No. 176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 73, nota).

**Art. 655.** — Sunt nedemni de a succede și prin urmare excluși dela succesiune:

1. Condamnatul pentru că a omorât sau a încercat să omoare pe defunct;

2. Acela care a făcut în contra defunctului o acuzațiune capitală, declarată de judecată calomnioasă;

3. Moștenitorul majore care având cunoștința de omorul defunctului, nu a denunțat aceasta justiției. (Civ. 342 urm., 656, 657; C. p. 38, 47 § 3, 48 urm., 225 urm., 248, 250 urm., 298; Pr. pen. 14 urm., 29 urm., 46 urm., 320 urm., 344, 346 urm., 381, 385 urm.; Civ. Fr. 727).

*Text. fr. Art. 727.* — Sont indignes de succéder, et, comme tels, exclus des successions:

1° Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt;

2° Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse;

3° L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 17;

LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 18 urm., „Considerațiuni asupra succesiunii «ab intestat», cu privire la dreptul soțului supraviețuitor”; *Des droits du conjoint survivant*, p. 148 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptarea succesiunii 33.  
Acțiune 4, 45—54.  
Acțiune indirectă 53.

Acțiune pauliană 53.  
Acuzație capitală 25—28.  
Amnistie 22.

Apreciere suverană 32, 37.  
Autoritate de lucru judecat 54.  
Competență 47—50.  
Complicitate 6, 7.  
Condemnațiune 17—20, 23,

28, 38, 41, 42, 44, 49.  
Contumacie 19, 20.  
Creditori 53.  
Crimă 5, 8.  
Debitori 55.  
Deces 18, 19, 43.

Deliberare 34.  
 Denunțare 25, 29—40, 44.  
 Deschiderea succesiunii 4, 45, 47.  
 Discernământ 11, 31,  
 Domiciliu 47.  
 Donațiune 3, 4, 52.  
 Dovadă 37.  
 Duel 16.  
 Ertare 24, 36.  
 Excepțiuni 1.  
 Excludere dela succesiune 1 urm.  
 Fructe 4.  
 Grațiere 22.  
 Hotărîre, a se vedea cu-vântul: „Condamnare”.  
 Imprudență 14, 40.  
 Imputare 26.  
 Incetare din viață 18, 19, 43.  
 Ingratitudine 3, 4.  
 Intenție 16.  
 Interdicțiune 31.  
 Inventar 34.  
 Judecătorii de ocoale 48.  
 Legitimă apărare 8.  
 Loviri 15.  
 Major 30.  
 Minor 11, 30.  
 Moarte 18, 19, 43.

Moderațiune 13.  
 Moștenire 1 urm.  
 Nebunie 9, 31.  
 Nedemnită 1 urm.  
 Neglijență 14, 40.  
 Omor 1 urm.  
 Ordinul autorității 10.  
 Partaj 47.  
 Pedeapsă cu moarte, a se vedea cuvintele: „Acuzație capitală”.  
 Petițiune de ereditate 47.  
 Presă 26.  
 Prescripție 20, 21, 46.  
 Probă 37.  
 Reducțiune 52.  
 Renunțare 53.  
 Revendicare 56.  
 Revocare 3, 4.  
 Revizuire 17.  
 Scuză 12.  
 Succesiune 1 urm.  
 Succesiune legitimă 2.  
 Suverană apreciere 32, 37.  
 Tentativă 5, 8, 24.  
 Termen 32, 34.  
 Terțe persoane 56.  
 Testament 2, 3, 4, 52.  
 Tribunalele civile 38, 41, 42, 47, 50.

### Doctrină.

**1.** Alte cazuri de excludere dela succesiune pentru cauza de nedemnită, în afară de cele prevăzute în mod expres de lege, nu se pot admite. (Demolombe, XIII, No. 218; Mourlon, II, No. 48; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, p. 286, 287; Dalloz, Rép., Succession, No. 126; Suppl., Succession, No. 92; Laurent, IX, No. 2; Planiol, III, No. 1737; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 84).

**2.** Dispozițiunile art. 727 și 728 c. civ. fr. (655 și 656 c. civ. rom.), după o părere își găsesc aplicațiunea și la succesiunea testamentară iar nu numai la succesiunea legitimă. (Merlin, Rép., Indignité, No. 2; Troplong, Donations et testaments, II, No. 581).

**3.** După altă părere, deoarece art. 955 și 1046 c. civ. fr. (831 și 930 c. civ. rom.) arată cazurile când donațiunile și testamentele pot fi revocate pentru cauză de ingratitudine, dispozițiunile art. 727 și 728 c. civ. fr. (655 și 656 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la succesiunea testamentară. (Demolombe, XIII, No. 227, 262; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 484, nota 4, p. 232; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, p. 285; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 93; Laurent, XIII, No. 2; XIV, No. 265; Huc, V, No. 44; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 379; Planiol, III, No. 1731, 1749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 81, text și nota 3, 89, 97).

**4.** Importanța discuțiunii dacă dispozițiunile art. 727 și 728 c. civ. fr. (655 și 656 c. civ. rom.) își găsesc sau nu aplicațiunea și la succesiunile testamentare este din cauza obligațiunei restituirei fructelor deoarece în caz de nedemnită restituirea va avea loc dela data deschiderii succesiunii iar în caz de revocare pentru ingratitudine restituirea va avea

loc dela data cererei în judecată. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, 93).

**5.** Potrivit dispozițiunilor art. 727 c. civ. fr. (655 c. civ. rom.) tentativa, ca și în materie criminală, este asimilată cu faptul săvârșit. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 86).

**6.** În materie de nedemnită de a moșteni, după o părere, complicitatea este asimilată cu faptul principal. (Demolombe, XIII, No. 221; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 35 bis, V; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 86, nota 1).

**7.** După altă părere, complicitatea nu poate fi asimilată cu faptul principal, deoarece cazurile de nedemnită de a moșteni sunt prevăzute cu o strictă aplicare. (Laurent, IX, No. 3; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 296).

**8.** Pentru ca o persoană să fie nedemnă de a moșteni trebuie să existe din partea sa comisă o crimă de omor sau o tentativă de omor; prin urmare dacă ea a comis omorul fiind în legitimă apărare, ea nu este nedemnă de a moșteni deoarece în acest caz nu a comis o crimă sau delict. (Dalloz, Rép., Succession, No. 128; Suppl., Succession, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 85, nota 1).

**9.** Deasemenea în cazul când a comis omorul în stare de nebunie. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 85, nota 1).

**10.** Deasemenea dacă a comis omorul din ordinul autorității îndrituite. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 95).

**11.** Deasemenea dacă fiind minor, a comis omorul fără discernământ. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 85, nota 1).

**12.** Deasemenea dacă omorul a fost scuzabil în cazurile prevăzute de codul penal. (Duranton, VI, No. 95; Dalloz, Rép., Succession, No. 130; Suppl., Succession, No. 96).

**13.** După altă părere, în cazul de mai sus, tribunalele vor aprecia, după împrejurări, dacă moștenitorul a pus în apărarea sa o moderațiune înțeleaptă. (Demolombe, XIII, No. 229 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 35 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, text și nota 5, p. 282; Laurent, IX, No. 4; Huc, V, No. 43; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 297; Planiol, III, No. 1738; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 87, nota; Nacu, II, p. 37).

**14.** În cazul când omorul este urmare unei imprudențe sau neglijențe, moștenitorul nu e nedemn de a moșteni. (Dalloz, Rép., Succession, No. 129; Suppl., Succession, No. 95, 96; Comp.; Demolombe, XIII, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 86, nota 2).

**15.** În dreptul civil român loviturile

oricât de grave ar fi chiar când ar fi cauzat moartea nu sunt o cauză de nedemnităte. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 86, nota 2).

**16.** Moartea în duel va fi o cauză de nedemnităte când moștenitorul va fi condamnat ca ucigaș, iar nu și atunci când se va stabili că a lipsit intenția de a cauză moartea. (Duranton, VI, No. 96; Demolombe, XIII, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 86, nota 2; Nacu, II, p. 37; Contra: Planiol, III, No. 1741).

**17.** În caz de revizuirea procesului criminal și de admiterea revizuirii, neexistând condamnarea, dispăre nedemnitătea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 89).

**18.** Pentru ca nedemnitătea de a moșteni să aibă loc, trebuiește să existe o condamnățiune; prin urmare, dacă în timpul urmăririi moștenitorul încetează din viață, nedemnitătea nu va fi pronunțată. (Demolombe, XIII, No. 222, 223; Dalloz, Rép., Succession, No. 128; Suppl., Succession, No. 97, 98; Laurent, IX, No. 4; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 295, 297; Planiol, III, No. 1738; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 85, nota 1, 87).

**19.** Deasemenea dacă un moștenitor a fost condamnat în contumacie și dacă el încetează din viață în timpul termenului de grație, nedemnitătea de a moșteni nu va avea loc. (Demolombe, XIII, No. 224; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 35 bis II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, text și nota 6, p. 282; Dalloz, Rép., Succession, No. 132; Suppl., Succession, No. 97; Laurent, IX, No. 5; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 300).

**20.** Condamnatul în contumacie, cât timp nu s'a prezentat pentru a fi judecat sau dacă pedeapsa i s'a prescris după condamnare, va suferi consecințele nedemnității. (Demolombe XIII, No. 224; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 35 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, p. 282; Dalloz, Rép., Succession, No. 132; Suppl., Succession, No. 97; Laurent, IX, No. 5; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 300. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 85, nota 1).

**21.** Prin prescripția acțiunii publice nedemnitătea nu are loc însă ea subsistă prin prescripția pedepsei. (Demolombe, XIII, No. 226; Dalloz, Rép., Succession, No. 133; Suppl., Succession, No. 98; Laurent IX, No. 6; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 297; Planiol, III, No. 1738; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 85, nota 1, 88).

**22.** Amnistia șterge nedemnitătea însă grațierea nu. (Demolombe, XIII, No. 226; Dalloz, Rép., Succession, No. 133; Suppl., Succession, No. 98; Laurent, IX, No. 5; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 295, 297; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 85, nota 1, 88; Nacu, II, p. 37).

**23.** Pentru ca un moștenitor să fie

declarat nedemn de a moșteni, trebuiește să existe o condamnare în o instanță penală; prin urmare, constatarea faptului în o instanță civilă, nu aduce nedemnitătea de a moșteni. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 97).

**24.** Iertarea victimei nu poate să șteargă efectele nedemnității care rezultă dintr'o tentativă de omor. (Duranton, VI, No. 109; Demolombe, XIII, No. 226, 242; Aubry, et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, text și nota 14, p. 284, 285; Dalloz, Rép., Succession 137; Suppl., Succession, No. 101; Huc, V, No. 44; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 88).

**25.** Prin expresiunea «acuzăție capitală» trebuiește să se înțeleagă o plângere sau o denunțare în justiție făcută de moștenitor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 134; Suppl., Succession, No. 99; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 89).

**26.** O imputare făcută în public sau prin presă nu poate fi considerată ca o acuzație capitală de natură a aduce nedemnitătea celui ce a făcut-o, la dreptul său de a moșteni. (Dalloz, Rép., Succession, No. 134).

**27.** Prin acuzație capitală se înțelege numai aceea care poate aduce condamnarea la moarte. (Demolombe, XIII, No. 239; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, text și nota 10, p. 283; Dalloz, Rép., Succession, No. 136; Suppl., Succession No. 99; Laurent, IX, No. 6; Huc, V, No. 44; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 301, 302).

**28.** În dreptul român unde nu există pedeapsă cu moartea, cazul de nedemnităte prevăzut de art. 655 c. civ. punctul 2, nu-și găsește aplicațiune, rămânând numai două cazuri de nedemnităte. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 81, nota 1, 84, 90, 91).

**29.** Pentru ca să existe nedemnităte de a moșteni, trebuiește ca moștenitorul să nu fi denunțat omorul defunctului iar nu pe cel ce a comis omorul. (Mourlon, II, No. 53; Marcadé, Art. 727; Dalloz, Rép., Succession, No. 139; Laurent, IX, No. 7; Planiol, III, No. 1724; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 93).

**30.** Obligația de a denunța omorul defunctului, incumbă moștenitorului major sau moștenitorului care a devenit major după decesul celui dela care moștenește, însă înainte ca omorul să fi fost denunțat justiției. (Demolombe, XIII, No. 257, 259; Mourlon, II, No. 53; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 35 bis, IX; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, p. 286; Dalloz, Rép., Succession, No. 140; Suppl., Succession, No. 102; Laurent, IX, No. 7; Planiol, III, No. 1744; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 91, nota 4, 93).

**31.** Deasemenea obligațiunea de a denunța omorul defunctului nu incumbă interzisului, celui pus într'un ospiciu de nebuni, precum în general oricărei persoane care din cauza stării sale mintale este considerată că nu lucrează cu discer-

nământ. (Demolombe, XIII, No. 257; Mourlon, II, No. 53; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 35 bis, IX; Aubry, et Rau, ed. 4-a, VI, § 293, nota 20, p. 286; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 103; Laurent, IX, No. 7; Huc, V, No. 75; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 313; Planiol, III, No. 1744; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 91, nota 4, 93).

**32.** Tribunalele vor aprecia termenul în care moștenitorul trebuie să facă denunțarea omorului defunctului și împrejurările cari au determinat pe moștenitor să întârzie cu facerea denunțării. (Demolombe, XIII, No. 251; Mourlon, II, No. 53; Marcadé, Art. 727; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, nota 19, p. 285; Dalloz, Rép., Succession, No. 140; Suppl. Succession, No. 104; Laurent, IX, No. 7; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 310; Planiol, III, No. 1744; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 93).

**33.** Prin denunțarea omorului defunctului, moștenitorul nu este considerat că face acte de moștenitor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 141).

**34.** Termenul de trei luni și patruzeci de zile pentru facerea inventarului și deliberării, nu-și găsește aplicațiune în materie de denunțare a omorului autorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 94).

**35.** Pentru lipsă de denunțare, nedemnitățile atinge numai pe moștenitori; orice rudă, nu are obligația de a denunța omorul lui de cujus, până nu are calitatea de moștenitor. (Demolombe, XIII, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 91, nota 3).

**36.** Chiar dacă culpabilul a fost iertat de defunct, moștenitorul trebuie să denunțe iustitiei omorul autorului său. (Demolombe, XIII, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, III, parte II, p. 93).

**37.** Chestiunea dacă moștenitorul a avut sau nu conștiință de omorul autorului său, este chestiune de fapt și poate fi stabilită prin orice mijloace de dovadă. (Demolombe, XIII, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 94).

**38.** Numa tribunalele civile vor verifica dacă moștenitorul a făcut sau nu denunțarea omorului autorului său deoarece în această materie nu se pronunță nici o condamnare penală. (Demolombe, XIII, No. 268; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 94).

**39.** Faptul unui moștenitor care cunoscând planul ucigașului, l-a lăsat să-l execute, fără a-l împiedeca nu este o cauză de nedemnități, deoarece legea obligă pe moștenitor numai să denunțe omorul. (Demolombe, XIII, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 94).

**40.** Moștenitorul este obligat să denunțe numai omorul cu voință iar nu omorul fără voie sau care nu se pedepsește. (Merlin, Rép., Indignité, No. IV; Demolombe, XIII, No. 247; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 94, 95).

**41.** Nedemnitățile de a moșteni rezultă, după o părere, din însăși condamnarea moștenitorului pentru că a atentat la viața autorului său, fără să fie nevoie ca ea să fie pronunțată de un tribunal civil prin o hotărâre. (Laurent, IX, No. 12 urm.).

**42.** După altă părere dominantă, nedemnitățile moștenitorului va trebui să fie pronunțată prin o hotărâre specială de tribunalul civil; nefiind de ajuns o condamnare a sa de tribunalele represive pentru că a atentat la viața autorului său. (Demolombe, XIII, No. 275 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 34 bis, 37; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, text și nota 25, p. 287; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 319; Planiol, III, No. 1731; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 69, 82, 98).

**43.** Acțiunea de nedemnități poate fi introdusă și contra moștenitorilor omorătorului în cazul când acesta ar fi încetat din viață. (Demolombe, XIII, No. 279; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 293, text și nota 28, p. 288; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 108; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 340; Planiol, III, No. 1748; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 100, 101; Contra: Demante et Colmet de Santerre, III, No. 39 bis I, II; Comp.: Laurent, IX, No. 21).

**44.** Nedemnitățile pentru că moștenitorul nu a denunțat omorul defunctului, trebuie pronunțată prin o hotărâre judecătorească din care să rezulte că el a cunoscut omorul și că lipsa de denunțare nu este scuizabilă. (Dalloz, Rép., Succession, No. 145).

**45.** Acțiunea de nedemnități nu poate fi introdusă decât după deschiderea succesiunii. (Demolombe, XIII, No. 278; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, p. 287; Dalloz, Rép., Succession, No. 150; Suppl. Succession, No. 108; Laurent, IX, No. 20; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 100).

**46.** Acțiunea de nedemnități se poate introduce în timp de treizeci ani dela deschiderea succesiunii (Duranton, VI, No. 117; Demolombe, XIII, No. 289; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 37 bis, IV; Dalloz, Rép., Succession, No. 150; Laurent, IX, No. 20; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 101).

**47.** Acțiunea de nedemnități trebuie introdusă la tribunalul civil al domiciliului nedemnitului: în cazul când nedemnitățile se va propune în mod incident cu ocazia judecării unei acțiuni de partaj sau petițiune de ereditate, competența aparține tribunalului locului deschiderii succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 149; Suppl., Succession No. 107; Huc, V, No. 48; Planiol, III, No. 1748; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 101).

**48.** Judecătoriiile de ocoale sunt competente să judece aceste cereri în marginea competenței lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 101, nota 3).



**49.** După o părere, cererea de nedemnitare ar putea fi formulată înaintea tribunalului criminal chemat a pronunța pedeapsa contra moștenitorului care a omorât sau a încercat să omoare pe autorul său, alăturându-se dar la acțiunea publică. (Demolombe, XIII, No. 288; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 37 bis II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 107).

**50.** După altă părere, cererea de nedemnitare nu poate fi făcută decât pe cale principală înaintea tribunalului civil. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 107; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 330, 331).

**51.** Acțiunea de nedemnitare poate fi introdusă de moștenitorii cari au interes să înlăture dela succesiune pe nedemn, chiar dacă ei ar fi moștenitori neregulați ai defunctului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 146; Suppl., Succession, No. 109; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 99).

**52.** Acțiunea de nedemnitare poate fi introdusă de donatori și legatari în cazul când nedemnul ar avea dreptul să ceară reducerea liberalităților ce li s'au făcut. (Demolombe, XIII, No. 281, 282; Mourlon, II, No. 59; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 593, text și nota 26, p. 288; Dalloz, Rép., Succession, No. 146; Suppl., Succession, No. 109; Laurent, IX, No. 19; Huc, V, No. 48; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 333, 334; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 99, 100).

**53.** Creditorii moștenitorului, care are

dreptul să introducă acțiunea de nedemnitare, au dreptul să lucreze în locul debitorului lor, deoarece această acțiune nu este atașată la persoana debitorului lor și ei au dreptul să atace cu acțiune pauliană renunțarea la acțiunea de nedemnitare făcută de debitorul lor. (Demolombe, XIII, No. 284; Mourlon, II, No. 66; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 593, text și notă, 27, p. 288; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 109; Laurent, IX, No. 19; Huc, V, No. 48; Baudry et Wahl, Successions, No. 335, 336; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 100).

**54.** În cazul când în locul nedemnului ar veni la moștenire mai multe persoane și numai una dintre ele introduce acțiunea de nedemnitare, pe care o câștigă, această persoană va lua o parte din moștenirea ce i se cuvine iar părțile celorlalte persoane cari au rămas în inacțiune, vor fi păstrate de nedemn. (Dalloz, Rép., Succession, No. 147; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 100; Comp.: Demolombe, XIII, No. 286; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 100; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 339).

**55.** Nedemnitarea moștenitorului de a veni la succesiune poate fi opusă și de debitorii succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 100).

**56.** Deasemenea pot opune nedemnitarea moștenitorului și terții dela care moștenitorul revendică un bun al succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 100).

**Art. 656.** — Lipsa de denunțare nu poate vătăma în drepturile lor pe ascendenții și descendenții omorătorului, pe afinii săi de același grad, pe soțul sau soția sa, pe frații sau pe surorile sale, pe unchii sau mătușele sale, pe nepoții sau nepoatele sale. (Civ. 655, 660 urm.; C. p. 53; Civ. Fr. 728).

*Text. fr. Art. 728.* — Le défaut de dénonciation ne peut être opposé aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou sœurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces.

### Doctrină.

**1.** Cuvintele: «pe afinii săi de același grad» din art. 728 c. civ. fr. (656 c. civ. rom.), trebuiesc puse la finele articolului, deoarece excepția privește și afinii cu titlu colateral iar nu numai pe cei cu titlu de ascendent și descendent (Demolombe, XIII, No. 261; Mourlon, II, No. 54; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 593, text și notă 22, p. 286; Laurent, IX, No. 8; Huc, V, No. 46; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 95, nota 2; Nacu, II, p. 39).

**2.** Pentru ca moștenitorul să beneficieze de dispozițiile art. 728 c. civ. fr. (656 c. civ. rom.) trebuiește ca în momentul

când se exercită în contra sa acțiunea de nedemnitare, omorătorul să fie deja condamnat, urmărit sau cel puțin cunoscut de justiție pentru ca să se poată constata că moștenitorul este rudă sau afin cu omorătorul, în gradul prevăzut de lege. (Marcadé, Art. 728; Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 105; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 96).

**3.** În cazul când un moștenitor a fost declarat nedemn și a fost exclus dela succesiune pentru că nu a denunțat omorul defunctului și dacă după pronunțarea hotărârii se constată că el eră rudă sau afin cu omorătorul în gradul prevăzut de art. 728 c. civ. fr. (656 c. civ. rom.),

moștenitorul va putea relua succesiunea dacă hotărârea mai poate fi atacată pe în cazul contrar decăderea este irevocabilă, în cazul contrar decăderea este irevocabilă, (Demolombe, XIII, No. 267; Marcadé, Art. 728, No. 71; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 36 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 105; Huc., V, No. 46; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 318; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 96).

**Art. 657.** — Moștenitorul depărtat dela succesiune ca nedemn, este obligat a întoarce toate fructele și veniturile a căror folosință a avut-o dela deschiderea succesiunii. (Civ. 123, 485, 522, 523, 655, 994, 996, 998, 1086; Pr. civ. 139; Civ. Fr. 729).

*Text. fr. Art. 729.* — L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Accesorii 5.  
Act de administrație 11, 12.  
Act de dispoziție 11, 12.  
Bună credință 11.  
Datorii 10, 11.  
Deschiderea succesiunii 6.  
Dobânzi 8, 9.  
Donațiuni 4.  
Excludere dela succesiune 1 urm.  
Fructe 6, 7.  
Fructe civile 6, 7.  
Fructe naturale 6, 7.  
Hotărâre 1.

Legat 4.  
Moștenire 1 urm.  
Nedemnitate 1 urm.  
Plata datoriilor 10.  
Posesor de rea credință 5.  
Prescripție 7.  
Produse 6.  
Rea credință 5, 12.  
Reprezentatie 3.  
Revocare 4.  
Succesiune 1 urm.  
Terțe persoane 11, 12.  
Testament 4.

#### Doctrină.

**1.** Cât timp nu s'a pronunțat de justiție nedemnitatea, moștenitorul are toate drepturile și obligațiile cari decurg din calitatea sa de moștenitor, nedemnitatea neputând exista ipso jure. (Demolombe, XIII, 274 urm.; Chabot, Successions, I, Art. 727, No. 20; Mourlon, II, No. 63; Demante, III, No. 37; Aubry et Rau, VI, § 593, p. 287; Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 111; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 98, 101; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 356, nota 1, p. 245; Laurent, IX, No. 12 urm., Huc., V, No. 47).

**2.** Excluderea nedemnului nu privește decât succesiunea victimei. Prin urmare, el ar putea culege aceleași bunuri de la altă persoană care ar fi primit succesiunea în locul său (Duranton, VI, No. 114; Demolombe, XIII, No. 296 urm.; Chabot, Successions, I, Art. 730 No. 2; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 39 bis III; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 591, p. 274, § 594, p. 292; Dalloz, Rép., Succession, No. 158; Suppl., Succession No. 117; Laurent, IX, No. 31; Planiol, III, No. 1751; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 97, 102).

**4.** Imunitatea își găsește aplicațiunea și moștenitorului a cărui rudă în gradul prevăzut de art. 728 c. civ. fr. (656 c. civ. rom.), este complicile omoritorului defunctului. (Demolombe, XIII, No. 263; Marcadé, Art. 728; Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 405; Huc. V, No. 45; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 318; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 96).

**5.** A se vedea: art. 655 din codul civil cu notele respective.

**3.** Deasemenea, nedemnul ar putea reprezenta pe victimă într'o altă succesiune. (Demolombe, XIII, No. 294; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 51 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 594 p. 292; Dalloz, Rép. Succession, No. 117; Laurent, IX, No. 68; Huc., V, No. 63; Baudry et Wahl, Successions, I, 370; Planiol, III, No. 1750, 1771; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 102).

**4.** Nedemnitatea nu privește decât drepturile nedemnului ca moștenitor ab intestat; prin urmare el va păstra donațiunile și legatele ce i-a făcut victima, cu rezerva însă a cererii revocării lor în cazurile prevăzute de lege la revocarea donațiunilor și a legatelor. (Demolombe, XIII, No. 299; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 594, nota 10, p. 292; Dalloz, Rép. Suppl. Succession, No. 118; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 346; Planiol, III, No. 1749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 102).

**5.** Moștenitorul exclus ca nedemn dela succesiune, în raporturile sale cu persoanele chemate a culege succesiunea în locul său, este considerat ca un posesor de rea credință, care a fost totdeauna străin de succesiunea ce a cules-o și va trebui s'o restituie cu toate accesoriile și creșterile ce le-a primit. (Demolombe XIII, No. 302 bis; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 38 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 594, text și notele 6, 7, p. 291; Dalloz, Rép., Succession, No. 151; Suppl., Succession, No. 111; Huc., V, No. 49; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 351 urm.; Planiol, III, No. 1756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 103, 104).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 729 c. civ. fr. (657 c. civ. rom.), moștenitorul depărtat dela succesiune ca nedemn, este obligat a întoarce toate fructele civile sau naturale și toate produsele bunurilor

a căror folosință a avut-o, dela deschiderea succesiunii (Demolombe, XIII, No. 301 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 151, Suppl., Succession, No. 111; Planiol, III, No. 1756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 103, 104).

**7.** Moștenitorul depărtat dela succesiune ca nedemn, nu se poate sustrage dela obligația de a restitui fructele civile și naturale ale bunurilor succesoriale, invocând prescripția de cinci ani. (Duranton, IV, No. 363; VI, No. 122; Demolombe, VII, No. 309; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 594, p. 291; Dalloz, Rép., Succession, No. 152; Suppl., Succession, No. 111; Huc., V, No. 49; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 105).

**8.** După o părere, moștenitorul depărtat dela succesiune ca nedemn, va datorii dobânzi la sumele încasate de el ca deținător al succesiunii, de plin drept din ziua încasării iar nu dela cererea în judecată. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 594, text și nota 9, p. 291; Dalloz, Rép., Succession, No. 153; Suppl., Succession, No. 112; Laurent, IX, No. 24; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 355; Planiol, III, No. 1756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 104).

**9.** După altă părere, dobânzile la sumele încasate de moștenitorul îndepărtat dela succesiune ca nedemn, vor curge numai dela cererea în judecată. (Demolombe, XIII, No. 307, 308; Demante et Colmet et Santerre, III, No. 35 bis, III; Huc., V, No. 49).

**10.** Pentru sumele cheltuite de mo-

ștenitorul depărtat dela succesiune ca nedemn, pentru plata datorilor succesiunii, el va avea drepul la dobânzi din ziua plății, mai cu seamă când datorile produceau dobânzi și plata lor era necesară pentru a se evita urmărirea creditorilor. (Demolombe, XIII, No. 308; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 594, p. 291; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 112; Laurent, IX, No. 24; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 355; Comp.: Huc.; V, No. 49; Planiol, III, No. 1757; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 105).

**11.** Moștenitorul exclus dela succesiune ca nedemn, în raporturile sale cu terțele persoane, după o părere va fi considerat ca un adevărat moștenitor până la declararea nedemnității așa în cât toate actele de administrație și de dispoziție făcută de el rămân valabile față cu terții dacă ei au fost de bună credință. (Duranton, VI, No. 126; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 356, p. 247; Mourlon, II, No. 67; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 38 bis., IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 594, text și notele 13, 14, p. 292, 293; Dalloz, Rép., Succession, No. 154; Suppl., Succession, No. 113).

**12.** După altă părere, chiar față de terțele persoane, actele făcute de moștenitorul exclus ca nedemn nu sunt valabile, el fiind considerat ca un posesor de rea credință. (Demolombe, XIII, No. 310, 311; Laurent, IX, No. 29; Huc., V, No. 50; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 365; Planiol, III, No. 1759; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 107).

**Art. 658.** — Copiii nedemnului viind la succesiune, în virtutea dreptului lor propriu, fără ajutorul reprezentațiunii, nu sunt depărtați pentru greșala tatălui lor; acesta însă nu poate, nici într'un caz, reclama uzufuctul bunurilor succesiunii, pe care legea îl acordă taților și mamelor asupra bunurilor copiilor lor. (Civ. 338 urm., 664 urm., 668, 755; Civ. Fr. 730).

*Text. fr. Art. 730.* — Les enfants de l'indigne, venant à la succession de leur chef, et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus pour la faute de leur père: mais celui-ci ne peut en aucun cas, réclamer, sur les biens de cette succession, l'usufruit que la loi accorde aux pères et mères sur les biens de leurs enfants.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiunilor 730 c. civ. fr. (658 c. civ. rom.), copiii nedemnului pot culege succesiunea dela care este depărtat tatăl sau mama lor când vin cu dreptul lor propriu iar nu prin reprezentare. (Proudhon, Uzufuit, I, No. 155; Demolombe, VI, No. 517; Aubry et Rau, VI, § 550 bis, p. 86; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 116; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 108, 109).

**2.** Chiar în cazul când succesiunea

nedemnului s'a deschis înainte de succesiunea victimei, după o părere, copiii nedemnului nu au drepul să vie la succesiunea victimei prin reprezentațiunea părintelui lor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 554, text și nota 16, p. 293; Dalloz, Rép., Succession, No. 160; Suppl., Succession, 112; Laurent, IX, No. 192; Huc, V, No. 51, 63; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 437; Planiol, III, No. 1753; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 109, 110).

**3.** După altă părere, copiii nedemnului au dreptul să vie la succesiunea victi-

mei, prin reprezentarea părintelui lor, în cazul când acesta a încetat din viață înaintea victimei. (Pothier, Successions, VIII, p. 40, text și nota 1; Duranton, VI, No. 131; Demolombe, XIII, No. 291; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 356, text și nota 8, p. 247; Mourlon, II, No. 69; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 39 bis, II).

4. Nedemnitătea de a moșteni poate fi pronunțată și personal în contra aceluia care vine la succesiunea victimei prin reprezentare cu toate că reprezentantul vine cu depturile celui pe care îl reprezintă (Marcadé, Art. 730, No. 1; Dalloz, Rép., Succession, No. 161).

5. Potrivit dispozițiilor art. 730 c. civ. fr. (658 c. civ. rom.), când copiii nedemnitului vin la succesiunea victimei în virtutea dreptului lor propriu, fără ajutorul reprezentațiunii, nedemnul, fie tatăl sau mama, nu poate reclama uzufructul legal asupra bunurilor acestei succesiuni. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No.

161; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 108, 111).

6. În cazul acesta pot avea loc trei situațiuni: dacă ambii părinți au fost declarați nedemni, ambii vor fi lipsiți de uzufructul legal; dacă numai tatăl a fost declarat nedemn, mama nu poate cere uzufructul legal care aparține numai tatălui în timpul căsătoriei însă va putea reclama acest drept dacă tatăl va muri; dacă numai mama a fost declarată nedemnă, tatăl va avea uzufructul legal. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 161).

7. Excluderea părinților, declarați nedemni, dela uzufructul legal, se întinde numai la bunurile succesoriale față de care s'a pronunțat nedemnitătea iar nu la celelalte bunuri ale copiilor lor minori (Proudhon, Uzufruit, I, No. 155; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 161; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 112).

### CAPITOLUL III.

#### Despre deosebite ordine de succesiune.

##### Secțiunea I. — Dispozițiuni generale.

Art. 659. — Succesiunile sunt deferite copiilor și descendenților defunctului, ascendenților și rudelor sale colaterale, în ordinea și după regulile mai jos determinate. (Civ. 315, 650 urm., 661 urm., 669 urm., 672 urm., 680; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4; Civ. Fr. 731).

*Text. fr. Art. 731.* — Les successions sont déferées aux enfants et descendants du défunt, à ses ascendants et à ses parents collatéraux, dans l'ordre et suivant les règles ci-après déterminés.

#### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 88;  
STĂNESCU P. ION, *Notă* sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1853.

#### Doctrină.

1. Textul art. 731 c. civ. fr. (659 c. civ. rom.), este neexact deoarece el împarte moștenitorii legitimi în trei clase pe când în realitate sunt patru clase de moștenitori legitimi și anume: 1) Copiii și ceilalți descendenți ai defunctului; 2) ascendenții privilegiați, cari sunt tatăl și mama și colaterali privilegiați, cari sunt frații și surorile și descendenții lor; 3) ascendenții ordinari, cari sunt ceilalți ascendenți afară de tatăl și mama defunctului; 4) Colaterali ordinari, cari sunt ceilalți colaterali în afară de frații și surorile sau descendenții lor. (Demolombe, XIII, No. 361 Aubry et Rau, VI, § 596, p. 295, 296; Huc, V, No. 56;

Baudry et Wahl, Successions, I, No. 304; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 115, 116, 138, 139; Nacu, II, p. 46, 63, 69; Traian Ionașcu, p. 19; Comp.: Mourlon, II, No. 77; Laurent, IX, No. 39).

2. Prin cuvântul «copii» din art. 731 c. civ. fr. (659 c. civ. rom.), se înțeleg copiii legitimi și adoptați iar nu și copiii naturali de cari se ocupă alte articole. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 113, nota 2).

3. Cuvântul: «copii» din art. 731 c. civ. fr. (659 c. civ. rom.), este inutil deoarece el este cuprins în expresiunea generală de „descendenți”. (Alexandresco, ad. 2-a, III, partea II, p. 113, nota 2).

4. Moștenitori sunt chemați la succesiune pe rând, cei mai apropiați ex-

cluzând pe cei mai depărtați. Legea regulează ordinea succesiunilor după voința presupusă a defunctului. (Planiol III. No. 1700; Alexandresco. ed. 2-a, III, partea II, p. 113, text și nota 3; Nacu, II p. 45; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III. No. 531; Comp. Traian Ionașcu, Curs de drept civil. Succesiuni și liberalități, p. 19).

**5.** Pentru determinarea rudelor cari vin la moștenire nu se are în vedere numai gradul de rudenie, ci și clasa din cari fac parte deoarece nu totdeauna ruda cea mai apropiată exclude pe cea mai depărtată. Astfel nepotul de fiu exclude dela succesiune pe tatăl defunctu-

lui de oarece nepotul de fiu face parte din prima clasă de moștenitori iar tatăl defunctului face parte din clasa a doua de moștenitori, deși primul este în gradul al doilea de rudenie iar cel de al doilea în gradul întâi. (Duranton, VI. No. 248; Demolombe, XIII. No. 360; Laurent, IX. No. 40; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 115; C. Hamangiu, I. Rosetti, Bălănescu și Al. Băicoianu, III No. 531).

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** A se vedea: art. 315, nota 1.

**Art. 660.** — Proximitatea rudeniei se stabilește prin numărul generațiilor; fiecare generațiune numără un grad<sup>1)</sup>. (Civ. 661 urm.; Civ. Fr. 735).

*Text. fr. Art. 735.* — La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations: chaque génération s'appelle un degré.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 75.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Act de naștere 5, 6.	Marturi 7, 9.
Act scris 7, 8.	Mărturisire 7.
Acțiune în petițiune de	Moștenire 1 urm.
ereditate 6, 9.	Naștere 5, 6.
Adopțiune 3.	Patrimonial drept 6, 9.
Apreciere suverană 8.	Petițiune de ereditate 6, 9.
Căsătorie 2.	Prezumpțiuni 7, 9.
Contestație de stat 9.	Probă 5—9.
Copii legitim 9.	Reclamație de stat 6, 9.
Correspondență 7, 8.	Registre de stare civilă 7.
Definiție 1, 4.	Rudenie 1 urm.
Dovadă 5, 9.	Rudenie civilă 3.
Executare 11.	Rudenie legitimă 2.
Execuțur 11.	Rudenie naturală 2.
Filiațiune 6, 9.	Rudenie nelegitimă 2.
Formula executorie 11.	Spiță 4—11.
Grad de rudenie 4—11.	Stare civilă 6, 9.
Hotărâre 11.	Statut personal 10.
Inceput de dovadă scrisă 9.	Străini 10, 11.
Interogator 7.	Succesiune 1 urm.
Investire cu formulă executorie 11.	Suverană apreciere 8.
Lege personală 10.	Titluri de familie 7, 8.

### Doctrină.

**1.** Rudenia este legătura de sânge care unește persoanele cari se scobor unele din altele sau dintr'un autor comun. (Alexandresco, ed. 2-a III, partea II. p. 117; C. Hamangiu, I. Rosetti, Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 533).

**2.** Rudenia este legitimă când se naște din căsătorie și nelegitimă sau naturală când se naște afară din căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II. p. 117).

**3.** Rudenia este civilă când se naște din adopțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 117).

**4.** Spița sau gradul este distanța ce există între două persoane înrudite între ele. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 118; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 532; Traian Ionașcu, Curs de drept civil, Succesiuni și liberalități, p. 18).

**5.** Gradul de rudenie se dovedește, în principiu, prin actele de naștere confecționate în conformitate cu cerințele legii. (Daloz, Rép., Succession, No. 181; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 119).

**6.** Dovada gradului de rudenie nu se face numai cu acte de naștere deoarece dispozițiile art. 46 și 319 c. (civ. fr. (33 și 292 c. civ. rom.), care prevăd regulile mai riguroase își găsesc aplicațiunea numai la dovedirea stării civile a unei persoane iar nu și la dovedirea rudeniei într-o acțiune de petițiune de ereditate, unde se discută chestiuni patrimoniale iar nu se stabilește filiațiunea. (Demolombe, XIII, No. 340, 341; (Daloz, Rép., Succession, No. 181; Suppl. Succession, No. 119; Laurent, IX. No. 36, 37; Huc, V, No. 53; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 896 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 66, 67, 119).

**7.** Pentru stabilirea gradului de ru-

<sup>1)</sup> În vechile legiuiri Codurile Caragea și Calimach, cuvântul „grad“ în materie de succesiune se numea „spiță“.

denie, în materie de succesiune, tribunalele se pot folosi de probe scrise, cari rezultă din corespondența părților sau titlurile de familie, mărturisiri și prezumțiuni, chiar în afară de cazurile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.), adică de pierderea sau lipsa registrelor, ținând socoteală de împrejurările cauzei, cum ar fi trecerea unui timp îndelungat de când au avut loc faptele ce trebuiesc probate. (Demolombe, XIII, No. 339 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 181; Suppl., Succession, No. 119; Laurent, IX, No. 36, 37; Huc., V, No. 53; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 896 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 66, 67, 119).

**8.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, proba care rezultă din actele prezentate de părți pentru a stabili gradul de rudenie, în materie de succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 120).

**9.** Când sub aparența unei acțiuni în petițiune de ereditate se ascunde o adevărată reclamație de stat, cum ar fi

de exemplu în cazul când reclamantul pretinde că este copilul legitim al defunctului iar păritul îi contestă această calitate, se vor aplica regulile de probă privitoare la chestiunile de stat, nemai putându-se admite dovada prin martori și prezumțiuni, fără un început de dovadă scrisă, ca în cazul când se rezolvă o simplă chestiune de interes patrimonial. (Demolombe, XIII, No. 440; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 120).

**10.** În materie de succesiune, calitatea și gradul rudeniei se va face conform legii personale a părților deoarece este vorba de o lege de statut personal, care urmărește pe străin în orice țară s'ar afla. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 119, nota 1).

**11.** Hotărârile străine cari constată calitatea de moștenitor legitim își produc efectele în România, fără să fie nevoie să fie investite cu formula executorie în țara noastră, deoarece nu este vorba în specie de executarea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 119, nota 1).

**Art. 661.** — Șirul gradelor formează linia; se numește linie dreaptă șirul gradelor între persoanele ce se cobor una dintr'alta; linie colaterală, șirul gradelor între persoanele ce nu se cobor unele din altele, dar care se cobor dintr'un autor comun.

Linia dreaptă se împarte în linie dreaptă descendentă și în linie dreaptă ascendentă.

Întâia este aceea care leagă pe capul neamului cu acei ce se cobor dela el; a doua este aceea ce leagă o persoană cu acei din cari ea se coboară. (Civ. 660, 662 urm.; Civ. Fr. 736).

*Text. fr. Art. 736.* — La suite des degrés forme la ligne: on appelle *ligne directe* la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre; *ligne collatérale*, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui: la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 76.

#### Doctrină.

**1.** Linia este un șir de persoane între care există înrudire. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 117, 118; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 533; Traian Ionașcu, p. 18).

**2.** Linia este de două feluri: linie dreaptă este șirul gradelor între persoane cari se cobor una dintr'alta și linia colaterală este șirul gradelor între persoanele ce nu se cobor unele din altele dar

care se cobor dintr'un autor comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 118; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 533).

**3.** Linia dreaptă este de două feluri: linia dreaptă descendentă care este aceea ce leagă pe capul neamului cu acei ce se coboară dela el și linia dreaptă ascendentă care este aceea ce leagă o persoană cu acei din cari ea se coboară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 118; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 533).

**Art. 662.** — În linie dreaptă se numără atâtea graduri câte sunt și generațiuni între persoane: astfel fiul este către tatăl său în cel dintâi grad; nepotul de fiu în cel de al doilea, și vice-versa, tatăl și bunul către fiii lor și nepoții lor de fiu. (Civ. 660; Civ. Fr. 737).

*Text. fr. Art. 737.* — En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes: ainsi le fils est, à l'égard du père, au premier degré; le petit-fils, au second; et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et petits-fils.

#### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 76, 77.

#### Doctrină.

**1.** Spița sau gradul este distanța ce există între două persoane înrudite între ele. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 118; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 532; Traian Ionașcu, p. 18).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 737 c. civ. fr. (662 c. civ. rom.), fiul este către tatăl său în gradul întâiu; nepotul de fiu, în gradul al doilea; strănepotul către străbun în gradul al treilea, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 118; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 533).

**Art. 663.** — În linie colaterală gradurile se numără după generațiuni, începând dela una din rude până la autorele comun, și dela acesta până la cealaltă rudă.

Frații dar sunt în gradul al doilea; unchiul și nepotul în al treilea, verii primari în al patrulea și c. I. (Civ. 144, 660 urm.; Civ. Fr. 738).

*Text. fr. Art. 738.* — En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parents jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

Ainsi, deux frères sont au deuxième degré; l'oncle et le neveu sont au troisième degré; les cousins germains au quatrième; ainsi de suite.

#### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 75, 77.

#### Doctrină.

**1.** Rude bune sau primare sunt acele cari sunt rude cu defunctul atât după tatăl lor cât și după mama lor; rude consanguine sunt acele cari sunt rude cu defunctul numai după tatăl lor. rude uterine sunt acele cari sunt rude cu defunctul numai după mama lor. (Huc. V, No. 53; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 151, 152, nota 2. 153;

C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 535).

**2.** În materie de succesiune, rudenția va fi totdeauna privită în raport cu defunctul a cărui succesiune se reclamă. (Huc. V, No. 53).

**3.** În linie colaterală nu poate să existe înrudire în gradul întâiu. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 118, nota 2).

#### Secțiunea II. — Despre reprezentațiune<sup>1)</sup>.

**Art. 664.** — Reprezentațiunea este o ficțiune a legii, care are de efect de a pune pe reprezentanți în locul, în gradul și în dreptul reprezentantului<sup>2)</sup>. (Civ. 658, 665 urm., 668, 755; Civ. Fr. 739).

<sup>1)</sup> În privința aceasta, a se vedea și codul Calimach, art. 919—924 și codul Caragea partea IV, cap. III art. 17.

<sup>2)</sup> Din eroare se zice „reprezentantului” în loc de „reprezentatului”.

*Text. fr. Art. 739.* — La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer les représentans dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 104 urm.;

PETIT EUGEN, *Notă sub Cas. fr. 2 Iulie 1924*, Jur. Gen. 1926 No. 235.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare 8.	Lege personală 14.
Beneficiul legii 10.	Legea situației bunului 14.
Codul Calimach 12.	Loc 3.
Definiție 4, 5, 7, 9, 10.	Mobile 14.
Dobândire de succesiune 6, 7, 8.	Moștenire 1 urm.
Drepturi 3, 5.	Origina reprezentației 11, 12.
Drept propriu 6.	Redacțiune 1, 2, 3.
Drept Roman 11.	Renunțare 8.
Eroare de redacțiune 1, 2, 3.	Reprezentant 1, 2, 4, 5.
Excepție 13.	Reprezențațiune 1 urm.
Ficțiune 9, 13.	Roman drept 11.
Grad de rudenie 3.	Statut personal 14.
Imobile 14.	Statut real 14.
Interpretare strictă 13.	Strictă interpretare 13.
Inutilitate 3.	Succesiune 1 urm.
	Transmisiune 9.

#### Doctrină.

**1.** Textul art. 664 c. civ. rom. cuprinde o eroare de redacțiune de oarece în locul cuvântului dela sfârșitul textului: «reprezentantului» trebuie trecut cuvântul: «reprezentatului». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 123, nota 3).

**2.** Textul art. 739 c. civ. fr. (664 c. civ. rom.), nu este exact redactat, deoarece în loc de cuvintele: «în dreptul reprezentatului» trebuie să se zică: «în dreptul ce l-ar fi avut reprezentatul, dacă ar fi trăit la deschiderea succesiunii». (Dalloz, Rép., Succession, No. 185; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 123, nota 3).

**3.** Cuvintele: «locul» și «gradul» întrebuițate în art. 739 c. civ. fr. (664 c. civ. rom.), sunt inutile deoarece cuvântul: «drepturile» întrebuițat în text mai apoi este suficient pentru a defini și arată efectele reprezentației. (Demolombe, XIII, No. 430; Mourlon, II, No. 87; Laurent, IX, No. 54, 73; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 321; Planiol, III, No. 1761; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 123, nota 2).

**4.** Prin cuvântul «reprezențați» codul civil înțelege pe acei cari sunt chemați să culegă succesiunea defunctului. (Demolombe, XIII, No. 382 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 47 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 597, p. 269, 297 urm.; Laurent, IX, No. 53 urm.; Huc, V, 58 urm.; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 415 urm.).

**5.** Deasemenea prin cuvântul «reprezențați» se înțeleg acei moștenitori cari exercită drepturile unei persoane încetate din viață. (Demolombe, XIII, No.

382 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 47 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 597, p. 269, 297 urm.; Laurent, IX, No. 53 urm.; Huc, V, No. 58 urm.; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 415 urm.).

**6.** O moștenire se poate dobândi în trei moduri. Primul mod de dobândire este acel prin care o persoană vine la succesiunea altei persoane în virtutea dreptului său propriu, adică atunci când moștenitorul fiind ruda cea mai apropiată a defunctului, este chemat la succesiunea acestuia. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 120, 121; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 538).

**7.** Al doilea mod de dobândire a unei succesiuni este acel prin reprezentație. Reprezentația este atunci când o persoană vine la succesiunea alteia, luând locul unei persoane sau mai multor persoane încetate din viață înainte de deschiderea succesiunii. În virtutea reprezentației acei care nu ar fi putut culege succesiunea, capătă acest drept, restabilindu-se rezultatul ce ar fi produs cursul firesc al lucrurilor. (Mourlon, II, No. 97; Laurent, IX, No. 58; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 121, 122, 127; Comp.: C. Hamangiu I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 538).

**8.** Al treilea mod de dobândire a unei succesiuni este acel prin transmisiune, caz prevăzut de art. 731 c. civ. fr. (692 c. civ. rom.). Acest mod de dobândire al succesiunii se întâmplă atunci când acela căruia i se cuvine o succesiune, a murit fără să fi renunțat la ea și fără să o fi acceptat în mod expres sau tacit. Acest mod de moștenire nu este în realitate un mod deosebit și a parte de a moșteni deoarece moștenitorii în acest caz sunt moștenitorii aceluia care a încetat din viață fără a fi acceptat sau să fi renunțat la succesiune. (Demolombe, XIII, No. 384; Laurent, IX, No. 70; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1083; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 122, 136, 259, 260; Nacu, II, p. 65; Comp. contra: Duranton, VI, No. 406).

**9.** Reprezentația este o ficțiune a legii în virtutea căreia o persoană, care descinde din o altă persoană încetată din viață, vine la succesiune în locul acesteia, care ar fi cules succesiunea dacă era în viață în momentul deschiderii succesiunii. (Pothier, Successions, VIII,



p. 38; Demolombe, XIII, No. 390; Mourlon, II, No. 86; Marcadé, Art. 739; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 47 bis, II; Laurent, IX, No. 54; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 320; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 124).

**10.** Alți autori critică această definițiune, spunând că legea nu trebuie să facă ficțiuni ci trebuie să poruncească și în definiția lor înlocuiesc cuvintele. «ficțiune a legii» prin cuvintele: «un beneficiu al legii». (Huc. V, No. 58; Planiol, III, No. 1761; Colin et Capitant, III, p. 380; Nacu, II, p. 64; Traian Ionașcu, p. 22; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 536).

**11.** Origina reprezentației este în dreptul roman. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 125; Com.: C. Hamangiu.

I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 537).

**12.** Reprezentația eră cunoscută în vechile noastre legiuri, în codul Calimachi găsimu-se chiar terminologia de «reprezentație». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 125).

**13.** Reprezentația este de strictă interpretare și trebuie mărginită în limitele prevăzute de lege, deoarece este o excepție și o ficțiune a legii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 124; Comp.: Laurent, IX, No. 53, 55, 62).

**14.** Reprezentația, dacă este vorba de imobile, este guvernată de legea situațiunea imobilelor iar dacă este vorba de lucruri mobile, este guvernată de legea personală a defunctului. (Huc. V, No. 258; Weiss, Traité, IV, p. 559; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 138).

**Art. 665.** — Reprezentațiunea se întinde nemărginit în linie directă descendentă.

Ea este admisă în toate cazurile, concure copiii defunctului cu descendenții unui copil mort mai dinainte, întâmplu-se ca toți copiii defunctului fiind morți înainte a lui, descendenții zișilor copii să se găsească între ei în graduri egale sau neegale. (Civ. 658, 660 urm., 667 urm.; Civ. Fr. 740).

*Text. fr. Art. 740.* — La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante.

Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant précédé, soit que tous les enfants du défunt étant morts avant lui, les descendants desdits enfants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 104 urm.;  
PETIT EUGEN, *Notă sub Cas. fr. 2 Iulie 1924*, Jur. Gen. 1926, No. 235.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Adopțiune 6, 7, 8, 9.	Legitimare 4.
Ascendenți 2, 3.	Linie ascendentă 2, 3.
Bunic 4, 10.	Linie colaterală 1.
Continuitate 10.	Linie dreaptă descendentă 1.
Copil adoptat 6, 7, 8, 9.	Mamă 5.
Copil legitim 4, 5, 11.	Moștenire 1 urm.
Copil legitimat 4.	Reprezentațiune 1 urm.
Copil natural 5.	Salturi 10.
Descendenți, 1 7, 11.	Străbunic 4, 10.
Excepțiune 2.	Succesiune 1 urm.
Ficțiune 2.	Surori 1.
Frați 1.	Tată 4, 6—10.
Grad de rudenie 3, 10, 11.	

### Doctrină.

**1.** Reprezentația are loc în infinit numai în linia dreaptă descendentă și în linie colaterală numai pentru descendenții fraților și surorilor defunctului iar nu și pentru celelalte rude colaterale (Demolombe, XIII, No. 425; Laurent, IX No. 64;

Baudry et Wahl, Successions, I, No. 341; Planiol, III, No. 1775; Alexandresco, ed. 2, III, partea II, p. 125, 126, 127; Nacu, II, p. 65; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 538; Traian Ionașcu, p. 23).

**2.** Cu toate că legiuitorul român a eliminat art. 741 din codul civil francez care prevede că reprezentația nu are loc în linie ascendentă, totuși în dreptul nostru reprezentația nu are loc în linie ascendentă deoarece reprezentația fiind o excepție, nu poate fi admisă decât acolo unde este prevăzută în mod expres de lege și în afară de aceasta reprezentația fiind o ficțiune ea nu poate să emane decât dela lege. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 126; Nacu, II, p. 65; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 539; Traian Ionașcu, p. 24).

**3.** Pe baza principiului că reprezen-

tația nu este admisă în linie ascendentă. ascendentul cel mai apropiat în grad va exclude dela succesiune pe ascendentul mai depărtat în grad. (Demolombe, XIII, No. 422; Laurent, IX, No. 63; Planiol, III, p. 348, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 127).

4. Copilul legitim sau legitimat va putea reprezenta pe tatăl său și printrânsul pe bunicul său pentru a veni la succesiunea străbunicului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 127).

5. Copilul natural recunoscut va putea reprezenta pe mama sa pentru a veni la succesiunea bunicului său și va putea fi reprezentat, deoarece în dreptul nostru copilul natural este asimilat față de mama sa, ca un copil legitim. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 127, nota 2; Nacu, II, p. 84; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 549).

6. Copilul adoptat nu poate reprezenta pe tatăl său adoptiv, pentru a veni la succesiunea părinților acestuia, deoarece potrivit dispozițiilor art. 350 c. civ. fr. (315 c. civ. rom.), copilul adoptat nu moștenește pe rudele adoptatorului. (Duranton, III, No. 313; Demolombe, VI, No. 133; XIII, No. 393; Bendant, II, No. 677; Mourlon, II, No. 92; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, text și nota 5, p. 134; Laurent, IX, No. 65, 81; Huc, III, No. 125; V, No. 62; Baudry et Chéneaux, Personnes, IV, No. 101; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 326; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 405 nota 1, 415, nota 1; III, partea II, p. 127, nota 2, 133, nota 5; Nacu, II, p. 65, 66; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 552; Traian Ionașcu, p. 20).

7. Descendenții adoptatului, după o părere, nu pot să vie prin reprezentație la succesiunea adoptatorului de oarece nu au nici o legătură de rudenie cu acesta. (Demolombe, VI, No. 139 urm.; XIII, No. 394; Bendant, II, No. 675; Mourlon, II, No. 105; Aubry et Rau, VI, § 560, text și nota 6, p. 135; Laurent, IV, No. 250; IX, No. 82, 83; Huc, III, No. 127; V, No. 62; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 433, 467; Alexandresco, ed. 2-a, II, p.

408; III partea II, p. 127, nota 2; Nacu, II, p. 66; Comp.: Traian Ionașcu, p. 20).

8. După altă părere numai copiii adoptatului născuți posterior adopțiunii au dreptul să vie la succesiunea adoptatorului deoarece numai ei au dreptul să poarte numele acestuia. (Merlin, Questions de droit, Adoption, § 7, t. 1, p. 138 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 82 bis, 85 bis, III).

9. După a treia părere copiii adoptatului indiferent dacă s'au născut înainte sau după adopțiune au dreptul să vie la succesiunea adoptatorului. (Taulier, I, p. 499, 450; Duranton, III, No. 314, 327; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 180, nota 15, p. 354; Planiol, III, No. 1810; Colin et Capitant, III, p. 386; Degre, Scrieri Juridice, I, p. 112; Nacu, II, p. 66; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 553).

10. Reprezentația nu poate să aibă loc pe sărite ci trebuie să fie continuă suindu-se din spiță în spiță trecând prin toate gradele intermediare; astfel pentru a veni la succesiunea străbunilor, trebuie să se reprezinte pe tatăl și pe bunic. (Duranton, VI, No. 175; Demolombe, XIII, No. 406; Mourlon, II, No. 95; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 597, p. 298; Laurent, IX, No. 74; Planiol, III, No. 1777; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 129; Nacu, II, p. 66; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 543; Traian Ionașcu, p. 23).

11. Potrivit dispozițiilor art. 740 c. civ. fr. (665 c. civ. rom.), reprezentațiunea este admisă în toate cazurile, fie că ar concura la succesiune copiii defunctului cu descendenții unui copil mort mai dinainte, fie că toți copiii defunctului fiind morți înaintea lui, ar concura la succesiune descendenții acestor copii cari se află între ei în grade egale sau neegale față cu defunct. (Demolombe, XIII, No. 417 urm.; Mourlon, II, No. 97, 98; Laurent, IX, No. 58; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 129; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 538).

12. A se vedea art. 315 din codul civil cu notele respective.

**Art. 666.** — În linie colaterală reprezentațiunea este admisă<sup>1)</sup> în privința copiilor și descendenților fraților sau surorilor defunctului, vie ei la succesiunea sa în concurs cu unchi sau mătușe, întâmplându-se ca toți frații și surorile defunctului, fiind morți mai dinainte, succesiunea să se găsească trecută la descendenții lor, în graduri egale sau neegale. (Civ. 660 urm., 664, 667 urm., 672; Civ. Fr. 742).

*Text. fr. Art. 742.* — En ligne collatérale, la représentation est admise en

<sup>1)</sup> Din eroare de tipar în ediția oficială se află pusă după vorba „admisă” o virgulă, care ar putea schimba înțelesul frazei.

faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que tous les frères et sœurs du défunt étant prédécédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 104 urm.;  
PETIT EUGEN, *Notă sub Cas. fr.* 2 Iulie 1924, *Jur. Gen.* 1926, No. 235.

### Doctrină.

**1.** Reprezentația are loc în infinit numai în linie dreaptă descendentă și în linie colaterală numai pentru descendenții fraților și surorilor defunctului iar nu și a celorlalte rude colaterale. (Demolombe, XIII, No. 425; Laurent, IX, No. 61, 64; Baudry et Wahl, *Successions*, I, No. 341, 342; Planiol, III, No. 1775; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 125, 126, 130, 131, 132; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 533; Traian Ionașcu, p. 23).

**2.** Art. 742 c. civ. fr. (666 c. civ. rom.), prevede două cazuri de reprezentare în care nepoții vin în concurs la succesiune cu unchii lor și acel în care frații și surorile defunctului fiind morți mai dinainte, vin în concurs la succesiune nepoții în graduri egale sau neegale. Cu

toate că acest articol prevede numai două cazuri de reprezentare, totuși dispozițiunile sale sunt generale și și găsesc aplicațiunea și la alte cazuri cari nu au fost prevăzute în lege. (Daloz, *Rép.*, *Succession*, No. 189).

**3.** Efectele reprezentației își găsesc aplicațiunea atât la descendenții fraților buni sau primari cât și la descendenții fraților consanguini sau uterini. (Daloz, *Rép.*, *Succession*, No. 190).

**4.** Ceeace a determinat pe legiuitor să nu admită reprezentația în celelalte grade de rudenie colaterală afară de frați și surori este că cu cât rudenia este mai depărtată cu atât se micșorează prezumpțiunea de afecțiune a defunctului pentru aceste rude. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 127).

**5.** A se vedea: Art. 665 din codul civil cu notele respective.

**Art. 667.** — În toate cazurile în cari reprezentațiunea este admisă, partagiul se face pe tulpină (*souche*); <sup>1)</sup> dacă aceeaș tulpină a produs mai multe ramuri, subdivizia se face iarăș pe tulpină în fiecare ramură, și membrii aceleași ramuri se împart egal între dânșii. (Civ. 664, urm., 675, 740, 745; Civ. Fr. 743).

*Text. fr. Art. 743.* — Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souche; si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiunilor art. 743 c. civ. fr. (667 c. civ. rom.), partagiul se face pe tulpină în toate cazurile în care este admisă reprezentațiunea. (Daloz, *Rép.*, *Succession* No. 191; Laurent, IX, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 136; Nacu, II, p. 68; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 540; Traian Ionașcu, p. 24).

**2.** Potrivit principiilor de drept din art. 743 c. civ. fr. (667 c. civ. rom.), nepoții și strănepoții cari fac parte din tulpini deosebite își vor împărți succesiunea pe tulpină iar nu în părți egale, deși ar fi toți în acelaș grad. (Daloz,

*Rép.*, *Succession*, No. 191; Laurent, IX, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 136; Nacu, II, p. 68; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 540; Traian Ionașcu, p. 24).

**3.** În cazul când reprezentația nu are loc și mosteniitorii vin la succesiune cu dreptul lor propriu, împărțeala se face pe capete iar nu pe tulpină. (Demolombe, XIII, No. 436; Demante et Colmet de Sarterre, III, No. 49 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 136; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 540, 541).

**4.** Reprezentația nu trebuiește confundată cu transmiterea prevăzută de art. 781 c. civ. fr. (692 c. civ. rom.), care există

<sup>1)</sup> Din eroare credem, că s'a pus aci, în textul oficial, virgulă, în loc de punct și virgulă, după cum este și în textul articolului francez corespunzător. În vechile legiuri, se zicea „*casă*” în loc de „*tulpină*”.

de câte ori acel căruia i se cuvine moștenirea a murit fără a se fi lepădat de dânsa sau fără să o fi acceptat în mod expres sau tacit, caz în care moștenitorii

săi pot să accepte sau să refuze moștenirea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 136, 137; Nacu, II, p. 65).

**Art. 668.** — Nu se reprezintă decât persoanele moarte. Poate cineva reprezenta pe acela la a cărui succesiune a renunțat. (Civ. 658, 664 urm., 698 urm.; Civ. Fr. 744).

*Text. fr. Art. 744.* — On ne représente pas les personnes vivantes, mais-seulement celles qui sont mortes naturellement ou civilement.

On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 744 c. civ. fr. (668 c. civ. rom.), după cari, nu se pot reprezenta decât persoanele moarte, copiii nedemului nu pot veni prin reprezentare la succesiunea victimei când nedemul se află în viață. (Daloz, Rép., Succession, No. 195; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 109, 110; Nacu, II, p. 67; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 543; Traian Ionașcu, p. 23).

**2.** O persoană moartă, care la epoca deschiderii succesiunii ar fi fost incapabilă s'o primească, dacă ar fi trăit, nu poate fi reprezentată. (Daloz, Rép., Succession, No. 196; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 546; Traian Ionașcu, p. 23; Contra: Nacu, II, p. 67).

**3.** Cineva poate să reprezinte pe o persoană deși nu este moștenitorul ei, de exemplu când ar fi renunțat la moștenirea ei deoarece reprezentantul deține drepturile sale dela lege iar nu dela cel pe care îl reprezintă. (Daloz, Rép., Succession, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 134; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 548; Traian Ionașcu, p. 24).

**4.** Se poate reprezenta pe acela dela a cărui succesiune reprezentantul a fost înlăturat ca nedemn, dacă are capacitatea de a veni la moștenirea celui față de care își exercită drepturile sale. (Planiol,

I, No. 1751; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 102, 134; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 544, 546; Traian Ionașcu, p. 24).

**5.** Pentru ca cineva să poată reprezenta pe o persoană nu este necesar ca el să fie născut sau conceput la decesul reprezentatului, ci este deajuns dacă este născut sau conceput la deschiderea noii succesiuni față de care își exercită drepturile sale. (Daloz, Rép., Succession, No. 193; Laurent, IX, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 134; Traian Ionașcu, p. 23).

**6.** Reprezentantul trebuie să fie capabil să moștenească bunurile persoanei a cărei succesiune o culege deoarece el vine la această succesiune cu drepturile sale proprii. (Daloz, Rép., Succession, No. 194; Laurent, IX, No. 65; Huc, V, No. 62; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 133, text și nota 5, 134; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 545; Traian Ionașcu, p. 23).

**7.** Pentru admisibilitatea reprezentării, trebuie ca toate gradele cari despart pe reprezentant de decujus să fie vacante. (Duranton, VI, No. 175; Demolombe, XIII, No. 406; Mourlon, II, 95; Aubry et Rau, VI, § 597, p. 298; Daloz, Rép., Succession, No. 198; Laurent, IX, No. 74; Planiol, III, No. 1777; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 129; Nacu, II, p. 66; C. Hamangiu, I, Rosetti, Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 543; Traian Ionașcu, p. 23).

### Secțiunea III. — Succesiunile deferite descendenților.

**Art. 669.** — Copiii sau descendenții lor succed tatălui, mamei, moșilor, moașelor <sup>1)</sup> și vericărui alt ascendent, fără deosebire de sex și chiar de ar fi născuți din deosebire căsătorii.

Ei succed în părți egale când se găsesc toți în gradul dintâi și sunt chemați după propriul lor drept; ei succed pe tulpină când sunt chemați toți sau unul din ei, prin reprezentațiune <sup>2)</sup>. (Civ. 306,

<sup>1)</sup> Adică: bunilor, bunelor.

<sup>2)</sup> În privința succesiunilor descendenților, a se vedea Codul Caragea, partea IV, cap. 3, art. 17 și Codul Calimach § 916, 917, 1010 și 1013.

315, 658, urm., 664 urm., 677, 678, 698; L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri (Mon. of. 91/921), Art. 2; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 4, 10; Civ. Fr. 745).

*Text. fr. Art. 745.* — Les enfants ou leurs descendants, succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef: ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 77, urm.

#### Doctrină.

**1.** Prima clasă de moștenitori legitimi o formează descendenții defunctului cari moștenesc în părți egale când vin la succesiune cu dreptul lor propriu și pe tulpină când vin la succesiune prin reprezentare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 140; Nacu, II, p. 69, 70; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 551; Traian Ionașcu, p. 20).

**2.** Contrar ca în vechiul drept, în dreptul actual, descendenții succed ascendenților lor fără deosebire de sex. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 140 urm.; Nacu, II, p. 70).

**3.** Copiii legitimi sau legitimați, chiar dacă ar fi născuți din deosebite căsătorii, succed părinților în părți egale (Demolombe, XIII, No. 443; Laurent, VIII, No. 503; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 144, 145, 146).

**4.** Afară de cazul reprezentăției, descendenții cei mai apropiați în grad vor exclude pe cei mai depărtați în grad. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 146; Nacu, II, p. 70).

**5.** În cazul când o persoană începează din viață lăsând descendenți legitimi sau adoptivi, aceștia înlătură dela succesiune, totdeauna, pe ascendenții și colateralii defunctului. (Daloz, Rép., Succession, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 160, nota 3; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 551, 552; Traian Ionașcu, p. 20).

**6.** Prin cuvintele: «moși» și «moașe» întrebuițate în art. 669 c. civ. rom. se înțeleg bunii și bunele moștenitorilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 139, nota 3).

**7.** Cuvintele «când se găsească totuși în gradul întâi» întrebuițate în art. 745 c. civ. fr. (669 c. civ. rom.), trebuiesc eliminate, deoarece nu numai descendenții din gradul întâi, adică copiii împart succesiunea în părți egale, pe capete, ci și descendenții din grad inferior, cum sunt nepoții și strănepoții când vin la succesiune cu propriul lor drept fără ajutorul reprezentăției. (Demolombe, XIII, No. 445; Mourlon, II, No. 106; Marcadé, art. 745; Huc, V, No. 66; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 139, nota 4, 147).

#### Secțiunea IV. — Despre succesiunile deferite ascendenților.

**Art. 670.** — Dacă defunctul n'a lăsat posteritate, nici frate, nici suroră, nici descendenți dintr'aceștia, succesiunea se cuvine ascendenților din gradul de rudenie cel mai aproape.

Ascendenții de același grad, moștenesc părți egale <sup>1)</sup>. (Civ. 660 urm., 669, 671, 673, 678; L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri (Mon. of. 91/921), Art. 2; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 4; Civ. Fr. 746).

*Text. fr. Art. 746.* — Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frère, ni descendants d'eux, la succession se divise par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et les ascendants de la ligne maternelle.

<sup>1)</sup> La redactarea acestui art. s'a avut în vedere pe lângă art. francez 746 și vechile noastre legiuiri Caragea partea IV, cap. 3, art. 18 și mai ales Codul Calimach §§ 927, 928 și 929.

L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche, recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres.

Les ascendants au même degré succèdent par tête.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 88 urm., 92.

#### Doctrină.

1. O altă clasă de moștenitori o formează ascendenții neprivilegiați, adică ceilalți ascendenți afară de tatăl și mama defunctului. Acești ascendenți înlătură dela succesiune pe toți ceilalți colaterali, afară de frații și surorile defunctului sau descendenții lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 160, 161, 162, 163, nota 1, 164; Nacu, II, p. 78; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 557; Traian Ionașcu, p. 24).

2. In dreptul civil francez potrivit dispozițiilor art. 746 și urm. c. civ. fr. în regulă generală ascendenții exclud dela succesiune pe rudele colaterale ale defunctului; în unele cazuri, aceste două feluri de succesiuni au una preferință față de cealaltă iar în alte cazuri ele vin amândouă în concurență. (Daloz, Rép., Succession, No. 209).

3. Ascendentul cel mai apropiat în grad exclude dela succesiune pe cei mai depărtați în grad, fără a se face vreo distincție ca în dreptul francez, între ascen-

denți din partea tatălui și ascendenți din partea mamei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 160, 161; Nacu, II, p. 78; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 557; Comp: Traian Ionașcu, p. 24).

4. Impărțirea moștenirii între ascendenții neprivilegiați se va face pe capete când vor fi toți în grad egal. Astfel dacă sunt trei ascendenți în grad egal din cari unul din linia tatălui iar doi din linia mamei, împărțirea succesiunii se va face în trei părți egale, iar nu în două pe tulpină. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 161, 162; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 557; Traian Ionașcu, p. 24).

5. In linie ascendentă reprezentajia nu este admisă, ci ascendenții moștenesc în virtutea dreptului lor propriu. (Laurent, IX, No. 53, 55, 62; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 124, 126, 161; Nacu, II, p. 65; C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 557; Traian Ionașcu, p. 24).

Art. 671. — Dacă tatăl și mama unei persoane moarte fără descendenți i-au supraviețuit, lăsând acea persoană frați, surori, sau descendenți ai acestora, succesiunea se divide în două porțiuni egale, din care jumătate numai se cuvine tatălui și mamei și se împarte deopotrivă între dâșii. (Civ. 666, 673, 674; L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri (Mon. of. 91/921), Art. 2; Legea propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 4; Civ. Fr. 748, 749).

*Text. fr. Art. 748.* — Lorsque les père et mère d'une personne morte sans postérité lui ont survécu, si elle a laissé des frères, sœurs, ou des descendants d'eux, la succession se divise en deux portions égales, dont moitié seulement est déferée au père et à la mère, qui la partagent entre eux également.

L'autre moitié appartient aux frères, sœurs, ou descendants d'eux, ainsi qu'il sera expliqué dans la section V du présent chapitre.

*Text. fr. Art. 749.* — Dans le cas où la personne morte sans postérité laisse des frères, soeurs, ou des descendants d'eux, si le père ou la mère est pré-décédé, la portion qui lui aurait été dévolue, conformément au précédent article, se réunit à la moitié déferée aux frères, soeurs ou à leurs représentants, ainsi qu'il sera expliqué à la section 5 du présent chapitre.

### Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH. *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 89.

## Doctrină.

1. Frații și surorile sau descendenții lor vin la succesiune, în lipsă de descendenți legitimi, legitimați sau adoptați și compun a doua clasă de moștenitori legitimi, descendenții fraților și surorilor putând veni la succesiunea defunctului atât în numele lor propriu cât și prin reprezentare. Acestea două clase de moștenitori se mai numesc și clasa colateralilor privilegiați deoarece aceștia exclud dela moștenire pe toți ceilalți moștenitori afară de tatăl și mama defunctului cari formează clasa ascendenților privilegiați. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 149; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 555; Traian Ionașcu, p. 20, 21).

2. La venirea la succesiunea defunctului a fraților, surorilor și descendenților lor se pot întâmpla două situațiuni: 1) aceea când tatăl și mama defunctului sau numai unul dintre ei i-au supraviețuit și 2) aceea când tatăl și mama au încetat din viață înaintea defunctului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 147, 148; Nacu, II, p. 71).

3. Textul art. 748 c. civ. fr. (671 c. civ. rom.) este rău redactat: în text se arată că «succesiunea se divide în două porțiuni egale» din care una se va împărți între tatăl și mama defunctului ceeace nu e totdeauna adevărat deoarece din textul

art. 751 și 752 c. civ. fr. (673 și 674 c. civ. rom.) rezultă că partea fiecărui părinte al defunctului este de o pătrime, așa încât dacă unul dintre părinți este declarat nedemn sau renunță la succesiune, porțiunea cuvenită lui va merge să sporească partea cuvenită fraților, surorilor sau descendenților lor, iar nu celui alt părinte. (Demolombe, XIII, No. 451; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 61 bis, I; Laurent, IX, No. 86; Planiol, III, No. 1814; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 148, nota 1, 150, 153).

4. Art. 749 c. civ. fr. care prevede dispozițiuni exprese în această privință a fost eliminat de legiuitorul nostru ca de prisos. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 150).

5. În cazul când defunctul a lăsat pe tatăl și pe mama sa precum și frați și surori buni sau numai consanguini sau uterini sau descendenți din ei legitimi sau legitimați, tatăl și mama iau fiecare câte o pătrime din succesiune iar frații și surorile sau descendenții lor în orice grad ar fi iau cealaltă jumătate din succesiune. (Demolombe, XIII, No. 455; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 61 bis, III; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 149, 150, 151; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 556; Traian Ionașcu, p. 21).

6. A se vedea art. 673 și 684 din codul civil cu notele respective.

## Secțiunea V. — Despre succesiunile colaterale.

Art. 672. — În caz de a muri mai înainte tatăl sau mama unei persoane moarte fără posteritate, frații, surorile sau descendenții lor sunt chemați la succesiune, depărtând pe ascendenți și pe ceilalți colaterali. Ei succed sau după propriul lor drept, sau prin reprezentare, în modul regulat în secțiunea II a acestui cap. (Civ. 664, 666 urm., 669, 674; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4; Civ. Fr. 750).

*Text. fr. Art. 750.* — En cas de prédécès des père et mère d'une personne morte sans postérité, ses frères, soeurs ou leurs descendants sont appelés à la succession, à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

Ils succèdent, ou de leur chef ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé dans la section II du présent chapitre.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 89, 92.

## Doctrină.

1. Potrivit dispozițiunilor art. 750 c. civ. fr. (672 c. civ. rom.) frații și surorile buni, consanguini și uterini și descendenții lor din orice grad, formează o clasă de colaterali privilegiați cari, în lipsa ascen-

denților, privilegiați, sau în caz de nedemnitare sau renunțarea lor depărtează de la succesiune pe ceilalți ascendenți și colaterali ai defunctului. (Duranton, VI, No. 248; Demolombe, XIII, 360; Laurent, IX, No. 40; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 114, 115, 151, 152, text și nota 1;

Nacu, II, 72; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 555, 556; Traian Ionașcu, p. 20, 21).

2. Descendenții legitimi sau legitimați ai fraților și surorilor defunctului vin la succesiune fie prin reprezentare când părinții lor au încetat din viață înainte

de deschiderea succesiunii, fie în baza dreptului lor propriu când părinții lor au renunțat la succesiune sau au fost înlăturați dela succesiune pentru nedemnitate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 152; Nacu, II, p. 72, 73).

**Art. 673.** — Dacă tatăl și mama persoanei moarte fără postérité i-au supraviețuit, frații, surorile sau reprezentanții lor iau jumătate din succesiune. Dacă numai tatăl sau numai mama i-a supraviețuit, frații, surorile sau reprezentanții lor iau trei pătrimi ale succesiunii. (Civ. 666, 671, 674, 843; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4; Civ. Fr. 751).

*Text. fr. Art. 751.* — Si les père et mère de la personne morte sans postérité lui ont survécu, ses frères, sœurs ou leurs représentants ne sont appelés qu'à la moitié de la succession. Si le père ou la mère seulement a survécu ils sont appelés à recueillir les trois quarts.

### Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub Trib. Putna S. I, 225 din 14 Iunie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 134; *Despre succesiuni*, p. 75, 192;

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 112;

RĂDULESCU MIRCEA, „Rezerva părinților față cu dispozițiile cu titlu gratuit făcute de decedat în favoarea unui frate”, Curier Jud. 27/1926.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 751 c. civ. fr. (673 c. civ. rom.) frații, surorile sau descendenții lor cari după art. 750 c. civ. fr. (672 c. civ. rom.), depărtază dela succesiune pe ascendenți și ceilalți colaterali, iau jumătate din succesiune în cazul când tatăl și mama defunctului trăiesc și cari iau cealaltă jumătate din succesiune fiecare câte o pătrime din succesiune. (Daloz, Rép., Succession, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 149, 150; Nacu, II, p. 72, 73; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 556; Traian Ionașcu, p. 21).

2. În cazul când trăește numai tatăl sau numai mama defunctului, frații, surorile sau descendenții lor iau trei sferturi din succesiune. (Daloz, Rép., Succession, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 150; Nacu, II, p. 72, 73; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 556).

3. Nepoții vin în concurs cu tatăl și mama defunctului la succesiunea acestuia, fie după propriul lor drept, fie prin reprezentare, indiferent dacă sunt numai consanguini sau sunt uterini și sunt preferați celorlalți ascendenți sau colaterali. (Daloz, Rép., Succession, No. 259, 261; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 149, 150, 151; Nacu, II, p. 73).

4. Prin cuvântul «reprezentanți» întrebuințat în art. 751 c. civ. fr. (673 c. civ.

rom.), se înțeleg descendenții fraților și surorilor, așa încât chiar dacă acești descendenți nu ar veni prin reprezentare ci cu dreptul lor propriu, ei vor lua tot trei sferturi din succesiune iar celălalt sfert îl va lua tatăl sau mama care ar fi supraviețuit defunctului. (Duranton, VI, No. 195, nota 2; Demolombe, XIII, No. 452; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 364, p. 265; Laurent, IX, No. 91; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 148, nota 2).

5. Discuțiunea ce urmează a se face în drept este, care este porțiunea rezervată tatălui sau mamei defunctului în cazul când vine la succesiunea acestuia în concurs cu un moștenitor testamentar care nu este colateral; potrivit dispozițiilor art. 673 din codul civil, dacă tatăl și mama persoanei decedată fără postérité i-au supraviețuit, frații, surorile sau reprezentanții lor, iau jumătate din succesiune, iar dacă numai tatăl sau mama i-a supraviețuit, frații, surorile sau reprezentanții lor, iau trei pătrimi din succesiune. Pe de altă parte potrivit dispozițiilor art. 843 din codul civil, liberalitățile prin acte între vii sau prin testament, nu pot trece peste jumătatea bunurilor dacă, în lipsă de copii, defunctul lasă tată și mamă sau numai unul dintre dânsii.

Dacă poate fi discuțiune în drept atunci când un ascendent ar veni în concurență cu un moștenitor testamen-



tar care este colateral, în privința porțiunii disponibile și a rezervei, această discuțiune nu mai poate exista în cazul când un ascendent vine în concurență cu un legatar care nu este colateral — chiar dacă ar exista și colaterali, cari însă nu vin la succesiune — când urmează să se aplice numai dispozițiile art. 843 din codul civil, în care caz rezerva ascendentului este de jumătate din succesiune căci nu poate să se dea altă interpretare dispozițiilor art. 673 și 843 din codul civil, deoarece ambele texte având ființă în codul civil, trebuie conciliate amândouă și a li se da un înțeles, ele neexcluzându-se unul pe altul, după cum ar părea la prima vedere. (D. Alexandresco, ed. 2-a, III. partea II, p. 150, nota 1; IV. partea I. p. 539; N. Georgean, Studii Juridice, II. p. 178, 179; Comp: Nacu, II, p. 73).

6. A se vedea: art. 671, 684 și 843 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Când mama vine în concurs la moștenirea fiului său cu surorile acestuia, liberalitățile făcute, fie prin acte între vii, fie prin testament, nu pot trece peste jumătatea bunurilor; ele se reduc în favoarea acesteia până la jumătatea bunurilor rămase dela decujus, căci în acest caz sunt aplicabile dispozițiile art. 843 din codul civil dela capitolul despre partea disponibilă a bunurilor și despre reduțiune, iar nu dispozițiile art. 673 din codul civil dela capitolul despre suc-

cesiunile ab intestat. (Trib. Putna S. I, 225 din 14 Iunie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 134).

2. Potrivit dispozițiilor art. 843 din codul civil, liberalitățile prin acte între vii sau prin testament, nu pot trece peste jumătatea bunurilor, dacă, în lipsă de copii, defunctul lasă tată și mamă sau numai unul dintr'ânșii.

Deși conform părții finale a art. 673 cod. civil, dacă numai tatăl sau numai mama i-au supraviețuit, frații și surorile sau reprezentanții lor, iau cele trei părți ale succesiunii, adică dreptul ascendentului supraviețuitor este numai de un sfert, întrucât însă textul articolului 843 declară reducibilitatea liberalităților la jumătate, fără a distinge între cazul când defunctul lasă numai tată sau numai mamă și între cel în care mai lasă și frați și surori, cum o face în citatul art. 673, urmează că în ambele ipoteze cotitatea disponibilă este de o jumătate, cu atât mai mult cu cât legiuitorul a avut grijă să adauge la sfârșitul art. 843 cuvintele: «sau numai pe unul dintr'ânșii», pentru ca față cu dispoziția finală din art. 673 să se vadă clar voința sa, că în privința rezervei, aceasta rămâne întreagă de o jumătate, chiar de nu ar supraviețui ambii ascendenți. (C. Apel Craiova S. II. 273 din 28 Septembrie 1925.

Bul. C. Apel 18/1925, Justiția Olteniei 17—18/1925).

3. În caz când părintele supraviețuitor vine în concurență la succesiune cu colaterali privilegiați, frați și surori, rezerva nu poate fi mai mare decât în-suși porțiunea de moștenire, adică o pătrime. (Cas. I, 4844 din 14 Decembrie 1925. Pand. Săpt. 23/1926).

**Art. 674.** — Partajul jumătăței sau celor trei părți convenite fraților sau surorilor, după conținerea art. precedent, se face între ei în porțiuni egale, dacă sunt toți dintr'aceiași căsătorie; de sunt din căsătorii diferite, diviziunea se face pe jumătate între cele două linii paternă și maternă a defunctului; frații primari, iau parte în amândouă liniile, uterinii <sup>1)</sup> sau consingenii <sup>1)</sup>, fiecare în linia sa numai. Dacă sunt frați sau surori numai într'o linie, ei succed în total, excluzând pe toate rudele din cealaltă linie. (Civ. 666, 671, 672, 673; Civ. Fr. 733, 734, 752).

*Text fr. Art. 733.* — Toute succession échue à des ascendants ou à des collatéraux se divise en deux parts égales; l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle.

Les parents utérins ou consanguins ne sont pas exclus par les germains; mais ils ne prennent part que dans leur ligne, sauf ce qui sera dit à l'art. 752. Les germains prennent part dans les deux lignes.

Il ne se fait aucune dévolution d'une ligne à l'autre, que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant ni collatéral de l'une des deux lignes.

1) Prin „frați uterini“ se înțeleg frații din aceeași mamă și tată deosebit iar prin „frați consingeni“ frații din același tată și mame deosebite.

*Text fr. Art. 734.* — Cette première division opérée entre les lignes paternelle et maternelle, il ne se fait plus de division entre les diverses branches; mais la moitié dévolue à chaque ligne appartient à l'héritier ou aux héritiers les plus proches en degrés, sauf le cas de la représentation, ainsi qu'il sera dit ci-après.

*Text fr. Art. 752.* — Le partage de la moitié ou des trois quarts dévolus aux frères ou sœurs, aux termes de l'article précédent, s'opère entre eux par égales portions, s'ils sont tous du même lit; s'ils sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt; les germains prennent part dans les deux lignes, et les utérins ou consanguins chacun dans leur ligne seulement: s'il n'y a de frères ou sœurs que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 89 urm.

#### Doctrină.

**1.** Rude bune sau primare sunt acele cari sunt rude cu defunctul atât după tatăl lor cât și după mama lor; rude consanguine sunt acele cari sunt rude cu defunctul numai după tatăl lor; rude uterine sunt acele cari sunt rude cu defunctul numai după mama lor. (Huc, V, No. 53; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 151, 152, nota 2, 153; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, 535).

**2.** In materie de succesiune, rudenția va fi totdeauna privită în raport cu defunctul a cărui succesiune se reclamă. (Huc, V, No. 53).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 752 c. civ. fr. (674 c. civ. rom.) dacă frații cari vin la succesiunea defunctului sunt din căsătorii deosebite, moștenirea se împarte în două părți: frații buni iau parte în amândouă liniile, iar consanguinii și uterinii numai în linia lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 153, 154; Nacu, II, p. 73; Traian Ionașcu, p. 21).

**4.** Dispozițiile art. 674 c. civ. rom. își găsesc aplicațiunea numai atunci când este a se împărți o succesiune între frați, fie că vin singuri la succesiune, fie că vin în concurs cu ascendenții privilegiați iar nu și atunci când este a se împărți succesiunea altui colateral. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 152, nota 3; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 535, 556).

**5.** Când toți frații sunt buni consanguini sau uterini, adică născuți din aceeași căsătorie, va lua fiecare câte o parte egală din succesiune. In acest caz nu are loc împărțeala pe linie, deoarece toți frații fac parte din aceeași linie. (Laurent, IX, No. 93; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 153).

**6.** Dacă unul dintre frații consanguini sau uterini renunță la succesiune, partea lui va folosi nu numai fraților săi consanguini sau uterini ci și fraților buni cari iau parte în amândouă liniile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 154).

**7.** Dispozițiile art. 752 c. civ. fr. (674 cod. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai în cazul când frații vin în concurență cu ascendenții privilegiați, ci și în cazul când vin singuri la succesiune. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 67 bis, I; Laurent, IX, No. 89; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 155; Al. Degre, Scrieri juridice, I, p. 165 urm.; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 556).

**8.** Dispozițiile art. 752 c. civ. fr. (674 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai în cazul când succesiunea urmează a se împărți între frați fie singuri sau în concurs cu ascendenții privilegiați ci și în cazul când succesiunea urmează a se împărți între descendenții fraților fie singuri sau în concurs cu ascendenții privilegiați, deoarece există aceeași rațiune. Dispozițiile acestui text de lege neconstituind o excepțiune ci o regulă generală. Prin urmare când descendenții fraților vin la succesiunea unchiului lor, fie în virtutea dreptului lor propriu, fie în virtutea reprezentăției, împărțeala nu se va face pe capete în părți egale ci tot pe linie, descendenții fraților buni luând parte în amândouă liniile iar descendenții fraților uterini și consanguini numai în linia lor. (Demolombe, XIII, No. 456, 558; Laurent, IX, No. 93; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 159, 160; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 535; Contra: Nacu, II, p. 73, 74).

**Art. 675.** — În lipsă de frați sau surori sau de descendenți dintr'înșii, și în lipsă de ascendenți, succesiunea se dă rudelor colaterale din gradul de rudenie cel mai apropiat.

Când sunt mai multe rude colaterale în acelaș grad, succesiunea se împarte egal între dânsule. (Civ. 663, 669, 679 urm., 676; L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri (Mon. of. 91/1921), Art. 2; Civ. Fr. 753).

*Text. fr. Art. 753.* — A défaut de frères ou sœurs ou de descendants d'eux, et à défaut d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne, la succession est déferée pour moitié aux ascendants survivants; et pour l'autre moitié, aux parents les plus proches de l'autre ligne.

S'il y a concours de parents collatéraux au même degré ils partagent par tête.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 78 urm., 112.

### Doctrină.

**1.** Colateralii ordinari, adică neprivilegiații cari formează ultima clasă de moștenitori legitimi, vin la moștenire în lipsa următoarelor clase de moștenitori: 1) copiii și descendenții legitimi, legitimați sau adoptați ai defunctului; 2) frații, surorile sau descendenții lor; 3) ascendenții privilegiați; 4) ascendenții neprivilegiați. (Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 163; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 558; Traian Ionașcu, p. 25).

**2.** Reprezențațiunea nu este admisă în privința colateralilor ordinari, așa încât ei moștenesc după proximitatea gradelor în părți egale. (Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 163, 164; Nacu, II, p. 79).

**3.** Colateralii ordinari vin la succesiune după proximitatea gradului fără a se face distincțiune dacă sunt rude despre partea tatălui sau sunt rude despre partea mamei. (Nacu, II, p. 79; Comp: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 558).

**Art. 676.** — Rudele succed până la al doisprezecelea grad inclusiv <sup>1)</sup>. (Civ. 660 urm., 679 urm.; L. asupra impozitului progresiv pe succesiuni (Mon. of. 91/1921), Art. 4; L. contrib. directe, Art. 72 § 3; L. timbr. (Mon. of. 92/1927), Art. 19; Civ. Fr. 755).

*Text. fr. Art. 755.* — Les parents au-delà du douzième degré ne succèdent pas. A défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

*Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni din 28 Iulie 1921. Art. 4.* — Dreptul de moștenire ab intestat dela al patrulea grad în sus se desființează, iar patrimoniile defuncților fără testament și fără rude până la al patrulea grad inclusiv, trec în folosul fiscului. Patrimoniile defuncților cari nu lasă rude dela al cincilea până la al doisprezecelea grad trec în folosul casei Meseriilor.

*Legea timbrului și a impozitului pe acte și fapte juridice din 29 Aprilie 1927. Art. 19.* — Patrimoniile defuncților fără testament și fără nici un moștenitor legal ab intestat, potrivit codurilor civile în vigoare, trec în folosul fiscului pentru alimentarea fondului cultural și de asistență prevăzut de art. 72 al legii de unificarea impozitelor directe.

Dreptul de moștenire al soților supraviețuitori este și rămâne neatins în cadrul legiuirilor civile în vigoare.

<sup>1)</sup> Art. 676 cod civil este modificat prin art. 4 din Legea impozitului pe moșteniri și donațiuni publicată în Mon. of. No. 91/1921.

## Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier. Jud. 3/1926;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 73, 92 urm;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub judec. ocol rural Poaul-Iloae, 26 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925,  
 No. 1846.

## Doctrină.

I. Prin art. 4 al. 1-lei ale legii asupra impozitului progresiv pe succesiuni din 28 Iulie 1921 publicată în Monit. Oficial 91/1921 se limitează succesibilitatea rudelor colaterale ordinare până la gradul al patrulea inclusiv. Astăzi dacă defunctul lasă rude colaterale ordinare mai îndepărtate decât veri primari succesiunea nu se cuvine acestora ci soțului supraviețuitor

sau în lipsa lui, succesiunea trece la fisc. (C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III. No. 560, 573; Comp. Traian Ionașcu, p. 25).

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

I. A se vedea: art. 679, notele 1, 2 și 3.

## CAPITOLUL IV.

## Despre succesiunile neregulate.

Secțiunea I. — *Despre drepturile copiilor naturali asupra bunurilor mamei lor și despre succesiunea copiilor naturali morți fără posteritate.*

Art. 677. — Copiii naturali<sup>1)</sup>, chiar când căsătoria ar fi proibită între mama și tatăl lor, succed mamei lor, ascendenților și colateralilor mamei, ca și copiii legitimi. (Civ. 48, 308, 652, 678; L. Timbr. 45, 46; L. impozit. pe moșteniri (Mon. of. 91/921), Art. 2; Civ. Fr. 756—764).

*Text fr. Art. 756.* — Les enfants naturels ne sont point héritiers; la loi ne leur accorde de droit sur les biens de leur père ou mère décédés, que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère.

*Text fr. Art. 756 (Modificat prin legea din 15 Martie 1926).* — La loi n'accorde de droits aux enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Les enfants naturels légalement reconnus sont appelés en qualité d'héritiers à la succession de leur père ou de leur mère décédés.

*Text fr. Art. 757.* — Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés, est réglé ainsi qu'il suit:

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime; il est de la moitié lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou soeurs; il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères, ni soeurs.

*Text fr. Art. 757. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).* — La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère.

<sup>1)</sup> A se vedea și Codul Caragea, partea IV, cap. 3, art. 21 și 30.  
 Deasemenea Codul Calimach, §§ 942, 946, 948 și 954. Copiii naturali după codul nostru Civil, au sesina la succesiunea mamei și a rudelor ei.

*Text fr. Art. 758.*— L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

*Text fr. Art. 758. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).*— Le droit héréditaire de l'enfant naturel dans la succession de ses père ou mère est fixé ainsi qu'il suit:

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit et de la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

*Text fr. Art. 759.*— En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

*Text fr. Art. 759. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).*— Le droit est des trois quarts, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou soeurs ou des descendants légitimes de frères ou soeurs.

*Text fr. Art. 760.*— L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait sujet à rapport, d'après les règles établies à la section II du chapitre VI du présent titre.

*Text fr. Art. 760 (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).*— L'enfant naturel a droit à la totalité des biens lorsque ses père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères ou soeurs, ni descendants légitimes de frères ou soeurs.

*Text fr. Art. 761.*— Toute réclamation leur est interdite, lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse, de la part de leur père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée.

Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

*Text fr. Art. 761. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).* — En cas de prédécès des enfants naturels, leurs enfants et descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

*Loi du 25 Mars 1896 relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leur père et mère. Disposition transitoire. Art. 9.*— Toute réclamation sera interdite à l'enfant naturel lorsqu'il aura reçu du vivant de ses père et mère, avant la date de la promulgation de la présente loi, la moitié de ce qui lui est attribué par les articles 758, 759, 760 et 761 précédents avec déclaration expresse de la part de leurs (*sic*) père ou mère que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

En ce qui concerne le calcul de la réserve des enfants naturels, la présente loi sera applicable à toutes les libéralités faites antérieurement à sa promulgation.

*Text fr. Art. 762.*— Les dispositions des articles 757 et 758 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux.

La loi ne leur accorde que des aliments.

*Text fr. Art. 762. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).* — Les dispositions des articles 756, 758, 759 et 760 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux.

La loi ne leur accorde que des aliments.

*Text fr. Art. 763.* — Ces aliments sont réglés, eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

*Text fr. Art. 763. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).* — Ces aliments sont réglés eu égard aux facultés du père et de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

*Text fr. Art. 764.* — Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N. *Despre succesiuni*, p. 106 urm.;

PETIT EUGEN, *Observație* sub C. Apel Limoges, 10 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 73.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Adulter 4.  
Ascendenți 5, 7.  
Colaterali 5.  
Comoștenitori 11.  
Copil adulterin 4.  
Copil incestuos 4.  
Copil natural 1 urm.  
Descendenți 5.  
Donațiune 3.  
Frați 5.  
Fructe 8.  
Hotărîre 2, 4.  
Incest 4.  
Mamă 4—7, 13.  
Moștenire 1 urm.  
Moștenitor legitim 1.

Moștenitor neregulat 1.  
Omisiune 5.  
Partaj 11.  
Plata datoriilor 10.  
Raport 12, 13.  
Reciprocitate 5.  
Recunoaștere 2, 4.  
Revendicare 9.  
Rudele mamei 4, 5.  
Sezină 7.  
Successiune 1 urm.  
Successor, a se vedea cu-vântul „Moștenitor”.  
Tată natural 2, 3.  
Testament 3.

#### Doctrină.

**1.** In dreptul civil român copilul natural nu este un moștenitor neregulat, ci un adevărat moștenitor legitim. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 180, 181; Nacu, II, p. 81, 84; Traian Ionașcu, p. 26; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 563, 567).

**2.** In dreptul civil român, copilul natural nu are drept la succesiunea tatălui său, chiar atunci când paternitatea ar fi stabilită printr'o recunoaștere de bună voie, sau printr'o hotărîre judecătorească. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 176; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 566; Traian Ionașcu, p. 20).

**3.** Contrar ca în dreptul francez, unde există art. 908 c. civ. fr. din 25 Martie 1896, în dreptul civil român copilul natural poate primi dela tatăl său orice liberalități prin donațiuni și testamente, deoarece în această privință este asimilat cu un copil fără nici o legătură de rudenie. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea

II, p. 183, 184; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 567).

**4.** In dreptul civil român copilul natural, chiar adulterin sau incestuos recunoscut de bunăvoie sau prin hotărîre judecătorească, moștenește atât pe mama sa cât și pe rudele ei întocmai ca un copil legitim. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 177, 178; Nacu, II, p. 84; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 563, 564, 566; Traian Ionașcu, p. 20, 26).

**5.** Cu toate că art. 677 c. civ. rom., arată numai că copiii naturali recunoscute moștenesc pe mama lor și pe ascendenții și colaterali săi nevorbind nimic despre descendenții ei, totuși copiii naturali moștenesc și pe frații săi legitimi sau naturali adică descendenții mamei sale, omiterea lor din text nefiind decât o scăpare din vedere a legiuitorului, deoarece din art. 678 c. civ. rom. rezultă că frații săi legitimi îl moștenesc și reciprocitatea este un principiu fundamental în materie de succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 179 urm.; Nacu, II, p. 84, 85; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 563, 571; Comp., Contra: Traian Ionașcu, p. 26).

**6.** Copiii naturali fiind asimilați cu copiii legitimi, în privința succesiunii mamei lor, pot fi reprezentanți și pot să reprezinte pe mama lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 127, nota 2; Nacu, II, p. 84; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 549, 566 bis).

**7.** Copiii naturali au sezina bunurilor succesore ale mamei și ascendenților săi. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, 567).

**8.** Copilul natural are dreptul la fructele bunurilor cari compun partea sa

din moștenire din ziua deschiderii succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 33; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 638, text și nota 7, p. 689; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 45, 176; Laurent, IX, No. 245; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 624).

**9.** Copilul natural are dreptul să revendice dela terți bunurile cari compun partea sa din succesiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 303; Suppl., Succession, No. 175; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 567).

**10.** Copilul natural este obligat să plătească datoriile succesiunii în proporțiune cu partea sa din moștenire. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 175).

**11.** Copilul natural, în raporturile sale cu comostenitorii săi, poate provoca partajul bunurilor succesoriale și să

intervie la o împărțeală a acestor bunuri. (Dalloz, Rép., Succession, No. 290; Suppl., Succession, No. 174; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 567).

**12.** Copilul natural are dreptul să ceară ca ceilalți comostenitori să facă raportul bunurilor primite dela defunct, cu titlu de liberalitate. (Dalloz, Rép., Succession, No. 295, 296; Suppl., Succession, No. 174).

**13.** Copiii naturali, în privința succesiunii mamei lor naturale sunt obligați la raport. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547, 553, 580; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 567).

**14.** A se vedea: art. 652 și 678 din codul civil cu notele respective.

**Art. 678.** — Succesiunea copilului natural, mort fără posteritate, se cuvine mamei sale și în lipsa mamei, rudelor ei celor mai de aproape <sup>1)</sup>. (Civ. 660, 667, 669 urm; L. Timbr. 45, 46; L. impozit. pe moșteniri (Mon. of. 91/921), Art. 2; Civ. Fr. 765, 766).

*Text fr. Art. 765.* — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu; ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

*Text fr. Art. 765. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).* — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou, par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par les deux.

*Text fr. Art. 766.* — En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus, passent aux frères ou soeurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession: les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix de ces biens aliénés, s'il est encore dû, retournent également aux frères et soeurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et soeurs naturels, ou à leurs descendants.

*Text fr. Art. 766. (Modificat prin legea din 25 Martie 1896).* — En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel décédé sans postérité, les biens qu'il en avait reçu passent aux frères et soeurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession: les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il en est encore dû, retournent également aux frères et soeurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et soeurs naturels ou à leurs descendants.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 106 urm.;

PETIT EUGEN, *Observație* sub C. Apel Limoges, 10 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 73.

### Doctrină.

**1.** Prin cuvântul: «posteritate» întrebuințat în art. 765 c. civ. fr. (678 c. civ. rom.) se înțeleg atât copiii legitimi cât și cei naturali; prin urmare dacă o co-

pilă naturală încetează din viață lăsând copiii naturali, aceștia exclud dela succesiune pe mama naturală a copilei defuncte. (Demolombe, XIV, No. 143; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 607, text nota 1, p. 338; Dalloz, Rép., Succession, No. 354;

1) Acest articol, ca și cel precedent 677, nu are echivalent în codul civil francez ci este o inovațiune a legiuitorului român.

Suppl. Succession. No. 216; Laurent, IX. No. 145; Huc, V, No. 100, 109; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 724; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 183).

**2.** În cazul când copilul natural încetând din viață va fi lăsat copii naturali, se vor aplica dispozițiile art. 677 c. civ. rom. în ceea ce privește succesiunea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 183).

**3.** Copiii legitimi ai mamei moștenesc pe frații lor naturali deoarece prin cuvintele «rudele mamei cele mai aproape» în trebuință în art. 678 c. civ. rom. se înțeleg toate rudele mamei iar nu numai ascendenții și colaterali săi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 180 urm.; Nacu, II, p. 84, 85; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 563, 569, 571).

**4.** Potrivit dispozițiilor art. 678 c. civ. rom. când copilul natural va muri fără să fi lăsat copii legitimi, legitimați sau adoptați, succesiunea sa se va cuveni mamei sale și în lipsa sa, descendenților, ascendenților sau colateralilor ei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 183; Nacu, II, p. 84; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 568, 569).

**5.** Mama naturală este mai favorizată decât mama legitimă, deoarece în caz de deces al unui copil natural mama sa naturală vine la succesiune înălăturând pe frații și surorile defunctului. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 573).

**6.** A se vedea: art. 677 din codul civil, cu notele respective.

Secțiunea II. — *Despre succesiunea soțului supraviețuitor și despre a Statului.*

**Art. 679.** — Când defunctul nu are nici rude în gradul succesibil, nici copii naturali, bunurile succesiunii trec la soțul în viață nedespărțit<sup>1)</sup>. (Civ. 183 urm., 211 urm., 652 urm., 676 urm., 681 urm., 1279; L. Timbr. 45, 46; L. asupra impoz. progresiv pe succesiuni (Mon. of. 91/921), Art. 2, 4; Civ. Fr. 767).

*Text. fr. Art. 767.* — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.

*Text fr. Art. 767 (Modificat prin legea din 9 Martie 1891, art. 1.)* — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée.

Le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété, et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corp passé en force de chose jugée, a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit qui est:

D'un quart, si le défunt laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage;

D'une part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un précédent mariage;

De moitié dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers.

Le calcul sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du *de cuius*, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il aurait disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire au profit de successibles, sans dispense de rapport.

Mais l'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par acte entre vifs, ni par acte testamentaire, et sans préjudicier aux droits de réserve ni aux droits de retour.

Il cessera de l'exercer dans le cas où il aurait reçu du defunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue, et, si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit.

1) A se vedea observația de sub textul Art. 676 cod. civil.



Jusqu'au partage définitif, les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux survivant soit converti en une rente viagère équivalente. S'ils sont en désaccord, la conversion sera facultative pour les tribunaux.

En cas de nouveau mariage, l'usufruit du conjoint cesse s'il existe des descendants du défunt.

*Text fr. Art. 767 (Modificat prin legea din 3 Aprilie 1917).*— Le dernier alinéa de l'article 767 du code civil est abrogé.

*Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni din 28 Iulie 1921. Art. 4.*— Dreptul de moștenire ab intestat dela al patrulea grad în sus se desființează, iar patrimoniile defuncțiilor fără testament și fără rude până la al patrulea grad inclusiv, trec în folosul fiscului. Patrimoniile defuncțiilor cari nu lasă rude dela al cincilea până la al doisprezecelea grad trec în folosul Casei Meseriilor.

*Legea timbrului și a impozitului pe acte și fapte juridice din 29 Aprilie 1927. Art. 19.*— Patrimoniile defuncțiilor fără testament și fără niciun moștenitor legal, potrivit codurilor civile în vigoare, trec în folosul fiscului pentru alimentarea fondului cultural și de asistență prevăzut de art. 72 al legii de unificarea impozitelor directe.

Dreptul de moștenire al soților supraviețuitori este și rămâne neatins în cadrul legiurilor civile în vigoare.

### Bibliografie (continuare).

- BUZDUGAN V. GH. *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;  
 BENIȘACHE C. R., *Observație* sub C. Apel Buc. S. II, 46 din 5 Febr. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 4;  
 CONSTANTINESCU JAC. N. *Despre succesiuni*, p. 72 urm., 92 urm., 117 urm.;  
 DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 257 urm.;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I. „Succesiune”, p. 181, 182; *Notă*, sub Judec. ocol rural Podul-Iloae, 26 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1846;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 18 urm., „Considerațiuni asupra succesiunii «ab intestat» cu privire la dreptul soțului supraviețuitor”, *Des droits du conjoint survivant*, pg. 10 urm., 45, 48 urm., 61 urm., 80, 91, 95 urm., 106 urm., 136 urm., 160 urm., 176 urm.;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub Cas. I, 1213 din 30 Iunie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 95.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Anulare 3, 4, 5, 6.	Renunțare la succesiune 7, 10.
Bună credință 4, 5, 6.	Retroactivitate 3.
Căsătorie 3, 4, 5, 6.	Sezină 9.
Căsătorie putativă 4, 5.	Soț 1, 3—11.
Copii naturali 1, 2, 7.	Stat 1.
Declarație 10.	Succesiune 1 urm.
Excludere dela succesiune 7, 11.	Succesiune vacantă 1.
Grefă 10.	Succesor neregulat 8.
Moștenire 1 urm.	Terțe persoane 10.
Nedemnitare 7.	Testament 11.
Nulitate 3, 4, 5, 6.	Trimetere în posesiune 9.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 767 c. civ. fr. (679 c. civ. rom.), soțul nedespărțit vine la succesiunea defunctului numai în cazul când el nu a lăsat rude în grad succesibil sau copii naturali. Soțul nedespărțit este preferat numai Statului care culege succesiunile vacante. (Dalloz, Rép., Succession, No. 382, 387; Suppl., Succession, No. 237; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 187, 188; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 572, 573, 586).

**2.** Cuvintele: «nici copii naturali» din art. 679 c. civ. rom., trebuie înlocuite cu cuvintele: «nici moștenitorii naturali», după cum se exprimă art. 652, al. 2 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 186, nota 1).

**3.** Pentru ca soțul în viață să poată veni la succesiunea defunctului, trebuie ca să fie valabilă căsătoria între el și defunct; prin urmare anularea căsătoriei, chiar posterior decesului unuia din soți, aduce excluderea soțului în viață de la succesiunea celui alt soț încetat din viață, dacă ei cunoșteau viciile celebrării căsătoriei, deoarece anularea are efect retroactiv. (Demolombe, XIV, No. 172; Mourlon, II, No. 189; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 87 bis, III; Dalloz, Rép., Mariage, No. 598; Succession, No. 385; Suppl., Succession, No. 341; Laurent, IX, No. 157; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 188).

**4.** În cazul când soții nu cunoșteau viciile celebrării căsătoriei, anularea căsătoriei va produce efectele unei căsătorii putative. (Demolombe, XIV, No. 172; Mourlon, II, No. 189; Demante et Colmet

de Santerre, III, No. 87 bis, III; Dalloz, Rép., Succession, No. 385; Suppl., Succession, No. 341; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 188).

**5.** După o părere în cazul când căsătoria este anulată înainte de decesul unuia dintre soți, soțul rămas în viață, chiar dacă a fost de bună credință, nu va putea culege succesiunea defunctului; dacă însă căsătoria este anulată după decesul unuia dintre soți, soțul rămas în viață, care a fost de bună credință, dobândește succesiunea defunctului. (Démolombe, XIV, No. 172; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 606, nota 6, p. 337; Huc, V, No. 122; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 805; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 188).

**6.** După altă părere, soțul rămas în viață dacă a fost de bună credință, va culege succesiunea defunctului, indiferent dacă anularea căsătoriei a avut loc înainte sau după deces. (Beudant, I, No. 291; Laurent, II, No. 511; IX, No. 157).

**7.** În cazul când rudele în grad succesibil sau copiii naturali ai defunctului renunță la succesiune sau sunt îndepărtați ca nedemni, soțul rămas în viață va culege succesiunea. (Dalloz, Rép., Succession, No. 387; Suppl., Succession, No. 265; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 800).

**8.** Soțul supraviețuitor care vine la succesiunea defunctului este considerat de lege ca moștenitor neregulat. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 326; Huc, V, No. 134; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 889; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 575 bis).

**9.** Soțul supraviețuitor nu are sezină, ci trebuie să se ceară dela tribunal trimiterea în posesiune asupra bunurilor cari compun succesiunea soțului decedat. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 327; Planiol, III, No. 1864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 187; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 575 bis).

**10.** Soțul supraviețuitor care renunță la succesiunea defunctului, trebuie să facă declarație la greșă pentru ca renunțarea sa să fie opozabilă terților, deoarece el este considerat ca un moștenitor ab intestat obișnuit. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 349).

**11.** Soțul supraviețuitor va putea fi exclus dela moștenire prin voința soțului decedat, care poate lăsa prin testament, averea sa unei alte persoane, deoarece el nu este moștenitor rezervatar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 187).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni din 1921 n'a desființat textul codului, civil, care acordă soției dreptul la succesiunea soțului supraviețuitor. A-

ceastă lege este de strictă interpretare și nu se poate extinde la alte cazuri decât cele prevăzute acolo. (C. Apel. București, S. II, 46 din 5 Februarie 1925, Bul. C. Apel 8/1925, Pand. Săpt. 3/1925, Pand. Rom. 1926, III, 4.)

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 4 din Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni, dreptul de moștenire dela al 4-lea grad în sus se desființează, iar patrimoniile defuncților fără testament și fără rude până la al patrulea grad inclusiv, trec în folosul Cassei Centrale a Meseriilor.

Deși acest articol nu se pronunță în mod expres dacă se menține sau se desființează dreptul de succesiune al soțului supraviețuitor prevăzut de art. 679 codul civil, totuși trebuie să decidem că acest drept succesoral subsistă, deoarece legea asupra impozitului pe succesiuni este o lege specială și fiscală, deci de cea mai strictă interpretare și orice modificări aduse codului civil, care e o lege generală trebuiau legiferate în mod expres; că nefăcând aceasta, trebuie să căutăm care a fost intenția legiuitorului când a votat această lege: art. 4 nu se ocupă decât de rudele dela al cincilea grad până la al 12-lea grad, al căror drept de succesiune îl desființează în mod expres, așa încât urmează că celelalte dispozițiuni relative la această materie, rămân în ființă modificându-se numai art. 676 codul civil și deci pe viitor succesiunile vor fi culese de: 1) moștenitorii legitimi până la al 4-lea grad inclusiv; 2) soțul supraviețuitor; 3) și în lipsa soțului supraviețuitor de către Stat. (Jud. ocol. rural Podul-Iloaei, jud. Iași. Carte de judecată din 26 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1846).

**3.** Dreptul soțului supraviețuitor nedespărțit de a moșteni bunurile soțului defunct, când acesta nu are nici rude în grad succesibil, nici copii naturali, prevăzut de art. 679 codul civ., nu a fost desființat prin legea din 28 Iunie 1921 privitoare la impozitul progresiv pe succesiuni.

Articolul 4 din legea din 1921, prevăzând că dreptul de moștenire *ab intestat* dela al 4-lea grad în sus se desființează, — a-brogându-se deci în mod implicit dispozițiunile art. 676 codul civ. — iar patrimoniul defuncților fără testament și fără rude până la al 4-lea grad, inclusiv trec în folosul Casei Meseriilor, rezultă în mod neîndoios că legiuitorul din 1921 s'a ocupat expres numai de moștenitorii chemați la succesiune în virtutea legăturilor de rudenie, adică de moștenitorii regulați sau legitimi.

În codul nostru civil însă, existând distincțiunea bine precizată dintre moștenitorii regulați și cei neregulați, legiuitorul din 1921 a trebuit s'o aibă în vedere și dacă nu vorbește nimic de categoria moștenitorilor neregulați însemnează că ea a rămas în afară de preocupările sale.

căci altfel ar fi inadmisibil ca o lege specială ca aceasta cu caracter fiscal și deci de stricta interpretare să ridice dreptul de succesiune unei categorii de persoane numai pe cale de interpretare — în loc s'o fi prevăzut categoric în termeni expresi, — neputându-se altfel aplica moștenitorilor neregulați un text care prevede exclusiv pe cei regulați sau legitimi.

Această interpretare se sprijină și pe următoarele considerațiuni:

a) Art. 4 din legea din 1921 vorbește de «rude» și între soți nu e nici o înrudire, iar despre «grad» nici nu poate fi vorba între ei;

b) Cu ocazia desbaterilor parlamentare asupra legii din 1921 s'a acordat femeii dreptul de a veni în concurență cu copiii fiind trecută în clasa I în ceea ce privește taxele de succesiune, ceea ce înseamnă că nu numai că nu i s'au desființat din drepturi dar că s'a legiferat în avantajul ei;

c) Cu ocazia acelorasi desbateri asupra art. 2 din lege, un parlamentar a decla-

rat că dreptul de succesiune al soțului supraviețuitor nedespărțit va fi examinat când se va discuta reforma codului civil, declarațiune care nu a provocat nici o rezervă din partea Adunării, ceea ce însemnează că a fost în acordul general ca dreptul conferit prin art. 679 să rămână în afară de discuțiune;

d) În tabela de impuneri ce face parte integrantă din art. 2, în clasa I sunt prevăzuți «descendenți în linie directă gradul I și soți», iar în clasa IX sunt prevăzuți «streini și rude dela al IV-lea grad în sus, prin testament»; deci, dacă s'ar fi desființat dreptul de moștenire al soțului supraviețuitor, ar fi trebuit ca în tabela la clasa I, după cuvântul «soți», să se adauge și cuvintele «prin testament». Căci fără testament în favoarea lor soții n'ar mai fi fost moștenitori fiind și ei străini de succesiune. (Trib. Tecuci, sent. 512 din 9 Iulie 1925, Curier Jud. 9/1926, Dreptul 4/1926, Justiția Olteniei 12-13/1925, Pand. Săpt. 35/1926).

**Art. 680.** — În lipsă de soț supraviețuitor, succesiunea trece la Stat <sup>1)</sup>. (Civ. 477, 646, 652 urm., 681 urm., 724; L. Timbr. 45, 46; L. timbr. (Mon. of. 92/927) Art. 19; L. asupra impoz. progresiv pe succesiuni (Mon. of. 91/921), Art. 2; L. p. organ. meseriilor, 200 § 6; Decret-lege 3138/919 pentru organizarea comitetelor școlare (Mon. of. 78/919), Art. 13 § 9, 42 § 6; L. contrib. directe, Art. 72 § 3; Civ. Fr. 768).

*Text. fr. Art. 768.* — A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'État.

*Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni din 28 Iulie 1921. Art. 4.* — Dreptul de moștenire ab intestat dela al patrulea grad în sus se desființează, iar patrimoniile defuncțiilor fără testament și fără rude până la al patrulea grad inclusiv, trec în folosul fiseului. Patrimoniile defuncțiilor cari nu lasă rude dela al cincilea până la al doisprezecelea grad trec în folosul Casei Meseriilor.

*Legea timbrului și a impozitului pe acte și fapte juridice din 29 Aprilie 1927. Art. 19.* — Patrimoniile defuncțiilor fără testament și fără nici un moștenitor legal, potrivit codurilor civile în vigoare, trec în folosul fiseului pentru alimentarea fondului cultural și de asistență prevăzute de art. 72 al legii de unificarea impozitelor directe.

Dreptul de moștenire al soților supraviețuitori este și rămâne neatins în cadrul legiuirilor civile în vigoare.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 95, 125 urm.;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Succesiune“, p. 181, 182;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă sub Cas. I, 1213 din 30 Iunie 1924*, Pand. Rom. 1925, I, 95.

1) A se vedea observația de sub textul art. 676 cod civil.

## Doctrină.

1. In caz când lipsesc rude în grad succesibil și soț supraviețuitor, succesiunea este vacantă (en deshérence). (Laurent, IX, No. 158; Huc, V, No. 139; Planiol, III, No. 1922; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 189, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 585, 586).

2. Statul culege bunurile persoanelor moarte fără moștenitori în virtutea dreptului de suveranitate, asupra bunurilor vacante și fără stăpân, prevăzut de art. 539 și 713 c. civ. fr. (477 și 646 c. civ. rom.) iar nu cu titlu de succesiune. (Demolombe, XIV, No. 117; Dalloz, Rép., Succession, No. 391; Suppl., Succession, No. 233; Weiss, Traité, IV, p. 565; Planiol, III, No. 1922; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 189, 190; Contra: Huc, V, No. 139; Colin et Capitant, III, No. 424; Comp: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 586).

3. Nu trebuie să se confunde bunurile vacante cu succesiunile vacante. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 189, nota 3).

4. Statul fiind un moștenitor neregulat, are toate drepturile și toate obliga-

țiile moștenitorilor universali; astfel va fi obligat să plătească legatele particulare lăsate de defunct și toate datorile succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 180, 181; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 371, p. 283; Planiol, III, No. 1923; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 190).

5. Succesiunea unui străin, care a încetat din viață fără moștenitori, compusă din bunuri chiar mobiliare aflate în Franța (România) se cuvine Statului Francez (Statului Român), fără a putea pretinde vreun drept asupra acelor bunuri Statul al cărui cetățean eră defunctul. (Demolombe, XIV, No. 178; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 606 p. 337; Dalloz, Rép., Succession, No. 391; Suppl., Succession, No. 233; Laurent, IX, No. 159; Huc, V, No. 139, 142; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 896; Planiol, III, No. 1924; Weiss, Traité, IV, p. 564 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 190, 191).

6. Chestiunea de a se ști dacă străinul a lăsat sau nu moștenitori în grad succesibil, va fi guvernată, în privința lucrurilor mobile, de legea personală a defunctului, iar în privința imobilelor de legea situației lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 142, 191, 218 urm.).

7. A se vedea: art. 477 și 646, din codul civil cu notele respective.

**Art. 681.** — Soțul în viață și Statul, cari cer succesiunea, sunt obligați a face să se pună peceți și a pretinde să se facă inventariu, după formele prescrise pentru acceptarea succesiunilor sub beneficiu de inventar. (Civ. 95, 392, 653, 683, 705 urm., 713; Pr. civ. 654 urm., 668 urm. 702 urm.; Civ Fr. 769, 770).

*Text. fr. Art. 769.* — Le conjoint survivant et l'administration des domaines qui prétendent droit à la succession, sont tenus de faire apposer les scellés, et de faire inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

*Text fr. Art. 770.* — Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur du Roi (de la République).

## Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, pg. 69 urm.

## Doctrină.

1. Deoarece nici soțul supraviețuitor, nici Statul nu au sezina, ei nu pot intra în posesiunea bunurilor succesoriale decât cu permisiunea justiției, potrivit dispozițiilor art. 724 c. civ. fr. (653 c. civ. rom.). In codul civil francez, art. 770 există în această privință o dispozițiune formală care a fost eliminată de legiuitorul nostru întrucât eră inutilă. (Dalloz, Rép.,

Succession, No. 327, 379; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 192).

2. In afară de cererea de trimitere în posesiune pe care este obligat soțul supraviețuitor s'o adreseze justiției, el poate face acțiune moștenitorilor defunctului pentru a-i predă bunurile succesoriale. Aceste două cereri nu trebuiesc confundate. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 379).

3. In cazul când soțul supraviețuitor

a încetat din viață înainte de a cere trimiterea în posesiune asupra bunurilor succesoriale, această cerere poate fi făcută de moștenitorii săi. (Toullier, IV, No. 90; Chabot, Art. 724, No. 16; Duranton, VI, No. 63; Dalloz, Rép., Succession, No. 81).

**4.** După o părere, moștenitorii neregulați pentru a nu fi obligați să plătească datoriile succesiunii decât până la concurența valorii bunurilor ce le culeg în succesiune, trebuie să accepte succesiunea sub beneficiu de inventar, deoarece obligația de a plăti datoriile succesiunii *ultra vires bonorum* incumbă fără deosebire tuturor moștenitorilor universali. (Demolombe, XIII, No. 160; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 389; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 44, nota 1, 60, 192).

**5.** După a doua părere, dacă moștenitorii neregulați nu au făcut inventarul lucrurilor cari au compus succesiunea,

ei vor fi obligați la plata tuturor datoriilor succesoriale, deoarece sunt în imposibilitate să poată dovedi în mod regulat cari au fost bunurile ce le-au cules în succesiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 639, nota 23, p. 706; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 390; Laurent, IX, No. 245).

**6.** După a treia părere, chiar dacă moștenitorii neregulați nu au făcut inventarul bunurilor cari au compus succesiunea, ei nu sunt obligați să plătească datoriile succesiunii decât în limita bunurilor culese. În acest caz creditorii succesiunii vor putea dovedi prin orice mijloace care eră cvantumul succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 406; Suppl., Succession, No. 390).

**7.** Statul când primește o succesiune vacantă, nu este obligat să plătească datoriile succesiunii decât în limita activului care compune succesiunea. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 389).

**Art. 682.** — Soțul în viață este încă dator a transformă în numerariu lucrurile mișcătoare sau a da cauțiune solvabilă pentru restituirea succesiunii, în caz când s'ar prezintă moștenitori ai defunctului în termen de trei ani. După acest termen, cauțiunea este liberată. (Civ. 681, 683, 700, 716, 1652 urm., 1659, 1660, 1675 urm., 1890; Pr. civ. 392 urm., 677 urm., 681 urm.; Civ. Fr. 771).

*Text. fr. Art. 771.* — L'époux survivant est encore tenu de faire emploi du mobilier, ou de donner caution suffisante pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers du défunt, dans l'intervalle de trois ans; après ce délai, la caution est déchargée.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. AL. *Des droits du conjoint survivant*, pg. 14, 69 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune 9, 10, 11, 12.	Mobile 1 urm.
Acțiune în petițiune de ereditate 11.	Moștenire 1 urm.
Administrație 18.	Nulitate 15.
Anulare 15.	Petițiune de ereditate 11.
Cauțiune 2-9, 11, 13, 16.	Prescripție 10, 11, 12.
Conservare 4.	Restituire 10, 11, 12, 16, 17.
Creditori 4.	Solvabilitate 2.
Drept civil francez 1.	Soț 1 urm.
Drept civil român 1.	Stat 2.
Expertiză 17.	Succesiune 1 urm.
Expirarea termenului 6, 9, 10, 11.	Termen de trei ani 6, 7, 8, 9, 18.
Imobile 12, 17.	Transformare în numerar 1.
Intrebuințare 1.	Trimestre în posesiune 8.
Legatari 5.	Vânzare 13, 14, 15.
Licitaije publică 14, 15.	

#### Doctrină.

**1.** În dreptul civil român, art. 682 c. civ., obligă pe soțul în viață să transforme în numerar lucrurile mișcătoare, ceea ce nu prezintă nici o garanție pentru moștenitorii ce s'ar prezintă în urmă. Art. 771 c. civ. fr. este mult mai logic,

deoarece prevede obligația întrebuințării banilor prinși din vânzarea lucrurilor mobile, ceea ce nu poate avea loc la noi, deoarece nu poate exista o obligație în afară de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 193, 194).

**2.** Numai soțul supraviețuitor este obligat a da cauțiune iar nu și Statul, care este considerat că este totdeauna solvabil. (Duranton, VI, No. 358; Demolombe, XIV, No. 215; Dalloz, Rép., Succession, No. 402; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 193, nota 2; C. Hamangiu, I, Rosești-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 612).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 2040 c. civ. fr. (1675 c. civ. rom.) cauțiunea prevăzută de art. 771 c. civ. fr. (682 c. civ. rom.) este o cauțiune legală, așa încât ea trebuie să îndeplinească condițiile cerute de art. 2018 și 2019 c. civ. fr. (1659 și 1660 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 384; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 195).

**4.** Cauțiunea prevăzută de art. 771 c.

civ. fr. (682 c. civ. rom.) nu este obligată față de creditorii succesiunii, deoarece ea este cerută numai în interesul moștenitorilor defunctului; creditorii însă au dreptul să ia măsurile de conservare prevăzute de dreptul comun. (Duranton, VI, No. 357; Demolombe, XIV, No. 223; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 90 bis, I; Dalloz, Rép., Succession, No. 401; Laurent, IX, No. 225; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 196).

**5.** După altă părere, cautiunea este răspunzătoare și față de legatari, chiar particulari, deoarece și ei reclamă moștenirea în tot sau în parte. (Duranton, VI, No. 357).

**6.** Cautiunea este liberată de drept la sfârșitul termenului de trei ani prevăzut de art. 771 c. civ. fr. (682 c. civ. rom.), deoarece are de scop numai restituirea succesiunii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, §. 639, p. 699; Dalloz, Rép., Succession, No. 401; Suppl., Succession, No. 384; Huc, V, No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 195, 196).

**7.** Termenul de trei ani, după o părere, începe a curge din momentul când moștenitorul neregulat este supus la cautiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, §. 639, text și nota 8, p. 699; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 384; Huc, V, No. 148; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 979).

**8.** După altă părere, termenul de trei ani începe a curge dela data trimiterii în posesiune a moștenitorului neregulat. (Duranton, VI, No. 356; Chabot, Successions, I, Art. 771, No. 1; Demolombe, XIV, No. 229; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 384; Laurent, IX, No. 256; Huc, V, No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 195, nota 3).

**9.** Dacă moștenitorii defunctului au făcut acțiune în contra moștenitorului neregulat sau i-au făcut cunoscut calitatea lor înainte de expirarea termenului de trei ani, cautiunea rămâne obligată și după expirarea acestui termen timp de treizeci ani. (Duranton, VI, No. 356; Demolombe, XIV, No. 231; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 384; Laurent, IX, No. 256; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 195, nota 3).

**10.** Din termenii art. 771 c. civ. fr. (682 c. civ. rom.) rezultă că acțiunea în restituirea lucrurilor mobile a succesiunii, la care au dreptul moștenitorii defunctului, să prescrie prin trecere de trei ani. (Dalloz, Rép., Succession, No. 401).

**11.** După altă părere, acțiunea în petițiune de ereditare pentru reclamarea

succesiunii, după expirarea celor trei ani, se prescrie conform dreptului comun, prin trecere de treizeci ani, deoarece după expirarea acestor trei ani se pierde numai acțiunea în contra cautiunei iar nu și dreptul pentru moștenitori de a cere restituirea bunurilor succesoriale. (Demolombe, XIV, No. 228; Chabot, Successions, I, Art. 771, No. 6; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, §. 639, text și nota 9, p. 699; Huc, V, No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 196).

**12.** Acțiunea pentru reclamarea imobilelor succesiunii se prescrie însă prin trecerea termenului obișnuit pentru a duce la prescripțiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 401).

**13.** Soțul supraviețuitor nu este obligat să vândă lucrurile mișcătoare din succesiune, ci poate să le păstreze în natură, dacă voește, însă este obligat să dea cautiune pentru restituirea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 195).

**14.** Cu toate că legea nu prevede cum se vor vinde lucrurile mișcătoare, vânzarea, se va face prin licitație publică. (Demolombe, XIV, No. 218; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 89 bis, VI; Laurent, IX, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 194, nota 3).

**15.** Dacă soțul supraviețuitor a vândut lucrurile mișcătoare prin bună învoială, iar nu prin licitație publică, vânzarea nu este nulă, deoarece legea nu prevede forma vânzării. (Laurent, IX, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 194, nota 3).

**16.** Cautiunea garantează numai restituirea bunurilor mișcătoare netransformate în bani, iar nu restituirea întregii moșteniri. (Demolombe, XIV, No. 231; Laurent, IX, No. 256; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 193, nota 4, 195).

**17.** Pentru restituirea imobilelor din succesiune, legea nu prevede vreo măsură de garanție; cu toate acestea soțul supraviețuitor va putea să ceară să se constate prin experți starea imobilelor la intrarea sa în posesiunea lor. (Demolombe, XIV, No. 226; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 194, nota 2).

**18.** În timpul celor trei ani prevăzuți de art. 771 c. civ. fr. (682 c. civ. rom.) soțul supraviețuitor este un adevărat moștenitor, iar nu un simplu administrator. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, §. 639, text și nota 18, p. 704; Laurent, IX, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 196; Contra: Chabot, Successions, I, Art. 771, No. 6. 7).

**Art. 683.** — Soțul în viață sau Statul, cari n'au îndeplinit formalitățile la care sunt respectiv îndatorați, pot să fie supuși la daune-interese către moștenitorii ce s'ar arăta. (Civ. 681, 682, 998, 999, 1084; Civ. Fr. 772).

*Text. fr. Art. 772.* — L'époux survivant ou l'administration des domaines

qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites, pourront être condamnés aux dommages et intérêts envers les héritiers, s'il s'en représente.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, pg. 15.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune în petițiune de ereditate 3, 10, 17.	Prescripție 12.
Bună credință 4, 5, 7, 10—14, 16.	Prezumțiuni 2.
Cheltuieli 13.	Probă 2.
Daune-interese 1, 8.	Profit 11.
Degradări 14.	Rea credință 4, 6, 7, 10—15, 17.
Dovadă 2.	Renunțare la succesiune 9.
Femei văduvă săracă 18.	Reparații 13, 14.
Formalități 1, 2, 5—9, 18.	Restituire 1, 11, 14—17.
Fructe 8, 11, 15, 16, 17.	Sărăcie 18.
Insolvabilitate 12.	Sot, a se vedea cuvintele: „Successori neregulați”.
Marturi 2.	Stat, a se vedea cuvintele: „Successori neregulați”, „Successiune 1 urm.”.
Moștenire 1 urm.	Successori neregulați 1, 3—10.
Neglijență 12, 14.	Terțe persoane 3.
Perimare 12.	Trimetere în posesiune 7.
Petițiune de ereditate 3, 10, 17.	Văduvă săracă 18.
Plus valută 13.	
Poseziune 6, 9, 11—16.	
Prejudiciu 1, 8, 12.	

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 772 c. civ. fr. (683 c. civ. rom.) în cazul când moștenitorii neregulați sunt obligați să restituie bunurile succesoriale unui moștenitor al defunctului, ei pot fi supuși la plata de daune-interese dacă nu au îndeplinit formalitățile cerute de lege, și dacă neîndeplinirea lor a adus o pagubă acelor în drept. (Demolombe, XIV, No. 246; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 639, p. 710, 711; Dalloz, Rép., Succession, No. 407; Laurent, IX, No. 573; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 192, 193).

**2.** Dacă nu s'au îndeplinit formalitățile cerute de lege, moștenitorii ce s'ar ivi în urmă pot dovedi lucrurile ce au format succesiunea prin orice mijloace de dovadă, chiar prin martori și prezumțiuni, deoarece s'au găsit în imposibilitate de a-și fi procurat o dovadă scrisă. (Demolombe, XIV, No. 248; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 90 bis, II; Laurent, IX, No. 538; Huc, V, No. 149; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea III, p. 193).

**3.** Regulele care privesc acțiunea în petițiune de ereditate introdusă în contra moștenitorilor ordinari își găsesc aplicațiunea și la acțiunea în petițiune de ereditate introdusă în contra moștenitorilor neregulați, atât în ceea ce privește raporturile părților între ele cât și în ceea ce privește efectele admiterii acestei cereri față de terțele persoane. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 639, p. 708; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 391; Laurent, IX, No. 259).

**4.** Când un moștenitor neregulat este

evins de un moștenitor al defunctului, obligațiile moștenitorului neregulat vor depinde de faptul dacă el a fost de bună credință sau a fost de rea credință. (Dalloz, Rép., Succession, No. 407; Suppl., Succession, No. 391).

**5.** Moștenitorii neregulați, după o părere, vor fi considerați de bună credință numai în cazul când vor fi îndeplinit formalitățile prevăzute de art. 769, 770 și 771 c. civ. fr. (681 și 682 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Succession, No. 407).

**6.** După altă părere dominantă, faptul că moștenitorii neregulați au intrat în posesiunea bunurilor succesoriale, fără să fi îndeplinit formalitățile cerute de art. 769, 770 și 771 c. civ. fr. (681 și 682 c. civ. rom.) nu este un motiv de a-i considera de rea credință dacă lipsa acestor formalități nu a avut de scop de a ascunde deschiderea succesiunii, față de moștenitorii defunctului chemați a o culege. (Demolombe, XIV, No. 235, 236; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 90 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 637, text și nota 28, p. 708; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 391).

**7.** În această din urmă părere, faptul că moștenitorii neregulați au îndeplinit formalitățile cerute de art. 769, 770 și 771 c. civ. fr. (681 și 682 c. civ. rom.), nu poate face ca să fie considerați de bună credință dacă ei au cerut trimiterea în posesiune asupra bunurilor succesoriale, când aveau cunoștință de existența moștenitorilor chemați de lege ca să culeagă succesiunea defunctului și că neprezentarea lor este datorită numai faptului că nu știau că succesiunea s'a deschis în profitul lor. (Demolombe, XIV, No. 235, 236; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 90 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 391; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 637, text și nota 28, p. 708).

**8.** Moștenitorul neregulat care nu a îndeplinit formalitățile cerute de lege va fi obligat să repare prejudiciul încercat de moștenitorul defunctului și în special el va fi obligat să restituie fructele ce le-a perceput. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 391).

**9.** Faptul moștenitorului neregulat de a fi intrat în posesiunea bunurilor succesoriale fără să fi îndeplinit formalitățile cerute de lege, nu poate împiedeca pe moștenitorii defunctului cari renunțaseră la succesiune de a reveni asupra renunțării lor, deoarece actul moștenitorului neregulat nu le poate fi opus ca un act valabil de acceptare a succesiunii.

(Demolombe, XIV, No. 255; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 639, text și nota 21, p. 705; Dalloz, Rép., Succession, No. 392).

**10.** Succesorul neregulat încetează de a fi de bună credință din momentul introducerii, din partea unui moștenitor al defunctului, a unei acțiuni în petițiune de ereditate. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 393).

**11.** Posesorul de bună credință va trebui să restituie moștenitorului profitul ce a avut din succesiune în măsura în care s'a îmbogățit, iar posesorul de rea credință va fi obligat să restituie chiar profitul pe care l-a risipit fără folos. (Dalloz, Rép., Succession, No. 408).

**12.** Posesorul de bună credință nu este răspunzător de pierderile suferite chiar din faptele sau neglijența sa, cum ar fi îndeplinirea unei prescripțiuni sau a unei primări, insolvabilitatea unui debitor al succesiunii care nu a fost urmărit la timp, etc.; posesorul de rea credință însă este răspunzător de toate pierderile datorite faptelor sau neglijenței sale. (Dalloz, Rép., Succession, No. 409).

**13.** Moștenitorul trebuie să despăubească pe posesorul de bună credință de toate cheltuielile făcute cu reparațiile, fără a avea dreptul să conteste utilitatea lor; moștenitorul de rea credință însă, nu are dreptul să ceară decât restituirea cheltuielilor utile până la concurența, plus

valutei dobândită de bunurile succesoriale. (Dalloz, Rép., Succession, No. 410).

**14.** Posesorul de bună credință va fi obligat să restituie moștenitorilor bunurile succesoriale în starea în care se vor afla, nefiind răspunzător de stricăciunile cauzate din lipsa reparațiilor; posesorul de rea credință va fi răspunzător de stricăciunile cauzate din faptele sau neglijența sa. (Dalloz, Rép., Succession, No. 411).

**15.** Posesorul de rea credință este obligat să restituie moștenitorului nu numai fructele culese, ci și cele pe care ar fi putut să le culeagă însă nu le-a cules. (Dalloz, Rép., Succession, No. 412).

**16.** Posesorul de bună credință nu este obligat să restituie fructele ce le-a cules, chiar pe cei trei ani dela început. (Dalloz, Rép., Succession, No. 412).

**17.** Fructele percepute dela data introducerii acțiunii în revendicare a succesiunii, vor trebui să fie restituite moștenitorului, deoarece dela această dată posesorul este considerat de rea credință. (Dalloz, Rép., Succession, No. 418; Suppl., Succession, No. 393).

**18.** Când văduva săracă vine la succesiune în baza art. 684 c. civ. rom., ea nu este obligată să îndeplinească formalitățile prevăzute de art. 681 și urm. c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 194, nota 1).

*Secțiunea III. — Despre dreptul de moștenire al femeii când se află în concurență cu descendenți sau alte rude chemate după legi la succesiunea soțului ei mort.*

**Art. 684.** — Când bărbatul moare și văduva sa n'are avere, dânsa ia o porțiune virilă în uzufruct, din succesiunea bărbatului, dacă acesta are descendenți.

Când bărbatul lasă un singur descendent, porțiunea femeii în succesiune va fi numai de a treia parte. Acest drept începe dela epoca încetării uzufructului legal.

Când bărbatul lasă rude de sus sau de alături, atunci femeia succede la o pătrime în plină proprietate din averea mortului <sup>1)</sup>. (Civ. 338, 517 urm., 557, 661, 670 urm., 679, 1279; C. Calimach, 957 urm.; C. Caragea, 17, 23; L. Timbr. (Mon. of. 92/1927), Art. 19; L. impoz. pe moșteniri (Mon. of. 91/921), Art. 2, 4; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4, 10; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. of. 221/916), Art. 13 urm.; Civ. Fr. 767).

*Text fr. Art. 767 (Modificat prin legea din 9 Martie 1891, Art. 1). — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non-di-*

<sup>1)</sup> A se vedea și Codul Caragea partea IV, cap. 3 art. 17, 18 și 23, precum și Codul Calimach § 941, 957—961. Acest drept al femeii în succesiunea bărbatului era prevăzut și în *novela* 53, C. 2, § 2 a Codului Justinian.

A se vedea și observația de sub textul Art. 676 cod. civil.



vorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée.

Le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété, et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée, a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit qui est:

D'un quart, si le défunt laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage;

D'une part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un précédent mariage;

De moitié dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers.

Le calcul sera opéré sur une masse {faite de tous les biens existants au décès du *de cuius*, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il aurait disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire au profit de successibles, sans dispense de rapport.

Mais l'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par acte entre vifs, ni par acte testamentaire, et sans préjudicier aux droits de réserve ni aux droits de retour.

Il cessera de l'exercer dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue, et si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit.

Jusqu'au partage définitif, les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux survivant soit converti en une rente viagère équivalente. S'ils sont en désaccord, la conversion sera facultative pour les tribunaux.

En cas de nouveau mariage, l'usufruit du conjoint cesse s'il existe des descendants du défunt.

*Text fr. Art. 767 (Modificat prin legea din 3 Aprilie 1917).*— Le dernier alinéa de l'article 767 du code civil est abrogé.

### Bibliografie (continuare).

- BENIȘACHE C. R., *Observație* sub C. Apel Buc. S. II, 46 din 5 Febr. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 4;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 72 urm., 92 urm., 117 urm., 121 urm.;
- DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 257 urm.;
- GEORGEANU N., *Notă* sub Judec. ocol rural Podul-Iloae, 26 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1846;
- LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 18 urm. „Considerațiuni asupra succesiunii «ab intestat», cu privire la dreptul soțului supraviețuitor“;
- ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub Cas. I, 1213 din 30 Iunie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 95.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

- |                       |                           |                           |                                    |
|-----------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------------|
| Abitațiune 22.        | Formalități 1.            | Sezină 14.                | Transcriere 4.                     |
| Adopțiune 12.         | Frați 19.                 | Soție 1 urm.              | Transmiterea succesiunii 16.       |
| Alimente 23.          | Haine de doliu 22.        | Statut personal 21.       | Trimetere în posesiune 14, 15, 26. |
| An de doliu 22, 23.   | Hotărîre 25.              | Stingerea uzufructului 7. | Urmărire silită 9.                 |
| Aprecieré suverană 5. | Incetarea uzufructului 7. | Străini 21.               | Uzufruct 6-10.                     |
| Ascendenți 18, 19.    | Ipotecă 8.                | Succesiune 1 urm.         | Văduvă 1 urm.                      |
| Bărbat 3.             | Legitimare 12.            | Suverană apreciere 5.     | Vindere-cumpărare 8, 25.           |
| Căsătorie 2, 13.      | Licităție 10, 25.         | Tată 19.                  |                                    |
| Colaterali 18, 19.    | Minori 6.                 | Terțe persoane 25.        |                                    |
| Copii adoptați 12.    | Mobile 21.                |                           |                                    |
| Copii legitimi 12.    | Mamă 19.                  |                           |                                    |
| Copii legitimați 12.  | Moștenire 1 urm.          |                           |                                    |
| Creanță 24.           | Parafernă 5.              |                           |                                    |
| Creditori 9.          | Partaj 10.                |                           |                                    |
| Datorii 20, 27.       | Plata datorțiilor 20, 27. |                           |                                    |
| Descendenți 20, 27.   | Plină proprietate 10.     |                           |                                    |
| Descendenți 12, 13.   | Porțiune virilă 11.       |                           |                                    |
| Divort 4, 16.         | Posesiune 14, 15.         |                           |                                    |
| Doliu 22.             | Recăsătorie 2.            |                           |                                    |
| Dotă 5.               | Reprezentare 12.          |                           |                                    |
| Emancipare 6.         | Rezervă 17.               |                           |                                    |
| Femeé văduvă 1 urm.   | Sărăcie 1 urm.            |                           |                                    |

### Doctrină.

1. Când văduva săracă vine la moștenire în baza art. 684 c. civ. rom., ea nu este obligată să îndeplinească formalitățile prevăzute de art. 681 și urm. c. civ. rom. (Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 194, nota 1).
2. Faptul unei femei de a se recăsători nu-i ridică drepturile ce i se con-

feră art. 684 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 199, nota 2).

**3.** Când există moștenitori, bărbatul nu are nici un drept la succesiunea soției sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 213).

**4.** Femeea despărțită în momentul morții fostului său soț, nu are nici un drept de moștenire, deoarece ea nu mai este soție. Dacă între defunct și soția supraviețuitoare s'a pronunțat sentința de divorț, însă nu a fost încă transcrisă în momentul decesului bărbatului, soția va veni la succesiune, deoarece cât timp hotărârea nu a fost transcrisă, căsătoria subsistă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 206, nota 1).

**5.** Starea de sărăcie a femeiei văduve, se va aprecia în mod suveran de instanțele de fond, în raport cu averea bărbatului, chiar dacă ea ar avea oarecare avere personală, fie dotală, fie paraferală, deoarece încetarea din viață a bărbatului nu trebuie să aducă o schimbare prea mare în poziția socială a soției care a avut nenorocirea să piardă pe soțul său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 206, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 581).

**6.** Uzufuctul văduvei sărace începe la încetarea uzufuctului legal asupra averii copiilor săi minori, adică la împlinirea vârstei de 20 ani a copiilor săi, sau la emanciparea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 207, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 578).

**7.** Uzufuctul văduvei sărace este un adevărat uzufuct legal, care se stinge odată cu încetarea sa din viață. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 207, nota 1).

**8.** Văduva săracă are dreptul să vândă sau să ipoteceze dreptul său de uzufuct în succesiunea soțului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 207, nota 1).

**9.** Uzufuctul văduvei sărace, poate fi urmărit de creditorii săi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 207, nota 1).

**10.** Moștenitorii cari au drept de moștenire în plină proprietate asupra succesiunii în care văduva săracă are o parte în uzufuct, pot provoca partajul și licitația bunurilor cari nu pot fi împărțite în natură, urmând ca văduva săracă să ia sau uzufuctul unei porțiuni din succesiune în cazul când partajul în natură a fost posibil, sau uzufuctul unei sumi de bani în cazul când s'a făcut licitația bunurilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea III, p. 207, nota 1).

**11.** Prin expresiunea: «porțiune virilă», întrebuințată în art. 684 c. civ. rom., se înțelege o porțiune egală cu cea pe care o ia un copil. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 207).

**12.** Prin cuvântul: «descendenți», întrebuințat în art. 684 c. civ. rom., se înțe-

leg copiii legitimi, legitimați sau adoptați, sau descendenții lor cari vin la succesiune prin reprezentatie. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 208).

**13.** Descendenții defunctului pot fi atât din căsătoria ultimă cât și din o căsătorie anterioară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 208).

**14.** Văduva săracă nu are sezină, ci trebuie să ceară posesiunea dela justiție, dovedind că este săracă în raport cu averea lăsată de defunctul său soț. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 62, 208; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 153).

**15.** Dacă însă după încetarea din viață a soțului, soția săracă rămâne în posesiunea averii care compune succesiunea și este lăsată în această posesiune de către rudele defunctului, ea nu are interes să-și valorifice în justiție drepturile sale și nu poate fi declarată decăzută din dreptul de succesiune, deschis din chiar momentul decesului soțului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 208, nota 4; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 153).

**16.** Dreptul de moștenire al văduvei sărace, în succesiunea soțului său decedat, există independent de recunoașterea lui prin justiție și este transmisibil la moștenitorii săi, sub rezerva ca aceștia să dovedească validitatea drepturilor femeii, adică starea sa de sărăcie și că în momentul deschiderii succesiunii ea nu eră despărțită de defunct. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 208).

**17.** Văduva săracă nu este moștenitoarea rezervatară a soțului său decedat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 209; Alexandru Degre, Scrieri Juridice, I, p. 175; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 579).

**18.** Potrivit dispozițiilor art. 684 c. civ. rom., când defunctul lasă numai ascendenți (art. 670), sau colaterali (art. 675), sau ascendenți privilegiați și colaterali privilegiați, cari vin împreună la succesiune (art. 671, 673), femeia săracă va lua din succesiunea soțului său o pătrime în plină proprietate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 209, 210).

**19.** Art. 684 c. civ. rom. cuprinde o lacună în aplicațiunea sa, putându-se prezenta două dificultăți și anume: 1) Dacă defunctul lasă în viață pe tatăl și pe mama sa, unul sau mai mulți frați și pe soția sa. În acest caz, de unde se va lua partea femeiei văduve sărace, de o pătrime în plină proprietate, când potrivit dispozițiilor art. 671 și 673 c. civ. rom., tatăl și mama trebuiesc să ia fiecare câte un sfert din succesiune, iar frații jumătate. 2) Dacă defunctul lasă în viață numai pe tatăl sau pe mama sa, unul sau mai mulți frați și pe soția sa. În acest caz, deasemenea de unde se va lua partea femeiei văduve sărace de o pătrime din succesiune, când potrivit dispozițiilor art. 673 c. civ. rom., tatăl sau

mama iau un sfert din succesiune, iar frații trei pătrimi. Pentru înlăturarea dificultăților s'au propus două soluțiuni: 1) Sau se va împărți succesiunea în cinci porțiuni, din care o parte o va lua soția săracă, iar celelalte părți se vor împărți conform art. 673 c. civ. rom.; 2) Sau din întreaga succesiune va lua mai întâiu soția săracă o pătrime, iar restul se va împărți conform dispozițiilor art. 673 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 151, 210, nota 1; Comp: Alexandru Degre, Scrieri Juridice, I, p. 175, 176; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 577).

**20.** Porțiunea cuvenită văduvei sărace în averea soțului său, i se va da din succesiune după ce se vor fi plătit toate datoriile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 210, 211).

**21.** Dispozițiunile art. 684 c. civ. rom. își găsesc aplicațiunea și femeilor văduve străine, afară de cazul când, în privința averii mobile din succesiune, s'ar opune statutul lor personal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 211).

**22.** Femeia văduvă săracă pe lângă dreptul prevăzut de art. 684 c. civ. rom. mai are dreptul de a lua din averea soțului său defunct, potrivit dispozițiilor art. 1279 c. civ. rom., în timpul anului de doliu, și o sumă în raport cu averea bărbatului, pentru abitațiunea și hainele sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 211; Matei Cantacuzino, p. 226; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 583).

**23.** În afară de aceste drepturi și odată cu ele, femeia mai are și dreptul la alimente în cursul anului de doliu, potrivit dispozițiilor art. 1279 c. civ. rom., în proporțiune cu averea bărbatului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 211, 212; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 582).

**24.** Dreptul văduvei sărace în succesiunea soțului său, prevăzut de art. 684 c. civ. rom., este un adevărat drept sucesoral cu toate consecințele sale, iar nu un drept de creanță. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 214 urm.; Al. Degre, Scrieri Juridice, I, p. 170 urm.; Nacu, II, p. 93; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 576).

**25.** Văduva săracă poate să-și exercite dreptul său de moștenire, rezultat din art. 684 c. civ. rom., nu numai în contra moștenitorilor soțului, ci și în contra terților cari ar fi cumpărat bunurile sucesorale dela moștenitori, fie de bună voie, fie prin licitație publică și chiar dacă hotărîrea care ar fi recunoscut femeiei sărace, dreptul de moștenire, ar fi fost pronunțată posterior vânzării. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 215, 216).

**26.** Femeia văduvă săracă nu are nevoie să-și valorifice dreptul său de moștenire pe cale principală față de ceilalți moștenitori, ci ea are dreptul să ceară dela justiție punerea sa în posesie, stabi-

lind că îndeplinește condițiunile cerute de art. 684 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 217).

**27.** Văduva săracă, fiind o adevărată moștenitoare a bărbatului său, va fi obligată să plătească datoriile succesiunii în proporțiune cu porțiunea sa din succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 217; Al. Degre, Scrieri Juridice, I, p. 173).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

**1. a)** Dreptul văduvei sărace prevăzut de art. 684 din codul civil, poate fi recunoscut soției defunctului de către moștenitoarea femeie dotală din moment ce aceasta poate să procedă la o împărțea de bună voie a succesiunii.

**b)** Situația soției de a avea un salariu, nu o exclude dela beneficiul ce i-l conferă art. 684 din codul civil ca văduvă săracă, deoarece starea de salariat este precară, putând oricând dispărea dacă funcționarul nu se mai găsește în stare să păstreze serviciul.

**c)** În principiu neputând să existe stare de indiviziune și deci nici partaj între nudul proprietar și uzufructuar, iar art. 728 din codul civil, edictând fără distincțiune că nimeni nu poate fi obligat să stea în indiviziune, urmează că văduva săracă având o porțiune virilă în uzufruct când este în concurență cu mai mulți moștenitori legitimi ai lui decujus, trebuie pentru eșirea din indiviziune a comostenitorilor să se formeze atâtea loturi câți moștenitori legitimi sunt, plus un lot asupra căruia văduva săracă să-și poată exercita uzufructul său. (C. Apel Iași, S. I, 92 din 26 Mai 1924, Dreptul 5/1925).

**2.** Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni, fiind o lege fiscală, nu poate să modifice și să desființeze textele din codul civil, astfel că dreptul la moștenire ab intestat al soțului supraviețuitor, prevăzut prin art. 679 codul civil, ca și acela al văduvei sărace, din art. 684 cod. civil, sunt menținute, iar în ordinea succesorilor a fost trecută, în ce privește taxele sucesorale, în clasa I-a. adică în concurență cu copiii. (C. Apel Buc., S. II, 46 din 5 Februarie 1925, Pand. Săpt. 3/1925, Bul. C. Apel 8/1925, Pand. Rom. 1925, III, 4).

**3.** Soția unui ofiter mort în războiu, are drept la jumătate din avere în plină proprietate. (Cas. I, 4844 din 14 Dec. 1925, Pand. Săpt. 23/1926).

**4.** Art. 684 c. civ. care recunoaște dreptul văduvei sărace la moștenirea soțului său, prevede în acelaș timp (al. 2 partea finală) că acest drept nu ia naștere în contra conilor, decât la încetarea folsinței legale prevăzute de art. 338 c. civ.

În speță, se cere tribunalului să omologe un aviz al cons. de familie prin

care văduvă săracă să renunțe la dreptul ei în schimbul unei sume de bani.

În fapt, se constată, că în acel moment, văduva mai are folosința legală a averii minorului său fiu și că, prin urmare, transacția, se reduce la obligația pentru fiul minor de a răscumpăra, pe o sumă apreciabilă, un drept care în acel mo-

ment nu se născuse încă, în contra sa. Tribunalul, apreciind, că procedul este dăunător intereselor minorului, respinge cererea de omologare. (Trib. Ilfov, s. Tutelilor. Jurnal No. 929 din 10 Martie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 562).

5. A se vedea: art. 679, notele 2 și 3; art. 728, nota 3.

## CAPITOLUL V.

### Despre acceptațiunea și repudiarea moștenitorilor <sup>1)</sup>.

#### Secțiunea I. — Despre acceptațiune.

**Art. 685.** — Succesiunea poate fi acceptată curat și simplu, sau sub beneficiu de inventariu. (Civ. 687 urm., 690 urm., 700 urm., 704 urm., 928, 965; Pr. civ. 702 urm.; Civ. Fr. 774).

*Text. fr. Art. 774.* — Une succession peut être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

#### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO DEM., *Observație* sub Trib. Avignon (Vaucluse) 11 Ian. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 27;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 99 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1 urm.	Irevocabilitate 17.
Act unilateral 4.	Moștenire 1 urm.
Anulare 16.	Nulitate 16.
Beneficiu de inventar 1, 6, 12.	Renunțare la succesiune 1, 2, 5, 15, 16, 17.
Capacitate 17.	Sezină 18.
Condițiune 7, 9.	Succesiune 1 urm.
Indivizibilitate 8.	Succesori neregulați 18.
	Termin 7, 10, 11.

#### Doctrină.

**1.** Când un moștenitor este chemat la o succesiune, pot avea loc trei situațiuni: 1) Sau acceptă pur și simplu succesiunea; 2) sau renunță la succesiune; 3) sau o acceptă sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 220, 221; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 618, 633).

**2.** Defunctul nu poate impune moștenitorului ca să accepte sau să renunțe la succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 221).

**3.** Acceptarea moștenirii este manifestarea de voință făcută de moștenitor, prin care arată că voiește să rămână moștenitor. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 398; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 222; C. Hamangiu, I. Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 635).

**4.** Acceptarea succesiunii este un act unilateral. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 412).

**5.** Moștenitorul prin acceptarea succesiunii nu dobândește nici un drept, deoarece el deține dreptul succesoral dela lege; prin acceptare, moștenitorul, din contra pierde dreptul de a renunța la succesiune. (Demolombe, XIV, No. 527, 528; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 398; Laurent, IX, No. 349, 423; Planiol, III, No. 1997; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 221, 223).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 774 cod. civ. fr. (685 c. civ. rom.), acceptarea succesiunii poate fi făcută pur și simplu sau sub beneficiu de inventar. (Daloz, Rép., Succession, No. 432; Suppl., Succession, No. 399; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 220, 221, 224, 227; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 633).

**7.** O succesiune nu poate fi acceptată cu termen, nici sub condițiune suspensivă sau rezolutorie. (Demolombe, XIV, No. 356 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 379; Daloz, Rép., Succession, No. 663; Suppl., Succession, No. 410; Laurent, IX, No. 282, 426, 458; Planiol, III, No. 1977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 226).

**8.** Acceptarea succesiunii este indivizibilă, deoarece succesiunea nu poate fi acceptată numai în parte. (Demolombe, XIV, No. 356 urm.; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 410; Laurent, IX, No. 282; Huc, V, No. 159; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1415, 1422; Planiol, III,

<sup>1)</sup> Din eroare se zice „moștenitorilor“ în loc de „moștenirilor“ cum de altfel este și în textul francez.

No. 1977; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 223, nota 2, 226).

**9.** O acceptare condițională a succesiunii nu produce nici un efect; ci se consideră neavenită. (Demolombe, XIV, No. 362; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 411; Laurent, IX, No. 282; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 226).

**10.** După altă părere, o acceptare cu termen sau numai a unei părți din succesiune se consideră ca o acceptare pură și simplă. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, text și notele 7, 8, p. 303; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, p. 410; Planiol, III, No. 1977).

**11.** Dacă însă din împrejurările cauzei rezultă că acceptarea cu termen sau parțială a succesiunii, în intenția acceptantului a fost subordonată menținerii acestei modalități, ea va fi considerată ca neavenită, neputând produce nici un efect. (Demolombe, XIV, No. 362; Baudry et Wahl, Succession, I, No. 1416).

**12.** Din doi moștenitori în același grad cari vin în același timp la aceeași succesiune, unul poate accepta succesiunea pur și simplu iar celălalt sub beneficiu de inventar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 432; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 224).

**13.** Pentru valabilitatea acceptării trebuie ca succesiunea să fie deschisă. (Demolombe, XIV, No. 300, 302; Mourlon, II, No. 214; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 610, p. 370; Dalloz, Rép., Succession, No. 439; Suppl., Succession, No. 408; Laurent, IX, No. 278; Huc, V, No. 157; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 224).

**14.** Pentru valabilitatea acceptării trebuie ca moștenitorul care acceptă succesiunea să aibă cunoștință de deschiderea succesiunii în favoarea sa. (Demolombe, XIV, No. 303; Mourlon, II, No. 216; Dalloz, Rép., Succession, No. 444; Laurent, IX, No. 279; Huc, V, No. 157; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 225).

**15.** Un moștenitor dintr'un grad subsequent, care urmează să vie la succesiune, în cazul când moștenitorul din gradul precedent ar renunța la succesiune, după o părere, poate accepta succesiunea care eventual i se va cuveni, și dacă în urmă moștenitorul din gradul precedent renunță la succesiune, moștenitorul din gradul subsequent nu mai poate reveni asupra acceptării. (Demolombe, XIV, No. 304; Mourlon, II, No. 215; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 610, nota 4, p. 371; Dalloz, Rép., Succession, No. 442; Suppl., Succession, No. 408; Baudry et Wahl, Succession, I, No. 1405; Planiol, III, No. 1970; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 225; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 625).

**16.** După altă părere, acceptarea succesiunii din partea unui moștenitor subsequent este nulă, chiar dacă mai târziu acest moștenitor ar dobândi succesiunea prin renunțarea moștenitorului din gradul precedent. (Laurent, IX, No. 280; Huc, V, No. 157).

**17.** Pentru valabilitatea acceptării, trebuie ca cel ce acceptă să fie capabil a se obliga, deoarece, în principiu, acceptarea este irevocabilă și cel care a acceptat nu mai poate apoi renunța. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 225, 229 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 634).

**18.** Cu toate că legea în capitolul V se ocupă numai de moștenitorii sezinari, dispozițiile sale se vor aplica, prin analogie, la toți moștenitorii, chiar și celor neregulați. (Demolombe, XIV, No. 260; Laurent, IX, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 221, 222, 227; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 617).

**19.** A se vedea: art. 704 din codul civil cu notele respective.

**Art. 686.** — Nimeni nu este obligat de a face acceptațiunea unei moșteniri ce i se cuvine. (Civ. 665, 693, 695 urm., 703, 706; Civ. Fr. 775).

*Text. fr. Art. 775.* — Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 59.

### Doctrină.

**1.** Defunctul nu poate impune moștenitorilor ca să accepte sau să renunțe la succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 221).

**2.** De oarece, potrivit dispozițiilor art. 775 c. civ. fr. (686 c. civ. rom.), nimeni nu este obligat de a face acceptațiunea u-

nei moșteniri ce i se cuvine, în cazul când moștenitorul neagă că a acceptat succesiunea, creditorul va fi obligat să dovedească faptul acceptării succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 435; Suppl., Succession, No. 399; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 227).

**3.** Un moștenitor nu poate fi constrâns de ceilalți moștenitori, chemați la suc-

cesiune în lipsa moștenitorului rămas în inacțiune, chiar după expirarea termenului de trei luni și patruzeci zile prevăzut de art. 706 c. civ. rom., ca să se pronunțe dacă acceptă sau renunță la succesiune de oarece potrivit dispozițiilor art. 700 c. civ. rom., are termen de treizeci ani ca să se pronunțe. (Laurent, IX, No. 266; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 227, 228; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 625).

4. Comoștenitorii însă au posibilitatea să constrângă pe un comoștenitor să se pronunțe dacă acceptă sau renunță la moștenire, după expirarea termenului de

trei luni și patruzeci zile, cerând partajul succesiunii, deoarece potrivit dispozițiilor art. 728 c. civ. rom., nimeni nu este obligat să rămâie în indiviziune. (Laurent, IX, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea III, p. 228).

5. În urma expirării termenului prevăzut de art. 706 și 708 c. civ. rom., creditorii succesiunii pot chema în judecată pe moștenitori, când ei sunt obligați să se pronunțe dacă acceptă sau renunță la moștenire. (Laurent, IX, No. 264; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 227, nota 4, 228; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 625).

**Art. 687.** — Femeile măritate nu pot face valabilă acceptațiunea unei succesiuni decât cu autorizațiunea bărbatului sau a justiției.

Minorii și interzișii nu pot face valabil acceptațiunea unei moșteniri decât conform dispozițiilor titlului dela minoritate, tutelă și emancipațiune. (Civ. 199, 201, 207, 405 urm., 430, 445, 454, 458 urm., 950, 1900; Pr. civ. 624 urm.; C. p. 13, 16; Civ. Fr. 776).

*Text. fr. Art. 776.* — Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans l'autorisation de leur mari ou de justice, conformément aux dispositions du chapitre VI du titre du *Mariage*.

Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que conformément aux dispositions du titre de la *Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO DEM., *Observație* sub Trib. Avignon (Vaucluse) 11 Ian. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 27.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acceptarea succesiunii 1 urm.	Invocare 3.
Acceptare expresă 6, 13.	Irevocabilitate 1.
Acceptare tacită 6, 13.	Judecător sindic 18.
Anulare 2, 3, 19, 20.	Majoritate 1.
Autorizație 4, 5, 11, 13, 18.	Mandat 6, 8.
Bărbat 4—11.	Minori 12—15.
Beneficiu de inventar 13, 14, 17, 18.	Minori emancipați 15.
Capacitate 1.	Mobile 10.
Comunitate de bunuri 7—11.	Moștenire 1 urm.
Consiliu de familie 13, 15.	Nulitate 2, 3, 19, 20.
Consiliu judiciar 16, 17.	Părinți 14.
Contract de căsătorie, a se vedea cuvântul: „Dotă”.	Prejudiciu 11.
Dotă 4, 6—11.	Prescripție 19, 20.
Emancipare 15.	Procură 6, 8.
Faliment 18.	Putere părintească 14.
Femea măritată 4—11.	Redactare 12.
Incapabili 2, 3, 19, 20.	Renunțare la succesiune 10, 13, 19.
Interdicție 12, 13.	Succesiune 1 urm.
	Tată 14.
	Tutor 12, 13.

### Doctrină.

1. Moștenitorul care acceptă succesiunea, trebuie să fie major și capabil, de-

oarece acceptarea are de efect să facă irevocabile obligațiunile care incumbă moștenitorului din lege. (Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 400; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 225; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 634).

2. Acceptarea unei succesiuni făcută de un incapabil, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, este nulă. (Demolombe, XIV, No. 338 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 96 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 404; Huc, V, No. 156; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1442 urm.).

3. Nulitatea acceptării unei succesiuni făcută de un incapabil, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, nu poate fi invocată decât de incapabil sau reprezentanții săi. (Demolombe, XIV, No. 338 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 96 bis, I, II; Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 404; Laurent, IX, No. 352; Huc, V, No. 156; Baudry et Wahl, Succession, I, No. 1442 urm.; Alexandresco, ed.

2-a, III, partea II, p. 231; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 634).

**4.** Femeile măritate, oricare ar fi regimul sub care au fost căsătorite, nu pot accepta o succesiune fără autorizația bărbatului sau a justiției. (Daloz, Rép., Succession, No. 437; Suppl., Succession, No. 400; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 229; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 634).

**5.** Femeea măritată autorizată, poate să accepte succesiunea atât expres cât și tacit; deasemenea autorizația bărbatului poate fi atât expresă cât și tacită. (Demolombe, XIV, No. 322; Laurent, IX, No. 284, 333; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 229, 230).

**6.** Acceptarea succesiunii trebuie făcută de femeea însăși; bărbatul nu poate accepta succesiunea în locul femeii decât atunci când are mandat dela ea, sau este autorizat prin contractul de căsătorie. (Demolombe, XIV, No. 325; Daloz, Rép., Succession, No. 437; Suppl., Succession, No. 400; Laurent, IX, No. 285; Huc, V, No. 156; Baudry et Wahl, Succession, I, No. 1448, 1637; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 229).

**7.** În cazul când bărbatul este interesat în succesiunea deschisă în favoarea femeii sale, fie ca șef al comunității de bunuri, fie în virtutea dreptului său de folosință și dacă femeea refuză să accepte succesiunea, sau voește să accepte o succesiune, după o părere, numai ea are acest drept iar nu și bărbatul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 513, p. 374; Laurent, XXI, No. 436 urm.; Huc, V, No. 156; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1448 urm.).

**8.** După altă părere, bărbatul ca șef al comunității de bunuri este investit cu un mandat legal sau convențional ca să reprezinte pe femeea sa și în această calitate are dreptul să accepte o succesiune asupra căreia are de exercitat oarecare drepturi. (Demolombe, XIV, No. 326; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 302, nota 1; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, V; Daloz, Rép., Succession, No. 438; Guillouard, Contrat de mariage, II, No. 774).

**9.** În această din urmă părere, consecințele oneroase ale acceptării făcute numai de bărbatul dotat, nu pot atinge bunurile personale ale femeii, acceptarea având loc pe riscul și pericolul bărbatului care a acceptat succesiunea. (Demolombe, XIV, No. 326; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 302, nota 1; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, V; Daloz, Rép., Succession, No. 438; Suppl., Succession, No. 401; Guillouard, Contrat de mariage, II, No. 774).

**10.** Deasemenea în această din urmă părere, bărbatul, oricare ar fi regimul căsătoriei, nu poate renunța la o succesiune deschisă în favoarea soției sale, fără voia acesteia, chiar dacă bunurile

cari ar compune întreaga succesiune ar fi mobiliare. (Demolombe, XIV, No. 326; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 302; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, V; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 401; Guillouard, Contrat de mariage, II, No. 774).

**11.** Singurul drept al bărbatului, în cazul precedent, este de a refuza să autorizeze pe femeia sa să accepte succesiunea și dacă ea acceptă totuși succesiunea cu autorizația justiției, această autorizație nu poate prejudicia bărbatului și comunității de bunuri. (Demolombe, XIV, No. 326; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 302; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, V; Guillouard, Contrat de mariage, II, No. 774).

**12.** Textul art. 687 c. civ. rom. este rău redactat, deoarece acceptarea succesiunii nu se face de către minori și interziși, ci de către reprezentanții lor, adică de tutori în numele lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 229, nota 1).

**13.** Acceptarea și renunțarea la succesiune în numele minorilor și interzișilor, se face de tutorul lor, cu autorizarea consiliului de familie; acceptarea se face numai sub beneficiu de inventar și nu poate avea loc tacit, ci numai expres. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 230; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 634).

**14.** Acceptarea în numele minorilor ai căror părinți trăesc, deci cari nu se află sub tutelă, ci sub puterea părintească, se face de tatăl lor administrator legal, tot sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 230, nota 1).

**15.** Minorii emancipați acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar și cu autorizația consiliului de familie. (Laurent, IX, No. 286; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 230, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 634).

**16.** Cel pus sub consiliu judiciar, după o părere, poate accepta singur moștenirea. (Laurent, IX, No. 287; Huc, III, No. 553; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 634).

**17.** După altă părere, cel pus sub consiliu judiciar, nu poate accepta o succesiune decât sub beneficiu de inventar și cu autorizația consiliului judiciar. (Duranton, VI, No. 419; Demolombe, XIV, No. 332; Planjol, I, No. 2134; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 230).

**18.** În ceea ce privește succesiunea deschisă în favoarea unui falit, acceptarea, chiar sub beneficiu de inventar, nu va putea fi făcută decât de judecătorul sindic, cu autorizația tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 231).

**19.** Nulitatea acceptării sau renunțării la succesiune făcută de un incapabil, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, după o părere se prescrie prin trecere de zece ani, potrivit dispozițiilor art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), deoarece este

o nulitate relativă, care va începe a curge dela încetarea incapacității. (Demolombe, XIV, No. 555; XXIX, No. 48; Larombière, Obligations, V, Art. 1304, No. 61; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 96 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 385; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 728; Huc, V, No. 176; Planiol, III, No.

1988; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 232).

**20.** După altă părere, această nulitate se va prescrie prin trecere de treizeci ani. (Laurent, IX, No. 362; XIX, No. 25).

**21.** A se vedea: art. 199, 201, 405, 430 și 458 din codul civil cu notele respective.

**Art. 688.** — Efectul acceptațiunii se sue până la ziua deschiderii succesiunii. (Civ. 653, 696, 699, 701, 786; Civ. Fr. 777).

*Text. fr. Art. 777.* — L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 777 c. civ. fr. (688 c. civ. rom.), efectul acceptării se sue până în ziua deschiderii succesiunii, deoarece toți moștenitorii, chiar cei neregulați, dobândesc proprietatea succesiunii din momentul deschiderii ei, în virtutea legii și fără știrea lor. (Pothier, Successions, VIII, p. 124; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, nota 41, p. 396; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 262, 263; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 664).

**2.** Art. 777 c. civ. fr. (688 c. civ. rom.) nu are nici un folos în lege, deoarece so-

luția ar fi fost aceeași chiar dacă ar fi lipsit; totuși acest articol este folositor numai în cazul prevăzut de art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.) când moștenitorul acceptă succesiunea după ce renunțase mai înainte la ea și în acest caz acceptarea are de efect de a conferi moștenitorului calitatea pe care o pierduse prin renunțare, bine înțeles cu respectarea drepturilor câștigate de terți asupra succesiunii. (Demolombe, XV, No. 77; Mourlon, II, No. 207; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, nota 41, p. 396; Planiol, III, No. 2010; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 263, 264).

**Art. 689.** — Acceptațiunea poate fi sau expresă sau tacită. Este expresă când se însușește titlul sau calitatea de erede într'un act autentic sau privat; este tacită când eredele face un act, pe care n'ar putea să-l facă decât în calitatea sa de erede, și care lasă a se presupune neapărat intențiunea sa de acceptare. (Civ. 690, urm., 703 urm., 707, 712, 1171 urm., 1176 urm.; Civ. Fr. 778).

*Text. fr. Art. 778.* — L'acceptation peut être expresse ou tacite: elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou privé; elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 28 urm;

SCRIBAN TRAIAN, *Nota sub Judec. ocol Herța-Dorohoi*, 302 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1232.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1 urm.  
Acceptare expresă 3, 6, 12, 13, 14.  
Acceptare tacită 3, 12, 14, 17—22, 29, 30, 31.  
Acceptare verbală 2.  
Achiesare 24.  
Act 1.  
Acte de dispoziție 19, 21, 23, 29, 30, 31, 41, 46.

Acte de folosință 19.  
Acțiune 23.  
Administrație 12, 19, 47.  
Anulare 9, 24.  
Aprecieri suverană 8, 20.  
Arbori 22.  
Beneficiu de inventar 18.  
Calitate de moștenitor 4—11, 15, 36.  
Compromis 24.  
Conservare 19, 23.

Coproprietate 40, 41.  
Creanță 42, 43.  
Creditori 2, 6.  
Dărmare 21.  
Datorii 46, 47, 48, 49.  
Dezistare 24.  
Dovadă 17.  
Drept real 21.  
Executor testamentar 39.  
Fidejusiune 49.  
Folosință 19.  
Furnituri 47.  
Gaj 27.  
Inceput de dovadă scrisă 17.

Indoială 16.  
Inscris 1.  
Instrăinare 21.  
Intenție 7, 8, 9, 11, 15, 16, 36.  
Interes 7.  
Interogator 3.  
Interziși 18.  
Mandat 12, 13, 14, 34.  
Marturi 17.  
Mărturisire 3.  
Minori 18.  
Moștenire 1 urm.  
Nedemnitare 28.



Nulitate 9, 24.  
 Pădure 22.  
 Partaj 32, 33, 34.  
 Perimare 10.  
 Plată 26, 42, 43, 46, 47, 48, 49.  
 Posesiune 35, 36, 37, 40.  
 Prezumțiuni 16, 17.  
 Probă 17.  
 Procură 12, 13, 14, 34.  
 Salar 47.  
 Scrisoare 6, 7.  
 Societate 33.  
 Solidaritate 49.

Sucesiune 1 urm.  
 Suverană apreciere 8, 20.  
 Tăierea arborilor 22.  
 Termen de plată 26.  
 Tert 5.  
 Testament 39, 44.  
 Tranzacție 24.  
 Trimetere în posesiune 35.  
 Venituri 45.  
 Vicii de formă 9.  
 Vindere-cumpărare, a se vedea cuvintele: „Acte de dispoziție” și 39.

### Doctrină.

**1.** Cuvântul: «act» este întrebuințat de două ori în art. 778 c. civ. fr. (689 c. civ. rom.) cu înțeles deosebit: mai la începutul articolului, cuvântul act are înțelesul de înscris care constată un fapt, iar mai spre sfârșitul articolului, cuvântul act are înțelesul de fapt. (Demolombe, XIV, No. 374; Morcadé, Art. 778; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, nota 8. p. 388; Laurent, IX, No. 300; Planiol, III, No. 1994; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 232, nota 2).

**2.** Din dispozițiunile art. 778 c. civ. fr. (689 c. civ. rom.) rezultă că acceptațiunea succesiunii nu se poate face verbal; prin urmare, o acceptare pur verbală, chiar făcută în prezența creditorilor succesiunii, nu are nici un efect. (Duranton, VI, No. 372; Chabot, Successions, II, Art. 778, No. 5; Demolombe, XIV, No. 375 urm.; Mourlon, II, No. 218; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 386; Dalloz, Rép., Succession, No. 447; Suppl., Succession, No. 413; Laurent, IX, No. 289; Huc, V, No. 162; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1532, 1533; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 236; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 636).

**3.** Declarațiunea făcută de moștenitor în justiție cu ocazia luării unui interogator, nu poate constitui o acceptare expresă a succesiunii; dacă această declarație este coroborată și pe alte împrejurări, va putea constitui o acceptare tacită a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 376, 376 bis; Dalloz, Rép., Succession, No. 447; Suppl., Succession, No. 413; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 236, nota 3; Contra: Duranton, VI, No. 372).

**4.** Acceptarea succesiunii poate rezultă din orice act judiciar sau extrajudiciar, în care moștenitorul și-a luat această calitate, chiar în mod incidental printr'un act care avea un alt scop. (Demolombe, XIV, No. 375 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 98 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 386; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 414; Huc, V, No. 162; Planiol, III, No. 1993; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 235, 236; Matea Cantacuzino, p. 230; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 636).

**5.** Calitatea de moștenitor luată într'un act pentru a putea constitui o acceptare a succesiunii, trebuie să emane dela însuși moștenitorul, iar nu dela un tert,

prin care acesta ar atribui unui moștenitor această calitate, chiar dacă el nu ar fi protestat și ar fi primit în mod pasiv această calitate. (Demolombe, XIV, No. 385, 386; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 387; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 414; Huc, V, No. 162; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1545; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 235, nota 3; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 636).

**6.** Calitatea de moștenitor luată într'o scrisoare misivă de afaceri, privitoare la succesiune și adresată unei persoane interesată de a se folosi de ea, cum ar fi un alt moștenitor sau un creditor al succesiunii, constituie o acceptare expresă a succesiunii. (Duranton, VI, No. 373; Demolombe, XIV, No. 380; Mourlon, II, No. 218, Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, nota 10, p. 304; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 387; Dalloz, Rép., Succession, No. 448; Suppl., Succession, No. 415; Laurent, IX, No. 289; Huc, V, No. 162; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1540; Planiol, III, No. 1993; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 237; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 636).

**7.** Dacă însă scrisoarea este adresată unei persoane care nu are nici un interes în succesiune, calitatea de moștenitor ce și-ar fi luat-o cineva nu are nici un efect, deoarece lipsește intențiunea celui care a scris-o de a da acestei scrisori vre-un caracter juridic. (Demolombe, XIV, No. 380; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 387; Dalloz, Rép., Succession, No. 448; Suppl., Succession, No. 415; Laurent, IX, No. 289; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1540).

**8.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă din conținutul unui act rezultă intențiunea cuivă de a-și lua calitatea de moștenitor și deci dacă a acceptat succesiunea. (Demolombe, XIV, No. 381 urm.; Mourlon, II, No. 218; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 449; Laurent, IX, No. 290, 291; Huc, V, No. 162; Planiol, III, No. 1993; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 235, nota 4, 237; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 636).

**9.** Chiar dacă actul în care cineva și-a luat calitatea de moștenitor era nul pentru vicii de formă sau pentru altă cauză, afară de vicii de consimțământ, el poate constitui un act de acceptare a succesiunii, deoarece moștenitorul și-a manifestat îndeajuns intențiunea sa de a accepta succesiunea. (Duranton, VI, No. 383; Demolombe, XIV, No. 388, 465; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, nota 10, p. 304; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, text și nota 32, p. 393; Dalloz, Rép., Succession, No. 451; Suppl., Succession, No. 435; Laurent, IX, No. 319; Huc, V, No. 169; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1532, 1533; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 236).

**10.** Luarea calității de moștenitor într'un act care face parte dintr'o instanță perimată, poate să constituie o acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 389; Dalloz, Rép., Succession, No. 459; Suppl., Succession, No. 417; Laurent, IX, No. 298; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1556).

**11.** Pentru ca luarea calității într'un act să poată constitui o acceptare a succesiunii, trebuie să se cerceteze care a fost intenția moștenitorului când și-a luat această calitate, deoarece prin cuvântul: «moștenitor» se înțelege și cel care a acceptat succesiunea și cel care are dreptul să moștenească. (Demolombe, XIV, No. 381 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 98 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 388; Dalloz, Rép., Succession, No. 449; Suppl., Succession, No. 417; Laurent, IX, No. 290; Huc, V, No. 162; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1548; Planiol, III, No. 1993; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 235, nota 4; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 636).

**12.** Acceptarea succesiunii fie expresă, fie tacită, se poate face și printr'un mandat, însă mandatul trebuie să fie special pentru acceptare, căci un mandat conceput în termeni generali ar fi privitor numai la actele de administrație. (Demolombe, XIV, No. 356 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 393; Huc, V, No. 210; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 234, 237).

**13.** Pentru acceptarea expresă a unei succesiuni, mandatul trebuie să fie constatat prin act scris, fără însă să fie nevoie să fie autentic. (Demolombe, XIV, No. 377; Laurent, IX, No. 332; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 235).

**14.** Pentru ca un mandat dat unui terț ca să accepte succesiunea în numele moștenitorului să poată constitui o acceptare, trebuie ca mandatarul să execute mandatul înainte de a fi fost revocat; cât timp executarea mandatului nu a avut loc, acest mandat nu poate constitui nici măcar o acceptare tacită a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 387, 461; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, text și nota 36, p. 394; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 434; Laurent, IX, No. 293, 294, 332; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1607; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 243).

**15.** Potrivit dispozițiilor art. 778 c. civ. fr. (689 c. civ. rom.), singurele acte care implică din partea moștenitorului intenția de a accepta succesiunea, sunt acele pe care el nu le-ar fi putut face decât în calitate de moștenitor, adică de proprietar al succesiunii. (Pothier, Successions, VIII, p. 115; Demolombe, XIV, No. 398; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 388; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 418; Laurent, IX, No. 301; Huc, V, No. 163; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1560; Alexandresco, ed.

2-a, III, partea II, p. 237, 243 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 637).

**16.** În caz de îndoielă dacă actul moștenitorului constituie o acceptare a succesiunii, se va decide că moștenitorul nu a avut intenția să accepte succesiunea, deoarece acceptarea ca și renunțarea nu este niciodată presupusă. (Dalloz, Rép., Succession, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 242).

**17.** Acel care pretinde că un moștenitor a acceptat succesiunea, trebuie să facă dovada afirmației sale; dovada acceptării tacite, se va putea face prin orice mijloace de probă, chiar martori și prezumțiuni, fără să fie nevoie de un început de dovadă scrisă. (Duranton, VI, No. 390; Demolombe, XIV, No. 466, 467; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 243).

**18.** Acceptarea tacită nu poate avea loc în privința minorilor și interzișilor, deoarece ei nu pot primi succesiunea decât sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 243).

**19.** Actele de dispoziție, de folosință și de administrație definitivă, constituiesc, în general, o acceptare tacită a succesiunii; din contra, actele de conservare, de supraveghere și de administrare nu constituiesc în regulă generală acte de acceptare a succesiunii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 391; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 419; Laurent, IX, No. 311; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 241, 242, 246, 247, 250; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**20.** Chestiunea de a se ști dacă un act constituie sau nu o acceptare tacită a succesiunii, este o chestiune de fond, care cade sub controlul instanței de recurs. (Demolombe, XIV, No. 367; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 395; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 444; Laurent, IX, No. 296, 300; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1651, 1652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 242).

**21.** Ca acte de dispoziție, cari constituiesc o acceptare tacită a succesiunii, se citează: înstrăinarea bunurilor succesoriale și constituirea de drepturi reale asupra lor, dărâmare și reparațiunile neurgente făcute la imobilele succesoriale. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 419; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**22.** Tăierea arborilor din pădure, schimbarea suprafeței solului sau a formei clădirilor, constituiesc acte de acceptare a succesiunii, deoarece sunt atribuțiuni ale dreptului de proprietate. (Dalloz, Rép., Succession, No. 475; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239, 241).

**23.** Exercițarea în justiție a acțiunilor privitoare la succesiune, în afară de cele cu caracter conservativ, constituiesc acte de dispoziție de natură a aduce acceptarea succesiunii. (Demolombe, XIV,

No. 449; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 419; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1580; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**24.** Astfel constituie acte de acceptarea succesiunii: cererile de revendicare a bunurile succesoriale și de nulitate a convențiilor sau dispozițiilor făcute de defunct, tranzacția sau compromisul asupra unui proces cu privire la succesiune, achiesarea la o cerere sau dezistarea dela o acțiune intentată, etc. (Duranton, VI, No. 386; Demolombe, XIV, No. 444, 448; Dalloz, Rép., Succession, No. 473; Suppl., Succession, No. 425; Planiol, III, No. 2000; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239, nota 4, 240, 241, 249, nota).

**25.** O remitere de datorie făcută unui debitor al succesiunii, constituie un act de acceptarea succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 444; Dalloz, Rép., Succession, No. 473; Suppl., Succession, No. 425; Laurent, IX, No. 331; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1581; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 240).

**26.** Acordarea unui termen de plată unui debitor al succesiunii, constituie un act de acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 444; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 425; Laurent, IX, No. 331; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1581; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 240).

**27.** Deasemenea constituie un act de acceptare a succesiunii, o remitere de gaj. (Demolombe, XIV, No. 444; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 425; Laurent, IX, No. 331; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1581).

**28.** Acel care introduce o acțiune de nedemnitate în contra unui moștenitor care ar exclude pe reclamant dela succesiune, face un act de acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 449; Chabot, Successions, II, Art. 778, No. 23; Dalloz, Rép., Succession, No. 460; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 241).

**29.** Când moștenitorul face un act de dispoziție asupra bunurilor succesoriale însă el nu are cunoștință că aceste bunuri aparțineau defunctului, actul său nu poate constitui o acceptare tacită a succesiunii. (Pothier, Successions, VIII, p. 117, 118; Demolombe, XIV, No. 410; Mourlon, II, No. 219; Duranton, VI, No. 380; Chabot, Successions, II, Art. 778 No. 9; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 98 bis, II, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 661 bis, nota 25, p. 392; Dalloz, Rép., Succession, No. 462; Suppl., Succession, No. 430; Laurent, IX, No. 306; Huc, V, No. 165; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1641; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 238, nota).

**30.** Când moștenitorul face un act de dispoziție asupra unui bun care nu aparține succesiunii însă el crede că face parte din succesiune, acest act poate fi

interpretat ca o acceptare tacită a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 409; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 98 bis, III; Dalloz, Rép., Succession, No. 462; Suppl., Succession, No. 430; Laurent, IX, No. 305; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1641; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 238, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 639; Contra: Huc, V, No. 165).

**31.** Rezervele făcute de moștenitor cu ocazia unui act de dispoziție bine caracterizat asupra unui bun succesoral, că nu înțelege a face un act de moștenitor, nu au nici o valoare în privința acceptării succesiunii, el considerându-se că a acceptat tacit succesiunea. (Demolombe, XIV, No. 390, 464; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, text și nota 19, p. 391, text și nota 31, p. 393; Dalloz, Rép., Succession, No. 509; Suppl., Succession, No. 443; Laurent, IX, No. 318, 319; Huc, V, No. 169; Planiol, III, No. 1999; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 244, 245, 251).

**32.** Acțiunea în împărțeală și partajul bunurilor succesoriale, constituie un act de acceptare a succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 470; Suppl., Succession, No. 420; Planiol, III, No. 2000; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239, nota 4, 249, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**33.** Moștenitorul care intervine într-o acțiune de împărțeală care cuprinde mai multe succesiuni și primește obiecte din una dintre succesiuni, se consideră că a făcut un act de moștenitor cu privire la această succesiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 421).

**34.** În cazul când moștenitorul dă un mandat unei persoane de a cere partajul bunurilor succesoriale și apoi revocă mandatul înainte ca mandatarul să uzeze de mandat, el este considerat că nu a acceptat succesiunea. (Demolombe, XIV, No. 461; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 394; Dalloz, Rép., Succession, No. 471; Laurent, IX, No. 332; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 243).

**35.** Cererea de trimetere în posesiune dela justiție, asupra bunurilor succesoriale, constituie un act de acceptare a succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 241).

**36.** Luarea în posesiune a unui sau mai multor bunuri succesoriale, nu presupune totdeauna în mod necesar intențiunea moștenitorului de a lua calitatea de moștenitor și deci a face un act de acceptare succesorală, ci trebuie să se cercetă intențiunea moștenitorului. (Pothier, Successions, VIII, p. 116; Demolombe, XIV, No. 463; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 391; Dalloz, Rép., Succession, No. 466, 490 urm.; Suppl., Succession, No. 422; Laurent, IX, No. 313, 322; Baudry et Wahl, Successions, II, No.

1568; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 240; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**37.** Faptul unui moștenitor de a deține mai departe, un imobil al defunctului pe care îl deținuse și înainte de deschiderea succesiunii fără nici un titlu, nu poate constitui un act de acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 403 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 391, 392; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 428; Laurent, IX, No. 302 urm.; Huc, V, No. 164; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1569; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 246, nota).

**38.** Moștenitorul care fiind asociat cu defunctul, continuă afacerile societății și după decesul său, nu poate fi considerat că face un act de acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 403 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 391, 392; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 428; Laurent, IX, No. 302 urm.; Huc, V, No. 164; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1569; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 245, nota 2).

**39.** Deasemenea nu poate fi considerat că a acceptat succesiunea, moștenitorul care fiind numit executor testamentar de către defunct, vinde valorile succesoriale. (Pothier, Successions, VIII, p. 117; Demolombe, XIV, No. 403 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 391, 392; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 428; Laurent, IX, No. 302 urm.; Huc, V, No. 164; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1569; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 245, nota 2).

**40.** Deasemenea nu poate fi considerat că a acceptat succesiunea, moștenitorul care fiind coproprietar cu defunctul asupra unui lucru, continuă a se folosi de acest lucru și după decesul defunctului, fie că lucrul este divizibil, fie că e indivizibil. (Demolombe, XIV, No. 403 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 391, 392; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 429; Laurent, IX, No. 302 urm.; Huc, V, No. 164; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1569; Planiol, III, No. 1995; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 245, nota 2).

**41.** Dacă însă moștenitorul coproprietar face acte de proprietar asupra întregului lucru, cum ar fi în cazul când face un act de dispoziție asupra lui el va fi considerat că a acceptat succesiunea. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 429).

**42.** Faptul unui moștenitor de a primi partea sa dintr'o creanță succesorală, constituie un act de acceptare pur și simplu a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 460; Dalloz, Rép., Succession, No. 472; Suppl., Succession, No. 426; Huc, V, No. 164, 240, 241; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 240).

**43.** Dacă însă moștenitorul cu ocazia primirii părții din creanța succesorală, face rezerve asupra acceptării succesiunii, sau ar exista alte împrejurări, actul

acesta nu poate fi considerat ca o acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 460; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 426; Huc, V, No. 164).

**44.** Faptul unui moștenitor de a lua din succesiune lucrul care îi este datorit, sau care i-a fost dăruit sau lăsat prin testament, nu poate constitui un act de acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 458 bis, 459; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 388; Dalloz, Rép., Succession, No. 494; Suppl., Succession, No. 431; Laurent, IX, No. 329; Huc, V, No. 166).

**45.** Incasarea veniturilor bunurilor succesoriale, constituie, în principiu, un act de acceptare a succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 474).

**46.** Plata datoriilor succesiunii cu banii succesiunii, constituie, în principiu, un act de acceptarea succesiunii, deoarece, în acest caz, moștenitorul face un act de dispoziție. (Dalloz, Rép., Succession, No. 500; Suppl., Succession, No. 433).

**47.** În unele împrejurări această plată poate constitui numai un act de administrație provizorie, cum ar fi în cazul când moștenitorul ar fi plătit salariul servitorilor, sau unele furnituri, mai ales când s'ar fi plătit numai acompturi. (Pothier, Successions, VIII, p. 118; Demolombe, XIV, No. 427; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 433; Laurent, IX, No. 328; Planiol, III, No. 1998; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 249, nota 250 nota).

**48.** Plata datoriilor succesiunii cu banii moștenitorului, nu constituie prin ea însăși și prin natura sa un act de acceptare a succesiunii, deoarece este posibil ca moștenitorul să fi plătit ca tert, iar nu ca moștenitor; această soluție are loc chiar dacă moștenitorul nu a făcut nici o rezervă. (Demolombe, XIV, No. 427, 455; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 98 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, text și notele 16, 17, p. 390; Dalloz, Rép., Succession, No. 500; Suppl., Succession, No. 433; Laurent, IX, No. 328; Huc, V, No. 164; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1595 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 249, nota).

**49.** Dacă moștenitorul plătește datoriile defunctului, în calitate de fidejuser sau debitor solidar, el nu face un act de acceptare a succesiunii. (Duranton, VI, No. 381; Demolombe, XIV, No. 408; Chabot, Successions, II, Art. 778, No. 19; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 246, nota 250, nota).

**50.** A se vedea: art. 690 și 691 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**I. a)** Faptul că soțul unui comostenitor, obținând autorizația Primăriei, face reparațiuni la un imobil succesoral, fără ca ceilalți comostenitori să se împotri-

vească, trebuie privit ca un act de posesiune care întrerupe prescripția de 30 ani, pentru a se reclama drepturile de moștenire prevăzute de art. 700 c. civ.

b) Faptul arătat mai sus, neîmpotrivirea la facerea reparațiilor, mai constituind o recunoaștere a dreptului de proprietate, în sensul art. 1863 și 1865 c. civil, este o întrerupere civilă de prescripție.

c) Acelaș fapt mai constituie, conform

art. 689 cod. civil, o acceptare tacită a succesiunii, fiindcă actul său lasă să se presupună intenția sa de a accepta.

d) Împrejurarea că reparațiile s'au făcut de soț, nu poate fi interpretată decât că au fost făcute în numele soției, căci numai în acea calitate avea mixtiune în acea succesiune. (C. Apel, București, S. IV, 31 din 30 Ianuarie 1926, Bul. C. Apel, 6/1926).

2. A se vedea: art. 700, nota 2.

**Art. 690.** — Actele curat conservatorii, de îngrijire și de administrație provizorie nu sunt acte de primirea moștenirii, dacă cel ce le-a făcut n'a luat titlul sau calitatea de erede. (Civ. 689, 707, 787 urm., 1016, 1536; Pr. civ. 702 urm.; Civ. Fr. 779).

*Text. fr. Art. 779.* — Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, ne sont pas des actes d'addition d'hérédité, si l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier.

### Bibliografie (continuare).

SCRIBAN TRAIAN, *Notă* sub Judec. ocol Herța-Dorohoi, 302 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1232.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1 urm.	Inscripție ipotecară 7.
Acte de conservare 1, 3, 4, 6, 7, 8, 9.	Intenție 2, 12.
Acțiune 4, 5.	Intrerupere prescripției 6.
Administrație provizorie 1.	Inventar 3.
Amendă 14.	Locațiune 11, 12.
Arendare 11, 12.	Mobile 10.
Calitate de moștenitor 1, 2.	Moștenire 1 urm.
Cavou 9.	Perimare 5.
Cheltueli 13.	Prescripție 6.
Conservare 1, 3, 4, 6, 7, 8, 9.	Prezumțiuni 2.
Gestione de afaceri 1.	Reînnoirea inscripției 7.
Închiriere 11, 12.	Reparații 8.
Îngrijire 1.	Rezerve 2.
Inmormântare 9, 13.	Sigiliu 3.
	Succesiune 1 urm.
	Taxe succesoriale 14.
	Urgență 8, 12.
	Vindere-cumpărare 10.

### Doctrină.

1. Rațiunea pentru care, potrivit dispozițiilor art. 779 c. civ. fr. (690 c. civ. rom.) moștenitorul care face acte curat conservatorii, de îngrijire și de administrație provizorie, nu constituie acte de acceptarea succesiunii, dacă cel ce le-a făcut nu a luat titlul sau calitatea de moștenitor, este că atunci când moștenitorul face aceste acte este considerat că lucrează în calitate de gestionar de afaceri, iar nu de proprietar. (Demolombe, XIV, No. 416 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 389 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 485; Suppl., Succession, No. 441; Laurent, IX, No. 308 urm.; Huc, V, No. 167; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1563).

2. Când un moștenitor cu ocazia facerii unuia din actele prevăzute de art. 779 c. civ. fr. (690 c. civ. rom.), face rezerva că nu înțelege să ia calitatea de

moștenitor, această rezervă are de efect să înlăture orice prezumțiuni de intenție de acceptarea succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 509).

3. Cererile de punerea și ridicarea sigiliilor și de facerea inventarului, constituie acte conservatoare. (Demolombe, XIV, No. 419 ter., 424; Mourlon, II, No. 220; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 389; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 441; Laurent, IX, No. 310, 314, 331; Planiol, III, No. 1998; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 246, nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

4. Exercițarea acțiunilor în justiție, poate fi considerată, după împrejurări, ca un act conservator. (Dalloz, Rép., Succession, No. 454 urm.; Comp.: Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 246, nota 1).

5. Dacă acțiunea introdusă de moștenitor a fost declarată perimată, perimarea instanței în orice caz va șterge efectele unei eventuale acceptări. (Dalloz, Rép., Succession, No. 459).

6. Întreruperea prescripției constituie un act de conservare. (Demolombe, XIV, No. 419 ter., 424; Mourlon, II, No. 220; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 389; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 441; Laurent, IX, No. 310, 314, 331; Planiol, III, No. 1998; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 246, nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

7. Deasemenea constituie acte conservatorii luarea unei inscripțiuni ipotecare sau cerere de reînnoirea unei ipoteci înscrise. (Demolombe, XIV, No. 419 ter.

424; Mourlon, II, No. 220; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 389; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 441; Laurent, IX, No. 310, 314, 331; Planiol, III, No. 1998; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 246, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**8.** Deasemenea constituie acte conservatorii reparațiile urgente făcute la imobilele succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 424; Mourlon, II, No. 220; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 389; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 441; Laurent, IX, No. 310, 320; Planiol, III, No. 1998; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239, nota 3, 246, nota 1).

**9.** Faptul unui moștenitor de a îngropa o rudă a sa în cavoul familiei, nu constituie un act de acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 453; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 427).

**10.** Vânzarea mobilelor succesiunii fără nici o formalitate, constituie, în principiu, un act de acceptare a succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 496).

**11.** Inchirierea sau arendarea imobilelor succesoriale, după o părere, constituie un act de acceptare a succesiunii. (Toullier, IV, No. 314; Dalloz, Rép., Succession, No. 438).

**12.** După altă părere, dominantă, închirierea și arendarea imobilelor succesoriale nu constituiesc acte de acceptare a succesiunii dacă există urgență și dacă nu rezultă intențiunea de acceptarea succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 416, 427 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611 bis, p. 389; Dalloz, Rép., Succession, No. 498; Suppl., Succession, No. 441; Laurent, IX,

No. 308, 315; Huc, V, No. 167; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1563; Planiol, III, No. 1999; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 249, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**13.** Plata cheltuelilor de înmormântare a defunctului, nu constituie în orice caz un act de acceptarea succesiunii. (Pothier, Successions, VIII, p. 120; Demolombe, XIV, No. 417, 418; Dalloz, Rép., Succession, No. 500; Suppl., Succession, No. 441; Laurent, IX, No. 312; Planiol, III, No. 1998; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 248, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 638).

**14.** Plata taxelor succesoriale nu constituie un act de acceptare a succesiunii, deoarece ele trebuiesc plătite într'un termen determinat, sub pedeapsă de amendă. (Demolombe, XIV, No. 428 bis; Dalloz, Rép., Succession, No. 502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 250, nota).

**15.** A se vedea: art. 689 și 691 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Succesibilul care timp de 30 ani nu face alte acte de erede decât numai a-rendări pe termene scurte, este considerat că a renunțat la moștenire. (Jud. Herța, carte de jud. No. 302 din 926, Jur. Gen. 1926, No. 1232).

**2.** A se vedea: art. 700, nota 2.

**Art. 691.** — Donațiunea, vinderea sau transportul drepturilor succesive <sup>1)</sup>, făcute de un erede, trage după sine acceptațiunea succesiunii.

Tot asemenea se întâmplă:

1. Când unul din erezi renunță chiar gratuit în folosul unui sau a mai mulți din coerezi.

2. Când renunțarea se face în folosul tuturor coerezilor fără deosebire, și se primește de renunțător prețul renunțării. (Civ. 689, 695 urm., 800 urm., 1294, 1391 urm., 1399 urm.; Civ. Fr. 780).

*Text. fr. Art. 780.* — La donation, vente ou transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger soit à tous ses cohéritiers, soit à quelques-uns d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.

Il en est de même, 1<sup>o</sup> de la renonciation, même gratuite, que fait un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers;

2<sup>o</sup> De la renonciation qu'il fait même au profit de tous ses cohéritiers indistinctement, lorsqu'il reçoit le prix de sa renonciation.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 29, 30.

1) Legiuitorul a voit să zică: „succesorale“.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1-5, 7-10, 12, 18.	Instrăinare 1.
Cesiune, a se vedea cuvintele: „Vindere-cumpărare”.	Intenție 7.
Comoștenitori 3, 6, 12, 16, 17.	Ipotecă 8.
Contract 13.	Moștenire 1 urm.
Creditori 5, 6.	Novatiune 6.
Datorii 5, 6.	Nulitate 15.
Declarație 10, 11, 13, 14, 15, 16.	Opozabilitate 10.
Donatiune 3, 7, 11, 16, 17.	Opțiune 4.
Drepturi succesoriale 1, 3, 4, 5, 6.	Preț 12.
Enumerare 2, 18.	Renunțare la succesiune 4, 9-18.
Grefă 10, 11, 13, 14, 15, 16.	Semnătură 14.
	Succesiune 1 urm.
	Terță persoană 3, 10.
	Vindere-cumpărare 3, 4, 5, 6, 12.

## Doctrină.

**1.** În general, orice act prin care un moștenitor dispune de drepturile sale succesoriale, constituie un act de acceptarea succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 436; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 238 urm.; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 640).

**2.** Actele enumerate în art. 780 c. civ. fr. (691 c. civ. rom.) sunt considerate de lege că constituiesc acte de acceptarea succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 436; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 640).

**3.** Vânzarea sau donatiunea drepturilor succesoriale către un terț sau către unul sau toți comoștenitorii, constituiesc acte de acceptare tacită a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 444; Daloz, Rép., Succession, No. 476; Suppl., Succession, No. 436; Planiol, III, No. 1996; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239, 250, 251; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 640).

**4.** Persoana căreia moștenitorul îi vinde drepturile sale succesoriale, nu are dreptul să opteze pentru acceptarea sau renunțarea la succesiune de oarece cesiunea drepturilor succesoriale, constituie prin ea însăși o acceptare definitivă a succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 436; Huc, V, No. 168).

**5.** Moștenitorul care își vinde drepturile sale succesoriale rămâne obligat față de creditorii succesiunii pentru partea sa din datorii. (Daloz, Rép., Succession, No. 1358; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 251, 252).

**6.** Pentru ca un moștenitor, care își vinde drepturile sale succesoriale, să fie liberat față de creditorii succesiunii, trebuie ca să se opereze o novatiune, adică aceștia să primească cesiunea; chiar în acest caz, dacă ceilalți comoștenitori ar fi obligați să plătească din datoriile succesiunii, o porțiune mai mare decât partea lor succesorală, ei vor avea recurs în contra comoștenitorului care a cedat drepturile sale succesoriale. (Daloz, Rép., Succession, No. 1358).

**7.** Dăruirea unor lucruri de o mică va-

loare, ca amintire, nu poate constitui în genere un act de acceptarea succesiunii, deoarece nu se poate presupune intenția dăruitorului de a fi moștenitor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239, nota 1).

**8.** Constituirea de drepturi reale, cum sunt servitute sau ipoteci, asupra imobilelor succesoriale, constituiesc acte de acceptarea succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 239).

**9.** Potrivit dispozițiilor art. 780 c. civ. fr. (691 c. civ. rom.) renunțarea, chiar gratuită în folosul unuia sau mai multor dintre comoștenitori, constituie o acceptare tacită a succesiunii. (Daloz, Rép., Succession, No. 477; Suppl., Succession, No. 437; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 252; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 640).

**10.** Renunțarea prevăzută de art. 780 punctul 1 c. civ. fr. (691 punctul 1 c. civ. rom.) pentru a fi opozabilă terților nu este necesar să fie făcută prin o declarație la grefă, deoarece este un act de dispoziție și constituie o adevărată acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 442 bis; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 437; Laurent, IX, 326; Huc, V, No. 169; Baudry et Wahl, Succession, II, No. 2240).

**11.** Când renunțarea este gratuită trebuie să fie făcută, sub pedeapsa de nulitate, în forma donatiunilor între vii, iar nu la grefa tribunalului. (Demolombe, XIV, No. 442 bis; Mourlon, II, No. 226; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 100 bis, II, III; Daloz, Rép., Succession, No. 478, 479; Suppl., Succession, No. 439; Laurent, IX, No. 326, 327; Huc, V, No. 169; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 233, nota 3, 252, nota 2; Contra: Planiol, III, No. 1996).

**12.** Potrivit dispozițiilor art. 780 c. civ. fr. (691 c. civ. rom.) renunțarea la succesiune în folosul tuturor comoștenitorilor, în schimbul unui preț, constituie o vânzare și deci un act de acceptare tacită a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 438; Daloz, Rép., Succession, No. 477; Suppl., Succession, No. 440; Laurent, IX, No. 325, 326; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 252, 253, 254; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 640).

**13.** Această renunțare nu trebuie făcută prin declarație la grefă, ci printr-un contract. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 440; Laurent, IX, No. 325, 326; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 253, nota 1).

**14.** În cazul când renunțarea aceasta s'a făcut prin declarație la grefă, după o părere, ea își va produce efect, dacă va fi semnată de cel ce o face. (Demolombe, XIV, No. 442 bis; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 440).

**15.** După altă părere, declarația la grefă nu are nici o valoare, fiind cu desăvârșire nulă. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 440; Laurent, IX, No. 326;

Huc, V, No. 169; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 253, nota 1).

**16.** Din dispozițiile art. 780 c. civ. fr. (791 c. civ. rom.) rezultă că renunțarea gratuită făcută de un comostenitor în folosul tuturor comostenitorilor săi, va produce efectele unei adevărate renunțări și este supusă formelor prevăzute de art. 784 c. civ. fr. (695 c. civ. rom.), adică să fie făcută la grefa tribunalului. (Demolombe, XIV, No. 439; Dalloz, Rép. Suppl., Succession, No. 440; Laurent, IX, No. 325; Huc, V, No. 169; Baudry et Wahl, Succession, II, No. 1585).

**17.** Renunțarea gratuită făcută de un moștenitor, tuturor comostenitorilor, nu constituie o acceptare a succesiunii, deoa-

rece această renunțare produce efectele unei renunțări pur și simple. (Duranton, VI, No. 373; Demolombe, XIV, No. 439; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 100 bis, I; Laurent, IX, No. 325 bis; Huc, V, No. 169; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 252, nota 1).

**18.** Cazurile speciale prevăzute de art. 780 c. civ. fr. (691 civ. rom.), în care renunțarea la succesiune, constituiesc o acceptare tacită a ei, nu sunt prevăzute de lege în mod limitativ, ci servesc numai de exemplu. (Demolombe, XIV, No. 438; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 254).

**19.** A se vedea: art. 689 și 690 din codul civil cu notele respective.

**Art. 692.** — Când acela cărui se cuvine o succesiune a murit fără să se fi lepădat de dânsa, sau fără să o fi acceptat expres sau tacit, erorii săi pot deadreptul să o accepte sau să se lepede de dânsa. (Civ. 653, 685, 689, 693, 695, urm., 701, 899; Civ. Fr. 781).

*Text. fr. Art. 781.* — Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir répudiée ou sans l'avoir acceptée expressément, ou tacitement, ses héritiers peuvent l'accepter ou la répudier de son chef.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 781 c. civ. fr. (692 c. civ. rom.), dreptul de opțiune al moștenitorului care a încetat din viață, înainte de a fi acceptat sau renunțat la succesiune, trece la moștenitorii săi proprii. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 257; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 666, 677).

**2.** Art. 781 c. civ. fr. (692 c. civ. rom.) este privitor la transmiterea moștenirii. Nu trebuie să se confunde transmiterea dreptului de a opta între acceptarea și renunțarea la o succesiune cu reprezentarea. Reprezentarea are loc numai în materie de moștenire ab intestat iar transmiterea are loc și în materie de moștenire testamentară. (Demolombe, XIII, No. 384; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 102 bis, VII; Laurent, IX, No. 70, 374; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 122, 255, 256, 257).

**3.** Moștenirea prin transmitere nu este un mod deosebit și aparte de a moșteni. (Demolombe, XIII, No. 384; Laurent, IX, No. 70; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 260; Contra: Duranton, VI, No. 406).

**4.** Dreptul de opțiune se transmite numai moștenitorilor iar nu și terților, deoarece el constituie o facultate căreia legea i-a determinat riguros modul de exercitare. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 436; Huc, V, No. 168).

**5.** În cazul când cel care a fost chemat la o succesiune, ar fi renunțat, moștenitorii săi nu vor putea beneficia de dispozițiile art. 781 c. civ. fr. (692 c. civ. rom.) însă se vor putea folosi de dispozițiile art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.) și vor accepta succesiunea în numele lor propriu, dacă ea nu a fost acceptată de alții și dacă dreptul nu este prescris. (Demolombe, XIV, No. 345; XV, No. 53; Mourlon, II, No. 228; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 102 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, p. 414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 256, nota 2).

**6.** Cuvântul: «deadreptul» întrebunțat în art. 692 c. civ. rom., nu este nimerit și este mai nimerită expresia: «de leur chef» din art. 781 c. civ. fr. corespunzător, deoarece moștenitorii exercită drepturile ce avea autorul lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 257, nota 2).

**7.** Moștenitorii primind succesiunea cuvenită defunctului, acceptă tacit și moștenirea acestuia. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 259).

**8.** Moștenitorii cari primesc o succesiune prin transmitere, moștenesc numai pe acela care le transmite moștenirea iar nu pe acela a cărui succesiune o dobândesc prin transmitere. (Mourlon, II, No. 230; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 259).

**9.** A se vedea: Art. 693 din codul civil cu notele respective.



**Art. 693.** — Dacă erorii săi nu se învoesc pentru acceptarea sau pentru lepădarea succesiunii, succesiunea se va accepta sub beneficiu de inventariu. (Civ. 692, 704 urm., 751, 752; Pr. civ. 702 urm.; Civ. Fr. 782).

*Text. fr. Art. 782.* — Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO DEM., *Observație sub Trib. Avignon (Vaucluse) 11 Ian. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 27.*

### Doctrină.

**1.** Când transmiterea dreptului de opțiune se face la mai mulți moștenitori, acest drept, potrivit dispozițiilor art. 782 c. civ. fr. (693 c. civ. rom.), nu se împarte între acești moștenitori, așa încât în cazul când ei nu sunt toți de acord în privința acceptării sau renunțării, succesiunea se va accepta, în mod forțat, sub beneficiu de inventar, chiar pentru moștenitorul major. (Demolombe, XIV, No. 351; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 378; Dalloz, Rép., Succession, No. 708; Suppl., Succession, No. 405; Huc, V, 171; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 260; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 677).

**2.** În cazul când refuzul unora dintre moștenitori de a accepta succesiunea este întemeiat pe faptul că ei primiseră donațiuni dela defunct, fără dispensa de raport, ceace i-ar face să raporteze o valoare superioară părții lor succesoriale, ei vor fi totuși supuși la raport și nu vor avea dreptul să ceară despăgubiri dela comostenitorii lor. (Demolombe, XIV, No. 349; Mourlon, II, No. 229; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, nota 6, p. 303; Marcadé, art. 782; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 405; Laurent, IX, No. 375;

Huc, V, No. 171; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 261; Comp.: Duranton, VI, No. 411; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 102 bis, III).

**3.** Când transmiterea dreptului de opțiune de a accepta sau a renunța la o succesiune, se transmite în profitul unui singur moștenitor, exercitarea acestui drept n-are supus nici unei restricțiuni. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 260).

**4.** Acceptarea sub beneficiu de inventar prevăzută de art. 782 c. civ. fr. (693 c. civ. rom), după o părere, se va face fără autorizația justiției deoarece legea nu cere nicăeri intervenția justiției în această materie. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 406; Laurent, IX, No. 376; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 261, nota).

**5.** După altă părere, deoarece nici un moștenitor nu are dreptul să facă acceptarea sub beneficiu de inventar în numele celorlalți comostenitori, această acceptare se va face numai cu autorizația justiției. (Demolombe, XIV, No. 352; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 102 bis, V; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 406).

**6.** A se vedea: Art. 692 din codul civil cu notele respective.

**Art. 694.** — Majorele nu poate să-și atace acceptațiunea expresă sau tacită a unei succesiuni, decât în cazul când această acceptațiune a fost urmarea unei viclenii ce s'a întrebuintat în privința-i. El nu poate reclama în contra acceptațiunei<sup>1)</sup> pentru cuvinte de vătămare, decât în cazul în care succesiunea ar fi absorbită sau micșorată cu mai mult de jumătate, prin descoperirea unui testament necunoscut în momentul acceptațiunei. (Civ. 405, 434, 689, 703 urm., 798, 909, 953 urm., 960, 1092, 1156, 1157, 1165, 1512; Civ. Fr. 783).

*Text. fr. Art. 783.* — Le majeur ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession, que dans le cas où cette acceptation

1) În textul francez lipsesc cuvintele: „în contra acceptațiunei“.

aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui: il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion, excepté seulement dans le cas où la succession se trouverait absorbée ou diminuée de plus de moitié, par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1 urm.	Manopere frauduloase 10, 87.
Acțiune în petițiune de ereditate 49 urm.	Minor 28, 29.
Acțiune în revendicare 50, 51.	Mobile 78, 79, 80.
Acțiune oblică 32, 60.	Moștenire 1 urm.
Acțiune reală 49.	Moștenitor aparent 47, 63, 75 urm.
Administrație 75, 76.	Neglijență 71.
Anulare, a se vedea cuvântul: „Revocare“.	Nulitate, a se vedea cuvântul: „Revocare“.
Aparent succesori 47, 63, 75 urm.	Opozabilitate 35, 87.
Apreciere suverană 70.	Opțiune 20, 21.
Autoritate de lucru judecat 35, 87.	Partaj 50.
Beneficiu de inventar 2, 3, 28, 31, 43, 48.	Petițiune de ereditate 49 urm.
Bună credință 65, 68—74, 77, 83, 84.	Plată 77.
Calculare 13, 14, 36.	Prejudiciu 71.
Cheltuieli 44, 63, 64.	Prescripțiune 36, 37, 38, 59.
Comoștenitori 6, 42, 45.	Probă 34, 35, 52.
Competență 41.	Raport 20, 44.
Creditori 4, 6, 32, 33, 35, 40, 42, 46, 60.	Rea credință 66, 67, 69—74, 83.
Culpă 71.	Renunțare 3, 4, 20, 43, 44.
Curator 61.	Restituire 44, 63, 64, 71, 72, 73.
Datorii 9, 13, 15, 19, 64.	Reticență 10.
Deosebire 50.	Revendicare 50, 51.
Dispensă de raport 20.	Revocare 5—8, 11, 12, 15—48.
Divizibilitate 56.	Rezervă succesorală 19.
Dol 5—10, 28, 35—39.	Separație de patrimoniu 33.
Donațiune 16, 47, 73, 78, 80.	Servituți 86.
Dovadă 34, 35, 52.	Sezină 68.
Efecte 42.	Străini 62.
Erede aparent 47, 63, 75 urm.	Succesiune 1 urm.
Eroare 24—27, 38, 65, 83.	Succesor aparent 47, 63, 75 urm.
Evicțiune 82.	Suverană apreciere 70.
Excepțiune 40.	Tăcere 10.
Fraudă 87.	Termen 36, 37, 38.
Fructe 74.	Terțe persoane 4, 6, 46.
Garanție 82.	Testament 11, 12, 13, 17—21, 27, 34, 36, 37, 39.
Hotărâre 35, 87.	Transcriere 16.
Imobile 80—86.	Tranzacție 88.
Imobile rurale 62.	Trimetere în posesiune 68.
Inexistență 25.	Urmărire silită 81.
Interdicțiune 30.	Uzucruț 16.
Ipotecă 86.	Vânzare silită 81.
Irevocabilitate 1, 4, 5.	Viclenie 5, 9.
Legatar 6, 17—21, 35, 40, 42, 46.	Vindere-cumpărare 16, 47, 54, 58, 72, 78, 79, 82—85.
Leziune 5, 11, 15, 24, 29, 35.	Violență 22, 23, 35, 36, 37, 38.

## Doctrină.

**1.** Acceptațiunea unei succesiuni este, în principiu, irevocabilă. (Daloz, Rép., Succession, No. 513; Suppl., Succession, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 225, 229, 264; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 654).

**2.** Moștenitorul care a acceptat succesiunea pur și simplu nu o mai poate accepta sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 264).

**3.** Moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, poate apoi să renunțe la acest beneficiu, rămân-

nând moștenitor pur și simplu. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 264).

**4.** Principiul irevocabilității, acceptării unei succesiuni se aplică numai în folosul creditorilor și terților interesați iar nu și în folosul unui moștenitor, care după ce a acceptat succesiunea, renunță la ea, renunțare de care se pot prevala terții cari au interes (Daloz, Rép., Succession, No. 516).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) la principiul irevocabilității acceptării succesiunii există două excepțiuni: revocarea pentru cauză de dol sau viclenie și revocarea pentru cauză de leziune. (Daloz, Rép., Succession, No. 519; Suppl., Succession, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 266 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 654 urm.).

**6.** După părerea dominantă, dolul este o cauză de atacare a acceptării succesiunii, fie el comis de un comoștenitor, un legatar, un creditor al succesiunii sau chiar de un terț care nu are nici o legătură juridică cu moștenitorul care a acceptat succesiunea. (Demolombe, XIV, No. 538; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, nota 26. p. 308; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 103 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 10, p. 380; Daloz, Rép., Succession, No. 520; Suppl. Succession, No. 446; Laurent, IX, No. 354; Huc, V, No. 173; Baudry et Wahl, Successions, No. 2304; Planiol, III, No. 1979; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 267, 268; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bănescu și Al. Băicoianu, III, No. 655).

**7.** După altă părere, acceptarea succesiunii nu este viciată pentru cauza de dol, decât față de cel care a comis dolul. (Delvincourt, II, p. 83, nota 9; Chabot, Successions, II, art. 783, No. 5; Daloz, Rép., Succession, No. 520).

**8.** Dolul pentru a putea constitui o cauză de anulare a acceptării, trebuie să fie de așa natură, încât fără existența lui acceptarea succesiunii nu ar fi avut loc. (Demolombe, XIV, No. 537; Laurent, IX, No. 354; Huc, V, No. 173; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 266, nota 2).

**9.** Dolul în materie de acceptare a succesiunii consistă în viclesugul întrebuintat de o persoană de a face pe moștenitor să creadă că activul succesoral este mai mare decât datoriile succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 537; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 266, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 655 urm.).

**10.** Dolul poate rezulta și din tăcere

sau reticență iar nu numai din întrebuințare de manopere frauduloase. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 266, nota 2).

**11.** Potrivit dispozițiilor art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.), leziunea nu constituie o cauză de revocare a acceptării succesiunii decât în cazul când s'a descoperit un testament necunoscut în momentul acceptării care ar absorbi sau ar micșora mai mult de jumătate din succesiune. (Daloz, Rép., Succession, No. 521; Suppl., Succession, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 268 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 659).

**12.** Dacă în momentul acceptării, moștenitorul avea cunoștință de existența unui testament deși nu-i cunoștea conținutul, el nu va putea cere revocarea acceptării sale. (Demolombe, XIV, No. 546; Chabot, Successions, II, art. 783, No. 6; Laurent, IX, No. 359; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 271).

**13.** Pentru a se ști dacă dispozițiile art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) își pot găsi aplicațiunea, după o părere, calcularea diminuării sau absorbirii se va face asupra activului net al succesiunii, după ce se vor deduce datoriile succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 447; Laurent, IX, No. 359; Huc, V, No. 172; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2311; Planiol, III, No. 1984; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 270, nota 1).

**14.** După altă părere, calcularea se va face asupra activului brut al succesiunii. (Duranton, VI, No. 461; Demolombe, XIV, No. 551; Mourlon, II, No. 239; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 447).

**15.** Excepțiunea de revocare a acceptării pentru cauza de leziune prevăzută de art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) este singură admisă de lege și prin urmare moștenitorul nu ar putea cere revocarea acceptării și în alte cazuri cum ar fi atunci când s'ar descoperi datorii ale succesiunii, necunoscute în momentul acceptării, cari ar absorbi mai mult de jumătate din succesiune. (Demolombe, XIV, No. 540 urm.; Mourlon, II, No. 235; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 103 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 14, p. 381; Daloz, Rép., Succession, No. 522; Suppl., Succession, No. 448; Laurent, IX, No. 358 urm.; Huc, V, No. 172; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2320; Planiol, III, No. 1982; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 269, nota 3; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 659).

**16.** Deasemenea, revocarea acceptării nu ar putea avea loc, când s'ar descoperi înstrăinări cu titlu gratuit sau oneros făcute de defunct, cu rezerva uzufructului pentru el până la deces, și cari ar absorbi mai mult de jumătate din succesiune, chiar dacă înstrăinările nu ar fi transcrise. (Demolombe, XIV, No. 543; Mourlon, II, No. 235; Marcadé, art. 783;

Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 448; Laurent, IX, No. 363; Huc, V, No. 172; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2321; Planiol, III, No. 1984; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 269, nota).

**17.** După o părere, dispozițiile art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea fără a se face distincțiune în privința naturii legatelor cuprinse în testament; astfel revocarea acceptării va avea loc chiar dacă prin testamentul descoperit s'ar institui un legatar universal sau cu titlu universal. (Marcadé, art. 783, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 103 bis, IV; Daloz, Rép., Succession, No. 521; Suppl., Succession, No. 451; Comp.: Mourlon, II, No. 337; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 270, nota 2).

**18.** După altă părere, revocarea acceptării se va putea face numai în cazul când testamentul descoperit ar cuprinde legate particulare. (Duranton, VI, No. 461; Demolombe, XIV, No. 552; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 451; Huc, V, No. 172).

**19.** După a treia părere, revocarea acceptării se va putea face, cel puțin în cazul când moștenitorul care a acceptat succesiunea ar fi obligat să plătească totalitatea datoriilor succesiunii, împreună cu legatarul, fie că moștenitorul este rezervatar, fie că legatul este numai cu titlu universal. (Laurent, IX, No. 361; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2318, 2319; Planiol, III, No. 1984).

**20.** Dacă după acceptarea succesiunii, se descoperă un testament care cuprinde un legat cu dispensă de raport în favoarea moștenitorului care a acceptat succesiunea, această împrejurare după o părere nu constituie o cauză de revocare a acceptării pentru a-și exercita dreptul de opțiune între acceptarea succesiunii sau renunțarea la succesiune și acceptarea legatului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 15, p. 382; Laurent, IX, No. 363; Huc, V, No. 172; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2325).

**21.** După o altă părere, și acest caz intră în cadrul dispozițiilor art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) și moștenitorul care a acceptat succesiunea va avea dreptul să ceară revocarea acceptării deoarece necunoașterea existenței legatului în favoarea sa, l-a pus în imposibilitate de a-și exercita dreptul de opțiune între calitatea de legatar și calitatea de moștenitor. (Demolombe, XIV, No. 525 bis).

**22.** Violența, după părerea dominantă, este deasemenea o cauză de revocare a acceptării succesiunii cu toate că nu este prevăzută de lege. (Demolombe, XIV, No. 356; Mourlon, II, No. 233; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 103; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 11, p. 381; Daloz, Rép., Succession, No. 519; Suppl., Succession, No. 445; Huc, V, No. 173; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 662; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2299; Planiol, III, No. 1980; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 267, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 656).

**23.** După altă părere, deoarece art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) nu prevede între cauzele de revocarea acceptării succesiunii și violența, ea nu poate constitui o cauză de revocare a succesiunii. (Laurent, IX, No. 357).

**24.** Eroarea, după părerea generală, în afară de cazul prevăzut de art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) când produce o leziune mai mare de jumătate din activul succesiunii, nu constituie o cauză de revocare a acceptării succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 531, 535; Mourlon, II, No. 234; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 103; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, nota 22, p. 306; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 381; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 445; Laurent, IX, No. 536; Huc, V, 174; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2302; Planiol, III, No. 1981; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 267, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 657).

**25.** Când însă eroarea poartă asupra succesiunii însăși, ea constituie o cauză de revocare a acceptării deoarece în acest caz acceptarea este inexistentă și nu produce nici un efect. (Demolombe, XIV, No. 531, 535; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 381; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 445; Laurent, IX, No. 536; Huc, V, No. 174; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2302; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 657).

**26.** Când moștenitorul a dispus de un lucru din succesiune, fără să știe că acel lucru face parte din succesiune, eroarea sa constituie o cauză de revocarea acceptării succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 410; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 98 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 661 bis, nota 25, p. 392; Dalloz, Rép., Succession, No. 462; Suppl., Succession, No. 430, 445; Laurent, IX, No. 306; Huc, V, No. 165, 175; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1641).

**27.** Când eroarea poartă asupra cantumului activului succesoral, ea nu poate constitui o cauză de revocare a acceptării succesiunii, decât în cazul descoperirii unui testament, necunoscut în momentul acceptării, care ar absorbi sau ar diminuea succesiunea cu mai mult de jumătate. (Dalloz, Rép., Succession, No. 519).

**28.** Cu toate că art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) vorbește numai de moștenitorul major, totuși și moștenitorul minor care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, va putea cere revocarea acceptării care a fost determinată de dolul exercitat asupra lui. (Demolombe, XIV, No. 534; Duranton, VI, No. 450, 451; Mourlon, II, No. 238; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, p. 307; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, nota 18, p. 383; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 452; Laurent, IX, No. 362; Huc, V, No. 176; Baudry

et Wahl, Successions, II, No. 2330; Planiol, III, p. 411, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 265, nota 5, 269, text și nota 1).

**29.** Minorul nu va putea ataca acceptarea succesiunii pentru cauza de nulitate sau pentru cauza de leziune decât în aceleași condițiuni prevăzute pentru moștenitorul major. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, nota 18, p. 383; Dalloz, Rép., Succession, No. 525; Suppl., Succession, No. 452; Laurent, IX, No. 362; Huc, V, No. 176; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2330).

**30.** Dispozițiile art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) își găseseră aplicațiunea și la revocarea acceptării succesiunii făcută de un moștenitor interzis. (Demolombe, XIV, No. 534; Mourlon, II, No. 238; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 452; Laurent, IX, No. 362; Huc, V, 176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 265, nota 5).

**31.** Dispozițiile art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la acceptarea pur și simplu a succesiunii cât și la acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar. (Demolombe, XIV, No. 534; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 17, p. 382 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 523; Suppl., Succession, No. 452; Laurent, IX, No. 355; Huc, V, No. 175; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2327; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 264, 266, 270, nota).

**32.** Creditorii moștenitorului care a acceptat succesiunea în condițiile prevăzute de art. 783 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.), au dreptul să ceară anularea acceptării. (Demolombe, XIV, No. 557; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, IV; Mourlon, II, 268; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 20, p. 384; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 453; Laurent, IX, No. 364; Huc, V, No. 174; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2335; Planiol, III, No. 1990; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 266, 272, 273; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 660, 661).

**33.** Creditorii succesiunii nu au dreptul să ceară anularea acceptării, ci numai separația de patrimoniu. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 273; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 660).

**34.** Moștenitorul care va cere revocarea acceptării pentru descoperirea unui testament, va trebui să dovedească că în momentul acceptării el nu avea cunoștință de existența testamentului. (Duranton, VI, No. 457; Demolombe, XIV, No. 547; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 271).

**35.** Deasemenea moștenitorul care va cere revocarea acceptării pentru dol, violență sau leziune, va fi obligat să dovedească afirmația sa și pentru ca hotărîrea obținută să fie opozabilă celor interesați în cauză cum sunt: legatarii, creditorii, etc., va trebui să ceară punerea

lor în cauză. (Duranton, VI, No. 467; Demolombe, XIV, No. 556; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 271).

**36.** Pentru calcularea termenului în care trebuie introdusă acțiunea în anulare sau resciziune a acceptării succesiunii, după o părere, se vor aplica dispozițiile art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) și prin urmare, această acțiune se prescrie prin trecere de zece ani, care vor curge fie dela descoperirea dolului sau dela încetarea violenței, fie dela data descoperirii testamentului necunoscut în momentul acceptării succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 555; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 385; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 454; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 271, 272; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 662).

**37.** După altă părere, acțiunea în nulitate sau resciziune se va prescrie prin trecere de treizeci de ani, cari vor curge dela data descoperirii dolului sau testamentului. (Mourlon, II, No. 240; Marcadé, art. 783; Dalloz, Rép., Succession, No. 527; Suppl., Succession, No. 454; Laurent, IX, No. 362; Huc, V, No. 176; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2343; Planiol, III, No. 1988; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 271, 272).

**38.** După a treia părere, prescripția va începe a curge din ziua acceptării iar nu din ziua descoperirii dolului sau eroarei sau din ziua încetării violenței. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 272; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 662).

**39.** În cazul când după descoperirea dolului sau testamentului, moștenitorul a făcut acte de moștenitor, acțiunea de revocare a acceptării nu mai poate fi admisă. (Duranton, VI, No. 465; Demolombe, XIV, No. 554; Marcadé, art. 783; Dalloz, Rép., Succession No. 527; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 272, text și nota 4).

**40.** Nulitatea acceptării poate fi opusă de către moștenitor și pe cale de excepțiune într-o acțiune introdusă contra lui de un legatar sau un creditor al succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 528; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 266, 276).

**41.** Tribunalul competent ca să judece acțiunea anulării unei acceptări de succesiune, este acel al domiciliului debitorului iar nu acel al locului deschiderii succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 276).

**42.** Efectul acțiunii în revocare este, în principiu, de a repune lucrurile în starea în care se găseau înainte de acceptare ca și cum acceptarea nu ar fi avut loc; acest efect are loc atât față de ceilalți comoștenitori cât și față de legatarii și creditorii succesiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 456; Planiol, III, No. 1989; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 274, 275; C. Hamangiu,

I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 663).

**43.** După revocarea acceptării, moștenitorul are dreptul să accepte moștenirea pur și simplu sau sub beneficiu de inventar, precum și să renunțe la ea. (Dalloz, Rép., Succession, No. 537; Suppl., Succession, No. 456; Planiol, III, No. 1989; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 274, 275; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 663).

**44.** Moștenitorul care a obținut revocarea acceptării sale, dacă apoi renunță la succesiune, în raport cu comoștenitorii săi, trebuie să le restituie tot ce a primit în calitate de moștenitor și are dreptul să ceară dela ei restituirea bunurilor ce le-a raportat precum și cheltuielile ce le-a făcut în interesul moștenirii. (Demolombe, XIV, No. 562 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, p. 386; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 456; Laurent, IX, No. 366, 368; Huc, V, No. 176; Baudry et Wahl, Successions, No. 2346; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 275; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 663).

**45.** Partea moștenitorului care a obținut revocarea acceptării, revine de drept comoștenitorilor săi cari au acceptat succesiunea, fără ca ei să aibă dreptul să revină asupra acceptării lor, fără a se face distincție dacă acceptarea lor este anterioară, concomitentă sau posterioară acceptării revocate nici dacă ei au avut sau nu cunoștința de acceptarea revocată în momentul acceptării lor. (Demolombe, XIV, No. 566; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 16, p. 382; Dalloz, Rép., Succession, No. 536; Suppl., Succession, No. 457; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2294, 2323).

**46.** În caz de revocarea acceptării, moștenitorul în relațiunile cu terții creditori ai succesiunii și față de legatari, este considerat că nu a fost niciodată moștenitor și toate angajamentele ce a făcut în calitate de moștenitor sunt considerate ca nule. (Dalloz, Rép., Succession, No. 529, 535; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 275).

**47.** Instrăinările făcute de moștenitorul care a obținut revocarea acceptării sale, în timpul când posedă bunurile sucesorale, vor fi guvernate de aceleași reguli aplicabile la instrăinările făcute de medele aparent. (Dalloz, Rép., Succession, No. 530; Suppl., Succession, No. 458; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2353; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 275; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III No. 663).

**48.** Moștenitorul care a obținut anularea acceptării sale pur și simplu și care apoi primește succesiunea sub beneficiu de inventar, va avea dreptul să ceară înapoi ceea ce plătitese, peste partea cuvenită lui, ca moștenitor pur și simplu. (Laurent, IX, No. 368; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 275).

**49.** Acțiunea în petițiunea de ereditate este acțiunea reală prin care o persoană care se pretinde chemată la o moștenire, reclamă, dela cei cari dețin succesiunea în total sau în parte, și cari la rândul lor se pretind moștenitori universali ai defunctului sau avânzii cauza ai acestor moștenitori, recunoașterea drepturilor sale de moștenitor și delasarea bunurilor succesoriale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 428; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 460; Laurent, IX, No. 501; Huc, V, No. 259; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1146; Planiol, III, No. 2046; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 894, 895, 906).

**50.** Acțiunea în petițiune de ereditate se deosebește atât de acțiunea în revendicare cât și de acțiunea în partaj. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 464; Planiol, III, No. 2048; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 65, nota 2, 458, nota 2, 895, 896).

**51.** Acțiunea prin care se reclamă un singur obiect din succesiune posedat de o persoană în calitate de succesor universal este o acțiune în petițiune de ereditate iar nu o acțiune în revendicare. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, text și nota 9, p. 430; Dalloz, Rép., Succession, No. 464; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1168; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 895).

**52.** Acțiunea în petițiune de ereditate, după o părere, trebuie exercitată numai de ruda în gradul succesibil cel mai apropiat, așa încât păritul poate să înlăture cererea unui moștenitor dacă dovedește că există rude mai apropiate în gradul succesibil decât cel care a introdus acțiunea. (Demolombe, XIII, No. 153; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 461; Laurent, IX, No. 236, 504; Huc, V, No. 260; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1166; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 902, 903).

**53.** După altă părere, în cazul când moștenitorul în gradul succesibil cel mai apropiat stă în inacțiune, acțiunea în petițiune de ereditate poate fi introdusă de moștenitorul chemat a veni la succesiune în gradul următor și chiar de fiecare rudă în gradul succesibil. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 383, p. 323; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 429; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 461).

**54.** Au dreptul să introducă acțiunea în petițiune de ereditate, pe lângă moștenitorii legitimi, și alți moștenitori universali sau cu titlu universal, cum sunt moștenitorii neregulați cari au obținut trimiterea în posesiune, precum și cumpărătorii sau cesionarii de drepturi succesoriale. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 463; Laurent, IX, No. 504, 509, 510; Huc, V, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 896, 897).

**55.** Acțiunea în petițiune de ereditate se transmite moștenitorilor celui ce are dreptul s'o introducă. (Dalloz, Rép., Suppl.,

Succession, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 897).

**56.** Acțiunea în petițiune de ereditate este divizibilă între moștenitorii cari au dreptul s'o introducă, fiecare în proporțiune cu partea sa succesorală. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 463; Laurent, IX, No. 505; Huc, V, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 896).

**57.** Acțiunea în petițiune de ereditate poate fi îndreptată contra oricărei persoane care nu recunoaște reclamantului calitatea de moștenitor cu privire la lucrurile ce le posedă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 429, 430; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 464; Laurent, IX, No. 511; Huc, V, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 898).

**58.** Acțiunea în petițiune de ereditate poate fi îndreptată și contra cumpărătorului de drepturi succesoriale. (Laurent, IX, No. 513 bis; Huc, V, No. 261; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 898).

**59.** Acțiunea în petițiune de ereditate se prescrie prin trecere de treizeci ani potrivit dreptului comun. (Laurent, IX, No. 514; Huc, V, No. 264; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 194; Planiol, III, No. 2048; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 458, nota 2, 896, 903, 904, 905).

**60.** Creditorii unui moștenitor au dreptul să exercite acțiunea în petițiune de ereditate, în numele debitorului lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 897).

**61.** Curatorul unei succesiuni vacante are dreptul să introducă acțiunea în petițiune de ereditate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 897).

**62.** Acțiunea în petițiune de ereditate aparține și străinilor iar nu numai Românilor, însă nu în privința bunurilor rurale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 897, 898).

**63.** Dacă moștenitorul a reușit în acțiunea în petițiune de ereditate, posesorul evins căruia i se dă denumirea de erede aparent, va fi obligat să restituie adevăratului moștenitor toate bunurile succesoriale ce le posedă cu toate accesoriile și îmbunătățirile rezultate din faptul său sau din faptul naturii, el având dreptul la restituirea cheltuielilor necesare și utile potrivit dreptului comun. (Pothier, Propriété, IX, No. 402, 429, 445; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 431; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 468; Laurent, IX, No. 525, 530; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 906, 908 urm.).

**64.** Dacă posesorul a plătit din banii săi datorii succesiunii, el va avea dreptul la restituirea sumelor plătite, deoarece plata datoriiilor sunt niște cheltuieli necesare. (Huc, V, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 910).

**65.** Posesorul evins este considerat de bună credință totdeauna când avea credința, printr'o eroare de drept sau eroare de fapt, că avea dreptul, după lege, la succesiune. (Pothier, Propriété, IX, No. 395; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p.

434; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 465; Laurent, IX, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 906, 907).

**66.** Posesorul va fi considerat că este de rea credință numai atunci când cunoscând că există moștenitori în grad succesibil mai apropiat, știă că ei nu s'au prezentat pentru a reclama succesiunea din cauză că nu aveau cunoștință de deschiderea succesiunii în profitul lor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 434; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 465).

**67.** După altă părere, posesorul va fi considerat că este de rea credință când avea cunoștință că existau moștenitori din grad succesibil mai apropiat cari îl excludeau dela succesiune. (Demolombe, XIV, No. 228; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 465; Laurent, IX, 521; Huc, V, No. 264, 265; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1199; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 906, 907).

**68.** Faptul că moștenitorii nesezinari s'au pus în posesiunea bunurilor succesoriale, fără a cere trimiterea în posesiune dela justiție nu poate fi considerat ca o rea credință. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 907; Contra: Chabot, Successions, I, art. 773, No. 6).

**69.** Din momentul introducerii acțiunii în petițiune de ereditate, dacă este admisă, buna credință a posesorului înțețază. (Pothier, Propriété, IX, No. 397; Laurent, IX, No. 542; Huc, V, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 907, 910, nota 3).

**70.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă posesorul este de bună sau de rea credință și data de când el a devenit de rea credință. (Huc, V, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 907).

**71.** Posesorul de rea credință trebuiește să repare toate prejudiciile cauzate lucrurilor din vina sau neglijența sa; posesorul de bună credință nu datorește reparațiuni decât în măsura profitului ce l-a tras din deteriorările comise lucrurilor obligat să le restituie. (Pothier, Propriété, IX, No. 435; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 431 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 467; Laurent, IX, No. 529 urm.; Huc, V, No. 265 urm.; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1207; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 910).

**72.** Posesorul de bună credință care a înstrăinat, cu titlu oneros, bunurile succesiunii, trebuiește să restituie moștenitorului adevărat numai ceace a primit în schimbul înstrăinării, pe când posesorul de rea credință trebuiește să restituie moștenitorului adevărat valoarea bunurilor înstrăinate. (Pothier, Propriété, IX, No. 417 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 431 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 467; Laurent, IX, No. 529 urm.; Huc, V, No. 265 urm.; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1207; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 911, 912).

**73.** Posesorul de bună credință care

a înstrăinat, cu titlu gratuit, bunurile succesiunii, nu are, în principiu, nici o obligație pe când posesorul de rea credință trebuiește să despăgubească în întregime pe adevăratul moștenitor. (Pothier, Propriété, IX, No. 423; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 431 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 467; Laurent, IX, No. 529 urm.; Huc, V, No. 265 urm.; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1207; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 911, 912).

**74.** Fructele bunurilor succesoriale culese înainte de exercitarea acțiunii în petițiune de ereditate trebuiește restituite numai de posesorul de rea credință iar nu și de cel de bună credință. (Pothier, Propriété, IX, No. 431; Duranton, I, No. 586; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, text și notele 20 urm., p. 433 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 466; Laurent, IX, No. 541 urm.; Huc, V, No. 267; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1202, 1205, 1222, 1223; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 909, 913 urm.).

**75.** Actele de administrație făcute de moștenitorul aparent sunt, după o părere, valabile. (Demolombe, XIV, No. 234 urm.; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 176 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 437; Dalloz, Rép., Succession, No. 541; Suppl., Succession, No. 469; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1246; Guillaouard, Contrat de louage, I, No. 56; Planiol, III, No. 2059; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 916, 917).

**76.** După altă părere, actele de administrație făcute de moștenitorul aparent, sunt nule. (Duranton, XVII, No. 135; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 471; Laurent, IX, No. 556 urm.; Huc, V, No. 271 urm.).

**77.** Potrivit dispozițiilor art. 1240 c. civ. fr. (1097 c. civ. rom.) plata făcută cu bună credință moștenitorului aparent este valabilă făcută, precum este valabilă și exercitarea tuturor acțiunilor personale privitoare la un drept de creanță, activ și pasiv cu privire la succesiune. (Demolombe, XIV, No. 236; Laurent, IX, No. 557; Huc, V, No. 273; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1230; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 917).

**78.** Înstrăinarea obiectelor mobiliare distincte, din succesiune este valabilă în virtutea dispozițiilor art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.) (Demolombe, II, No. 252; XIV, No. 240; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, nota 32, p. 437; Dalloz, Rép., Succession, No. 542; Suppl., Succession, No. 470; Laurent, IX, No. 561; Huc, V, 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 918).

**79.** Vânzarea întregii succesiuni, care este compusă din lucruri mobile, nu este valabilă, ci numai vânzarea obiectelor mobile distincte din succesiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 542; Huc, V, No. 274; Planiol, III, No. 2056; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 919).

**80.** Înstrăinările cu titlu gratuit, fie de

mobile, fie de imobile, făcute de moștenitorul aparent sunt nule față de adevăratul moștenitor. (Demolombe, II, No. 251; XIV, No. 241; Mourlon, I, No. 494; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, p. 438 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 546; Suppl., Succession, No. 470; Laurent, IX, No. 561; Huc, V, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 919).

**81.** Instrăinările silite de imobile făcute de creditorii succesiunii, față de moștenitorul aparent sunt valabile și față de adevăratul moștenitor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 543; Suppl., Succession, No. 470).

**82.** Instrăinările de imobile cu titlu oneros, făcute de moștenitorul aparent, cu clauza negarantării în caz de evicțiune, nu sunt opozabile moștenitorului adevărat, deoarece din înscrierea clauzei de negaranție se deduce că părțile aveau îndoială în privința drepturilor vânzătorului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 547; Suppl., Succession, No. 470).

**83.** Instrăinările cu titlu oneros, de imobile distincte din succesiune, făcute de moștenitorul aparent, când cumpărătorul a fost de bună credință, chiar dacă moștenitorul aparent a fost de rea credință, după părerea dominantă sunt opozabile adevăratului moștenitor, în virtutea eroarei comune și invincibile. (Demolombe, XIV, No. 232 urm.; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 181 bis, IV urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, p. 954; ed. 4-a, VI, § 616 text și nota 32, p. 437 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 550; Huc, I, No. 452 urm.; V, No. 270 urm.; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1233 urm.; Planiol, III, No. 2060).

**84.** După altă părere, chiar dacă cumpărătorul ar fi fost de bună credință, instrăinările cu titlu oneros, de imobile distincte din succesiune, făcute de moștenitorul aparent, sunt nule. (Dalloz, Rép., Succession, No. 549; Laurent, IX, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 921, 922).

**85.** În ceceea privește vânzarea întregii succesiuni, făcută de moștenitorul aparent, ea este nulă, chiar dacă ambele părți ar fi de bună credință. (Dalloz, Rép., Succession, No. 555; Huc, V, No. 274; Pla-

niol, III, No. 2056; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 919).

**86.** Soluțiunile prevăzute mai sus pentru instrăinările imobilelor succesiunii, își găsesc aplicațiunea și la constituiri de drepturi reale, cum sunt ipoteca și servituțiile, consimțite de moștenitorul aparent. (Dalloz, Rép., Succession, No. 573; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 920, 921).

**87.** Hotărârile obținute față de moștenitorul aparent, cu privire la bunurile succesoriale, au, în principiu, autoritate de lucru judecat și față de moștenitorul adevărat, dacă nu a fost o înțelegere frauduloasă între părți. (Demolombe, II, No. 238; Larombière, Obligations, IV, art. 1251, No. 97; Demante, I, No. 176 bis, IV; Aubry et Rau, VIII, § 769, p. 378; Dalloz, Rép., Succession, No. 544; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 917, 918; Contra: Marcadé, art. 1351, No. XIV; Laurent, IX, No. 559; Comp.: Huc, V, No. 273).

**88.** Tranzacțiunile încheiate de moștenitorul aparent, cu privire la bunurile succesoriale, sunt ca și hotărârile obținute în contra sa, opozabile adevăratului moștenitor. (Demolombe, II, No. 239; Dalloz, Rép., Succession, No. 545; Baudry et Wahl, Transaction, No. 1231; Guillaouard, Transaction, No. 53; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 918; Contra: Duranton, I, No. 571; Laurent, IX, No. 560; Huc, XII, No. 286).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Principiul din materia succesiunilor ab intestat că odată ce ai acceptat succesiunea nu te mai poți lepăda de dănsa, aplicabil și la legate, nu poate fi înțeles în sensul că nu ai putea să renunți a o mai reclamă, retrăgându-ți acțiunea ce o făcuseși în acest scop, ci că, chiar dacă în urmă ai renunțat să-l mai reclami legatul, rămâi totuși răspunzător de consecințele care decurg din acceptarea lui, putând fi obligat să contribui la plata sarcinilor și datoriiilor succesiunii în proporțiunea legatului. (Trib. Ilfov, s. I c. c. 1393 din 14 Decembrie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 88. Curier, Jud. 25/1926).

### Secțiunea II. — Despre renunțarea la succesiune.

**Art. 695.** — Renunțarea la succesiune nu se presupune; ea nu se poate face decât la grefa tribunalului de prima instanță a districtului în care succesiunea s'a deschis, și pe un registru ținut anume pentru aceasta. (Civ. 95, 199, 201, 405 urm., 430, 454, 691, 693, 694, 696, urm., 700 urm., 704, 706, 752, 755, 791, 928; Pr. civ. 63; L. jud. oc. 34; Civ. Fr. 784).

*Text. fr. Art. 784.* — La renonciation à une succession ne se présume pas: elle ne peut plus être faite qu'au greffe du tribunal de première instance



dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte, sur un registre particulier tenu à cet effet.

## Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. Rochechouart (Haute-Vienne) 15 Aug. 1920, Pand. Rom. 1926, III, 71;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 100; *Despre succesiuni*, p. 36 urm.;  
 LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, pg. 15, 59, 86.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acceptare 19.	Inscriere 2, 3.
Acceptarea succesiunii 1, 21.	Interpretare 34.
Act sub semnătură privată 6, 11, 12.	Inventar 3.
Anulare 4, 5, 7, 8, 9, 16, 25, 26, 29, 31, 32, 33.	Invocare 29.
Autentic act 5, 6, 11.	Judecătorii de ocoale 17.
Autorizație 23.	Legalizare 11, 12.
Calitate 34.	Legat 25, 26.
Capacitate 21, 22, 23.	Mandat 10, 11, 12, 13.
Condițiune 24, 26, 27.	Moștenire 1 urm.
Consiliu judiciar 22.	Notificare 20.
Convenție 6, 27.	Nulitate 4, 5, 7, 8, 9, 16, 25, 26, 29, 31, 32, 33.
Declarație 2, 3, 5, 14, 15.	Oficiu 4, 5.
Domiciliu 14.	Pact succesoral 31, 32, 33.
Donațiune 25, 26.	Sacramentali termini 30.
Expres 1, 2.	Semnătură 15, 16.
Femea căsătorită 23.	Succesiune 1 urm.
Foae volantă 9.	Succesiune nedeschisă 31, 32, 33.
Funcționar 4, 5.	Tacit 1.
Grefă 2, 3, 7, 8, 14, 15, 16.	Termin 27.
Indivizibilitate 28.	Termini sacramentali 30.
	Tribunal 2, 3, 7, 8.

## Doctrină.

**1.** Renunțarea la succesiune, spre deosebire de acceptarea succesiunii, nu poate fi tacită, ci numai expresă. (Demolombe, XV, No. 16; Dalloz, Rép., Succession, No. 574, Suppl., Succession, No. 477; Laurent, IX, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 277, 278; C. Hamangiu, I. Rosetti, Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 680, 681; Traian Ionașcu, Succesiuni și liberalități, p. 152).

**2.** Renunțare expresă la succesiune, în principiu, nu este valabilă decât dacă este făcută printr'o declarație înscrisă pe un registru ținut anume pentru aceasta la grefa tribunalului de primă instanță a județului în care s'a deschis succesiunea. (Demolombe, XV, No. 11 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 578; Suppl., Succession, No. 478; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 279, 280; C. Hamangiu, I. Rosetti, Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 680; Traian Ionașcu, Succesiuni și liberalități, p. 152).

**3.** De îndată ce moștenitorul a făcut declarația de renunțare la succesiune care a fost înscrisă în registrul special ținut pentru aceasta la grefa tribunalului renunțarea este valabilă, cu toate că nu s'a făcut încă inventarul succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 585; Suppl., Succession, No. 488; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2250, 2251; Comp.: Traian Ionașcu, p. 152).

**4.** Renunțarea la succesiune făcută la oficiul unui alt funcționar public, afară

de grefa tribunalului de primă instanță, nu este valabilă. (Dalloz, Rép., Succession, No. 578).

**5.** Renunțarea la succesiune făcută de un moștenitor printr'o declarație unilaterală la oficiul unui alt funcționar public, afară de grefa tribunalului de primă instanță, chiar dacă ar fi cuprinsă într'un act autentic nu este opozabilă nici moștenitorului care a făcut-o, nici comostenitorilor săi. (Duranton, VI, No. 472; Demolombe, XIV, No. 442 bis; XV, No. 11 20 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 411; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 478; Laurent, IX, No. 462, 467; Huc, V, No. 178; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2227; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 279).

**6.** Renunțarea la succesiune cuprinsă într'o convențiune, încheiată între comostenitori, căreia îi formează unul dintre elemente sau accesorul, este valabilă fie ea făcută sub forma autentică sau sub semnătură privată și poate rezulta chiar în mod tacit din cuprinsul clauzelor convențiunei. (Demolombe, XV, No. 20 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 411, 412; Dalloz, Rép.; Suppl.; Succession, No. 479; Vazeille, Successions, I, Art. 784, No. 2; Mtefi Cantacuzino, p. 420; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 681; Contra: Laurent, IX, No. 452, Huc, V, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 279, nota 2).

**7.** Sub pedeapsa de nulitate, renunțarea trebuiește făcută la grefa tribunalului de primă instanță în care s'a deschis succesiunea (Demolombe, XV, No. 16, 19; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 615, p. 411; Dalloz, Rép., Succession, No. 580; Suppl., Succession, No. 485; Laurent, IX, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pag. 280).

**8.** Renunțarea făcută la grefa altui tribunal decât al județului în care s'a deschis succesiunea, este nulă atât față de moștenitorul care renunță cât și față de terțele persoane. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 280, nota 4).

**9.** Renunțarea la succesiune făcută în mod verbal, sau înscrisă pe o foaie volantă sau pe alt registru afară de acel ținut special pentru aceasta, este nulă. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 280, text și nota 4).

**10.** Declarația de renunțare la succesiune poate fi făcută în mod valabil printr'un mandatar. (Duranton, VI, No. 472; Demolombe, XV, No. 14; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 411; Vazeille, Successions, Art. 784, No. 3; Dalloz, Rép., Succession, No. 582; Suppl., Succession, No. 484; Laurent, IX, No. 429; Huc, V, 178; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 281; Traian Ionașcu, p. 152).

**11.** Mandatul pentru renunțare la succesiune trebuie să fie special, dat în scris, însă nu este nevoie să fie autentificat ci poate fi și sub semnătură privată însă legalizat. (Demolombe, XV, No. 14; Mourlon, II, No. 247; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 318, nota 14, p. 315; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, text și nota 9, p. 411; Dalloz, Rép., Succession, No. 582; Suppl., Succession, No. 484; Laurent, IX, No. 429; Huc, V, No. 178; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 281; Contra: Traian Ionașcu, p. 152).

**12.** Mandatul de renunțare la succesiune este valabil chiar dacă semnătura renunțătorului nu este legalizată. (Duranton, VI, No. 472; Vazeille, Successions, Art. 784, No. 3; Dalloz, Rép., Succession, No. 582; Contra: Chabot, Successions, II, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 281).

**13.** Mandatul de renunțare la succesiune, va trebui să fie anexat la registrul renunțărilor. (Duranton, VI, No. 472; Demolombe, XV, No. 14; Dalloz, Rép., Succession, No. 582; Suppl., Succession, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 281).

**14.** Declarația de renunțare făcută nu în localul greșii tribunalului, ci la domiciliul renunțătorului unde greșierul a transportat registrul special este valabilă. (Demolombe, XV, No. 17; Laurent, IX, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 280 nota 4).

**15.** Declarația de renunțare la succesiune trebuie să fie semnată de cel care o face; în cazul când renunțătorul nu știe carte, greșierul va face mențiune despre aceasta subscriind mențiunea. (Demolombe, XV, No. 12; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 280).

**16.** Declarația de renunțare la succesiune nesemnată de cel care o face sau de greșier este nulă. (Demolombe, XV, No. 16; Laurent, IX, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 280).

**17.** Potrivit dispozițiilor art. 54 din legea judecătorilor de ocoale, declarația de renunțare la succesiune se poate face și la judecătoria de ocol a locului unde s'a deschis succesiunea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 280; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 681).

**18.** În cazul când moștenitorul ar lua o calitate incompatibilă cu aceea de mo-

ștenitor, el este considerat că a renunțat la succesiune, renunțare care rezultă în mod virtual. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 480; Contra: Huc, V, No. 177).

**19.** Renunțarea la succesiune nu trebuie să fie acceptată de ceilalți moștenitori, deoarece este un act unilateral de voință. (Demolombe, XV, No. 15; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 487; Laurent, XV, No. 15; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 277, 281).

**20.** Renunțarea la succesiune nu trebuie să fie notificată terților interesați, deoarece este un act unilateral. (Demolombe, XV, No. 15; Dalloz, Rép., Succession, No. 586; Suppl., Succession, No. 488; Laurent, IX, No. 431; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2259; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 281).

**21.** Aceleași condițiuni de capacitate pentru a putea accepta o succesiune, se cer și pentru a putea renunța la o succesiune. (Chabot, Successions, II, Art. 784, No. 4; Dalloz, Rép., Succession, No. 589; Suppl., Succession, No. 489; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 285).

**22.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate renunța la succesiune decât cu asistența consiliului său judiciar. (Demolombe, XIV, No. 319 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 264; Laurent, IX, No. 425; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 285, nota 1).

**23.** Femea căsătorită nu poate renunța la o succesiune decât cu autorizația soțului său sau a justiției. (Demolombe, XIV, No. 319 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 489; Laurent, IX, No. 425; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 285, nota 1).

**24.** Nu se poate renunța, în principiu la o succesiune cu condițiune, ci numai pur și simplu. (Dalloz, Rép., Succession, No. 665; Suppl., Succession, No. 554; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 278).

**25.** În cazul când moștenitorul a renunțat la succesiune pur și simplu, fără să facă nici o mențiune în privința liberalității ce o primise dela defunct, anularea legatului sau a darului ce ar avea loc după renunțare nu are nici o influență asupra acestei renunțări care rămâne valabilă. (Demolombe, XV, No. 96; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 554; Laurent, IX, No. 460).

**26.** În cazul când moștenitorul cu ocazia renunțării a declarat că renunță la succesiune cu condițiunea ca liberalitatea să nu fie anulată, anularea legatului sau a darului ce va avea loc după renunțare va avea efect asupra renunțării care se va considera ca neavenită. (Demolombe, XV, No. 97, 98; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 554; Laurent, IX, No. 458, 459; Huc, V, No. 179; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1407, 1411).

**27.** În cazul când renunțarea s'a făcut printr'o convențiune încheiată între com-

ștenitori, ea poate fi supusă unui termen sau condițiune. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 554; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1410).

**28.** Renunțarea la succesiune, în principiu, este indivizibilă în sensul că nu se poate accepta o parte din succesiune și să se renunțe la cealaltă parte. (Demolombe, XIV, No. 556, 557; Aubry et Rau, VI, § 615, p. 409, 410; Daloz, Rép., Succession, No. 660; Suppl., Succession, No. 555; Laurent, IX, No. 426, 458; V, No. 179; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 278).

**29.** Nulitatea unei renunțări făcută în altă formă decât cele prevăzute de art. 784 c. civ. fr. (695 c. civ. rom.) poate fi invocată de oricine, chiar de moștenitorul care a făcut-o. (Demolombe, XV, No. 16, 19; Laurent, IX, No. 462, 467; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 279).

**30.** Renunțarea la succesiune nu trebuie să cuprindă anumii termeni sacramentali. (Demolombe, XV, No. 8; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 280).

**31.** Nu se poate renunța la o succesiune nedeschisă încă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 281).

**32.** Nu se poate renunța la o succesiune de către moștenitorul în grad următor cât timp moștenitorul din gradul anterior

nu a renunțat, deoarece nu se poate renunța la un drept care aparține unei alte persoane. (Pothier, Successions, VIII, p. 145; Laurent, IX, No. 421; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 282).

**33.** Un moștenitor nu poate renunța la o succesiune deschisă când el nu are cunoștință de deschiderea ei și de chemarea sa la succesiune. (Pothier, Successions, VIII, p. 145; Laurent, IX, No. 422; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 282, text și nota 1).

**34.** Moștenitorul care are mai multe calități, va trebui să arate calitatea în care renunță; dacă nu arată calitatea, se va interpreta în mod restrictiv. (Demolombe, XV, No. 9; Laurent, IX, No. 457; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 283).

**35.** A se vedea: art. 199, 405, 450, 458, 687 și 691 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Grefierul nu este ținut să facă mențiune în procesul verbal de renunțare că s'a încredințat de identitatea părților. (Cas. I, 2753 din 26 Mai 1926. Pand. Săpt. 57/1926).
2. A se vedea: art. 700, nota 1.

**Art. 696.** — Eredele ce renunță este considerat că n'a fost niciodată erede. (Civ. 688, 699, 701, 752, 975, 976, 1015, 1019; Civ. Fr. 785).

*Text. fr. Art. 785.* — L'héritier qui renonce, est censé n'avoir jamais été héritier.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 36 urm;  
HOZOC D., *Notă* sub Cas. I, 460 din 10 Nov. 1906, Pand. Rom. 1926, I, 158.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 785 c. civ. fr. (696 c. civ. rom.) moștenitorul care renunță la succesiune este considerat că nu a fost niciodată moștenitor. Consecința acestor dispozițiuni este că moștenitorul care renunță la o succesiune este lipsit de toate avantajele ce ar fi putut scoate din succesiune, însă este în același timp descărcat de orice obligație ce ar fi decurs din calitatea sa de moștenitor, dacă ar fi acceptat succesiunea. (Daloz, Rép., Succession, No. 652; Suppl., Succession, No. 544; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 684; Traian Ionașcu, p. 152).

**2.** Renunțarea la succesiune are efectul unei condițiuni rezolutorii. Deși legea nu vorbește de condițiune rezolutorie, însă ea a fost închipuită de doctrină pentru a se da o explicație efectului retroactiv al renunțării. (Demolombe, XV, No. 24; De-

mante et Colmet de Santerre, III, No. 105; Mourlon, II, No. 205, nota 1; Laurent, IX, No. 453; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 284, 285; Comp. C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 684).

**3.** Prin renunțarea la succesiune, actele curat conservatorii, de îngrijire și de administrațiune provizorie făcută de moștenitor potrivit dispozițiilor art. 779 c. civ. fr. (690 c. civ. rom.), înainte de renunțare, sunt menținute. (Demolombe, XV, No. 35; Mourlon, II, No. 255; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 544; Laurent, IX, No. 454; Planiol, III, No. 1998, 2028; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 285; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 684).

**4.** Moștenitorul care a renunțat la succesiune trebuie să restituie bunurile succesoriale și fructuale ce le-a cules dela deschiderea succesiunii. (Demolombe, XV, No. 50; Daloz, Rép., Suppl., Succession,

No. 544; Laurent, IX, No. 454; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 285).

**5.** Moștenitorul care a renunțat la succesiune nu poate fi obligat să raporteze liberalitățile primite dela defunct. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 544; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 684).

**6.** Drepturile reale consimțite de moștenitorul, care a renunțat la succesiune, asupra bunurilor successorale, nu sunt valabile. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 544).

**7.** Prin renunțarea la succesiune, drepturile moștenitorului renunțator în contra

succesiunii, și ale succesiunii în contra moștenitorului nu se sting prin confuziune. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 544; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 684).

**8.** Prin renunțare, moștenitorul pierde numai drepturile cu caracter material care privesc concesiunea iar nu și pe cele cu caracter moral. Astfel moștenitorul care a renunțat la succesiune nu pierde dreptul de a urmări pe cei cari aduc atingere numelui sau memoriei defunctului. (Huc, V, No. 183).

**9.** A se vedea: art. 752 din codul civil cu notele respective.

**Art. 697.** — Partea renunțătorului profită coerezilor săi; dacă este singur, succesiunea trece la gradul următor. (Civ. 121, 659 urm., 691, 692, 696, 701, 929 urm., 965; Civ. Fr. 786).

*Text. fr. Art. 786.* — La part du renonçant accroît à ses cohéritiers; s'il est seul, elle est dévolue au degré subséquent.

### Bibliografie (continuare).

Hozoc D., *Notă* sub C. Apel Buc. S. III, 186 din 3 Noembrie 1890, Pand. Rom. 1925, II, 146.

### Doctrină.

**1.** Formula prevăzută de art. 786 c. civ. fr. (697 c. civ. rom.), nu este exactă decât atunci când defunctul a lăsat ca moștenitori descendenți cari vin la succesiune în numele lor, sau frați sau surori. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 545; Huc, V, No. 182; Comp.: Colin et Capitant, III, p. 475; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 283, nota 3, 285, 286; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 685).

**2.** În cazul când moștenitorul care renunță la succesiune eră chemat la succesiune, împreună cu alți moștenitori, partea sa profită acestor comoștenitori. (Daloz, Rép., Succession, No. 655; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 285, 286, 287; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 685; Traian Ionașcu, p. 154).

**3.** Partea renunțatorului profită coerezilor săi, fără voia lor, deoarece, potrivit principiilor de drept, acceptarea succesiunii este indivizibilă. (Duranton, VI, No. 458; Demolombe, XIV, No. 566; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 106 bis, II; Marcadé, art. 786; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 609, text și nota 10, p. 365; Daloz, Rép., Succession, No. 655; Suppl., Succession, No. 546; Laurent, IX, No. 441; Huc, V, No. 182; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2294; Planiol, III, No. 2030; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 288; Contra: Vazeille, Successions, I, art. 786, No. 2).

**4.** Partea renunțatorului, profită coerezilor săi, fără voia lor, indiferent dacă acceptarea coerezilor s'a făcut înainte sau după renunțarea comoștenitorului și chiar

dacă acesta renunță după ce a cerut și obținut revocarea acceptării sale. (Demolombe, XV, No. 48; Marcadé, art. 786; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 16, p. 382; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 546; Laurent, IX, No. 442; Huc, V, No. 182; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2294; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 288; Comp. Contra: Duranton, VI, No. 464; Mourlon, II, No. 256; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 106 bis, II).

**5.** În cazul când există moștenitori din două linii, partea renunțătorilor profită comoștenitorilor din linia sa. (Daloz, Rép., Succession, No. 656; Comp. Traian Ionașcu, p. 154).

**6.** Pentru ca partea renunțătorilor să profite moștenitorilor din cealaltă linie, trebuie că să nu mai existe nici o rudă în grad succesibil în linia renunțătorului. (Daloz, Rép., Succession, No. 656; Traian Ionașcu, p. 154).

**7.** În cazul când moștenirea se împarte pe tulpină, partea renunțătorului va profită numai comoștenitorilor din aceeași tulpină. (Daloz, Rép., Succession, No. 656; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 290; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 685; Traian Ionașcu, p. 154).

**8.** Potrivit dispozițiilor art. 786 c. civ. fr. (697 c. civ. rom.), în cazul când renunțătorul este singur în gradul succesibil, succesiunea trece la gradul următor. (Daloz, Rép., Succession, No. 655; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 287; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 685; Traian Ionașcu, p. 154).

**Art. 698.** — Eredele renunțător nu poate fi reprezentat nici-odată. Dacă renunțătorul este singur în gradul său, sau dacă toți coerezii săi renunță, copiii lor vin la succesiune în virtutea propriului lor drept, pentru părți egale. (Civ. 658, 664 urm., 668, 697; Civ. Fr. 787).

*Text. fr. Art. 787.* — On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé: si le renonçant est seul héritier de son degré, ou si tous ses cohéritiers renoncent, les enfants viennent de leur chef et succèdent par tête.

### Doctrină.

1. Art. 787 c. civ. fr. (698 c. civ. rom.), este inutil față de dispozițiunile generale ale art. 744 c. civ. fr. (668 c. civ. rom.). (Duranton, VI, No. 181, 495; Marcadé, art. 787; Laurent, IX, No. 71; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 289).

2. Dispozițiunile art. 787 c. civ. fr. (698

c. civ. rom.), sunt consecințele principiului după care nu se poate reprezenta o persoană în viață și a principiului că reprezentantul are aceleași drepturi ca reprezentatul (Dalloz, Rép., Succession, No. 659; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 289; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 687; Comp.: Traian Ionașcu, p. 152).

**Art. 699.** — Creditorii aceluia ce renunță în paguba lor pot să ia autorizațiunea justiției ca să accepte succesiunea pentru debitorile lor, în locul și rându-l său.

Intr'acest caz renunțarea este anulată numai în favorul creditorilor și numai până în concurența creanțelor lor. Acceptarea nu se face în folosul eredelui care a renunțat. (Civ. 562, 731, 974, 975, 976, 1719, 1843; Civ. Fr. 788).

*Text. fr. Art. 788.* — Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place.

Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances: elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipotecă*, p. 150.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1 urm.	Fraudă 8, 9.
Acțiune 20.	Hotărâre 14, 16.
Acțiune indirectă 12.	Judecător sindic 11.
Anulare 1 urm.	Legatari 26.
Autorizație 16—20.	Moștenire 1 urm.
Calitate 21.	Nulitate 1 urm.
Cerere 18.	Opoziție 19.
Comoștenitori 10, 14, 19, 20, 21, 24, 25.	Prejudiciu 7, 8, 9, 10.
Competență 15.	Prescripție 12, 13.
Creditori 1 urm.	Probă 6.
Creditori anteriori 4, 5, 6, 27.	Raport succesoral 23.
Creditorii succesiunii 3.	Redactare greșită 1.
Dată certă 5, 6.	Renunțare la succesiune 1 urm.
Datoriile succesiunii 23.	Restituire 24, 25.
Domiciliu 15.	Sarcinile succesiunii 23.
Donațiune 9.	Simulație 27.
Dovadă 6.	Solvabilitate 7.
Exercitarea drepturilor 22.	Sucesiune 1 urm.
Faliment 11.	Tribunal 15.
	Urmărire silită 7.

### Doctrină.

1. Textul art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.), este greșit redactat deoarece autorizația justiției de a accepta succesiunea se dă creditorilor moștenitorului după anularea renunțării lor iar nu înainte. (Démolombe, XV, No. 82; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, II; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 502, nota 1, 508).

2. Fiecare creditor în parte are dreptul să beneficieze de dispozițiunile art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.). (Chabot, Successions, II, art. 788, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615 text și nota 35, p. 417; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 697).

**3.** Numai creditorii moștenitorului renunțator au facultatea să accepte succesiunea în locul debitorului lor, iar nu și creditorii succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 697; Suppl., Succession, No. 569; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2585; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 694).

**4.** Numai creditorii anteriori renunțării, au facultatea să exercite drepturile prevăzute de art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.). (Chabot, Successions, II, art. 788, No. 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 615, p. 418; Dalloz, Rép., Succession, No. 696; Suppl., Succession, No. 569; Laurent, XVI, No. 460; Colin et Capitant, III, p. 478; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 697).

**5.** După o părere, data creanței creditorilor anteriori trebuie să fi dobândit data certă pentru a avea dreptul să ceară anularea renunțării și să accepte succesiunea în locul moștenitorului renunțator. (Duranton, VI, No. 514; Demolombe, XXV, No. 254; Dalloz, Rép., Succession, No. 696; Suppl., Succession, No. 569; Laurent, XVI, No. 461).

**6.** După altă părere, pentru ca un creditor, să poată exercita drepturile prevăzute de art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.), nu este necesar ca titlul său de creanță să fi dobândit data certă, deoarece dispozițiile art. 1328 c. civ. fr. (1182 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea în această materie; dacă părțile contestă data titlului, el va putea stabili prin orice mijloc de dovadă antistarea lui. (Aubry et Rau, IV, § 315, text și nota 15, p. 220, 221; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505, nota 2).

**7.** Creditorii moștenitorului renunțator, vor trebui mai întâiu să urmărească avera debitorului lor și numai în cazul când nu vor fi îndestulați vor putea să exercite facultatea prevăzută de art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.), căci cât timp moștenitorul este solvabil, renunțarea nu va aduce nici un prejudiciu creditorilor săi. (Dalloz, Rép., Succession, No. 689; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 697).

**8.** După o părere creditorii pentru a putea anula renunțarea făcută de debitorul lor vor trebui să dovedească paguba lor rezultată din renunțare și fraudă renunțatorului adică cunoștința sa că prin renunțare va produce o pagubă pentru creditorii săi. (Demolombe, XV, No. 79; Larombière, Obligations, II, Art. 1167, No. 14; Beudant, Contrats et Obligations, No. 550; Laurent, IX, No. 475; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 658, 659; Planiol, III, No. 1991; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505, 506).

**9.** După altă părere, este de ajuns dacă renunțarea debitorului este păgubitoare

creditorilor săi deoarece renunțarea gratuită este revocabilă totdeauna numai prin faptul că aduce o pagubă creditorilor fără să fie nevoie să se dovedească și intenția frauduloasă din partea debitorului renunțator. (Duranton, VI, No. 511; Chabot, Successions, II, Art. 788, No. 1; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, nota 6, p. 514; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, text și nota 56, p. 417; Nacu, II, p. 116).

**10.** Dacă ceilalți comoștenitori ai renunțatorului plătesc datoriile creditorilor acestuia, creditorii nu mai au dreptul să accepte succesiunea în locul renunțatorului. (Demolombe, XV, No. 87; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 418; Dalloz, Rép., Succession, No. 690; Suppl., Succession, No. 572; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2579; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508).

**11.** În caz de faliment al moștenitorului renunțator, acțiunea prevăzută de art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.), se va exercita de către judecătorul sindic al falimentului care reprezintă pe creditorii moștenitorului renunțator. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505, nota 1).

**12.** Creditorii moștenitorului care nu s'a pronunțat asupra dreptului său de a accepta sau renunța la o succesiune are dreptul în baza art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.), să primească succesiunea sau legatul în locul debitorului lor cât timp acest drept nu s'a prescris. (Demolombe, XIV, No. 557; XV, No. 55, 76; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 507; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, Al. Băicoianu, III, No. 698; Contra: Laurent, XVI, No. 427; Huc, VII, No. 195).

**13.** Acțiunea creditorilor de a ataca renunțarea moștenitorului renunțator se prescrie prin trecere de treizeci de ani care începe a curge dela data renunțării. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 507; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 698).

**14.** Acțiunea creditorilor va trebui să fie introdusă atât în contra moștenitorului renunțator cât și în contra moștenitorilor cari au beneficiat de renunțare pentru ca hotărîrea de anulare a renunțării să aibă efect față de toți aceștia. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 507).

**15.** Acțiunea în anularea renunțării la moștenire va fi introdusă la tribunalul civil al domiciliului renunțatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 507).

**16.** Prin hotărîrea prin care tribunalul anulează renunțarea se dă și autorizație creditorilor renunțatorului ca să accepte succesiunea în locul debitorului lor. (Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 508).

**17.** După anularea renunțării, tribunalul nu poate refuza autorizația creditorilor ca să accepte succesiunea în locul debito-

rului lor. (Laurent, IX, No. 476; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 308; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 580, nota 7, p. 514; Chabot, Successions, II, art. 788, No. 2).

**18.** Autorizația justiției pentru a beneficia de dispozițiunile art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.), după o părere, se va dobândi de către creditorii moștenitorului renunțator prin o simplă cerere adresată tribunalului. (Daloz, Rép., Succession, No. 694; Suppl., Succession, No. 570).

**19.** În acest caz comoștenitorii renunțatorului au dreptul să facă opoziție la admiterea cererii creditorilor pentru a se discuta contradictoriu cererea lor. (Daloz, Rép., Succession, No. 694).

**20.** După altă părere, dominantă, autorizația justiției se va da numai în urma unei acțiuni introdusă de către creditorii renunțatorului, punându-se în cauză toți cei cari au profitat prin renunțare. (Demolombe, XV, No. 82; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, nota 54, p. 417; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 570; Huc, V, No. 189; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2587).

**21.** Prin acceptarea succesiunii în locul moștenitorului renunțator, creditorii acestuia nu dobândesc calitatea de moștenitori, așa încât ei nu au dreptul să-și aproprieze bunurile succesoriale, ci să le vândă prin justiție și după îndestularea lor, surplusul să-l predea comoștenitorilor renunțatorului, sau când ei lipsesc, moștenitorilor în gradul următor. (Demolombe, XV, No. 88; Mourlon, II, No. 266; Marcadé, art. 788; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, III; Mourlon, II, No. 266; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 580, p. 515; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 615, p. 418; Daloz, Rép., Succession, No. 700; Suppl., Succession, No. 573; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 503, 508, 509, 510).

**22.** Creditorii cari acceptă succesiunea în numele debitorului lor renunțator, pot exercita toate drepturile și acțiunile pe care le-ar fi putut exercita debitorii lor dacă ar fi acceptat succesiunea și sunt supuși tuturor obligațiilor la care ar fi fost supus acesta. (Demolombe, XV, No. 85; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 580, p. 515; Daloz, Rép., Succession, No. 692, 699; Suppl., Succession, No. 573; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509, 510).

**23.** Creditorii cari acceptă succesiunea în numele debitorului lor renunțator, trebuiesc să fie compt succesiunii de raportul liberalităților la care trebuia să fie obligat debitorul lor dacă acceptă succesiunea și de cota parte ce trebuia s'o plătească din sarcinile și datorile succesiunii, (Duran-

ton, VI, No. 515, 516; Demolombe, XV, No. 84; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, p. 417; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 573; Laurent, V, No. 478; Huc, V, No. 190; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2588, 2589; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 510).

**24.** Din dispozițiunile art. 788 al. 2 c. civ. fr. (699 al. 2 c. civ. rom.), rezultă că renunțarea este anulată până la concurența creanțelor creditorilor moștenitorului renunțator și ceace mai rămâne din partea sa succesorală se cuvine comoștenitorilor sau moștenitorului în gradul următor, așa încât, după o părere, chiar dacă moștenitorul renunțator ajunge mai târziu în o stare materială mai bună, comoștenitorii săi sau moștenitorul în gradul următor, cari au acceptat succesiunea și cari prin acțiunea creditorilor și-au văzut micșorat dreptul lor succesoral, nu au dreptul să ceară dela renunțator restituirea sumelor cari au fost incasate de creditorii săi. (Demolombe, XV, No. 89; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 100 bis, III; Marcadé, art. 788; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 580; nota 11, p. 515; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 574; Laurent, IX, No. 479; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2594; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509, nota).

**25.** După altă părere, renunțarea la succesiune este anulată numai în privința creditorilor renunțatorului și ea își păstrează toate efectele în privința comoștenitorilor renunțatorului, sau moștenitorului în gradul următor, așa încât aceștia au dreptul să ceară dela renunțator plata sumelor cu care s'a micșorat succesiunea prin plata creanțelor creditorilor acestuia. (Duranton, VI, No. 520 bis; Mourlon, II, No. 267; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, text și nota 44, p. 418; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 574; Huc, V, No. 190, 191).

**26.** Legatarii nu pot beneficia de dispozițiile art. 788 c. civ. fr. (699 c. civ. rom.) deoarece acest drept este conferit numai creditorilor moștenitorului. (Demolombe, XV, No. 80 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, nota 53, p. 417; Laurent, IX, No. 480; Huc, V, No. 187; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505).

**27.** Creditorii moștenitorului renunțator au dreptul să atace renunțarea debitorului lor pentru cauză de simulație, fără a se distinge între creditorii anteriori și cei posteriori renunțării. (Aubry et Rau, ed. 5-a, IV, § 515, text și nota 49, p. 240; Huc, VII, No. 251; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 510).

**28.** A se vedea: art. 975 și 976 din codul civil cu notele respective.

**Art. 700.** — Facultatea de a accepta, sau de a se lepăda de o succesiune se prescrie prin acelaș timp ce se cere pentru pres-

cripțiunea cea mai lungă a drepturilor imobiliare. (Civ. 688, 701, 1863 urm., 1874 urm., 1890; Civ. Fr. 789).

*Text. fr. Art. 789.* — La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 154; *Despre succesiuni*, p. 31 urm.;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, pg. 15;  
MANOLESCU EM. RADU, *Observație sub Judec. ocol Pogoane-Buzeu*, 14 Oct. 1926, Pand. Rom. 1926, III, 157;  
SCRIBAN TRAIAN, *Notă sub Judec. ocol Herța-Dorohoi*, 302 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1232.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1 urm.	Partaj 14.
Acte de conservare 12.	Petițiune de ereditate 5, 13.
Acțiune în petițiune de ereditate 5, 13.	Posesiune 2, 5, 13, 15, 20.
Beneficiu de inventar 4.	Prescripție 1 urm.
Comoștenitori 14, 15, 16.	Prescripție de treizeci ani 1.
Conservare 12.	Prescripție extinctivă 2.
Creditori 17.	Renunțare la succesiune 1 urm.
Curgerea termenului 6, 7, 8.	Sezină 3, 20.
Debitori 15.	Solidaritate 10.
Deschiderea succesiunii 6, 7, 8.	Stat 19.
Inceperea prescripției 6, 7, 8.	Succesiune 1 urm.
Indivizibilitate 10.	Succesori neregulați 2, 18, 19.
Înteruperea prescripției 9, 10.	Succesori regulați 2, 18.
Invocare 15, 16, 17.	Suspendarea prescripției 9, 10.
Legatari 17.	Termin 6, 7, 8.
Moștenire 1 urm.	Trimetere în posesiune 20
Oficiu 15.	

### Doctrină.

**1.** Prescripția aplicabilă în cazul prevăzut de art. 789 c. civ. fr. (700 c. civ. rom.), este de treizeci ani, deoarece potrivit dispozițiilor art. 2262 c. civ. fr. (1890 c. civ. rom.), prescripția cea mai lungă pentru imobile este de treizeci ani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 295, nota 3; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 626).

**2.** Prescripțiunea prevăzută de art. 789 c. civ. fr. (700 c. civ. rom.), este o prescripțiune extinctivă, așa încât după trecere de treizeci ani dela data deschiderii succesiunii, moștenitorul care nu a acceptat nici nu a renunțat la succesiune este considerat străin de ea, independent de orice presiune exercitată în contra moștenitorului și fără a se distinge dacă moștenitorul este regulat sau neregulat și dacă succesiunea a fost sau nu acceptată de alți moștenitori sau dacă succesiunea a fost luată în primire de alți moștenitori sau de terțe persoane străine de succesiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 610, nota 8, p. 374; Dalloz, Rép., Succession, No. 591; Suppl., Succession, No. 495, 494, 500; Laurent, IX, No. 481, 497; Huc, V, No. 195; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2490; Planiol, III, No. 1974; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 297 urm.; Matei Cantacuzino, p. 245; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, Al. Băicoianu, III, No. 627 urm.).

**3.** După altă părere, prin trecere de treizeci de ani, moștenitorii nu vor mai putea renunța la succesiune dacă un alt moștenitor nu a acceptat succesiunea și nu vor mai putea accepta succesiunea, considerându-se că au renunțat definitiv, dacă un alt moștenitor a acceptat succesiunea. Această regulă se aplică însă numai moștenitorilor cu sezină. (Demolombe, XIV, No. 517; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 377, text și nota 4, p. 501; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 110 bis, VIII; Dalloz, Rép., Succession, No. 591; Suppl., Succession, No. 491; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2491; Comp.: Traian Ionașcu, p. 152, 153).

**4.** În această din urmă părere, moștenitorul care după trecere de treizeci ani a pierdut facultatea de a renunța la succesiune, nu mai poate accepta succesiunea sub beneficiu de inventar, ci se consideră acceptant pur și simplu. (Demolombe, XIV, No. 517; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 110 bis, V; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 491; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, nota 25, p. 405; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2492 bis; Contra: Marcadé, art. 789, No. 1; Dalloz, Rép., Succession, No. 591; Laurent, IX, No. 588).

**5.** Acțiunea în petițiune de ereditate nu se poate prescrie decât atunci când un alt moștenitor a acceptat succesiunea și prescripția începe a curge din momentul de când moștenitorul acceptant a început a posedă. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 110 bis, VIII; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 500; Laurent, IX, No. 497; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2490).

**6.** Termenul de prescripție de treizeci ani, curge, în principiu, din ziua deschiderii succesiunii sau dacă este un moștenitor mai apropiat, care a renunțat la succesiune, din ziua renunțării. (Demolombe, XIV, No. 305; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 496; Laurent, IX, No. 491, 492;



Huc, V, No. 197; Planiol, III, No. 1976; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 299; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 632).

**7.** După o părere, dacă moștenitorul dovedește că nu a avut cunoștință de deschiderea succesiunii sau de renunțare la succesiune, făcută de moștenitorul mai apropiat în grad, termenul de treizeci ani va începe a curge din momentul când el a luat cunoștință de aceste fapte. (Demolombe, XIV, No. 316; Mourlon, II, No. 264 bis; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 110 bis, VI, VII, Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 610, text și nota 18, p. 377; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 496; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2500; Planiol, III, No. 1976; Matei Cantacuzino, p. 246; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 632).

**8.** După altă părere, termenul de treizeci ani, curge fără distincție din ziua deschiderii succesiunii. (Duranton, VI, No. 488; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 496; Laurent, IX, No. 493; Huc, V, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 300, nota ).

**9.** Regulele generale de întrerupere și suspendare a prescripțiunii prevăzute de codul civil își găsesc aplicațiunea și la prescripțiunea dreptului de a accepta sau renunța la o succesiune, (Duranton, VI, No. 483; Mourlon, II, No. 265; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 110 bis, VIII; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 496; Laurent, IX, No. 495; Huc, V, No. 197; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 300).

**10.** În materie de prescripțiune a dreptului de acceptare și de renunțare la o succesiune, nu există nici solidaritate nici indivizibilitate, așa încât unul dintre moștenitori nu poate profita de suspendarea și întreruperea prescripției operate în folosul altui moștenitor. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 497).

**11.** Moștenitorul din gradul următor nu are nici un drept ca să forțeze pe moștenitorul care vine la succesiune ca să se pronunțe în termenul de treizeci ani dacă acceptă sau renunță la succesiune. (Demolombe, XIII, No. 152; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 610, p. 372; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 490; Laurent, IX, No. 266; Huc, V, No. 214; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 300, 301).

**12.** Rudele în gradul următor vor avea însă dreptul să ia măsuri conservatorii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 301).

**13.** Dacă rudele în gradul următor s'ar pune în posesiunea succesiunii înainte de a se fi pronunțat moștenitorul, acesta va avea în contra lor dreptul să introducă acțiune în petițiunea de ereditate și prin această acțiune el face un act de accep-

țarea succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 301).

**14.** Comoștenitorii celui care nu se pronunță dacă acceptă sau renunță la succesiune, vor putea să-l oblige să se pronunțe introducând în contra sa o acțiune de partaj a bunurilor succesoriale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 301).

**15.** Prescripțiunea dreptului de a accepta sau de a renunța la o succesiune, poate fi invocată, după o părere, de orice persoană interesată cum sunt: debitorii succesiunii, deținătorii bunurilor succesoriale, comoștenitorii și moștenitorii din gradul următor, însă nu poate fi invocată din oficiu de judecători. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 498; Huc, V, No. 197; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2493; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 300; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 651).

**16.** După altă părere, prescripțiunea dreptului de a accepta sau de a renunța la o succesiune, poate fi invocată numai de comoștenitori și de moștenitorii în gradul următor; debitorii succesiunii și deținătorii bunurilor succesoriale nu pot invoca această prescripțiune ci numai prescripțiunea de drept comun. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 610, text și nota 16, p. 376; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 498).

**17.** Moștenitorul însăși are dreptul să invoace în contra creditorilor succesiunii și legatarilor, cari l-ar urmări, prescripțiunea dreptului său de a accepta succesiunea. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 498).

**18.** Dispozițiunile art. 789 c. civ. fr. (700 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea, fără deosebire, succesiorilor regulați cât și succesiorilor neregulați. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 499).

**19.** Statul, care este moștenitor neregulat dacă nu a acceptat succesiunea în termenul de treizeci ani, a pierdut dreptul său de a mai accepta succesiunea, și nu va putea dobândi proprietatea bunurilor succesoriale decât în virtutea dispozițiilor art. 715 c. civ. fr. (646 c. civ. rom.), cari prevăd că bunurile fără stăpân sunt ale Statului. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 498; Laurent, IX, No. 497; Huc, V, No. 197).

**20.** Succesorii fără sezină, nu vor pierde dreptul la succesiune, chiar dacă a trecut termenul de treizeci ani, fără să fi cerut trimiterea în posesiune, dacă au posedat succesiunea. (Demolombe, XIV, No. 256; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 639, text și nota 22, p. 706; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 499; Laurent, IX, No. 246, 500).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** În principiu renunțarea la o moștenire, ca ori și ce renunțare, nu se prezumă, ci trebuie să rezulte în mod expres din

voința moștenitorului, căci *nemo jure suo facile renuntiare praesumitur* (art. 695 c. c.), totuși cazul pierderii dreptului de moștenire prin prescripție ce echivalează cu o renunțare tacită, este singura excepțiune.

Prescripția extintivă prin care facultatea de a accepta sau de a repudia o moștenire ce este însăși dreptul succesoral, se stinge, ca ori și ce drept, prin prescripția de 30 ani dela deschiderea succesiunii, după care termen moștenitorul cu sau fără sezină, pierde dreptul la succesiune și devine *erga omnes* complet străin de ea, chiar dacă în acest interval nimeni n'a fost pus în posesia ei, aceeace este de interes general în scopul nerămânerei moștenirilor timp prea îndelungat în suspensiune și incertitudine, care prescripție este supusă ca ori și ce prescripție suspendării și întreruperii prevăzute de dreptul comun și deci nu curge contra minorilor, fie emancipați, fie nemancipați, întrucât textul nu distinge, în timpul minorității lor.

Deci, partea moștenitorului a cărui drept este prescris, rămânând în masa ereditară, se va cuveni moștenitorilor care au primit succesiunea sau care au păstrat plenitudinea drepturilor lor.

Prescripția vorbită mai sus nefiind suspendată decât în cazurile prevăzute formal de lege și art. 1866 arătând că întreruperea prescripțiunii nu folosește decât aceleia ce o face, iar din apropierea art. 774, 778, 1860 și următorii c. c. rezultând învedereat că în afară de cazurile de solidaritate și indivizibilitate, când legiuitorul din cauza naturii creanței a menținut în persoana erezilor coeziunea obligației ce luase naștere în persoana autorului lor, drepturile comoștenitorilor bazate pe calitatea lor de erede, sunt cu totul distincte unele de altele și deci erezii nu se găsesc legați prin nici un raport juridic unii față de alții cu privire la drepturile ce li se cuvin în succesiunea comună și deci fiecare din comoștenitori cu privire la exercițiul acțiunilor sprijinite pe un drept isvorit din succesiune, nu poate reprezenta decât dreptul său propriu și în măsura proporțiunii sale succesoriale, precum de asemeni fiecare nu poate fi ținut a răspunde decât în proporție cu acest drept.

Făcând aplicațiunea acestor principii în materia folosirii întreruperii prescripției de un moștenitor comoștenitorilor săi, trebuie în mod logic să deducem că minoritatea nu poate avea de efect a suspenda prescripția decât pentru minor, întrucât ceilalți nu sunt reprezentați de acesta și nu pot beneficia prin urmare de suspendare și deci suspendarea profitând numai pentru partea minorului care rămânând în indiviziune cu cel ce a invocat și dovedit prescripția, urmează a partaja cu acesta întreaga succesiune. (Trib. Covurlui s. II jurnal din 9 Dec. 1925. Justiția Olteniei 8-10/1926).

2. Potrivit art. 700 c. civil, facultatea de a accepta sau a se lepăda de o succesiune

se prescrie prin trecere de 30 ani, dacă succesibilul n'a uzat în acest interval nici de dreptul de a accepta, nici de acel de a renunța, rămânând străin de succesiune față de oricine, prescriindu-se în acest mod chiar o cerere de indiviziune, în principiu indivizibilă, dacă dela data deschiderei succesiunii și până la data intentării acțiunii au trecut 30 de ani, fără ca reclamanta să fi primit moștenirea în mod expres sau să fi făcut acte de moștenitoare.

În speță însă, se constată că reclamanta a făcut în anul 1890 prin soțul ei, reparațiuni la imobilul ce l-a moștenit, urmează a se vedea dacă implică un act de întrerupere a prescripțiunii achizitive.

Potrivit art. 1865 c. civ., întreruperea civilă se operă între altele prin recunoașterea de către debitor sau posesor al dreptului celui în contra căruia se prescrie, recunoaștere care poate fi expresă, sau tacită, fiindcă nu este supusă la nici o formalitate.

Din faptul că păriții, autori ai pârītului C. P. nu au opus nici o împotrivire la facerea acestor reparațiuni de către reclamantă, prin soțul ei, rezultă că dānsii ca posesori, au recunoscut reclamantei dreptul său, și prin urmare acești patru ani de posesiuni dela moartea decujusului (1886) până la facerea reparațiunilor (1890), nu pot fi socotiți în calculul celor 30 de ani de prescripțiune, întrucât această recunoaștere are efect civilmente întrerupător de prescripțiune.

Deși în regulă generală reparațiunile urgente nu atrag după sine acceptarea succesiunii, ele fiind simple acte de conservare, de pură administrație, în speță însă reparațiunile neavând acest caracter, ele implică o acceptare tacită a succesiunii — încât art. 690 c. civ. nu-și are aplicațiunea. (C. Apel București s. IV, 51 din 30 Ian. 1926, Curier Jud. 14/1926. Pand. Rom. 1926, III, 152, Bul. C. Apel 6/1926).

3. Articolul 700 din codul civil, deși a dat loc în doctrină la controverse din cauza exprimării sale enigmatice, a ajuns totuși datorită unei constante interpretări din partea jurisprudenței, să fie talmăcit în sensul că inacțiunea unui moștenitor, fie chiar sezinar, timp de 30 ani, duce la prescripția dreptului său succesoral în acea moștenire, chiar dacă succesiunea nu a fost acceptată sau culeasă între timp de un alt moștenitor în acelaș grad sau în grad subsequent.

Considerațiuni de drept, în legătură cu concepțiunea modernă asupra sezinei și principiul pus în art. 686 din codul civil, după care nimeni nu poate fi constrâns a accepta o succesiune, în care ar avea o vocațiune, conduc la respingerea soluțiunii după care pasivitatea celui erede sezinar, îl face ca după treizeci ani să fie considerat ca moștenitor pur și simplu. (Judecătoria ocol Pogoane-Buzău, 14 Oct. 1926. Pand. Rom. 1926, III, 157).

4. A se vedea: art. 690, nota 1.

**Art. 701.** — In tot timpul în care prescripțiunea dreptului de a accepta nu este dobândită în contra erezilor ce au renunțat, ei au încă facultatea de a accepta succesiunea, dacă succesiunea nu este deja acceptată de alți erezi. Nu se pot vătăma însă drepturile cari ar fi dobândite de alte persoane asupra bunurilor succesiunii, sau prin prescripțiune, sau prin acte valabile, făcute de curatorele succesiunii vacante. (Civ. 406, 688, 700, 724 urm., 1876, 1882 urm., 1890; Civ. Fr. 790).

*Text. fr. Art. 790.* — Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas été déjà acceptée par d'autres héritiers; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 209;

IONAȘCU R. TRAIAN. *Notă* sub Trib. Tecuci, 56 din 23 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 19.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 1 urm.	Moștenitor aparent 15.
Acceptare expresă 11.	Moștenitori neregulați 2, 3, 4.
Acceptare tacită 11.	Moștenitorii renunțătorului 7.
Acțiune oblică 6.	Nulitate 17—22.
Anulare 17—22.	Oficiu 10.
Beneficiu de inventar 12.	Reducerea liberalităților 14.
Capacitate 20.	Prescripție 8, 9, 10.
Comoștenitori 13.	Reducerea liberalităților 14.
Consimțământ 17.	Renunțare la succesiune 1 urm.
Creditorii moștenitorului 6.	Revenire asupra renunțării 1 urm.
Dol 17.	Revenire asupra renunțării 1 urm.
Drepturi câștigate 16.	Rezerva succesorală 14.
Erede aparent 15.	Succesiune 1 urm.
Eroare 18, 19, 21, 22.	Succesor aparent 15.
Expresă acceptare 11.	Tacită acceptare 11.
Identitate 19.	Testament 21, 22.
Incapabil 20.	Trimetere în posesiune 3, 4.
Inexistență 19.	Violență 17.
Invocare 9, 10.	Viții de consimțământ 17
Legatar universal 5.	
Leziune 21, 22.	
Moștenire 1 urm.	

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), pentru ca un moștenitor care a renunțat la succesiune să poată reveni asupra acestei renunțări, trebuiește ca succesiunea să nu fie deja acceptată de alți moștenitori. (Demolombe, XV, No. 65; Dalloz, Rép., Succession, No. 699; Suppl., Succession, No. 557; Laurent, IX, No. 455; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 292, 293; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 688).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), moștenitorul care a renunțat la succesiune nu mai poate reveni asupra renunțării dacă succesiunea a fost acceptată de alți moștenitori. Acceptarea în acest caz este o piedică la revenirea asupra renunțării, nu numai în cazul

când este făcută de moștenitorii legitimi, ci și în cazul când este făcută de moștenitorii neregulați. (Demolombe, XV, No. 60; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 111 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, text și nota 18, p. 413; Laurent, IX, No. 454; Huc, V, No. 192; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1279; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 290, nota 4, 292, nota 5; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 688; Comp.: Traian Ionașcu, p. 155).

**3.** După o părere însă pentru ca acceptarea moștenitorilor neregulați să fie o piedică la revenirea unui moștenitor asupra renunțării sale la succesiune, trebuiește ca moștenitorii neregulați să fi obținut, sau cel puțin să fi cerut trimiterea în posesiune asupra succesiunii. (Duranton, VI, No. 507; Demolombe, XV, No. 61, 62; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 659, text și nota 21, p. 705; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 558; Planiol, III, No. 2052; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 688).

**4.** După altă părere, pentru ca acceptarea moștenitorilor neregulați să constituie o piedică la revenirea unui moștenitor asupra renunțării sale la succesiune, nu este necesar ca ei să fi cerut trimiterea în posesiune, acceptarea lor fiind suficientă. (Laurent, IX, No. 454; Huc, V, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 295, nota).

**5.** Acceptarea succesiunii de un legatar universal constituie o piedică la revenirea unui moștenitor asupra renunțării sale la succesiune. (Demolombe, XV, No. 60, 63; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 111 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, nota 19, p. 414; Dalloz, Rép., Suppl.,

Succession, No. 559; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1282; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 295).

**6.** Creditorii moștenitorului renunțator, au dreptul să revie în numele debitorului lor, asupra renunțării acestuia. (Demolombe, XV, No. 76; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 560; Laurent, IX, No. 477; Huc, V, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 292, nota 4).

**7.** Moștenitorii renunțatorului pot să uzeze de dispozițiile art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), ca și însuși renunțatorul. (Duranton, VI, No. 407; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 292, nota 4).

**8.** Potrivit dispozițiilor art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), pentru ca moștenitorul care a renunțat la succesiune să poată reveni asupra renunțării sale, trebuiește ca prescripțiunea dreptului de a accepta să nu fie dobândită în contra sa; termenul de prescripție este de treizeci ani care curge dela deschiderea succesiunii iar nu dela renunțare. (Demolombe, XV, No. 56; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 111 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 412, 413; Dalloz, Rép., Succession, No. 669; Suppl., Succession, No. 496; Laurent, IX, No. 451; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 294; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 689; Traian Ionașcu, p. 153).

**9.** Nu numai moștenitorul care a acceptat succesiunea ci și cel care nu a acceptat succesiunea are dreptul să opue moștenitorului renunțator, decăderea rezultată din prescripțiunea dreptului de a accepta succesiunea. (Demolombe, XV, No. 56; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 111 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, nota 17, p. 415; Dalloz, Rép., Succession, No. 679; Suppl., Succession, No. 562; Laurent, IX, No. 451; Huc, V, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 294).

**10.** Decăderea moștenitorului renunțator de a mai putea reveni asupra renunțării în cazul când prescripțiunea dreptului de a accepta este dobândită în contra sa, are loc de plin drept și poate chiar fi invocată din oficiu de judecător. (Demolombe, XV, No. 56; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, text și nota 17, p. 415; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 562; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1271).

**11.** Revenirea moștenitorului asupra renunțării sale la succesiune, poate fi expresă sau tacită. Ea nu este supusă nici unei formalități particulare și poate fi, ca și acceptarea succesiunii, tacită și să rezulte dintr'un act care are în mod neîndoios caracterul de act de moștenitor. (Demolombe, XV, No. 64; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 378, nota 9, p. 303; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 415; Dalloz, Rép., Succession, No. 674; Suppl., Succes-

sion, No. 561; Laurent, IX, No. 452; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 292).

**12.** Revenind moștenitorul asupra renunțării sale, el poate accepta succesiunea pur și simplu, sau sub beneficiu de inventar. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 111 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 292; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 689).

**13.** Dacă sunt mai mulți moștenitori cari toți au renunțat la succesiune, revenirea unuia dintre ei asupra renunțării împiedică pe ceilalți moștenitori ca să revie asupra renunțării lor. (Duranton, VI, No. 507; Demolombe, XV, No. 65; Chabot, Successions, II, No. 790, No. 2; Contra: Laurent, IX, No. 453; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 292, nota 2).

**14.** Moștenitorul rezervatar care acceptă o succesiune la care renunțase nu mai are dreptul să ceară reducerea liberalităților făcute de defunct unui alt moștenitor care a renunțat la succesiune. (Demolombe, XV, No. 71; Aubry et Rau ed. 4-a, VI, § 615, p. 415; Laurent, IX, No. 456; Huc, V, No. 192; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1297; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 295; Contra: Traian Ionașcu, p. 153).

**15.** În cazul când renunțarea la succesiune este anulată potrivit dispozițiilor art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), sau pentru alte cauze, actele făcute de cei cari au posedat succesiunea în calitate de moștenitor, până la data anulării, vor fi considerate ca făcute de un moștenitor aparent. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 563; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 315; Comp.: Traian Ionașcu, p. 153).

**16.** Potrivit dispozițiilor art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), facultatea de a accepta o succesiune la care se renunțase nu poate fi exercitată decât cu condițiunea de a respecta drepturile câștigate de terți asupra succesiunii în intervalul de timp dela renunțare și până la revenirea asupra acestei renunțări. (Demolombe, XV, No. 71; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, nota 28, p. 317; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 415; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 562; Laurent, IX, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 294, 295; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 689; Traian Ionașcu, p. 153).

**17.** Renunțarea va putea fi anulată, ca și acceptarea, potrivit principiilor generale de drept, pentru orice cauze cari constituesc viciu de consimțământ, cum sunt violența și dolul exercitate chiar de un terț interesat. (Demolombe, XV, No. 92; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, p. 318; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, VI; Aubry et Rau, VI § 615, p. 415; Dalloz, Rép., Succession, No. 682; Suppl., Succession, No. 565; Laurent, IX, No. 470; Planiol, III, No. 1979; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 290, 311; C. Hamangiu, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 699).

**18.** Eroarea de drept nu poate constitui o cauză de nulitate a renunțării. (Demolombe, XV, No. 93; Aubry et Rau; ed. 4-a, VI, § 614, p. 415; Dalloz, Rép., Succession, No. 685; Suppl., Succession, No. 568; Laurent, IX, No. 469; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2561; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 699).

**19.** Renunțarea este considerată inexistentă iar nu anulabilă când eroarea privește însăși identitatea succesiunii la care moștenitorul a renunțat. (Demolombe, XV, No. 93; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 565; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 311; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 699; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 615, p. 415; Laurent, IX, No. 469).

**20.** Renunțarea poate fi anulată dacă este făcută de un incapabil sau de reprezentantul acestuia fără îndeplinirea formalităților cerute de lege. (Demolombe, XV, No. 91, 92; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 415; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 565; Laurent, IX, No. 468, 470; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 311).

**21.** Cauzele de leziune prevăzute de art. 785 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.), cari pot aduce anularea acceptării, după părerea dominantă, nu pot aduce anularea renunțării. Prin urmare după această părere, renunțarea nu poate fi anulată, pentru cauza de leziune, dacă după renunțare, s'ar fi descoperit un activ considerabil necunoscut la epoca renunțării sau dacă posterior renunțării s'ar fi anulat testamentul care a determinat pe moștenitor să renunțe la succesiune. (Demolombe, XV, No. 94; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 108 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, text și nota 50, p. 415; Mourlon, II, No. 269; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 565; Laurent, IX, No. 471; Huc, V, No. 180; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2556 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 312).

**22.** După altă părere, dispozițiile art. 785 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea, prin analogie, și la revocarea renunțării, cu condițiune ca eroarea să fi fost invincibilă. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, p. 318; Dalloz, Rép., Succession, No. 685).

**23.** A se vedea: art. 406, 679, 680, 689, 694, 699 și 700 din codul civil cu notele respective.

**Art. 702.** — Nici chiar prin contractul căsătoriei nu se poate renunța la succesiunea unui om în viață, nici se pot înstrăina drepturile eventuale ce s'ar putea dobândi asupra succesiunii. (Civ. 5, 115, 845, 934, 965, 966, 968, 1008, 1224, 1226, 1228, 1900; Civ. Fr. 791).

*Text. fr. Art. 791.* — On ne peut même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 38;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 12 urm. „Despre pactul succesoral”; *Des droits du conjoint survivant*, p. 69, 121 urm.;  
PETIT EUGEN, *Observație* sub Trib. civ. Avignon, 19 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III 108

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Absență 7, 8.	Ordine publică 5.
Acțiune în repetițiune 17.	Pact succesoral 1 urm.
Confirmare 11, 14.	Prescripție 15, 16, 17.
Convențiune asupra unei succesiuni nedeschise 2, 7, 8, 11.	Preț 17.
Donațiune 3.	Ratificare 11, 14.
Drept de reînțoarcere 3.	Reținoire 11.
Inexistență 12, 13.	Renunțare 1, 2, 3, 6, 10, 12, 17.
Instrăinarea drepturilor eventuale 2.	Renunțare indirectă 6.
Invocare 12, 13.	Repetițiune 17.
Moștenire 1 urm.	Străinătate 5.
Nulitate 1 urm.	Succesiune 1 urm.
Oficiu 12.	Testament 4.
	Universalitate 10.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunea art. 791 c. civ. fr. (702 c. civ. rom.) care oprește renunțarea la o succesiune nedeschisă, încă, este o aplicațiune a dispozițiilor art. 1130 c. civ. fr. (965 c. civ. rom.), care interzic pactul succesoral. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 357; Comp.: Traian Ionașcu, p. 153, 154).

**2.** De pactele succesoriale se ocupă art. 791, 1130 și 1389 c. civ. fr. (702, 965 § 2 și 1226 c. civ. rom.). Din combinarea acestor

articole rezultă că sunt considerate ca pacte succesoriale: renunțarea la o succesiune nedeschisă încă, înstrăinarea drepturilor eventuale ale unui moștenitor precum și orice convenție asupra unei succesiuni nedeschise. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 317; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 25).

**3.** Renunțarea donatorului la întoarcerea bunurilor dăruite conf. art. 951 c. civ. fr. (825 c. civ. rom.), nu constituie un pact succesoral oprit de lege, deoarece acest drept de reîntoarcere se întemeiază pe convenția părților iar nu pe o vocațiune ereditară. (Larombière, Obligations, I, art. 1130, No. 19; Dalloz, Rép., Dispos. entre vifs. No. 1756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 317, nota 1).

**4.** Dispozițiunile prohibitive ale legii își au aplicațiunea nu numai la succesiunile ab intestat ci și la testamentele. Astfel constituie un pact succesoral, oprit de lege, convenția prin care un copil se obligă în timpul vieții părintelui său, să respecte testamentul acestuia. (Larombière, Obligations, I, Art. 1130, No. 7; Laurent, XVI, No. 88; Huc, VII, No. 72; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 273; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 318).

**5.** Tribunalele române nu pot recunoaște valabilitatea pactelor succesoriale încheiate într-o țară în care ele erau permise, deoarece asemenea pacte interesează ordinea publică. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 318).

**6.** Renunțările indirecte la o succesiune nedeschisă încă sunt oprite ca și renunțările directe. (Laurent, XVI, No. 88; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 318).

**7.** Orice convențiune cu privire la succesiunea unei persoane declarate absentă sunt, după o părere, nule deoarece moartea absentului nu este presupusă. (Larombière, Obligations, I, Art. 1130, No. 23; Laurent, XVI, No. 97; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 318, nota 4).

**8.** După altă părere convențiunile încheiate cu privire la succesiunea unei persoane, în urma declarării absenței sale sunt valabile; dacă însă se dovedește că în momentul încheierii convențiilor, absentul eră în viață, ele sunt anulabile. (Démolombe, II, No. 130, 151; Aubry et Rau, ed. 5-a, IV, § 544, p. 543).

**9.** Chiar dacă pactul succesoral ar fi emanat dela proprietarul succesiunii, el

nu este valabil. (Bufnoir, Propriété et contrat, p. 521; Laurent, XVI, No. 84; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 318).

**10.** Renunțările la o moștenire nedeschisă încă și orice pact succesoral nu sunt valabile când obiectul lor ar fi universalitatea succesiunii, o parte din ea sau un obiect distinct din succesiune. (Démolombe, XXIV, No. 325; Aubry et Rau, ed. 5-a, IV, § 544, p. 542; Laurent, XVI, No. 85; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 265, 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 319).

**11.** Părțile contractante pot reînvi convenția lor cu privire la o succesiune nedeschisă încă, după moartea decujusului și această reînviore este valabilă și își produce efectele sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 319).

**12.** Renunțările la o succesiune nedeschisă încă și orice pact succesoral în genere sunt considerate inexistente și inexistența lor poate fi invocată chiar din oficiu de tribunale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 319).

**13.** Tribunalele vor constată inexistența pactului succesoral iar nu-l vor anula, ori de câte ori va fi opus cuiva într'un proces. (Laurent, IX, No. 465 urm.; XVI, No. 551, 564; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 320).

**14.** Pactele succesoriale nu pot fi confirmate chiar după deschiderea succesiunii. (Laurent, IX, No. 464; XV, No. 465; XVI, No. 106; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 261; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 319, 320).

**15.** Pactele succesoriale nu sunt supuse prescripției de zece ani prevăzută de art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, IV, § 539; nota 4, p. 448; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 653, 654, 657, 658, 727; Laurent, IX, No. 465; Baudry et Barde, Obligations, I, No. 261; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 320).

**16.** Deasemenea pactele succesoriale nu sunt supuse nici prescripției de treizeci ani. (Laurent, IX, No. 466; XV, No. 465; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 320).

**17.** Dacă renunțarea la o succesiune nedeschisă încă s'a făcut în schimbul unui preț, acel care a plătit are acțiune în repetițiune pentru restituirea prețului care va putea fi executată timp de treizeci ani. (Laurent, IX, No. 465 urm.; XVI, No. 551, 564; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 320, 321).

**18.** A se vede: art. 965 și 1226 din codul civil cu notele respective.

**Art. 703.** — Erezii cari au dat la o parte, sau au ascuns lucruri ale unei succesiuni, nu mai au facultatea de a se lepăda de dânsa; cu toată renunțarea lor, ei rămân erezi și nu pot lua nici o parte din lucrurile date la o parte sau ascunse. (Civ. 405, 689, 691 urm., 712, 1162; C. p. 53 urm., 306 urm.; Civ. Fr. 792).

*Text. fr. Art. 792.* — Les héritiers qui auraient divertis ou recélé des effets d'une succession, sont déchus de la faculté d'y renoncer; ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation, sans pouvoir prétendre aucune part dans les objets divertis ou recelés.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 17, 18;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, pg. 30 urm., 56 urm., 88 urm.;  
PETIT EUGEN, *Notă sub Cas. fr. req.*, 24 Dec. 1924 și C. Apel Caen S. I, 31 Mart. 1924  
Jur. Gen. 1925, No. 1527.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 4, 6, 20, 21.	Marturi 35.
Accesoriu 43.	Minoritate 26, 27.
Act simulat 17.	Mobile lucruri 29.
Acțiune personală 45.	Moștenire 1 urm.
Aprecieere suverană 19, 36.	Omisțiune 2.
Ascundere 2, 3, 4, 6-35, 37-46.	Opțiune 3.
Beneficiu de inventar 20, 26, 27.	Partaj 43, 44, 45.
Comoștenitori 10, 11, 12, 16, 42, 45.	Plata datoritorilor succesiunii 39.
Complicitate 41, 42.	Prejudiciu 10, 11, 12, 17, 33.
Creditorii moștenitorului 33.	Prescripție 40.
Creditorii succesiunii 32.	Prezumțiuni 35.
Curator 5.	Probă 35, 36.
Dare la o parte, a se vedea cuvântul: „Ascundere”.	Raport succesoral 14, 15, 44.
Datoriile succesiunii 39.	Rea credință 9
Delict civil 40.	Renunțare 5, 6, 21, 34.
Delict penal 6.	Restituirea obiectelor ascunse 28.
Deschiderea succesiunii 18, 46.	Revindicare 45.
Dobânzi 46.	Rude 8.
Donațiune 10, 14, 15, 24.	Servituri 8.
Dovadă 35, 36.	Simulație 17.
Fapt personal 7, 8.	Sinonim 2.
Fraudă 7, 9, 12, 13, 16, 17, 18, 35, 40, 41.	Solidaritate 41, 42.
Furt 6.	Succesiune 1 urm.
Imobile 29.	Succesiune vacantă 5.
Intențiune frauduloasă 9, 12, 13.	Succesori naturali 22.
Interdicțiune 26, 27.	Succesori neregulați 22.
Inventar 2.	Suverană apreciere 19, 36.
Legatari 10, 24, 37, 38.	Testament 23.
Lucruri străine de succesiune 30.	Titluri de creanță 29.
	Titluri la purtător 29.
	Titlu simulat 17.
	Transmiterea succesiunii 25.
	Uzfruct 31.
	Vacantă succesiune 5.

## Doctrină.

**1.** Art. 792 și 801 c. civ. fr. (705 și 712 c. civ. rom.), din codul civil se completează unul prin altul. (Demolombe, XIV, No. 469; Laurent, IX, No. 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 522, nota 5. 355; Comp.: Traian Ionașcu, p. 147).

**2.** Cuvintele: „dat la o parte” și „ascuns” (divertissement et recel) sunt considerate în mod general ca sinonime și își găsesc aplicațiunea și la cazul când moștenitorul a omis cu știință să treacă în inventar unul sau mai multe obiecte din succesiune. (Demolombe, XIV, No. 477; Mourlon, II, No. 270; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 509; Laurent, IX, No. 535; Huc, V, No. 199; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 522, 525, nota 2, 326 nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 643),

**3.** In mod direct, dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), nu privesc de cât ascunderea lucrurilor din succesiune, comisă de moștenitor înainte de a-și fi exercitat dreptul său de opțiune. (Demolombe, XIV, No. 489; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 115 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, text și nota 48, p. 419; Dalloz, Rép., Succession, No. 625, 626; Suppl., Succession, No. 510; Huc, V, No. 199; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 528, 529; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 648, 649; Traian Ionașcu, p. 147).

**4.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), își găsesc însă aplicațiunea și la cazul prevăzut de art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), caz în care ascunderea obiectelor din succesiune echivalează cu o acceptare a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 489; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 115 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, text și nota 48, p. 419; Dalloz, Rép., Succession, No. 626; Suppl., Succession, No. 510; Huc, V, No. 199; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 525, 528; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 648, 649; Traian Ionașcu 147).

**5.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea în cazul când succesiunea ar fi devenit vacantă prin renunțarea moștenitorilor la succesiune, și când s'ar fi numit un curator. (Demolombe, XIV, No. 489).

**6.** In cazul când moștenitorul care a renunțat la succesiune, ascunde obiecte din succesiune, posterior renunțării sale și acceptării succesiunii de către un alt moștenitor, faptul său constituie delictul de furt. (Demolombe, XIV, No. 489; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 115 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, p. 419; Dalloz, Rép., Succession, No. 625; Suppl., Succession, No. 510; Laurent, IX, No. 539, 545, 452; Huc, V, No. 199; Planiol, III, No. 2006; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 529, 531, nota 4; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 647; Comp.: Traian Ionașcu, p. 146).

**7.** Pentru aplicarea sancțiunilor prevăzute de art. 792 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), trebuie ca faptul sustragerii frauduloase să fie personal imputabil moștenitorului. (De-

molombe, XIV, No. 479; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 522; Huc, V, No. 201; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 526 nota).

**8.** Ascunderea lucrurilor din succesiune se poate face de însuși moștenitorul personal sau de alții pentru dânsul și după ordinul său, cum ar fi rudele sau servitorii săi. (Demolombe, XIV, No. 479; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 525).

**9.** Pentru ca să existe dare la o parte, sau ascundere de lucruri din succesiune, trebuiește să existe intențiune frauduloasă sau rea credință din partea moștenitorului. (Demolombe, XIV, No. 474; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 420; Dalloz, Rép., Succession, No. 628; Suppl., Succession, No. 511; Laurent, IX, No. 556; Huc, V, No. 201; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2404; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 524, 525, 550, 551; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 644; Traian Ionașcu, p. 146).

**10.** Pentru ca dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), să-și găsească aplicarea trebuiește ca să existe comostenitori sau alte persoane cum sunt legatarii sau donatarii cari au interes ca masa succesorală să nu fie micșorată; prin urmare, dacă moștenitorul care a ascuns lucruri de ale succesiunii este singur, dispozițiile acestui articol nu-și găsește aplicațiunea. (Demolombe, XIV, No. 498 bis; Mourlon, II, No. 271; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 115 bis III, Laurent, IX, No. 545; Huc, V, No. 204; Planiol, III, No. 2008; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 553).

**11.** Pentru ca să existe dare la o parte, sau ascundere de lucruri din succesiune, nu este necesar ca ceilalți comostenitori să încerce vreun prejudiciu. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 520; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2405).

**12.** Pentru aplicarea dispozițiilor art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), faptele de dare la o parte și de ascundere de lucruri din succesiune trebuiește apreciate nu după definițiile riguroase prevăzute de codul penal ci într-un chip mai larg, luându-se în considerație scopul legiuitorului de a pedepsi pe moștenitorul de rea credință care a voit să dobândească un avantaj ilicit în prejudiciul comostenitorilor săi. (Demolombe, XIV, No. 476; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 420; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 516, 520; Laurent, IX, No. 537; Huc, V, No. 201; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2405; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 647; Comp.: Traian Ionașcu, p. 146).

**13.** Faptul de dare la o parte, sau de ascundere de lucruri din succesiune, rezultă din orice fraudă sau manoperă dolosivă, comisă de moștenitor în scopul de a sustrage din succesiune orice obiecte, fără să fie necesar un act efectiv și real de

luare a acestor obiecte. (Demolombe, XIV, No. 474; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, p. 401; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 511; Laurent, IX, No. 411; Huc, V, No. 200; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2404; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 645; Comp.: Traian Ionașcu, p. 146).

**14.** Faptul unui moștenitor de a nu declara donațiunile pe cari le-a primit dela defunct și pe care ar fi trebuit să le raporteze la masa succesorală, după o părere, nu poate fi considerat ca o dare la o parte sau ascundere de obiecte din succesiune, de oarece prin cuvintele: „lucruri ale unei succesiuni“ întrebuințate în art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), nu se înțeleg și bunurile de care defunctul a dispus prin donațiuni în profitul viitorilor săi moștenitori. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 515).

**15.** După altă părere dominantă, faptul unui moștenitor de a nu declara donațiunile pe cari le-a primit dela defunct, fără scutire de raport, constituie o dare la o parte sau o ascundere de obiecte din succesiune, de oarece aceste donațiuni trebuind raportate, lucrurile ce formează obiectul lor fac parte din succesiune. (Demolombe, XIV, No. 476; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, p. 420; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 516; Laurent, IX, No. 555; Huc, V, No. 200; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2411; Huc, V, No. 200; Planiol, III, No. 2202; Colin et Capitant, III, p. 465; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 526, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 645; Traian Ionașcu, p. 146).

**16.** Moștenitorul care întrebuințează mijloace frauduloase pentru a exclude de la succesiune pe ceilalți moștenitori, chiar fără a deține obiecte din succesiune, după o părere, comite o dare la o parte sau o ascundere de obiecte din succesiune. (Demolombe, XIV, No. 476; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 514; Laurent, IX, No. 545 ter.; Huc, V, No. 200; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 645; Traian Ionașcu, p. 146).

**17.** După altă părere, darea la o parte sau ascunderea de obiecte din succesiune nu poate rezultă dintr'un act care ar fi de natură a aduce o pagubă drepturilor moștenitorilor, cum ar fi producerea unui titlu simulat, ci numai din ascundere efectivă a obiectelor din succesiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 514).

**18.** Darea la o parte sau ascunderea de obiecte din succesiune poate rezultă și din acte făcute de un moștenitor înainte de deschiderea succesiunii, când scopul său eră de a spoliă în mod fraudulos pe ceilalți moștenitori. (Demolombe, XIV, No. 486; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, nota 26, p. 517; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, nota 21, p. 401; Dalloz, Rép.,



Succession, No. 654; Suppl., Succession, No. 524; Laurent, IX, No. 359; Huc, V, No. 200; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2429; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 648; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 327).

**19.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă faptele unui moștenitor constituie sau nu o dare la o parte sau o ascundere de obiecte din succesiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, p. 420; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 526; Huc, V, No. 201; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 530, 531; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 645).

**20.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât moștenitorului care acceptă succesiunea pur și simplu cât și moștenitorului care acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar. (Demolombe, XIV, No. 497; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 531; Laurent, IX, No. 545; Huc, V, No. 202; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 642, 649; Traian Ionașcu, p. 147).

**21.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât moștenitorului care acceptă succesiunea după ascunderea lucrurilor din succesiune, cât și moștenitorului care a renunțat la succesiune, după comiterea acestui fapt. (Demolombe, XIV, No. 497; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 531; Laurent, IX, No. 545; Huc, V, No. 202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 529; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 649; Comp.: Traian Ionașcu, p. 147).

**22.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea moștenitorilor regulați, neregulați și naturali. (Demolombe, XIV, No. 505; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, p. 517; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, text și nota 51, p. 420; Laurent, IX, No. 343; Huc, V, No. 202; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2474; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 325; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 642).

**23.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât moștenitorilor ab intestat cât și moștenitorilor testamentari. (Demolombe, XIV, No. 505; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, p. 517; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, nota 51, p. 420; Dalloz, Rép., Succession, No. 640; Suppl., Succession, No. 531; Laurent, IX, No. 343; Huc, V, 202; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2474; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 325, text și nota 4; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 642).

**24.** Dispozițiile acestui articol nu se aplică legatarilor și donatarilor particulari, cari nu sunt moștenitori. (Demolombe, XIV, No. 505; Laurent, IX, No. 343; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 524, nota).

**25.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și moștenitorilor, moștenitorului încetat din viață în urma deschiderii succesiunii cari au primit moștenirea prin transmitere. (Demolombe, XIV, No. 504; Laurent, XXIII, No. 35; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 524).

**26.** Moștenitorul minor sau interzis care ascunde bunuri din succesiune și care lucrează cu discernământ, după o părere, va fi lipsit de partea sa în obiectele sustrate, însă nu va deveni, prin acest fapt, moștenitor pur și simplu. (Demolombe, XIV, No. 535, 536; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 380, p. 517; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 615, text și notele 55, 54, p. 420; Dalloz, Rép., Succession, No. 642 urm.).

**27.** După altă părere, moștenitorul minor sau interzis care ascunde cu discernământ lucruri din succesiune, va cădea sub aplicarea amândorura penalității prevăzute de art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), (Mourlon, II, No. 272; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 96 bis, V; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 540; Laurent, IX, No. 558; Huc, V, No. 206; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2447, 2455; Planiol, III, No. 2007; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 524, text și nota 1; Nacu, II p. 101, 102; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 650; Traian Ionașcu, p. 147).

**28.** Dacă moștenitorul restituie succesiunii lucrurile ce le-a dat la o parte, înainte de orice reclamație din partea celor interesați, el scapă de sub aplicațiunea penalităților prevăzute de art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.) (Demolombe, XIV, No. 480; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 528; Huc, V, No. 200; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 352, nota 2).

**29.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât la ascunderea lucrurilor mobile din succesiune cât și la ascunderea titlurilor de creanță, titlurilor la purtător și a titlurilor de proprietate imobiliară. (Dalloz, Rép., Succession, No. 627; Laurent, XXIII, No. 22; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 326 nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 645).

**30.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea chiar în cazul când moștenitorul ascunde lucruri străine, dacă el avea credința că acele lucruri făceau parte din succesiune. (Demolombe, XIV, No. 478; Marcadé, art. 792; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 326, text și nota 2).

**31.** Dispozițiile art. 792 c. civ. fr. (703 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea când moștenitorul ascunde lucruri din succesiune, asupra cărora avea drept de uzufruct. (Huc, V, No. 200; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 326, nota 2).

**32.** Creditorii succesiunii au dreptul să ceară aplicarea dispozițiilor art. 792 c. civ.

fr. (705 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 537, 539; Laurent, IX, No. 545; Huc, V, No. 204; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2459, 2452; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 530).

**33.** Creditorii moștenitorului în prejudiciul cărui s'a făcut deturnarea obiectelor din succesiune au dreptul să ceară restituirea obiectelor deturnate. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 529; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2421).

**34.** Moștenitorul care a comis deturnarea obiectelor din succesiune nu poate cere el însuși aplicarea dispozițiilor art. 792 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), pentru a înlătura renunțarea sa la succesiune. (Demolombe, XIV, No. 492; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, nota 50, p. 420; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 537; Laurent, IX, No. 344, Huc, V, No. 204).

**35.** Darea la o parte sau ascunderea lucrurilor din succesiune poate fi dovedită prin orice mijloace de probă, chiar prin martorii și simple prezumpțiuni, deoarece moștenitorul comite o fraudă și ceilalți nu au avut posibilitatea să-și procure o dovadă scrisă. (Demolombe, XIV, No. 485; Daloz, Rép., Succession, No. 637; Suppl., Succession, No. 550; Laurent, IX, No. 356, 341; Huc, V, No. 203; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2440; Planiol, III, No. 2004; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 530).

**36.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă probele propuse sunt sau nu admisibile după împrejurările de fapt. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 530).

**37.** În cazul când moștenitorul, care a ascuns lucruri din succesiune, este în același timp și legatar, el va fi lipsit nu numai de partea sa din aceste obiecte care i se cuvine în calitate de moștenitor, ci și de partea ce i s'ar fi cuvenit în calitate de legatar. (Demolombe, XIV, No. 499; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, text și nota 51, p. 420; Daloz, Rép., Succession, No. 641; Suppl., Succession, No. 534; Laurent, IX, No. 343).

**38.** Obiectele de succesiune sustrate de legatarul universal vor veni la masa succesorală ab intestat. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 538).

**39.** Moștenitorul care a ascuns lucruri de ale succesiunii, va fi obligat să plătească datoriile succesiunii proporțional cu partea sa succesorală, fără a se scădea din acestea partea lucrurilor sustrate. (Demolombe, XIV, No. 500; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 657, nota 1, p. 680; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 541; Laurent, XXIII, No. 29; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2455; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea

II, p. 354; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Al. Băicoianu, III, No. 649).

**40.** Acțiunea în restituirea obiectelor din succesiune, date la o parte sau ascunse, se prescrie prin trecerea de treizeci ani, de oarece acest fapt constituie un delict civil iar nu penal. (Demolombe, XIV, No. 502; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 519, nota 22, p. 430; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 521; Laurent, IX, No. 540; Huc, V, No. 201, 204; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2471, 2472; Planiol, III, No. 2004; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 331; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 647; Comp.: Traian Ionașcu, p. 146).

**41.** Dacă sustragerea frauduloasă a fost comisă de moștenitor în complicitate cu un terț, terțul complice va fi solidar răspunzător cu moștenitorul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 519, nota 24, p. 430; Huc, V, No. 201; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2460; Contra: Laurent, IX, No. 357).

**42.** Dacă sunt mai mulți moștenitori cari au ascuns în complicitate lucruri de ale succesiunii ei vor fi obligați la restituire în mod solidar. (Laurent, IX, No. 357; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 334).

**43.** Acțiunea moștenitorilor rezultată din ascunderea lucrurilor din succesiune se exercită ca un accesoriu al acțiunii în partaj. (Demolombe, XIV, No. 501; Daloz, Rép., Succession, No. 649; Suppl., Succession, No. 542; Laurent, IX, No. 345 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 333).

**44.** Restituirea lucrurilor sustrate din succesiune se face în forma raportului succesoral. (Demolombe, XIV, No. 501; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 542; Laurent, IX, No. 345 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 335).

**45.** În cazul când restituirea obiectelor sustrate din succesiune, se cere după efectuarea partajului, această restituire se va cere de ceilalți moștenitori sub forma unei acțiuni personale sau sub forma unei acțiuni în revendicare, după împrejurări și luându-se în considerație natura obiectelor sustrate. (Demolombe, XIV, No. 501; Daloz, Rép., Succession, No. 648; Suppl., Succession, No. 542; Laurent, IX, No. 345 bis; Baudry et Wahl, Successions, No. 2461, 2462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 333, 334).

**46.** Moștenitorul care a sustras sume din activul succesiunii, datorește dobânzi la aceste sume, din momentul decesului lui de cujus. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 334).

**47.** A se vede: art. 712 din codul civil cu notele respective.

Secțiunea III. — *Despre beneficiul de inventariu, despre efectele sale și despre obligațiunile eredelui beneficiar.*

**Art. 704.** — Declarațiunea unui erede că ia această calitate sub beneficiu de inventariu, trebuie să fie făcută la grefa tribu-

nalului de prima instanță a districtului în care succesiunea este deschisă; ea trebuie să fie înscrisă pe registrul destinat pentru trecerea actelor de renunțare. (Civ. 63, 95, 654 urm., 668 urm., 681 urm., 685, 693, 705 urm.; Pr. civ. 702 urm.; L. jud. ocoale 34; Civ. Fr. 793).

*Text. fr. Art. 793.* — La déclaration d'un héritier, qu'il entend ne prendre cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, doit être faite au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte: elle doit être inscrite sur le registre destiné à recevoir les actes de renonciation.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 27, 47 urm.;

LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, pg. 16.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar 1 urm.	Judecătorii de ocoale 17
Anulare 16, 22.	Legalizare 13.
Autenticare 13.	Legatari 25, 27.
Beneficiu de inventar 1 urm.	Mandat 12, 13, 14.
Calitate de moștenitor 2.	Minori 4, 8, 13, 19, 20.
Cesiune 27.	Moștenire 1 urm.
Comoștenitori 23.	Moștenitori neregulați 25.
Confuziune 1.	Moștenitori regulați 25.
Creditori 20, 27.	Opțiune 3, 25.
Datoriile succesiunii 1.	Ordine publică 5.
Declarație 10—20.	Plata datorțiilor succesiunii 1.
Definiție 1.	Prejudiciu 20.
Despăgubire 20.	Registru 15.
Facultate 3, 25.	Reprezentantul defunctului 1.
Faliment 24.	Rezervă succesorală 6.
Foaie voluntă 16.	Sindical falimentului 24.
Grefă 15, 18, 20.	Succesiune 1 urm.
Impunere 9.	Termeni sacramentali 11.
Interzicere 5, 6, 7, 8.	Testament 5—9.
Interziși 4, 8, 13, 19.	Transmiterea moștenirii 26.
Irevocabilitate 21.	Tribunale 15, 18, 20.

### Doctrină.

**1.** Beneficiul de inventar este un mod de acceptare a succesiunii care produce moștenitorului avantajul de a nu confunda patrimoniul său cu patrimoniul defunctului și de a nu fi obligat la plata datorțiilor succesiunii decât până la concurența valorii bunurilor succesoriale. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 575; Huc, V, No. 207; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 539, 340, 341; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 671).

**2.** Prin acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, moștenitorul rămâne reprezentantul defunctului și nu este desbrăcat de nici una din prerogativele alipite calității de moștenitor. (Pothier, Successions, VIII, p. 126; Daloz, Rép., Succession, No. 707; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 341).

**3.** Moștenitorul major are facultatea să accepte sau nu succesiunea sub beneficiu de inventar. Acest mod de acceptare nu este obligator de cât în cazul prevăzut de art. 782 c. civ. fr. (695 c. civ. rom.). (Daloz,

Rép., Succession, No. 708; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 341).

**4.** Moștenitorii minori și intreziși primesc succesiunea, în regulă generală, numai sub beneficiu de inventar. (Daloz, Rép., Succession, No. 708; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 341, 344; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 677; Traian Ionașcu, p. 149).

**5.** După o părere, testatorul nu poate să interzică moștenitorilor săi ab intestat sau testamentari ca să primească succesiunea sub beneficiu de inventar, deoarece beneficiul acesta este de ordine publică. (Pothier, Successions, VIII, p. 126; Demolombe, XV, No. 126; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 114 bis, II; Vazeille, Successions, I, art. 795, No. 2; Chabot, Successions, II, art. 774, No. 15; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, text și notele 4, 5, p. 597 urm.; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 576; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1523).

**6.** După altă părere, testatorul poate să interzică atât moștenitorilor ab intestat cât și moștenitorilor testamentari, ca să primească succesiunea sub beneficiu de inventar, cu condițiunea de a nu se aduce atingere rezervei lor. (Duranton, VII, No. 15; Troplong, Donations et testaments, I, No. 285; Daloz, Rép., Succession, No. 709; Laurent, IX, No. 571; Huc, V, No. 209; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 345, 344).

**7.** După a treia părere, interdicția a se folosi de beneficiu de inventar poate fi impusă numai moștenitorilor, testamentari iar nu și celor ab intestat, chemați la succesiune prin voința legii. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 379, nota 7, p. 310).

**8.** In ceace privește însă moștenitorii minori și interziși, testatorul nu le poate interzice primirea succesiunii sub beneficiu de inventar. (Daloz, Rép., Succession, No. 710; Suppl., Succession, No. 576; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 344).

**9.** Defunctul nu are dreptul să impue moștenitorilor săi acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar. (Daloz, Rép.,

Suppl., Succession, No. 576; Baudry et Wahl Successions, I, No. 1525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 545).

**10.** Pentru acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, moștenitorul este obligat să declare în mod formal că nu înțelege să ia calitatea de moștenitor decât sub beneficiu de inventar. (Demolombe, XV, No. 119; Mourlon, II, No. 275; Dalloz, Rép., Succession, No. 712; Laurent, IX, No. 578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547, text și nota 2, 548; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 673; Traian Ionașcu, p. 149).

**11.** Declarațiunea moștenitorului că acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar nu trebuie făcută în termeni sacramentali. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 577; Laurent, IX, No. 578; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547, nota 2).

**12.** Declarațiunea moștenitorului că acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar poate fi făcută și printr'un mandatar special. (Demolombe, XV, No. 154; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 577; Laurent, IX, No. 579; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547).

**13.** Mandatul pentru a se face o declarațiune de acceptare a unei succesiuni sub beneficiu de inventar trebuie făcut în scris însă nu este necesar să fie autentic ci numai legalizat. (Demolombe, XV, No. 14, 154; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, text și nota 10, p. 599; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 577; Laurent, IX, No. 579; Huc, V, No. 210; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1488; II, No. 1695; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547, nota 5; Contra: Rolland de Villargues, Rép., Bénédicte d'inventaire, p. 37, 38; Chabot, Successions, II, art. 793, No. 4).

**14.** Procura se va anexa la registrul, făcându-se mențiune despre aceasta. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547).

**15.** Potrivit dispozițiilor art. 795 c. civ. fr. (704 c. civ. rom.), declarațiunea de acceptare succesiunii sub beneficiu de inventar trebuie făcută la grefa tribunalului de prima instanță a județului în care s'a deschis succesiunea și trebuie înscrisă pe registrul destinat pentru trecerea actelor de renunțare la succesiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 714; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547, 548; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 673; Traian Ionașcu, p. 149).

**16.** O declarație de acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar înscrisă pe o foaie volantă în loc de registrul destinat anume pentru trecerea actelor de renunțare la succesiune, nu este nulă. (Dalloz, Rép., Succession, No. 714; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547).

**17.** Potrivit dispozițiilor art. 54 din legea judecătorilor de ocoale, declarația de acceptare succesiunii sub beneficiu de inventar se poate face la judecătoria oco-

lului în care s'a deschis succesiunea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 546, nota 5, 547; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 673).

**18.** Numai moștenitorii cari au dreptul de opțiune între acceptarea succesiunii pur și simplu și acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, trebuie să facă declarație la grefa tribunalului că acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, iar nu și moștenitorii cari nu pot accepta succesiunea decât în acest mod, cum sunt minorii. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 579, nota 11, p. 510; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, p. 599; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 579; Laurent, IX, No. 580; Huc, V, No. 210; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1701; Planiol III, No. 2016; Contra: Demolombe, XV, No. 155; Laurent, IX, No. 580; X, No. 88; Traian Ionașcu, p. 149; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 548; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 677).

**19.** La încetarea incapacității minorii și interzișii trebuie să declare că acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, cu formele cerute de lege, căci în caz contrar vor putea fi condamnați și considerați față de creditorii succesiunii ca acceptanți pur și simplu. (Traian Ionașcu, p. 149).

**20.** În cazul când lipsa de declarație la grefa tribunalului de acceptare a succesiunii sub beneficiu de inventar, din partea unui minor, ar cauza terților, cum sunt creditorii, vreun prejudiciu, ei au dreptul să ceară despăgubiri dela tutor. (Demolombe, XV, No. 155; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 579, Huc, V, No. 210).

**21.** Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar este, în principiu, irevocabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 542).

**22.** Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, poate fi anulată, ca și acceptarea pură și simplă pentru cauzele prevăzute în art. 785 c. civ. fr. (694 c. civ. rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 542, nota 2).

**23.** Dacă sunt mai mulți moștenitori, unii pot primi succesiunea pur și simplu iar ceilalți sub beneficiu de inventar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 542).

**24.** Dacă se deschide o succesiune în favoarea unui falit, sindicul falimentului va putea acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, însă nu o poate acceptă pur și simplu sau să renunțe la ea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 542, nota 5).

**25.** Facultatea de a acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar aparține tuturor moștenitorilor regulați și neregulați și chiar legatarilor universali sau cu titlu universal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 545, text și nota 2, 547, text și nota 1).

**26.** Beneficiul de inventar se transmite

după moartea moștenitorului către toți moștenitorii săi, de oarece nu este un drept personal al său. (Demolombe, XV, No. 389; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 346).

**27.** Beneficiul de inventar poate fi cesionat de moștenitor, care va fi răspunzător către creditori și legatari de faptele ce-

sionarului. (Demolombe, XV, No. 391; Aubry et Rau, VI, § 618, p. 468; Laurent, IX, No. 406; Guillouard, Vente, II, No. 866; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 346).

**28.** A se vedea: art. 715 din codul civil cu notele respective.

**Art. 705.** — Această declarațiune n'are efect decât fiind precedată sau urmată de un inventariu fidel și exact al bunurilor succesiunii, făcut după formele cerute de legile de procedură și în termenele mai jos hotărîte. (Civ. 704, 706 urm., 709 urm., 712, 723, 897; Pr. civ. 654 urm., 668 urm., 674, 675, 702—707; Civ. Fr. 794).

*Text. fr. Art. 794.* — Cette déclaration n'a d'effet qu'autant qu'elle est précédée ou suivie d'un inventaire fidèle et exact des biens de la succession, dans les formes réglées par les lois sur la procédure, et dans les délais qui seront ci-après déterminés.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare sub beneficiu de inventar 1 urm.	Judecătorii de ocoale 17
Asociație 6.	Legatar 10, 12.
Beneficiu de inventar 1 urm.	Mobile lucruri 14.
Citație 10, 11, 12, 13.	Moștenire 1 urm.
Comoștenitori 4.	Moștenitor aparent 5.
Creditori 11.	Opoziție 11, 12.
Curator 5.	Opțiune 8.
Debitori 13.	Ordine publică 1.
Declarație 7, 8.	Persoane interesate 10.
Delegație 17.	Proces verbal 16.
Dispensă de inventar 1—6.	Renunțare la succesiune 5.
Erede aparent 5.	Sigilii 9, 11, 12.
Facultate 8.	Sindicul falimentului 6.
Faliment 6.	Societate 6.
Grefa 7, 8.	Succesiune 1 urm.
Imobile 15, 16.	Succesiune vacantă 5.
Intenție 8.	Succesor aparent 5.
Inventar 1 urm.	Terțe persoane 6.
Inventar nereglat 18.	Titluri de proprietate 15.
	Tribunal 17.

## Doctrină.

**1.** Defunctul nu poate dispensa pe moștenitor de facerea inventariului prevăzut de art. 794 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), deoarece facerea inventariului constituie o formalitate substanțială și de ordine publică a acceptării succesiunii sub beneficiu de inventar. (Demolombe, XV, No. 127; Chabot, Successions, II, Art. 794, No. 8; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 379, nota 12, p. 310; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, p. 400; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 581; Laurent, IX, No. 383; Huc, V, No. 211; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1684; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 345, 351).

**2.** Un inventar pe care l-ar fi făcut defunctul cu puțin timp înainte decesului său, după o părere, nu ar fi suficient, de oarece mai întâi art. 794 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), cere a se face un inventar al bunurilor succesiunii și apoi dela facerea inventariului până la decesul autorului se

poate să fi survenit schimbări în starea bunurilor defunctului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 725; Suppl., Succession, No. 585; Laurent, IX, No. 384; Huc, V, No. 211).

**3.** După altă părere, un inventar făcut la o dată apropiată de decesul autorului, ar putea fi folosit de către moștenitor, care nu ar fi obligat să facă un nou inventar, ci numai să procedă la o verificare a inventarului făcut. (Demolombe, XV, No. 138; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 582; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1690).

**4.** În cazul când sunt mai mulți moștenitori, inventarul făcut de unul dintre moștenitori cu păzirea tuturor formalităților cerute de lege, poate dispensa pe moștenitorul care acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar să facă un alt inventar. (Demolombe, XV, No. 138; Chabot, Successions, II, art. 794, No. 3; Aubry et Rau, VI, § 612, p. 400; Dalloz, Rép., Succession, No. 724; Suppl., Succession, No. 584; Laurent, IX, No. 384; Huc, V, No. 211; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1688; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 351, 352).

**5.** Dacă inventariul a fost făcut de curatorul succesiunii vacante, de un moștenitor aparent sau de un moștenitor care apoi a renunțat la succesiune, moștenitorul care acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, poate fi dispensat de facerea unui nou inventar. (Demolombe, XV, No. 138; Chabot, Successions, II, Art. 794, No. 3; Aubry et Rau, VI, § 612, p. 400; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 584; Laurent, IX, No. 384; Huc, V, No. 211; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1688; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 351, 352).

**6.** Inventariul făcut de un terț, care nu are nici o legătură cu succesiunea, cum ar fi sindicul falimentului unui asociat, dispensează pe moștenitorul care acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, de a

face un nou inventar, ci el poate numai să procedă la facerea unei verificări a inventariului făcut. (Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1680).

**7.** Moștenitorul care a făcut la grefă declarația că acceptă succesiunea, sub beneficiu de inventar, însă nu a făcut inventariul cerut de art. 794 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), după o părere, va fi considerat că este un moștenitor pur și simplu, deoarece declarația sa echivalează cu o acceptare. (Demolombe, XV, No. 131; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 116 bis I; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 586; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 552).

**8.** După altă părere, totul este o chestiune de intenție căci acel care a declarat că voește să accepte succesiunea sub beneficiu de inventar, nu poate fi considerat că a acceptat succesiunea pur și simplu; așa încât moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, însă nu a făcut inventarul, este considerat că nu a făcut nici o declarație de acceptare și-și păstrează libertatea de opțiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 586; Laurent, IX, No. 586; Huc, V, No. 211; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 552).

**9.** Moștenitorul care acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, nu este obligat ca înainte de facerea inventariului să ceară punerea sigiliilor, însă e mai prudent să îndeplinească această formalitate pentru a se pune la adăpost de orice bănuială. (Demolombe, XV, No. 156; Chabot, Successions, II, Art. 794, No. 7; Aubry et Rau, VI, § 612, p. 401; Dalloz, Rép., Succession, No. 732; Laurent, IX, No. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 349).

**10.** La facerea inventarului trebuie citate toate persoanele interesate cum sunt moștenitorii legitimi, chiar dacă cel care face inventarul este un legatar universal al defunctului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 725; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, nota 2).

**11.** La facerea inventarului, nu se vor cită decât creditorii cari au făcut opoziție la ridicarea sigiliilor. (Demolombe, XV, No. 141; Dalloz, Rép., Succession, No. 729; Suppl., Succession, No. 585; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1679, 1680; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, nota 2).

**12.** Legatarii particulari nu se citează la facerea inventarului, decât acei cari au făcut opoziție. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 585; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, nota 2).

**13.** Debitorii succesiunii nu se citează la facerea inventarului. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 585; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1681, 1682).

**14.** În inventar se vor trece numai lucrurile mobile deoarece numai despre ele vorbește procedura civilă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550).

**15.** Deasemenea se vor trece în inventar și titlurile de proprietate ale imobilelor sucesorale. (Laurent, IX, No. 382; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, nota 1).

**16.** În cazul când succesiunea este compusă numai din imobile, ele vor fi constatate printr'un proces-verbal; ele nu se trec în inventar deoarece nu pot fi sustrate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, nota 1).

**17.** Inventarul se va face de un judecător al tribunalului sau de judecătorul de ocol prin delegație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 350, notă).

**18.** Dacă inventarul este făcut în mod neregulat, aceasta nu aduce pierderea beneficiului de inventar ci se va face un alt inventar. (Demolombe, XV, No. 145; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 116 bis, II; Laurent, IX, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, nota 2, 555; Contra: Chabot, Successions, II, art. 794, No. 5).

**19.** A se vedea: art. 706 din codul civil cu notele respective.

**Art. 706.** — Se dă eredului din ziua deschiderii succesiunii trei luni pentru facerea inventariului.

I se mai acordă pentru a delibera asupra acceptării sau repudierei succesiunii, un termen de 40 zile, care va începe a curge din ziua expirării celor trei luni date pentru inventariu, sau din ziua încheierii inventariului, dacă s'a terminat mai înainte de expirarea celor trei luni. (Civ. 651, 685 urm., 695 urm., 707, 708 urm., 1841; Pr. civ. 321, 674 urm., 729 urm., 732, 734; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stărei de război cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. of. 221/916), Art. 18; Civ. Fr. 795).

*Text. fr. Art 795.* — L'héritier a trois mois pour faire inventaire, à compter du jour de l'ouverture de la succession.

Il a de plus, pour délibérer sur son acceptation ou sur sa renonciation, un délai de quarante jours, qui commencent à courir du jour de l'expiration des trois mois donnés pour l'inventaire, ou du jour de la clôture de l'inventaire s'il a été terminé avant les trois mois.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 44 urm.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 5, 10, 12, 13, 14.	Inventar 1 urm.
Beneficiu de inventar 6, 12, 13, 14.	Legatari 10.
Creditorii succesiunii 10.	Major 8.
Cunoștință personală 3.	Minor 8.
Curgerea termenului 1, 2, 3.	Moarte 4.
Deces 4.	Opțiune 12.
Declarație 12, 13, 14.	Ordine publică 11.
Deliberare 1-6, 8-12.	Renunțare 2, 3, 10.
Deschiderea succesiunii 1.	Termin de patruzeci zile 5, 9.
Efectul legii 11.	Termin de trei luni 5, 9, 13.
Facultate 12.	Termin de trei luni și pa- truzeci zile 1 urm.
Grefă 12, 13, 14.	Termin de treizeci ani 7, 10.
Încetare din viață 4.	Tribunal 12, 13, 14.
Interzicere 11.	Urmărire silită 10.
Interzis 8.	

## Doctrină.

**1.** Termenul de trei luni și patruzeci zile prevăzut de art. 795 c. civ. fr. (706 c. civ. rom.), pentru facerea inventarului și deliberare, curge, pentru moștenitorul chemat în primul rând la succesiune, cu începere dela data deschiderii succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 267 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, nota 20, p. 426; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 588; Laurent, IX, No. 270; Huc, V, No. 212; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1325; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 353, 354; Comp.: Traian Ionașcu, p. 150).

**2.** Termenul de trei luni și patruzeci zile pentru facerea inventarului și deliberare, curge, după o părere, pentru moștenitorii în gradul următor dela data renunțării moștenitorului din gradul anterior. (Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 614, nota 20, p. 426; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 588; Laurent, IX, No. 270; Huc, V, No. 212; Planiol, III, No. 1964; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 354, nota 1).

**3.** După altă părere, acest termen curge pentru moștenitorii chemați în al doilea rând la succesiune, dela data când au avut cunoștință de renunțarea moștenitorilor din primul grad. (Duranton, VI, No. 470; Demolombe, XIV, No. 269, 305; Mourlon, II, No. 278; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 381, nota 2, p. 319; Dalloz., Rép., Suppl., Succession, No. 588; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1325).

**4.** În cazul când moștenitorul încetează din viață înainte de expirarea termenului de trei luni și patruzeci zile, se va acorda moștenitorilor acestora un nou termen de

trei luni și patruzeci zile pentru facerea inventarului și deliberarea, chiar dacă moștenitorul decedat făcuse inventarul. (Demolombe, XV, No. 267 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 381, p. 319; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 102 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614 p. 422, 425; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 588; Laurent, IX, No. 268; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1521; Planiol, III, No. 1964; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 356).

**5.** În cazul când moștenitorul acceptă succesiunea în cele patruzeci de zile însă înainte de a fi făcut inventarul, va avea încă trei luni pentru a face inventarul. (Dalloz, Rép., Successions, No. 734).

**6.** Neobservarea termenelor prevăzute de art. 795 și 798 c. civ. fr. (706 și 709 c. civ. rom.) nu atrage pierderea beneficiului de inventar. (Demolombe, XV, No. 144; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 116 bis, II; Aubry et Rau, VI, § 614, p. 425; Laurent, IX, No. 385; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 351, nota 1; Traian Ionașcu, p. 150).

**7.** Inventarul se va putea face în timp de treizeci ani dela deschiderea succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 317; XV, No. 144, 146; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 351, nota 1).

**8.** Dispozițiile art. 795 c. civ. fr. (706 c. civ. rom.), se aplică la orice moștenitor, major, minor sau interzis. (Demolombe, XIV, No. 268; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 353).

**9.** În cazul când moștenitorul nu a terminat sau chiar nu a început a face inventarul în timpul celor trei luni prevăzut de art. 795 c. civ. fr. (706 c. civ. rom.), el va putea face inventarul în timpul celor patruzeci zile acordate pentru deliberare de acelaș articol deoarece el nu poate fi obligat să se pronunțe înaintea expirării termenului de trei luni și patruzeci zile. (Demolombe, XIV, No. 266 bis; Chabot, Successions, II, Art. 795, No. 3; Mourlon, II, No. 278; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 381, nota 4, p. 320; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 118 bis; Aubry et Rau, VI, § 614, p. 422; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 355).

**10.** Termenul de trei luni și patruzeci acordat de art. 795 c. civ. fr. (706 c. civ. rom.), este prevăzut de lege în cazul când moștenitorul este urmărit de către creditorii succesiunii sau de legatari; dacă el

nu este urmărit, are dreptul să se pronunțe dacă acceptă sau renunță la succesiune în termen de treizeci ani. (Demolombe, XIV, No. 297; XV, No. 144; Mourlon, II, No. 282; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, p. 425; Laurent, IX, No. 264, 388; Huc, V, No. 215; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 555, 565; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 674; Traian Ionașcu, p. 150).

**11.** Autorul nu poate interzice moștenitorului său de a se folosi de termenul de trei luni și patruzeci zile acordat de art. 795 c. civ. fr. (706 c. civ. rom.), deoarece el se bucură de aceste termene prin efectul legii. (Demolombe, XIV, No. 267; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, p. 424; Laurent, IX, No. 271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 556).

**12.** În cazul când moștenitorul a declarat la grefa tribunalului, înainte de a face inventarul, că acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, după o părere, va avea dreptul la termenele de trei luni

și patruzeci zile, însă după expirarea acestor termene, va avea dreptul de opțiune: sau să accepte succesiunea pur și simplu sau s'o accepte sub beneficiu de inventar. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 117 bis).

**13.** După altă părere, în acest caz, moștenitorul nu mai are dreptul la nici un termen de trei luni pentru facerea inventarului. (Marcadé, art. 795).

**14.** După a treia părere, în acest caz, moștenitorul nu mai are dreptul la nici un termen, deoarece aceste termene sunt prevăzute de lege pentru ca moștenitorul să se poată pronunța, ceea ce în acest caz nu mai poate fi de nici o utilitate întru cât moștenitorul s'a pronunțat că acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar. (Duranton, VII, No. 22; Demolombe, XIV, No. 272; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, nota 7, p. 425; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 556, 557; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 674).

**Art. 707.** — Dacă cu toate acestea, sunt în succesiune obiecte supuse stricăciunii, sau obiecte a căror conservare ar costă mult, eredele poate în calitatea sa de persoană în drept a succede, și fără să se poată zice că s'a făcut acceptațiune din parte-i, să ia autorizarea justiției ca să se vândă acele obiecte.

Această vânzare trebuie să se facă cu forma vânzărilor publice. (Civ. 396, 681, 683, 690, 716; Pr. civ. 432, 702 urm.; Civ. Fr. 796).

*Text. fr. Art. 796.* — Si cependant il existe dans la succession des objets susceptibles de déperir ou dispendieux à conserver, l'héritier peut, en sa qualité d'habile à succéder, et sans qu'on puisse en induire de sa part une acceptation, se faire autoriser par justice à procéder à la vente de ces effets.

Cette vente doit être faite par officier public, après les affiches et publications réglées par les lois sur la procédure.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 796 c. civ. fr. (707 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la lucrurile mobile din succesiune iar nu și la imobilele succesoriale. (Daloz, Rép., Succession, No. 733).

**2.** Ca obiecte supuse stricăciunii se pot cită: grânele, fânețurile, etc. iar ca obiecte a căror păstrare ar costă prea mult se pot cită: caii de lux, echipagiile, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 255).

**3.** Vânzarea produselor care se vând zilnic, cum sunt: laptele, ouăle, legumele, chiar dacă s'a făcut fără autorizația justiției și de bunăvoie, este considerată ca un act de administrație. (Demante et

Colmet de Santerre, III, No. 99 bis; Laurent, IX, No. 276, 317; Huc, V, No. 215; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 255).

**4.** În cazul când moștenitorul vinde obiectele din succesiune fără autorizația justiției și fără formele vânzărilor publice, vânzarea este considerată ca un act de administrație definitivă care atrage acceptarea tacită a succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 428; Chabot, Successions, II, Art. 796, No. 2, 5; Mourlon, II, No. 220; Marcadé, Art. 796; Laurent, IX, No. 317; Huc, V, No. 215; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 255).

**5.** A se vedea: art. 716 din codul civil cu notele respective.

**Art. 708.** — În timpul termenelor pentru facerea inventariului și pentru deliberare, eredele nu poate fi silit a se pronunța și nu



se poate obține o condamnățiune în contra-i. Dacă el renunță după expirarea termenelor, sau înaintea expirării lor, cheltuelile ce legiuit s'au făcut de dânsul până la acea epocă privesc succesiunea. (Civ. 706, 709 urm., 723, 1780, 1884; Pr. civ. 140, 146; Civ. Fr. 797).

*Text. fr. Art. 797.* — Pendant la durée des délais pour faire inventaire et pour délibérer, l'héritier ne peut être contraint à prendre qualité, et il ne peut être obtenu contre lui de condamnation: s'il renonce lorsque les délais sont expirés ou avant, les frais par lui faits légitimement jusqu'à cette époque sont à la charge de la succession.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acceptare 11, 12, 13, 14.	Inscripție ipotecară 2.
Act de conservare 2, 4.	Înteruperea prescripției 4.
Beneficiu de inventar 13.	Invocare 10.
Cheltueli 14, 15, 17, 18, 19.	Legate 9, 11.
Comoștenitori 11.	Moștenire 1 urm.
Conservare 2, 3, 4, 8.	Notificare 2.
Creditori 1, 3, 5, 6, 7, 11, 19.	Partaj 11.
Culpă 17.	Prescripție 3, 4.
Datorii 9.	Renunțare 11, 12, 13, 15.
Epocă 16.	Rude 12.
Excepțiune dilatorie 1, 2, 7, 8, 9, 10.	Succesiune 1 urm.
Executare silită 1, 6, 7, 8.	Suspendare 1, 2, 7, 8, 9, 10.
Expirarea termenului 11, 15, 16.	Termin pentru inventar și deliberare 1 urm.
Hotărâre 5, 6, 7, 8.	Testament 9.
	Urmărire silită 1, 6, 7, 8.

Doctrină.

**1.** În timpul termenelor pentru facerea inventarului și pentru deliberare, efectul urmăririlor creditorilor și altor persoane interesate, este suspendat dacă cere moștenitorul. (Demolombe, XIV, No. 279; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, nota 5, p. 425; Dalloz, Rép., Succession, No. 740; Suppl., Succession, No. 590; Laurent, IX, No. 267, 275; Huc, V, No. 214; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1529; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 558, 360; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 608).

**2.** În timpul termenelor pentru facerea inventarului și pentru deliberare, moștenitorul nu poate opune excepțiunea dilatorie, la acțiunile exercitate în contra sa, când aceste acțiuni au de scop luarea unei măsuri de conservare și nu aduc moștenitorului calitatea de moștenitor, nici să se opue la actele de conservare și asigurare cum sunt luarea unei inscripții ipotecare, sau reînnoirea ei, o notificare, etc. (Pothier, Successions, VIII, p. 148; Demolombe, XIV, No. 249, 281; Chabot, Successions, II, Art. 797, No. 2; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 905; Laurent, IX, No. 275; Huc, V, No. 214; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1545; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 561; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 622).

**3.** În timpul termenelor pentru facerea inventarului și pentru deliberare, pres-

cripțiunea curge în contra creditorilor succesiunei. (Dalloz, Rép., Succession, No. 755; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 360).

**4.** Deasemenea în timpul acestor termene prescripțiunea în contra moștenitorilor curge în favoarea debitorilor succesiunei deoarece moștenitorul, fără a fi considerat că a luat această calitate, poate face în acest timp orice act de conservare cum este întreruperea prescripției. (Dalloz, Rép., Succession, No. 755; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 360).

**5.** În timpul termenelor pentru facerea inventarului și pentru deliberare, creditorii succesiunei nu pot obține o hotărâre condamnatoare în contra moștenitorului personal. (Dalloz, Rép., Succession, No. 748; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 620).

**6.** Creditorul succesiunei care are un titlu executor, cum este o hotărâre judecătorească definitivă și investită cu formula executorie, obținută în contra defunctului, după o părere poate proceda la executarea titlului asupra bunurilor succesiunei fără a i se putea opune de către moștenitor beneficiul termenului de trei luni și patruzeci zile pentru facerea inventarului și pentru deliberare. (Chabot, Successions, II, Art. 797, No. 2; Dalloz, Rép., Succession, No. 741; Suppl., Succession, No. 905; Laurent, IX, No. 275; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1534; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 361).

**7.** După altă părere, moștenitorul are dreptul să ceară suspendarea urmăririi bunurilor succesoriale pe timpul termenului de trei luni și patruzeci zile prescrite de lege pentru facerea inventarului și deliberare. (Demolombe, XIV, No. 241, 284; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, nota 6, p. 425, nota 9, p. 424).

**8.** Actele de urmărire cari nu au caracterul de acte de executare pot fi făcute în timpul termenului, prevăzut de lege pentru facerea inventarului și pentru deliberare, fără ca moștenitorul să aibă dreptul să ceară suspendarea lor până la expirarea termenului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1526).

**9.** Chiar dacă testatorul ar fi dispus ca datoriile și legatele să se plătească îndată după decesul său, moștenitorul poate opune excepțiunea dilatorie a facerei inventarului și deliberării în contra cererilor îndreptate în contra sa. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 381, text și nota 5, p. 320; Laurent, IX, No. 271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 560).

**10.** Excepțiunea dilatorie pentru facerea inventarului și deliberării, va trebui să fie propusă înainte de orice apărare asupra fondului; dacă moștenitorul s'a apărât în fond fără a propune această excepțiune, el va fi condamnat ca un moștenitor pur și simplu. (Duranton, VII, No. 20; Demolombe, XIV, No. 279; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 120 bis I; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 560, nota 5).

**11.** După expirarea termenelor de trei luni și patruzeci zile, pentru facerea inventarului și deliberare, moștenitorul poate fi chemat în judecată, de către creditorii succesiunii, legatari și comoștenitorii săi cari ar cere împărțeala succesiunii, pentru a se pronunța dacă acceptă sau renunță la succesiune. (Demolombe, XIV, No. 289; Laurent, IX, No. 264, 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 560; Traian Ionașcu, p. 132; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 625).

**12.** Rudele cari ar veni la moștenire în gradul următor nu au dreptul a cere ca moștenitorul să se pronunțe dacă acceptă sau renunță la succesiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 610, nota 5, p. 372; Laurent, IX, No. 266; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 560, nota 4; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 625).

**13.** La cuvintele: „Dacă el renunță“ din art. 797 c. civ. fr. (708 c. civ. rom.), trebuiesc adăugate cuvintele: „sau dacă el primește succesiunea sub beneficiu de inventar“. (Duranton, VII, No. 20; Demolombe, XIV, No. 287; Chabot, Successions, II, Art. 797, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, p. 424; Laurent, IX, No.

272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 559, nota 2, 361).

**14.** Dacă moștenitorul a acceptat succesiunea pur și simplu, toate cheltuielile fiind făcute în interesul său vor cădea în sarcina sa. (Laurent, IX, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 561, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 621).

**15.** În cazul când moștenitorul renunță la succesiune după expirarea termenului de trei luni și patruzeci de zile, sau înainte, toate cheltuielile făcute de el privesc moștenirea. (Demolombe, XIV, No. 287, 288; Laurent, IX, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 561, 562; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 621).

**16.** Prin cuvintele: „până la acea epocă“ din art. 797 c. civ. fr. (708 c. civ. rom.), se înțelege timpul scurs până în momentul expirării termenelor de trei luni și patruzeci zile. (Demolombe, XIV, No. 287; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 120 bis, II; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 562; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 381, nota 12, p. 321).

**17.** Numai cheltuelile legitime făcute de moștenitor cad în sarcina succesiunii iar nu și cele făcute prin culpa sa. (Demolombe, XIV, No. 288; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 120 bis, II, III; Laurent, IX, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 562, text și nota 2).

**18.** Nu numai cheltuelile făcute de moștenitor vor cădea în sarcina succesiunii, ci și cheltuelile făcute în contra sa de către părțile interesate, cu privire la succesiune, vor cădea în sarcina succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 288; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 120 bis, II; Laurent, IX, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 562, text și nota 5).

**19.** Cheltuelile la care vor fi condamnați creditorii potrivit dreptului comun vor cădea însă în sarcina lor. (Laurent, IX, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 562).

**Art. 709.** — După expirarea termenelor arătate, eredele urmărit poate cere un nou termen, pe care tribunalul ce se află în cercetarea urmăririi, îl acordă sau îl refuză după circumstanțe. (Civ. 706, 710 urm., 711; Civ. Fr. 798).

*Text. fr. Art. 798.* — Après l'expiration des délais ci-dessus, l'héritier, en cas de poursuite dirigée contre lui, peut demander un nouveau délai, que le tribunal saisi de la contestation accorde ou refuse suivant les circonstances.

### Doctrină.

**1.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran și vor decide numărul și durata termenelor pe care trebuie să le acorde

moștenitorului la expirarea termenului de trei luni și patruzeci zile. (Demolombe, XIV, No. 292 urm.; Chabot, Successions, II, Art. 798, No. 4; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 381, p. 521, 522; Aubry

et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, text și nota 13, p. 424, 425; Dalloz, Rép., Succession, No. 736; Suppl., Succession, No. 589; Laurent, IX, No. 269; Huc, V, No. 215; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1547; Planiol, III, No. 1965; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 357, text și nota 5; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 619).

**2.** Chiar dacă moștenitorul a făcut inventarul succesiunii, tribunalele pot să-i acorde un termen pentru deliberare. (Demolombe, XIV, No. 295; Massé et Vergé sur Zachariae II, §. 581, nota 14, p. 321; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, p. 425; Dalloz, Rép., Succession, No. 735; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 357).

**3.** Termenele acordate de tribunale, după o părere, nu pot fi mai lungi decât cele legale. (Demolombe, XIV, No. 294).

**4.** După altă părere, termenele acor-

date de tribunale pot fi mai lungi decât cele legale, după împrejurări. (Laurent, IX, No. 327, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 357, nota 5; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 619).

**5.** Acordarea prelungirii termenelor pentru facerea inventarului și deliberare, se va face de tribunal, înaintea căruia este urmărit moștenitorul de către creditori sau legatari, deoarece cererea unui nou termen constituie o excepțiune dilatorie, care nu poate fi ridicată dacă moștenitorul nu este urmărit, el având timp de treizeci ani pentru a se pronunța dacă acceptă succesiunea sau renunță la ea. (Chabot, Successions, II, Art. 798, No. 2, 3; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 358).

**6.** A se vedea: art. 706 din codul civil cu notele respective.

**Art. 710.** — Cheltuelile urmăririi, în cazurile articolelor precedente, privesc succesiunea, dacă eredele justifică, sau că n'a cunoscut evenimentul morții sau că termenele i-au fost neîndeplătoare, din cauza situațiunii bunurilor, sau din cauza contestațiunilor ivite. Dacă el nu poate justifica, cheltuelile îl privesc. (Civ. 708, 709; Pr. civ. 146; Civ. Fr. 799).

*Text. fr. Art. 799.* — Les frais de poursuite, dans le cas de l'article précédent, sont à la charge de la succession, si l'héritier justifie, ou qu'il n'avait pas eu connaissance du décès, ou que les délais ont été insuffisants, soit à raison de la situation des biens, soit à raison des contestations survenus: s'il n'en justifie pas, les frais restent à sa charge personnelle.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 44 urm.

### Doctrină.

**1.** Textul art. 710 c. civ. român este greșit redactat și cuvintele: „în cazurile articolelor precedente” se vor înlocui prin cuvintele: „în cazurile articolului precedent”. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 355, nota 4).

**2.** În cazul de prelungire a termenelor legale, scutirea de plată a cheltuelilor nu poate rezulta decât din cauzele prevăzute de art. 799 c. civ. fr. (710 c. civ. rom.). (Demolombe, XIV, No. 292 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, p. 424; Dalloz, Rép., Succession, No. 159; Suppl., Succession, No. 589; Laurent, IX, No. 275; Huc, V,

No. 215; Baudry et Wahl, Successions I, No. 1547; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 358, 359; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 621).

**3.** Dacă moștenitorul după expirarea termenelor legale, a renunțat la succesiune sau a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, în urma urmăririi creditorilor îndreptată în contra sa, fără a se da un nou termen, cheltuelile de urmărire vor cădea în sarcina succesiunii. (Duranton, VII, No. 21; Demolombe, XIV, No. 296; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 614, nota 16, p. 425; Laurent, IX, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 358, nota 4).

**Art. 711.** — Eredele conservă cu toate acestea, după expirarea termenelor acordate de art. 706, chiar după expirarea termenelor date de judecător, conform art. 709, facultatea de a face încă inventariu și de a se declara erede beneficiar; aceasta însă

în caz când dânsul n'a făcut acte de erede sau în caz când nu este dat în contra-i o hotărîre judecătorească desăvârșită, care să-l condamne ca erede curat și simplu. (Civ. 689 urm., 704 urm., 1201; Pr. civ. 373, 375, 702 urm.; Civ. Fr. 800).

*Text. fr. Art. 800.* — L'héritier conserve néanmoins, après l'expiration des délais accordés par l'article 795, même de ceux donnés par le juge, conformément à l'article 798, la faculté de faire encore inventaire et de se porter héritier bénéficiaire, s'il n'a pas fait d'ailleurs acte d'héritier, ou s'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée, qui le condamne en qualité d'héritier pur et simple.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 44 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 4, 5, 6, 12.	Inscripție ipotecară 8.
Acte de administrație 7, 17, 20.	Intrebuintare 8.
Acte de dispoziție 16, 17.	Înteruperea prescripției 8.
Apreciere 2, 17.	Ipotecă 19.
Autoritate de lucru judecat 22.	Lichidare 10, 20.
Autorizație 9, 12.	Licitație 14.
Beneficiu de inventar 1, 2, 4—22.	Locațiune 8.
Capitaluri 8.	Minori 8, 9, 14.
Casație 2.	Moștenire 1 urm.
Cesiune 15.	Moștenitor beneficiar 1, 2, 4—22.
Compromis 16, 17.	Omologare 9.
Condamnare 21, 22.	Partaj 13, 14.
Confuziune 11.	Prescripție 8.
Consiliu de familie 9.	Recurs 2.
Creditori 3, 11, 12.	Renunțare la succesiune 12.
Decădere din beneficiu de inventar 1, 2, 5, 6, 16—22.	Servitute 18.
Dotă 8.	Succesiune 1 urm.
Enumerare enunciativă 1.	Termin 3, 4.
Facultate 3, 4.	Transcriere 8.
Hotărîre 21, 22.	Tranșacție 16, 17.
Inchiriere 8.	Tutelă 8, 9.
	Venituri 8.

#### Doctrină.

**1.** Cauzele de decădere din beneficiul de inventar, arătate de art. 792, 800 și 801 c. civ. fr. (705, 711 și 712 c. civ. rom.), nu sunt prevăzute în mod limitativ. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 700).

**2.** Curtea de Casație poate cenzură dacă împrejurările de fapt constatate de tribunale aduc sau nu, în drept, decăderea din beneficiu de inventar. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 700; Huc, V, No. 220).

**3.** Termenele acordate moștenitorului de a face inventar și de a delibera, nu privesc facultatea de a acceptă sau a renunța la succesiune, ci privesc numai dreptul creditorilor și altor părți interesate de a urmări realizarea drepturilor lor. (Daloz, Rép., Succession, No. 755; Suppl., Succession, No. 591; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 365).

**4.** Moștenitorul păstrează facultatea de a acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar sau pur și simplu, timp de treizeci

ani dacă nu este silit a se pronunța mai înainte. (Demolombe, XIV, No. 297; XV, No. 144; Mourlon, II, No. 282; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 614, p. 425; Daloz, Rép., Succession, No. 755; Suppl., Succession, No. 591; Laurent, IX, No. 264, 388; Huc, V, No. 215; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1562; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 355, 363; Traian Ionașcu, p. 150).

**5.** Moștenitorul poate fi decăzut din beneficiul de inventar fie înainte, fie după acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar. (Daloz, Rép., Succession, No. 951).

**6.** Aceleași acte care aduc acceptarea tacită a succesiunii, aduc, în principiu, decăderea moștenitorului din beneficiul de inventar. (Daloz, Rép., Succession, No. 952; Suppl., Succession, No. 701).

**7.** Moștenitorul beneficiar are dreptul să facă orice acte de administrație, luându-se acest cuvânt în cel mai larg sens iar nu în sensul restrâns din art. 779 c. civ. fr. (690 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 701).

**8.** Moștenitorul beneficiar are dreptul să ceară luare de inscripții și transcripții, să întrerupă prescripții, să încasseze venituri, să încasseze capitalurile datorite succesiunii și să le întrebuințeze, să încheie contracte de locațiune și să le reînnoiască în condițiunile impuse de lege tutorilor și bărbatului dotal, etc. (Demolombe, XV, No. 255, urm.; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 701; Laurent, IX, No. 401 urm.; X, No. 142; Huc, V, No. 236; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1864 urm., 1888 urm.).

**9.** Moștenitorul beneficiar după o părere este asimilat cu un tutor: toate actele pe care tutorul le poate face singur, le poate face și moștenitorul beneficiar; în ceea ce privește actele pe care tutorul nu le poate face fără autorizația consiliului de familie sau omologarea tribunalului, moștenitorul beneficiar nu le poate face deasemenea fără autorizația tribunalului.

(Demolombe, XV, No. 264; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 702).

**10.** După a doua părere, moștenitorul beneficiar poate face toate actele cari sunt indispensabile lichidării succesiunii, care este misiunea sa, iar în cazul când legea a impus anumite formalități pentru unele acte, el trebuie să se conformeze prescripțiilor legii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 451 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 702).

**11.** După a treia părere, moștenitorul beneficiar fiind proprietarul bunurilor succesoriale are dreptul să facă orice acte, cu condițiunea de a nu periclita interesele creditorilor succesiunii și a nu aduce confuziune între patrimoniul. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession No. 702; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1866, 1869).

**12.** Moștenitorul beneficiar poate accepta, chiar pur și simplu, sau renunța la o succesiune deschisă în favoarea defunctului, fără a-și pierde calitatea de moștenitor sub beneficiu de inventar și fără să aibă nevoie de autorizația creditorilor sau a justiției. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 702).

**13.** Moștenitorul beneficiar poate proceda la împărțea definitivă a bunurilor succesoriale, prin justiție de bună voie, fără să piardă beneficiul de inventar. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 704).

**14.** Partajul însă făcut prin licitație va trebui să fie făcut potrivit formalităților prescrise pentru minori, mai cu seamă dacă la licitație sunt admiși și străini. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 704; Huc, V, No. 220).

**15.** Moștenitorul beneficiar, care a îndeplinit formalitățile cerute de lege, și care cedează drepturile sale succesoriale, nu pierde beneficiu de inventar, devenind moștenitor pur și simplu, deoarece dispozițiile art. 780 c. civ. fr. (691 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea în acest caz. (Dalloz, Rép., Succession, No. 954 urm.).

**16.** Moștenitorul beneficiar dacă încheie tranzacții și compromise în contestațiile privitoare la succesiune, după o părere, pierde beneficiul de inventar. (Aubry et Rau ed. 4-a, VI, § 618, p. 451 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 947; Suppl., Succession, No. 705; Laurent, IX, No. 405 ter.).

**17.** După a doua părere, trebuiește de făcut o distincțiune: tranzacțiile și compromisele privitoare la actele de dispoziție aduc

decăderea din beneficiul de inventar, însă tranzacțiile și compromisele privitoare la actele de prudentă administrație vor fi apreciate de tribunale care vor decide dacă aduc sau nu pierderea beneficiului de inventar. (Demolombe, XV, No. 265; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 705; Huc, V, No. 220; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1925).

**18.** Moștenitorul beneficiar nu poate grevă de servituții bunurile succesoriale, căci în cazul contrar el este decăzut din beneficiul de inventar. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 702).

**19.** Moștenitorul beneficiar care constituie o ipotecă asupra bunurilor succesoriale este decăzut din beneficiul de inventar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 945).

**20.** Dacă moștenitorul beneficiar nu administrează și nu lichidează succesiunea conform regulilor prescrise de lege el este decăzut din beneficiul de inventar și devine moștenitor pur și simplu. (Dalloz, Rép., Succession, No. 950).

**21.** Moștenitorul nu poate accepta succesiunea sub beneficiu de inventar numai în cazul prevăzut de art. 800 c. civ. fr. (711 c. civ. rom.), adică atunci când există în contra sa pronunțată o hotărâre judecătorească definitivă care în dispozitivul ei constituie o condamnare a moștenitorului în calitate de erede pur și simplu. (Demolombe, XV, No. 152 bis; Mourlon, II, No. 287; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 711; Laurent, IX, No. 590; Colin et Capitant, III, p. 482; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 364, text și nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 674, 676).

**22.** Condamnarea unui moștenitor în calitate de erede pur și simplu, nu are efect decât față de părțile care au luat parte la pronunțarea hotărârii și numai față de obiectul litigiului care s'a desbătut între aceste părți. (Pothier, Successions, VIII, No. 149; Demolombe, XV, No. 148 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 122 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, text și nota 25, p. 405; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 714; Laurent, IX, No. 591; Huc, V, No. 218; Baudry et Wahl, Successions, I, No. 1575; Planiol, III, No. 2024; Colin et Capitant, III, p. 482; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 365, 366; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 676; Comp.: Mourlon, II, No. 285 urm.).

**Art. 712.** — Eredele care a ascuns obiecte de ale succesiunii, sau care, cu știință și rea credință, n'a trecut în inventariu efecte dintr'însa, nu se poate folosi de beneficiul de inventariu. (Civ. 603, 702, 703, 713 urm., 1898; Pr. civ. 674, 675, 702 urm., 705; C. p. 306 urm.; Civ. Fr. 801).

*Text. fr. Art. 801.* — L'héritier qui s'est rendu coupable de recélé, ou qui a omis, sciemment et de mauvaise foi, de comprendre dans l'inventaire, des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 17, 18;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, p. 30 urm.

### Doctrină.

1. Art. 792 și 801 c. civ. fr. (705 și 712 c. civ. rom.), se completează unul prin altul. (Demolombe XIV, No. 469; Laurent, IX, No. 387; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 522, nota 5, 535).

2. Potrivit dispozițiilor art. 801 c. civ. fr. (712 c. civ. rom.), moștenitorul care a ascuns obiecte de ale succesiunii sau care cu știință și rea credință n'a trecut în inventar efecte dintrânsa, nu se poate folosi de beneficiul de inventar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 535, 549, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 642, 649).

3. Toate faptele de dare la o parte și de ascundere a obiectelor din succesiune care potrivit dispozițiilor art. 792 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.), aduc decăderea moștenitorului de a putea renunța la succesiune și aduc decăderea moștenitorului de a se putea folosi de beneficiul de inventar. (Demolombe, XV, No. 371 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, p. 401; Dalloz, Rép., Succession, No. 961; Suppl., Succession, No. 715; Laurent, IX, No. 411; Huc, V, No. 221; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2194; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 645).

4. Astfel moștenitorul care prin manopere frauduloase a făcut să i se adjucece cu preț mic bunuri de ale succesiunii,

este decăzut din beneficiul de inventar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, text și nota 21, p. 401).

5. În cazul când inventarul cuprinde oarecare vicii cari nu sunt imputabile moștenitorului sau cari ar putea constitui din partea sa o rea credință, se poate ordona facerea unui alt inventar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 720).

6. Moștenitorul care a dat la o parte sau a ascuns lucruri din succesiune, este lipsit de partea sa din bunurile date la o parte sau ascunse, dispozițiile părții finale a art. 792 c. civ. fr. (705 c. civ. rom.) găsimu-și și aci aplicațiunea cu toate că aceste dispozițiuni nu sunt reproduse în art. 801 c. civ. fr. (712 c. civ. rom.). (Demolombe, XIV, No. 469; Dalloz, Rép., Succession, No. 972; Laurent, IX, No. 387; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 535).

7. Dacă moștenitorul a omis să treacă în inventar lucruri de ale succesiunii, din neglijență sau eroare, el nu va suferi sancțiunile prevăzute de lege, ci va fi obligat să dea socoteală de acele obiecte. (Demolombe, XIV, No. 475; Aubry et Rau, VI, § 612, nota 20, p. 401; Laurent, IX, No. 411; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 535, 549, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 644).

8. A se vedea art. 705 din codul civil cu notele respective.

**Art. 713.** — Beneficiul de inventariu dă eredelui avantajul:

1. De a plăti datoriile succesiunii numai până în concurența valoarei bunurilor ce el a primit; de a se scuti chiar de plata datoriilor, predând toate bunurile succesiunii creditorilor și legatarilor;

2. De a nu amesteca bunurile sale proprii cu acelea ale succesiunii, și de a conserva în contra succesiunii, dreptul de a cere plata creanțelor sale. (Civ. 405, 593, 632, 653, 685, 714 urm., 777, 778, 781, 897, 1108 § 4, 1122 urm., 1154, 1155, 1780, 1792, 1795, 1882, 1883, 1892; Pr. civ. 648 urm., 702, 706; Civ. Fr. 802).

*Text fr. Art. 802.* — L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage.

1<sup>o</sup> De n'être tenu du paiement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, même de pouvoir se décharger du paiement des dettes en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires.

2<sup>o</sup> De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession, et de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ces créances.

## Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO DEM., *Observație* sub Trib. Avignon (Vaucluse) 11 Ian. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 27;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 39;  
 LAZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, p. 194.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

- |  |   |
|--|---|
| Abandonarea succesiunii<br>6, 13, 14, 25—54.               | Irevocabilitate 25.   |
| Acceptare pur și simplu 5.                                 | Legatari 2, 3, 4, 6, 9, 12,<br>13, 14, 25—54.               |
| Acceptare sub beneficiu<br>de inventar 1 urm.              | Licitatie 47—51.  |
| Accesoriu 29.  | Mandat 46.  |
| Acțiune 7, 31, 52, 53, 57,<br>59, 60, 61.                  | Minor 14, 43, 44.   |
| Administrație 41, 42, 43, 54.                              | Moștenire 1 urm.  |
| Administrator 17.  | Notificare 23, 38, 39.                                      |
| Autorizație 14, 43, 44.                                    | Nulitate 48.  |
| Beneficiu de inventar 1<br>urm.                            | Omologare 45.   |
| Calitate de moștenitor 6, 7.                               | Partajul creanțelor 20, 63.                                 |
| Cesiune 23, 24.  | Partajul datoriilor 19.                                     |
| Comoștenitori 9, 27, 33, 59<br>60, 63.                     | Plata datoriilor succesiuni<br>15, 16, 24, 32, 56.          |
| Confuziune 55.   | Poprire 23.   |
| Consiliu de familie 14, 43,<br>44.                         | Predarea succesiunii, a se<br>vedea cuvântul: «Abandonare». |
| Convenție 51.  | Prescripție 62, 63, 64.                                     |
| Creanțe cu termen 18.                                      | Privilegiu 2, 3.  |
| Creditori 2, 3, 4, 6, 9, 12,<br>13, 14, 21, 22, 25—54, 64. | Raport succesoral 10, 30.                                   |
| Curator 40, 41, 50, 51, 52,<br>53, 60.                     | Reducerea liberalităților<br>10, 28.                        |
| Data certă 8.  | Registru 37, 39.  |
| Datoriile succesiunii 15,<br>16, 19, 24, 32.               | Renunțare 4, 13, 14, 25, 37.                                |
| Decădere din beneficiu de<br>inventar 4, 36.               | Separatie de patrimonii<br>1—5, 55.                         |
| Declarație 37, 39.   | Servitute 55.   |
| Drept propriu 7, 8.  | Socoteli de gestiune 42.                                    |
| Efecte 1 urm.  | Succesiune 1 urm.   |
| Exercitarea unui drept<br>propriu 7, 8.                    | Supraveghere 54.  |
| Formalități 37.  | Taxe de înregistrare 11.                                    |
| Fructe 29.   | Termin 18.  |
| Grefă 37, 39.  | Terte persoane 9, 31, 52,<br>53.                            |
| Hotărâre 51.   | Tribunal 37, 39, 45, 50, 51,<br>60.                         |
| Inscripție 2, 3.   | Tutor 14, 43, 44, 45.                                       |
|  | Validarea poprirei 23.                                      |
|  | Vindere-cumpărare 23, 24,<br>46—51.                         |

## Doctrină.

1. Efectul general al beneficiului de inventar este de a separa patrimoniile defunctului de ale moștenitorului, fiecare păstrându-și creanțele și datoriile sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, IV, § 330, p. 405; Dalloz, Rép., Succession, No. 757; Suppl., Succession, No. 592; Huc, V, No. 223; Planiol, III, No. 2109; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 367, 369, text și nota 2, 372, 373; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 907; Traian Ionașcu, p. 150, 151).
2. Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, aduce de drept separația de patrimonii în folosul creditorilor și legatarilor succesiunii, fără să fie nevoie ca aceștia s'o ceară sau să se ia vreo inscripțiune pentru conservarea acestui privilegiu. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, p. 541; Troplong, Privileges et hypothèques, III, No. 651; Demante

et Colmet de Santerre, III, No. 125 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 71, p. 504; Laurent, X, No. 80; Huc, V, No. 425; Planiol, III, No. 2108 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 370; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 907; Contra: Demolombe, XV, No. 172).

3. Cu toate acestea, nimic nu împiedică pe creditorii și pe legatarii succesiunii ca să ceară separația de patrimoniu și să ia inscripția acestui privilegiu. (Laurent, X, No. 83; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 371).

4. Odată făcută acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, creditorii și legatarii succesiunii au un drept definitiv câștigat și nu mai pot fi lipsiți de beneficiul separației de patrimoniu, prin renunțarea moștenitorului la beneficiul de inventar sau prin decăderea lui din acest beneficiu. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 371; Contra: Laurent, X, No. 82; Huc, V, No. 425).

5. Dacă însă moștenitorul beneficiar a fost exclus și înlocuit cu alt moștenitor care acceptă succesiunea pur și simplu, separația de patrimoniu nu mai subsistă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 507; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372).

6. Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar nu ia moștenitorului calitatea sa, el continuând să reprezinte pe defunct, chiar dacă a abandonat creditorilor și legatarilor succesiunea. (Pothier, Successions, VIII, p. 135; Chabot, Successions, II, Art. 802, No. 8; Demolombe, XVI, No. 176; Dalloz, Rép., Succession, No. 757; Laurent, X, No. 115; Planiol, III, No. 2140; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 375, nota 5).

7. Când moștenitorul beneficiar acționează pe un terț în numele său propriu, nu i se poate opune o excepțiune bazată pe calitatea sa de moștenitor și care ar fi putut fi opusă defunctului. (Demolombe, XV, No. 192; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 446; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 620; Laurent, X, No. 98; Huc, V, No. 225; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1797 urm.; Comp.: Dalloz, Rép., Succession, No. 800; Planiol, III, No. 2113; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 910).

8. Moștenitorul beneficiar când își exercită un drept al său propriu, poate

opune lipsa de dată certă a unui act subscris de defunct. (Demolombe, XV, No. 187; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 446; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 620; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1806; Planiol, III, No. 2120; Contra: Laurent, X, No. 97; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372).

**9.** Moștenitorul beneficiar în raporturile sale cu alte persoane, în afară de creditorii și legatarii, cum sunt comoștenitorii săi, continuă persoana defunctului ca și cum ar fi acceptat succesiunea pur și simplă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 366).

**10.** Astfel moștenitorul beneficiar este obligat să raporteze și are dreptul să ceară raportul liberalităților și reducățiilor. (Pothier, Successions, VIII, p. 126; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 366).

**11.** Deasemenea moștenitorul beneficiar este obligat să plătească taxele de înregistrare ale succesiunii. (Demolombe, XIV, No. 510; Mourlon, II, No. 288; Huc, V, No. 225; Planiol, III, No. 2107; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 366).

**12.** După plata datoriilor și legatelor, ceea ce rămâne din succesiune se cuvine moștenitorului beneficiar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 366).

**13.** Moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, nu mai poate renunța la succesiune, singurul său drept fiind de a abandona creditorilor și legatarilor succesiunea. (Dalloz, Rép., Succession, No. 764; Suppl., Succession, No. 592, 603; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 375, 377; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**14.** Moștenitorul minor, al cărui tutor a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, cu autorizația consiliului de familie, nu mai poate renunța la succesiune, singurul său drept fiind de a abandona creditorilor și legatarilor succesiunea. (Dalloz, Rép., Succession, No. 768).

**15.** Potrivit dispozițiilor art. 802 c. civ. fr. (713 c. civ. rom.) primul efect al beneficiului de inventar este că moștenitorul nu poate fi obligat să plătească datoriile succesiunii decât până la concurența bunurilor ce a primit din succesiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 759; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 367; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 906; Traian Ionașcu, p. 151).

**16.** După o părere, moștenitorul beneficiar fiind continuatorul persoanei defunctului, rămâne obligat personal la plata datoriilor succesiunii, însă numai până la concurența bunurilor succesoriale, neputând fi urmărit, în principiu, asupra bunurilor sale personale. (Demolombe, XV, No. 159 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, text și nota 31, p. 407;

Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 593; Laurent, X, No. 90; Huc, V, No. 225; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1754; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 368, 369, 372; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 906).

**17.** După altă părere, moștenitorul beneficiar nu datorește nimic creditorilor succesiunii, față de cari nu este decât un administrator contabil. (Pothier, Successions, VIII, p. 131; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 124 bis, I).

**18.** Prin acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, creanțele cu termen în contra succesiunii nu devin exigibile, ci își păstrează termenul lor inițial. (Demolombe, XV, No. 168; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 616, text și nota 35, p. 409; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 595; Laurent, X, No. 153).

**19.** Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar din partea unui moștenitor, nu împiedică aplicarea principiului împărțirii datoriilor succesiunii între moștenitori, proporțional cu partea lor de succesiune. (Duranton, VII, No. 8; Demolombe, XV, No. 169; Mourlon, II, No. 442; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 445; Dalloz, Rép., Succession, No. 761; Suppl., Succession, No. 596; Laurent, X, No. 93, 94; Huc, V, No. 225; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 367, nota 2).

**20.** Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar din partea unuia dintre moștenitori, nu împiedică aplicarea principiului împărțirii creanțelor succesiunii între moștenitori, proporțional cu partea fiecăruia în succesiune. (Demolombe, XV, No. 170; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 598; Huc, V, No. 225; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1796).

**21.** Acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar își produce efectul față de toți creditorii succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 706; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 907).

**22.** Creditorii succesiunii nu-și pot exercita drepturile lor decât asupra bunurilor cari erau proprietatea defunctului în momentul decesului său, iar nu și asupra celor cari ieșiseră din patrimoniul său. (Demolombe, XV, No. 163, 164; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 601; Huc, V, No. 226; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 367, text și nota 2).

**23.** O poprire făcută înainte de decesul decușului poate fi validată posterior acceptării succesiunii sub beneficiu de inventar și o cesiune poate fi notificată posterior acestei acceptări deoarece acceptarea sub beneficiu de inventar nu deseizează pe moștenitor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 359 bis, p. 429; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 601).

**24.** Moștenitorul beneficiar care și-a vândut drepturile sale succesoriale, nu



poate fi obligat să plătească datoriile succesiunii cu prețul obținut prin această cesiune. (Demolombe, XV, No. 164; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 126 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 450; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 602; Laurent, X, No. 178; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1783; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 367, nota 2).

**25.** Abandonarea bunurilor succesiunii creditorilor și legatarilor prevăzută de art. 802 c. civ. fr. (713 c. civ. rom.), nu echivalează cu o renunțare la succesiune din partea moștenitorului beneficiar, deoarece acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, este în principiu, ca și acceptarea pur și simplu, irevocabilă. (Duranton, VII, No. 42, 43; Demolombe, XV, No. 208; Mourlon, II, No. 294; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 124 bis, III; Aubry et Rau, VI, § 618, p. 449; Dalloz, Rép., Succession, No. 764; Suppl., Succession, No. 603; Laurent, X, No. 111 urm.; Huc, V, No. 228; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 376, 377).

**26.** Abandonarea bunurilor succesiunii creditorilor și legatarilor prevăzută de art. 802 c. civ. fr. (713 c. civ. rom.), are de obiect numai descărcarea moștenitorului de administrația succesiunii și de plată datoriilor și sarcinilor succesoriale; această abandonare, care este un fel de cesiune a bunurilor, nu ridică moștenitorului beneficiar calitatea de moștenitor, nici proprietatea bunurilor cari fac parte din succesiune. (Demolombe, XV, No. 207, 208; Mourlon, II, No. 294; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 124 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 19, p. 449; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 603; Laurent, X, No. 103, 111, 116 urm.; Huc, V, No. 228; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2101; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 375, nota 5, 377, 379; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**27.** Abandonarea bunurilor succesiunii, nu aduce mărirea porțiunii succesoriale în profitul celorlalți moștenitori, și nici devoluțiunea succesiunii în favoarea moștenitorilor din gradul următor, deoarece după achitarea tuturor datoriilor și legatelor, excedentul revine moștenitorului beneficiar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 771; Suppl., Succession, No. 603; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**28.** Moștenitorul beneficiar are dreptul să ceară reducerea liberalităților cari ating rezerva sa, cu toate că a abandonat bunurile succesiunii, creditorilor și legatarilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 603; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**29.** Moștenitorul beneficiar trebuie să abandoneze toate bunurile ce formează succesiunea cu toate fructele și accesoriile,

iar nu numai o parte din ele. (Pothier, Successions, VIII, p. 135; Demolombe, XV, No. 211, 212; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 447; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 375, nota 6, 376, nota 1).

**30.** Abandonarea bunurilor nu scutește pe moștenitorul beneficiar de obligațiile sale succesoriale, cum este raportul și altele. (Pothier, Successions, VIII, p. 135; Demolombe, XVI, No. 176; Chabot, Successions, II, Art. 802, No. 8; Laurent, X, No. 115; Planiol, III, No. 2140; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 375, nota 5).

**31.** Moștenitorul beneficiar continuă să reprezinte succesiunea față de creditori deși a făcut abandonarea bunurilor; terțele persoane pot îndreptă acțiunile lor privitoare la succesiune în contra moștenitorului beneficiar deși el a abandonat bunurile succesiunii, creditorilor și legatarilor. (Demolombe, XV, No. 221; Dalloz, Rép., Succession, No. 773; Laurent, X, No. 107; Huc, V, No. 228; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 379, 380).

**32.** Moștenitorul beneficiar poate, după abandonare, să reia bunurile proporțional cu porțiunea sa succesorală, cu obligația de a plăti toate datoriile și legatele. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 603; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2124; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 377, 379).

**33.** În cazul când sunt mai mulți moștenitori beneficiari, fiecare dintre ei are facultatea de a abandona bunurile succesiunii creditorilor și legatarilor. (Duranton, VII, No. 45; Demolombe, XV, No. 210; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 386, p. 343; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 17, p. 447; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 604; Laurent, X, No. 103; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 377, 378).

**34.** Abandonarea bunurilor succesiunii prevăzută de art. 802 c. civ. fr. (713 c. civ. rom.) trebuie făcută tuturor creditorilor și legatarilor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 783; Suppl., Succession, No. 610; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 376, text și nota 1).

**35.** În cazul când abandonul bunurilor succesiunii este făcut unui singur creditor sau la o parte numai dintre creditori, după o părere, moștenitorul este ținut față de ceilalți creditori și legatari la toate obligațiile cari decurg din calitatea sa de moștenitor beneficiar. (Demolombe, XV, No. 214; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 386, nota 3, p. 343; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 447; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 610; Laurent, X, No. 105; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2095, 2097).

**36.** După altă părere, în cazul când abandonul este făcut în favoarea numai a unei părți dintre creditori sau legatari,

acest act constituie un act de dispoziție care aduce decăderea moștenitorului din beneficiul de inventar. (Duranton, VII, No. 42; Chabot, Successions, II, Art. 802, No. 7; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 610; Huc, V, No. 227).

**37.** Deoarece nici un text de lege nu prevede forma în care trebuie făcută abandonarea bunurilor succesiunii, creditorilor și legatarilor, s'au ivit în doctrină mai multe păreri asupra acestei chestiuni: După o părere, abandonarea trebuie făcută prin o declarație la grefa tribunalului județului în care s'a deschis succesiunea și trecută în registrul destinat pentru a se trece renunțările la succesiune. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 124 bis, III; Carré et Chauveau. Lois de la procédure, Question 2527; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 605).

**38.** După a doua părere, abandonarea se va face prin notificări adresate fiecărui creditor și legatar al succesiunii. (Chabot, Successions, II, Art. 802, No. 7; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 448; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 605; Laurent, X, No. 106; Planiol, III, No. 2138).

**39.** După a treia părere, moștenitorul trebuie să înștiințeze pe orice cale pe creditorii și legatarii succesiunii despre voința sa de a face abandonarea bunurilor; așa încât ea se poate face fie pe cale de notificare adresată fiecărui legatar și creditor, fie pe cale de declarație la grefa tribunalului. (Demolombe, XV, No. 215; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 386, nota 3, p. 343; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 605; Huc, V, No. 227; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2089; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 378; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**40.** Dacă însă moștenitorul crede că mai pot exista creditori și legatari pe care nu-i cunoaște, poate cere tribunalului numirea unui curator care să reprezinte pe creditori și pe legatari. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 124 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 448; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 605; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2089; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 379; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**41.** După altă părere, numirea unui curator nu este necesară în caz de abandonare, deoarece succesiunea va fi administrată de creditori. (Laurent, X, No. 107; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 378, 379).

**42.** Moștenitorul care face abandonul bunurilor succesiunii, creditorilor și legatarilor, trebuie să prezinte socoteala administrației sale pe tot timpul cât a durat gestiunea sa. (Pothier, Successions, VIII, p. 135; Demolombe, XV, No. 211, 212; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 447; Dalloz, Rép., Succession, No. 782; Suppl.

Succession, No. 611; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 375, nota 6).

**43.** După o părere, tutorul poate face abandonul bunurilor succesiunii, deschisă în favoarea minorului, fără autorizarea consiliului de familie, deoarece abandonul constituie un act de administrație pe care tutorul îl poate face singur fără nici o autorizație. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 606; Laurent, X, No. 108).

**44.** După o altă părere, aprobată de majoritatea doctrinei, tutorul nu poate face abandonul bunurilor succesiunii deschisă în favoarea minorului, fără autorizația consiliului de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 703 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 606; Huc, V, No. 227; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2087; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 378).

**45.** În orice caz autorizația sau omologarea tribunalului nu este necesară pentru ca tutorul să poată face abandonul bunurilor succesiunii deschisă în favoarea minorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 606).

**46.** Prin abandonarea bunurilor succesiunii, creditorii și legatarii capătă mandat să procedeză la vânzarea bunurilor succesoriale pentru ca prețul rezultat să fie împărțit între ei. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 607; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**47.** Creditorii și legatarii vor procedea la vânzarea bunurilor succesiunii abandonate, potrivit formalităților prevăzute de lege și impuse moștenitorului beneficiar. (Demolombe, XV, No. 225; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 607; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2117; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**48.** Dacă creditorii și legatarii nu respectă formalitățile acestea la vânzarea bunurilor abandonate, vânzarea este nulă. (Demolombe, XV, No. 225; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 608; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2117; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**49.** La vânzarea bunurilor abandonate, nu este necesar ca legatarii și creditorii să ceme și pe moștenitorul beneficiar. (Demolombe, XV, No. 222; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 449; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 607; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2117, 2118).

**50.** Creditorii și legatarii pot însărcina de comun acord un mandatar care să lichideze bunurile succesoriale și să repartizeze prețul între ei; dacă ei nu se înțeleg, se pot adresa tribunalului care va numi un curator pentru a face lichidarea și împărțirea prețului între ei. (Demolombe, XV, No. 220 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 448, 449; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 608; Laurent, X, No. 107, 109; Huc, V, No. 228, 229; Baudry et Wahl,

Successions, II, No. 2111 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 912).

**51.** Prin convenția creditorilor și legatarilor sau prin hotărârea de numire a curatorului, se vor determina puterile curatorului deoarece în această privință nu se aplică regulile prevăzute de lege la puterile conferite curatorului unei succesiuni vacante. (Demolombe, XV, No. 220 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 448, 449; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 608; Laurent, X, No. 107, 109; Huc, V, No. 228, 229; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2111 urm.).

**52.** După abandonarea bunurilor succesiunii creditorilor și legatarilor, terții cari au vreo pretenție cu privire la succesiune, se vor adresa după o părere, tot contra moștenitorului beneficiar iar nu în contra curatorului, dacă a fost numit un curator, deoarece moștenitorul beneficiar continuă să reprezinte succesiunea față de terți. (Demolombe, XV, No. 221; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 21, p. 450; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 609; Laurent, X, No. 107; Huc, V, No. 226, 228; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 380).

**53.** După altă părere, creditorii nu pot să-și stabilească existența sau cuantumul creanțelor lor decât printr-o acțiune îndreptată în contra moștenitorului beneficiar însă toate celelalte acțiuni ale lor vor fi îndreptate în contra administratorului succesiunii numit după abandonarea bunurilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 609; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2121).

**54.** După abandonarea bunurilor succesiunii creditorilor și legatarilor, moștenitorul beneficiar păstrează dreptul de control și de supraveghere asupra administrației bunurilor succesoriale. (Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 609).

**55.** Potrivit dispozițiilor art. 802 c. civ. fr. (713 c. civ. rom.), un alt efect al beneficiului de inventar este ca să împiedice confuziunea patrimoniului defunctului cu patrimoniul moștenitorului. Prin urmare, drepturile reale cum sunt servituțiile care sunt constituite în folosul imobilului unuia dintre patrimonii asupra imobilului celui alt patrimoniu vor continua să existe; deasemenea vor continua să existe și drepturile personale ce existau între defunct și moștenitorul beneficiar. (Demolombe, XV, No. 181; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 445; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 619; Laurent, X, No. 95; Huc, V, No. 224; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1797, 1802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372, 373; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 908).

**56.** După acceptarea succesiunii sub be-

neficiu de inventar, moștenitorul beneficiar are dreptul să reclame dela succesiune plata creanțelor sale. (Demolombe, XV, No. 185 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372, 373; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 908).

**57.** După acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, moștenitorul beneficiar are dreptul să introducă în contra succesiunii toate acțiunile pe care le-ar fi putut exercita în contra defunctului. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372, 373).

**58.** Deasemenea și succesiunea poate reclama dela moștenitorul beneficiar plata creanțelor ce le are în contra sa. (Demolombe, XV, No. 185 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 373; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 908).

**59.** Acțiunile moștenitorului beneficiar în contra succesiunii se vor exercita în contra comoștenitorilor săi pur și simpli sau beneficiari, în cazul când există. (Dalloz, Rép., Succession, No. 805; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 909).

**60.** În cazul când nu există comoștenitori, acțiunile moștenitorului beneficiar se vor exercita în contra unui curator pe care îl va cere să fie numit de justiție în aceeași formă ca și curatorul unei succesiuni vacante. (Dalloz, Rép., Succession, No. 805; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 909).

**61.** Acțiunile succesiunii în contra moștenitorului beneficiar se vor exercita în aceleași forme ca și acțiunile îndreptate de acesta în contra succesiunii. (Demolombe, XV, No. 200; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 622; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1815; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 372, 373).

**62.** Prescripția nu curge în contra moștenitorului beneficiar pentru creanțele ce le are în contra succesiunii. (Roland de Villargues, Rép., Bénéfice d'inventaire, No. 186; Dalloz, Rép., Succession, No. 809; Suppl., Succession, No. 623; Planiol, III, No. 2112; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 368, nota 3, 373; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 911).

**63.** În cazul când moștenitorul beneficiar are comoștenitori, prescripția curge în contra sa pentru creanța ce o are în contra succesiunii și care s'a împărțit între comoștenitorii săi. (Demolombe, XV, No. 202; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 623; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 911).

**64.** Moștenitorul beneficiar poate pre-

scrie în contra creditorilor succesiunii. (Rolland de Villargues, Rép., Bénéfice d'inventaire, p. 216, No. 187; Alexandresco,

ed. 2-a, III, partea II, p. 568, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 911).

**Art. 714.** — Eredelile beneficiar administrează bunurile succesiunii și este dator să dea socoteală de administrațiunea sa creditorilor și legatarilor. El nu devine răspunzător cu bunurile sale proprii, decât după ce i se va fi cerut darea socotelilor și el nu va fi îndestulat această îndatorire.

După lămurirea socotelilor, el nu poate fi răspunzător cu bunurile sale proprii, decât până la concurența sumelor ce rămâne dator. (Civ 713, 715 urm., 723, 777, 778, 916, 1075, 1079, 1088, 1534, 1541, 1718; Pr. civ. 129—6, 145, 707; Civ. Fr. 803).

*Text. fr. Art. 803.* — L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession, et doit rendre compte de son administration aux créanciers et aux légataires.

Il ne peut être contraint sur ses biens personnels qu'après avoir été mis en demeure de présenter son compte, et faute d'avoir satisfait à cette obligation.

Après l'apurement du compte, il ne peut être contraint sur ses biens personnels que jusqu'à concurrence seulement des sommes dont il se trouve redevable.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Act de conservare 11.	Inchiriere 16.
Acțiune 3, 7, 23, 26, 27, 28, 29, 46.	Indivizibilitate 22, 50.
Acțiune posesorie 12.	Inscripție ipotecară 11.
Administrație 1 urm.	Intrebuintarea capitalurilor 42, 43, 44.
Administrator judiciar 30, 31, 33—38.	Intruperarea prescripției 11.
Apreciere suverană 31.	Inventar 24.
Beneficiu de inventar 1 urm.	Legatari 17, 39, 40, 41, 43, 46, 47, 49.
Capitaluri 42, 43, 44.	Licitație 10.
Cheltuieli 9, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 37.	Locațiune 16.
Chitanțe descărcătoare 13.	Mandatarul creditorilor succesoriali 2.
Comoștenitori 22, 32, 50.	Moștenire 1 urm.
Competență 46.	Neglijență 30, 31, 37.
Conservare 11.	Partaj 32.
Contestație 4.	Plata datoriilor succesiunii 14.
Creanțe succesoriale 13.	Poprire 6.
Creditori 2, 3, 4, 6, 7, 17, 26, 28, 39, 40, 41, 43, 46, 47, 49.	Posesorie acțiune 12.
Cultivarea câmpurilor 17.	Prescripție 11, 49.
Dare în plată 15.	Privilegiu 29.
Datoriile succesiunii 14.	Proces 3, 7, 23, 26, 27, 28, 29, 46.
Decădere din beneficiu de inventar 19, 20, 48.	Reparații 11.
Dobânzi 44, 45.	Reprezentantul defunctului 2, 5.
Fond de comerț 18.	Sigilii 24.
Fraudă 20.	Socoteli de gestiune 24, 39, 40, 41, 45—50.
Fruite 17.	Solidaritate 22, 50.
Gratuitate 8, 9.	Succesiune 1 urm.
Greșeli grave 21, 30, 31, 37.	Suverană apreciere 31.
Hotărâre 4.	
Incassarea creanțelor 13, 36.	

**Doctrină.**

**1.** Administrația bunurilor succesiunii aparține, în principiu, moștenitorului beneficiar. (Daloz, Rép., Succession, No. 810; Suppl., Succession, No. 624; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 581, 582; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al.

Băicoianu, III, No. 914; Comp.: Traian Ionașcu, p. 151).

**2.** Moștenitorul beneficiar, ca administrator al bunurilor succesiunii, este, după o părere, reprezentantul defunctului și mandatarul creditorilor succesiunii, deoarece el administrează succesiunea atât în interesul său cât și în interesul creditorilor succesiunii. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 586, p. 545; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 450; Daloz, Rép., Succession, No. 819; Suppl., Succession, No. 624; Laurent, X, No. 122; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 582, 585 text și nota 5).

**3.** După această părere, moștenitorul beneficiar reprezintă pe creditorii succesiunii în acțiunile privitoare la succesiune, atât ca reclamant cât și ca pârît. Daloz, Rép., Succession, No. 817; Suppl., Succession, No. 625; Huc, V, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585).

**4.** Prin urmare, creditorii succesiunii nu au dreptul să facă contestație la executarea hotărârilor obținute contra moștenitorului beneficiar în calitate de reprezentant al succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 624; Laurent, X, No. 150, 151; Huc, V, No. 252; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1881; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585).

**5.** După a doua părere, moștenitorul beneficiar administrează succesiunea ca proprietar și numai ca reprezentant al defunctului. (Demolombe, XV, No. 228; Daloz, Rép., Succession, No. 820; Suppl., Succession, No. 624).

**6.** După această părere, creditorii succesiunii pot face direct popriri în mâinile terților debitori ai succesiunii, fără intermediul moștenitorului beneficiar. (Demolombe, XV, No. 228; Daloz, Rép., Succession, No. 819, 820; Suppl., Succession, No. 656; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 586).

**7.** Deasemenea, după această părere, în caz de inacțiune sau neglijență din partea moștenitorului beneficiar, creditorii succesiunii au dreptul să exercite drepturile și acțiunile defunctului, în mod individual fiecare dintre ei. (Demolombe, XV, No. 229; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 128 bis, VII; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 656; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 586, 587).

**8.** Moștenitorul beneficiar administrează succesiunea în mod gratuit, deoarece el este obligat la aceasta. (Demolombe, XV, No. 253, 540; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 586, p. 545, 546; Aubry et Rau, VI, § 618, p. 455, 456; Laurent, X, No. 122; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585).

**9.** Moștenitorul beneficiar administrează gratuit bunurile succesiunii neavând dreptul să-și retragă decât cheltuielile ce le-au făcut. (Demolombe, XV, No. 253, 540; Daloz, Rép., Succession, No. 815).

**10.** În administrația sa moștenitorul beneficiar este obligat să vândă prin licitație publică bunurile mobile și imobile din succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584).

**11.** Deasemenea moștenitorul beneficiar este obligat să facă toate actele de conservare ale succesiunii cum sunt: luarea unei înscrispții ipotecare, reinvoarea unei înscrispții, întreruperea prescripției, reparațiile de întreținere și cele absolut necesare, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584).

**12.** Deasemenea moștenitorul beneficiar poate intraduce acțiunile posesorii cu privire la imobilele successorale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584).

**13.** Deasemenea moștenitorul beneficiar poate încasa creanțele successorale dând chitanță descărcătoare. (Demolombe, XV, No. 255; Laurent, X, No. 146; Huc, V, No. 245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584).

**14.** Deasemenea poate plăti datoriile successorale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584).

**15.** Dacă moștenitorul beneficiar poate plăti datoriile succesiunii, el nu poate face însă o datio in solutum. (Huc, V, No. 220; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585, nota; Contra: Demolombe, XV, No. 267).

**16.** Deasemenea moștenitorul beneficiar poate închiria imobilele successorale însă numai pe termen de cel mult cinci ani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584, 585).

**17.** Moștenitorul beneficiar are dreptul să cultive singur imobilele successorale împărțind fructele între creditorii și legatarii. (Demolombe, XV, No. 255 urm.; Laurent, IX, No. 408; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585, nota 1).

**18.** Deasemenea moștenitorul beneficiar poate continua exploatarea unui fond de comerț care face parte din succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585, nota 1).

**19.** În cazul când moștenitorul beneficiar face acte care depășesc cadrul actelor de administrație, aceste acte nu sunt nule, ci aduc numai decăderea din beneficiul de inventar, deoarece moștenitorul beneficiar administrează propria sa avere. (Duranton, VII, No. 55; Demolombe, XV, No. 259, 376, 580; Aubry et Rau, VI, § 618, p. 452; Daloz, Rép., Succession, No. 815; Laurent, IX, No. 594 urm.; Huc, V, No. 220; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 588, 389, 590; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, III, No. 126 bis, II).

**20.** În cazul când moștenitorul beneficiar administrează rău bunurile succesiunii sau comite o fraudă, el pierde beneficiul de inventar, continuând administrația ca moștenitor pur și simplu. (Daloz, Rép., Succession, No. 815).

**21.** Moștenitorul beneficiar în administrația bunurilor succesiunii nu este responsabil decât de greșelile grave iar nu și de greșelile ușoare. (Daloz, Rép., Succession, No. 815; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585, nota 5, 594, 595; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 914).

**22.** În cazul când există mai mulți moștenitori beneficiari, administrația succesiunii se va împărți între ei proporțional cu partea fiecăruia și fiecare va răspunde de gestiunea porțiunii sale, nefiind în această materie solidaritate sau indivizibilitate. (Daloz, Rép., Succession, No. 816; Suppl., Succession, No. 626; Laurent, X, No. 118, 154; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 582).

**23.** În principiu, cheltuielile proceselor susținute de moștenitorul beneficiar, ca reprezentant legal al succesiunii, sunt în sarcina succesiunii. (Demolombe, XV, No. 345; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 618, p. 455; Daloz, Rép., Succession, No. 824; Suppl., Succession, No. 658; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2171).

**24.** Cheltuielile făcute de moștenitorul beneficiar cu punerea pecejiilor, facerea inventarului, administrația bunurilor successorale și cu predarea socotelilor, privesc succesiunea. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 658).

**25.** În cazul când moștenitorul beneficiar a compromis interesele administrației succesiunii, cheltuielile pot fi puse în sarcina sa. (Daloz, Rép., Succession, No. 824; Suppl., Succession, No. 658).

**26.** Moștenitorul beneficiar înainte de

a introduce sau susține un proces cu privire la succesiune, nu trebuie să ceară părerea unui jurisconsult sau a creditorilor succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 824).

**27.** Când moștenitorul beneficiar este condamnat la cheltueli cu ocazia judecării unei acțiuni, privitoare la succesiune, se prezumă că el este condamnat în calitate sa de administrator al succesiunii iar nu personal. (Dalloz, Rép., Succession, No. 825).

**28.** Cheltuelile de procese introduse și susținute de moștenitorul beneficiar în calitate de administrator al succesiunii vor fi imputate asupra bunurilor succesiunii cu preferință față de creditorii succesiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 638).

**29.** În cazul când moștenitorul a cheltuit din banii săi pentru administrarea și susținerea proceselor succesiunii, el va avea un privilegiu asupra bunurilor succesiunii pentru restituirea cheltuelilor. (Demolombe, XV, No. 344, 345; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 639; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2172).

**30.** În cazul când moștenitorul beneficiar, compromite în mod serios interesele creditorilor succesiunii, prin neglijența și inacțiunea sa, sau prin comiterea unei erori grave în gestiunea sa după părerea dominantă, i se poate lua administrația bunurilor succesoriale, care se încredințează unui terț. (Demolombe, XV, No. 226, 239; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 22, p. 450; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 627; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2126, 2128, 2130; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 382, 383, 396; Contra: Laurent, X, No. 117, 119, 121, 124; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2127).

**31.** Tribunalele vor aprecia chiar în mod suveran cazurile când împrejurările cer ridicarea administrației bunurilor succesoriale din mâna moștenitorului beneficiar și încredințarea ei unui terț. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 627).

**32.** În cazul când succesiunea este indiviză între mai mulți moștenitori din cari unii au acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar iar ceilalți au acceptat succesiunea pur și simplu, inacțiunea moștenitorilor pur și simplu nu autoriză tribunalul să le ia administrația bunurilor succesiunii, ci va trebui să se provoace mai întâi partajul succesiunii pentru ca apoi să se supue partea fiecăruia dintre moștenitori la regulile ce o guvernează. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 650).

**33.** Administratorul judiciar substituit moștenitorului beneficiar, nu poate avea puteri mai întinse decât acesta. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 631).

**34.** Tribunalul care numește un administrator judiciar succesiunii acceptate sub beneficiu de inventar, va determina puterile acestui administrator, deoarece

puterile sale nu sunt deplin drept egale cu acele ale moștenitorului beneficiar. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 631).

**35.** În cazul când tribunalul care a numit administratorul judiciar, nu determină puterile sale sau le fixează în mod vag, acest administrator va avea dreptul numai să ia măsurile urgente și să facă actele indispensabile gestiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 631).

**36.** Astfel administratorul judiciar va putea să încaseze creanțele exigibile, chiar ipotecare, însă nu va putea să încaseze creanțele neajunse la termen, nici să înstrăineze creanțele. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 631).

**37.** Când numirea administratorului judiciar a fost determinată de greșala sau neglijența moștenitorului beneficiar, iar nu de interesul comun al creditorilor și moștenitorului, cheltuelile administrației provizorii vor cădea în sarcina moștenitorului beneficiar. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 635).

**38.** Moștenitorul beneficiar care nu a numit pe administratorul judiciar, nu este răspunzător de gestiunea acestuia. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 635; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2145).

**39.** Moștenitorul beneficiar este obligat să dea socoteală de administrația sa, creditorilor și legatarilor. (Demolombe, XV, No. 334; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 465; Dalloz, Rép., Succession, No. 886; Suppl., Succession, No. 664; Laurent, X, No. 175; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2150; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 382, 392; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 918).

**40.** Toți creditorii și legatarii, fără deosebire, au dreptul să ceară moștenitorului beneficiar socoteală de administrația sa. (Demolombe, XV, No. 334, 335; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 80, p. 465; Dalloz, Rép., Succession, No. 886; Suppl., Succession, No. 665; Laurent, X, No. 175; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2150; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 392).

**41.** Socotelile moștenitorului beneficiar vor privi nu numai bunurile aflate în succesiune la deschiderea ei, ci și bunurile recăștigate pe baza acțiunilor introduse de către moștenitorul beneficiar posterior deschiderei succesiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 668; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 466).

**42.** Moștenitorul beneficiar nu este obligat să întrebuințeze capitalurile provenite din succesiune, însă poate să le întrebuințeze. (Demolombe, XV, No. 258; Dalloz, Rép., Succession, No. 926; Suppl., Succession, No. 697; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 391).

**43.** Creditorii și legatarii însă, ar putea cere socoteală moștenitorului beneficiar dacă ar lăsa neproductive capitalurile

mari provenite din succesiune, un timp prea îndelungat. (Demolombe, XV, No. 257, 258; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 454; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 697; Laurent, X, No. 185; Huc, V, No. 235; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 391).

**44.** In cazul când moștenitorul beneficiar a tras un profit personal din aceste capitaluri, el este obligat să dea socoteală de dobânzile acestor capitaluri. (Demolombe, XV, No. 257; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 454; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 697; Laurent, X, No. 185; Huc, V, No. 235; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 391).

**45.** Moștenitorul beneficiar datorește dobânzi la restul datorit după darea socotelilor numai dela data cererii. (Demolombe, XV, No. 548 bis; Aubry et Rau, VI, § 618, p. 467; Dalloz, Rép., Succession, No. 927; Suppl., Succession, No. 699; Laurent, X, No. 185; Huc, V, No. 235; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 391).

**46.** Reclamațiile creditorilor succesiunii în contra moștenitorului beneficiar, cu privire la darea socotelilor administrației sale, vor fi îndreptate la tribunalul locului deschiderii succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 888, 889; Suppl., Succession, No. 670; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 394).

**47.** Socotelile administrației succesiunii vor fi date de moștenitorul beneficiar

la cererea creditorilor și legatarilor deoarece legea nu prevede nici un termen. (Dalloz, Rép., Succession, No. 894; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 392).

**48.** Dacă moștenitorul beneficiar întârzie în darea socotelilor administrației sale, această întârziere nu aduce decăderea sa din beneficiul de inventar. (Demolombe, XV, No. 332; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 465; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 666; Huc, V, No. 235; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 393).

**49.** Acțiunea creditorilor și legatarilor succesiunii în contra moștenitorului beneficiar pentru darea socotelilor administrației succesiunii, se prescriu prin trecere de treizeci ani, întrucât legea nu a fixat nici un termen de prescripție. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 466; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 666; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2188; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 394).

**50.** Dacă există mai mulți moștenitori beneficiari cari nu au dat socoteală de administrația bunurilor succesiunii, și dacă datoria este divizibilă, fiecare dintre ei va fi urmărit în limitele porțiunii sale sucesorale, iar nu solidar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 465; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 667; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2185, 2184; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 394).

**Art. 715.** — El nu răspunde pentru administrația sa, decât de greșeli grave. (Civ. 714, 719, 721, 998, 999, 1080, 1540 urm.; Pr. civ. 707; Com. 506; Civ. Fr. 804).

*Text. fr. Art. 804.* — Il n'est tenu que des fautes graves dans l'administration dont il est chargé.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea sub beneficiu de inventar 1 urm.	Idivizibilitate 4.
Acțiune 11.	Inscripție ipotecară. 7.
Administrație 1 urm.	Insolvabilitate 10
Apreciere suverană 2.	Lengaa 9.
Beneficiu de inventar 1 urm.	Minori 12, 13.
Cesiune 14.	Moștenire 1 urm.
Comoștenitori 4.	Moștenitor beneficiar 1 urm.
Creditori 9.	Neglijență 11.
Decădere din beneficiu de inventar 6.	Opoziție 9.
Definiție 3.	Plata datorțiilor 9.
Dol 5.	Proces 11.
Fapt personal 12.	Reparații 8.
Greșeli grave 1 urm.	Solidaritate 4.
Greșeli personale 12.	Sucesiune 1 urm.
Greșeli ușoare 13.	Suverană apreciere 21.
	Tutor 12, 13.
	Urmărire silită 10.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 804 c. civ. fr. (715 c. civ. rom.), moștenitorul beneficiar răspunde numai de greșelile grave făcute în administrația bunurilor sucesorale.

Prin greșeli grave se înțeleg nu numai acele comise din cauza lipsei sale de prevedere ci și acele pe care nu le-ar fi făcut moștenitorul beneficiar în administrația bunurilor sale proprii. (Duranton, VII, No. 37; Demolombe, XV, No. 256; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 127; Dalloz, Rép., Succession, No. 815; Suppl., Succession, No. 698; Huc, V, No. 235; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2061; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 383, nota 3, 394, 395; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 914).

**2.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, după împrejurări, dacă faptele moștenitorului beneficiar comise în administrația bunurilor succesiunii, constituiesc sau nu greșeli grave. (Demolombe, XV, No. 257; Marcadé, Art. 804, No. 259; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 454, 455; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 397, 398).

**3.** Greșeala gravă va fi apreciată în concreto iar nu în abstracto. Deci gre-

șeala gravă va fi aceea când moștenitorul beneficiar va fi mai puțin diligent în administrarea succesiunii decât în administrarea propriilor sale bunuri. (Demolombe, XV, No. 236; Demante et Colmet de Santere, III, No. 127; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 397).

4. Când sunt mai mulți moștenitori beneficiari cari administrează bunurile succesoriale, greșeala unuia dintre moștenitori, nu poate aduce responsabilitatea celorlalți moștenitori deoarece nu există nici solidaritate nici indivizibilitate în administrația unei succesiuni acceptată sub beneficiu de inventar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 816; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 399).

5. Moștenitorul beneficiar răspunde și de dolul adus în administrația sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 395).

6. Moștenitorul beneficiar care în administrația sa comite greșeli grave nu pierde beneficiul de inventar. (Demolombe, XV, No. 568, 587; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 456, 470; Laurent, IX, No. 410; X, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 396; Contra: Chabot, Successions, II, Art. 808, No. 2; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 379, p. 313).

7. Faptul moștenitorului beneficiar de a nu reînoi o inscripție ipotecară constituie o greșeală gravă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 398).

8. Deasemenea constituie o greșeală gravă faptul de a lăsa o clădire să se dărâme din lipsă de reparații. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 398).

9. Deasemenea faptul de a face plăți cu toate că creditorii și legatarii se opun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 398).

10. Deasemenea faptul de a nu urmări la timp pe debitorii succesiunii cari mai în urmă au devenit insolvari. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 398).

11. Deasemenea faptul de a pierde un proces din cauza neglijenței sale; când moștenitorul beneficiar a pus toată diligența sa, pierderea unui proces nu constituie o greșeală gravă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 398).

12. Greșeală gravă trebuiește să fie imputabilă personal moștenitorului. Astfel dacă greșeala este imputabilă tutorului, moștenitorul beneficiar minor nu este răspunzător ci numai tutorul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 398).

13. Tutorul în acest caz va fi răspunzător nu numai de greșeala gravă ci și de greșeala ușoară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 398, 399).

14. Moștenitorul beneficiar este răspunzător de administrația cesionarului drepturilor succesoriale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 399).

15. A se vedea: art. 714 din codul civil cu notele respective.

**Art. 716.** El nu poate vinde obiectele mobile ale succesiunii, decât prin formele legiuite pentru vânzările publice.

Dacă el reprezintă în natură obiectele mișcătoare, nu răspunde decât de deprecierea sau deteriorarea lor cauzată din neglijența sa. (Civ. 396, 461 urm., 690, 707, 715, 718, 998, 999, 1108 § 4; Pr. civ. 411 urm., 431 urm., 677 urm., 702 urm.; C. p. 351; Civ. Fr. 805).

*Text. fr. Art. 805.* — Il ne peut vendre les meubles de la succession que par la ministère d'un officier public, aux enchères, et après les affiches et publications accoutumées.

S'il les représente en nature il n'est tenu que de la dépréciation ou de la détérioration causée par sa négligence.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea sub beneficiu de inventar 1 urm.	Deteriorare 12, 14, 15.
Administrație 5.	Dispensă 10.
Autorizație 9, 10.	Efecte publice 2.
Beneficiu de inventar 1 urm.	Fond de comerț 6.
Comerț 6.	Fructe 3.
Creanțe 2.	Grâne 3.
Creditori 10.	Greșeli grave 16.
Daune 17.	Imobile prin destinațiune 4.
Decădere din beneficiu de inventar 7.	Infățişare 12.
Definiție 12, 14, 15.	Intrebuințare 14.
Depreciere 12, 13.	Inventar 17.
Destinațiune 4.	Lapte 5.
	Legatari 10.
	Legume 5.

Licitatie publică 9, 10.

Mărfuri 6.

Mercuriale 3.

Mobile corporale 1, 2.

Mobile lucruri 1, 2, 3.

Mobile necorporale 2.

Moștenire 1 urm.

Neglijență 12, 16.

Nulitate 8.

Ouă 5.

Păstrare în natură 11, 12.

17.

Preț 17.

Produce 3, 5.

Responsabilitate 12, 14.

Succesiune 1 urm.

Vânzare 3, 5-10.

#### Doctrină.

1. Prin expresia: „obiecte mobile“ întrebuințată în art. 805 c. civ. fr. (716 c. civ. rom.), se înțelege numai obiectele mo-



bile corporale. (Demolombe, XV, No. 277; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 25, p. 451; Dalloz, Rép., Succession, No. 858; Suppl., Succession, No. 640; Laurent, X, No. 150; Huc, V, No. 236; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1941, 1969; Planiol, III, No. 2150).

**2.** În dreptul civil român prin cuvintele: „obiectele mobile“ se înțelege orice avere mișcătoare care face parte din succesiune, chiar creanțele și efectele publice. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 399, nota 7; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919).

**3.** Prin expresiunea: „obiecte mobile“ întrebuițată în art. 805 c. civ. fr. (716 c. civ. rom.), nu se înțeleg fructele și produsele bunurilor succesoriale, cum sunt grânele și alte produse cari pot fi vândute fără nici o formă după prețurile fixate prin mercuriale. (Demolombe, XV, No. 278; Dalloz, Rép., Succession, No. 858; Suppl., Succession, No. 646; Baudry et Wahl, Succession, II, No. 1941).

**4.** Deasemenea nici imobilele prin destinațiune, (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 640; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1941, 1969; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 400, nota).

**5.** Produsele care se vând zilnic în piață cum sunt laptele, ouăle, legumele, nu trebuiesc vândute prin licitație publică, ci de bună voie, deoarece vânzarea lor este considerată ca un act de administrație. (Demolombe, XV, No. 278; Laurent, IX, No. 598; Planiol, III, No. 2150; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 400).

**6.** Mărfurile dintr'un fel de comerț continuat de moștenitorul beneficiar, se vând fără nici o formalitate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 400).

**7.** Dacă moștenitorul beneficiar vinde obiectele mobile din succesiune, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, vânzarea rămâne valabilă, însă el este decăzut din beneficiul de inventar, fiind considerat moștenitor pur și simplu. (Demolombe, XV, No. 287, 576; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 452; Dalloz, Rép., Succession, No. 958; Suppl., Succession, No. 645; Laurent, IX, No. 594; X, No. 149; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 401, 402).

**8.** După altă părere, vânzarea obiectelor mobile din succesiune fără îndeplinirea formalităților vânzărilor publice este nulă. (Mourlon, II, No. 292; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, III, No. 128 bis, VI).

**9.** Pentru vânzarea obiectelor mobile din succesiune, prin licitație publică, moștenitorul beneficiar nu are nevoie de autorizația justiției. (Demolombe, XV, No. 281; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 128 bis, III; Laurent, X, No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II,

p. 400, text și nota 4, 404, nota 2; Contra: Duranton, VII, No. 26; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 586, nota 18, p. 547; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919).

**10.** Creditorii și legatarii pot însă dispensă pe moștenitorul beneficiar de îndeplinirea formalităților vânzării prin licitație publică a obiectelor mobile din succesiune; justiția nu are acest drept. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, nota 27, p. 452; Laurent, IX, No. 402; X, No. 149; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 401).

**11.** Moștenitorul beneficiar nu este obligat a vinde numai decât obiectele mobile ale succesiunii, ci poate să le păstreze în natură. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 399, 400, 402; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919).

**12.** În cazul când moștenitorul beneficiar a păstrat obiectele mobile din succesiune în natură, el este obligat să le înfățișeze în starea în care se găsesc, fiind răspunzător de deprecierea sau deteriorarea lor cauzate prin neglijența sa. (Demolombe, XV, No. 258; Laurent, X, No. 147; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 402; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919).

**13.** Prin depunere se înțelege micșorarea valorii lucrurilor din cauza timpului, prin schimbarea model, a obiceiurilor etc. (Demolombe, XV, No. 238; Laurent, X, No. 147; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 402, nota 4).

**14.** Moștenitorul beneficiar nu are dreptul să întrebuițeze lucrurile mobile din succesiune și dacă ele se deteriorează prin întrebuițare, moștenitorul va fi răspunzător. (Laurent, X, No. 144, 147; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 402, nota 4; Contra: Demolombe, XV, No. 177; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 128 bis I).

**15.** Prin deteriorare se înțelege stricarea lucrului din cauza vechimei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 402).

**16.** Prin cuvântul neglijență întrebuițat în art. 805 c. civ. fr. (716 c. civ. rom.), se înțelege o greșală gravă ca și în art. 804 c. civ. fr. (715 c. civ. rom.) deoarece aceste articole sunt unul urmarea celuilalt. (Demolombe, XV, No. 238; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, nota 57, p. 454; Laurent, X, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 402, 405).

**17.** Pentru obiectele mobile pe care moștenitorul beneficiar le-a păstrat și nu le prezintă în natură, el este obligat a plăti prețul lor după inventar și chiar daune. (Demolombe, XV, No. 572; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 402, nota 3).

**Art 17.** — El nu poate vinde imobilele decât după formele prescrise de procedură. El dă mandat creditorilor ipotecari, cari au făcut cererea, a primi prețul. (Civ. 718, 1720, 1722, 1737, 1746 urm., 1790, 1805; Pr. civ. 681 urm., 703 urm.; C. p. 351; Civ. Fr. 806).

*Text. fr. Art. 806.* — Il ne peut vendre les immeubles que dans les formes prescrites par les lois sur la procédure; il est tenu d'en déléguer le prix aux créanciers hypothécaires qui se sont fait connaître.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare sub beneficiu de inventar 1 urm.	Imobile prin destinațiune 16.
Adjudecatar 7, 14, 15.	Incasarea prețului 7, 8, 10.
Beneficiu de inventar 1 urm.	Inscripție 11.
Casa de depuneri și consemnații 9.	Ipotecă 1, 3, 5, 6, 7, 9—13, 15.
Cesiune 3.	Licitatie publică 2, 4—17.
Creditori chirografari 6, 10, 12, 13, 15.	Mandat 7, 11, 14.
Creditori ipotecari și privilegiați 1, 3, 5, 6, 7, 9—13, 15.	Moștenire 1 urm.
Decădere din beneficiu de inventar 4, 8.	Notificare 11.
Depunerea prețului 9.	Opoziție la plată 6.
Destinațiune 16.	Pastrarea în natură 17.
Distribuția prețului 5, 6, 9.	Plata prețului 7, 8, 10.
Expropriere 3.	Privilegiu 1, 3, 5, 6, 7, 9—13, 15.
Gaj comun 10.	Rang ipotecar 5.
Imobile 1 urm.	Succesiune 1 urm.
	Tablou de distribuție 6.
	Titlu executor 12.
	Urmărire silită 12.
	Utilitate publică 3.
	Vânzare 2, 4—17.

## Doctrină.

**1.** La cuvintele: „creditorilor ipotecari” din art. 806 c. civ. fr. (717 c. civ. rom.), trebuiesc adăugate cuvintele: „sau creditorilor privilegiați”. (Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 403).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 806 c. civ. fr. (717 c. civ. rom.), moștenitorul beneficiar nu poate vinde imobilele succesoriale, decât după formele prevăzute de procedura civilă pentru vânzarea imobilelor minorilor. (Daloz, Rép., Succession, No. 841; Suppl., Succession, No. 651, 652; Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 403, 404; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919).

**3.** Dacă un imobil succesoral este expropriat pentru cauza de utilitate publică, moștenitorul beneficiar nu poate consimți cesiunea de bună voie a imobilului, ci exproprierea va trebui să fie făcută prin justiție (Demolombe, XV, No. 267 bis; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 652; Contra: Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1971).

**4.** Dacă moștenitorul beneficiar vinde imobilele succesoriale, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, vânzarea rămâne valabilă, însă el este decăzut din beneficiul de inventar, fiind considerat moștenitor pur și simplu. (Demolombe, XV, No. 172, 259, 365, 376; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 452; Daloz, Rép., Succession, No. 852; Suppl., Succession,

No. 651; Laurent, IX, No. 394; X, No. 152; Huc, V, No. 242; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1827; Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 405; Comp.: Mourlon, II, No. 297).

**5.** După vânzarea imobilului succesoral, prețul va fi atribuit direct de cumpărător numai creditorilor înscrisi asupra imobilului în ordinea rangului privilegiului lor. (Daloz, Rép., Succession, No. 904; Suppl., Succession, No. 671; Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 406; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919).

**6.** In cazul când creditorii ipotecari și privilegiați, se înțeleg între ei prețul se va încasa prin o simplă delegație dată de moștenitorul beneficiar; dacă însă ei nu se înțeleg sau există o opoziție la plată făcută de creditorii chirografari, distribuția prețului rezultat din vânzarea imobilului succesoral se va face prin tablou. (Demolombe, XV, No. 289; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 456; Daloz, Rép., Succession, No. 904; Suppl., Succession, No. 671; Laurent, X, No. 156; Huc, V, No. 244; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1976; Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 406).

**7.** Dacă adjudecatarul face plata prețului imobilului succesoral vândut în mânele moștenitorului beneficiar, ea nu este valabilă față de creditorii ipotecari, deoarece moștenitorul beneficiar nu poate fi considerat ca mandatarul creditorilor în ceea ce privește incasarea prețului imobilului vândut. (Demolombe, XV, No. 286, 290, 292; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 48, p. 457; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 672; Laurent, X, No. 146, 154, 156; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1984; Alexandrescu, ed. 2-a, III, partea II, p. 406, 407; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919; Contra: Mourlon, II, No. 296).

**8.** Dacă moștenitorul beneficiar primește prețul imobilelor succesoriale ipotecate sau supuse unui privilegiu, aceasta nu aduce, decăderea sa din beneficiul de inventar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, nota 53, p. 458).

**9.** In cazul când nu este stabilită ordinea distribuției prețului între creditorii ipotecari și privilegiați, adjudecatarul imobilului succesoral va trebui să depue

prețul la Cassa de depuneri și Consemnațiuni. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 672; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 406).

**10.** In cazul când adjudecatarul plătește prețul imobilului succesoral vândut în mâinele moștenitorului beneficiar, acest preț devine gajul comun al tuturor creditorilor succesiunii, chiar chirografari, deoarece el se confundă cu activul mobilier al succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 672).

**11.** Creditorul ipotecar sau privilegiat înscris asupra imobilului succesoral vândut la licitație, nu are nevoie să notifice moștenitorului beneficiar inscripția creanței sale pentru a putea căpăta mandat de incasarea prețului, deoarece cuvintele: „qui se sont fait connaître“ întrebuițat în art. 806 c. civ. fr. („cari au făcut cere“ din art. 717 c. civ. rom.), se explică prin faptul că la redactarea articolului nu era reglementat în lege inscripția privilegiilor și ipotecilor. (Demolombe, XV, No. 290; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 46, p. 456; Daloz, Rép., Succession, No. 909; Suppl., Succession, No. 674; Laurent, X, No. 156; Huc, V, No. 240; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1973; Planiol, III, No. 2143; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 403, nota 3).

**12.** Dreptul de a vinde imobilele succesiunii nu aparține numai moștenitorului beneficiar, care nu este mandatarul legal al creditorilor succesiunii în scopul de a realiza activul succesoral, ci aparține și creditorilor succesiunii cari au un titlu executor și dacă moștenitorul beneficiar nu începuse încă diligențele necesare serioase și neîntrerupte pentru a vinde imobilele. (Demolombe, XV, No. 228, 229; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 128 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 464; Daloz, Rép., Succession, No. 862; Suppl., Succession, No. 654, 655; Lau-

rent, X, No. 156; Huc, V, No. 235; Baudry et Wahl Successions, II, No. 721 urm.).

**13.** Creditorii chirografari vor avea dreptul asupra prețului rezultat din vânzarea imobilului succesoral, numai după îndestularea creditorilor ipotecari sau privilegiați. (Huc, V, No. 240; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 406, nota 3).

**14.** Moștenitorul beneficiar poate cumpăra la licitație imobilele succesorale vândute după cererea sa deoarece dispozițiunile art. 1596 c. civ. fr. (1508 c. civ. rom.), cari opresc pe mandatarii să se facă adjudecarii averilor ce sunt însărcinați să vândă, nu-și găsesc aplicațiunea în această materie. (Pothier, Successions, VIII, p. 126; Demolombe, XV, No. 191; Vazeille, Successions, I, Art. 806, No. 7; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 446; Daloz, Rép., Succession, No. 871; Suppl., Succession, No. 658; Huc, V, No. 241; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1823, 1824; Gouilouard, Vente, I, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 404, nota 1; Contra: Carré et Chauveau, Lois de la procédure, V, partea II, p. 1619, Question 2515 bis).

**15.** Moștenitorul beneficiar care se face adjudecatorul bunurilor succesorale vândute, va trebui să plătească prețul creditorilor succesiunii, fiind considerat în totul ca un cumpărător ordinar. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 658).

**16.** Dispozițiunile art. 806 c. civ. fr. (717 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și la imobilele prin destinațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 404).

**17.** Moștenitorul beneficiar nu este obligat numai decât să vândă imobilele succesorale ci are dreptul să păstreze pe unul din ele și să vândă pe celelalte. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 404, 405; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 919).

**Art. 718.** — El este dator, dacă creditorii sau alte persoane interesate o cer, să dea cauțiune solvabilă pentru prețul mișcătoarelor cuprinse în inventariu și pentru porțiunea prețului imobilelor nedelegată creditorilor ipotecari. De nu se va da această cauțiune, se vor vinde mișcătoarele și prețul fiind se va depune ca și porțiunea nedelegată din prețul imobilelor, spre a se întrebuițată la desfăcerea sarcinilor succesiunii. (Civ. 541, 566, 716, 717, 719 urm., 1244, 1675 urm.; Pr. civ. 392 urm.; Civ. Fr. 807).

*Text. fr. Art. 807.* — Il est tenu, si les créanciers ou autres personnes intéressées l'exigent, de donner caution bonne et solvable de la valeur du mobilier compris dans l'inventaire, et de la portion du prix des immeubles non déléguée aux créanciers hypothécaires.

Faute par lui de fournir cette caution, les meubles sont vendus, et leur prix est déposé, ainsi que la portion non déléguée du prix des immeubles pour être employés à l'acquit des charges de la succession.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acceptare sub beneficiu  
de inventar 1 urm.  
Administrație 9, 13.  
Amanet 11.  
Asigurare 11.  
Beneficiu de inventar 1  
urm.  
Casa de depuneri și con-  
semnații 13.  
Cauțiune 3—15.  
Condițiune 6.  
Creditori 5, 6.  
Creditori cu termen 6.  
Depunerea pretului 13.

Fructe 8.  
Gaj 11.  
Imobile 13.  
Incasarea creanțelor 15.  
Ipotecă 11, 12.  
Legatari 1, 5, 6.  
Mobile lucruri 2, 13.  
Moștenire 1 urm.  
Persoane interesate 1, 3, 4.  
Preț 2.  
Solvabilitate 14.  
Suceșiune 1 urm.  
Termen 6.  
Vânzare 13.

Doctrină

**1.** Prin expresiunea: „alte persoane interesate“ întrebuințată în art. 807 c. civ. fr. (718 c. civ. rom.), se înțelege legatarii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 407, nota 5).

**2.** Prin cuvântul: „prețul“ mișcătoarelor întrebuințat în art. 807 al. 1 c. civ. fr. (718 al. 1 c. civ. rom.), se înțelege valoarea obiectelor mobile din succeșiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 407, nota 6, 408, nota 1).

**3.** Moștenitorul beneficiar nu este obligat de drept la darea cautiunii prevăzută de art. 807 c. civ. fr. (718 c. civ. rom.), ci numai la cererea părților interesate. (Demolombe, XV, No. 241; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 68, p. 462; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 660; Laurent, X, No. 126; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2076, 2077; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 408, nota 4; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 917).

**4.** Numai părțile interesate cari au cerut cautiunea, profită de ea. (Demolombe, XV, No. 241; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 462; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 660; Laurent, X, No. 126; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2076, 2077).

**5.** Nu este necesar ca toți creditorii și legatarii să ceară depunerea cautiunii de către moștenitorul beneficiar, ci este suficient dacă cere numai unul dintre dânșii. (Demolombe, XV, No. 241; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 462; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 876; Suppl., Succession, No. 660; Laurent, X, No. 126; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2076, 2077; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 408).

**6.** Chiar creditorii și legatarii cu termen sau condițiune, au dreptul să ceară depunerea cautiunii. (Demolombe, XV, No. 241; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 462; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 660; Laurent, X, No. 126; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2076, 2077).

**7.** Cauțiunea garantează numai obiectele prevăzute de art. 807 c. civ. fr. (718 c. civ. rom.), iar nu toate obligațiile moștenitorului beneficiar. (Demolombe, XV,

No. 245; Dalloz, Rép., Succession, No. 878; Suppl., Succession, No. 661; Laurent, X, No. 127; Huc, V, No. 245; Planiol, III, No. 2154; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 409, nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 917).

**8.** Astfel cautiunea nu garantează fructele culese sau ce se vor culege din succeșiune de către moștenitorul beneficiar. (Demolombe, XV, No. 245; Dalloz, Rép., Succession, No. 878; Laurent, X, No. 127; Huc, V, No. 245; Planiol, III, No. 2154; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 409, nota 1).

**9.** Deasemenea cautiunea nu garantează administrația succeșiunii de către moștenitorul beneficiar. (Demolombe, XV, No. 245; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 661; Laurent, X, No. 127; Huc, V, No. 245; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2081; Planiol, III, No. 2154; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 409, nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 917).

**10.** Cauțiunea pe care trebuiește s-o dea moștenitorul beneficiar va îndeplini condițiunile cerute de lege în materie de cautiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 662; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 408, 409; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 917).

**11.** Moștenitorul beneficiar obligat să dea cautiune, poate, potrivit dispozițiilor art. 2041 c. civ. fr. (1676 c. civ. rom.), să dea un amanet sau ipotecă, sau altă asigurare suficientă în locul cautiunii. (Demolombe, XV, No. 247; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 662; Laurent, X, No. 128; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 408, nota 5, 409).

**12.** După altă părere, moștenitorul beneficiar nu poate da în loc de cautiune o garanție ipotecară. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 462).

**13.** În cazul când moștenitorul beneficiar nu dă cautiune îndestulătoare în termenul determinat, tribunalul nu-l poate lipsi de dreptul de administrație asupra bunurilor succesoriale ci îl poate obliga numai, să vândă obiectele mobile din succeșiune și să dea prețul lor împreună cu porțiunea nedelegată din prețul imobilelor la Cassa de depuneri și consemnațiuni pentru a se întrebuința la achitarea sarcinilor succesoriale. (Demolombe, XV, No. 248; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 462; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 665; Laurent, X, No. 129; Huc, V, No. 245; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2085, 2151; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 410; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 917).

**14.** Orice moștenitor beneficiar, chiar în cazurile când acceptarea sub beneficiu de inventar este silită, și indiferent de solvabilitatea sa, poate fi obligat la darea de cautiune. (Demolombe, XV, No. 240; Cha-

bot, Successions, II, Art. 807, No. 2 : Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 408, nota 4).

### 15. Cauțiunea garantează și sumele de

bani incasate de moștenitorul beneficiar dela debitorii succesiunii. (Mourlon, II, No. 299; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 409).

**Art. 719.** — Dacă unii din creditorii se opun, eredele beneficiar nu poate plăti decât după ordinea și chipul regulat de judecător.

Dacă creditorii nu se opun, eredele plătește creditorilor și legatarilor, după rândul cererii. (Civ. 720 urm., 1719 urm., 1790 urm.; Pr. civ. 450 urm., 455, 573 urm., 585 urm.; Com. 789 urm.; Civ. Fr. 808).

*Text. fr. Art. 808.* — S'il y a des créanciers opposants, l'héritier bénéficiaire ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge.

S'il n'y a pas de créanciers opposants, il paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea sub beneficiu de inventar 1 urm.	Inventar 27.
Beneficiu de inventar 1 urm.	Ipotecă 9, 12, 25, 26.
Compensație 16, 17, 30.	Legatari 2, 3, 4, 5, 7, 8, 13, 16, 17, 20, 24—28.
Condițiune 3.	Mobile lucruri 1.
Convențiune 10.	Moștenire 1 urm.
Creditori 1—11, 13—29, 31.	Opoziție 1, 2, 4, 5, 6, 10—29.
Creditori chirografari 1, 9, 25, 26.	Ordinea plății 24, 25.
Creditori ipotecari și privilegiați 9, 12, 25, 26.	Poprire 5.
Cunoștință personală 6, 28.	Preferință 25, 26, 28.
Decădere din beneficiu de inventar 14.	Prejudiciu 14, 15.
Deliberare 27.	Prescripție 21, 22.
Distribuția prețului 8, 10, 11, 12, 15.	Preț 1.
Dividende 15.	Privilegiu 9, 12, 25, 26.
Imobile 1.	Rang 9.
Impozite 12.	Relativitate 13.
Intențiune 4, 6.	Repetițiune 18—22.
	Responsabilitate 14, 15.
	Restituire 18—22.
	Succesiune 1 urm.
	Tablou de distribuție 8, 10, 11, 12, 15.
	Termin 3, 21, 22.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 808 c. civ. fr. (719 c. civ. rom.), prețul obiectelor mobiliare și a imobilelor neipotecate, banii aflați în succesiune precum și cei plătiți de debitorii succesiunii, se vor plăti de moștenitorul beneficiar, creditorilor neipotecari și neprivilegiați ai succesiunii, după cum ei au făcut sau nu vre-o opozițiune la plată. (Daloz, Rép., Succession, No. 910; Suppl., Succession, No. 677; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 411, 412; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 920 urm.).

**2.** Dispozițiunile art. 808 c. civ. fr. (719 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea nu numai creditorilor succesiunii ci și legatarilor cari deasemeni au dreptul să facă opozițiune la plată. (Demolombe, XV, No. 297, 307, 328; Marcadé, Art. 808; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 152; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 457; Daloz,

Rép., Suppl., Succession, No. 677; Laurent, X, No. 175; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2000; Planiol, III, No. 2148; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 410, nota 5, 412, nota 5).

**3.** Dispozițiunile art. 808 c. civ. fr. (719 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și în cazul când creditorii și legatarii sunt cu termin sau condițiune. (Demolombe, XV, No. 298; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 677; Laurent, X, No. 155, 175; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2001; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 412, nota 5).

**4.** Opozițiunea de care vorbește art. 808 c. civ. fr. (719 c. civ. rom.), poate rezultă după o părere, din orice act juridic prin care creditorul sau legatarul își manifestă intențiunea față de moștenitorul beneficiar, de a fi plătit din banii succesiunii. (Demolombe, XV, No. 299; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 459; Daloz, Rép., Succession, No. 911; Suppl., Succession, No. 678; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1988 urm.; Planiol, III, No. 2147; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 415, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 921).

**5.** După altă părere, opozițiunea trebuie făcută în forma unei propriiri. (Laurent, X, No. 157; Huc, V, No. 245).

**6.** Cunoștința personală pe care moștenitorul beneficiar ar avea-o asupra existenței unui creditor al succesiunii nu poate fi asimilată unei opoziții, ci trebuie un act al acestui creditor prin care să-și manifeste intențiunea de a fi plătit din banii succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 679; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1994; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 415, nota 1; Contra: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 921).

**7.** Dispozițiunile art. 808 c. civ. fr.

(719 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea, chiar dacă legatul a cărui plată se cere, are de obiect un corp cert și determinat. (Huc, V, No. 245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 412, nota 2).

**8.** În tabloul de distribuție vor fi trecuți întâi creditorii și apoi legatarii. (Demolombe, XV, No. 296; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 586, p. 352; Mourlon, II, No. 502; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 129; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 458; Laurent, X, No. 155, 171; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 414).

**9.** În cece privește creditorii succesiunii, întâi vor fi plătiți creditorii privilegiați și ipotecarii după rangul lor și apoi vor fi plătiți creditorii chirografari fiecare proporțional cu creanța sa în cazul când activul succesiunii nu ajunge pentru plata tuturor creanțelor chirografare. (Demolombe, XV, No. 295; Laurent, X, No. 155; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 414; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 921).

**10.** Creditorii oponenți, dacă sunt toți majori și capabili, pot stabili, prin bună înțelegere între ei, și de acord cu moștenitorul beneficiar, distribuirea prețului bunurilor succesiunii. (Demolombe, XV, No. 294; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 457; Dalloz, Rép., Succession, No. 910; Suppl., Succession, No. 677; Laurent, X, No. 159; Huc, V, No. 245; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2051; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 415).

**11.** Opozițiunea creditorilor formează un obstacol la plata datorilor succesiunii fără tablou de distribuție, chiar pentru datorii succesiunii către moștenitorul beneficiar. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 681; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2007).

**12.** Plata impozitelor către stat poate fi făcută, fără tablou de distribuție, cu toate că există opoziția creditorilor succesiunii, deoarece statul are un privilegiu special. (Dalloz, Rép., Succession, No. 915).

**13.** Opozițiunea nu profită decât creditorilor și legatarilor cari au făcut-o. (Demolombe, XV, No. 296; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, nota 56, p. 458; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 682; Laurent, X, No. 158; Huc, V, No. 245; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2002; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 412, nota 5).

**14.** Dacă moștenitorul beneficiar, nu ține seama de opozițiunea făcută de creditori, el nu este decăzut din beneficiul de inventar însă va fi obligat să repare prejudiciul ce a cauzat creditorilor oponenți. (Demolombe, XV, No. 301; Aubry et Rau, VI, § 618, nota 55, p. 458; Dalloz, Rép., Succession, No. 915; Suppl., Succession, No. 684; Laurent, IX, No. 415; X, No. 161; Huc, V, No. 245; Planiol, III, No. 2150; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II,

p. 414, 416; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 921).

**15.** În acest caz prejudiciul creditorului oponent va fi egal cu dividendul ce l-ar fi obținut dacă s-ar fi făcut o distribuție regulată a sumelor rezultate, iar nu cu totalitatea creanței sale. (Demolombe, XV, No. 301; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 133 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 53, p. 458; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 684; Laurent, X, No. 158; Huc, V, No. 245; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2011; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 922).

**16.** Opoziția creditorilor sau legatarilor împiedică compensația în beneficiul debitorilor moștenirii cari sunt în acelaș timp și creditorii ei. (Huc, V, No. 245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 416, 417).

**17.** Compensația dobândită anterior opoziției își produce efectele, deoarece opoziția nu are efect retroactiv. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 417).

**18.** Moștenitorul beneficiar care neținând seama de opoziția creditorilor, a plătit pe alți creditori, are drept, după o părere, să ceară dela acești creditori plățiți, excedentul peste cota parte ce li s'ar fi cuvenit dacă s-ar fi făcut plata prin o distribuție regulată între toți creditorii succesiunii. (Demolombe, XV, No. 304; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 133 bis, II; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2008).

**19.** După altă părere, în acest caz, moștenitorul nu are dreptul să facă o acțiune în repetițiune în contra creditorilor plătiți, deoarece nu se poate pretinde că s-a plătit ceva nedatorat. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 686; Laurent, X, No. 161).

**20.** Creditorii oponenți au o acțiune directă și personală în contra celor cari au fost plătiți, în disprețul opoziției ce a fost făcută, pentru a li se plăti și lor dividendul ce li s'ar fi cuvenit dacă s'ar fi făcut plata prin o distribuție regulată; legatarii oponenți însă, nu au această acțiune în contra creditorilor plătiți, ci numai în contra celorlalți legatari cari au fost plătiți în disprețul opoziției lor. (Demolombe, XV, No. 305; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 133 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, nota 54, p. 458; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 687; Laurent, X, No. 161; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2014, 2015; Planiol, III, No. 2151; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 415 text și nota 1, 416; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 922).

**21.** Termenul în care creditorii oponenți pot cere dela moștenitorul beneficiar, care a plătit pe alți creditori în disprețul opoziției făcute, repararea prejudiciului cauzat este de treizeci ani care curge dela data plății făcute iar nu dela data

opozitiei. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 688; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2012).

**22.** În dreptul civil român recursul creditorilor oponenți se prescrie conform art. 722 c. civ. prin trei ani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 416, nota, 422).

**23.** Plățile făcute anterior opoziției rămân valabile deoarece opoziția nu are efect retroactiv. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 417).

**24.** Potrivit dispozițiilor art. 808 c. civ. fr. (719 c. civ. rom.), în cazul când creditorii nu fac nici o opoziție, creditorii și legatari vor fi plătiți în ordinea în care cer plata. (Demolombe, XV, No. 309; Mourlon, II, No. 304; Marcadé, Art. 808; Daloz, Rép., Succession, No. 919; Suppl., Succession, No. 689; Laurent, X, No. 171; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 417, 418; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 925).

**25.** Creditorii privilegiați și ipotecari asupra imobilelor vor fi plătiți cu preferință înaintea creditorilor chirografari și legatarilor chiar dacă nu există opoziție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 417, text și nota 4; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 925).

**26.** După altă părere, în caz când nu există opoziție, legatarii și creditorii chirografari diligenți, vor putea fi plătiți din prețul imobilelor chiar înaintea creditorilor privilegiați sau ipotecari. (Demolombe, XV, No. 309, 311; Mourlon, II, No. 304; Laurent, X, No. 164; Planiol, III, No. 2156).

**27.** Când nu există creditori oponenți, moștenitorul beneficiar poate plăti datoriile și sarcinile succesiunii chiar dacă nu a expirat termenul pentru facerea in-

ventarului și pentru deliberare. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 386, nota 31, p. 352; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 689; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2056; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 418, nota 1).

**28.** În cazul când moștenitorul beneficiar are cunoștință că activul succesoral este absorbit de creanțele succesoriale, el poate refuza plata legatelor, chiar dacă nu există creditori opozanți, deoarece creditorii succesiunii trebuiesc plătiți cu preferință față de legatari. (Demolombe, XV, No. 296; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 153 bis, IV; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 690; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 418, 419).

**29.** În cazul când moștenitorul beneficiar este creditorul succesiunii, el poate să-și încaseze cel dintâi creanța sa, dacă nu există creditori oponenți. (Demolombe, XV, No. 310; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 459; Daloz, Rép., Succession, No. 921; Suppl., Succession, No. 689; Laurent, X, No. 165; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2039, 2040; Planiol, III, No. 2155; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 418, 419).

**30.** Deasemenea moștenitorul beneficiar va putea compensa creanța sa în contra succesiunii cu datoriile sale ce le are față de succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 419).

**31.** Moștenitorul beneficiar trebuiește să facă plata creanțelor ce se prezintă de îndată ce are bani, fără a aștepta ca să se transforme toate bunurile succesoriale în bani. (Demolombe, XV, No. 315; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 418, nota 1).

**32.** A se vedea: art. 1152 din codul civil cu notele respective.

**Art. 720.** — Creditorii ce nu se opun și cari se prezintă după lămurirea socotelilor și plata reliquatelor, nu au recurs decât în contra legatarilor; aceia cari se prezintă înaintea lămuririi socotelilor și plății reliquatelor, vor avea recurs și în contra creditorilor plătiți înaintea lor<sup>1)</sup>. (Civ. 714, 719, 893, 896, 902, 905, 909, 1743, 1837; Civ. Fr. 809 § 1).

*Text. fr. Art. 809 § 1.* — Les créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat, n'ont de recours à exercer que contre les légataires.

#### Doctrină.

**1.** Creditorii și legatarii cari nu au făcut opoziție și cari se prezintă după ce activul succesoral este epuizat sau este insuficient de a acoperi creanțele lor, din cauza plăților făcute de către moștenito-

rul beneficiar nu au nici o acțiune de despăgubire în contra acestuia. (Pothier, Successions, VIII, p. 151 urm.; Demolombe, XV, No. 316; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 692; Laurent, X, No. 168; Huc, V, No. 246; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2049; Planiol, III, No. 2156; Ale-

1) Ultima frază a acestui articol, lipsește în textul francez.

xandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 420; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 924, 925).

**2.** În cazul însă, când moștenitorul beneficiar a plătit datorii neajunse la scadență, creditorii cari au făcut opoziție, au o acțiune în despăgubire în contra moștenitorului beneficiar, dacă activul succesoral este epuizat sau este insuficient pentru acoperirea creanțelor din cauza plăților făcute, cari nu le sunt opozabile. (Demolombe, XV, No. 509; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 690; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2042).

**3.** Legatarii cari nu au făcut opoziție nu au nici o acțiune nici chiar în contra celorlalți legatari cari au primit dela moștenitorul beneficiar plata legatelor lor. (Demolombe, XV, No. 528; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 155 bis, IV, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, p. 459; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 692; Laurent, X, No. 175; Planiol, III, No. 2158; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 422; Contra: Marcadé, Art. 809, No. 2; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 586, nota 56, p. 353; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 925).

**4.** Prin cuvântul: „reliquat“ se înțelege ceea ce rămâne în mâinele moștenitorului după încheierea definitivă a socotelilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 410, nota 6, 420).

**5.** Creditorii neoponenți cari se prezintă după încheierea definitivă a socote-

lilor și după plata reliquatului, nu au nici un recurs în contra celorlalți creditori plătiți deoarece sunt în culpă că nu au făcut opoziție sau cel puțin nu s-au prezentat înainte de a se fi terminat lichidarea succesiunii; ei au însă recurs în contra legatarilor plătiți deoarece ei nu au dreptul să fie plătiți decât în urma creditorilor. (Demolombe, XV, No. 517; Marcadé, Art. 809; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 63, p. 461; Laurent, X, No. 169; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 421; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 924).

**6.** Creditorul neoponent care se prezintă înaintea lămuririi socotelilor și a plății reliquatului, va avea dreptul să ceară ceea ce a mai rămas din activul succesoral și în cazul când creanța sa nu este îndestulată el nu poate să se întoarcă în contra moștenitorului ci numai în contra legatarilor și a creditorilor plătiți înaintea lui. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 421, 422; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 924, 925).

**7.** Creditorul neoponent care se prezintă după lămurirea socotelilor însă înainte de plata reliquatului, va avea dreptul să ceară ce a mai rămas din activul succesoral și în cazul când creanța sa nu este îndestulată nu poate să se întoarcă în contra moștenitorului nici în contra creditorilor ci numai în contra legatarilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 422; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 924).

**Art. 721. — Creditorii ce se opun vor avea recurs și în contra eredelui <sup>1)</sup>. (Civ. 715, 719, 720).**

#### Doctrină.

**1.** Art. 721 c. civ. rom. lipsește din codul civil francez, însă, și în dreptul civil francez dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea deoarece dacă moștenitorul plătește, cu toate că există opoziție din partea creditorilor și legatarilor el comite o greșală gravă pe care este dator a o repara. (Demolombe, XV, No. 501; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 155 bis II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618; p. 458; Laurent, X, No. 161; Planiol, III, No. 2150; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 411, nota 1, 422, nota 1).

**2.** La cuvântul: „creditorii“ întrebuințat în art. 721 c. civ. rom., trebuie adăugat și cuvântul: „legatarii“. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 411, nota 1).

**3.** Dacă moștenitorul beneficiar nu ține seamă de opozițiunea făcută de creditori, el nu este decăzut din beneficiul de inventar însă va fi obligat să repare prejudiciul ce a cauzat creditorilor oporrenți. (Dalloz, Rép., Succession, No. 915; Suppl.,

Succession, No. 684; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 922).

**4.** În acest caz prejudiciul creditorului oponent va fi egal cu dividendul ce l-ar fi obținut dacă s'ar fi făcut o distribuție regulată a sumelor rezultate, iar nu cu totalitatea creanței sale. (Demolombe, XV, No. 501; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 155 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, text și nota 53, p. 458; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 684; Laurent, X, No. 158; Huc, V, No. 245; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2011; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 922).

**5.** La finele art. 721 c. civ. rom., trebuie adăugate cuvintele: „și în contra legatarilor și a celorlalți creditori plătiți în mod arbitrar“. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 411, nota 2, 415, text și nota 1).

**6.** A se vedea: art. 719 din codul civil cu notele respective.

<sup>1)</sup> În codul civil francez lipsește acest articol.



**Art. 722.** — În toate cazurile prevăzute de art. 719 și 720<sup>1)</sup>, recursul se prescrie după expirarea termenului de trei ani, care începe din ziua lămuririi socotelilor și a plăței reliquatului. (Civ. 714, 719; Civ. Fr. 809 § 2).

*Text. fr. Art. 809 § 2.* — Dans l'un et l'autre cas le recours se prescrit par le laps de trois ans, à compter du jour de l'apurement du compte et du paiement du reliquat.

#### Doctrină.

**1.** Art. 722 c. civ. rom. vizează din eroare articolele 719 și 720 în loc de articolele 720 și 721 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 411, nota 5, 422).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 809 § 2 c. civ. fr. (722 c. civ. rom.), recursul se prescrie prin trecere de trei ani, care începe a curge din ziua lămuririi socotelilor și a plății reliquatului iar în cazul când aceste două operațiuni nu s-au făcut în acelaș timp, prescripția va începe a curge dela data celei din urmă operațiuni. (De-

molombe, XV, No. 519, 520; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 586, nota 58, p. 555; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, nota 65, p. 461; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 692; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 425, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 927).

**3.** După altă părere dacă operațiunile lămuririi socotelilor și a plății reliquatului nu s-au făcut în acelaș timp termenul prescripției de trei ani, va curge dela data primei operațiuni, (Duranton, VII, No. 55).

**Art. 723.** — Cheltuelile pentru peceți, pentru facerea inventariului și pentru darea socotelilor, privesc succesiunea (Civ. 681, 708 urm., 714, 730 urm., 919, 1729; Pr. civ. 145, 656 urm., Civ. Fr. 810).

*Text. fr. Art. 810.* — Les frais de scellés, s'il en a été apposé, d'inventaire et de compte, sont à la charge de la succession.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 810 c. civ. fr. (723 c. civ. rom.), cheltuelile făcute cu aplicarea și ridicarea sigiliilor, cu facerea inventarului, cu înmormântarea defunctului și cele făcute cu administrarea și lichidarea succesiunii, sunt în sarcina succesiunii și se vor scădea din activul succesoral înainte de plata creditorilor și legatarilor. (Demolombe, XV, No. 541 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 618, p. 455; Laurent, X, No. 180; Huc, V, No.

248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 424; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 918).

**2.** Dispozițiunile art. 810 c. civ. fr. (723 c. civ. rom.), sunt enunciative iar nu limitative. (Demolombe, XV, No. 542; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 618, nota 59, p. 455; Huc, V, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 424).

**3.** Taxele de înregistrare pentru strămutarea proprietății sunt în sarcina succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 425)

#### Secțiunea IV. — Despre succesiunile vacante.

**Art. 724.** — Dacă, după expirarea termenelor pentru facerea inventariului și pentru deliberațiune, nu se prezintă nimeni ca să reclame succesiunea, și dacă nu este nici un erede cunoscut, sau dacă erezii cunoscuți s'au lepădat de succesiune, succesiunea este privită ca vacantă. (Civ. 695, 704, 706, 725 urm., 1882, 1883; Civ. Fr. 811).

*Text. fr. Art. 811.* — Lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession,

1) Din eroare se vizează aci art. 719 și 720 când trebuiesc vizate art. 720 și 721 c. civ.

qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé cette succession est réputée vacante.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 126;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, p. 69.

### Doctrină.

1. Nu trebuiește să se confunde succesiunea vacantă cu succesiunea în părăsire (en déshérence) deoarece succesiunea în părăsire se dobândește de stat dela justiție, iar succesiunea vacantă nu se cere de nimeni deoarece nu există moștenitor cunoscut, caz în care numai se numește un curator. (Duranton, VII, No. 56, 57; Demolombe, XV, No. 413; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 641, p. 730; Laurent, X, No. 189 urm.; Planiol, III, No. 2056; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 452; Traian Ionașcu, p. 158; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 700).

2. Potrivit dispozițiilor art. 811 c. civ. fr. (724 c. civ. rom), pentru ca o succesiune să fie privită ca vacantă, se cere ca să fi expirat termenele pentru facearea inventarului și pentru a delibera. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 717; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 429; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 701; Traian Ionașcu, p. 159).

3. Apoi pentruca o succesiune să fie privită ca vacantă, trebuiește ca să nu se prezinte nimeni ca s-o reclame; dacă se prezintă cineva care reclamă succesiunea, indiferent dacă moștenitorul care se prezintă este regulat sau neregulat, sau un legatar universal, ea nu poate fi privită ca vacantă. (Demolombe, XV, No. 407 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 410, p. 445; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 641, p. 726, 730; Daloz, Rép., Succession, No. 594, 978; Suppl., Succession, No. 717; Laurent, X, No. 185, 190; Planiol, III, No. 2057; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 450, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 701; Traian Ionașcu, p. 159).

4. O altă condițiune pentru ca o succesiune să fie privită ca vacantă, trebuiește ca să nu existe nici un moștenitor cunoscut sau dacă există moștenitori cunoscuți, ei să fi renunțat la succesiune. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 717; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 429, 450, 451; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 701; Traian Ionașcu, p. 158, 159).

5. Pentru ca o succesiune să fie privită

ca vacantă, trebuiește, după o părere, ca toți moștenitorii din primul grad să fi renunțat la succesiune, nefiind necesar ca moștenitorii cunoscuți din gradul următor să fi renunțat deasemenea la succesiune. (Demolombe, XV, No. 408; Mourlon, II, No. 314; Marcadé, Art. 811; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 155 bis III; Huc, V, No. 250; Planiol, III, No. 2038).

6. După altă părere, atât timp cât există moștenitori cunoscuți din orice grad, cari nu au renunțat la succesiune, succesiunea nu poate fi privită ca vacantă. (Duranton, VII, No. 65; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 641, text și nota 3, p. 727; Laurent, X, No. 187; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2529; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 451, nota 1).

7. Moștenirea în realitate nu este vacantă decât în urma prescripției dreptului de a accepta succesiunea al tuturor moștenitorilor, caz în care succesiunea, potrivit dispozițiilor art. 715 c. civ. fr. (646 c. civ. rom.), se cuvine statului. (Demolombe, XV, N. 413 urm., Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 641, nota 1, p. 725; Laurent, X, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 452).

8. O succesiune nu poate fi declarată vacantă decât dacă sunt îndeplinite condițiunile prevăzute de art. 811 c. civ. fr. (724 c. civ. rom.) În cazul când se declară o succesiune vacantă în afară de aceste condițiuni, toate actele făcute de curatorul numit cu privire la succesiune nu sunt valabile și opozabile moștenitorilor chiar dacă ei ar renunța la succesiune. (Demolombe, XV, No. 417; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, text și nota 24, p. 737; Daloz, Rép., Succession, No. 977; Suppl., Succession, No. 721; Laurent, X, No. 209; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2529; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 436).

9. În caz de renunțarea moștenitorului din primul grad la succesiune, actele făcute de curatorul succesiunii înainte sau după renunțare, vor putea fi declarate valabile de tribunale cari vor aprecia, după împrejurări, luându-se în considerație buna credință a celor cari au contractat și greutatea în care se aflau de a putea cunoaște pe acești moștenitori. (Daloz, Rép., Succession, No. 927).

**Art. 725.** — Tribunalul de întâia instanță din districtul în care succesiunea este deschisă, numește un curatore după cererea per-

soanelor interesate, sau după aceea a procurorului. (Civ. 95; Pr. civ. 80 urm., 129 § 6, 706; L. din 29 Oct. 1877 pentru atribuțiunile ministerului public; Civ. Fr. 812).

*Text. fr. Art. 812.* — Le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel elle est ouverte, nomme un curateur sur la demande des personnes intéressées, ou sur la réquisition du procureur du Roi.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 126.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Absență 1.	Locatari 6.
Acțiune 6, 10.	Ministerul Public 1.
Administrator 12.	Moarte 5.
Apel 9, 10.	Moștenire 1 urm.
Bună credință 11, 12.	Moștenitor aparent 11, 12.
Competență 2, 3, 4, 5.	Nulitate 12.
Contradictor 10.	Oficiu 7.
Creditorii succesiunii 6.	Părât 10.
Curator 1 urm.	Parchet 1.
Debitorii succesiunii 6.	Persoane interesate 1, 6,
Deces 5.	10.
Deschiderea succesiunii	Pluralitate de curatori 8.
2, 3.	Procuror 1.
Domiciliu 5.	Rea credință 12.
Drepturi 6.	Reședință 5.
Erede aparent 11, 12.	Succesiune 1 urm.
Hotărâre 9, 10.	Succesiune vacantă 1 urm.
Încetare din viață 5.	Succesor aparent 11, 12.
Intervenție 10.	Vacantă succesiune 1
Judecătorii de ocoale 3.	urm.
Legatari 6.	

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 812 c. civ. fr. (725 c. civ. rom.), pot cere numirea unui curator la o succesiune vacantă orice persoană interesată și ministerul public, care reprezintă pe absenți. (Daloz, Rép., Succession, No. 984; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, 454; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 702; Comp.: Traian Ionașcu, p. 159).

**2.** Tribunalul competent ca să numească un curator la o succesiune vacantă este acel al locului deschiderei succesiunii. (Daloz, Rép., Succession, No. 984; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 702; Traian Ionașcu, p. 159).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 54 din legea judecătorilor de ocoale, pentru succesiunile până la o anumită valoare, judecătorii de ocoale sunt competenți să numească curatori. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, text și nota 3, 455, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 702).

**4.** Numai tribunalul județului în care succesiunea este deschisă are competența să numească curatorul. (Duranton, VII, No. 66; Demolombe, XV, No. 425; Chabot, Successions, II, Art. 817, No. 5; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455,

nota 5; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 702; Traian Ionașcu, p. 159).

**5.** În cazul când defunctul nu avea un domiciliu fix, curatorul va fi numit de tribunalul reședinței sale, iar în caz de lipsă de reședință, de tribunalul locului unde a încetat din viață. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, nota 5).

**6.** Prin persoane interesate cari pot cere numirea unui curator se înțeleg toți acei cari ar avea de exercitat în contra succesiunii vacante, drepturi sau acțiuni, cum sunt: creditorii și debitorii succesiunii, legatarii, locatarii bunurilor succesoriale etc. (Demolombe, XV, No. 421; Chabot, Successions, II, Art. 812, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, nota 1, p. 752; Laurent, X, No. 195; Huc, V, No. 251; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 454, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 702; Comp.: Traian Ionașcu, p. 159).

**7.** Nu se poate numi din oficiu un curator unei succesiuni vacante. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 454).

**8.** Tribunalele nu pot numi pentru aceeași succesiune vacantă mai mulți curatori, ci numai unul singur. (Demolombe, XV, No. 426; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 454, nota).

**9.** Tribunalul se pronunță asupra cerei de numire a unui curator, unei succesiuni vacante prin o sentință care este suspusă apelului conform dreptului comun. (Demolombe, XV, No. 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 752; Huc, V, No. 251; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455).

**10.** În acțiunea de numire a curatorului unei succesiuni vacante nu există contradictor, însă părțile interesate au dreptul de intervenție și de apel în contra sentinței pronunțate. (Demolombe, XV, No. 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 752; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, Question 5244; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455).

**11.** Actele făcute de curatorul unei succesiuni care nu eră în realitate vacantă, după o părere sunt valabile și opozabile moștenitorului, deoarece trebuiesc asimi-

late cu actele făcute de un moștenitor aparent. (Demolombe, XV, No 416; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 410, p. 444; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 738).

**12.** După altă părere, toate actele făcute de curatorul unei succesiuni care în realitate nu eră vacantă sunt radical, nule, deoarece curatorul nu este un moștenitor aparent ci un administrator, și cei cari

au lucrat cu el nu pot fi considerați de bună credință deoarece trebuiau să cerceze situațiunea succesiunii. (Laurent, X, No. 209; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, text și nota 4; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 245, 244; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 702).

**Art. 726.** — Curatoarele unei succesiuni vacante, trebuie înainte de toate, să constate printr'un inventariu succesiunea; el exercită și urmărește drepturile ei; răspunde la cererile făcute în contră-i; administrează sub îndatorire de a vărsa numerariul succesiunii, ca și sumele adunate din vânzarea mobilelor și imobilelor, în casa de consemnațiuni și depozite și în fine sub aceea de a da socoteli. (Civ. 111, 391, 406, 504, 701 § 2, 705, 727, 897; Pr. civ. 145, 668 urm., 675, 677 urm., 681 urm., 704; Civ. Fr. 813).

*Text. fr. Art. 813.* — Le curateur à une succession vacante est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un inventaire: il en exerce et poursuit les droits; il répond aux demandes formées contre elle; il administre, sous la charge de faire verser le numéraire qui se trouve dans la succession, ainsi que les deniers provenant du prix des meubles ou immeubles vendus, dans la caisse du receveur de la régie royale, pour la conservation des droits, et à la charge de rendre compte à qui il appartiendra.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 6.	Legate 31.
Act de conservare 29.	Lichidare 5, 16.
Acțiune 12, 17, 28.	Licitație 25.
Acțiune pauliană 28.	Locațiune 29.
Adjudecare 25.	Mandate de plată 31.
Administrație 5, 7, 10, 13, 29.	Moștenire 1 urm.
Autorizație 8—11, 24, 27.	Moștenitor beneficiar 8, 14, 20.
Beneficiu de inventar 8, 14, 20.	Nulitate 11.
Capitaluri 20, 21, 23, 24, 30.	Opozabilitate 18, 19.
Casa de depuneri 30, 31.	Ordonanțare 31.
Cauțiune 3.	Părit 12.
Compromis 26, 27.	Partaj 8, 9, 10.
Conservare 29.	Persoane interesate 11.
Creanțe 20, 21, 30.	Poprire 15, 16.
Creditori 5, 9, 13—17, 25.	Prescripție 6, 29.
Creditori ipotecari 25.	Preț 25.
Curator 1 urm.	Primirea capitalurilor 20, 21, 30.
Dare în plată 8, 9, 10.	Proces 12, 17, 28.
Dată certă 18, 19.	Rate 22.
Depunerea banilor 30.	Reclamat 12.
Dobânzi 22.	Refuz 1.
Fraudă 28.	Renunțare 6.
Incasarea creanțelor 20, 21, 30.	Reparații 29.
Inchiriere 29.	Revenire asupra renunțării 6.
Inscripție ipotecară 29.	Succesiune vacantă 1 urm.
Intervenție 17.	Terțe persoane 18, 19.
Înteruperea prescripției 29.	Tranzacție 8, 9, 10, 26, 27.
Inventar 4, 30.	Tribunal 8, 24, 27, 31.
Invocare 11.	Urmărire silită 15, 16.
Jurământ 2.	Venituri 22.

Doctrină.

**1.** Curatorul numit unei succesiuni vacante nu este obligat să primească însărcinarea dată, ci poate s'o refuze. (Demo-

lombe, XV, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457, nota 1).

**2.** La intrarea în administrația averii succesoriale, curatorul nu depune jurământ. (Demolombe, XV, No. 454; Huc, V, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457).

**3.** Curatorul unei succesiuni vacante nu poate fi obligat a depune vreo cauțiune pentru garantarea administrației sale. (Duranton, VII, No. 70; Demolombe, XV, No. 455; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, text și nota 6, p. 752; Dalloz, Rép., Succession, No. 995; Laurent, X, No. 196; Huc, V, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457).

**4.** În cazul când înainte de numirea curatorului unei succesiuni vacante, se făcuse un inventar de către un moștenitor sau un legatar universal, nu este necesar a se face un alt inventar ci numai o verificare a celui dejă făcut. (Dalloz, Rép., Succession, No. 988).

**5.** Curatorul succesiunii vacante reprezintă, cu privire la administrația și lichidarea succesiunii, atât pe creditorii cât și pe moștenitorii ce s'ar prezentă după numirea sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 725).

**6.** În cazul când un moștenitor care a renunțat la succesiune, retractează renunțarea sa, curatorul succesiunii are dreptul să-i opue că actele constitutive ale

retractării au fost făcute după prescripția dreptului de a accepta succesiunea. (Demolombe, XV, No. 56, 57; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 111 bis, IV; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2497, 2566; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 440).

**7.** Curatorul unei succesiuni vacante nu poate face decât actele prevăzute de art. 815 c. civ. fr. (726 c. civ. rom.), el neavând decât puteri de administrație. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 724; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 703).

**8.** Curatorul unei succesiuni vacante, după o părere, poate să facă, cu autorizația tribunalului, actele pe care le poate face un moștenitor beneficiar, cu îndeplinirea unor anumite condițiuni, cum sunt: partajul darea în plată sau tranzacția. (Demolombe, XV, No. 442, 445; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 157 bis I; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 724).

**9.** După altă părere, curatorul poate face aceste acte însă cu autorizația creditorilor. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 724; Laurent, X, No. 199, 202).

**10.** După a treia părere, curatorul nu poate fi autorizat să facă nici un act care îi este interzis de lege ci numai actele prevăzute de lege. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 724; Huc, V, No. 252; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2576, 2609; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457, 440, 441; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 705).

**11.** Toate actele făcute de curatorul unei succesiuni vacante în afară de limitele prevăzute de art. 815 c. civ. fr. (726 c. civ. rom.), și fără autorizațiile necesare, sunt lovite de o nulitate absolută care poate fi invocată de orice persoană interesată și chiar de către curator. (Demolombe, XV, No. 456; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 758; Daloz, Rép., Succession, No. 996; Suppl., Succession, No. 724; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 441).

**12.** Curatorul reprezintă în justiție succesiunea atât ca reclamant cât și ca pârît. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Al. Băicoianu, III, No. 705).

**13.** Toate actele făcute de curatorul succesiunii vacante în limitele prevăzute de art. 815 c. civ. fr. (726 c. civ. rom.), după o părere, sunt opozabile creditorilor și moștenitorilor cari s'au prezentat mai în urmă, deoarece el îi reprezintă pe aceștia. (Demolombe, XV, No. 455; Mourlon, II, No. 319; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 157 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 757; Daloz, Rép., Succession, No. 1000, 1004; Suppl., Succession, No. 723; Laurent, X, No. 208; Huc,

V, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459).

**14.** După altă părere, curatorul este numai reprezentantul legal al succesiunii, însă ca și moștenitorul beneficiar nu reprezintă pe creditorii succesiunii decât în limita în care un debitor poate reprezenta pe creditorul său. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 725; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2562).

**15.** Creditorii, după o părere, pot face urmări individuale asupra bunurilor succesiunii vacante, cum ar fi o poprire în mâinile debitorilor succesiunii, cu toate că ei sunt reprezentați de curatorul succesiunii. (Demolombe, XV, No. 457; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 751; Laurent, X, No. 204; Huc, V, No. 255; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2589).

**16.** După altă părere, creditorii succesiunii vacante, nu pot face popriri în mâinile debitorilor succesiunii, deoarece lichidarea succesiunii se face de curator. (Daloz, Rép., Succession, No. 1000; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 444).

**17.** În instanțele angajate de curatorul succesiunii vacante, creditorii pot interveni pentru a-și apăra drepturile lor. (Demolombe, XV, No. 455, 444; Laurent, X, No. 200; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459, 444).

**18.** Curatorul unei succesiuni vacante, după o părere, reprezintă succesiunea, deci pe defunct, așa încât toate actele care erau opozabile defunctului îi sunt opozabile și curatorului fără a putea invoca lipsa de dată certă a acestor acte întrucât nu este un terț față de defunct. (Demolombe, XV, No. 457; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2571; Guillouard, Traité des contracts aléatoires, No. 165; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 440).

**19.** După altă părere, curatorul poate opune lipsa de dată certă a actelor făcute de defunct sau mai bine zis, actele făcute de defunct nu vor fi opozabile curatorului succesiunii vacante decât din ziua de când au dobândit dată certă, deoarece el este considerat ca terță persoană față de aceste acte. (Laurent, X, No. 206).

**20.** Curatorul unei succesiuni vacante nu poate primi capitalurile și creanțele aparținând succesiunii; deoarece el are, în principiu, aceleași puteri ca și moștenitorul beneficiar. (Daloz, Rép., Succession, No. 989; Suppl., Succession, No. 725, 729).

**21.** În dreptul civil român curatorul unei succesiuni vacante poate primi direct banii dela debitorii fondurilor succesoriale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 440, 445).

**22.** Curatorul unei succesiuni vacante, nu poate, în principiu, să primească veniturile, dobânzile și ratele bunurilor succesoriale. (Demolombe, XV, No. 446; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 729).

**23.** Curatorul unei succesiuni vacante nu poate mână fondurile, de orice natură ale succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 730).

**24.** În practică însă, se derogă adeseori dela aceste reguli principale, cu autorizația tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 734; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 729, 730).

**25.** Adjudecării imobilelor unei succesiuni vacante se pot liberă în mod valabil plătiind prețul în mâinile creditorilor ipotecari înscriși. (Demolombe, XV, No. 451; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, text și nota 16, p. 735).

**26.** Curatorul unei succesiuni vacante nu poate face tranzacții și compromise cu privire la averea succesorală. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 411, p. 445; Laurent X, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457).

**27.** După altă părere, curatorul unei succesiuni vacante ar putea face o tranzacție, cu autorizația justiției. (Demolombe, XV, No. 445).

**28.** Curatorul unei succesiuni vacante reprezentând succesiunea nu poate să exercite acțiunea pauliană în privința actelor frauduloase emanele dela defunct. (Laurent, X, No. 205; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 440).

**29.** Curatorul unei succesiuni vacante poate face toate actele de conservare și de administrație cu privire la bunurile succesoriale cum sunt: luarea și reînnoirea unei inscripțiuni, întreruperea prescripției, reparațiunile de întreținere, închirierea imobilelor succesoriale însă numai pe termen de cinci ani, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 440; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 703; Traian Ionașcu, p. 159).

**30.** Curatorul unei succesiuni vacante trebuie să verse la Casa de depuneri și consemnațiuni, banii ce a găsit la facerea inventarului și cei ce i-a încasat în urmă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 705; Traian Ionașcu, p. 160).

**31.** Legatele se vor plăti de curatorul succesiunii vacante prin eliberare de mandate de plată care se vor ordona de către tribunal la Casa de depuneri pe numele legatarilor. (Demolombe, XV, No. 454; Mourlon, II, No. 319; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 727; Laurent, X, No. 202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445).

**32.** A se vede: art. 727 din codul civil cu notele respective).

**Art. 727.** — Dispozițiunile secțiunii III din acest cap. asupra formelor cerute pentru facerea inventariului, asupra modului de administrație și asupra socotelilor ce eredele beneficiar este dator să dea, sunt îndatoritoare și pentru curatorii succesiunilor vacante. (Civ. 705, 714 urm., 719 urm.; Civ. Fr. 814).

*Text. fr. Art. 814.* — Les dispositions de la section III du présent chapitre, sur les formes de l'inventaire, sur le mode d'administration et sur les comptes à rendre de la part de l'héritier bénéficiaire, sont, au surplus, communes aux curateurs à successions vacantes.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptare sub beneficiu de inventar 1, 2, 10, 11, 12.	Indemnitate 4, 5, 11.
Administrație 3, 10.	Inventar 12.
Beneficiu de inventar 1, 2, 10, 11, 12.	Legatari 1.
Cauțiune 2.	Lichidare 6.
Creditori 1.	Mandatar 11.
Curator 1 urm.	Mandate de plată 1.
Desărcinare 8.	Minister Public 9.
Greșeli ușoare 11.	Moștenire vacantă 1 urm.
Hotărîre 4.	Neglijență 9.
Incapacitate 9.	Rea credință 9.
Incetarea funcțiunii curatorului 6, 7, 8, 9.	Responsabilitate 10.
	Revocare 9.
	Salariu 4, 5, 11.
	Socoteli de gestiune 3.
	Succesiune vacantă 1 urm.

#### Doctrină.

**1.** Creditorii și legatarii unei succesiuni vacante vor fi plătiți după regulile prevăzute la succesiunea acceptată sub beneficiu de inventar; curatorul va plăti pe

creditori și legatari prin liberarea mandatelor de plată. (Demolombe, XV, No. 454; Mourlon, II, No. 319; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 727; Laurent, X, No. 202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445).

**2.** Curatorul unei succesiuni vacante, spre deosebire de moștenitorul beneficiar, nu este obligat să dea cauțiune, deoarece el nu are la dispoziție fondurile succesoriale pentru a le putea mână. (Duranton, VII, No. 70; Demolombe, XV, No. 433; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, text și nota 6, p. 732; Daloz, Rép., Succession, No. 995; Laurent, X, No. 196; Huc, V, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457).

**3.** Ca și moștenitorul beneficiar, curatorul unei succesiuni vacante trebuie să dea socoteala de gestiune succesiunii, părților interesate. (Demolombe, XV, No.

462, Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 736; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 741; Laurent, X, No. 206, 207; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 705).

**4.** Prin hotărârea de numire a curatorului unei succesiuni vacante sau prin o hotărâre ulterioară, se va fixa o indemnitate acestui curator. (Demolombe, XV, No. 452; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, text și nota 20, p. 736; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 739; Laurent, X, No. 194; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2651, 2652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 458; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 705).

**5.** Onorariul curatorului nu poate depăși 10 % din venitul net al bunurilor administrate, după aprecierea instanțelor de fond. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 458, nota 5).

**6.** Odată cu lichidarea succesiunii vacante, încetează și funcțiunile curatorului. (Demolombe, XV, No. 465, 466; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 741; Laurent, X, No. 207; Planiol, III, No. 2045; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 704).

**7.** Dacă se prezintă un moștenitor care reclamă succesiunea declarată vacantă, funcțiunile curatorului încetează. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 741; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 704).

**8.** Curatorul unei succesiuni vacante are dreptul să ceară descărcarea sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 741;

Laurent, X, No. 198; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 442).

**9.** Curatorul unei succesiuni vacante poate fi revocat de tribunal după cererea părților interesate sau ministerul public, pentru incapacitate, neglijență sau rea credință. (Demolombe, XV, No. 405, 465; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 735; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 741; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2617 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 442).

**10.** Responsabilitatea curatorului în administrarea succesiunii vacante este mai întinsă decât aceea a moștenitorului care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 995; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459; Traian Ionașcu, p. 159, 160).

**11.** Spre deosebire de moștenitorul beneficiar care nu răspunde decât pentru greșală gravă, curatorul unei succesiuni vacante, care este un mandatar salariat, răspunde potrivit dreptului comun, chiar pentru greșeli ușoare. (Demolombe, XV, No. 451; Mourlon, II, No. 519; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 157 bis, V; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 411, p. 445; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 642, p. 736; Dalloz, Rép., Succession, No. 995; Suppl., Succession, No. 740; Laurent, X, No. 195; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2615; Planiol, III, No. 2042; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459; Traian Ionașcu, p. 159, 160).

**12.** Formele inventarului sunt acele prevăzute de lege pentru moștenitorul beneficiar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457; Comp.: Traian Ionașcu, p. 159).

**13.** A se vedea: art. 726 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL VI.

### Despre împărțire și despre raporturi.

#### Secțiunea I. — Despre împărțirea succesiunii.

**Art. 728.** — Nimeni nu poate fi obligat a rămâne în indiviziune<sup>1)</sup>. Un coerede poate oricând cere împărțea succesiunii, chiar când ar exista convențiuni sau prohibițiuni contrarii.

Se poate face învoire pentru suspendarea diviziunii pe termen de cinci ani. După trecerea acestui timp, învoirea se poate reînoui. (Civ. 5, 593, 598, 729 urm., 736, 777, 948, 966, 968, 1008<sup>1)</sup>, 1060, 1291, 1373, 1529, 1530, 1825; Pr. civ. 494, 691 urm.; Com. 505; L. Jud. oc. 34; L. Timbr. 21 § 1; Civ. Fr. 815).

*Text fr. Art. 815.* — Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

1) In vechile legiuiri starea de „indiviziune“ se numea „decălmășie“.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité: cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans; mais elle peut être renouvelée.

## Bibliografie (continuare)

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 127 urm., 131 urm., 141 urm.;  
 IOANID D. C., „*Teoria partajului-lichidare*“, Pand. Rom. 1926, IV, 41;  
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă sub Cas. I*, 5 Decembrie 1923, Pand. Rom. 1925, I, 88;  
 RAPAPORT M., *Notă sub Trib. civil Seine*, 17 Iulie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 598;  
 STRELICESCU ALEX., *Notă sub Trib. Ilfov S. III, c. c.*, 1627 din 4 Decembrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 230.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

- |  |   |
|--|---|
| Abitațiune 17.   | Legatar 23.                                   |
| Acțiune de împărțeală 1, 3—12, 14, 16, 35, 46, 47, 48. | Moștenire 1, 3, 5, 7, 8, 23, 24, 25, 47, 48.  |
| Acțiune pauliană 44.                                   | Moștenitor 3, 5, 7, 8.                        |
| Alee 19, 20.   | Nuda proprietate 11.                          |
| Aprecieri suverană 38.                                 | Nulitate 34.                                  |
| Ascendenți 26.   | Opoziție 43.                                  |
| Asociațiuni de fapt 23.                                | Ordine publică 10, 45.                        |
| Calitate 5.  | Partaj 1, 3—12, 14, 16, 35, 46, 47, 48.       |
| Capacitate 46.   | Partaj de ascendent 26.                       |
| Cavouri de familie 13.                                 | Petițiune de ereditate 5.                     |
| Chestiune prejudicială 5.                              | Portrete 14.                                  |
| Cimitir 13.  | Probă 31, 32.                                 |
| Competență 47.   | Procedură 48.                                 |
| Comunitate 2.  | Reducerea termenului 33, 34.                  |
| Condițiune 9.  | Reinoire 36, 37, 38, 43.                      |
| Contestație 5.   | Rezervă succesorală 24.                       |
| Coproprietate 1, 2, 3, 4, 20.                          | Sechestrul judiciar 6.                        |
| Creditori 39—44.                                       | Servitute 15, 16, 20.                         |
| Curte comună 19, 20.                                   | Sezină 7, 8.                                  |
| Definiție 2, 3, 4.                                     | Societate 27, 28.                             |
| Diviziune, a se vedea cuvântul: „Partaj“.              | Statut personal 46.                           |
| Donațiune 26.  | Statut real 48.                               |
| Dotă 29, 30.   | Străini 45, 46, 47.                           |
| Dovadă 31, 32.   | Succesiune 1, 3, 5, 7, 8, 23, 24, 25, 47, 48. |
| Drept de intrare 19, 20.                               | Suspendarea împărțealei 21—45.                |
| Drum de trecere 19, 20.                                | Suvenire de familie 14.                       |
| Expirarea termenului 36, 37, 38, 43.                   | Suverană apreciere 38.                        |
| Fraudă 44.   | Termin 21, 24, 25, 33, 34, 36.                |
| Imobile 47.  | Testament 23, 24, 25.                         |
| Împărțeală 1, 3—12, 14, 16, 35, 46, 47, 48.            | Trimetere în posesiune 7, 8.                  |
| Indivizibilitate 13, 15, 17, 18, 19, 20.               | Uz 17.  |
| Indiviziune 1, 2, 3, 10, 22, 23, 24.                   | Uz comun 18.                                  |
| Ipotecă 39.  | Uzuct 11.                                     |

## Doctrină.

**1.** Dispozițiile secțiunii I cu privire la împărțeala succesiunii își găsesc aplicațiunea nu numai la succesiuni ci și la orice indiviziune sau coproprietate, rezultată din orice cauză. (Demolombe, XV, No. 471, 472; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 158 bis; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 388, p. 557; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 452, nota 5; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 755).

**2.** „Indiviziunea, comunitatea sau coproprietatea (părtașia, copărtașia sau devalmășia, după cum o numesc vechile noastre legiuri), este starea în care se găsesc, înainte de împărțeală, coproprietarii aceluiaș lucru“. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445; Comp.: C. Ha-

mangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 751, 752; Traian Ionașcu, p. 218, 219).

**3.** „Împărțeala sau diviziunea, pe care uneori legea o numește partaj (art. 667, 674 etc.), este actul care face să înceteze indiviziunea, determinând bunurile ce fiecare moștenitor sau coproprietar este presupus a avea direct încă dela defunct“. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 454; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 752).

**4.** „Împărțeala poate fi definită: operațiunea prin care fiecare coproprietar primește o parte determinată în locul părții nedeterminate ce el are asupra lucrurilor posedate în comun“. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 454; Comp.: C. Hamangiu I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 752).

**5.** Dacă într-o acțiune în împărțeală se ridică vreo contestație în privința calității de moștenitor a unuia dintre copărtași, în acest caz există o chestiune prejudicială, petiția de ereditate, după rezolvarea căreia apoi se va procedea la împărțeala succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, nota 5, 458, nota 2).

**6.** Pe baza acțiunii de esire din indiviziune, copărtașii au dreptul să ceară înființarea unui sechestrul judiciar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 458; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 754).

**7.** Moștenitorii cari nu au sezina, după o părere, nu pot exercita acțiunea în împărțeală nici să fie siliți a răspunde la această acțiune, înainte de a fi trimiși în posesiunea averii ce o moștenesc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459).

**8.** După altă părere, în cazul când moștenitorul își exercită un drept sau acțiune proprie, în virtutea calității sale de moștenitor, cum ar fi acțiunea în împărțeală, iar nu un drept sau acțiune care aparține defunctului, el nu are nevoie să fie în prealabil trimis în posesiune. (N. Georgian, Studii juridice, II, p. 153, 154).

**9.** Coproprietarii sub o condițiune suspensivă nu pot cere împărțeala înainte de îndeplinirea condițiunii (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459).

**10.** Tribunalul chemat să judece o ac-



țiune în împărțeală, nu poate refuza judecarea sub nici un motiv deoarece potrivit dispozițiilor art. 815 c. civ. fr. (728 c. civ. rom.), nimeni nu poate fi obligat a rămâne în indiviziune; aceste dispozițiuni sunt de ordine publică. (Demolombe, XV, No. 487; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 159; Mourlon, II, No. 321; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 986; Laurent, X, No. 228; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, 456; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 15; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 736).

**11.** Nuzii proprietari ai unor bunuri succesoriale grevate de uzufruct pot cere împărțeala acestor bunuri. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1527; Suppl., Succession, No. 984).

**12.** Toate bunurile de orice natură, pot face, în principiu, obiectul unei împărțeli. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 486).

**13.** Cavourile de familie aflate în cimitire sau pe proprietăți private, nu pot fi împărțite între comostenitori deoarece făcând parte dintre fundațiunile pioase constituiesc excepțiune la drepturile cuiva de a cere împărțeala lucrului comun, ele fiind indivizibile prin destinațiunea lor. (Demolombe, XV, No. 700; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 978; Huc, V, No. 279; Planiol, III, No. 2366 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 487; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 790).

**14.** Portretele și suvenirile de familie pot face obiectul unei împărțeli. (Planiol, III, No. 2366 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 487; Comp. Contra: Demolombe, XV, No. 700).

**15.** Servituțiile atât active cât și pasive sunt în principiu indivizibile prin natura lor. (Duranton, V, No. 149; VII, No. 77; Demolombe, XV, No. 492; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter, p. 588; Dalloz, Rép., Succession, No. 1519; Suppl., Succession, No. 978; Huc, V, No. 279; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 487; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 790).

**16.** Servituțiile pot însă fi împărțite în privința modului lor de folosință. (Duranton, V, No. 149; VII, No. 77; Demolombe, XV, No. 492; Aubry et Rau, d. 5-a, II, § 221 ter., p. 588; Huc, V, No. 279; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 487).

**17.** Uzul și abitațiunea sunt în principiu indivizibile, mai cu seamă când cel care le-a constituit le-a privit ca atare. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 978; Huc, V, No. 279).

**18.** Lucrurile afectate la uzul comun a două sau mai multe imobile cari aparțin la proprietari deosebiți, nu pot fi împărțite. (Demolombe, XV, No. 492; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter., p. 588; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2757;

Guillouard, Société. No. 385, 404; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 488; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 790; Contra: Laurent, X, No. 255).

**19.** Astfel nu pot fi împărțite, un drept de intrare, o curte comună, o alee sau un drum care duce la două proprietăți alăturate, dacă nu există un alt mijloc de exploatare a lor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 519, 1524; Suppl., Succession, No. 982; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 488; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 790).

**20.** În cazul precedent, uzul comun al lucrului indiviz se exercită cu dreptul de coproprietate iar nu de servitute. (Demolombe, XV, No. 492; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 981; Huc, V, No. 279; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2757).

**21.** Potrivit dispozițiilor art. 815 al. 2 c. civ. fr. (728 al. 2 c. civ. rom.), părțile majore și capabile pot face învoire pentru suspendarea împărțeli pe timp de cinci ani. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 968; Traian Ionașcu, p. 224).

**22.** Din art. 815 c. civ. fr. (728 c. civ. rom.), rezultă că legea oprește numai indiviziunea silită, nu însă și indiviziunea voluntară; prin urmare dacă moștenitorii nu cer împărțeala succesiunii, ei pot rămâne în indiviziune oricât de mult timp. (Demolombe, XV, No. 487; Laurent, X, No. 295; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455).

**23.** După cum părțile nu pot conveni să rămâie în indiviziune perpetuă, nici testatorul nu poate impune legatarilor ca să rămâie veșnic în indiviziune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1504; Suppl., Succession, No. 972; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 736).

**24.** Un testator poate, după o părere, să impue moștenitorilor săi o indiviziune pe cel mult cinci ani, cu condițiunea ca să nu se aducă atingere drepturilor moștenitorilor rezervatari; în cazul când clauza care oprește împărțeala este mai mare de cinci ani, ea va fi redusă la acest termen. (Pothier, Successions, VIII, p. 151; Duranton, VII, No. 80; Demolombe, XV, No. 511; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622: p. 555; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs et testam. No. 181; Succession, No. 1507).

**25.** După altă părere, testatorul nu poate impune moștenitorilor săi o indiviziune chiar limitată la termenul de cinci ani deoarece suspendarea împărțeli nu poate fi făcută decât de moștenitori prin convențiune. (Mourlon, II, No. 324; Chabot, Successions, II, Art. 815, No. 2; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 279, nota 19, p. 75, § 389, nota 5, p. 561; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 159 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 975; Laurent, X, No. 258, 245; Huc, V, No. 284; Baudry et Wahl, Succes-

sions, II, No. 2774; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 456, 465, nota; Nacu, II, p. 145; N. Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 41 urm.; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 18).

**26.** Clauza care suspendă împărțeala cuprinsă într'un partaj de ascendent făcut sub formă de donațiune este valabilă. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 973; Laurent, X, No. 444; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2775; Contra: Huc, V, No. 284).

**27.** Dispozițiunile art. 815 c. civ. fr. (728 c. civ. rom.), cari prevăd că nu se poate face învoire pentru a rămâne în diviziune pe mai mult de cinci ani, nu-și găsesc aplicațiunea în materie de societate, deoarece constituirea societăților nu ar mai fi posibilă, dacă asociații ar putea în orice moment să ceară împărțirea bunurilor indivize. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 139 bis IV; Daloz, Rép., Succession, No. 1535; Suppl., Succession, No. 976; Laurent, X, No. 235; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459, text și nota 4).

**28.** Aceste dispozițiuni însă, își găsesc aplicațiunea la simplele asociațiuni de fapt cari nu formează societăți propriu zise. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 977; Huc, V, No. 289; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2753; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 459).

**29.** Deasemenea aceste dispozițiuni nu-și găsesc aplicațiunea la convențiunile făcute în contractul de căsătorie de viitorii soți. (Demolombe, XV, No. 472, 508; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 582; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 976; Laurent, X, No. 235; Huc, V, No. 285; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2752; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 456, 459).

**30.** Aceste convențiuni însă nu-și produc efectele decât numai în timpul cât durează căsătoria. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 976; Huc, V, No. 285).

**31.** Suspendarea împărțelei pe timp de cinci ani poate fi făcută în scris sau verbal. Dovada convențiunei de suspendare nu poate fi făcută decât potrivit dreptului comun. (Demolombe, XV, No. 504; Daloz, Rép., Succession, No. 1515; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 465, 466; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 15).

**32.** După altă părere, convenția de suspendarea împărțelei pe timp de cinci ani nu poate fi făcută verbal ci numai în scris. (Chabot, Successions, II, Art. 815, No. 7; Vazeille, Successions, I, Art. 815, No. 11).

**33.** Convențiunea de suspendarea împărțelei pe mai mult de cinci ani, chiar pentru o durată nedeterminată, după o părere, este valabilă însă reductibilă la termenul de cinci ani. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 279, nota 20, p. 73; Marcadé, Art. 815; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 969; Huc, V, No. 285;

Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2769; Planiol, III, No. 2326).

**34.** După altă părere, convențiunea de suspendarea împărțelei pentru un timp nedeterminat este nulă; însă convențiunea de suspendarea împărțelei pe un termen determinat mai mare de cinci ani este valabilă însă reductibilă la termenul de cinci ani. (Duranton, VII, No. 81; Demolombe, XV, No. 501, 502; Murlon, II, No. 322; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 139 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, text și nota 5, p. 532; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 968; Laurent, X, No. 240; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 59; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 466, nota).

**35.** Convențiunea de suspendarea împărțelei poate fi făcută numai de o parte dintre comostenitori și ea are de efect de a opri pe comostenitorii cari au încheiat-o să ceară împărțeala însă comostenitorii cari nu au luat parte la încheierea convențiunei au dreptul să ceară împărțeala bunurilor succesoriale. (Daloz, Rép., Succession, No. 1514).

**36.** Reînnoirea convențiunei de suspendarea împărțelei nu poate să aibă loc decât după expirarea primului termen. (Marcadé, Art. 815; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 467; Traian Ionașcu, p. 224; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 737).

**37.** În cazul când convențiunea de suspendarea împărțelei este reînnoită înainte de expirarea termenului, noul termen va curge, după o părere, dela data noii convențiuni iar nu dela expirarea primului termen, deoarece potrivit dispozițiilor art. 815 c. civ. fr. (728 c. civ. rom.), împărțeala nu poate fi suspendată decât pe cel mult cinci ani. (Demolombe, XV, No. 500; Marcadé, Art. 815; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 139 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, text și nota 4, p. 532; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 467, nota 2).

**38.** După altă părere, tribunalele vor aprecia în mod suveran, de când trebuie să curgă noul termen de suspendare. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 589, p. 362; Comp.: Traian Ionașcu, p. 224).

**39.** Convențiunea suspensivă de împărțeală nu este opozabilă creditorilor ipotecari anteriori încheierii convențiunei. (Demolombe, XV, No. 509; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, p. 535; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 974; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 467).

**40.** În cece privește creditorii chirografari ai moștenitorilor, după o părere, convențiunea de suspendarea împărțelei nu este opozabilă creditorilor chirografari fie ei anteriori sau posteriori încheierii convențiunei. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 974; Laurent, X, No. 242; Huc, V, No. 285; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2942; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 458, 467, text și nota

5; Nacu, II, p. 145; Titulescu, *Împărțeala moștenirilor*, p. 40, 41; N. Stănescu, *Despre partaj și rezervă*, p. 17).

**41.** După a doua părere, convențiunea de suspendarea împărțelei este opozabilă numai creditorilor chirografari posteriori încheierii convențiunii iar nu și creditorilor chirografari anteriori acestei convențiunii. (Daloz, *Rép., Succession*, No. 15:5, *Suppl.*, *Succession*, No. 974).

**42.** După a treia părere, convențiunea de suspendarea împărțelei este opozabilă creditorilor chirografari, fie ei anteriori sau posteriori încheierii convențiunii. (Demolombe, XV, No. 509; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, text și nota 5, p. 553; Daloz, *Rép., Suppl.*, *Succession*, No. 974, 975).

**43.** Convențiunea de suspendarea împărțelei nu mai poate fi reînviată după expirarea termenului de cinci ani, dacă creditorii au făcut opoziție la această reînviere. (Daloz, *Rép., Suppl.*, *Succession*, No. 975).

**44.** Creditorii au dreptul să atace convențiunea de suspendarea împărțelei făcută de debitorul lor în fraudă drepturilor lor, dacă ceilalți comostenitori sunt complici la fraudă. (Daloz, *Rép., Succession*, No. 975).

**45.** Dispozițiunile art. 815 c. civ. fr. (728 c. civ. rom.) sunt de ordine publică și de interes general și se aplică chiar convențiunilor de suspendare a împărțelei încheiate între străini, în ceace privește bunurile cărmuite de legea franceză (română). (Laurent, *Droit civil international*, VII, No. 25; Huc, V, No. 315; Despagnet, *Précis*, No. 570, p. 1068; Weiss, *Traité*, IV, p. 652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 468, 541).

**46.** În ceace privește capacitatea străinilor de a face partajul se va aplică statutul personal. (Huc, V, No. 315; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 468, 469).

**47.** Tribunalele franceze (române) sunt competente să facă partajul succesiunii unui străin, dacă el a încetat din viață în țară; În cazul când succesiunea de împărțit cuprinde și imobile aflătoare în străinătate, tribunalele franceze (române), nu sunt, în principiu, competente să împartă aceste imobile. (Huc, V, No. 316; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 469).

**48.** În privința procedurii partajului succesiunilor străinilor încetați din viață în țară se va aplică legea țării unde se face partajul. (Huc, V, No. 315; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 469, 543).

**49.** A se vedea: art. 729, 730 și 736 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Decretarea suprafeței expropriabile până la maximum de 2.000.000 Ha, și declararea indisponibilității acestei suprafețe nu implică cătuși de puțin, că legiuitorul

a voit să creeze o stare de indiviziune, între Stat și proprietari, ci numai să oprească înstrăinările spre a se putea realiza exproprierea întinderii generale de mai sus. (Cas. II, 196, din 1 Aprilie 1925, *Pand. Săpt.* 17/1925).

**2.** În acțiunile de ieșire din indiviziune punându-se în discuțiune stabilirea drepturilor fiecăruia dintre coproprietari în averea comună, fiecare din aceștia are la rândul său atât calitatea de reclamant cât și aceea de pârît și ca atare în cazul când cererea sau apelul s'a făcut împreună de mai mulți dintre coproprietari fiecare vine în această cerere cu drepturile sale distincte, neputând fi reprezentați unul prin altul neexistând nici un raport de solidaritate între dânșii;

Astfel fiind, întrucât doi din recurenți lipsesc, deși procedura cu dânșii este îndeplinită, recursul lor se respinge ca nesusținut — interesele lor cât timp recurentul prezent, nu are procură din partea lor, neputând fi reprezentate de acesta.

În ce privește pe recurentul prezent, motivele referindu-se la neîndeplinirea procedurii, în instanța de apel, față cu recurenții ce astăzi lipsesc și au lipsit și acolo, dânsul pe baza aceluiași considerațiuni nu are dreptul a se prevala de neîndeplinirea procedurii față de alte persoane, din partea cărora nu are mandat ca să le susțină interesele. (Cas. I, Dec. 1852 din 8 Martie 1926, *Jurispr. Gen.* 1926, No. 1465).

**3.** În fapt: Decușul lasă ca avere de împărțit diferite imobile rurale între cari și un lot în suprafață de 2 ha. dela împroprietărire. Soția, pe baza art. 684 cod. civ. cere ieșirea din indiviziune. Un ascendent și un colateral privilegiat singuri moștenitori legitimi, în speță cer respingerea de plano a acțiunii care cuprindea și teren dela împroprietărire pentru care trebuie urmată o procedură specială care să evite divizibilitatea loturilor.

S'a găsit soluția intermediară. S'a scos din calculul mesei successorale bunul dela împroprietărire și s'a dispus continuarea acțiunii pentru restul bunurilor după dreptul comun.

*În drept:* După art. 126 din legea agrară pământul dela împroprietărire din 1921 nu se poate divide prin succesiune decât până la 2 ha. iar textele următoare stabilesc, în vederea acestei nedivizibilități o procedură specială prin derogare dela cod. civil, procedură care să ducă la recunoașterea calității de proprietar cu titlu de succesori universal asupra unei porțiuni care să nu fie mai mică de 2 ha., și care să revină aceluia pe care sorțul îl va alege.

Caracterul acestei derogări este esențialmente de ordine publică, nevoia, izvorul legii agrare fiind de această ordine, și pentru a se evita fărâmițurile la infinit a unor bunuri a căror suprafață trebuie menținută în limita impusă d' legiuitor, ea se impune judecătorului cu țaria imperativeilor categorice care nu lasă să te abați dela

aceste dispozițiuni. (Jud. ocol. Titu, jur. nal din 15 Aprilie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 741).

4. A se vedea: art. 786, nota 17; art. 974, notele 1 și 5.

**Art. 729.** — Diviziunea poate fi cerută chiar când unul sau mai mulți din erezi au posedat părți separate din succesiune, dacă nu a fost act de împărțeală sau dacă nu se poate opune prescripțiunea <sup>1)</sup>. Civ. 728, 730, 1167, 1190, 1837, 1846, 1847, 1855, 1890 urm.; Civ. Fr. 816).

*Text. fr Art. 816.* — Le partage peut être demandé, même quand l'un des cohéritiers aurait joui séparément de partie des biens de la succession, s'il n'y a eu un acte de partage, ou possession suffisante pour acquérir la prescription.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 2317 din 16 Dec. 1924, Curier Jud. 7/1926;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 31, 131 urm., 141 urm., *Despre ipotecă*, p. 195;  
 GEORGEAN N. { *Studii Juridice*, vol. I, „Partaj. Diverse chestiuni”, p. 160 urm.;  
 { *Notă* sub Jud. Ocol Tg. Ocna, 205 din 28 Aug. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1936;  
 { *Notă* sub Judec. Tg. Ocna, 205 din 28 Aug. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1991

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

- |  |   |
|--|---|
| Act de împărțeală 32—37.                     | Locațiune 6, 42, 56.                          |
| Acțiune de împărțeală 1 urm.                 | Minoritate 8.                                 |
| Acțiune indirectă 4, 7, 8, 9, 10.            | Mobile lucruri 52.                            |
| Acțiune posesorie 59.                        | Nuda proprietate 12—15, 20.                   |
| Admitere în principiu 60.                    | Nullitate 24, 26, 56.                         |
| Anulare 24, 26, 56.                          | Partaj 1 urm.                                 |
| Apel 25.                                     | Partaj de folosință 26, 27, 28, 36, 37, 40.   |
| Bună credință 49, 50.                        | Posesiune 30, 40, 41, 42.                     |
| Cesiune 3, 4, 5, 51, 58.                     | Posesorie acțiune 59.                         |
| Cheltueli 10.                                | Prescripțiune 32, 39—55, 57, 59, 60.          |
| Condițiune 11, 31.                           | Prescripțiune achizitivă 46, 48.              |
| Consiliu de familie 8.                       | Prescripțiune extinctivă 47, 48.              |
| Copil conceput 11, 31.                       | Probă 33, 34, 42.                             |
| Coproprietate 13, 15—20, 23, 24.             | Proprietate 36.                               |
| Creditori 7, 8, 9, 10.                       | Raport 45.                                    |
| Donațiune 2.                                 | Reciprocitate 29.                             |
| Dovadă 33, 34, 42.                           | Reparații 42.                                 |
| Etajele casei 22.                            | Retract succesoral 5.                         |
| Executare 38.                                | Revendicare 57, 58.                           |
| Femeie măritată 9.                           | Roluri 42.                                    |
| Folosință 26, 27, 28, 36—39.                 | Schimb 35.                                    |
| Hotărâre 25.                                 | Subsol 21.                                    |
| Împărțeală 1 urm.                            | Superficie 21.                                |
| Iucepterea prescripției 53.                  | Suspendarea prescripției 54.                  |
| Indivizibilitate 23.                         | Termin 49, 50, 53.                            |
| Inexistență 24, 25.                          | Tranzacție 35.                                |
| Intențiune 37, 41, 53.                       | Tutor 8.                                      |
| Intervenție 58.                              | Uzufruct 12—20.                               |
| Intervertirea posesiunii 41, 42, 53, 57, 59. | Vindere-cumpărare 3, 4, 5, 6, 12, 35, 51, 58. |
| Intreruperea prescripției 54, 55.            | Vindere prin licitație 16, 17, 18, 19.        |
| Ipotecă 12.                                  |   |
| Just titlu 49, 50.                           |   |
| Legat 2.                                     |   |
| Licitație 16, 17, 18, 19.                    |   |

### Doctrină.

1. Orice persoană care se află în indiviziune poate cere împărțirea lucrului comun, afară de excepțiunile prevăzute de lege. (Daloz, Rép., Succession, No. 1569; Suppl., Succession, No. 1000; Alexandresco,

ed. 2-a, III, partea II, p. 455, 459, 460, 478; Comp.: Traian Ionașcu, p. 229).

2. Orice persoană care are dreptul la o cotă parte din succesiune, fie cu titlul de legatar, fie cu titlul de donatar, poate introduce acțiune în împărțeală. (Demolombe, XV, No. 620; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 511; Daloz, Rép., Succession, No. 1575; Suppl., Succession, No. 1005; Laurent, X, No. 256; Huc, V, No. 281; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 455, 478; Traian Ionașcu, p. 229).

3. Cesionarul de drepturi succesoriale are dreptul să introducă acțiunea în partaj în numele său. (Demolombe, XV, No. 624; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 588, text și nota 3, p. 558; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 511; Daloz, Rép., Succession, No. 1570, Suppl., Succession, No. 1004; Laurent, X, No. 255; Huc, V, No. 281; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 479, 480; Traian Ionașcu, p. 229).

4. Cesionarul unei părți indivize dintr'un obiect determinat din succesiune nu poate introduce acțiune în împărțeală în numele său a acestui obiect ci poate numai să introducă acțiune în împărțeala întregii succesiuni în numele cedentului. (Demolombe, XV, No. 624; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 588, nota 3, p. 558; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, text și nota 8, p. 512; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1001; Laurent, X, No. 255; Huc, V, No. 281; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 481, 482).

5. Moștenitorii acționați în judecată de către cesionar pentru împărțirea succesiunii nu vor putea îndepărta pe cesionar, plătindu-i prețul cesiunii deoarece legiuitorul român a eliminat din codul civil dis-

1) Art. francez 816 corespunzător se exprimă astfel: „ou possession suffisante pour acquérir la prescription”.

pozițiunile art. 841 c. civ. fr., care autoriză exercitarea retractului succesoral. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 480, nota 1; Comp.: Traian Ionașcu, p. 217, 218, 229).

**6.** Cumpărătorul sau locatarul unui bun determinat dintr-o succesiune neîmpărțită, are dreptul să introducă în numele vânzătorului sau locatarului, acțiunea de împărțeață pentru ca în cazul când acel bun ar cădea în lotul vânzătorului sau locatarului să se poată folosi de el. (Daloz, Rép., Succession, No. 1571).

**7.** Creditorii pot cere împărțeață în numele debitorului lor prin acțiune indirectă. (Demolombe, XV, No. 623, 625; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 588, nota, 21, p. 388; Aubry et Rau, VI, § 621, bis, p. 512; Laurent, X, No. 254, 519 urm.; Huc, V, No. 281; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 458, 482; V, p. 200, text și nota 3).

**8.** Creditorii moștenitorului minor când cer împărțeață în numele debitorului lor, nu au nevoie de autorizația consiliului de familie, autorizație care trebuie să o ceară numai tutoul când exercită acțiunea de partaj. (Laurent, X, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 483).

**9.** Creditorii unei femei măritate când cer împărțeață în numele debitoarei lor, nu au nevoie de autorizația bărbatului debitoarei lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 485).

**10.** Cheltuielile acțiunii de împărțeață făcute de creditorii când exercită acțiunea în numele debitorilor lor cad în sarcina debitorului lor sau mai exact a succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pag. 484).

**11.** Acțiunea în împărțeață poate fi exercitată în numele unui copil conceput care este moștenitor sub condițiunea de a se naște viu. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 485).

**12.** Nu există indiviziune și deci nu poate avea loc împărțeață între uzufructuar și nudul proprietar deoarece nu există indiviziune decât între părți cari au asupra unui lucru drepturi de aceeași natură iar nu drepturi reale, distincte și independente unul de altul cari pot fi înstrăinate și ipotecate în mod separat. (Demolombe, XV, No. 488; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 512; Daloz, Rép., Succession, No. 1572; Suppl., Succession, No. 1005; Laurent, X, No. 230, 232; Huc, V, No. 278; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445, nota 2, 454, nota 2, 460, nota 1; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 15; Traian Ionașcu, p. 250).

**13.** Chiar dacă uzufructuarul este coproprietarul nudei proprietăți a lucrului, nu există indiviziune între uzufructuar și coproprietarul nudei proprietăți. (Demolombe, XV, No. 488; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 512; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1005; Laurent, X,

No. 230, 232; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2830).

**14.** Deasemenea chiar dacă uzufructul cuprinde totalitatea bunurilor succesoriale, nu există indiviziune între uzufructuar și nudul proprietar al succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1006; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2823).

**15.** Deasemenea nu există stare de indiviziune când uzufructul cuprinde o cota parte din succesiune. În cazul când există mai mulți coproprietari și bunurile sunt partajabile, la împărțeață bunurilor se vor forma atâtea loturi câți coproprietari există, în plus unul pentru uzufructuar și se vor trage la sorți iar după decesul uzufructuarului, lotul său va forma obiectul unui partaj complementar între coproprietari. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1007; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 525).

**16.** În cazul precedent dacă bunurile nu sunt partajabile în natură, după o părere, nu se pot vinde la licitație deoarece nu există drepturi indivize între uzufructuar și coproprietari. (Demolombe, XV, No. 490; Laurent, VI, No. 588).

**17.** După altă părere, uzufructuarul nu se poate opune la vânzarea prin licitație a bunurilor cari nu pot fi împărțite în natură. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 513; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1008).

**18.** După a treia părere, în acest caz, întrucât bunurile nu pot fi împărțite în natură, se va vinde plina lor proprietate prin licitație publică. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1008; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2826).

**19.** În acest caz uzufructuarul își va exercita dreptul său de uzufruct asupra porțiunii corespunzătoare a prețului ieșit la licitație. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 513; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1014).

**20.** Dacă există mai mulți uzufructuari sau mai mulți nuzi proprietari, uzufructuarii se găsesc în indiviziune între ei, și nuzii proprietari se găsesc deasemenea în indiviziune între ei și se poate provoca împărțeață fie a uzufructului, fie a nudei proprietăți. (Demolombe, XV, No. 488, 489; Daloz, Rép., Succession, No. 1587; Suppl., Succession, No. 1005; Laurent, X, No. 229 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445, nota 2, 454, nota 2, 460; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 15; Traian Ionașcu, p. 250).

**21.** Nu există stare de indiviziune și deci nu poate avea loc împărțeață, între proprietarul suprafeței și proprietarul subsolului. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1016).

**22.** Deasemenea nu există stare de indiviziune și deci nu poate avea loc împărțeață între proprietarii diverselor etaje ale unei case. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1016; Huc, V, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 445, nota

2; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 13).

**23.** Acțiunea în împărțeală este indivizibilă, trebuind să fie introdusă în contra tuturor comostenitorilor iar nu în contra numai a unei părți din ei. (Demolombe, XV, No. 617; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 512; Dalloz, Rép., Succession, No. 1578; Suppl., Succession, No. 1020; Laurent X, No. 258; Huc, V, No. 282; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2865; Guilouard Société, No. 542; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 485).

**24.** Împărțeala făcută fără participarea unuia dintre copărtași este inexistentă deoarece fiecare copărtaș are un drept indiviz în fiecare bun din averea comună și împărțeala făcută de ceilalți copărtași fără participarea unuia dintre ei constituie o dispozițiune asupra unui lucru străin. (Demolombe, XV, No. 617; XVII, No. 388, 400; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 251 bis; Laurent, X, No. 258, 290, 464; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 485, 489).

**25.** Deoarece acțiunea în împărțeală este indivizibilă apelul făcut în termen de unul dintre ei, contra hotărârii de admitere a împărțelei, profită și copărtașul care nu a făcut apel sau a făcut un apel tardiv. (Laurent, X, No. 259; Huc, V, No. 282; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 486; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 317).

**26.** Codul civil român nu cunoaște, ca cel francez, împărțeala legală a folosinței (le partage provisionnel) după care împărțeala definitivă care este nulă pentru neîndeplinirea formalităților cerute de lege, se consideră ca o împărțeală a folosinței. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 461, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 769; Comp.: Traian Ionașcu, p. 228).

**27.** Deși codul civil român nu vorbește nimic de împărțeala folosinței, după cum vorbește codul civil francez, nimic nu se opune însă ca comostenitorii să-și împartă folosința, lăsând proprietatea bunurilor neatinsă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 460, nota 5; N. Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 64, 65; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 769; Traian Ionașcu, p. 228).

**28.** Această învoială trebuie însă să se alăture unei prealabile convențiuni de a rămâne în indiviziune, conform art. 728 c. civ. rom. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 769).

**29.** Acțiunea în împărțeală trebuie exercitată în contra celor cari și ei au dreptul s'o exercite deoarece ea este o acțiune reciprocă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 478, 484).

**30.** Pentru a se putea admite acțiunea în împărțeală nu este nevoie ca părții să posedă bunurile cari compun succesiunea. (Laurent, X, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 484, 485).

**31.** Acțiunea în împărțeală poate fi introdusă în contra unui copil conceput, deoarece el este moștenitor sub condițiunea de a se naște viu. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 485).

**32.** Potrivit dispozițiilor art. 816 c. civ. fr. (729 c. civ. rom.), acțiunea în împărțeală nu mai poate fi primită dacă a fost act de împărțeală sau dacă a existat o posesiune suficientă pentru a prescrie. (Duranton, VII, No. 88; Demolombe, XV, No. 517, 518; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 989; Laurent, X, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 461, text și nota 1; Traian Ionașcu, p. 224, 225).

**33.** Împărțeala nefiind un act solemn, ea poate fi contractată între părți atât în mod scris cât și în mod verbal și deci poate fi dovedită între părți potrivit dreptului comun, deoarece expresiunea de „act” întrebuintată de legiuitor în art. 816 c. civ. fr. (729 c. civ. rom.), trebuie înțeleasă în sensul de operațiune juridică iar nu de instrument probator. (Demolombe, XV, No. 516, 521; Mourlon, II, No. 526; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 623, text și nota 9, p. 538 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 990; Bonnier, Traité des preuves, No. 181; Laurent, X, No. 262, 301, 302; Huc, V, No. 286; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2795 urm.; Planiol, III, No. 2554; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756; III., partea II, p. 461, 462, 491, 492; N. Titulescu, p. 70, 71; N. Stănescu, p. 20, 21; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 770; N. Georgean, Studii Juridice, vol. I, p. 160).

**34.** După altă părere, deoarece art. 816 c. civ. fr. (729 c. civ. rom.), vorbește de act de împărțeală, împărțeala nu poate fi dovedită decât prin act scris. (Duranton, VII, No. 96 bis; Chabot, Successions, II, Art. 816 No. 1; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 390, nota 10, p. 365; Marcadé, Art. 816).

**35.** Împărțeala poate rezultă din orice act care are de obiect să facă să înceteze indiviziunea, fie el calificat de act de vânzare, de schimb, de tranzacție, etc. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1656; Suppl., Succession, No. 1055; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 454, nota 2).

**36.** Pentru ca un act de împărțeală să constituie o piedică la admiterea unei acțiuni de împărțeală, trebuie ca el să fi fost privitor la proprietatea bunurilor succesoriale iar nu numai la folosința lor. (Duranton, VII, No. 88; Demolombe, XV, No. 517, 518; Dalloz, Rép., Succession, No. 1558, Suppl., Succession, No. 990; Laurent, X, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 461, nota 1).

**37.** Pentru a se putea decide dacă partajul făcut eră definitiv sau numai de folosință, se va cerceta intențiunea părților contractante după împrejurările de fapt. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1545).

**38.** Dacă după împărțeală, comoste-

ntorii s'ar folosi mai departe în comun de bunurile împărțite, nu este locul a se face un nou partaj, ci se va cere numai executarea partajului făcut. (Daloz, Rép., Succession, No. 1548).

**39.** Acțiunea în partaj este imprescriptibilă cât timp toți moștenitorii se folosesc în comun de bunurile successorale. (Demolombe XV, No. 523; Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221, p. 583; Daloz, Rép., Succession, No. 1537; Suppl., Succession, No. 991; Laurent, X, No. 260; Planiol, III, No. 2358; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 457, nota 5, 460, 464; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 736, 742; Traian Ionașcu, p. 224).

**40.** Dacă nu există act de împărțeală, pentru ca unul dintre copărtași să poată prescrie o parte sau întreaga avere de împărțit, se cere ca posesiunea sa să îndeplinească condițiile cerute de dispozițiunile art. 2228 și 2229 c. civ. fr. (1846 și 1847 c. civ. rom.), substituindu-se posesiunii de comunist, o posesiune exclusivă cu titlul de proprietar; o posesiune care nu ar îndeplini aceste condițiuni nu poate duce la prescripție, trebuind să fie considerată numai ca o posesiune de toleranță sau ca o împărțeală de folosință, oricât de îndelungată ar fi. (Demolombe, XV, Ne. 525, 525 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, p. 534; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 991, 995; Laurent, X, No. 264 urm.; Huc, V, No. 287; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2799, 2800; Planiol, III, No. 2341 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 460 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Al. Băicoianu, III, No. 736; N. Georgean, Studii juridice, vol. I, p. 161).

**41.** Pentru intervertirea posesiunii sale de comunist în cea de exclusiv proprietar, moștenitorul trebuie să-și manifeste intențiunea sa și, pretențiunea sa de a se conduce ca singur și unic proprietar al bunurilor ce le posedă, prin acte de dispoziție și de administrație care să nu lase nici o nesiguranță în această privință. (Demolombe, XV, No. 527 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, text și nota 8, p. 534; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 992; Laurent, X, No. 264, 265; Huc, V, No. 287; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2801; Planiol, III, No. 2342; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 465).

**42.** Intervertirea posesiunii fiind o chestiune de fapt va putea fi dovedită prin orice mijloace de probă. Ea va putea rezultă din reparațiuni făcute de moștenitor în numele său personal, din închirierea imobilelor, din înscrișuri în roluri pe numele său, etc. (Demolombe, XV, No. 528; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 992; Huc V, No. 287; Baudry et Wahl, Succession, II, No. 2804).

**43.** Dispozițiunile art. 816 c. civ. fr. (729 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea

nu numai în cazul când un singur moștenitor s'a folosit de o parte din bunurile succesiunii ci și în cazul când toți comoștenitorii s'au folosit separat de bunuri din succesiune. (Demolombe, XV, No. 545; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis V; Daloz, Rép., Succession, No. 1553; Suppl., Succession, No. 999; Laurent, X, No. 267; Huc, V, No. 288).

**44.** Deasemenea dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea când unul dintre moștenitori s'a folosit singur de toate bunurile din succesiune. (Demolombe, XV, No. 545; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis, V; Daloz, Rép., Succession, No. 1553; Suppl., Succession, No. 999; Laurent, X, No. 267; Huc, V, No. 288).

**45.** Moștenitorul care a prescis anumite bunuri din succesiune, nu are dreptul să ceară partajul succesiunii în contra celorlalți comoștenitori, raportând la masă bunurile prescrise. (Demolombe, XV, No. 538; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis, IV; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 994; Laurent, X, No. 269; Huc, V, No. 288; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2815; Contra: Marcadé, Art. 816, No. 5).

**46.** Prescripțiunea prevăzută de art. 816 c. civ. fr. (729 c. civ. rom.), după o părere este pur achizitivă. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 995; Laurent, X, No. 265; Huc, V, No. 288; Baudry et Wahl, Successions II, No. 2812; Planiol, III, No. 2340; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 462; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 46).

**47.** După a doua părere, prescripțiunea este pur extinctivă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, nota 8, p. 534; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 995).

**48.** După a treia părere, prescripțiunea este atât achizitivă cât și extinctivă. (Demolombe, XV, No. 525; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 995)

**49.** Durata prescripțiunii va fi de treizeci ani; prescripțiunea de zece sau douăzeci ani nu-și găsesc aplicațiunea în această materie deoarece moștenitorul nu are nici un titlu. (Demolombe, XV, No. 259; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis, VI; Marcadé, Art. 816; Daloz, Rép., Succession, No. 1551; Suppl., Succession, No. 995; Laurent, X, No. 265; Planiol, III, No. 2341; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 465, 464; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 47; Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 23).

**50.** Un comoștenitor care stăpânește un imobil succesoral ca proprietar exclusiv nu poate invoca față de comoștenitorul său decât prescripțiunea achizitivă de treizeci ani și aceasta în baza dispozițiilor art. 700 și 729 c. civ. rom.; când însă imobilul astfel posedat de către comoștenitor este transmis unui moștenitor al său, cu titlu universal, acest moștenitor cu titlu universal, începând în persoana sa o nouă posesiune, deosebită de aceea a

autorului său, calitatea sa de moștenitor poate constitui un just titlu care unit cu buna sa credință, să ducă la prescripțiunea aceluși imobil prin o posesiune de zece sau douăzeci ani, prescripțiune care poate fi opusă comoștenitorilor autorului său. (Alexandresco, ed. 2-a, XI, p. 139; N. Georgean, Studii juridice, II, p. 132).

**51.** Cesionarul drepturilor succesoriale dela unul dintre coproprietari, va putea prescrie acțiunea în partaj, după cum o putea prescrie cedentul, tot prin trecere de treizeci ani. (Demolombe, XV, No. 535; Dalloz, Rép., Succession, No. 1562; Suppl., Succession No. 996; Laurent, X, No. 269; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2807).

**52.** Dispozițiunile art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea în materie de posesiune de lucruri mobile din succesiune, exercitată de către un comoștenitor. Prin urmare posesiunea unei generalități de lucruri mobile din succesiune va trebui să fie exercitată de către comoștenitor. timp de treizeci ani, pentru a se putea prescrie acțiunea în împărțeală. (Demolombe, XV, No. 530, 531; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, p. 534; Dalloz, Rép., Succession, No. 1567; Suppl., Succession, No. 995; Laurent, X, No. 265, 266; Huc, V, No. 287; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2803; Planiol, III, No. 2341; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 464; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 48; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 23; Contra: Duranton, VII, No. 96).

**53.** Prescripția de treizeci ani începe a curge din momentul intervertirii posesiunii: adică din momentul când comoștenitorul și-a manifestat intențiunea de a posedă cu titlul de singur proprietar. (Duranton, VII, No. 88; Demolombe, XV, No. 530; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 279, p. 75; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, p. 534; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 997; Laurent, X, No. 266; Huc, V, No. 287; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2805; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 464).

**54.** Cauzele de întrerupere și de suspendare a prescripției prevăzute de dreptul comun își găsesc aplicațiunea și la prescripția acțiunii în împărțeală. (Demolombe, XV, No. 535, 536; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 140 bis, VI; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 998; Laurent, X, No. 266; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 463, nota 5; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 24).

**55.** Întreruperea prescripției față de unul sau mai mulți moștenitori nu are efect față de ceilalți moștenitori. (Demolombe, XV, No. 535, 546; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 622, text și nota 11, p. 535; Dalloz, Rép., Succession, No. 1563, 1564; Suppl., Succession, No. 998; Laurent, X, No. 269; Huc, V, No. 287; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2809, 2810).

**56.** Unul dintre copărtași nu poate dispune în mod valabil în propriul său folos de imobilul indiviz, fără consimțământul celorlalți copărtași, așa încât unul dintre copărtași, poate să se opue la actele de administrație, săvârșite de copărtașii săi cum ar fi de exemplu: închirierea bunului comun, putând chiar cere și obține anularea contractului încheiat fără consimțământul său. (Demolombe, XV, No. 485; Aubry et Rau, ed. 5-a, V, § 364, text și nota 7; Dalloz, Rép., Louage, No. 55; Suppl., Louage, No. 40; Laurent, X, No. 217; Baudry et Wahl, Douage, I No. 40; Guillaouard, Louage, I, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 231, nota 2; III, partea II, p. 450, nota 3, 452; IX, p. 54, 55; Nacu, II, p. 140; III, p. 325; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 161; N. Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 25, 26; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 12).

**57.** În timpul indiviziunii, coproprietarii neavând un drept exclusiv asupra unei porțiuni distincte dintr'un imobil indiviz, dânsii nu pot în raporturile dintre ei, să exercite o acțiune în revendicare pentru un asemenea bun, decât numai în cazul când coproprietarul ar fi stăpânit imobilul indiviz sau o porțiune determinată timp de treizeci ani, intervertind astfel titlul sau caracterul inițial al posesiunii de comunist, în posesiune exclusivă, conducând la dobândirea proprietății. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 448; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 159).

**58.** Aceeași situațiune juridică există și deci nu este loc la acțiunea în revendicare, ci la partaj și în cazul când unul dintre comoștenitori și-a vândut partea sa indiviză unui terț și această situațiune juridică a părților nu este modificată în sensul de a se face admisibilă acțiunea în revendicare, nici în cazul când vânzătorul părții indivize a intervenit în procesul de revendicare intențat în contra cumpărătorului de către ceilalți coproprietari și s'a alăturat acestuia, pentrucă intervenientul ne mai având nici o calitate cu privire la partea vândută, intervenția lui este lipsită de vre-un interes legitim și actual și ca atare nu poate fi vorba de o acțiune în revendicare pe care moștenitorii ar intenta-o contra terțului deținător. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 159; Comp.: Laurent, X, No. 214; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 448).

**59.** Deasemenea un coproprietar nu are exercițiul acțiunilor posesorii contra co-devalmașilor săi, deoarece posesiunea sa este echivocă, neexclusivă și promiscuă și care nu poate conduce la prescripție; atunci însă când coproprietarul a intervertit posesiunea sa de comunist, acțiunea posesorie devine admisibilă. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 159; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, II, § 221 ter, p. 590; Alexandresco, IX, p. 542).



**60.** Prescripția de treizeci ani trebuie-ște invocată cu ocazia admiterii în principiu a cererii de împărțeală; dacă ea este invocată după ce admiterea în principiu a rămas definitivă, trebuiește respinsă ca tardivă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 463, nota 4).

**61.** A se vedeă: art. 728, 750, 785 și 786 din codul civil cu notele respective.

INDEX ALFABETIC  
(la jurisprudență).

Act de conservare 11.	Mobile lucruri 1.
Act de împărțeală 6, 7.	Partaj 1 urm.
Acțiune posesorie 5, 10.	Partaj de folosință 7.
Conservare 11.	Partaj parțial 3.
Destinație 5.	Posesiune 3, 7, 8, 10.
Dotă 10.	Posesorie acțiune 5, 10.
Dovadă 6, 7.	Prejudiciu 5.
Început de dovadă scrisă 6.	Prescripție 1, 7, 9, 10.
Interogator 6, 7.	Prezumție 1, 4.
Intervertirea posesiunii 10.	Probă 6, 7.
Just titlu 9.	Revendicare 2, 5.
Marturi 6, 7.	Termen 1, 9.
Mărturisire 6, 7.	Tulburare de posesiune 5.
	Vindere-cumpărare 3.

Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Privitor la prescripția mobilelor succesiunii prevăzută de art. 729 cod civ. s'a susținut, fără temeii juridic, de unii autori, că posesiunea separată a mobilelor de către unii din comostenitori ar implica prezumția unui partaj verbal, că prescripția instanțelor prevăzută de art. 1909 alin. 1 cod. civ. ar operă în asemenea caz; însă părerea cea mai juridică și care a prevalat este că, o asemenea prezumție nu poate exista, că art. 1909 nu se aplică în speță pentru că e vorba de o generalitate de mobile, caz în care niciodată nu-și poate avea aplicare art. 1909 alin. 1 cod. civ.; că în asemenea caz neputându-se invoca regula „en fait de meubles“ trebuie să se aplice prescripția de 50 de ani, care prescripție este singura ce s'ar putea opune ca fine de neprimire. (Judec. ocol. Câmpu-Lung, 158 din 11 Aprilie 1924. Jur. Gen. 1926 No. 757).

**2.** Coproprietarii unei averi indivize nu pot intentă unul contra celuilalt acțiune în revendicare relativă la acea avere indiviză; ei nu pot face decât o acțiune de ieșire din indiviziune, deoarece nici unul din ei nu e proprietarul unei porțiuni distincte și determinate din bunul succesoral, fiecare din ei având dreptul asupra fiecărui molecule din bunul indiviz, așa că nici unul din ei nu poate invocă un drept exclusiv ca acela ce-l prezumă o acțiune în revendicare.

Prin urmare, în speță, constatându-se în fapt, că reclamantii nu au pierdut lucrul în litigiu, nici nu a fost dat părîntului în depozit, nici nu i l-a închiriat și nici nu-l reține pe baza unui delict ci este proprietatea indiviză a ambelor părți din proces; ca rămas de pe urma defunctului, autorul lor comun, decedat acum opt ani, coproprietarii unei averi indivize nu pot intentă

unul contra celuilalt acțiune în revendicare, ci ei nu pot face decât o acțiune de ieșire din indiviziune. Deci în speță, acțiunea în revendicare este inadmisibilă. (Jud. ocol. Câmpulung-Muscel, cartea de jud. civ. 158 din 11 Aprilie, 1924. Jur. Gen. 1926, No. 757; Judec. ocol. Urban Craiova, 821 bis din 16 Aprilie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1405).

**3.** Conform art. 729 c. civ., diviziunea poate fi cerută și atunci când unul sau mai mulți erezii au posedat părți separate din succesiune. Deasemenea deși există și altă avere, necuprinsă în masa succesorală, prevăzută în acțiunea de împărțeală, nimic nu împiedică pe moștenitor a cere partajul parțial numai asupra aceluși bun din moștenire, de vreme ce el este comod partajabil. În acest din urmă caz, cumpărătorul unei părți din succesiune, care nu poate avea mai multe drepturi decât autorul său, nu poate împiedică pe ceilalți moștenitori să ceară partea lor din bunul vândut, cu toate că ar mai fi și altă avere de împărțit. (Cas. I, Dec. 1907 din 4 Noembrie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 438).

**4.** Un moștenitor nu poate dobândi prin prescripție un imobil indiviz față cu comostenitorii săi, decât dacă se stabilește că a stăpânit pro-diviso, ca proprietar exclusiv, în condițiile prevăzute de art. 1847 c. civ., adică să fie vorba de o posesiune continuă, neturburată, publică și animo-domini. (Cas. II, 136 din 24 Martie 1925, Pand. Săpt. 23/1925, Pand. Rom. 1925, III, 146, Dreptul 1/1926, Pand. Rom. 1926, III, 3).

**5.** Printr'o regretabilă lacună legiuitorul civil a scăpat din vedere să reglementeze materia comunităților sau a indiviziunilor, cum au făcut vechile noastre legiuri și unele legiuri moderne.

Coproprietarii în indiviziune atâta timp cât dănuște starea lor de codevălmășie sunt datori a respectă natura și destinația lucrului comun, și nici unul din ei nu este în drept a face acte prin care să prejudicieze dreptul celuilalt.

Quid în caz de tulburare de posesie, coproprietarii sau comuniștii pot exercită unii față de alții acțiunea posesorie?

Chestiunea deși este controversată, însă majoritatea doctrinei și a jurisprudenței s'a pronunțat în sensul că dacă coproprietarii sau codevălmașii au față de terți exercițiul acțiunii în posesiune, față unii de alții nu-l au, ca și acțiunea în revendicare, fiindcă nici unul din ei nu este proprietar pe o porțiune distinctă din imobil, nici unul din ei nu este posesor exclusiv asupra unei porțiuni de teren, perfect individualizată.

Posesiunea este o stare de fapt, care consistă în determinarea unui lucru într'un mod exclusiv și pe baza ei se pot îndeplini aceleași acte materiale de întrebuințare și folosință ca și pe baza unui titlu de proprietate.

Prin urmare, în speță, nici reclamantul,

nici pârîtul nefăcând acte materiale de stăpânire, de folosință, de întrebuințare asupra porțiunei pe care o stăpânește în diviziune, acțiunea posesorie este inadmisibilă, (Jud. ocol. Tulnici-Putna, 78 din 7 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1089; Judec. ocol urban Craiova, 821 bis din 16 Aprilie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1405).

**6.** Partajul, ca orice convenție în general, în conformitate cu dispozițiile art. 1191 din codul civil, nu se poate dovedi prin martori când averea împărțită este mai mică decât 150 lei vechi.

Deși art. 729 din codul civil vorbește de „act de împărțeață”, partajul se poate dovedi prin martori, când din mărturisirile uneia dintre părți făcute cu ocazia interogatorului ce i s'a luat în instanță, rezultă un început de dovadă scrisă care potrivit dispozițiilor art. 1197 c. civil, face a fi crezut faptul pretins, (Jud. ocol rural Tg. Ocna, Carte de judecată No. 205 din 28 August 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1956).

**7.** Dacă din mărturisirile părților nu rezultă o împărțeață și din depunerile martorilor nu se stabilește în mod neîndoios că posesiunea asupra unor terenuri ce fac parte din o succesiune, îndeplinește condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din codul civil, posesiunea oricât de îndelungată ar fi ea, nu poate duce la concluzia că între părți a avut loc un act de partaj, nici nu poate duce la prescripție, această posesiune trebuind să fie considerată numai ca o împărțeață de folosință. (Jud. ocol rural Tg. Ocna, Carte de judecată, No. 205 din 28 August 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1991).

**8.** Obiectul principal al unei acțiuni de ieșire din diviziune fiind în mod principal împărțirea proprietății, indiferent de faptul posesiunii, care este numai unul din modurile de exercitare ale atributelor dreptului de proprietate, urmează că se poate împărți în mod legal, fie de bună voie, fie prin justiție, un bun chiar dacă unii dintre coproprietari nu-l posedă efectiv.

(C. Apel Iași s. II, 9 Febr. 1926, Dreptul 15/1926).

**9.** Un comoștenitor poate să invoace contra comoștenitorului său, pe baza art. 700 și 729 cod. civ., prescripția de 50 de ani dacă posesia sa a fost exclusivă. Prescripția de 10 ani însă nu o poate invoca contra comoștenitorului, fiindcă el n'are un just titlu de față de acesta, titlul ambilor fiind comun. Această prescripție poate însă să fie invocată de erezii comoștenitorului, față de celălalt comoștenitor. Erezii vin cu un titlu al lor, titlu «de erede», care nu mai este comun cu titlul autorului lor. (Trib. Dâmbovița, 222 din 6 Octombrie 1926, Pand. Săpt., 35/1926).

**10.** În principiu acțiunea posesorie este inadmisibilă între comoștenitori pentru motivul că comuniștii, cari posedă în diviziune un imobil determinat, nu pot fi considerați între dânșii decât ca posesori cu titlul precar, atâta vreme cât posesorul nu intervertește posesiunea sa de comunist, contestând posesiunea celorlalți.

Intrucât prin act dotal s'a constituit reclamantei dotă de către autorul comun un imobil, posesiunea reclamantei nu mai este atinsă de vișul precarității, — vișiu care face ca între comuniști să nu se poată exercita acțiunile posesorii, — și în consecință este susceptibilă a fi apărată pe calea acțiunei posesorii.

Acțiunea fiind deci admisibilă în principiu, urmează a se încuviința proba cu martori pentru dovedirea posesiunii. (Jud. Urbană Pitești, dos. No. 1251 din 925, Jur. Gen. 1926, No. 870).

**11.** Conform principiilor de drept orice comoștenitor aflat în diviziune este în drept a face orice act de conservare relativ la întregul patrimoniu al succesiunii și că în această privință el poate cere personal și obține dela justiție, luarea ori căror dispozițiuni relativ la acest patrimoniu și cari pot profita și celorlalți comoștenitori indivizi. (Cas. I, 5504 din 13 Iulie 1926, Pand. Săpt. 55/1926).

**12.** A se vedeă art. 786, notele 9 și 10.

**Art. 730.** — Dacă toți erezii sunt prezenți și majori, se pot împărți între dânșii ori cum ar voi, fără îndeplinirea vreunei formalități.

Dacă toți erezii nu sunt prezenți sau dacă între dânșii sunt minori sau interziși, atunci se vor pune peceți pe efectele succesiunii în cel mai scurt termen, sau după cererea erezilor, sau după aceea a procurorului tribunalului de prima instanță. (Civ. 95, 100, 342, 392, 421 urm., 434, 723, 729, 731, 747 urm., 797, 916, 969; Pr. civ. 63, 651, 654 urm., 657; C. p. 198 urm.; L. p. atrib. ministerului public din 29 Oct. 1877; L. Timbr. 18 § 20, 21 § 9, 24 § 12; L. agrară, 128; Civ. Fr. 819).

*Text. fr. Art. 819.* — Si tous les héritiers sont présents et majeurs, l'aposition de scellés sur les effets de la succession n'est pas nécessaire, et le par-

tage peut être fait dans la forme et par tel acte que les parties intéressées jugent convenables.

Si tous les héritiers ne sont pas présents, s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits, le scellé doit être apposé dans le plus bref délai, soit à la requête des héritiers, soit à la diligence du procureur du Roi près le tribunal de première instance, soit d'office par le juge de paix dans l'arrondissement duquel la succession est ouverte.

### Bibliografie (continuare)

- BACIU C., *Notă* sub Trib. Buzeu S. I, 162 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1174;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 20 urm., 131 urm., 145 urm., 216 urm.;  
 PUȘCARU EMIL., *Notă* sub Trib. Vâlcea S. I, 4854 din 4 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1084.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Absență 16, 21.            | Loturi 17.                 |
| Act autentic 4.            | Mandat 11, 23.             |
| Act de împărțeală 3—8.     | Minoritate 16, 21.         |
| Act sub semnătură pri-     | Moștenitori 26.            |
| vată 4, 5, 6.              | Neprezenți 16, 21,         |
| Capacitate 2.              | Nulitate 13, 18.           |
| Competență 17, 24, 25.     | Oficiu 26.                 |
| Condițiune 12, 13, 14, 15. | Omologare 17.              |
| Consiliu judiciar 9, 10.   | Partaj 1 urm.              |
| Convenție, a se vedea cu-  | Partaj convențional 1—15,  |
| vintele: „Partaj conven-   | 18, 19, 22.                |
| țional”.                   | Partaj judiciar 1, 16—21.  |
| Creditori 26.              | Partaj parțial 19, 20.     |
| Donațiune 8.               | Peceti 17, 21—27.          |
| Dovadă 3, 6.               | Persoane interesate 26.    |
| Estimațiune 17.            | Prețuri 17.                |
| Executare 17.              | Prezență 2, 16, 21, 23.    |
| Executori testamentari 26. | Probă 3 6.                 |
| Exemplare 5.               | Procedură 17.              |
| Împărțeală 1.              | Schimb 8.                  |
| Inexistență 18.            | Semnătură 6.               |
| Interdicțiune 16, 21.      | Sigilii 17, 21—27.         |
| Interes 26.                | Sorti 17.                  |
| Inventar 17.               | Succesiune 1 urm.          |
| Judecătorii de ocoale 24,  | Transcriere 7.             |
| 25, 27.                    | Tranzacție 8.              |
| Legatari 26.               | Tribunal 24.               |
| Lichidare 17.              | Vindere-cumpărare 8.       |
| Licitatie 17.              | Vindere prin licitație 71. |

### Doctrină.

**1.** Împărțeala unei succesiuni se poate face în două feluri: de bună voie sau prin justiție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 488; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 769; Traian Ionașcu, p. 225 urm., 228 urm.).

**2.** Numai moștenitorii capabili și prezenți pot să facă o împărțeală convențională. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 488, 489; Traian Ionașcu, p. 225).

**3.** Pentru valabilitatea unei împărțeli, nu este necesar să se facă un act scris, ci poate fi făcută și în mod verbal și deci poate fi dovedită între părți potrivit dreptului comun. (Demolombe, XV, No. 516, 521; Mourlon, II, No. 326; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 149 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 623, text și nota 9, p. 558; Dalloz, Rép., Succession, No. 1621; Suppl., Succession, No. 990, 1043; Laurent, X, No. 262, 301 urm., 306; Huc, V, No. 286; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2788, 2789, 2795 urm.; Planiol, III, No. 2554; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756; III, partea II, p. 461, 462, 491, 492;

C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 770; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 160; Contra: Duranton, VII, No. 96, 96 bis).

**4.** Împărțeala convențională se poate face prin act autentic sau prin act sub semnătură privată. (Demolombe, XVI, No. 611; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 491; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 770).

**5.** În cazul când împărțeala se face pe act scris, se vor face atâtea exemplare câți copărtași sunt deoarece împărțeala este o convențiune sinalagmatică. (Laurent, X, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 492, nota 4).

**6.** În caz când convențiunea de împărțeală nu a fost semnată de toți copărtașii, ea nu poate constitui o dovadă nici în privința copărtașilor cari au semnat-o, ci în acest caz dovada împărțeli se va face conform dreptului comun. (Laurent, X, No. 505; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 492, nota 4).

**7.** Actul de împărțeală este opozabil terțelor persoane fără a fi transcris deoarece legea cere transcrierea numai a actelor translativ de proprietate iar nu și a celor declarative de drepturi cum e împărțeala. (Demolombe, XVII, No. 312; Huc, V, No. 439; Planiol, III, No. 2405; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 492, 493).

**8.** Împărțeala poate rezultă din orice act care are de scop să facă să înceteze indiviziunea, cum ar fi o donațiune, o vânzare, un schimb, o tranzacție, etc. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1636; Suppl., Succession, No. 1053; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 490).

**9.** Cei puși sub consiliu judiciar pot procedă la o împărțeală de bună voie, după o părere, chiar fără asistența consiliului, (Duranton, VII, No. 127; Rolland de Villargues, Rép., Partage de successions, No. 79; Laurent, V, No. 370; X, No. 292; Huc, III, No. 553; V, No. 292; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 473, 501, nota 2; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741).

**10.** După altă părere, cei puși sub consiliu judiciar trebuie să asistați de consiliul lor pentru a face o împărțeală de bună voie. (Demolombe, VIII, No. 733; XV, No.

562; Mourlon, II, No. 351; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 144; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, text și nota 17, p. 876; Planiol, I, No. 2135, III, No. 2333).

**11.** O împărțeală de bună voie poate fi făcută și prin mandatar cu procură specială. (Demolombe, XV, No. 599; Mourlon, II, No. 355; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 147 bis I; Daloz, Rép., Succession, No. 1638; Laurent, X, No. 297; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 490, nota).

**12.** Împărțeala fiind un act juridic, poate fi supusă la toate modalitățile la care pot fi supuse actele juridice în general; astfel ea poate fi supusă unei condițiuni suspensive sau rezolutorie. (Daloz, Rép., Succession, No. 1634; Suppl., Succession, No. 1051; Laurent, X, No. 293, 459 urm.; Huc, VII, No. 250; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3033, 3034; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 490, nota 1).

**13.** După altă părere, condițiunea rezolutorie la care este supusă o împărțeală, aduce nulitatea împărțelei. (Demolombe, XV, No. 614).

**14.** Convențiunea de împărțeală supusă unei condițiuni suspensive nu este valabilă decât pentru cinci ani. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1052; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2054).

**15.** La o convențiune de împărțeală condițiunea rezolutorie nu este sub înțeleasă ca la celelalte contracte sinalagmatice. (Demolombe, XVII, No. 308; Laurent, X, No. 460; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 490, nota 1).

**16.** Când moștenitorii nu se înțeleg între ei sau sunt între ei moștenitori absenți sau neprezenți sau minori, chiar emancipați sau interziși, împărțeala nu se poate face decât prin justiție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 489, 501; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 772; Traian Ionașcu, p. 229).

**17.** La împărțeala prin justiție legea prevede următoarele reguli: 1) Punerea și ridicarea pecetilor și facerea inventarului; 2) tribunalul competent pentru facerea împărțelei; 3) procedura acțiunii de împărțeală; 4) prețuirea mobilelor și imobilelor și vânzarea lor; 5) lichidarea masei de împărțit și a drepturilor copărtașilor; 6) formarea și compunerea loturilor; 7) tragerea loturilor la sorti; 8) omologarea împărțelei de justiție; 9) executarea împărțelei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 495; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 774 urm.).

**18.** La împărțeală trebuie chemați toți copărtași; împărțeala făcută fără participarea unuia dintre copărtași este inexistentă deoarece fiecare copărtaș are un drept indiviz în fiecare bun din averea comună și împărțeala făcută de ceilalți copărtași fără participarea unuia dintre ei constituie o dispozițiune asupra unui lucru strein. (Demolombe, XV, No. 617; XVII, No. 588, 400; Demante et Colmet de San-

terre, III, No. 251 bis; Laurent, X, No. 258, 290, 464; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 485, 490, nota 1).

**19.** Pentru valabilitatea împărțelei nu este nevoie a se cuprinde toate bunurile succesiunii, ci ea este valabilă dacă se mărginește numai la o parte din aceste bunuri. (Demolombe, XV, No. 615, 616; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 590, text și nota 8, p. 364; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 623, p. 537; Daloz, Rép., Succession, No. 1628; Suppl., Succession, No. 1049; Laurent, X, No. 291; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3031; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 490, nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 771; Comp.: Traian Ionașcu, p. 228).

**20.** La împărțeala făcută prin justiție trebuie prevăzute toate bunurile cari compun întreaga succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 490, nota 1).

**21.** Punerea pecetilor este obligatorie numai când unul dintre moștenitori sunt absenți, neprezenți, minori sau interziși. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 494).

**22.** Dacă împărțeala se face de bună voie, punerea pecetilor este facultativă iar nu obligatorie. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 489).

**23.** Dacă unul dintre comoștenitori se prezintă prin mandatar investit cu puteri suficiente, el este considerat ca prezent. (Mourlon, II, No. 355; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 147 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 623, nota 4, p. 536; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 494, nota 4).

**24.** Punerea pecetilor, care trebuie să aibă loc în cel mai scurt timp dela deces, se face asupra lucrurilor mobile ale succesiunii, de către unul dintre judecătorii tribunalului sau prin delegați de judecătorul de ocol. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 495).

**25.** Judecătorii de ocoale sunt competenți să pue pecetile în succesiunile de competența lor când ele s'au deschis în ocolul lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 495; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 775).

**26.** Punerea pecetilor se face după cererea persoanelor interesate cari sunt: moștenitorii, legatarii, executorii testamentarii și creditorii defunctului cu act scris și chiar din oficiu. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 495; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 775).

**27.** La punerea pecetilor se va întrebuința pecetea tribunalului sau a judecătoriei de ocol. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 495).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Femeea dotală este capabilă ca, fără autorizația justiției și numai cu consim-

țământul bărbatului său, să procedă la împărțirea convențională a bunurilor cuprinse în succesiunea ce îi este deferită, deoarece dispozițiile art. 730 și 747 din codul civil cari arată în ce cazuri și în ce anume condițiuni împărțeața trebuiește făcută cu autorizația justiției, nu se pot aplica prin analogie și femeii măritate.

(C. Apel Iași s. I, 92 din 26 Mai 1924, Drep-tul 5/1925).

2. Cu ocazia judecării cererii de ieșire din indiviziune, se judecă toate contestațiile și petițiile de ereditate. (Cas. I, 4844 din 14 Dec. 1925, Pand. Săpt., 23/1926).

3. A se vedea: art. 494, nota 8.

**Art. 731.** — Creditorii pot și ei să ceară punerea de peceți în virtutea unui titlu executoriu, sau a unei permisiuni judecătorești. (Civ. 730 § 2, 732, 780, 974, 1016, 1173, 1719; Pr. civ. 371, 637, 655, 656; Civ. Fr. 820).

*Text. fr. Art. 820.* — Les créanciers peuvent aussi requérir l'apposition des scellés, en vertu d'un titre exécutoire ou d'une permission du juge.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 131 urm.

### Doctrină.

1. Creditorii defunctului au dreptul să ceară punerea peceților deoarece ei au interes să nu se sustragă averea mobilă a defunctului care urmează să servească la îndestularea creanțelor lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 494, nota 1, 495; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 775).

2. Nu numai creditorii chirografari ai succesiunii ci și creditorii ipotecari pot cere punerea peceților, deoarece se poate întâmpla ca suma rezultată din vânzarea imobilului ipotecat să nu acopere creanța lor sau să le fie contestată validitatea ipotecei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 496, nota 3).

3. Cu toate că în art. 820 c. civ. fr. (731 c. civ. rom.), se prevede că punerea peceților nu poate fi făcută decât la cererea creditorilor cari au un titlu executor, totuș astăzi nu se mai cere existența unui

titlu executor, ci este de ajuns dacă creditorii au un titlu scris autentic sau sub semnătură privată deoarece dispozițiile acestui articol au fost modificate prin art. 656 pr. civ. română. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 494, nota 2, 495, 496; N. Stănescu, *Despre partaj și rezervă*, p. 52).

4. Dacă creditorii succesiunii nu au un titlu scris, ei vor putea cere punerea peceților cu permisiunea președintelui tribunalului locului unde s'a deschis succesiunea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 496).

5. Creditorii moștenitorilor au dreptul să ceară punerea peceților în numele debitorilor lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 495).

6. Cheltuielile făcute cu ocazia punerii peceților, facerea inventarului, etc. cad în sarcina succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 497).

**Art. 732.** — După punerea peceților, creditorii pot face opozițiune și fără a avea titluri executorii sau permisiunea justiției. (Civ. 731; Pr. civ. 656, 666 urm., 671; Civ. Fr. 821).

*Text. fr. Art. 821.* — Lorsque le scellé a été apposé, tous créanciers peuvent y former opposition, encore qu'ils n'aient ni titre exécutoire ni permission du juge.

Les formalités pour la levée des scellés et la confection de l'inventaire, sont réglées par les lois sur la procédure.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 20 urm., 131 urm.

## Doctrină.

1. Nu numai creditorii chirografari ai succesiunii, ci și creditorii ipotecari au dreptul să facă opoziție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 496, nota 3).

2. Creditorii vor face opoziția lor sau printr'o declarație în procesul verbal de punerea pecetilor sau prin o cerere adresată președintelui tribunalului care a dis-

pus punerea pecetilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 496, nota 4).

3. Opoziția creditorilor are de scop a nu se ridică pecețile în absența lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 496).

4. În cazul când creditorii oponenti nu au un titlu legitim, ei vor fi condamnați la cheltueli și după împrejurări chiar la daune. ((Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 496, 497).

**Art. 733.** — Dacă vreunul din coerezi nu consimte la facerea împărțelei, sau dacă se ivesc contestațiuni, ori în privința modului de procedare, sau asupra chipului de a o termina, tribunalul se pronunță în mod sumar sau numește, de cere trebuința, pentru operațiunile împărțelei, pe unul din judecători, după raportul cărui judecă contestațiunile. (Civ. 728 urm., 746, 747, 1388 urm.; Pr. civ. 63, 96, 691 urm.; Civ. Fr. 823).

*Text. fr. Art. 823.* — Si l'un des cohéritiers refuse de consentir au partage, ou s'il s'élève des contestations soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de le terminer, le tribunal prononce comme en matière sommaire, ou commet, s'il y a lieu, pour les opérations du partage, un des juges, sur le rapport duquel il décide les contestations.

## Bibliografie (continuare).

BĂNESCU EFTIMIE, *Notă* sub Judec. ocol Parincea-Bacău, 99/1923, Jur. Gen. 1925, No. 2032; GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I., „Partaj. Diverse chestiuni“, p. 163 urm.

## Doctrină.

1. Cuvintele: „în mod sumar“ întrebuintate în art. 733 c. civ. rom., contrar ca în dreptul francez au înțeles că judecata trebuie să aibă loc de urgență, deoarece legiuitorul român nu a reprodus procedura sumară din dreptul francez. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 500, nota 2, 502 text și nota 2; Matei Cantacuzino, p. 265; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 772).

2. Potrivit dispozițiilor art. 823 c. civ. fr. (725 c. civ. rom.), tribunalul se pronunță în mod sumar. Procedura aceasta sumară (de urgență în dreptul civil român) se aplică numai asupra contestațiilor privitoare la forma însăși a partajului și asupra chipului de a proceda iar nu și la contestațiunile asupra fondului procesului cum sunt cele privitoare la calitatea părților, la prescripția acțiunii de împărțea, la calitatea disponibilă, la raport, la restituirea obiectelor sustrate etc. (Demolombe, XV, No. 637; Mourlon, II, No. 539; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 155 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, text și nota 2, p. 545; Dalloz, Rép., Succession, No. 1679; Suppl., Succession, No. 1076; Laurent, X, No. 512; Huc, V, No. 299; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5164; Alexandresco, ed. 2-a, III, III, partea II, p. 505, nota 1; C. Haman-

giu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 772).

3. Tribunalele au facultatea de a aprecia dacă trebuie sau nu să numească un judecător comisar. (Demolombe, XV, No. 658; Mourlon, II, No. 540; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 155 bis; Laurent, X, No. 514; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 776).

4. În dreptul român, procedura împărțelei unei averi succesoriale se compune din două faze distincte și anume: aceea până la admiterea în principiu și aceea a formării loturilor și tragerii lor la sorti. În trecut chestiunea era controversată dacă încheierea de admitere în principiu constituia sau nu o hotărâre asupra fondului procesului de împărțea și această nedumerire era provocată, în afacerile de competența judecătorilor de ocoale, din cauza că legiuitorul în expunerea de motive a legii judecătorilor de ocoale din 1908, a arătat că încheierile de orice fel, chiar și cele de admitere în principiu la împărțea, nu se vor putea ataca deosebit ci numai deodată cu hotărârea prin care se va desăvârși împărțea; ori această prescripțiune fiind un simplu deziderat, deoarece nu a fost trecută în lege, nu poate fi ținută în seamă. Astăzi această controversă aproape nu mai există și se admite aproape în mod con-

stant în doctrină și în jurisprudență că încheierea prin care instanța de fond, într-o acțiune pentru ieșire din indiviziune, stabilește calitatea părților și drepturile respective la succesiune, precum și masa succesorală de împărțit, constituie adevărata hotărâre dată asupra fondului afacerii, stabilind bazele pe temeiul cărora are a se face împărțeala, care urmează să fie atacată de cei nemulțumiți pe căile prevăzute de lege pentru reformarea hotărârilor. Așa dar, dacă o asemenea hotărâre nu a fost atacată în termenul prevăzut de lege, ea rămâne definitivă și constituită autoritate de lucru judecat între părți, așa încât prescripția și chiar chestiunea incompetenței ratione materiae nu ar mai putea fi propuse față de această hotărâre, cu ocazia formării loturilor și tragerii lor la sorti. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 519, text și nota 1, 552, 553, text și nota 1; Corneliu Botez, Noul codice de ședință, ed. 1908, p. 1016, 1017; ed. 1922, No. 1865 urm.; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 163).

**5.** Competența tribunalului în materie de împărțeală în dreptul civ. român va fi guvernată de art. 65 pr. civ. deoarece legiuitorul român nu a reprodus în codul civil dispozițiunile art. 822 c. civ. fr. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 497; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 791; Traian Ionașcu, p. 251).

**6.** În cazul când după săvârșirea împărțelei, au mai rămas unele lucruri din succesiune nedivizate, împărțeala lor se va cere, pentru lucruri mobile la tribunalul domiciliului părțului, iar pentru imobile la tribunalul situației lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 497, nota 4; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 55, 56; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 791).

**7.** A se vedea: art. 747 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Prin încheierea dela 3 Mai 1923, judecătoria Parincea, admite în principiu acțiunea de ieșire din indiviziune introdusă de Elena Vaslas și numește un expert pentru formarea loturilor, luând act de declarațiunea părților că renunță la dreptul de apel.

După depunerea raportului de expertiză, judecătoria constată atât din cuprinsul acțiunii cât și din raportul de expertiză că averea asupra căreia se cerea ieșirea din indiviziune, întrece ca suprafață 10 ha și ca valoare 15.000 lei și la termenul fixat pentru tragerea loturilor își declină competența pe baza art. 55 legea judecător. ocoale combinat cu 109, pr. civilă și trimete dosarul la Tribunal, conform art. 108 procedura civilă pentru judecarea afacerii. (Jud. oc. Parincea-Bacău, cartea

de judecată civilă No. 99 din 925, Jur. Gen. 1925, No. 2052).

**2.** În materie de împărțeală, ceea ce dă caracterul definitiv al partajului, este numai determinarea în mod distinct pe teren a drepturilor fiecăruia codevălmaș și omologarea tribunalului, iar nu hotărârea de admitere în principiu pentru ieșire din indiviziune, care nu face altceva decât să recunoască părților dreptul de proprietate în averea indiviză, stabilind masa succesorală de împărțit și ordonând ieșirea din indiviziune, fără ca prin aceasta să facă să înceteze starea de indiviziune existentă. (Trib. Buzău s. II, 74 din 10 Martie 1924, Dreptul 17/1925).

**3.** Evaluarea stabilită de expert după admiterea în principiu într'un proces de partaj, nu influențează cu nimic asupra competenței ratione materiae. (Judecătoria ocol rural Segarcea-Dolj, 20 Decembrie 1924, Justiția Olteniei 6-7/1926).

**4.** Judele de ocol, sesizat de o acțiune de împărțeală, odată ce a admis-o în principiu pe temeiul competenței fixate după valoarea arătată în cerere, nu-și mai poate declina competența pe motiv că s'ar fi constatat de expert o valoare mai mare, care excede competența sa ci urmează a procedea mai departe la desăvârșirea împărțelii, de care a fost sesizat în regulă. (Cas. I, 601, din 6 Martie, 1925, Pand. Rom. 1926, III, 1; Cas. I, 1510 din 9 Iunie 1925, Pand. Săpt. 29/1925; Cas. I, 5284 din 9 Iulie 1926, Jurispr. Rom. 17/1926).

**5.** *In fact:* Acțiune de partaj admisă în principiu în urmă continuând operațiunile partajului s'a dat sentința în fond, care după cum constată Curtea de Apel, a rămas definitivă.

Recurenta atacă posterior, cu opoziție sentința dată asupra admisibilității acțiunii în principiu, pe motivul că s'a dat în lipsa sa și fără o regulată citare a ei; Curtea de apel decide că, deși opoziția ar fi în termen, admiterea ei însă nu ar folosi într-un nimic recurentei, odată ce sentința de fond este definitivă; Soluția a fost confirmată de Inalta Curte.

*In drept:* Constatarea Curții de Apel că sentința No. 115 dela 24 Aprilie 1914 prin care Trib. Iași s'a pronunțat în fond asupra cererii intimății în urma regulății citării a acesteia, a rămas definitivă prin neatacarea ei cu opoziție sau apel, după ce i-a fost comunicată în regulă, nu este atacată prin motivele de casare formulate de recurent.

Astfel fiind, omisiunea imputată Curții de fond de a nu se fi pronunțat asupra cererii recurentei de a i se acordă un termen pentru a ataca la apel această sentință, nu poate fi esențială întrucât față de constatarea necontestată a Curții, recurenta nu mai putea uză în contra acestei sentințe de calea de atac invocată de dânsa.

Deci, odată stabilit că sentința prin care Tribunalul pune în mod definitiv capăt stării de indiviziune dintre părți a rămas

definitivă, cu drept cuvânt și cu o exactă aplicare a principiilor de lege referitoare la materie. Curtea de fond a respins ca inadmisibilă opoziția făcută de către recurentă în contra hotărârii de admitere în principiu a acțiunii de partaj, întrucât, puterea lucrului judecat, pe care ultima sentință a dobândit-o, nu poate fi dărâmată prin retractarea sau reformarea primei sentințe. (Cas. I, dec. 1521 din 22 Mai 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1790).

**6.** Prin hotărârile de admitere în principiu a împărțelii trebuie să se determine între alte puncte calitatea de copărtași cum și bunurile ce vor compune masa supusă împărțelii; de aci urmează că atunci când în cadrul soluționării unor cereri de împărțeală, s'ar ridică contestațiuni referitoare la calitatea de succesor a vreunui din părți, sau la faptul dacă un imobil aparține sau nu averii comune, în atare caz instanța sesizată cu judecarea cererii de ieșire din indiviziune are să se pronunțe implicit asupra acelor contestații, soluționând astfel prealabile acțiuni incidentale de petițiuni de ereditate și de revendicare, căci orice altă procedură ar face imposibilă o temeinică rezolvare a cererii de împărțeală :

Prin urmare, în speță, susținerea făcută de recurenți înaintea instanței de fond asupra neadmisibilității rezolvării unor atare chestiuni în cadrul judecării cererilor de împărțeală, fiind în drept neîntemeiată, nediscutarea ei de către Curtea de fond nu constituie o omisiune cu caracter esențial, cum se pretinde. (Cas. I, dec. 4844 din 14 Decembrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1220).

**7.** *In fapt* : Acțiunea de partaj, îndreptată în contra femeii, în care însă și soțul său este chemat atât ca soț pentru autorizare, cât și ca deținător al unei părți din averea succesorală, în baza unui act de vânzare dela de cujus.

Tribunalul înglobează în masa succesorală și averea cumpărată de soț, respingând apărarea lui pe baza actului de vânzare pe considerația că el, ca soț pentru

autorizare este terț în proces și judecata nu poate ține seama de actul său, odată ce nu a făcut intervenția conf. art. 247 pr. civ. și nici soția nu putea prezenta acel act decât numai introducându-l în cauză.

*In drept* : Moștenitoarea necontestată a cărei avere este de împărțit, are dreptul să discute formarea masei succesorală și să pună concluziuni pentru scoaterea din masă a averii ce dânsa crede că trebuie exclusă, că aparținând altuia, în speță soțului său care o cumpărase dela defunctul și care eră chemat în proces și personal ca cumpărător nu numai ca soț pentru autorizare. În aceste condițiuni, chiar soțul putea pune personal concluziuni, și discută dacă terenul stăpânit de el poate sau nu să facă parte din masa succesorală. (Cas. I, dec. 942 din 5 Februarie 1926, Juris. Gen. 1926, No. 844).

**8.** Jurnalul de admitere în principiu al împărțelii are un caracter definitiv și pre-judecă fondul fiind o adevărată hotărâre în privința celor ce a statuat: recunoașterea drepturilor de moștenire ale părților și fixarea masei succesorală, ne mai putându-se invoca în altă fază a procedurii aceleleași pretențiuni.

În speță, jurnalul de admitere în principiu fiind rămas definitiv, deci masa succesorală este definitiv fixată, proba cu martori spre a stabili prescripția în favoarea apelantului și a înlătură astfel partajul, devine astăzi inadmisibilă și deci urmează a fi respinsă ca atare. (Trib. Botoșani, Jurnal 1514 din 9 Februarie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1529).

**9.** În principiu, instanța sesizată cu judecarea admiterii în principiu a unui partaj, are căderea să se pronunțe numai asupra calității părților. Când Curtea de Apel dă o hotărâre asupra admisibilității în principiu, nu excede competența procedând și la desăvârșirea operațiilor de partaj, când părțile sunt de acord. (Cas. I, 5107 din 21 Iunie 1926, Pand. Săpt. 51/1926).

**10.** A se vede: art. 494, nota 8; art. 744, nota 1; art. 1201, nota 34.

**Art. 734.** — Estimațiunea imobilelor se face de experți aleși de părțile interesate; de experți numiți din oficiu când părțile refuză a-i alege.

Procesul-verbal al experților trebuie să arate bazele estimațiunei; să indice dacă obiectul estimat poate să fie comod împărțit și în ce chip; să fixeze în fine, în caz de împărțire, fiecare din părțile ce se pot forma, precum și valoarea lor. (Civ. 410—412, 462 urm., 736; Pr. civ. 211 urm., 685, 694 urm.; Legea timbr. 18 § 14, 21 § 13; Civ. Fr. 824).

*Text. fr. Art. 824.* — L'estimation des immeubles est faite par expert choisis par les parties intéressées, ou, à leur refus, nommés d'office.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation; il doit indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé; de quelle ma-



nière; fixer enfin, en cas de division chacune des parts qu'on peut en former et leur valeur.

### Doctrină.

**1.** Prețuirea se face de unul sau trei experți chiar când sunt comostenitori minori sau interziși. (Demolombe, XV, No. 641; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, nota 9, p. 546; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 504, nota 2).

**2.** Când copărtașii se înțeleg, pot alege ei pe experți, când însă ei nu se înțeleg sau sunt între ei incapabili, numirea experților se va face din oficiu. (Demolombe, XV, No. 642; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 591, nota 4, p. 368; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 504, text și nota 3; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 777).

**3.** Tribunalul, chiar când există moștenitori minori sau interziși, nu este obligat să facă prețuirea prin experți, ci are numai facultatea, el putând să ordone împărțeala mobilelor și imobilelor din succesiune fără o expertiză prealabilă, când are elemente suficiente pentru a ști valoarea lor. (Demolombe, XV, No. 641; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 391, nota 4, p. 368; Mcurlon, II, No. 342; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 504; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 777).

**4.** Tribunalul este obligat să ordone expertizarea valorii bunurilor de împărțit când unul dintre copărtași o cere. (Laurent, X, No. 318; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 777).

**5.** În cazul când tribunalul nu este luminat de expertiza făcută, el poate ordona facerea unei noi expertize, de către aceeași experți sau de alții. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505).

**6.** Avizul experților nu este obligator pentru tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 505).

**7.** Prețuirea trebuie să se facă după valoarea lucrurilor din momentul facerii

ei, iar nu din momentul deschiderii succesiunii. (Demolombe, XV, No. 647; Huc, V, No. 501, 448; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 504, nota 1).

**8.** A se vedea: art. 412 și 735 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Este valabilă înștiințarea prin scrisoare recomandată, făcută de expert, când din adevărurile poștei se constată numele persoanei și localitatea unde s'a trimis recomandată, nefiind necesar ca aceste adevăruri să cuprindă întreaga adresă după recomandată. (Trib. Dâmbovița, S. II, 345 din 26 Noembrie 1925, Pand. Săpt. 50:1925).

**2.** Cu ocaziunea admiterii în principiu a partajului, instanța are a se pronunța numai asupra determinării calității de succesori, a părților, determinarea bunurilor ce trebuie cuprinse în împărțeala și determinarea fracțiunii cuvenită fiecărui copărtaș individual, sau în cazul când moștenirea se deferă prin reprezentare, determinarea fracțiunii cuvenită fiecărei tulpini. Potrivit art. 734 cod. civ. Tribunalul pentru a se pronunța dacă averea este comod partajabilă în natură, are nevoie de avizul unui expert care să cerceteze situațiunea la localitate și să-și dea părerea asupra acestei chestiuni și asupra formării loturilor, operațiune care se face după admiterea în principiu a partajului; deci prin jurnalul de admitere în principiu tribunalul nu se poate pronunța asupra formei partajului — prin tragere la sorți sau prin atribuțiune — neștiind în prealabil dacă este posibil partajul în natură, așa că chestiunea ridicată este prematură, urmând a se soluționa cu ocaziunea celorlalte operațiuni ale partajului. (Trib. Argeș, S. I, Jurnal din 1926, Jur. Gen. 1926 No. 749).

**Art. 735.** — Estimațiunea mobilelor trebuie să se facă de oameni cunoscători și după adevăratul lor preț. (Civ. 397, 472 urm., 722, 734, 772; Fr. Civ. 825).

*Text. fr. Art. 825.* — L'estimation des meubles, s'il n'y a pas eu de prisee faite dans un inventaire régulier, doit être faite par gens à ce connaissant, à juste prix et sans erue.

### Doctrină.

**1.** Din dispozițiile art. 825 c. civ. fr. (735 c. civ. rcm.) rezultă că tribunalul este liber să numească pe cine crede ca experți, nefiind necesar a se numi func-

ționari pentru facerea expertizei. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1085; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5173; Contra: Demolombe, XV, No. 646).

**2.** Dacă lucrurile de împărțit sunt valori cotate la bursă, nu este necesar a se

numi experți pentru determinarea valorii acestor lucruri, ci evaluarea se va face luându-se de bază cota bursei. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No 1084; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5172; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicciuanu, III, No. 777).

3. Prețuirea mobilelor se va face ca și aceea a imobilelor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 506; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicciuanu, III, No. 777).

4. A se vedea: art. 754 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 736.** — Fiecare din coerezi poate cere partea sa în natură din mobilele sau imobilele succesiunii. Cu toate acestea, de sunt creditorii sequestranți sau oponenți, sau dacă majoritatea coerezilor socotește necesară vinderea mobilelor pentru plata datoriilor succesiunii, ele se vând public după formele obicinuite.

Dacă imobilele nu se pot împărți, se vor vinde la tribunal prin licitațiune.

Dacă toate părțile sunt majore, ele pot conveni să facă vânzarea în fața unui arbitru, numit de dânsele. (Civ. 401 urm., 462, urm., 472 urm., 730, 734, 737, 740, 741, 746, 748, 785, 823—828, 974, 1388 urm.; Pr. civ. 339 urm., 437 urm., 677 urm., 681 urm., 691 urm., 694 urm., 699; L. Timbr. 44 § 2, 61-a; Civ. Fr 826, 827).

*Text fr. Art. 826.* — Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession; néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus publiquement en la forme ordinaire.

*Text fr. Art. 827.* — Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal.

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire, sur le choix duquel elles s'accordent.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 221 urm.;  
 IOANID D. C., „*Teoria partajului-lichidare*“, Pand. Rom. 1926, IV, 41;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Trib. Dorohoi, 18 Iunie 1924, Pand. Rom. 1926, II, 32;  
 STRELICESCU ALEX., *Notă* sub Cas. II, 209 din 7 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 50.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Apreciere 10, 13, 19, 36, 40.  
 Atribuire 17, 22.  
 Brevete de invențiune 21.  
 Copii 18.  
 Corespondență 17, 18, 19.  
 Creditori oponenți 1—6.  
 Creditori sechestranți 1, 2, 3, 4.  
 Datorii 1, 2, 3, 4, 7, 10—14, 24, 29.  
 Decorații 17, 18, 19.  
 Depreciere 26.  
 Destinație 31.  
 Deteriorare 16.  
 Diplome 17, 18, 19.  
 Drept propriu 7, 8.  
 Excepțiune 1, 15, 24.  
 Fond de comerț 22.  
 Imobile 23—28, 30—41.  
 Imobile prin destinație 31.  
 Împărteală 17—21, 23, 25—41.  
 Ipotecă 34.  
 Licitație, 1, 3, 4, 7, 10—16, 18, 22, 23, 24, 26, 31 38—41.  
 Linie succesorală 39, 40.  
 Loturi 8, 25, 27, 29.  
 Majoritatea coerezilor 1, 7—12, 14, 24.  
 Manuscrise 17, 18, 19, 20.  
 Mobile lucruri 1, 2, 3, 4, 7, 11—19.  
 Opoziție 6.  
 Partaj 17—21, 23, 25—41.  
 Plata datoriilor, a se vedea cuvântul: „Datorii”.  
 Poprire 5.  
 Portret 17, 18, 19.  
 Proprietate literară 21.  
 Rentă 34.  
 Reprezentație 7, 9.  
 Reproduseri 18.  
 Scrisori 17, 18, 19.  
 Servitute 27, 33.  
 Stricăciune 16.  
 Subdiviziune 37, 38, 39.  
 Sultă 26.

Suvenire de familie 17, 18, 19.  
 Titluri de familie 17, 18, 19.  
 Tribunal 10, 13, 19, 36, 40.  
 Tulpină 9, 37, 38.  
 Uzufuct 28, 32.  
 Vindere prin licitație, a se vedea cuvântul „Licitație”.

### Doctrină.

1. Pctrivit dispozițiunilor art. 826 c. civ. fr. (736 al. 1 c. civ. rom.) vânzarea mobilelor succesorele nu poate avea loc decât în cele două cazuri prevăzute de acest articol, adică atunci când sunt creditorii sechestranți, adică următorii, sau oponenți, sau când majoritatea coerezilor socotește necesară vinderea mobilelor pentru plata datoriilor succesiunii. (Daloz, Rép., Succession, No. 1689; Suppl., Succession, No. 1086; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicciuanu, III, No. 778).

**2.** În cazul când unul dintre moștenitori se oferă să plătească datoriile creditorilor sechestranti sau oponenți, vânzarea mobilelor poate fi evitată. (Daloz, Rép., Succession, No. 1689).

**3.** Numai creditorii sechestranti sau oponenți ai succesiunii au dreptul să ceară vânzarea mobilelor. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1086; Comp.: Laurent, X, No. 320).

**4.** În cazul când sunt creditorii urmăritori sau oponenți, fiecare moștenitor poate cere vânzarea mobilelor din succesiune, pentru ca din prețul lor să se plătească creditorii. (Demolombe, XV, No. 649; Mourlon, II, No. 345; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 159 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508).

**5.** Prin creditorii oponenți se înțeleg acei creditorii cari au făcut popriiri în mâna terților. (Mourlon, II, No. 345; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 778).

**6.** După altă părere, prin creditorii oponenți se înțeleg creditorii cari se opun la împărțea. (Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508, nota 1).

**7.** Pctrivit dispozițiunilor art. 826 c. civ. fr. (736 al. 1 c. civ. rom.) mobilele successorale se vor vinde dacă majoritatea coerezilor socotește necesară vinderea pentru plata datoriilor succesiunii. În ceea ce privește calcularea majorității moștenitorilor trebuiește de făcut o distincțiune după cum moștenitorii vin la succesiune în virtutea dreptului lor propriu sau prin reprezentajie. În cazul când moștenitorii vin la succesiune în virtutea dreptului lor propriu, după o părere se va avea în vedere majoritatea moștenitorilor în număr, chiar dacă ar veni la succesiune cu drepturi neegale. (Demolombe, XV, No. 650; Mourlon, II, No. 345; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 159 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 547; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1086; Laurent, X, No. 320; Huc, V, No. 305; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3180; Planic, III, No. 2361; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508, nota 3; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 65; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 778).

**8.** După altă părere, în cazul când moștenitorii vin la succesiune în virtutea dreptului lor propriu, se va avea în vedere majoritatea lor în număr numai dacă vin cu drepturi egale, dacă vin însă cu drepturi neegale, se va avea în vedere, la calcularea majorității, cotitatea loturilor. (Daloz, Rép., Succession, No. 1689).

**9.** În cazul când sunt moștenitori cari vin prin reprezentajie, ei nu au fiecare câte un vot la calcularea majorității, ci fiecare tulpină va avea un singur vot. (Demolombe, XV, No. 650; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 159 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 547; Dal-

loz, Rép., Succession, No. 1689; Suppl., Succession, No. 1086; Laurent, X, No. 320; Huc, V, No. 305; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508, nota 3; Contra: Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3180).

**10.** În cazul când sunt numai doi moștenitori și deci nu se poate forma majoritatea, va hotărî tribunalul dacă mobilele trebuieșc vândute pentru a se achita datoriile successorale. (Demolombe, XV, No. 650; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 547; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1087; Huc, V, No. 305; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3181; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 508 nota 3).

**11.** În cazul când nu toți moștenitorii sunt de acrd a se vinde mobilele succesiunii, ci numai majoritatea lor, vânzarea mobilelor nu se va face decât până la concurența datoriilor și sarcinilor succesiunii. (Demolombe, XV, No. 650; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1088; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3182; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 778).

**12.** În cazul când nu este necesară vânzarea tuturor mobilelor succesiunii pentru a se plăti datoriile și sarcinele succesiunii, desemnarea mobilelor ce urmează a fi vândute, se va face, după o părere, de majoritatea moștenitorilor. (Demolombe, XV, No. 654; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1088; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509, nota 1).

**13.** După altă părere, în acest caz, desemnarea mobilelor ce urmează a fi vândute, se va face de tribunal. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1088; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3182).

**14.** În cazul când unul dintre moștenitori sau minoritatea moștenitorilor se oferă să plătească datoriile successorale, vânzarea mobilelor poate fi evitată. Datoriile însă trebuieșc plătite în întregime și vânzarea nu va putea fi evitată dacă minoritatea moștenitorilor s'ar oferi să plătească numai partea sa din datorii. (Demolombe, XV, No. 655; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 159 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, text și nota 16, p. 548; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1089; Laurent, X, No. 320; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3184; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509; Contra: Mourlon, II, No. 346; Marcadé, Art. 826).

**15.** Vânzarea mobilelor successorale nu poate avea loc în afară de cele două cazuri prevăzute de art. 826 c. civ. fr. (736 al. 1, c. civ. rom.), decât dacă toți moștenitorii ar cere-o. (Demolombe, XV, No. 651; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 159 bis; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1090; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3186; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509).

**16.** Dacă sunt însă mobile cari sunt supuse deteriorării, vânzarea lor se va putea face în urma cererei numai a unora

dintre moștenitori. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1090).

**17.** In cecece privește obiectele din succesiune cari au mai mult o valoare morală, constituind suveniruri de familie cum sunt: portretele și titlurile de familie, diplomele, decorațiile, manuscrisele, corespondența, etc., dacă moștenitorii nu se înțeleg în privința împărțirii lor, după o părere, se vor atribui celui mai mare dintre moștenitorii masculini. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1093).

**18.** După altă părere, în acest caz, se va face licitația lor numai între comoștenitori, cu dreptul pentru cei cari nu le vor fi obținut la licitație să ia copii sau reproducții după aceste obiecte. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621, text și nota 3, p. 510; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1092; Comp.: Planiol, III, No. 2366 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 487).

**19.** După a treia părere, în acest caz se vor aplica dispozițiunile art. 842 c. civ. fr. (750 c. civ. rom.) și tribunalul va hotărî căruia dintre moștenitori trebuie atribuite aceste obiecte. (Demolombe, XV, No. 700; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1092; Laurent, X, No. 539; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2857, 2858).

**20.** In cecece privește manuscrisele cari urmează a fi tipărite, ele fac parte din succesiune, deoarece au o valoare materială și nu pot fi atribuite unui singur dintre moștenitori, ci urmează a fi împărțite. (Demolombe, XV, No. 700; Daloz, Rép., Succession, No. 1851; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 487).

**21.** Deasemenea și brevetele de invenție și proprietatea literară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 487, 488).

**22.** Fondul de comerț neputând fi împărțit în natură, se va supune licitației sau va fi atribuit unuia dintre copărtași. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 488).

**23.** Din dispozițiunile art. 827 c. civ. fr. (756 al. 2 și 3 c. civ. rom.), rezultă că imobilele succesoriale se vor vinde la licitație numai când ele nu se pot împărți comod în natură sau când toți moștenitorii majori și capabili, hotărâsc vânzarea lor prin licitație, deoarece principiul legiuitorului este ca ele să fie împărțite în natură. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1100; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509, 510, 511; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 778; Comp.: Traian Ionașcu, p. 229).

**24.** Prin urmare, în afară de aceste două cazuri, vânzarea prin licitație publică a imobilelor succesoriale nu poate avea loc, de exemplu, când majoritatea moștenitorilor ar hotărî-o pentru a se achita datorile succesiunii. (Demolombe, XV, No. 655, 656; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 160; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 548; Daloz, Rép., Suppl., Succession No. 1100; Laurent, X, No. 321; Huc, V, No. 303; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3192

urm.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 512, nota 1).

**25.** Prin cuvintele: „dacă imobilele nu se pot împărți”, întrebunțate de legiuitor în art. 827 c. civ. fr. (756 al. 2 c. civ. rom.), se înțelege o împărțea care să poată permite să se formeze loturi egale sau pe cât este posibil egale pentru fiecare moștenitor. (Daloz, Rép., Succession, No. 1735; Suppl., Succession, No. 1101; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 510; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 780).

**26.** Cu toate că împărțirea materială a imobilelor ar fi posibilă, totuș ele se vor vinde prin licitație în cazul când prin împărțea imobilele ar suferi o mare depreciere sau folosința lor ar fi foarte îngreunată sau prin formarea loturilor ar trebui să se fixeze sulte considerabile. (Daloz, Rép., Succession, No. 1724; Suppl., Succession, No. 1101; Colin et Capitant, III, p. 517; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 510; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 780).

**27.** Imobilele succesoriale se vor socoti că pot fi comod împărțite, chiar dacă la formarea loturilor ar trebui să se constituie o servitute în sarcina unui lot și în folosul altui lot, însă cu condiție să nu fie prea oneroasă. (Demolombe, XV, No. 658; Daloz, Rép., Succession, No. 1725; Suppl., Succession, No. 1105; Laurent, X, No. 521; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 528; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 66).

**28.** Prin împărțirea imobilelor în natură, tribunalul nu va putea să greveze de uzufruct un imobil în profitul unuia dintre comoștenitori. (Demolombe, XV, No. 659; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1105; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 528).

**29.** Pentru egalizarea loturilor și deci a ușură partajul în natură, tribunalele vor putea să împartă în mod neegal, pasivul succesoral. (Demolombe, XV, No. 675; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1106; Huc, V, No. 307; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5204; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 528).

**30.** Deși fiecare imobil în parte din succesiune nu se poate împărți comod în natură, însă dacă totalitatea imobilelor pot fi împărțite, ele nu se vor vinde la licitație. (Demolombe, XV, No. 657; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 548; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1102; Laurent, X, No. 522; Huc, V, No. 303; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3200; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 510, nota 1).

**31.** In cazul când există în succesiune imobile prin destinațiune și imobile prin natura lor, tribunalele sunt autorizate să împartă pe cele dintâi în natură, iar pe celelalte să le vândă prin licitație dacă ele nu pot fi împărțite comod în natură sau invers să vândă prin licitație imobilele prin destinațiune, dacă nu pot fi împăr-

țite în natură și să împartă imobilele prin natura lor. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1108; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5208; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 507).

**32.** Partajul în natură a imobilelor succesoriale poate avea loc în principiu chiar dacă ele sunt supuse unui drept de uzufruct. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1104; Laurent, X, No. 521; Huc, V, No. 505; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5201).

**33.** Deasemenea partajul în natură poate avea loc chiar dacă unul dintre imobilele succesoriale ar fi grevat de un drept de servitute reală. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1104; Laurent, X, No. 521; Huc, V, No. 505; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5201).

**34.** Deasemenea existența unei rente constituite cu ipotecă asupra unuia din imobilele succesoriale, nu poate împiedeca partajul în natură a imobilelor succesoriale. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1104; Laurent, X, No. 521; Huc, V, No. 505; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5201).

**35.** Pentru a se vedea dacă imobilele succesoriale sunt sau nu comod partajabile în natură se va lua în considerație momentul când se face operația de împărțea, iar nu momentul deschiderii succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1105; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5197).

**36.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă imobilele sunt sau nu comod partajabile în natură. (Demolombe, XV, No. 657; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1109; Laurent, X, No. 521; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5195; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 509, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 779).

**37.** În cazul când partajul imobilelor urmează a se face între copărtași cari aparțin la mai multe tulpini, după o părere, partajul se va face în natură dacă imobilele se pot împărți comod în natură pe tulpini, chiar dacă subdiviziunea în natură nu s'ar putea face între copărtașii aceleiaș tulpini. (Demolombe, XV, No. 685; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 165 bis; Daloz, Rép., Succession, No. 1735).

**38.** După altă părere, în acest caz împărțea imobilelor nu se va putea face în natură, ci prin licitație publică. (Laurent, X, No. 521; Huc, V, 505).

**39.** În cazul când partajul urmează a se face în două linii, după o părere, partajul nu se va face în natură ci prin licitație dacă imobilele nu se pot împărți comod în natură între toți moștenitorii ce formează ambele linii deși ele se pot împărți comod în două linii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, nota 35, p. 555; Daloz, Rép., Suppl., Succession No. 1112).

**40.** După altă părere, tribunalele vor aprecia în mod suveran și vor ordona sau nu licitația imobilelor și nu vor admite-o decât în cazul când prin partajul în natură ar fi grav compromise interesele uneia din-

tre linii. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 156 bis; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1112; Comp.: Demolombe, XV, No. 684).

**41.** Oricât de mică ar fi partea unuia dintre copărtași el are dreptul să ceară partajul prin licitație, în cazul când imobilele nu sunt comod partajabile în natură. (Daloz, Rép., Succession, No. 1737).

**42.** A se vedea: art. 728, 741 și 748 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Contestațiile, conf. art. 400 pr. civ., trebuie adresate instanței care a încuviințat executarea, cărora nu li se aplică disp. art. 525 pr. civ., pentrucă art. 689 pr. civ. nu-l declară comun acestei secții, cu alte cuvinte ele nu pot fi contestate de cei interesați înaintea adjuceării la Tribunalul vânzării, care nu are decât o delegație limitată de a execută hotărîrea instanței succesiunii, prin urmare, orice contestație relativă la proprietatea imobilului ce se vinde, trebuie adresată instanței respective, care a dispus atribuirea bunurilor cuprinse în masa succesorală, fiindcă prin aceste contestații se tinde la modificarea hotărîrii care a admis diviziunea și vânzarea. (Trib. Dorohoi, 18 Iunie 1924, Pand. Rom. 1926, II, 52).

**2.** Nici un text de lege nu acordă dreptul de apel în contra ordonanței de adjucecare ce se dă cu ocaziunea vânzării pentru ieșire din indiviziune. Dacă s'ar admite dreptul de apel, atunci, prin efectul devolutiv al apelului, Curtea ar urmă să refacă lucrările ce trebuiau executate de Tribunal și prin consecință să proceadă dânsa la vânzarea prin licitație pentru ieșirea din indiviziune, ceea ce ar ieși din atribuțiunile sale judecătorești.

Dacă ordonanța definitivă nu este supusă apelului cu atât mai mult nu pot fi atacate pe această cale încheierile Tribunalului premergătoare licitației definitive. (Cas. II, decizia civilă 180 din 27 Martie 1925, Jur. Rom. 11/1925, Pand. Săpt. 10/1925).

**3.** În contra ordonanțelor de adjucecare a imobilelor vândute prin licitație publică, pentru ieșire din indiviziune, procedura civilă nu acordă dreptul de recurs în Casațiune. Acest sistem al legii se explică prin aceea că o asemenea vânzare nu este decât o vânzare voluntară, făcută sub privigherea justiției, care nu implică un conflict de interese opuse și nu angajează nici un litigiu, așa că neregularitățile sau neobservarea formelor esențiale ale urmăririi pot fi reparate pe calea acțiunii principale, iar nulitatea convențiunii de vânzare, pe calea dreptului comun, și deci nu se poate invoca dreptului de recurs, pe temeiul noului principiu din art. 105 al actualei Constituții, care presupune un litigu în care a intervenit o hotărîre judecătorească. (Cas. II, 209 din 7 Aprilie 1925, Pand. Săpt. 14/1925, Cu-

rier Judiciar 28/1925, Pand. Rom. 1926, I, 50, Jur. Rom. 11/1925, Dreptul 51/1925).

4. După art. 736 combinat cu art. 748 din codul civil, când imobilele unei succesiuni nu se pot împărți comod în natură, se vor vinde înaintea tribunalului prin licitație publică cu formele prescrise pentru vânzarea bunurilor minorilor.

Art. 689 din procedura civilă pus sub secțiunea care tratează despre vânzarea bunurilor nemișcătoare ale minorilor, declarând comune acestei secțiuni mai multe articole din aceeași procedură relative la vânzările silite, nu citează și art. 559 și urm. care prevede dreptul de recurs în contra ordonanțelor de adjudecare, de unde urmează că această cale de atac nu este deschisă contra ordonanțelor de adjudecare pronunțate pentru ieșire din indiviziune; Că aceasta a fost voința legii rezultă și din expunerea de motive asupra art. 689 proc. civilă revizuită la 1900, unde se arată categoric că s'a menținut sistemul vechiului cod de procedură din

1865 de a nu acorda dreptul de recurs în casațiune contra ordonanțelor de adjudecare voluntară a bunurilor imobile vândute prin licitație publică pentru ieșire din indiviziune; Sistemul legii se explică prin aceea că vânzarea pentru ieșire din indiviziune nu este decât o vânzare voluntară făcută sub supravegherea justiției, care nu implică un conflict de interese opuse și nu angajează un litigiu, așa că neregularitățile sau neobservarea formelor esențiale ale urmăririi pot fi reparate pe calea acțiunii principale în nulitatea convențiunii de vânzare, potrivit dreptului comun și prin urmare nu se poate invoca dreptul de recurs pe temeiul noului principiu constituțional din art. 105 al actualii constituțiuni care presupune un litigiu în care a intervenit o hotărâre judecătorească. (Cas. II, decizia civilă 440 din 30 Septembrie 1925, Jur. Rom. 2/1926, Pand. Săpt. 27/1925, Dreptul 7/1926).

5. A se vedea: art. 797, nota 1.

**Art. 737.**— După ce mobilele și imobilele s'au estimat și s'au vândut, judecătorul, de cere trebuința, trimite pe părți la un arbitru, numit cu consimțământul lor, sau numit de a dreptul de dânsul, când părțile nu se unesc pentru numirea lui.

Se procedează înaintea acestui arbitru, la facerea socotelilor ce copărtitorii pot fi datori a-și da unii altora, la formarea activului și pasivului eredității, la compunerea părților și la restituțiunile ce erezii ar trebui a-și face între dânsii. (Civ. 410—412, 733 urm., 738, 743, 746, 776, 777; Pr. civ. 339, 341, 694, 700; L. Timbr. 46; L. impoz. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 5, 6; Civ. Fr. 828).

*Text fr. Art. 828.* — Après que les meubles et immeubles ont été estimés et vendus, s'il y a lieu, le juge-commissaire renvoie les parties devant un notaire dont elles conviennent, ou nommé d'office, si les parties ne s'accordent pas sur le choix.

On procède, devant cet officier, au comptes que les copartageants peuvent se devoir, à la formation de la masse générale, à la composition des lots, et aux fournissements à faire à chacun des copartageants.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 232 urm.;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Partaj. Diverse chestiuni”, p. 165;  
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă sub Cas. I*, 5 Decembrie 1923, Pand. Rom. 1925, I, 88.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Arbitru 1.  
 Beneficiu 3.  
 Cheltuieli 2, 7.  
 Comoară 5.  
 Compunerea masei 9, 10, 11.  
 Datorii 4, 9, 10.  
 Daune 2, 8.  
 Facultate 1.  
 Folosință 6.  
 Fructe 4, 6.

Greșeală 8.  
 Împărțeață 3, 4, 5, 6, 11.  
 Lichidare 11.  
 Licitatie 10.  
 Loturi 11.  
 Mobile lucruri 10.  
 Pagube 2, 8.  
 Partaj, 3, 4, 5, 6, 11.  
 Socoteli 2.  
 Venituri 4, 6.  
 Vindere prin licitație 10.

### Doctrină.

1. În dreptul civil român trimiteria înaintea arbitrului este facultativă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 517, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălanescu și Al. Băicoianu, III, No. 781).

2. Socotelile ce copărtașii pot să-și dea unii altora sunt privitoare la: 1) cecece au primit pentru succesiune; 2) cecece au cheltuit pentru succesiune; 3) pagu-

bele ce au cauzat bunurilor succesionale. (Daloz, Rép., Succession, No. 1769; Comp.: Alexandresco, ed 2-a, III, partea II, p. 518; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 781).

**3.** Orice beneficiu a tras unul dintre moștenitori cu privire la succesiune, trebuie să-l împartă cu ceilalți moștenitori. (Daloz, Rép., Succession, No. 1770).

**4.** Moștenitorul trebuie să împartă cu ceilalți moștenitori, sumele de bani ce le-a primit dela cumpărătorii bunurilor succesionale și dela debitorii succesiunii, precum și fructele și veniturile produse de bunurile succesionale și pe care le-a încasat. (Daloz, Rép., Succession, No. 1770).

**5.** În cazul când unul dintre moștenitori a găsit în fondul succesoral o comoară, jumătate din această comoară i se va cuveni lui ca descoperitor, iar cealaltă jumătate se va împărți între el și moștenitorii săi. (Daloz, Rép., Succession, No. 1778; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3854).

**6.** Dacă unul dintre moștenitori s'a folosit de bunurile succesionale, în mod exclusiv, dela deschiderea succesiunii, el e dator să împartă fructele și veniturile cu ceilalți moștenitori. (Daloz, Rép., Succession, No. 1775).

**7.** Cheltuelile făcute de unul dintre

moștenitori în folosul succesiunii, trebuie să-i fie rambursate de ceilalți moștenitori. (Daloz, Rép., Succession, No. 1779; Suppl., Succession, No. 1136).

**8.** Dacă unul dintre moștenitori a cauzat bunurilor succesionale vreo daună prin faptul sau greșeala sa, el este dator s'o repare. (Daloz, Rép., Succession, No. 1784; Laurent, X, No. 225; Huc, V, No. 371; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3852).

**9.** Compunerea masei succesionale se face fără a se scade datorile, la plata cărora sunt ținuti copârtașii, potrivit dispozițiilor art. 875 c. civ. fr. (777 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Succession, No. 1787; Suppl., Succession, No. 1159; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 781).

**10.** În cazul când mobilele succesiunii au fost vândute pentru a se plăti datorile succesionale, datorile se vor scade la compunerea masei succesionale. (Daloz, Rép., Succession, No. 1787).

**11.** Lichidarea succesiunii precede formarea loturilor, deoarece pentru ca masa generală succesorală să poată fi împărțită trebuie mai întâi să fie compusă. (Daloz, Rép., Succession, No. 1795; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 781).

**Art. 738.**—Fiecare erede reportă la masa succesiunii, conform cu regulile mai jos prescrise, donațiunile ce a primit și sumele ce este dator către succesiune. (Civ. 739, 751 urm., 758, 764, 845 urm.; Civ. Fr. 829).

*Text fr. Art. 829.* — Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des dons qui lui ont été faits, et des sommes dont il est débiteur.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 159 urm., 168

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Accesoriu 7.  
 Alternație 12.  
 Beneficiu 9.  
 Competență 19.  
 Condițiune 10, 11.  
 Creditori 22, 23, 28.  
 Cuasi-contract 6.  
 Cuasi-delict 6.  
 Datorii 1—8, 10—28.  
 Degradări 14, 15.  
 Delict 6.  
 Descendenți 1—8, 13, 16—18, 21—23, 25, 28.  
 Dobândă 4, 21, 26, 27.  
 Donațiune 1, 8, 16, 19.  
 Dovadă 20.  
 Efect 24—28.  
 Ertarea datoriei 8.  
 Eventualitate 10, 11.  
 Exigibilitate 24, 25.  
 Fidejusiune 7.  
 Foloase 9.

Fructe 14, 15.  
 Greșală de redacțiune 1.  
 Imprumut 4.  
 Intreruperea prescripției 48.  
 Legatari 22.  
 Liberalitate 1, 8, 16, 19.  
 Lichidare 11.  
 Partaj 11.  
 Pluralitate de descendenți 2.  
 Preferință 28.  
 Prescripție 17, 18, 21.  
 Probă 20.  
 Raport succesoral 1 urm.  
 Redacțiune greșită 1.  
 Remitere de datorie 8.  
 Scadență 24, 25.  
 Solidaritate 13.  
 Succesiune 16.  
 Terțe persoane 9.  
 Vindere-cumpărare 4, 5.

#### Doctrină.

**1.** Art. 738 c. civ. român este greșit redactat, deoarece nu fiecare erede raportează liberalitățile și datorile, ci numai descendenții defunctului după cum se arată în art. 751 c. civ. român. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 600, 601; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 828; Comp.: Traian Ionașcu, p. 216).

**2.** Pentru ca un descendent să raporteze o datorie, se cere ca să existe mai mulți moștenitori descendenți, deoarece dacă nu este alt moștenitor decât descendentul debitor, datoria se stinge prin confuziune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 602).

**3.** Deasemenea pentru ca datoria des-

descendentului să fie raportată, se cere ca el să fi rămas dator defunctului cu o sumă de bani sau cu lucruri certe și determinate. (Planiol, III, No. 2502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 602, 607; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 877).

**4.** Datoria descendentului ce trebuie raportată poate rezulta, după o părere, dintr'un împrumut sau alt contract în care defunctul eră chiar interesat, cum ar fi prețul unei vânzări, un împrumut cu dobândă, etc. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 627, text și nota 8, p. 606, § 631, text și nota 22, p. 626; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 846; Laurent, X, No. 641; Colin et Capitant, III, p. 563; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 602, text și nota 3; Matei Cantacuzino, p. 278; Traian Ionașcu, p. 215; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, No. 877).

**5.** După altă părere, obligația de raport nu se aplică la datoriile rezultate din contracte cneroase, cum ar fi o vânzare, etc. (Demolombe, XVI, No. 354, 380, 386, 470, 471; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, VII, VIII; Huc, V, No. 369; Baudry et Wahl, Successions, III, a No. 3831, 3832; Planiol, III, No. 2303; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 877).

**6.** Datoria descendentului de raportat poate rezulta dintr'un cuasi-contract, delict sau cuasi-delict. (Demolombe, XVI, No. 474; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, VII; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 848; Huc, V, No. 369; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3845; Colin et Capitant, III, p. 563; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 602, 603; Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 170; Matei Cantacuzino, p. 278; Traian Ionașcu, p. 215; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 877).

**7.** Chiar dacă datoria descendentului ar fi accesorie, adică având o obligație de fidejusiune, ea trebuie raportată (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 605).

**8.** Descendentul este obligat să raporteze datoria, chiar dacă ea a fost erată de defunct, deoarece eratarea datoriei constituie o donațiune indirectă. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, XII; Laurent, X, No. 640; Planiol, III, No. 2255, 2304; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557, nota 605; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 159; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 880).

**9.** Foloasele ce descendentul ar fi tras din convențiile încheiate cu terții, cu privire la succesiune, nu se raportează. (Laurent, X, No. 224; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 603).

**10.** Nu se raportează datoriile eventuale sau condiționale, deoarece existen-

ța datoriei este nesigură. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 603).

**11.** În acest caz însă, tribunalul poate amâna efectuarea partajului până la lichidarea datoriei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 604).

**12.** Datoriile alternative se raportează, alegerea obiectului făcându-se conform convențiunei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 604).

**13.** Datoriile solidare ale descendentului și terți, se vor raporta numai pentru partea descendentului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 604).

**14.** Datoriile cari au luat naștere posterior deschiderei succesiunii, cum ar fi cele rezultate din perceperea fructelor, degradări aduse imobilelor successorale, etc., după o părere, trebuie raportate. (Demolombe, XVI, No. 475; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 162 bis V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, text și nota 27, p. 549, 550; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 857, 858; Huc, V, No. 371; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3851; Colin et Capitant, III, p. 563; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 604; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 172, 173).

**15.** După altă părere, datoriile către succesiune, contractate posterior deschiderei ei, nu sunt supuse raportului. (Duranton, VII, No. 312; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 857; Laurent, X, No. 642; Planiol, III, No. 2315, 2314; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 880).

**16.** Raportul liberalităților și al datoriilor are loc numai în cazul când descendentul a primit lucrul direct dela defunct; prin urmare, dacă descendentul a devenit debitorul ascendentului prin moștenirea unei persoane care era debitorul acestuia din urmă, raportul nu are loc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 605; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 880; Comp. contra: Demolombe, XVI, No. 475; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 849; Laurent, X, No. 641; Huc, V, No. 369; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3846).

**17.** Dacă datoria descendentului către defunct este stinsă prin prescripție înainte de deschiderea succesiunii, ea nu poate fi raportată, deoarece numai există datorie. (Demolombe, XVI, No. 385, 457, 465; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 627, text și nota 10, p. 607; Dalloz, Rép., Succession, No. 1211; Suppl., Succession, No. 851; Laurent, X, No. 639; Huc, V, No. 370, 373; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3909; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 605, 609; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 880).

**18.** În cazul când prescripția datoriei descendentului nu era îndeplinită în momentul deschiderei succesiunii, ea va continua să curgă în folosul descendentului, deoarece decesul creditorului nu în-



trerupe prescripția. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 605, nota 5; Comp. Contra: Demolombe, XVI, No. 585, 465; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 627, p. 607; Dalloz, Rép., Succession, No. 1212; Suppl., Succession, No. 851; Laurent, X, No. 639; Huc, V, No. 370).

**19.** Acțiunile privitoare la raportul donațiilor și datoriiilor se introduc la tribunalul locului deschiderii succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 588, 608, 609).

**20.** Comoștenitorul care cere raportul va trebui să dovedească, prin orice mijloace de probă, existența datoriei. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 5911; Laurent, X, No. 592; Huc, V, No. 370; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5911; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 609; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 836, 880).

**21.** Dobânzile ajunse la scadență după deschiderea succesiunii, la datoriile descendentului către defunct, se prescriu, potrivit dreptului comun, prin trecere de cinci ani. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 609).

**22.** Descendentul debitor al succesiunii datorește raportul datoriilor — contrar ca la donațiuni — nu numai celorlalți comoștenitori ci și creditorilor succesiunii și legatarilor, deoarece datoria sa face parte din acțiunile succesiunii. (Duranton, VII, No. 312; Chabot, Successions, II, Art. 845, No. 25; Laurent, X, No. 656; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 609, 610; Comp.: Planiol, III, No. 2259, 2512; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 834, 876; Traian Ionașcu, p. 217; Contra: Demolombe XVI, No. 264).

**23.** Creditorii comoștenitorilor descendentului debitor, au dreptul să ceară raportul în numele debitorilor lor. (Duranton, VII, No. 267; Demolombe, XV, No. 282; Mourlon, II, No. 408; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 102 bis; Aubry et Rau, VI, § 630, text și nota 16, p. 619, text și nota 19, p. 620; Laurent, X, No. 586; Huc, V, No. 375; Planiol, III, No. 2242; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585, 610; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 851).

**24.** Raportul datoriilor are de efect, după o părere, că datoriile devin exigibile din momentul deschiderii succesiunii, chiar dacă ele erau cu termen și nu ajunseseră la scadență. (Demolombe, XVI,

No. 461, 461 bis; Chabot, Successions, II, Art. 845, No. 25; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, VIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 627, p. 607; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 852, 846; Huc, V, No. 370; Colin et Capitant, III, p. 565; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 610; Matei Cantacuzino, p. 278; Traian Ionașcu, p. 216).

**25.** După altă părere, datoriile neajunse la scadență în momentul deschiderii succesiunii, nu devin exigibile decât la termenul fixat, deoarece descendentul nu poate fi obligat a plăti înainte de termen. (Laurent, X, No. 657, XI, No. 36; Planiol, III, No. 2305, 2511; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 877).

**26.** Raportul datoriilor mai are de efect, după o părere, că datoria produce de drept dobândă din ziua deschiderii succesiunii, chiar dacă în actul de creanță nu se stipulaseră dobânzi. (Demolombe, XVI, No. 462; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, VIII; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 835; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, nota 27, p. 550, § 627, p. 605; Huc, V, No. 370, 572; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5876; Planiol, III, No. 2509; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 611; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 878; Traian Ionașcu, p. 216).

**27.** După altă părere, în cazul când în actul constitutiv al creanței nu s'au stipulat dobânzi, ele nu pot fi datorite, deoarece nu se poate îngreună situația debitorului. (Laurent, X, No. 637).

**28.** Un alt efect al raportului datoriilor este că partea succesorală a descendentului debitor va fi afectată la executarea raportului cu preferința înaintea creditorilor descendentului debitor. (Demolombe, XVI, No. 464 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 162 bis, IV; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 837; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, nota 25, p. 549; Huc, V, No. 375; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3905; Planiol, III, No. 2510; Colin et Capitant, III, p. 562; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 611, 612, 613, 614; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 174; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 851, 876; Traian Ionașcu, p. 216; Contra: Duranton, VII, No. 512; Laurent, X, No. 528, 658, 642; XI, No. 36).

**29.** A se vedea: art. 739, 751 urm. c. civ. cu notele respective.

**Art. 739.**— Dacă raportul nu se face în natură, coerezii cărori se datorește, iau mai întâiu o parte egală din masa succesiunii. Aceste preluări se fac, pe cât este posibil, în obiecte de aceeași natură și calitate cu acelea ce erau să fie date în natură. (Civ. 737, 738, 762 urm., 765, 769; Civ. Fr. 830).

*Text fr. Art. 830.* — Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

### Doctrină.

**1.** Regulele prevăzute de art. 829 și 850 c. civ. fr. (738 și 739 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea nu numai la succesiunile ab intestat, ci și la succesiunea testamentară, la împărțirea oricărui lucru indiviz și la societăți. (Laurent, XXVI, No. 408; Guillouard, Société, No. 547; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 614; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 828; Contra: Huc, V, No. 375; Planiol, III, No. 2515, 2514).

**2.** Dispozițiunile art. 850 c. civ. fr. (739 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiuni atât la raportul imobilelor, cât și la acel al mobilelor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 615).

**3.** Raportul corpurilor certe și determinate se face sau în natură, adică aducându-se acele lucruri la masa succesorală, sau prin luare mai puțin. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 612, 615; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 857, 858; Traian Ionașcu, p. 209).

**4.** În cazul când raportul se face prin luare mai puțin, comostenitorii cari au drept la raport, vor lua mai întâi din masa succesorală o parte egală cu aceea pe care trebuia s'o raporteze descendentul, pe cât se poate din obiecte de aceeași natură, calitate și valoare, iar restul se împarte între toți. (Alexandresco, ed.

2-a, III, partea II, p. 615; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 858; Traian Ionașcu, p. 210).

**5.** Este necesar consimțământul tuturor comostenitorilor, pentru ca raportul care urmează a se face în natură să se efectueze prin luare mai puțin și invers, pentru ca raportul care urmează a se face prin luare mai puțin, să se efectueze în natură. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 612, nota 4; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 859).

**6.** În cazul când datoria de raportat este o sumă de bani, raportul se face prin luare mai puțin. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 615; Traian Ionașcu, p. 214).

**6.** În cazul când datoria de raportat este o sumă de bani și în masa succesorală nu există bani suficienți pentru ca ceilalți comostenitori să facă preluări, ei vor lua o valoare egală din mobilele sau imobilele succesoriale. (Laurent, X, No. 527; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 615; Traian Ionașcu, p. 214).

**8.** Raportul prin luare mai puțin se poate face și prin imputare sau compensare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 614, 656; Comp.: Traian Ionașcu, p. 210).

**9.** A se vedea: art. 758, 764, 765 din codul civil cu notele respective.

**Art. 740.**—După preluări, se formează din restul masei succesiunii, atâtea părți egale câți sunt și erezi sau stirpe împărțitoare. (Civ. 667, 674, 737, 741 urm., 745; Civ. Fr. 831).

*Text fr. Art. 831.* — Après ces prélèvements, il est procédé, sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants, ou de souches copartageantes.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 232 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Administrație 2.	Mamă 10, 11.
Aprecieri 9.	Neegalitate 7, 8, 9.
Cheltueli 2.	Partaj 3, 7—12.
Copil conceput 12.	Peceti 2.
Descendenți 3.	Preluări 3.
Drepturi neegale 7, 8, 9.	Raport succesoral 3.
Formarea loturilor, a se vedea cuvântul: «Loturi».	Reprezentatie 6.
Inventar 2.	Sigilii 2.
Linie succesorală 10, 11.	Socoteli 2.
Loturi 2, 4—12.	Sorți 7, 8, 9, 10.
	Stirpe 1.
	Subdiviziune 5, 8, 11.

Tată 10, 11.  
Tragere la sorți 7, 8, 9, 10.  
Transmiterea succesiunii 6.

Tribunal 9.  
Tulpină 1, 4, 5.

### Doctrină.

**1.** Prin cuvântul: «stirpe» întrebuițat în art. 740 c. civ. rom. se înțeleg tulpinele. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 519, nota 2).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 851 c.

civ. fr. (740 c. civ. rom.) nu se poate proceda la formarea loturilor decât după regularea chestiunilor cu privire la socotelile ce trebuiesc să-și dea copărtașii privitoare la cheltuelile de administrație, punerea peceților și facerea inventarului, la raporturi și la preluări. (Daloz, Rép., Succession, No. 1795; Suppl., Succession, No. 1145; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 520, 521; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 781).

**3.** După ce descendenții cari au drept la raport, au făcut preluările, restul se împarte între toți moștenitorii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 615; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 781).

**4.** Potrivit dispozițiilor art. 851 c. civ. fr. (740 c. civ. rom.) se vor formă atâtea loturi câți moștenitori sau tulpine sunt. (Demolombe, XV, No. 676; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 166; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 552; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1144; Laurent, X, No. 555; Planiol, III, No. 2565; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 521; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 785).

**5.** Când formarea loturilor are loc pe tulpine, se va proceda ulterior, potrivit dispozițiilor art. 856 c. civ. fr. (745 c. civ. rom.), la formarea subdiviziunilor între copărtașii aceleiași tulpine. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1144; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 521).

**6.** Dispozițiunile art. 851 c. civ. fr. (740 c. civ. rom.) cu privire la formarea loturilor când moștenitorii vin prin reprezentare, își găsesc aplicațiunea și la cazul unei succesiuni prin transmitere. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1150; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5254 bis).

**7.** În cazul când moștenitorii vin la împărțeală cu drepturi neegale, după o părere, se va formă un număr suficient de loturi, pentru a fi posibilă tragerea lor la sorți; în acest caz se vor formă loturi egale cu partea celui mai mic moștenitor. Astfel dacă de exemplu sunt doi moștenitori, din cari unul are două părți iar celălalt o parte, se vor formă trei loturi egale. (Mourlon, II, No. 549; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, text și nota 52, 53, 54, p. 552, 553; Daloz, Rép., Succession, No. 1799; Suppl., Succession, No.

1144, 1145; Laurent, X, No. 554; Huc, V, No. 505; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5255, 5255 bis; Comp.: Planiol, III, No. 2565; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 522).

**8.** După a doua părere, se vor formă, în acest caz, loturi egale cu partea cea mai mică și după tragerea la sorți și atribuirea unui lot moștenitorului care are partea cea mai mare, se va proceda la formarea loturilor părților cele mai mici și tragerea lor la sorți. (Daloz, Rép., Succession, No. 1798; Suppl., Succession, No. 1145; Comp.: Demolombe, XV, No. 682; Marcadé, Art. 851, No. 1).

**9.** După a treia părere, tribunalele vor aprecia care dintre aceste două sisteme este mai preferabil, luându-se în considerație împrejurările particulare de fapt, numărul moștenitorilor, calitatea lor, importanța și natura bunurilor successorale cu privire la faptul dacă pot fi sau nu comod împărțite în natură. (Demolombe, XV, No. 682, 784; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 165 bis, II, nota 1; Daloz, Rép., Succession, No. 1796; Suppl., Succession, No. 1145).

**10.** În cazul când o succesiune trebuie împărțită între moștenitorii din linia tatălui și moștenitorii din linia mamei, se vor formă atâtea loturi câți moștenitori sunt și la formarea loturilor se va lua ca unitate partea succesorală cea mai mică, astfel încât la tragerea la sorți se va atribui fiecărui moștenitor unul sau mai multe loturi, după importanța drepturilor sale. (Demolombe, XV, No. 685; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, text și nota 55, p. 555; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1146; Laurent, X, No. 555; Huc, V, No. 505; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 524).

**11.** După altă părere, în acest caz, se vor formă două loturi, unul pentru linia tatălui și altul pentru linia mamei. (Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5254).

**12.** În cazul când la formarea loturilor, soția defunctului este însărcinată, se va formă un lot pentru copilul conceput; dacă mai târziu soția defunctului va naște mai mulți copii, fiecare din copii se va considera omis și se va proceda la o nouă împărțeală. (Demolombe, XIII, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 485, 521, nota 5).

**13.** A se vedea: art. 684 din codul civil cu notele respective.

**Art. 741.** — La formarea și compunerea părților, trebuie să se dea în fiecare parte, pe cât se poate, aceeași cantitate de mobile, de imobile, de drepturi sau de creanțe de aceeași natură și valoare.

Se va evita însă, cât va sta prin putință, îmbucătățirea peste măsură a eritagelor<sup>1)</sup> și diviziunea exploatațiunilor. (Civ. 412, 734, 736, 742, 743, 770, 776, 1060, 1062; L. agrară, 126, 129; Civ. Fr. 832).

1) Adică: a fondurilor nemîșcătoare.

*Text fr. Art. 832.* — Dans la formation et composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations: et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 163;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Partaj. Diverse chestiuni“, p. 152;  
 IOANID D. C., „Teoria partajului-lichidare“, *Pand. Rom.* 1926, IV, 41;  
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă sub Cas. I*, 5 Decembrie 1923, *Pand. Rom.* 1925, I, 88.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 832 c. civ. fr. (741 c. civ. rom.) fiecare lot va trebui să cuprindă, în principiu, aceeași valoare în bunuri de aceeași specie, legea cerând pe cât e posibil egalitatea în valoare și egalitatea în natură. (Demolombe, XV, No. 672; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 555; Dalloz, Rép., Succession, No. 1801; Suppl., Succession, No. 1151; Huc, V, No. 506; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 525, 526; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 778, 782; Traian Ionașcu, p. 228).
2. Tribunalele vor aprecia în mod suveran și vor forma loturile după împrejurări și natura bunurilor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1802; Suppl., Succession, No. 1152; Comp.: Demolombe, XV, No. 672; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 525, nota 1).
3. În cazul când regula prevăzută de art. 832 c. civ. fr. (741 c. civ. rom.), ar aduce o depreciere a bunurilor de împărțit, sau orice alt inconvenient pentru moștenitori, ea nu-și mai găsește aplicațiunea. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1152; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3261; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 527; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 782).
4. Tribunalele nu pot îndepărta regulele prevăzute de art. 832 c. civ. fr. (741 c. civ. rom.) pentru formarea loturilor în cazul când în acțiunile de partaj sunt minori sau alți incapabili. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1155).
5. Dispozițiile art. 832 c. civ. fr. (741 c. civ. rom.) pentru formarea loturilor nu sunt de ordine publică și neobservarea lor într'un partaj în care figurează minori sau alți incapabili, nu aduc inexistența partajului, ci numai anularea lui la cererea reprezentantului incapabilului; această nulitate poate fi acoperită prin confirmarea minorului ajuns la majoritate. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1155; Huc, V, No. 507; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5264).
6. Dispozițiile art. 832 c. civ. fr. (741 c. civ. rom.) pentru formarea loturilor, nefiind de ordine publică, pot fi înlăturate de moștenitorii majori capabili a dispune de drepturile lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1155; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3621; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 525, nota 1, 526, nota 5).
7. Potrivit dispozițiilor art. 832 c. civ. fr. (741 c. civ. rom.) se va evita, cât va sta prin putință, îmbucătățirea peste măsură a eritajelor, adică a fondurilor; astfel dacă de exemplu urmează a se împărți între doi moștenitori, două case și două moșii, nu se va da fiecăru moștenitor câte o parte din fiecare casă și din fiecare moșie, ci se va da fiecăru moștenitor câte o casă și câte o moșie, iar în cazul când ele nu au aceeași valoare se va compensa surplusul de valoare prin o sultă în bani. (Laurent, X, No. 351; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 526, text și nota 5; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 782).
8. Potrivit dispozițiilor art. 832 c. civ. fr. (741 c. civ. rom.) se va evita, pe cât va fi cu putință, divizarea exploatațiilor; astfel când mai multe fonduri vor cădea în același lot se va căuta a se pune fondurile vecine în același lot pentru ca ele să poată forma o singură exploatare, evitându-se cheltuelile și ușurând agricultura. (Pothier, Successions, VIII, p. 185; Demolombe, XV, No. 674; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 527, text și nota 1; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 782).
9. A se vedea: art. 729 și 736 din codul civil cu notele respective.

**Art. 742.** — Inegalitatea părților date în natură se compensă prin bani. (Civ. 737 § 2, 741, 1737 § 3, 1741; L. Timbr. 44 § 2; L. agrară, 129, 130; Civ. Fr. 833).

*Text. fr. Art. 833.* — L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en rente, soit en argent.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 214.

## Doctrină.

1. Pentru ca dispozițiunile art. 835 c. civ. fr. (742 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, adică pentru ca să se poată compensa prin bani inegalitatea loturilor date în natură, trebuiește ca această inegalitate să nu fie prea însemnată. (Daloz, Rép., Succession, No. 1806).

2. Sulta în bani produce dobânzi de drept deoarece aceste dobânzi reprezintă compensația folosinței lotului care plătește sulta. (Daloz, Rép., Succession, No. 1809; Suppl., Succession, No. 1157; Laurent, X, No. 332; Huc, V, No. 307; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 529; Contra: Troplong, Privilèges et hypothèques, I, No. 240).

3. În cazul când bunurile cari exced lotul care plătește sulta nu produc fructe, nici sulta nu va produce dobânzi. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1157;

Laurent, X, No. 332; Huc, V, No. 307; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3262; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 529).

4. Dobânzile sulței vor începe a curge din ziua partajului sau din ziua punerii în posesiune. (Daloz, Rép., Succession, No. 1810).

5. Plata sulței va fi garantată, potrivit dispozițiunilor art. 2105 c. civ. fr. (1737 c. civ. rom.), prin un privilegiu asupra imobilelor succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 529; X, p. 493 urm.).

6. Inegalitatea loturilor se mai poate compensa punând în lotul mai mare o parte mai mare din datorile succesiunii. (Demolombe, XV, No. 675; Chabot, Successions, II, Art. 835, No. 3; Mourlon, II, No. 350; Huc, V, No. 307; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 528).

7. A se vedea: art. 736 din codul civil cu notele respective.

**Art. 743.** — Părțile se formează de unul dintre coerezi sau de altă persoană, dacă toți erezii sunt de acord în alegere și dacă cel ce a fost ales acceptă însărcinarea; în caz contrariu părțile se formează de un expert numit de judecător.

Părțile apoi se trag la sorți. Dacă însă erezii vin la moștenire cu părți inegale, autoritatea judecătorească decide de trebue să se procedă prin tragerea la sorți în parte, sau prin darea părților în total. (Civ. 412, 733, 734, 736, 737, 742, 744; Pr. civ. 211 urm., 700; Civ. Fr. 834; Civ. Ital. 996).

*Text. fr. Art. 834.* — Les lots sont faits par l'un des cohéritiers s'ils peuvent convenir entre eux sur le choix et si celui qu'ils avaient choisi accepte la commission: dans le cas contraire les lots sont faits par un expert que le juge commissaire désigne.

Il sont ensuite tirés au sort.

*Text. ital. Art. 996.* — Le quote si formano da uno dei coeredi o da altra persona, se tutti concordano nella scelta e se colui che è stato eletto accetta la commissione: in caso contrario si formano da un perito nominato d'ufficio.

Le quote vengono in seguito estratte a sorte. Se però gli eredi non concorrono in parti eguali, l'autorità giudiziaria decide se si debba procedere per estrazione o per attribuzione in tutto o in parte.

## Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 7/1926, Curier Jud. 3/1926;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiune*, p. 214, 215;

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Partaj. Diverse chestiuni“, p. 167 urm.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Absență 5, 11.  
Admitere în principiu 14.  
Apel 15, 18, 19.  
Aribuțiune 9, 10, 11, 11 bis.

Autoritate de lucru judecat 14, 20.  
Competență 14.  
Compunerea masei 2, 3.

Consiliu judiciar 8.  
Construcțiuni 3.  
Contestație 17.  
Eroare 20.  
Expert 4, 5.  
Hotărâre 11 bis, 14, 18, 20.  
Imobil 2.

Incompetență 14.  
Indivizibilitate 19.  
Interdicțiune 5, 7, 8, 11  
17.  
Judecător comisar 4.  
Judecătorii de ocoale 14  
Lichidare 1.

Loturi 1, 5—8, 11, 12, 14.  
 Minister public 8.  
 Minoritate 5, 7, 8, 11, 17.  
 Omologare 16.  
 Partaj 14, 16, 17, 18, 20.  
 Partaj prin atribuțiune 9,  
 10, 11.  
 Prescripție 14.  
 Procedură 14.

Procuror 8.  
 Raport succesoral 12, 15.  
 Rezervă succesorală 13.  
 Sorți 2, 3, 6, 7, 8, 14.  
 Testament 12, 13.  
 Tragere la sorți 2, 3, 6, 7,  
 8, 14.  
 Vindere-cumpărare 2.

### Doctrină.

1. Formarea loturilor, trebuie să fie precedată, în principiu, de lichidarea succesiunii. (Dalloz Rép., Suppl., Succession, No. 1164; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5251; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 781).
2. Chiar dacă un imobil din succesiune a fost înstrăinat înainte de partaj de către unul dintre copărtași, el va intra în compunerea masei succesoriale și deci va fi tras la sorți. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1835; Suppl., Succession, No. 1172; Laurent, X, No. 336; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5295).
3. Dacă unul dintre copărtași a făcut o construcțiune, înainte de partaj, pe un teren care face parte din succesiune, acest teren va intra în compunerea masei succesoriale și va fi tras la sorți. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1841; Suppl., Succession, No. 1172; Laurent, X, No. 336; Baudry et Wahl, Successions, II No. 5295).
4. Expertul ce se va numi de judecătorul comisar trebuie să fie o persoană străină de succesiune, iar unul dintre moștenitori. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 529).
5. Dacă între moștenitori există incapabili, absenți sau neprezenți, loturile se vor forma totdeauna de experți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 529, 530).
6. Când toți copărtașii, deși majori, nu sunt de acord, loturile se vor trage totdeauna la sorți. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1166).
7. Când între copărtași există minori sau alți incapabili, loturile se vor trage totdeauna la sorți. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1845; Suppl., Succession, No. 1167).
8. Dacă între copărtași există minori, interziși sau persoane puse sub consiliu judiciar, tragerea la sorți va fi făcută în asistența ministerului public. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 530, nota 1).
9. În cazul când toți moștenitorii sunt majori și capabili de a dispune de drepturile lor, pot înlătura tragerea la sorți a loturilor și să convie ca repartizarea loturilor să se facă pe cale de atribuțiune. (Demolombe, XV, No. 669; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 163 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 554; Dalloz, Rép., Succession, No. 1835; Suppl., Succession, No. 1166; Laurent, X, No. 336; Huc, V, No. 505; Baudry et Wahl, Successions, II, 5295 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 535; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 789).
10. Dispozițiunile art. 745 § 2 c. civ. rom. privitoare la atribuirea loturilor sunt luate din art. 996 c. civ. italian. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 554, notele 3, 4; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 788).
11. În dreptul civil român, în caz de inegalitatea loturilor, tribunalul are dreptul să facă partajul prin atribuțiune, fără formalitatea tragerii loturilor la sorți, chiar când între moștenitori ar exista incapabili sau neprezenți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 555, 536, 537; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 516; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 74, 75; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 788, 789; Matei Cantacuzino, p. 264).
11. bis Tribunalele sunt obligate să constate în hotărârile lor, necesitatea atribuirii loturilor, fără tragerea lor la sorți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 537).
12. Inegalitatea loturilor poate fi produsă, fie printr'un testament care avantează pe anumiți moștenitori, fie în cazul art. 674 c. civ. rom., când moștenitorul care datorează un raport succesiunii, operează raportul prin imputațiune. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 788).
13. Defunctul poate suprima necesitatea tragerii loturilor la sorți, chiar în privința moștenitorilor rezervatari, cu condițiune ca rezerva lor să nu fie atinsă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 535, nota 1).
14. În dreptul român procedura împărțelei unei averi succesoriale se compune din două faze distincte și anume: cea până la admiterea în principiu și cea a formării loturilor și tragerii lor la sorți. În trecut chestiunea era controversată dacă încheerea de admitere în principiu constituia sau nu o hotărâre asupra fondului procesului de împărțeală și această nedumerire era provocată, în afacerile de competența judecătorilor de ocoale, din cauză că legiuitorul în expunerea de motive a legii judecătorilor de ocoale din 1908, a arătat că încheierile de orice fel, chiar și cele de admitere în principiu la împărțeli, nu se vor putea ataca deosebit, ci numai deodată cu hotărârea prin care se va desăvârși împărțeala; or această prescripțiune fiind un simplu deziderat, de oarece nu a fost trecută în lege, nu poate fi ținută în seamă. Astăzi această controversă aproape nu mai există și se admite aproape în mod constant în doctrină și jurisprudență că încheierea prin care instanța de fond intr-o acțiune pentru ieșire din indiviziune stabilește calitatea părților și drepturile lor respective la succesiune precum și masa succesorală de împărțit, constituie adevărată hotărâre dată asupra fondului afacerii, stabilind bazele pe temelul cărora are a se face împărțeala, care urmează să fie atacată de cei nemulțumiți pe căile prevăzute de lege pentru refor-

marea hotărârilor. Așa dar, dacă o asemenea hotărâre nu a fost atacată în termenul prevăzut de lege, ea rămâne definitivă și constituie autoritatea de lucru judecat între părți, astfel că prescripția și chiar chestia incompetenței „ratione materiae” nu ar mai putea fi propusă față de o asemenea hotărâre cu ocazia formării loturilor și tragerii lor la sorți. (D. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 519, text și nota 1, p. 552, 553, text și nota 1; Corneliu Botez, Noul codice de ședință, ed. 1908, p. 1016, 1017; ed. 1922, No. 1865, 1866, 1867, 1871, 1874, 1877, 1878, 1880, urm.; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 165).

**15.** Cererea de a se obliga pe un moștenitor la raport, poate fi propusă pentru prima oară în apel, însă înainte de a se procede la tragerea la sorți a loturilor, această cerere constituind un mijloc de apărare, iar nu o cerere nouă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 551, 588; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 856).

**16.** În cazul când copărtașii majori și capabili de a dispune de drepturile lor, aprobă împărțeala, ea nu trebuie omologată de tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557).

**17.** În cazul când între copărtași există incapabili, împărțeala trebuie omologată de tribunal după ce se vor fi judecat toate contestațiunile făcute de părți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 786).

**Art. 744.** — Mai înainte de a se procede la tragerea părților la sorți, fiecare compărțitor este admis a propune reclamarile sale în contra formării părților. (Civ. 733, 743, 746; Pr. civ. 700; Civ. Fr. 835).

*Text. fr. Art. 835.* — Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation.

### Bibliografie (continuare).

BACIU C., *Notă* sub Trib. Buzeu S. I, 162 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1174; CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 156.

### Doctrină.

**1.** Dacă există reclamație în contra formării loturilor, tribunalul va proceda potrivit regulilor prevăzute de art. 837 c. civ. fr. (746 c. civ. rom.) și dacă reclamația este fondată va ordona o nouă formare a loturilor printr'un expert numit din oficiu. (Mourlon, II, No. 550; Dalloz, Rép., Succession, No. 1847; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, 551, notele 1, 2; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 785).

**18.** Hotărârea de omologarea împărțelei este supusă apelului potrivit dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557).

**19.** Acțiunea în împărțeală fiind indivizibilă, apelul făcut de unul dintre copărtași profită și copărtașilor cari nu au făcut apel sau care au făcut un apel tardiv. (Laurent, X, No. 259; Huc, V, No. 282; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 486, 557; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 517).

**20.** Împărțeala definitivă, are puterea de lucru judecat și nu se mai poate reveni asupra ei pentru a se îndrepta o eroare săvârșită cu ocazia facerii împărțelei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557, 558; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 787).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Când o parte dintre moștenitorii în proces, de acord cu cumpărătorii de drepturi reale, pentru ceilalți moștenitori, convin ca partajul să se facă prin atribuțiune, art. 745 cod. civil își are aplicațiunea chiar atunci când celălalt moștenitori care a vândut o parte din averea de succesiune s'ar opune, pentrucă opunerea lui ar ocaziona o pagubă cumpărătorilor de care el, vânzătorul, este ținut răspunzător de evicțiune, conform art. 1539 din codul civil. (C. Apel București S. I, 46 din 6 Martie 1926, Bul. C. Apel 10/1926).

**2.** Reclamațiile copărtașilor au de scop să îndrepte greșelile făcute cu ocazia facerii loturilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 551; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 785).

**3.** Reclamațiunile copărtașilor se vor adresa judecătorului comisor care le primește și le înaintează tribunalului pentru a fi judecate. (Mourlon, II, No. 550; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 551, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 785).

**4.** După ce s'a făcut tragerea loturilor

la sorți nu poate fi admisă nici o reclamație. (Demolombe, XV, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 550, nota 1).

5. După împărțea prin atribuțiune, ca și după tragerea loturilor la sorți, nu mai poate fi admisă nici o reclamațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 551).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Potrivit art. 744 cod. civil, fiecare coerde fiind admis a propune reclamările sale în contra formării loturilor până în

momentul tragerei la sorți, oricare din coerezi poate reclama și în instanța de apel că nu s'au cuprins toate bunurile succesiunii în împărțea, atât timp cât nu s'au tras loturile. Și nu se poate spune că este loc în acest caz la un partaj suplimentar întrucât erezii nu sunt în eroare asupra bunului omis, iar aducerea la împărțea în apel este în acord și cu principiul devolutiv al apelului, întrucât prin aceasta nu se schimbă obiectul acțiunii, care este împărțea întregului patrimoniu rămas pe urma lui decujus și nici nu se face o cerere nouă. (Trib. Buzeu S. I, 162 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1174).

**Art. 745.** — Regulile stabilite pentru împărțea masei de moștenire, se vor observa în sub-diviziunile ce se vor face între stirpele compărțitoare. (Civ. 728 urm., 736 urm., 740, 749; Pr. civ. 692 urm.; Civ. Fr. 836).

*Text. fr. Art. 836.* — Les règles établies pour la division des masses à partager, sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 836 c. civ. fr. (745 c. civ. rom.), se vor forma atâtea loturi câte tulpini sunt, și apoi lotul care cade fiecărei tulpini se sub-împarte la rândul lui în atâtea loturi câți moștenitori formează tulpina. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 521).

2. Împărțea principală se poate face prin justiție iar sub-împărțea între copărtașii ce formează aceeași tulpină să se facă de bună voie sau invers. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 521).

3. A se vedea: art. 740 din codul civil cu notele respective.

**Art. 746.** — Dacă asupra operațiunilor trimise înaintea arbitrului se fac contestațiuni, arbitrul încheie proces-verbal pentru dificultățile și zisele părților, și le trimite înaintea judecătorului pentru împărțea. (Civ. 733, 737, 744; Pr. civ. 694; Civ. Fr. 837).

*Text. fr. Art. 837.* — Si dans les opérations renvoyées devant un notaire il s'élève des contestations, le notaire dressera procès-verbal des difficultés et des dire respectifs des parties, les renverra devant le commissaire nommé pour le partage; et, au surplus, il sera procédé suivant les formes prescrites par les lois sur la procédure.

### Doctrină.

1. În cazul când asupra operațiunilor trimise înaintea arbitrului, copărtașii fac contestațiuni în privința raporturilor, socotelilor, preluărilor sau compunerii loturilor, arbitrul va încheia un proces-verbal constatând pretențiunile lor, pe cari îl va

înainta judecătorului comisor, care la rândul său îl trimite tribunalului pentru judecare conform dispozițiilor art. 823 c. civ. fr. (735 c. civil rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 519).

2. A se vedea: art. 757 din codul civil cu notele respective.

**Art. 747.** — Dacă toți coerezii nu sunt prezenți, sau de sunt între ei interziși sau minori, fie și emancipați, împărțea trebuie să se facă înaintea tribunalului, observând regulile prescrise în articolele precedente din această secțiune.



Dacă sunt mai mulți minori cu interese contrarii la împărțeală, se va da fiecărui dintr'înșii un tutore special. (Civ. 99, 342 urm., 409 urm., 421 urm., 427, 430, 435, 454, 748, 749; Pr. civ. 692 urm., 700, 701; L. jud. ocoale 34; L. agrară 128; Civ. Fr. 838).

*Text. fr. Art. 838.* — Si tous les cohéritiers ne sont pas présents, ou s'il y a parmi eux des interdits, ou des mineurs, même émancipés, le partage doit être fait en justice conformément aux règles prescrites par les articles 819 et suivants jusques et compris l'article précédent. S'il y a plusieurs mineurs qui tient des intérêts opposés dans le partage, il doit leur être donné à chacun un auteur special et particulier.

### Doctrină.

**1.** În cazul când toți copărtașii sunt prezenți și sunt capabili de a dispune de drepturile lor, împărțeala se poate face prin înțelegerea lor sub orice formă vor voi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 500, 501).

**2.** Când toți copărtașii deși prezenți și capabili nu se înțeleg între ei, împărțeala se va face prin justiție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 502).

**3.** În cazul când unul dintre copărtași este absent sau neprezent, sau minor, chiar emancipat sau interzis, împărțeala se va face prin tribunalul sau judecătoria de ocol a locului deschiderei succesiunii după formele prevăzute de lege pentru incapabili și absenți, sub pedeapsă de nulitate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 501; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 772).

**4.** În cazul când într'o acțiune de împărțeală există mai mulți minori sau mai mulți interziși cu interese contrare și sub aceeași tutelă, se va numi fiecăruia dintre ei câte un tutore ad-hoc, luându-se avizul consiliului de familie și concluziunile ministerului public. (Planiol, III, No. 2351;

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 473, 501; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741).

**5.** În cazul când într'o acțiune de partaj figurează un minor și tutorul său, se va numi minorului un tutore ad-hoc. (Daloz, Rép., Succession, No. 1596).

**6.** A se vedea: art. 749 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Nulitatea care ar isbi o sentință de ieșire din indiviziune, pe motiv că una dintre părți — interzisul — nu a fost legalmente citat și că instanța nu a fost constituită cu Ministerul Public, departe de a vicia și a atrage nulitatea și a acelorlalte acte judecătorești cari i-au urmat, este din contră acoperită, dacă cei în drept, în loc de a o ataca pe căile legale s'au prezentat și au luat parte la toate actele cari au urmat până la desăvârșirea împărțelei, astfel că nu mai pot veni a cere pe cale principală anularea acelei sentințe. (Trib. Ilfov S. I c. c. n., 536 din 27 Maiu 1926, Dreptul 24/1926).

**2.** A se vedea: art. 448, nota 3.

**Art. 748.** — În cazul articolelor precedente, licitațiunea, de este trebuință, nu se va putea face decât înaintea tribunalului, cu formele prescrite pentru înstrăinarea bunurilor minorilor. Străinii vor fi totdeauna admiși. (Civ. 401 urm., 404, 736, 747, 1388 urm.; Pr. civ. 677 urm., 681 urm., 694, 696; Civ. Fr. 839).

*Text. fr. Art. 839.* — S'il y a lieu à licitation dans le cas du précédent article, elle ne peut être faite qu'en justice avec les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs. Les étrangers y sont toujours admis.

### Doctrină.

**1.** Vânzarea imobilelor din succesiune se va face la tribunalul situațiunei imobilului prin licitație publică. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 511, 516).

**2.** Când moștenitorii sunt toți prezenți

și capabili de a dispune de drepturile lor, ei pot conveni ca licitația să se facă în fața unui arbitru ales de ei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 516).

**3.** În cazul când între copărtași figurează minori sau interziși sau neprezenți persoanele străine vor fi totdeauna admise

la licitație. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 511; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 772).

4. Când toți moștenitorii sunt prezenți și capabili de a dispune de drepturile lor, persoanele străine nu sunt admise la licitație decât dacă vor cere părțile interesate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 516).

**Art. 749.** — Impărțirile făcute conform cu regulile mai sus prescrise, sau de tutori cu autorizațiunea consiliului de familie, sau de minori emancipați, azistați de curatorii lor, sau în numele absenților, sunt definitive. (Civ. 99, 119, 408—413, 425, 427, 430, 450, 454, 747, 951, 952, 1166; Civ. Fr. 840).

*Text. fr. Art. 840.* Les partages faits conformément aux règles ci-dessus prescrites, soit par les tuteurs, avec l'autorisation d'un conseil de famille, soit par les mineurs émancipés, assistés de leur curateurs, soit au nom des absents ou non-présents, sont définitifs; il ne sont que provisionnels, si les règles prescrites n'ont pas été observées.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, p. 165.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Absență 9, 10, 11, 12.	Mandat 12, 14.
Administrație legală 4, 4 bis.	Minoritate 1, 2, 3, 4.
Administrator provizor 8.	Neprezenți 10, 11, 12.
Alienat 8.	Nulitate 1.
Anulare 1.	Opoziție 10.
Autontate de lucru judecat 15.	Ospiciu de alienați 8.
Confirmare 1, 2.	Partaj 1 urm.
Consiliu judiciar 5, 6, 7.	Partaj convențional 5, 6, 12.
Curator 9, 11.	Partaj definitiv 15.
Dotă 14.	Partaj judiciar 1—4, 7—11, 13, 14.
Femece măritată 13, 14.	Partaj provizional 3.
Hotărâre 15.	Ratificare 1, 2.
Împărțeală 1 urm.	Tată 4, 4 bis.
Interdicțiune 8.	Tutelă 4 bis.

#### Doctrină.

1. Partajul făcut fără îndeplinirea formalităților cerute de lege fiind numai anulabil, poate fi ratificat de către minorul ajuns la majoritate. (Daloz, Rép., Succession, No. 2255; Suppl., Succession, No. 1424; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 475; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 775; Traian Ionașcu, p. 227).

2. Ratificarea partajului, făcut fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, poate avea loc din partea minorului ajuns la majoritate și în mod tacit și să rezulte din fapte de executare din partea minorului ajuns major. (Demolombe, XV, No. 692; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 545; Daloz, Rép., Succession, No. 2255; Suppl., Succession, No. 1424; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5025; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 775; Contra: Laurent, X, No. 283, 286).

5. A se vedea: art. 756 din codul civil cu notele respective.

#### Jurisprudență.

(Continuare de la 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 736, notele 2, 5 și 4; art. 1588 cu notele respective.

3. În dreptul român nu există ca în dreptul francez, împărțeală provizională legală, deoarece legiuitorul nostru a surimat în art. 749 c. civil partea finală a art. 840 din codul civil francez. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 460, nota 5, 470, nota 2; Comp.: Traian Ionașcu, p. 228).

4. Tatăl administrator legal al bunurilor copilului său minor, va putea să reprezinte pe acesta într-o acțiune în împărțeală, fie ca reclamant, fie ca pârât, fără nici o autorizație. (Laurent, IV, No. 512; Planiol, I, No. 1714; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 472 bis).

4 bis. După altă părere, regulile dela tutelă se aplică și tatălui administrator legal. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 514).

5. Persoana pusă sub consiliu judiciar pentru a face o împărțeală de bună voie, după o părere, trebuie să fie asistată de consiliul său. (Demolombe, VIII, No. 755; XV, No. 562; Mourlon, II, No. 531; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 144; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, text și nota 17, p. 876; Planiol, I, No. 2155; III, No. 2555).

6. După altă părere, persoana pusă sub consiliu judiciar poate face un partaj de bună voie, fără asistența consiliului său, deoarece împărțeala nu constituie un act de înstrăinare. (Duranton, VII, No. 127; Rolland de Villargues, Rép., Partage de successions, No. 79; Laurent, V, No. 570; X, No. 296; Huc, III, No. 555; V, No. 292; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 108, text și nota 5; III, partea II, p. 475; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741).

**7.** Pentru împărțeala prin justiție, persoana pusă sub consiliu judiciar va avea nevoie de asistența consiliului său, deoarece ea nu poate pleda singură. (Huc, V, No. 292; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 474; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741).

**8.** Persoanele neinterzise și așezate într'un ospiciu de alienați, vor fi reprezentate în acțiunile de împărțeală prin administratorul provizor. (Planiol, III, No. 2354; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 474; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741).

**9.** Cei presupuși absenți vor fi reprezentați în acțiunea de împărțeală prin curatorul numit de tribunal. În celelalte perioade ale absenței, cei puși în posesie provizorie sau în posesiune definitivă, vor reprezenta pe absent în acțiunea de împărțeală. (Demolombe, XV, No. 564, 567; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 474, text și nota 3; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741; Comp.: Laurent, X, No. 279).

**10.** Persoanele neprezente însă a căror existență nu este îndoielnică, vor putea fi acționate în împărțeală, citându-se la domiciliul lor și judecându-se în lipsă cu drept de opoziție, conform dreptului comun. (Demolombe, XV, No. 564; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 170 bis, II; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 475).

**11.** În dreptul civil francez, după altă părere, — inadmisibilă în dreptul nostru — se decide că cei neprezenți vor fi reprezentați în acțiunea de împărțeală printr'un curator ca și cei presupuși absenți. (Duranton, VII, No. 110; Laurent, X, No. 250; Comp. Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 475, nota 2).

**12.** În caz când cel neprezent la domiciliul său va avea un mandatar cunoscut, acesta va putea lua parte la îm-

părțeală făcută de bună voie între copartăși, în numele mandantului său. (Duranton, VII, No. 110; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 170 bis, II; Laurent, X, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 475, nota 1).

**13.** Femeea măritată pentru a procedea la o împărțeală judiciară, trebuiește să fie autorizată de soțul său sau de justiție. (Demolombe, IV, No. 294; Laurent, X, No. 251; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 475; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741).

**14.** Femeea, chiar în privința averii dotale, va trebui să figureze ca parte în acțiunea de împărțeală, prezența numai a soțului nefiind suficientă, dacă acest drept nu i-a fost conferit prin contractul de căsătorie sau prin procură. (Duranton, VII, No. 127; XV, No. 396; Demolombe, XV, No. 584; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 146 bis, IV; VI, No. 221 bis; IV; Aubry et Rau, V, § 535, nota 12, p. 547; VI, § 621 bis, p. 515; Laurent, XXIII, No. 476; Huc, IX, No. 459; Planiol, II, No. 1514; Guillaouard, Contrat de mariage, IV, No. 1787; Baudry et Surville, Contrat de mariage, III, No. 1625; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 476, 477; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 741; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, IV, § 668, nota 9, p. 225; Troplong, Contrat de mariage IV, No. 3108 urm.).

**15.** Prin cuvântul: «definitive» întrebuițat în art. 840 c. civ. fr. (749 c. civ. rom.), se înțelege că împărțecele făcute cu observarea regulilor prescise de lege, sunt nestrămutate sau au tăria legală. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 470, nota 2).

**16.** A se vede: art. 408, 409, 410, 425 și 427 din codul civil francez cu notele respective.

**Art. 750.** — După împărțeală se va remite fiecărui din copartășitori titlurile particulare obiectelor ce i s'au dat.

Titlurile unei proprietăți împărțite se țin de acela ce a luat partea cea mai mare, cu îndatorire de a le reprezenta când compartășitorii, având trebuință de ele, i le vor cere.

Titlurile eredității întregi se țin de acel erede pe care toți l-au ales ca depozitar, cu îndatorire de a le reprezenta la orice cerere.

Dacă nu este unire pentru această alegere, atunci titlurile se depun în arhiva Statului și judecătorul liberează de pe dânssele fiecărui din erezi câte o copie legalizată <sup>1)</sup>. (Civ. 1188, 1315, 1591 urm.; Civ. Fr. 842).

<sup>1)</sup> Art. francez 842 nu cuprinde acest al 4-lea alineat decât în fraza următoare: „s'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge”.

*Text. fr. Art. 842.* — Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageants, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageants qui auront intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants, à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acte de proprietate 1.  
Acțiune indirectă 10.  
Acțiune personală 7.  
Brevete 2.  
Cheltueli 8, 9, 10.  
Compensație 8.  
Competență 7.  
Conestație 9.  
Copii 6.  
Creditori 10.

Împărțeală 1 urm.  
Linie succesorală 3.  
Majoritate 4.  
Partaj 1 urm.  
Preluare 8.  
Refuz 6.  
Reprezentarea titlurilor 5,  
6, 7.  
Titluri 1—7.  
Unanimitate 4.

#### Doctrină.

**1.** Titlurile de care se ocupă art. 842 c. civ. fr. (750 c. civ. rom.), după o părere, sunt numai actele care constată drepturile defunctului asupra bunurilor care au făcut obiectul împărțelei. (Demolombe, XV, No. 699; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, p. 555; Dalloz, Rép. Suppl. Succession, No. 1176, 1178; Laurent, X, No. 359; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 539; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 787).

**2.** După altă părere, dispozițiunile art. 842 c. civ. fr. (750 c. civ. rom.), își găsească aplicațiunea și la alte titluri în afară de cele care constată drepturile defunctului asupra bunurilor succesoriale, cum sunt titlurile care au o valoare morală ca: diplomele, brevetele etc. (Dalloz, Rép. Suppl., Succession, No. 1178).

**3.** Când titlurile privesc numai una din liniile de moștenitori, păstrarea titlurilor se va regula numai între moștenitorii acestei linii. (Demolombe XV, No. 695, 697; Aubry et Rau, ediția 4-a, VI, § 624, nota 6, p. 545; Dalloz, Rép., Succession, No. 1855; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3305, 3306).

**4.** Titlurile privitoare la întreaga moștenire se vor da în păstrarea moștenitorului care a fost ales de unanimitatea copărtașilor; majoritatea copărtașilor nu poate impune minorității alegerea depozitarului. (Demolombe, XV, No. 695; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1176; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 3304).

**5.** Potrivit dispozițiunilor art. 842 c.

civ. fr. (750 c. civ. rom.), depozitarul titlurilor este obligat să le reprezinte când vor fi cerute de ceilalți copărtași. (Demolombe, XV, No. 697; Dalloz, Rép., Succession, No. 1855; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 539; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 787).

**6.** Dacă depozitarul refuză să producă titlurile la cererea copărtașilor, tribunalul poate să ordone să se libereze copii de pe ele și să condamne pe depozitar la daune interese. (Demolombe, XV, No. 697; Dalloz, Rép., Succession, No. 1855; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 539, nota 5).

**7.** Cererea de reprezentare a actelor se va face la tribunalul domiciliului depozitarului, deoarece constituie o acțiune personală. (Bioche, Dictionnaire de procédure, Partage, No. 209; Dalloz, Rép. Succession, No. 1856).

**8.** Toate cheltuelile cu facerea împărțelei fiind făcute în interesul tuturor copărtașilor, vor fi suportate de ei proporțional cu partea fiecăruia, așa încât vor fi preluate asupra masei de împărțit, neputând fi compensate între părți. (Demolombe XVI, No. 619; Dalloz, Rép., Succession, No. 1858; Suppl., Succession, No. 1179; Laurent, X, No. 540; Baudry et Wahl, Succession, No. 3312; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 540).

**9.** În cazul când în cursul acțiunii de partaj, unul dintre comoștenitori ridică o contestație nefondată, cheltuelile ocazionate de judecarea acestei contestații, vor cădea în sarcina sa, potrivit dreptului comun. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1865; Suppl., Succession, No. 1180; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 541).

**10.** Creditorul care, în numele debitorului său copărtaș, introduce o acțiune în împărțeală, nu va suportă cheltuelile împărțelei, ci ele se vor suportă tot de către succesiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1184; Laurent, X, No. 519; Baudry et Wahl, Successions II, No. 3316; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 541).

#### Secțiunea II. — Despre raporturi.

**Art. 751.** — Fiul sau descendentele cari vine la succesiune, chiar sub beneficiu de inventariu, împreună cu frații ori surorile

sale, sau cu descendenții acestor, trebuie a reporta coerezilor săi, tot ce a primit dela defunct prin dar, atât direct cât și indirect, afară de cazul când donatoarele a dispus altfel<sup>1)</sup>. (Civ. 650, 658, 704 urm., 738, 739, 752 urm., 757, 758, 761, 763, 840, 845 urm., 946, 1191, 1282, 1914; L. agrară, 134; Civ. Fr. 843; Civ. Ital. 1001).

*Text. fr. Art. 843.* — Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre-vifs, directement ou indirectement: il ne peut retenir les dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense du rapport.

*Text fr. Art. 843 (Modificat prin legea din 24 Martie 1898).* — Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt par donations entre vifs, directement ou indirectement; il ne peut retenir les dons à lui faits par le défunt, à moins qu'ils ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense de rapport.

Les legs faits à un héritier sont réputés faits par préciput et hors part, à moins que le testateur n'ait exprimé la volonté contraire, auquel cas le légataire ne peut réclamer son legs qu'en moins prenant.

*Text. ital. Art. 1001.* — Il figlio o discendente il quale venga alla successione ancorché con beneficio d'inventario, insieme co'suoi fratelli o sorelle loro discendenti, deve conferire a' suoi coeredi tutto ciò che ha ricevuto dal defunto per donazione si direttamente come indirettamente, eccettuato il caso che il donante abbia altrimenti disposto.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub C. Apel București S. III, 355 din 25 Nov. 1925, Curier Jud. 39/1926;  
 BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;  
 CERBAN AL., *Notă* sub Trib. Ilfov S. II C. C., 569 din 27 Aprilie 1925 și C. Apel București S. III, 141 din 19 Mai 1926, Curier Jud. 52/1926;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 162; *Despre succesiuni*, p. 154 urm., 169 urm.;  
 IONESCU M. C. *Notă* sub C. Apel Craiova S. II, 1 din 5 Ianuarie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 75;  
 LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 100, 101;  
 MATEESCU I. AMBROSIE, *Notă* sub Trib. Ilfov S. II C. C., 481 din 20 Mai 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1805;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub Trib. Botoșani, 5041 din 4 Ianuarie 1920, Jur. Gen. 1926, No. 755;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub C. Apel București S. III, 25 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 907;  
 VĂRGOLICI CEZAR, *Notă* sub C. Apel Iași S. II, 151 bis din 9 Octombrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 117.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptarea succesiunii 16.  
 Act autentic 31.  
 Acțiune în raport 8, 11.  
 Admitere în principiu 14.  
 Adopțiune 6.  
 Apel 14, 15.  
 Apreciere suverană 36, 57, 58.  
 Ascendenți 2, 7, 29, 30.  
 Asigurare pe viață 29, 30.  
 Beneficiu de inventar 16.  
 Căsătorie 55.

Caz tortuit 46.  
 Cod italian 1.  
 Colaterali 7.  
 Consiliu de familie 55.  
 Contract de căsătorie, a se vedea cuvântul „Dotă”.  
 Copii, a se vedea cuvântul: „Descendenți”.  
 Copil adoptat 6.  
 Copil natural 5.  
 Cotație disponibilă 48, 53, 55.

Creditori 10.  
 Datorii 38—41, 53.  
 Definiție 2.  
 Descendent 2, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 29, 30.  
 Dispensă de raport 21, 27, 33, 35, 36, 41, 48, 49, 52, 53, 55—58.  
 Distrugere 46.  
 Divorț 45.  
 Donațiune 1 urm.  
 Donațiune deghizată 34—37, 54.  
 Donațiune indirectă 29, 32, 37, 42, 54.

Donațiune manuală 26, 27, 28.  
 Donațiune oneroasă 23.  
 Donațiune prin persoană interpusă 32, 33.  
 Donațiune remuneratorie 23, 24, 25.  
 Dotă 10, 12, 20, 21, 22, 31, 46, 47, 55.  
 Dovadă 28, 37, 40, 44, 51, 52, 54.  
 Ertarea datoriei 38—41.  
 Excludere dela succesiune 17, 18.  
 Executare silită 46.

1) Acest articol 751, deși împrumută ceva din cuprinsul art. francez 843, este mai mult reproducerea art. 1001 din proiectul Codului Civil Italian al Ministrului Pissaneli din 1863, promulgat tocmai în 1866. A se vedea și notele dela textul art. 1, 828 și 1718.

Expropriere 46.  
 Femeie văduvă 10.  
 Forță majoră 46.  
 Imobile 21, 25, 46, 47.  
 Indoiială 56, 58.  
 Ingratitudine 18.  
 Interdicțiune 55.  
 Italian cod 1.  
 Legatari 10, 48, 49, 50.  
 Mamă naturală 5.  
 Marturi 28, 37, 54.  
 Masa succesorală 53, 54.  
 Ministerul public 55.  
 Moștenire 1 urm.  
 Nedemnitare 17, 18.  
 Obligație 7.  
 Obligație naturală 31.  
 Parchet 55.  
 Partaj 2, 3, 11—15, 19, 21, 22.  
 Partaj de ascendent 19, 22.  
 Pluralitate de moștenitori 3.  
 Prescripție 11, 12.  
 Prezumțiuni 28, 37, 54.  
 Probă, a se vedea cuvântul: „Dovadă“.

Procuror 55.  
 Raport 1 urm.  
 Raport în natură 22.  
 Reducțiune 15.  
 Remitere de datorie 38—41.  
 Renunțare 42, 43, 44.  
 Revocare 18.  
 Rezervă 48, 53, 54.  
 Rude, a se vedea cuvintele: „Ascendenți“; „Colaterali“; „Descendenți“.  
 Sarcine 23, 24, 25.  
 Soție 10.  
 Succesiune 1 urm.  
 Succesiune ab intestat 3, 49.  
 Suverană apreciere 36, 57, 53.  
 Termini sacramentali 56, 58.  
 Terțe persoane 54.  
 Testament, a se vedea cuvântul: „Legatari“.  
 Urmărire silită 46.  
 Văduvă săracă 10.  
 Vindere-cumpărare 46, 47.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 751 c. civ. român sunt luate de legiuitorul român din art. 1001 și 1014 din proiectul codului civil italian al ministrului Pissanelli, din 1863, promulgat abia în anul 1866, iar nu din art. 845 c. civil francez corespunzător, dela care legiuitorul român a înțeles să se depărteze. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 546; N. Georgean Studii Juridice, II, p. 156, 157).

**2.** „Raportul, în materie de succesiuni, poate fi definit: o operație preliminară a împărțelii, prin care un descendent gratificat de ascendentul său, aduce la masa comună liberalitățile directe sau indirecte primite dela ascendentul său (art. 751) sau banii ce el datorește acestui ascendent (Art. 758)“. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 546; Comp.: Demolombe, XVI, No. 150, 242, 248; Aubry et Rau ed. 5-a, X, p. 259; Planiol, III, No. 2205; Matei Cantacuzino, p. 270; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 821; Traian Ionașcu, p. 198; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 156).

**3.** Pentru a putea avea loc raportul se cere ca să existe mai mulți moștenitori cari vin la împărțeala aceleas succesiuni ab intestat, căci dacă există un singur moștenitor nu are cine cere raportarea donațiunei deoarece nu poate avea loc împărțeala. (Demolombe, XVI, No. 242, 248; Planiol, III, No. 2205; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 546, 554, nota 2, 590, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 821).

**4.** Spre deosebire de dreptul civil francez, în dreptul civil român, raportul nu este datorit decât de către moștenitorii în linie dreaptă descendentă. (Alexandresco ed. 2-a III, partea II, p. 546, 547, 548, 552, nota 4, 555; C. Hamangiu I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 825, 828, 830; Traian Ionașcu, p. 199, 204; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 157).

**5.** Descendenții naturali când vin la succesiunea mamei lor naturală doresc raportul. (Alexandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 547, nota 3, 555; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 828; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 157, 158).

**6.** Copiii adoptați când vin la succesiunea adoptatorului doresc raportul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 547, nota 3, 555, text și nota 3; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 90; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 157, 158).

**7.** Defunctul donator nu poate impune obligațiuni de raport, moștenitorilor săi ascendenți și colaterali. (Matei Cantacuzino, p. 272; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 825, 828).

**8.** Acțiunea în raport aparține tuturor descendenților succesibili. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585; Traian Ionașcu, p. 204).

**9.** Raportul este datorit de fiecare descendent în mod individual și fiecărui descendent individual. (Paniol, III, No. 2236; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 586; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 830).

**10.** Numai moștenitorii copii sau descendenți și creditorii lor personali, au dreptul să ceară comostenitorilor lor să facă raportul bunurilor primite prin dar dela defunct; prin urmare, soția defunctului neîntrând în această categorie de moștenitori, ci având numai un drept de moștenire în uzufruct la succesiunea soțului său, când este văduvă săracă, nu are dreptul a cere ca moștenitorul să raporteze ceace a primit prin dar dela defunct pentru a se calculă porțiunea sa de uzufruct; deasemenea nu au dreptul să ceară raportul nici legatarii chiar univarsali, nici creditorii succesiunei, nici donatarii prin contractul de căsătorie a întregii succesiuni sau ai unei porțiuni din succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 580 urm.; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 159).

**11.** Acțiunea în raport este imprescriptibilă ca și acțiunea de împărțeală căreia îi formează una dintre operațiuni. (Laurant, X, No. 590; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 586).

**12.** Fiica înzestrată nu poate opune comostenitorului său, uzucapiunea terenului dăruit și scoaterea lui din masa de împărțit, chiar dacă ea ar fi stăpânit terenul, înainte de deschiderea succesiunei mai bine de 30 ani, deoarece dreptul celui alt copârtaș de a cere obligația celui alt copârtaș la raport, este imprescriptibil ca și acțiunea în împărțeală. În orice caz prescripția extinctivă nu poate curge mai înainte ca dreptul să se fi născut și prin urmare, nici cu privire la raport, nu se poate susține că prescripțiunea a început înainte ca să se fi deschis succesiunea. (Alexandresco, ed.

2-a, III, partea II, p. 586; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 161).

**13.** Chestiunile privitoare la raport nu pot fi discutate decât cu ocazia partajului între comoștenitori, deoarece raportul este o operațiune care nu poate fi izolată de operațiunea împărțelii bunurilor mobile și imobile din succesiune, ambele operațiuni formând un tot care are de scop a împărți bunurile între comoștenitori și a egaliza loturile lor; până la împărțea și la cererea raportului cu această ocaziune, donatarul se consideră proprietar exclusiv al bunului dăruit. (Demolombe, XVI, No. 242, 248; Planiol, III, No. 2205; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 546, 554, nota 2; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 158).

**14.** Deoarece raportul are de scop egalizarea loturilor comoștenitorilor, cererea de raport poate fi făcută pentru prima oară în apelul introdus în contra hotărârii de admitere în principiu a împărțelii care fixează masa succesorală de împărțit; această cerere nu ar mai putea fi făcută însă pentru prima oară în apelul introdus în contra hotărârii prin care s'au tras la sorți loturile, după ce hotărârea de admitere în principiu, prin care s'a fixat masa succesorală, a rămas definitivă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 588; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 158).

**15.** Cererea de a supune pe unul dintre comoștenitori care vine la succesiune, la raportul bunurilor dăruite de defunct, diferă de cererea de reducere a unei donațiuni primite dela defunct, atât prin obiect cât și prin cauză; prin urmare dacă înaintea primei instanțe s'a cerut raportul bunurilor dăruite de defunct, nu se poate formula pentru prima oară înaintea instanței de apel o cerere de reducere a donațiunii acestor bunuri, deoarece reducțiunea constituie o cerere nouă pe care art. 527 din codul de procedură civilă română o oprește de a fi făcută pentru prima oară în apel. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 585, nota 1; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 158, 159).

**16.** Din dispozițiunile art. 845 c. civ. fr. (751 c. civ. rom.), rezultă că raportul este datorit atât de moștenitorul pur și simplu, cât și de moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar. (Demolombe, XVI, No. 176; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 749; Laurent, X, No. 554; Huc, V, No. 536; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 554, text și nota 1; Traian Ionașcu, p. 199; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 157).

**17.** Moștenitorul care este exclus dela succesiune ca nedemn, nu este obligat la raport. (Demolombe, XVI, No. 264; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 749; Huc, V, No. 545; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5505; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 562).

**18.** În cazul când moștenitorul este

exclus dela succesiune pentru cauze de nedemnitate, ceilalți moștenitori ai donatorului au dreptul să ceară revocarea donațiunii pentru cauza de inpatitudine. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 749).

**19.** Când ascendentul își împarte averea sa descendenților săi conform dispozițiunilor art. 1075 urm. c. civ. fr. (794 urm. c. civ. rom.), raportul nu mai are loc. (Demolombe, XVI, No. 248; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 632, nota 12, p. 639; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 555, nota).

**20.** Donațiunile făcute prin contractul de căsătorie sunt supuse raportului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 551, nota, 555, nota 2, 589; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 858).

**21.** Imobilele constituite dotă înainte de împărțea trebuie raportate atunci când înzestrata, precum și orice alt donatar, vine la succesiunea înzestrătorului, afară de cazul când acesta a dispus dispensa de raport; raportul este datorit chiar în cazul când averea succesorală ar constă numai din imobilul constituit dotă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 561, 589, 594 urm.; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 160, 161; Comp.: Demolombe, XVI, No. 522, 586; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 2748; Planiol, I, No. 854; III, No. 2246, 2249).

**22.** Dacă înainte de facerea unui partaj de ascendent, părintele constituie dota unei fiice a sa un imobil, fără dispensă de raport, la decesul părintelui, fiica este obligată să raporteze în natura imobilul dotat la masa succesorală, pentru a se face împărțea, deoarece în acest caz efectele totalității încetează și dota este potrivit dispozițiunilor art. 751 și 758 c. civ. rom. supusă raportului ca orice altă donațiune. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 169; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 655).

**23.** După părerea generală, donațiunile oneroase sau remuneratorii sunt, în principiu, supuse raportului. (Demolombe, XVI, No. 518 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 631, p. 625; Dalloz, Rép., Succession, No. 1105; Suppl., Succession, No. 774; Laurent, X, 594, 595; Huc, V, No. 550; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5555 urm.; Planiol, III, No. 2248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557, nota, 589; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 858; Traian Ionașcu, p. 206; Contra: Vazeille, Successions, Art. 845, No. 23; Comp.: Toullier, V, No. 186).

**24.** În cazul unei donațiuni remuneratorii, după o părere, donatarul va raporta numai excendentul valorii obiectelor dăruite asupra valorii serviciilor făcute sau sarcinelor. (Demolombe, XVI, No. 518 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 631, p. 623; Dalloz, Rép., Succession, No. 1100, 1105; Suppl., Succession, No. 774; Laurent, X,

No. 594, 595; Huc, V, No. 350; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3555 urm., Planiol, III, No. 2248; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 858; Traian Ionașcu, p. 206; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557, nota).

**25.** După altă părere, în cazul unei donațiuni remuneratorii, donatarul va raporta obiectele dăruite, însă va avea o acțiune pentru a i se rembursa valoarea serviciilor făcute sau a sarcinilor ce și-a impus. (Daloz, Rép., Succession, No. 1105).

**26.** Darurile manuale, după părerea generală, sunt și ele supuse raportului. (Duranton, VII, No. 303, 305; Demolombe, XVI, No. 255, 328; Mourlon, II, No. 401; Troplong, Donations et testaments, II, No. 765; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 398, p. 405; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 632, p. 645; Daloz, Rép., Succession, No. 1106; Suppl., Succession, No. 779; Laurent, X, No. 596, 597; Huc, V, No. 341, 350; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3618; Planiol, III, No. 2246, 2251; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 556, nota 1, 589; Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 135; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 838; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 162).

**27.** După altă părere, darurile manuale sunt scutite de raport în mod virtual. (Taulier, Théorie raisonnée du code civil, III, p. 316; Vazeille Successions, I, Art. 845, No. 20).

**28.** Descendenții cari cer raportul, pot dovedi prin orice mijloace de probă, chiar prin martori și prezumpțiuni, existența darurilor manuale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 587; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 856).

**29.** Asigurarea pe viață constituită de un ascendent în folosul unui descendent moștenitor este o donațiune indirectă supusă raportului. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 843; Traian Ionașcu, p. 207).

**30.** În cazul precedent există discuțiune ce trebuiește raportat: capitalul sau totalul primelor vândute de decujus? După părerea generală, raportul nu este datorit pentru capital decât numai în cazul când cuantumul său ar fi inferior totalului primelor adunate. În principiu, descendentul nu va raporta decât primele vârsate. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 843; Traian Ionașcu, p. 207).

**31.** Cu toate că art. 815 din codul civil, arată că toate donațiunile se fac prin act autentic, s'a decis totuș, că atunci când se stabilește că un părinte a făcut copilului său o liberalitate, care s'a executat, în scopul de a-l înzestra, aceasta constituind îndeplinirea unei îndatoriri naturale, poate formă cauza unei obligațiuni civile și e valabilă între părțile contractante chiar dacă nu e cuprinsă într'un act autentic, ci numai într'un în-

scris sub semnătura privată și chiar fără act sub semnătură privată. (Aubry et Rau, ed. 5-a, VII, § 297, text și nota 6, p. 7; ed. 4-a, V, § 500, text și nota 6, p. 223; ed. 5-a, VII, § 500, text și nota 5, p. 457; Planiol, ed. 6-a, I, No. 853; Contra: Demolombe, XX, No. 45; XVIII, No. 215; Laurent, XII, No. 355; XVIII, 15, 30; XXI, No. 159; Baudry et Barde, Obligations, II, No. 1668; Alexandresco, I, ed. 2-a, p. 697, 698; IV, partea I, ed. 2-a, p. 322; VI, ed. 1-a, p. 10; VIII, partea I, ed. 2-a, p. 186; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 161, 162).

**32.** Donațiunile făcute prin persoane interpuse, după părere dominantă, sunt supuse raportului deoarece constituiesc liberalități indirecte. (Delvincourt, II, p. 530, nota 2; Toullier, IV, No. 472; Duranton, VII, No. 316; Demolombe, XVI, No. 255; Mourlon, II, No. 402 bis; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, V, VI; Daloz, Rép., Succession, No. 1114; Suppl., Succession, No. 784; Laurent, X, No. 603; Huc, V, No. 341; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 559, nota, 589; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 845, 846; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 157).

**33.** După altă părere, donațiunile făcute prin persoane interpuse nu sunt supuse raportului, deoarece sunt presupuse făcute cu dispensă de raport, afară de dispozițiunile contrarii. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 398, nota 17, p. 398; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 632, p. 659 urm.; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 784; Comp.: Traian Ionașcu, p. 203).

**34.** Donațiunile deghizate sub forma contractelor cu titlu oneros, după o părere, sunt supuse raportului, deoarece nu au fost dispensate de raport. (Demolombe, XVI, No. 255, 394; Mourlon, II, No. 402; Daloz, Rép., Succession, No. 1121; Suppl., Succession, No. 786; Laurent, X, No. 581 urm.; Huc, V, No. 541; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3512, 3605; Planiol, III, No. 2250; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557, nota, 559, nota 589; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 845, 846; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 165).

**35.** După a doua părere, donațiunile deghizate sub forma de contracte cu titlu oneros sunt în mod virtual scutite de raport din cauza deghizării lor, afară de cazul când se dovedește că donatorul a supus donațiunea la raport, raport care a fost acceptat de către donatar, ca o condițiune a donațiunei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 632, text și nota 17, p. 641; Daloz, Rép., Succession, No. 1120; Suppl., Succession, No. 785; Comp.: Traian Ionașcu, p. 203, 206).

**36.** După a treia părere, donațiunile deghizate sub forma de contracte cu titlu oneros nu sunt de drept scutite de raport, însă tribunalele vor putea să apre-



cieze în mod suveran dacă există intenție din partea donatorului de a le scuti de raport. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, V, VI, Dalloz, Rép., Succession, No. 1123; Suppl., Succession, No. 787; Colin et Capitant, III, p. 547; Matei Cantacuzino, p. 275; Comp.: Traian Ionașcu, p. 203).

**37.** Descendenții vor putea să dovedească prin orice mijloace de probă, chiar prin martori și prezumpțiuni existența donațiilor indirecte sau deghizate, deoarece au fost în imposibilitate de a-și fi procurat o probă scrisă. (Laurent, X, No. 592, 603, 604; Planiol, III, No. 2243; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 587. Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 836).

**38.** O datorie iertată de către defunct trebuie raportată, deoarece remiterea datoriei constituie o donațiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1149; Suppl., Succession, No. 806, 855; Planiol, III, No. 2255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557, nota; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă p. 159; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 841; Traian Ionașcu, p. 207).

**39.** În cazul când datoria este stinsă prin remiterea titlului de creanță, ea va trebui să fie supusă raportului, dacă se va dovedi că remiterea titlului este consecința unei donațiuni iar nu a plății creanței. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 854; Laurent, X, No. 611; Huc, V, No. 552; Planiol, III, No. 2255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 557, nota).

**40.** Moștenitorii cari cer raportul vor trebui să dovedească că remiterea titlului este consecința unei liberalități, deoarece prezumpțiunea este că remiterea titlului s'a făcut în urma plății creanței. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 652, nota 18, p. 644; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 854).

**41.** Remiterea gratuită a datoriei rezultând din remiterea titlului de creanță constituie o scutire tacită de raport. (Dalloz, Rép., Succession, No. 854; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3620, 3865).

**42.** Renunțarea defunctului în folosul unui descendent, moștenitorul său, la o succesiune sau la un drept pecuniar, dacă a fost făcută cu intențiunea de a-i face o liberalitate, trebuie raportată deoarece constituie o donațiune indirectă. (Demolombe, XVI, No. 352 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 628; Dalloz, Rép., Succession, No. 1157; Suppl., Succession, No. 807; Laurent, X, No. 605; Huc, V, No. 552; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3575; Planiol, III, No. 2255; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 558, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 841; Traian Ionașcu, p. 207).

**43.** În acest caz, după o părere, există prezumpțiunea că intențiunea renunțătorului o fost de a constitui în folosul moștenitorului o liberalitate. (Demolombe,

XVI, No. 352 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 187 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 628; Dalloz, Rép., Succession, No. 1157; Suppl., Succession, No. 807; Laurent, X, No. 605; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 841).

**44.** După altă părere, moștenitorii cari cer raportul vor trebui să probeze că renunțarea constituie o donațiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 807; Huc, V, No. 552; Baudry et Wahl, Succession, III, No. 3575).

**45.** Copiii cari în baza dispozițiilor art. 285 din codul civil român, au dobândit o jumătate sau a treia parte din averea părintească, în caz de divorț prin consimțământ mutual sau în contra căruia s'a pronunțat despărțenia, nu trebuie să raporteze această porțiune în cazul când vin la succesiunea părinților lor în concurență cu frații lor născuți din altă căsătorie, deoarece ei au dobândit această avere în virtutea legii, iar nu prin voința părintelui lor. (Duranton, VII, No. 552; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 457, p. 149, 150; Laurent, III, No. 298; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 196, 205, 204; III, partea II, p. 624, 625; Nacu, I, p. 484; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 164; Contra: Matei Cantacuzino, p. 706; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 853).

**46.** Potrivit dispozițiilor art. 760 din codul civil român (855 c. civ. fr.) imobilul care s'a pierdut din caz fortuit și fără greșeala donatarului, nu este supus raportului. Trebuie asimilat acestui caz și împrejurarea când un imobil care trebuie raportat a fost declarat expropriat pentru cauză de utilitate publică caz în care, exproprierea trebuind să fie considerată ca un caz de forță majoră, se va raporta numai prețul obținut din expropriere. S'a decis chiar că dacă moștenitorul obligat la raport, cumpără din prețul rezultat din expropriere un alt imobil, el va fi obligat a raporta numai suma de bani care a constituit prețul exproprierei, iar nu chiar imobilul cumpărat, deoarece acest caz trebuie asimilat cu acela când o persoană a primit ca dotă o sumă de bani, cu facultatea de a o plasa într-o cumpărare de imobil care să devie dotal, iar la raport trebuie să raporteze numai suma primită ca dotă, iar nu însăși imobilul cumpărat cu bani dotali; deasemenea și în cazul unei vânzări silite. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 165)

**47.** Deși din dispozițiunile art. 1247 c. civ. român, rezultă că imobilul cumpărat cu bani dotali, conform unei clauze de întrebuintare prevăzută în contractul dotal, devine dotal, totuși prin aceasta nu se schimbă natura juridică a dotei și imobilul devenit dotal continuă să reprezinte o valoare dotală mobilă; prin urmare, dacă una dintre moștenitoare a primit dela defunct ca dotă o sumă de

bani, cu care a cumpărat un imobil care a devenit dotal, ea nu va trebui să raporteze la masa succesorală însăși imobilul, ci numai suma de bani primită ca dotă și cu care s'a micșorat în realitate patrimoniul defunctului în momentul constituirei dotei. (Matei Cantacuzino, p. 722; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 165, 166; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 647, nota 5).

**48.** Deoarece art. 751 din codul civil, arată că numai donațiunile între vii sunt supuse raportului, s'a decis că atunci când moștenitorul rezervatar este în acelaș timp legatarul unei fracțiuni din moștenire, care nu întrece cotitatea disponibilă, el poate reclama pe lângă porțiunea sa din succesiune și legatul, chiar atunci când în testament nu se prevede dispensa de raport, deoarece această dispensă este cuprinsă în testament în mod virtual și corespunde cu voința prezumată a defunctului de a avantaja pe legatar. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 2755; Planiol III, No. 2212; Contra: Demolombe, XVI, No. 158, 165, 302; Mourlon, II, No. 369, 370, 371; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 567, 568, 614 urm., 654; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 167).

**49.** Raportul nu se datorește decât la succesiunea ab intestat, iar nu și la cea testamentară, deoarece raportul este întemeiat pe o presupusă voință de egalitate a defunctului și de îndată ce și-a manifestat o voință contrară prin testamentul său, fără să fi dispus raportul, această presupunție a voinței de egalitate dispăre. (Chabot, Successions, Art. 857, No. 3; Demolombe, XVI, No. 159, 172; Mourlon, II, No. 379; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 192 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 629, p. 612, § 630, p. 614; Laurent, X, No. 556; Huc, V, No. 536; Planiol, III, No. 2215; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 555, nota 4).

**50.** În dreptul civil român, legatele fără dispensă de raport, trebuie scutite ca și donațiunile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 615 urm.; Contra: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 825, 827; Traian Ionașcu, p. 201).

**51.** Descendentul care cere raportul trebuie să dovedească existența liberalității. (Laurent, X, No. 592; Planiol, III, No. 2245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 586; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 836).

**52.** Donatarul care pretinde că liberalitatea a fost scutită de raport, trebuie să dovedească alegațiunea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 586).

**53.** Pentru stabilirea rezervei și a cotității disponibile se procedează în modul următor: Se calculează întreaga avere a defunctului compusă din averea care există în ființă la moartea sa, la care se adaugă: averea dăruită la dife-

precum și acea dăruită la succesibili cu sau fără dispensă de raport; din această masă, după ce se scad datoriile se calculează rezerva fiecărui moștenitor, după cum o fixează legea, iar restul este cotitatea disponibilă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 517 urm.; IV, partea I, p. 547 urm.; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 159, 160).

**54.** Masa succesorală și prin urmare și ceace moștenitorii au a-și raportă unul față de altul se poate dovedi prin orice mijloace de probă, chiar, cu martori și prezumțiuni deoarece potrivit dispozițiilor art. 1198 c. civ. rom. (1548 c. civ. fr.), moștenitorii rezervatari au fost în imposibilitate să-și procure o probă scrisă despre ceace ceilalți moștenitori au primit prin dar dela autorul lor, cum ar fi o donațiune indirectă sau deghizată, ei fiind considerați în acest caz ca terțe persoane față cu actele defunctului. (Laurent, X, No. 592, 603, 604; Huc, V, No. 360; Baudry et Wahl, Successions III, No. 2929; Planiol, III, No. 2245; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 587; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 160).

**55.** Potrivit dispozițiilor art. 456 c. civ. rom. (511 c. civ. fr.), când va sosi timpul a se căsători copilul unui interzis, dota și toate celelalte convențiuni privitoare la stabilirea sau căsătoria lui, se vor regulă de către consiliul de familie, după înveștiințarea tribunalului, care va ascultă concluziile procurorului. Consiliul de familie când dotează astfel pe un copil al unui interzis, cu bunurile acestuia, nu are dreptul să dispenseze de raport pe copilul dotat, deoarece acest drept aparține numai ascendentului care dispune de bunurile sale în limita cotității disponibile. (Duranton, III, No. 765; Demolombe, VIII, No. 589; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, nota 14, p. 806; Dalloz, Répertoire, Interdiction, No. 195; Laurent, V, No. 297; Huc, III, No. 526; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 54; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 167, 168).

**56.** Dispensa de raport trebuie exprimată nu într-o formulă sacramentală, însă, în așa mod încât să nu poată da loc la un dubiu. (Planiol, III, No. 2229; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, 825; Matei Cantacuzino, p. 275; Traian Ionașcu, p. 202, 203).

**57.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă donatorul a înțeles să dispenseze de raport pe donatar. (Traian Ionașcu, p. 205).

**58.** Dispensa de raport se poate face, potrivit dispozițiilor art. 751 și 846 c. civ. rom. (845 și 919 c. civil fr.), fie prin însăși actul de donațiune, fie printr'un act posterior, investit cu formele legale, fiind de ajuns ca voința sa de a dispensa de raport pe moștenitorul donatar să fie arătată în mod expres sau să rezulte în mod neîndoios din termenii actului, nefiind nevoie a se întrebuiința termenii

sacramentali; tribunalele apreciază în mod suveran dacă există dispensă de raport. (Demolombe, XVI, No. 227, 229, 232, 235; Mourlon, II, No. 376, 377; Marcadé, III, No. 316, 375; Aubry et Rau, VI, § 632, p. 637; Laurent, X, No. 573; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 2793; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 559, 560, text și nota, 635 urm.; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 166).

**59.** A se vedea: art. 738, 739, 752, 757, 758 și 759 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Potrivit art. 751 și 765 din codul civil, dacă donatarul poate dispune de lucrul dăruit oricum crede de cuviință, constituind asupra lor orice drepturi în favoarea terților, cât timp trăește dăruitorul, după moartea acestuia însă, donațiunea fără dispensă de raport este numai un avans din succesiunea supusă raportului, de drept erga omnes.

Prin urmare, un drept de locațiune constituit în favoarea unui terț de către dăruit, nu poate fi opozabil celorlalți comonștenitori din momentul în care s'a operat în persoana donatarului obligat la raport schimbarea de titlu ordonată de art. 751 și 765 din codul civil. (C. Apel Iași S. II, 151 bis din 9 Octombrie 1924. Pand. Rom. 1925, II, 117, Pand. Săpt. 2/1925).

**2.** a) Eredelile, când cere raportul, poate să dovedească cu martori și prezumpțiuni liberalitatea făcută printr'un act deghizat de către autorul său unui alt coerede, deși autorul său nu ar fi putut să facă această dovadă pentru actul deghizat.

Și aici nu este vorba de un act, care să-i atingă rezerva eredelui. Pentru asemenea acte, eredele poate să facă dovada prin martori și prezumpțiuni, fiindcă pentru rezerva eredele este un terțiu, el având dreptul dela lege, nefiind un succesor al autorului său. Inșă, chiar pentru acte, ce nu-i ating rezerva, eredele poate să dovedească prin martori și prezumpțiuni, că ele sunt deghizate.

Baza acestei dovezi este art. 1198 cod. civ. Eredelile se găsea în imposibilitate mo-

rală să-și procure un act scris. In această situație eredele poate să dovedească prin martori și prezumpțiuni, că actul încheiat de autorul său cu un alt coerede este simulat, conținând o donațiune deghizată.

b) Donațiunile deghizate sunt și ele raportabile. Acest lucru rezultă din art. 751 cod. civ. După art. 751 cod. civ. donațiunile fie directe, fie indirecte se raportează, în afară de cazurile când donatorul a dispus altfel. Apoi iarăși, când legea a vroit să scutească donațiunile de raport, a spus-o, cum face de ex. în art. 754 cod. civ.

Deci pentru ca donația să fie scutită de raport, trebuie ca scutirea s'o declare sau donatorul sau legea. Dacă nu este în nici una din aceste situații, donațiunea se raportează.

Pe baza acestor spuse, donațiunile deghizate trebuie și ele să fie raportate. Și nu s'ar putea spune, că prin faptul că donatorul a recurs la ele, este o prezumpție că el a înțeles să le scutească de raport. Scutirea de raport, după cum se exprimă art. 751 și 846 cod. civ., trebuie s'o declare donatorul, ea neputându-se presupune. (Trib. Teleorman I, jurnal No. 8145 din 28 Octombrie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 529).

**3.** Singurul fapt al deghizării, nu constituie o dispensă virtuală de raport, inșă din acest fapt, unit și cu alte circumstanțe ale cauzei, poate rezultă o dispensă tacită de raport, de natură a face ca bunurile să nu mai fie supuse raportului. (C. Apel Craiova s. II, 1 din 5 Ianuarie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 75).

**4.** Bunurile zestrare supuse regimului societății de achizițiuni nu trec în proprietatea comună a ambelor soți și deci existența acestui regim, nu poate avea nici o influență asupra impuneri la raport a unor asemenea bunuri, raport care prin urmare urmează a avea loc dacă pentru scutire nu se invoacă decât existența acestui regim. (Cas. I, 5186 din 30 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1661)

**5.** Terțiul dobânditor al unui imobil posterior deschiderei succesiunii nu este obligat la raport. (C. A. București, Secția III-a, 353 din 25 Noemb. 1925, Dreptul 15/1926, Bul. C. Apel 2/1926).

**6.** A se vedea: Art. 285, nota 6; art. 752, nota 1; art. 770, nota 1; art. 773, nota 1.

**Art. 752.** — Eredelile ce renunță la succesiune poate popri darul, sau a cere legatul ce i s'a făcut, în limitele părții disponibile. (Civ. 695 urm., 701, 706, 751, 763, 811 urm., 841 urm., 846 urm., 851, 894 urm., 899 urm.; Civ. Fr. 844, 845; Civ. Ital. 1003).

*Text fr. Art. 844.* — Dans le cas même où les dons et legs auraient été faits par préciput ou avec dispense du rapport, l'héritier venant à partage ne peut les retenir que jusqu'à concurrence de la quotité disponible: l'excédant est sujet à rapport.

*Text fr. Art. 844 (Modificat prin legea din 24 Martie 1898).* — Les dons faits par préciput ou avec dispense de rapport ne peuvent être retenus ni

les legs réclamés par l'héritier venant à partage que jusqu'à concurrence de la quotité disponible: l'excédent est sujet à rapport.

*Text. fr. Art. 845.* — L'héritier qui renonce à la succession, peut cependant retenir le don entre-vifs, ou réclamer le legs à lui fait, jusqu'à concurrence de la portion disponible.

*Text. ital. Art. 1003.* — L'erede che rinuncia alla successione può tuttavia ritenere la donazione o domandare il legato a lui fatto fino alla concorrenza della or zione disponibile; ma non può ritenere o conseguire nulla a titolo di legittima.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 181, 207 urm.;  
 HOZOC D., *Notă sub C. Apel Buc. S. III, 18* din 5 Noembrie 1890, Pand. Rom. 1925, II, 146;  
*Notă sub Cas. I, 460* din 10 Nov. 1906, Pand. Rom. 1926, I, 158;  
 LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 156, 147;  
 MATEESCU I. AMBROSIE, *Notă sub Trib. Ilfov S. II C. C.*, 481 din 20 Mai 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1805.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Ascendenți 10.	Moarte 7, 12.
Colaterali 10.	Moștenire 1 urm.
Cotitate disponibilă 1, 4, 5, 6, 11, 12.	Obligație 3.
Cumul 4, 9, 10.	Porțiune disponibilă 1, 4, 5, 6, 11, 12.
Datorii 12.	Predarea legatului 7.
Deces 7, 12.	Raport 3, 7, 9.
Deschiderea succesiunii 7, 12.	Renunțare la succesiune 1 urm.
Dispensă de raport 4, 9—12.	Rezervă 4, 5, 6, 12.
Donațiuni 3—6, 12.	Rude colaterale 10.
Încetare din viață 7, 12.	Succesiune 1 urm.
Legat 1, 2, 7—10.	Testament, a se vedea cu-vântul: „Legat“.
Legat particular 2.	
Legat universal 2.	

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 845 c. civ. fr. (752 c. civ. rom.), descendentul legatar, care renunță la succesiune poate cere legatul ce i s'a făcut, în limitele părții disponibile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 567; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 828; Comp.: Traian Ionașcu, p. 199, 200; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 169).

**2.** Dispozițiunile de mai sus își găsesc aplicațiunea fie că legatul este particular, fie că e cu titlu universal. (Demolombe, XVI, No. 302; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 567, text și nota 1).

**3.** Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 845 c. civ. fr. (752 c. civ. rom.) moștenitorul poate popri darul, fără a fi supus la raport, dacă renunță la succesiune, totuși defunctul poate să puie condițiunea că donațiunea va fi raportată, chiar dacă moștenitorul ar renunță la succesiune. (Duranton, VII, No. 375; Demolombe, XVI, No. 258 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 629, p. 615; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 748; Laurent, X, No. 556 bis; Huc, V, No. 344; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3502; Planiol, III, No. 2218; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 562, nota 1, 563).

**4.** Moștenitorul rezervatar care renunță la succesiune și oprește darul fără dispensă

de raport, nu poate reține această liberalitate în limita atât a cotității disponibile cât și a rezervei sale, adică să cumuleze darul cu rezerva, deoarece el nu poate reține darul decât în limita cotității disponibile. (Duranton, VII, No. 287 urm.; Demolombe, XIX, No. 49 urm.; Mourlon, II, No. 599; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 402, nota 5, p. 420, 421; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 42 bis, IV; Marcadé, Art. 845, No. 2; 919, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 682, nota 5, p. 177; Dalloz, Rép., Succession, No. 1050; Suppl., Succession, No. 749; Laurent, XII, No. 39; Huc, V, No. 344; VI, No. 141, 142; Baudry et Colin, Donations entre vifs, I, No. 685 urm.; Planiol, III, No. 3079 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 564 urm., 617, 635; IV, partea I, p. 541 urm.; Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 203, text și nota 1; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 177; Contra: Taulier, Théorie raisonnée du code civil, III, p. 328; Troplong, Donations et testaments, II, No. 784).

**5.** Dacă un ascendent a făcut o donațiune unui descendent succesibil după ce dispusese de cotitatea sa disponibilă, prin liberalității anterioare, descendentul donatar care renunță la succesiune nu poate reține darul, nici limita cotității disponibile deoarece eră dejă epuizată, nici în limita rezervei sale deoarece a renunțat la succesiune și nu mai are calitatea de moștenitor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 566).

**6.** Liberalitatea făcută unui moștenitor care renunță la succesiune, va fi totdeauna imputată numai asupra cotității disponibile iar nu mai întâi asupra rezervei sale și în mod subsidiar asupra cotității disponibile. (Demolombe, XIX, No. 53, 61; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 566; Contra: Aubry et Rau., VII, § 684 ter., text și nota 59, p. 216).

**7.** Legatarul va cere predarea legatului dela moștenitor; legea nu vorbește în art. 845 c. civ. fr. (752 c. civ. rom.) de raport legatului, ca la donațiune, deoarece legatarul nu are în posesiunea sa le-

gatul, întrucât dreptul său se deschide numai la moartea testatorului. (Demolombe, XVI, No. 165; Mourlon, II, No. 369; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 567, nota 2).

8. În cazul când moștenitorul legatar nu renunță la succesiunea ab intestat, el nu mai poate cere legatul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 567, 616, 617; Contra: N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 86 urm.).

9. Dacă însă testatorul l-a scutit de raport, descendentul legatar poate cumula calitatea de moștenitor ab intestat și cea de legatar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 567, text și nota 5).

10. În cazul când testatorul a făcut un legat, chiar fără scutire de raport, unui ascendent sau unui colateral, acest moștenitor va putea cumula legatul cu moștenirea ab intestat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 568).

11. Legiuitorul român e eliminat din codul civil, dispozițiunile art. 844 din codul civil francez; cu toate acestea, scutirea raportului nu-și va produce efectele decât în limita cotității disponibile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 577, 578).

12. Pentru stabilirea rezervei și a cotității disponibile, se procedează în modul următor: se calculează întreaga avere a defunctului compusă din averea care există în ființă la moartea sa, la care se adaugă averea dăruită la diferite persoane cari nu vin la succesiune, precum și acea dăruită la succesibili, cu sau fără dispensă de raport; din această masă, după ce se va scade datoriile, se calculează rezerva fiecărui comoștenitor, după cum o fixează legea, iar restul este cotitatea disponibilă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 517 urm.; IV, partea I, p. 547 urm.).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Impotriva unei acțiuni de partaj se face cerere reconvențională din partea unui coerede și prin care acesta cere să se

constate: 1) Că a renunțat la succesiune și că nu mai poate fi obligat la raport; 2) Că dacă prin darul ce i s'a făcut în timpul vieții de defunct sub forma unei dote, s'a întrecut cota disponibilă și s'a atacat rezerva celorlalți moștenitori, aceeași nu pot cere reduciunea cotei decât pe calea unei acțiuni ordinare și acțiunea de partaj este inadmisibilă, astfel că urmează a fi respinsă și 3) Că în cel mai rău caz, rezerva și deci partea care ar urmă să se dividă între moștenitori nu este trei părți din averea succesorală (fiind trei moștenitori) ci numai jumătate, deoarece defunctul nu era proprietar decât pe o atâta parte din imobilul rămas, lucru constat prin actul dotal și prin care acesta a înzestrat pe erede renunțator împreună cu soția sa, fără a determina porțiunea fiecăruia, astfel că conform art. 1237 dota se prezumă constituită în porțiuni egale, iar jumătatea dăruită de mamă fiind încă nepartajabilă, aceasta trăind.

Tribunalul socotind, că eredele renunțator este scutit de raport însă în limitele cotei disponibile conform art. 752 c. civ. și că aceasta trebuie redusă la un sfert fiind trei moștenitori; considerând că nimic nu se opune ca acțiunea în reduciune să opereze pe calea partajului și chiar interesul părților cere aceasta pentru ca fiecare să-și aibă dreptul determinat și lichidat în fapt și că în fine, prezumpția trasă din art. 1237 cod. civil este juris tantum, deoarece aceasta e regula, iar cazurile excepției juris et de jure sunt determinate expres de lege când aceasta declară nul un act sau refuză o acțiune în justiție, ceea ce nu eră cazul, iar în speță dova contrarie, constând într'un act autentic din care rezultă că defunctul eră proprietar exclusiv al imobilului succesoral, iar faptul că și soția sa figură în actul dotal ca constituitoare eră o complezență, etc., reduce cota disponibilă la un sfert admite acțiunea de partaj atribuind moștenitorilor rezerva de 3/4. (Tribunalul Ilfov, secția II, c. c., Sent. civ. 481 din 20 Mai 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1805).

**Art. 753.** — Donatarul care nu va avea<sup>1)</sup> calitatea de a moșteni în momentul donațiunei, dar care avea<sup>2)</sup> această calitate la epoca deschiderii succesiunei, este obligat de a face raport, dacă donatoarele nu l-a dispensat de aceasta. (Civ. 651, 751, 846; Civ. Fr. 846).

*Text. fr. Art. 846.* — Le donataire qui n'était pas héritier présomptif lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession doit également le rapport, à moins que le donateur ne l'en ait dispensé.

1), 2) Cuvintele „*va avea*” și „*avea*”, din eroare sunt puse invers unul în locul altuia, așa că întunece înțelesul frazei.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 185 urm.

## Doctrină.

1. Art. 755 c. civ. rom. privește o singură împrejurare: aceea când bunul face o donațiune unui nepot de fiu, pe când tatăl acestuia era în viață; în acest caz, nepotul de fiu va face raportul dona-

țiunei când va veni la succesiunea bunului său din cauza morței sau incapacității părintelui său, dacă nu a fost scutit de raport. (Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 568, 569; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 829).

**Art. 754.** — Donațiunile și legaturile făcute fiului unei persoane, care are calitatea de erede în momentul deschiderii succesiunii, sunt presumpse că s'au făcut cu scutirea de raport. (Civ. 651, 669, 751, 755, 756, 763, 846, 1200, 1202; Civ. Fr. 847).

*Text. fr. Art. 847.* — Les dons et legs faits au fils de celui qui se trouve successible a l'époque de l'ouverture de la succession sont toujours réputés faits avec dispense du rapport.

Le père venant à la succession du donateur, n'est pas tenu de les rapporter.

## Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 5/1926, Curier Jud. 5/1926:

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 169, 185 urm.

## Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 847 c. civ. fr. (754 c. civ. rom.), părintele chemat la o succesiune nu datorește raportul darurilor făcute copilului său de către defunct, deoarece, în principiu nimeni nu trebuie să raporteze ceea ce s'a dăruit altei persoane. (Duranton, VII, No. 235; Demolombe XVI, No. 189; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 185; Aubry et Rau, ediția 4-a, VI, § 651, p. 621; Dalloz, Rép., Succession, No. 1115; Suppl., Succession, No. 751; Laurent X, No. 559 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 575, 574; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 829; Traian Ionașcu, p. 201).

2. Chiar dacă părintele ar fi cules darurile din succesiunea copilului său decedat, el nu datorește raportul lor la succesiunea defunctului donator. (Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 751).

3. Prin cuvintele: «sunt presumpse că s'au făcut cu scutirea de raport» întrebunțate în art. 847 c. civ. fr. (754 c. civ. rom.), se înțelege după o părere, că chiar dacă în realitate donațiunea s'ar fi făcut în folosul moștenitorului, iar nu a fiului său, această interpunere de persoane constituie o dispensă virtuală de raport și nu s'ar putea admite dovada că fiul a fost în

realitate o persoană interpusă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, nota 3, p. 621, § 652, p. 640; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 759; Laurent X, No. 559 urm.; Huc, V, No. 546).

4. După altă părere, legiuitorul a voit să înlăture o prezumpțiune legală că donațiunea făcută fiului moștenitorului este considerată ca făcută însăși moștenitorului prin persoană interpusă și prin urmare ceilalți moștenitori vor putea dovedi că fiul a fost o persoană interpusă pentru a se face o donațiune tatălui său și deci acesta în acest caz va trebui să raporteze darul, el fiind adevăratul donatar. (Demolombe, XVI, No. 189; Dalloz, Rép., Succession, No. 1115; Suppl., Succession, No. 759; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3511, 3512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 576, 577).

5. În această din urmă părere însă, dovada că fiul a fost o persoană interpusă pentru a se face o donațiune tatălui său, nu se va putea face decât potrivit dreptului comun, deoarece nu există nici o fraudă la lege întrucât adevăratul beneficiar al donațiunei eră capabil să primească donațiunea. (Demolombe, XVI, No. 189; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 759; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3511, 3512).

**Art. 755.** — Fiul care vine cu dreptul său propriu la succesiunea donatorului, nu este obligat a reportă darul făcut părintelui său, chiar când ar primi succesiunea acestuia; dar când fiul vine

la succesiune cu dreptul de reprezentățiune, atunci este dator să raporte acea ce s'a dăruit părintelui său, chiar în cazul când ar fi renunțat la succesiunea părintelui. (Civ. 664 urm., 668, 685 urm., 751, 754; Civ. Fr. 848).

*Text. fr. Art. 848.* — Pareillement, le fils venant de son chef à la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter le don fait à son père, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci: si le fils ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 848 c. civ. fr. (755 c. civ. rom.) fiul care vine cu dreptul său propriu la succesiunea datorului, nu este obligat a raporta darul făcut părintelui său, chiar dacă ar primi succesiunea acestuia, deoarece în principiu, nimeni nu trebuie să raporteze ceace s'a dăruit altei persoane. (Demolombe, XVI, No. 181, 194; Mourlon, II, No. 384; Dalloz, Rép., Succession, No. 1043; Suppl., Succession, No. 751; Laurent, X, No. 557. 562; Huc, V, No. 547; Colin et Capitant, III, p. 540; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 555, nota 1, 569; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 829; Traian Ionașcu, p. 201).

**2.** Dacă însă se dovedește că tatăl a fost o persoană interpusă pentru a se face un dar fiului său, el datorește raportul darului cules din succesiunea tatălui său. (Demolombe, XVI, No. 253; Mourlon, II, No. 402 bis; Dalloz, Rép., Succession, No. 1115, Suppl., Succession, No. 759; Laurent, X, No. 581 urm., 604; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 559, nota, 570).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 848 c. civ. fr. (755 c. civ. rom.) când fiul vine la succesiune cu dreptul de reprezentățiune, atunci este dator să raporte aceace s'a dăruit părintelui său, chiar în cazul când ar fi renunțat la succesiunea părintelui. (Duranton, VII, No. 250; Demolombe, XVI, No. 196; Mourlon, II, No. 384; Dalloz, Rép., Succession, No. 1044; Suppl., Succession, No. 751; Laurent, X, No. 562; Planiol, III,

No. 2224; Colin et Capitant III, p. 540; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 570; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 829; Traian Ionașcu, p. 201).

**4.** Raportul în acest caz se va face prin luare mai puțin. (Demolombe, XVI, No. 205; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 570, nota 2).

**5.** Când moștenitorul vine la succesiune prin reprezentățiune, trebuie să raporteze, pe lângă donațiunile ce s'au făcut moștenitorilor pe care îi reprezintă și donațiunile ce i s'au făcut lui personal de către defunct. (Duranton, VII, No. 250; Demolombe, XVI, No. 196, 200; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 398, p. 599; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 184 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 620, § 652, p. 622; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 751; Laurent, X, No. 562; Huc, V, No. 546, 547; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5523; Plaiiol, III, No. 2225; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 571, 572; Traian Ionașcu, p. 202; Comp.: Mourlon, II, No. 585, 586).

**6.** Chiar dacă fiul, care vine prin reprezentățiune părintelui său, ar fi acceptat succesiunea părintelui său sau a decujusului sub beneficiu de inventar, el datorește raportul donațiunilor făcute de către decujus părintelui său. (Demolombe, XVI, No. 204; Mourlon, II, No. 384; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 755; Laurent, X, No. 563; Huc, V, No. 547; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3495; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 570).

**Art. 756.** — Donațiunile și legaturile făcute soțului unui descendinte succesibil, sunt socotite ca făcute cu scutirea de report.

Dacă darurile sau legaturile s'au făcut la doi soți împreună, din care numai unul este descendinte <sup>1)</sup> cu drept de succesiune, partea dăruită acestuia din urmă este supusă reportului. (Civ. 763, 1200, 1202, 1282; Civ. Fr. 849; Civ. Ital. 1006).

*Text. fr. Art. 849.* — Les dons et legs faits au conjoint d'un époux successeur, sont réputés faits avec dispense du rapport.

Si les dons et legs sont faits conjointement à deux époux, dont l'un

<sup>1)</sup> In art. francez 849, lipsește cuvântul „descendinte”. A se vedea și nota sub textele art. 751 și 828.

seulement est successible, celui-ci en rapporte la moitié; si les dons sont faits à l'époux successible, il les rapporte en entier.

*Text. Ital. Art. 1006.* — Le donazioni in favore del coniuge di un discendente sono riputate come fatte colla dispensa dalla collazione.

Si le donazioni sono state fatte congiuntamente a due coniugi, di cui uno solamente si a discendente del donante la sola porzione a questo donata è soggetta à collazione.

### Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 185 urm.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 849 c. civ. fr. (756 c. civ. rom.), donațiunile făcute soțului unui descendent succesibil, sunt socotite ca făcute cu scutire de raport, deoarece, în principiu nimeni nu trebuie să raporteze ceea ce s'a dăruit altei persoanei. (Duranton, VII, No. 235; Demolombe, XVI, No. 185 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 185 bis; Dalloz, Rép., Succession No. 1049; Suppl., Succession, No. 757; Laurent, X, No. 559 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 575, 576; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 829).

2. Prin urmare, potrivit principiului pus în art. 849 c. civ. fr. (756 c. civ. rom.), oricare ar fi regimul matrimonial adoptat de către soți, fiecare dintre ei raportează numai ceea ce i s'a conferit personal. (Demolombe, XVI, No. 206 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 651, p. 622; Dal-

loz, Rép., Succession, No. 1049; Suppl., Succession, No. 757; Laurent, X, No. 561; Succession, No. 759; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3518).

3. Cu toate că potrivit art. 849 c. civ. fr. (756 c. civ. rom.), donațiunile făcute soțului unui descendent succesibil, sunt socotite ca făcute cu scutire de raport, totuși dacă se dovedește că soțul donatar a fost o persoană interpusă, pentru ca în realitate donațiunea să se facă celuilalt soț succesibil, donațiunea va fi raportată. (Demolombe, XVI No. 189; Dalloz, Rép., Succession, No. 1115; Suppl., Successions, No. 759; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3511, 3512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 576, 577; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, nota 3, p. 621, § 632, p. 640; Laurent, X, No. 559 urm.; Iluc, V, No. 346).

4. A se vedea: art. 754 din codul civil cu notele respective.

**Art. 757.** — Reportul nu se poate face decât numai la succesiunea donatorului. (Civ. 651, 669, 751, 763, 769, 1273, 1914; C. Caragea, P. IV, Cap. 3, art. 17; C. Calimach § 916, 917, 1010, 1013; Civ. Fr. 850).

*Text. fr. Art. 850.* — Le rapport ne se fait qu'à la succession du donateur.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 155.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 850 c. civ. fr. (757 c. civ. rom.), raportul lucrurilor dăruite sau legate de un ascendent nu se poate face decât la succesiunea acestui ascendent, obligația de a raporta, născându-se la moartea acestui ascendent. (Pothier, Successions, VIII, p. 163; Demolombe, XVI, No. 275; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 620; Laurent, X, No. 601; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 578).

2. Cu toate acestea dăruitorul sau testatorul poate să ordone ca raportul să se facă la succesiunea unei terțe persoane, întrucât el are facultatea să scutească pe

moștenitor de raport. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 579).

3. În cazul când donațiunea a fost făcută de mai multe persoane, donatarul va raporta la succesiunea fiecăruia dintre donatori, partea cu care a contribuit la facerea donațiunei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 620; Dalloz, Rép., Succession, No. 1050; Suppl., Succession, No. 760; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 579).

4. Tatăl și mama cari au dotat împreună și în mod solidar pe fiica lor pot stipula ca dota să se raporteze în întregime la succesiunea aceluia dintre soți, care va muri întâi. (Huc, V, No. 541; Planiol, III, No. 878 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 579).



**Art. 758.** — Coeredele este dator a reporta aceea ce părintele a cheltuit cu dânsul dotându-l <sup>1)</sup>, procurându-i vreo carieră, sau plătindu-i datoriile. (Civ. 186, 738, 751, 760, 761, 772, 1090, 1282; Civ. Fr. 851; Civ. Ital. 1007 § 1).

*Text. fr. Art. 851.* — Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers, ou pour le paiement de ses dettes.

*Text. Ital. Art. 1007 § 1.* — È soggetto a collazione ciò che il defunto ha speso per la dote e il corredo nuziale delle discendenti per costituire al discendente il patrimonio ecclesiastico, per procurargli qualunque ufficio o collocamento, o pagarne i debiti.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 169 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune 10.  
Anulare 7.  
Aprecie suverană 12.  
Asociațiune 2.  
Căpătuire 1—5, 11.  
Carieră 11, 12.  
Comerț 2.  
Cuasi-delict 8.  
Datorii 7—12.  
Datorii naturale 7.  
Delict 8.  
Divorț 6.  
Donațiune 11, 12.  
Dotă 2.  
Executare 7.  
Fonduri 4, 5.  
Fond de comerț 2.

Imprumut 11, 12.  
Joc 7.  
Lichidă 10.  
Moștenire 1 urm.  
Nulitate 7.  
Oficiu ministerial 3.  
Obligație naturală 7.  
Prescripție 7.  
Prinsoare 7.  
Profesiune 2.  
Raport 1 urm.  
Sociație 2.  
Succesiune 1 urm.  
Suverană apreciere 12.  
Terțe persoane 9.  
Urmărire 7.  
Venituri 4, 5.

#### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 851 c. civ. fr. (758 c. civ. rom.), trebuesc raportate toate sumele de bani întrebuițate de decujus la căpătuirea descendentului. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 825; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 590; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 844, 850; Traian Ionașcu, p. 206; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 169, 170).

**2.** Trebuesc considerate ca o căpătuire a descendentului: un fond de comerț, o parte într-o asociațiune, o dotă, instrumentele necesare pentru exercitarea unei profesii, etc. (Pothier, Successions, VIII, p. 462; Demolombe XVI, No. 341, 342; Daloz, Rép., Succession, No. 1194; Laurent, X, No. 598, 625; Huc, V, No. 354; Planiol, III, No. 2247; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 590, 591, text și nota 1; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 170; Comp.: C. Hamangiu I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 844, 850; Traian Ionașcu, p. 209).

**3.** Sunt raportabile fondurile întrebuițate de decujus pentru cumpărarea unui oficiu ministerial pentru descendentul

său. (Demolombe, XVI, No. 342, 424; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 651, nota 15, p. 625; Daloz, Rép., Succession, No. 1195; Suppl., Succession, No. 825; Laurent, X, No. 599; Huc, V, No. 354; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3556, 3629 urm.).

**4.** Cheltuelile făcute cu căpătuirea copiilor sunt, după o părere, raportabilă nu numai în cazul când ele sunt făcute din fondurile decujusului, ci și în cazul când sunt făcute din veniturile sale. (Demolombe, XVI, No. 406, 408, 409; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 188 bis, 1; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 826 828; Huc, V, No. 354, 356; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3567; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 590; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 169, 170).

**5.** După altă părere, se vor raporta numai cheltuelilor făcute cu căpătuirea copiilor luate din fondurile decujusului, iar nu și cele luate din veniturile sale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, text și nota 41 p. 653; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 827; Laurent X, No. 650).

**6.** Copiii nu sunt obligați să raporteze partea din avere ce au dobândit-o dela părinți, în caz de divorț, potrivit dispozițiilor art. 285 c. civ. român, deoarece ei au dobândit această avere în virtutea legii, iar nu ca donațiune, (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 624, 625; Contra: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 855; Matei Cantacuzino, p. 706).

**7.** Potrivit dispozițiilor art. 851 c. c. fr. (758 c. civ. rom.), comostenitorul este obligat să raporteze ceace părintele a cheltuit cu dânsul, plătindu-i datoriile. Prin datorii, ce trebuesc raportate, se înțeleg numai acele cari puteau da naștere unei urmăriri în justiție, iar nu și cele nule, anulabile, prescrise sau cari nu dau loc la o acțiune cum sunt datoriile naturale ca cele care derivă din joc sau prinsoare, etc. (Demolombe XVI,

<sup>1)</sup> Cuvântul „dotându-l” din art. 758 nu există în art. corespunzător 851 francez. El este luat după art. 1007 Codul Italian. A se vedea și nota dela textele art. 751 și 828.

No. 546 urm.; Laurent, X, No. 600; Huc, V, No. 355; Planiol, III, No. 2256; Alexandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 591; Traian Ionașcu, p. 207; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 169, 170; Contra: Mourlon, II, No. 591 nota 1).

**8.** Suma la care a fost condamnat un părinte în virtutea art. 1384 c. civ. fr. (1000 c. civ. rom.) pentru un delict sau cuasi-delict comis de capabil sau minor, nu este supusă raportului, deoarece datoria plătită trebuie să fie personală descendentului, iar nu ascendentului care o plătește. (Duranton, VII, No. 567; Demolombe, XVI, No. 545; Massé et Vergé sur Zachariae II, § 598, nota 12, p. 402; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 625; Huc, V, No. 355; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 592).

**9.** Moștenitorul nu este obligat să raporteze decât datoriile contractate de el personal către defunct iar nu și datoriile contractate către defunct de o terță persoană pe care a moștenit-o. (Demolombe, XVI, No. 475; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 578, 605, 605; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 164).

**10.** O datorie a unui moștenitor către succesiunea care nu este lichidă, nu poate fi supusă raportului până când ea nu va fi reclamată și lichidată pe calea unei acțiuni principale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 605, 604; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 164, 165).

**11.** Pentru ca sumele întrebunțate de defunct la procurarea unei cariere sau la plata datoriilor descendentului, să fie raportate se cere ca ascendentul să le fi plătit cu titlu de donațiune, iar nu cu titlu de împrumut, deoarece în acest din urmă caz descendentul nu datorește raportul, ci plata datoriei. Intre aceste două

cazuri sunt multe deosebiri. (Demolombe, XVI, No. 554, 459; Mourlon, II, No. 590; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 627, p. 607; Laurent, X, No. 656; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 592, 595; Comp.: Planiol, III, No. 2506).

**12.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă ascendentul a înțeles să facă descendentul său un dar sau un împrumut. (Demolombe, XVI, No. 555; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 595).

**13.** A se vede: art. 758 și 751 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** În materie de diviziune e necesar a se stabili pe lângă calitatea părților, și masa succesorală de împărțit, în care scop conf. art. 758 cod. civ. coeredele este dator să raporteze aceeași păcinte sau a cheltuit cu dansul, dotându-l procurându-i vreo carieră sau plătinu-i datoriile. Că pârîta susținând că I. H. a primit însemnate sume de bani dela defunctul E. H. cari au intrat în compunerea fondului de comerț al lui I. H., cererea pârîtei de a se stabili masa succesorală de împărțit prin stabilirea sumelor ce are de raportat I. H. este întemeiată... Că întrucât în raportul juridic dintre defunctul E. H. și fiul său I. H. pârîta G. H. este terțiu, dovada cu martori cerută de ea pentru stabilirea sumelor de raportat din partea reclamantului, ca cesionar al lui I. H. este admisibilă și prin consecință ca să se admită. (Trib. Botoșani, jurnalul No. 5041 din 4 Iunie 1920, Jur. Gen. 1926, No. 755).

**Art. 759.** — Cheltuelile de nutriment, întreținere, educațiune, de învățatura unui meșteșug, cheltuelile ordinare pentru îmbrăcăminte și alte obiecte trebuincioase la intrarea în armată, cheltuelile de nuntă și prezenturile obicinuite nu sunt supuse raportului. (Civ. 185, 751, 758, 1266, 1284; Civ. Fr. 852).

*Text. fr. Art. 852.* — Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 161, 170.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Alimente 10.	Bani de buzunar 23.
An nou 27.	Beneficiu 17, 25.
Aniversare 27.	Boală 12.
Aprecieri suverană 30, 32.	Cadouri 26, 27, 30, 31.
Armată 21—24.	Cal 21.
Arme 21.	Căpătuire 32.
Ascendenți 8.	Capital 4, 5, 9, 16—19.

Cărți 15.	25—29, 32.
Căsătorie 3, 11, 25, 26, 28, 29, 31.	Disproporție 16—19, 22, 25, 26, 30.
Cheltueli 1 urm.	Donațiune 6.
Cheltueli ordinare 21, 22.	Dotă 11, 28, 31.
Cheltueli extraordinare 22.	Educațiune 14—20, 32.
Contract de căsătorie 23, 31.	Hrană 9—13.
Dispensă de raport 1—4, 6, 8—10, 12—18, 20—23,	Îmbrăcăminte 21, 22.
	Împrumut 6.
	Intenție 28.

Întreținere 9—13, 32.  
 Învățătura 14, 15, 20.  
 Majoritate 2.  
 Mesteșug 14, 20.  
 Militar, a se vedea cuvântul; «Armată».  
 Minoritate 2.  
 Moștenire 1 urm.  
 Nuntă 3, 11, 25, 26, 28, 29, 31.  
 Nutriment 9—13.  
 Obicei 30.  
 Obligație 7.  
 Obligație civilă 1.  
 Obligație naturală 1.  
 Pensune alimentară 10, 11.  
 Peștior 29.

Poziție socială 16, 30.  
 Profesiune 14.  
 Profit 17, 25.  
 Raport 1 urm.  
 Scutire de raport, a se vedea cuvintele: «Dispensă de raport».  
 Serviciu militar, a se vedea cuvântul «Armată».  
 Studii universitare 14, 15.  
 Succesiune 1 urm.  
 Suverană apreciere 30, 32.  
 Taxe militare 24.  
 Trusou 28.  
 Uniformă 21.  
 Venituri 4, 5, 9, 13.

### Doctrină.

**1.** Cheltuelile prevăzute de art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.), nu sunt supuse raportului, deoarece constituiesc achitarea unei obligațiuni civile sau naturale. (Daloz Rép., Succession, No. 1161; Traian Ionașcu, p. 208; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 618; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 850; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 170).

**2.** Cheltuelile prevăzute de art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.) făcute de ascendent sunt scutite de raport, indiferent dacă descendentul pentru care le-a făcut este minor sau este major. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 619, 620).

**3.** Deasemenea aceste cheltueli nu sunt supuse raportului, indiferent dacă descendentul este sau nu căsătorit. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 620).

**4.** Chiar dacă cheltuelile prevăzute de art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.) ar fi fost luate de decujus din capitalul său, iar nu din venituri, ele nu sunt raportabile, deoarece în această privință trebuie să se ia în considerație natura cheltuelilor, iar nu origina fondurilor cheltuite. (Demolombe, XVI No. 406, 408, 409, 417; Mourlon, II, No. 596; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 814, 826; Laurent, X, No. 624; Huc, V, No. 554, 557; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5567; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 619; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 851).

**5.** După altă părere, dacă cheltuelile au fost făcute din capitalul decujusului, ele pot fi supuse, după împrejurări, la raport. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, text și nota 41, p. 635; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 826; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 170, 171).

**6.** Pentru ca cheltuelile prevăzute de art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.) să fie scutite de raport, trebuie ca ascendentul să le fi făcut cu titlu de dar căci dacă sunt făcute cu titlu de împrumut, ele trebuiesc supuse raportului, dacă descendentul are avere personală. (Demolombe, XVI, No. 412; Laurent, X, No. 624; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 618, 619, text și nota 1).

**7.** Ascendentul poate dispune ca chel-

tuelile făcute de el, prevăzute de art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.), să fie supuse raportului. (Duranton, VII, No. 558; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 619, nota 1).

**8.** Dispozițiile art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în privința ascendenților mai depărtați, afară de părinți, cari nu au nici o obligație legală față de descendenții lor. (Planiol, III, No. 2265; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 618, nota 1, 620, nota 1).

**9.** Cheltuelile de nutriment și de întreținere sunt scutite de raport, chiar dacă descendentul ar avea personal suficiente venituri pentru a putea face aceste cheltueli. (Demolombe XVI, No. 406 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 651; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 814; Laurent, X, No. 625 urm.; Huc, V, No. 555; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3650 urm.; Planiol, III, No. 2265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 620, text și nota 1).

**10.** Cheltuelile de nutriment și de întreținere sunt scutite de raport, atât în cazul când ele au avut loc în natură în casa decujusului, cât și în cazul când ele au fost făcute în bani sau sub forma unei pensiuni alimentare. (Demolombe, XVI, No. 406 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 651; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 814, 815; Laurent, X, No. 625 urm.; Huc, V, No. 555, 577; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5650 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 620, 621).

**11.** În cazul când părintele, după ce căsătorește pe un copil al său, se obligă a-l ține în casa sa procurându-i nutrimentul și întreținerea familiei sale, sau a-i plăti o sumă de bani sub formă de pensune, aceste cheltueli pot fi considerate ca o dotă care trebuie raportată. (Duranton, VII, No. 375; Marcadé, Art. 852, No. 1; Daloz, Rép., Succession, No. 1166; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 620, nota 5).

**12.** Prin cheltueli de nutriment și întreținere, trebuiesc înțelese și cheltuelile făcute cu o boală a descendentului, deși ele nu sunt enumerate în art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 815; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 619, nota 5).

**13.** Sunt scutite de raport numai cheltuelile de nutriment și de întreținere făcute în timpul vieții decujusului. (Demolombe, XVI, No. 421; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 652; Daloz, Rép., Succession, No. 1164; Suppl., Succession, No. 814; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 620).

**14.** Prin cheltueli de educațiune și de învățătura unui mesteșug se înțeleg toate cheltuelile cari au de scop de a permite descendentului să poată exercita o profesiune, cum ar fi cele făcute cu studiile sale universitare. (Demolombe,

XVI, No. 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, nota 33, p. 631; Dalloz, Rép., Succession, No. 1170, 1171; Suppl., Succession, No. 817; Laurent, X, No. 625; Huc, V, No. 558; Baudry et Waul, Successions, III, No. 3659; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 619, text și nota 5; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 170; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 852; Traian Ionașcu, p. 209).

**15.** În cheltuelile de educație intră și cheltuelile făcute cu procurarea de cărți pentru studiile descendentului, cari nu trebuie raportate chiar dacă la decesul decujusului cărțile ar exista în natură. (Demolombe, XVI, No. 424; Dalloz, Rép., Succession, No. 1169; Laurent, X, No. 625; Planiol, III, No. 2265; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 591, nota 1, 619, nota 5).

**16.** Cheltuelile de educație chiar dacă ar fi în disproporție cu avera decujusului, nu sunt raportate. (Demolombe, XVI, No. 417; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 188; Dalloz, Rép., Succession, No. 1172; Suppl., Succession, No. 818; Laurent, X, No. 625; Huc, V, No. 558; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3640; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 620).

**17.** Această soluție are loc chiar dacă descendentul ar fi avut bunuri personale și chiar dacă i-ar fi profitat sau nu cheltuelile făcute. (Demolombe, XVI, No. 417; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 818).

**18.** După altă părere, cheltuelile de educație chiar disproporționate, nu sunt raportabile dacă nu întrec veniturile decujusului; în cazul când întrec aceste venituri și au fost luate din capital, se va raporta excedentul. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 818).

**19.** După a treia părere, cheltuelile disproporționate cu avera decujusului trebuie raportate de descendent. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, text și nota 41, p. 635; Comp.: Dalloz, Rép., Succession, No. 1172; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 170 171).

**20.** Sunt scutite de raport numai cheltuelile educației și de învățătura unui meșteșug, făcute în timpul vieții decujusului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1164; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 620).

**21.** Potrivit dispozițiilor art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.), cheltuelile făcute cu procurarea obiectelor trebuincioase copilului, la intrarea sa în armată, cum sunt: uniformă, armele, calul, etc., nu se raportează. (Demolombe, XVI, No. 427; Dalloz, Rép., Succession, No. 1173; Laurent, X, No. 626; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 621, 622; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 852; Traian Ionașcu, p. 209).

**22.** Art. 852 c. civ. fr. (759 c. civ. rom.) prevede că nu sunt supuse raportului, chel-

tuelile ordinare făcute de ascendent pentru îmbrăcăminte și alte obiecte trebuincioase la intrarea descendentului în armată. Prin cheltueli ordinare se înțeleg acele cheltueli cari sunt în proporție cu avera ascendentului și cu gradul descendentului în armată; dacă cheltuelile sunt disproporționate ele sunt extraordinare și sunt supuse raportului în măsura în care ele sunt disproporționate. (Chabot, Successions, II, art. 852, No. 7; Marcadé, art. 852; Laurent, X, No. 626; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 621, text și nota 2).

**23.** Bani de buzunar ce ar da ascendentul în timpul când descendentul își face serviciul militar, vor fi supuși raportului, afară de cazul când sumele date sunt prea mici. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 622).

**24.** Sumele de bani plătite de ascendent ca taxe militare pentru descendentul său, sunt supuse raportului. (Huc, V, No. 555; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 622).

**25.** Cheltuelile de nuntă, nu sunt supuse raportului, chiar dacă ar fi în disproporție cu avera părinților, deoarece nu procură nici o îmbogățire copilului care se căsătorește. (Demolombe, XVI, No. 428; Mourlon, II, No. 397; Dalloz, Rép., Succession, No. 1187; Suppl., Succession, No. 825; Laurent, X, No. 627; Huc, V, No. 360; Planiol III, No. 2266; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 622; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 852; Comp.: Traian Ionașcu, p. 209).

**26.** Cadourile de nuntă nu sunt supuse raportului când ele sunt proporționate cu avera părinților și pozițunea lor socială. (Demolombe, XVI, No. 454; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 651, p. 630; Dalloz, Rép., Succession, No. 1187; Suppl., Succession, No. 825; Laurent, X, No. 627; Huc, V, No. 360; Planiol, III, No. 2267; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 624; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 852; Traian Ionașcu, p. 209).

**27.** Deasemenea cadourile obișnuite cum sunt cele care se dau la anul nou sau la aniversare, nu sunt supuse raportului. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 825; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 624; Traian Ionașcu, p. 209; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 852).

**28.** Trusoul dat de părinte copilei sale este supus raportului dacă a fost trecut în contractul de căsătorie; dacă însă nu a fost trecut în contractul de căsătorie și dacă valoarea sa nu este prea mare față de poziția socială și avera părinților, el nu este supus raportului; tot odată se va cerceta care a fost intenția dăruitorului când a dăruit trusoul. (Demolombe, XVI, No. 451, 452; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 652; Dalloz, Rép., Succession, No. 1191, 1192; Suppl., Succession, No. 824; Laurent, X, No. 627; Huc, V, No.

560; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5655, Planiol, III, No. 2267; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 623, text și nota 5; Comp.: Traian Ionașcu, p. 209).

**29.** Suma plătită de ascendent peșitorului care a mijlocit căsătoria descendentului, nu este supusă raportului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 623, 624).

**30.** Tribunalele vor verifica și aprecia în mod suveran dacă există obiceiul de a se da cadouri și dacă aceste cadouri nu sunt disproporționate cu averea părinților luându-se în considerație poziția lor socială. (Demolombe, XVI, No. 450; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 655; Dalloz, Rép., Succession, No. 1188; Suppl. Succession, No. 825; Laurent, X, No. 627; Huc, V, No. 360; Baudry et Wahl, Successions III, No. 5652; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 624; Comp.: C. Ha-

mangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 852).

**31.** Dacă însă cadourile de nuntă au fost trecute în contractul de căsătorie, ele vor fi supuse raportului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1191; Laurent, X, No. 628; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 625; Contra: Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 825; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5651).

**32.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran cari cheltueli trebuiesc considerate ca o căpătuire a copilului și deci raportate și care cheltueli trebuiesc considerate ca făcute pentru întreținerea și educația copilului și deci scutite de raport. (Demolombe, XVI, No. 555; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 595; Traian Ionașcu, p. 209; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 171).

**Art. 760.** — Imobilul care s'a pierdut din caz fortuit și fără greșala donatorului <sup>1)</sup> nu este supus raportului. (Civ. 555, 765 urm., 1015, 1019, 1156 urm., 1183, 1282; Civ. Fr. 855).

*Text. fr. Art. 855.* — L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire, n'est pas sujet à rapport.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune 14.  
Asigurare 11, 12.  
Caz fortuit 1 urm.  
Clădire 9, 17, 18.  
Culpă 1 urm.  
Dărâmare 9.  
Daune-interese 7.  
Deschiderea succesiunii 2, 4, 5, 7, 10, 15, 17.  
Desființare 5.  
Distrușgere 1 urm.  
Distrușgere parțială 8, 9, 11, 12.  
Donațiune 1 urm.  
Dovadă 19.  
Forță majoră 1 urm.  
Greșală 1 urm.  
Imobile 1 urm.  
Incendiu 11, 12, 13, 14.  
Inchiriere 13, 14.  
Indemnizație 11, 12.  
Instrăinare 4, 5, 6, 7, 16.  
Locațiune 13, 14.

Material 9.  
Mostenire 1 urm.  
Pierdere 1 urm.  
Pierdere parțială 8, 9, 11, 12.  
Plus-valută 18.  
Preț 6.  
Prezumpțiune 13.  
Probă 19.  
Raport 1 urm.  
Raport în natură 3, 4, 5.  
Raport prin luare mai puțin 15.  
Reclădire 17, 18.  
Rezoluțiune 5.  
Succesiune 1 urm.  
Teren 9.  
Terțe persoane 3, 4.  
Valoare 10, 17.  
Vindere-cumpărare, a se vedea cuvântul: „Instrăinare” și 6, 7, 16.

molombe, XVI, No. 487; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 651; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 655, 660, 661).

**3.** Chiar dacă imobilul care s'a pierdut din caz fortuit se află în mâinele unei terțe persoane, el nu este supus raportului în natură. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1259; Suppl., Succession, No. 880).

**4.** Când imobilul, care s'a pierdut din caz fortuit, se află în mâinele unei terțe persoane, el nu este supus raportului în natură, indiferent dacă el fusese instrăinat înainte sau după deschiderea succesiunii. (Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 880).

**5.** După altă părere, când imobilul dăruit a fost instrăinat de donatar posterior deschiderei succesiunii, se va face raportul, deoarece donatarul a instrăinat un lucru ce nu mai putea fi instrăinat, întrucât donațiunea a fost desființată. (Demolombe XVI, No. 519; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 196 bis. II; Laurent, XI, No. 12; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 662, 665).

**6.** Descendentul care a vândut imobilul dăruit, nu datorește raportul prețului, în cazul când acest imobil s'a pierdut din caz fortuit. (Pothier, Successions, VIII p. 175; Demolombe, XVI, No. 518; Mourlon, II, No. 415; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 190 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, text și nota 44, p. 658; Dalloz, Rép., Succession, No. 1260; Suppl., Succession, No. 880, 887; Huc, V, 587; Baudry et Wahl, Successions, III, No.

## Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 855 c. civ. fr. (760 c. civ. rom.), imobilul care s'a pierdut din caz fortuit și fără greșala donatarului, nu este supus raportului. (Demolombe, XVI, No. 487; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 651; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 880; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 655, 660, 661; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 862; Traian Ionașcu, p. 210, 211).

**2.** Chiar dacă imobilul dăruit s'a pierdut din caz fortuit posterior deschiderei succesiunii, el nu trebuie raportat. (De-

<sup>1)</sup> Din eroare se zice „donatorului” în loc de „donatarului”, cum este în textul art. 855 francez corespunzător.

3758; Contra: Vazeille, Successions, I, art. 855, No. 5; Laurent, XI, No. 50; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 662).

**7.** Descendentul care a vândut imobilul dăruit, posterior deschiderii succesiunii, nu datorește daune interese, în cazul când acest imobil s'a pierdut din caz fortuit. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 880; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3696; Contra: Laurent, XI, No. 12).

**8.** În cazul când pierderea, prin caz fortuit, a imobilului, a fost parțială, el se va raporta în starea în care se află. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 651; Huc, V, No. 578; Planiol, III, No. 2279; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 661; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 862).

**9.** Potrivit regulei precedente dacă imobilul s'a dărâmat prin caz fortuit, se va raporta locul pe care a fost clădit, precum și materialul rezultat din dărâmare. (Pothier, Successions, VIII, p. 173; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 651; Huc, V, No. 578; Planiol, III, No. 2279; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 661; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 862).

**10.** În cazul când imobilul dăruit s'a pierdut prin culpa sau prin faptul donatarului, el nu va putea fi raportat în natură, dar se va raporta valoarea imobilului din momentul deschiderii succesiunii. (Pothier, Successions, VIII, p. 17; Demolombe, XVI, No. 488, 488 bis; Marcadé, art. 855; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 661, 662, 674; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 862; Traian Ionașcu, p. 211).

**11.** În cazul când imobilul dăruit s'a pierdut în total sau în parte printr'un incendiu, descendentul donatar nu datorește raportul indemnizației obținută de la compania de asigurare la care eră asigurat imobilul dăruit, deoarece această indemnizație reprezintă echivalentul primelor plătite de el. (Demolombe, XVI, No. 491; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, text și nota 19, p. 651, 652; Daloz, Rép., Succession, No. 1261; Suppl., Successions, No. 880; Laurent, XI, No. 12; Huc, V, No. 578; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3699; Planiol, III, No. 2280; Colin et Capitant, III, p. 555; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 665, nota 5; Matei Cantacuzino, p. 277; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 865; Comp.: Traian Ionașcu, p. 211, 212).

**12.** Chiar dacă contractul de asigurare ar fi fost încheiat de defunctul donator, descendentul donatar nu datorește raportul indemnizației obținute dela compania de asigurare, în cazul când imobilul dăruit s'a pierdut în total sau în parte printr'un incendiu. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 880; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3699; Contra: Demolombe, XVI, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 665, nota 5).

**13.** Presumpțiunea prevăzută de art. 1755

c. civ. fr. (1455 c. civ. rom.) în materie de locațiune, nu este aplicabilă descendentului donatar care ocupă imobilul dăruit distrus de un incendiu. (Demolombe, XVI, No. 489; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, text și nota 20, p. 652; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 881; Laurent, XI, No. 12; Huc, X, No. 320; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pagina 663, 664; Contra: Daloz, Rép., Succession, No. 1262; Duranton, VII, No. 395; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 400, nota 20, p. 455).

**14.** În cazul când imobilul dăruit, distrus de incendiu eră închiriat, descendentul donatar va trebui să raporteze acțiunea sa de despăgubire în contra chiriașului. (Demolombe, XVI, No. 490; Daloz, Rép., Succession, No. 1262; Suppl., Succession, No. 881; Laurent, XI, No. 12; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3694; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, 664, text și nota 2).

**15.** În cazul când raportul trebuie să se facă prin luare mai puțin, pierderea imobilului prin caz fortuit, după deschiderea succesiunii, nu scutește pe descendentul donatar de raport. (Demolombe, XVI, No. 519; Demante et Colmet de Sarterre, III, No. 196 bis, II; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 887; Laurent, XI, No. 12; Huc, V, No. 387; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3759).

**16.** În cazul când imobilul a fost vândut de donatar și el s'a pierdut din greșeala cumpărătorului, donatarul este obligat la raport, deoarece el răspunde de faptul cumpărătorului. (Daloz, Rép., Succession, No. 1262).

**17.** În cazul când clădirea a fost distrusă și donatarul a reclădit-o, dacă ea s'a pierdut prin caz fortuit, el va fi dator s'o raporteze, însă masa succesorală îi va rambursă valoarea clădirei din momentul deschiderii succesiunii. (Daloz, Rép., Succession, No. 1277).

**18.** În cazul precedent, dacă clădirea s'a pierdut prin greșeala donatarului, masa succesorală îi va rambursă numai plus-valuta clădirei noi asupra celei vechi distruse. (Daloz, Rép., Succession, No. 1277).

**19.** Donatarul care invoacă pierderea imobilului prin caz fortuit trebuie să dovedească acest lucru, iar moștenitorii care invoacă o culpă din partea donatarului trebuie să o dovedească. (Laurent, XI, No. 12; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 665).

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** În caz când imobilul ce trebuie raportat, a fost expropriat pentru cauză de utilitate publică, el nu mai poate fi raportat în natură, conform principiului stabilit de art. 760 cod. civil, căci din punct de vedere doctrinar, exproprierea silită trebuie considerată ca un caz de forță majoră. În acest caz trebuie să se ra-

poarte suma rezultată din exproprierea imobilului, iar nu imobilul pe care l-a cumpărat cu banii dotali rezultați din expropriere, căci această situațiune trebuie asimilată cu situațiunea unei persoane care a primit o dotă în numerar, pe care ar fi avut facultatea să o plaseze

într'un imobil care devenia dotal, în care caz desigur nu era obligată decât să raporteze suma primită ca zestre în numerar, iar nicidecum imobilul cumpărat în urmă cu banii dotali. (C. Apel, București, S. I, 194 din 15 Aprilie 1925, Bul. C. Apel, 13/1925).

**Art. 761.** — Dacă înzestrătorul ascendinte plătește bărbatului zestrea fără asigurări suficiente, fiica înzestrată va fi datoare a reportă numai acțiunea în contra bărbatului <sup>1)</sup>. (Civ. 651, 751, 758, 828, 1233 urm., 1244, 1282, 1914; Civ. Ital. 1007 § 2).

*Text. Ital. Art. 1007 § 2.* — Se il dotante ha pagata la dote al marito senza le sufficienti cautele, la figlia dotata è soltanto obbligata a conferire l'azione verso il patrimonio del marito.

### Doctrină.

**1.** Art. 761 c. civil român este traducerea art. 1007 § 2 din codul civil italian. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 594, nota 3).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 761 c. civ. rom. în cazul când înzestrătorul ascendent plătește bărbatului dota fără asigurări suficiente fiica înzestrată va fi datoare a raportă numai acțiunea în contra bărbatului deoarece donatorul a fost în culpă sau a comis o neglijență că a încredințat dota unui insolubil sau unui

risipitor. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 859).

**3.** Dispozițiunile art. 761 c. civ. rom. își găsesc aplicațiunea oricare ar fi regimul matrimonial, adoptat de soți. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 859).

**4.** Art. 761 din codul civil va fi explicat la Art. 1282 din codul civil, deoarece ambele articole sunt relative la aceeași ordine de idei.

**5.** A se vedea: art. 1282 din codul civil cu notele respective.

**Art. 762.** — Fructele și interesele lucrurilor supuse reportului, nu sunt debite decât în <sup>2)</sup> ziua deschiderii succesiunii. (Civ. 483 urm., 522, 523, 527, 552 urm., 651, 751, 759 urm., 854, 1089, 1276, 1587, 1608; Pr. civ. 139; Civ. Fr. 856).

*Text. fr. Art. 856.* — Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

### Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 5/1927, Curier Jud. 5/1927.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acțiune 12, 15.  
Anatocism 15, 16.  
Anulare 7.  
Bani 15, 16.  
Cesiune 4.  
Comostenitori 15, 16, 17.  
Culegere 2.  
Derogare 6, 7, 8.  
Deschiderea succesiunii  
1 urm.  
Dobândire 2.  
Dobânzi 13, 15, 16, 17.  
Dobânzi la dobânzi 15, 16.  
Donațiune 1 urm.  
Folosință legală 9.  
Fructe 1 urm.

Fructe civile 2.  
Fructe naturale 2.  
Indiviziune 17.  
Instrăinare 13, 14.  
Interese 1 urm.  
Lichidare 17.  
Minor 9.  
Mostenire 1 urm.  
Notificare 12.  
Nullitate 7.  
Partaj 8, 17.  
Percepere 2.  
Prescripție 17.  
Preț 13.  
Punere în întârziere 12.  
Raport 1 urm.

Raport în natură 10.  
Raport prin luare mai puțin 10.  
Societate 11.  
Somațiune 12.  
Succesiune 1 urm.

Sume de bani 15, 16.  
Terțe persoane 4.  
Uzufruct 2, 3, 4.  
Uzufruct legal 9.  
Valoare 13, 14.  
Vindere-cumpărare 13, 14.

### Doctrină.

**1.** Fructele și interesele lucrurilor supuse raportului, culese de descendentul donatar din momentul donațiunii și până la deschiderea succesiunii, nu sunt supuse raportului. (Demolombe, XVI, No. 457; Marcadé, Art. 856; Aubry et Rau,

1) În Codul Civil francez, nu există dispozițiunile acestui articol cari sunt luate din codul civil Italian. A se vedea și notele dela textele art. 751 și 828.

2) Din eroare se zice aci „în” în loc de „din”.

ed. 4-a, VI, § 651, nota 45, p. 653; Dalloz Rép., Suppl., Succession, No. 862; Laurent, X, No. 628; Huc, V, No. 365; Planiol, III, No. 2259; Colin et Capitant, III, p. 551; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 625, 626; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 854).

**2.** Dobândirea fructelor se va face ca și în materie de uzufruct: fructele materiale se vor dobândi prin perceperea lor, iar fructele civile se vor dobândi zi cu zi indiferent dacă au fost sau nu percepute. (Demolombe, XVI, No. 457, 440, 449; Mourlon, II, No. 404; Chabot, Successions, Art. 856, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 191; Aubry et Rau ed. 4-a, VI, § 651, text și nota 43, p. 653, 654; Dalloz, Rép., Succession, No. 1220; Suppl., Succession, No. 862; Laurent, X, No. 628, 629; Huc, V, No. 365; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3665; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 626 627; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 855).

**3.** Chiar dacă obiectul dăruit este un drept de uzufruct, fructele culese înainte de deschiderea succesiunii, nu trebuiesc raportate. (Demolombe, XVI, No. 444; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, text și nota 46, p. 654; Dalloz, Rép., Succession, No. 1221; Suppl., Succession, No. 866; Laurent, X, No. 629; Huc, V, No. 365; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3669; Planiol, III, No. 2260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 627; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 856).

**4.** Această regulă își găsește aplicațiunea atât în cazul când defunctul a cedat descendentului moștenitor un drept de uzufruct stabilit asupra lucrului unui terț cât și în cazul când defunctul a constituit un drept de uzufruct în favoarea descendentului asupra unui obiect al său propriu. (Demolombe, XVI, No. 444; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, p. 654; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 866; Laurent, X, No. 629; Huc, V, No. 365; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3669; Planiol, III, No. 2260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 627; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 856).

**5.** Chiar în cazul când obiectul donațiunii au fost însăși fructele unui lucru, fructele culese înainte de deschiderea succesiunii, nu trebuiesc raportate. (Demolombe, XVI, No. 406, 408, 409, 438; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, nota 47, p. 655; Dalloz, Rép., Succession, No. 1225; Suppl., Succession, No. 866; Laurent, X, No. 650; Huc, V, No. 354; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3567, 3676; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 856; Comp.: Planiol, III, No. 2260; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 611, 627; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 168).

**6.** Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 856 c. civ. fr. (762 c. civ. rom.), descen-

dentul donatar este scutit de a raporta fructele și interesele lucrului dăruit percepute de el până în momentul deschiderii succesiunii, totuși părțile pot derogă dela dispozițiile acestui articol, fie prin însuși actul de donațiune, fie printr'un act posterior acceptat de donatar. (Demolombe, XVI, No. 457; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 651, nota 45, p. 653; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 625).

**7.** După altă părere, clauza înserată într'un act de donațiune, prin care donatarul s'ar obliga să raporteze totalitatea fructelor sau veniturilor percepute până la deschiderea succesiunii, este nulă. (Colin et Capitant, III, p. 551; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 854).

**8.** Clauza înserată într'un act de donațiune, prin care donatorul scutește pe donatar ca să raporteze fructele și veniturile percepute până la efectuarea partajului, este valabilă. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 854).

**9.** Dispozițiile art. 856 c. civ. fr. (762 c. civ. rom.) își găesc aplicațiunea și în cazul când donațiunea a fost făcută unui minor, iar fructele aparțin uzufructuarului legal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 626).

**10.** Dispozițiile art. 856 c. civ. fr. (762 c. civ. rom.) își găesc aplicațiunea atât în cazul când raportul se face în natură, cât și în cazul când raportul se face prin luare mai puțin. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 650).

**11.** Dispozițiile art. 856 c. civ. fr. (762 c. civ. rom.) nu-și găesc aplicațiunea în materie de societate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 650).

**12.** Fructele și interesele lucrurilor supuse raportului, sunt datorate deplin drept din ziua deschiderii succesiunii, fără să fie nevoie de somație sau cerere în justiție, deoarece dispozițiile art. 1153 c. civ. fr. (1088 c. civ. rom.) nu-și găesc aplicațiunea în această materie. (Demolombe XVI, No. 475; Dalloz, Rép., Succession, No. 1231; Huc, V, No. 571; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 604, 628, 629; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 854; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 168; Contra: Duranton, VII, No. 512; Laurent, X, No. 642).

**13.** Moștenitorul donatar al unui imobil înstrăinat înainte de deschiderea succesiunii, după o părere, datorește raportul dobânzilor sumei de bani care reprezintă valoarea imobilului. (Laurent, XI, No. 28; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 629).

**14.** După altă părere, moștenitorul donatar al unui imobil înstrăinat înainte de deschiderea succesiunii datorește raportul unei sume egală cu fructele produse de imobilul dăruit, cu începere dela ziua deschiderii succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1230).



**15.** Dispozițiile art. 1154 c. civ. fr. (1089 c. civ. rom.) privitoare la dobânzile la dobânzi își găsesc aplicațiunea și la dobânzile sumelor ce trebuiesc raportate de către descendentul moștenitor cu începere dela acțiunea făcută de către ceilalți moștenitori. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 871; Huc, V, No. 366; Baudry et Wahl, Successions III, No. 3805; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 650).

**16.** După altă părere, dispozițiile art. 1154 c. civ. fr. (1089 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în raporturile reciproce dintre copărtași, ci numai relațiunilor între debitor și creditor. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 856).

**17.** Prescripțiunea prevăzută de art. 2277 c. civ. fr. (1907 c. civ. rom.) nu curge între comostenitori, în timpul indiviziunii, cu privire la dobânzile sumelor ce trebuiesc raportate la succesiune; ea începe însă a curge dela data lichidării definitive a succesiunii. (Troplong, Prescription, II, No. 1052; Massé et Vergé sur Zachariae II, § 400, nota 9, p. 412; Vazeille, Prescription, II, No. 616; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 774, p. 457; Daloz, Rép., Suppl., Succession No. 872; Huc, V, No. 366; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3807; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 856; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 650).

**Art. 763.** — Legatarii și creditorii nu pot pretinde ca erezii să facă report. (Civ. 699, 751, 757, 769, 785, 801, 848 urm., 974; Civ. Fr. 857).

*Text. fr. Art. 857.* — Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier; il n'est pas dû aux légataires ni aux créanciers de la succession.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 165; *Despre succesiuni*, p. 159, 160;  
HOZOC D., *Notă sub C. Apel Buc. S. III*, 186 din 5 Nov. 1890, Pand. Rom. 1925, II, 146;  
*Notă sub Cas. I*, 460 din 10 Nov. 1906, Pand. Rom. 1926, I, 158.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptare beneficiară 2, 15.	Dotă 11.
Acceptare pur și simplă 3.	Drept individual 14.
Acțiune indirectă 4.	Erezi 16.
Beneficiu de inventar 2, 15.	Excludere 13.
Compensație 6.	Legatari 7, 8, 9, 10.
Contract de căsătorie 11.	Linie succesorală 14.
Creditori moștenitorului 4.	Moștenire 1 urm.
Creditorii succesiunii 1, 2, 3, 5, 6.	Nedemnită 13.
Datorii 3.	Raport 1 urm.
Donațiune 1 urm.	Renunțare 12.
	Succesiune 1 urm.
	Tulpină 14.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 857 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.), creditorii succesiunii nu pot pretinde ca moștenitorii să facă raport. (Daloz, Rép., Succession, No. 1085; Suppl., Succession, No. 767; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 580, nota 1, 582, text și nota 2, 584; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu III, No. 850; Traian Ionașcu, p. 204).

**2.** Creditorii succesiunii nu pot pretinde raportul chiar dela moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar. (Demolombe, XVI, No. 500; Mourlon, II, No. 408; Daloz, Rép., Succession, No. 1085; Laurent, X, No. 587; Huc, V, No. 375; Planiol, III, No. 2242; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584 text și nota 4; C. Hamangiu, I. Ro-

setti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 851; Traian Ionașcu, p. 204, 205).

**3.** Când însă moștenitorul a acceptat succesiunea pur și simplu, creditorii succesiunii pot să-și exercite drepturile lor de creanță și asupra bunurilor supuse la raport, deoarece în acest caz el poate fi urmărit și asupra bunurilor sale personale, întrucât este ținut la plata datoriilor succesiunii ultra vires bonorum. (Demolombe, XVI, No. 500; Mourlon, II, No. 408; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 192 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 650, p. 615, 620; Daloz, Rép., Succession, No. 1085; Laurent, X, No. 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 584; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu III, No. 851; Traian Ionașcu, p. 204).

**4.** Creditorii personali ai unuia dintre moștenitori au dreptul, în virtutea acțiunii indirecte, să ceară raportul în numele debitorului lor sau să se folosească de raport când el a avut loc. (Pothier, Successions, VIII, No. 170; Demolombe, XVI, No. 182; Mourlon, II, No. 408; Demante et Colmet de Santerre III, No. 192 bis, I, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 650, p. 619; Daloz, Rép., Succession, No. 1084; Suppl., Succession, No. 767; Laurent, X, No. 586, 587; Huc, V, No. 375; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3538; Planiol, III, No. 2242; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 580, nota 1, 582, text și nota

2, 585, 584; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 831; Traian Ionașcu, p. 204).

**5.** Deoarece potrivit dispozițiilor art. 857 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.), creditorii succesiunii nu pot cere raportul, ei nu au dreptul să profite de raportul făcut în urma cererii celorlalți moștenitori. (Pothier, Successions, VIII, p. 152; Demolombe, XVI, No. 295; Mourlon, II, No. 409; Laurent, X, No. 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 582; Traian Ionașcu, p. 204).

**6.** Din dispozițiile art. 857 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.), rezultă că dacă descendentul donatar supus raportului este în același timp creditor al defunctului, nu poate face compensație între ceea ce trebuie să raporteze și ceea ce i se datorește de succesiune, deoarece ambele sale calități dau loc la drepturi și obligații deosebite. (Demolombe, XVI, No. 299; Laurent, XI, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 582, nota 5).

**7.** Potrivit dispozițiilor art. 857 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) legatarii, chiar universali, nu pot pretinde ca moștenitorii să facă raport. (Demolombe, XVI, No. 285; Dalloz, Rép., Succession, No. 1069, 1076; Suppl., Succession, No. 764; Laurent, X, No. 587 bis; Planiol, III, No. 2237; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 581; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 832; Traian Ionașcu, p. 205).

**8.** Deasemenea potrivit dispozițiilor aceluiaș articol, legatarii neputând cere raportul, nu au dreptul să profite de raportul făcut în urma cererii altor moștenitori. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 765; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 581, nota 1; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 834; Traian Ionașcu, p. 205).

**9.** Dispozițiile art. 857 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicaunea în cazul când legatarul este în același timp și moștenitor descendent și când poate cere raportul numai în calitatea sa de moștenitor. (Demolombe, XVI, No. 286; Aubry et Rau ed. 4-a, VI, § 650, p. 616; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 764; Laurent, X, No. 587 bis; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 2552, 2553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 581, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 832).

**10.** În cazul precedent însă, moștenitorul care a cerut raportul nu poate exercita asupra bunurilor raportate decât drepturile sale rezultate din calitatea sa de moștenitor ab intestat, iar nu drepturile sale, rezultate din calitatea de legatar. (Demolombe, XVI, No. 286; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 650, p. 616, 617; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 764; Laurent, X, No. 587 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 581, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 835).

**11.** Donatarii prin contractul de căsătorie ai întregei succesiuni sau a unei părți din ea, nu au dreptul să ceară raportul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 581, 582).

**12.** Moștenitorul care renunță la succesiune nu poate cere raportul, deoarece el este considerat că nu a fost niciodată moștenitor. (Demolombe, XVI, No. 172 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 629, p. 610 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 1070; Suppl., Succession, No. 762; Laurent, X, No. 584; Huc, V, No. 574; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3526; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 580; Traian Ionașcu, p. 204).

**13.** Moștenitorul exclus dela succesiune pentru nedemnitare, nu poate cere raportul. (Demolombe, XVI, No. 172 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 629, p. 610 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 762; Laurent, X, No. 584; Huc, V, No. 574; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3526; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 580).

**14.** Fiecare moștenitor descendent are dreptul să ceară raportul, chiar când comoștenitorul care trebuie să raporteze aparține unei linii sau tulpine deosebite de a sa, deoarece dreptul de a cere raportul constituie un drept individual. (Demolombe, XVI, No. 114, 278; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 629, p. 610 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 765; Laurent, X, No. 588; Huc, V, No. 574; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3529).

**15.** Moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, are dreptul să ceară raportul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 580, nota 7).

**16.** Prin cuvântul: „erezi” întrebuințat în art. 565 c. civ. rom. se înțeleg moștenitorii descendenți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 580).

**Art. 764.** — Reportul se face sau în natură, sau scăzându-se valoarea sa din partea celui obligat a face report. (Civ. 738, 739, 751 urm., 765 urm., 772, 773; Civ. Fr. 858).

*Text. fr. Art. 858.* — Le rapport se fait en nature ou en moins prenant.

#### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub C. Apel Buc. S. III, 355 din 27 Nov. 1925, Curier Jud. 59/1926;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 157 urm.

## Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 858 c. civ. fr. (764 c. civ. rom.), raportul se face în natură, dacă donatarul are încă lucrul în posesiunea sa, sau scăzându-se valoarea sa din partea celui obligat a face raport. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 636; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 857; Traian Ionașcu, p. 209).

2. Raportul prin luare mai puțin se poate face în două moduri: 1) prin imputare sau compensare, adică imputând valoarea lucrului asupra porțiunii ce se cuvine descendentului donatar și 2) prin preluare, adică prin luarea de către ceilalți comostenitori din masa succesiunii o valoare egală cu aceeași trebuiește raportată. (Demolombe, XVI, No. 579 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 195; Mourlon, II, No. 410; Laurent, XI, No. 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 636, 637; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 858, 859; Traian Ionașcu, p. 210).

3. Raportul prin imputațiune în sensul legii nu poate fi conceput și aplicat decât

în caz de partaj voluntar. Ori de câte ori se vor trage loturile la sorti, se va recurge la sistemul preluărilor prin atribuițiune efectuate de ceilalți comostenitori până la concurența valorii bunului raportabil; apoi din ce rămâne în masa succesorală, se vor forma loturi spre a fi trase la sorti. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 859).

4. Raportul legatelor are loc prin lasarea lor în masa succesorală ca și cum ele nu ar fi fost făcute. (Duranton, VII, No. 214; Chabot, Successions, Art. 843, No. 10; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 634, text și nota 1, p. 646; Laurent, XI, No. 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 637).

5. În cazul când nu există nimic în succesiune, raportul prin luare mai puțin nu poate avea loc, ci el se va face numai în natură. (Laurent, XI, No. 2; Planiol, III, No. 2268; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 638).

6. Modul cum urmează a se face raportul va fi determinat de voința comostenitorilor cari îl cer. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 638).

7. A se vede: art. 765 urm. din codul civil cu notele respective.

**Art. 765.** — Reportul se poate pretinde în natură pentru imobile; când cel ce a primit imobilul, l-a înstrăinat sau ipotecat <sup>1)</sup> înaintea deschiderii succesiunii, reportul în natură nu este obligator.

Reportul, în acest caz, se prețuește după valoarea ce imobilul a avut în momentul deschiderii succesiunii. (Civ. 651, 736, 741, 751, 764, 766 urm., 769, 834, 1102; Civ. Fr. 859, 860; Civ. Ital. 1016, 1017).

*Text. fr. Art. 859.* — Il peut être exigé en nature, à l'égard des immeubles, toutes les fois que l'immeuble donné n'a pas été aliéné par le donataire, et qu'il n'y a pas, dans la succession, d'immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers.

*Text. fr. Art. 860.* — Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant, quand le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession; il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture.

*Text. Ital. Art. 1016.* — Quando il donatario d'un immobile lo ha alienato od ipotecato, la collazione si fa soltanto coll'imputazione.

*Text. Ital. Art. 1017.* — La collazione per imputazione si fa, avuto riguardo al valore dell'immobile al tempo dell'aperta successione.

## Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub C. Apel Buc. S. III, 553 din 25 Nov. 1925, Curier Jud. 39/1926;  
 BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 5/1927, Curier Jud. 3/1927;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 157 urm., 187;  
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub Cas. I. 5 Decembrie 1923, Pand. Rom. 1925, I, 88;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Observație* sub C. Apel Buc. S. II, 43 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 51; *Notă* sub C. Apel București S. III, 25 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926 No. 907;  
 VARGOLICI CEZAR, *Notă* sub C. Apel Iași S. II, 151 bis din 9 Octombrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 117.

1) Cuvintele „sau ipotecat” din art. 765, nu figurează în art. francez corespunzător. Ele sunt luate din art. 1016 Codul civil Italian.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Culpă 22.  
Derogare 1, 2.  
Deschiderea succesiunii 11, 12, 13, 14, 16.  
Dispensă 4, 5.  
Distrugere 22.  
Donațiune 1 urm.  
Donațiune deghizată 5.  
Excepțiuni 3, 7.  
Executare silită 19.  
Expropriere 17.  
Greșală 22.  
Imobile 3, 5 urm.  
Imobile prin determinarea legii 5.  
Insolvabilitate 14.  
Înstrăinare 5, 8, 9, 11, 12, 14, 15.  
Înstrăinare parțială 15.  
Intenție 4, 5.  
Ipotecă 13, 20, 21.  
Ipotecă legală 21.  
Licitație 18.

Mobile 3.  
Moștenire 1 urm.  
Ordine publică 1.  
Partaj 18.  
Pierdere 22.  
Preț 17.  
Prețuire 5.  
Raport 1 urm.  
Raport în natură 3, 5, 6, 7, 11, 12, 15, 19.  
Raport prin luare mai puțin 2, 3, 4, 14, 16, 18, 20, 22.  
Revendicare 14.  
Schimb 9.  
Societate 10.  
Succesiune 1 urm.  
Terțe persoane 11, 14.  
Urmărire silită 19.  
Valoare 16.  
Vindere-cumpărare 5, 8, 9, 11, 12, 14, 15.

## Doctrină.

**1.** Dispozițiunile prevăzute de art. 859 și urm. c. civ. fr. (765 urm. c. civ. rom.) cu privire la modul cum trebuie să se facă raportul, nu sunt de ordine publică și defunctul poate derogă de la ele stipulând condițiunile în cari urmează să se facă raportul. (Demolombe, XVI, No. 527, 552; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 177 bis; Dalloz, Rép., Succession, No. 1249; Suppl., Succession, No. 875; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 647; Laurent, XI, No. 4; Huc, V, No. 377; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3728; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 659, 641, nota 2, 655, text și nota 5; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 866; Traian Ionașcu, p. 212).

**2.** În cazul când defunctul a impus donatarului raportul prin luare mai puțin, acesta este obligat să se conformeze acestei dispozițiuni. (Demolombe, XVI, No. 527, 552; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 877; Laurent, XI, No. 4, 26; Huc, V, No. 382; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 656, nota).

**3.** Pentru imobile regula este că raportul se face în natură și prin excepțiune se face prin luare mai puțin, pe când pentru lucrurile mobile raportul se face totdeauna prin luare mai puțin. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1247; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 658; Comp.: Huc, V, No. 379; Traian Ionașcu, p. 210).

**4.** Donatorul poate dispensa pe donatar de raportul în natură și intenția sa nu e nevoie să fie exprimată în mod formal, astfel intențiunea sa de dispensa poate rezultă în special din termenii actului de donație și din împrejurările cari au întovărășit acest act. (Demolombe, XVI, No. 528; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 878; Laurent, XI, No. 26; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3735; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 655, nota 5; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 866; Contra: Huc, V, No. 377).

**5.** Faptele că imobilul dăruit a fost prețuit în actul de donațiune sau că donațiunea imobilului a fost deghizată sub forma unei vânzări, nu pot constitui o dovadă a intențiunii donatorului de a dispensa pe donatar de raportul în natură a imobilului dăruit. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 877).

**6.** Imobilele prin determinarea legii trebuie raportate în natură. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3690; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 648, 649).

**7.** Dispozițiunile art. 860 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) constituiesc o excepțiune la regula că raportul imobilelor trebuie să se facă în natură. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 884).

**8.** Dispozițiunile art. 860 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când imobilul dăruit a fost înstrăinat cu titlu oneros cât și în cazul când a fost înstrăinat cu titlu gratuit. (Demolombe, XVI, No. 514; Chabot, Successions, art. 859, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 656; Dalloz, Rép., Succession, No. 1250; Suppl., Succession, No. 884; Huc, V, No. 381; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 650).

**9.** Dispozițiunile art. 860 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în caz de vânzare, cât și în cazul de schimb. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 884; Huc, V, No. 381; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 652).

**10.** Deasemenea dispozițiunile acestui articol își găsesc aplicațiunea în cazul de punerea imobilului dăruit în o societate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 652).

**11.** Dacă donatarul după înstrăinare a redobândit proprietatea imobilului dăruit, înainte de deschiderea succesiunii, el va trebui să raporteze în natură acest imobil cu condițiunea ca drepturile terțelor persoane să nu fie lezate. (Duranton, VII, No. 385; Demolombe, XVI, No. 522; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 190 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, text și nota 41, p. 656; Laurent, XI, No. 12; Huc, V, No. 580, 581; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3741; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 649, nota 5).

**12.** Dacă imobilul dăruit a fost înstrăinat posterior deschiderii succesiunii, raportul se va face în natură deoarece art. 860 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) dispensează de raportul în natură, numai când înstrăinarea a avut loc înainte de deschiderea succesiunii. (Demolombe XVI, No. 515; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 195 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, nota 59, p. 656; Dalloz, Rép., Succession, No. 1291; Laurent, XI, No. 28; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 651; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 173).

**13.** Deasemenea ipotecarea imobilului dăruit posterior deschiderii succesiunii, nu este valabilă. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 173).

**14.** Chiar dacă donatarul care trebuie să facă raportul prin luare mai puțin ar fi insolubil, comostenitorii carer raportul nu pot revendica dela terțul cumpărător al imobilului, înainte de deschiderea succesiunii, imobilul înstrăinat. (Potier, Successions, VIII, p. 175; Demolombe, XVI, No. 515; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 195 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 634, p. 656, 657; Laurent, XI, No. 28; Planiol, III, No. 2292, 3117; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 652; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 870).

**15.** In cazul când numai o parte din imobilul dăruit a fost înstrăinat, partea neînstrăinată ar putea fi raportată în natură. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 652, 653).

**16.** Potrivit dispozițiilor art. 860 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) raportul prin luare mai puțin se prețuește după valoarea ce imobilul a avut în momentul deschiderii succesiunii. (Demolombe, XVI, No. 516, 517; Mourlon, II, No. 415; Dalloz, Rép., Succession, No. 1294; Laurent, XI, No. 28; Huc, V, No. 381; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 656, 657; Traian Ionașcu, p. 212).

**17.** Dispozițiile art. 860 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când imobilul a fost expropriat pentru cauza de utilitate publică; în acest caz se va raporta prețul de expropriere. (Demolombe, XVI, No. 523; Mourlon, II, No. 415; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 196 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 634, p. 658; Dalloz, Rép., Succession, No. 1294; Suppl., Succession, No. 886; Laurent, XI, No. 51; Huc, V, No. 381; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3754; Planiol, III, No. 2296; Colin et Capitant, III, p. 557; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 649, nota 4; Matei Cantacuzino, p. 278; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 870; Traian Ionașcu, p. 212; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 165).

**18.** Deasemenea dispozițiile acestui articol nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când donatarul a pierdut posesiunea imobilului dăruit, din o cauză independentă de faptul său, cum ar fi o licitație cerută de unul dintre coproprietari, etc. (Demolombe, XVI, No. 523; Mourlon, II, No. 415; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 634, p. 658; Dalloz, Rép., Succession, No. 1294; Suppl., Succession, No. 886; Huc, V, No. 381; Planiol, III, No. 2296; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 649, nota 4; Contra: Laurent, XI, No. 51; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3754).

**19.** In cazul de înstrăinare forțată a imobilului dăruit, în urma unei urmăriri silite făcute de creditorii donatarului, dispozițiile art. 860 c. civ. fr. (765 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Demolombe, XVI, No. 523; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 634, nota 45, p. 658; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 886; Laurent, XI, No. 51;

Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3756; Planiol, III, No. 2296; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 650, nota; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 165).

**20.** In dreptul civil român, contrar ca în dreptul civil francez, în caz de ipotecarea imobilului dăruit, raportul se va face prin luare mai puțin. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 650, text și nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Al. Băicoianu, III, No. 862, 868 urm.; Traian Ionașcu, p. 215; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 172, 175).

**21.** Nu numai ipotecile convenționale constituite de donatar asupra imobilului dăruit rămân valabile, ci și cele legale cari au fost înscrise asupra acestui imobil. (Demolombe, XVI, No. 506; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 655).

**22.** Când imobilul dăruit a pierit prin culpa sau prin simplul fapt al donatarului, raportul se va face prin luare mai puțin. (Demolombe, XVI, No. 526; Chabot, Successions, art. 855, No. 6; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 634, p. 656; Laurent, X, No. 632; XI, No. 27; Huc, V, No. 382; Alexandresco, 2-a, III, partea II, p. 655, 661, nota 4).

**23.** A se vedea: art. 769 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Potrivit art. 751 și 765 cod. civ., dacă donatarul poate dispune de lucrul dăruit oricum crede de cuviință, constituind asupra lui orice drepturi în favoarea terților, cât timp trăește dăruitorul, — după moartea acestuia însă, donațiunea fără dispensă de raport este numai un avans din succesiune supusă raportului, de drept și erga omnes.

Prin urmare un drept de locațiune constituit în favoarea unui terțiu de către dăruit, nu poate fi opozabil celorlalți comostenitori din momentul în care s'a operat în persoana donatarului, supus raportului, schimbarea ordonată de art. 751 și 765 din codul civil. (C. Apel Iași, S. II, 151 bis, din 9 Octombrie 1924, Pand. Săpt. 2/1925, Pand. Rom. 1925, II, 117).

**2.** Interesul social al circulației bunurilor cere ca vânzarea făcută de donatar anterior deschiderii succesiunii să fie declarată valabilă; după această dată însă înstrăinarea este inoperantă față de terți, raportul urmând a se face în natură. (C. Apel, București, S. II, 383 din 18 Noiembrie 1925 Pand. Rom. 1926, III, 51, Bul. C. Apel 4/1926, Dreptul 12/1926).

**3.** In sistemul legiurii noastre, obligațiunea de raport este impusă de art. 751 c. civ. numai moștenitorilor descendenți.

Prin urmare, în speță, părțul nefiind nici moștenitor, și nici cumpărător de drepturi successorale, ci numai un achizitor de bună credință al unui bun determinat, nu poate fi obligat la raport.

Este adevărat că prin art. 765 c. civ. se stabilește că atunci când imobilul supus raportului a fost înstrăinat după deschiderea succesiunii, ceea ce ar fi cazul în speță, raportul se poate cere în natură; această dispoziție însă nu poate fi înțeleasă decât în sensul că înstrăinările făcute după deschiderea succesiunii nu sunt opozabile celorlalți moștenitori, iar nici de cum că citatul articol ar crea, în această situațiune, vreo obligație dobân-

ditorului față de moștenitori, ca aceea recunoscută, în specie de prima instanță, care obligă pe cumpărător, apelantul de astăzi ca să raporteze la masa succesorală valoarea și diferența de preț a imobilului, ce acesta a cumpărat ulterior deschiderii succesiunii dela moștenitoarea intimată. (C. Apel, București, S. III, 553 din 25 Noembrie 1925, Dreptul 15/1926, Bul. C. Apel 2/1926, Curier Jud. 39/1926).

4. A se vede: art. 760, nota 1.

**Art. 766.** — În orice caz, trebuie să se țină socoteala donatarului de cheltuelile necesare și utile. (Civ. 484, 494, 539, 545, 546, 762, 765, 766 urm., 768, 771, 991, 997, 1102, 1377; Civ. Fr. 861, 862).

*Text. fr. Art. 861.* — Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire, des impenses qui ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.

*Text. fr. Art. 862.* — Il doit être pareillement tenu compte au donataire, des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'elles n'aient point amélioré le fonds.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 157 urm., 169;

NICOLEANU G HIPPOLYTE, *Notă sub Cas. I*, 5 Decembrie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 88.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Aluviune 2.  
Cheltueli 1 urm.  
Cheltueli necesare 6, 8, 9, 10.  
Cheltueli voluptuare 7.  
Conservare 6  
Construcțiuni 11.  
Deschiderea succesiunii 8.  
Deteriorare 7.  
Distrugere 4.  
Dobânzi 8, 9.  
Dotă 11.  
Forță majoră 4.  
Fructe 5.  
Îmbunătățiri naturale 2.

Imobile 1 urm.  
Moștenire 1 urm.  
Ornamente 7.  
Raport 1 urm.  
Raport în natură 1, 10.  
Raport prin luare mai puțin 1, 10.  
Reparații de întreținere 5.  
Reparații mari 3, 4, 10.  
Reparații necesare 3.  
Restituire 3, 4, 6, 10.  
Retenție 10.  
Sarcina fructelor 5.  
Succesiune 1 urm.

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 861 și 862 c. civ. fr. (766 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când raportul se face în natură, cât și în cazul când raportul se face prin luare mai puțin. (Duranton, VII. No. 584; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 197 bis I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654 p. 659; Laurent, XI, No. 29; Huc. V, No. 585; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 666; Comp. Contra: Demolombe, XVI, No. 521).

2. Imobilul dăruit trebuiește raportat cu toate îmbunătățirile și măririle existente la facerea raportului dacă aceste îmbunătățiri și mărimi sunt naturale și s'au făcut fără cheltueala donatarului, cum ar fi o aluviune, etc. (Demolombe, XVI, No. 492; Laurent, XI, No. 14; Ale-

xandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 664, 670).

3. Reparațiunile mari constituesc reparațiuni necesare pe cari este obligat donatarul să le facă și din această cauză cheltuelile trebuieșc rambursate. (Demolombe XVI, No. 494; Dalloz, Rép., Succession, No. 1275; Laurent, XI, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 668; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu III, No. 864).

4. Chiar dacă mai în urmă reparațiunile mari au fost distruse printr'un caz de forță majoră, cheltuelile făcute de el trebuieșc să-i fie rambursate. (Pothier, Successions, VIII p. 172; Demolombe, XVI, No. 494; Mourlon, II, No. 416; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 197 bis, IV; Laurent, XI, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 668).

5. Reparațiile și cheltuelile de întreținere nu trebuieșc rambursate deoarece ele constitușc o sarcină a fructelor. (Pothier, Successions, VIII, p. 173; Demolombe, XVI, No. 494; Mourlon, II, No. 416; Demante et Colmet de Santerre III, No. 197 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, nota 22, p. 652; Dalloz, Rép., Succession No. 1269; Laurent, XI, No. 15; Huc. V, No. 585; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5706; Planiol, III, No. 2282; Alexandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 667).

6. Cheltuelile necesare se vor rambursă numai în măsura în care ele trebuiau făcute pentru conservarea imobilu-

lui dăruit. (Demolombe, XVI, No. 494; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 197 bis, IV; Dalloz, Rép., Succession, No. 1272; Laurent, XI, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 666, 667, text și nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 864; Comp.: Traian Ionașcu, p. 215; N. Georgean, Studii Juridice II, p. 174).

**7.** Donatorul nu are dreptul la restituirea cheltuelilor voluptuare sau de simplă plăcere, însă el are dreptul să ridice ornamentele dacă ele se pot detașa fără deteriorarea imobilului. (Pothier, Successions, VIII, p. 172; Demolombe, XVI, No. 496; Mourlon, II, No. 416; Demolombe XVI, No. 496; Dalloz, Rép., Succession, No. 1270; Laurent, XI, No. 18; Huc V, No. 383; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3715; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 669; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 864).

**8.** Donatorul are dreptul la dobânzi la cheltuelile necesare și utile, cu începere dela deschiderea succesiunii. (Demolombe, XVI, No. 446; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 400, nota 28 p. 417; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 634, text și nota 25, p. 655; Dalloz Rép., Succession,

No. 1274; Huc, V, No. 285; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 669).

**9.** După altă părere, în ceea ce privește dobânzile la sumele cheltuite de descendentul donatar cu facerea cheltuelilor necesare și utile, se vor aplica dispozițiunile art. 1153 c. civ. fr. (1088 c. civ. rom.). (Laurenti, XI, No. 21).

**10.** Când raportul se face prin luare mai puțin, cheltuelile utile și cele făcute cu reparații mari se vor scade din valoarea imobilului dăruit, iar când raportul se face în natură, comostenitorii vor trebui să-i ramburseze aceste cheltueli descendentului donatar care până la restituirea cheltuelilor are dreptul de retenție. (Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 668, 670).

**11.** În cazul când imobilul care trebuie raportat la masa succesorală este dotal și dacă pe el se găsesc construcțiuni făcute de soțul dotal, imobilul se va raportă cu aceste construcțiuni, rămânând dreptul soțului de ași valorifica pretențiunile sale de constructor de bună credință față cu ceilalți comostenitori în conformitate cu dispozițiunile art. 766 c. civ. român. (N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 175).

**Art. 767.** — Donatarul este răspunzător de toate degradările și deteriorațiunile cari au micșorat valoarea imobilului prin faptul, culpa sau neglijența sa. (Civ. 998, 999, 1102; Civ. Fr. 863).

*Text. fr. Art. 863.* — Le donataire, de son côté, doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait ou par sa faute et négligence.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Beneficiu 9.	Folos 9.
Caz fortuit 8, 9.	Forță majoră 8, 9.
Cheltueli utile și necesare 10.	Imobil 1 urm.
Compensație 10.	Moștenire 1 urm.
Condițiune 4.	Neglijență 1, 3, 4.
Creditori 40.	Pierdere 2, 9.
Culpă 1, 2, 3, 4.	Proprietate 4.
Dezgradări 1, 3—7, 9, 10.	Raport 1 urm.
Deschiderea succesiunii 6, 9.	Raport în natură 3, 7.
Despăgubiri 1 urm.	Raport prin luare mai puțin 2, 3, 7.
Distrugere 2, 3, 9.	Reparații mari 5.
Donațiune 1 urm.	Succesiune 1 urm.
Fapt 1, 2, 3, 4.	Valoare 6, 7.
	Vindere-cumpărare 1.

## Doctrină.

**1.** Donatarul este răspunzător nu numai de degradările și deteriorările cari provin din faptele sau neglijența sa, ci și de degradările și deteriorările aduse imobilului de către cumpărătorul imobilului, în cazul când el ar fi fost înstrăinat. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1282; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 676; Traian Ionașcu, p. 215).

**2.** Când imobilul dăruit a pierit prin

culpa sau prin simplul fapt al donatarului, raportul se va face prin luare mai puțin. (Demolombe, XVI, No. 526; Chabot, Successions, Art. 855, No. 6; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 634, p. 656; Laurent, X, No. 652; XI, No. 27; Huc, V, No. 382; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 655, 661, nota 4).

**3.** Dispozițiunile art. 865 c. civ. fr. (767 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când raportul se face în natură, cât și în cazul când raportul se face prin luare mai puțin. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 674).

**4.** Potrivit dispozițiunilor art. 865 c. civ. fr. (767 c. civ. rom.), donatarul este răspunzător de toate degradările și deteriorările ce au micșorat valoarea imobilului, prin faptul, culpa sau neglijența sa, deoarece el a devenit proprietarul imobilului dăruit cu condițiunea de a-l raportă dacă vine la succesiunea donatarului. (Duranton, VII, No. 387; Demolombe, XVI, No. 498; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 674).

**5.** Donatarul este răspunzător de deteriorările aduse imobilului dăruit din

cauza nefacerii reparațiilor mari, la care este obligat. (Duranton, VII, No. 387; Demolombe, XVI, No. 498; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, nota 24, p. 655; Laurent, XI, No. 20; Huc, V, No. 584; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 668, 674, nota 2).

**6.** Valoarea stricăciunilor cauzate de descendentul donatar se va fixa, luându-se în considerație valoarea cu care a fost depreciat imobilul ce trebuie raportat din momentul deschiderii succesiunii. (Chabot, Successions, Art. 865, No. 5; Mourlon, II, No. 418 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 675, text și nota 1; Traian Ionașcu, p. 215).

**7.** În cazul când raportul se face prin luare mai puțin, donatarul va adăuga la valoarea imobilului suma egală cu valoarea stricăciunilor, iar dacă raportul se face în natură, donatarul va plăti succesiunii suma cu care imobilul a scăzut în valoare prin facerea stricăciunilor. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 675, nota 1; Traian Ionașcu, p. 215).

**8.** În cazul când stricăciunile se datoresc unui caz fortuit sau de forță majoră, descendentul donatar nu are nici o răspundere. (Demolombe, XVI, No. 492; Laurent, XI, No. 20; Planoil, III, No. 2294; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 675).

**9.** În cazul când imobilul dăruit ar fi pierit prin caz fortuit sau de forță majoră înainte de deschiderea succesiunii, descendentul donatar nu datorește despăgubiri pentru degradările aduse imobilului dăruit decât atunci când ar fi tras vre-un folos din aceste degradări. (Demolombe, XVI, No. 500; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 197 bis, VII; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pag. 675).

**10.** Dacă descendentul donatar datorește despăgubiri pentru degradările aduse imobilului dăruit și în acelaș timp este creditor al succesiunii pentru cheltuielile utile și necesare făcute cu acest imobil, se va face compensarea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II p. 676).

**Art. 768.** — Când imobilul s'a înstrăinat de dator<sup>1)</sup>, ameliorațiunile și degradările făcute de cel ce l-a dobândit, se vor ținea în seamă, conform cu dispozițiunile celor doi articoli precedenți. (Civ. 765, 766, 767; Civ. Fr. 864).

*Text. fr. Art. 864.* — Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations ou dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux trois articles précédents.

### Doctrină.

**1.** Donatorul este răspunzător nu numai de degradările și deteriorările cari provin din faptele sau neglijența sa ci și de degradările și deteriorările aduse imobilului de către cumpărătorul imobilului, în cazul când el ar fi fost înstrăinat. (Dalloz, Rép. Succession, No. 1282; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 676; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 870; Traian Ionașcu, p. 215).

**2.** În baza principiului art. 864 c. civ. fr. (768 c. civ. rom.), comostenitorii donatarului, cari beneficiază de raport, vor trebui să ție seamă donatarului, îmbunătățirile aduse imobilului dăruit de către cel care a dobândit imobilul prin înstrăinare dela donatar. (Demolombe, XVI No. 520; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 659; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II,

p. 676; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 870).

**3.** Socotelile îmbunătățirilor și degradărilor aduse imobilului înstrăinat de donatar, vor avea loc numai între donatar și comostenitori; ele nu pot nici să folosească, nici să dăuneze dobânditorului imobilului. (Demolombe, XVI, No. 520; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 659; Laurent, XI, No. 29; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 676, 677; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 870).

**4.** Socoteala îmbunătățirilor și degradărilor se va face luându-se în considerație starea imobilului din momentul deschiderii succesiunii. (Demolombe, XVI, No. 521; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 197 bis, I; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 677; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 870).

**Art. 769.** — Când raportul se face în natură, bunurile intră în masa succesiunii libere de toate sarcinile create de donatar; creditorii ipotecari însă, pot să intervină la împărțeală spre a nu

1) Din eroare se spune „dator” în loc de „donatar”.



se face reportul cu fraudă drepturilor lor. (Civ. 764, 765, 785, 830, 834, 974, 975, 1015, 1019 urm., 1065, 1380, 1770; Pr. civ. 247 urm.; Civ. Fr. 865).

*Text. fr. Art. 865.* — Lorsque le rapport se fait en nature, les biens se réunissent à la masse de la succession, francs et quittes de toutes charges créées par le donataire; mais les créanciers ayant hypothèques peuvent intervenir au partage, pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en fraude de leurs droits.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 158; *Despre ipoteci*, p. 185;  
GEORGEAN N., *Studii Juridice* vol. I, „Partaj. Diverse chestiuni”, p. 125.

### Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 865 c. civ. fr. (769 ci civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la toate sarcinile reale cari se găsesc asupra bunului dăruit, cum ar fi uzufructul sau servituțiile, etc. (Demolombe, XVI, No. 507, 509; Marcadé, Art. 865; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 400, text și nota 21, p. 415; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 198 bis, I, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 654; Dalloz, Rép., Succession, No. 1289; Suppl. Succession, No. 885; Laurent, XI, No. 23, 24; Huc, V, No. 385; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3705; Planiol, III, No. 2277; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 658, 659, nota 1).

2. În acest caz, cel care a dobândit uzufructul sau servituțiile va avea drept de recurs în garanție în contra donatarului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1289).

3. Chiar dacă ipoteka a fost constituită și cu consimțământul donatorului, dispozițiunile art. 865 c. civ. fr. (769 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1285).

4. Dacă după facerea raportului și împărțelii, imobilul raportat cade în lotul donatarului sarcinile reale, stinse prin raport, renasc în virtutea efectului declarativ al partajului. (Pothier, Successions, I, p. 518; Duranton, VII, No. 404; Demolombe, XVI, No. 509; Mourlon, II, No. 412; Marcadé, Art. 865; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 400, nota 21, p.

415; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 198 bis, II, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, text și nota 29, p. 654; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 885; Laurent, XI, No. 24; Huc, V, No. 385; Baudry et Wahl, Successions III, No. 3705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 659; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 862).

5. În dreptul civil român, când raportul se face în natură, ipoteka imobilului dăruit și înstrăinarea lui gratuită sau oneroasă rămân valide și creditorii ipotecari nu au nevoie să intervie, deoarece se opune art. 765 c. civ.; numai celelalte sarcine ca servituțiile, uzufructul, etc., sunt desființate. În dreptul nostru persoanele cari au interesul să intervie sunt: creditorii chirografari ai donatarului, precum și cei către care s'a constituit o sarcină reală, afară de ipotecă, cum sunt: servituțiile uzufructul, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 654, 657, nota 3, 658, 660; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 862, 867 urm.; Traian Ionașcu, p. 213, 214).

6. Când raportul se face prin luare mai puțin, sarcinile constituite de descendentul donatar nu sunt desființate, deoarece el păstrează imobilul. (Demolombe, XVI, No. 508; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 198 bis, II; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 658, nota 2).

7. A se vedea: art. 765 din codul civil cu notele respectiv.

**Art. 770.** — Când un succesibil primește, cu dispensă de report, un dar care escede porțiunea disponibilă <sup>1)</sup>, reportul escedentului se face în natură, dacă întoarcerea escedentului este posibilă.

În caz contrariu, dacă escedentele trece peste jumătatea valorii imobilului, donatoriul <sup>2)</sup> reportă imobilul în întregimea lui și prelevă asupra masei valoarea porțiunii disponibile; dacă

1) A se vedea art. 841, Cod. Civ. în privința porțiunii disponibile.

2) Din eroare se zice „donatoriul” în loc de „donatoriul”.

această porțiune trece jumătate valoarea imobilului, donatoriul<sup>1)</sup> poate ținea imobilul în întregimea lui, ia însă mai puțin din celelalte bunuri ale succesiunii, și recompensă pe coerezii săi, sau în bani, sau oricum altfel. (Civ. 741, 765, 841 urm., 851; Civ. Fr. 866).

*Text. fr. Art. 866.* — Lorsque le don d'un immeuble fait à un successible avec dispense du rapport excède la portion disponible, le rapport de l'excédent se fait en nature, si le retranchement de cet excédent peut s'opérer commodément.

Dans le cas contraire, si l'excédent est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en totalité, sauf à prélever sur la valeur de la portion disponible: si cette portion excède la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf à moins prendre, et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 162; *Despre succesiuni*, p. 185.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Aprecieare suverană 12.	Partaj 4, 11.
Coutate disponibilă, a se vedea cuvântul: „Excédent“.	Porțiune disponibilă, a se vedea cuvântul: „Excédent“.
Dar 7.	Preț 11.
Dispensă de raport 1 urm.	Raport 1 urm.
Donațiune 1 urm.	Raport în natură 2, 3, 6.
Excédent 2, 3, 6, 8, 11, 12.	Raport prin luare mai puțin 2, 6.
Imobil 1 urm.	Reducțiune 1, 9, 10.
Legatar 10.	Renunțare la succesiune 5.
Licitatie 11.	Succesiune 1 urm.
Mobile 10.	Suverană apreciere 12.
Moștenire 1 urm.	

#### Doctrină.

**1.** Art. 866 c. civ. fr. (770 c. civ. rom.) prevede cazul când defunctul a dăruit unuia dintre moștenitori un imobil cu dispensa de raport. Acest articol tratează mai mult o chestiune de reducere a liberalităților decât o chestiune de raport. (Mourlon, II, No. 422; Huc, V, No. 586; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3765; Planiol, III, No. 2285, 3125, nota 2; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 677; IV, partea I, p. 646; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 871; Contra: Demolombe, XVI, No. 168, 225, 550).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 866 c. civ. fr. (770 c. civ. rom.), chiar dacă întoarcerea excedentului se poate face în natură, raportul se poate face prin luare mai puțin, iar nu în natură, dacă există unul din cazurile excepționale prevăzute de lege. (Demolombe, XVI, No. 550; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 199 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 879; Huc, V, No. 586; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3765).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 866 al. 2 c. civ. fr. (770 al. 2 c. civ. rom.) când întoarcerea excedentului nu este posibilă, se va raporta imobilul în întregime, dacă excedentul trece peste jumătatea valorii imobilului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1252; Suppl., Succession, No. 879; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 651, 652; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 871).

**4.** Dispozițiile art. 866 al. 2 c. civ. fr. (770 al. 2 c. civ. rom.) nu pot fi invocate decât de moștenitorul care vine la împărțea; ele nu pot fi invocate de un nesuccesibil. (Demolombe, XVI, No. 556; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 199 bis, II, III; Dalloz, Rép., Succession, No. 1253; Suppl., Succession, No. 879; Laurent, XII, No. 195; Huc, V, No. 586; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3766).

**5.** Deasemenea dispozițiile art. 866 al. 2 c. civ. fr. (770 al. 2 c. civ. rom.) nu pot fi invocate de moștenitorul care renunță la succesiune și reține darul. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1253).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 866 al. 2 c. civ. fr. (770 al. 2 c. civ. rom.), în cazul când excedentul trece de jumătatea valorii imobilului, donatarul este obligat să raporteze imobilul în natură, iar în cazul când excedentul porțiunii disponibile nu este egal cu jumătatea valorii imobilului, donatarul are numai facultatea să rețină imobilul dăruit. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1252; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 651, 652; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 871).

**7.** În alineatul întâi al art. 770 c. civ. român se vorbește de cuvântul: „dar”; prin acest cuvânt se înțelege darul unui

1) Din eroare se zice „donatoriul” în loc de „donatariul”.

imobil, după cum rezultă din alineatul al doilea al acestui articol. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 645, nota 4).

8. Prin cuvântul: «excedent» întrebuințat în art. 770 c. civ. român, se înțelege ceea ce trece peste partea disponibilă. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 645, nota 5).

9. Art. 866 c. civ. fr. (770 c. civ. rom.) trebuie pus în legătură cu art. 924 c. civ. fr. (851 c. civ. rom.), deoarece ele se completează unul pe altul. (Demolombe, XIX, No. 599; Laurent, XII, No. 195; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 646).

10. Dispozițiunile art. 866 și 924 c. civ. fr. (770 și 851 c. civ. rom.), cu privire la reducțiunea în natură, își găsesc aplicațiunea atât la imobile cât și la lucrurile mobile, în cazul când ele se află încă în mâinile legatarului sau donatarului. (Demolombe, XIX, No. 589, 591; Mourlon, II, No. 644; Laurent, XII, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 648).

11. În cazul când excedentul este egal cu jumătatea din valoarea imobilului dăruit, după o părere, se vor aplica principiile dreptului comun potrivit cărora, dacă imobilul nu se poate împărți comod în natură, se va vinde la licitație, iar prețul se va împărți între comostenitori. (Demolombe, XVI, No. 555; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 199 bis, IV; Huc, V, No. 586; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 652; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 175).

12. După altă părere, în acest caz, tribunalele vor aprecia după împrejurările de fapt, după cum este mai puțin păgubitor pentru ambele părți: sau donatarul să păstreze imobilul sau să-l raporteze. (Mourlon, II, No. 422).

13. A se vedea: art. 851 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. a) Când prin actul de donațiune s'a impus donatarului obligațiunea ca să plă-

tească o parte din prețul cu care donatorul cumpărase imobilul ce i-a fost dăruit, donatarul a devenit proprietar pe imobil, pe porțiunea corespunzătoare sumei plătite de donator, cu titlu gratuit, iar pe porțiunea corespunzătoare sumei plătite de dânsul, cu titlu oneros.

b) Descendentele care a primit o astfel de donațiune nu poate fi obligat să raporteze în natură la succesiunea ascendentului donator imobilul în întregime, ci numai porțiunea din imobil corespunzătoare părții din preț plătită de către donator, căci numai pentru aceasta există liberalitate și nici nu poate pretinde, chiar când sarcina excede jumătății din valoarea imobilului, ca să raporteze partea din preț plătită de donator, reținând în întregime imobilul, art. 770 c. civil, potrivit căruia dacă partea imobilului supusă reducțiunii, adică partea care excede cotitatea disponibilă, este mai mică decât jumătatea valorii imobilului întreg, donatarul poate ținea imobilul în întregime lui, luând însă mai puțin din celelalte bunuri ale succesiunii și recompensând pe coerezii săi sau în bani, sau oricum altfel. — care constituie o derogare dela dreptul comun, după care în caz când nu se poate face împărțirea unui imobil în natură, potrivit art. 1388 c. civil, se procedează la vânzarea lui prin licitație publică, — fiind privitor la reducerea donațiunii în limitele cotității disponibile în scopul de a face să se respecte rezerva, instituită de legiuitor în favoarea descendenților și unor anumiți ascendenți ca o sancționare a unei obligațiuni de umanitate față de aceste persoane impusă lui de cujus de dreptul natural și neputând fi aplicabil, pe cale de analogie, în materie de raport, a cărui rațiune este cu totul alta, anume de a stabili egalitatea dintre ei, raportul urmând să fie făcut și în acest caz tot în natură pentru porțiunea din imobil corespunzătoare părții din preț plătită de donator. (Trib. Ilfov, S. I. C. C. Sent. civ. 1150, din 24 Octombrie 1925, Curier Jud. 8/1926).

**Art. 771.** — Coeredele, care raportează imobilul în natură, poate să rețină posesiunea până la plata efectivă a sumelor ce-i sunt datorite pentru cheltueli sau ameliorațiuni. (Civ. 509, 751, 758, 766, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1694, 1700, 1846 § 2; Civ. Fr. 867).

*Text. fr. Art. 867.* — Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 16 Decembrie 1911, Pand. Rom. 1926, I, 17.

## Doctrină.

**1.** Din art. 867 c. civ. fr. (771 c. civ. rom.), rezultă că moștenitorul are facultatea dreptului de retenție; el poate să raporteze imobilul și să urmărească pe comoștenitorii săi pe căile ordinare pentru a obține rambursarea cheltuielilor făcute. (Demolombe, XVI, No. 504; Chabot, Successions, Art. 867, No. 1; Dalloz, Rép., Succession, No. 1280; Huc, V, No. 387; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3719; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 671, text și nota 5).

**2.** Moștenitorul care reține imobilul până la plata cheltuielilor, nu are dreptul să perceapă fructele, posterior deschiderei succesiunii, deoarece el reține imobilul pentru garantarea plății cheltuielilor, iar nu cu titlul de proprietate. (Duranton, VII, No. 390; Demolombe, XVI, No. 504; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 200 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, nota 26, p. 654; Dalloz, Rép., Succession, No. 1279; Huc, V, No. 387; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3720; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 672; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 865; Contra: Chabot, Successions, Art. 867, No. 2).

**3.** După o părere, donatarul are dreptul să impute fructele percepute posterior deschiderei succesiunii asupra dobânzilor și apoi asupra capitalului creanței, rezultată din cheltuielile făcute de el cu ameliorarea imobilului ce trebuie raportat. (Demolombe, XVI, No. 504; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 202 bis, II; Dalloz, Rép., Succession, No. 1281).

**4.** După altă părere, donatarul nu are dreptul să facă această imputațiune, ci trebuie să ție fructele la dispozițiunea comoștenitorilor săi. (Laurent, XI, No. 19; Huc, V, No. 387; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 673; Comp.: Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3805).

**5.** Dispozițiunile art. 867 c. civ. fr. (771 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai când raportul se face în natură: când raportul se face prin luare mai puțin, dreptul de retenție nu are loc, deoarece în acest caz se datorește numai valoarea imobilului din momentul deschiderei succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 671, text și nota 4).

**6.** Prin cuvântul: «ameliorațiuni» întrebuițat în art. 867 c. civ. fr. (771 c. civ. rom.) se înțeleg cheltuielile necesare și utile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 671).

**Art. 772.** — Reportul mobilelor se face luându-se mai puțin din celelalte bunuri ale succesiunii. El se calculează pe valoarea ce mobilele aveau în momentul facerii darului, după statul estimațiunii anexat actului de dar; în lipsa acestui stat după estimațiunea experților, făcută pe prețul cel mai just. (Civ. 461, 472 urm., 730 urm., 735, 739, 761, 764, 772, 827, 1282; Pr. civ. 211 urm.; Civ. Fr. 868).

*Text. fr. Art. 868.* — Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant. Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts, à juste prix et sans crue.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC, N., *Despre succesiuni*, p. 160;  
LĂZĂRESCU EM. AL. *Des droits du conjoint survivant*, p. 154.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptarea succesiunii 11.	Distrugere 1, 2.	Raport 1 urm.	Societate 9.
Acțiuni 9.	Donațiune 1 urm.	Raport în natură 2, 3, 4.	Stat estimativ 6, 7.
Argintărie 8.	Estimațiune 6.	Raport prin luare mai puțin 3, 4, 5.	Stingerea uzufructului 5.
Bijuterii 8.	Excepțiuni 5.	Rente 9.	Succesiune 1 urm.
Caz fortuit 1, 2.	Expertiză 7.	Renunțare la succesiune 11.	Terțe persoane 5.
Condițiune rezolutorie 2.	Facultate 4.	Rezoluțiune 2.	Uzufruct 5.
Contradicțiune 11.	Forță majoră 1, 2.		Valoare 2, 3, 6.
Creanțe 9.	Imobil 2.		
Culpă 10.	Mobile 1 urm.		
Dar manual 7.	Mobile corporale 8.		
Degradare 2.	Mobile încorporale 9, 10.		
Depreciere 10.	Moștenire 1 urm.		
Derogare 3.	Neglijență 10.		
Deschiderea succesiunii 10.	Ordine publică 3.		
Dispensă de raport 1, 11.	Pierdere 7.		
	Proprietate 1, 2.		

## Doctrină.

**1.** Moștenitorul donatar nu poate fi dispensat de raport dacă mobilele dăruite au fost distruse, chiar prin caz fortuit, deoarece el a devenit proprietarul lor din momentul donațiunii. (Duranton, VII,

No. 406; Demolombe, XVI, No. 540; Mourlon, II, No. 425; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 190, bis IV; Marcadé, Art. 868; Aubry et Rau, VI, § 654, p. 647; Dalloz, Rép., Succession, No. 1299; Planiol, III, No. 2271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 641; Traian Ionașcu, p. 215).

**2.** Donatarul unor obiecte mobiliare ne fiind obligat a le raporta în natură, el devine proprietarul definitiv al obiectelor donate, spre deosebire de donatarul unui imobil supus raportului, care este proprietar sub condițiune rezolutorie. Prin urmare, în ipoteza unei donațiuni mobiliare, cazul fortuit și forța majoră sunt în sarcina donatarului, care este obligat să raporteze pur și simplu contra-valoarea obiectelor mobilele sunt distruse sau deteriorate. (C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu, și Al. Băicoianu, III, No. 874; Traian Ionașcu, p. 210, 211, 215).

**3.** Donatorul poate dispune ca raportul mobilelor să se facă în natură, iar nu prin luare mai puțin, întrucât dispozițiunile art. 864 c. civ. fr. (772 c. civ., rom.) nu sunt de ordine publică. (Demolombe, XVI, No. 552; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 201 bis, VII; Laurent, XI, No. 4; Huc, V, No. 588; Planiol, III, No. 2270; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 639, 641, nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 872; Traian Ionașcu, p. 214).

**4.** Dispozițiunile art. 868 c. civ. fr. (772 c. civ. rom.) nu sunt facultative, ci obligatorii. Prin urmare, în lipsă de dispozițiune contrară din partea donatorului, donatarul va trebui să facă raportul mobilelor prin luare mai puțin; el nu ar putea constrânge pe ceilalți comostenitori, nici nu ar putea fi constrâns de către ei ca raportul să se facă în natură. (Demolombe, XVI, No. 558; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 647; Dalloz, Rép., Succession, No. 1299; Laurent, XI, No. 4; Huc, V, No. 588; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3768; Planiol, III, No. 2270; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 638; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 872).

**5.** Potrivit dispozițiilor art. 868 c. civ. fr. (772 c. civ. rom.), raportul lucrurilor mobile se face prin luare mai puțin, luându-se în considerație valoarea lor din momentul donațiunei. Se face excepțiune pentru mobilele supuse unui drept de uzufruct: donatarul mobilelor grevate de uzufruct în folosul unei terțe persoane sau chiar a donatarului, va raporta valoarea lor din momentul stingerei dreptului de uzufruct. (Duranton, VII, No. 406; Demolombe, XVI, No. 544, 552; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, nota 2, p. 647; Laurent, XI, No. 7; Huc, V, No. 589; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3778; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 642, nota 4).

**6.** Valoarea lucrurilor mobile supuse raportului se va face după statul estima-

țiunei anexat actului de donațiune, deci după valoarea ce mobilele aveau în momentul facerei darului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1501; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 642; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 873, 874; Traian Ionașcu, p. 214).

**7.** Când actul de estimațiune s'a pierdut sau în caz de daruri manuale, pentru care nu se cere act estimativ, valoarea lucrurilor mobile ce trebuiesc raportate se vor constata prin experți pe prețul cel mai just. (Demolombe, XVI, No. 541; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 201 bis, III; Huc, V, No. 589; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3781; Planiol, III, p. 550, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 645, 644; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 873, 874; Traian Ionașcu, p. 214).

**8.** Dispozițiunile art. 888 c. civ. fr. (772 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la orice lucruri mobile corporale, chiar și bijuteriilor și argintăriei cari nu se alterează prin trecere de timp. (Demolombe, XVI, No. 546; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3772; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 640, text și nota 1).

**9.** Dispozițiunile art. 888 c. civ. fr. (772 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea, după o părere, și la lucrurile mobile incorporale cum sunt creanțele, rentele, acțiunile sau părțile de interes în societate, etc. (Demolombe, XVI, No. 547; Mourlon, II, No. 429; Chabot, Successions, Art. 868, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 201 bis, IV; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 400, nota 4, p. 410; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, p. 647; Dalloz, Rép., Succession, No. 505; Suppl., Succession, No. 894; Laurent, XI, No. 8; Huc, V, No. 588; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3772; Planiol, III, No. 2274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 640, text și nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 873; Traian Ionașcu, p. 214).

**10.** După altă părere, în ceea ce privește lucrurile mobile incorporale, se va raporta însuși dreptul care a fost dăruit în starea din momentul deschiderii succesiunei cu condițiune ca deprecierea dreptului să nu fie datorită culpei sau neglijenței donatarului. (Duranton, VII, No. 415; Taulier, Théorie raisonnée du code civil, III, p. 571; Marcadé, Art. 868).

**11.** Între art. 868 și 922 c. civ. fr. (772 și 849 c. civ. rom.) nu există nici o contradicțiune deoarece fiecare dintre ele își găsesc aplicațiunea. Dispozițiunile art. 868 c. civ. fr. (772 c. civ. rom.) își vor găsi aplicațiunea în cazul când donațiunea este făcută fără dispensă de raport și descendentul donatar primește moștenirea iar dispozițiunile art. 922 c. civ. fr. (849 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea când donațiunea a fost făcută unei persoane străine, sau unui descendent care renunță la succesiune sau unui descendent care ac-

ceptă succesiunea însă este dispensat de raport. (Alexandresco, ed. 2-a, III, par-

tea II, p. 585, nota 1, 644; N. Georgean, Studii Juridice, II, p. 176, 177).

**Art. 773.** — Succesibilul, care a primit bani, face raportul luând mai puțin din numerariul succesiunii.

La neajungere, donatoriul <sup>1)</sup> poate să nu raporteze numerariul dând echivalentul în mobile, și în lipsa acestor, în imobilele succesiunii. (Civ. 739, 761, 764, 772, 1282, 1578; Civ. Fr. 869).

*Text. fr. Art. 869.* — Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession.

En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due concurrence, du mobilier, et à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

### Doctrină.

1. In cazul când banii dăruiiți și-au mărit valoarea sau s'au depreciat dela epoca donațiunii, moștenitorul va raporta, după o părere, valoarea banilor din momentul facerei donațiunii. (Chabot, Successions, Art. 869, No. 1; Dalloz, Rép., Succession, No. 1504).

2. După altă părere, dominantă, în acest caz donatarul va putea raporta valoarea banilor din momentul deschiderii succesiunii. (Duranton, VII, No. 408; Demolombe, XVI, No. 555, 556; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 400, nota 8, p. 411; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 654, nota 11, p. 649; Dalloz, Rép., Succession, No. 1504; Laurent, XI, No. 9; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3787; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 645, nota 4).

3. Donatarul nu este numai decât obligat să facă raportul banilor prin luare mai puțin, ci el poate, dacă vrea, să aducă la masă o sumă de bani egală cu aceea ce i s'a dăruit deoarece dispozițiunile art. 869 c. civ. fr. (775 c. civ. rom.) constituiesc o simplă facultate pentru el. (Demolombe,

XVI, No. 556; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3786).

4. In cazul când donațiunea avea de obiect o sumă de bani, însă ea a fost regulată prin predarea unui imobil în loc de bani, dispozițiunile art. 869 c. civ. fr. (775 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea, (Laurent, XI, No. 5; Huc, V, No. 590; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3786; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 647).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Când femeia dotală a cumpărat cu banii dotali un imobil, care a devenit dotal în virtutea clauzei de întrebuințare prevăzută în actul dotal, la deschiderea succesiunii constituitorului dotei, are de raportat suma de bani pe care a primit-o zestre, căci aceasta a făcut obiectul liberalității, iar nu imobilul dotal care a înlocuit-o și care împrumută caracterul dotal numai în scopul conservării dotei. (C. Apel Iași S. I. 101 bis din 18 Iunie 1925, Drep-tul 36/1925).

### Secțiunea III. — Despre plata datoriilor.

**Art. 774.** — Coerezii contribuiesc la plata datoriilor și sarcinelor succesiunii, fiecare în proporțiune cu ce ia. (Civ. 316, 552, 653, 713, 775 urm., 893, 896, 897, 902, 909, 934, 1041, 1060, 1061, 1072, 1695, 1729; L. Timbrului, 62; Civ. Fr. 870).

*Text. fr. Art. 870.* — Les cohéritiers contribuent entre eux au paiement des dettes et charges de la succession, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 40 urm.;  
 IOANID D. C., „Teoria partajului-lichidare”, Pand. Rom. 1926, IV, 41;  
 LĂZĂRESCU EM. AL. *Des droits du conjoint survivant*, pag. 17;  
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă sub Cas. I, 5 Decembrie 1925*, Paud. Rom. 1925, I, 88.

1) Din eroare se zice „donatoriul” în loc de „donatarul”.

## Doctrină.

1. Art. 777 c. civ. român se ocupă de raporturile dintre moștenitori cu creditorii succesiunii, cu privire la plata datoriilor succesoriale, iar, art. 774 c. civ. român se ocupă numai de relațiunile moștenitorilor între dânsii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 690).

2. Cu toate că moștenitorii între ei sau chiar defunctul, prin actul de partaj, ar fi făcut o repartiție neegală a datoriilor între moștenitori, creditorii succesiunii au dreptul să urmărească pe fiecare moștenitor până la concurența părții sale succesoriale care s'ar fi cuvenit după o împărțire legală. (Demolombe, XVII, No. 9; Chabot, Successions, II, Art. 870, No. 6; Mourlon, II, No. 446; Dalloz, Rép., Succession, No. 1534; Suppl., Succession, No. 908; Laurent, XI, No. 77; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 691).

3. Succesorii universali vor plăti datoriile succesiunii proporțional cu partea pe care vor culege-o din succesiune ca moștenitori. (Demolombe, XVII, No. 30, 33; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 723, text și nota 11, p. 501; Dalloz, Rép., Succession, No. 1535; Suppl., Succession, No. 909;

Laurent, XI, No. 77; Huc, V, No. 594; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3932; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 690, text și nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălanescu și Al. Băicoianu, III, No. 883 urm.).

4. Legatul făcut unuia dintre moștenitori nu va intra în calculul părții de moștenire pentru plata datoriilor succesoriale. (Duranton, VII, No. 425; Demolombe, XVII, No. 17 urm., 50, 53; Mourlon, II, No. 487; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 723, text și nota 11, p. 501; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 909; Laurent, XI, No. 77; Huc, V, No. 594; Planiol, III, No. 2067; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 690, nota 2).

5. Defunctul poate obliga pe unul dintre moștenitori să plătească din datoriile succesoriale o parte mai mare decât ceilalți moștenitori, cu condițiunea ca să nu atingă rezerva sa. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1535; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 691).

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 829, nota 4.

**Art. 775.** — Legatarul cu titlul universal contribuiește deopotrivă cu erezii, în proporțiune cu emolumentul său. Cel particular nu contribuiește. (Civ. 550 urm., 774, 777 urm., 888 urm., 893 urm., 902, 909, 1746; Civ. Fr. 871).

*Text. fr. Art. 871.* — Le légataire a titre universel contribue avec les héritiers, au prorata de son émolument; mais le légataire particulier n'est pas tenu des dettes et charges, sauf toutefois l'action hypothécaire sur l'immeuble légué.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 120; *Despre succesiuni*, p. 40 urm.; LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, pag. 17, 21.

## Doctrină.

1. Locul articolului 775 c. civ. român nu este în secțiunea unde este pus în cod, ci la titlul următor, care se ocupă de legatari. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 691; IV, partea II, p. 230, nota 3).

2. Cu toate că art. 871 c. civ. fr. (775 c. civ. rom.) vorbește numai de legatarul cu titlul universal, dispozițiunile sale se aplică și legatarului universal. (Demolombe, XVII, No. 31; Marcadé, Art. 871; Planiol, III, No. 2770; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 691, nota 4; IV, partea II, p. 230, nota 4).

3. Articolul 871 c. civ. fr. (775 c. civ. rom.) arată că legatarii cu titlul universal vor plăti datoriile și sarcinile succesiunii în proporție cu emolumentul lor. Cuvântul: «emolument» întrebuițat în

acest articol a dat loc la o controversă în doctrină. După o părere, legatarul cu titlul universal nu va plăti datoriile succesiunii decât în limitele și până la concurența folosului ce va trage din legatul său. (Duranton, VII, No. 45; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 205 urm.; Troplong, Successions, III, No. 1858).

4. După altă părere, cuvintele: «în proporție cu emolumentul lor» înseamnă «în proporție cu partea lor ereditară» așa încât legatarul va plăti datoriile și sarcinile succesiunii în proporțiune cu dreptul și partea sa ereditară, iar nu în raport cu folosul ce va trage din legat. (Demolombe, XVII, No. 35; Aubry et Rau, VII, § 723, p. 501, 502, text și nota 11; Laurent, XI, No. 78; XIV, No. 89, 92; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 230, nota 5).

5. În cazul când defunctul a lăsat nu-

mai un legatar universal, el va plăti toate datoriile și sarcinile succesiunii, deoarece culege întreaga moștenire. (Mourlon, II, No. 838, 847; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 232).

6. Testatorul poate modifica modul de contribuțiune la datorii cu condițiune de

a nu aduce atingere rezervei moștenitorilor rezervatari. (Demolombe, XXI, No. 607; Aubry et Rau, VII, § 723, p. 500; Laurent, XIV, No. 115; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 214, nota, 232).

7. A se vedea: art. 893, 896 și 909 din codul civil cu notele respective.

**Art. 776.** — Când imobilele unei succesiuni sunt ipotecate special, pentru plată de rendite, fiecare din coerezi poate pretinde ca renditele să fie plătite și imobilele liberate înaintea formării părților.

Dacă coerezii împart succesiunea în starea în care se găsește, imobilele ipotecate <sup>1)</sup> se estimează după aceeași normă ca și celelalte imobile; capitalul renditei însă se scade din prețul imobilului. Eredele, în partea căruia s'au dat imobilele, rămâne singur dator a plăti rendita și garantează pe coerezii săi pentru această plată. (Civ. 339, 474, 740, 1061, 1063, 1639 urm., 1648, 1652 urm.; Civ. Fr. 872).

*Text. fr. Art. 872.* — Lorsque des immeubles d'une succession sont grevés de rentes par hypothèque spéciale, chacun des cohéritiers peut exiger que les rentes soient remboursées et les immeubles rendus libres avant qu'il soit procédé à la formation des lots. Si les cohéritiers partagent la succession dans l'état où elle se trouve, l'immeuble grevé doit être estimé au même taux que les autres immeubles; il est fait déduction du capital de la rente sur le prix total; l'héritier dans le lot duquel tombe cet immeuble, demeure seul chargé du service de la rente, et il doit en garantir ses cohéritiers.

### Bibliografie (continuare).

NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub Cas. I, 641 din 6 Noembrie 1915, Pand. Rom. 1925, I, 89

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acțiune recursorie 1, 2, 5.	Opozabilitate 14.
Convențiune 3, 9, 14.	Ordine publică 3.
Creanțe 10, 14.	Partaj 1—5.
Creditorul rentei 11, 12, 14.	Plată 1—5, 7, 14.
Derogare 10.	Pluralitate de imobile 13.
Evaluare 8.	Proportionalitate 7.
Executare 14.	Răscumpărare 8, 9.
Exigibilitate 10.	Recursorie acțiune 1, 2, 5.
Facultate 3, 14.	Redactare 6.
Imobile 1 urm.	Rente 1 urm.
Insolvabilitate 1.	Rente perpetue 8, 9.
Interes 5.	Rente viagere 8.
Ipotecă 1 urm.	Special 6.
Loturi 2, 5, 14.	Succesivitate 1 urm.
Majori 3.	Termin 10.
Moștenire 1 urm.	Urmărire 14.

### Doctrină.

1. Legiitorul a prevăzut dispozițiile art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) pentru a evita acțiunile recursorii pe cari ar fi trebuit să le intente, la fiecare termen, în contra comoștenitorilor săi, moștenitorul care ar fi plătit ratele rentelor

garantate cu imobilul căzut în lotul său, situațiune care s'ar fi complicat încă mai mult în cazul când unul dintre comoștenitori ar fi devenit insolubil și când deci acest moștenitor ar fi trebuit să introducă o altă acțiune recursorie în contra comoștenitorilor solvabili. (Daloz, Rép., Succession, No. 1571; Planiol, III, No. 2100; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 702; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 905).

2. Potrivit dispozițiilor art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) moștenitorii au două căi pentru a se pune la adăpost de acțiunile recursorii ce ar putea fi introduse de către beneficiarii rentelor constituite de defunct cu ipoteca asupra imobilelor succesoriale, sau să ceară ca rentele să fie plătite și imobilele să fie liberate înainte de formarea părților, sau să puie imobilul grevat cu ipoteca ce garantează plata rentei în lotul unuia dintre copărtași, care va fi singur obligat să plătească renta. (Daloz, Rép., Suppl.

1) Din eroare se zice aici: „imobilele ipotecate“, în loc de: „imobilul ipotecat“, la singular, după cum este de altfel și în textul francez.



Succession No. 921; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 702 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 905).

**3.** Regulele prevăzute de art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) nu sunt de ordine publică pentru moștenitorii majori și capabili de a dispune de drepturile lor, ci sunt facultative și ei sunt liberi să facă orice convențiuni cu privire la plata rentelor. (Demolombe, XVII, No. 97; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 207 bis, II; Dalloz, Rép., Succession, No. 1575; Suppl., Succession, No. 921; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 656, text și nota 27, p. 677; Laurent, XI, No. 75; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5986; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 705; Comp. Contra: Chabot, Successions, Art. 872, No. 4; Mourlon, II, No. 455; Marcadé, Art. 872).

**4.** În cazul când renta poate fi plătită, fiecare moștenitor poate cere, înainte de facerea împărțelii, ca să se facă plata ei. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1571; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 705; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 905).

**5.** În cazul când renta nu poate fi plătită, sau dacă moștenitorii nu au interes să ceară plata ei, moștenitorii pot pune imobilul ipotecar spre plata rentei în lotul unuia dintre copărtași, pentru ca prin acest chip să fie la adăpostul exercitării acțiunilor recursorii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1571; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 704; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 905).

**6.** Cuvântul: «special» din art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) nu are nici un sens și trebuie eliminat. (Demolombe, XVII, No. 88; Marcadé, Art. 872; Aubry et Rau, VI, § 656, nota 25, p. 677; Laurent, XI, No. 72).

**7.** În cazul unei rente datorite de succesiune, fără garanție de ipotecă, nu se prevede de lege nici o regulă specială, ci fiecare moștenitor va plăti renta în proporțiune cu partea sa din succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 702).

**8.** Dispozițiunile art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) se aplică numai rentelor perpetue; ele nu se aplică rentelor viagere, deoarece aceste rente nu pot fi evaluate și nici răscumpărate. (Demolombe, XVII, No. 95; Mourlon, II, No. 455; Marcadé, Art. 872; Demante et Colmet de

Santerre, III, No. 207 bis, I; Laurent, XI, No. 74; Huc, V, No. 595; Planiol, III, No. 2101; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 701, nota 1, 705).

**9.** În cazul când părțile ar fi convenit ca o rentă perpetuă să nu poată fi răscumpărată un timp oarecare, dispozițiunile art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) nu-și mai pot găsi aplicațiunea. (Mourlon, II, No. 455; Laurent, XI, No. 75; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 705, nota 1).

**10.** Dispozițiunile art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la creanțele exigibile la un termen oarecare, deoarece la aceste creanțe nu există aceleași motive, ca la rente, pentru ca legea să deroge dela dreptul comun. (Demolombe, XVII, No. 95; Marcadé, Art. 872; Laurent, XI, No. 74; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 705).

**11.** În cazul când creditorul rentei este unul dintre comoștenitori, după o părere, dispozițiunile art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea. (Duranton, VII, No. 445; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 405, nota 18, p. 451; Comp.: Demolombe, XVII, No. 96).

**12.** După altă părere, dispozițiunile art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar în cazul când unul dintre comoștenitori ar fi creditorul rentei. (Laurent, XI, No. 74; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 705).

**13.** Dispozițiunile art. 872 c. civ. fr. (776 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când numai un singur imobil din succesiune este ipotecat pentru garantarea rentei, cât și în cazul când sunt ipotecate mai multe sau toate imobilele din succesiune. (Demolombe, XVII, No. 90; Mourlon, II, No. 454; Marcadé, Art. 872; Laurent, XI, No. 72; Planiol, III, No. 2101; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 705, 704; Contra: Huc, V, No. 595).

**14.** Invoirile ce le fac moștenitorii cu privire la plata rentei nefiind opozabile creditorului rentei, el are facultatea să urmărească creanța în contra tuturor moștenitorilor; în acest caz comoștenitorul în lotul căruia s'a pus imobilul grevat de ipoteca care garantează plata rentei va trebui să despăgubească pe ceilalți comoștenitori de ceea ce au plătit. (Demolombe, XVII, No. 95; Laurent XI, No. 75; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 705).

**Art. 777.** — Coerezii plătesc datoriile și sarcinele succesiunii, fiecare în proporțiune cu partea sa ereditară. (Civ. 316, 317, 774 urm., 778, 779, 893, 896, 902, 909, 934, 1060 urm., 1062 urm., 1387, 1729, 1743, 1792 urm.; L. Timbr. 62; Civ. Fr. 873).

*Text. fr. Art. 873.* — Les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour leur part et portion virile, et hypothécairement pour le tout; sauf leur recours, soit contre leurs cohéritiers, soit contre les légataires universels, à raison de la part pour laquelle ils doivent y contribuer.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 40 urm.;

IOANID D. C., „*Teoria partajului-lichidare*“, Pand. Rom. 1926, IV, 41.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare pur și simplă 6, 17.	Moștenitori neregulați 5.
Acceptare sub beneficiu de inventar 6, 15, 17.	Moștenitori nesezinari 11, 12.
Ațiune publică 19.	Moștenitori regulați 5.
Administrație 2.	Moștenitori sezinari 11, 12.
Amendă 19.	Moștenitori universali 5, 11, 12.
Beneficiu de inventar 6, 15, 17.	Obligație 2, 3, 4, 9, 19.
Cheltueli 2.	Obligație morală 3.
Confuziune 10.	Opozabilitate 13.
Conservare 2.	Partaj 13, 14.
Contracte 2, 4.	Pasivul succesiunii 2.
Creditori 1, 13, 14.	Proportionalitate 7, 13, 14, 16.
Quasi-contracte 2.	Raporturi cu creditorii 4.
Quasi-delicta 2.	Raporturi între moștenitori 1.
Datorii 1 urm.	Renunțare la succesiune 15.
Deces 19.	Sarcine 2.
Delicta 2, 19.	Sezină 11, 12.
Despăgubiri civile 19.	Solidaritate 9.
Divizarea datoriilor 1 urm.	Stingere 19.
Executare 13, 14, 19.	Succesiune 1 urm.
Hotărâre 19.	Succesorii, a se vedea „cu-vântul: „Moștenitori“.
Imobil 20.	Transmiterea succesiunii 8.
Încetare din viață 19.	Trimetere în posesiune 11, 12.
Infrațiune 19.	Tulpină 7.
Insolvabilitate 16.	Urmărire silită 13, 14, 19.
Intuitu personae 4.	
Ipotecă 20.	
Legate 17, 18.	
Lichidare 2.	
Moarte 19.	
Moștenire 1 urm.	

## Doctrină.

1. Art. 774 c. civ. român este privitor la raporturile moștenitorilor între dânsii, iar art. 777 c. civ. român este privitor la raporturile dintre moștenitori și creditorii succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 685).

2. Pasivul succesiunii cuprinde datoriile defunctului, obligațiunile sale care rezultă din contracte, quasi-contracte, delicta, quasi-delicta și sarcinile succesiunii, adică obligațiile care iau naștere posterior decedului decedusului, cum sunt cheltuielile de administrație și conservare și de lichidare a succesiunii, cheltuielile de înmormântare, etc. (Pothier, Successions, VIII, p. 197; Demolombe, XVII, No. 3; Mourlon, II, No. 450, nota 2; Laurent, XI, No. 55; Huc, V, No. 34; Planiol, III, No. 2062; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 678).

3. Obligațiunile pur morale nu trec la moștenitori, deoarece sunt personale defunctului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 678, nota 2).

4. Obligațiunile care rezultă din contractele încheiate cu defunctul intuitu personae, nu trec la moștenitori. (Planiol, III, No. 2064; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 678, nota 2).

5. Dispozițiunile art. 875 c. civ. fr. (777 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea tuturor moștenitorilor universali, regulați sau neregulați. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 684, 687).

6. Dispozițiunile art. 875 c. civ. fr. (777 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât moștenitorilor cari au acceptat succesiunea pur și simplă, cât și moștenitorilor cari au acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar: aceștia din urmă însă, nu pot fi obligați decât până la concurența valorii bunurilor luate din succesiune. (Demolombe, XV, No. 169; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 386, nota 14, p. 546; Mourlon, II, No. 442; Aubry et Rau, VI, § 618, p. 445; Laurent, X, No. 95; XI, No. 64; Huc, V, No. 225, 596; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 684, text și nota 2).

7. Comoștenitorii plătesc datoriile succesiunii, fiecare în proporțiune cu partea sa ereditară, chiar în cazul când succesiunea se împarte pe tulpini, fiecare fiind obligat a plăti proporțional cu partea ce este chemat individual a culege din masa totală a succesiunii. (Daloz, Rép., Succession, No. 1537; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 685).

8. Deasemenea dispozițiunile art. 875 c. civ. fr. (777 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în cazul când unul dintre moștenitori a transmis altora partea sa din succesiune. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 405, text și nota 5, p. 427; Aubry et Rau, VI, § 656, p. 671; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 685).

9. Diviziunea datoriilor între comoștenitori are loc chiar în cazul când este vorba de o obligație la care defunctul era ținut în mod solidar. (Daloz, Rép., Succession, No. 1545; Suppl., Succession, No. 910; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 681).

10. Intrucât datoriile se împart de drept între comoștenitori, o creanță a unui comoștenitor în contra succesiunii nu se stinge prin confuziune decât până la concurența părții sale. (Chabot, Successions, Art. 875; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 405, p. 450; Aubry et Rau, VI, § 656, p. 672; Daloz, Rép., Succession, No. 1557; Laurent, XI, No. 64; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 681, 686).

11. În cazul când există moștenitori sezinari și alți moștenitori cu titlu universal cari nu au sezină, după o părere, de îndată ce acești din urmă moștenitori au dobândit trimeterea în posesiune, datoriile se împart de drept între moștenitorii sezinari și cei nesezinari și creditorii succesiunii nu mai pot urmări numai pe moștenitorii sezinari. (Demolombe, XVII, No. 38; Daloz, Rép., Succession, No. 1352).

12. După altă părere, creditorii succesiunii nu sunt obligați să împartă acțiunea lor pentru datorii între moștenitorii sezinari și ceilalți moștenitori nesezinari, însă au drept să facă această împărțire dacă vor și în contra moștenitorilor

nesezinari după ce aceștia au obținut trimiteră în posesiune. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 208 urm.; IV, No. 152 bis urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 656, p. 668; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 911; Laurent, XI, No. 65, 66; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3951 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 688).

**13.** Creditorii succesiunii au dreptul să urmărească pe fiecare comostenitor pentru partea sa proporțională din datoria succesiunii cu toate că unul dintre comostenitori a fost însărcinat, fie prin titlul constitutiv al datoriei, fie printr'un titlu posterior să plătească întreaga datorie, deoarece principiul prevăzut în art. 875 c. civ. fr. (777 c. civ. rom.) este independent de stipulațiunile cari au putut să intervie între părți ca și de rezultatul partajului. (Demolombe, XVII, No. 9; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 210 bis, II, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 656, p. 667; Dalloz, Rép., Suppl. Succession, No. 914; Laurent, XI, No. 64; Huc, V, No. 396; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3957).

**14.** Cu toate că potrivit dispozițiunilor art. 875 c. civ. fr. (777 c. civ. rom.), datoriile succesiunii se împart între comostenitori proporțional cu partea lor ereditară, totuși până la împărțea, creditorii succesiunii au dreptul să urmărească întreaga avere succesorală pentru plata creanței sale. (Demolombe, XVII, No. 214; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 585, p. 258; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 915; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3946).

**15.** Moștenitorii sunt obligați să plătească datoriile succesoriale nu numai cu bunurile ce le culeg în succesiune, ci și cu bunurile lor personale; pentru a se descărca de această obligațiune, moștenitorii trebuie să renunțe la succesiune sau să accepte succesiunea sub beneficiu de inventar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 74, 1514).

**16.** Dacă unul dintre moștenitori a devenit insolubil, principiul diviziunii datoriilor se menține și comostenitorii solvabili nu pot fi urmăriți fiecare decât pentru partea lor. (Pothier, Obligations, II, No. 509 urm.; Demolombe, XVII, No. 22; Mourlon, II, No. 441; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 405, nota 8, p. 427; Laurent, XI, No. 64; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 685).

**17.** În cece privește plata legatelor, după o părere, moștenitorul este obligat să plătească legatele chiar cu bunurile sale personale, dacă nu a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar. (Demolombe, XIV, No. 522; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 611, text și nota 12, p. 381, § 617, text și nota 5, p. 442, § 618, p. 444; Dalloz, Rép., Succession, No. 1518; Suppl., Succession, No. 918; Laurent, XIV, No. 108).

**18.** După altă părere, moștenitorul nu este obligat la plata legatelor decât în limita bunurilor pe cari le culege în succesiune. (Mourlon, II, No. 236; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 24 bis, V, 105 bis III, 124 bis II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 918).

**19.** În cece privește obligațiunile rezultând din infracțiunile comise de defunct, moștenitorii pot fi urmăriți pentru plata amenzilor și a reparațiunilor civile pronunțate în mod definitiv în contra defunctului până la decesul său. Dacă însă nu s'a pronunțat o condamnare definitivă în contra sa, acțiunea publică va fi declarată stinsă prin moarte, iar moștenitorii vor putea fi urmăriți în justiție pe cale de acțiune civilă pentru plata reparațiunilor civile. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1531).

**20.** Cu toate că potrivit dispozițiunilor art. 785 c. civ. fr. (777 c. civ. rom.), fiecare moștenitor este obligat personal pentru partea sa ereditară, totuși dacă el deține un imobil ipotecat este obligat pentru totalitatea datoriei. (Dalloz, Rép., Successions, No. 1359; Huc, V, No. 396; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3947, 3959; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 686, text și nota 5).

**21.** A se vedea: art. 1061 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Fiecare legatar sau moștenitor va plăti taxa de înregistrare în raport cu partea sa de moștenire. E casabilă hotărârea prin care nudul proprietar a fost obligat să plătească întreaga taxă de succesiune, fără să se perceapă cota respectivă dela uzufructuar. (Cas. III, 267 din 8 Martie 1926, Pand., Săpt. 19/1926, Pand. Rom. 1926, III, 84).

**Art. 778.** — Coeredele sau succesoarele cu titlu universal care, din cauza ipotecei, a plătit din datoria comună mai mult decât partea sa, are recurs, în contra celorlalți coerezi sau succesori cu titlu universal, numai pentru partea ce fiecare din ei eră obligat a plăti, chiar când coeredele ce a desfăcut datoria ar fi fost subrogat în drepturile creditorilor. Coeredele însă, ce a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, conservă facultatea de a cere plata creanțelor sale personale, ca orice alt creditor

al succesiunii. (Civ. 704 urm., 713 § 2, 774 urm., 777, 893, 896, 902, 1053, 1107 § 1, 1108 § 4, 1674, 1737 § 3, 1741, 1791 urm.; Civ. Fr. 875).

*Text. fr. Art. 875.* — Le cohéritier ou successeur à titre universel, qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au-delà de sa part de la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit personnellement en supporter, même dans le cas où le cohéritier qui a payé la dette se serait fait subroger aux droits des créanciers; sans préjudice néanmoins des droits d'un cohéritier qui, par l'effet du bénéfice d'inventaire, aurait conservé la faculté de réclamer le paiement de sa créance personnelle, comme tout autre créancier.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 59.

### Doctrină

1. In art. 778 c. civ. român, prin cuvântul: «coerede» se înțeleg moștenitorii legitimi, iar prin cuvintele: «succesorul cu titlu universal», se înțeleg donatarii și legatarii universali sau cu titlu universal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 692, nota 1).
2. Cuvintele: «coerede» și «succesorul cu titlu universal» întrebuințate în art. 778 c. civ. român, trebuiau înlocuite la redactarea articolului prin cuvintele: «moștenitorii universali». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 692, nota 1).
3. Cu toate că art. 875 c. civ. fr. (778 c. civ. rom.) prevede numai cazul când datoria succesorală este ipotecară, totuși dispozițiunile sale își găsesc aplicațiunea și în alte cazuri când unul dintre moștenitori a fost obligat a plăti peste partea sa, cum ar fi în cazul de indivizibilitate a datoriei. (Demolombe, XVII, No. 86; Chabot, Successions, II, Art. 875, No. 7; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 406, p. 453; Marcadé, Art. 875; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 657, nota 5, p. 680; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 216 bis, IV; Laurent, XI, No. 80; Huc, V, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 694, text și nota 1; Matei Cantacuzino, p. 299; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 899).
4. Potrivit dispozițiilor art. 875 c. civ. fr. (778 c. civ. rom.), coerede sau succesorul cu titlu universal care, din cauza ipotecei, a plătit din datoria comună mai mult decât partea sa, este subrogat legal în drepturile creditorului; chiar în cazul când coerede sau succesorul cu titlu universal s'ar fi subrogat în mod convențional în drepturile creditorului, el nu are dreptul să ceară celorlalți moștenitori sau succesorii cu titlu universal decât partea ce fiecare din ei era obligat a plăti. (Demolombe, XVII, No. 79, 82; Marcadé, Art. 875; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 657, nota 5, p. 681; Laurent, XI, No. 81, 85; Huc, V, No. 401; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5976; Planiol, III, No. 2094 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 694; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 900).
5. In afară de acțiunea decurgând din subrogațiunea legală pe care o are moștenitorul pentru a cere partea contributivă din datoria plătită, dela ceilalți co-moștenitori, el mai poate cere această rambursare, potrivit dispozițiilor art. 1572 și 1575 c. civ. fr. (987 și 991 c. civ. rom.) printr'o acțiune personală de gestiune de afaceri. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 924; Huc, V, No. 401; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5970; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 694; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 899).
6. Deasemenea pentru rambursare mai are, potrivit dispozițiilor art. 884 și 885 c. civ. fr. (787 și 788 c. civ. rom.) o acțiune personală în garanție. (Daloz, Rép., Suppl., Successions, No. 924; Huc, V, No. 401; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 694).
7. Moștenitorul care este direct ipotecar al succesiunii, în virtutea unei cauze anterioare după o părere, nu este obligat să împartă acțiunea sa între co-moștenitorii săi, deoarece dispozițiunea art. 875 c. civ. fr. (778 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în acest caz, ci moștenitorul poate urmări pe co-moștenitorul său, care deține imobiul ipotecat, pentru întreaga datorie ipotecară, după ce se va scădea partea sa ereditară. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 406, nota 7, p. 454; Daloz, Rép., Successions, No. 1589; Huc, V, No. 401).
8. După altă părere dominantă dispozițiunile art. 875 c. civ. fr. (778 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în cazul când moștenitorul este creditor ipotecar al succesiunii în virtutea unei cauze anterioare și în acest caz, el nu va putea

urmări pe comostenitorii săi decât pentru părțile lor ereditare și pentru porțiunea insolabililor care trebuie să cadă în sarcina lor. (Demolombe, XVII, No. 81; Mourlon, II, No. 451; Marcadé, Art. 875; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 216 bis II, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 657, nota 7, p. 682; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 925; Laurent, XI, No. 82; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5976 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 696).

**9.** Potrivit dispozițiilor art. 875 partea finală c. civ. fr. (788 partea finală c. civ. rom.), coerede care a acceptat suc-

cesiunea sub beneficiu de inventar și care a plătit datoria comună, este subrogat în drepturile creditorilor pentru ceea ce excede partea de ereditară din datorie și are facultatea de a cere plata creanței exercitând aceleași drepturi ca și creditorii pe cari i-a subrogat, fără a i se putea opune restricțiunea recursului prevăzut de partea întâi a acestui articol, adică recursul în contra fiecărui comostenitor numai pentru partea lor ereditară. (Demolombe, XVII, No. 84; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 657, p. 686; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 925; Huc, V, No. 402; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 5978).

**Art. 779.** — Când unul din coerezi sau succesori cu titlu universal este insolabil, partea lui din datoria ipotecară se împarte între toți ceilalți în proporțiune cu ce ia fiecare din succesiune. (Civ. 778, 788, 1053 urm., 1398, 1667; Civ. Fr. 876).

*Text. fr. Art. 876.* — En cas d'insolabilité d'un des cohéritiers ou successeurs à titre universel, sa part dans la dette hypothécaire est répartie sur les autres, au marc le franc.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 876 c. civ. fr. (779 c. civ. rom.) când unul dintre moștenitori a făcut plata integrală a datoriei ipotecare și unul dintre moștenitori este insolabil, toți ceilalți moștenitori, chiar și cel care a fost obligat să facă plata, vor contribui la partea insolabilului, fiecare în proporțiune cu partea sa ce a cules din succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 698; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 902).

**2.** Dispozițiile art. 876 c. civ. fr. (779 c. civ. rom.) adică împărțirea părții insolabilului între ceilalți comostenitori, proporțional cu partea lor ereditară, nu-și găsesc aplicațiunea decât atunci când datoria plătită eră ipotecară. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1590; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 700).

**3.** În cazul când datoria plătită de unul dintre comostenitori eră chirografară și indivizibilă, insolabilitatea unuia dintre comostenitori va fi suportată numai de către moștenitorul care a plătit întreaga datorie succesorală fără să fi fost constrâns la aceasta. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 657, text și nota 15, p. 685; Dalloz, Rép., Succession, No. 1590; Laurent, XI, No. 87 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 700).

**4.** Dispozițiile art. 876 c. civ. fr. (779 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în cazul când unul dintre moștenitori a plătit o datorie indivizibilă sau solidară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 698, text și nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 902).

**5.** Pentru ca dispozițiunile art. 876 c. civ. fr. (779 c. civ. rom.) să-și poată găsi apli-

cațiunea, trebuie ca insolabilitatea comostenitorului să fi existat înainte de facerea plății datoriei. (Demolombe, XVII, No. 78; Massé et Vergé sur Zachariae, II § 406, nota 6, p. 453; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 657, nota 6, p. 681; Laurent, XI, No. 80; Huc, V, No. 405; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5976; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 699).

**6.** În cazul când insolabilitatea unuia dintre comostenitori a survenit posterior facerei plății datoriei, dispozițiunile art. 876 c. civ. fr. (779 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea și pierderea va fi suportată numai de către moștenitorul care a plătit deoarece există neglijență din partea sa, că nu a urmărit la timp pe comostenitori să plătească porțiunea lor. (Demolombe, XVII, No. 78; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 406, nota 6, p. 453; Aubry et Rau, VI, § 657, text și nota 6, p. 681; Dalloz, Rép., Succession, No. 1592; Laurent, XI, No. 80; Huc, V, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, III, nota II, p. 699).

**7.** Dispozițiunile art. 876 c. civ. fr. (779 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai când plata datoriei a fost silită; prin urmare dacă un legatar particular, care nu este obligat a plăti datoriile defunctului, plătește întreaga datorie, el trebuie considerat că a plătit-o de bună voie și dispozițiunile acestui articol nu se mai aplică în acest caz. (Demolombe, XVII, No. 78; Laurent, XI No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 699).

**8.** Dacă mai în urmă moștenitorul insolabil a devenit solvabil, el nu este liberat, ci va fi obligat să plătească partea sa contributivă comostenitorilor ce au plătit pentru el. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 698, 699).

**Art. 780.** — Titlurile executorii, obținute în contra defunctului, sunt personal executorii și în contra eredelui. Cu toate acestea creditorii nu pot urmări execuțiunea decât după opt zile dela notificarea acestor titluri făcută persoanei, sau la domiciliul eredelui. (Civ. 87, 653, 731, 781, 1173; Pr. civ. 74, 371 urm., 378, 397, 398, 729; Civ. Fr. 877).

*Text. fr. Art. 877.* — Les titres exécutoires contre le défunt sont pareillement exécutoires contre l'héritier personnellement; et néanmoins les créanciers ne pourront en poursuivre l'exécution que huit jours après la signification de ces titres à la personne ou au domicile de l'héritier.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 54 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare sub beneficiu de inventar 4.	Moștenitori neregulați 1, 2.
Act de conservare 15.	Moștenitori nesezinari 1, 2.
Act de executare 9, 11, 12, 13, 14.	Moștenitori sezinari 1, 2.
Anulare 8.	Moștenitori testamentari 1.
Beneficiu de inventar 4.	Notificare 1 urm.
Bunuri personale 3.	Nulitate 8.
Comandament 12, 13.	Poprire 14, 15.
Conservare 15.	Prescripție 11, 13.
Continuarea executării 6.	Renunțare 16.
Cunoștință 5.	Sezină 1, 2.
Deliberare 9.	Succesiune 1 urm.
Executare 1 urm.	Suspendarea prescripției 11.
Hotărâre 2, 7.	Termin 9, 10, 12.
Imobile 12, 13.	Testament 1.
Înteruperea prescripției 11, 13.	Titlu executor 1 urm.
Inventar 9.	Urmărire silită 1 urm.
Moștenire 1 urm.	Urmărire imobiliară 12, 13.
Moștenitori ab intestat 1.	

#### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) sunt aplicabile, după o părere, tuturor moștenitorilor: sezinari, nesezinari și chiar neregulați, ab intestat sau testamentari. (Demolombe, XVII, No. 60; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 899; Huc, V, No. 406; Baudry et Wahl Successions, III, No. 4017; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 709, text și nota 5).

**2.** După a doua părere, dispozițiunile art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai moștenitorilor sezinari, deoarece ele decurg din sezină; celorlalți moștenitori legitimi nesezinari și moștenitori neregulați nu li se aplică aceste dispozițiuni și creditorii succesiunii nu-i pot urmări decât după ce vor fi dobândit un titlu executor în contra lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 899; Laurent, XI, No. 76).

**3.** După a treia părere, dispozițiunile art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai cu privire la executarea titlurilor asupra bunurilor culese de moștenitori din succesiune, în cece privește bunurile personale ale moștenitorilor, ele sunt sustrate aplicării

dispozițiunilor acestui articol. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 218 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 899).

**4.** Dispozițiunile art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar dacă moștenitorul a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 899; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4016).

**5.** Chiar dacă moștenitorul are cunoștință de existența titlului executor obținut în contra defunctului, creditorul este obligat să facă notificarea cerută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.). (Demolombe, XVII, No. 55; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, nota 10, p. 329; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 617, p. 444; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 900; Laurent, XI, No. 75; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4015; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 710).

**6.** Dispozițiunile art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiune chiar dacă creditorul începuse executarea în contra defunctului; în acest caz creditorul dacă voește să continue executarea în contra moștenitorului va trebui să facă o notificare moștenitorului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 906; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 710, text și nota 3, 712).

**7.** Când titlul a fost declarat executoriu în contra moștenitorului însăși, notificarea prevăzută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) este inutilă. (Demolombe, XVII, No. 55; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 900; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4011).

**8.** O urmărire făcută în contra moștenitorului fără să se fi făcut notificarea prevăzută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) este nulă, deoarece această notificare este prevăzută sub pedeapsă de nulitate. (Dalloz, Rép., Vente publique d'immeubles, No. 270, 271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 710).

**9.** Notificarea prevăzută de art. 877 c.

civ. fr. (780 c. civ. rom.) nefiind un act de executare, poate fi făcută în termenul prevăzut de lege pentru facerea inventarului și pentru deliberare. Însă executarea nu se poate face înainte de expirarea acestor termene. (Demolombe, XVII, No. 59; Mourlon, II, No. 456; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 581, nota 7, p. 520; Laurent, IX, No. 275; Huc, V, No. 406; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 711).

**10.** În timpul celor opt zile care urmează după notificare, creditorii nu pot începe executarea. (Demolombe, XVII, No. 56; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 711).

**11.** Notificarea prevăzută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) nu întrerupe nici nu suspendă prescripțiunea care se poate îndeplini în timpul celor opt zile cari preced execuției, deoarece această notificare nu este un act de executare. (Demolombe, XVII, No. 58; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 901; Huc, V, No. 406; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4020).

**12.** Comandamentul, la urmărirea imobiliară, fiind un act de executare, nu poate fi notificat moștenitorului decât după trecerea termenului de opt zile de la facerea notificării prevăzută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.). (Chabot, Successions, II, Art. 877, No. 2; Duranton, VII, No. 457; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 384, nota 10, p. 528; Dalloz, Rép., Vente publique d'immeubles,

No. 271; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4006; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 711, 712; Contra: Demolombe, XVII, No. 57; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 901; Huc, V, No. 406; Planiol, III, No. 2065).

**13.** Chiar dacă nu s'a făcut notificarea prevăzută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) comandamentul notificat moștenitorului împreună cu copia de pe titlul executor, întrerupe prescripția începută. (Demolombe, XVII, No. 58; Dalloz, Rép., Succession, No. 1529; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 712; Contra: Troplong, Prescription, II, No. 576).

**14.** După o părere, poprirea constituind un act de executare, ea nu poate fi înființată în mod valabil asupra valorilor cuprinse în succesiune, dacă nu s'a făcut notificarea prevăzută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Saisie-arrêt, No. 95).

**15.** După altă părere, chiar dacă nu s'a făcut notificarea prevăzută de art. 877 c. civ. fr. (780 c. civ. rom.) se poate înființa o poprire asupra valorilor cuprinse în succesiune, deoarece poprirea este un act de conservare. (Bioche, Dictionnaire de procédure, Saisie-arrêt, No. 45; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4008).

**16.** Moștenitorul poate renunța la notificarea prevăzută de lege, însă renunțarea sa trebuie să fie neîndoelnică. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 711).

**Art. 781.** — Ei pot cere, în orice caz și în contra oricărui creditor, separațiunea patrimoniului defunctului de acela al eredelui. (Civ. 780, 782, 783, 1743, 1748; Civ. Fr. 878).

*Text. fr. Art. 878.* — Ils peuvent demander, dans tous les cas, et contre tout créancier, la séparation du patrimoine du défunt d'avec la patrimoine de l'héritier.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO DEM., *Observație* sub Trib. Avignon (Vaucluse), 11 Ian. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 27;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1815 din 24 Oct. 1924, Curier Jud. 8/1926; *Notă* sub Cas. I, 1815 din 24 Oct. 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 115 urm.; *Despre succesiuni*, p. 59, 48 urm.;  
*Despre ipotecă*, p. 179 urm.;  
 HAMANGIU C., *Observație* sub Trib. Alençon, (Orne), 9 Sept. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 29'

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

- |   |  |                                    |  |
|---|--|------------------------------------|--|
| Absență 20.   | Acțiune în petițiune de ereditate 78.        | Bunuri personale 95, 96.           | Creditori ipotecari 12, 24, 25, 33, 87, 88, 89.  |
| Acceptare pur și simplă 22, 38, 78, 105.                            | Acțiune imobiliară 7.                        | Capacitate 7.                      | Creditori moștenitorului, 2, 9, 32, 35-37, 39-42, 44, 65, 81, 82, 85, 89, 93, 96, 97, 102, 103, 104. |
| Acceptare sub beneficiu de inventar 22, 66, 67, 68, 70-78.          | Acțiune mobilă 7.                            | Cauțiune 17, 86.                   | Creditori privilegiați 11, 33, 34, 87.   |
| Act de conservare 12, 24, 53, 59, 86.                               | Administrație 85.                            | Cheltuieli 65.                     | Cuquantum 15.  |
| Acțiuni 45.   | Amanet 37.                                   | Competență 61-64.                  | Datorii 90-94.   |
| Acțiune de separație de patrimonii 39-42, 53-55, 57, 61-68, 75, 79. | Anulare 43.                                  | Condițiune 12, 96.                 | Decădere din beneficiul de inventar 74-77.   |
|   | Beneficiu de inventar 22, 66, 67, 68, 70-78. | Confuziune 21, 38, 58, 71.         | Decădere din beneficiul de separație de patrimoniu 92.   |
|   | Bunuri 45-52, 95.                            | Conservare 12, 24, 58, 59, 86.     |  |
|   | Bunuri corporale 47.                         | Contestație 11, 14, 15, 31.        |  |
|   | Bunuri încorporale 47.                       | Convențiune 56.                    |  |
|   |  | Creanțe 49.                        |  |
|   |  | Creditori chirografari 11, 87, 88. |  |
|   |  | Creditori defunctului 1 urm.       |  |

Definiție 2.  
Derogare 3, 5.  
Deschiderea succesiunii 60.  
Distribuirea preluului 96.  
Divizarea datorilor 90—94.  
Divizibilitate 8, 44.  
Donatori 35.  
Drepturi 43, 83, 84.  
Drept real 29, 84.  
Efecte 81—106.  
Excepțiuni 57, 62, 63.  
Executor titlu 13.  
Exigibilitate 12, 19.  
Evicțiune 78.  
Faliment 18, 79.  
Ficțiune 51.  
Fisc 34.  
Fructe 50.  
Gaj 37.  
Garanție 1, 11, 58.  
Identitate 46.  
Imobile 7, 46, 48, 52, 60, 66—68, 75, 79, 101—104, 106.  
Împărțirea datorilor 90—94.  
Incorporale bunuri 47.  
Indivizibilitate 8.  
Indiviziune 70, 73.  
Inscriptie 43, 60, 66, 67, 68, 75, 79, 88, 89, 99—104, 106.  
Instrăinare 84, 85, 106.  
Insuficiență 11.  
Intenție 59.  
Interes 9, 24, 25, 51, 55.  
Inventar 58.  
Ipotecă 11, 24, 25, 30, 33, 84, 87—89, 101—104.  
Ipotecă legală 30.  
Judecătorii de ocoale 63, 64.  
Legatari 2, 4, 5, 8, 9, 26—31, 33, 38, 42, 55, 56, 58—60, 66—68, 71, 75, 81, 85—87, 95, 98, 101, 104, 105.  
Legatari particulari, a se vedea cuvântul: „Legatari“.  
Legatari universali 28.  
Lege aplicabilă 6.

Minoritate 72, 73.  
Mobile 7, 46, 48, 52, 58.  
Modalitatea creanței 10.  
Moștenire 1 urm.  
Moștenitori legitimi 35, 36.  
Moștenitori neregulați 35.  
Moștenitori universali 35.  
Negligență 100, 102.  
Notificare 59.  
Nulitate 43.  
Obligație 83, 95.  
Opoziție 58.  
Ordine publică 3.  
Partaj 70, 73, 93, 94.  
Petițiune de ereditate 78.  
Plată 16.  
Poprire 86.  
Preferință, a se vedea cuvintele: „Ipotecă“, „Privilegiu“.  
Preț datorit 48.  
Privilegiu 11, 33, 34, 60, 87, 96, 99—104, 106.  
Proportionalitate 90, 91, 92.  
Rang de privilegiu 99.  
Raport succesoral 51.  
Relativitate 8.  
Rente perpetue 19.  
Rente viagere 19.  
Renunțare 4, 74—77.  
Retroactivitate 6.  
Sechestru 58.  
Separație de patrimoniul 1 urm.  
Separație de patrimoniul de drept 39—42, 53, 54, 66, 67, 70—80.  
Servituți 84.  
Sigilii 58.  
Subrogație 16.  
Successiune 1 urm.  
Successiune vacantă 69, 80.  
Termen 12, 60, 99, 101—104.  
Testament, a se vedea cuvântul: „Legat“.  
Titlu executor 13.  
Transmiterea succesiunii 23.  
Tribunale civile 61, 62.  
Tribunale comerciale 61.  
Uzuct 29.  
Vindere-cumpărare 48, 86.

### Doctrină.

**1.** Separația de patrimoniul are de scop ca creditorii defunctului să păstreze garanția ce o aveau asupra bunurilor defunctului pe când el eră în viață. (Laurent, X, No. 3, 10; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 714, 715; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 935, 935).

**2.** „Separația sau deosebirea de patrimoniul este un beneficiu legal (beneficium separationis), prin care creditorii defunctului (art. 781) și legatarii (art. 1745) pot să dobândească dela justiție ca bunurile și datorile defunctului să rămâe deosebite de bunurile și datorile moștenitorului, pentru ca ei să fie plătiți din bunurile defunctului cu precădere, adică înaintea creditorilor personali ai moștenitorului“. (Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 715).

**3.** Defunctul nu poate prin voința sa să înlătore pe creditorii săi dela beneficiul dreptului de a cere separația de patrimoniul, deoarece separația de patrimoniul este de ordine publică, cel puțin în privința creditorilor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 716, 759, nota).

**4.** Creditorii succesiunii și legatarii au

dreptul să renunțe expres sau tacit la separația de patrimoniul. (Laurent, X, No. 39, 40; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 716, 738).

**5.** Defunctul nu poate prin voința sa să înlătore pe legatarii dela beneficiul dreptului de a cere separația de patrimoniul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 716).

**6.** Dreptul de a cere separația de patrimoniul se determină după legea existentă în momentul deschiderii succesiunii, iar nu după legea existentă în momentul exercitării acestui drept, de oarece separația de patrimoniul este privitoare la însuși fondul dreptului creditorilor și legatarii. (Alexandresco, ed. 2-a III, part. II, p. 716).

**7.** Cel ce exercită separațiunea de patrimoniul trebuie să aibă capacitatea de a exercită o acțiune mobilă sau imobiliară, după cum succesiunea cuprinde mobile sau imobile. (Alexandresco, ed. 2-a III, part. II, p. 716).

**8.** Separația de patrimoniul poate fi cerută de toți creditorii succesiunii și legatarii împreună și în mod colectiv sau de orice creditor al succesiunii în mod individual și nu-i profită decât lui, iar nu și celorlalți creditorii ai succesiunii cari nu au cerut-o, deoarece această acțiune nu este indivizibilă. (Duranton, VII, No. 469; Demolombe, XVII, No. 112; Mourlon, II, No. 467; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 475; Dalloz, Rép., Succession, No. 1415; Laurent, X, No. 6, 67; Alexandresco, ed. 2, III, part. II, p. 725; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955, 957; Traian Ionașcu, p. 185).

**9.** Numai creditorii succesiunii și legatarii au dreptul să ceară separația de patrimoniul, creditorii personali ai moștenitorilor deși ar avea interes să ceară separația de patrimoniul, nu au acest drept. (Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 714, 722, 725 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 956; Traian Ionașcu, p. 185, 184).

**10.** Creditorii succesiunii, oricare ar fi calitatea lor, forma titlurilor sau modalitățile, creațiilor lor, au dreptul, fără nici o distincție, să ceară separația patrimoniilor. (Demolombe, XVII, No. 106 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 471; Dalloz, Rép., Succession, No. 1596; Suppl., Succession, No. 929; Laurent, X, No. 7; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4044 urm., 4052; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 718; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955, 957; Traian Ionașcu, p. 185).

**11.** Astfel separația de patrimoniul poate fi cerută de către creditorii chirografari și de către creditorii ipotecari și privilegiari, deoarece pot și ei avea interes când garanția lor este contestată sau insuficientă. (Demolombe, XVII, No. 106 urm.; Mourlon, II, No. 465; III, No. 1598; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 471, 472; Dalloz, Rép., Succession, No. 1596; Suppl., Succession, No. 929; Laurent, X, No. 7, 66; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4044 urm.,



4052; Alexandresco, ed. 2-a III, part. II, p. 719, text nota 2).

**12.** Deasemenea poate fi cerută de creditorii cu creanțe exigibile și de către creditorii condiționali sau cu termen, deoarece separația de patrimonii este o măsură de conservare. (Pothier, Successions, VIII, p. 220; Duranton, VII, No. 471; Demolombe, XVII, No. 106 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 3, p. 329; Marcadé, Art. 878; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 471; Dalloz, Rép., Succession, No. 1598; Suppl., Succession, No. 929; Laurent, X, No. 7; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4044 urm., 4052; Planiol, III, No. 2172; Alexandresco, ed. 2-a III, part. II, p. 718; Traian Ionașcu, p. 185).

**13.** Deasemenea separația de patrimonii poate fi cerută de creditorii cari au un titlu executoriu și de către creditorii cari nu au dobândit un titlu executoriu. (Demolombe, XVII, No. 106 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 619, p. 471; Suppl., Succession, No. 929; Laurent, X, No. 7, 9; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4044 urm., 4052; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 718).

**14.** Pentru ca un creditor al succesiunii să poată cere separația de patrimonii, trebuie ca creanța sa să nu fie contestată în existența sa, indiferent de natura și origina creanței și chiar dacă pentru constatarea ei nu există un titlu. (Demolombe, XVII, No. 106; Huc, V, No. 410; Planiol, III, No. 2172; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 718).

**15.** Creditorii succesiunii pot cere separația de patrimonii în cazul când creanța lor nu este contestată în privința existenței ei, ci numai în privința cuantumului ei. (Huc, V, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 718, nota 4).

**16.** Moștenitorul care a plătit pe creditorii succesiunii și s'a subrogat în drepturile lor, pot cere separația de patrimonii. (Laurent, X, No. 9; Huc, V, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, pag. 718, nota 4).

**17.** Creditorii succesiunii garantați printr-o cauțiune, au dreptul să ceară separația de patrimonii deoarece cauțiunea poate deveni insolubilă și prin constituirea cauțiunii ei nu au înțeles să-și micșoreze dreptul lor de a-și realiza creanța. (Demolombe, XVII, No. 107; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 719, nota).

**18.** Falimentul defunctului; declarat în cursul unui an dela decesul lui sau falimentul moștenitorului, nu împiedică pe creditorii succesiunii de a cere separația de patrimonii. (Demolombe, XVII, No. 198; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 485; Lyon-Caen et Renault, VII, No. 69; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 752, 754; M. A. Dumitrescu, VI, No. 257; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 120 bis, I urm.).

**19.** Separația de patrimonii poate fi cerută de creditorii cu rente perpetue sau viagere ca și de creditorii cu capitalurile exigibile. (Demolombe, XVII, No.

109; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 935; Baudry et Wahl, Successions, III, No. No. 4050; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 718, nota 4).

**20.** Creditorii unui absent, pot cere separația de patrimonii după trimiterea definitivă în posesiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 929; Huc, V, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 718, nota 4).

**21.** Moștenitorul care este în același timp și creditorul defunctului, poate cere separația de patrimonii pentru partea din creanța care nu a fost stinsă prin confuziune. (Pothier, Successions, VIII, p. 220; Demolombe, XVII, No. 111, 168; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 520 bis, IV; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 3, p. 330; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, nota 5, p. 472; Dalloz, Rép., Succession, No. 1400; Suppl., Succession, No. 950; Laurent, X, No. 8, 9; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4055; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 720).

**22.** În acest caz, dacă moștenitorul a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, el va profita pentru întreaga creanță, iar dacă a acceptat succesiunea pur și simplu el va profita numai pentru porțiunea care excede partea sa ereditară în datorii. (Demolombe, XVII, No. 111; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, nota 5, p. 472; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 950; Laurent, X, No. 9; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4055).

**23.** În cazul când un moștenitor a încetat din viață înainte de a se fi lichidat succesiunea și transmite astfel drepturile sale propriilor săi moștenitori, creditorii ambelor succesiuni au dreptul să ceară separația de patrimonii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1404; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 755).

**24.** Separația de patrimonii este o măsură de protecțiune pentru creditorii chirografari; prin urmare creditorii ipotecari, în regula generală, nu au nici un interes să ceară separația de patrimonii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1597; Suppl., Succession, No. 954; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 719, nota 2).

**25.** Cu toate acestea creditorii ipotecari pot avea interes să ceară separația patrimoniiilor în cazul când inscripția nu garantează plata întregii creanțe sau a dobânzilor și cheltuielilor. (Demolombe, XVII, No. 107; Mourlon, II, No. 465; III, No. 1598; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 471, 472; Dalloz, Rép., Succession, No. 1597; Laurent, X, No. 7, 66; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4044 urm., 4052; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 719, text și nota 2).

**26.** Din dispozițiunile art. 2111 c. civ. fr. (1743 c. civ. rom.) rezultă că legatarii cu titlu particular ai defunctului, au dreptul, ca și creditorii succesiunii și în aceleași condițiuni, să ceară separația de patrimonii. (Demolombe, XVII, No. 110;

Mourlon, II, No. 465; III, No. 1598; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 219 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, nota 2, p. 471; Dalloz, Rép., Succession, No. 1406; Suppl., Succession, No. 934; Laurent, X, No. 5; Huc, V, No. 410; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4055; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 720; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 957; Traian Ionașcu, p. 183).

**27.** Numai legatarii particulari ai unor sume de bani pot cere separația de patrimoniul iar nu și legatarii de corpuri certe și determinate, deoarece ei sunt proprietarii acestor obiecte din momentul deschiderii succesiunii. (Planiol, III, No. 2172; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 720, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 957; Traian Ionașcu, p. 184).

**28.** Legatarii universali sau cu titlu universal nu pot cere separația de patrimoniul deoarece ei înlocuiesc pe defunct și creditorii succesiunii pot dobândi în contra lor separația de patrimoniul. (Planiol, III, No. 2172; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 720, nota 5; Nacu, II, p. 205, 204; Traian Ionașcu, p. 184).

**29.** Legatarul unui uzufruct nu poate cere separația de patrimoniul, deoarece el are un drept real care îi dă un drept de preferință care nu are nevoie de altă garanție. (Huc, V, No. 417; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 720, nota 5; Comp.: Contra: Demolombe, XVII, No. 194).

**30.** În afară de dreptul de a cere separația de patrimoniul, legatarii particulari au, potrivit dispozițiilor art. 1017 c. civ. fr. (902 c. civ. rom.), o ipotecă legală asupra imobilelor succesoriale pentru garantarea plății legatelor. (Duranton, IX, No. 579; XIX, No. 528; Demolombe, XVII, No. 217; XXI, No. 673; Mourlon, III, No. 1419; Troplong, Donations et testaments, III, No. 1794, 1928, 1929; Privilèges et hypothèques, II, No. 452 ter; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 497, nota 1, p. 279; Beudant, Suretés personnelles et réelles, II, No. 606 urm.; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 162 bis, III; Marcadé, Art. 1017; Huc, VI, No. 345; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 2487 urm.; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 966; Guilouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 691; Planiol, III, No. 2792 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 721; IV, partea II, 355 urm.; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 264, p. 355, 354; Nacu, III, p. 693).

**31.** Chiar dacă testamentul prin care au fost instituiți legatarii cu titlu particular ar fi contestat, legatarii au dreptul să ceară separația de patrimoniul, rămânând că dacă contestația testamentului va fi admisă, efectele separației de patrimoniul să înceteze. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1407).

**32.** Separația de patrimoniul poate fi cerută în contra tuturor creditorilor personali ai moștenitorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 474; Dalloz, Rép.,

Succession, No. 1410; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 727; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955).

**33.** Astfel separația de patrimoniul poate fi cerută chiar contra creditorilor privilegiați și ipotecari ai moștenitorului. (Demolombe, XVII, No. 120, 121; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 11, p. 474; Dalloz, Rép., Succession, No. 1410; Suppl., Succession, No. 935, 956; Huc, V, No. 411; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4051, 4061; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 727).

**34.** Deasemenea separația de patrimoniul poate fi cerută și în contra fiscului în cazul când el nu are un privilegiu, grevând bunurile succesiunii. (Demolombe, XVII, No. 119; Dalloz, Rép., Succession, No. 1410; Suppl., Succession, No. 956; Huc, V, No. 411; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 727, nota 1).

**35.** Separația de patrimoniul poate fi cerută atât în contra creditorilor moștenitorilor legitimi, cât și în contra tuturor creditorilor moștenitorilor universali ai defunctului cum sunt: moștenitorii neregulați, legatarii și donatarii universali sau cu titlu universal. (Demolombe, XVII, No. 126; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 473; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 955; Laurent, X, No. 14; Huc, V, No. 411; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4057; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 727).

**36.** După altă părere, separația de patrimoniul trebuie cerută numai în contra creditorilor moștenitorilor legitimi, față de creditorii celorlalți moștenitori, ea nu trebuie cerută deoarece există de plin drept. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 955; Laurent, X, No. 12).

**37.** Separația de patrimoniul poate fi cerută în contra unui creditor amanetar al moștenitorului. (Demolombe, XVII, No. 184; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 727).

**38.** Separația de patrimoniul poate fi cerută și contra legatarilor, deoarece ei pot fi considerați ca creditorii ai moștenitorilor în cazul când legatarii primesc efectele confuziunii între patrimoniul care rezultă din acceptarea pur și simplu a succesiunii de către moștenitori. (Demolombe, XVII, No. 122; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 219 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 937; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4062; N. Stănescu. Despre partaj și rezervă, p. 250 urm.; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 727, nota 5, 756).

**39.** Admițându-se părerea că separația de patrimoniul nu are loc de drept, ci trebuie cerută și de creditorii succesiunii, ea nu poate fi introdusă, după o părere, în contra moștenitorului care nu are nici calitatea nici interesul a se apăra în o asemenea cerere, deoarece el nu reprezintă pe creditorii săi. (Duranton, VII, No. 488; Mourlon, II, No. 469; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 219 bis I; Aubry et Rau, ed.

4-a, VI, § 619, text și nota 16, p. 475; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 937; Planiol, III, No. 2174; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 729; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 935; Traian Ionașcu, p. 185).

**40.** După a doua părere separația de patrimonii nu poate fi introdusă în contra moștenitorului personal decât în cazul când nu sunt cunoscuți creditorii săi. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 937; Laurent, X, No. 11; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 728).

**41.** După a treia părere, acțiunea în separație de patrimonii va putea fi introdusă în contra moștenitorului personal numai în cazul când va fi vorba de exercitarea actelor având de scop să salveze exercitarea dreptului de preferință pentru viitor iar nu și în cazul când va fi vorba de exercițiul propriu zis al dreptului de preferință rezultând din separația de patrimonii. (Demolombe, XVII, No. 145; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 937).

**42.** După a patra părere, cererea de separație de patrimonii poate fi totdeauna introdusă în contra moștenitorului personal, chiar dacă creditorii săi sunt sau nu sunt cunoscuți și chiar dacă nu există creditorii. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 10, p. 331; Dalloz, Rép., Succession, No. 1411; Suppl., Succession, No. 937; Huc, V, No. 423; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 728).

**43.** În această din urmă părere, creditorii moștenitorului sau ai legatarului universal, au dreptul să intervie în instanță și să ceară nulitatea inscripției de separație de patrimonii. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 957).

**44.** Separația de patrimonii poate fi cerută în mod diviz numai în contra unuia dintre moștenitori sau numai în contra unuia dintre creditorii moștenitorului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1415).

**45.** Separația de patrimonii privește toată averea care compune succesiunea: bunuri, drepturi și acțiuni. (Laurent, X, No. 20; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 732, 735; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 942; Traian Ionașcu, p. 185, 185).

**46.** Astfel separația de patrimonii se aplică la toate bunurile mobile sau imobile din succesiune; în ceace privește bunurile mobile, identitatea lor trebuie bine stabilită. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, p. 332; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 721, nota 3, 732).

**47.** Deasemenea separația de patrimonii se aplică bunurilor corporale sau incorporale din succesiune. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4065; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 732).

**48.** Deasemenea separația de patrimonii se aplică prețului încă datorit pentru bunurile mobile sau imobile vândute de defunct. (Demolombe, XVII, No. 187, 204; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, p. 334; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis, II; Aubry et Rau,

VI, § 619, p. 477; Laurent, X, No. 25; Huc, V, No. 416; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4069; Planiol, III, No. 2175; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 734, text și nota 3; Traian Ionașcu, p. 183).

**49.** Deasemenea separația de patrimonii se aplică creanțelor succesiunii asupra moștenitorului. (Demolombe, XVII, No. 153; Murlon, II, No. 153; Laurent, X, No. 20; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 20; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 735).

**50.** Fructele bunurilor succesoriale cari sunt încă în mâinile moștenitorului intră în separația de patrimonii, deoarece fac parte din succesiune, cele cari nu mai sunt în mâinile moștenitorului scapă separației de patrimonii. (Demolombe, XVII, No. 132; Murlon, II, No. 471; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și notele 21, 22, p. 477; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, text și nota 15, p. 332; Laurent, X, No. 22; Huc, V, No. 426; Planiol, III, No. 2175; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 735, 734; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 942; Contra: Rolland de Villargues, Rép., Séparation des patrimoines, No. 55; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, p. 332).

**51.** Bunurile raportate fiind aduse la masa succesiunii numai printr'o ficțiune și în interes numai al comostenitorilor, nu intră în separația de patrimonii. (Duranton, VII, No. 495; Demolombe, XVII, No. 129; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, text și nota 12, p. 332; Murlon, II, No. 472; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, nota 25, p. 478; Dalloz, Rép., Successions, No. 1466; Huc, V, No. 426; Laurent, X, No. 21; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4077; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 735, nota 1; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 942).

**52.** Separația de patrimonii poate avea loc numai pentru o parte din bunuri, de exemplu: pentru toată averea imobiliară sau pentru toată averea mobilă. (Demolombe, XVII, No. 135; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 219 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 732, nota 5; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955; Traian Ionașcu, p. 185, 185).

**53.** Separația de patrimonii, după o părere, nu trebuie cerută prin justiție, ci este un beneficiu ce există de plin drept. (Demolombe, XVII, No. 139; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 28, p. 338; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 219 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 950; Laurent, X, No. 17; Huc, V, No. 422, 423; Planiol, III, No. 2179; Comp.: Traian Ionașcu, p. 185).

**54.** După altă părere, separația de patrimonii nu există de plin drept, ci trebuie cerută prin justiție sub forma unei acțiuni. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 475; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4085; Alexandresco, ed. 2-a,

III, partea II, p. 730; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 958).

**55.** Pentru introducerea acțiunii în separație de patrimonii nu este nevoie ca creditorii succesiunii și legatarii să justifice vreun interes în cauză. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 730; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 959).

**56.** Creditorii succesiunii și legatarii pot încheia cu creditorii moștenitorului o convenție de separație de patrimonii care înlocuiește cererea în judecată. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 731).

**57.** Cererea de separație de patrimonii se poate exercita atât pe cale principală, cât și pe cele de excepție, în mod incidental. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 476; Laurent, X, No. 17; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 731; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 958; Comp.: Traian Ionașcu, p. 185).

**58.** În cazul când creditorii și legatarii nu pot să-și valorifice în prezent dreptul lor de preferință, însă voesc să-și garanteze drepturile lor pentru viitor când vor avea calitatea și interesul a-și stabili dreptul lor de preferință, dacă succesiunea de compune din lucruri mobile, formalitățile ce vor trebui să le îndeplinească sunt toate acele măsuri cari au de scop să împiedece confuziunea mobilelor succesiunii cu acele ale moștenitorului cum sunt: cererea de a se aplica sigiliu, opozițiile la ridicarea sigiliilor, facerea inventarului sau punerea obiectelor sub sechestru. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 951).

**59.** Tot în același scop, creditorii și legatarii pot notifica moștenitorului intenția lor de a cere la timpul cuvenit separația de patrimonii sau pot să facă o acțiune cu caracter de conservare. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 951).

**60.** Dacă succesiunea se compune din imobile, creditorii și legatarii trebuie, potrivit dispozițiilor art. 2111 c. civ. fr. (1745 c. civ. rom.), să ceară luarea unei inscripțiuni cu privilegiu în termen de șase luni dela deschiderea succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 949; Laurent, X, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 731; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 940).

**61.** Cererea de separație de patrimonii trebuie adresată numai tribunalelor civile, iar nu și celor comerciale. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 952; Huc, V, No. 425; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4086; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 732).

**62.** Cererea de separație de patrimonii va fi adresată tribunalului civil al locului deschiderii succesiunii; când cererea se face pe o cale incidentală se va adresa tribunalului sesizat cu cererea principală. (Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 732).

**63.** Judecătorii de ocoale nu pot judeca cererile de separație de patrimonii nici chiar în mod incidental. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 952; Huc, V, No. 425; Baudry et Wahl, Successions III, No. 4086).

**64.** În dreptul român, potrivit dispozițiilor art. 54 din legea judecătorilor de ocoale, aceste instanțe sunt competente să judece, până la o anumită valoare, cererile de separație de patrimonii. (Alexandresco, ed. 2-a, III partea II, p. 732).

**65.** Cheltuelile făcute cu cererea de separație de patrimonii cad în sarcina creditorilor moștenitorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 732).

**66.** După părerea dominantă, acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar aduce de plin drept separația de patrimonii în folosul creditorilor succesiunii și legatarilor, fără să fie nevoie de cerere în justiție și de luarea unei inscripțiuni asupra imobilelor. (Demante et Colmet de Santerre, III, No. 125 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 612, p. 408, § 619, text și nota 71, p. 504; Daloz, Rép., Succession, No. 785; Suppl., Succession No. 612; Laurent, X, No. 80; Huc, V, No. 425; Baudry et Wahl, Successions III, No. 1711; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 724, 736; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955; Traian Ionașcu, p. 186).

**67.** După altă părere, acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar nu aduce deplin drept separația de patrimonii în folosul creditorilor și legatarilor, ci ei sunt obligați să facă cerere în justiție de separație de patrimonii și să ia, în termen de șase luni dela deschiderea succesiunii, inscripțiune asupra imobilelor succesiunii. (Demolombe, XV, No. 171 urm.).

**68.** După a treia părere acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, aduce de plin drept separația de patrimonii în folosul creditorilor succesiunii și legatarilor, însă aceștia trebuie să ia în termen de șase luni inscripțiune asupra imobilelor succesoriale. (Delvincourt, II, p. 98, nota; Duranton, VII, No. 47; XIX No. 218; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 736).

**69.** În cazul unei succesiuni vacante, nu este locul a se cere separația de patrimonii, deoarece nu există moștenitori. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 55, p. 542; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 736).

**70.** În părerea care admite că acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar aduce de plin drept separația de patrimonii în folosul creditorilor succesiunii și legatarilor, dacă succesiunea este acceptată de unul dintre moștenitori sub beneficiu de inventar și de către ceilalți moștenitori pur și simplu, după părerea dominantă, separația de patrimonii se produce de plin drept pentru toată succesiunea, chiar și față de moștenitorii

cari au acceptat succesiunea pur și simplu, cel puțin atât timp cât durează diviziunea între moștenitori. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 74, p. 506; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1718; Comp.: Laurent, X, No. 87).

**71.** După altă părere, în acest caz separația de patrimonii nu mai are loc deoarece confuziunea bunurilor succesoriale cu bunurile moștenitorilor este opozabilă creditorilor succesiunii și legatarilor. (Demolombe, XV, No. 175; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 616; Laurent, X, No. 86).

**72.** Chiar în cazul când acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar este forțată, cum este în cazul minorității moștenitorului, ea aduce separația de patrimonii de plin drept în folosul creditorilor și legatarilor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 787; Suppl., Succession, No. 615; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1712; Comp.: Demolombe, XV, No. 174; Laurent, X, No. 88).

**73.** În cazul când pe lângă minorul moștenitor există și moștenitori majori, separația de patrimonii există de plin drept față cu moștenitorii majori numai în timpul cât durează diviziunea; după partaj separația de patrimonii este mărginită numai la bunurile cari au căzut în lotul minorului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 789).

**74.** Când moștenitorul renunță la beneficiu de inventar sau este decăzut, după o părere, încetează separația de patrimonii care a avut loc de plin drept, deoarece separația de patrimonii este o consecință a beneficiului de inventar. (Demolombe, XV, No. 172; XVII, No. 153; Marcadé, Art. 878; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 125 bis, I; Dalloz, Rép., Succession, No. 795; Suppl., Succession, No. 615; Huc, V, No. 425; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4055; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 724; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 953; Traian Ionașcu, p. 186, 187).

**75.** Prin urmare, în această părere, pentru ca creditorii și legatarii să evite această consecință a renunțării sau decăderii din beneficiu de inventar, au interes să îndeplinească formalitățile cerute de lege pentru separația de patrimonii, mai ales să ia inscripția privilegiului în cele șase luni dela deschiderea succesiunii. (Demolombe, XV, No. 172; XVII, No. 153; Marcadé, Art. 878; Demante et Colmet de Santerre III, No. 125 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 615; Huc, V, No. 425; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4055; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 724; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 953; Traian Ionașcu, p. 186, 187).

**76.** După a doua părere, renunțarea la beneficiu de inventar nu aduce încetarea separației de patrimonii. Însă de-

căderea din beneficiu de inventar are acest efect. (Laurent, X, No. 82, 85).

**77.** După a treia părere, cu toate că moștenitorul a renunțat la beneficiu de inventar sau a fost declarat decăzut, separația de patrimonii, produsă de plin drept prin acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, subsistă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 75, p. 506; Dalloz, Rép., Succession, No. 794; Suppl., Succession, No. 614; Comp.: Mourlon II, No. 464).

**78.** În cazul când moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar este evins de un alt moștenitor care acceptă succesiunea pur și simplu, separația de patrimonii nu mai subsistă. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 614; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4058).

**79.** Falimentul unui comerciant, declarat după decesul său, nu aduce de plin drept separația de patrimonii, ci ea trebuie cerută, luându-se inscripția în cele șase luni dela deschiderea succesiunii. (Demolombe, XVII, No. 198; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 485; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. II, p. 757, nota, 753; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 120 bis I, urm.).

**80.** Separația de patrimonii are loc de plin drept în cazul când o succesiune este declarată vacantă. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 966).

**81.** Separația de patrimonii nu produce, în principiu, efecte decât în raporturile creditorilor succesiunii și legatarilor cu creditorii moștenitorului. (Duranton, VII, No. 476; Demolombe, XVII, No. 222; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 25, p. 557; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 955; Laurent, X, No. 55, 57; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 754).

**82.** Cel mai însemnat efect al separației de patrimonii este acela de a împiedica pe creditorii moștenitorului, ca să-și exercite drepturile lor asupra bunurilor succesoriale înainte ca să fi fost îndestulați creditorii succesiunii. (Duranton, VII, No. 476; Demolombe, XVII, No. 222; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, p. 557; Dalloz, Rép., Succession, No. 1489; Laurent, X, No. 55, 57; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pagina 754).

**83.** Separația de patrimonii, în principiu, nu produce nici un efect față de moștenitorul însuși, deoarece nu modifică nici drepturile, nici obligațiile sale. (Demolombe, XV, No. 183, 194; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 497; Dalloz, Rép., Succession, No. 1490; Suppl., Succession, No. 955; Laurent, No. 18, 70 urm.; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4155, 4155 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 759; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955).

**84.** După separația de patrimonii, moștenitorul are dreptul să înstrăineze bunurile succesiunii să ipotecheze ar fi servituțiele, de drepturi reale cum ar fi servituțiele,

deoarece separația de patrimoniul nu ridică moștenitorului nici unul din drepturile sale. (Daloz, Rép., Succession, No. 1490; Suppl., Succession, No. 955; Comp.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 759, 760; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 942, 945).

**85.** Creditorii succesiunii și legatarii, după o părere, nu pot lua nici o măsură de natură să aducă vreo restricțiune puterilor de administrație și de dispozițiune ale moștenitorului, deoarece nici un text de lege nu-i autoriză și apoi aceste restricțiuni ar fi incompatibile cu principiul potrivit căruia separația de patrimoniul nu produce nici un efect față de moștenitor, ci privește numai raporturile creditorilor succesiunii cu creditorii moștenitorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 60, 61, p. 498, 499; Daloz, Rép., Succession, No. 1490; Laurent, X, No. 18, 26; Huc, V, No. 422; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4097; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 760, 761).

**86.** După altă părere, tribunalele vor putea lua orice măsuri necesare pentru a salva interesele creditorilor succesiunii și legatarilor cum sunt: dare de cautiune, vânzarea imobilelor și depunerea prețului la Casa de depuneri și consemnație, facere de poprii, etc. (Demolombe, XVII, No. 146; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 951).

**87.** În cazul când toți legatarii și creditorii succesiunii au cerut separația de patrimoniul, pentru plata lor se vor urmă dispozițiunile art. 2095 c. civ. fr. (1719 c. civ. rom.), plătindu-se mai întâi creditorii privilegiați, apoi creditorii ipotecari, apoi creditorii chirografari și în sfârșit legatarii. (Laurent, X, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 754, 755).

**88.** Creditorii ipotecari cari și-au înscris ipoteca înaintea decesului lui decujus, nu au nevoie de luarea unei alte inscripțiuni pentru a avea precădere față cu creditorii chirografari ai succesiunii. (Demolombe, XVII, No. 196; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 489; Laurent, X, No. 56; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 755).

**89.** Creditorii ipotecari chiar dacă și-au înscris ipoteca înaintea decesului decujusului, pentru a avea precădere față de creditorii personali ai moștenitorului, vor trebui să ia inscripția prevăzută de art. 2111 c. civ. fr. (1745 c. civ. rom.). (Demolombe, XVII, No. 195; Laurent, X, No. 66; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 750, 755).

**90.** După separațiunea de patrimoniul, principiul după care datoriile se împart de drept între comostenitori în proporțiune cu porțiunea lor ereditară, după o părere, își găsește aplicațiunea. (Demolombe, XVII, No. 211; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 19, p. 534; Mourlon, III, No. 1419; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 59 bis VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI,

§ 619, p. 502; Daloz, Rép., Succession, No. 1492; Suppl., Succession, No. 956; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4170; Planiol, III, No. 2184; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 681, 757, 758; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 935).

**91.** După altă părere, moștenitorul care are în lotul său bunuri de valoare mai mare decât partea sa ereditară din datorii, este obligat față cu creditorii succesiunii până la concurența valorii bunurilor deoarece separația de patrimoniul are de efect de a face să înceteze împărțirea datoriilor între comostenitori fiecare în proporțiune cu partea sa ereditară. (Duranton, VII, No. 270; XIX, No. 224; Daloz, Rép., Succession, No. 1491; Suppl., Succession, No. 956; Laurent, X, No. 64; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 305).

**92.** Deoarece datoriile succesiunii se împart de drept între comostenitori în proporțiune cu partea lor ereditară, creditorul care este decăzut din dreptul de a cere separația de patrimoniul în contra unuia dintre comostenitori, nu va avea dreptul să ceară separația de patrimoniul în contra celorlalți comostenitori decât pentru porțiunea lor ereditară din datoriile succesiunii. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 956).

**93.** În cazul când creditorul care cere separația de patrimoniul se prezintă înainte de împărțea, după o părere, se va aplica deasemenea principiul diviziunii datoriilor, deoarece separația de patrimoniul are de scop de a împiedica pe creditorii moștenitorilor să vie în concurență cu creditorii succesiunii la averea succesorală, iar nu să schimbe natura creanței, nici să modifice relațiunile dintre creditorii succesiunii, cu moștenitorii sau relațiunile dintre moștenitori. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 957).

**94.** După altă părere, în acest caz, dispozițiunile privitoare la diviziunea datoriilor între moștenitori nu-și găsesc aplicațiunea și creditorul are dreptul să fie plătit din masa succesorală înainte de a regulă toate socotelile între comostenitori. (Demolombe, XVII, No. 214; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 957).

**95.** Când bunurile succesoriale nu ajung să îndestuleze pe creditorii succesiunii și pe legatari, moștenitorul va fi obligat să-i plătească cu bunurile sale personale, deoarece separația de patrimoniul nu aduce nici o modificare obligațiunilor sale. (Demolombe, XVII, No. 155, 218 urm.; Chabot, Successions, II, Art. 878, No. 15; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, p. 536; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și notele 65, 64, p. 499, 500; Daloz, Rép., Succession, No. 1496; Suppl., Succession, No. 958; Laurent, X, No. 73; Huc, V, No. 429; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4157, 4158; Planiol, III, No. 2182, 2187; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 725, 762, 765; C. Hamangiu, I. Ro-

setti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955).

**96.** Creditorii succesiunii, cari au cerut separația de patrimonii, au chiar dreptul ca înainte de a se fi constatat dacă bunurile succesoriale vor ajunge pentru îndestularea creanțelor lor, să vie la distribuirea prețului bunurilor moștenitorilor, în concurență cu creditorii săi personali, dobândind colocări condiționale, rezervându-li-se dreptul a-și exercita privilegiul lor asupra bunurilor succesoriale a căror preț nu a fost încă distribuit între dânsii. (Mourlon, III, No. 1415; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 223 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 958; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4157; Planiol, III, No. 2187; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 955).

**97.** Separația de patrimonii nu modifică drepturile respective ale creditorilor succesiunii, deoarece este o instituție stabilită în contra creditorilor moștenitorului. (Demolombe, XVII, No. 222; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 222 bis, I, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 55, p. 491; Dalloz, Rép., Succession, No. 1495; Suppl., Succession, No. 955; Laurent, X, No. 55 urm.; Huc, V, No. 427; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4163; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 754, 756).

**98.** Deasemenea separația de patrimonii nu modifică drepturile respective ale legatarilor. (Demolombe, XVII, No. 222; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 222 bis, I, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 55, p. 491; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 955; Laurent, X, No. 55 urm.; Huc, V, No. 427; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4165; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 756).

**99.** Creditorii succesiunii cari și-au înscris privilegiul lor de separație de patrimonii în cele șase luni cu începere de la deschiderea succesiunii, în afară de cauzele de preferință care rezultă din natura creanței lor, au același rang, indiferent de data înscrierii. (Demolombe, XVII, No. 222; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, p. 557; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 491; Dalloz, Rép., Succession, No. 1495; Laurent, X, No. 57; Planiol, III, No. 2185; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 756).

**100.** Dacă numai unii dintre creditorii succesiunii au cerut separația de patrimonii sau au cerut inscripția, aceștia nu au nici un privilegiu contra celorlalți creditori ai succesiunii cari au neglijat să îndeplinească aceste formalități. (Demolombe, XVII, No. 222; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, nota 25, p. 557; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 55, p. 491; Dalloz, Rép., Succession, No. 1494; Suppl., Succession, No. 955; Laurent, X, No. 57; Planiol, III, No. 2185; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 756).

**101.** În cazul când unul dintre creditorii succesiunii sau un legatar a obținut dela moștenitor o ipotecă asupra unui imobil al succesiunii, el va avea un drept de preferință față cu ceilalți creditori ai succesiunii sau legatari, afară de cazul când aceștia au înscris separația de patrimonii în termenul de șase luni dela deschiderea succesiunii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și notele 51, 52, p. 490; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 954).

**102.** În cazul când ar avea loc următoarele situațiuni: 1) un creditor al succesiunii a înscris în termenul de șase luni dela deschiderea succesiunii privilegiul separației de patrimonii; 2) un creditor al moștenitorului a obținut dela moștenitor o ipotecă asupra unui imobil al succesiunii și 3) alți creditori ai succesiunii cari nu au cerut inscripția privilegiului separației de patrimonii sau au făcut inscripția după trecerea celor șase luni dela deschiderea succesiunii și după luarea inscripției ipotecei obținute dela moștenitor, după o părere, concursul între acești creditori se va regula în felul următor: 1) creditorii succesiunii cari au înscris privilegiul separației de patrimonii în termenul de șase luni dela deschiderea succesiunii nu au nici o preferință față de creditorii cari nu au făcut această inscripțiune; 2) creditorii cari au luat inscripție, nu pot profita de neglijența creditorilor cari nu au făcut inscripțiunea; 3) creditorii cari nu s'au conformat legii, nu pot profita de vigilența creditorilor cari au îndeplinit condițiunile prevăzute de lege. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 54, p. 495; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 960; Laurent, X, N. 68; Huc, V, No. 427).

**103.** După altă părere, dacă creditorii succesiunii au făcut inscripțiunea, ei vor fi preferiți creditorilor personali ai moștenitorilor, chiar dacă au obținut o ipotecă dela moștenitor asupra bunurilor imobile ale succesiunii, deoarece bunurile succesoriale nu intră în patrimoniul moștenitorului ci formează o masă distinctă grevată de un drept de preferință în favoarea creditorilor succesiunii. (Demolombe, XVII, No. 223; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 72 bis, V; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 962; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4164).

**104.** Aceleași reguli se vor aplica și în cazul de conflict între legatari cari au înscris privilegiul separației de patrimonii în cele șase luni dela deschiderea succesiunii, creditorii moștenitorului cari au obținut dela el o ipotecă asupra unui imobil al succesiunii și creditorii succesiunii cari nu s'au conformat legii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 55, p. 495, 496; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 965; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4165).

**105.** Când moștenitorul a acceptat succesiunea pur și simplu, iar creditorii succesiunii nu au cerut separația de patrimonii, legatarii vor avea dreptul să ceară plata legatelor lor din bunurile

successorale în concurență cu creditorii succesiunii. (Demolombe, XVII, No. 122; Dalloz, Rép., Succession, No. 1497; Suppl., Succession, No. 954; Laurent, X, No. 60).

**106.** După separația de patrimonii, moștenitorul poate înstrăina imobilele succesiunii pe cari s-a luat inscripția privilegiului, deoarece separația de patrimonii lasă moștenitorului disponibilitatea bunurilor successorale. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1500; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 759, 760 urm.).

**107.** A se vedea: art. 1745 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare de la 1924 până la 1927).

**1.** Dreptul pe care legea prin art. 781 și 1745 c. civ. îl acordă creditorilor chi-

rografari ai defunctului de a cere separarea patrimoniului defunctului de acela al eredității, nu schimbă natura creanței lor, care tot chirografară rămâne, întrucât prin aceste texte legea are în vedere numai calitatea creditorilor față de succesiune și protejează pe cei ai defunctului, fără a schimbă întru nimic caracterul creanței lor. Prin urmare în speță fiind constant că Banca Agricolă avea în favoarea sa un sold debitor al fostului proprietar al moșiei, urmează că dânsa, prin cererea de separare de patrimonii ce a făcut-o, în urma morții acestuia, nu a dobândit nici un privilegiu asupra moșiei lui și deaceia nu poate fi achitată cu rentă provenită din exproprierea acestei moșii. (Cas. I, 1815 din 24 Oct. 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166, Curier Jud. 8/926).

**Art. 782.** — Acest drept nu poate fi exercitat când, acceptându-se ereditatea de debitor, s'a făcut astfel novațiune<sup>1)</sup> în privința creanței contra defunctului. (Civ. 777, 781, 783, 1091, 1128 urm.; Civ. Fr. 879).

*Text. fr. Art. 879.* — Ce droit ne peut cependant plus être exercé, lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare pur și simplă 19.	Moștenire 1 urm.
Acceptare sub beneficiu de inventar 19.	Notificare 17.
Acompt 14.	Novatiune 1 urm.
Amanet 5.	Plată 9, 10.
Apreciere suverană 3.	Prelungirea termenului 12.
Beneficiu de inventar 19.	Privilegiu 15.
Cambie 9.	Rate 16.
Cauțiune 5.	Rente 16.
Condițiune 15.	Rezervă 15.
Convențiune 15.	Renunțare 1 urm.
Creditorii succesiunii 1 urm.	Renunțare expresă 2.
Debitor 1 urm.	Renunțare tacită 2.
Diferență 1.	Sacramentali termeni 2.
Dobânzi 16.	Schimbarea condițiilor 13.
Efecte 1.	Schimbarea debitorului 11.
Efecte de comerț 9.	Separație de patrimonii 1 urm.
Executare silită 7, 18, 21.	Solidaritate 8.
Exemple de novațiune 5—13.	Substituirea datoriei 10.
Faliment 6 bis.	Succesiune 1 urm.
Gaj 5.	Suverană apreciere 3.
Garanție 15.	Tacită renunțare 2.
Inscripție 6.	Termen 12.
Intenție 2, 3, 4.	Termeni sacramentali 2.
Interzis 19.	Titluri executorii 17.
Ipotecă 6.	Urmărire silită 7, 18, 21.
Miror 19.	

### Doctrină.

**1.** Novațiunea prevăzută de art. 879 c. civ. fr. (782 c. civ. rom.) nu este supusă regulilor și nu produce aceleași efecte ca novațiunea ordinară prevăzută de art. 1271 c. civ. fr. (1128 c. civ. rom.), deoa-

rece nu e novațiune propriu zisă, ci mai mult o renunțare. (Demolombe, XVII, No. 157; Mourlon, II, No. 459; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 220 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, nota 6, p. 472; Larambière, Obligations, Art. 1275, No. 12; Dalloz, Rép., Succession, No. 1418; Suppl., Succession, No. 959; Laurent, X, No. 41, 45; Huc, V, No. 415; Planiol, III, No. 2194; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 741; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947; Traian Ionașcu, p. 190).

**2.** Pentru exprimarea voinței de a accepta ca debitor pe moștenitor, nu este nevoie de întrebuițat termeni sacramentali, renunțarea putând fi expresă sau tacită, ci este de ajuns dacă din termenii actului rezultă în mod neîndoios intenția părților. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1419; Laurent, X, No. 39, 40; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 738, 739, 740, 741).

**3.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă din termenii actului rezultă intențiunea părților de a face o novațiune. (Demolombe, XVII, No. 158, 166; Marcadé, Art. 879; Dalloz, Rép., Succession, No. 1419; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 740, 741).

**4.** Novațiunea prevăzută de art. 879 c. civ. fr. (782 c. civ. rom.) rezultă din orice act din care se deduce că creditorul succesiunii consideră pe moștenitor ca sin-

1) Asupra novațiunii, a se vedea art. 1128 Cod. Civil.



gurul și unicul său debitor. (Demolombe, XVII, No. 157; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 220 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 472; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 940; Laurent, X, No. 41 urm.; Huc, V, No. 415; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4105; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739; Traian Ionașcu, p. 190).

**5.** Astfel se consideră ca novațiune, faptul creditorului de a fi luat dela moștenitorul personal, un gaj sau o cautiune chiar dacă ar fi neîndestulătoare. (Demolombe, XVII, No. 165; Mourlon, II, No. 460; Dalloz, Rép., Succession, No. 1420; Suppl., Succession, No. 940; Laurent, X, No. 47; Huc, V, No. 415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739; Comp. Contra: Planiol, III, No. 2195).

**6.** Deasemenea dacă creditorul a luat o inscripție ipotecară asupra bunurilor personale ale moștenitorului. (Demolombe, XVII, No. 165; Mourlon, II, No. 460; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 940; Laurent, X, No. 46; Huc, V, No. 415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739; Traian Ionașcu, p. 191; Comp. Contra: Planiol, III, No. 2195).

**6 bis.** Deasemenea faptul creditorului succesiunii de a fi prezentat titlurile sale la falimentul moștenitorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 940).

**7.** Deasemenea faptul creditorului succesiunii de a urmări vânzarea silită a bunurilor personale ale moștenitorului. (Demolombe, XVII, No. 165; Dalloz, Rép., Succession, No. 1457; Suppl., Succession, No. 940; Laurent, X, No. 48; Huc, V, No. 415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739, 740).

**8.** Faptul creditorului succesiunii de a stipulă solidaritatea contra moștenitorului pentru plata creanței sale, constituie o novațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 740).

**9.** Faptul creditorului succesiunii de a primi pentru plata creanței sale în contra succesiunii, efecte de comerț, subscrise de moștenitori, constituie o novațiune. (Demolombe, XVII, No. 164; Laurent, X, No. 51; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 740).

**10.** Substituirea unei datorii în locul celei vechi, este considerată ca o novațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739).

**11.** Schimbarea debitorului constituie o novațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739).

**12.** Faptul creditorului succesiunii de a prelungi termenul de plată constituie o renunțare tacită, deci o novațiune. (Duranton, VII, No. 498; Laurent, X, No. 49; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739; Traian Ionașcu p. 190, 191; Contra: Demolombe, XVII, No. 161; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, nota 30, p. 340; Mourlon, II, No. 460; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 220 bis, II).

**13.** Faptul creditorului succesiunii de a schimba condițiunile angajamentului

primitiv, constituie o novațiune. (Demolombe, XVII, No. 165; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 739).

**14.** Faptul creditorului succesiunii de a primi dela moștenitor un acompt asupra capitalului, nu constituie o novațiune. (Demolombe, XVII, No. 162; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 740; Contra: Laurent, X, No. 50).

**15.** Creditorii succesiunii nu pierd beneficiul separației de patrimonii când fac convențiuni cu moștenitorul sau dobândesc garanții cari afectează bunurile personale ale moștenitorului, dacă își rezervă cu aceste ocazii privilegiul lor. (Demolombe, XVII, No. 161; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 220 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 945; Laurent, X, No. 55; Planiol, III, No. 2195; Colin et Capitant, III, p. 626; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 741; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947; Traian Ionașcu, p. 191).

**16.** Nu poate fi considerat ca novațiune, faptul creditorului succesiunii de a primi dela moștenitori dobânzile sau ratele sumelor de bani și rentelor datorite de defunct. (Demolombe, XVII, No. 162; Dalloz, Rép., Succession, No. 1454; Laurent, X, No. 50; Alexandresco, 2-a, III, partea II, pagina 740).

**17.** Deasemenea faptul creditorului succesiunii de a notifică moștenitorului titlurile executorii dobândite contra defunctului. (Pothier, Succession, VIII, p. 220; Demolombe, XVII, No. 159, 160; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 220 bis, II; Dalloz, Rép., Succession, No. 1457; Laurent, X, No. 45; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 740).

**18.** Faptul creditorului succesiunii de a execută hotărârea obținută în contra defunctului, urmărind averea succesoriului, nu constituie o novațiune. (Pothier, Successions, VIII, p. 220; Demolombe, XVII, No. 159, 160; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 220 bis, II; Laurent, X, No. 45; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 740).

**19.** Dispozițiunile art. 879 c. civ. fr. își găsesc aplicațiunea numai în cazul când moștenitorul acceptă succesiunea pur și simplu; prin urmare ele nu se pot aplica unui moștenitor minor sau interzis cari nu pot acceptă succesiunea decât sub beneficiu de inventar. (Laurent, X, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 738, nota 5, 742).

**20.** Creditorul care a consimțit la novațiune nu mai are dreptul să ceară separațiunea de patrimonii, deoarece a încetat a fi creditorul succesiunii și a devenit creditorul personal al moștenitorului. (Demolombe, XVII, No. 165; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, nota 30, p. 340; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 220 bis, II; Laurent, X, No. 40; Huc, V, No. 413; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 739, 742).

**21.** Creditorul succesiunii care a primit novațiunea nu mai poate urmări suc-

cesiunea pentru plata creanțelor sale, decât după îndestularea creditorilor succesiunii care au obținut separația de patrimoniu. (Duranton, VII, No. 449; Demolombe, XVII, No. 169; Demante et Col-

met de Santerre, III, No. 220 bis III, 225 bis II; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 742).

**22.** A se vedea: Art. 1128 din codul civil cu notele respective.

**Art. 783.** — In privința mobilelor, după trecerea de trei ani dreptul este prescrist. In privința imobilelor, acțiunea se poate exercita în tot timpul în care imobilele se găsesc în mâna eredelui, (Civ. 461 urm., 722, 781, 1743, 1745, 1837 urm., 1909; Civ. Fr. 880).

*Text. fr. Art. 880.* — Il se prescrit, relativement aux meubles, par le laps de trois ans.

A l'égard des immeubles, l'action peut être exercée tant qu'ils existent dans a main de l'héritier.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă sub Cas. I, 1815 din 24 Octombrie 1924*, Pand. Rom. 1926, I, 166; CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 48 urm.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptarea succesiunii 3, 4.	Mobile corporale 2.
Acțiune pauliană 18, 25.	Mobile incorporale 2.
Antichrează 24.	Modificare 31.
Anulare 18, 25.	Moștenire 1 urm.
Apreciere suverană 15.	Nulitate 18, 25.
Coacerea fructelor 8.	Plată 30.
Compensație 30.	Posesiune 16, 20.
Condițiune 19.	Prescripție 2-10, 16, 19, 20, 21.
Confuziune 11-15.	Preț 17, 27, 28, 29, 30.
Creanță 20.	Privilegiu 31.
Delegație 30.	Scadență 9.
Depozitar 14.	Sechestru 14.
Deschiderea succesiunii 3, 7, 19, 31.	Separație de patrimoniu 1 urm.
Donațiune, a se vedea cuvântul: „Instrăinare“ și 22.	Sezină 5.
Fraudă 18, 25.	Sigiliu 14.
Fructe 8, 9.	Sângere, a se vedea cuvântul: „Prescripție“ și 11-16.
Fructe civile 9.	Succesiune 1 urm.
Fructe naturale 8.	Succesiune vacantă 6.
Imobile 1, 20-30.	Suverană apreciere 15.
Inscripție 31.	Termen 1-10, 16, 19, 28, 29, 31.
Instrăinare 16, 17, 18, 22, 25-30.	Transcriere 26.
Interzis 19.	Trimetere în posesiune 5.
Intruperarea prescripției 10.	Vacantă succesiune 6.
Inventar 13.	Vânzare cu pact de răscumpărare 23.
Ipotecă 24.	Vindere-cumpărare, a se vedea cuvântul „Instrăinare“ și 22, 23.
Minori 19.	
Mobile 1, 2-19, 29.	

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiilor art. 880 c. civ. fr. (783 c. civ. rom.) termenul în care trebuie făcută cererea de separațiune de patrimoniu diferă după cum este vorba de mobile sau de imobile. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 944; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 743 urm.; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 943, 944, 947; Traian Ionașcu, p. 187).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 880 c. civ. fr. (783 c. civ. rom.) dreptul de a cere separațiunea de patrimoniu, în privința

mobilelor corporale sau incorporale se stinge prin trecere de trei ani dela data deschiderei succesiunii, (Duranton, VII, No. 482; Demolombe, XVII, No. 172; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis IV; Mourlon, II, No. 475; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, p. 532; Daloz, Rép., Succession, No. 1441; Suppl., Succession, No. 945; Laurent, X, No. 25; Huc, V, No. 414; Planiol, III, No. 2197; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 745; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 944, 947; Traian Ionașcu, p. 188).

**3.** Termenul de trei ani după care încețază dreptul de a mai putea cere separația de patrimoniu curge, după o părere, dela data deschiderei succesiunii, iar nu dela data acceptării succesiunii. (Duranton, VII, No. 482; Demolombe XVII, No. 172, 175; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, nota 14, p. 532; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis IV; Daloz, Rép., Succession, No. 1441; Suppl., Succession, No. 945; Laurent, X, No. 25; Huc, V, No. 414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 744).

**4.** După altă părere, acest termen curge dela data acceptării succesiunii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, nota 51, p. 480).

**5.** In contra moștenitorilor cari nu au sezină, prescripțiunea de trei ani va începe a curge din momentul trimeterei lor în posesiune, deoarece numai dela această dată ei pot fi acționați de către creditorii succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 744, nota 2; Comp.: Demolombe, XVII, No. 175).

**6.** Deasemenea aceeaș soluțiune se va da și în cazul când s'au ivit moștenitori în urma vacanței succesiunii. (Demolombe, XVII, No. 174; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 78, p. 508; Lau-

rent, X, No. 204; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 744, nota 2).

**7.** Pentru mobilele cari se nasc posterior deschiderii succesiunii, prescripția de trei ani va curge dela nașterea acțiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 744).

**8.** Prescripția de trei ani pentru fructele naturale va începe a curge din ziua coacerii lor. (Laurent, X, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 745).

**9.** Prescripția de trei ani pentru fructele civile va începe a curge din ziua scadenței lor. (Laurent, X, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 745).

**10.** Prescripția de trei ani prevăzută de art. 880 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.), se întrerupe conform dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 745).

**11.** Dreptul de a cere separația de patrimonii se stinge, prin confuziunea mobilelor succesiunii cu mobilele personale ale moștenitorului, deoarece există imposibilitate materială de a se exercita acțiunea în separație de patrimonii. (Demolombe, XVII, No. 175; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 619, p. 478; Marcadé, Art. 880; Dalloz, Rép., Succession, No. 1445; Suppl., Succession, No. 945; Laurent, X, No. 26; Planiol, III, No. 2202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 757, 745, 745; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947; Traian Ionașcu, p. 191).

**12.** În cazul când confuziunea este parțială numai în privința unora dintre lucrurile mobile, se va putea cere separația de patrimonii numai în privința mobilelor cari nu au suferit confuziune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, nota 24, p. 478; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 758).

**13.** Pentru a împedea confuziunea celor două patrimonii, cel mai bun mijloc este a se face inventarul succesiunii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1444; Planiol, III, No. 2190; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 758; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947; Traian Ionașcu, p. 189).

**14.** Deasemenea pentru a împedea să se facă confuziunea celor două patrimonii, se vor pune sigiliile sau se va încredința succesiunea unui sechestrului sau unui depozitar. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1447; Planiol, III, No. 2190; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 758; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947; Traian Ionașcu, p. 189).

**15.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă a avut loc confuziunea celor două patrimonii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1444).

**16.** Dreptul de a cere separația de patrimonii se stinge în ceea ce privește mobilele succesiunii prin înstrăinarea lor chiar înainte de expirarea celor trei ani, în virtutea principiului că mobilele

se prescriu prin simplul fapt al posesiunii lor. (Duranton, VII, No. 485; Demolombe, XVII, No. 176; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis I; Marcadé Art. 880; Aubry et Rau VI, § 619, p. 479; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 945; Laurent, X, No. 27; Planiol, III No. 2197; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 745; C. Hamangiu I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947).

**17.** Dacă prețul înstrăinării lucrurilor mobile din succesiune este încă datorit, separația de patrimonii se va cere asupra acestui preț. (Demolombe, XVII, No. 181; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 476; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 945; Huc, V, No. 416; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4128, 4150, 4155, 4142 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 734, 743, nota 4; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947).

**18.** Creditorii vor putea ataca cu acțiunea pauliană înstrăinarea mobilelor, dacă ea s'a făcut în fraudă drepturilor lor. (Demolombe, XVII, No. 179; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, nota 16, p. 555; Laurent, X, No. 27; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 746).

**19.** Prescripțiunea de trei ani pentru mobile curge în contra tuturor creditorilor majori, minori sau interziși, condiționali sau cu termen și chiar în contra creditorilor cari nu au avut cunoștința de deschiderea succesiunii. (Duranton, VII, No. 482; Demolombe, XVII, No. 174; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis IV; Huc, V, No. 414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 743, 744).

**20.** Acțiunea de separație de patrimonii, în ceea ce privește imobilele, după o părere, este imprescriptibilă cât timp ele se află în posesiunea moștenitorului și cât timp creanța nu este prescrisă. (Demolombe, XVII, No. 197; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 53, p. 481, 482; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 585, p. 333; Dalloz, Rép., Succession, No. 1451; Suppl., Succession, No. 946; Planiol, III No. 2200; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947; Comp.: Traian Ionașcu, p. 187, 188).

**21.** După altă părere, dispozițiunile art. 2262 c. civ. fr. (1890 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la orice fel de acțiuni reale sau personale, așa încât acțiunea de separație de patrimonii se prescrie prin trecere de treizeci ani. (Duranton, VII, No. 486; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 946; Laurent, X, No. 28; Huc, V, No. 415; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4145; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 748).

**22.** Înstrăinarea imobilelor succesoriale de către moștenitor cu orice titlu oneros sau gratuit, împiedecă pe creditorii succesiunii să mai facă cerere de separație de patrimonii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1452, 1455; Suppl., Succession, No. 946).

**23.** Chiar o vânzare cu pact de răscumpărare constituie un obstacol, ca și vânzarea definitivă, la introducerea cererii de separație de patrimoniul. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1455).

**24.** Creditorii succesiunii pot cere separația de patrimoniul când moștenitorul a ipotecat sau a dat în anticheză imobilul succesoral. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1454).

**25.** Dacă înstrăinarea imobilului succesoral a fost făcută prin fraudă, creditorii succesiunii vor putea cere anularea înstrăinării. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1456; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 761; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 945).

**26.** Imobilele sunt considerate ca înstrăinate din momentul transcrierii actului de înstrăinare. (Laurent, X, No. 50, 54; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 749).

**27.** Dacă înstrăinarea imobilului succesoral a fost făcută de către moștenitor prin fraudă, ea este valabilă însă creditorii succesiunii vor putea cere separația de patrimoniul în privința prețului imobilului, dacă el este încă datorit: (Demolombe, XVII, No. 182, 202 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 477; Laurent, X, No. 25, 29; Huc, V, No. 416; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4069, 4150; Colin et Capitant, III, p. 624; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 755, 748, nota 761; Matei Cantacuzino, p. 506; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 942, 943, 947).

**28.** Acțiunea de separație de patrimoniul în privința prețului încă datorit al imobilului succesoral înstrăinat de moștenitor, poate fi introdusă, după o părere, și peste termenul de trei ani prevăzut în art. 880 al. 1 c. civ. fr. (785 partea I, c. civ. rom.), care nu-și găsește aplicațiune aci, atât timp cât ar fi putut fi introdusă pentru imobilul ce reprezintă. (Demolombe, XVII, No. 205; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, p. 534; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 482; Dalloz, Rép., Succession, No. 1464; Suppl., Succession, No. 948; Huc, V, No. 416; Pla-

niol, III, No. 2201; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 947; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 755, 756; Traian Ionașcu, p. 188, 189).

**29.** După altă părere, dispozițiunile art. 880 al. 1 c. civ. fr. (785 partea I, c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în privința introducerii acțiunii de separație de patrimoniul pentru prețul încă datorit al imobilului succesoral înstrăinat de moștenitor și deci această acțiune se prescrie prin trecere de trei ani, deoarece prețul unui imobil vândut constituie o valoare pur mobilă. (Duranton, VII, No. 490; Mourlon, II, No. 475; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 948; Laurent, X, No. 25; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 4144).

**30.** Dacă imobilele au fost înstrăinate și prețul a fost plătit și a intrat definitiv în patrimoniul moștenitorului, fie prin plata efectivă, fie prin compensație sau delegație, creditorii succesiunii nu mai pot cere separația de patrimoniul. (Demolombe, XVII, No. 180; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 26, p. 479; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 747; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 945).

**31.** Art. 880 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.) nu a fost modificat prin art. 2111 c. civ. fr. (1745 c. civ. rom.); prin urmare acțiunea de separație de patrimoniul nu trebuie introdusă în termenul de șase luni dela deschiderea succesiunii, ci este deajuns dacă în acest termen s'a luat inscripția. (Duranton, VII, No. 488; XIX, No. 216; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 385, nota 27, p. 539; Troplong, Privilèges et hypothèques, I, No. 525; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 221 bis, II; Marcadé, Art. 880; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, text și nota 45, p. 485; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, I, No. 861; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 749; Contra: Chabot, Successions, II, Art. 880, No. 9).

**32.** A se vede: art. 1745 din codul civil cu notele respective.

**Art. 784.** — Creditorii eredului nu pot cere separațiunea patrimoniilor, în contra creditorilor succesiunii. (Civ. 781; Civ. Fr. 881).

*Text. fr. Art. 881.* — Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub Cas. I, 1813 din 24 Octombrie 1924, Pand. Rom. 1926, I, 166.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiunilor art. 881 c. civ. fr. (784 c. civ. rom.), creditorii moștenitorului nu pot cere separația de patrimo-

nii în contra creditorilor succesiunii chiar dacă s'ar stabili că succesiunea acceptată este excesiv de oneroasă. (Mourlon, II, No. 477; Marcadé, Art. 881; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 475; Dalloz,

Rép., Succession, No. 1408; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 714, 722, 725; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 956; Traian Ionașcu, p. 185, 184).

2. În cazul când se dovedește că succesiunea oneroasă a fost acceptată de moștenitor în scopul de a fraudă pe creditorii săi personali, ei au dreptul să cea-

ră anularea acceptărei. (Demolombe, XVII, No. 114; Mourlon, II, No. 477; Marcadé, Art. 881; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 619, p. 473; Dalloz, Rép., Succession, No. 1409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 726; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 956; Traian Ionașcu, p. 184).

**Art. 785.** — Creditorii unui din compărțitori, ca nu cumva împărțeala să se facă cu viclenie în vătămarea drepturilor lor, pot pretinde să fie prezenți la împărțeală, pot dar să intervină cu spesele lor; nu pot însă să atace o împărțeală săvârșită, afară numai de s'a făcut în lipsă-le și fără să se țină seamă de opozițiunea lor. (Civ. 732, 769, 974, 975, 976, 1825; Pr. civ. 63, 247, 494; Civ. Fr. 882).

*Text. fr. Art. 882.* — Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence: ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais; mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub C. Apel București S. III, 555 din 25 Nov. 1925, Curier Jud. 59/1926;  
 BACIU C., *Notă* sub Trib. Buzeu S. I, 162 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1174; *Notă* sub Trib. Buzeu S. I, 205 din 25 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1222;  
 CERBAN AL., *Notă* sub Cas. I, 757 din 18 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 265;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 149 urm.; *Despre ipotecă*, p. 191 urm.;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Partaj. Diverse chestiuni”, p. 113 urm.;  
 GRUIA V. ION, *Notă* sub Cas. II, 156/1925, Jur. Gen. 1925 No. 1791;  
 LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 167;  
 PUȘCARU EMIL, *Notă* sub Trib. Vâlcea S. I, 4854 din 4 Mai 1925, Jur. Gen. 1926 No. 1084;  
 SCRIBAN ST., *Notă* sub Trib. Dorohoi, 511 din 18 Iulie 1924, Curier Jud. 50/1925.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptare pur și simplă 11.  
 Act de conservare 20, 35.  
 Acțiune indirectă 3, 4, 6, 12, 26—28, 34, 35, 45, 55.  
 Acțiune pauliană 2, 6, 25, 37, 39—51, 53, 54.  
 Anulare 29, 30, 31, 48, 51, 52.  
 Apel 24.  
 Apreciere suverană 48.  
 Autorizație 5, 9, 20.  
 Avânzi-cauză 9.  
 Buna credință 34, 36.  
 Cesiune 3, 6, 9, 10, 12, 34, 35, 36.  
 Cheltueli 53, 54, 55.  
 Chemare 29, 32, 33, 35, 39, 53, 54.  
 Comunitate 49, 50.  
 Cod civil belgian 1.  
 Cod civil francez 1.  
 Condițiune 9.  
 Conservare 20, 35.  
 Consiliu de familie 5.  
 Creditori 1 urm.  
 Creditori anteriori 10.  
 Creditori chirografari 9.  
 Creditori moștenitorilor 1 urm.

Creditorii succesiunii 11.  
 Dotă certă 12, 25—28.  
 Daune-interese 32, 43.  
 Debitori 1 urm.  
 Derogare 40.  
 Deschiderea succesiunii 52.  
 Dovadă 44, 47, 48.  
 Dol, a se vedea cuvântul „Fraudă”.  
 Dotă 49.  
 Executare silită 3, 12, 13, 40.  
 Expertiză 24.  
 Expropriere forțată 3, 40.  
 Faliment 51, 52.  
 Femeie măritată 9, 20.  
 Fraudă 7, 8, 29, 33, 37, 40—44, 47, 48.  
 Grevare de sarcine 8.  
 Inscriptie 16.  
 Instrănare, a se vedea cuvinte e: „Vindere-cumpărare”.  
 Intenție 12.  
 Interes 30.  
 Intervenție 3, 7, 11, 21, 22, 24, 25, 29—40, 46—54.  
 Ipotecă 8, 9, 16, 34, 35, 40.  
 Licitație 24, 40.

Loturi 8, 22, 24.  
 Marturi 47.  
 Minor 5.  
 Moștenire 1 urm.  
 Notificare 12, 17, 18, 19, 53.  
 Nulitate 29, 30, 31, 48, 51, 52.  
 Omologare 22, 24.  
 Opoziție 3, 7—23, 25—54.  
 Opoziție la peceti 12, 15.  
 Partaj 1 urm.  
 Partaj consumat 22—25, 39—54.  
 Partaj făcut în grabă 46, 48, 54.  
 Partaj parțial 22, 23.  
 Partaj simulat 46, 47, 51.  
 Poprire 12, 14.  
 Preferință 38.  
 Prejudiciu 29, 30, 40.  
 Probă 44, 47, 48.

Provocarea partajului 3, 4, 6, 7, 21, 26—28, 34, 35, 45, 47, 55.  
 Raport succesoral 8, 40.  
 Rea credință 40.  
 Retragerea cererii 31, 38, 39.  
 Sarcine 8.  
 Sigilii 12.  
 Simulație 46, 47, 54.  
 Societate 49, 50.  
 Succesiune 1 urm.  
 Supraveghere 33, 34, 53.  
 Suverană apreciere 48.  
 Termen 9.  
 Terți 25, 26, 27, 28, 34.  
 Traducere 1.  
 Transcriere 13.  
 Urmărire-silită 3, 12, 13, 40.  
 Vindere-cumpărare 9, 34—37.

### Doctrină.

1. În codul civil român se găsește înscris art. 785, care prevede următoarele dispozițiuni: «Creditorii unuia din compărțitori, ca nu cumva împărțeala să se facă cu viclenie în vătămarea drepturilor

lor, pot pretinde să fie prezenți la împărțeală, pot dar să intervie cu speșele lor; nu pot însă să atace o împărțeală săvârșită afară numai de s'a făcut în lipsă-le și fără să se țină seama de opozițiunea lor».

Acest articol este traducerea fidelă a art. 882 c. civ. fr. și este adoptat în întregime și de codul civil belgian și deci toate discuțiunile cari au urmat în jurul aplicării acestui articol, în doctrina și jurisprudența franceză și belgiană pot fi întrebunțate cu folos și în deslegarea chestunilor similare în jurisprudența noastră, deoarece în privința acestui articol nu se poate spune că avem tradițiunea unei legiuri anterioare. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 114).

**2.** Art. 785 c. român (882 fr.) este reglementarea exercițiului acțiunei revocatorii sau pauliene prevăzută de art. 975 c. român (1167 fr.) însă cu modificări importante din cauza materiei delicate la care se aplică și căreia legiuitorul i-a acordat o protecțiune deosebită. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 114).

**3.** Creditorii au cu privire la succesiunea căzută debitorilor lor, următoarele drepturi:

I) Dreptul de a se opune ca partajul să se facă în lipsa lor (art. 785 c. rom. — 882 c. fr.);

II) Dreptul de a interveni la partaj (această articol);

III) Dreptul de a provoca partajul în numele debitorilor lor (art. 974 c. rom. — 1166 c. fr.).

Acest din urmă drept devine chiar o obligație pentru creditorii, atunci când ei voiesc să pue în vânzare pe cale de urmărire și de expropriere forțată bunurile revenind debitorilor lor în succesiunea indiviză, afară de cazul prevăzut de art. 494 al. 2 pr. civ. rom. când cătimea părții debitorilor este neîndoelnic stabilită și lămurită (lichidă), caz în care se poate pune în vânzare partea indiviză, fără a mai fi nevoie a se efectua în prealabil împărțeala.

Bine înțeles creditorii în acest de al treilea caz lucrează în baza acțiunei oblice sau indirecte, în numele debitorilor lor, deoarece ei nu ar putea intentă acțiune în împărțeală în numele lor decât în cazul când ar fi cesionarii unui drept indiviz dintr'o succesiune. (Demolombe, XV, No. 625, 625; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 621 bis, p. 512; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 114, 115; Dalloz, Rép., Succession, No. 1002; Suppl., Succession, No. 1252; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 811; Traian Ionașcu, p. 252).

**4.** După altă părere, dreptul de a provoca partajul, aparține creditorilor în virtutea propriului lor drept, iar nu în numele debitorului lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1252; Huc, V, No. 281; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2942).

**5.** Creditorii unui minor pot exercită acțiunea de împărțeală în numele debitorului lor, fără să fie necesar să fi dobândit autorizația consiliului de familie. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1031).

**6.** Dacă însă comostenitorul debitor a cedat altuia drepturile sale succesoriale, creditorii săi nu vor mai putea uza de acțiunea indirectă pentru a provoca partajul, ci au dreptul numai, de este cazul, să atace cesiunea făcută, prin acțiunea revocatorie prevăzută de art. 975 c. rom. (1167 c. fr.). (F. Laurent, Principes de droit civil français, ed. 4-a, Tome, X, No. 428; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 115).

**7.** Creditorii copărtașilor pentru ca împărțeala să nu se facă în fraudă drepturilor lor sunt obligați ca înainte de provocarea ei, să facă opoziție pentru ca împărțeala să nu se facă fără chemarea lor; iar dacă împărțeala este deja provocată, ei pot interveni pentru a supraveghea operațiunile. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 115).

**8.** Intre modurile de fraudă întrebunțate mai des de copărtași sunt următoarele:

I) Se pun în lotul unui copărtaș bunuri ce au fost grevate cu sarcine, în timpul indiviziunii de un alt copărtaș;

II) Se pun în lotul unui copărtaș bunuri de o valoare inferioară părții sale succesoriale, compensându-se diferența de valoare prin sulte secrete;

III) Se supune un copărtaș la un raport care nu este în realitate datorit de el; etc. (Planiol, III, No. 2455; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 115, 116; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 812, 817).

**9.** Sub denumirea de creditorii întrebunțată în art. 785 c. rom. (882 c. fr.) se înțeleg pe lângă creditorii chirografari ai copărtașilor și toți cei cari au obținut vreun drept asupra bunurilor succesoriale dela ei, cu un cuvânt toți avânzii—cauză ai copărtașilor, cum sunt: creditorii ipotecari, cesionarii de drepturi, cumpărătorii unui bun determinat al succesiunii, chiar și creditorii cu termen sau condițiune, creanțele lor trebuind însă să fie certe; soția creditoare a soțului său, nu are nevoie de autorizația sa sau a justiției. (Dalloz, Répertoire, Succession, No. 2008, 2009, 2013, 2017, 2018, 2019, 2056; Suppl., Succession, No. 1266, 1267; Carré, Chauveau Adolphe et Dutruc, Lois de la Procédure civile et commerciale, ed. 5-a, Tome IX, p. 45, No. 141; Bioche, Dictionnaire de procédure civile et commerciale, ed. III, Tome V, p. 422, No. 222; Michaux, Traité pratique des liquidations et partages, ed. 14-a, No. 505; Demolombe, XVII, No. 226; Aubry et Rau, Cours de Droit civil français, ed. IV, Tome VI, § 626, text și nota 44, p. 591; Laurent, op. cit., X, 428, 525, 537, 545; Huc, V, No. 454; Baudry Lacantinerie et Albert Wahl, Traité théorique et pratique de Droit civil, Des Successions, ed. II, Tome III, No. 5257—5260;

Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, ed. VI, No. 2454; D. Alexandresco, *Explicațiunea teoretică și practică a Dreptului civil Român*, vol. III, partea II, p. 767, 768, text și nota 1 și 2; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 116).

**10.** Dispozițiunile art. 785 c. rom. (882 c. fr.), nu se aplică bineînțeles decât creditorilor anteriori partajului iar nu și celor ale căror drepturi s'au născut posterior consumării partajului; deasemenea nici celor ce au cedat drepturile lor altora căci atunci intervine opozițiunea cesionarilor lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 767, 768, text și nota 1; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 116, 117).

**11.** Spre diferență de creditorii moștenitorilor, creditorii succesiunii nu pot în principiu, nici să se opue ca partajul să se facă în lipsa lor, nici să intervie la partaj; cu toate acestea dacă moștenitorii au acceptat succesiunea pur și simplu, ei devin prin această acceptare creditori personali ai moștenitorilor și în acest caz au acest drept. (Daloz, *Rép.*, Succession, No. 2016; *Suppl.*, Succession, No. 1269; Michaux, op. cit., 501; Carré, op. cit., IX, p. 44, No. 155; Laurent, op. cit., X, No. 525; Baudry et Wahl, *Successions*, III, No. 3261; Ambroise Colin et H. Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, Tome, III, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 765; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 117).

**12.** Opozițiunea la partaj se face, în principiu, prin notificare adresată atât moștenitorului debitor cât și celorlalți comostenitori și trebuie făcută înainte de partaj; se admite însă, în general în doctrină și jurisprudență că ea nu trebuie făcută într-o anumită formă, deoarece legea nu o prevede, ci poate fi înlocuită prin echivalenți și cerințele legii trebuie considerate ca suficient satisfăcute când actul creditorului îndeplinește o triplă condițiune și anume: de a avea dată certă, de a manifesta în chip neîndoios intențiunea creditorului de ași supraveghea drepturile sale și de a fi cunoscut de către toți comostenitorii; astfel s'a decis că echivalează cu opoziția: Urmărirea imobiliară făcută asupra imobilelor indivize ale unei succesiuni de către creditorul unuia dintre comostenitori; opozițiunea la punerea și ridicarea pecetilor; poprirea părții indivize a comostenitorului debitor; acțiunea în împărțeață introdusă de creditor conform art. 974 c. civ. rom. (1166 c. civ. fr.); cesiunea drepturilor sucesorale care a fost notificată la toți comostenitorii; cererea de aplicare a sigiliilor, etc. (Daloz, *Rép.*, Succession, No. 2025—2027, 2029, 2030, 2035, 2054, 2057; *Suppl.*, Succession, No. 1280 urm.; Bioche, op. cit., V, p. 422, No. 227 și 228, p. 425, No. 229; Carré, IX, op. cit., p. 43, 44, No. 156, p. 45, No. 157; Michaux, op. cit., No. 456, 484 și 489; Demolombe, XVII, No. 252; Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, ed. VI, art.

882, No. I; Aubry et Rau, op. cit., VI, § 626, text și notele 59, 60, 61, p. 597 urm.; Laurent, op. cit., X, No. 526, 527; Huc, V, No. 510; Baudry et Wahl, *Successions*, II, No. 2297, 5214; III, No. 5215—5216, 5218; Planiol, III, No. 2455; Colin et Capitant, III, p. 525; Alexandresco, ed. 5-a, III, partea II, p. 770, 771, text și nota 6; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 117, 118; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 814).

**13.** S'au emis însă în doctrină și jurisprudență și păreri contrarii, așa, s'a admis că nu pot fi echivalente cu opoziția la împărțeață: O urmărire imobiliară de bunuri indivize, chiar transcrisă. (Demolombe, XVII, No. 254; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 60, p. 597; Daloz, *Rép.*, Succession, No. 2029; *Suppl.*, Succession, No. 1281; Carré, op. cit., IX, p. 44, No. 156; Laurent, X, No. 527; Huc, V, No. 500; Michaux, op. cit., No. 490; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 118).

**14.** Deasemenea poprirea părții indivize a unui comostenitor. (Carré, op. cit. IX, p. 44, No. 156; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 118).

**15.** Deasemenea opozițiunea la peceti, făcută de un creditor, asupra bunurilor din succesiune, căzute debitorului său. (Bioche, op. cit. V, p. 422, No. 227; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 118).

**16.** Deasemenea s'a decis în mod constant că inscripțiunea ipotecară luată de un creditor asupra imobilelor succesiunii încă nedivizată, nu poate ține loc de opozițiune la partaj, deoarece poate fi perfect de bine ignorată de către comostenitori. (Demolombe, XVII, No. 255; Bioche, op. cit. V, p. 423, No. 254; Carré, IX, op. cit., p. 44, No. 156; Michaux, op. cit. No. 495; Daloz, *Rép.*, Succession, No. 2055; *Suppl.*, Succession, No. 1281; Aubry et Rau, VI, § 626, text și nota 64; Huc, V, No. 500; Baudry et Wahl, *Successions*, II, No. 5214; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 770, 771, text și nota 6; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 118).

**17.** Opozițiunea la partaj trebuie adusă la cunoștința tuturor comostenitorilor, deoarece partajul este indivizibil; o opoziție la partaj adusă la cunoștința numai a unora dintre copărtași este considerată ca neavenită față de toți copărtașii. (Daloz, *Rép.*, *Suppl.*, Succession, No. 1285, 1284; Huc, V, No. 500).

**18.** Opoziția la partaj, după o părere, trebuie făcută prin o notificare adresată tuturor copărtașilor. (Demolombe, XVII, No. 251; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, text și nota 59, p. 598; Daloz, *Rép.*, Succession, No. 2025, 2028; *Suppl.*, Succession, No. 1285; Laurent, X, No. 526; Huc, V, No. 500).

**19.** După altă părere, opoziția la partaj trebuie adusă la cunoștința tuturor copărtașilor printr'un mijloc oarecare, nefiind necesară o notificare. (Daloz, *Rép.*, *Suppl.*, Succession, No. 1285).

**20.** Opoziția la partaj poate fi făcută

de o femeie măritată, creditoare a unuia dintre copărtași, fără autorizația bărbatului, deoarece constituie un act de conservare. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1272).

**21.** Dacă creditorii comostenitorilor nu au făcut opoziție și comostenitorii au provocat partajul averii succesoriale, creditorii pot face intervenție la împărțeală, care nu e supusă de lege la o formă anumită. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5219; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 118).

**22.** Din art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) rezultă că opoziția și intervenția creditorilor, pot fi admise tot timpul numai până ce partajul este consumat; discuțiunea este însă, ce trebuie să se înțeleagă prin cuvintele: «partaj consumat». Un partaj este consumat atunci când a făcut să înceteze definitiv indiviziunea între toți copărtașii, fie a tuturor bunurilor succesoriale, fie numai a unei părți din ele; dacă fiind făcută de bună voie s'au tras loturile la sorți și s'au reparțizat definitiv bunurile asupra copărtașilor, nefiind necesar ca moștenitorii să fie puși în stăpânirea lor, sau dacă fiind efectuat prin justiție s'a făcut omologarea lui definitivă. (Demolombe, XVII, No. 150; Dalloz, Rép., Succession, No. 2065; Suppl., Succession, No. 1287, 1502; Michaux, op. cit. 478, 479; Aubry et Rau, VI, § 626, texte și note 47 și 56; Laurent, op. cit. X, No. 528; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5220, 5225; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 769, 770; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 118, 119; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 815, 814).

**23.** Un partaj parțial pentru anumite obiecte din succesiune însă definitiv, este considerat consumat pentru obiectele împărțite și față de care opozițiunea creditorilor nu mai poate fi admisă. (Demolombe, XV, No. 250, 517; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 47, p. 595; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1287; Laurent, X, No. 526).

**24.** Un partaj nu este considerat consumat în sensul prevăzut de art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.), decât atunci când operațiunile sale sunt complet terminate: așa, un partaj nu poate fi considerat consumat și creditorii pot interveni, dacă fiind făcut prin justiție se află în judecata apelului și nu s'a pronunțat încă hotărîrea de omologare; sau dacă hotărîndu-se expertizarea și vânzarea imobilelor, s'a efectuat licitația bunurilor succesoriale, dar loturile nu au fost formate și atribuite prin sorți. (Michaux, op. cit. No. 478; Laurent, op. cit. X, No. 528; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5220—5222; Planiol, op. cit. III, No. 2435; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 769; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 119).

**25.** Un partaj consumat nu poate fi

opus de comostenitori, creditorilor cari uzează de dreptul de opoziție sau de dreptul de intervenție, decât dacă are data certă conform art. 1182 c. rom. (1528 c. fr.), căci se admite în general, că creditorii când sunt în conflict cu debitorii lor și în special când uzează de acțiunea revocatorie, își exercită un drept care li este propriu și deci sunt terți în spiritul dispozițiilor acestui articol. (Bioche, op. cit. V, Partage, No. 259; Dalloz, Rép., Succession, No. 2045; Suppl., Succession, No. 1293; Marcadé, op. cit., Art. 882, No. III; Aubry et Rau, op. cit., VI, § 626, text și nota 57, p. 596; Laurent, op. cit. X, No. 528, 542; Huc, V, No. 455; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5224; Planiol, op. cit. III, No. 2440; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 770, 780; V, p. 245; VII, p. 186; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 119; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 816, 818).

**26.** Când însă creditorii provoacă partajul în locul debitorului comostenitor în virtutea art. 974 c. civ. rom. (1166 c. civ. fr.), chestiunea este controversată dacă comostenitorii pot sau nu să opue creditorilor un act de partaj fără dată certă. Părerea dominantă în doctrină și jurisprudență este că creditorii lucrând în acest caz în numele debitorului lor, nu sunt terți și deci actul de partaj li este opozabil, chiar dacă nu are dată certă. (Michaux, op. cit. No. 474; Laurent, op. cit., X, No. 255, 542; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2274; III, No. 5256; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 521; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 119, 120).

**27.** În părerea contrară se spune că atunci când creditorii provoacă partajul în locul debitorilor lor, ei exercită un drept care li este propriu, asupra porțiunii de bunuri pe cari partajul trebuie să le atribuie acestor debitori și că prin urmare ei trebuie să fie considerați ca niște terțe persoane. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 120).

**28.** Credem că trebuie de admis aici și o soluțiune intermediară și anume că, atunci când creditorii au făcut opoziție la partaj și dacă comostenitorii stau în inactivitate, ei pot provoca partajul și atunci nu li se mai poate opune un act de împărțeală fără dată certă, întrucât prin provocarea partajului în acest caz, după ce în prealabil au făcut opoziția prevăzută de art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.), ei nu mai reprezintă pe debitorii lor, ci lucrează în virtutea unui drept al lor propriu ce le aparține, anume acela de a-și vedea realizate cu un moment mai înainte drepturile lor de creditori, după ce au făcut toate diligențele cerute de lege pentru a determina pe debitorii lor să provoace partajul, lucru ce însă ei nu au voit să facă. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 120).

**29.** Dacă creditorii au făcut opoziție sau intervenție la partaj, comostenitorii



sunt obligați a-i chema la toate operațiunile împărțelii și dacă deși au făcut opoziție sau intervenție nu au fost chemați, ei pot cere și obține revocarea partajului efectuat în disprețul opoziției sau intervenției lor, fără să fie nevoie după părerea majorității doctrinei și jurisprudenței, să se demonstreze existența unui concert fraudulos între copărtași, este însă necesar să se justifice existența unui prejudiciu ce li s'ar fi cauzat prin partaj. (Michaux, op. cit. No. 462, 477; Marcadé op. cit. art. 882, No. I; Mourlon, Répétitions écrites sur le Code Napoléon, ed. 7-a, Tome II, No. 478; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 626, text și nota 45; Laurent, op. cit. X, No. 555; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5257, 5258; Planiol, op. cit. III, No. 2456; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 524, 525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 775, 776, text și nota 5; V, p. 252; Matei Cantacuzino, Elementele Dreptului civil, No. 542, p. 457; C. Nacu, Dreptul civil român, vol. II, No. 205; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 120, 121; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 815).

**30.** Înalta noastră Curte a emis o jurisprudență în trecut care însă nu a mai fost urmată de ea și nici adoptată de alte instanțe sau de doctrină, anume că partajul între comostenitori ar putea ori-când să fie atacat de creditorii lor, când el s'ar fi făcut fără cunoștința lor și prin neîndeplinirea formelor cerute de lege, cu toate că ei nu făcuseră opoziție sau intervenție. Curtea de Apel din Douai (26 Dec. 1855, D. P. 1855, II, 540) a mers mai departe hotărînd ca opoziția la împărțea făcută de creditorul unuia dintre comostenitori îi dă dreptul de a cere să se considere partajul ca neavenit față de el, fără a fi nevoie să dovedească prejudiciul ce a suferit. Credem însă că prima opiniune este mai justă și mai conformă cu principiile de drept, fiind necesară justificarea unui prejudiciu pentru a se putea cere revocarea partajului, deoarece este constant stabilit în drept că fără prejudiciu nu există interes și deci nici drept la acțiune în justiție care să-l justifice, afară bine înțeles de cazul când legea ar declara un act nul de drept sau inexistent și când justificarea prejudiciului nu ar mai fi necesară, ceace însă nu este cazul. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 121; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 815).

**31.** Dacă creditorul după ce a făcut intervenție într-o împărțea, își retrage formal cererea sa, el nu mai poate fi primit să atace acea împărțea pe motivul că s'a efectuat fără a se ține seama de opunerea sa. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 121).

**32.** Creditorii cari au făcut opoziție sau intervenție la partaj și nu au fost chemați de comostenitori la această operațiune, dacă nu vor să atace partajul ca făcut în prejudiciul drepturilor lor,

pot să pretindă numai daune interese. (Laurent, op. cit. X, No. 555; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 121, 122).

**33.** Creditorii cari au făcut opoziție sau intervenție la împărțea, au dreptul ca să fie chemați de copărtași la toate operațiunile împărțelii și sunt în drept să supravegheze operațiunile, putându-se opune la actele care s'ar face în fraudă drepturilor lor, nu pot însă să se amestece în acele operațiuni. (Laurent, op. cit. X, No. 555; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 525; Alexandresco, ed. 2-a, III, p. II, p. 771—775; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 122; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 815).

**34.** Dreptul creditorilor de a supraveghea operațiunile împărțelii în care figurează debitorul lor, în caz când ei au făcut opoziție sau intervenție, nu deszisează pe moștenitorul debitor de libera dispozițiune a drepturilor sale succesoriale și dar cesiunile și ipotecile ce le-ar fi constituit terților de bună credință după facerea opoziției sau a intervenției, sunt valabile; deasemenea nu împiedică pe comostenitorii majori și stăpâni pe drepturile lor de a face între ei un partaj valabil, de bună voie, chiar părăsind o împărțea deja începută pe calea justiției; aceeași libertate o au copărtașii chiar în cazul când cererea de împărțea fusese făcută de creditorii unui copărtaș, în numele acestuia conform art. 974 c. civ. rom. (1166 c. civ. fr.). (Daloz, Rép., Succession, No. 2005-2007, 2058; Suppl., Succession, No. 1288; Michaux, op. cit. No. 452; Laurent, op. cit. X, No. 428, 525; Huc, V, No. 453; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2279, 2514; III, No. 5252, 5254; Planiol, op. cit. III, No. 2457, 2458; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 525, 524; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 766, 774; M. Cantacuzino, op. cit. No. 414, p. 265; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 122; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 816).

**35.** Chestiunea este însă controversată și sunt în doctrină și jurisprudență și păreri contrarii soluțiunii de mai sus, bazate pe motivul că creditorul opunându-se sau intervenind la partaj, își exercită un drept personal care ar deveni iluzoriu dacă debitorul ar avea facultatea de a înstrăina sau ipoteca porțiunea sa din succesiune, înainte ca să fi fost determinată printr'un partaj efectuat în prezența oponentului sau după chemarea sa în mod legal; dar dacă partajul este provocat de creditorii în numele debitorilor conform art. 974 c. civ. rom. (1166 c. civ. fr.), cesiunea sau ipoteca va fi valabilă, deoarece cererea de partaj nu micșorează cu nimic drepturile moștenitorului debitor. (Daloz, Rép., Succession, No. 2059, 2041; Demolombe, XVII, No. 258; Carré, IX, op. cit. p. 46, No. 147; Michaux, No. 455; Laurent, op. cit. X, No. 551; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 626, text și nota 66, acești din urmă autori însă arată în

§ 626, nota 67, că natura opoziției fiind conservatoare numai, nu creează în favoarea oponentului un drept de preferință asupra valorilor ce vor fi atribuite definitiv prin partaj moștenitorului debitor; cesionarul posterior de bună credință va trebui deci să fie admis a concuși asupra acestor valori cu oponentul, proporțional fiecare cu creanța lui respectivă).

**36.** După a treia părere, dacă cesiunea are de scop să pună capăt indiviziunii între copărtași sau echivalează cu o împărțală, ea nu poate avea loc când s'a făcut opoziție de către creditori; dacă însă cesiunea nu pune capăt indiviziunii, ci are de rezultat să micșoreze numărul copărtașilor sau să substituie pe un altul în locul cedentului și dacă cesionarul este de bună credință, ea poate avea loc cu toate că s'a făcut opoziție de către creditori. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 395, p. 590; Dalloz, Rép., Succession, No. 2040).

**37.** În orice caz, creditorii cari au făcut opoziție sau au intervenit la partaj, au dreptul să atace ca frauduloasă, înstrăinarea sau împărțala ce s'a făcut, prin ajutorul acțiunii revocatorii prevăzută de art. 975 c. civ. român (1167 c. civ. fr.). (Matei Cantacuzino, op. cit. No. 414, p. 265; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 125).

**38.** Opoziția sau intervenția nu profită decât creditorilor dela cari emană; ei pot să și-o retragă oricând; însă ea nu creează în profitul creditorilor ce au făcut-o vreun drept de preferință față de ceilalți creditori neprivilgiați ai aceluiaș moștenitor debitor, cari nu au făcut opoziție sau intervenție, căci bunurile cari intră în lotul debitorului lor, devin găjul comun al tuturor creditorilor. (Demolombe, XVII, No. 256; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1285, 1290; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 626, text și note 65, 67; Laurent, op. cit. X, No. 530, 532; Huc, V, No. 452; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5227, 5255; Planiol, op. cit. III, No. 2458; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 775—775; Contra: Dalloz, Rép., Successions, No. 2040; Carré, op. cit. IX, p. 45, No. 142, 147; Michaux, op. cit. No. 44).

**39.** Chestiunea cea mai importantă și foarte controversată din această materie, este, care este anume situațiunea creditorilor copărtașilor față de partajul consumat și la care ei nu au fost chemați, deoarece nu făcuseră opoziție sau intervenție, adică dacă au sau nu dreptul să atace partajul prin acțiunea revocatoare. Creditorilor, cari nu au făcut opoziție sau intervenție la împărțală, trebuie să asimilăm și pe acei creditori, cari, după ce au făcut opoziție sau intervenție, și-au retras-o sau după ce au fost chemați la împărțală nu au intervenit. (Aubry et Rau, op. cit., VI, § 626, nota 46 și text; Baudry et Wahl, Successions, III, No.

5248; Michaux, op. cit. No. 461; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 124).

**40.** Trei sunt sistemele admise de doctrină și jurisprudență în rezolvarea acestei chestiuni: două sisteme absolute și în sens contrar și unul intermediar. După primul sistem, creditorii unui copărtaș nu pot să atace un partaj consumat, chiar în fraudă drepturilor lor și chiar prin concertul fraudulos al tuturor copărtașilor, dacă ei nu au făcut opoziție sau intervenție. Aceasta este părerea dominantă în doctrină și în jurisprudență și este cea mai conformă cu spiritul art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) și 975 și 976 c. civ. rom. (1167 c. civ. fr.) și cu intențiunea legiuitorului francez scoasă din debaterile parlamentare și expunerile de motive făcute cu ocazia votării codului civil francez. În adevăr: art. 1167 al. II c. civ. fr. (976 c. civ. rom.) trimete la dispozițiunile art. 882 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.) semnalându-l ca o excepțiune la principiul acțiunii revocatorii care arată că creditorii pot ataca actele făcute de debitorul lor în fraudă drepturilor lor; deci stabilindu-se în acel articol că dispozițiunile din art. 882 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.) formează o excepțiune, cum s'ar putea presupune că excepțiunea a fost prevăzută în codul civil tocmai pentru a retrage creditorilor un drept pe care nu-l aveau, adică acela de a ataca partajul din cauza unui simplu prejudiciu și deci în acest caz, art. 882 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.) ar fi fost înscris în cod de prisos; așa încât singura soluțiune juridică este aceea de a se admite că legiuitorul a înțeles a derogă dela condițiunile acțiunii revocatorii în cazul de partaj, nepermițând a se ataca o împărțală consumată, chiar în caz de fraudă, dacă nu s'a făcut din partea creditorilor opoziție sau intervenție.

Această interpretare rezultă de altfel cu prisosință și din interesul care a condus pe legiuitor la această importantă derogare, după cum se constată din expunerea de motive a consilierului de Stat Bigot-Prémameneu făcută la titlul: «Des obligations», asupra dispozițiunilor art. 1167 c. civ. fr. (975, 976 c. civ. rom.) cu ocazia votării codului francez: «On n'a cependant pas voulu, que des créanciers pussent troubler le repos des familles en attaquant comme frauduleux certains actes qui sont nécessaires, actes qu'ils ne sont point censés avoir ignorés et dans lesquels on leur donne seulement le droit d'intervenir pour y défendre leurs droits». (Dalloz, Rép., Obligations, p. 23, No. 42).

Procedarea legiuitorului prin această derogare este justificată pe deplin deoarece el a voit să acorde o protecțiune specială familiei și să asigure buna înțelegere între membrii ce o compun, nepermițând creditorilor lor să atace un act costisitor și bogat în procese și în discuțiuni de familie cum este partajul, chiar în caz de fraudă din partea tuturor moștenitorilor dându-le însă în acelaș

timp o armă pentru a se putea apăra contra relei credințe a comostenitorilor, prin aceea că a substituit procedura preventivă a opoziției și intervenției, mijlocului represiv al acțiunii revocatorii sau pauiene.

Ca argumente în sprijinul acestui sistem, se mai invoacă încă, pe lângă redacțiunea clară a art. 882 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.) combinat cu art. 1167 c. civ. fr. (975, 976 c. civ. rom.) și dispozițiunile art. 865 c. civ. fr. (769 c. civ. rom.) care obligă pe creditorii ipotecari ai bunurilor raportate la masa succesorală să intervie la partaj pentru ca raportul să nu se facă în fraudă drepturilor lor; deasemenea și dispozițiunile art. 2205 c. civ. fr. (1825 c. civ. rom.), care arată că porțiunea indiviză a unui coerede în imobilele succesoriale, nu poate fi pusă în vânzare de creditorii săi personali, înainte de facerea împărțelii sau a licitației ce ei pot provoca sau în care au dreptul a interveni, (Demolombe, XVII, No. 232 urm.; Bioche, op. cit. V, p. 424, No. 245; Carré, op. cit. IX, p. 46, No. 145; Michaux, op. cit. No. 463, 467—469, 475; Marcadé, op. cit. art. 882, No. I; Mourlon, op. cit. II, No. 478; Demante et Colmet de Santerre, Cours analytique de Code civil, ed. II, Tome III, No. 224 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1505; Laurent, op. cit. X, No. 405, 525, 537, 538, 544; Huc, V, No. 455; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5247, 5250; Planiol, op. cit. II, No. 514; III, No. 2459; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 522; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 776, 777; V, p. 250, 251; Nacu, op. cit., p. 205; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 124 urm.; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 815).

**41.** După un al doilea sistem absolut contrar celui precedent, creditorii unui copărtăș pot ataca pentru motivul de fraudă totdeauna un partaj consumat, chiar dacă fraudă provine numai dela copărtășul debitor, deoarece dolul viciază toate actele în care a fost întrebuițat, mai cu seamă că art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) nu conține nici o dispozițiune formală de interzicerea acțiunii în anulare pentru dol și fraudă și dacă cele mai solemne contracte pot fi atacate pentru dol și fraudă, nu se poate concepe pentru ce această dispozițiune nu ar fi aplicabilă și la partage. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2046, 2050; Suppl., Succession, No. 1505; Bioche, op. cit. V, p. 424, No. 245; Carré, op. cit. IX, p. 46, No. 145; Michaux, op. cit., 464, 471).

**42.** După cel de al treilea sistem intermediar între aceste două sisteme absolute arătate mai sus, creditorii unui comostenitor vor putea totdeauna ataca un partaj consumat cu toate că nu au făcut opoziție sau intervenție, dacă motivul acțiunii lor este că partajul a fost rezultatul unei fraude concertată între toți copărtășii în scopul de a-i frustra de drepturile lor.

Cei ce admit acest ultim sistem se întemeiază în argumentarea lor, pe lângă motivele semnalate în cel de al doilea sistem cari sunt aplicabile și aici și pe interpretarea dată art. 882 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.) de către Consilierul de Stat Treilhard, în expunerea de motive a legii relative la succesiuni (ședința de 19 germ. an. 11): «Les créanciers dont l'intérêt ne peut être révoqué en doute peuvent s'opposer pour la conservation de leur droit, à ce que le partage soit fait hors de leur présence; mais ils ne peuvent pas attaquer un partage fait sans fraude en leur absence, à moins qu'il n'y eut procédé, au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée: ils sont bien maîtres d'intervenir mais on n'est pas obligé de les appeler» (Dalloz, Rép., Succession, p. 169, No. 36); deci din această expunere rezultă că atunci când un partaj este consumat prin fraudă tuturor copărtășilor, în lipsa creditorilor cari nu au făcut opoziție sau intervenție, acțiunea revocatorie prevăzută de art. 1167 c. civ. fr. (975 c. civ. rom.) este totdeauna admisibilă ca în orice materie. (Larombière, Obligations, II, p. 277 urm.; Dalloz, Rép., Succession, No. 2046; Obligations, No. 960; Suppl., Succession, No. 1503; Bioche, op. cit. V, p. 425, No. 245; Carré, op. cit. IX, p. 46, No. 145; Aubry et Rau, op. cit. V, § 519, nota 30; VI, § 626, text și notele 49, 50, p. 595 urm.; IV, § 515, text și nota 54).

**43.** Dacă toți copărtășii s'au înțeles pentru a împiedeca prin manopere frauduloase pe creditorii de a face opozițiune, atunci partajul poate fi revocat, căci după cum zic Baudry et Wahl (op. cit. III, 3252), copărtășii sunt în acest caz pasibili de o acțiune în daune interese și revocarea partajului nu este decât o formă a acestei acțiuni. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3252; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 127, 128).

**44.** În cazurile când creditorii copărtășilor sunt admiși a ataca actele de partaj pentru fraudă, nu este suficient ca ei să invoace numai motivul de fraudă, ci sunt ținuți să facă dovada faptelor ce le invoacă; și această dovadă se poate face prin toate mijloacele prevăzute de lege. (Michaux, op. cit., No. 470; Laurent, op. cit. X, No. 541; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3254; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 128).

**45.** Prohibițiunea prevăzută de art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) pentru creditorii cari nu au declarat opoziție sau intervenție la partaj, se aplică numai atunci când aceștia lucrează în numele lor, nu însă și atunci când lucrează în numele debitorului lor conform art. 974 c. civ. rom. (1166 c. civ. fr.), caz în care ei pot ataca partajul, cu toate că nu au făcut opoziție sau intervenție, dar numai pentru motive ce ar fi putut fi invocate de însăși debitorul lor. (Michaux, op. cit. No. 474; Laurent, op. cit. X, No. 536; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3256;

Capitant, op. cit. p. 251; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 779; N. Georcean, Studii Juridice, I, p. 128).

**46.** Dacă există controversă în privința aplicării acțiunii revocatorii la un partaj consumat, doctrina și jurisprudența sunt unanime, însă a recunoaște două cazuri când creditorii pot ataca un partaj consumat cu toate că nu au declarat opoziție sau nu au făcut intervenție și aceste cazuri sunt: 1) Partajul simulat și 2) Partajul făcut în grabă. (Demolombe, XVII, No. 242, 245, 245; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 224 bis; Aubry et Rau, VI, § 626, text și nota 51, p. 595; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1506; Laurent, X, No. 539, 540; Huc, V, No. 435; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 778, 779; N. Georcean, Studii Juridice, I, p. 128; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 818).

**47.** Partajul simulat. Când toți comoștenitorii au făcut un partaj simulat printr-un concert fraudulos, în scopul de a frustra pe creditorii unuia dintre comoștenitori pe care îl favorizează, de ex.: prin sustragerea dela acțiunea creditorilor a unei părți din bunurile succesoriale, toate restricțiunile puse de art. 882 c. civ. fr. (785 c. civ. rom.), acțiunii creditorilor cad și ei vor putea, fie că au făcut sau nu opozițiune sau intervenție, să demonstreze, prin orice mijloc de dovadă, chiar și prin martori, deoarece au fost în imposibilitate de a-și procura un act scris, că în fapt nu a avut loc un partaj și să provoace un alt partaj, deoarece legea oprește pe creditorii comoștenitorilor de a ataca un partaj consumat, atunci când există în adevăr un partaj serios și adevărat, iar nu și atunci când el nu există, deoarece actul care îl constată este fictiv și nu a putut modifica întru nimic situațiunea părților una față de cealaltă și față de averea de împărțit; simulațiunea poate fi invocată fără distincțiune de către toți creditorii copărtașilor, fie că drepturile lor au luat naștere anterior sau posterior consumării actului atacat în simulațiune. (Demolombe, XVII, No. 242, 243, 245; Dalloz, Rép., Succession, No. 2046, 2055; Suppl., Succession, No. 1506; Bioche, op. cit. V, p. 425, No. 243 în fine; Carré, op. cit. IX, p. 46, No. 145; Michaux, op. cit., No. 464; Marcadé, op. cit. art. 882, No. II; Demante et Colmet de Santerre, op. cit., III, No. 224 bis; Aubry et Rau, op. cit., VI, § 626, text și nota 51; Laurent, op. cit., X, No. 539, 541; Huc, V, No. 435; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5251; Planiol, op. cit. III, p. 525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 778; V, p. 251, 279; M. Cantacuzino, p. 458, No. 542; N. Georcean, Studii Juridice, I, p. 128, 129; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 818).

**48.** Partajul făcut în grabă. Deasemenea creditorii unui comoștenitor pot ataca un partaj consumat cu toate că nu au

făcut opoziție sau intervenție, atunci când se plâng că el a fost făcut cu o astfel de grabă încât ei s'au găsit în imposibilitate de a-l putea preveni prin declararea unei opozițiuni sau prin facerea unei intervențiuni; nu e necesar ca graba copărtașilor să fie frauduloasă, deoarece motivul admiterei acțiunii în anulare a partajului nu rezidă în fraudă copărtașilor, ci în faptul că procedarea lor precipitată a pus pe creditorii în imposibilitate de a-și putea exercita drepturile de opoziție și de intervenție ce le acordă legea prin art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.); chestiunea este de fapt și de apreciere suverană a instanțelor de fond și orice mijloc de dovadă este admisibil, creditorii găsindu-se în imposibilitate de a-și fi putut procura un act scris. (Demolombe, XVII, No. 242, 245, 245; Carré, op. cit. IX, p. 46, No. 144; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 224 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, text și nota 51, p. 595; Dalloz, Rép., Suppl., Successions, No. 1506; Laurent, op. cit. No. 540, 541; Huc, V, No. 435; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5251; Planiol, op. cit. III, No. 2441; Colin et Capitant, op. cit., III, p. 525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 778, 779; V, p. 251; M. Cantacuzino, op. cit. No. 542, pag. 457, No. 548, pag. 468; N. Georcean, Studii Juridice, I, p. 129, 150; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 818).

**49.** Regula din art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) care condiționează dreptul creditorilor copărtașilor de a ataca partajul consumat, de necesitatea facerei unei opozițiuni sau unei intervențiuni, se aplică numai la împărțeala bunurilor cuprinse în o succesiune sau în o comunitate conjugală, conform dispozițiilor art. 976 c. civ. rom. (1167 § 2 c. civ. fr.) și dar numai pentru partajul acestor bunuri se cere în prealabil o opozițiune sau o intervențiune din partea creditorului care voește să atace un partaj consumat; însă și în aceste materii pentru ca dispozițiunile art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) să poată fi aplicabile, se cere ca actul ce creditorii voesc să atace, să fie o împărțeală, adică să fie considerat ca atare în ceace privește efectul lui definitiv, conform dispozițiilor art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.); împărțeala poate fi judiciară sau de bună voie, mobilă sau imobilă, totală sau parțială. Nu sunt aplicabile dar aceste dispozițiuni la partajul averii unei societăți, nici a bunurilor a căror achizițiune s'a făcut în comun prin voința părților, căci rațiunea care a condus pe legiuitor la edictarea în art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.), a restricțiunilor aduse acțiunii revocatorii în materie de partaj de succesiune și de comunitate conjugală, nu-și mai poate avea locul în materie de societate sau de achizițiune în comun, unde dacă asociații pot fi expuși unei acțiuni revocatorii după efectuarea partajului,

aceasta este o eventualitate care a putut intra în prevederile lor și ei nu pot impută nimănui faptul că și-au ales un asociat ale cărui acțiuni fac posibilă luarea din partea creditorilor de astfel de măsuri contra unui partaj consumat. (Bioche, op. cit. V, p. 422, No. 222; Dalloz, Rép., Succession, No. 2070 și 2071; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 626, text și note 52, 55; Laurent, op. cit. X, No. 528, 544, 545; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5265—5266 care însă la No. 5267 arată că art. 882 c. fr. se aplică și la societăți; Planiol, op. cit., II, No. 514, 515; III, No. 2442; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, ed. 2-a, Tome II, No. 418; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 772, 775; IX, p. 529; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 150, 151).

**50.** O mică parte din doctrină și jurisprudență aplică dispozițiunile art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) la orice partaj de lucruri comune, deci chiar și la partajul averii unei societăți sau a oricărei achizițiuni făcute în comun, pe motivul că legea nu face nici o distincțiune în art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) și deci dispozițiunile sale urmează să aibă o aplicațiune generală, în orice materie. (Aubry et Rau, op. cit. IV, § 515, text și note 55, 56, Badry et Wahl, Successions, III, No. 5267; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 151).

**51.** Este întrebarea dacă partajul consumat poate fi atacat de judecătorul sindic în numele creditorilor falitului, când el a fost făcut după încetarea plăților. Chestiunea este controversată. Într-o părere se spune că dispozițiunile art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) nu sunt aplicabile în materie de faliment și partajul consumat poate fi atacat de creditorii unui copartăș falit, reprezentați prin judecătorul sindic, deși nu făcuseră opoziție sau intervenție dacă el a fost făcut după încetarea plăților, deoarece legea comercială a organizat pentru creditorii un sistem procedural mai eficace pentru protejarea lor decât legile civile și deci nu trebuie să se aplice în materie comercială și mai cu seamă de faliment, dispozițiunile prin care dreptul civil restrânge garanțiile, deja destul de limitate ce au fost acordate creditorilor.

Că în afară de aceasta, partajul operat de falit înainte de declararea sa în stare de faliment, fiind un act cu titlu oneros, face parte din actele nule sau anulabile cu acțiunea revocatorie, în condițiunile prevăzute de dispozițiunile art. 724 și 725 c. com. rom. (446 și 447 c. com. fr.), fără să mai fie nevoie de o prealabilă opoziție sau intervenție din partea creditorilor. (Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2286; III, No. 5255; Lyon-Caen et Renault, op. cit. VII, No. 590; Nacu, op. cit. II, p. 205; M. A. Dumitrescu, Codul de comerț comentat, VI, No. 854).

**52.** În părerea opusă se obiectează că partajul nu face parte din numărul ac-

telor pe care legea le declară nule sau anulabile, când au fost făcute de falit după încetarea plăților, deoarece partajul este un act cu titlu oneros cu un caracter cu totul particular, căruia îi sunt străine motivele cari au inspirat pe legiuitor ca să prevadă în codul comercial dispozițiunile art. 724 și 725 c. com. rom. (446 și 447 c. com. fr.); și apoi pentru a aprecia valoarea și regularitatea operațiunilor îndeplinite printr-un act de partaj, trebuie să ne raportăm la ziua deschiderii succesiunii, care urmează să fie considerată ca dată de când falitul a devenit proprietarul obiectelor moștenite. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 152).

**53.** Art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) edictează în favoarea creditorilor copartașilor dispozițiuni, prevăzând trei cazuri: 1) acel când înaintea provocării împărțelii creditorii notifică la toți copartașii opoziția lor, pentru ca să nu se procedă la împărțea în lipsa lor; 2) acel când instanța de împărțea fiind deschisă, creditorii intervin pentru supravegherea operațiunilor; 3) acel când partajul fiind deja consumat, cu toată opoziția sau intervenția creditorilor sau chiar fără această formalitate, ei conservă totuși dreptul de a ataca partajul. În cele dintâi două cazuri, cheltuelile făcute de creditorii, cad în sarcina lor, după cum prevăd dispozițiunile art. 785 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.), deoarece sunt făcute în interesul și folosul lor exclusiv, neaducând nici un profit copartașilor, așa încât ei nu au dreptul a le repeti în contra debitorului lor. (Demolombe, XVII, No. 227; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5246; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 152, 153; Contra: Laurent, X, No. 529; Comp.: Dalloz, Rép., Succession, No. 2020; Suppl., Succession, No. 1273).

**54.** Când creditorii atacă un partaj consumat și dacă reușesc în acțiunea lor, cheltuelile ocazionale trebuiesc să fie suportate de toți copartașii, deoarece ei sunt în culpă, fie că nu au chemat pe creditorii la împărțea, dacă ei făcuseră opoziție sau intervenție, fie că au făcut un partaj simulat sau precipitat. (Carré, op. cit. IX, p. 43, No. 151; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155).

**55.** În cazul când creditorii cer împărțea averii în locul și în numele debitorului lor, în virtutea acțiunii indirecte prevăzută de art. 976 c. civ. rom. (1166 c. civ. fr.), cheltuelile ce le fac folosesc tuturor copartașilor și ei sunt datorii a le suporta sau mai bine zis a se suporta de către succesiune. (Laurent, X, No. 519; Baudry et Wahl, Successions, III, p. 2572; Colin et Capitant, III, p. 521; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 767, nota 4; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155).

**56.** A se vedea: art. 786 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Potrivit efectului declarativ al partajului, validitatea vânzării unui bun determinat din succesiune, făcută de un comostenitor către un terțiu, fiind supusă condițiunii ca bunul respectiv să fie recunoscut prin împărțeală ca aparținând succesoriului vânzător, intervențiunea achizitorului la partaj, cată a fi respinsă ca fără interes, întrucât înstrăinarea prin vânzare, către dănsul, numai atunci va fi considerată ca valabilă, când terenul vândut va cădea în lotul autorului său, până în acel moment dreptul său fiind eventual. (Cas. I, 737 din 18 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 265).

2. O hotărîre definitivă de partaj este opozabilă creditorilor și tuturor succesorilor particulari ai unui moștenitor, care nu a fost chemat în proces, dacă el n-a făcut opoziție sau intervenție conform art. 785 c. civ. (Cas. II, 156, din 24 Martie 1925, Pand. Săpt. 23/1925, Pand. Rom. 1925, III, 146, Dreptul 1/1926, Pand. Rom. 1926, III, 3, Jurispr. Rom. 14/1925).

3. Art. 785 cod. civ. adaugă: Creditorii unuia din coîmpărțitori ca nu cumva împărțeala să se facă cu viclenie în vătămarea drepturilor lor, pot pretinde să fie prezenți la împărțeală, pot dar să intervină cu spesele lor, nu pot însă să atace o împărțeală săvârșită afară numai de s'a făcut în lipsă-le și fără să se țină seama de opozițiunea lor. Că deși textul vorbește de creditori, dar el este deopotrivă aplicabil terților dobânditori de drepturi reale cari sunt interesați ca partajul să nu fie făcut în fraudă drepturilor lor. Ei sunt socotiți din acest punct de vedere ca creditori, din cauza recursului care le-ar fi deschis, când ar fi evinși. (Jud. oc. Berești-Covurlui, jurnal din 1 Septembrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 399).

4. Cumpărătorii de drepturi reale pot interveni, conform art. 785 din codul civil, în procesele de partaj, în calitate de deținători ai unei părți din averea de succesiune ca și creditorii moștenitorilor, deoarece interesul acestora, ca și al creditorilor, se justifică pe aceleași considerațiuni, pentru ca partajul să nu se facă cu viclenie, în vătămarea drepturilor lor. (C. Apel București, S. I. 46 din 6 Martie 1926, Bul. C. Apel 10/1926).

5. După principiile de drept prevăzute în art. 489 și 492 cod. civ. construcțiunile și plantațiunile făcute de bărbat pe locul dotal se încorporează prin acesiune la locul pe care au fost făcute; în virtutea principiului de echitate că nimeni nu se poate îmbogăți în dauna altuia, soțul constructor este în drept a pretinde să fie despăgubit, capătă prin urmare un drept de creanță și, astfel fiind, pe temeiul art. 785 cod. civ. este în drept a interveni la partaj.

Cu ocaziunea admiterii în principiu a partajului nu se poate stabili nici valoarea

rea creanței soțului arătat, nici soluțiunea chestiunea dreptului de retențiune, acestea urmând să fie judecate ulterior cu ocaziunea formării loturilor, când se va ști dacă averea este comod partajabilă în natură și în acest caz cu ocaziunea atribuirii loturilor se va stabili asupra căruia din copărtași cade obligațiunea plății creanței soțului constructor.

În afară de aceste considerațiuni chiar buna administrațiune a justiției se opune a se soluționa acum chestiunile arătate, pentru motivul următor: Stabilindu-se acum cuantumul creanței și chestiunea dreptului de retențiune neștiindu-se în sarcina cui va cădea plata creanței soțului, toate părțile și intervenienții, cari s'ar socoti nedreptățiți prin soluția dată, ar fi obligați să atace această hotărîre pe calea apelului, s'ar încercă deci instanța de apel în mod inutil cu judecarea atător apeluri și s'ar supune și părțile la cheltueli și străgăniri fără nici un folos, pe când dacă se soluționează chestiunile arătate cu ocaziunea atribuirii loturilor, va fi obligat a face apel, dacă se va găsi nedreptățit, numai acel în lotul căruia va cădea obligațiunea plății creanței în discuțiune. (Trib. Argeș, s. I, jurnalul din 1926, Jur. Gen. 1926 No. 749).

6. Legiuitorul prin art. 785 cod. civ. acordând creditorilor unui copărtaș dreptul de a face opozițiune, și de a interveni la împărțeală pentru ca nu cumva partajul să se facă în fraudă drepturilor lor, le-a refuzat totuși dreptul să atace în numele lor o împărțeală desăvârșită, — dacă n'au făcut opozițiune sau intervențiune în termen — aceasta în scopul de a se asigura stabilitatea partajului și a se evita anularea lui.

Deși legea vorbește numai de creditorii moștenitorilor, totuși atât doctrina cât și jurisprudența au admis că această dispozițiune se aplică și dobânditorului unui drept de proprietate sau de uzufruct asupra unei porțiuni indivize din moștenire, dat fiind că și acest dobânditor, care este socotit, ca un succesor cu titlu particular al comostenitorului este interesat, ca partajul să nu fie făcut în fraudă sa și deci interesul său de a interveni se justifică pe același temei ca și dreptul creditorului.

Principiul că hotărîrile judecătorești nu-și produc efectul decât între părțile litigante, suferă o derogare în această materie prin aceea, că o hotărîre definitivă de partaj este opozabilă creditorilor și tuturor succesorilor cu titlu particular ai unui moștenitor, care nu au fost chemați în proces, dacă ei n'au făcut opozițiune sau intervențiune conform art. 785 codul civil.

Ca atare calea contestației este închisă unui asemenea dobânditor.

În speță, contestatorul Nică Fântânariu cumpărător de bunuri successorale dela comostenitorul N. Boleanu care se afla în indiviziune cu ceilalți frați ai săi —

nu se poate împotrivi la executarea sentinței definitive de partaj pe simplu motiv, că este un terțiu care posedă, atâta vreme cât nu a intervenit în acțiunea de împărțea — înaintea celor două instanțe, deși avea cunoștință de aceasta. In

consecință i s'a respins contestația ca inadmisibilă. (Trib. Fălțiceni, sent. No. 188 din 17 Sept. 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1607).

7. A se vedea: art. 494, nota 9; art. 974, notele 1 și 3.

Secțiunea IV. — *Despre efectele împărțelii și despre garanția părților.*

**Art. 786.** — Fiecare coerede este presumpț că a moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa, sau cari i-au căzut prin licitație, și că n'a fost niciodată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii. (Civ. 785, 797 urm., 1015, 1060, 1291, 1388 urm., 1530; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 51—54; Civ. Fr. 883).

*Text. fr. Art. 883.* — Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO, *Observație* sub Trib. Moulins-sur-Allier, 19 Ianuarie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 112;
- CERBAN AL., *Notă* sub Cas. I, 757 din 18 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 265; „*Răspuns unei critici*“, Curier Judiciar 12/1925;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 19, 20, 157, 158 urm., 147 urm., 187, 222 urm.; *Despre ipotecă*, p. 188 urm.;
- ELEFTERIU GEORGE, *Notă* sub Com. Jud. de Expr. Ilfov, 12 din 6 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 85;
- GEORGEAN N. { *Studii Juridice*, vol. I, „*Partaj. Diverse chestiuni*“, p. 115 urm.;  
*Observație* sub Jud. ocol Tg. Ocna, 205 din 28 August 1925, Pand. Rom. 1926, III, 9;
- GRUIA V. ION, *Notă* sub Cas. II, 156 din 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1791;
- MARINESCU-BOLINTIN ST., *Notă* sub Cas. II, 406 din 6 Oct. 1924, Pand. Rom. 1926, I, 138;
- PASALEGA DEM., *Concluzii* sub Judec. ocol. urban Craiova, 25 Nov. 1925, Justiția Olteniei, 5—5/1926;
- PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. fr. req. 2 Febr. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2056;
- PLATON N. P., „*Cum își valorifică în justiție, moștenitorul diligent dreptul său, când moștenitorii săi rămân în inacțiune*“, Curier Jud. 21/1925;
- POLIZU-MICȘUNESTI N., *Notă* sub Cas. I, 655 bis din 20 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 259;
- RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*, p. 11 urm.;
- SCRIBAN ST., *Notă* sub Trib. Dorohoi, 311 din 18 Iulie 1924, Curier Jud. 30/1925;
- STĂNESCU P. ION, *Notă* sub Cas. II, 407 din 3 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 670;
- STRELICESCU AL., *Notă* sub Trib. Ilfov S. III c. c., 1627 din 4 Decembrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 230.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

- |  |  |   |   |
|--|--|---|---|
| Acțiune pur și simplă 13.                                      | Convențiune 26, 28, 34.  | Garantie 19.                                    | Posesorie acțiune 62.   |
| Acceptare sub beneficiu de inventar 13.                        | Creante 46—49, 59.   | German drept civil 3.                           | Prescripție 58—62.  |
| Acte de împărțea 27—44, 46.                                    | Creditori 34, 51, 52, 53.  | Hotărâre 28.                                    | Privilegiu 19, 20, 26, 51, 52.  |
| Acțiune în garanție 19.  | Donațiune 12, 44, 56, 57.  | Împărțea 1 urm.                                 | Radiere 50, 51, 52.   |
| Acțiune posesorie 62.  | Doi 11, 14, 53.  | Indoială 54.                                    | Ratificare 57.  |
| Adjudecare, a se vedea cuvântul: „ <i>Licitație</i> “.         | Drept civil german 3.  | Inregistrare 6, 25.                             | Roale drepturi 18, 21, 56.  |
| Beneficiu de inventar 13.                                      | Drepturi reale 18, 21, 56.   | Inscripție 50, 51, 52, 53.                      | Renunțare la succesiune 44.   |
| Căsătorie 14.  | Drept roman 1.   | Intenție 54.                                    | Re-ciziune 22.  |
| Cesiune 31, 32, 34—44.   | Efect atributiv sau translativ de proprietate 1, 7, 9, 35, 37, 40, 42, 43, 44. | Interpretare 54.                                | Revendicare 23, 24.   |
| Codul Calimach 4.  | Efect declarativ 5—14, 17—34, 36—38, 41—43, 45—48, 50—54.                      | In-ruperca prescripției 58.                     | Revindere în compt 20, 26.  |
| Comunitate 11, 14.   | Evicțiune 19.  | Ipotecă 34, 59—55.                              | Rezoluțiune 20, 26, 51.   |
| Consecințe, a se vedea cuvintele: „ <i>Efect declarativ</i> “. | Executare silită 51, 52, 53.   | Jurisprudență franceză 2.                       | Roman drept 1.  |
|  | Ficțiune 2, 5, 31, 46, 58.   | Just titlu 61.                                  | Sarcină a se vedea cuvintele: „ <i>Drepturi reale</i> “, „ <i>Efect declarativ</i> “. |
|  | Fisc 6, 25.  | Leziune 22.                                     | Schimb 1, 7, 34.  |
|  |  | Licitație 20, 25, 30, 31, 35—43, 50—55, 61, 62. | Scop 37.  |
|  |  | Nuda proprietate 17.                            | Separăție de bunuri 53.   |
|  |  | Ordine publică 26, 34.                          | Servitute 56.   |
|  |  | Partaj 1 urm.                                   | Societăți 11, 14, 15, 16.   |
|  |  | Partaj de ascendent 12.                         |   |

Sucesiune 11, 13, 14.  
Sultă 1, 5, 20, 25, 26, 29.  
suspendarea prescripției  
58, 59, 60.  
Taxe de înregistrare 6, 25.  
Terțe persoane 21, 26, 31,  
34—39.  
Testament 12.

Titlu comun 31.  
Transcriere 21, 31.  
Tranzacție 34.  
Urmărire silită 51, 52, 53.  
Uzucruț 17, 56.  
Vindere-cumpărare 1, 32—  
40, 56, 57.

### Doctrină.

**1.** Art. 786 c. civil român, cuprinde următoarele dispozițiuni: «Fiecare coerde este prezumpt că a moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa și cari i-au căzut prin licitație și că n'a fost niciodată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii», text care este traducerea exactă a art. 885 c. civil francez. În dreptul Român, partajul eră atributiv sau translativ de proprietate iar nu declarativ ca în dreptul nostru și cel francez; el cuprindea o achizițiune făcută de fiecare comoștenitor a porțiunilor indivize ale comoștenitorilor săi în obiectele ce compuneau lotul său, deci cuprindea caracterele unei înstrăinări.

Dacă moștenitorul în mâinile căruia aceste porțiuni indivize se reuneau cu porțiunea sa, pentru a constitui în folosul său o proprietate exclusivă, le obține prin mijlocul unei simple abandonări a porțiunilor ce i aparțineau lui însăși în obiectele căzute în loturile comoștenitorilor săi, atunci operațiunea se reducea la un simplu schimb de drepturi indivize; dacă lotul său eră mai mare decât porțiunea ce i se cuvenea din moștenire și pentru diferență eră obligat a plăti comoștenitorilor săi o sumă de bani luată din banii săi proprii, atunci operațiunea constituia un schimb cu sultă; și dacă totalitatea succesiunii se atribuia unui singur comoștenitor în schimbul unui preț determinat, operațiunea constituia o ade-vărată vânzare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 781 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 743, 746; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 153, 154; Traian Ionașcu, p. 256).

**2.** Jurisprudența veche franceză a substituit acestei naturi translative a partajului o ficțiune, în virtutea căreia principalul efect al partajului eră de a determina porțiunile fiecăruia dintre comoștenitori asupra cărora se considerau că au succedat singuri și imediat defunctului și că nu au avut niciodată vreun drept de moștenire asupra obiectelor conținute în porțiunile celorlalți comoștenitori. Această ficțiune a trecut apoi în legislația franceză, fiind reprodușă în art. 885 c. Napoleon. (Pothier, Vente, III, No. 631; Sociétés, IV, No. 179; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3272 urm.; Planiol, III, No. 2571 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 782; N. Titulescu, Impărțeaua moștenirilor, p. 17 urm.; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 745; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 154).

**3.** În codul civil german sistemul adop-

tat de legiuitor nu este acelaș ca în codul Napoleon și codul nostru civil; art. 2035 dispune: «Când defunctul lasă mai mulți moștenitori, masa succesorală devine patrimoniul lor comun. Se aplică până la partaj dispozițiunile art. 2035—2041»; iar art. 2054 dispune: «Fiecare dintre comoștenitori poate dispune de partea sa din succesiune... Un comoștenitor nu poate dispune de partea sa în obiectele distincte ale succesiunii».

Deci, după aceste articole, succesiunea nu se împarte deplin drept între comoștenitori, ci ea subsistă ca un tot și dispozițiunile luate de un comoștenitor asupra unui obiect distinct din succesiune și înainte de efectuarea partajului, nu sunt valabile, el putând dispune numai de partea sa indiviză în succesiune, pe care o poate vinde sau grevă cu o sarcină reală. Dacă un comoștenitor nu poate dispune în mod valabil înainte de partaj de partea sa indiviză în obiectele distincte ale succesiunii, el însă ar putea constitui asupra ei, sub condițiune un drept real, ceace pare să rezulte din dispozițiunile art. 1095, 1106, 1114, 1192, 1199 și 2054.

Pentru ca înstrăinarea unui bun distinct din succesiune, înainte de facerea împărțelii, să fie valabilă, se cere după dispozițiunile art. 2040 ca ea să fi fost consfințită de toți comoștenitorii împreună. (C. Bufnoir, etc., Code civil allemand traduit et annoté, Tome III, Livre IV, Titre IV; O. de Meulenaere, Code civil allemand annoté, Titre VI; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 782, nota 5; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 154, 155).

**4.** În dreptul nostru român anterior, partajul avea efectul translativ ca și în dreptul roman. Art. 1092 Codul Calimach conține următoarele dispozițiuni care ne arată care eră natura partajului: «Făcându-se împărțeaua moștenirii și luând fiecare moștenitor partea cuvenită lui, se face desăvârșit proprietar, pentru că împărțeaua moștenirii are putere de cumpărare». (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 781; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155).

**5.** În dreptul nostru român actual, avem art. 786 c. civil care este copiat în întregime după art. 885 c. civ. francez și după care partajul are efect declarativ. Ficțiunea prevăzută de acest articol are de efect că fiecare comoștenitor este considerat ca primind direct dela defunct, obiectele ce cad în lotul său sau cari i-au căzut prin licitație; comoștenitorii săi dar, nu-i transmit nimic chiar în cazul când valoarea obiectelor ce i se atribuie ar întrece porțiunea sa succesorală sau ar absorbi întreaga succesiune, fiind obligat a plăti pentru diferență o sultă din banii săi proprii, deoarece se consideră în aceeași situațiune ca și când defunctul ar fi compus el însuș lotul comoștenitorului, grevându-l de sarcine destinate a restabili egalitatea între comoștenitori. (Alexandresco, ed. 2-a, III, par-



tea II, p. 784, 785; C. Hamangiu, I. Roșetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 745, 744; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155; Traian Ionașcu, p. 255).

**6.** Motivele pentru care legiuitorul modern s'a îndepărtat de Dreptul Roman și a urmat vechea jurisprudență franceză, rezidă în consecințele nefavorabile pentru comostenitori ce rezultau din efectul translativ al partajului, consecințe atât de ordin fiscal cât și de ordin economic; în adevăr, legiuitorul pentru a ușura și a înmulți facerea partajelor și în general pentru a face să înceteze indiviziunile, pe care le vedeă cu ochii răi din cauză că opresc libera circulațiune a bunurilor imobiliare și dau loc la nesfârșite procese între comuniști, a atribuit partajului un efect declarativ, considerându-se fiecare comostenitor sau comunist că a avut încă dela începutul stării de indiviziune, proprietatea tuturor bunurilor cuprinse în lotul său sau cari i-au căzut prin licitație; prin acest efect toate drepturile conferite de un comostenitor în timpul indiviziunii, asupra bunurilor ce nu au căzut în lotul său, dispar și prin această măsură legiuitorul a căutat să asigure stabilitatea împărțelilor în interesul unei bune armonii în familii, anulând toate actele care ar putea face să nască recursuri dela moștenitor la moștenitor și deci să înăsprească bunele raporturi ce trebuie să existe între dânsii. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155, 156; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 782, 785, 784; C. Hamangiu, I. Roșetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 745; Traian Ionașcu, p. 256).

**7.** Cu toate că dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.) arată că partajul are efect declarativ, totuși autorii de drept sunt în divergență de păreri asupra caracterului real al partajului: Unii spun că partajul conține în realitate în ceea ce privește pe fiecare copărtăș o achizițiune și o înstrăinare; deci este un schimb de părți indivize, adică partajul este cel puțin pentru o parte translativ sau atributiv de proprietate. (Michaux, op. cit. No. 2899; Mourlon, op. cit. II, No. 480; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225; Dalloz, Rép., Succession, No. 2078; Suppl., Succession, No. 1521; Laurent, op. cit. X, 395; Huc, V, No. 458; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3270, 3276; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 785; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 156; Traian Ionașcu, p. 257).

**8.** Alții zic că partajul nu conține nici o înstrăinare și nici o achizițiune de proprietate, fiecare copărtăș se găseă mai înainte de partaj investit cu un drept indiviz în fiecare atom al porțiunii materiale care îi este atribuită. (Demolombe, XVII, No. 264; Marcadé, op. cit. Art. 885, No. 1; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625 text și nota 1; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1521; Planiol, op. cit. III, No. 2378, 2379; C. Nacu, op. cit. II, p. 214;

M. Cantacuzino, op. cit. No. 416, p. 265, 266; Titulescu, Împărțeala moștenirilor, p. 125 urm.).

**9.** A. Colin și H. Capitant dau partajului un caracter mixt, declarativ și translativ căci spun: «Si on devait résoudre le problème au point de vue purement rationnel, il semble au moins, si l'on suppose les variétés les plus simples du partage, que l'opération présenterait un caractère mixte, tout à la fois déclaratif et translatif. Primus ayant échangé son droit indivis... contre un droit privatif... devrait être considéré comme tenant cet immeuble (care i-a căzut în lotul său) pour moitié du de cujus et pour moitié de Secundus son cohéritier». (Colin et Capitant, III, p. 486 urm.).

**10.** Chabot (de l'Allier) în raportul său făcut Tribunalului asupra legii relativă la succesiuni (ședința de 26 Germ. An. 11), spune următoarele cu privire la efectul partajului: «Le partage a pour objet de faire cesser l'indivision et d'attribuer à chaque cohéritier la portion à laquelle il a droit sur la masse commune; il n'est question dans un partage que de distribuer à chacun la juste valeur de ce qui lui appartient et de ce qu'il possédait auparavant par indivis. Ce n'est pas une affaire de négoce, ni de commerce; il n'y a de part et d'autre ni vente, ni échange, tout consiste à régler divisément la portion dont chacun était déjà propriétaire dans la masse indivise». (Dalloz, Rép., Succession, No. 108).

**11.** Este aproape universal admis astăzi în doctrină și jurisprudență că dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.), prevăzute de legiuitor în materie de partaj succesoral, se aplică, pentru identitate de motive, nu numai la împărțeala unei succesiuni, ci și în cazul când este vorba de împărțeala oricărui bun aparținând în comun la mai mulți proprietari; această consecință se deduce din dispozițiunile art. 1291 c. civ. rom. (1476 c. civ. fr.) asupra comunității de bunuri între soți și ale art. 1530 c. civ. rom. (1872 c. civ. fr.) asupra societăților civile, deoarece când mai multe persoane se unesc pentru a face în comun achiziția unui bun oarecare, ele contractează o societate cu titlu particular pentru exploatarea aceluși bun sau pentru perceperea fructelor sale și când este vorba de împărțeala sau de licitația aceluși bun, după dispozițiunile art. 1530 c. civ. rom. (1872 c. civ. fr.), regulile partajului prevăzute de dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.) urmează să-și găsească și aici aplicațiunea ca și cum ar fi vorba de partajul unei succesiuni între comostenitori; deci potrivit acestor considerațiuni, efectul declarativ prevăzut de art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.) trebuie să fie aplicat, în afară de materia partajului unei succesiuni și la materia comunității de bunuri între soți, la societăți și asociațiuni și în sfârșit la orice act care face să înceteze indiviziunea,

oricare ar fi izvorul acestei indiviziuni. (Demolombe, XVII, No. 226; Dalloz, Rép., Succession, No. 2135; Suppl., Succession, No. 1376; Bioche, op. cit. V, p. 426, No. 250; Michaux, op. cit. No. 2901, 2950; Marcadé, op. cit. art. 883, No. II; Mourlon, op. cit. III, No. 925; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis I; M. A. Demante et A. Mazerat, Programme du Cours de Droit civil français, mise en rapport avec la législation Belge, ed. 1858, II, No. 197; Aubry et Rau, op. cit. II, § 221, text și nota 25; V, § 519, text și nota 26; Laurent, op. cit. X, No. 402, 415; XXIII, No. 18; XXVI, No. 418; Huc, V, No. 342; Baudry et Wahl, Successions, III, 3296—3298; Planiol, op. cit. II, No. 1986; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 214 și 490; Lyon-Caen et Renault, op. cit. II, No. 425 și 425 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 795, 794; IX, p. 529, 547; Nacu, op. cit. III, p. 405; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 157, 158; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 747; Traian Ionașcu, p. 258; Contra: M. Cantacuzino, op. cit. No. 416, p. 267, care arată că dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.), nu se aplică decât la partajul succesiunilor «pentru motivul că în mod teoretic și istoric principiul din art. 786 apare ca consecința unei anumite concepțiuni juridice specială transmisiunilor succesoriale»).

**12.** Dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.) se aplică și la împărțelile făcute de ascendenți fie prin testament, fie prin acte între vii. (Aubry et Rau, op. cit. VIII, § 755, notele 7—10; Laurent, op. cit. XV, No. 82; Planiol, op. cit. III, No. 3582; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 795, 879; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 138).

**13.** Deasemenea se aplică și la partajele succesiunilor acceptate de moștenitori, fie pur și simplu, fie sub beneficiul de inventar. (Demolombe, XVII, No. 275; Dalloz, Rép., Succession, No. 2103; Suppl., Succession, No. 1547; Bioche, op. cit. V, p. 425, No. 245; Laurent, op. cit. X, No. 401; Huc, V, No. 442; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3288; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 785; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 158).

**14.** În toate aceste materii, efectul declarativ al partajului se reîntoarce la ziua când indiviziunea între copărtași a început adică: a) în materie de succesiune, la ziua decesului lui decedat; b) în materie de comunitate de bunuri între soți la ziua săvârșirii căsătoriei; c) în materie de societate, dacă ea este considerată ca o persoană morală, cum sunt toate societățile comerciale sau cele civile constituite sub formă comercială, la momentul când societățile au dispărut sau s'au dizolvat; dacă nu e considerată ca persoană morală, la ziua când ea s'a constituit sau când bunul a intrat în societate. (Marcadé, op. cit. art. 1476, nota I; Mourlon, op. cit. III, No. 925; Aubry

et Rau, op. cit. V, § 519, text și nota 27; Laurent, op. cit. XXIII, No. 18; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3588; Lyon-Caen et Renault, op. cit. II, No. 425 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 794, text și nota 4; IX, p. 529; M. A. Dumitrescu, op. cit. III, No. 445; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 158, 159; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1577).

**15.** În privința personalității societăților civile, părerile sunt împărțite: Unii le consideră ca persoane morale de drept. (Planiol, op. cit. III, No. 1956; Nacu, op. cit. III, p. 578 — pe motivul că la noi avem art. 75 al. 2 Pr. Civilă).

**16.** Alții le consideră că nu sunt persoane morale de drept. (Laurent, op. cit. XXVI, No. 418; D. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 794, nota 4; IX, p. 457, 458; M. A. Dumitrescu, op. cit. III, No. 450 și urm.).

**17.** Efectul declarativ nu se aplică la acte, încheiate asupra bunurilor între persoane care nu au drepturi de aceeași natură și care prin urmare nu sunt în stare de indiviziune și deci nu se pot împărți, cum sunt de ex.: nudul proprietar și uzufructuarul; efectul declarativ se produce însă când împărțea se face între uzufructuarii indivizi sau între nuzii proprietari indivizi. (Michaux, op. cit. No. 2915; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, text și nota 5; Laurent, op. cit. X, No. 402; Huc, V, No. 445; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3299; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 772, 799, 445, nota 2. 460, nota 1; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 159).

**18.** Consecințele juridice ale efectului declarativ al partajului, pot fi rezumate în următoarele puncte:

Fiecare copărtaş fiind presupus că nu a avut nici odată vreun drept asupra obiectelor căzute în loturile celorlalți copărtași, orice drepturi reale constituite de el singur în timpul stării de indiviziune, nu pot grevă decât bunurile căzute în lotul său. (Demolombe, XVII, No. 305, 306, 307; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 225 bis V; Aubry et Rau, VI, § 625, p. 561; Dalloz, Rép., Succession, No. 2088, 2089; Suppl., Succession, No. 1540, 1541; Laurent, X, No. 405, 405; Huc, V, No. 459; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 744; Traian Ionașcu, p. 256, 257; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 159).

**19.** Dacă după împărțea unu dintre copărtași suferă o evicțiune din partea unui terț; el nu are contra copărtașilor săi acțiunea în garanție prevăzută de art. 1541 c. civ. rom. (1650 c. civ. fr.) sau cea prevăzută de art. 1408 c. civ. rom. (1705 c. civ. fr.), ci acțiunea în garanție prevăzută de art. 787 c. civ. rom. (884 c. civ. fr.), protejată de un privilegiu al copărtașului asupra imobilelor succesiunii conform art. 1757 al. 3 c. civ. rom. (2105 c. civ. fr.) și supus condițiunilor de conservare dela art. 1741 c. civ. rom. (2109 c. civ. fr.). (Dalloz, Rép., Succession, No.

2095; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 140).

**20.** Partajul nefiind considerat în drept nici ca vânzare, nici ca schimb, în cazul când unul dintre copărtași nu plătește sulta sau nu-și îndeplinește alte obligațiuni puse în sarcina sa prin actul de partaj, ceilalți copărtași nu au nici acțiune în rezoluțiune și nici privilegiul vânzătorului, ci acțiunea în garanție și privilegiul copărtașului de care s'a vorbit la punctul precedent; deasemenea în cazul când un bun al succesiunii s'a adjudecat asupra unui comoștenitor și când acea adjudecare este considerată ca partaj și dacă adjudecatarul nu depune prețul, ceilalți copărtași nu au dreptul de a cere revinderea bunului în comptul adjudecatarului, ci au dreptul numai la privilegiul copărtașului. (Demolombe, XVII, No. 308; Dalloz, Rép., Succession, No. 2095, 2100, 2101; Suppl., Succession, No. 1345, 1345, 1346; Carré, op. cit. Tome V, v. II, Question 2505 No. 9; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis. IV; Aubry et Rau, op. cit. III, § 262, text și nota 5; VI, § 625, text și nota 19; Laurent, op. cit. X, No. 412, 413, 420, 421, 428, 460; XXX, No. 26; Huc, V, No. 442; Guillouard, Vente, II, No. 755; Planiol, op. cit. III, No. 2406; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 515, 784, nota 6, 789, 796; M. Cantacuzino, op. cit. No. 416, p. 266; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 140; Traian Ionașcu, p. 245, 244).

**21.** Actele considerate în drept ca partaje și care deci produc efect declarativ, nu trebuiesc transcrise în registrele de mutațiuni, deoarece ele având efect declarativ, nu constituiesc drepturi reale copărtașilor; din contra toate celelalte acte care nu produc efect declarativ și cari constituiesc civa un drept real asupra unui imobil, trebuiesc supuse acestei formalități pentru a fi opozabile terților. (Demolombe, XVII, No. 312; Aubry et Rau, op. cit. II, § 209, text și note 11, 47; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3347, 3348, 3373; Planiol, op. cit. III, No. 2405; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 492; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 790; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 141; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 750; Traian Ionașcu, p. 243).

**22.** În legislația franceză — deoarece în legislația noastră articolele au fost suprimate — dacă unul dintre copărtași suferă o leziune în estimația obiectelor ce compun lotul său, are o acțiune în resciziune conform art. 887—892 c. civil francez. acțiune care nu este acordată în materie de schimb (art. 1706 c. fr.) și care diferă de acțiunea acordată în materie de vânzare de art. 1674 și urm. c. civ. francez. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2121, 2152; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 141).

**23.** Fiecare moștenitor având din chiar momentul deschiderii succesiunii un drept diviz distinct de al coeredelui său, el nu poate revendică dela un terț mai mult de-

cât partea sa ereditară indiviză din succesiune. (Demolombe, XV, No. 481; XVII, No. 22; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 587, p. 355; Aubry et Rau, VI, § 620, p. 509; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 10; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 252, nota; IX, p. 542; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 141, 142).

**24.** Se admite însă de o parte din doctrină și jurisprudență și soluțiunea contrară și anume că unul dintre comoștenitorii aflați în indiviziune, poate să intenteze singur acțiune de revindicare a întregului imobil contra unui terț care a uzurpat averea succesorală, spre a-și conserva porțiunea sa ereditară din acea avere. (Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 252, nota; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 142).

**25.** În fine mai este o ultimă consecință a efectului declarativ și anume din punct de vedere fiscal: actele de partaj considerate în drept ca atare, în caz când nu conțin nici un preț sau o sultă în bani și afară de actele de adjudecare echivalate cu partajul, nu sunt supuse la nici o plată de taxe de înregistrare cum sunt supuse actele cari conțin înstrăinări de bunuri prin dispozițiuni între vii. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 142; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 750).

**26.** Cu toate cele arătate mai sus, actele de partaj — deși își produc totdeauna efectul dclarativ — pot fi supuse acțiunii în rezoluțiune pentru neplata sulte sau pentru alte motive, privilegiului vânzătorului și revinderei în compt în caz de adjudecare, dacă în actul de partaj încheiat de copărtași se specifică condițiuni formale care fac aplicabile aceste dispozițiuni, deoarece părțile sunt libere ca în convențiunile ce le încheie să prevadă orice fel de clauze, bineînțeles cu rezerva ca să nu se atingă drepturile terților, ordinea publică sau bunele moravuri. (Demolombe, XVII, No. 310; Carré, op. cit. V, Question, 2505, No. 9; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, text și note 20, 22; Dalloz, Rép., Succession, No. 2098, 2099, 2101; Suppl., Succession, No. 1344, 1345; Laurent, op. cit. X, No. 421, 461; Huc, V, No. 442; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3355, 3354; Planiol, op. cit. III, No. 2406; Guillouard, Vente, II, No. 755; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 496, 497; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 790; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 142, 143; Traian Ionașcu, p. 244; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 766).

**27.** Este întrebarea, în cari cazuri actul prin ajutorul căruia copărtași ies din indiviziune este un partaj, producând deci efectul declarativ și în cari cazuri acel act produce efectul unei simple înstrăinări. Trebuie de spus dela început că în doctrină și în jurisprudență sunt considerate în principiu, ca acte de împărțală și producând efectul declarativ, orice acte cu titlu oneros al căror efect este de a face să înceteze într'un chip absolut indiviziunea asupra unui bun, adică relativ la toți comu-

niștii. (Demolombe, XVII, No. 268; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis I, II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1360, 1375; Aubry et Rau, op. cit. II, § 221 text și nota No. 26; VI, § 625, text și nota 4; Laurent, op. cit. X, No. 415; Huc, V, No. 445; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3507; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 795, 794, 800; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 747; Traian Ionașcu, p. 258; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 145).

**28.** Împărțeala în natură, definitivă, fie judiciară, fie de bună voie a tuturor obiectelor sau numai a unei părți din ele aflate în indiviziune, între toți copărtașii, este tipul actului de partaj. (Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, text și note, 6, 14; Laurent, op. cit. X, No. 397, 415, 419; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3505, 3517; Planiol, op. cit. III, No. 2581; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 489; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 785; Nacu, op. cit. II, p. 214; M. Cantacuzino, op. cit. No. 416, p. 266; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 145, 144).

**29.** Împărțeala cu sultă pe care sunt obligați o parte din comuniști s'o plătească din banii lor personali, este un act de partaj. (Demolombe, XVII, No. 270; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1360; Laurent, op. cit. X, No. 398; Huc, V, No. 442; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3502; Planiol, op. cit. III, No. 2582; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 488, 489; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 794; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 144; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 755).

**30.** Adjudecarea prin licitație de bună voie — în legislația franceză — și judiciară, a întregii averi de împărțit sau a unui bun, când ea are loc în folosul unuia dintre copărtași este un act de partaj. (Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis, III; Marcadé, art. 1686—1688, No. II; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, text și nota 7; Dalloz, Rép., Succession, No. 2080, 2084; Suppl., Succession, No. 1522; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3501, 3505; Laurent, op. cit., X, No. 399, 419; Michaux, op. cit., No. 2929, 2950, 2955; Planiol, op. cit. III, No. 2383; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 490, 491; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 795; Nacu, op. cit. II, p. 214; Matei Cantacuzino, p. 266; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 144; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 754, 755; Traian Ionașcu, p. 238, 245).

**31.** Ficțiunea art. 786 c. civ. rom. (883 c. civ. fr.) este aplicabilă chiar când adjudecarea are loc în profitul terțului cesionar al părții indivize a unuia dintre comonenitori, cu toate că drepturile tuturor acestor copărtași nu derivă dintr'un titlu comun, deoarece legea nu prevede necesitatea unui titlu comun de indiviziune între toți copărtașii, fiind suficient ca terțul cesionar

să ia parte la licitație în calitate de copărtaș; singura restricțiune care credem că trebuie să se facă, este ca să se ceară ca actul de adjudecare să fie transcris, deoarece natura titlului care a creat pentru el starea de indiviziune îi dă față de defunct calitatea de terț detentor și sub acest raport actul de adjudecare este deci de natură a fi transcris, ca și cum adjudecatorul ar fi un străin; în privința însă a celorlalte efecte ale art. 786 c. civ. rom. (883 c. civ. fr.) trebuiesc așezate pe aceeași linie coproprietarul primitiv și coproprietarul subrogat, deci actul trebuie calificat partaj producându-se toate celelalte efecte. (Demolombe, XVII, No. 277, 289; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, text și nota 15, 14, p. 560, 561; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1575; Laurent, op. cit. X, No. 402, 405; Huc, V, No. 542; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3289, 3505; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 801; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 144, 145).

**32.** Ceeace s'a spus la punctul precedent în privința adjudecării, se aplică și la cesiune și la vânzare de bună voie cu condițiune ca la această operațiune să ia parte toți copărtașii și indiviziunea întregii averi de împărțit sau numai a unui singur bun chiar, să ia sfârșit prin atribuirea lor numai în folosul unuia dintre copărtași. (Demolombe, XVII, No. 279, 280; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis, II și III; Marcadé, op. cit. art. 1687—1688, No. II; Aubry et Rau, op. cit., VI, § 625, texte și note 7, 8, 9; Dalloz, Rép., Succession, No. 2154; Suppl., Succession, No. 1566; Laurent, op. cit., X, No. 425—425; Huc, V, No. 444; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3505; Planiol, op. cit., III, No. 2584; Colin et Capitant, op. cit., III, p. 494; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 798; Nacu, op. cit., II, p. 214; M. Cantacuzino, op. cit., No. 416 p. 266; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 145; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 751, 759, 760; Traian Ionașcu, p. 259).

**33.** Operațiunea prin care unul dintre moștenitori cumpără drepturile celorlalți chiar prin acte deosebite este tot un partaj cu efect declarativ. (Laurent, op. cit., X, No. 427, 428; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3518; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 145; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 760; Traian Ionașcu, p. 259).

**34.** O cesiune sau orice alt act care de fapt pune sfârșit indiviziunii între toți comonenitorii, trebuie considerată ca un partaj chiar când comonenitorii nu i-au atribuit decât efectele unei simple înstrăinări, deoarece efectul declarativ trebuie să fie considerat de ordine publică căci este introdus nu numai în interesul copărtașilor, ci mai ales în acel al terților de ex.: al creditorilor ipotecari, câștigătorilor de drepturi, etc., și ei nu pot fi despuiați de drepturile ce li se acordă de lege, orice denumire ar da părțile actului, calificându-l de vânzare, schimb, transacție, etc., sau orice clauze i-ar adăuga, deoarece

efectul declarativ se aplică la actele ce au de efect numai, iar nu de scop, încetarea indiviziunii. (Demolombe, XVII, No. 282; Michaux, op. cit., No. 2904; Demante et Colmet de Santerre op. cit., III, No. 225 bis II; Marcadé, op. cit., art. 885, No. II; Aubry et Rau, op. cit., VI, § 625, text și nota 10, p. 559; Dalloz, Rép., Succession, No. 2117, 2178; Suppl., Succession, No. 1572; Laurent, op. cit., X, No. 422, 429, 481, 485 urm.; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3505, 3504, 3507, 3508, 3590, 3591; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 785, 794, nota 1, 799; Contra: Planiol, op. cit., III, No. 2590; Colin et Capitant, op. cit., III, p. 494, 497; M. Cantacuzino, op. cit., No. 416, p. 266, (care arată că efectul declarativ a fost introdus exclusiv în interesul copărtășilor, nu e de ordine publică și copărtășii pot renunța la acest efect); Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 145, 146; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 766; Traian Ionașcu, p. 259).

**35.** Dacă adjudecarea prin licitație, cesiunea sau vânzarea are loc nu în folosul unuia dintre comostenitori, ci a unui terț, chestiunea suferă discuțiune și a dat loc în doctrină și jurisprudență la trei sisteme de păreri deosebite:

După primul sistem: nu se poate face aplicațiunea art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.) deoarece operațiunea constituie o vânzare consimțită de masa comostenitorilor în folosul adjudecatarului și deci trebuie să și producă toate efectele vânzării, deoarece legea nu prevede în art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.), decât cazul când adjudecatarul este unul dintre comostenitori, de unde rezultă că dacă adjudecatarul este un terț trebuie să ne raportăm la dreptul comun și deci adjudecarea să fie considerată ca o adevărată înstrăinare cu toate consecințele respective. (Marcadé, op. cit., art. 1686—1688, No. II; Laurent, op. cit., X, No. 399, 400, 406, 407, 420, 426, 428; Huc, V, No. 442, 445; Baudry et Wahl, Succession, III, No. 3287, 3290, 3291, 3292, 3294; Planiol, op. cit., III, No. 2584; Pothier, Traité de la vente, No. 515—638; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 796, 798; Nacu, op. cit., II, p. 214, 216; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 146, 147; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 756).

**36.** După cel de-al doilea sistem, diametral opus sistemului precedent, licitațiunea sau cesiunea trebuie să producă efectul declarativ al partajului, chiar în cazul când adjudecarea sau cesiunea au fost făcute în profitul unui străin, deoarece această soluțiune este conformă intențiunii legiuitorului, care a voit să garanteze liniștea în familie protejând și ușurând facerea partajelor prin anularea tuturor actelor cari ar fi de natură să provoace nefârșite procese între comuniști, ceace nu ar putea avea loc dacă adjudecatarul sau cesionarul străin va fi obligat să respecte sarcinile constituite de comostenitori în timpul indiviziunii, asupra bunurilor comune. (Mourlon, op. cit., II, No. 484, 485).

**37.** Între aceste două sisteme extreme,

este și un al treilea intermediar adoptat de majoritatea doctrinei și jurisprudenței, care în rezolvarea chestiunii face o distincție: adjudecarea sau cesiunea făcută în profitul unui terț străin de partaj, este în realitate o vânzare care transmite cumpărătorului, odată cu proprietatea bunurilor și toate sarcinile constituite de copărtăși în timpul indiviziunii; dar acum vine distincțiunea: dacă licitațiunea sau cesiunea nu a fost decât o operațiune pregătitoare a împărțelii în vederea ușurării lichidării între copărtăși, atunci operațiunea trebuie să fie considerată ca făcută pentru calculul masei și numai evenimentul singur al partajului prin atribuirea prețului rezultat din operațiunea licitațiunii sau cesiunii, va determina care dintre copărtăși este vânzător și deci care este efectul sarcinilor constituite în timpul indiviziunii, deoarece atribuirea prețului trebuie în mod necesar să fie asimilată cu atribuirea însăși a bunurilor comune. Prin urmare după acest sistem trebuie să ni raportăm la scopul vânzării bunurilor comune; dacă este făcută de către comuniști în vedere de a ușura împărțea și va constitui între copărtăși o operațiune preliminară, un incident al partajului și deci va produce efectul declarativ; dacă însă scopul comuniștilor a fost să contracteze o vânzare pură și simplă unui terț, trebuie să ne raportăm în acest caz în privința efectelor, la materia vânzării și deci terțul cumpărător va trebui să fie considerat ca un având-cauză al tuturor copărtășilor vânzători. (Demolombe, XVII, No. 273; Demante et Colmet de Santerre, op. cit., III, No. 225 bis IV; Aubry et Rau, op. cit., VI, § 625, text și note 25, 26, p. 564; Planiol, op. cit., III, No. 2401—50; Colin et Capitant, op. cit., III, p. 492—494).

**38.** În doctrină și jurisprudență s'a mai discutat o ipoteză, aceea când adjudecarea sau cesiunea s'a făcut în mod conjunct asupra unui terț și asupra unui copărtăș și s'a hotărât că ea trebuie considerată în acest caz ca o vânzare, neproducând dar efectul declarativ, deoarece s'a spus că nu se știe în momentul adjudecării sau cesiunii, care dintre cei doi adjudecatori sau cesionari va deveni proprietar definitiv al bunului adjudecat sau cesionat și cum efectul declarativ nu se produce în favoarea terților câștigători, trebuie refuzat acest beneficiu și copărtășului, căci efectul declarativ din cauza indivizibilității drepturilor reale, nu poate în același timp să existe și să nu existe; dar dacă licitațiunea sau cesiunea are loc în profitul unui copărtăș și a unui străin pentru porțiuni distincte și la act au luat parte toți copărtășii, efectul declarativ se produce dar numai pentru copărtăș pentru porțiunea sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1531; Laurent, op. cit. X, No. 399, 426; Huc, V, No. 447; Baudry et Wahl, Successions, No. 3291, 3292; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 796, nota 3, 798, nota 2).

**39.** Credem că pentru soluțiunea acestei chestiuni trebuie să ne raportăm la

considerentele arătate în cazurile când adjudecarea sau cesiunea are loc în profitul unui terț, străin de partaj, adoptându-se unul din cele trei sisteme arătate. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 148).

**40.** Cum trebuie să fie considerat actul, adică dacă el produce efectul declarativ, când numai pentru unul sau numai pentru parte dintre copărtași încetează indiviziunea în care continuă a rămâne ceilalți comuniști, de ex.: în cazul când unul dintre comoștenitori cedează drepturile sale succesoriale unuia dintre comoștenitori, unei părți dintre ei sau chiar la toți împreună, între cari indiviziunea continuă a subsista.

Chestiunea este foarte controversată și în doctrină și jurisprudență s'au emis mai multe opinii:

După prima părere, această operațiune trebuie considerată ca o vânzare iar nu ca un partaj, deoarece efectul declarativ al partajului și al actelor asimilate partajului, este subordonat condițiunii, ca actul să facă să înceteze complet indiviziunea față de toți comuniștii, iar nu relativ numai la unii dintre ei și nu se poate spune despre copărtașul cesionar care a ieșit din indiviziune numai față de copărtașul cedent și care continuă a rămâne în indiviziune, pentru porțiunea sa la care se adaugă și porțiunea cedată, împreună cu toți ceilalți copărtași, nu se poate spune, zicem, că el a fost todeauna singur proprietar al efectelor cuprinse în lotul său și că n'a avut niciodată vreun drept asupra celorlalte efecte din succesiune sau din comunitate, deoarece prin cesiunea porțiunii indivize nu se poate spune că s'a determinat care este lotul copărtașului cesionar; în afară de aceasta, motivele cari au determinat pe legiuitor de a prevedea în lege dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.), au fost de a favoriza facerea împărțelilor, or prin faptul acestei simple cesiuni neterminându-se partajul între toți comuniștii, nu mai este nici o rațiune de a se aplică acestei operațiuni efectele partajului, ci trebuie să-i aplicăm efectele unui act pur translativ de proprietate, ale cărui caractere le are. (Bioche, op. cit. V, p. 425, No. 249; Michaux, op. cit. No. 2905—2907; Demolombe, XVII, No. 284 urm.; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis, III, Marcadé, op. cit. art. 885, No. IV; Aubry et Rau, op. cit. II, § 209, text și nota 11; § 221, text și nota 26; VI, § 625, text și note 11, 12, p. 558; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1367; Huc. V, No. 446; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 149, 150).

**41.** În opinia unuia de două cu totul opusă celei dintâi și care a fost cea dintâi soluțiune adoptată de jurisprudență și de vechii autori și care astăzi este complet părăsită, se susține că operațiunea trebuie considerată ca un adevărat partaj, cu efectul declarativ corespunzător unui asemenea act, deoarece deși adjudecarea sau cesiunea nu au avut de efect de a

termina în mod absolut indiviziunea față de unul sau față de o parte dintre ei și deși poate la act nu au luat parte toți copărtașii, dar este contrar spiritului legiuitorului de a-l considera ca o vânzare, deoarece lipsește familiile de un mijloc folositor de a simplifica operațiunile, așa de bogate în procese și în discuțiuni ce se fac cu ocazia împărțelilor și este contrar unei sănatoase doctrinei sistemului care ar refuza denumirea de partaj unui act, al cărui unic țel este de a face să înceteze indiviziunea și în care nu se întâlnește în nici un chip voința de a vinde. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2121, 2125, 2909, 2910; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 150).

**42.** O a treia soluțiune intermediară a fost propusă în doctrină și jurisprudență și care face o distincțiune, după cum actul prin care a încetat indiviziunea într'un chip relativ, a fost încheiat între toți comuniștii sau numai între o parte dintre ei; în cel de al doilea caz nu se aplică efectul declarativ, actul fiind considerat ca o înstrăinare, dar în primul caz se aplică efectul declarativ, actul fiind considerat ca un partaj, cu toate că indiviziunea nu a luat sfârșit față de toți comuniștii. (Michaux, op. cit. No. 2910 ter, 2911, 2912; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 590, nota 8, p. 564; Demante et Mazaret, op. cit. II, No. 198; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1367; Laurent, op. cit. X, No. 290, 418, 422, 424, 426, 428, 450, 451; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3513, 3514; Planiol, op. citat III, No. 2388, 2595, 2595; Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 748, 749; Traian Ionașcu, p. 259).

**43.** În fine o ultimă soluțiune deosebită intermediară, după care pentru a se putea rezolvi chestiunea, trebuie să așteptăm epoca la care indiviziunea va înceta într'un chip absolut, față de toți comuniștii și a considera până atunci neaplicabile dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.); în urmă făcându-se partajul și indiviziunea încetând în mod absolut față de toți comuniștii, trebuie să facem o distincțiune: dacă ea încetează printr'un partaj propriu zis sau prin o adjudecare prin licitație sau cesiune pronunțată în folosul unuia dintre copărtași — care revine tot la un partaj propriu zis — sau dacă încetează printr'o licitație sau cesiune efectuată în favoarea unui terț; în primul caz se aplică efectul declarativ, iar în cel de al doilea caz nu se aplică. (Michaux, op. cit. No. 2910 bis; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, text și nota 18; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3518, 3525; C. Nacu, op. cit. II, p. 217, No. 336; Contra: Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis II, care spun că la partajul ce va interveni în urmă între cesionar și ceilalți comuniști se aplică efectul declarativ cu rezerva însă că asupra bunurilor cari vor cădea cesionarului, el va fi ținut de sar-

cinele create de cedentul său, ca și cum le-ar fi creat el singur).

**44.** S'a spus mai sus că denumirea de partaj și deci atribuirea efectelor partajului, trebuie dată numai actelor cu titlu oneros care fac într'un chip absolut să înceteze indiviziunea asupra unui bun, relativ la toți comuniștii.

Este acum întrebarea, dacă acest efect poate fi acordat deasemenea actelor cu titlu gratuit care fac să înceteze indiviziunea.

Doctrina și jurisprudența refuză să acorde acestor acte efectul declarativ, deoarece nu le consideră ca acte de împărțeață în sensul prevăzut de art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.), întrucât actele de partaj sunt eminate acte cu titlu oneros, în care fiecare copărtaș își are partea sa și deci actele cu titlu gratuit cum sunt: donațiunile de drepturi successorale, cesiunile gratuite ce le face un moștenitor, celorlalți moștenitori ai părții sale successorale, renunțările gratuite la succesiune făcute în favoarea unui comostenitor, nu pot fi considerate ca acte de partaj, cu efect declarativ, deși ar face să înceteze indiviziunea între toți comuniștii. (Demolombe, XVII, No. 285; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, text și nota 3, p. 558; Dalloz, Rép., Succession, No. 2118; Suppl., Succession, No. 1374; Laurent, op. cit. X, 416; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3511; Planiol, op. cit. III, No. 2389; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 494; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 798, 799; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 151, 152; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 759; Contra: C. Nacu, op. cit. p. 214).

**45.** Efectul declarativ se aplică în principiu, la partajul tuturor bunurilor de orice natură ar fi ele, cuprinse în împărțeață. Fiecare copărtaș va fi considerat că a succedat singur și imediat defunctului pentru toate bunurile, mobile sau imobile, corporale sau incorporeale, cari sunt cuprinse în lotul său sau cari i-au căzut prin licitație. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1354; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3277; Planiol, op. cit. III, No. 2397; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 502; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 801; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 152; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 761; Traian Ionașcu, p. 239).

**46.** Creanțele successorale fiind bunuri mobiliare incorporeale, este întrebarea dacă efectul declarativ prevăzut de art. 786 c. civ. rom. (883 c. civ. fr.) le este și lor aplicabil sau nu; mai multe sisteme au fost propuse în rezolvarea acestei dificultăți provenite din pricina antinomiei ce pare să existe între dispozițiunile art. 786 c. civ. rom. (883 c. civ. fr.) și 741 c. civ. rom. (852 c. civ. fr.) de o parte și dispozițiunile art. 1060 c. civ. rom. (1220 c. civ. fr.) de cealaltă parte.

Intr'o opinie se admite că ficțiunea prevăzută de art. 786 c. civ. rom. (883 c.

civ. fr.), trebuie aplicată și creanțelor successorale în sensul că, în raporturile comostenitorilor cu terții, trebuie să se aplice dispozițiunile art. 1060 c. civ. rom. (1220 c. civ. fr.), comostenitorii putând dar oricând să ceară debitorului succesoral plata părții lor din creanță, pentru ca nu cumva debitorul să poată trage un profit din starea de indiviziune a copărtașilor; în raporturile comostenitorilor între ei, însă, trebuie să se aplice dispozițiunile art. 741 c. civ. rom. (852 c. civ. fr.) și 786 c. civ. rom. (883 c. civ. fr.), atribuirea fiind considerată ca un act de partaj, cu efect declarativ. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2109; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 503; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 152, 155; Traian Ionașcu, p. 239 urm.).

**47.** Un alt sistem face deasemenea aplicațiunea tuturor acestor articole arătate mai sus, în sensul următor: Art. 1060 c. civ. rom. (1220 c. civ. fr.) guvernează perioada între decesul lui decedus și efectuarea partajului; iar art. 741 c. civ. rom. (882 c. civ. fr.) și art. 786 c. civ. rom. (883 c. civ. fr.), se aplică după efectuarea partajului, (Michaux, op. cit. No. 2928; Marcadé, op. cit. art. 883 No. V; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 655, texte și note 6, 7; Laurent, op. cit. XI, No. 49, 50—54; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3279—3286; Planiol, op. cit. III, No. 2400; Colin et Capitant, op. cit. p. 503; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 804 urm.; Nacu, op. cit. II, p. 215, 216; M. Cantacuzino, op. cit. No. 416, p. 267, (părerăa acestui autor nu e clar expusă); Comp.: C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 763).

**48.** În afară de aceste două sisteme noi, mai sunt și alte două sisteme mai vechi, opuse unul celuilalt și care în prezent sunt aproape complet părăsite în doctrină și în jurisprudență, din cari unul consistă în aplicarea fără nici o rezervă a efectului declarativ și creanțelor. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2109 cu opiniunea lui Dalloz; Planiol, op. cit., III, No. 2399; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 804—4°).

**49.** Iar celalt sistem opus, refuză a aplicarea dispozițiunilor art. 786 c. civ. rom. (883 c. civ. fr.) și creanțelor successorale, admitându-se numai aplicarea dispozițiunilor art. 1060 c. civ. rom. (1220 c. civ. fr.). (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1354; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis VII, care limitează aplicația art. 1220 c. civ. fr. (1060 c. civ. rom.), numai la raporturile debitorului cu comostenitorii; Mourlon, op. cit. II, No. 486; Huc, V, No. 448; Planiol, op. cit. III, No. 2399; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 805—3°).

**50.** Prin efectul declarativ al partajului, ipotecile, fie legale, fie judiciare, fie convenționale, consimțite în timpul indiviziunii asupra unui imobil determinat din succesiune, sau asupra unei porțiuni indivize din el, sunt considerate ca

neavenite dacă prin partaj imobilul care a fost grevat cade în lotul unui alt copărtas sau dacă e adjudecat prin licitație altui copărtas decât cel ce le-a constituit. copărtășul putând cere și obține oricând radierea inscripțiunii ce s'ar fi luat. (Demolombe, XVII, No. 504; Michaux, op. cit. No. 2929, 2930, 2935; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis, V și VI; Marcadé, op. cit. art. 885, No. III; Mourlon, op. cit. II, No. 481—485; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, nota 16; Laurent, op. cit. X, No. 215, 394, 405, 419; Huc, V, No. 459; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5322, 5328; Planiol, op. cit. III, No. 2402; Colin et Capitant, op. cit. III, p. 494; Dalloz, Rép. Succ. 2079, 2080, 2081; Suppl., Succession, No. 1522; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pg. 448, 449, 786 nota 1; X, p. 556, 576, 577, 705; Nacu, op. cit. II, p. 214; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155, 154; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 744; Traian Ionașcu, p. 258, 239, 242, 245, 246).

**51.** Ipoteca fiind ștearsă, creditorii ipotecari ai copărtășilor neatributari, vor fi lipsiți nu numai de dreptul de a urmări imobilul în mâinile copărtășilor atributari, dar încă și de dreptul de preferință față de ceilalți creditori, deoarece prin efectul declarativ, ei pierzând calitatea de creditori ipotecari, devin simpli creditori chirografari neprivilegiați. Chestiunea este însă controversată:

În sistemul care nu admite dreptul de preferință și care a prevalat în doctrină și în jurisprudență, se spune că nu se poate acorda acest drept acolo unde legea nu-l acordă. Oricare ar fi motivul introducerii în lege a art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.), dispozițiunea este absolută și generală și se aplică creditorilor ipotecari ai copărtășilor, ca și însăși copărtășilor. După dispozițiunile art. 1770 c. civ. rom. (2125 c. civ. fr.) acei cari au asupra unui imobil un drept suspens prin o condițiune sau rezolubil în oarecare cazuri sau supus la o acțiune în resciziune, o condițiune sau rezolubil în oarecare cazuri sau supus la o acțiune în resciziune, nu pot consimți decât o ipotecă supusă aceluiași condițiuni sau aceleiași resciziuni și copărtășul neavând în timpul indiviziunii decât un drept rezolubil care a și fost rezolvit prin rezultatul împărțelii, deci și ipoteca pe care ar fi consimțit-o a fost rezolvită odată cu dreptul său și fiind considerată deasemenea că nu a putut da naștere nici unui drept de urmare și nici unui drept de preferință; din punctul de vedere al echității, acest sistem nu păcătuiește, deoarece creditorii cari obținuseră o ipotecă nu trebuiau să ignoreze că această garanție va fi rezolvită, în cazul când debitorul lor nu va obține în lotul său imobilul ipotecat. (Laurent, op. cit. X, No. 419; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5324; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 786, 787,

nota 2; Comp.: N. Georgean, Studii Juridice, p. 154, 155).

**52.** În sistemul opus care admite un drept de preferință al creditorilor ipotecari față de ceilalți creditori chirografari, se argumentează că ficțiunea legală prevăzută de art. 786 c. civ. rom. (885 c. civ. fr.), nu trebuie aplicată decât conform intențiunii legiuitorului, adică în interesul exclusiv al copărtășului, căruia i-a căzut în lotul său bunul ipotecat de către un alt copărtas în timpul indiviziunii; creditorul ipotekar prin faptul radierei ipotecii sale, pierde dreptul de a urmări imobilul în mâinile copărtășului nedebitor, însă ar fi contrar echității ca să se considere că a pierdut și dreptul de preferință și să vie în concurență cu ceilalți creditori chirografari cari nu au pus nici o stăruință pentru a-și apăra creanțele lor prin o garanție reală. (Aubry et Rau, op. cit. III, p. 501).

**53.** Imobilul pe care femeia dotală comună în bunuri, a devenit adjudecată prin licitația urmată în împărțea averii comune, între ea și soțul său, nu poate fi urmărit în mâinile sale de un creditor al soțului care a luat inscripție ipotecară asupra aceluia imobil, posterior separației de bunuri; dacă însă inscripția ar fi fost luată în timpul comunității ea este validă deoarece, cu toate că în principiu efectul declarativ al partajului comunității de bunuri între soți se ridică la ziua când bunurile au intrat în comunitate, totuși acest efect este modificat de puterile pe cari le are soțul asupra bunurilor comune. (Aubry et Rau, op. cit. V, § 519, text și nota 27; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155).

**54.** În cazul când imobilul ipotecat în timpul indiviziunii cade în lotul copărtășului constituitor sau îi este adjudecat prin licitație, ipoteca este menținută și dacă el nu ipotecase decât porțiunea sa indiviză în imobil, ipoteca va afecta numai acea porțiune, dar dacă din contră el ipotecase imobilul fără a face vreo restricțiune sau dacă termenii actului lasă vreo îndoială și nu indică lămurit care a fost intențiunea părților, atunci ipoteca va afecta întreg imobilul; totul se reduce așa dar la o chestiune de interpretare a intențiunii părților contractante. (Michaux, op. cit. No. 2951—2953; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III No. 225 bis, VI; Demante et Mazerat, op. cit. II, 199; Marcadé, op. cit. art. 885 No. 5; Mourlon, op. cit., II, No. 482; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625 text și nota 25; Laurent, op. cit. X, No. 404; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5335; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 787, 788 nota 2; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 155, 156).

**55.** În cazul când ipoteca asupra unui imobil este consimțită de către toți copărtășii, ea va fi validă. (Alexandresco, X, pag. 557; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 156; Comp.: Traian Ionașcu, p. 242).

**56.** Cele ce s'au spus la ipoteci tre-



buesc să fie aplicate și la acte de dispozițiune gratuite sau oneroase, voluntare sau forțate ca vânzarea, etc. și la orice constituire de drepturi reale ca uzufructul, servitutea etc., asupra imobilelor comune. (Demolombe, XVII, No. 305, 306, 307; Dalloz, Rép. Succession, No. 2089; Bioche, op. cit. V, p. 425, No. 246; Michaux, op. cit. No. 2934; Demante et Colmet de Santerre, op. cit. III, No. 225 bis V; Mourlon, op. cit. II, No. 481—483; Aubry et Rau, op. cit. VI, § 625, nota 17; Laurent, op. cit. X, No. 215, 257, 403, 405, 411; Huc, V, No. 459; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3557—3559; Planiol, op. cit. III, No. 2568, 2404; Colin et Capitant, op. cit. III, pag. 488; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pag. 788, 789; IX, p. 541, 542; M. Cantacuzino, op. cit., No. 416, p. 266; Nacu, op. cit. II, p. 216; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 744; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 156, 157).

**57.** Instrăinarea sau orice alt act făcut de moștenitorul neatributar devin valabile dacă moștenitorul atributar le ratifică. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3542; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 157).

**58.** Când este vorba să se aplice efectele întreruperii sau suspendării prescripțiunii în materie de bunuri sau de drepturi aflate în indiviziune între moștenitori, ficțiunea efectului declarativ al partajului prevăzut de art. 883 c. civ. fr. (786 c. civ. rom.) nu-și mai găsește aplicațiunea. (Demolombe, XVII, No. 326; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 568; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1351; Laurent, VIII, No. 322; Huc, IV, No. 466).

**59.** Potrivit acestei reguli, în cazul când prescripțiunea unei creanțe este suspendată în favoarea unuia dintre moștenitori, efectele suspendării au loc numai pentru partea din creanță cuvenită acestui moștenitor, chiar dacă la partaj creanța este atribuită în întregime acestui moștenitor sau altui moștenitor. (Demolombe, XVII, No. 326; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 568; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1559; Laurent, VIII, No. 322; Huc, IV, No. 466).

**60.** Deasemenea, potrivit acestei reguli, în cazul când prescripția unui imobil al succesiunii este suspendată, în favoarea unuia dintre moștenitori, efectele suspendării au loc numai pentru partea acestui moștenitor. (Traian Ionașcu, p. 245).

**61.** Partajul sau licitațiunea unui imobil succesoral nu constituie un just titlu pentru a servi de bază prescripției de zece până la douăzeci ani. (Demolombe, XVII, No. 324; Troplong, Prescription II, No. 886; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1552; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 295; Laurent, XXXII, No. 401; Baudry et Tissier, Prescription, No. 659 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 791; Nacu, III, p. 867; Contra: Aubry et Rau,

ed. 4-a, VI, § 625, nota 51, p. 568; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3565).

**62.** Comoștenitorul care a primit în lotul său un imobil sau care l-a dobândit la licitațiune poate uni posesiunea sa anterioară partajului cu posesiunea exercitată posterior partajului, pentru a se folosi de prescripție sau de acțiunile posesorii cu privire la acel imobil. (Demolombe, XVII, No. 325; Troplong, Prescription, II, No. 886; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 2565; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 791, 792).

## INDEX ALFABETIC

(la Jurisprudență)

Act de administrație 6, 11, 19.	Licitație 1, 21.
Acțiune posesorie 9.	Locațiune 3, 6, 8, 11, 12, 14, 15, 18, 19, 20.
Adjudecare 1, 21.	Minori 18.
Anulare 5, 18, 20.	Mosnean 13.
Arendare 3, 6, 8, 18.	Nulitate 5, 18, 20.
Coproprietate 1.	Omisuniune esențială 3.
Daune-interese 20.	Partaj 1 urm.
Efect declarativ 1, 4—8, 10.	Posesiune 5, 9.
Evicțiune 21.	Posesorie acțiune 9.
Femeie măritată 5.	Prescripție 5.
Fraudă 5.	Recurs 4, 19.
Împărțeală 1 urm.	Revendicare 2, 10, 16, 22, 23, 24.
Inchiriere, a se vedea cu-vântul: „Locațiune”.	Reziliere 3, 15, 19.
Intervenție 4, 5.	Rezoluțiune 1.
Întinderea imobilului 23.	Sechestrul judiciar 12.
Legea agrară 3, 6, 8.	Vindere-cumpărare 4, 5, 7, 10, 13, 17, 18, 21.
Legea Judecătorilor de ocoale 9.	Vindere în compt 1.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Licitațiunea publică a unui imobil stăpânit în indiviziune produce, în cazul când adjudecatarul este unul din comoștenitori, efectele unei împărțeli, iar nu acelea ale unei vânzări, și i se aplică principiul declarativ de proprietate, așa că comoștenitorul adjudecatar este presupus singur proprietar din momentul chiar al începerii indiviziunii și că nu a dobândit nimic dela ceilalți comoștenitori ai săi, și aceasta indiferent de cauza indiviziunii.

Prin urmare, în acest caz, nefiind vorba de vânzare și de preț, nu poate fi vorba nici de efectul rezolutoriu al adjudecării pentru nedepunerea în termen de o lună a prețului adjudecării, și nici de vânzarea în contul adjudecatarului. (Cas. II, 406 din 6 Oct. 1924, Pand. Rom. 1926, I, 158).

**2.** Acțiunea în revendicare, neputând fi, în principiu, exercitată decât de cel ce se pretinde proprietar absolut, se discută în doctrină dacă ea poate fi întințată de un singur comoștenitor contra terțului deținător, iar părerea juridică este că o asemenea acțiune este admisibilă, când comoștenitorul revendică dela un deținător străin, cota parte a sa ideală, la care are drept în acel imobil, în scop de a i se recunoaște dreptul său, care urmează a fi mai bine stabilit în urmă, după facerea partajului. (Judecă-

toria ocol II C. Lung, 27 Febr. 1925, Dreptul 15 din 1925).

**3.** Comite omisiune esențială instanța de fond care nu examinează apărarea arendașului că, deși contractul său de arendare a fost încheiat cu toți coproprietarii moșiei, mai târziu însă, atunci când aceștia s'au divizat pe baza unui act de partaj, dânsul — arendașul — a consimțit la clauzele actului de partaj, plătind fiecărui coproprietar arenda respectivă lotului său, legând astfel raporturi directe cu fiecare din ei și deaceia rezilierea pe baza art. 50 legea agrară nu se mai poate cere decât individual de fiecare din coproprietari și numai în măsura în care s'ar face dovada că s'a expropriat din lotul lui mai mult de 25% din suprafața moșiei. (Cas. I, dec. 1800 din 5 Martie 1926, Jurispr. Gen., 1926, No. 1211).

**4.** Potrivit efectului declarativ al partajului, validitatea vânzării unui bun succesoral, făcută de un comostenitor către un terțiu, fiind supusă condițiunei ca bunul respectiv să fie recunoscut prin împărțea ca aparținând succesorului vânzător, cu drept cuvânt și în conformitate cu principiile ce guvernează materia partajului, a decis instanța de fond că întrucât înstrăinarea prin vânzarea către recurent a terenului în litigiu numai atunci va fi considerată ca valabilă, când acest teren va cădea în lotul succesoral al autorului său, până în acest moment dreptul recurentului fiind eventual și supus îndeplinirii menționatei condițiuni, în această situațiune, cererea de intervenție a recurentului este lipsită de interes. (Cas. I, dec. 737 din 18 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1521).

**5.** Instanța de fond constatând că defunctul a lăsat mai mulți moștenitori; că recurentul a cumpărat dela unul singur din ei, mai multe terenuri anume determinate ce constituie însă întreaga avere succesorală a defunctului, cu drept cuvânt și în conformitate cu principiile ce guvernează materia partajului, a decis că, față de partajul dintre moștenitori efectuat ulterior menționatei vânzări, recurentul este un terțiu achizitor de drepturi reale care are aceeași situațiune ca și creditorii unuia din coîmpărțitori și dar întrucât n'a intervenit în termen util la operațiunile partajului, el nu mai are dreptul a-l ataca numai pentru motivul că n'a fost chemat în instanță la efectuarea lui și întrucât nu se plânge că s'ar fi efectuat vreo fraudă împotriva drepturilor sale.

Dat fiind calitatea recurentului de dobânditor de drepturi reale din averea succesorală în chestiune, față de dispozițiunile art. 207 cod. civ., care determină în mod limitativ persoanele ce au dreptul să ceară anularea unui act juridic făcut de o femeie fără autorizațiunea soțului său, este cert că recurentul nu poate să invoace ca motiv de anulare a partajului, lipsa de autorizațiune maritală a autoarei sale.

Iar în ce privește posesiunea invocată de recurent asupra terenului în litigiu instanța de fond constată în fapt din probele și im-

prejurările cauzei, fără a comite vreo denaturare, că această posesiune n'a fost exercitată, timp de treizeci ani de către recurent și autoarea sa, deci, în această situațiune a fost în drept să decidă că menționata posesiune n'a putut duce la uzucapiunea terenului revendicat. (Cas. I, dec. 702 bis din 20 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1415).

**6.** Potrivit principiilor de drept în materie de indiviziune, atât timp cât durează starea de codevălmășie, fiecare proprietar posedând un drept indiviz asupra fiecărei molecule a lucrului, această situațiune duce în mod necesar la rezultatul că orice prerogativă, cuprinsă în dreptul de proprietate, nu se poate exercita de unul din coproprietari fără concursul și asentimentul tuturor.

Drept consecință a acestui principiu, aceleia de administrațiune asupra unui lucru în indiviziune, trebuind a fi făcute cu consimțământul fiecărui din coproprietari, este evident că contractul de locațiune, odată consimțit de toți proprietarii, rezilierea, întocmai ca și încheierea lui, nu poate fi cerută decât tot prin voința tuturor coproprietarilor.

Prin urmare, un coproprietar nu poate cere și obține singur rezilierea unui contract de arendă pe baza art. 50 legea agrară, care, dacă prevede, în anumite cazuri, facultatea pentru proprietari de a rezilia un contract de arendă, prin aceasta n'a înlăturat aplicarea rânduelilor din materia indiviziunii. (Cas. I, 635 bis din 20 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 259; Dreptul, 4 din 1926).

**7.** În materie de ieșire din indiviziune, un comostenitor nu poate înstrăina în mod valabil o parte determinată din averea stăpânită indiviz, decât dacă acea parte îi este atribuită definitiv în lotul său prin împărțea ulterioară, deoarece potrivit art. 786 din codul civil, fiecare coerede este prezumat că a moștenit singur și imediat toate bunurile care compun partea sa și că nu a fost nici odată proprietar pe celelalte bunuri ale succesei. (Cas. II, 156 din 24 Martie 1925, Jurispr. Gen. 1925, No. 1791).

**8.** Deși este exact, conform regulii din art. 786 c. c., că fiecare comostenitor este prezumat că a moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa sau pe acelea ce-i revin în urma împărțelii, în materie agrară acest principiu nu-și are aplicațiunea, deoarece condițiunea juridică a terenului expropriabil are a fi cercetată și luată în seamă la data de 16 Aug. 1916, când, în speță, moșia supusă expropriării, se stăpânea în indiviziune. (Com. jud. de expr. Ilfov, 12 din 6 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 83).

**9.** După art. 37 legea jud. oc. combinat cu art. 1846 și 1847 codul civil pentru a avea exercițiul acțiunei posesorii, se cere o posesiune „animo domini“, adică sub nume de proprietar.

Coproprietarii ca și moștenitorii nu pot intentă acțiune posesorie în complânge-

rea sau reintegrare, întrucât ei nu au posesiune sub nume de proprietar.

Prin urmare, în speță, fiind necontestat că terenul în litigiu face parte din moșia Bălănești, prin deciziunea C. A. Craiova, No. 120 din 1912, relativă la stabilirea hotarelor, se dovedește că această moșie apelanții o posedau în devălmașie cu ceilalți proprietari, între cari și intimata, că ei au fost substituiți prin vânzare, în drepturile soților Tătărescu, care o stăpâneau în indiviziune, intimata — reclamantă la prima instanță, — pentru dânsa în mod exclusiv, nu poate avea exercitiul acțiunii posesorii. (Trib. Romanai, s. I, sent. civ. 919 din 14 Iulie 1925. Jurispr. Gen. 1926, No. 250).

**10.** Dacă înainte de a fi avut loc împărțeala, unul dintre moștenitori vinde un bun distinct din succesiune, celalt moștenitor nu poate acționa pe cumpărător în revendicarea acelui bun, ci el trebuie mai întâi să introducă o acțiune în împărțeală contra moștenitorului vânzător prin care stabilindu-se masa succesorală și drepturile fiecărui moștenitor din averea de împărțit, în urmă și numai în cazul când acel bun ar fi căzut în lotul său poate să introducă acțiune în revendicare contra cumpărătorului: căci dacă s'ar admite acțiunea în revendicare mai înainte și numai în mod ideal a părții sale succesoriale din acel bun, nu ar duce la nici un rezultat practic, el rămânând în indiviziune cu cumpărătorul asupra bunului vândut. (Judec. Tg. Ocna, 205 din 28 Aug. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 9).

**11.** Coproprietarii indivizi având dreptul de a concură la toate actele de administrație asupra bunului indiviz, urmează că orice act de administrație și deci și contractul de închiriere consimțit numai de unii dintre comușiți, nu poate fi opozabil celorlalți cari sunt îndreptățiți să ceară anularea lui. (Trib. Ilfov, S. I, c. c., 1108 din 14 Octombrie 1925, Dreptul 37/1925).

**12.** Efectul retroactiv al partajului, nu poate avea nici o consecință asupra opozabilității contractului de închiriere încheiat cu sechestrul judiciar, suficient că nu se contestă calitatea de sechestrul judiciar, celui ce l-a încheiat, căci altfel mandatul justiției ar fi pus în imposibilitate să administreze. (C. Apel București, S. IV, 367 din 19 Octombrie 1925, Bul. C. Apel 19/1925, Dreptul 21/1926).

**13.** Pentru a se admite anularea vânzării unui bun indiviz moșnenesc, se cer două condițiuni: a) calitatea de moșnean a vânzătorului; b) caracterul de bun moșnenesc al lucrului vândut.

Calitatea de moșnean nu este o calitate esențială, deoarece „moșneni“ sau „moșteni“, sunt toți acei ce stăpânesc drepturi moștenite.

Caracterul de bun moșnenesc este o condiție esențială, deoarece proprietate moșnenescă înseamnă proprietate în comun, spre deosebire de proprietatea „boerească“, adică proprietate divizată.

(Trib. Ilfov S. II c. c., 948 din 24 Oct. 1925, Pand. Săpt. 25 din 1925).

**14.** Un coproprietar indiviz, are dreptul să opui nulitatea unui contract de închiriere la care el nu a participat, contractul fiind încheiat numai cu consimțământul celui alt coproprietar indiviz. (Jud. ocol urban Craiova, 25 Noembrie 1925, Justiția Olteniei 3-5 din 1926).

**15.** Un coindivizar având un drept al său asupra lucrului comun, el poate să introducă singur acțiunea în reziliere, când cealaltă parte nu și-a îndeplinit obligațiile sale contractuale, întrucât prin această acțiune, coindivizarul își apără dreptul său asupra lucrului. (Trib. Dâmbovița, S. II, 545 din 26 Noembrie 1925, Pand. Săpt. 30 din 1925).

**16.** Fiecare dintre moștenitori, fiind considerat ca având vocațiunea la întreaga moștenire, acțiunea în revendicarea unui imobil aparținând succesiunii îi este admisibilă. Prin fapta sa, mobilul revendicat intrând în masa succesiunii, ceilalți moștenitori nu se pot plânge de diligența unuia dintre ei, care intentând acțiunea în revendicare, a readus în lotul comun un bun, asupra căruia, fiecare dintre ei, are vocațiune la întregul lui. (Jud. oc. mixt Urlați-Prahova 1925, Jur. Gen. 1925 No. 2205).

**17.** Acțiunea în împărțeală presupune necontestate atât calitatea de moștenitor cât și părțile cuvenite fiecărui erede, și este exercițiul dreptului de moștenitor. Cumpărătorului unui bun cert și determinat dela unul din moștenitori, nu are calitatea de moștenitor, adică vocațiunea cu titlu universal la succesiune și nu poate cere în numele său partajul acelei succesiuni. (Trib. Ilfov, III, civ. cor. sent. 1627 din 4 Dec. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 250).

**18.** În fapt: Minorii X, Y și Z ajunși la majorat înstreinează și arendează cu acte autentice porțiunile de teren cuvenite lor din succesiunea defuncților, succesiune administrată de tutorele... care în baza art. 390 c. c. și în numele minorilor rămași cere anularea actelor și daune.

În drept: Art. 390 c. c. și următorii împunternicește pe tutore de a administra întreaga avere tutelară, fiind răspunzător de orice daune provenite dintr'o rea administrare. Este necontestat că orice înstreinări sunt nule de drept când sunt făcute de către minorii ajunși la majorat, înainte de existența unui partaj judecătoresc conform art. 411 c. c. că orice arendare făcută de către minori ajunși la majorat este nulă în baza principiului de drept care interzice coproprietarului indiviz închirierea, chiar pentru partea ce-i aparține, fără consimțământul celorlalți coproprietari, cari sunt în drept a cere nulitatea integrală a contractului făcut fără consimțământul lor. Că tutorele fiind administratorul averi întregi a defuncților, nu mai incupe îndoială că el este îndreptățit a cere anularea actelor și daune pentru lipsa da folosință, rămânându-le minorilor ajunși

la majorat partajul judecătoresc, singura cale legală. (Jud. ocol II Călărași Rural, 1925, Jurispr. Gen. 1926, No. 241).

**19.** Deși asupra unui imobil închiriat ar fi doi coproprietari, iar acțiunea de reziliere a fost introdusă numai de către unul dintre ei și admisă de instanța de fond, acest fapt nu poate constitui un motiv de casare, în cazul când recurentul nu a făcut nici o obiecțiune asupra acestei chestiuni înaintea instanței de fond și afară de aceasta, nimic nu oprește pe unul dintre coproprietari, ca înainte de împărțeală să facă asupra bunului comun un act de administrație, bine înțeles cu consimțământul celorlalți coproprietari și chiar singur să ceară rezilierea unei convențiuni intervenite asupra bunului comun, cum ar fi un contract de locațiune, când chiriașul nu și-ar îndeplini angajamentul său, el fiind obligat a plăti tuturor coproprietarilor chiria convenită. (Trib. Ilfov s. III c. c., 12 Decembrie 1925, Jurispr. Gen. 1926, No. 747).

**20.** Principiul că coproprietarul unui lucru indiviz nu poate să închirieze lucrul comun, chiar pentru partea care-i aparține fără consimțământul coindivizatorilor săi, cari pot cere anularea pentru tot, a închirierii făcută fără consimțământul lor, nu poate fi exact decât numai în raporturile dintre coindivizari între dâșii, iar nu și între acelea dintre aceștia și alte părți, adică dintre coindivizari și chiriașul său căruia singur i-ar fi închiriat tot imobilul.

În această ipoteză chiriașul este dator să execute obligațiunile sale contractuale, întocmai cum au fost stipulate, neavând dreptul să ceară rezilierea sau să refuze îndeplinirea obligațiunilor luate pe motivul că mai sunt și alți coindivizari cari nu au consimțit la închiriere, întrucât nici o regulă de drept sau de rațiune, nu se opune a se contracta obligațiuni relative la lucrul sau lucrurile altuia, cum sunt părțile indivize ale coproprietarilor cari nu au consimțit la închiriere deoarece într'un contract de închiriere fiind vorba de luarea unor angajamente personale, cum e acela a locatorului de a asigura liniștită posesiune a chiriașului, puțin importă dacă locatorul este sau nu proprietarul imobilului.

Singurul drept al chiriașului care a închiriat imobilul numai dela unul dintre coproprietari, nefiind decât acela de a pretinde daune-interese dela locator, în cazul inexecutării obligației ce acesta are de a asigura liniștită posesiune a lucrului închiriat, urmează că nu poate fi autorizat să reție chiria convenită coproprietarilor cari nu au luat parte la închiriere, cu atât mai mult cu cât aceștia nu ridică nici o pretențiune. (Trib. Muscel, 192 din 4 Mai 1926, Bul. Trib. Muscel 7-8 din 1926).

**21.** Dacă vânzarea prin licitație publică, constituie un act al împărțelei față de copărtași și în cazul când adjudecatarul este

unul dintrâșii, atunci când adjudecatarul este un străin, adjudecarea față de dâșul nu mai poate avea caracterul unui act de împărțeală, ci este o vânzare pur și simplă, făcută în numele și pentru masa succesorală, astfel că principiile din materia vânzării (art. 1537 și 1539 c. civil) își au aplicațiunea și coindivizării vânzătorii, trebuind să garanteze pe cumpărător, nu mai pot exercita contra acestuia nici o acțiune prin care ar tinde să-l evingă din bunul cumpărat. (Trib. Ilfov, S. I, c. c., 356 din 27 Mai 1926, Dreptul 24/1926).

**22.** Date fiind principiile și teoria indiviziunii se pune chestiunea dacă un coerede mai înainte de împărțeală poate revendică singur fără concursul celorlalți moștenitori, bunuri făcând parte din masa succesorală și deținute de terțe persoane.

Deși comostenitorul are vocațiune la întreaga moștenire, însă drepturile sale nu sunt adecuate obiectului indiviziunii căci lucrul fiind cu desăvârșire indiviz numai dreptul de proprietate privit în mod ideal este divizat între moștenitori.

Potrivit acestor considerațiuni, comostenitorul e primit să revendice contra unui terțiu deținător numai cota sa parte ideală, nu pentru a obține o delăsare a lucrului, ci pentru a face să se recunoască contradictor cu acela dreptul său de proprietate, împiedicând astfel consecințele funeste prevăzute de lege, care ar paraliza acest drept în cazul unei inacțiuni prea prelungite.

Așa fiind, pentru a se obține contra terțului deținător o delăsare completă și reală a bunului succesoral, două sunt normele de drept principale așa cum rezultă din teoria riguroasă a indiviziunii: sau realizarea unei unanimități de voințe între coindivizari sau, în prealabil, ieșirea din indiviziune.

Cele ce preced fiind în concordanță și cu dispozițiunile art. 644-688 codul civil, a se admite acțiunea ar însemna a se nesocoti principii fundamentale de drept potrivit cărora numai drepturile înăscute și actuale se pot exercita în justiție nu și eventualitățile, cum e cazul în speță, unde nu există decât o simplă perspectivă și drepturi de dependență de posibilitatea renunțării celorlalți la succesiune sau prescrierea termenului de acceptare pentru aceștia.

În asemenea condițiuni, acțiunea fiind neregulat introdusă, se respinge. (Jud. oc. Ghergani-Dâmbovița, Cartea de jud. din 25 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1406).

**23.** În fapt: Acțiunea în revendicare intentată de către un fost comostenitor împărțit prin act în regulă și bazată pe împrejurarea că în lotul său se găsește o întindere mai mică decât cea prevăzută în actul de partaj, care formează titlul său, întindere cere se găsește în plus la fostul comostenitor, astăzi pârît.

Pârîtul obiectează că prin această acțiune se modifică actul de partaj și deci

toate pretențiunile trebuiau opuse în termenele prevăzute în materie de art. 749, 786, 744 și 790 c. c. A mai opus pe cale de analogie și prescripția din art. 1554 c. c.; opunerile au fost respinse de instanța de fond, a cărei decizie a fost confirmată de Înalta Curte.

În drept: Această acțiune astfel formulată, nu poate fi socotită ca având de scop desființarea actului de partaj, sau modificarea lui, prin reducerea porțiunii atribuite recurentei; căci printr'însa se cereă tocmai consfințirea partajului prin reducerea stăpânirii recurentei la suprafața prevăzută în acest titlu al său. De aceea susținerile din motivele de casare relative la termenul în care contestațiile referitoare la inegalitatea loturilor, pot fi introduse, la acțiunea prin care se poate cere desființarea sau modificarea unui partaj, urmează a fi respinse fără a fi discutate, odată ce ele sunt străine procesului pornit de autorul intimațiilor, după cum sunt străine și dispozițiile dela materia vânzării a căror aplicațiune, Curtea de fond a făcut-o numai prin analogie și numai ca o argumentare în plus și de aceea nu poate constitui omisiune esențială, nediscutarea apărării recurentei bazată pe dispozițiile art. 1554 c. civ. (Cas. I.

dec. 2967 din 7 Iunie 1926, Jurispr. Gen., 1926, No. 1528).

**24.** Dacă în principiu este adevărat că un comoștenitor nu poate revendica întreaga succesiune sau o parte determinată din succesiune, atât timp cât starea de indiviziune continuă și el nu și-a consolidat în mod definitiv și cert dreptul său de exclusivă proprietate în masa ereditară, nu este însă mai puțin adevărat că un comoștenitor are totuși în virtutea acestei calități un drept de proprietate asupra unei cote-părți din fiecare bun ce compune succesiunea.

Această cotă-parte poate fi realizată și determinată față de oricine ar deține un bun succesoral, invocând un drept de proprietate.

Deci într'un astfel de caz un coerede, poate, în baza dreptului ce-i conferă calitatea sa de succesori, și potrivit art. 644 din codul civil, să ceară pe calea unei acțiuni în revendicare să i se recunoască dreptul său de proprietate pentru partea sa indiviză din imobil. (Cas. I. 3591 din 22 Sept. 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1878).

**25.** A se vedea: art. 117, nota 7; art. 494, nota 9; art. 729, notele 2, 5 și 10; art. 785, nota 1; art. 787, nota 1; art. 1825 nota 1.

**Art. 787.** — Coerezii sunt datori garanți unul către altul numai despre turburările și evicțiunile <sup>1)</sup> ce proced dintr'o cauză anterioară împărțelei.

Garanția încetează când o evicțiune a fost exceptată anume, printr'o clauză expresă a actului de împărțeală, sau când evicțiunea a fost cauzată din greșala eredelui. (Civ. 786, 788, 789, 998, 999, 1337 urm., 1351, 1399, 1530, 1737 § 3, 1741; Civ. Fr. 884).

*Text. fr. Art. 884.* — Les cohéritiers demeurent respectivement garants, les uns envers les autres, des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 255; *Despre ipoteci*, p. 177;  
MARINESCU-BOLINTIN ST., *Notă sub Cas. II, 406 din 6 Oct. 1924*, Pand. Rom. 1926, I, 158;  
PLATON N. P., „Cum își valorifică în justiție moștenitorul diligent dreptul său, când comoștenitorii săi rămân în inacțiune“, Curier Jud. 21/1925.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Amenințare 21.  
Apel 34.  
Aprecieri suverană 36, 37.  
Avânzi-cauză 6.  
Bunuri 3.  
Cauză anterioară împărțelei 8, 27.

Cauză posterioară împărțelei 9.  
Clauză expresă de nezarantție 28, 29, 30, 30 bis, 31.  
Convențiune 1, 19, 26 - 31.  
Coprorietate 2.  
Corespondență 29.

Creditori 12.  
Culpă 32-37.  
Definiție 11, 23.  
Deposdare 12.  
Derogare 28.  
Drept personal 18.  
Drept real 18.  
Evicțiune 7, 8, 9, 11-17, 19-21, 27-32.  
Exceptare 28.

Executare silită 12.  
Forță majoră 11.  
Garanție 1 urm.  
Garanție de drept 10.  
Greșală 32-37.  
Hotărâre 1, 19, 34.  
Împărțeală 1 urm.  
Inscripție 33.  
Insolvabilitate 33.  
Întinderea imobilelor 25.

1) Asupra evicțiunei, a se vedea art. 1337 Cod. Civil.

Intreruperea prescripției 35, 36.  
 Ipotecă 12, 33.  
 Locațiune 18.  
 Majori 4.  
 Minori 4.  
 Neglijență, a se vedea cuvântul: „Greșeală”.  
 Omissione 33.  
 Partaj 1 urm.  
 Prescripție 35, 36.  
 Prejudeciu 11, 14j.  
 Reciprocatate 25.  
 Reînnoirea inscripției 33.

Reprezentanți 6.  
 Revendicare 12.  
 Scrisori 29.  
 Servitute 13—17.  
 Succesiune ab intestat 5.  
 Succesori universali 4.  
 Suve ană apreciere 36, 37.  
 Testament 5.  
 Tulburare 8, 18, 20, 22, 23, 27.  
 Urmărire silită 12.  
 Uzufuct 18.  
 Vicii ascunse 24.  
 Vicii redhibitorii 24.

### Doctrină.

**1.** Garanția copărtașilor prevăzută de art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), își găsește aplicație atât în cazul când împărțeala s'a făcut prin bună înțelegere cât și în cazul când ea a avut locul prin justiție. (Demolombe, XVII, No. 541; Dalloz, Rép. Succession, No. 2159; Suppl., Succession, No. 1385; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3425, 3435; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 809, nota 4).

**2.** Garanția prevăzută de art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.) se aplică tuturor coproprietarilor cari s'au împărțit iar nu numai comostenitorilor. (Pothier, Successions, VIII, p. 189; Duranton, VII, No. 523; Chabot, Successions, II, Art. 884, No. 9; Demolombe, XVII, No. 350; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 809, 811; IX, p. 530).

**3.** Deasemenea garanția prevăzută de art. 848 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), își găsește aplicațiunea la toate bunurile de orice natură cari au făcut obiectul împărțealei. (Demolombe, XVII, No. 541; Dalloz, Rép. Suppl., Succession, No. 1385; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3425, 3435; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 809, nota 4).

**4.** Obligația de garanție și dreptul la garanție incumbă și se cuvine tuturor moștenitorilor universali sau cu titlu universal, majori sau minori. (Demolombe, XVII, No. 341; Dalloz, Rép. Succession, No. 2159, 2140, 2141; Suppl., Succession, No. 1385; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3425, 3435; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 809, nota 4).

**5.** Dispozițiunile art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât moștenitorilor abintestat, cât și moștenitorilor testamentari. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 809).

**6.** Acțiunea în garanție poate fi exercitată de reprezentanții și avânzii-cauză ai moștenitorului deoarece nu constituie o acțiune exclusiv personală. (Demolombe, XVII, No. 350, 341; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 569, 571. Dalloz, Rép. Succession, No. 2142; Suppl., Succession, No. 1385; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3426; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 881, nota 2).

**7.** Deoarece obligația de garanție produce efecte ordinare, copărtașii nu se pot evinge între ei. (Huc, V, No. 455; Baudry

et Wahl, Successions, III, No. 3415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 818).

**8.** Potrivit dispozițiunilor art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), comostenitorii sunt garanți unul către altul numai pentru tulburările și evicțiunile ce proced dintr'o cauză anterioară împărțealei. (Demolombe, XVII, No. 344; Mourlon, II, No. 488; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 226 bis, II; Dalloz, Rép., Succession, No. 2145; Suppl., Succession, No. 1387; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3406, 3420; Planiol, III, No. 2415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 813, 814, 818; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 795; Traian Ionașcu, p. 247).

**9.** În cazul când evicțiunea procede dintr'o cauză posteroară împărțealei, garanția nu mai are loc chiar în caz de forță majoră. (Demolombe, XVII, No. 344; Mourlon, II, No. 488; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 226 bis, II; Dalloz, Rép. Succession, No. 2145, 2147; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3406, 3420; Planiol, II, No. 2415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 815; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 795; Traian Ionașcu, p. 247).

**10.** Garanția prevăzută de art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), există de drept și nu este nevoie ca să fie stulată în actele de împărțeală. (Demolombe XVII, No. 341; Dalloz, Rép. Succession, No. 2146; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3425, 3435; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 809, nota 4).

**11.** Prin evicțiune se înțeleg toate cauzele de pierdere sau prejudiciu suferite de copărtași, în afară de cazurile fortuite. (Demolombe, XVII, No. 535; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 226 bis II; Dalloz, Rép., Succession, No. 2149; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3590; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 811, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 793).

**12.** Astfel sunt considerate ca niște cauze de evicțiune deposedarea comostenitorilor în urma unei acțiuni în revendicare sau urmărirea silită a imobilului exercitată de un creditor ipotecar al defunctului. (Demolombe, XVII, No. 535; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 226 bis II; Dalloz, Rép. Succession, No. 2149; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3590; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 811, nota 5; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 795; Traian Ionașcu, p. 246).

**13.** Deasemenea este considerată ca o evicțiune parțială, existența unei servituti nedeclarată. (Demolombe, XVII, No. 535 urm.; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 226 bis II; Dalloz, Rép., Succession, No. 2150; Laurent, X, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 811, nota 5, 814, nota; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 795).

**14.** Dacă servitutea a fost cunoscută

sau a putut fi cunoscută de comostenitor în momentul facerii împărțelei, ea nu constituie o evicțiune, deoarece paguba ce rezultă din exercitarea servituții, a trebuit să fie scăzută din valoarea imobilului. (Demolombe, XVII, No. 356, 357; Mourlon, II, No. 489; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, text și notele 37, 38, p. 570; Dalloz, Rép., Succession, No. 2160; Suppl., Succession, No. 1589; Laurent, X, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 814, nota, 818).

**15.** Această situațiune are loc în cazul când imobilul este grevat de servituți legale, cum ar fi servitutea de trecere pentru exploatarea unui loc înfundat. (Pothier, Successions, VIII, p. 191; Demolombe XVII, No. 356, 357; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 570; Dalloz, Rép., Succession, No. 2155; Suppl., Succession, No. 1589; Laurent, X, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 814, nota).

**16.** Deasemenea în cazul unor servituți aparente. (Demolombe, XVII, No. 356, 357; Mourlon, II, No. 489; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 570; Dalloz, Rép., Succession, No. 2160; Soppl., Succession, No. 1589; Laurent, X, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 814, nota, 818).

**17.** În cazurile de mai sus, când servituțiile au fost cunoscute sau au putut fi cunoscute de către comostenitor la facerea împărțelei, acțiunea în garanție nu își mai găsește aplicațiunea, fără să fie nevoie de stipularea unei clauze exprese de negaranție. (Demolombe XVII, No. 356, 357; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 570; Dalloz, Rép., Succession, No. 2160; Laurent, X, No. 445).

**18.** Copărtașul nu are acțiune în garanție în cazul când este tulburat în virtutea unui drept real sau personal, cum este un drept de uzufruct, de uz sau de locațiune, a căror existență o cunoștea în momentul când a avut loc împărțea. (Duranton, VII, No. 556; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 814, nota).

**19.** Comostenitorul are dreptul la exercitarea acțiunii în garanție, nu numai în cazul când evicțiunea rezultă din o hotărâre judecătorească, ci și în cazul când evicțiunea este consecința unei recunoașteri de bună voie. (Demolombe, XVII, No. 353; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1588; Laurent, X, No. 439; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5399; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 811, nota 3).

**20.** În principiu numai tulburarea sau evicțiunea consumată dau loc la exercitarea acțiunii în garanție. (Pothier, Vente, III, No. 637; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5404; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 815, nota).

**21.** Pentru exercitarea acțiunii în garanție nu este necesar ca evicțiunea să fi fost consumată, ci este de ajuns o amenințare serioasă de evicțiune. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2151; Comp.: De-

molombe, XVII, No. 340; Laurent, XVII, No. 441; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 815, nota).

**22.** Acțiunea în garanție nu poate fi exercitată decât în cazul tulburărilor de drept, iar nu și în cazul tulburărilor de fapt, contra cărora comostenitorul este dator să se apere singur. (Demolombe, XVII, No. 354, 358; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 392, text și nota 9, p. 375; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625 p. 570; Dalloz, Rép., Succession, No. 2148; Laurent X, No. 439; Huc, V, No. 452; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5405; Planiol, III, No. 2412; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 811, 812, 813, nota; Traian Ionașcu, p. 246).

**23.** Prin tulburare se înțelege orice împiedecare adusă în exercitarea dreptului de proprietate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 812, nota 1).

**24.** Comostenitorul nu are dreptul la acțiunea în garanție pentru viciile ascunse ale lucrurilor cari formează lotul său sau pentru vicii redhibitorii. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 392, nota 9, p. 375; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, text și nota 55, p. 573; Dalloz, Rép., Succession, No. 2152; Suppl., Succession, No. 1590; Laurent, X, No. 438; Huc, V, No. 452; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5405; Planiol, III, No. 2412; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 812, nota; Contra: Demolombe, XVII, No. 345; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 226 bis, III; Matei Cantacuzino, p. 268; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 794; Traian Ionașcu, p. 247).

**25.** Copărtașii sunt obligați să-și garanteze în mod reciproc cuprinsul, adică întinderea imobilelor împărțite, dacă întinderea este trecută în actul de împărțea. (Demolombe, XVII, No. 342; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 392, nota 9, p. 375; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 525, text și nota 42, p. 571; Laurent, X, No. 445; Huc, V, No. 452; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 812, nota; Traian Ionașcu, p. 247; Contra: Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5405).

**26.** Din dispozițiunile art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), rezultă că părțile pot conveni ca garanția de drept să fie mărită sau micșorată. (Duranton, VII, No. 524; Dalloz, Rép., Succession, No. 2157; Laurent, X, No. 437; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5409; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 817).

**27.** Comostenitorii pot conveni ca garanția prevăzută de art. 884 c. civil fr. (787 c. civil rom.) și care potrivit dispozițiunilor acestui articol își are aplicațiunea numai la cazurile când tulburările sau evicțiunile proced dintr'o cauză anterioară partajului, să fie mărită. (Duranton, VII, No. 524; Dalloz, Rép., Succession, No. 2164; Suppl., Succession, No. 1594; Laurent, X, No. 437; Baudry et

Wahl, Successions, III, No. 3409; Alexandresco ed. 2-a, III, partea II, p. 817).

**28.** Potrivit dispozițiilor art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), garanția încețază când o evicțiune a fost exceptată anume printr-o clauză expresă a actului de împărțeață. Potrivit acestui articol, pentru ca să înceteze garanția, trebuie ca specia de evicțiune suferită să fi fost exceptată prin o clauză particulară și expresă a actului de împărțeață. (Demolombe, XVII. No. 347, 348; Mourlon, II, No. 489; Massé et Vergé sur Zachariae II, § 592, nota 16, p. 397; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 227 bis, I; Marcadé, art. 884; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, nota 47, p. 572; Dalloz, Rép., Succession, No. 2159; Suppl., Succession, No. 1592; Laurent, X, No. 453, 454; Huc, V, No. 455; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3410, 3411; Planiol, III, No. 2414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 816, text și nota 5, 818; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 796; Traian Ionașcu, p. 248).

**29.** Clauza expresă de negaranție poate rezultă nu numai din actul de împărțeață ci și din alte acte, cum ar fi corespondența părților. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3412; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 818).

**30.** Nu este valabilă o clauză generală de încetarea garanției pentru orice fel de specie de evicțiune. (Demolombe, XVII. No. 347; Mourlon, II, No. 489; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 592, nota 16, p. 397; Marcadé, art. 884; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 227 bis, I; Dalloz, Rép., Succession, No. 2158; Suppl., Succession, No. 1592; Laurent, X, No. 455; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3410; Planiol, III, No. 2414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 816, text și nota 5; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 796).

**30 bis.** Clauza de negaranție pentru evicțiune nu poate fi subînțeleasă sau tacită. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1592; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 816, nota 5).

**31.** Potrivit principiului de drept că clauza de negaranție nu poate fi subînțeleasă, cunoștința pe care ar fi avut-o moștenitorul, înainte de împărțeață, despre cauza de evicțiune, nu dispensează pe comostenitori de obligația de garanție. (Demolombe, XVII. No. 348; Mourlon, II, No. 489; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 592, nota 16, p. 397; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, nota 47, p. 572; Dalloz, Rép., Succession, No. 2159; Laurent, X, No. 454; Huc, V, No. 455; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3411; Planiol, III, No. 2414; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 816, nota 5).

**32.** Potrivit dispozițiilor art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), garanția încețază când evicțiunea a fost cauzată prin faptul sau greșala comostenitorului. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2165; Alexan-

dresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 817, 818; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 796; Traian Ionașcu, p. 247, 248).

**33.** Astfel garanția încetează în cazul când comostenitorul a omis să ceară reînnoirea inscripției ipotecare și debitorul a devenit insolubil. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2165; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 817; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 796).

**34.** Deasemenea când comostenitorul a neglijat să declare apel în contra unei hotărâri condamnatoare și când comostenitorii aveau mijloace suficiente pentru admiterea apelului și respingerea cererii. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2165; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 817, nota 1).

**35.** Deasemenea când comostenitorul a lăsat să se îndeplinească o prescripție, fără să o întrerupă. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2166; Laurent, X, No. 442; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3407; Planiol, III, No. 2415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 815, 816, 817; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 795; Traian Ionașcu, p. 248).

**36.** În cazul când prescripțiunea începuse a curge înainte de împărțeață și ea s'a îndeplinit după această operațiune, foarte puține zile, tribunalele vor aprecia dacă moștenitorul a avut suficient timp ca să facă să se întrerupă prescripția. (Duranton, VII. No. 531; Demolombe, XVII. No. 354; Chabot, Successions, II, art. 884, No. 6; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 569, 570; Dalloz, Rép., Succession, No. 2166; Huc, V, No. 453; Contra: Laurent, X, No. 442; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3407; Planiol, III, No. 2415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 815, 816, 817).

**37.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă moștenitorul este sau nu în culpă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 817, nota 1).

### Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Neplata, în termenul statornicit de lege, a taxelor de înregistrare și de portări de către adjudecator, fiind o chestiune care privește drepturile fiscoșului, nu se poate sancționa cu revinderea în cont. Singurul efect ce ar avea neîndeplinirea din partea adjudecatorului a înderării de a achita aceste taxe, ar fi că acesta n'ar putea obține eliberarea ordonanței de adjudecare. Soluțiunea prezentă se impune cu atât mai mult în cazul unui adjudecator copărtaș, cu cât revinderea în contul său nu este admisibilă nici chiar pentru neplata prețului în termen. (Cas. II, 406 din 6 Oct. 1924. Pand. Rom. 1926, I, 158).

**2.** A se vede: art. 786, nota 1.



**Art. 788.** — Fiecare din erezi este obligat, în proporțiune cu partea sa ereditară, a despăgubi pe coeredele său de paguba ce a suferit din cauza evicțiunei.

Când unul din coerezi va fi insolubil, partea ce el este dator a contribui, se va împărți între eredele garantat și între ceilalți coerezi. (Civ. 779, 787, 789, 1737 § 3, 1741; Civ. Fr. 885).

*Text. fr. Art. 885.* — Chacun des cohéritiers est personnellement obligé en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être également répartie entre le garanti et tous les cohéritiers solvables.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Acceptare sub beneficiu de inventar 4, 5, 6.	Deschiderea succesiunei 11.
Acțiune în garanție 1, 11, 14.	Despăgubiri 1, 3—10, 15.
Acțiune personală 10.	Egalitate 2.
Bani 1, 3.	Evicțiune 1 urm.
Beneficiu de inventar 4, 5, 6.	Garanție 4, 11, 14.
Calcularea despăgubirei 3, 9.	Imbunătățiri 12.
Căstig 12.	Împărțeală 1 urm.
Cheltueli 12, 13.	Insolabilitate 15.
Cheltueli necesare 12.	Partaj 1 urm.
Cheltueli voluptuoare 13.	Prejudiciu 1 urm.
Competență 11.	Prescripție 14.
	Rezoluțiune 1, 2.
	Tulburare 14.

Doctrină.

**1.** Garanția la care sunt obligați copărtașii față de copărtașul lor care a suferit o evicțiune, nu aduce rezoluțiunea împărțelei, ci numai plata unei despăgubiri în bani. (Demolombe, XVII, No. 359; Mourlon, II, No. 495; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 228, 251 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 571; Dalloz, Rép., Succession, No. 2168; Suppl., Succession, No. 1395; Laurent, X, No. 446; Huc, V, No. 456; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3416; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 819).

**2.** După altă părere, în caz de evicțiune totală sau aproape totală a unui dintre copărtași, împărțeala va trebui să fie făcută din nou, deoarece numai astfel se poate restabili egalitatea între copărtași, care a fost distrusă prin evicțiune. (Rolland de Villargues, Répertoire, Eviction, No. 58; Partage, No. 288; Vazeille, Successions, I, Art. 885, No. 1, 2).

**3.** Despăgubirea ce se va acorda copărtașului evins va trebui să consiste totdeauna în bani iar nu în lucruri de ale succesiunei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 819, 920; Comp.: C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 798).

**4.** Obligația de a despăgubi pe copărtașul evins incumbă și moștenitorului beneficier, deoarece și el este moștenitor. (Demolombe, XVII, No. 366; Laurent, X, No. 451; Baudry et Wahl, Successions, II,

No. 1226, 1540; III, No. 5425; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 822).

**5.** Moștenitorul beneficier va fi obligat după o părere, ca și ceilalți comostenitori, la plata despăgubirii în proporție cu partea sa ereditară, ultra vires emolumentii. (Laurent X, No. 451; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 1226; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 822).

**6.** După altă părere, moștenitorul beneficier va fi obligat la plata despăgubirii intra vires emolumentii, el neputând fi obligat la garanție cu bunurile sale personale, ci numai cu bunurile succesiunei. (Demolombe, XVII, No. 367; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 228 bis, IV).

**7.** Despăgubirea copărtașului evins se va împărți între toți copărtașii, chiar și copărtașul evins. (Demolombe, XVII, No. 364; Mourlon, II, No. 494; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 228 bis, II; Laurent, X, No. 450; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 821; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 794).

**8.** Despăgubirea cuvenită comostenitorului evins de bunul căzut în lotul său, se va calcula, după o părere, după valoarea bunului din momentul evicțiunei, deoarece aceasta este paguba ce a suferit prin evicțiune. (Duranton, VII, No. 546; Demolombe, XVII, No. 363; Mourlon, II, No. 495; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 228 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, text și nota 45, p. 571; Dalloz, Rép., Succession, No. 2169; Suppl., Succession, No. 1396; Huc, V, No. 456; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3418; Planiol, III, No. 2415; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 820, 821; IX, p. 530, text și nota 1; C. Hamangiu, I, Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 798).

**9.** După altă părere, despăgubirea se va calcula după valoarea bunului evins din momentul împărțelei. (Pothier, Vente, III, No. 635; Vazeille, Successions, I, Art. 885, No. 3; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 592, nota 15, p. 576; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1384, 1396; Laurent, X, No. 448).

**10.** Acțiunea copărtașului în contra co-

părtașilor săi, în caz de evicțiune, este o acțiune personală iar nu reală. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 819).

**11.** Acțiunea în garanție în contra comostenitorilor în caz de evicțiune, se va introduce la tribunalul locului deschiderii succesiunii. (Daloz, Rép., Succession, No. 2174).

**12.** Cheltuelile făcute de către comostenitor cu bunul evins, vor fi suportate de către autorul evicțiunii când ele îi aduc un câștig. (Demolombe, XVII, No. 364 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, text și nota 45, p. 571; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1596; Laurent, X, No. 449; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5419; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 820, nota 2).

**13.** Copărtașul evins nu va avea dreptul la restituirea cheltuelilor voluptuoare, deoarece în acest caz se aplică principiile dreptului comun. (Demolombe, XVII, No. 364 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 821, nota).

**14.** Acțiunea în garanție în contra copărtașului în caz de evicțiune se prescrie prin trecere de treizeci ani cari curg dela data tulburării. (Daloz, Rép.,

Succession, No. 2175; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 799; Traian Ionașcu, p. 249).

**15.** Potrivit dispozițiilor art. 885 c. civ. fr. (788 c. civ. rom.), când unul dintre comostenitori este insolubil, partea de despăgubiri pe care este obligat a o plăti insolubilul, se va împărți între comostenitorul garant și toți comostenitorii solvabili. (Daloz, Rép., Succession, No. 2175; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 821; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 794; Traian Ionașcu, p. 248).

**16.** A se vedea: Art. 1757 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Despăgubirile derivate din garanția pentru evicțiune, prevăzută de art. 788 din codul civil, trebuie calculate în raport cu valoarea imobilului din momentul evicțiunii, iar nu din acela al efectuării partajului. (Judec. Ocol Plenița, 8 Iulie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1896).

**Art. 789.** — Garanția pentru solvabilitatea debitorului unei rente durează numai cinci ani dela împărțea. Această creanță <sup>1)</sup> încetează când nesolvabilitatea a luat naștere în urma împărței. (Civ. 779, 787, 788, 1133, 1350, 1392, 1398, 1639 urm., 1907; Civ. Fr. 886).

*Text. fr. Art. 886.* — La garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente ne peut être exercée que dans les cinq ans qui suivent le partage. Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue que depuis le partage consommé.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Cauză anterioară 12.	Insolvabilitate 1 urm.
Cauză posterioară 11.	Justificare 6, 7.
Cesiune 3.	Lot 1, 2, 5, 9.
Clauză de negaranție 13.	Partaj 1 urm.
Contestație 12.	Plată 8.
Convențiune 13.	Prescripție 4, 5-10.
Creanțe 2, 3, 9, 10, 11, 12.	Rate 8.
Derogare 5, 6, 7, 9, 10.	Rentă 1 urm.
Evicțiune 4, 12.	Solvabilitate 1 urm.
Exigibilitate 11.	Termin 11.
Garanție 1 urm.	Venituri 7, 8.
Împărțea 1 urm.	

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 886 c. civ. fr. (789 c. civ. rom.) sunt privitoare la cazul când o rentă a fost pusă în lotul unuia dintre copărtași. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 823; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 797; Traian Ionașcu, p. 249).

**2.** Cu toate că art. 886 c. civ. fr. (789

c. civ. rom.) vorbește numai de rente, totuși dispozițiunile sale se aplică și la creanțe, așa încât garanția solvabilității debitorului are loc și pentru creanțele ordinare cari fac parte din lotul unui mostenitor. (Demolombe, XVII, No. 541, 546; Aubry et Rau, ed. 5-a, III, § 265, nota 22 bis, p. 290; Daloz, Rép., Succession, No. 2177; Suppl., Succession, No. 1599; Laurent, X, No. 444; Huc, V, No. 457; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5402, 5406; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, I, No. 612; Guillouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 506; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 824; Traian Ionașcu, p. 247).

**3.** Contrar ca la cesiunea de creanță, garanția prevăzută de art. 886 c. civ. fr. (789 c. civ. rom.), se întinde chiar asupra solvabilității actuale a debitorului, iar nu numai asupra existenței dreptului cedat. (Demolombe, XVII, No. 541; Mourlon, II, No. 497; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 250 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a,

<sup>1)</sup> Din eroare se zice aici „creanță“ în loc de „garanție“ cum de altfel este și în textul francez.

VI, § 625, p. 570; Dalloz, Rép., Succession, No. 2177; Suppl., Succession, No. 1399; Pont, Petits contrats, I, No. 263; Laurent, X, No. 444; Huc, V, No. 457, 458; Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances, I, No. 525 urm.; Planiol, III, No. 2417; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 823; Traian Ionașcu, p. 247).

**4.** Acțiunea în garanție, în regulă generală, se prescrie prin trecere de treizeci de ani care încep a curge din momentul evicțiunii. (Demolombe, XVII, No. 375; Mourlon, II, No. 498; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 230 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 572; Laurent, X, No. 457; Huc, V, No. 459; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3428; Planiol, III, No. 2417; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 824, text și nota 2; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 799; Traian Ionașcu, p. 249).

**5.** Prin art. 886 c. civ. fr. (789 c. civ. rom.) se face o derogare dela dreptul comun în privința rentelor căzute în lotul unuia dintre copărtași, prevăzându-se că acțiunea în garanție se prescrie prin trecere de cinci ani cari curg dela facerea împărțelii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 825; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 797, 799, Traian Ionașcu, p. 249).

**6.** Această derogare dela dreptul comun, după o părere, nu are nici o justificare. (Demolombe, XVII, No. 375; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 230 bis, IV; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 825).

**7.** După altă părere, această derogare se justifică prin apropierea art. 886 c. civ. fr. (789 c. civ. rom.) de art. 2277 c. civ. fr. (1907 c. civ. rom.) potrivit căruia, veniturile rentelor se prescriu prin trecere de cinci ani. (Duranton, VII, No. 541; Marcadé, Art. 886).

**8.** Dispozițiunile art. 886 c. civ. fr. (789 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar în cazul când în cei cinci ani dela împărțea copărtașul a primit în mod regulat ratele rentei. (Demolombe, XVII, No. 375; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1398; Huc, Cession des créances, I, No. 561).

**9.** Cu toate că garanția solvabilității debitorului are loc nu numai în privința rentelor, ci și în privința creanțelor ordinare, cari fac parte din lotul unui moștenitor,

totuși derogările prevăzute de art. 886 c. civ. fr. (789 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la rente. (Duranton, VII, No. 542, 545; Demolombe, XVII, No. 378; Mourlon, II, No. 498; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 230 bis, V; Marcadé, Art. 886; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, text și nota 51, p. 572, 573; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1399; Laurent, X, No. 457; Huc, V, No. 459; Cession des créances, II, No. 258 urm.; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3431; Planiol, III, No. 2417; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 825, 826).

**10.** Prin urmare, potrivit acestor principii, acțiunea în garanție privitoare la creanțele ordinare se prescrie prin trecere de treizeci ani. (Duranton, VII, No. 542, 545; Demolombe, XVII, No. 378; Mourlon, II, No. 498; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 230 bis, V; Marcadé, Art. 886; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 625, p. 572, 573; Dalloz, Rép., Succession, No. 2182; Laurent, X, No. 457; Huc, V, No. 459; Cession des créances, II, No. 258 urm.; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3431; Planiol, III, No. 2417; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 825; C. Hamangiu, I. Rosetti-Bălănescu și Al. Băicoianu, III, No. 797).

**11.** Potrivit dispozițiunilor art. 886 partea finală c. civ. fr. (789 partea finală c. civ. rom.), în cazul când creanța nu eră ajunsă la termen și insolabilitatea a luat naștere în urma împărțelii, însă înaintea exigibilității, garanția încetează. (Mourlon, II, No. 497; Dalloz, Rép., Succession, No. 2178; Planiol, III, No. 2417; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 825).

**12.** Pentru ca dispozițiunile art. 886 partea finală c. civ. fr. (789 partea finală c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea trebuie ca neplata să fie provenită din insolabilitatea debitorului; în cazul când debitorul contestă creanța, cauza de evicțiune fiind anterioară împărțelii, garanția este datorită. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2178).

**13.** În cazul când în actul de împărțea s'a prevăzut o clauză de negaranție pentru nesolvabilitatea debitorilor, această clauză nu privește solvabilitatea dinainte de împărțea dacă nu prevede anume cari sunt debitorii insolvabili. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2179).

#### Secțiunea V. — Despre desființarea sau resciziunea împărțelii.

**Art. 790.** — Împărțelile pot fi desființate pentru violență sau dol<sup>1)</sup>.

Pentru o simplă omisiune a unui din obiectele succesiunii nu se strică împărțea; se face numai un supliment de împărțea pentru obiectul omis. (Civ. 792, 793, 796, 798 urm., 953, 955 urm., 960, 961, 1165, 1900; Civ. Fr. 887).

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 887, adaugă: „Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établi, à son préjudice, une lésion de plus du quart”.

*Text fr. Art. 887.* — Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart. La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 144;

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 168;

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Act de administrație 59.	Instrăinare 50, 54—58.
Acțiune 20, 23.	Interes 62.
Acțiune oblică 66.	Intervenție 66.
Anulare 1—5, 9, 11—15,	Interzis 22, 23.
18—22, 24, 25, 27—33, 37,	Invocare 61, 62, 63.
40, 46, 48—66.	Leziune 22, 23, 25, 26 41.
Arendare 59.	Locațiune 59.
Autorizație 24.	Lot 19.
Bună credință 50, 53 54.	Major 25.
Bunuri străine 33, 34, 35.	Mandat 59.
Calitate 32.	Manopere dolozive 13, 40.
Capacitate, a se vedea cu-	Minor 22, 23.
vântul: „Incapacitate“ și	Mobile 50.
65.	Nulitate, a se vedea cu-
Cauză 6.	vântul: „Anulare“.
Cesiune 60.	Nulitate absolută 62.
Competență 27.	Nulitate relativă 61, 63.
Confirmare 9, 10.	Obiect 6.
Consimțământ 6, 13.	Omisune 42, 45, 46, 64.
Convenție 1, 2, 3, 21.	Opozabilitate 23.
Creditori 66.	Opoziție 66.
Desființare, a se vedea cu-	Part 18, 27.
vântul: „Anulare“.	Partaj 1 urm.
Degradări 52.	Prejudiciu 11, 18, 19, 31.
Dol 3, 5, 11—14, 17—21,	Prescripție 10.
25, 40, 46, 56.	Probă 17, 18.
Domiciliu 27.	Raport 49, 50, 51, 52.
Dovadă 17, 18.	Ratificare 9, 10.
Drepturi reale 55, 56.	Rectificare 36, 38, 39.
Efecte 48—60.	Reședință 27.
Efect retroactiv 55, 56,	Reticentă 13.
58, 60.	Rezoluțiune 47.
Evicțiune 57.	Sufliment de împărțeală
Femeie măritată 24.	43, 45.
Formalități 3, 5, 20, 22, 23,	Sustragere 46.
24, 25.	Temere 16.
Fructe 53, 54.	Terță persoană 33, 34, 35,
Garanție 34, 35, 57.	43, 44.
Hotărâre 21, 28.	Tutor 22, 23.
Îmbunătățiri 52.	Valoare 41.
Imobile 55, 56.	Venituri 60.
Împărțeală 1 urm.	Vindere-cumpărare, a se
Incapacitate 3, 5, 25, 63.	vedea cuvântul: „In-
Inchiriere 59.	străinare“.
Indivizibilitate 14.	Violență 3, 5, 11, 12, 15—
Inexistență 2, 6—10, 42,	21, 25, 56.
44, 64.	

### Doctrină.

**1.** Împărțeala fiind o convențiune, este supusă ca orice convențiune, acelorăș cauze de anulare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 828).

**2.** Împărțeala fiind un act juridic poate fi inexistentă sau numai anulabilă. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1400; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 829).

**3.** Convențiunile în genere pot fi anulate pentru eroare, violență, dol, incapacitate și neobservarea formelor prevăzute

de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 829).

**4.** Cu toate că art. 887 c. civ. fr. (790 c. civ. rom. prevede numai anumite cauze de nulitate, totuși, mai sunt și alte cauze de nulitate, cari pot determina facearea unei noi împărțeli. (Daloz, Rép., Succession, No. 2185; Suppl., Succession, No. 1400; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 829).

**5.** În dreptul civil român, singurele cauze cari pot să aducă desființarea împărțeli, sunt: 1) dolul; 2) violența; 3) incapacitatea unuia dintre copărtași; 4) neobservarea formelor prevăzute de lege (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea 2, p. 835).

**6.** Împărțeala este inexistentă când îi lipsește una din condițiunile esențiale la facerea ei și anume: consimțământul, obiectul și cauza. (Demolombe, XVII. No. 387; Mourlon, II, No. 1482 urm.; Laurent, X. No. 465 urm.; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 829).

**7.** Împărțeala este inexistentă când s'ar împărți o succesiune care nu a existat în realitate. (Laurent, X, No. 465; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 850).

**8.** Inexistența împărțeli are loc de drept și nu trebuie dobândită dela justiție; de câte ori se va produce în justiție un act de împărțeală inexistent, justiția va declara că împărțeala nu a avut niciodată ființă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 850, text și nota 4).

**9.** Împărțeala inexistentă nu poate fi confirmată deoarece numai actele anulabile pot fi confirmate, iar nu și cele cari nu au avut niciodată ființă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 850, 851).

**10.** Prescripția prevăzută de art. 1504 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), nu-și găsește aplicațiunea la împărțelile inexistente, deoarece această prescripțiune constituie o confirmare tacită și actele inexistente nu pot fi confirmate. (Mourlon, II, No. 1484; Laurent, X, No. 1464; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 851, 848).

**11.** Pentru ca dolul sau violența să aducă desființarea împărțeli, trebuie ca moștenitorul care invoacă motivul de nu-

litate, să fi încercat un prejudiciu. (Demolombe, XVII, No. 409; Dalloz, Rép., Succession, No. 2184; Laurent, X, No. 468; Huc, V, No. 460).

**12.** Pentru ca dolul și violența să poată duce la desființarea împărțelei, trebuie să intrunească caracterele prevăzute de art. 1111 și urm. c. civ. fr. (955 urm. c. civ. rom.), potrivit dreptului comun. (Laurent, X, No. 468; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3457; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 837).

**13.** Simpla reticență nu poate constitui un dol, ci pentru ca să existe dol, se cere ca ascunderea activului succesiunii să fie urmat de manopere dolosive, pentru a se obține un consimțământ la facearea împărțelei, care nu s'ar fi dat dacă nu s'ar fi întrebuințat aceste manopere. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3458; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 857).

**14.** Pentru ca dolul să poată duce la desființarea împărțelei, trebuiește ca el să emane dela părțile contractante; dacă dolul emană numai dela una dintre părți, nu se poate desființa împărțeala, deoarece ea este indivizibilă. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3458; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 857).

**15.** Violența ori dela cine ar emană constituie totdeauna o cauză de desființarea a împărțelei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 857).

**16.** Temerea de introducerea unui proces nu poate constitui o violență care să aducă desființarea împărțelei. (Baudry et Wahl, Successions, III, p. 758, nota 7; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 857).

**17.** Dovada dolului și violenței se va putea face de partea care le invoacă, prin orice mijloace de probă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 858).

**18.** Moștenitorul care cere desființarea împărțelei pentru dol sau violență, nu este obligat însă să facă dovada prejudiciului, ci pârâtul va fi obligat să probeze că nu există prejudiciu. (Demolombe, XVII, No. 409; Dalloz, Rép., Succession, No. 2185; Laurent, X, No. 468; Huc, V, No. 460).

**19.** Pentru a se putea cere desființarea împărțelei pentru dol sau violență nu este necesar ca prejudiciul încercat să fie mare ci este de ajuns ca să existe un prejudiciu mic, cum ar fi în cazul când în lotul reclamantului nu s'au pus valori de diferite naturi în aceeași proporțiune ca în loturile celorlalți copărtași. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2186).

**20.** Acțiunea în nulitate a împărțelei pentru cauza de dol sau violență va fi formulată potrivit dreptului comun. (Demolombe, XVII, No. 409; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1401; Laurent, X, No. 468; Huc, V, No. 460).

**21.** Dolul sau violența aduc desființarea atât a împărțelei judiciare, cât și a împărțelei făcută prin bună înțelegere, deoarece legea nu face nici o deosebire.

(Demolombe, XVII, No. 584, 585; Mourlon, II, No. 499; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 241 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1401; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3457; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 828, 829, 838).

**22.** Împărțeala făcută de către tuturul unui minor sau al unui interzis, fără îndeplinirea formelor prevăzute de lege, este anulabilă fără să fie nevoie de dovedit leziunea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 835).

**23.** Împărțeala făcută de către tuturul unui minor sau interzis în limitele mandatului său legal și cu îndeplinirea tuturor formelor prevăzute de lege nu mai poate fi atacată de minor sau interzis nici pentru leziune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 835, 836).

**24.** Împărțeala făcută cu o femeie măritată, fără să fi fost autorizată, este anulabilă, deoarece nu s'au îndeplinit formele cerute de lege pentru completarea capacității sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 835).

**25.** În dreptul civil român împărțeala nu poate fi desființată în privința majorilor pentru cazuri de leziune, după cum este admis în dreptul civil francez, așa încât acțiunea în anulare și acțiunea în resciziune a împărțelei este una și aceeași acțiune care are de scop desființarea împărțelei pentru cauzele admise de lege, adică dol, violență, incapacitate sau neîndeplinirea formelor cerute de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 829, nota 4).

**26.** În codul civil român leziunea nu este o cauză de anularea împărțelei, în privința persoanelor capabile, deoarece în art. 790 c. civ. rom., nu s'a reprodus alineatul al doilea partea întâia, din art. 887 c. civ. francez. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 832, 835).

**27.** În dreptul român, contrar ca în dreptul francez, acțiunea de desființarea a împărțelei, trebuiește introdusă înaintea tribunalului domiciliului sau reședinței pârâtului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 849).

**28.** Acțiunea de desființare trebuiește judecată față cu toți copărtași, deoarece în caz de admiterea acțiunii, se va proceda la o nouă împărțeală. (Demolombe, XVII, No. 457; Dalloz, Rép., Succession, No. 2545; Laurent, X, No. 497; Huc, V, No. 469; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 849).

**29.** Eroarea în materie de partaj, produce aceleași efecte ca și la celelalte acte juridice, cu toate că art. 887 c. civ. fr. (790 c. civ. rom.) nu o prevede ca o cauză de nulitate. (Demolombe, XVII, No. 392 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 627, p. 574; Dalloz, Rép., Succession, No. 2210, 2211; Suppl., Succession, No. 1412; Laurent, X, No. 471; Huc, V, No. 461).

**30.** Împărțeala poate fi desființată a-

tât în caz de eroare de drept, cât și în cazul de eroare de fapt. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1412)

**31.** Ca și în materie de dol sau violență, eroarea nu va aduce desființarea împărțelii, decât în cazul când cel care cere desființarea a încercat un prejudiciu. (Daloz, Rép., Succession, No. 2214).

**32.** Partajul poate fi anulat când a existat eroare asupra calității succesibilului. (Daloz, Rép., Succession, No. 2211; Suppl., Succession, No. 1414; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 830).

**33.** În cazul când s'au cuprins la împărțeală bunuri cari nu aparțineau succesiunii, ci aparțineau unuia dintre copărtași sau unui terț, după o părere împărțeala va fi anulată. (Demolombe, XVII, No. 398; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 231 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 5, p. 575; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1416).

**34.** După altă părere împărțeala va fi anulată numai în cazul când s'au cuprins în împărțeală bunuri cari aparținut unui terț, în cazul însă când s'au cuprins bunuri cari aparțineau unuia dintre copărtași, copărtașul acesta va avea numai dreptul la acțiunea în garanție. (Daloz, Rép., Suppl., Successions, No. 1416; Laurent, X, No. 474, 475).

**35.** După a treia părere, atât în cazul când la împărțeală s'au cuprins bunuri de ale unei terțe persoane cât și în cazul când s'au cuprins bunuri de ale unui copărtaș nu se poate cere anularea împărțelii, ci este dreptul numai la acțiunea în garanție. (Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1416; Huc, V, No. 461; Comp.: Planiol, III, No. 2419; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 830, nota 2, 834, nota 5).

**36.** În cazul când cu ocazia împărțelii s'au comis erori materiale, nu se poate cere anularea împărțelii, ci se vor rectifica numai erorile comise. (Demolombe, XVII, No. 416; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1419; Laurent, X, No. 477; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 830, nota 2, 834).

**37.** În cazul când unul dintre copărtași a luat la împărțeală o parte mai mică decât aceea la care avea dreptul, împărțeala poate fi anulată pentru cauză de eroare. (Demolombe, XVII, No. 406; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 225 bis, III, 231 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 26, p. 575; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1414; Huc, V, No. 465).

**38.** După altă părere, în cazul când s'a determinat greșit partea care se cuvine fiecărui copărtaș se va rectifica eroarea făcută. (Duranton, VII, No. 555; Laurent, X, No. 465; Planiol, III, No. 2419; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 830, nota 2, 834).

**39.** În dreptul civil român, eroarea nu este o cauză de anulare a împărțelii, deoarece cele mai adeseori, eroarea va

putea fi reparată fără a se cere anularea împărțelii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 833, 834).

**40.** Dacă eroarea este rezultatul unor manopere frauduloase întrebuintate de unul din copărtași, în acest caz există dol. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 835).

**41.** În cazul când eroarea este privitoare la valoarea bunurilor împărțite, ea se reduce la simpla leziune și în dreptul civil român, leziunea nu este o cauză de anulare a împărțelii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 835).

**42.** În cazul când unul dintre copărtași a fost omis dela împărțeală, se va proceda la facerea unei noi împărțeli, de oarece împărțeala efectuată este inexistentă. (Demolombe, XVII, No. 388, 400, 406; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 26, p. 575; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 225 bis, III, 231 bis; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1414; Laurent, X, No. 290, 464, 465; Huc, V, No. 465; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 829).

**43.** În cazul când la împărțeală a luat parte o terță persoană care nu eră copărtaș, nu se va desființa împărțeala, ci se va face un supliment de împărțeală împărțindu-se și porțiunea ce o luase terța persoană, între toți copărtașii. (Duranton, VII, No. 555; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, p. 575; Daloz, Rép. Succession, No. 2210; Suppl., Succession, No. 1414; Laurent, X, No. 464; Huc, V, No. 462; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 830, nota 1).

**44.** După altă părere, în cazul când la împărțeală a luat parte o terță persoană căreia pe nedrept i s'a atribuit calitatea de copartaș, împărțeala este inexistentă. (Demolombe, XVII, No. 388, 401).

**45.** Potrivit dispozițiilor art. 837 partea finală c. civ. fr. (790 partea finală c. civ. rom.), omisiunea unuia dintre obiectele succesiunii nu aduce desființarea împărțelii, ci se va face un supliment de împărțeală pentru obiectul omis. (Pothier, Successions, VIII, p. 195; Demolombe, XVII, No. 394; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 231 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626; Daloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1415; Laurent, X, No. 472; Huc, V, No. 464; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 834).

**46.** În cazul când obiectele omise dela împărțeală, au fost sustrase în mod fraudulos de către unul dintre copărtași, împărțeala va putea fi anulată pentru cauză de dol. (Daloz, Rép., Succession, No. 2209).

**47.** Împărțeala nu poate fi rezolvată pentru neexecutarea obligațiilor luate de copărtași. (Daloz, Rép., Succession, No. 2249).

**48.** Legea nearătând care sunt efectele desființării împărțelii, se vor aplica principiile dreptului comun, așa încât lucrurile se vor pune în starea lor de mai

înainte ca și cum nu ar fi avut loc împărțea. (Demolombe, XVII, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 858)

**49.** După desființarea împărțelei, fiecare copărtaș va aduce la masa comună lucrurile ce formează lotul său și va avea dreptul să ceară o nouă împărțea. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 838).

**50.** După desființarea împărțelei, copărtașii vor aduce la masa comună, în natură bunurile mobile dacă ele se mai află în mâna lor; dacă însă le-a înstrăinat, el va lua mai puțin din masa comună la o nouă împărțea deoarece cel ce a dobândit lucrurile mobile înstrăinate fiind de bună credință, nu poate fi obligat a le restitui potrivit dispozițiilor art. 2279 c. civ. fr. (1909 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 30, p. 585; Laurent, X, No. 510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 838).

**51.** În acest caz, dacă raportul se face prin luare mai puțin, se va aduce la masa comună valoarea bunurilor mobile din momentul facerii noiei împărțeli, deoarece prin desființarea împărțelei, se consideră că nu a avut loc niciodată împărțea. (Laurent, X, No. 510; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5536; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 839).

**52.** Dacă însă copărtașul a adus îmbunătățiri lucrului ce a fost în posesiunea sa sau le-a deteriorat, îmbunătățirile sau degradările se vor ține în seamă, copărtașul trebuind să fie despăgubit sau să despăgubească el masa comună. (Demolombe, XVII, No. 506, 507; Laurent, X, No. 510; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5536; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 839).

**53.** În caz de desființarea împărțelei după o părere, chiar copărtașii de bună credință vor trebui să restituie fructele ce le-au cules, deoarece nu se poate spune că copărtașul care a posedat în baza unei împărțeli desființate, a fost posesor de bună credință în sensul prevăzut de art. 549 c. civ. fr. (485 c. civ. rom.) (Laurent, X, No. 411; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5537; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 839).

**54.** După altă părere, copărtașii de bună credință fiind posesori de bună credință ai bunurilor atribuite în lotul lor, nu vor fi obligați să restituie fructele ce le-au cules până la desființarea împărțelei. (Demolombe, XVII, No. 511; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 393, p. 386; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 239 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, p. 585; Planiol, III, No. 2429).

**55.** Prin desființarea împărțelei înstrăinările și drepturile reale conferite asupra imobilelor, de către copărtași către terți nu vor fi valabile decât în cazul când acele imobile vor cădea la noua împărțea, în loturile copărtașilor cari le-au înstrăinat sau le-au grevat de drepturi reale. (Demolombe, XVII, No.

505; Mourlon, II, No. 507; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 393, p. 386; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, p. 586; Laurent, X, No. 512; Huc, V, No. 471; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3540; Planiol, III, No. 2429; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 839, 840; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, III, No. 237 bis III).

**56.** Această soluțiune are loc atât în cazul când împărțea a fost desființată pentru violență, cât și în cazul când a fost desființată pentru dol. (Demolombe, XXIV, No. 190; Larombière, Obligations Art. 1114, No. 12; Mourlon, II, No. 1062 urm.; Demante et Colmet de Santerre, V, No. 276 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, IV, § 536, p. 427; Laurent, X, No. 513; Huc, VII, No. 41; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 620, 701; Planiol, II, No. 1281; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 840).

**57.** După o părere, înstrăinările făcute de copărtașul care a cerut desființarea împărțelei, vor fi menținute, deoarece conform principiilor de drept, vânzătorul nu poate să evingă pe cumpărătorul său, pe care este obligat să-l garanteze. (Demolombe, XVII, No. 503).

**58.** După altă părere, desființarea împărțelei având de efect să se considere că indiviziunea nu a încetat niciodată, înstrăinarea făcută de copărtaș până la desființarea împărțelei, nu va fi valabilă decât dacă bunul înstrăinat va cădea la noua împărțea în lotul său. (Laurent, X, No. 513; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 841).

**59.** Actele de administrație cum sunt închirierea sau arendarea imobilelor pe cel mult cinci ani, făcute de un copărtaș asupra imobilelor ce s'au atribuit în lotul său, până la desființarea împărțelei, sunt valabile deoarece fiecare copărtaș este presupus că a avut dela ceilalți copărtași mandat de a administra bunurile căzute în lotul său (Demolombe, XVII, No. 501; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5514; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 841).

**60.** Prin desființarea împărțelei, cesiunea veniturilor bunurilor făcută de un copărtaș, rămâne valabilă numai dacă la noua împărțea bunurile a căror venituri au fost cedate, cad în lotul său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 841).

**61.** Nulitatea relativă a unei împărțeli, nu poate fi invocată decât de partea în folosul căreia a fost introdusă. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3514).

**62.** Nulitatea absolută a unei împărțeli poate fi propusă de orice persoană care are interes să se desființeze împărțea. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3514).

**63.** Când o împărțea este atinsă de o nulitate relativă din cauza incapacității unei persoane care a luat parte la încheierea ei, incapacibilul are dreptul să invoce incapacitatea sa, cerând anularea împărțelei. (Baudry et Wahl, Successions,

III, No. 3514; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 848).

**64.** În cazul unei împărțeli făcută fără participarea tuturor copărtașilor, nulitatea împărțelii va putea fi propusă nu numai de copărtașii omiși ci și de copărtașii care au luat parte la facerea împărțelii. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3516; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 848).

**65.** Persoana care cere anularea unei împărțelii, trebuie să aibă capacitatea necesară pentru orice acțiune în genere, mobilă sau imobilă, după cum împărțea cuprinde numai mobile sau imobile. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3517; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 848, 849).

**66.** Creditorii unui copărtaș au dreptul ca potrivit dispozițiilor art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.), să exercite, în locul debitorului lor, acțiunea de anulare a împărțelii, chiar dacă nu au făcut intervenție sau opoziție la împărțea. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, p. 597;

Laurent, X, No. 495; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3519; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 849).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Când într-o succesiune masa succesorală se compune de o parte dintr-o avere lichidă și bine determinată care a fost proprietatea exclusivă și necontesată a defunctului, și de altă parte dintr-o avere nelichidată, pe care defunctul o avea în indiviziune cu alți moștenitori și asupra căreia pretențiunile sunt nerezolvate, judecata poate proceda numai la împărțirea averii determinate, rămânând ca asupra celeilalte averi să se facă un supliment de partaj, după ce mai întâi se va lichida pe calea altei împărțiri drepturile defunctului. (Trib. Muscel, sentința No. 472 din 1923, Jurispr. Gen. 1925, No. 710).

**Art. 791.** — Orice act, sub orice titlu, în urmarea cărui a încetat indiviziunea între erezi, este supus la acțiunea de resciziune din articolul precedent.

După împărțea, sau după actul care-i ține locul, acțiunea de resciziune nu mai este admisă în contra tranzacțiunii făcute asupra dificultăților reale, ce prezintă primul act, chiar când nu ar fi fost proces început asupra obiectului tranzacțiunii. (Civ. 690, 790, 793, 1704 urm., 1709 urm.; Civ. Fr. 888).

*Text. fr. Art. 888.* — L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.

Mais après le partage, ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que presentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

### Doctrină.

**1.** Acțiunea în resciziune este admisă pentru orice act care pune capăt indiviziunii, chiar dacă în intenția părților și în realitate acest act ar fi o vânzare, un schimb sau o tranzacție. (Demolombe, XVII, No. 452, 455; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, text și nota 15, p. 579; Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1452; Laurent, X, No. 481; Huc, V, No. 466).

**2.** Dispozițiunile art. 888 c. civ. fr. (791 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea la toate actele de împărțea, oricare ar fi cauzele de indiviziune: succesiune, societate, etc. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1455).

**3.** Dispozițiunile art. 888 c. civ. fr. (791 c. civ. rom.), își găsește aplicațiunea chiar la actele de împărțea la obiectelor par-

ticulare aflate în indiviziune. (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1455).

**4.** Dispozițiunile art. 888 c. civ. fr. (791 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât la împărțelile făcute prin justiție, cât și la împărțelile făcute de bună voie. (Demolombe, XVII, No. 384, 385, 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 25, p. 584; Dalloz, Rép., Succession, No. 2500; Suppl., Succession, No. 1449; Laurent, X, No. 478; Huc, V, No. 466).

**5.** Art. 888 c. civ. fr. (791 c. civ. rom.), se referă în codul civ. francez numai la acțiunea în resciziune a împărțelii pentru leziune și deoarece acțiunea în resciziune a împărțelii pentru leziune nu este admisă în dreptul civil român, art. 791 din codul civil ar fi trebuit eliminat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 845, 844, 845).



6. Articolul 791 c. civ. rom. se referă la articolul 790 c. civ. rom., adică la desființarea împărțelei pentru caz de dol sau violență, ceea ce eră de prisos a se spune, deoarece împărțeala sub orice formă ar fi făcută, poate fi anulată pentru cauza de dol și violență. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 844).

7. Alineatul al doilea al art. 791 c. civ.

rom. nu-și poate găsi aplicațiunea în dreptul civil român, deoarece este imposibil de admis că tranzacțiunea nu ar fi anulabilă nici chiar pentru dol sau violență; prin urmare, întregul articol 791 din codul civil român trebuie eliminat, fiind trecut în lege din inadvertență. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 844, 845).

**Art. 792.** — Acela în contra căru s'a făcut cererea de resciziune, poate popri desființarea împărțelei, dând reclamantului suplimentul din partea sa ereditară în numerar sau în natură. (Civ. 749, 790 urm., 1027; Civ. Fr. 891).

*Text. fr. Art. 891.* — Le défendeur à la demande en rescision peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

### Doctrină.

1. Art. 891 c. civ. fr. (792 c. civ. rom.), se aplică în dreptul francez numai la desființarea împărțelei pentru cauză de leziune. În dreptul civil român, unde împărțeala nu se poate desființa pentru cauză de leziune, inserarea articolului 792 c. civ. s'a făcut din inadvertență legiuitorului,

deoarece dacă s'ar aplică acest articol, ar trebui să se decidă că dolul sau violența nu aduc desființarea împărțelei decât în cazul când se produce o leziune, ceea ce nu este posibil de admis, întrucât leziunea, oricât de mare ar fi, nu poate aduce desființarea împărțelei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 842, 845).

**Art. 793.** — Coeredele care a înstrăinat porțiunea sa ereditară în tot sau în parte, nu poate intentă acțiunea de resciziune pentru dol sau violență, dacă înstrăinarea s'a făcut în urma descoperirii dolului sau încetării violenței. (Civ. 790, 959, 961, 1167, 1190, 1900; Civ. Fr. 892).

*Text. fr. Art. 892.* — Le cohéritier qui a aliéné sont lot en tout ou partie n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol, ou à la cessation de la violence.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Act de administrație 9.	Intenție 13.
Act de dispoziție 8.	Invocare 19.
Anulare 1, 2, 3, 12.	Ipotecă 8.
Autoritate de lucru judecat 18.	Nulitate 1, 2, 3, 12.
Confirmare 1—10, 13, 14, 20.	Nulitate relativă 1.
Cunoștință 4.	Pădure 8.
Dol 1—5, 8, 10, 12, 14, 16, 19, 20.	Partaj 1 urm.
Donațiune, a se vedea cuvântul „înstrăinare”.	Plata sultei 4.
Dovadă 19.	Prescripție 3, 16, 17.
Executare 3, 5, 10, 11, 13.	Probă 19.
Expropriere 7.	Ratificare 1—10, 13, 14, 20.
Garanție 15.	Renunțare 14.
Hotărâre 17, 18, 20.	Sultă 11.
Împărțeală 1 urm.	Tăierea unei păduri 8.
Înstrăinare 5, 6, 7, 8, 12, 19, 20.	Vindere-cumpărare, a se vedea cuvântul: „înstrăinare”.
	Violență 1—5, 8, 10, 12, 14, 16, 19, 20.

### Doctrină.

1. Deoarece împărțeala atinsă de vicile dolului sau violenței este numai anulabilă, ea poate fi confirmată de acel care a fost victima dolului sau violenței. Confirmarea poate fi expresă sau tacită. (Duranton, VII, No. 559; Demolombe, XVII, No. 475 urm.; Laurent, X, No. 468; Huc, V, No. 472; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5565 urm.; Planiol, III, No. 2451; Alexandresco, ed. 2-a III, partea II, p. 845).

2. Confirmarea expresă a împărțelei atinsă de dol sau violență trebuie să îndeplinească condițiunile prevăzute de art. 1538 c. civ. fr. (1190 c. civ. rom.). (De-

molombe, XVII, No. 479; Laurent, X, No. 514; Huc, V, No. 479; Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3565; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 845).

**3.** Confirmarea tacită a împărțelei atinsă de dol sau violență are loc: 1) în cazul când acțiunea în anulare s'a prescris conform art. 1504 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), întrucât copărtașul în folosul căruia eră deschisă acțiunea în anulare, a lăsat să treacă zece ani dela descoperirea dolului sau încetarea violenței, fără să fi cerut desființarea împărțelei; 2) în cazul când potrivit dispozițiilor art. 1538 c. civ. fr. (1167 c. civ. rom.), după ce a fost descoperit dolul sau a încetat violența, copărtașul a executat de bună voie împărțea la a cărei desființare aveă dreptul să o ceară. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846, 847, 848).

**4.** Simpla cunoștință a nulității împărțelei atinsă de dol sau violență, nu poate constitui o confirmare tacită a împărțelei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846, nota 2).

**5.** Instrăinarea părții de către copărtașul care are dreptul să ceară desființarea împărțelei pentru cauză de dol sau violență, constituie o confirmare tacită a împărțelei, fiind o executare. (Demolombe, XVII, No. 484; Mourlon, II, No. 509; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 257 bis I; Marcadé, Art. 892; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 847; Comp.: Laurent, X, No. 515).

**6.** Dispozițiunile art. 892 c. civ. fr. (795 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când instrăinarea s'a făcut cu titlu oneros, cât și în cazul când instrăinarea s'a făcut cu titlu gratuit. (Demolombe, XVII, No. 491; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 393, nota 4, p. 379; Dalloz, Rép., Succession, No. 2322; Suppl., Succession, No. 1456).

**7.** Dispozițiunile art. 892 c. civ. fr. (795 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai în cazul când instrăinarea se face în mod voluntar, iar nu și în cazul de expropriere forțată pentru cauză de utilitate publică. (Demolombe, XVII, No. 488; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 7, p. 576; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846, text și nota 5).

**8.** Dispozițiunile art. 892 c. civ. fr. (795 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea nu numai în cazul unei instrăinări a lotului făcută de către moștenitor, ci și în toate cazurile când moștenitorul face orice act de dispoziție după descoperirea dolului sau încetarea violenței, cum ar fi tăerea unei păduri, constituirea unei ipoteci, etc. (Duranton, VIII, No. 588; Demolombe, XVII, No. 492; Larombière, Obligations, Art. 1358, No. 44; Dalloz, Rép., Succession, No. 2325; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846, nota 4).

**9.** Dispozițiunile art. 892 c. civ. fr. (795 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea în cazul unor simple acte de administrație, dacă din ele nu se poate deduce o con-

firmare tacită, (Demolombe, XVII, No. 783; Larombière, Obligations, Art. 1358; No. 44; Dalloz, Rép., Succession, No. 2325; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846, nota 4).

**10.** Moștenitorul care a executat de bună voie împărțea, nu mai poate exercita acțiunea în nulitate a împărțelei pentru cauză de dol sau violență, dacă sunt indeplinite condițiunile art. 1538 c. civ. fr. (1190 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Succession, No. 1458; Huc, V, No. 473; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846).

**11.** Ca acte de executare voluntară se pot cita: plata unei sulțe pusă în sarcina moștenitorului, încasarea unei sulțe stipulată în favoarea sa, etc. (Dalloz, Rép., Succession, No. 2325; Suppl., Succession, No. 1458; Huc, V, No. 473).

**12.** Instrăinarea făcută anterior descoperirii dolului sau încetării violenței, nu poate constitui o piedică la introducerea cererii de desființare a împărțelei. (Mourlon, II, No. 509; Laurent, X, No. 515; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846, nota 5).

**13.** Pentru ca executarea de bună voie a împărțelei să poată constitui un obstacol la intentarea acțiunii în nulitate, trebuie ca, în conformitate cu dispozițiunile art. 1538 c. civ. fr. (1190 c. civ. rom.), să rezulte din împrejurările executării că moștenitorul a cunoscut viciile împărțelei și că intenția sa a fost să le repare. (Demolombe, XVII, No. 480; Dalloz, Rép., Succession, No. 2326; Suppl., Succession, No. 1458; Laurent, X, No. 517).

**14.** Renunțarea posteroară împărțelei la acțiunea în nulitate pentru cauză de dol sau violență, este valabilă dacă ea este făcută în conformitate cu dispozițiunile art. 1538 c. civ. fr. (1190 c. civ. rom.). (Demolombe, XVII, No. 840; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 626, nota 56, p. 587; Dalloz, Rép., Succession, No. 2350; Suppl., Succession, No. 1459; Huc, V, No. 472).

**15.** Când copărtașul care cere desființarea împărțelei ca moștenitor al celui în drept, este însuși obligat la garanție, el nu are dreptul să ceară anularea actului pe care trebuie să-l menție. (Laurent, X, No. 496; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 847).

**16.** Potrivit dispozițiilor art. 1504 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), aplicabile și în această materie, acțiunea în anularea împărțelei pentru dol și violență, se prescrie prin trecere de zece ani, care curg dela descoperirea dolului sau dela încetarea violenței. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3579, 3581; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 846, 847, 848).

**17.** Împărțelile făcute prin justiție și anulabile, se prescriu conform dreptului comun, adică prin trecere de treizeci ani. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 3580, 3581; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 848).

**18.** Dacă hotărîrea de împărțea la rămas definitivă, dobândind autoritatea

de lucru judecat. împărțeala nu mai poate fi anulată. (Baudry et Wahl, Successions, III, No. 5585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 848).

**19.** Acel care alegă că copărtașul care cere desființarea împărțelei pentru dol sau violență, a înstrăinat bunurile sau o parte din bunurile căzute în lotul său, trebuie să dovedească că înstrăinarea a avut loc posterior descoperirii dolului sau încetării violenței. (Demolombe, XVII,

No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 847, nota).

**20.** Hotărîrea prin care se respinge cererea de desființare a împărțelei, va trebui să constate că înstrăinarea a avut loc posterior descoperirii dolului sau încetării violenței și că copărtașul care a cerut desființarea împărțelei, avea cunoștință de viciile care atingeau împărțeala. (Demolombe, XVII, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 847, nota).

Secțiunea VI. — *Despre împărțeala făcută de tată, de mamă sau de alți ascendenți între descendenții lor.*

**Art. 794.** — Tatăl, mama și ceilalți ascendenți pot face împărțeala bunurilor lor între fii și ceilalți descendenți. (Civ. 669, 795 urm., 842, 857; Civ. Fr. 1075).

*Text. fr. Art. 1075.* — Les père et mère et autres ascendants pourront faire, entre leurs enfants et descendants, la distribution et le partage de leurs biens.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

Adopțiune 14.	Interpretare strictă 2.
Apreciere suverană 34.	Ipotecă 35.
Ascendent 1 urm.	Legat 18.
Calificare 33.	Legitimare 14.
Capacitate 11.	Liberalitate, a se vedea
Clauză penală 35.	cuvintele: „Donațiune”,
Concepțiunea copilului 21.	„Legat”, „Testament”.
Consimțământ 31.	Loturi 22, 29, 30, 31, 32.
Copil adoptat 14.	Mamă 1, 2, 3, 15, 16.
Copil legitimat 14.	Mamă naturală 3, 15.
Copil natural 3, 4, 5, 15.	Moarte, 20, 25.
Copil unic 27.	Moștenitori legitimi 5, 8,
Cotitate disponibilă 18, 19.	9, 20.
Deces 20, 25.	Nepoți 17, 20.
Definiție 1.	Ordine publică 35.
Descendenți 1 urm.	Părinți, a se vedea cu-
Deschiderea succesiunii	vintele: „Mamă”, „Tată”.
21, 25.	Partaj anticipat 6, 7.
Desezizare 22, 23, 24.	Partaj de ascendent 1 urm
Donațiune 1, 5, 16, 18, 19,	Partaj real 28.
21, 24.	Recunoașterea copiilor 15.
Dotă 11.	Rentă 35.
Excepțiune 2.	Revocare 25.
Împărțeală anticipată 6,	Rezervă succesorală 5, 35.
7, 8, 9.	Rude colaterale 8, 9.
Împărțeală descendent 1	Străni 10.
urm.	Succesiunea ab intestat 4.
Împărțeală reală 28.	Suverană apreciere 34.
Încetare din viață 20, 25.	Tată 1, 2, 4, 5, 16, 17.
Indiviziune 26.	Tată natural 4, 5.
Intenție 26, 33.	Tertă persoană 19.
Interpretare 2, 33.	Testament 1, 5, 21, 25.

**Doctrină.**

**1.** „Împărțeala ascendenților este un act sub forma unei donațiuni sau unui testament, prin care un ascendent (tatăl, mama sau altul), face, încă din timpul vieții sale, în total sau în parte (art. 796), repartiziunea bunurilor sale între descendenții cheamați la moștenirea sa”. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 853).

**2.** Numai tatăl, mama și ceilalți ascendenți au dreptul după lege să facă împărțeala bunurilor între copiii și descendenții lor, cu efectele prevăzute de lege:

această excepțiune dela dreptul comun, este de strictă interpretare. (Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 505, p. 307, 308; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 241, 242 bis II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728-2<sup>o</sup>, p. 5; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4452; Laurent, XV, No. 54; Huc, VI, No. 425; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5480, 5481; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 851, nota 2, 856).

**3.** Mama naturală și ascendenții de pe mama naturală, pot face o împărțeală de ascendent între copiii și descendenții lor recunoscuți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 856, nota 2, 858, 859).

**4.** Tatăl natural nu poate face o împărțeală de ascendent între copiii săi fi-rești, chiar recunoscuți, deoarece copiii naturali nu vin la succesiunea ab intestat a părintelui lor natural. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 858).

**5.** Asemenea împărțeală însă ar putea valora ca o donațiune sau testament, dacă nu se atacă rezerva moștenitorilor legitimi ai tatălui natural. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 858).

**6.** Orice persoană are dreptul să facă un partaj al bunurilor sale înainte de succesiune, însă acest partaj nu poate fi confundat cu partajul de ascendent prevăzut de lege. (Demolombe, XXII, No. 700; Duranton, IX, No. 617 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 505, text și nota 2, p. 308; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 242 bis I; Aubry et Rau, VIII, § 728, p. 5; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4452; Laurent, XV, No. 4 urm.; Huc, VI, No. 425; Planiol, III, No. 3553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 856, 857; N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 442 urm.).

**7.** Astfel, descendenții pot face un partaj anticipat al bunurilor lor, între ascendenții săi. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4453; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 856, 857).

**8.** Deasemenea orice persoană poate face partajul bunurilor sale între rudele sale colaterale. (Vazeille, Successions, Art. 1075, No. 2; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4452; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1098; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 856, 857).

**9.** Împărțelile anticipate, făcute de o persoană, a bunurilor sale, între rudele sale colaterale nu sunt supuse regulilor prevăzute de art. 1075 urm. c. civ. fr. (794 urm. c. civ. rom.). (Duranton, IX, No. 619; Vazeille, Art. 1079, No. 7; Demolombe, XXIII, No. 697 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 505, text și nota 2, p. 508; Marcadé, Art. 1075; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 242 bis, I, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728, p. 5; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4452; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1098; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3481; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 856, 857).

**10.** Străinii au dreptul să facă un partaj de ascendent. (Demolombe, XXIII, No. 28; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4452).

**11.** Pentru ca un ascendent să poată face împărțeala bunurilor sale între descendenții săi, trebuie să fie capabil de a dispune de bunurile sale. (Demolombe, XXIII, No. 19; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 8; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4452).

**12.** Dacă într'un contract de căsătorie pe care îl face ascendentul unuia dintre copiii săi, ascendentul și-a luat obligația să nu dispue de o parte din bunurile sale, el poate face un partaj de ascendent cu condițiunea să nu aducă atingere, clauzei din contractul de căsătorie. (Duranton, IX, No. 655; Demolombe, XXIII, No. 78 bis; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2515, 2514; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 731, p. 20; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4454 urm.; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1096; Huc, VI, No. 427; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3504, 3505).

**13.** Partajul de ascendent nu se poate face decât în favoarea copiilor și descendenților celui care dispune de bunurile sale. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4458; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1099; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3491, 3492; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 857).

**14.** Prin copii se înțeleg și copiii legitimați și copiii adoptați. (Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3493; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 858).

**15.** Deasemenea sub denumirea de copii, trebuie înțeleși și copiii naturali recunoscuți, față cu mama lor și ascendenții de pe mamă. (Demolombe, XXIII,

No. 161 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 730, p. 12; Laurent, XV, No. 101; Huc, VI, No. 426; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 859).

**16.** Dacă doi soți împart averea lor copiilor unuia dintre soți născuți dintr'o căsătorie anterioară, acest partaj nu poate fi considerat ca un partaj de ascendent, ci ca o donațiune între vii. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1095; Huc, VI, No. 426; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 858).

**17.** Nu este valabil partajul bunurilor sale făcut de un tată între copilul său și copiii acestuia, deoarece partajul de ascendent trebuie făcut numai între descendenții cari se găsesc în gradul imediat succesibil și nepoții nu vin la succesiunea bunului cât timp tatăl lor este în viață. (Demolombe, XXII, No. 707; Laurent, XV, No. 7, 8; Huc, VI, No. 426; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3496; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 858; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 506, nota 5, p. 509).

**18.** Partajul de ascendent poate cuprinde o liberalitate către, unul dintre descendenți, în limitele cotității disponibile. (Laurent, XV, No. 28; Colin et Capitant, Donations et testaments, II, No. 3501 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 859).

**19.** În cazul când într'un partaj de ascendent figurează și o persoană nesuccesibilă, acest act este valabil față de persoana nesuccesibilă, însă el nu constituie un partaj de ascendent față de străin, ci o donațiune a totalității sau a unei părți din cotitatea disponibilă. (Demolombe, XXII, No. 706; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4465; Huc, VI, No. 426; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3497, 3498; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 859; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 731, text și nota 15, p. 21).

**20.** Partajul făcut de un ascendent numai între nepoții săi de fii, este valabil dacă la încetarea sa din viață acești nepoți sunt moștenitorii legitimi ai ascendentului. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4466; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 857, 858).

**21.** Pentru a putea primi o parte din bunurile cuprinse în partajul de ascendent, trebuie ca persoana ce primește să fie concepută la facerea partajului în cazul când este făcut prin act între vii, sau conceput la deschiderea succesiunii, în cazul când partajul de ascendent este făcut prin testament. (Demolombe, XXIII, No. 29; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4462; Suppl., Dispositions entre vifs No. 1101; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3515).

**22.** Pentru ca un act să poată fi considerat ca un partaj de ascendent, trebuie ca el să conție: desezisarea donatorului de bunurile sale, împărțirea reală a bunurilor între toți descendenții și lo-

turile să fie compuse în mod regulat. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4467; Suppl., Dispositions entre vifs. No. 1102).

**23.** Pentru ca să existe partaj de ascendent, trebuie ca ascendentul să se deseziseze de bunurile ce le posedă în momentul facerii actului, împărțindu-le între descendenții săi. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4464; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1102, 1104).

**24.** Dacă partajul de ascendent se face prin act între vii, desezisarea are loc imediat și irevocabil. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1105).

**25.** Dacă partajul de ascendent se face prin testament, bunurile se transmit descendenților la decesul ascendentului care are dreptul să revoace dispozițiunea. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 735, p. 32; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1105).

**26.** Pentru ca un act să fie considerat ca un partaj de ascendent, trebuie ca scopul dispozitiei să fie de a preveni indiviziunea între descendenții săi. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4474; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1106).

**27.** Actul prin care un părinte dă bunurile sale copilului său unic, nu este un partaj de ascendent, deoarece nu există mai mulți copii pentru ca să se împartă între ei bunurile și fără împărțirea bunurilor nu poate exista partaj. (Demolombe, XXIII, No. 55; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728, p. 6; Laurent, XV, No. 15; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3485; Planiol, III, No. 3561 bis; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 857, nota 5).

**28.** Pentru existența partajului de ascendent, se cere ca ascendentul să împartă în mod real și efectiv bunurile sale descendenților săi iar nu să dea bunurile sale descendenților care urmează să le împartă între ei cum vor voi. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4474; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1106; Laurent, XV, No. 9 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3486, 3487; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 856).

**29.** Pentru existența partajului de ascendent, după o părere, trebuie ca ascendentul să dea fiecărui copărtăș un lot care să conțină bunuri determinate, în raport cu drepturile sale în succesiune. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No.

4475, 4477; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 882).

**30.** După altă părere, pentru existența partajului de ascendent, nu este necesar ca să se facă împărțirea materială a bunurilor ci este de ajuns dacă actul de partaj fixează partea indiviză a copărtășilor după dreptul său din succesiune. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1108).

**31.** Pentru existența partajului de ascendent, nu e necesar ca ascendentul să facă el însuși distribuția bunurilor între copărtășii, ci este de ajuns când descendenții împart singuri între ei bunurile în prezența și cu consimțământul ascendentului. (Aubry, et Rau, ed. 4-a, 8, § 728-2<sup>o</sup>, p. 5; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1109; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3489).

**32.** Actul prin care ascendentul a dăruit în mod colectiv descendenților săi totalitatea sau o parte din bunurile sale, iar împărțirea bunurilor s'a făcut de către descendenți, printr'un act deosebit la care nu a luat parte ascendentul, nu poate fi considerat ca un partaj de ascendent. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728-2<sup>o</sup>, p. 6; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1110; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3490).

**33.** Pentru a se putea stabili dacă un act cuprinde sau nu caracterul unui partaj de ascendent, se va cerceta cuprinsul actului și intenția părților iar nu calificarea pe care părțile o dau actului. (Demolombe, XXIII, No. 49, 50; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728, p. 6; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4467; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1102; Laurent, XV, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 862, nota 2).

**34.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă un act constituie sau nu un partaj de ascendent. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728, p. 6; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1102; Laurent, XV, No. 24, 32; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 862, nota 2, 875).

**35.** Părintele care face partajul de ascendent, poate să-și rezerve o rentă garantată prin o ipotecă; deasemenea poate să-și asigure plata rentei printr'o clauză penală, cu condițiunea ca să nu se aducă atingere rezervei copiilor sau să nu se violeze un alt principiu de interes general sau de ordine publică (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 855, 875, nota 1).

Art. 795. — Această împărțeală se poate face prin acte între vii, sau prin testament, cu formele, condițiunile și regulile prescrise pentru donațiuni între vii și pentru testamente.

Împărțeala făcută prin acte între vii nu poate avea de obiect decât bunurile prezente. (Civ. 644, 794, 800 urm., 813 urm., 821, 829, 856 urm., 965, 968, 1008, 1168, 1252; Civ. Fr. 1076).

*Text. fr. Art. 1076.* — Ces partages pourront être faits par actes entre-vifs ou testamentaires, avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre-vifs et testaments.

Les partages faits par actes entre-vifs ne pourront avoir pour objet que les biens présents.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 165.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptare 41—55, 82.  
Acceptarea succesiunii 25, 114.  
Acrescământ 93.  
Act autentic 11, 34, 46, 81.  
Act solemn 3, 81.  
Act sub semnătu.ă privată 35.  
Acțiune 101.  
Acțiune pauliană 24.  
Administrație 7.  
Anulare 17, 22, 28, 29, 43, 48, 65, 66, 89, 110, 113.  
Aprecie suverană 100.  
Autorizație 8.  
Bunuri prezente 27, 29, 77.  
Bunuri viitoare 28, 29, 32, 77.  
Caducitate 92, 94.  
Capacitate 1, 5, 74, 75.  
Căpătuirea copiilor 9.  
Caracterul partajului 24, 25, 26, 63.  
Concepțiunea copilului 76.  
Condamnare 7.  
Condiții 1, 2, 21, 22, 60, 63, 115.  
Confirmare 12, 35.  
Contract oneros 13.  
Convențiune 31.  
Copil legitimat 66.  
Creditori 20.  
Dar manual 39, 40.  
Data certă 18.  
Datorii 17, 18, 111, 112, 113, 114.  
Deces 47, 23, 25, 44, 50, 63, 67, 73, 76, 85, 92, 93, 94, 103, 109.  
Deschiderea succesiunii 24, 103, 109.  
Desezisare 14, 16, 26.  
Dispensă de raport 32, 79.  
Donațiune 1, 3—7, 13, 16, 20, 24—28, 32—35, 37, 39—67, 104, 106, 107, 108, 111—114.  
Dotă 9.  
Efecte 1, 101—115.  
Efect declarativ 102, 103.  
Evidență 19, 110.  
Femeie mărită ă 8, 9, 73.  
Forme 1, 2, 80, 81.  
Fraudă 20.  
Garanție 105, 106, 108, 109.  
Împărțeală de ascendent 1 urm.  
Imobile 9, 20, 59, 95—100.  
Încapacitate 7.  
Încetare din viață, a se vedea cuvântul: „Deces“  
Inexistență 35.  
Îngratitudine 64.  
În-trăinare 88, 89.  
Inte-zis 6.  
Inventar 18, 58.  
Ipotecă 91.  
Legitimare 66.  
Loturi 38, 45, 77, 95, 96, 97.  
Mamă 54, 55.  
Mandat 11, 12.  
Minori 6, 51, 53—57, 71.  
Moarte, a se vedea cuvântul: „Deces“.  
Mobile 39, 40, 50, 95, 96, 97, 99.  
Muncă silnică 7.  
Natura partajului de ascendent 24, 25, 26, 63.  
Nedemnitate 25.  
Notificare 48, 49.  
Nullitate, a se vedea cuvântul: „Anulare“.  
Omisiune 65.  
Partaj de ascendent 1 urm.  
Partaj verbal 36.  
Pedeapsă 7.  
Plata d. toriilor 17, 18, 111, 112, 113, 114.  
Portăci 49.  
Prejudiciu 99.  
Privilegiu 63, 107, 108.  
Proprietatea bunurilor 30, 31, 78.  
Raport 32, 79.  
Ra orturile descendenților copărtași 104.  
Ratificare 42, 35.  
Recluziune 7.  
Regule 1, 2, 95, 96, 97.  
Renunțare 25, 44, 86.  
Reprezentare 94.  
Revocare 20, 52, 60—65, 87, 89, 90.  
Rezoluțiune 21.  
Sarcină 13, 61, 63.  
Simulație 37.  
Sol-mnitate 3, 81.  
Soți 10, 84.  
Supr-venire de copii 65.  
Suverană apreciere 100.  
Tată 54, 55.  
Termen 21.  
Trîre persoane 20.  
Testament 1, 3, 63, 69, 71—94, 97, 104, 109, 111.  
Transcriere 20, 59.  
Tutor 53.  
Tutor ad hoc 53, 57.  
Uzfruct 15.

prevăzută de lege pentru a putea face și primi prin donațiuni și testamente și prin cuvântul: „regule“ se înțeleg efectele pe care le poate produce partajul de ascendent după cum este făcut prin donațiune între vii sau prin testament. (Duranton, IX, No. 627; Mourlon, II, No. 965; Laurent, XV, No. 31, 53, 71; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 861, nota 5).

**2.** După altă părere, în art. 1076 c. civ. fr. (795 c. civ. rom.), prin cuvintele: „forme“, „condiții“ și „regule“, se înțeleg numai formele externe ce trebuie observate la facerea partajelor de ascendent. (Demolombe, XXIII, No. 5).

**3.** Împărțeala de ascendent nu se poate face decât numai sub forma unei donațiuni între vii sau sub forma unui testament, deoarece împărțeala de ascendent este un act solemn. (Demolombe, XXIII, No. 1; Laurent, XV, No. 14; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea 2-a, p. 829, nota 5, 861, text și note, 1, 862).

**4.** La partajele de ascendent făcute prin acte între vii se vor aplica regulile dela donațiuni. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No 4500; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 868).

**5.** Pentru ca un ascendent să poată face un partaj al bunurilor sale, trebuie ca el să aibă capacitatea de a face o donațiune. (Demolombe, XXIII, No. 19; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 8; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4502; Laurent, XV, No. 35; Huc, VI, No. 428; Baudry et Colin Donations et testaments, II, No. 5511; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 870).

**6.** Minorii și interzișii nu pot face o împărțeală de ascendent între vii, deoarece ei nu pot dispune în mod gratuit de bunurile lor. (Demolombe, XXIII, No. 19, 29; Mourlon, II, No. 965; Laurent, XV, No. 34; Planiol, III, No. 5362, 5365; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 871).

**7.** Cei condamnați la munca silnică sau recluziune, nu pot face un partaj de ascendent prin act între vii, în timpul executării pedepsei, deoarece sunt incapabili să-și administreze averea și să dispue în mod gratuit de bunurile lor prin acte între vii. (Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5535; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 871).

**8.** Femeia măritată va putea face un

#### Doctrină.

**1.** În art. 1076 c. civ. fr. (795 c. civ. rom.), după o părere, prin cuvântul: „forme“, se înțeleg formele externe ale donațiunilor și testamentelor; prin cuvântul „condiții“ se înțelege capacitatea

partaj de ascendent, numai cu autorizația bărbatului sau a justiției. (Demolombe, XXIII, No. 73; Laurent, XV, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 871).

**9.** Femeea căsătorită nu poate să-și împartă averea totală imobiliară decât în conformitate cu dispozițiile art. 1555 și 1556 c. civ. fr. (1250 c. civ. rom), și se cere ca toți copiii săi să se găsească în cazul de a fi căpătuși. (Demolombe, XXIII, No. 73; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 731, p. 17; Laurent, XV, No. 42; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 871).

**10.** Doi soți pot face prin acelaș act un partaj de ascendent al bunurilor lor distincte, între descendenții lor comuni. (Toullier, V, No. 815; Delvincourt, II, No. 558; Duranton, VIII, No. 622; Demolombe, XXIII, No. 80; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 244; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4506; Planiol, III, No. 3370; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 870, nota 2, 871).

**11.** Partajul de ascendent poate fi făcut și prin mandat, cu mandat special autentic. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4505; Laurent, XV, No. 53; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 869, nota 2; Contra: Demolombe, XXIII, No. 90 bis).

**12.** Ascendentul poate ratifica un partaj de ascendent făcut în numele său fără mandat. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4503).

**13.** Pentru ca să existe partaj de ascendent prin acte între vii, trebuie ca el să fie făcut în mod gratuit, deoarece constituie o donațiune; un partaj de ascendent care cuprinde sarcina care constituie echivalentul bunurilor date, este un contract cu titlu oneros, căruia nu i se poate aplica dispozițiunile prevăzute de lege pentru partajele de ascendent. (Duranton, VIII, No. 657; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4508; Laurent, XV, No. 52; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 875, nota 1).

**14.** Pentru valabilitatea unui partaj de ascendent făcut prin act între vii, trebuie ca ascendentul să se deszezeze de bunurile dăruite imediat și în mod irevocabil. (Demolombe, XXIII, No. 125; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 735, p. 27; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4511; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1104; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 871, 872).

**15.** Prin actul de partaj de ascendent, dispunătorul are dreptul să-și rezerve uzufructul bunurilor dăruite. (Demolombe, XXIII, No. 125; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4515; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1123; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 873, 875, nota 1).

**16.** Pentru ca un partaj de ascendent făcut prin act între vii să fie valabil, trebuie ca ascendentul să se deszezeze de bunurile dăruite în mod irevocabil;

dacă ascendentul își rezervă dreptul de a dispune ulterior de bunurile dăruite, partajul nu este valabil. (Hc, VI, No. 428.)

**17.** Potrivit acestui principiu, dacă ascendentul prevede în actul de partaj de ascendent ca descendenții să plătească toate datoriile existente la încetarea sa din viață, acest partaj este nul. (Dalloz, Rép., Suppl., Donations entre vifs, No. 1122; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3620; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 878).

**18.** Partajul de ascendent este valabil dacă se prevede că descendenții vor plăti datoriile actuale ale ascendentului, după o listă anexată la actul de partaj, sau având dată certă anterioară partajului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, nota 6, p. 30; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1122; Laurent, XV, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 878).

**19.** În principiu, ascendentul nu răspunde față de descendenții donatari, de evicțiunea lucrurilor dăruite și care au format obiectul partajului de ascendent. (Demolombe, XXIII, No. 127; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis, IV; Laurent XII, No. 387 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3522; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 873).

**20.** Copărtașii descendenți pot opune terțelor persoane și creditorilor ascendenților, partajul de ascendent, dacă cuprinzând și imobile a fost transcris, creditorii având însă dreptul să ceară revocarea donațiunii prin ajutorul acțiunii pauliene dacă există fraudă. (Demolombe, XXIII, No. 150; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 735, p. 32; Laurent, XV, No. 72; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 873, text și nota 3).

**21.** Împărțeala de ascendent poate fi făcută cu termen sau sub o condițiune suspensivă sau rezolutorie. (Demolombe, XXIII, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 875).

**22.** Împărțeala de ascendent nu poate fi făcută sub o condițiune potestativă adică acea condițiune care atârnă numai de voința dăruitorului, deoarece această condițiune aduce anularea contractului în care este inserată. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 875).

**23.** Ascendentul donator poate stipula în partajul de ascendent dreptul de revendicare a bunurilor dăruite în cazul când descendenții ar înceta din viață înaintea lui. (Mourlon, II, No. 965; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 873, 878).

**24.** Natura juridică a partajului de ascendent făcut prin act între vii, este, după o părere, cu privire la bunurile cuprinse în partaj, o deschidere anticipată a succesiunii descendentului, așa încât descendenții copărtași sunt considerați chiar în timpul vieții ascendentului na

ca donatori ci ca moștenitori, putând să exercite toate acțiunile cari decurg din această calitate, deoarece partajul de ascendent este un adevărat partaj supus regulilor partajului cu privire la raporturile dintre descendenții donatori. (Trolong, *Donations et testaments*, II, No. 964; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, Ni, 1155).

**25.** După a doua părere, în timpul vieții ascendentului, descendenții sunt considerați ca donatori iar dela decesul ascendentului împărțea de ascendent făcută prin act între vii, are caracterul unui partaj dacă descendenții acceptă succesiunea, nu renunță la ea, nu sunt declarați nedemni sau nu încetează din viață fără descendenți înainte de decesul ascendentului. (Demolombe, XXIII, No. 122 urm.; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1115; Huc, VI, No. 454).

**26.** După a treia părere, dominantă, partajul de ascendent constituie un tot indivizibil care cuprinde în același timp caracterele donațiilor între vii, deoarece desezisează în mod irevocabil pe ascendent de bunurile dăruite, și caracterele partajului stabilind imediat și în mod definitiv raporturile de copărtași între descendenții donatori. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728, text și nota 2; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1094; Laurent, XV, No. 86 urm.; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3659; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 853).

**27.** Partajul de ascendent făcut prin act între vii, nu poate cuprinde decât bunurile prezente ale ascendentului. (Mourlon, II, No. 965; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 751, p. 21; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 4519; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3517, 3575 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 874).

**28.** Dacă într-unu partaj de ascendent făcut prin act între vii, sunt cuprinse și bunurile viitoare ale ascendentului, după o părere, partajul este nul chiar pentru bunurile prezente. (Demolombe, XXIII, No. 66, 67; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 4519).

**29.** După altă părere, partajul de ascendent făcut prin act între vii în care sunt cuprinse și bunurile viitoare pe lângă cele prezente, este valabil pentru bunurile prezente, anulându-se numai pentru bunurile viitoare. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 751, text și nota 14, p. 21; Laurent, XV, No. 57; Huc, VI, No. 457; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3577 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 874, nota 4).

**30.** În principiu, partajul de ascendent, făcut prin act între vii, nu poate cuprinde decât bunurile cari aparțin ascendentului dăruitor. (Demolombe, XXIII, No. 74, 89; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 751, p. 17; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*,

*Dispositions entre vifs*, No. 1119; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 875).

**31.** Cu toate acestea, dacă descendenții majori și capabili de a dispune de drepturile lor, consimt, ascendentul poate să cuprindă în partajul ce-l face prin act între vii, pe lângă bunurile sale și bunurile soțului său predecedat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 751, p. 17; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1119; Huc, VI, No. 438; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3605, 3610; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 876; Contra: Planiol, III, No. 3568).

**32.** În actul de partaj de ascendent făcut prin act între vii, ascendentul poate cuprinde, pe lângă bunurile sale prezente și bunurile ce le-a dăruit mai înainte unuia dintre descendenți, fără dispensă de raport. (Demolombe, XXIII, No. 77; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 751, p. 20; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 4552; *Suppl.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1121; Laurent, XV, No. 45; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3565).

**33.** Partajul de ascendent făcut prin act între vii, trebuie făcut în forma donațiilor ordinare. (Duranton, IX, No. 622 urm.; Demolombe, XXIII, No. 7; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 9; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 4555; Laurent, XV, No. 17; Baudry et Colin, *Donations entre vifs*, II, No. 3525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 861, 862, 868).

**34.** Actul de partaj de ascendent făcut prin act între vii, trebuie făcut sub formă autentică. (Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 4554; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3524; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 862, 868).

**35.** Un act de partaj de ascendent făcut prin act sub semnătură privată, nu este valid ci inexistent și nu poate fi ratificat de ascendent. (Demolombe, XXIII, No. 7; Laurent, XV, No. 15, 17 urm.; Mourlon, II, No. 965; Aubry et Rau, VIII, § 729, p. 10; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3507, 3524; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 862, 868).

**36.** Partajul de ascendent nu poate fi făcut în mod verbal. (Demolombe, XXIII, No. 7; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 4555; Laurent, XV, No. 15; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 3507, 3524; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 862).

**37.** Partajul de ascendent este valabil când este făcut în forma simulată a unui contract oneros între ascendent și descendenții săi deoarece donațiunile simulate și indirecte sunt valabile. (Demolombe, XXIII, No. 15; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 9, 101; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1115; *Suppl.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1128; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 868, nota 4).



**38.** Prin actul de partaj de ascendent se vor determina loturile ce se cuvin fiecărui descendent; nu se pot determina aceste loturi prin acte între vii separate, deoarece partajul de ascendent formează un tot indivizibil. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs. No. 4482).

**39.** Partajul de ascendent privitor la lucruri mobile, poate fi făcut sub formă de dar manual. (Demolombe, XXIII, No. 14; Planiol, III, No. 3555; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 868).

**40.** Partajul de ascendent de lucruri mobile este valabil făcut prin dar manual. (Demolombe, XXIII, No. 14; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4540; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5552).

**41.** Partajul de ascendent făcut prin act între vii trebuie acceptat conform regulilor prevăzute de lege în materie de donațiuni. (Demolombe, XXIII, No. 8 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 10 urm.; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2509; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4522; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1129; Laurent, XV, No. 19 urm.; Huc, VI, No. 428; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 869).

**42.** Pentru valabilitatea unui partaj de ascendent făcut prin act între vii, trebuie ca el să fie acceptat de către toți descendenții donatari. (Demolombe, XXIII, No. 8; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 10; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4525; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1124; Laurent, XV, No. 19, 20; Huc, VI, No. 428; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 869).

**43.** Un partaj de ascendent făcut prin act între vii, care nu a fost acceptat de toți descendenții donatari, este nul chiar față de descendenții cari l-au acceptat. (Demolombe, XXIII, No. 10 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 11; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4525; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 870, nota 1).

**44.** Dacă însă la încetarea din viață a ascendentului, descendentul care nu a acceptat partajul de ascendent, nu este moștenitor fie din cauză că a renunțat la succesiune, fie din cauză că a încetat din viață, fără descendenți, înaintea ascendentului, fie pentru orice altă cauză, partajul este valabil. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4524).

**45.** Pentru valabilitatea unui partaj de ascendent făcut prin acte între vii, trebuie ca fiecare descendent să accepte partajul pentru totalitatea lotului iar nu numai pentru o parte din el. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4525).

**46.** Descendenții trebuie să accepte partajul de ascendent în forma autentică. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4559).

**47.** Acceptarea partajului de ascendent de către descendenți, trebuie făcută în mod expres. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4526; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1129; Laurent, XV, No. 19; Huc, VI, No. 428; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5526).

**48.** Când acceptarea unui partaj de ascendent făcut prin act între vii, nu se face prin actul de partaj, ci printr'un act separat, această acceptare trebuie notificată ascendentului în timpul vieții sale, sub pedeapsă de nulitate. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1129; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 869, nota 2).

**49.** Notificarea acceptărei împărțelii de ascendent făcut prin act între vii, se va face în genere prin portărei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 869, nota 2).

**50.** Partajul de ascendent făcut prin act între vii nu poate fi acceptat, după încetarea din viață a ascendentului dăruitor, de către alți descendenți cari nu au figurat în actul de partaj. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4532).

**51.** În cazul când între descendenții donatari există minori, acceptarea partajului de ascendent se va face pentru ei în conformitate cu dispozițiunile art. 955 c. civ. fr. (815 c. civ. rom.). (Demolombe, XXIII, No. 10 urm.; Mourlon, II, No. 965; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4528; Laurent, XV, No. 19 urm.; Huc, VI, No. 428; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5527; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 869, 870).

**52.** Cât timp împărțea de ascendent nu a fost acceptată de toți copărtășii, ascendentul poate să o revoace. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 869, nota 2).

**53.** În cazul când între descendenții donatari există și un copil minor, ascendentul care face partajul prin acte între vii, nu poate accepta împărțea în numele minorului, deoarece nu poate fi în acelaș act donator și donatar; în acest caz împărțea va fi acceptată, în numele minorului, de un alt ascendent, iar în lipsă, de un tutor ad hoc. (Duranton, IX, No. 625; Laurent, XV, No. 21; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 870).

**54.** În cazul când împărțea de ascendent este făcută de un soț și între descendenții donatari figurează și un minor, împărțea va putea fi acceptată, în numele minorului, de celalt soț, părintele copilului minor. (Duranton, IX, No. 625; Demolombe, XXIII, No. 57; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 10; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 870, nota 2).

**55.** În cazul când împărțea de ascendent este făcută atât de tată cât și de mamă și între descendenții donatari figurează un minor, tatăl va accepta, în numele minorului, pentru partea dăruită

de mamă și mama va accepta pentru partea dăruită de tată. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 870, nota 2).

**56.** Dispozițiunile prevăzute de lege pentru partajele în care sunt interesați minorii, nu-și găsesc aplicațiunea în materie de partaj de ascendent. (Demolombe, XXIII, No. 56; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4550; Laurent, XV, No. 16; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 862).

**57.** La partajele de ascendent, de câte ori între descendenți sunt minori, nu se dă fiecărui minor câte un tufor ad hoc. (Demolombe, XXIII, No. 56; Laurent, XV, No. 16; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 862).

**58.** Partajul de ascendent făcut prin act între vii pentru bunuri mobiliare, nu este valabil dacă bunurile mobile nu sunt trecute într'un act estimativ semnat de ascendent și de descendenții donatari, și anexat la actul de partaj. (Duranton, IX, No. 624; Demolombe, XXIII, No. 15; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2508; Mourlon, II, No. 965; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4540; Huc, VI, No. 428; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5551; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 874).

**59.** Actele de partaj de ascendent între vii, cari au de obiect imobile, trebuiesc transcrise. (Duranton, IX, No. 624, 625; Demolombe, XXIII, No. 12; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2508; Mourlon, II, No. 965; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 10; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4545; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1150; Laurent, XV, No. 18; Huc, VI, No. 422, 428; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5550; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 875, text și nota 5, 874).

**60.** Partajele de ascendent făcute prin acte între vii, pot fi revocate pentru neexecutarea condițiilor sub care au fost făcute. (Demolombe, XXIII, No. 125; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 243 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII § 753, p. 27; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4578; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1144; Laurent, XV, No. 74; Huc, VI, No. 452; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5519; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 872, nota 1).

**61.** Revocarea partajului de ascendent făcut prin acte între vii, pentru neîndeplinirea sarcinilor stipulate în profitul dispunătorului, după o părere, operează numai față de descendentul care nu și-a executat sarcina, iar nu și față de ceilalți descendenți. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 753, p. 27; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1145; Huc, VI, No. 452; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 872, nota 1).

**62.** După altă părere, revocarea partajului operează până la decesul dispunătorului numai față de descendentul care nu și-a executat sarcina; dela această dată, revocarea operează față de toți descendenții. (Demolombe, XXIII, No. 141; Comp.: Larombière, Obligations, III, Art. 1148, No. 55).

**63.** Partajul de ascendent făcut prin act între vii, constituie între descendenții copărtași caracterele unui simplu partaj, așa încât când unul dintre copărtași nu îndeplinește condițiunile actului de partaj stipulate în favoarea altui copărtaș, partajul de ascendent nu poate fi revocat ci copărtașul beneficiar al condițiunei este garantat în dreptul său numai cu privilegiul copărtașului prevăzut de art. 2109 c. civ. fr. (1741 c. civ. rom.). (Demolombe, XXIII, No. 114; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 753, p. 51).

**64.** Dispozițiunile art. 955, 955 și 957 c. civ. fr. (829, 831 și 835 c. civ. rom.), privitoare la revocarea donațiilor, pentru cauză de ingratitudine, își găsesc aplicațiunea și la partajele de ascendent prin acte între vii. (Demolombe, XXIII, No. 125; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 753, p. 27; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4580; Laurent, XV, No. 74; Huc, VI, No. 452; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5519; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 872, nota 1).

**65.** Împărțeala de ascendent este revocabilă pentru survenirea unui copil născut după facerea împărțelei, deoarece împărțeala este nulă întrucât nu a fost cuprius și acest copil. (Demolombe, XXIII, No. 125; Laurent, XV, No. 74; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5519; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 872, nota 1).

**66.** Legitimarea prin căsătorie subsequentă a unui copil natural care există în momentul facerii împărțelei, aduce nulitatea acelei împărțelei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 872, nota 1).

**67.** În cazul când unul dintre descendenții copărtași încetează din viață înainte de decesul ascendentului donator, chiar fără a lăsa descendenți, partajul de ascendent făcut prin act între vii nu este revocat. (Duranton, IX, No. 659; Demolombe, XXIII, No. 146; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, p. 16; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1112; Laurent, XV, No. 77; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5521; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 875, 874, 878).

**68.** În partajul de ascendent făcut prin testament, descendenții copărtași primesc bunurile prevăzute în testament mai mult ca moștenitori decât ca legatari, deoarece ascendentul distribuie bunurile între descendenții săi fără a fi considerat că exercită o adevărată liberalitate. (Demolombe, XXIII, No. 49, 97

urm.: Mourlon, II, No. 966; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 243 bis. II, XI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 728-10, p. 5; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1091; Planiol, III, No. 5381; Comp.: Troplong, Donations et testaments, II, No. 2520; Contra: Laurent, XV, No. 53; Huc, VI, No. 450; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5558; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865).

**69.** Partajele de ascendent făcute prin testament, sunt guvernate de regulile și condițiunile prevăzute de lege în materie de testament. (Demolombe, XXIII, No. 2 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 9; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4544; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1151 urm.; Laurent, XV, No. 22; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5554).

**70.** În general, regulile de fond privitoare la capacitatea de a dispune și la bunurile ce trebuiesc împărțite, dela partajele de ascendent prin acte între vii sunt aplicabile și la partajele de ascendent prin testament. (Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1152; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 864).

**71.** Minorul de 16 ani va putea să împartă prin testament totalitatea bunurilor sale, copiilor săi: dispozițiunile art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.), nu își găsesc aplicațiunea în această materie. (Demolombe, XXIII, No. 22; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 9; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4545; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 864).

**72.** După altă părere, dispozițiunile art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.); își găsesc aplicațiunea și în materie de partaj de ascendent prin testament. (Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5556).

**73.** Femeia măritată va putea să-și împartă averea sa prin testament, fără nici o autorizare, deoarece testamentul urmează să-și producă efectele la încetarea din viață a testatoarei. (Planiol, III, No. 5364; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 871, nota 4).

**74.** Descendenții copărtași, cari primesc bunurile împărțite prin testament trebuiesc să aibă după o părere, capacitatea de a primi cu titlu de succesiune iar nu cu titlu de legatari. (Demolombe, XXIII, No. 30 bis, 112; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 9, § 750, p. 16).

**75.** După altă părere, descendenții copărtași cari primesc bunurile împărțite prin testament, trebuiesc să aibă capacitatea cerută pentru a primi cu titlu de legatari. (Laurent, XV, No. 54; Huc, VI, No. 450, 451; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5537, 5541; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865).

**76.** Partajul de ascendent prin testament, nu poate fi făcut decât în favoarea descendenților concepuți în momentul decesului ascendentului testator. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 864).

**77.** Ascendentul testator poate cuprinde în partajul ce-l face prin testament, nu numai bunurile prezente ci și bunurile viitoare dacă ele pot compune loturile de aceeași valoare. (Demolombe, XXIII, No. 68; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4550; Huc, VI, No. 440; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5576; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865, 874, 875).

**78.** În partajul de ascendent făcut prin testament, nu se pot cuprinde decât bunurile cari aparțin în mod exclusiv numai testatorului. (Demolombe, XXIII, No. 90; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 731, p. 17; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1132; Laurent, XV, No. 57; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 864).

**79.** Bunurile dăruite unuia dintre descendenți fără dispensă de raport, pot fi cuprinse de către ascendent în partajul ce-l face prin testament. (Demolombe, XXIII, No. 77; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 731, p. 20; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4552; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5568; Contra: Laurent, XV, No. 58).

**80.** Regulele de formă cari guvernează testamentele sunt aplicabile și partajelor de ascendent făcute prin testament. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4557 urm.; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1131 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865).

**81.** Partajul de ascendent făcut prin testament, trebuie făcut sub formă olografă, autentică sau mistică. (Demolombe, XXIII, No. 17; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 10; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4557; Huc, VI, No. 429; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5543; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865).

**82.** Dacă în testament au luat parte și descendenții cari au acceptat partajul făcut de ascendent, această intervențiune a descendenților nu viciază partajul, deoarece acceptarea lor eră inutilă. (Duranton, IX, No. 622; Demolombe, XXIII, No. 17; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865).

**83.** Prin acelaș testament prin care se face partajul de ascendent, nu este permis a dispune și o altă persoană în afară de ascendentul care dispune de bunurile sale. (Toullier, V, No. 815; Duranton, IX, No. 622; Demolombe, XXIII, No. 18; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, text și nota 7, p. 10; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4547; Laurent, XV, No. 22; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5544, 5590; Planiol, III, No. 5370; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865).

**84.** Doi soți ascendenți nu pot împărți bunurile lor, descendenților lor comuni prin același testament. (Duranton, IX, No. 622; Demolombe, XXIII, No. 18, 80; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 729, p. 10; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4547; Laurent, XV, No. 2248; Planiol, III, No. 3370; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 863).

**85.** Împărțeala de ascendent făcută prin testament, nu transmite nici un drept descendenților în timpul vieții ascendentului, deoarece testamentul își produce efectul numai după decesul testatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 863).

**86.** Descendenții nu pot să renunțe la succesiunea testamentară care cuprinde împărțeala și să primească succesiunea ab intestat ca avere neîmpărțită. (Demolombe, XXIII, No. 99; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 243 bis II, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, p. 34; Contra: Laurent, XV, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865, 866).

**87.** Partajele de ascendent făcute prin testament pot fi revocate după regulile generale prevăzute de lege la materia testamentelor. (Demolombe, XXIII, No. 92, 95; Mourlon, II, No. 965; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 735, p. 32; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4590; Laurent, XV, No. 78; Huc, VI, No. 451-5<sup>o</sup>; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3541, 3545, 3629; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 865).

**88.** Înstrăinarea de către ascendent a totalității sau a unei părți din bunurile care au format obiectul partajului testamentar, constituie după o părere prin aplicarea dispozițiilor art. 1038 c. civ. fr. (925 c. civ. rom.), o revocare tacită sau virtuală. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4590; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3631, 3632).

**89.** După altă părere, dispozițiile art. 1038 c. civ. fr. (925 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea la partajele de ascendent făcute prin testament. În această materie, dacă prin înstrăinarea ce o face ascendentul a unor bunuri ce au făcut obiectul partajului testamentar, se distruge egalitatea loturilor descendenților copărtăși, descendentul a cărui lot a fost micșorat, va avea dreptul să ceară nulitatea partajului testamentar. (Demolombe, XXIII, No. 94 urm., 112; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 243 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 730, p. 16, § 735, p. 35; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4590; Laurent, XV, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 863).

**90.** Un testament anterior sau posterior partajului testamentar a căror dispozițiuni se pot concilia între ele, își vor primi toată executarea; în cazul când nu se pot concilia testamentul posterior — testamentul simplu sau partajul testamentar — va revoca pe cel anterior.

(Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4546).

**91.** Faptul ascendentului de a constitui o ipotecă asupra bunurilor cari au făcut obiectul partajului testamentar, nu aduce revocarea partajului. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4591).

**92.** După o părere, dispozițiunile art. 1039 c. civ. fr. (924 c. civ. rom.), potrivit cărora orice dispozițiune testamentară devine caducă, când acela în favoarea căruia a fost făcută a murit înaintea testatorului nu-și găsesc aplicațiunea la partajul de ascendent făcut prin testament. (Toullier, V, No. 814; Delvincourt, II, p. 152, 561; Duranton, IX, No. 641; Demolombe, XXIII, No. 109, 110, 146, 147, 165; Vazeille, Successions, Art. 1077, No. 4; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2320, 2321; Marcadé, Art. 1078, No. 2; Bertault, Questions pratiques et doctrinales sur le Code Napoléon, II, No. 147; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 730, text și nota 7, p. 15, 14; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4595, 4594; Suppl. Dispositions entre vifs, No. 1149).

**93.** Chiar dacă unul dintre descendenții copărtăși încetează din viață înainte de ascendentul testator, fără descendenți, partajul testamentar nu este atins de nulitate, ci partea descendentului încetat din viață se va atribui celorlalți descendenți, pe cale de acrescământ. (Duranton, IX, No. 622; Demolombe, XXIII, No. 107, 109, 110; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2519; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 253 bis, VIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 730, text și nota 17, p. 16).

**94.** După altă părere, dispozițiunile art. 1039 c. civ. fr. (924 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și la partajul de ascendent făcut prin testament așa încât dacă unul dintre descendenții copărtăși încetează din viață înainte de ascendentul testator, chiar lăsând descendenți, partajul testamentar este lovit de caducitate, descendenții defunctului neavând dreptul a primi partea autorului lor pe cale de reprezentanță. (Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3559, 3563, 3639; Comp.: Mourlon, II, No. 968; Laurent, XV, No. 104; Huc, VI, No. 451; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 866).

**95.** Partajele de ascendent, după o părere, sunt supuse regulilor esențiale ale partajului și în special regulilor prevăzute de art. 826 și 852 c. civ. fr. (736 și 741 c. civ. rom.). (Duranton, IX, No. 659; Demolombe, XXIII, No. 199 urm.; Vazeille, Successions, Art. 1079, No. 9; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 508, nota 4, p. 310, 311; Grenier, Donations et testaments, I, No. 399; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2504; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 732, p. 22; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4485; Suppl. Dispositions entre vifs, No. 1114, 1115; Huc, VI, No. 447).

**96.** După a doua părere, dispozițiunile art. 826 și 852 c. civ. fr. (756 și 741 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la partajele de ascendent. (Laurent, XV, No. 60 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5777 urm.; Planiol, III, No. 3572; Comp.: Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2504; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 880, 881).

**97.** După a treia părere, dispozițiunile art. 826 și 852 c. civ. fr. (756 și 741 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la partajele de ascendent făcute prin testament iar nu și la partajele de ascendent făcute prin acte între vii. (Mourlon, II, No. 967; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 254 bis, XVII, XVIII; Comp.: Duranton, IX, No. 658; Contra: Demolombe, XXIII, No. 200, 201; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2505; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 732, text și nota 3; Laurent, XV, No. 61).

**98.** În părerea celor cari admit că dispozițiunile art. 826 și 852 c. civ. fr. (756 și 741 c. civ. rom.) sunt aplicabile și partajelor de ascendent, aceste articole nu își mai găsesc aplicațiunea în cazul prevăzut de art. 827 c. civ. fr. (736 al. 2 c. civ. rom.), adică atunci când imobilele nu se pot împărți comod în natură. (Merlin, Rép., Partage d'ascendant, No. 12; Toullier, V, No. 806; Duranton, IX, No. 658; Delvincourt, II, p. 150; Grenier, Donations et testaments, I, No. 399; Demolombe, XXIII, No. 203, 204; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 732, text și nota 2, p. 23; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4487; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1116; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5775).

**99.** Deasemenea dispozițiunile art. 826 și 852 c. civ. fr. (756 și 741 c. civ. rom.), pot fi înlăturate când partajul în natură ar aduce o pagubă descendenților copărtași și numai interesul lor cere înlăturarea aplicării dispozițiilor acestor articole. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4488; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1117).

**100.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă imobilele se pot sau nu comod împărți în natură. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 732, nota 4, p. 24; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1118; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5781).

**101.** Efectul partajului de ascendent este de a nu permite descendenților copărtași să introducă acțiune de partaj în ceea ce privește bunurile împărțite, ei găsindu-se investiți cu drepturile ce li s'au conferit, din momentul împărțirii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, p. 27; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4562; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1154).

**102.** Dispozițiunile art. 885 c. civ. fr. (786 c. civ. rom.), privitoare la efectul declarativ al partajului, își găsesc aplicațiunea, după o părere, și la partajul de

ascendent. (Demolombe, XXIII, No. 118, 122; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis, XV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, nota 7, p. 30; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4565; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1156; Laurent, XV, No. 82, 86 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 879).

**103.** După altă părere, dispozițiunile art. 885 c. civ. fr. (786 c. civ. rom.), care prevăd că partajul are efect declarativ, nu-și găsesc aplicațiunea la partajul de ascendent. (Huc, VI, No. 436; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5647 urm.).

**104.** În privința raporturilor dintre descendenții copărtași, se vor aplica principiile dela materia partajului, oricare ar fi natura actului care cuprinde partajului de ascendent. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, p. 30, 35; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1158; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5642; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 879 urm.).

**105.** Garanția între copărtași, prevăzută de art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea și la partajul de ascendent. (Toullier, V, No. 807; Duranton, IX, No. 655; Grenier, Donations et testaments, I, No. 394; Demolombe, XXIII, No. 115, 154; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis, XIV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, p. 30; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4569; Laurent, XV, No. 85, 87; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5645, 5652; Planiol, III, No. 3582; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 853, 879).

**106.** În privința partajului de ascendent, făcut prin act între vii, după o părere, garanția prevăzută de art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.) este datorită de descendenții copărtași chiar în timpul vieții ascendentului donatar, iar nu numai la înțetarea sa din viață. (Demolombe, XXIII, No. 54; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, p. 52; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4569).

**107.** Deasemenea descendenții copărtași au între ei privilegiul copărtașilor prevăzut de art. 2109 c. civ. fr. (1741 c. civ. rom.). (Demolombe, XXIII, No. 116, 154; Troplong, Privilèges et hypothèques, I, No. 515; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis, XIV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 733, p. 30; Laurent, XV, No. 85, 87; S. Pont, Privilèges et hypothèques, I, No. 206; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5651; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, I, No. 606; Planiol, III, No. 3582; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 853, 879, 880).

**108.** După o altă părere, în timpul vieții ascendentului donatar, copărtașii nu au dreptul nici la acțiunea în garanție prevăzută de art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.), nici la privilegiul prevăzut de art. 2109 c. civ. fr. (1741 c. civ. rom.), deoarece partajul de ascendent făcut prin act între

vii, nu are caracterul de partaj decât cu începere dela deschiderea succesiunii ascendentului donator. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4569).

**109.** În privința partajului de ascendent făcut prin testament, garanția prevăzută de art. 884 c. civ. fr. (787 c. civ. rom.) începe dela deschiderea succesiunii ascendentului donator. (Demolombe, XXIII, No. 116; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 243 bis, XVI; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4570; P. Pont, Privileges et hypothèques, I, No. 294; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 880).

**110.** Împărțeala de ascendent nu poate fi desființată pentru cauză de evicțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 880).

**111.** Descendenții copărtași sunt obligați la plata datoriilor ca și donarii sau ca legatarii după cum partajul de ascendent s'a făcut prin act între vii sau prin testament. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4571; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1159; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3620; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 866).

**112.** Descendenții copărtași sunt obligați să plătească datoriile existente în momentul partajului, proporțional cu porțiunea lor, în cazul când partajul de ascendent s'a făcut prin act între vii și cuprinde totalitatea bunurilor sau o cotă parte din bunurile ascendentului donator. (Duranton, IX, No. 650; Grenier, Donations et testaments, I, No. 395; Troplong, Donations et testaments, II, No. 2310; Daloz Rép., Dispositions entre vifs, No. 4571; Contra: Toullier, V, No. 816, 817, 818; Demolombe, XXIII, No. 128; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 243 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 735, p. 29).

**113.** Descendenții copărtași nu pot fi obligați decât la plata datoriilor actuale prevăzute în statul anexat la actul de partaj de ascendent, când partajul are loc prin act între vii; dacă în actul de partaj de ascendent se prevede

obligația descendenților ca să plătească datoriile posteroare partajului, această obligație este nulă și aduce tot odată și nulitatea actului de partaj de ascendent. (Delvincourt, II, p. 359; Grenier, Donations et testaments, I, No. 395; Troplong, Donations et testaments, II, No. 2312; Daloz Rép., Dispositions entre vifs, No. 4573; Suppl., Dispositions entre vifs No. 1140).

**114.** Descendenții copărtași nu pot fi obligați la plata datoriilor posteroare partajului de ascendent făcut prin acte între vii, decât în calitatea lor de moștenitori și numai dacă acceptă succesiunea ascendentului donator. (Delvincourt, II, p. 359; Grenier, Donations et testaments, I, No. 395; Troplong, Donations et testaments, II, No. 2312; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4573).

**115.** Condițiunile care sunt impuse prin actul de partaj de ascendent, trebuie executate, dacă sunt valabile. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1141).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Când un act de partaj de ascendent făcut în forma unei donațiuni, nu s'a acceptat de către moștenitori în forma autentică ca orice donație, acest act nu poate să fie investit de către moștenitori cu formula executorie și executat. Un terțiu, care se găsește în posesia imobilului, poate să facă contestație la executare, invocând reaua investire și executare. Terțiu acesta poate să conteste chiar dacă el a pierdut în acțiunea posesorie făcută de moștenitorul care în urmă a investit actul cu formula executorie iar terțiu se găsește în recurs în fața Tribunalului, fiindcă prin faptul că recursul este suspensiv de executare, până la rezolvarea acestui recurs, terțiu are posesia imobilului. (Trib. Dâmbovița, s. I, 8, din 16 Ian. 1926. Pand. Săpt., 10 din 1926, Pand. Rom., 1926, III, 54).

**Art. 796.** — Dacă toate bunurile, ce ascendentele a lăsat la moartea sa, nu au fost cuprinse în împărțeală, bunurile necuprinse se vor împărți conform cu legea. (Civ. 728 urm., 790; Civ. Fr. 1077).

*Text. fr. Art. 1077.* — Si tous les biens que l'ascendant laissera au jour de son décès n'ont pas été compris dans le partage, ceux de ces biens qui n'y auront pas été compris, seront partagés conformément à la loi.

### Doctrină.

**1.** Partajul de ascendent care nu cuprinde toate bunurile prezente ale ascendentului donator, nu-și pierde caracterul său, deoarece ascendentul are dreptul să păstreze o parte din bunurile sale. (Aubry et Rau,

ed. 4-a, VIII, § 751, p. 22; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4485; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1105; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3555 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 859, 860).

**2.** Ascendentul poate face mai multe

partaje succesive a bunurilor sale prin acte între vii sau prin testamente; deasemenea ascendenților poate împărți bunurile sale descendenților prin acte separate, cu condițiunea ca aceste acte reunite să formeze un singur tot. (Demolombe, XXIII, No. 11, 39, 40, 70; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, 751, p. 11, 22; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1105; Laurent, XV, No. 59; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5558; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, pag. 856, nota 5, 860).

**3.** Dacă ascendentul omite în mod voluntar sau involuntar să cuprindă un bun în partajul ce-l face, această omisiune nu aduce nulitatea partajului, ci dă loc numai la un partaj suplimentar. (Demolombe, XXIII, No. 69 urm.; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2516; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 751, p. 22; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4485; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5560; Planiol, III, No. 5369;

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 859, 860).

**4.** În cazul când după facerea partajului, ascendentul dobândește alte bunuri, el poate face un nou partaj de ascendent cu privire la aceste bunuri. (Grenier, Donations et testaments, I, No. 596; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4485; Planiol, III, No. 5369; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 859, 860).

**5.** Bunurile omise de ascendent la partajul ce l-a făcut descendenților săi, se vor adăuga la succesiunea donatorului prin calcul fictiv, pentru a se calculă porțiunea disponibilă conform dispozițiilor art. 922 c. civ. fr. (849 c. civ. rom.) cuprinzându-se și împărțeala făcută de ascendent, deoarece această împărțeală constituie o donațiune. (Demolombe, XIX, No. 319 urm.; XXIII, No. 151; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 245 bis II; Aubry et Rau, VII, § 684, p. 189; Laurent, XV, No. 155; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 898; Planiol, III, No. 5088, 5594; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 860).

**Art. 797.** — Este nulă împărțeala în care nu s'au cuprins toți copiii în viață la deschiderea moștenirii, și descendenții fiilor premuriți.

Acțiunea de nulitate se poate exercita de toți erezii fără distincțiune. (Civ. 654, 728 urm., 755, 795, 808, 934, 935; Civ. Fr. 1078).

*Text. fr. Art. 1078.* — Si le partage n'est pas fait entre tous les enfants qui existeront à l'époque du décès et les descendants de ceux prédécédés, le partage sera nul pour le tout. Il en pourra être provoqué un nouveau dans la forme légale, soit par les enfants ou descendants qui n'y auront reçu aucune part, soit même par ceux entre qui le partage aurait été fait.

### Bibliografie (continuare).

BACIU C., *Notă sub Trib. Buzeu S. I, 162 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1174;*  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni, p. 227.*

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Absență 13.  
Acțiune în petițiune de ereditate 23.  
Adopțiune 9.  
Anulare 1, 4, 5, 14—27.  
Confirmare 25.  
Consimțământ 1, 2, 3.  
Copil adoptat 9.  
C. pil conceput 8.  
Copil legitimat 10.  
Copil natural 10.  
Copil postum 5, 22.  
Deces 8, 15, 19, 26.  
Deschiderea succesiunii 8, 11, 12, 15, 19.  
Dol 1.  
Donațiune 4, 5, 16, 17, 24.  
Forme 1.  
Hotărâre 21.  
Împărț-ală de ascendent 1 urm.  
Incapacitate 1, 12.

Încetare din viață 8, 15, 19, 26.  
Inexistentă 2, 24, 25, 27, 28.  
Instrăinare 15.  
Ipotecă 15.  
Legat, a se vedea cuvântul: „Testament”.  
Licitimare 10.  
Loturi 14.  
Mamă naturală 10.  
Moarte 8, 15, 19, 26.  
Naștere 6, 7.  
Necernitate 12.  
Nulitate 1, 4, 5, 14—27.  
Nulitate absolută 18—22.  
Omisiune 5, 12, 13, 15—21, 23—28.  
Partaj de ascendent 1 urm.  
Petițiune de ereditate 23.  
Prescripție 23, 24.  
Rauificare 25.

Renunțare 12.  
Succesiune 8, 11, 12.  
Supraviețuire de copii 22.

Temere reverențiară 3.  
Testament 4, 5, 7, 17, 24.  
Violență 1.

### Doctrină.

**1.** Partajul ascendenților poate fi atacat în nulitate, potrivit dreptului comun, pentru neîndeplinirea formelor cerute de lege, pentru incapacitate sau pentru viciile de consimțământ, adică dolul și violență. (Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3664 urm.; Planiol, III, No. 5385; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 883).

**2.** Partajul ascendenților este inexistent când a lipsit consimțământul unuia dintre descendenți la facerea împărțelii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885, nota 5).

**3.** Temerea reverențiară nu constituie un

viciu de consimțământ care să ducă la desființarea împărțelii ascendenților. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885).

**4.** Dispozițiunile art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la partajele ascendenților făcute prin acte între vii cât și la cele făcute prin testament, deoarece legea nu face nici o distincție. (Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 347 bis, VII; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885).

**5.** În partajul de ascendent, făcut prin act între vii sau prin testament, vor trebui să fie trecuți toți copiii sau descendenții lor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, p. 12; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4479, 4546; Huc, VI, No. 442; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5667 bis urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885, 884).

**6.** Partajul de ascendent este nul dacă nu cuprinde un copil născut după partaj sau chiar un copil postum. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, p. 12; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4581; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1112; Huc, VI, No. 452, 442; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 884, nota).

**7.** În cazul când într'un partaj de ascendent prin testament, testatorul a prevăzut pentru copilul ce se va naște o parte din bunurile sale, partajul este valabil, deoarece legea nu cere ca fiecare descendent să fie desemnat în mod individual, ci este de ajuns dacă se poate stabili că toți descendenții au fost cuprinși în partajul de ascendent. (Toullier, V, No. 515; Grenier, Donations et testaments, I, No. 397; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4481, 4585).

**8.** Copilul conceput în momentul decesului ascendentului se socotește în viață la facerea împărțelii și trebuie cuprins în împărțeala ascendentului. (Demolombe, XXIII, No. 100; Laurent, XV, No. 100; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5672; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 884, nota).

**9.** Părintele trebuie să cuprindă în partajul său de ascendent și pe copilul său adoptiv, deoarece copilul adoptiv face parte dintre descendenții săi. (Demolombe, XXIII, No. 161 bis; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 246 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, p. 12; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4458; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1099; Laurent, XV, No. 101; Huc, VI, No. 426; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5495; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885, nota 6, 885, nota).

**10.** Prin cuvântul: «copii» întrebuințat în art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.), se înțeleg și copiii legitimați și copiii naturali față cu mama și ascendenții de pe mamă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 856, nota 2, 859, 885, nota 3).

**11.** Dispozițiunile art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai descendenților cari există în mo-

mentul deschiderii succesiunii, deoarece numai ei sunt chemați la succesiunea ascendentului. (Demolombe, XXIII, No. 160, 161; Mourlon, II, No. 967; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, p. 12; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4461; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1101; Laurent, XV, No. 99; Huc, VI, No. 442; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5671; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885).

**12.** Descendentul omis dela partajul de ascendent, care în momentul deschiderii succesiunii este incapabil să primească succesiunea, fiind nedemn sau fiindcă a renunțat la succesiune, este considerat că nu există, așa încât partajul nu poate fi atacat nici de el, nici de ceilalți moștenitori, deoarece descendentul omis dela partajul de ascendent sau cel născut după partaj, nu poate cere anularea partajului făcut și facerea unui nou partaj decât în calitate de moștenitor, calitate care nu se poate constata decât la deschiderea succesiunii. (Duranton, IX, No. 658; Demolombe, XXIII, No. 161; Mourlon, II, No. 967; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 246 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, text și nota 4, p. 12; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4461; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1112, 1115; Laurent, XV, No. 100; Huc, VI, No. 442; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5674; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 884, nota).

**13.** În cazul când la partajul de ascendent a fost omis un descendent care era absent în momentul facerii partajului, partajul este valabil, dacă absentul se prezintă după expirarea termenului în care el putea să ceară revocarea lui. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4461; Huc, VI, No. 442).

**14.** În cazul când ascendentul deși a cuprins pe toți copiii și pe toți descendenții săi, însă nu le-a dat la fiecare din ei partea la care are dreptul după lege, descendentul nedreptățit va putea cere desființarea împărțelii tot pe baza art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.). (Demolombe, XXIII, No. 165; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885).

**15.** Împărțeala ascendenților făcută prin act între vii în care nu s'au cuprins toți descendenții va fi nulă cu începere dela decesul ascendentului, fără efect retroactiv, așa încât înstrăinările și ipotecile făcute de unul dintre descendenți până la deschiderea succesiunii ascendentului rămân valide. (Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2517, 2525; Laurent, XV, No. 96; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885).

**16.** În dreptul civil român când se anulează împărțeala ascendenților pentru că nu a cuprins pe toți descendenții, ea poate valoră ca donațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 886).

**17.** Anularea împărțelii de ascendent pentru că nu a cuprins pe toți descenden-



ții, nu aduce și anularea liberalităților independente de împărțeala pe care le cuprinde actul pe lângă împărțeală. (Laurent, XV, No. 98; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 886).

**18.** Nulitatea unui partaj de ascendent, prevăzută de art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.) este absolută. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4584; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1115).

**19.** Omisiunea unui descendent care există în momentul decesului ascendentului care a făcut partajul, aduce nulitatea partajului nu numai față de descendentul omis, ci și față de ceilalți descendenți cari au fost cuprinși în actul de partaj și cari pot deci ataca împărțeala. (Duranton, IX, No. 636, 645; Demolombe, XXIII, No. 167, 168; Mourlon, II, No. 967; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, nota 9, p. 14; Laurent, XV, No. 94; Huc, VI, No. 445; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 886).

**20.** Nulitatea prevăzută de art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.) atinge actul de partaj de ascendent în întregime. (Daloz, Rép., Suppl., Disposit. entre vifs, No. 1148).

**21.** Nulitatea prevăzută de art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.) este deplin drept și nu este nevoie să fie pronunțată de justiție pentru a se putea provoca facerea unui nou partaj. (Duranton, IX, No. 645; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, p. 14; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4481; Huc, VI, No. 445).

**22.** Nulitatea unui partaj de ascendent pentru supravvenire de copil, poate fi cerută nu numai de către copilul născut posterior facerii partajului, ci și de descendenții cari au fost cuprinși în partaj de oarece în acest caz partajul de ascendent este nul pentru tot. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1147).

**23.** Acțiunea unui descendent omis într-un partaj de ascendent, de prescrie prin trecere de treizeci ani, deoarece constituie o adevărată acțiune în petițiune de ereditate. (Demolombe, XXIII, No. 217; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 750, p. 14, 15; Laurent, XV, No. 95; Huc, VI, No. 445; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5682).

**24.** În dreptul civil român în părerea care admite că împărțeala ascendentului în care nu s'au cuprins toți descendenții este numai anulabilă iar nu inexistentă, acțiunea în anulare a împărțelei se va prescrie conform art. 1900 c. civ. rom. prin trecere de zece ani, când împărțeala a fost făcută prin act între vii și prin trecere de treizeci ani, când împărțeala a fost făcută prin testament. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 888).

**25.** Deasemenea în aceeași părere, acțiunea în anulare a împărțelei se va stinge prin confirmarea împărțelei, expresă sau tacită. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 888).

**26.** Nulitatea partajului de ascendent prevăzută de art. 1078 c. civ. fr. (797 c. civ. rom.) nu poate fi cerută de către însăși ascendentul donator, deoarece numai la decesul său se poate cere nulitatea partajului de către descendentul omis la partaj. (Troplong, Donations et testaments, II, No. 2525; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4582).

**27.** În dreptul civil român, împărțeala ascendentului în care a fost omis unul dintre descendenți, după o părere, nu este inexistentă, ci numai anulabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 883, nota, 886, 887, 888).

**28.** După altă părere, adoptată și de jurisprudența română, în dreptul nostru împărțeala ascendentului în care nu s'au cuprins toți descendenții este inexistentă. (N. Stănescu, Despre partaj și rezervă, p. 506, 507).

**29.** A se vedea: art. 795 codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Din împrejurarea că unul dintre comostenitori nu a fost valabil citat, cu ocazia vânzării averii succesorală scoasă în vânzare în urma admiterii cererii de partaj, nu se poate conchide că ceilalți comostenitori ar avea acțiune în anularea acestei vânzări. Singurul în drept a cere anularea și numai în ce privește lezarea intereselor sale, fiind comostenitorul în privința căruia procedura nu a fost legal îndeplinită cu prilejul adjudecării bunurilor succesorală respective.

În adevăr, dacă în materie de împărțeală, un partaj făcut fără participarea tuturor comostenitorilor, este nul, prin efectul articolului 797 codul civil, în ce privește vânzarea unei averi succesorală, în executarea hotărârii definitive de împărțeală, aceasta rămâne valabilă față de toți comostenitorii, cari au fost legal citați, cât timp se constată că ei au dat mulțumire vânzării efectuate, prin participarea la întocmirea tabloului de distribuire pretului și aceasta pentru motivul că ei și-au înstrăinat în mod valabil partea lor din succesiune, starea de indiviziune perzistând numai între cumpărătorul averii succesorală și moștenitorul care nu a fost reprezentat în instanță cu ocazia vânzării. (Cas. I. 1272 din 4 Iulie 1924, Jur. Rom. 18/1924, Dreptul 22/1926, Curier Jud. 25/1925).

**2.** Un partaj la care nu s'au chemat toți moștenitorii este inexistent, întrucât s'au împărțit bunurile unui terțiu și coindivizarul omis a se cită la prima instanță nu poate fi chemat la împărțeală deadreptul în apel, căci prin aceasta ar urmă să se introducă în apel, persoane care n'au luat parte la prima instanță, privându-le astfel de un grad de jurisdicțiune. Acest motiv de apel fiind întemeiat s'a admis, respingându-se acțiunea ca neregulată introdusă. (Trib. Buzău, secția I, sentința civilă No. 162 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1174).

**Art. 798.** — Împărțeaia făcută de ascendente se poate atacă, când ar rezultă dintr'însa sau dintr'alte acte, că prin dispozițiunea făcută de ascendente, vreunul din acei între care s'au împărțit bunurile, s'ar găsi vătămat în partea legitimă. (Civ. 790 urm., 794, urm., 799, 841 urm., 846, 849 urm., 1167, 1175, 1190, 1890, 1900; Civ. Fr. 1079).

*Text. fr. Art. 1079.* — Le partage fait par l'ascendant pourra être attaqué pour cause de lésion de plus du quart: il pourra l'être aussi dans le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par préciput, que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 215, 216;

PETIT EUGEN. *Notă* sub C. Apel Iași S. II, Jurnal 28 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 570.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

- |   |  |
|---|--|
| Acceptare 23, 34, 35.   | Leziune 2, 10.   |
| Act autentic 22.  | Mamă 28, 29, 36.   |
| Acțiune în reducere, a se vedea cuvântul: „Reducțiune”.       | Mandat 22.   |
| Acțiune pauliană 4.   | Minor 31.  |
| Anulare 1, 2, 3, 6, 7, 18, 19, 22, 23, 24, 28, 32, 38, 42—48. | Marte, a se vedea cuvântul: „Deces”.   |
| Bună credință 47.   | Mobile 17.   |
| Capacitate 39.  | Nulți ate, a se vedea cuvintele: „Anulare”, „Reducțiune”.  |
| Cheltuieli 48, 49.  | Nulitate absolută 43, 45.  |
| Clauză penală 7.  | Omisivitate 24.  |
| Completare 11.  | Opozabilitate 46.  |
| Condițiuni esențiale 3, 44.                                   | Pact succesoral 5.   |
| Confirmare 34—41.   | Partaj de ascendenți 1 urm.  |
| Convențiune 18.   | Plus valută 49.  |
| Cotitate disponibilă 13, 14.                                  | Poseziune 47.  |
| Deces 13, 16, 17, 26, 27, 28, 30, 35, 36, 38, 41.             | Prescripție 18—31.   |
| Di erență 9, 10.  | Ra ort succesoral 14.  |
| Donațiune 1, 4, 7, 13—22, 24—29, 34—41, 44, 45.               | Ratificare 34—41.  |
| Drepturi reale 46.  | Reducțiune, a se vedea cuvântul: „Anulare” și 2, 8, 9, 11, 12, 20, 21, 25, 26, 27, 30, 33, 34, 35. |
| Efecte 42, 43.  | Renunțare 33.  |
| Ficțiune 14.  | Repiezentații 24.  |
| Forme 43.   | Restituire 47, 48, 49.   |
| Fruite 47.  | Rezervă succesorală 2, 6—9, 11—17, 20, 21, 24—27, 30, 33, 34, 35.                                  |
| Imobile 17, 46—49.  | Suspendare 31.   |
| Împărțeaia de ascendenți 1 urm.                               | Tată 28, 29, 36.   |
| Incapacitate 37.  | Termen 18.   |
| Încetare din viață, a se vedea cuvântul: „Deces”.             | Terțe persoane 46.   |
| Inexistență 42, 43.   | Testament 1, 7, 23, 30.  |
| Interes 32.   | Vicii 3, 37, 41, 43, 44.   |
| Interzis 31.  |  |

### Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 1079 c. civ. fr. (798 c. civ. rom.) sunt aplicabile atât împărțelilor de ascendenți făcute prin acte între vii, cât și celor făcute prin testament. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 889, 890).

2. În articolul 1079 c. civ. fr. se prevăd două acțiuni: acțiunea prin care se atacă împărțeaia de ascendenți pentru cauză de leziune și acțiunea prin care se atacă împărțeaia pentru atingerea rezervei; în articolul 798 c. civ. român corespunzător există o singură acțiune: acțiunea prin care

se atacă împărțeaia de ascendenți pentru atingerea rezervei, fiind suprimată acțiunea prin care se atacă împărțeaia pentru cauză de leziune. Acțiunea prin care se atacă împărțeaia pentru atingerea rezervei este o acțiune în reducere. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 890; Comp.: Laurent, XV, No. 142; Planiol, III, No. 5395).

3. Partajul de ascendenți este nul când îi lipsesc condițiunile esențiale de validitate și când actul este atins de vicii cari aduc nulitatea oricărui contract în general. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4575; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5665; Planiol, III, No. 5385; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 885).

4. Un partaj de ascendenți făcut prin act între vii, poate fi atacat prin acțiune pauliană în condițiunile pe care le cere această acțiune când este introdusă în contra actelor cu titlu gratuit. (Demolombe, XXIII, No. 150; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 753—1<sup>o</sup>, p. 52; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 855).

5. Dispozițiunile art. 791 și 1150 c. civ. fr. (702 și 965 c. civ. rom.) cari opresc pactele asupra succesiunilor viitoare, nu sunt aplicabile partajului de ascendenți, deoarece acest fel de partaj este permis de lege în mod formal. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4577; Laurent, XVI, No. 105; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3840; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 521, 855).

6. Partajul de ascendenți care ar cuprinde un avantaj în profitul unuia dintre descendenții copărtași și prin aceasta s'ar aduce atingere altui descendent copărtaș, cade sub prevederile dispozițiunilor art. 1079 c. civ. fr. (798 c. civ. rom.) putând fi atacat de copărtașul nedreptățit. (Demolombe, XXIII, No. 196; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 48; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4612; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1150; Huc, VI, No. 448; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5746 urm.;

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 889 urm.).

**7.** Ascendentul nu poate să împedea pe descendenți să atace împărțeala de ascendent făcută prin act între vii sau prin testament, pentru atingerea rezervei, prin impunerea unei clauze penale. (Laurent, XI, No. 479; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 155 urm.; Planiol, III, No. 5595; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 890, nota 2).

**8.** Acțiunea de reducere a partajului de ascendent care atinge rezerva unuia din descendenți, nu poate fi introdusă decât de descendentul nedreptățit. (Duranton, IX, No. 648; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 55; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1156).

**9.** Textul articolului 798 din codul civil român diferă de textul art. 1079 c. civ. fr., deoarece în textul român este întrebuințat cuvântul: «sau» pe când în textul francez e întrebuințat cuvântul: «și»; prin urmare, în dreptul nostru, acțiunea în reducere este admisă când vătămarea s-a produs nu numai prin actul de împărțeală, ci și prin alte acte anterioare sau posterioare împărțelei ascendentului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 888, nota 2; Nacu, II, p. 325).

**10.** În dreptul civil român, contrar ca în dreptul francez și dreptul italian, nu există acțiunea în reducere pentru leziune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 889, nota 1).

**11.** Împărțeala de ascendent în care s'a atins rezerva unuia dintre copărtași, rămâne valabilă, însă copărtaşul nedreptățit are dreptul să i se completeze rezerva. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 49; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 890).

**12.** Acțiunea în reducere a partajului de ascendent pentru atingerea rezervei, va fi îndreptată numai în contra descendentului avantajat fără punerea în cauză a celorlalți descendenți. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 891).

**13.** Pentru a se vedea dacă un partaj de ascendent făcut prin act între vii, aduce sau nu atingere rezervei unuia dintre descendenții copărtași trebuie să se calculeze care este cotitatea disponibilă și care este rezerva. După o părere, cotitatea disponibilă și rezerva se vor calcula numai asupra bunurilor cari au rămas la decesul ascendentului și care nu a format obiectul partajului de ascendent. (Troplong, Donations et testaments, II, No. 964; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1115, 4604).

**14.** După a doua părere dominantă, pentru calcularea cotității disponibile și a rezervei, bunurile cuprinse într'un partaj de ascendent prin act între vii, trebuie raportate în mod fictiv la succesiunea ascendentului donator, deoarece pentru ascendent nu este decât o singură succesiune compusă din bunurile care au format obiectul partajului de ascendent și bunurile cari nu au fost cuprinse în acest

partaj. (Demolombe, XIX, No. 520, 521; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 684, nota 19, p. 189, 190; VIII, § 753, p. 32; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 297, 1153; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5760; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 890, nota 2).

**15.** Pentru a se vedea dacă este atinsă rezerva într'un partaj de ascendent făcut prin act între vii, bunurile se vor calcula după o părere, după starea și valoarea lor din momentul facerii partajului. (Larombière, Obligations, Art. 1504, No. 41, 42, 43; Laurent, XV, No. 120 urm.; Huc, VI, No. 445; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5705).

**16.** După altă părere dominantă, pentru a se putea aprecia dacă într'un partaj de ascendent făcut prin act între vii, nu este atinsă rezerva, bunurile se vor calcula după starea lor din momentul partajului și după valoarea lor în momentul decesului ascendentului donator. (Demolombe, XXIII, No. 185, 220 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, text și nota 12, p. 50; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2531; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4609; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1154).

**17.** În această din urmă părere, soluțiunea își găsește aplicațiunea atât lucrurilor mobile cât și imobilelor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 39; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1155; Comp.: Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5707; Contra: Demolombe, XXIII, No. 222).

**18.** Partajul de ascendent făcut prin act între vii, intrând în clasa convențiilor prevăzute de art. 1504 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.), dispozițiunile acestui articol își vor găsi aplicațiunea în privința termenului când poate fi introdusă acțiunea în nulitate a partajului de ascendent. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4645; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1164).

**19.** Potrivit principiilor articolului 1504 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) acțiunea în nulitate a partajului de ascendent, se prescrie prin trecere de zece ani. (Demolombe, XXIII, No. 251 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 41, 51; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1164; Laurent, XV, No. 114; Huc, VI, No. 444, 449; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5725, 5793).

**20.** Deasemenea acțiunea în reducere a unui partaj de ascendent făcut prin act între vii, pentru că s'a adus atingere rezervei legale, se prescrie, după o părere, conform dispozițiilor art. 1504 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) prin trecere de zece ani, iar nu prin trecere de treizeci ani. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 51; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4645; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1166; Huc, VI, No. 449; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5761).

**21.** După altă părere, acțiunea în reducere se prescrie prin trecere de treizeci ani. (Demolombe, XXIII, No. 251 bis; Lau-

rent, XV, No. 150 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 891, text și nota 5).

**22.** Acțiunea în nulitate a unui partaj de ascendent făcut prin act între vii pentru motivul că acceptarea unuia dintre descendenții donatari, a fost făcută în mod neregulat sau s'a făcut de către un mandatar fără procură autentică, se prescrie conform dispozițiilor art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) prin trecere de zece ani. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1164).

**23.** Acțiunile îndreptate în contra unui partaj de ascendent făcut prin testament se prescrie, conform dreptului comun, prin trecere de treizeci ani. (Toullier, VII, No. 617; Demolombe, XXIII, No. 216; Troplong, Donations et testaments, II, No. 2351, 2355; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 247 bis, VIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 42, 51; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4645; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1168; Laurent, XV, No. 114; Huc, VI, No. 449; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3724, 3761, 3795; Contra: Duranton, IX, No. 646).

**24.** Dispozițiunile art. 1504 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai persoanelor cari au figurat în partajul de ascendent personal sau prin reprezentanții lor legali; pentru persoanele cari nu au figurat în partajul de ascendent, cum ar fi descendentul care nu a fost cuprins în actul de partaj și care are dreptul să provoace un nou partaj, termenul de prescripție este de treizeci ani. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4644).

**25.** Prescripțiunea de zece ani a acțiunii în reducere în cazul când partajul de ascendent făcut prin act între vii atinge rezerva, după o părere curge din ziua partajului de ascendent, iar nu din ziua decesului ascendentului. (Rolland de Villargues, Répertoire, Partage d'ascendent, No. 102, 129; Duranton, IX, No. 647; Larombière, Obligations, Art. 1504, No. 41, 42, 43; Vazeille, Prescriptions, III, No. 565; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 247 bis, VII, VIII, IX; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4646).

**26.** După a doua părere, acțiunea în reducere se prescrie prin treizeci ani care curge dela data decesului ascendentului donator. (Laurent, XV, No. 110, 119; Huc, VI, No. 434, 435; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3665, 3757).

**27.** După a treia părere, prescripția acțiunii în reducere nu poate să înceapă a curge decât dela decesul ascendentului donator, deoarece această acțiune nu poate fi introdusă în timpul vieții ascendentului. (Demolombe, XXIII, No. 219, 220; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2252; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 51; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4651).

**28.** În cazul când tatăl cât și mama au făcut un partaj de ascendent prin act între vii, cumulativ, a tuturor bunurilor

lor confundate în o singură masă, termenul pentru a ataca partajul, va începe a curge dela decesul ascendentului donator supraviețuitor, chiar în privința bunurilor care au fost dăruite de ascendentul care a încetat din viață mai înainte. (Demolombe, XXIII, No. 227; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 42; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4652; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1172; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3725, 3758; Contra: Laurent, XV, No. 118, 154).

**29.** În cazul când nu există confuziune între cele două mase de bunuri, părțile distingând bunurile tatălui de bunurile mamei, prescripția acțiunii în reducere curge în mod distinct pentru fiecare masă de bunuri. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 42; Comp.: Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1175; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 1725).

**30.** Pentru partajele de ascendent făcute prin testament, termenul prescripției acțiunii de reducere curge cu începere dela data decesului ascendentului testator. (Demolombe, XXIII, No. 214; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 41; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3709, 3751).

**31.** Dispozițiunile art. 2252 c. civ. fr. (1876 c. civ. rom.) potrivit cărora prescripția nu curge în contra minorilor și interzișilor își găsesc aplicațiunea și la partajele de ascendent. (Duranton, IX, No. 646; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4654).

**32.** Partajul de ascendent nu poate fi atacat decât de persoane care au interes să fie anulat. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4650).

**33.** Acțiunea în reducere a partajului de ascendent pentru atingerea rezervei poate fi stinsă prin renunțarea expresă sau tacită, a descendentului copăraș vătămat în porțiunea sa legitimă. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1176; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3727, 3729, 3765).

**34.** Acceptarea de către donatar a unui partaj de ascendent făcut prin act între vii, nu aduce ratificarea partajului și descendentul copăraș, care a acceptat, poate să introducă acțiune în reducere pentru atingerea rezervei sale. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4654, 4655; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1176).

**35.** Ratificarea expresă sau tacită a unui partaj de ascendent nu se poate face decât după decesul ascendentului donatar; actele de acceptare făcute înainte de decesul ascendentului nu constituiesc o pedecă la intentarea unei acțiuni în reducere pentru atingerea rezervei. (Duranton, IX, No. 645; Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2536; Demolombe, XXIII, No. 225, 227; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 45; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4656; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1177; Contra: Laurent, XV,

No. 158; Baudry et Colin, Donations, et testaments, II, No. 3752).

**36.** Partajul de ascendent făcut cumulativ prin acelaș act de tatăl și mama, nu poate fi ratificat de descendenții copărtași decât după încetarea din viață a ambilor părinți. (Demolombe, XXIII, No. 227; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 45; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1178).

**37.** Viciile de drept comun ale actelor de partaj de ascendent, cum sunt incapacitatea ascendentului donator, indisponibilitatea obiectului împărțit, etc., cari se descopăr în timpul vieții ascendentului donator, pot fi ratificate înainte de decesul său. (Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1179).

**38.** Ratificarea partajului de ascendent făcută după decesul ascendentului dăruitor, aduce stingerea acțiunii în nulitate. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4658; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1180).

**39.** Pentru ca ratificarea unui partaj de ascendent să fie valabilă, se cere că persoana care face ratificarea să aibă capacitatea necesară a se angaja și să aibă liberă dispozițiune a bunurilor cari fac obiectul ratificării. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 754, p. 43; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4642; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3728).

**40.** Pentru valabilitatea unui act de ratificare trebuie ca actul de ratificare să fi fost făcut cu știința viciului de care eră atins partajul de ascendent. (Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1181).

**41.** O ratificare anterioară decesului ascendentului donator, poate constitui o dovadă că descendentul donatar, care a făcut o nouă ratificare posterioară decesului ascendentului, cunoștea viciile actului de partaj de ascendent. (Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1182).

**42.** Partajul de ascendent anulat este considerat că nu a existat niciodată și deci nu poate produce nici un efect. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1183).

**43.** Partajul de ascendent anulat pentru vicii de formă este inexistent și deci nu poate produce nici un efect, deoarece nulitatea este absolută. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4658; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1183).

**44.** În cazul când partajul de ascendent este atins de un viciu care privește numai condițiunile de validitate a actului ca partaj, partajul de ascendent nul ca partaj, va fi valabil ca donațiune. (Demolombe, XXIII, No. 235; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4658; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1183; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 886; Comp.: Laurent, XV, No. 129; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3758 bis, 3797).

**45.** În cazul când actul de partaj de ascendent este nul, atât ca act de partaj, cât și ca act de donațiune, nulitatea este

absolută. (Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1184).

**46.** Anularea partajului de ascendent este opozabilă și terțelor persoane, cari au dobândit drepturi asupra bunurilor cari au făcut obiectul partajului, pe baza regulii: «resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis». (Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1186; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3756 bis, 3799).

**47.** În cazul când un partaj de ascendent este anulat pentru neobservarea regulilor prevăzute de art. 826 și 832 c. civ. fr. (756 și 741 c. civ. rom.), copărtașul care a posedat de bună credință o parte din bunuri care au fost cuprinse în lotul său, nu poate fi obligat la restituirea fructelor pe care le-a cules cu bună credință decât cu începere dela data cererei. (Demolombe, XXIII, No. 240; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 752, p. 26).

**48.** În caz de anularea partajului de ascendent, cheltuelile pe care le-a făcut descendentul copărtăș cu bunurile ce le-a posedat și cari le-au mărit valoarea, vor trebui să-i fie rambursate. (Duranton, XVI, No. 297; Troplong, Donations et testaments, II, No. 509; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4659).

**49.** Cheltuelile i se vor rambursă numai până la concurența plus valutei dobândită de imobile, iar nu costul lor integral. (Duranton, XVI, No. 297; Troplong, Donations et testaments, II, No. 509; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4659).

**50.** A se vedea: art. 795 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Potrivit art. 798 cod. civ. român aplicabil în ținutul Ismail unde s'a dat hotărîrea atacată cu recurs, cum și potrivit principiilor de drept, testamentul făcut ca în speță, de un ascendent care dispune de averea sa în favoarea copiilor săi, lăsând partea principală unuia, iar celorlalți mici legate, poate fi atacat, între altele, și pe cale de excepție de partea interesată, dacă, prin dispozițiunea luată de ascendent, vreunul din aceia între cari ar urmă să se împărtească bunurile rămase, s'ar găsi vătămat în partea sa legitimă.

De aci rezultă că judecătorul, înaintea căruia este dedusă judecata unei acțiuni de ieșire din indiviziune, este competente să judece și excepțiunea, prin care una din părți atacă dispozițiunile unui testament prin care partea s'ar găsi vătămată în porțiunea sa legitimă cum și excepțiunea, prin care partea ar cere reduțiunea dispozițiunilor testamentare până la cota-tatea disponibilă.

Astfel fiind Tribunalul, numai prin violarea art. 798 codul civil și exces de putere a hotărîf în speță că recurentele n'ar

fi în drept să ceară pe cale de excepțiune, să se constate nevalabilitatea testamentului invocat de intimat și nici reducția lui, pe motivul eronat că ele n'ar putea cere

aceasta decât numai pe cale de acțiune principală. (Cas. I, dec. 2474 din 11 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1574).

2. A se vedea: art. 1890, nota 6.

**Art. 799.** — Copilul care, pentru cauza arătată la articolele precedente <sup>1)</sup>, atacă împărțeala făcută de ascendinte, este dator a plăti înainte cheltuelile estimațiunii. Dacă reclamațiunea nu este fondată, cheltuelile estimațiunii și ale judecăței vor fi în sarcina sa. (Civ. 794, 796 urm., 798; Pr. civ. 138, urm., 143, 144; Civ. Fr. 1080).

*Text. fr. Art. 1080.* — L'enfant qui, pour une des causes exprimées en l'article précédent, attaquera le partage fait par l'ascendant devra faire l'avance des frais de l'estimation; et il les supportera en définitif, ainsi que les dépens de la contestation, si la réclamation n'est pas fondée.

### Doctrină.

1. Articolul 799 din codul civil român cuprinde o eroare de redacțiune: în loc de cuvintele: «la articolele precedente» trebuie să se cete: «articolul precedent» după cum e și în textul art. 1080 c. civ. fr. corespunzător. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 889, nota 2).

2. Dispozițiunile art. 1080 c. civ. fr. (799 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai în cazurile când unul dintre descendenții ar atacă partajul de ascendent pentru motivele arătate în art. 1079 c. civ. fr. (798 c. civ. rom.); când unul dintre descendenți ar atacă partajul de ascendent pentru alte motive, dispozițiunile acestui articol nu-și mai găsesc aplicațiunea. (Demolombe, XXIII, No. 212; Troplong, Donations et testaments, II, No. 2359; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4629; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 889, nota 2).

3. Când reclamațiunea nu este fondată, compensațiunea cheltuelilor prevăzute de art. 131 pr. civ. fr. (143 și 144 pr. civ. rom.)

nu mai poate avea loc, deoarece se opune în mod formal art. 1080 c. civ. fr. (799 c. civ. rom.). (Demolombe, XXIII, No. 209; Mourlon, II, No. 970; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 59; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 4628; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 1187; Laurent, XV, No. 125; Huc, VI, No. 451; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3769; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 892).

4. Dacă acțiunea descendentului este fondată, compensarea cheltuelilor este posibilă. (Demolombe, XXIII, No. 209; Mourlon, II, No. 970; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 734, p. 59; Laurent, XV, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 892).

5. Dacă pârâtul cere, descendentul care atacă împărțeala de ascendent, va fi obligat a anticipa cheltuelile pentru prețuirea bunurilor pentru a se constată dacă rezerva sa a fost atinsă, fără a fi obligat însă să dea bani la Casa de consemnație. (Demolombe, XXIII, No. 211; Laurent, XV, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 891).

## TITLUL II.

### Despre donațiuni între vii și despre testamente <sup>2)</sup>.

**Art. 800.** — Nimeni nu va putea dispune, de avutul său, cu titlu gratuit, decât cu formele prescrise de lege pentru donațiuni între vii sau prin testament. (Civ. 644, 801 urm., 812 urm., 822, 841 urm., 856 urm., 886 urm., 932, 939, 1138—1142, 1640, 1642; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succ. (Mon. of 91/921) Art. 2, 3; Civ. Fr. 893).

*Text. fr. Art. 893.* — On ne pourra disposer de ses biens, à titre gratuit que par donation entre-vifs ou par testament, dans les formes ci-après établies.

<sup>1)</sup> Din eroare se zice aici „articolele precedente“, în loc de „articolul precedent“, după cum de altfel se află și în textul francez.

<sup>2)</sup> În textul francez urmează imediat mențiunea: „Capitolul I. Dispozițiuni generale“.

## Bibliografie (continuare).

CERBAN AL., *Notă sub Trib. Ilfov S. II c. c., 569 din 27 Aprilie 1925 și C. Apel București S. III, 141 din 19 Mai 1926, Curier Jud. 32/1926;*  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente, p. 6 urm.*

## Doctrină.

1. Dreptul de a dispune de bunurile sale este o consecință a dreptului de proprietate iar nu o creațiune a legii pozitive, deoarece dacă cineva nu ar putea dispune de bunurile sale prin înstrăinări cu titlu oneros sau cu titlu gratuit proprietatea lor nu ar fi întreagă. (Demolombe, XVIII, No. 4; Troplong, Donations et testaments, I, No. 12 urm.; III, No. 1429; Laurent, XI, No. 89 urm.; Alexandresco, ed. 2-a IV, partea I, p. 3).

2. Cineva poate dispune de bunurile sale în două moduri: cu titlu oneros și cu titlu gratuit. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 3, 4).

3. În dreptul civil român există două moduri de dispoziție cu titlu gratuit: donațiunea între vii și testamentul. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 4).

4. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă o dispozițiune cuprinde un legat sau o donațiune «mortis causa». (Demolombe, XVIII, No. 40; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 11).

5. Aprecierea însă a caracterelor constitutive ale unei donațiuni nu aparține în mod exclusiv tribunalelor, ci sunt supuse în această privință controlului instanțelor de recurs. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 11).

6. Donațiunile «mortis causa» se deosebesc de donațiunile făcute între soți în timpul căsătoriei care sunt permise de lege și sunt guvernate de dispozițiunile prevăzute de lege pentru donațiunile între vii. (Mourlon, II, No. 514; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 3 bis, VII; Laurent, XI, No. 97; Planiol III, No. 2522; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 11).

7. În vechiul drept francez (la Romani și în vechile legi ale Moldovei), în afară de donațiunile între vii și testamente există un alt mod de a dispune cu titlu gratuit: donațiunea cu pricină de moarte («mortis causa»), care avea asemănare cu donațiunile între vii, deoarece eră făcută sub forma unui contract bilateral și putea fi făcut cu tradițiune și avea asemănare și cu testamentele, deoarece eră făcută în

vederea morții dispunătorului, eră revocabilă și nu devenea definitivă decât la încetarea din viață a dispunătorului. În codul civil actual francez (român) nu există decât două feluri de a dispune cu titlu gratuit: donațiunea și testamentul eliminându-se modul de a dispune cu titlu gratuit prin donațiunea cu pricina de moarte («mortis causa»). (Coin-Delisle, Donations et testaments, Art. 893, No. 3 urm.; Duranton, VIII, No. 6 urm.; Demolombe, XVIII, No. 59; Marcadé, Art. 893, No. 2; Mourlon, II, No. 513; Troplong, Donations et testaments, I, No. 40; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII § 644 și 645, nota 1, p. 5; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 55, 86, 5418, 5419; Laurent XI, No. 96; Huc, VI, No. 2; Baudry et Colin Donations et testaments, I, No. 7 urm.; Planiol III, No. 2521, 2522; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 4 urm.; Al. Degré, *Scieri Juridice*, I, p. 253).

8. Cu toate că astăzi donațiunea «mortis causa» este eliminată din codul civil totuș acest mod de a dispune cu titlu gratuit este oprit numai în măsura în care cuprinde elemente cari nu se pot concilia cu condițiunile cerute de lege pentru donațiunile între vii sau pentru testamente așa încât dacă un act calificat o donațiune «mortis causa» ar prezenta caracterele și formele unui testament, ar valoră ca un testament, după cum dacă ar reuni condițiunile esențiale ale donațiunilor între vii, prevăzute de codul civil, ar valoră ca o donațiune între vii, cu toate că aceste acte ar prezenta o analogie cu donațiunea «mortis causa» cum eră prevăzută în vechiul drept. (Troplong, Donations entre vifs et testaments, I, No. 41; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 644, 645, p. 5; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 87; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 20; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 10).

## Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 1198, nota 15.

**Art. 801.** — Donațiunea este un act de liberalitate, prin care donatorele dă irevocabil un lucru donatarului care-l primește. (Civ. 644, 800, 813 urm., 821 urm., 829 urm., 937, 942 urm., 946, 971; Civ. Fr. 894).

*Text. fr. Art. 894.* — La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépoille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N.. *Despre testamente*, p. 140.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Abandon 9.	Irevocabilitate 1, 10, 23, 25, 29.
Acceptare 1, 5, 6, 10, 19.	Locuința 15.
Act 4.	Lucru 1, 2.
Apreciere suverană 14.	Moarte 23, 27.
Captațiune 8.	Nulitate 7, 27.
Caractere 10.	Nutrimenț 15.
Condițiune 2, 29.	Obiect 2, 16, 17.
Contestație 21.	Obligație civilă 16.
Contract 4.	Obligație naturală 16, 17.
Contract bilateral 3, 17, 18, 19.	Oferă 5.
Contract solemn 1, 7, 8.	Probă 21.
Contract unilateral 3.	Răsplată 17—21.
Daruri manuale 23.	Renunțare 9.
Deces 25, 27.	Revocare 1, 5, 10, 23, 25, 29.
Definiție 10.	Sarcină 3, 11—15.
Desezisare 10, 22, 23, 24, 29.	Schimb 12.
Donațiune 1 urm.	Servicii, a se vedea cuvințele: „Donațiune remuneratorie“.
Donațiune mortis causa 27.	Solemnitate 1, 7, 8.
Donațiune remuneratorie 17—21.	Suverană apreciere 14.
Dovadă 21.	Termen 2, 25, 27.
Drept personal 2.	Termeni sacramentali 6.
Drept real 2.	Terțe persoane 13.
Formalități 7, 18.	Tradițiune 22, 26, 28.
Gratuitate 1, 3, 9, 10, 11.	Uzofruct 24.
Hrană 15.	Vindere-cumpărare 15.
Incetare din viață 25, 27.	
Inexistență 7.	

## Doctrină.

**1.** «Donațiunea sau darul, după cum uneori se exprimă legea (art. 751, 752, 770), este, în adevăr, un contract solemn, prin care o persoană (dăruitorul sau donatorul) dă actualmente, în mod gratuit și irevocabil, de bună voie și nesilit de nimeni, un lucru sau un drept, unei alte persoane (donatarul sau primitorul darului), care îl acceptă». (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 13).

**2.** Obiectul donațiilor nu este numai decât un lucru, ci poate fi și un drept real sau personal, pur și simplu, cu termen sau cu condiție. (Demolombe, XVIII, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 15, nota 1).

**3.** Contractul de donațiune este unilateral când nu se impune nici o sarcină donatarului și bilateral când se impune o sarcină donatarului. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 11, nota 5, 14).

**4.** Donațiunea trebuie considerată ca un contract, cu toate că art. 894 c. civ. fr. (801 c. civ. rom.) prevede expresia că: «donațiunea este un act». (Loché, *Législation*, XI, p. 213; Duranton, VIII, No. 15 urm.; Demolombe, XVIII, No. 19 urm.; Troplong, *Donations et testaments*, I, No. 58; Marcadé, Art. 894; Mourlon, II, No. 516; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 646, nota 1, p. 7; Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1385; Laurent, XI, No. 99; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, I, No. 12 urm.; Planiol, III, No. 2501; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 11, nota 5, 12, nota 2, 15).

**5.** Până la acceptarea donațiunii, ea nu

este un contract, ci numai o ofertă de donațiune care poate fi revocată de către donatar. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 15, 229).

**6.** Acceptarea donațiunii nu trebuie să fie expresă și nici nu cere întrebuintarea de termeni sacramentali. (Demolombe, XX, No. 125; Laurent, XII, No. 237; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, I, No. 1114; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 15, 14, 230).

**7.** Formele prevăzute de lege pentru donațiune sunt prescrise sub pedeapsă de nulitate și chiar de inexistență a contractului, deoarece donațiunea este un contract solemn. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 646, p. 8; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, I, p. 6; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 14).

**8.** Solemnitatea contractului de donațiune a fost impusă de legiuitor, pentru a proteja pe donator în contra captațiunii, deoarece el vede cu ochi răi plecarea bunurilor din familie. (Laurent, XI, No. 100; Planiol, III, No. 2526; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 14).

**9.** Renunțarea la un drept când este făcută în favoarea unei persoane pierde caracterul unui abandon pur și simplu și constituie o adevărată liberalitate care nu este valabilă dacă nu este făcută în forma actelor cu titlul gratuit. (Demolombe, XV, No. 82 urm.; Troplong, *Donations et testaments*, III, No. 1076 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 659, p. 79; Laurent, XII, No. 546, 548; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, I, No. 1225).

**10.** Donațiunile între vii au următoarele caractere esențiale: 1) gratuitatea dispozițiilor; 2) desezisarea actuală și irevocabilă a dispunătorului de bunurile dăruite; 3) acceptarea din partea donatarului. (Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1290; Suppl., *Dispositions entre vifs*, No. 536; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 12 urm.).

**11.** Donațiunea deși este un contract gratuit prin natura sa, totuși, ea poate fi făcută cu sarcine, și este supusă, chiar în acest caz, regulilor prevăzute de lege pentru donațiunile între vii, deoarece nu încetează a fi considerată ca o adevărată liberalitate. (Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1291; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 17).

**12.** În cazul unei donațiuni cu sarcine dacă valoarea sarcinilor este egală cu valoarea bunurilor donate, contractul nu mai poate fi considerat ca o liberalitate, ci ca un schimb. (Dalloz, *Rép.*, *Dispositions entre vifs*, No. 1291; Suppl., *Dispositions entre vifs*, No. 537; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 17).

**13.** În cazul donațiilor cu sarcine, natura contractului va fi determinată de



calcularea sarcinilor, indiferent dacă sarcinile sunt impuse în profitul disponibilului sau a unei terțe persoane. (Coin-Delisle, Art. 894, No. 20; Demolombe, XX, No. 52; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1291; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 646, p. 9, § 701, p. 377; Laurent, XII, No. 540).

**14.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran natura actului prin calcularea sarcinilor. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1291; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 357).

**15.** Faptul cuiva de a da bunurile unei persoane cu sarcina de a-l hrăni, a-i da locuință și a-l întreține nu constituie o vânzare, ci un contract comutativ asemănător cu contractul de vânzare. (Laurent, XXIV, No. 70; Guillaouard, Vente, I, No. 95).

**16.** Când un act de dispoziție are de obiect achitarea unei datorii naturale sau civile, acest act nu constituie o donațiune, deoarece pentru ca un act să constituie o liberalitate, trebuie ca el să pornească din voința liberă și spontană a disponibilului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 702, p. 379; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1301; Laurent, XII, No. 537).

**17.** Donațiunea remuneratorie care are de obiect răsplătirea unor servicii prestate, constituie un contract comutativ atât în cazul când răsplata nu întrece valoarea serviciilor prestate, pentru plata cărora donatarul ar fi avut dreptul la o acțiune în justiție, cât și în cazul când prin facerea donațiunii, donatorul a avut de scop să se achite de o datorie pur naturală care poate fi preluată în bani. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 702, p. 379; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1502; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 339; Laurent, XII, No. 555; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 17).

**18.** Când donațiunile remuneratorii au caracterul de contract comutativ, nu trebuie făcute sub forma donațiunilor între vii. (Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 359).

**19.** Deasemenea când donațiunea remuneratorie are caracterul de contract comutativ, ea nu trebuie acceptată de donatar. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1586).

**20.** În cazul când lucrul dat are o valoare cu mult mai mare de cât serviciile prestate, donațiunea remuneratorie constituie o adevărată liberalitate și trebuie să se îndeplinească toate formalitățile ca la donațiunile între vii. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1509).

**21.** În cazul unei donațiuni remuneratorii, dacă moștenitorii donatorului contestă existența serviciilor prestate, chiar dacă în actul de donațiune s'ar face enunțarea serviciilor prestate, donatarul va fi obligat să dovedească existența lor. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1512).

**22.** Pentru ca să existe donațiunea între vii trebuie ca donatorul să se deszezeze de bunurile dăruite, transmitân-

du-se proprietatea lor donatarului, fără să fie nevoie de tradițiune. (Demolombe, XVIII, No. 25; XX, No. 385; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 4 bis, III; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1516; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 540; Laurent, XI, No. 101; XII, No. 365; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 14, 15).

**23.** Desezisarea donatorului de bunurile dăruite, în favoarea donatarului, trebuie să fie irevocabilă. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1519; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 341; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 14).

**24.** Donatorul poate să-și rezerve asupra bunurilor dăruite un drept de uzufruct mai întins decât cel prevăzut de codul civil la materia uzufructului, cu condițiune de a nu se aduce atingere principiului irevocabilității donațiunilor. (Demolombe, XX, No. 481 urm.: Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 699, p. 368; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 345; Laurent, XII, No. 446 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1481 urm.).

**25.** O donațiune poate fi considerată ca actuală și irevocabilă, chiar dacă desezisarea donatorului de bunurile dăruite nu s'ar face de îndată, ci luarea în primire a acestor bunuri de către donatar s'ar face după încetarea din viață a donatorului, deoarece donațiunea poate fi făcută cu termen. (Coin-Delisle, Donations et testaments, Art. 894, No. 51; Duranton, VIII, No. 25, 458; Demolombe, XVIII, No. 25; Marcadé, Art. 894, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 4 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 646, nota 8, p. 8; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1549; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 15, 17; Contra: Laurent, XII, No. 418 urm.).

**26.** Chiar dacă donațiunea nu a fost exercitată prin tradiția lucrurilor dăruite și donatarul încetează din viață, el transmite moștenitorilor săi dreptul său. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 16).

**27.** Pentru ca această donațiune să fie valabilă și să nu fie considerată ca o donațiune «mortis causa» și deci nulă, trebuie ca să rezulte din termenii actului și din celelalte împrejurări că donatorul a înțeles să se oblige și că încetarea sa din viață a considerat-o numai ca un termen nesigur la ajungerea căruia a amânat executarea donațiunii. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1550 urm.).

**28.** La darurile manuale tradițiunea materială, imediată și irevocabilă este absolut necesară, deoarece această tradițiune este un element constitutiv și o cauză eficientă pentru validitatea acestor donațiuni. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 1605; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 422).

**29.** O donațiune poate fi făcută sub condițiune, fără a se aduce, prin aceasta, atingere principiului irevocabilității dona-

jiunilor și a desezisării actuale a donatorului de bunurile dăruite; o donațiune făcută însă sub condițiune potestativă din partea donatorului nu e valabilă. (Demolombe, XX, No. 416 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 699, p. 365; Dalloz. Rép., Dispositions entre vifs, No. 1320; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 346; Laurent, XII, No. 430 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 16, 17).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Când legiuitorul prin art. 801 din

**Art. 802.** — Testamentul este un act revocabil, prin care testatorele dispune, pentru timpul încetării sale din viață, de tot sau parte din avutul său. (Civ. 480, 644, 800, 856 urm., 886, 887, 920, 923; Civ. Fr. 895).

*Text. fr. Art. 895.* — Le testament est un acte par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens, et qu'il peut révoquer.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Cas. fr. 17 Iulie. 1922 Jur. Gen. 1925 No. 1570; *Notă* sub Trib. Brives-les-Gaillarde, Corrèze, Febr. 1922, Jur. Gen. 1925, No. 1571; *Observație* sub Trib. Gray (Haute Saône), 14 Martie 1920, Pand. Rom. 1926, III. 107.  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 6, 140.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare 11.	Nullitate 9, 12—16, 23.
Act 1.	Obligație 18.
Act solemn 6, 7, 13.	Pact succesoral 12, 15.
Apreciere suverană 4, 5.	Reciprocitate 9.
Bunuri străine 17.	Recomandăție 18.
Caractere 7.	Recurs 5.
Deces 7, 22, 23.	Redactare 10.
Declarație de voință 7, 8, 9, 10.	Renunțare 12, 23.
Definiție 2.	Revocare 7, 12, 21, 23.
Denumire 2, 3.	Sfaturi 10.
Dispozițiune indirectă 20.	Solemnitate 6, 7, 13.
Excludere 20, 21.	Suverană apreciere 4, 5.
Formalități 13, 14, 15, 16.	Testament 1 urm.
Încetare din viață 7, 22, 23.	Testament conjunct 9.
Însărcinare 18.	Testament verbal 14, 16.
Legatari 11, 18.	Titulatură 2, 3.
Mandat 18.	Universalitatea bunurilor 19.
Moarte 7, 22, 23.	Voință 7, 8, 9, 10.

### Doctrină.

1. Cuvântul: «act» întrebuințat în art. 895 c. civ. fr. (802 c. civ. rom.), contrar ca în art. 894 c. civ. fr. (801 c. civ. rom.) este bine întrebuințat, deoarece testamentul constituie manifestarea unei singure voințe. (Duranton, VIII, No. 15; Demolombe, XVIII, No. 28; Mourlon, II, No. 525; Marcadé, Art. 895; Laurent, XI, No. 102; Huc, VI, No. 7; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 32; Planiol, III, No. 2512; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 19, nota 1, 20, 25).

2. Pentru a se putea stabili dacă un act constituie un testament, trebuie să se

codul civil, a dispus că donațiunea este un act irevocabil, deși nu a înțeles ca proprietatea lucrurilor donate să fie transfereate la donatar imediat, pur și simplu, a voit totuși ca donațiunea să fie desăvârșită în mod definitiv, adică să facă posibilă, fie în prezent, fie sub condițiune suspensivă sau la termen, executarea obligațiunei născută pentru donator de a predă obiectul obligațiunei sale donatarului. (Trib. Ilfov, S. II c. c., 111 din 15 Februarie 1924, Dreptul 20/1926).

cercetă dacă acel act intră în definiția pe care o dă legea testamentului, iar nu denumirea pe care autōrul a dat-o actului. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2461; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 610).

3. Un act poate fi considerat ca testament, chiar dacă nu poartă nici o denumire sau poartă o altă denumire decât aceea de testament. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2461; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 610).

4. Tribunalele vor aprecia în mod suveran faptele din care trag concluziunea că un act produs în justiție constituie un testament. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2475).

5. Instanța de recurs va avea dreptul să cenzureze dacă din faptele apreciate în mod suveran de tribunale, rezultă că actul constituie sau nu un testament, deoarece această chestiune este de drept. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2475, 2609).

6. Testamentul este un act solemn. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, p. 9; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 34).

7. Caracterele unui testament sunt următoarele: 1) testamentul trebuie să cuprindă declarația de voință a celui care testează; 2) testamentul este un act solemn; 3) testamentul este un act prin care testatorul dispune de bunurile sale pentru tim-

pul când nu va mai fi în viață; 4) până la decesul testatorului, testamentul este un act revocabil. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647 p. 9; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2465, 2471, 2478; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 19 urm.).

**8.** Testamentul trebuie să cuprindă declarațiunea de voință neinfluențată, a testatorului. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2465; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 21, 22).

**9.** Testamentul trebuie să cuprindă numai expresiunea voinței testatorului singură. Orice dispozițiune făcută în acelaș testament de una sau mai multe persoane, reciproc una în favoarea celeilalte sau toți împreună în favoarea unui terț, este isbită de nulitate. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2465; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 22).

**10.** Testatorul însă poate să recurgă la sfaturile unui specialist pentru a-i redactă clauzele testamentului după voința sa, a testatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 22).

**11.** Faptul unui legatar de a interveni în testament, acceptând legatul ce i se face, nu aduce nulitatea testamentului, care își păstrează caracterul său. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 87).

**12.** Testamentul este un act revocabil și testatorul nu poate renunța la dreptul de a revoca testamentul, căci o asemenea renunțare ar constitui un pact asupra unei succesiuni viitoare care este nul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, p. 12; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 5 bis. II; Laurent, XI, No. 104; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 39; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 20).

**13.** Testamentul care nu este făcut în formele prevăzute de lege este lovit de nulitate, deoarece testamentul este un act solemn. (Mourlon, II, No. 525; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, p. 9; Laurent, XI, No. 102, 375; Huc, VI, No. 7; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 34; Planiol, III, No. 2515; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 20; Nacu, II, p. 253).

**14.** Testamentele verbale permise altă dată, nu mai sunt permise astăzi. (Laurent, XI, No. 102; XIII, No. 105 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 21).

**15.** Un testament care nu este făcut în formele prevăzute de lege este nul, chiar dacă moștenitorii testatorului s'ar obligă, în timpul vieții testatorului, să execute dispozițiunile testamentului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, p. 9; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 34).

**16.** Testamentul, prin care testatorul s'ar referi la o declarație verbală sau la un înscris care nu ar fi făcut în formele prevăzute de lege pentru testamente, nu este valabil. (Demolombe, XXI, No. 41 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, p. 10, § 665, notele 1, 3, p. 96, 97).

**17.** Pentru ca un act să poată fi considerat ca testament, trebuie ca el să

cuprindă dispozițiuni cu privire la bunurile testatorului; prin urmare un act de ultimă voință care ar cuprinde dispozițiuni asupra obiectelor străine bunurilor testatorului, nu constituie un testament. (Coin-Delisle, Art. 895, No. 3; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2471; Laurent, XI, No. 103; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 36; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 19, nota 3, 22, 25; Contra: Planiol, III, No. 2512).

**18.** Însărcinările, recomandațiile adresate de testator unui moștenitor sau unei persoane străine, nu pot fi considerate ca legate, ci ca mandate și legatarul nu este obligat a se conforma. (Coin-Delisle, Donations et testaments, Art. 896, No. 40; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2471; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3150; Planiol, III, No. 3292; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 25; IV, partea II, p. 507, nota).

**19.** Prin testament nu este necesar ca defunctul să dispue de universalitatea bunurilor sale, ci el poate dispune numai de o parte din ea. (Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, No. 4; Marcadé, Art. 895, No. 2; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 416, p. 22; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, p. 12; Laurent, XI, No. 103; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 38; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 23, 24).

**20.** Un testament poate cuprinde chiar o dispozițiune indirectă fără ca să piardă caracterul său, astfel ar fi când defunctul exclude dela succesiune moștenitorii săi din altă linie, deoarece prin această dispozițiune el dispune indirect pentru moștenitorii din cealaltă linie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, nota 14, p. 12; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2472).

**21.** Deasemenea conține o dispozițiune indirectă testamentul prin care se revoacă dispozițiunile dintr'un testament anterior, deoarece prin această revocare bunurile care făceau parte din testamentul revocat, vin moștenitorilor naturali ai dispunătorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647, nota 14, p. 12; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2472).

**22.** Pentru ca un act să fie considerat ca testament trebuie ca dispunătorul să dispue de bunurile sale pentru timpul când nu va mai fi în viață. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 2470; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 20).

**23.** Testamentul este esențialmente revocabil până la încetarea din viață a testatorului; orice clauză cuprinsă în testament care ar interzice testatorului să revoace dispozițiunile sale este nulă. (Duranton, VIII, No. 424; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 647 nota 16, p. 12; Dalloz Rép., Dispositions entre vifs, No. 2478; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 39).

**Art. 803.** — Substituțiunile sau fideicomisele <sup>1)</sup> sunt prohibite, orice dispozițiune prin care donatarul, eredele instituit sau legatarul, va fi însărcinat de a conserva și a remite la o a treia persoană; va fi nulă, chiar în privirea donatarului, a eredelui numit sau a legatarului. (Civ. 5, 925, 966, 968, 1008; Civ. Fr. 896).

*Text. fr. Art. 896.* — Les substitutions sont prohibées.

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même a l'égard du donataire, de l'héritier institué, ou du légataire.

(Paragraphe ajouté dans l'édition de 1807). Néanmoins les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que le Roi aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte de 30 mars 1806 et par celui du 14 août suivant <sup>2)</sup>).

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 82 urm., 151 urm.;  
 GHELMEGEANU M. și POPESCU-NECȘEȘTI AL., *Rezumat de concluzii* sub Trib. Ilfov S. I, c. c. 525 din 14 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 174;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub C. Apel Bruxelles, 15 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1426.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <p>Acrescământ 96, 97.<br/>         Administrație 25, 26.<br/>         Apreciere suverană 30, 32, 33, 45, 58, 76, 80, 95, 104, 129, 130, 131.<br/>         Autorizație 23.<br/>         Bani 67.<br/>         Bune moravuri 98.<br/>         Capitaluri 27.<br/>         Caractere 22.<br/>         Caritate 35.<br/>         Căsătorie 98.<br/>         Clauză penală 115.<br/>         Condițiune 37, 57, 74, 77, 83, 84, 98, 99.<br/>         Condițiune contrară bunelor moravuri 98—104.<br/>         Condițiune imposibilă 93—104.<br/>         Condițiune potestativă 40, 49.<br/>         Condițiune rezolutorie 13, 77, 83, 92.<br/>         Condițiune suspensivă 77, 83, 84, 92.<br/>         Confirmare 122.<br/>         Conservare 10, 11, 17—20, 22—25, 34, 40, 42, 46, 47, 50—63, 73, 75, 78, 79, 82, 105, 114.<br/>         Considerațiuni morale și economice 16.<br/>         Constituție 98.<br/>         Culegerea fructelor 26.<br/>         Deces 10, 11, 17, 22, 24, 28, 32, 37, 38, 42, 50—62, 67, 73, 75, 76, 78, 79, 82, 93, 96, 98, 111, 114.<br/>         De iniție 1, 3, 5, 10.<br/>         Denumire 36, 44.<br/>         Deosebire 6, 15, 77.<br/>         Depozit 25.<br/>         Desființare, a se vedea cuvântul: „Nulitate“.</p> | <p>Dispozițiuni caritabile 35.<br/>         Donațiune 13, 17, 55, 59, 60, 61, 85—92, 103, 126.<br/>         Donațiune alternativă 92.<br/>         Dorință 47.<br/>         Dovadă 125, 126, 127, 128.<br/>         Drept de reînțoarcere 13, 85—92.<br/>         Drept Roman 98.<br/>         Elemente constitutive 11, 12.<br/>         Executor testamentar 23.<br/>         Facultate 39, 40, 49.<br/>         Fideicomis simplu, a se vedea cuvântul: „Fiducie“, și 5, 6, 7, 125.<br/>         Fiducie, a se vedea cuvântul: „Fideicomis“ și 7, 25—33.<br/>         Formalități 110.<br/>         Fructe 26, 32, 33.<br/>         Furt 128.<br/>         Grevat, a se vedea cuvântul: „Conservare“.<br/>         Identitate 65, 66, 67.<br/>         Imobile 14, 69.<br/>         Incetare din viață a se vedea cuvântul: „Deces“.<br/>         Indoliență 97.<br/>         Insărcinare 9.<br/>         Instrăinare 53, 54, 57, 59—64.<br/>         Intenție 58—61, 80, 92, 95, 102, 104.<br/>         Interes 104, 118—121, 123.<br/>         Interogator 127.<br/>         Interpretare, a se vedea cuvintele: „Aprecieri suverană“.<br/>         Interzicere 62.<br/>         Jurământ 127, 128.<br/>         Just titlu 124.<br/>         Legat 13, 55, 56.<br/>         Legatar particular 121.</p> | <p>Legatar universal 120.<br/>         Liberalitate dublă 11, 77, 80, 83, 84, 92.<br/>         Majoritate 82.<br/>         Mandat 23.<br/>         Marturi 128.<br/>         Mărturisire 127.<br/>         Minor 31.<br/>         Moarte a se vedea cuvântul: „Deces“.<br/>         Mobile 14.<br/>         Morală 16.<br/>         Moștenitor, a se vedea cuvântul: „Succesor“.<br/>         Necesitate 54.<br/>         Nulitate 2, 10, 14, 16, 21, 49, 50, 51, 92, 93, 101, 102, 103, 105—110, 112—115, 118—123.<br/>         Obligație de instituire de moștenitor 68, 69, 70.<br/>         Obligație juridică 9.<br/>         Oficiu 123.<br/>         Omisiune 44.<br/>         Ordine publică 16, 98—104, 122.<br/>         Ordine succesorală 42.<br/>         Perceperea fructelor 26.<br/>         Perdere 128.<br/>         Prejudecată 98.<br/>         Prescripție 124.<br/>         Prezumțiune 75, 104.<br/>         Probă 125, 126, 127, 128.<br/>         Ratificare 122.<br/>         Recomandare 47.<br/>         Recurs 131.<br/>         Reînțoarcere 13, 85—92.<br/>         Religie 98.<br/>         Remitere 10, 11, 17, 19, 20, 22—25, 28, 29, 31, 34, 39, 40, 42, 46, 47, 48, 50—60, 62, 63, 65, 66, 67, 73, 74, 75, 78, 79, 82, 105, 114, 126, 128.<br/>         Renunțare 114.<br/>         Retroactivitate 77.</p> | <p>Revoluție 98.<br/>         Rezoluțiune 13, 77, 81, 83, 92.<br/>         Rugămintă 46.<br/>         Sarcină ilicită 70.<br/>         Staturi 47.<br/>         Substituit, a se vedea cuvântul: „Remitere“.<br/>         Substituțiune 1.<br/>         Substituțiune cauzi-pupilară 4.<br/>         Substituțiune fideicomisară 2, 6, 7, 10, 11, 14—19, 21, 22, 24, 29, 30, 32, 34, 36, 38, 40—48, 50, 54, 63, 65, 70, 73, 75, 77, 78, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 89, 91—97, 105—124, 126—131.<br/>         Substituțiune pupilară 4.<br/>         Substituțiune reciprocă 93.<br/>         Substituțiune vulgară 2, 3, 15, 94, 95.<br/>         Succesor ab instestat 17, 19, 20.<br/>         Succesor fiduciar, a se vedea cuvântul: „Fiducie“.<br/>         Succesor legitim 119.<br/>         Sustragere 128.<br/>         Suverană apreciere 30, 32, 33, 45, 58, 76, 80, 95, 104, 129, 130, 131.<br/>         Termen 74.<br/>         Termeni imperativi 42, 43.<br/>         Termeni sacramentali 41, 76.<br/>         Testament 17, 56, 59, 61, 98—102, 126.<br/>         Tutor 31.<br/>         Vindere-cumpărare, a se vedea cuvântul: „Instrăinare“ și 59, 60, 61, 64, 71.<br/>         Vocațiune la succesiune 21.</p> |
|---|---|---|--|

<sup>1)</sup> „Fidei-comisale“ sunt clauzele dintr'un testament, prin care se lasă cuiva un legat, sub condițiunea de a-l păstra și a-l încredința în urmă altei persoane.

<sup>2)</sup> Acest ultim paragraf, adăugat la art. 896 din codul civil francez în ediția din 1807 și reprodus în ediția din 1816, a fost abrogat prin legile din 13 Maiu 1835 și 11 Maiu 1849.

## Doctrină.

**1.** Substituțiunea este o dispozițiune prin care o persoană este chemată a culege o liberalitate în lipsa unei alte persoane sau după dânsa. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 496).

**2.** În dreptul civil român există două feluri de substituțiuni: substituțiunea vulgară care e permisă și substituțiunea fideicomisară care nu este permisă. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 497, 498, 499).

**3.** Substituțiunea vulgară sau obișnuită care este permisă și astăzi de art. 804 c. civ. rom. este aceea prin care testatorul dispune de bunurile sale în folosul unui alt moștenitor în cazul când cel instituit în primul rând nu poate sau nu voeste să fie moștenitor. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 497).

**4.** În dreptul nostru actual nu mai există substituțiunea pupilară și cuasi-pupilară. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 497, 498).

**5.** Fideicomisul simplu este o dispozițiune prin care cineva lasă unei persoane întreaga succesiune sau o parte din ea, sau un obiect anumit cu rugămintea de a trece aceste bunuri unei alte persoane. (Huc, VI, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 500 urm., 529).

**6.** Fideicomisul simplu se deosebește de substituțiunea fideicomisară. (Rolland de Villargues, Substitutions prohibées, No. 254; Duranton, VIII, No. 55; Demolombe, XVIII, No. 54, 55; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 6 bis; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 501, 506, nota 2, 529).

**7.** Fideicomisele simple, numite și fiducii sunt permise și astăzi, deoarece nu împiedecă circulația bunurilor. (Duranton, VIII, No. 55; Demolombe, XVIII, No. 105; Troplong, Donations et testaments, I, No. 110; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 10 bis. III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 303, 304, 315; Laurent, XIV, No. 402; Huc, VI, No. 15; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3142; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 505, 506, nota 2, 529, 535).

**8.** În vechiul drept francez și în legiunile noastre anterioare ale Moldovei și Munteniei, substituțiunile fideicomisare erau permise. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 509, 510).

**9.** Prin cuvântul însărcinare din art. 896 c. civ. fr. (805 c. civ. rom.) se înțelege obligație juridică. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, text și nota 16, p. 306; Laurent, XIV, No. 457, 458; Huc, VI, No. 15; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3098 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 506, nota 3).

**10.** Substituțiunile fideicomisare interzise de art. 896 c. civ. fr. (805 c. civ. rom.) sunt toate dispozițiunile prin care un prim beneficiar este obligat în mod juridic să conserve în timpul vieții sale obiectul liberalității și să-l remită după moartea sa

unui alt beneficiar, cu condițiune ca acesta să-i supraviețuiască. (Demolombe, XVIII, No. 89; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 695, p. 298; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 27 urm.; Suppl., Substitutions, No. 12; Laurent, XIV, No. 454; Huc, VI, No. 13; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3062; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 508).

**11.** Elementele constitutive ale substituțiunilor interzise de art. 896 c. civ. fr. (805 c. civ. rom.) sunt trei și anume: 1) O liberalitate dublă compusă din două donațiuni sau două legate din care unul în favoarea grevatului și celalt în favoarea substitutului; 2) Obligația grevatului de a conserva obiectul liberalității și de a-l remite substitutului; 3) Stabilirea ordinei succesoriale astfel încât obiectul liberalității după ce a fost proprietatea grevatului în tot timpul vieții sale, să devie după moartea sa, proprietatea substitutului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 301 urm.; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 28; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3086; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 518 urm.).

**12.** Dacă o liberalitate nu cuprinde aceste trei elemente constitutive, ea nu poate fi considerată ca o substituțiune oprită de lege. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 301 urm.; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 28; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3086; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 518 urm.).

**13.** Potrivit acestor principii de drept, legătele făcute sub condițiune rezolutorie, donațiunile cu drept de reînțoarcere, etc., nu constituiesc substituțiuni oprite de lege. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 28).

**14.** Substituțiunile fideicomisore sunt nule, fie că ele sunt privitoare la imobile, fie că sunt privitoare la lucruri mobile. (Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3115, 3116; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 505).

**15.** Substituțiunea fideicomisară se deosebește de substituțiunea vulgară, deoarece în prima, cel de al doilea gratificat primește bunurile lăsate de dispunător prin intermediul grevatului care le-a stăpânit toată viața sa, pe când în cea de a doua, cel de al doilea gratificat deține dreptul său dela dispunător direct. (Potlier Traité des substitutions, Art. préliminaire, No. 1, p. 455; Coin-Delisle, Donations et testaments, No. 15, p. 41; Demolombe, XVIII, No. 69, 75, 94; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3065; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 558).

**16.** Desființarea substituțiunilor fideicomisore se întemeiază pe considerațiuni de ordine publică și pe considerațiuni morale și economice. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 327; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 269; Laurent, XIV, No. 519; Huc, VI, No. 30; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3182, 3428; Planiol, III,

No. 3287; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 515).

**17.** Sarcina de a conserva bunurile și a le remite altuia la moartea sa, impusă moștenitorului ab intestat constituie o substituțiune oprită de lege, deoarece legea nu cere ca dispunătorul să facă o liberalitate expresă, adică o donațiune sau testament. (Demolombe, XVIII, No. 91; Troplong, Donations et testaments, I, No. 107, 161; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 10 bis, 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, text și nota 11, p. 304, 305; Laurent, XIV, No. 397; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5092; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 525, 526).

**18.** Pentru existența unei substituțiuni oprite de lege, trebuie să existe mai întâi o dispozițiune făcută în favoarea unei persoane care va păstra proprietatea bunurilor dăruite sau testate toată viața sa înainte de a le trece în proprietatea substitutului, (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 32; Suppl., Substitutions, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 525, text și nota 5).

**19.** Orice dispozițiune prin care eredele instituit sau legatarul va fi însărcinat a conserva și a remite la o a treia persoană, constituie, după o părere, o substituțiune oprită de lege, fără a se distinge dacă legatarul este sau nu moștenitorul ab intestat al dispunătorului. (Demolombe, XVIII, No. 91; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 11, p. 304; Laurent, XIV, No. 397; Huc, VI, No. 18; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5091 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II p. 525, 526).

**20.** După altă părere, în cazul când moștenitorul ab intestat va fi însărcinat a conserva și a remite la o a treia persoană, această dispozițiune nu poate constitui o substituțiune oprită de lege, deoarece moștenitorul ab intestat deține dreptul său dela lege, iar nu dela dispozițiunile testatorului. (Rolland de Villargues, Des substitutions prohibées, No. 128; Duranton, VIII, No. 67; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 50).

**21.** În cazul când un moștenitor este însărcinat cu o substituțiune prohibită de lege, nulitatea substituțiunii nu înlătură vocațiunea legală a acestui moștenitor la succesiunea dispunătorului, ci numai îl descarcă de sarcina ce i-a impus-o defunctul. (Huc, VI, No. 18; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5091 urm.).

**22.** Caracterul substituțiunii oprite de lege este că donatorul, moștenitorul instituit sau legatarul, în virtutea uneia dintre aceste calități, conservă bunul care face obiectul substituțiunii ca proprietar al cărui drept se stinge numai dacă la decesul său, persoana a treia chemată a culege bunul supraviețuiește și este capabilă să primească. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 33; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 518, text și nota 3, 519, 520).

**23.** Actul prin care dispunătorul însărcinează pe o persoană, pe care nu înțelege s'o gratifice, cu executarea voinței sale, ca să remită unei alte persoane obiectul testat, imediat sau la un termen oarecare, nu constituie o substituțiune oprită de lege, ci un mandat sau o instituire de executor testamentar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 315; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 34, 35, 36; Suppl., Substitutions, No. 15; Huc, VI, No. 19; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 522, nota).

**24.** Dacă însă în cazul precedent, remiterea obiectului testat urmează să se facă la data încetării din viață a grevatului, actul constituie o substituțiune oprită de lege. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 36).

**25.** Actul prin care dispunătorul însărcinează pe o persoană să păstreze în depozit succesiunea sau bunurile testate și să le administreze până în ziua când va trebui să le remită adevăratului legatar, nu constituie o substituțiune oprită de lege, ci o instituire de moștenitor fiduciar, sau de fiducie. (Demolombe, XVIII, No. 105; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 305; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 37; Suppl., Substitutions, No. 16; Laurent, XIV, No. 402; Huc, VI, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 527, 528).

**26.** Moștenitorul fiduciar nu este un adevărat moștenitor, deoarece el nefiind decât un administrator nu are dreptul să perceapă fructele pentru el, ci este obligat să le predea odată cu bunurile legatarului, la epoca fixată de dispunător. (Troplong, Donations et testaments, I, No. 109; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 38; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 528).

**27.** Moștenitorul fiduciar are dreptul să ceară capitalurile succesiunii, fără autorizația tribunalului. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 38).

**28.** Dacă persoana căreia trebuie să i se remită obiectele legate, încetează din viață înainte de epoca remiterii, aceste obiecte se vor cuveni moștenitorului dispunătorului. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 38).

**29.** Pentru a se constată dacă o dispozițiune cuprinde o substituțiune oprită de lege sau o simplă fiducie, trebuie de cercetat dacă dispunătorul a dispus numai în favoarea celui chemat a-i fi remise bunurile legate sau a dispus în favoarea grevatului cu remiterea. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 39).

**30.** Tribunalele vor aprecia după termenii întrebuițați de dispunător dacă el a înțeles să facă o substituțiune oprită de lege sau o simplă fiducie. (Demolombe, XVIII, No. 105; Troplong, Donations et testaments, I, No. 110; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 304; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 17; Laurent, XIV, No. 404; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 530).

**31.** Pentru existența fiduciei nu este necesar ca cel chemat a i se remite obiec-

tele legate să fie în vârsta fragedă, ca să aibă nevoie de un tutor. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 40).

**32.** În cazul când fiduciarul a fost împuternicit să reție toate fructele bunurilor pentru el, și mai ales până la decesul său, acest fapt va putea îndreptăți pe tribunale să constate că actul cuprinde o substituțiune fideicomisară. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 504; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 550).

**33.** Dacă însă fiduciarul a fost împuternicit să reție numai o parte din fructe sau numai niște obiecte particulare, acest fapt poate determina tribunalele să constate că actul nu conține o substituțiune fideicomisară. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 550).

**34.** Pentru existența unei substituțiuni oprită de lege, trebuie ca alături de liberalitatea făcută în profitul grevatului de a remite obiectele legate, să se facă o altă liberalitate în favoarea substitutului care va primi bunurile dela dispunător prin intermediul grevatului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 502; Daloz, Rép., Substitutions No. 51; Huc, VI, No. 15; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5087; Planiol, III, No. 5278; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 518, text și nota 3, 521, 550, 548 urm.).

**35.** Dispozițiunile caritabile cari impun institutului o sarcină în profitul persoanelor desemnate mai mult sau mai puțin vag, nu constituiesc substituțiuni prohibite de lege, deoarece aceste persoane nu au dreptul să reclame executarea dispozițiunilor. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 52; Comp.: Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 20; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 548).

**36.** Pentru existența substituțiunei oprite de lege nu este necesar ca dispunătorul să fi desemnat individual pe substituiți, ci este de ajuns dacă asupra individualității lor nu poate să existe nici o îndoială și dacă se constată că în adevăr dispunătorul a dispus în profitul lor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 505; Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 21; Huc, VI, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 527, 550, 551).

**37.** Persoanele puse într-o condițiune nu sunt considerate că sunt cuprinse în dispozițiunea testamentară. Astfel, condițiunea: «dacă moare fără copii» nu cuprinde instituirea copiilor ca moștenitori. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 505; Daloz, Rép., Substitutions, No. 46, 47; Comp.: Rolland de Villargues, Des substitutions prohibées, No. 86, 121, 125).

**38.** Există însă substituțiunea oprită de lege când testatorul va zice: «Institui pe X moștenitor și dacă el moare fără copii, le substitui (acestor copii) pe Z». deoarece în acest caz copiii ar fi considerați ca grevați către Z care e substituitul. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 48).

**39.** Facultatea lăsată grevatului de substituțiune de a alege el însuși beneficiarul

substituțiunei după o părere nu este obligatorie și liberalitatea în favoarea grevatului trebuie executată, deoarece nu cuprinde o substituțiune apărută de lege. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 89).

**40.** După altă părere, trebuie de făcut o distincțiune: dacă facultatea lăsată grevatului de substituțiune de a alege el însuși beneficiarul substituțiunei este absolută și nedefinită, adică dacă grevatul are o putere nelimitată de dispozițiune, el nu este obligat de a conserva și a remite așa încât nu există substituțiune oprită de lege, deoarece sarcina de a remite este subordonată unei condițiuni pur potestative și nimeni nu are dreptul să constrângă pe grevat să aleagă un substituit; dacă însă facultatea de a alege beneficiarul substituției este mărginită la o anumită categorie de persoane, astfel cum ar fi în cazul când alegerea trebuie să se facă printre rudele cele mai apropiate ale dispunătorului sau ale grevatului, de exemplu copiii lor, există obligațiunea de a conserva și remite, deci o substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 106; Troplong, Donations et testaments, I, No. 154; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, notele 14, 15, p. 505, 506; Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 53; Laurent, XIV, No. 405 urm.; Huc, VI, No. 14; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5095 urm.; Planiol, III, No. 5281; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 525, 527, 551, 552; Contra: Rolland de Villargues, Des substitutions prohibées, No. 264).

**41.** Pentru existența unei substituțiuni oprite de lege nu e nevoie de întrebuire de termeni sacramentali, fiind de ajuns dacă din ansamblul dispozițiunei rezultă că voința dispunătorului a fost să facă o substituțiune care să îndeplinească condițiunile prevăzute de lege. (Troplong, Donations et testaments, I, No. 108; Daloz, Rép., Substitutions, No. 55; Suppl., Substitutions, No. 22; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 527, 552).

**42.** Pentru ca o dispozițiune să poată constitui o substituțiune oprită de lege, se cere ca ea să îndeplinească următoarele condițiuni: 1) trebuie ca termenii dispozițiunei să fie hotărâtori și obligatorii și să aducă pentru grevat sarcina de a conserva și remite; 2) ca această dispozițiune să înlăture ordinea succesorală fixată de lege; 3) ca epoca remiterii către substituit să aibă loc la încetarea din viață a grevatului însărcinat cu remiterea. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 54; Suppl., Substitutions, No. 22; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 518 urm.).

**43.** Potrivit acestor principii, prima condițiune pentru ca o dispozițiune să poată constitui o substituțiune oprită de lege este ca termenii dispozițiunei să fie hotărâtori, iar nu numai enunțativi; prin urmare dacă dispunătorul în loc să facă o substituțiune în mod pozitiv, spune numai că a substituit printr'un testament ante-

rior sau prin acelaș act, enunțarea făcută nu este îndestulătoare pentru a constitui o substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 141; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 16, p. 306; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 55; Suppl., Substitutions, No. 25; Laurent, XIV, No. 458 urm.; Huc, VI, No. 26; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3150 urm.).

**44.** Dacă dispunătorul a omis să treacă termenii de substituțiune în actul făcut, această omisiune nu este de natură să înălțare efectele substituțiunii, dacă din cuprinsul actului se poate constata omisiunea și se stabilește voința dispunătorului de a face o substituțiune oprită de lege. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 57).

**45.** Tribunalele vor aprecia în mod sincer dacă din ansamblul dispozițiilor testamentului rezultă voința dispunătorului de a face o substituțiune oprită de lege. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 60).

**46.** Pentru ca să existe o substituțiune oprită de lege, trebuie ca termenii actului să fie obligatorii pentru grevat și să aducă sarcina pentru el de a conserva și a remite; existența unor termeni sub forma de rugămintă nu obligă pe grevat de a remite așa încât dispozițiunea nu poate constitui o substituțiune oprită de lege. (Coin-Delisle, Donations et testaments, Art. 896, No. 40; Demolombe, XVIII, No. 142; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 17, p. 306; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 59; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3152; Planiol, III, No. 5292; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 507, nota 521, nota 5, 551).

**47.** Substituțiunea oprită de lege nu poate rezulta, în principiu, dintr'o simplă dorință, un sfat sau o pură recomandare de a conserva și a remite. (Demolombe, XVIII, No. 142; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 61; Suppl., Substitutions, No. 23; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 521, nota 5, 551).

**48.** Cu toate că expresiunea: «însărcinez să remită» constituie o substituțiune oprită de lege, totuș acest sens poate fi modificat prin clauzele testamentului și din ansamblul dispozițiilor poate să rezulte că nu există o substituțiune oprită de lege. (Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 24).

**49.** În cazul când remiterea a fost lăsată la deplina voință a grevatului, nu există substituțiune oprită de lege, ci o obligațiune potestativă din partea debitorului care anulează obligația. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 62; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 551).

**50.** Dispozițiunea prin care donatarul sau legatarul este obligat să remită la încetarea sa din viață, ceea ce va rămâne din bunurile donate sau legate, după o părere, este nulă în întregime atât în ceea ce privește pe grevat cât și pe substituit, deoarece constituie o substituțiune oprită de lege. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 67, 68).

**51.** După altă părere, dispozițiunea este valabilă numai în ceea ce privește pe grevat, iar nu și în ceea ce privește pe substituit față de care este nulă. (Rolland de Villargues, Des substitutions prohibées, No. 255 urm.; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 410; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 8, 8 bis).

**52.** După a treia părere, dominantă, dispozițiunea este valabilă în întregime, deoarece nu există sarcina de a conserva și nu lovește de indisponibilitate bunurile dăruite sau legate. (Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 896, No. 5; Poujol, Traité des Successions, I, Art. 896, No. 15; Demolombe, XVIII, No. 155 urm.; Vazeille, Successions, I, Art. 896, No. 27; Marcadé, Art. 896, No. 5; Troplong, Donations et testaments, I, No. 150 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 26, p. 510; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 66; Suppl., Substitutions, No. 27; Laurent, XIV, No. 475 urm.; Huc, VI, No. 22; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3100; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 557, 558).

**53.** Deasemenea dacă donatarul sau legatarul este obligat să remită la încetarea sa din viață, însă are dreptul să înstrăineze în caz de trebuință, această dispozițiune, după părerea dominantă, nu cuprinde o substituțiune oprită de lege, deoarece nu este oprită circulația bunurilor dăruite sau legate care pot fi înstrăinate când donatarul sau legatarul va judeca că se găsește în nevoie. (Merlin, Questions de droit, Substitution fidéicommissaire, § 15; Rolland de Villargues, Des substitutions prohibées, No. 256; Demolombe, XVIII, No. 159; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 29, p. 511; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 72; Suppl., Substitutions, No. 59; Laurent, XIV, No. 478; Huc, VI, No. 21; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5111; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 565; Contra: Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 896, No. 50; Grenier, Donations, Observations préliminaires, No. 7 ter; Marcadé, Art. 896, No. 5).

**54.** Dacă însă se prevede că înstrăinarea nu se va putea face decât în caz de necesitate justificată, dispozițiunea cuprinde o substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 159; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 512).

**55.** Dispozițiunea prin care donatarul sau legatarul este obligat să remită la încetarea sa din viață, ceea ce va rămâne din bunurile dăruite sau legate, nu constituie o substituțiune permisă de lege, ci trebuie considerată ca o donațiune sau ca legat, fiind supusă regulilor cari guvernează aceste două moduri de liberalități. (Demolombe, XVIII, No. 154, 155; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 53, 54, 55; Laurent, XIV, No. 479 urm.; Huc, VI, No. 22; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5101 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 560).



**56.** În cazul dispozițiunei cu obligația de a remite ceea ce va rămâne la încetarea din viață a grevatului, dacă dispozițiunea se face pe cale de testament, după o părere, legatul, în ceea ce privește pe substituit, trebuie considerat ca un legat pur și simplu, dobândit din ziua încetării din viață a dispunătorului, deoarece dreptul său se deschide la încetarea din viață a dispunătorului, așa încât dacă substituitul încetează din viață, înaintea grevatului însărcinat să remită, el transmite dreptul său moștenitorilor săi. (Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 34; Laurent, XIV, No. 484; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 560).

**57.** După altă părere, dreptul substituitului este condițional, întrucât este subordonat condițiunei ca grevatul să fi încetat din viață fără a fi înstrăinat bunurile pe care le-a primit cu sarcina să le remită substituitului. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 421; Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 34, 35).

**58.** Într-o dispozițiune prin care donatarul sau legatarul este obligat să remită la încetarea sa din viață, ceea ce va rămâne din bunurile dăruite sau legate, pentru a se determina drepturile grevatului de a remite, trebuiesc cercetați termenii actului și intențiunea dispunătorului, ceea ce aparține în mod suveran judecătorilor fondului. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 75; Suppl., Substitutions, No. 36; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 564).

**59.** În cazul când din termenii actului nu se poate deduce intențiunea dispunătorului, după o părere, grevatul cu remiterea, are dreptul să dispue de bunurile dăruite sau legate numai cu titlu oneros, iar nu și cu titlu gratuit prin donațiune între vii sau prin testament. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, p. 551 urm.; Laurent, XIV, No. 482; Huc, VI, No. 25).

**60.** După a doua părere, în acest caz, grevatul cu remiterea, are dreptul să dispună de bunurile dăruite sau legate, atât cu titlu oneros, cât și cu titlu gratuit, însă dacă dispune cu titlu gratuit poate dispune numai prin donațiune între vii, iar nu și prin testament. (Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3108).

**61.** După a treia părere, în acest caz, grevatul cu remiterea are dreptul să dispună de bunurile dăruite sau legate, atât cu titlu oneros cât și cu titlu gratuit, fie prin donațiune între vii, fie prin testament. (Demolombe, XVIII, No. 136; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 28, p. 311; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 564).

**62.** Într-o dispozițiune prin care donatarul sau legatarul este obligat să remită la încetarea sa din viață, ceea ce va rămâne din bunurile dăruite, dispunătorul poate să interzică grevatului cu remiterea, dreptul de a înstrăina bunurile dăruite sau legate cu titlu gratuit, deoarece în acest caz el are dreptul să înstrăineze cu titlu oneros și nu e obligat să conserve

bunurile, condițiune fără care nu poate exista substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 158; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 27, p. 310; Daloz, Rép., Substitutions, No. 81; Suppl., Substitutions, No. 36; Laurent, XIV, No. 482; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3110; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 564).

**63.** Dacă în actul de donațiune sau în testament se prevede prohibițiunea de a înstrăina bunurile dăruite sau legate, această prohibițiune nu poate constitui o substituțiune oprită de lege decât atunci, când este prevăzută de dispunător în favoarea unei persoane determinate, căci în acest caz grevatul are sarcina de a conserva și remite, ceea ce constituie o substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 149; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 21, p. 308; Daloz, Rép., Substitutions, No. 78; Suppl., Substitutions, No. 45; Laurent, XIV, No. 462; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 552, 555).

**64.** Dacă în actul de donațiune sau în testament, dispunătorul prevede clauza că donatarul sau legatarul nu va putea vinde bunurile dăruite sau legate la alte persoane decât celor din familia sa, această dispozițiune nu poate cuprinde o substituțiune oprită de lege, deoarece nu există nici sarcina de a conserva, nici cea de a remite. (Demolombe, XVIII, No. 148; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 25, p. 309; Daloz, Rép., Substitutions, No. 80; Suppl., Substitutions, No. 48; Laurent, XIV, No. 465; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 553, 554).

**65.** În cazul când grevatul este obligat a remite nu a aceleași obiecte cari au fost dăruite sau legate, ci alte obiecte diferite, după o părere, există substituțiune oprită de lege deoarece, identitatea obiectului ce trebuie remis nu este necesară, întrucât în acest caz există obligațiunea de a conserva și a remite. (Demolombe, XVIII, No. 126; Laurent, XIV, No. 407).

**66.** După altă părere dominantă, în acest caz nu există substituțiune oprită de lege, deoarece pentru ca grevatul să poată fi obligat să conserve și să remită, după cum cere însăși definițiunea substituțiunei oprite de lege, trebuie să existe identitatea obiectului transmis grevatului cu cel ce trebuie remis substituitului. (Roland de Villargues, Substitutions prohibées, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 52, p. 312; Daloz, Rép., Substitutions, No. 87; Suppl., Substitutions, No. 55; Huc, VI, No. 19; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3115 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 522, nota, 525, 555).

**67.** Deasemenea nu există substituțiune oprită de lege, când în actul de donațiune sau în testament dispunătorul prevede pentru grevat sarcina de a remite la decesul său unei alte persoane o sumă de bani, deoarece nu există identitatea obiectului dăruit sau legat cu cel obligat a fi

remis. (Demolombe, XVIII, No. 127; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 32, p. 312; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 128; Suppl., Substitutions, No. 60; Laurent, XIV, No. 408; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3115 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 522, nota, 525, 556; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 465, p. 187; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 10 bis, II).

**68.** Dacă în actul de donație sau în testament, donatorul sau testatorul impune donatarului sau legatarului de a institui pe un terț moștenitorul său, această obligație nu poate constitui o substituție oprită de lege, ci se va considera ca nescrisă. (Demolombe, XVIII, No. 151; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 24, p. 509; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 85; Suppl., Substitutions, No. 50; Laurent, XIV, No. 466).

**69.** Obligația impusă de donator, donatarului unui imobil de a legă acest imobil unei anumite persoane, poate constitui o substituție oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 159; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 51).

**70.** Obligația impusă unui legatar de a face el însuși o substituție, nu poate constitui o substituție oprită de lege, ci o sarcină ilicită care trebuie declarată nulă. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 86; Suppl., Substitutions, No. 52; Laurent, XIV, No. 466).

**71.** Obligația impusă donatarului sau legatarului de a vinde imobilul dăruit sau legat unei anumite persoane, nu constituie o substituție oprită de lege. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 85).

**72.** Nu poate să existe substituție oprită de lege când grevatul și substituitul ar fi chemați la succesiunea dispunătorului în concurență sau unul în lipsa celuilalt. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 94; Suppl., Substitutions, No. 66; Laurent, XIV, No. 425; Comp.: Demolombe, XVIII, No. 98 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 55, p. 312; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 542).

**73.** Pentru ca o dispoziție să poată fi considerată ca o substituție oprită de lege, trebuie ca donatarul sau legatarul grevat cu sarcina de a remite, să fie obligat a conserva bunurile dăruite sau legate, până la încetarea sa din viață, când va trebui să le remită substituitului. (Demolombe, XVIII, No. 98; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 312, 315; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 115, 116; Suppl., Substitutions, No. 69; Laurent, XIV, No. 449 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3135; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 522, nota, 554, 556, 557).

**74.** Prin urmare potrivit acestor principii, nu există substituție oprită de lege, dacă donatarul sau legatarul este obligat a remite unei alte persoane bunurile dăruite sau legate la un termen anumit în timpul vieții sale sau sarcina remiterii i-a fost impusă sub o condiție oarecare care

se poate realiza în timpul vieții sale. (Demolombe, XVIII, No. 98; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 312, 315; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 115, 116; Suppl., Substitutions, No. 69; Laurent, XIV, No. 449 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3135; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 522, 557, 541).

**75.** Pentru ca să existe dar substituție oprită de lege, se cere ca donatarul sau legatarul grevat cu sarcina de a remite să conserve bunurile dăruite sau legate și să le remită substituitului la încetarea sa din viață. Condițiunea morții grevatului nu trebuie prezumată de drept, ci trebuie clar exprimată sau să rezulte din termenii actului. (Demolombe, XVIII, No. 154; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 36, p. 315; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 117; Suppl., Substitutions, No. 72; Laurent, XIV, No. 452; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 540).

**76.** Condițiunea morții nu trebuie exprimată prin termeni sacramentali și tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă din termenii actului rezultă condițiunea morții grevatului. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 118; Suppl., Substitutions, No. 71; Laurent, XIV, No. 451; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5158; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 540, 541).

**77.** Este deosebire între substituțiile oprite de lege și dispozițiile condiționale — donații sau legate — deoarece în substituțiile oprite de lege există două transmisiuni succesive, pe când în dispozițiile condiționale, există o singură transmisiune care se face dela dispunător direct și imediat, în urma efectului retroactiv al condițiunii, fie la moștenitor în caz de condiție rezolutorie, fie la legatar, în caz de condiție suspensivă, iar moștenitorul sau legatarul rămâne proprietarul lucrului legat. (Demolombe, XVIII, No. 94; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 502; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 125; Suppl., Substitutions, No. 85; Laurent, XIV, No. 440 urm.; Huc, VI, No. 16; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3158 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 542, 545).

**78.** Dacă condițiunea transmiterii celui de al doilea instituit presupune în mod necesar încetarea din viață a primului instituit, după o părere, în acest caz există substituție oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 101; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 35 p. 315; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 10 bis, VI; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 125).

**79.** După altă părere, chiar dacă condițiunea transmiterii celui de al doilea instituit presupune în mod necesar încetarea din viață a primului instituit, nu există numaidecât o substituție oprită de lege, deoarece dacă există o singură transmisiune, oricare ar fi condițiunea și oricare ar fi epoca fixată pentru îndeplinirea ei.

nu ne aflăm în fața unei substituțiuni oprite de lege la care se cer două transmisiuni succesive. (Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 84; Laurent, XIV, No. 440 urm.; Huc, VI, No. 16; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3161 urm.).

**80.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, constatând intenția dispunătorului, dacă există una sau două transmisiuni. (Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 85).

**81.** Dacă într-un testament se prevede expresia: «Legatul va fi rezolvit în caz de deces al legatarului fără posteritate», există o substituțiune oprită de lege. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 129).

**82.** Deasemenea când se prevede expresia: «Însărcinez pe legatarul meu de a remite în cazul când va muri înainte de majoritatea sa», deoarece în acest caz legatarul a conservat bunurile legate toată viața sa. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 150).

**83.** În cazul când există concurs de două dispozițiuni condiționale, una rezolutorie și cealaltă suspensivă, pentru a se putea distinge dacă există o substituțiune oprită de lege sau o dispozițiune condițională permisă de lege, trebuie să se cerceteze dacă există una sau două transmisiuni; în cazul când există o singură transmisiune, dispozițiunea va fi o dispozițiune condițională, în cazul contrar când există două transmisiuni succesive, dispozițiunea va fi o substituțiune oprită de lege. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 150; Suppl., Substitutions, No. 94).

**84.** Aceeaș normă se va urmări și în cazul când vor fi reunite în aceeaș clauză două dispozițiuni condiționale, ambele sub condițiune suspensivă. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 94).

**85.** Stipularea dreptului de reînțoarcere în favoarea donatorului și altor persoane, după o părere, constituie o substituțiune oprită de lege. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 200; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 527, 546).

**86.** După altă părere, stipularea dreptului de reînțoarcere în favoarea donatorului și a moștenitorilor săi, nu constituie o substituțiune oprită de lege și este valabilă în privința donatorului și trebuie considerată ca nescrisă în privința moștenitorilor donatorului, deoarece constituie o extindere ilicită a dreptului de reînțoarcere. (Demolombe, XVIII, No. 112; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 10 bis, IX; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 194, nota 42, p. 516; Daloz, Rép., Substitutions, No. 201; Suppl., Substitutions, No. 125; Huc, V, No. 26; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1505; II, No. 317; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 546, 547).

**87.** Stipularea dreptului de reînțoarcere numai în favoarea moștenitorilor donatorului, fără să se fi stipulat și în favoarea donatorului, constituie, după o pă-

rere, o substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 111; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 41, p. 515; Daloz, Rép., Substitutions, No. 203; Suppl., Substitutions, No. 126; Huc, V, No. 25; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 546, 547).

**88.** După altă părere, în acest caz clauza de reînțoarcere se va considera ca nescrisă și donațiunea va fi valabilă. (Laurent, XIV, No. 472; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1507; II, No. 3156).

**89.** Stipularea dreptului de reînțoarcere în favoarea donatorului și a unui terț, care nu este moștenitorul său, după o părere, constituie o substituțiune oprită de lege, deoarece dreptul de reînțoarcere nu poate exista niciodată în favoarea unui terț. (Demolombe, XVIII, No. 112; Daloz, Rép., Substitutions, No. 204; Suppl., Substitutions, No. 129; Huc, V, No. 26).

**90.** După altă părere, stipularea dreptului de reînțoarcere în favoarea donatorului și a unui terț care nu este moștenitorul său, va fi valabilă și nu poate fi considerată ca o substituțiune oprită de lege, deoarece intenția donatorului nu a fost să facă două liberalități și întrucât față de donatar clauza are caracterul unei condițiuni rezolutorii, acelaș caracter îl păstrează și față cu terțul chemat, în lipsa donatarului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 42, p. 516; Laurent, XIV, No. 471; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1504; II, No. 3157).

**91.** Stipularea dreptului de reînțoarcere numai în favoarea unui terț, constituie, după o părere, o substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 110; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 10 bis, IX; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 41, p. 515; Daloz, Rép., Substitutions, No. 202; Suppl., Substitutions, No. 122; Huc, V, No. 25).

**92.** După altă părere, în acest caz va trebui a se cerceta care a fost intenția dispunătorului; dacă el a înțeles să facă două donațiuni succesive, va fi substituțiune oprită de lege, dacă însă a înțeles să supune donațiunea unei condițiuni rezolutorii în favoarea terțului, donațiunea primă va fi valabilă, iar cea de a doua va fi anulată, deoarece dispozițiunea, în acest caz, constituie o donațiune alternativă; cea în favoarea donatarului supusă unei condițiuni rezolutorii și cea în favoarea terțului supusă unei condițiuni suspensive. (Laurent, XIV, No. 469; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1508, 1509; II, No. 3155).

**93.** Când se institue doi legatari cu clauza ca la decesul unuia dintre ei, bunurile legate să fie remise celuilalt legatar, există o substituțiune așa zisă reciprocă care nu este permisă de lege. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 211).

**94.** Substituțiunea vulgară permisă de lege se deosebește de substituțiunea fideicomisară oprită de lege, deoarece în prima

nu există decât un singur beneficiar, pe când în cea de a doua există doi beneficiari. (Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 152).

**95.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran după termenii dispoziției și împrejurările cauzei dacă intențiunea dispunătorului a fost să facă o substituție vulgară sau o substituție fideicomisară. (Demolombe, XVIII, No. 161; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 318; Laurent, XIV, No. 490 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3151; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 565 urm.).

**96.** Pentru a se stabili că o dispoziție cuprinde un simplu drept de acrescământ, iar nu o substituție fideicomisară, trebuie ca să se poată recunoaște că supraviețuitorul a fost chemat să culegă porțiunea precedentului, în cazul când acesta a încetat din viață în timpul vieții dispunătorului. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 220; Suppl., Substitutions, No. 153).

**97.** În caz de îndoială dacă există substituție fideicomisară sau un simplu drept de acrescământ, se va decide că dispunătorul a înțeles să nu facă să se anuleze dispozițiunea sa și că ea conține un simplu drept de acrescământ, iar nu o substituție oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 165; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 51, p. 520; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 3152 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 570, 571).

**98.** În codul civil francez este inserat art. 900 care prevede că atunci când într'un testament se vor găsi condiții imposibile sau contrare legii sau bunelor moravuri ele se vor considera că nescrise.

Această dispoziție a fost luată de către francezi din dreptul Roman unde e-ă considerat ca o mare rușine faptul de a muri cineva fără testament și fiecare cetățean consideră ca cea mai mare onoare a sa faptul de a-și înstitui prin testament un moștenitor, care să poată continua după moartea sa facerea sacrificiilor familiare către zeități. Motivele cari au determinat pe francezi de a insera în codul civil această dispoziție, își au origina într-o lege din perioada revoluționară franceză, a cărei votare a fost determinată de ideile de libertate ce cuprinseseră la acea epocă Adunările Naționale și Constituanta, cari erau animate de un viu și generos avânt și de dorința de a-și da toate silințele să înlăture toate obstacolele pe cari prejudecățile și inegalitatea politică le ridicaseră între cetățeni. lege care dispunea că orice condițiune dintr-o dispoziție între vii sau testamentară care s'ar atinge de libertatea religioasă, de libertatea de a se căsători cu o numită persoană sau care s'ar atinge de datoriile impuse prin noua constituțiune, să fie considerată ca nescrisă (Baudry et Colin, Ed. I, Des Donations entre vifs et des testaments, tom. I, No. 75 și urm.; Planiol, ed. 6-a, III, No. 5029

urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 177; Matei Cantacuzino, Elemente de drept civil, No. 454, p. 522; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 184).

**99.** Chiar în Franța, unde după cum se vede dispozițiile articolului 900 c. civ. sunt categorice, jurisprudența totuș, față cu numeroasele obiecțiuni ce s'au adus menținerii în lege a acestei dispoziții neraționale și lipsită de utilitate socială, a fost nevoită să restrângă sfera de aplicație a acestei dispoziții, dând speciilor câteodată soluțiuni bazate pe voința prezumată a testatorului. (N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 183, 184).

**100.** Legiuitorul român, care a copiat aproape în întregime codul civil dela francezi, când a ajuns la art. 900 nu l-a mai reproduș și această nereproducere, care a fost determinată de discuțiile ce au avut loc în doctrina și jurisprudența franceză, cu privire la aplicarea acestui text, arată în mod vădit intenția sa de a suprima cu desăvârșire aplicația acestei dispoziții la testamente, cari deci urmează a fi guvernate de dreptul comun prin aplicarea în această materie a dispozițiilor art. 5 și 1008 c. civil și deci a se anulă liberalitatea în cazul când este subordonată unei condiții imposibile sau contrară bunelor moravuri sau prohibită de lege. (D. Alexandresco, I, pag. 225 nota 2; III, p. II, pag. 465, nota; IV, p. I, pag. 175, 176, 180, 181, 182; IV, p. II, pag. 306; VI, pag. 41, 42; D. Alexandresco, Droit ancien et moderne de la Roumanie, pag. 157, 158, 159; Matei Cantacuzino, Elemente de drept civil, No. 454, pag. 522; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 184).

**101.** În o altă părere se decide că, condiția imposibilă, contrarie bunelor moravuri sau prohibită de lege, desființează numai convențiunile, iar nu și testamentele, deoarece ele fiind acte unilaterale lor nu li se pot aplica dispozițiile art. 1008 c. civ. cari se aplică numai la convențiuni, așa încât asemenea condiții la testamente urmează a fi considerate ca nescrise. (Planiol, III, 5027; N. Georgean, Studii Juridice, I, p. 184, 185).

**102.** În doctrină și în jurisprudență s'a mai admis o soluție intermediară, bazată pe interpretarea voinții testatorului, căutându-se a se descoperi o probabilă preferință, când în sensul desființării legatului, supus unei condiții imposibile sau ilicite, când în sensul menținerii legatului ca pur și simplu, prin suprimarea condițiunii și considerarea sa ca nescrisă. Această soluțiune este arbitrară și nerațională, deoarece judecătorul are misiunea de a interpretă voința testatorului după intenția sa presupusă, când ea nu este clar exprimată, însă atunci când o dispoziție testamentară este exprimată în mod lămurit, nu este permis julecătorului, fără un text precis de lege, să scindeze voința testatorului și să declare ca nescrisă condiția clar exprimată, căci procedându-se astfel

înscamnă a se înlocui voința testatorului prin voința arbitrară a judecătorului. (Demolombe, XVIII, No. 205 și urm.; Aubry et Rau, VII § 692; Michaux, *Traité pratique des testaments*, Ed. II, No. 1222; Baudry et Colin, op. cit. I, No. 72, 73, 86, 87, 90, 91 și urm.; Planiol, III, No. 5055—5057; D. Alexandresco, IV, p. I, pag. 185; Cantacuzino, No. 454, pag. 522, 523; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 185, 186).

**103.** În privința donațiilor, ele constituind după codul civil român niște convențiuni și cum în dreptul nostru civil nu există dispozițiuni echivalente cu dispozițiile art. 900 din c. civ. francez, condițiunile ilicite sau imposibile cari subordonează o donațiune, anulează însăși donațiunea, în această materie aplicându-se dispozițiile art. 1008 c. civil. (N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 186).

**104.** În cece privește înțelesul noțiunii de condițiune imposibilă sau contrară bunelor moravuri sau prohibită de lege, deoarece legiuitorul nu putea enumera toate cazurile, mai cu seamă în cece privește condițiunile contrare bunelor moravuri, se decide că aparține judecătorilor de fond să-l stabilească în fiecare specie după împrejurările cauzei, de ex. după intenția prezumată și interesul testatorului. Pentru condițiunile ilicite, ele nu trebuiesc considerate ca atare decât atunci când dispoziția legislativă cu care sunt în dezacord are un caracter de ordine publică. (Demolombe, XVIII, No. 225 și urm.; Laurent, XI, 457 și urm.; I, 56 și urm.; IV, 523 și urm.; XIV, 151; Aubry et Rau, VII § 692 pag. 290 și urm.; Marcadé, Ed. V, art. 900, No. 479 și urm.; Michaux, *Traité pratique des testaments*, No. 1204 și urm.; Baudry et Colin, op. cit. I, 120 și urm.; Dalloz, *Alph. Dispositions entre vifs et testam.*, 126 și urm.; Huc, IV, 85; VI, 69 și 70; Planiol, III, 5058—5045; D. Alexandresco, IV, p. I, pag. 175, 186—204; IV, p. II, pag. 306; Al. Degre, *Scrieri juridice* I, p. 229 urm.; Nacu, II, p. 550, 551; Matei Cantacuzino, p. 524; N. Georgean, *Studii Juridice*, I, p. 186).

**105.** Potrivit dispozițiilor art. 896 c. civ. fr. (805 c. civ. rom.), sunt nule nu numai dispozițiunile făcute în favoarea substituțiunei, ci și dispozițiunile principale făcute în favoarea grevatului de a remite. (Demolombe, XVIII, No. 175; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 61, p. 325; Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 229; *Suppl.*, *Substitutions*, No. 157; Laurent, XIV, No. 506; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 5181; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 575 urm.).

**106.** Nulitatea unei substituțiunii oprite de lege, nu aduce nulitatea celorlalte dispozițiuni, străine substituțiunei, care sunt cuprinse în același act. (Demolombe, XVIII, No. 176; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 325; Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 253; *Suppl.*, *Substitutions*, No. 140; Laurent, XIV, No. 511; Baudry et Colin, *Donations*

*et testaments*, II, No. 5187; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 578).

**107.** În cazul când între bunurile legate unei persoane, numai unele dintre ele sunt supuse substituțiunei oprite de lege, nulitatea, după o părere, va atinge numai aceste bunuri, iar nu și cele negrevate de substituțiune. (Demolombe, XVIII, No. 179; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 64, p. 325; Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 254; *Suppl.*, *Substitutions*, No. 143; Laurent, XIV, No. 507; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 5188).

**108.** După altă părere, se va distinge după cum chipul în care sarcina de a conserva și a remite este legată cu dispozițiunea principală. (Coin-Delisle, *Commentaire du livre III, titre II, Art. 896*, No. 44; Marcadé, *Art. 896*, No. 8; Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 254).

**109.** În cazul când substituțiunea și instituirea sunt cuprinse în două acte separate, dacă ele depind una de alta, se va pronunța nulitatea ambelor dispozițiuni. (Demolombe, XVIII, No. 177; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 325; Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 256; *Suppl.*, *Substitutions*, No. 150; Laurent, XIV, No. 512; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 5190; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 579).

**110.** Pentru ca dispozițiunile art. 896 c. civ. fr. (805 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea la două dispozițiuni cuprinse în două acte separate cari depind una de alta, trebuiesc ca ambele dispozițiuni să fie valabile și să nu fie nule pentru vreun alt viciu de formă sau de fond, în afară de nulitatea pentru substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 182; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 65, p. 324; Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 258; *Suppl.*, *Substitutions*, No. 154; Huc, VI, No. 50; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 5192).

**111.** În cazul când substituitul a încetat din viață înaintea testatorului, dispozițiunea principală va fi menținută. (Demolombe, XVIII, No. 184; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 66, p. 524; Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 242; *Suppl.*, *Substitutions*, No. 157; Laurent, XIV, No. 514; Huc, VI, No. 29; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, II, No. 5194; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 579; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 465, p. 188; Bertauld, *Questions pratiques et doctrinales*, I, No. 461).

**112.** În acest caz dacă substituțiunea este nulă, dispozițiunea principală este valabilă. (Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 239, 240, 241; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 579).

**113.** Dacă însă instituirea este nulă, substituțiunea va putea fi valabilă ca dispozițiune principală. (Dalloz, *Rép.*, *Substitutions*, No. 243, 244; *Suppl.*, *Substitutions*, No. 155; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 579).

**114.** În cazul când grevatul și substituțitul au supraviețuit testatorului și dacă unul dintre ei renunță la liberalitate, dispozițiunea întreagă va fi anulată, deoarece ambele liberalități au coexistat la data deschiderii succesiunii testatorului. (Demolombe, XVIII, No. 185; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 68, p. 325; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 161; Laurent, XIV, No. 516; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5196; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 580).

**115.** Clauza penală pe care ar fi prevăzut-o testatorul în contra moștenitorilor săi în cazul când vor ataca o substituțiune oprită de lege, este nulă. (Demolombe, XVIII, No. 187; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 326; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 162; Laurent, XIV, No. 518; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5197; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 581).

**116.** În cazul când testatorul ar fi prevăzut în testamentul său că dacă dispozițiunea va fi considerată ca o substituțiune oprită de lege, instituirea să fie menținută, ea va fi valabilă. (Demolombe, XVIII, No. 188; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 448; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 246; Suppl., Substitutions, No. 165; Laurent, XIV, No. 517; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5198; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 581; Contra: Duranton, VIII, No. 94; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 69, p. 525).

**117.** Sau dacă în acest caz a prevăzut că va fi menținută substituțiunea, ea va fi confirmată. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 247).

**118.** Dreptul de a cere nulitatea unei substituțiuni oprite de lege aparține oricărei persoane interesate. (Demolombe, XVIII, No. 190; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 326; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 168; Laurent, XIV, No. 521; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5199 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 585 urm.).

**119.** Moștenitorul legitim al dispunătorului este în primul rând interesat să ceară nulitatea unei substituțiuni oprite de lege. (Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 168 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 585; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 72, p. 327; Laurent, XIV, No. 524; Huc, VI, No. 51; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5204).

**120.** Deasemenea uneori au dreptul să ceară nulitatea substituțiunii oprite de lege și legatarii universali. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 327; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 175; Huc, VI, No. 51 bis; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5208; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 585 urm.).

**121.** Câte odată chiar și legatarii particulari pot să aibă interes să ceară nulitatea altor legate particulare grevate de substi-

tuțiuni oprite de lege deși în principiu ei nu au acest drept. (Demolombe, XVIII, No. 191 ter; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 177).

**122.** Nulitatea unei substituțiuni oprite de lege, nu poate fi ratificată expres sau tacit, deoarece este de ordine publică. (Demolombe, XVIII, No. 186; Larombière, Obligations, Art. 1539, No. 17; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 327; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 182; Laurent, XIV, No. 520; Huc, VI, No. 50; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5185; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 587, 588).

**123.** Tribunalele nu au dreptul să pronunțe din oficiu nulitatea unei substituțiuni oprite de lege, dacă părțile interesate nu au făcut nici o acțiune în nulitate a substituțiunii. (Demolombe, XVIII, No. 191; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, No. 471; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 248; Suppl., Substitutions, No. 181; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5186; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 588).

**124.** O substituțiune oprită de lege nu poate constitui un just titlu pentru prescripția de zece sau douăzeci ani, deoarece în această materie nu poate exista atât pentru grevatul pentru a remite cât și pentru substituit decât prescripția de treizeci ani. (Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 189; Huc, VI, No. 50; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5185; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 584).

**125.** Proba unui simplu fideicomis se poate face prin orice mijloc de dovadă. (Dalloz, Rép., Substitutions, No. 151; Suppl., Substitutions, No. 190).

**126.** Proba unei substituțiuni oprite de lege, după o părere, nu poate rezulta decât exclusiv dintr'un act făcut sub forma donațiilor sau testamentelor. În cazul când obligația de a remite este făcută grevatului legatar, verbal sau printr'un act neregulat, el nu are nici o obligație de a remite substituitului; dacă totuși legatarul grevat remite substituitului bunurile legate, potrivit ordinului dispunătorului, substituitul deține aceste bunuri din succesiunea legatarului grevat, iar nu din succesiunea dispunătorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 77, p. 528; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 251, 255; Suppl., Substitutions, No. 190; Laurent, XIV, No. 522; Huc, VI, No. 51; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5209 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 582).

**127.** După altă părere, substituțiunea oprită de lege, poate rezulta nu numai din actul care cuprinde instituirea de legat, ci poate fi stabilită și prin alte dovezi cum ar fi jurământul sau interogatorul. (Demolombe, XVIII, No. 172; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 465, p. 185; Troplong, Donations et testaments, Art.

**128.** În cazul când actul care cuprinde o substituțiune oprită de lege a fost pier-

dut sau sustras, proba existenței și conținutului actului se poate face prin martori și prin jurământul legatarului grevat cu remiterea. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 585).

**129.** Tribunalele vor interpreta actele care cuprind substituțiuni oprite de lege. În cazul când tribunalul nu poate determina sensul unei dispozițiuni care poate primi două interpretări din cari una că dispozițiunea ar cuprinde o substituțiune oprită de lege, iar alta că nu ar cuprinde o substituțiune, se va adopta interpretarea care permite a se menține dispozițiunea. (Demolombe, XVIII, No. 157; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 517; Daloz, Rép., Substitutions, No. 258; Suppl., Substitutions, No. 195; Laurent, XIV, No. 485; Huc, VI, No. 54; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5175 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 570).

**130.** Pentru a determina dacă o dispozițiune cuprinde sau nu o substituțiune oprită de lege, trebuie să se avertă în vedere mai ales sensul dispozițiunii decât termenii întrebunși de dispunător. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 260; Suppl., Dispositions, No. 196; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 565 urm.).

**131.** Chestiunea de a se ști dacă o dispozițiune cuprinde o substituțiune oprită de lege, este o chestiune de drept, iar nu de fapt și instanța de recurs are dreptul să cerceteze clauzele dispozițiunii și să stabilească dacă hotărârea instanței de fond nu a violat dispozițiunile art. 896 c. civ. fr. (805 c. civ. rom.), când a decis că dispozițiunea cuprinde sau nu o substituțiune oprită de lege. (Demolombe, XVIII, No. 176; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 521; Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 568).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Potrivit ideii că nu se poate prezuma ca un testator să fi avut intențiunea

de a face ceea ce legea interzice, urmează că atunci când există îndoială de a se ști dacă o dispoziție testamentară oarecare constituie sau nu o substituție, trebuie să se dea chestiunii o interpretare negativă. (C. Apel Iași, S. I, 22 din 9 Februarie 1925, Dreptul 15/1925, Pand. Săpt. 28/1925).

**2.** Pentru a putea cunoaște și determina caracterul unei clauze testamentare ce se pretinde a avea caracterul unei substituțiuni fidei-comisare, trebuie examinate, în complexul lor, toate clauzele testamentului.

Astfel când într'un testament se prevede că «imobilul din București str. M. V. No. 60, soția mea îl va lăsa unuia din nepoți căruia ea va crede de cuviință», iar pe de altă parte din întreg testamentul se constată că defunctul n'a făcut, prin clauza în discuțiune decât să exprime un deziderat iar nu să schimbe ordinea succesorală și nici n'a indicat persoana substituitului, elementele constitutive ale substituțiunii prohibite de art. 805 c. civ. lipsesc în speță. (Trib. Ilfov, S. I c. c. 525 din 14 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 174).

**3.** Conform art. 805 din codul civil, substituțiunile sau fidei-comisele sunt prohibite. Clauza din testament prin care se lasă unei persoane un legat, iar după încetarea din viață, acea avere va trece altora, nu constituie o substituțiune fidei-comisară, pentru că nu se pune obligație celui dintâi de a păstra averea intactă, pentru ca tot intactă să treacă celorlalți, ci se institue pe cel dintâi legatar uzufructuar, iar ceilalți i se lasă nuda proprietate. (C. Apel București, S. IV, 575 din 24 Octombrie 1925, Bul. C. Apel, 19/1925).

**4.** Când testamentul conține dispoziția că pentru un imobil legat unei persoane în plină proprietate, i se pune obligația de a-l lăsa unuia din nepoți, căruia va crede de cuviință ea, acea dispoziție testamentară îndeplinește condițiunile de fidei-comisorie și este nulă. (C. Apel București, S. III, 91 din 24 Martie 1926, Bul. C. Apel, 14/1926).

**5.** A se vedea: art. 805, nota 1.

**Art. 804.** — Este permisă dispozițiunea prin care o a treia persoană ar fi chemată a lua darul, ereditatea sau legatul, în cazul când donatarul, eredele numit, sau legatarul nu ar primi sau nu ar putea primi. (Civ. 803, 805, 924, 925, 928; Civ. Fr. 898).

*Text. fr. Art. 898.* — La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir le don, l'héritité ou le legs, dans le cas où le donataire, l'héritier institué ou le légataire, ne le recueillera pas, ne sera pas regardée comme une substitution, et sera valable.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 154 urm.

## Doctrină.

1. Art. 898 c. civ. fr. (804 c. civ. rom.) prevede cazul unei substituțiuni vulgare sau directe, care este permisă, și care are loc când două persoane instituite sunt chemate una în lipsa celeilalte. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 595, 596).

2. În cazul când cei doi instituți sunt chemați în mod conjunct, nu există substituțiune oprită de lege; această substituțiune care este permisă, se numește substituțiune conjunctivă. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 94).

3. În cazul când o dispozițiune poate primi mai multe interpretări, neputându-se stabili dacă ea cuprinde o substituțiune oprită de lege, o substituțiune vulgară sau o substituțiune conjunctivă, se va decide că ea nu cuprinde o substituțiune fideicomisară oprită de lege, alegându-se situațiunea când dispozițiunea produce un efect. (Daloz, Rép., Substitutions, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 600).

4. Din dispozițiunile art. 898 c. civ. fr. (804 c. civ. rom.) rezultă că o donațiune între vii pur și simplă nu poate constitui o substituțiune vulgară, deoarece donațiunea pur și simplă devine perfectă numai

prin acceptarea ei de către donatar și odată acceptată, donațiunea nu mai poate fi culeasă de altă persoană în locul donatarului. (Duranton, VIII, No. 56; Demolombe, XVIII, No. 80; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 693, nota 6, p. 299; Daloz, Rép., Substitutions, No. 96; Baudry et Colin. Donations et testaments, II, No. 5059; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 597).

5. O donațiune între vii ar putea cuprinde o substituțiune vulgară, numai în cazul când ea ar fi făcută sub o condițiune suspensivă sau rezolutorie. (Duranton, VIII, No. 56; Demolombe, XVIII, No. 80; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 693, nota 6, p. 299; Baudry et Colin. Donations et testaments, II, No. 5059; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 597).

6. Substituțiunea vulgară se deosebește de substituțiunea fideicomisară, deoarece în prima, cel de al doilea gratificat ține dreptul său direct dela dispunător pe când în cea de a doua, cel de al doilea gratificat primește bunurile lăsate de dispunător prin intermediul grevatului care le-a stăpânit toată viața sa. (Coin-Delisle, Donations et testaments, No. 15, p. 41; Demolombe, XVIII, No. 69, 75, 94; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5065; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 508).

**Art. 805.** — Este permisă, asemenea, dispozițiunea între vii sau testamentară, prin care uzufructul se dă la o persoană, și proprietatea nudă la alta. (Civ. 517 urm., 803, 804; Civ. Fr. 899).

*Text fr. Art. 899.* — Il en sera de même de la disposition entre-vifs ou testamentaire par laquelle l'usufruit sera donné à l'un, et la nue propriété à l'autre.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 82.

## Doctrină.

1. Uzufructul și nuda proprietate ale unui acelaș lucru pot fi transmise la persoane deosebite, deoarece fiecare din ele sunt bunuri distincte. (Demolombe, XVIII, No. 115; Troplong, Donations et testaments, I, No. 155; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 474; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, p. 502; Daloz, Rép., Substitutions, No. 162; Suppl., Substitutions, No. 101; Laurent, XIV, No. 417; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5166; Planiol, III, No. 3294; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 519, nota 1, 553, 554, 550, 601).

2. Potrivit acestui principiu se poate lega uzufructul unei persoane și nuda proprietate copiilor săi, fără ca această dispozițiune să poată constitui o substituțiune oprită de lege; în cazul când se dă uzufructul unei persoane și nuda proprietate altei persoane, drepturile lor nu au

acelaș obiect, însă se nasc în acelaș timp. (Demolombe, XVIII, No. 116, 117; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 6, p. 505; Daloz, Rép., Substitutions, No. 165; Suppl., Substitutions, No. 108; Laurent, XIV, No. 418 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 602).

3. În cazul când există îndoială dacă dispunătorul a voit să facă o substituțiune oprită de lege sau a lăsat uzufructul unei persoane și nuda proprietate altei persoane, nu trebuie a se lua în considerație numai termenii însbuințați de dispunător, ci se va interpreta acești termeni în sensul ca dispozițiunea să aibă un efect. (Demolombe, XVIII, No. 116 urm.; Daloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 104; Laurent, XIV, No. 424, 494 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 605).

4. Dispozițiunea unui uzufruct în favoarea a două persoane chemate a se succedă în folosința bunurilor dăruite sau legate, una la decesul celeilalte este vala-



bilă, deoarece dreptul de uzufruct se stinge odată cu viața uzufructuarului și nu poate face obiectul unei substituțiuni oprită de lege. (Duranton, VIII, No. 54; Demolombe, XVIII, No. 122, 123; Troplong, Donations et testaments, I, No. 135; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 465, text și nota 18, p. 185; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 15 bis, II; Marcadé, III, Art. 805, No. 474; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 694, nota 5, p. 502; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 158; Suppl., Substitutions, No. 96; Laurent, XIV, No. 410 urm.; Huc, VI, No. 17; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 5167; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 555, 602, 605).

5. În cazul când uzufructul ar fi legat la un număr nelimitat de persoane, există o substituțiune oprită de lege. (Rolland de Villargues, Des substitutions prohibées, No. 242; Demolombe, XVIII, No. 123; Troplong, Donations et testaments, I, No. 135; Dalloz, Rép., Substitutions, No. 180; Suppl., Substitutions, No. 98; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 602; Contra: Laurent, XIV, No. 416).

6. Aceleași soluțiuni admise în privința uzufructului, își găsesc aplicațiunea și la rentele viagere, deoarece ele nu se pot transmite. (Demolombe, XVIII, No. 124; Troplong, Donations et testaments, I, No. 134; Laurent, XIV, No. 413; Huc, VI, No. 56; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 534).

7. Uzufructul poate face obiectul unui fideicomis pur și simplu și a unui fidei-

comis cu termen. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea II, p. 554).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

1. Pentru ca o dispoziție testamentară să constituie un fideicomis, trebuie ca aceea dispoziție să conțină două donațiuni sau legate în plină proprietate a acelorași bunuri, în folosul unor persoane chemate a le culege în mod succesiv, astfel că dreptul uneia să nu se deschidă decât după moartea alteia, iar cel de al doilea sau al treilea succesor, într'un cuvânt ultimul succesor, să nu primească bunul direct de la testator, ci prin intermediul celor grațificați mai întâi.

Astfel, nu este substituție, atunci când decușul a lăsat uzufructul unei persoane iar nuda proprietate a aceleiași averi altei persoane. (C. Apel Iași, S. I, 9 Februarie 1925, Dreptul 15/1925).

2. Potrivit art. 805 din cecul civil, nuda proprietate a unui imobil poate fi transmisă separat de celelalte desmembrăminte ale dreptului de proprietate, prin orice mod de transmisiune, fără ca acest drept să se stingă prin moartea titularului, trecând în persoana uzufructuarului, după cum greșit judecă tribunalul în specie, făcând confuziune între aceste două drepturi și atribuind unuia caracterul celui alt. (Cas, III, 631 din 16 Iunie 1926, Jurispr. Rom. 17/1926).

## CAPITOLUL II

Despre capacitatea de a dispune sau a primi prin donațiune între vii sau prin testament.

**Art. 806.** — Minorele mai mic de 16 ani nu poate dispune, nici într'un fel, afară de excepțiunile regulate la capitolul IX<sup>1)</sup> al acestui titlu. (Civ. 342, 434, 807, 809, 936 urm., 1161, 1231; Civ. Fr. 903).

*Text. fr. Art. 903.* — Le mineur âgé de moins de seize ans ne pourra aucunement disposer, sauf ce qui est réglé au chapitre IX du présent titre.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCU C., *Notă sub Jud. Ocnele-Mari*, 2 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1362;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 61.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Anulare 3, 4, 12, 13, 15, 19, 23, 24, 29, 31.	Contract 3.	Ebrietate 12.	cuvintele: „Donațiune“, „Testament“.
Apreciere suverană 3, 14, 17.	Deces 29.	Eroare 24.	Manie 9.
Bătrânețe 10.	Definiție 21, 22.	Fraudă 19, 20.	Marturi 6.
Beție 12.	Dispensă 28.	Furie 1, 3.	Minori 1, 25-31.
Captațiune 20, 21, 23.	Dol 19, 20.	Imbecilitate 1, 3.	Moarte 29.
Căsătorie 26, 27, 28.	Donațiune 1-4, 8-16, 19, 20, 23-28.	Incapacitate 1, 2, 3, 31.	Muți 11.
Consimțământ 2.	Dotă 26, 28.	Incapacitate absolută 1, 31.	Nebunie 1-6, 8.
	Dovadă 5, 6, 7, 18.	Incetare din viață 29.	Nulitate 3, 4, 12, 13, 15, 19, 23, 24, 29, 31.
		Infirmitate 11.	Orbi 11.
		Interval lucid 7.	Pasiune 13.
		Interzis 1, 4.	
		Liberalitate, a se vedea	

1) Capitolul ce trebuie citat aci e capitolul VII, iar nu IX, după cum este în textul francez.

Prezumpțiune 6.  
 Probă 5, 6, 7, 18.  
 Reclamant 5.  
 Sinucidere 14.  
 Slăbiciune de minte 9.  
 Smintire 1.  
 Statut personal 30.  
 Străinătate 30.

Sugestie 20, 22, 23.  
 Surzi 11.  
 Suverană apreciere 8, 14,  
 17.  
 Terțe persoane 16, 19.  
 Testament 1-4, 7-16, 19,  
 20, 23, 24, 25, 29, 31.  
 Violență 15, 16, 17, 13.

### Doctrină.

**1.** Sunt incapabili în mod absolut de a dispune atât prin donațiune cât și prin testament: 1) cei care nu au deplinătatea minții lor și cari se află într-o constantă stare de imbecilitate, smintire sau nebunie cu furie; 2) interzișii; 3) minorii de 16 ani, cu oarecare excepțiuni prevăzute de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 28 urm.).

**2.** Articolul 901 din codul francez prevede că, pentru ca o persoană să poată face o donațiune sau un testament trebuie ca ea să fie sănătoasă la minte. Dispozițiunile acestui articol nu au fost reproduse în codul civil român fiind inutile deoarece acel care nu are mintea sănătoasă nu poate consimți și unde nu e consimțământ nu poate există dispozițiune valabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 29).

**3** Imbecilitatea, nebunia, furia, constituie o incapacitate generală pentru toate actele vieții civile, așa încât ele viciază și anulează atât contractele cât și liberalitățile. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 195; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 71; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I p. 28, 29, 31, 32).

**4.** Cu toate că nebunia nu reiesă din actul făcut și cu toate că interdicțiunea nu eră provocată în timpul vieții donatorului sau testatorului, donațiunea sau testamentul vor fi anulate dacă se va dovedi că în momentul facerii lor, autorul lor eră nebun. (Demolombe, XVIII, No. 675, 674; XVIII, No. 555; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, nota 5, p. 14; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 195 urm.; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 72; Laurent, XI, No. 110; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 242; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 50, 51, 32).

**5.** Dovada nebuniei va fi făcută de cel care o alegă, deoarece o persoană neinterzisă este prezumată că este sănătoasă la minte; reclamantul va trebui să articuleze faptele cari constituiesc nebunia. (Demolombe, XVIII, No. 361, 368; Troplong, Donations et testaments, I, No. 471; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 209; Laurent, XI, No. 116, 159; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 245; Planiol, III, No. 2876; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 50, 32, text și nota 5).

**6.** Dovada nebuniei se va face prin orice mijloc de probă admis de lege, chiar martori și prezumpțiuni, dacă nu rezultă din însuși actul atacat. (Duranton, VII, No. 157; Demolombe, XVIII, No. 364; Troplong, Donations et testaments, II, No. 471; Demante

et Colmet de Santerre, IV, No. 17 bis II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, nota 10, p. 17; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 197; Laurent, XI, No. 117, 118; Huc, VI, No. 70; Planiol, III, No. 2878; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I p. 33).

**7.** Dacă se dovedește că testamentul a fost făcut în interval lucid el este valabil. (Demolombe, XVIII, No. 361; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 212; Laurent, XI, No. 116; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 245; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 30).

**8.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă o dispozițiune între vii sau un testament sunt făcute de o persoană sănătoasă la minte. (Demolombe, XVIII, No. 569; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 417, nota 1, p. 25; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, p. 18; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 75; Laurent, XI, No. 119; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 50, nota 3, 33).

**9.** O persoană care prezintă oarecare slăbiciune a minții sau are unele curiozități, nu poate fi considerată că nu e sănătoasă la minte și dispozițiunile ce le ia sunt valabile dacă își va da seamă de actul făcut. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 54).

**10.** Bătrânețea cea mai înaintată nu face ca dispozițiunea să fie anulată dacă dispunătorul a fost în stare să-și manifeste voința sa. (Demolombe, XVIII, No. 554; Laurent, XI, No. 126; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 54).

**11.** Infirmitățile fizice cari nu au adus nici o alterare facultăților intelectuale, nu pot aduce anularea dispozițiunilor făcute. Prin urmare, orbii, surzii și mușii pot dispune prin acte între vii dacă ei sunt în stare să-și manifeste voința lor. (Demolombe, XVIII, No. 551; Laurent, XI, No. 125; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 258; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 54, text și nota 2).

**12.** O dispozițiune făcută în stare de beție nu este valabilă, deoarece omul cu desăvârșire beat nu poate să-și dea socoteală de ceea ce face. (Duranton, VII, No. 155; Demolombe, XVIII, No. 544; Troplong, Donations et testaments, I, No. 506; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, p. 13; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 254; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 56, text și nota 4, 37).

**13.** O pasiune violentă ar putea aduce anularea dispozițiunei dacă a turburat facultățile intelectuale ale dispunătorului, încât nu și-a mai dat socoteala de ceea ce face. (Demolombe, XVIII, No. 545; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 17 bis V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, nota 9, p. 16; Laurent, XI, No. 122; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 37, 58, 39).

**14.** Faptul că autorul dispozițiunei s'ar fi sinucis, chiar îndată după facerea dispozițiunei, nu poate numaidecât să aducă

anularea dispozițiunei, ci tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă dispunătorul, în momentul facerii actului, se bucură de sănătatea voinței sale. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 901, No. 4; Demolombe, XVIII, No. 349; Troplong, Donations et testaments, I, No. 507; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, p. 15; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 57, nota 5).

**15.** Violența morală și violența fizică, exercitate asupra spiritului dispunătorului, constituiesc cauze de anulare a dispozițiilor cu titlu gratuit. (Laurent, XI, No. 129; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 264; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 59).

**16.** În caz de violență, dispozițiunea cu titlu gratuit va fi anulată atât în cazul când ea va fi opera donatarului sau legatarului, cât și în cazul când ea va fi opera unei terțe persoane dacă ea a conștrâns pe dispunător să facă actul în contra voinței sale. (Demolombe, XVIII, No. 580; Troplong, Donations et testaments, I, No. 480; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 654, p. 69; Laurent, XI, No. 127; Huc, VI, No. 75; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 260, 264; Planiol, III, No. 2886; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 59).

**17.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă violența a fost de natură să aducă conștrângerea dispunătorului de a face actul în contra voinței sale. (Demolombe, XVIII, No. 581; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 40).

**18.** Cel ce invoacă existența violenței, va trebui să o dovedească. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 40).

**19.** Frauda sau dolul constituie o cauză de anulare a donațiilor și testamentelor, atât în cazul când este exercitată de către beneficiarul dispozițiunei, cât și în cazul când este exercitată de o terță persoană, dacă se stabilește că fără întrebunțarea ei, dispozițiunea nu ar fi avut loc. (Demolombe, XVIII, No. 583; Troplong, Donations et testaments, I, No. 488; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 651, p. 57, § 654, p. 67; Laurent, XI, No. 150; Huc, VI, No. 75; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 267; Planiol, III, No. 2885; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 40).

**20.** Dolul se poate exercita în materie de dispozițiuni cu titlu gratuit sub forma de captațiune și sugestione. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 41).

**21.** «Există captațiune (dela capture), de câte ori prin demonstrații de amiciție, adevărate sau simulate, prin diferite mijloace de insinuare, prin îndemnări, măguliri sau alte chipuri, cineva parvine a captivă voința altuia și a dobândi dela el liberalități, pe care altfel nu le-ar fi dobândit». (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 41; Comp.: Planiol, III, No. 2881, 2882).

**22.** «Sugestiunea (dela suggerere), există de câte ori cineva parvine, fie prin înrău-

rirea ce are asupra unei persoane, fie prin alte mijloace, oricare ar fi, să facă ca acea persoană să adopte o idee, să ia o rezoluțiune, pe care de altminterlea, n'ar fi luat-o dela sine». (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 41).

**23.** Pentru ca sugestiunea și captațiunea să constituie cauze de anulare a dispozițiilor cu titlu gratuit, se cere ca să consiste din uneltiri viclene care să aducă conștrângerea voinței dispunătorului. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 901, No. 16; Demolombe, XVIII, No. 385 urm.; Troplong, Donations et testaments, I, No. 489 urm.; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 17 bis, V; Mourlon, II, No. 538; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 651, p. 57, § 654, p. 67; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 422, p. 53, 54; Laurent, XI, No. 152 urm.; Huc, VI, No. 74; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 271; Planiol, III, No. 2884; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 42; Nacu, II, p. 248).

**24.** Eroarea poate aduce anularea dispozițiunei cu titlu gratuit dacă va fi substanțială, adică dacă a fost cauza liberalității. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 48).

**25.** Minorul mai mic de 16 ani, nu poate dispune de bunurile sale nici prin donațiune între vii, nici prin testament. (Demolombe, XVIII, No. 410; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 417, p. 51; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, p. 19; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 278; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 94; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 276; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 55, nota 2).

**26.** Minorul mai mic de 16 ani, poate, prin excepție, potrivit dispozițiilor art. 1598 c. civ. fr. (1251 c. civ. rom.) să facă o donațiune între vii prin contractul său de căsătorie, în favoarea viitorului său soț; însă această facultate nu poate fi întinsă la donațiunile făcute în timpul căsătoriei între soți. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 1096, No. 9; Toullier, V, No. 295; Duranton, VIII, No. 184; Grenier, Donations et testaments, I, No. 461; Demolombe, XVIII, No. 417; XXIII, No. 462; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 417, nota 19, p. 51, § 522, nota 6, p. 535; Mourlon, II, No. 105; Troplong, Donations et testaments, II, No. 587; Marcadé, Art. 904, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 276 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, nota 21, p. 19; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 281; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 95; Laurent, XI, No. 142; XV, No. 537; Huc, VI, No. 80; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 279; Planiol, III, No. 2897; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 55, 55, 56, 57; Contra: Delvincourt, II, p. 197; Vazeille, Successions, Art. 904, No. 2).

**27.** După altă părere, donațiunile făcute de un minor în timpul căsătoriei, în favoarea soțului său sunt valabile. (Va-

zeille, Donations et testaments, II, Art. 904, No. 2; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 56).

**28.** Dacă minorul are dreptul să facă donațiuni viitorului soț prin contractul de căsătorie, el însă trebuie să aibă vârsta legală pentru a se putea căsători, adică femeiele 15 ani și bărbații 18 ani; când însă minorul a obținut dispensa legală de a se căsători, el poate face donațiuni la vârsta la care s'a căsătorit. (Demolombe, XVIII, No. 414; Huc, VI, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 55, nota 4, 55, nota 4).

**29.** Testamentul făcut de un minor mai mic de 16 ani, este și rămâne nul, chiar dacă el în momentul încetării din viață împlinise vârsta de 16 ani sau eră chiar major, deoarece capacitatea minorului se determină în momentul facerii testamentului. (Demolombe, XVIII, No. 425, 710 urm.; Troplong, Donations et testaments, I, No. 591; Mourlon, II, No. 543, 578; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 22 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650, p. 45; Laurent, XI, No. 146, 579, 586; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 62).

**30.** Dispozițiunile art. 806 și 807 din codul civil român se aplică minorilor români, chiar dacă s'ar afla în străinătate, deoarece ele sunt privitoare la capacita-

tea persoanelor și deci ele urmăresc pe români chiar dacă se află în țară străină. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 62).

**31.** Testamentul făcut de un minor mai mic de 16 ani este nul, deoarece incapacitatea sa de a dispune prin testament este absolută. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 61, nota 2, 65).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Din combinațiunea art. 804 și 1251 c. c., precum și din aplicarea principiilor cuprinse în art. 949 și 950 c. c. cu privire la validitatea convențiunilor rezultă, că minorul fie emancipat ori nu la orice vârstă este incapabil de a face donațiuni între vii fie cu sau fără abilitarea consiliului de familie. Asemenea convențiuni nu se pot face de minor decât numai prin contractul de căsătorie și asistat de persoane al căror consimțământ este necesar pentru validitatea căsătoriei. Prin urmare, o donațiune de bunuri imobiliare făcută după căsătorie de un soț minor celuilalt soț nu este valabilă. (Jud. Mixtă Ocnele-Mari Jud. Vâlcea Carte de jud. civilă No. 212 din 2 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1562).

**Art. 807.** — Minorele de 16 ani poate dispune prin testament și numai pentru jumătate din bunurile de cari, după lege, poate dispune majorele. (Civ. 342, 430, 806, 809, 841, 847 urm., 937, 939; Civ. Fr. 904).

*Text. fr. Art. 904.* — Le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne pourra disposer que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 61, 62.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Anulare 6, 8.	Nulitate, 6, 8.
Capacitate 9, 15.	Putere părintească 3.
Căsătorie 5, 6.	Reducțiune, 7, 9, 10.
Deces 9.	Renunțare 14.
Donațiune 1, 6, 7.	Revocare 9.
Dotă 7.	Rezervă succesorală 7, 10,
Emancipare 3.	11, 14.
Excludere dela succesiune	Rudenie 4.
14.	Statut personal 15.
Încetare din viață 9.	Străinătate 15.
Legat universal 13.	Succesiune ab intestat 12.
Minor 1 urm.	Succesor 4, 7, 14.
Moarte 9.	Testament 1 urm.
Moștenitor 4, 7, 14.	Tutelă 3.
Nedemnitate 14.	Vârstă împlinită 2.

#### Doctrină.

**1.** Minorul de 16 ani nu poate dispune de bunurile sale prin donațiune între vii,

ci numai prin testament și în limitele fixate de art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.). (Huc, VI, No. 81; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 280; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 55, 59, 60).

**2.** Dispozițiunile art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai minorilor cari au împlinit vârsta de 16 ani, iar nu minorilor cari au vârsta de 16 ani începători (Demolombe XVIII, No. 408; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 417, p. 51; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 22 bis, II; Mourlon, II, No. 542; Troplong, Donations et testaments, I, No. 589; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, nota 18, p. 19; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 284; Laurent, XI, No. 145; Huc, VI, No. 80; Baudry et Colin, Donations et testaments,

I. No. 280; Planiol, III, No. 2892; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 57, nota 2).

**3.** Minorul mai mare de 16 ani, fie că este emancipat, fie că este încă sub puterea părintească sau sub tutelă, poate dispune prin testament pentru jumătate din bunurile de cari, după lege, poate dispune majorul, deoarece art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.) nu face nici o deosebire între minorul emancipat și minorul aflat încă sub puterea părintească sau sub tutelă. (Duranton, VIII, No. 182 urm.; Demolombe, XVIII, No. 410; Troplong, Donations et testaments, II, No. 590; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 417, nota 15, p. 51; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, p. 19; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 285; Laurent, XI, No. 141; Huc, VI, No. 80; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 280; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 55; Contra: Taulier, Théorie raisonnée du Code civil, IV, p. 27, 28).

**4.** Dispozițiunile art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea fie că persoana instituită moștenitor prin testament este un străin, fie că este o rudă a testatorului. (Duranton, VIII, No. 187; Demolombe, XVIII, No. 421; Laurent, XI, No. 144; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 60).

**5.** Minorul mai mare de 16 ani căsătorit poate dispune de bunurile sale prin testament în favoarea soțului său, însă numai până la jumătatea bunurilor de cari, după lege, poate dispune majorul, deoarece căsătoria minorului nu modifică capacitatea sa prevăzută de art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.). (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 913, 914; Toullier, V, No. 925; Demolombe, XVIII, No. 417, 421; Grenier, Donations et testaments, III, No. 461; Troplong, Donations et testaments, II, No. 587; Marcadé, Art. 904; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 276 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 648, nota 21, p. 19; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 285; Laurent, XI, No. 144; Huc, VI, No. 81; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 280; Planiol, III, No. 2894; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 60; Contra: Delvincourt, II, p. 58; Vazeille, Successions, Art. 904, No. 2).

**6.** Minorul mai mare de 16 ani căsătorit, nu poate dispune de bunurile sale, în favoarea soțului său, în timpul căsătoriei, prin donațiune între vii, ci numai prin testament; prin urmare, moștenitorii săi vor putea cere anularea unei donațiuni făcută de minorul mai mare de 16 ani, soțului său, în timpul căsătoriei. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 281).

**7.** Dacă minorul a dăruit o parte din bunurile sale, prin contractul de căsătorie, viitorului său soț, această donațiune nu-l împiedecă de a dispune prin testament, de jumătate din bunurile sale, în timpul căsătoriei, chiar dacă ar avea moștenitori rezervatari; moștenitorii rezervatari însă vor avea dreptul să ceară reducerea libe-

ralităților. (Demolombe, XVIII, No. 459; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 585; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 296, 297).

**8.** Testamentul care contravine dispozițiunilor art. 807 c. civ. rom. este atins de o nulitate relativă. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 65).

**9.** În cazul când un minor mai mare de 16 ani a dispus prin testament de mai mult de jumătate din bunurile de cari, după lege, poate dispune majorul, legatul va fi redus la această jumătate, chiar dacă minorul ar fi încetat din viață după ajungerea sa la majoritate, fără să fi revocat testamentul, deoarece dispozițiunile art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.) sunt privitoare mai mult la capacitatea minorului decât la disponibilitatea bunurilor sale. (Merlin, Répertoire, Testament, section 1, § 6, No. 1; Delvincourt, II, p. 61; Toullier, V, No. 88; Duranton, VIII, No. 175, 188 urm.; Demolombe, XVIII, No. 425, 429; Troplong, Donations et testaments, II, No. 591; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 417, p. 51; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650, nota 6, p. 45, § 650 bis, p. 48, § 688, nota 3, p. 251, 254; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 286, 740; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 96; Laurent, XI, No. 148; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 286; Planiol, III, No. 2894; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 55, nota 3, 62, 65).

**10.** Reducțiunea se va face potrivit dispozițiunilor fixate de lege în materia rezervei. (Demolombe, XVIII, No. 450; Laurent, XI, No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 65).

**11.** Potrivit dispozițiunilor art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.) minorul de 16 ani nu poate dispune prin testament mai mult de jumătate din bunurile de cari, după lege, poate dispune majorul; porțiunea de jumătate din bunuri de cari nu poate dispune minorul, nu formează o rezervă în favoarea moștenitorilor săi. (Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 904, No. 12; Demolombe, XVIII, No. 425 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 688, notele 3, 4, p. 251; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 740; Laurent, XI, No. 149; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 287).

**12.** Jumătatea din bunuri de cari minorul de 16 ani nu poate dispune prin testament, va fi considerată ca succesiune ab intestat cu aplicarea tuturor dispozițiunilor prevăzute de lege pentru acest fel de succesiune. (Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 904, No. 12; Demolombe, XVIII, No. 425 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 688, p. 251; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 740; Laurent, XI, No. 149; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 287; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 61).

**13.** Minorul nu poate institui un legatar universal, deoarece el nu poate să dispune prin testament de averea sa întreagă,

ci numai de jumătate din ea. (Demolombe, XVIII, No. 427; Laurent, XI, No. 149; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 60, nota 2).

**14.** Chiar dacă moștenitorii rezervari ai minorului ar fi renunțat la succesiune sau ar fi excluși dela succesiune ca nedemni, această împrejurare nu este de natură a aduce vreo modificare în aplicarea dispozițiilor art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.), deoarece partea bunurilor de care minorul poate dispune prin testament este totdeauna aceeași. (Coin-De-lisle, Commentaire, Art. 915, 914, No. 16;

Demolombe, XVIII, No. 426; Troplong, Donations et testaments, II, No. 824; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 688, p. 251; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 62; Contra: Laurent, XI, No. 147; Huc, VI, No. 82; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 284).

**15.** Dispozițiunile art. 806 și 807 din codul civil român se aplică minorilor români, chiar dacă s'ar afla în străinătate, deoarece ele sunt privitoare la capacitatea persoanelor și deci ele urmăresc pe români chiar dacă se află în țară străină. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 62).

**Art. 808.** — Este capabil de a primi prin donațiune între vii oricine este conceput în momentul donațiunei.

Este capabil de a primi prin testament oricine este conceput la epoca morții testatorului<sup>1)</sup>. (Civ. 120, 286 urm., 564, 654, 705 urm., 814, 924, 925, 927; Civ. Fr. 906).

*Text. fr. Art. 906.* — Pour être capable de recevoir entre-vifs il suffit d'être conçu au moment de la donation.

Pour être capable de recevoir par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur.

Néanmoins la donation ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Acceptare 7, 8, 9, 17.	Inexistență 17, 18.
Anulare 18—21, 26.	Intenție secretă 26, 27.
Aprecieri suverană 32.	Interes religios 33, 34.
Autentificare 7.	Interes social 33, 34.
Binefaceri 35.	Legat, a se vedea cuvântul: „Testament“.
Biserică 15.	Liberalitate, a se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Testament“.
Călugări 15.	Moarte 6, 9, 12, 13, 14, 28.
Căsătorie 29, 30.	Naștere 6.
Comună 36.	Nulitate 13, 19, 20, 21, 26.
Concepțiune 6—9, 11, 12, 13.	Ordine publică 18.
Condițiune 9, 11, 12.	Persoane incerte 4, 16—28, 31, 32.
Confirmare 18.	Persoane morale 33.
Deces 6, 9, 12, 13, 14, 28.	Probă 28, 31.
Determinare 28, 31.	Profesiune 25.
Divorț 29, 30.	Ratificare 18.
Domiciliu 36.	Religie 33.
Donațiune 1—8, 13, 14, 15, 17.	Renunțare 2.
Drept bisericesc 15.	Reședință 56.
Eroare 24, 25.	Săraci 16.
Executare 18.	Sarcină 13, 14, 22, 34, 35.
Executor testamentar 19, 34, 35.	Servitori 23.
Existență civilă 4.	Sotie 29, 30.
Existență fizică 4, 5, 7, 8.	Stabilimente publice 33.
Facultate 2, 21, 22.	Străini 4.
Imobile rurale 4.	Suverană apreciere 32.
Incapacitate 1, 3, 4.	Termen 9.
Incapacitate absolută 3, 4.	Testament 1—6, 9, 11, 13—15, 18—28.
Incapacitate relativă 3.	Viabilitate 10.
Incetare din viață 6, 9, 12, 13, 14, 28.	
Indicație 28.	

#### Doctrină.

**1.** Oricine este capabil de a primi prin donațiune sau testament, afară de persoa-

nele pe cari legea le declară incapabile să primească, deoarece capacitatea este regula generală și incapacitatea este o excepție. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 81).

**2.** Cineva nu poate renunța la facultatea ce o are de a primi o donațiune sau un legat. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 81).

**3.** Incapacitățile de a primi prin donațiune sau testament sunt de două feluri: incapacități absolute cari opresc pe o persoană în chip absolut să primească dela oricine și incapacități relative cari opresc pe o persoană să primească dela unele persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 81).

**4.** Sunt incapabili în mod absolut de a primi: 1) persoanele cari nu au existență fizică; 2) persoanele cari nu au o existență civilă; 3) străinii în ceace privește imobilele rurale; 4) persoanele necerte. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 81).

**5.** Pentru ca cineva să poată primi o liberalitate, prima condițiune este să existe. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 514; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 82).

**6.** Potrivit dispozițiilor art. 906 c. civ. fr. (808 c. civ. rom.) pentru ca cineva să poată primi o liberalitate nu este necesar să fie născut, ci trebuie ca pentru o donațiune între vii să fie conceput în

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 906, continuă: „Néanmoins la donation ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable“.

momentul facerei ei, iar pentru o liberalitate făcută prin testament, trebuie să fie conceput în momentul încetării din viață a testatorului. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs. No. 514; Huc, VI, No. 90; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 82 urm.).

**7.** În ceea ce privește donațiunea între vii, după o părere, pentru ca cineva să o poată primi, este necesar să existe sau să fie conceput în momentul autentificării actului de donațiune, iar nu în momentul acceptării care s'ar face în urmă, în numele donatarului. (Demolombe, XVIII, No. 579, 705; Mourlon, II, No. 586; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650, text și nota 5, p. 45; Laurent, XI, No. 158, 576; Huc, VI, No. 90; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 84).

**8.** După altă părere, pentru ca cineva să poată primi o donațiune între vii, trebuie ca să existe sau să fie conceput în momentul acceptării donațiunii. (Duranton, VIII, No. 225; Grenier, Donations et testaments, I, No. 158 bis; Troplong, Donations et testaments, II, No. 616; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 5, p. 52; Marcadé, Art. 808).

**9.** Pentru a primi o liberalitate prin testament, trebuie ca legatarul să fie conceput în momentul încetării din viață a testatorului atât în cazul când legatul este pur și simplu, cât și în cazul când legatul este condițional sau cu termen. (Toullier, V, No. 92; Demolombe, XVIII, No. 580; Troplong, Donations et testaments, II, No. 607; Marcadé, Art. 906, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 58 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 2, p. 25; Laurent, XI, No. 159; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 84).

**10.** Codul civil român, contrar ca cel francez și italian, nu cere ca copilul să fie viabil, adică să fie conformat astfel încât să poată trăi. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 82, nota 2, 85).

**11.** Când legatul este condițional, după o părere, legatarul va trebui să fie capabil și în momentul îndeplinirii condițiunii, deoarece potrivit dispozițiilor art. 1040 c. civ. fr. (925 c. civ. rom.), transmiterea bunurilor prevăzute în legat are loc la această dată. (Demolombe, XVIII, No. 580, 718, 719; Mourlon, II, No. 585; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 58 bis; Laurent, XI, No. 159, 584; Huc, VI, No. 120; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 627; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 85).

**12.** După altă părere, când legatul este condițional este de ajuns dacă legatarul este conceput la data îndeplinirii condițiunii, iar nu și la data încetării din viață a testatorului. (Duranton, VIII, No. 229, 251, 253; Grenier, Donations et testaments, I, No. 142; Troplong, Donations et testaments, I, No. 459; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 419, nota 9, p. 50; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650, text și nota 11, p. 46, 47).

**13.** Dispozițiunile art. 906 c. civ. fr. (808 c. civ. rom.), după o părere, își găsesc aplicațiunea numai donatarilor și legatarilor; prin urmare, donatorul sau testatorul poate impune beneficiarului liberalității, ca o condițiune a acestei liberalități, o sarcină în folosul unei persoane care nu e concepută în momentul donațiunii, sau în momentul încetării din viață a testatorului. (Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 906, No. 6; Demolombe, XVIII, No. 582, 590).

**14.** După altă părere, donatorul sau testatorul nu poate impune beneficiarului liberalității, ca o condițiune a acestei liberalități, o sarcină în folosul unei persoane care nu este concepută în momentul donațiunii sau în momentul încetării din viață a testatorului. (Grenier, Donations et testaments, I, No. 99).

**15.** Dreptul bisericesc nu oprește pe călugări în urma intrării lor în tagma monachală, ca să primească liberalități. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 81).

**16.** Prin persoane incerte se înțeleg acele persoane care nu sunt determinate actual prin actul de dispoziție și pentru determinarea cărora mai târziu actul și dispozițiile nu indică nici un mijloc și nici un eveniment la îndeplinirea căruia să se poată determina. (Demolombe, XVIII, No. 608; Troplong, Donations et testaments, I, No. 546; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 26 bis I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, 656 p. 71; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 562; Planiol, III, No. 2927; Alexandresco ed. 2-a, IV, partea I, p. 108).

**17.** Donațiunea făcută unei persoane necerte este inexistentă, deoarece nu are cine accepta donațiunea. (Alexandresco ed. 2-a, IV, partea I, p. 105, 108).

**18.** Legatul făcut unei persoane incerte este nul, deoarece persoana incertă este considerată că nu există; această nulitate, care este de ordine publică, nu poate fi ratificată de către moștenitori, cum ar fi printr'un început de executare. (Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 565, p. 160, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 105).

**19.** În cazul când se dovedește că legatarul este un executor testamentar, pentru a transmite bunurile către persoane incerte, legatul este nul. (Demolombe, XVIII, No. 610; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, nota 6, p. 72; Laurent, XI, No. 519; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 109, 110).

**20.** Numai incertitudinea absolută este o cauză de nulitate a legatului. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 5465).

**21.** În dreptul actual nu mai este permis de a se prevedea în testament facultatea încredințată unui tert de a alege el moștenitorul sau legatarul; această interdicțiune se bazează tot pe principiul nulității legatelor făcute persoanelor incerte. (Toullier, V, No. 550; Demolombe, XVIII,

No. 106, 618; Marcadé, Art. 895, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, nota 2, p. 70; Laurent, XI, No. 326; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 368; Contra: Troplong, Donations et testaments, II, No. 548; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 1, p. 54).

**22.** Facultatea de a alege poate fi admisă când constituie numai o sarcină și trebuie exercitată într'un număr anumit de persoane sau o anumită categorie de persoane, desemnate de însuși testatorul. (Demolombe, XVIII, No. 619; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 369).

**23.** Nu este nevoie ca legatarul să fie numădecât indicat prin numele de familie sau de botez, ci este deajuns dacă el este indicat prin profesiunea sa, prin calitatea sa de rudă cu dispunătorul. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 657, p. 75).

**24.** În cazul când testatorul a comis o eroare în privința numelui de familie sau de botez al legatarului, legatul este valabil dacă nu există nici un dubiu asupra identității gratificatului. (Pothier, Donations et testaments, VIII, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 105, nota 2).

**25.** Deasemenea legatul este valabil când testatorul a comis o eroare în privința profesiunii, sau originii legatarului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 657, p. 75, 74; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 106, notă).

**26.** Este atins de nulitate, legatul făcut în favoarea unei persoane pentru a executa intențiile secrete ale testatorului, deoarece în acest caz testatorul nu arată numele adevăratului legatar. (Merlin, Répertoire, Légataire, § 2, No. 18 bis; Toullier, V, No. 351, 606; Duranton, IX, No. 408; Demolombe, XVIII, No. 609; Troplong, Donations et testaments, I, No. 549 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, p. 54; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 26 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 656, nota 5, p. 71; Marcadé, Art. 1051, No. V; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, 3471, 3472; Troplong, Donations et testaments, II, No. 549; Laurent, XI, No. 517 urm., 524; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 365; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 109; Contra: Delvincourt, II, p. 331; Grenier, Donations et testaments, II, No. 515).

**27.** Legatul este valabil în favoarea legatarului desemnat dacă testatorul institue pur și simplu pe acel pe care îl însărcinează să execute voința sa; tribunalele nu au dreptul să controleze executarea intențiunii testatorului, deoarece executarea ei este numai o chestiune de conștiință și de bunăcredință a legatarului. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 5479).

**28.** Legatul făcut unei persoane necunoscută, devine valabil dacă ea poate fi cunoscută printr'o indicație a unui act viitor; astfel este valabil legatul făcut ser-

viților ce-i va avea testatorul la încetarea sa din viață sau legatul făcut soțului fiicei testatorului, etc., deoarece în aceste cazuri legatarul va fi determinat printr'un fapt prevăzut în testament. (Demolombe, XVIII, No. 608; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, 656, nota 4, p. 71; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 352, 3465; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 108, 115, 115).

**29.** — În cazul când un bărbat necăsătorit, face un testament prin care institue de moștenitor pe soția sa și dacă ulterior se căsătorește și apoi divorțează și la încetarea sa din viață el se află recăsătorit, cea de a doua soție va avea dreptul să ceară executarea testamentului. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 3468; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 108, 109).

**30.** În cazul când un bărbat căsătorit, face un testament prin care institue de moștenitor pe soția sa fără a face mențiune de numele său și dacă ulterior divorțează și se recăsătorește, soția de a doua aflată în viață la încetarea din viață a testatorului nu va putea cere executarea dispozițiilor testamentare. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 3469; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 109).

**31.** Dacă desemnarea legatarului se poate aplica la mai multe persoane, legatul este valabil în cazul când legatarul poate fi determinat prin o probă de fapt chiar în afară de testament, deoarece nu se poate spune că legatul este făcut unei persoane incerte. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, p. 74; Laurent, XIII, No. 486 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 370; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 105, nota 2, 115, 116).

**32.** În cazul precedent, tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă legatul este făcut unei persoane anumite sau unei persoane incerte. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, p. 74; Laurent, XIII, No. 486 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 370; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 116).

**33.** Sunt valabile legatele făcute într'un interes social sau religios dacă acest interes este reprezentat în mod legal prin stabilimente publice sau persoane morale, cari pot fi considerate ca beneficiarii legatelor. (Demolombe, XVIII, No. 590; Troplong, Donations et testaments, II, No. 612; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 374; Planiol, III, No. 2991 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 108, 111, 112).

**34.** Deasemenea sunt valabile legatele făcute într'un interes social sau religios, când cel ce trebuie să le execute este un legatar desemnat prin testament și când ele sunt considerate ca simple sarcine cari afectează liberalitatea făcută legatarului desemnat de testator. (Demolombe, XVIII, No. 590; Troplong, Donations et testaments, II, No. 612; Baudry et Colin, Donations et



testaments, I, No. 574; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 112, 115).

**35.** Astfel când testatorul prevede în testamentul său că executorul testamentar va lua din succesiune o anumită sumă de bani pe care o va întrebuiți pentru binefaceri, această dispozițiune va fi considerată ca o simplă sarcină a succesiunii și care este valabilă. (Vazeille, Successions, Art. 967, No. 10; Troplong, Donations et testaments, II, No. 548; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, nota 8, p. 72, 75; Baudry

et Colin, Donations et testaments, I, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 112).

**36.** În cazul când legatul a fost făcut pur și simplu săracilor, el va fi valabil, deoarece se presupune că este făcut în folosul săracilor din comuna unde testatorul avea domiciliul sau reședința de fapt. (Demolombe, XVIII, No. 612; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655, 656, p. 72; Laurent, XI, No. 512; Planiol, III, No. 2994; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 111).

**Art. 809.** — Minorele de șase-spre-zece ani nu poate, prin testament, dispune în favoarea tutorelui său.

Minorele, ajuns la majoritate, nu poate dispune nici prin donațiune între vii, nici prin testament, în favoarea fostului său tutore, dacă socotelile definitive ale tutelei n'au fost prealabil date și primite.

Sunt exceptați în amândouă cazurile de mai sus ascendenții minorilor, cari sunt sau au fost tutori ai lor. (Civ. 342 urm., 415 urm., 418, 419, 434 urm., 807, 812, 1900, 1901; Civ. Fr. 907).

*Text. fr. Art. 907.* — Le mineur, quoique parvenu à l'âge de seize ans ne pourra, même par testament, disposer, au profit de son tuteur.

Le mineur, devenu majeur, ne pourra disposer, soit par donation entre-vifs, soit par testament, au profit de celui qui aura été son tuteur, si le compte définitif de la tutelle n'a été préalablement rendu et apuré.

Sont exceptés, dans les deux cas ci-dessus, les ascendans des mineurs, qui sont ou qui ont été leurs tuteurs.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 61.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

- |  |   |   |  |
|--|---|---|--|
| Acceptare 2, 8, 9, 26, 27, 28, 30, 34, 49. | Incapacitate de a dispune 7, 9, 49.                           | Probă 5, 6.   | Succesori prezumptivi 47, 48.                      |
| Administrație 41.                          | Incapacitate de a primi 8, 9, 26, 27, 28, 30—36, 49.          | Profesori 42.   | Succesorii tutorelui 37.                           |
| Administrator 42.                          | Incapacitate relativă 2.                                      | Putere părintească 41.                                  | Tată 41, 43.                                       |
| Afini 29, 46.                              | Incetare din viață 2, 10, 11, 15.                             | Rațiune 3, 34.  | Testament 2, 3, 6, 7, 9—16, 20, 21, 24.            |
| Anulare 11, 15, 18, 19, 21, 48.            | Influențare 3, 6.   | Reliquat 20.  | Tratament 2.                                       |
| Ascendenți 29, 43, 44, 45, 46.             | Intendenți 42.  | Remunerație 21.   | Tutor 2, 3, 6, 8—20, 22—31, 34—37, 43, 45, 48, 49. |
| Asistare 2.                                | Interdicțiune 33, 34, 35, 36.                                 | Revocare 3.   | Tutor ad hoc 31.                                   |
| Bastiment 2.                               | Liberalitate, a se vedea cuvintele: „Donațiune”. „Testament”. | Risipitor 32.   | Tutor dativ 25.                                    |
| Bolnav 2.                                  | Majoritate, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.       | Rude colaterale 47.                                     | Tutor de fapt 26, 27, 30.                          |
| Buni 43.                                   | Mamă 43, 44.  | Simulație 19.   | Tutor legal 25.                                    |
| Călătorie 2.                               | Mamă naturală 44.   | Socoteli de tutelă 6, 11, 13, 14, 16—20, 22—24, 36, 37. | Tutor testamentar 25.                              |
| Căsătorie 45.                              | Mandatar 42.  | Statut personal 49.                                     | Vârsta împlinită 4.                                |
| Consiliu de familie 38.                    | Mare 2.   | Străbuni 43.  | Vas 2.   |
| Consiliu îngrijitor 40.                    | Medici 2, 21.   | Străinătate 49.   |  |
| Consiliu judiciar 32.                      | Minori 1 urm.   | Succesori 37, 47, 48.                                   |  |
| Copil natural 44.                          | Moarte 2, 10, 11, 15.   |   |  |
| Cotutor 28, 29, 30.                        | Mostenitorii tutorelui 37.                                    |   |  |
| Curator 33, 39.                            | Nulitate 11, 15, 18, 19, 21, 48.                              |   |  |
| Deces 2, 10, 11, 15.                       | Ofțeri de bastimente 2.                                       |   |  |
| Depărtare 6.                               | Ofțeri de sănătate 2, 21.                                     |   |  |
| Doctori, a se vedea cuvântul: „Medici”.    | Pedagogi 42.  |   |  |
| Donațiune 2, 6, 7, 9, 12, 16.              | Preoți 2.   |   |  |
| Dovadă 5, 6.                               | Prescripție 24.   |   |  |
| Drept francez vechi 1.                     | Prezumpțiune 5, 6.  |   |  |
| Emancipare 14, 39.                         |   |   |  |
| Farmacisti 2, 21.                          |   |   |  |
| Gestiune de afaceri 42.                    |   |   |  |
| Incapacitate absolută 12.                  |   |   |  |

### Doctrină.

**1.** Dispozițiunile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) sunt luate din vechiul drept francez. (Pothier, Donations testamentaires, VIII, No. 148; Donations entre vifs, No. 57 urm., p. 360 urm.; Demolombe, XVIII, No. 471; Troplong, Donations et testaments, II, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 118, text și nota 5).

**2.** Incapacitățile relative de a primi prin donațiune între vii sau prin testament privesc următoarele persoane: 1) tutorii față

cu minorii aflați sub tutela lor; 2) medicii, ofițerii de sănătate, farmaciștii și preoții față cu bolnavul pe care l-au tratat sau l-au asistat în boala din care a murit; 5) ofițerii bastimentelor în privința testamentelor ce li s'au făcut în timpul călătoriilor pe mare. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 116).

**3.** Potrivit dispozițiilor art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.), minorul de 16 ani nu poate dispune prin testament în favoarea tutorului său. Motivul pentru care legiuitorul a prevăzut dispozițiile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) sunt pentru ca tutorul să nu influențeze pe minorul aflat sub puterea sa, să-i facă liberalități, pe care nu le-ar mai putea revoca din cauza acestei înrâuriri. (Demolombe, XVIII, No. 470, 485; Mourlon, II, No. 554; Laurent, XI, No. 329; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 450; Planiol, III, No. 2960; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 117, 118; Comp.: Duranton, VIII, No. 198).

**4.** Prin minorul de 16 ani, după cum se exprimă art. 809 c. civ. rom., trebuie să înțelegem ca și la art. 807 c. civ. rom., minorul care a împlinit 16 ani iar nu și cel care a intrat în al șasesprezecelea an. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 57, nota 2, 117, nota 1).

**5.** În art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) se prevede o prezumpțiune de incapacitate, legală, juris et de jure, căreia nu i se poate opune nici o dovadă contrară. (Troplong, Donations et testaments, II, No. 619; Marcadé, Art. 907; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 539; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 118, 121, nota 5).

**6.** Potrivit acestui principiu, dacă minorul ajuns la majoritate face o liberalitate în profitul fostului său tutor, înainte de darea și primirea socotelilor definitive ale tutelei, această liberalitate nu este valabilă și tutorul nu ar putea fi admis să dovedească că nu a putut influența voința fostului său pupil din cauza că în momentul facerii liberalității ei se găseau unul de altul la o foarte mare depărtare. (Demolombe, XVIII, No. 474; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 539; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 120, 121, text și nota 5).

**7.** Dispozițiile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) după o părere, stabilesc o regulă de incapacitate numai pentru mic. civ. rom.), după o părere, stabilesc o regulă care dispune de bunurile sale prin liberalități. (Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 907, No. 2; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 540).

**8.** După altă părere, dispozițiile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) limitează numai capacitatea de a primi a tutorului. (Marcadé, Art. 907, No. 5; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 540).

**9.** După a treia părere, dispozițiile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) fixează atât incapacitatea minorului de a dispune, cât și incapacitatea tutorului de a primi. (Demolombe, XVIII, No. 498, 725; Trop-

long, Donations et testaments, II, No. 620; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 56 bis; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 540; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 112; Laurent, XI, No. 530; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 448 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 118, 119).

**10.** În această din urmă părere, pentru a se cercetă dacă liberalitatea este valabilă, se va lua în considerație momentul în care a fost făcută liberalitatea, iar nu momentul când ea trebuie executată, adică încetarea din viață a minorului. (Demolombe, XVIII, No. 498; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 112; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 449; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 119).

**11.** Deasemenea potrivit acestei păreri, dacă minorul ajuns la majoritate face prin testament tutorului său, o liberalitate înainte de darea și primirea socotelilor definitive, legatul este nul, chiar dacă înainte de încetarea din viață a testatorului, tutorul dăduse socotelile definitive și fostul minor le primise. (Demolombe, XVIII, No. 485; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 541; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 112; Laurent, XI, No. 531).

**12.** Art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) prevede o incapacitate absolută pentru minor până la majoritatea sa; minorul până la majoritatea sa nu poate dispune în favoarea tutorului său nici prin donație între vii, nici prin testament. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 542).

**13.** Minorul mai mare de 16 ani nu poate dispune prin testament în favoarea tutorului său, care a obținut dispensa de tutelă și a dat socotelile generale de gestiune cari au fost primite, nici chiar în limita prevăzută de art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.). (Demolombe, XVIII, No. 475; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 542; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 120; Contra: Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 907, No. 4; Troplong, Donations et testaments, II, No. 621).

**14.** Minorul care a fost emancipat poate dispune prin testament în favoarea fostului său tutor care a dat socotelile generale de tutelă și cari au fost primite, însă în limita prevăzută de art. 904 c. civ. fr. (807 c. civ. rom.). (Delvincourt, II, p. 69; Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 907, No. 4, 15; Duranton, VIII, No. 200; Demolombe, XVIII, No. 476; Troplong, Donations et testaments, II, No. 621; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 18 p. 39, 40; Marcadé, Art. 907, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 21, p. 29; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 545; Laurent, XI, No. 531; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 455; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 120).

**15.** Testamentul va putea fi anulat chiar dacă minorul l-ar fi făcut tutorului înainte

ca acesta să fie tutor și minorul ar fi încetat din viață după ce legatarul a devenit tutorul testatorului. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 902, No. 8; Demolombe, XVIII, No. 726; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 118; Contra: Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 59 bis, I).

**16.** Potrivit dispozițiilor art. 907 al. 2, c. civ. fr. (809 al. 2, c. civ. rom.), minorul ajuns la majoritate nu poate dispune nici prin donațiune între vii, nici prin testament, în favoarea fostului său tutor, dacă socotelile definitive ale tutelei nu au fost prealabil date și primite. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 544; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 115; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 121).

**17.** Socotelile de tutelă trebuiesc să fie regulate și complete. Prin urmare, dacă tutorul a primit socotelile dela un tutor anterior, socotelile definitive de tutelă predate de tutorul actual vor trebui să cuprindă și socotelile tutorului anterior. (Demolombe, XVIII, No. 481; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 121, nota 4).

**18.** Dacă socotelile definitive ale tutelei cari au fost date și primite, au fost apoi anulate, incapacitatea minorului de a dispune în favoarea tutorului său se consideră că nu a încetat niciodată. (Demolombe, XVIII, No. 480; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 28; Laurent, XI, No. 599; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 457; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 121, text și nota 4).

**19.** În cazul când socotelile definitive ale tutelei au fost date în mod simulat și în scopul de a se sustrage pe tutor de la aplicarea dispozițiilor art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.), incapacitatea minorului trebuiește considerată că nu a încetat nici odată. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 28; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 456).

**20.** După ajungerea minorului la majoritate, pentru ca tutorul să poată primi dela fostul său tutor este suficient ca socotelile definitive de tutelă să fi fost date și primite și să fi fost fixat ceace mai rămâne de plătit, fie prin justiție, fie de bunăvoie, fără să fie necesar ca acest rest să fi fost plătit. (Pothier, Donations entre vifs, VIII, No. 58, p. 562; Toullier, V, No. 65; Duranton, VIII, No. 199; Demolombe, XVIII, No. 482; Troplong, Donations et testaments, II, No. 622; Mourlon, II, No. 556; Marcadé, Art. 907, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 27 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 20, p. 29; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 545; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 115; Laurent, XI, No. 554; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 452; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 122).

**21.** Nulitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea nu numai dispozițiilor pur gratuite, ci și dispozițiilor remuneratorii, deoarece în acest articol nu s'a prevăzut

excepțiunea admisă în art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) în privința doctorilor în medicină, ofițeri de sănătate, farmaciști, etc. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 907, No. 7; Demolombe, XVIII, No. 475; Marcadé, Art. 907; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 121, text și nota 2).

**22.** După o părere, dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) își vor găsi aplicațiunea și în materia prevăzută de art. 907 al. 2, c. civ. fr. (809 al. 2, c. civ. rom.). (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 907, No. 14; Demolombe, XVIII, No. 480 bis; Marcadé, Art. 907, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 27 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 17, p. 28; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 122, text și nota 5).

**23.** După altă părere, formele și condițiile prevăzute de art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la compturile definitive de tutelă prevăzute de art. 907 al. 2, c. civ. fr. (809 al. 2, c. civ. rom.). (Duranton, VIII, No. 199; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 546; Laurent, XI, No. 552; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 452 urm.).

**24.** În cazul când acțiunea în predarea socotelilor s'a prescris conform art. 475 c. civ. fr. (1901 c. civ. rom.), incapacitatea minorului ajuns la majoritate de a dispune în favoarea fostului său tutor, încețază. (Demolombe, XVIII, No. 480; Troplong, Donations et testaments, II, No. 625; Mourlon, II, No. 556; Marcadé, Art. 907; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 27 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 29; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 547; Laurent, XI, No. 556; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 458; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 122).

**25.** Dispozițiunile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea la orice fel de tutori: legali, testamentari sau dativi. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**26.** Dispozițiunile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) privitoare la incapacitatea tutorilor de a primi, își găsește aplicațiunea după o părere, și tutorilor de fapt, adică acei cari administrează tutela fără să fi fost instituți în mod legal tutori. (Demolombe, XVII, No. 129; XVIII, No. 485; Troplong, Donations et testaments, II, No. 625, 626; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 29; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 442 urm.; Planiol, III, No. 2961).

**27.** După altă părere, incapacitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu se aplică tutorilor de fapt. (Laurent, IV, No. 59; XI, No. 555; Hu, VI, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 568; IV, partea I, p. 125, text și nota 1).

**28.** Incapacitatea de a primi a tutorilor prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea și față de cel de al doilea bărbat al mamei, co-

tutor, în cazul când mama a fost menținută în tutela copiilor săi minori din o căsătorie precedentă. (Demolombe, XVIII, No. 485; Troplong, Donations et testaments, II, No. 626; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 29; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 114; Laurent, XI, No. 355; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 444; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**29.** Bărbatul cotului nu intră în excepțiunea prevăzută de alineatul ultim al art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) în favoarea ascendenților cari nu cuprinde și pe afiii minorilor. (Demolombe, XVIII, No. 485; Troplong, Donations et testaments, II, No. 626; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 649, p. 29; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 114; Laurent, XI, No. 355; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 444).

**30.** Dispozițiunile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) privitoare la incapacitatea de a primi a tutorilor, își găsesc aplicațiunea față de cel de al doilea bărbat al mamei și în cazul când mama nu a cerut să fie menținută în tutela copiilor săi minori din o căsătorie precedentă, caz în care există o tutelă de fapt. (Demolombe, XVIII, No. 485; Troplong, Donations et testaments, II, No. 625; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 26, p. 29; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 350; Suppl. Dispositions entre vifs, No. 114; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 445; Contra: Laurent, XI, No. 355; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125, text și nota 1).

**31.** Dispozițiunile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) privitoare la incapacitatea tutorilor de a primi, nu-și găsesc aplicațiunea la tutorul ad-hoc numit pentru o anumită afacere, deoarece el nu este însărcinat cu paza persoanei, nici cu administrația averii minorului. (Demolombe, XVIII, No. 490; Troplong, Donations et testaments, II, No. 624; Marcadé, Art. 907, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 27 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649 p. 30; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 354; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 440; Planiol, III, No. 2961; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 224, p. 446).

**32.** Incapacitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu-și găsește aplicațiunea consiliului judiciar al unui risipitor. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 354; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**33.** Incapacitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu se aplică curatorului unei persoane aflată sub interdicțiune legală. (Demolombe, XVIII, No. 487; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 441; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**34.** Incapacitatea prevăzută de art. 907

c. civ. fr. (809 c. civ. rom.), după o părere, nu se aplică tutorului unei persoane aflate sub interdicțiune judecătorească pentru imbecilitate, smintire de minte sau nebunie cu furie, deoarece dispozițiunile acestui articol nu prevăd decât cazul tutorului minorului și cu drept cuvânt, întrucât motivele cari au determinat pe legiuitor să interzică tutorului primirea unei liberalități dela minorul aflat sub tutela sa, lipsesc în tutela unui interzis judecătorec. (Demolombe, XVIII, No. 488; Marcadé, Art. 907; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 27 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, text și nota 51, p. 30; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 441; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**35.** După altă părere, cu toate că art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) vorbește numai de tutorul minorului, totuși incapacitatea prevăzută de acest articol se aplică și tutorului unui interzis judiciar. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 907, No. 12; Taulier, Théorie raisonnée du code civil, IV, p. 50).

**36.** În orice caz, în ceceea privește pe tutorul unui interzis, liberalitatea făcută acestuia de către o persoană după ce interdicțiunea sa a fost ridicată este valabilă chiar dacă s'a făcut înainte de darea și primirea socotelilor definitive ale tutelei. (Demolombe, XVIII, No. 488; Marcadé, Art. 907, No. 5; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 27 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 51, p. 30; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 355; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 441; Contra: Taulier, Théorie raisonnée du code civil, IV, p. 50; Coin-Delisle, Commentaire, Art. 907, No. 12).

**37.** Liberalitatea făcută de fostul minor moștenitorilor fostului tutor încetat din viață înainte de a fi dat socotelele definitive de tutelă este valabilă, deoarece incapacitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu se întinde și asupra moștenitorilor tutorului. (Demolombe, XVIII, No. 497; Grenier, Donations et testaments, I, No. 121; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 30; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 352; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 124).

**38.** Incapacitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu-și găsește aplicațiunea membrilor consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**39.** Deasemenea incapacitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu se aplică curatorului unui minor emancipat. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**40.** Deasemenea nici consiliului îngrijitor numit mamei de către tatăl minorului, potrivit dispozițiunilor art. 591 c. civ. fr. (345 c. civ. rom.). (Marcadé, Art. 907; Huc, VI, No. 95; Planiol, III, No. 2961; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**41.** Dispozițiunile art. 907 c. civ. fr.

(809 c. civ. rom.) nu-și găsească aplicațiunea tatălui administrator legal al minorului, în timpul căsătoriei, deoarece acest articol vorbește numai de tutor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, text și nota 45, p. 786; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 505, text și nota 1: IV, partea I, p. 124).

**42.** Deasemenea dispozițiunile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu se aplică profesorilor sau pedagogilor, sau orice altor persoane sub îngrijirea cărora se află minorul, nici intențenților, administratorilor, mandatarilor sau geranților de afaceri ai minorului. (Demolombe, XVIII, No. 491, 492; Troplong, Donations et testaments, II, No. 624; Marcadé, Art. 907; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 124).

**43.** Potrivit dispozițiilor alineatului ultim al art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) sunt exceptați dela incapacitatea prevăzută de acest articol, ascendenții minorilor adică, tatăl, mama, bunul, străbunul, cari sunt sau au fost tutori ai lor. (Demolombe, XVIII, No. 495, 494; Marcadé, Art. 907; Mourlon, II, No. 557; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 556; Laurent, XI, No. 537; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 446; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**44.** Sunt exceptați de la incapacitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) și mama naturală a minorului și ascendenții ei. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**45.** Această excepțiune se aplică ascendenților minorilor cari au fost sau sunt tutorii lor, fie că sunt căsătoriți, fie că nu sunt căsătoriți. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 556).

**46.** Excepțiunea prevăzută de alineatul

ultim al art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu se întinde și la afinii ascendenți ai minorilor. (Duranton, VIII, No. 197; Demolombe, XVIII, No. 495; Troplong, Donations et testaments, II, No. 626; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 225, nota 4, p. 446; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 50; Laurent, XI, No. 538; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 444, 447; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**47.** Deasemenea excepțiunea prevăzută de alineatul ultim al art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) nu se întinde la alte rude în afară de ascendenți, adică la rudele colaterale, chiar dacă ar fi moștenitori prezumptivi ai minorului. (Demolombe, XVIII, No. 496; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 556; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 125).

**48.** În cazul când tutorul sau fostul tutor care a primit dela minor o liberalitate în disprețul prohibițiunii prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.), este în acelaș timp și moștenitorul minorului, anularea liberalității făcute, nu-l împedează de a primi porțiunea de bunuri ce i se cuvine în succesiunea minorului, în calitatea sa de moștenitor. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 556).

**49.** Dispozițiunile art. 907 c. civ. fr. (809 c. civ. rom.) fiind privitoare și la capacitatea minorului de a dispune, iar nu numai la incapacitatea tutorului de a primi, urmăresc pe minorul francez (român) ori în ce țară s'ar afla, atât în privința bunurilor ce le-ar avea în țară, cât și în privința bunurilor ce le-ar avea în străinătate. (Laurent, I, No. 110; XI, No. 530; Droit international VI, No. 122, nota a, 208; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 119).

**Art. 810.** — Doctorii în medicină sau în chirurgie, oficerii de sănătate și spițerii, care au tratat pe o persoană în boala din care moare, nu pot profita de dispozițiunile între vii sau testamentare, ce dânsa a făcut în favoare-le în cursul acestei boale.

Sunt exceptate:

1. Dispozițiunile remuneratorii făcute cu titlul particular; se va ține însă seamă de starea dispunătorului și de serviciile făcute;

2. Dispozițiunile universale, în caz de rudenie până la al patrulea grad inclusiv, afară numai dacă mortul va avea erezi în linie dreaptă și dacă acela, în profitul cărui s'a făcut dispozițiunea, nu este el chiar erede în linie dreaptă.

Aceleași reguli sunt aplicabile în privința preoților. (Civ. 660 urm., 812, 883, 887 urm., 894, 899, 1498; Civ. Fr. 909).

*Text. fr. Art. 909.* — Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne pourront profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie.

Sont exceptées, 1<sup>o</sup> les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus;

2<sup>o</sup> Les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite, ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 65 urm.;

IONESCU M. C., *Notă sub C. Apel Craiova S. II, 1 din 5 Ian. 1925, Pand. Rom. 1925, II, 75.*

### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Abus de putere 50.  
Afini 44.  
Amici 51, 57.  
Anulare 19, 26, 27, 29, 34,  
43, 48, 49, 50.  
Aprecieare suverană 23, 25,  
36, 59, 61.  
Arbieri 53.  
Ascendenți 40, 41, 42, 43.  
Bărbat 46, 47, 48, 50.  
Boală 12—24, 47, 62.  
Călușări 53.  
Captațiune 19, 28, 52.  
Căsătorie 47, 49.  
Chirurgi 12.  
Consultație 15, 16.  
Daruri remuneratorii 30—  
39, 60, 61.  
Deces 12, 17, 20, 22, 23, 47.  
Descendenți 40, 41, 42, 43.  
Diaconi 53.  
Directori de pensuni 10.  
Dispozițiuni particulare 2.  
Dispozițiuni universale 2.  
Donațiuni 12, 19, 20, 27.  
Donațiuni deghizate 27.  
Dovadă 28, 32.  
Dovadă contrară 28.  
Enumerare enunțiativă 6,  
8, 9 bis.  
Enumerare limitativă 7,  
9, 10.  
Empirici 6.  
Excepțiune 2, 30, 40, 44,  
45, 46.  
Farmaciști 11, 12, 14, 30,  
32, 51.  
Hotărîre 23.  
Ieromonahi 53.  
Impărtașanie 53, 60.  
Incapacitate de a dispune  
4.  
Incapacitate de a primi  
4, 5—12, 16, 17, 25, 28, 51.  
Incetare din viață 12, 17,  
20, 22, 23, 47.  
Infirmerii 9, 9 bis.  
Influențare 3.  
Îngrijiri medicale 3, 6—9,  
12—14, 16—19, 24, 25,  
37—39, 41, 42, 46, 47,  
48, 49.  
Îngrijiri religioase 3, 55—  
59.  
Legat remuneratoriu, a se  
vedea cuvintele: „Da-  
ruri remuneratorii”.  
Legatari 26.  
Medic 6, 7, 12, 15, 16, 18,  
19, 22—25, 30, 32, 33, 37,  
38, 40—43, 46—51.  
Medicament 11, 14.  
Moarte 12, 17, 20, 22, 23,  
47.  
Moșe 8.  
Moștenitori 26, 29, 32, 40,  
41, 42, 43.  
Nulitate 19, 26, 27, 29, 34,  
43, 48, 49, 50.  
Nulitate relativă 26.  
Obiect de artă 38.  
Ofițeri de sănătate 1.  
Onorar 37, 38, 39.  
Orachisieri 54.  
Pedagogi 10.  
Pensune 10.  
Preot 51, 52, 53, 55—62.  
Prescripție 29.  
Prezumțiune 28, 39, 52.  
Prezumțiune legală 28.  
Probă 28, 32.  
Probă contrară 28.  
Rațiune 3.  
Recidivă 20.  
Recurs 23.  
Redactare 2.  
Reducțiune 35, 36.  
Regim medical 21.  
Rude 40, 44, 45.  
Șarlatani 6.  
Servitori 54.  
Soț 46, 47, 48, 50.  
Studenti în medicină 6.  
Suferință 21.  
Sugestiune 19, 28, 52.  
Suverană apreciere 23, 25,  
36, 59, 61.  
Testament, 12, 19, 20, 37  
Tratament 12, 19, 14, 16—19,  
24, 25, 37—39, 41, 42,  
46—49.  
Vindecare 18, 19, 20.

(810 c. civ. rom.) nu numai dispozițiunile universale sau cu titlu universal, ci și dispozițiunile cu titlu particular în caz de rudenie până la al patrulea grad inclusiv. (Demolombe, XVIII, No. 555; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, VII; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 126, nota 1, 140, text și nota 5).

3. Legiuitorul a introdus în lege dispozițiunile art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) în scopul de a pune la adăpostul influenței, ce ar putea exercita asupra bolnavilor, cei cari li dau îngrijirile medicale și religioase. (Pothier, Donations entre vifs, VIII, No. 58, p. 364; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 475; Planio, III, No. 2962; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 126, text și nota 5).

4. După o părere, art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), prevede o dublă incapacitate și anume: incapacitatea bolnavului de a face dispozițiuni și incapacitatea persoanelor, arătate în acest articol, de a primi liberalității dela bolnav. (Demolombe, XVIII, No. 500; Laurent, XI, No. 546; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 129).

5. După altă părere, art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) prevede numai o incapacitate pasivă din partea persoanelor, arătate în acest articol, de a primi liberalității dela bolnavul pe cari l-au îngrijit în boala din care a murit. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 1).

6. Incapacitatea de a primi prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), își găsește aplicațiunea la orice persoană care exercită arta de a vindecă de boale, chiar dacă nu ar posedă un titlu legal, cum sunt studenții în medicină, empiricii, șarlatanii, etc. (Pothier, Donations entre vifs, VIII, No. 58, p. 364; Duranton, VIII, No. 251; Demolombe, XVIII, No. 511; Troplong, Donations et testaments, II, No. 647, 684; Mourlon, II, No. 564; Marcadé, Art. 909; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, p. 41; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 51; Dalloz, Rép. Dispositions entre vifs, No. 362; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 115; Laurent, XI, No. 540; Huc, VI, No. 100; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 480; Planio, III, No. 2965; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 128, 129; Nacu, II, p. 257).

### Doctrină.

1. Art. 810 c. civ. român vorbește și de ofițerii de sănătate, cari însă, după legea sanitară română, nu există. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 128, text și nota 2).

2. La punctul 2 al art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) trebuie adăugat înainte de cuvântul: «universale», cuvântul: «chiar», deoarece sunt exceptate de la incapacitățile prevăzute de art. 909 c. civ. fr.

**7.** După altă părere, enumerarea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) este limitativă și incapacitatea de a primi se aplică numai persoanelor prevăzute de acest articol, iar nu și celor cari ar exercită medicina în mod ilegal. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, III).

**8.** Incapacitatea de a primi prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), își găsește aplicațiunea și moașelor când au căutat pe leuze, fără ajutorul medicului. (Demolombe, XVIII, No. 510; Troplong, Donations et testaments, II, No. 648; Marcadé, Art. 909, No. 1; Mourlon, II, No. 564; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 36, p. 31; Laurent, XI, No. 341; Huc, VI, No. 100; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 481; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 129; Contra: Coin-Delisle, Commentaire du livre III, titre II, Art. 909, No. 7).

**9.** Deoarece conform principiilor de drept, incapacitățile sunt de drept strict, incapacitatea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), după o părere, nu și găsește aplicațiunea la infirmieri. (Duranton, VIII, No. 252; Demolombe, XVIII, No. 509; Troplong, Donations et testaments, II, No. 648; Marcadé, Art. 909; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 31; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 559; Laurent, XI, No. 341; Huc, VI, No. 100; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 129, 150).

**9 bis.** După altă părere, incapacitatea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), se întinde și la infirmieri. (Delvincourt, II, p. 202, 205; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 481).

**10.** Deasemenea incapacitatea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) nu se întinde la pedagogii și conducătorii pensioanelor. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 561; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 124).

**11.** Din dispozițiunile art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) rezultă că sunt incapabili de a primi liberalități prin donațiuni între vii sau prin testamente, numai farmaciștii cari ar fi îngrijit personal pe dispunător în boala din care a încetat din viață, iar nu și farmaciștii cari ar fi vândut numai medicamente bolnavului, după ordonanța medicului, fără a se amesteca în atribuțiunile medicului. (Duranton, VIII, No. 253; Demolombe, XVIII, No. 506; Troplong, Donations et testaments, II, No. 645; Mourlon, II, No. 565; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 31; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 570; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 120; Laurent, XI, No. 340; Huc, VI, No. 99; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 479; Planiol, III, No. 2964; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150; Nacu, II, p. 257).

**12.** Potrivit dispozițiunilor art. 909 c.

civ. fr. (810 c. civ. rom.), pentru ca persoanele arătate în acest articol să fie incapabile să primească liberalități prin donațiuni între vii sau prin testamente, trebuie ca: 1) medicii, chirurgii, farmaciștii, în profiul cărora s'a făcut liberalitatea să fi tratat pe dispunător în boala din care a murit; 2) liberalitatea să fi fost făcută în timpul boalei din care a murit dispunătorul și în care a fost tratat de aceste persoane declarate incapabile de a primi. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 567; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 128 urm., 152 urm.).

**13.** Tratatul bolalei de care vorbește art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), înseamnă îngrijirile medicale date în mod regulat și continuu de acel care a luat asupra sa vindecarea bolnavului și a condus aceste îngrijiri. (Demolombe, XVIII, No. 505; Mourlon, II, No. 565; Marcadé, Art. 909; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 569; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 119; Laurent, XI, No. 340; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150, 154).

**14.** Prin urmare, pentru ca farmaciștii să fie declarați incapabili de a primi liberalități, trebuie ca ei să fi tratat și îngrijit personal pe dispunător în timpul boalei din care a murit, iar nu să-i fi vândut numai medicamente. (Demolombe, XVIII, No. 506; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 31; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 570; Laurent, XI, No. 340; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150).

**15.** Un medic care ar fi fost chemat la patul bolnavului numai pentru a fi consultat asupra boalei, nu este incapabil de a primi o liberalitate dela această persoană, făcută în timpul boalei din care a murit, deoarece în acest caz nu se poate spune că acest medic a tratat pe dispunător. (Duranton, VIII, No. 253; Demolombe, XVIII, No. 507; Troplong, Donations et testaments, II, No. 645; Mourlon, II, No. 565; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 31; Marcadé, Art. 909; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 569; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 119; Laurent, XI, No. 340; Huc, VI, No. 99; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 479, 484; Planiol, III, No. 2964; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150, 155, nota; Nacu, II, p. 257).

**16.** Dacă însă medicul care a fost chemat la patul bolnavului pentru a fi consultat, a făcut apoi vizite foarte dese, încât a putut fi considerat ca medic curant, el va fi incapabil să primească liberalități dela bolnav. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155, notă).

**17.** Pentru ca persoanele prevăzute de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) să fie incapabile a primi o liberalitate, trebuie

ca această liberalitate să fi fost făcută în cursul boalei din care a murit dispunătorul; prin urmare, dacă liberalitatea a fost făcută de dispunător când eră sănătos, ea este valabilă, deși medicul în favoarea căruia a fost făcută, va trata mai târziu pe dispunător în boala din care a murit. (Demolombe, XVIII, No. 524; Mourlon, II, No. 565; Marcadé, Art. 909; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 52, p. 51; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 567; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 117; Laurent, XI, No. 542, 586; Huc, VI, No. 105; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 491; Planiol, III, No. 2964; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 152, 155).

**18.** Liberalitatea făcută de o persoană în timpul boalei sale, în favoarea medicului care a îngrijit-o în timpul acestei boale, este valabilă dacă dispunătorul s'a însănătoșit. (Demolombe, XVIII, No. 526; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 52, p. 51; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 567; Laurent, XI, No. 542; Huc, VI, No. 105; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 494; Planiol, III, No. 2964; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 152, 155).

**19.** Atât donațiunea, care este irevocabilă, cât și testamentul, care este revocabil, sunt valabile când sunt făcute de o persoană în timpul boalei sale, în favoarea medicului care a îngrijit-o, în timpul acestei boale, dacă dispunătorul s'a vindecat, rămânându-i acestuia dreptul de a revoca testamentul și a cere anularea donațiunii pentru captație sau sugestie. (Demolombe, XVIII, No. 526; Mourlon, II, No. 565; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 51; Laurent, XI, No. 542; Huc, VI, No. 105; Baudry et Colin, Donations et testaments, II, No. 494; Planiol, III, p. 732, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 152, 155, 154).

**20.** În cazul când vindecarea nu a fost definitivă, ci numai aparentă și dispunătorul a încercat o recidivă a boalei, liberalitatea făcută medicului care l-a îngrijit în prima perioadă a boalei din care apoi a murit, nu este valabilă. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 568).

**21.** Pentru ca dispozițiunile art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) să și găsească aplicațiunea, trebuie ca dispunătorul să fi suferit de o boală; nu trebuie să se confunde suferința cu boala, cu toate că acest articol nu cere ca să fie vorba de o boală caracterizată și având un nume special, totuși trebuie să existe o boală și nu ar putea fi considerată ca atare, starea acelor persoane cari sufăr dureri diferite și sunt obligate a urmă un timp îndelungat un regim mai mult sau mai puțin penibil. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 11; Demolombe, XVIII, No. 528; Troplong, Donations et testaments, II,

No. 646; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, p. 42; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 52; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 118; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155).

**22.** După o părere, dispozițiunile art. 909 cod. civ. fr. (810 cod. civ. rom.) își vor găsi aplicația numai în perioada când starea bolnavului a fost declarată în mod definitiv desperată și când progresul boalei a trebuit să aducă neapărat moartea dispunătorului. (Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 495; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 153).

**23.** Oricare ar fi durata boalei, în orice caz, hotărârile cari constată existența unei boale mortale, nu sunt supuse cenzurii instanțelor de recurs, deoarece cuprind o simplă apreciere de fapt. (Demolombe, XVIII, No. 528; Troplong, Donations et testaments, II, No. 646; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 57, p. 52; Laurent, XI, No. 545; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 496).

**24.** După altă părere, sunt atinse de nulitate numai liberalitățile făcute în timpul tratamentului medicului, care îngrijește în acel timp pe dispunător. (Demolombe, XVIII, No. 525; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 59 bis; Laurent, XI, No. 544).

**25.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă îngrijirile și sfaturile date de medic, constituiesc un tratament în sensul prevăzut de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), de natură a aduce incapacitatea de a primi. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 52; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155).

**26.** În cazul când s'a făcut o liberalitate în disprețul prohibițiunii prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), liberalitatea este atinsă de o nulitate relativă și anularea va putea fi pronunțată numai după cererea moștenitorilor dispunătorului sau a legatarilor pe care i-a instituit. (Planiol, III, No. 2965; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155, 156).

**27.** Liberalitatea în acest caz este anulabilă, chiar dacă ar fi fost ascunsă sub forma unui contract cu titlu oneros. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155).

**28.** Incapacitatea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) este absolută și se bazează pe o prezumpțiune legală juris et de jure de captatiune și sugestie, și care, potrivit dispozițiunilor art. 1552 c. civ. fr. (1202 c. civ. rom.) nu poate fi combătută prin dovada contrară. (Demolombe, XVIII, No. 548; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, 116; Laurent, XI, No. 545, 558 bis; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 474; Planiol, III, No. 2965; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 127; Contra: Troplong, Donations et testaments, II, No. 640).

**29.** Acțiunea moștenitorilor pentru anularea liberalității făcută de bolnav medi-



cului care l-a îngrijit în boala din care a murit, se prescrie prin trecere de zece ani. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 371).

**30.** Potrivit dispozițiilor art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), medicii, farmaciștii, etc., pot primi, prin excepțiune, daruri răsplătitoare (remuneratorii), însă aceste daruri sunt permise numai dacă sunt cu titlu particular și sunt proporționale atât cu mijloacele materiale ale bolnavului cât și cu serviciile aduse bolnavului de medic. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 373; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 121; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 157, 158).

**31.** Prin donațiuni remuneratorii sau răsplătitoare se înțeleg acele daruri cari se fac pentru plata unui serviciu sau altă facere de bine. (Alexandresco, ed. 2-a IV, partea I, p. 158).

**32.** În cazul când moștenitorii vor ataca o liberalitate făcută de autorul lor, medicului, farmacistului, etc. și aceștia vor pretinde că liberalitatea constituie o donațiune remuneratorie, ei vor trebui să dovedească alegațiunea lor, potrivit dreptului comun, deoarece donațiunea remuneratorie constituie o excepțiune dela principiul incapacității. (Laurent, XI, No. 347; Huc, VI, No. 104; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158).

**33.** Pentru ca un dar făcut de bolnav medicului său care îl îngrijește să fie considerat ca remunerator, nu este nevoie ca dispunătorul să specifice în mod expres acest caracter, ci este de ajuns dacă din actul făcut reiese caracterul remunerator al darului. (Demolombe, XVIII, No. 554; Troplong, Donations et testaments, II, No. 659; Marcadé, Art. 909; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 30 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 39, p. 52; Laurent, XI, No. 347; Huc, VI, No. 105; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, nota 1).

**34.** Bolnavul poate face donațiuni remuneratorii numai cu titlu particular; în cazul când va face o liberalitate cu titlu universal, ea va fi anulată în întregime, iar nu numai redusă, chiar dacă ea ar fi calificată ca o donațiune remuneratoare. (Demolombe, XVIII, No. 551; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 29, p. 42; Marcadé, Art. 909; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 30 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 53; Laurent, XI, No. 348; Huc, VI, No. 104; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 500; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 159; Nacu, II, p. 259).

**35.** După altă părere, dispozițiunea cu titlu universal remuneratorie, nu va fi anulată, ci numai redusă la justă proporție. (Troplong, Donations et testaments, II, No. 658).

**36.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran din împrejurările cauzei dacă libe-

ralitatea făcută de bolnav medicului care l-a îngrijit, constituie sau nu o dispozițiune remuneratorie. În cazul când tribunalul va aprecia că liberalitatea remuneratorie este excesivă, o va reduce la justă proporție. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 15; Demolombe, XVIII, No. 552; Troplong, Donations et testaments, II, No. 657; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 32; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 373; Laurent, XI, No. 349; Huc, VI, No. 104; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 501; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, 159).

**37.** În principiu, medicul care a îngrijit pe bolnav nu poate cere plata legatului remuneratorii și a onorariului pentru tratament, deoarece medicul care primește legatul remuneratorii nu poate pretinde și plata de onorariu, în afară de cazul când bolnavul a dispus altfel prin testamentul său. (Duranton, VIII, No. 254; Demolombe, XVIII, No. 553; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 40, p. 52; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 374; Huc, VI, No. 104; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 502; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, nota 3).

**38.** Dacă în principiu, medicul care a îngrijit pe bolnav nu poate cere plata legatului remuneratorii și a onorariului pentru tratament, totuși în afară de cazul când bolnavul a dispus altfel prin testamentul său, medicul mai are dreptul să ceară pe lângă onorar și darul remunerator, când rezultă contrariul din împrejurări, cum ar fi în cazul când bolnavul, ca mulțumire pentru îngrijirile date de medic în timp îndelungat, îi lasă acestuia un obiect de artă. (Huc, VI, No. 104; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 502; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, nota 5).

**39.** În cazul când liberalitatea este făcută de bolnav unei persoane care nu exercită medicina în mod legal și care deci nu poate avea acțiune în justiție pentru a cere onorariul, cauza legatului sau a donației, chiar dacă nu este exprimată, va fi prezumată ca făcută cu intenția remuneratorie, și deci liberalitatea validată, după cum va rezultă din împrejurările boalei și natura îngrijirilor date bolnavului. (Demolombe, XVIII, No. 549; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 58, p. 52; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 375).

**40.** Potrivit dispozițiilor art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), o altă excepțiune la regula de incapacitate mai este aceea când medicul este ruda bolnavului până la gradul al patrulea inclusiv, cu condițiune ca bolnavul să nu aibă moștenitori în linie dreaptă, adică descendenți sau ascendenți. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 376; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 140, 141).

**41.** Potrivit dispozițiilor art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), liberalitatea fă-

cută medicului care a îngrijit pe bolnav în boala din care a murit, este valabilă dacă medicul este moștenitorul în linie dreaptă a dispunătorului. După o părere, pentru ca liberalitatea în acest caz să fie valabilă, trebuiește ca medicul să fie în adevăr moștenitorul bolnavului în linie dreaptă, iar nu numai eventual succesibil. (Demolombe, XVIII, No. 557; Troplong, Donations et testaments, II, No. 641; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 55, p. 45; Mourlon, II, No. 569; Marcadé, Art. 909, No. 5, 6; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, IX; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 577; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 122; Laurent, XI, No. 551; Huc, VI, No. 104; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 508; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 140, 141; Nacu, II, p. 250).

**42.** După altă părere, incapacitatea dispăre chiar dacă medicul este eventual succesibil în linie dreaptă la moștenirea bolnavului. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 7; Duranton, VIII, No. 256; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 45, p. 55).

**43.** Liberalitatea nu va fi valabilă, potrivit primei păreri, dacă medicul este ascendentul bolnavului, când acesta a lăsat descendenți. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 577; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 122; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 145).

**44.** Numai rudele de sânge până la al patrulea grad inclusiv, intră în excepțiunea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), iar nu și afinii dispunătorului. (Duranton, VIII, No. 255; Demolombe, XVIII, No. 542; Troplong, Donations et testaments, II, No. 641; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 50, p. 45; Marcadé, Art. 909; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 54; Laurent, XI, No. 552; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 507; Planiol, III, No. 2966; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 140, nota 1).

**45.** Excepțiunea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) în privința rudeniei până la gradul al patrulea inclusiv, se aplică indiferent dacă rudenia este directă sau colaterală. (Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, VIII; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 505; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 140).

**46.** În ceea ce privește bărbatul medic care a tratat pe soția sa în boala din care a murit, după o părere, deoarece art. 909 c. civ. fr. (810 c. civil rom.) stabilește o excepțiune pentru rudele bolnavului până la gradul al patrulea inclusiv, cu atât mai mult excepțiunea trebuiește întinsă asupra soțului bolnavei și deci el va profita de dispozițiunile între vii sau testamentare ce i s'au făcut de către soția sa în timpul boalei din care a murit și când a fost tratată de soțul său. (Coin-Delisle, Commen-

taire, Art. 909, No. 18; Toullier, V, No. 66; Duranton, VIII, No. 257; Demolombe, XVIII, No. 545; Troplong, Donations et testaments, II, No. 642; Marcadé, Art. 909, No. 5; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, XIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 46, p. 54; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 578; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 124; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 144).

**47.** Chiar în cazul când medicul care a tratat pe o femeie în boala din care a murit, s'ar căsătorit cu ea în timpul boalei din care a murit, dispozițiunile făcute de femeie în favoarea medicului devenit bărbatul său sunt valabile. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 18; Toullier, V, No. 66; Duranton, VIII, No. 257; Demolombe, XVIII, No. 545; Troplong, Donations et testaments, II, No. 642; Marcadé, Art. 909, No. 5; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, text și nota 54, p. 44; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, XIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 54; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 580; Planiol, III, No. 2966; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 156, 144).

**48.** După altă părere, bărbatul medic care a tratat pe soția sa în boala din care a murit, nu intră în excepțiunile prevăzute de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civil rom.), deoarece excepțiunile sunt de strictă interpretare și au loc numai când sunt prevăzute de lege în mod formal, așa încât dispozițiunile între vii sau testamentare ce i s'au făcut de soția sa în timpul boalei din care a murit și când a fost tratată de medicul, soțul său, nu sunt valabile. (Laurent, XI, No. 555; Huc, VI, No. 104; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 509, 510; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 156, 144, 145).

**49.** Dacă se constată că medicul care a îngrijit pe o persoană în boala din care a murit, s'a căsătorit cu ea în scopul de a înlătura dispozițiunile art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), dispozițiunile ce s'ar fi făcut de către bolnavă în timpul boalei din care a murit, către soțul său, nu vor fi valabile. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 19; Demolombe, XVIII, No. 545, 546; Troplong, Donations et testaments, II, No. 645; Massé et Vergé sur Zachariae, III, No. 44; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 54; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 124; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 511; Planiol, III, No. 2966; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 144).

**50.** Deasemenea dispozițiunile între vii sau testamentare făcute către medic bărbatul bolnavei, se vor anulă dacă se va stabili că ele au fost determinate de abuzul de putere pe care l-ar fi exercitat soțul în calitate sa de medic asupra spiritului soției sale bolnave, iar nu de afecțiunea conjugală. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 19; Demolombe,

XVIII, No. 545, 546; Troplong, Donations et testaments, II, No. 645; Massé et Vergé sur Zachariae, III, No. 44; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 54; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 511).

**51.** Incapacitatea medicului, farmacistului, preotului, etc., de a primi, prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civil rom.) se aplică chiar dacă ei ar face parte dintre amicii intimi ai bolnavului, deoarece excepțiunile prevăzute de acest articol sunt de strictă interpretare. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 145).

**52.** Potrivit dispozițiilor alineatului ultim al art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), regulile privitoare la doctorii în medicină, farmaciștii, etc., sunt aplicabile și preoților. Cuvântul: «preot» este termen generic și și găsește aplicațiunea la preoții tuturor cultelor, deoarece incapacitatea de a primi, stabilită de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) este bazată pe o prezumpțiune de sugestie și de captație. (Demolombe, XVIII, No. 519; Troplong, Donations et testaments, II, No. 651; Marcadé, Art. 909, No. 11; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 48, p. 54; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 387; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 126; Laurent, XI, No. 557; Huc, VI, No. 101; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 482; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 126, nota 1, 151; Contra: Toullier, V, No. 69; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 649, nota 22).

**53.** Sunt considerați ca preoți, în sensul prevăzut de art. 810 c. civ. rom.: preoții de mir, diaconii, călugării, arhieriei, ieromonachii, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 151).

**54.** Incapacitatea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) nu atinge pe paraclisierei și ceilalți slujitori ai bisericii. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 151).

**55.** Pentru ca preoții să fie loviți de incapacitatea de a primi, prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.), trebuie ca ei să fi exercitat asupra conștiinței bolnavului o direcțiune constantă care să fi constituit un tratament spiritual și care deci ar fi fost de natură a influența spiritul bolnavului. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 909, No. 20; Toullier, V, No. 69; Duranton, VIII, No. 259; Demolombe, XVIII, No. 516; Grenier, Donations et testaments, I, No. 129; Troplong, Donations et testaments, II, No. 650; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 55; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 387; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 127; Laurent, XI, No. 558; Huc, V, No. 102; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 487; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150, 151, 155).

**56.** Incapacitatea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) nu și găsește aplicațiunea preotului care, chiar dacă a

stat tot timpul boalei la căpătâiul bolnavului, nu a îndeplinit pe lângă el funcțiunile cultului său. (Toullier, V, No. 69; Duranton, VIII, No. 259; Demolombe, XVIII, No. 516; Grenier, Donations et testaments, I, No. 129; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 649, p. 55; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 487; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150, 151).

**57.** Deasemenea incapacitatea prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) nu și găsește aplicațiunea preotului care, în calitatea sa de prieten al bolnavului, i-a dat în mod ocazional consolări și încurajări, când mai cu seamă conștiința bolnavului eră condusă de un alt preot. (Toullier, V, No. 69; Duranton, VIII, No. 259; Demolombe, XVIII, No. 516; Grenier, Donations et testaments, I, No. 129; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 649, p. 55; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 487).

**58.** Preotul care a fost chemat numai spre a împărțâși pe bolnav, sau a-i ceti rugăciunile pentru moarte, rămâne capabil să primească o liberalitate dela bolnav. (Duranton, VIII, No. 259; Demolombe, XVIII, No. 517; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 50 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 55; Laurent, XI, No. 558; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 487; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150, nota 1).

**59.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran după fapte și împrejurări, dacă din partea preotului a avut loc un tratament spiritual de natură să influențeze spiritul bolnavului, pentru a-l decide să facă o liberalitate în favoarea sa. (Duranton, VIII, No. 259; Demolombe, XVIII, No. 516; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 55; Laurent, XI, No. 558; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 489; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 151, 155).

**60.** Preotul care a asistat pe bolnav în timpul boalei din care a murit, sau l-a împărțâșit, poate primi dela bolnav o liberalitate remuneratorie, întrucât excepțiunile prevăzute de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) privitoare la medici, își găsesc aplicațiunea și la preoți. (Demolombe, XVIII, No. 529 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 54; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 498; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 157 urm., 144).

**61.** Pentru a se putea determina dacă o liberalitate poate fi considerată ca remuneratorie, se va cercetă natura liberalității și scopul ei, din împrejurările de fapt, iar nu calificarea dată de dispunător. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 589; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, nota 1).

**62.** Regulele prevăzute de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civ. rom.) cu privire la incapacitatea medicilor și farmaciștilor de a primi liberalități, își găsesc aplicațiunea

și la preoți, așa încât dacă moartea dispunătorului a fost urmarea unui fapt accidental, iar nu ultima sa boală, liberalitatea făcută de bolnav preotului, va fi valabilă. (Mourlon, II, No. 565; Laurent, XI, No. 358; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 491, 494; Planiol, III, No. 2964; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 133).

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927).

#### 1. Nulitatea, care în virtutea articolului

**Art. 811.** — Dispozițiunile între vii sau prin testament, făcute în favoarea ospiciilor, săracilor dintr'o comună sau stabilimentelor de utilitate publică, nu pot avea efect decât de sunt autorizate prin ordonanțe domnești în urma avizului Consiliului de Stat <sup>1)</sup>. (Civ. 808, 812, 814, 817, 818; Civ. Fr. 910).

*Text. fr. Art. 910.* — Les dispositions entre-vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par une ordonnance royale.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 66 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină).

Academii 3.  
Acceptare 20—26, 28—32, 34, 35, 36.  
Administrație publică 30.  
Administrații 25, 28, 29.  
Advocați 8.  
Agenți de schimb 8.  
Anulare 14, 33, 39, 44.  
Autorizație 7, 20, 22—26, 29—32, 34, 35, 36, 38.  
Aziluri 6.  
Banca Națională 9.  
Biserici 2, 47.  
Bună credință 42.  
Cauză ilicită 38.  
Competență 32, 33.  
Comună 16, 17.  
Condițiune 32, 37.  
Confirmare 44.  
Contencios 31.  
Corporații de advocați 8.  
Corporații religioase 12.  
Daruri manuale 23.  
Deces 11, 15, 17, 46.  
Decret Regal 25, 31, 32.  
Destinație 21.  
Domiciliu 17.  
Donațiuni 1, 10, 11, 13 urm.  
Donațiuni deghizate 14, 23, 39.  
Drept de fundațiune 47, 48, 49.  
Episcopi 2.  
Executare 44.  
Existență 11, 15, 46.  
Existență de fapt 15.  
Facultăți 3.  
Fundațiuni 47, 48, 49.  
Formalități 25.  
Fraudă 38, 41, 42.  
Fructe 45.  
Guvérn, a se vedea cuvântul: „Autorizare”.  
Imobile 27, 28.  
Încetare din viață 11, 15, 17, 46.  
Inexistență 13, 38, 40—45.  
Instituțiuni de ajutor 7.  
Interpretare 32.  
Just titlu 42.  
Legat, a se vedea cuvântul: „Testament”.  
Legat universal 49.  
Lege, a se vedea cuvântul: „Recunoaștere”.  
Liceu 3.  
Mănăstiri 2.  
Moarte 11, 15, 17, 46.  
Moștenire 36.  
Moștenitori 40.  
Muzeu 47.  
Nulitate 14, 33, 39, 44.  
Obiceiul pământului 48.  
Oficiu 30.  
Ordine publică 38, 44.  
Ordonanțe 31.  
Ospiciu 5.  
Persoane morale 1, 10—15, 18 urm.  
Posesor 42, 43, 44.  
Prescripție 42, 43.  
Primărie 16.  
Ratificare 44.  
Rațiune 20.  
Recunoaștere 11—15, 18, 19, 21, 38, 39, 46, 47, 49.  
Recurs în contencios 31.  
Reducțiune 35, 36, 37.  
Renunțare 44.  
Retroactivitate 15.  
Revendicare 40—45.  
Săraci 1, 16, 17.

Sarcină 49.  
Școli 3, 47.  
Școli militare 4.  
Școli normale 3.  
Școli superioare 3.  
Scop 21.  
Societate 9.  
Solemnitate 26.  
Spital 47.  
Stabilimente de asistență publică 5.  
Stabilimente publice și de utilitate publică 2—7, 12, 18, 21, 31, 35, 36, 37, 47.  
Stat 7, 8, 30.  
Străini 19.  
Terțe persoane 27.  
Testament 1, 10, 11, 13, 15, urm.  
Transcriere 27, 28.  
Tutelă administrativă 31  
Universitate 3.

### Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 910 și 957 c. civ. fr. (811 și 817 c. civ. rom.), sunt privitoare la donațiunile și legatele făcute persoanelor morale sau juridice și săracilor cari sunt reprezentați de comună. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 86).
2. Se consideră ca stabilimente publice și de utilitate publică: episcopiile, mănăstirile și bisericile. (Daloz, Rép., Culte, No. 419, 435; Suppl., Culte, No. 508 urm.).
3. Deasemenea trebuie considerate ca stabilimente publice sau de utilitate publică: academiile, liceele, școlile normale, facultățile și școlile superioare de învățământ. (Daloz, Rép., Etablissement public, No. 2; Suppl., Etablissement public, No. 2).
4. Deasemenea școlile militare. (Daloz, Rép., Etablissement public, No. 2).
5. Deasemenea stabilimentele de asistență publică, cum sunt ospiciile. (Daloz,

<sup>1)</sup> Consiliul de Stat a fost desființat prin legea din 12 Iulie 1866, astfel că astăzi este suficientă autorizația dată printr'un Decret Regal.

Rép., Etablissement public, No. 2; Hospices, No. 196).

**6.** Deasemenea sălile de azil. (Daloz, Rép., Etablissement public, No. 2)

**7.** Unele instituții de ajutor, cu toate că sunt instituite de persoane particulare, sunt considerate ca stabilimente publice sau de utilitate publică, deoarece nu se pot stabili fără autorizația administrației statului. (Daloz, Rép., Etablissement public, No. 2).

**8.** Nu pot fi considerate ca stabilimente de utilitate publică corporațiile de avocați, de agenți de schimb, deși trebuiesc aprobate și sunt puse sub supravegherea autorităților statului. (Daloz, Rép., Etablissement public, No. 2).

**9.** Deasemenea nu pot fi considerate ca stabilimente de utilitate publică companiile sau societățile financiare autorizate de guvern, cum sunt Banca Franței (în România, Banca Națională), societățile de asigurare, etc. (Daloz, Rép., Etablissement public, No. 2).

**10.** Se poate dispune prin donațiune între vii și prin testament în favoarea persoanelor morale sau juridice. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 87 urm.).

**11.** Pentru ca o liberalitate făcută unei persoane juridice sau morale să fie valabilă, se cere ca persoana morală sau juridică să existe, adică să fie recunoscută prin lege, în momentul facerii donațiunii sau dacă este vorba de un testament, în momentul decesului testatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 87, 88).

**12.** Toate persoanele morale sau juridice, cum sunt stabilimentele publice sau de utilitate publică, corporațiile sau comunitățile religioase, nu au nici o personalitate juridică, față de lege, dacă nu au fost recunoscute în mod legal. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 524; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 101).

**13.** Donațiile sau legatele făcute persoanelor morale sau juridice, nerecunoscute în mod legal, sunt inexistente ca și cele făcute unor persoane cari nu au fost concepute. (Demolombe, XVIII, No. 586; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 24; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 101; Laurent, XI, No. 164).

**14.** Donațiunea făcută unei persoane morale nerecunoscută prin persoană interpusă, este nulă și nulitatea nu este acoperită prin o recunoaștere intervenită ulterior. (Demolombe, XVIII, No. 586; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, nota 6, p. 24; Laurent, XI, No. 192; Huc, VI, No. 112; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 557).

**15.** Pentru valabilitatea unei liberalități făcute unei persoane morale sau juridice se cere ca aceasta să aibă ființă, adică să fie recunoscută în mod legal, în momentul donațiunii sau a morții testatorului; dacă persoana morală în momentul donațiunii sau a decesului testatorului

nu există decât în fapt, autorizarea sa posterioară nu validează liberalitatea, deoarece recunoașterea personalității juridice nu are efect retroactiv din ziua manifestării sale ca persoană morală de fapt. (Demolombe, XVIII, No. 588, 589; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 105; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, text și nota 6, p. 24, 25; Laurent, XI, No. 192; Huc, VI, No. 111; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 555; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 90, 94; Contra: Troplong, Donations et testaments, II, 612).

**16.** Liberalitatea făcută săracilor dintr-o comună, o primește primăria comunei respective care îi reprezintă; prin urmare, o liberalitate făcută săracilor dintr-o comună nu este caducă, ci este valabilă, neputându-se spune că ar fi fost făcută în folosul unor persoane necerte. (Demolombe, XVIII, No. 612; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 657, p. 72; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 534; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 574; Planiol, III, No. 2991 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 86, 87, 111).

**17.** Deși art. 910 c. civ. fr. (811 c. civ. rom.) prevede că se pot face liberalități săracilor dintr-o comună, totuși este valabilă liberalitatea făcută în folosul săracilor în general; în acest caz se presupune că liberalitatea a fost făcută săracilor din comuna în care se găsește dispunătorul când a făcut liberalitatea sau a comunei în care testatorul își avea domiciliul când a încetat din viață. (Demolombe, XVIII, No. 612; Troplong, Donations et testaments, II, No. 557; Massé et Vergé sur Zachariae, III, p. 55; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 536; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 657, p. 72).

**18.** O liberalitate făcută în profitul unui stabiliment nerecunoscut, poate fi declarată valabilă, în cazul când acest stabiliment este unit printr-o legătură de dependență sau printr-o comunitate de interese, cu un alt stabiliment public care are personalitate juridică, caz în care stabilimentul public recunoscut, va primi liberalitatea și va întrebuiți fondul în profitul stabilimentului nerecunoscut. (Demolombe, XVIII, No. 590; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 26; Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 106).

**19.** Persoanele morale străine pentru a putea primi o liberalitate, trebuiesc să aibă existența în România, adică să i se fi conferit calitatea printr-o lege anumită. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 88, 89).

**20.** Pentru valabilitatea unei liberalități făcute unei persoane morale sau juridice, se cere ca ea să fie autorizată a primi liberalitatea, autorizare care are de scop să nu se acumuleze prea multe bunuri de mână moartă în mâinile persoanelor morale și să nu se facă liberalități excesive, cari ar despuia familia dispunătorului. (Demolombe, XVIII, No.

592 bis: Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 89).

**21.** Un stabiliment recunoscut nu poate primi orice liberalitate și pentru orice scop, ci numai acele liberalități a căror destinație intră în serviciul în scopul căruia a fost instituit stabilimentul. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 419; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 150; Laurent, XI, No. 287 urm.; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 409 urm.).

**22.** Autorizația nu este necesară decât atunci când este vorba de o adevărată liberalitate. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 159).

**23.** Autorizația de a primi este necesară chiar pentru darurile manuale și donațiunile deghizate sau ascunse sub forma unui contract cu titlu oneros, ce s'ar face persoanelor morale sau juridice. (Demolombe, XVIII, No. 605, 651; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 421, 478, 1496; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 151; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 41; Laurent, XI, No. 300 urm., 419; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 417 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 89, 90).

**24.** Autorizația de a primi trebuie dată în timpul vieții dispunătorului. (Laurent, XI, No. 504, 505; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 90, nota 1).

**25.** Liberalitatea va fi acceptată după formele prevăzute de art. 814 c. civ. rom. de administratorii persoanelor juridice, în urma încuviințării ce se va face printr'un decret regal. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 90, 91; Comp.: Mourlon, II, No. 672).

**26.** Autorizarea unei persoane morale de a primi o liberalitate, nu e necesar a se da sub formă solemnă, ci este de ajuns dacă rezultă din orice act al guvernului care cuprinde în mod implicit autorizația. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 91).

**27.** Dacă se face unei persoane morale o donațiune de bunuri imobiliare, actul de donație va trebui transcris, pentru a fi opozabil terțelor persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 91).

**28.** Administratorii persoanelor morale sunt răspunzători pentru lipsa de acceptare a liberalității și pentru faptul că nu s'au transcris actele de donațiune care cuprind bunuri imobiliare. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 91).

**29.** Autorizația de a primi liberalitatea trebuie dobândită înainte ca administratorii persoanelor morale să fi acceptat liberalitatea, deoarece guvernul are dreptul să aprecieze dacă liberalitatea poate fi acceptată sau nu. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 91).

**30.** În ceea ce privește administrațiunile publice în legătură cu Statul, guvernul poate să le impue din oficiu acceptarea liberalităților ce li s'ar face. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 91).

**31.** Ordonanțele și decretul care au

toriză stabilimentele publice să primească donațiuni sau legate, nu pot fi atacate cu recursul în contencios, deoarece constituiesc acte de tutelă administrativă. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 451).

**32.** Numai autoritatea administrativă este competentă să hotărască asupra dificultăților cari pot naște din interpretarea decretelor cari autoriză stabilimentele publice să primească legate. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 146).

**33.** Validitatea condițiilor liberalității impuse de dispunător și eventual anularea, se va cerceta numai de către instanțele judecătorești. (Daloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 147).

**34.** Autoritatea administrativă, când autoriză primirea unei liberalități are latitudinea să fixeze întinderea acestei liberalități. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 426, 5561; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 148; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 425).

**35.** Potrivit acestui principiu, guvernul are dreptul să reducă donațiunea făcută unui stabiliment public. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 425).

**36.** Când guvernul reduce legatul făcut unui stabiliment public, partea redusă va fi regulată ca și cum s'ar fi regulat întreaga liberalitate dacă s'ar fi refuzat autorizația în întregime pentru a primi liberalitatea. (Daloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 425; Laurent, XI, No. 291 bis; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 426).

**37.** Dispunătorul are dreptul să pue condițiunea, când face o liberalitate unui stabiliment public, ca acordarea autorizației să se facă pentru tot, fără reducere, sau să se refuze liberalitatea. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 692, p. 297).

**38.** Liberalitățile făcute în fraudă a legii unor persoane morale nerecunoscute de lege sau neautorizate de guvern, sunt inexistente, deoarece au o cauză ilicită și deci contrară ordinii publice. (Laurent, XI, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 92).

**39.** Deasemenea liberalitățile făcute unor persoane morale, recunoscute în mod legal, însă prin persoane interpusă sau sub forma unui contract cu titlu oneros, sunt nule. (Demolombe, XVIII, No. 651; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 52 bis, VIII; Laurent, XI, No. 419; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 92).

**40.** Moștenitorii donatorului sau testatorului au dreptul să revendice bunurile dăruite sau legate, în cazul când donațiunea sau legatul este inexistent. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 92).

**41.** Când donatarul nu este el însuși autorul fraudei, el are dreptul să revendice bunurile dăruite în cazul când donațiunea este inexistentă. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 92).

**42.** În cazul revendicării bunurilor dăruite sau legate prin o liberalitate inexis-

tență, posesorii bunurilor dăruite sau legate nu au dreptul să opue prescripțiunea de zece sau douăzeci ani, deoarece ei nu au titlu și nu există buna credință din partea lor. (Laurent, XI, No. 182; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 92, 93).

**43.** Deasemenea în acest caz nu se va putea opune nici prescripția de treizeci ani deoarece persoana morală este incapabilă să poată posedă. (Laurent, XI, No. 182; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 93).

**44.** Posesorii bunurilor dăruite sau legate în cazul când liberalitatea este inexistentă, nu vor putea opune la acțiunea în revendicare a bunurilor, excepțiunea că testamentul a fost executat sau confirmat deoarece nu se poate renunța la o nulitate de ordine publică. (Laurent, XI, No. 182; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 95).

**45.** Odată cu restituirea bunurilor dăruite sau legate, în cazul când liberalitatea este inexistentă, detentorii vor trebui să restituie fructele ce le-au cules. (Laurent, XI, No. 185; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea II, p. 95).

**46.** Pentru ca o persoană morală sau juridică să poată primi o liberalitate, trebuie ca să fie recunoscută prin lege în momentul donației sau în momentul decesului testatorului, deci să aibă existența legală. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 93).

**47.** Oricine are dreptul de fundațiune, adică are dreptul să înființeze pentru vecnicie, un așezământ de utilitate publică cum ar fi o școală, un spital, un muzeu, o biserică, etc., ceea ce are loc atunci când un testator ar lăsa toată averea sa sau o

parte din ea pentru a se înființa un asemenea așezământ și liberalitatea este valabilă, deși așezământul nu există la decesul testatorului, ci personalitatea sa urmează a fi recunoscută printr-o lege ulterioară. Această ipoteză nu trebuie confundată cu liberalitatea făcută unor persoane morale inexistente și care nu este valabilă. (Demolombe, XVIII, No. 590; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 649, p. 25; Laurent, XI, No. 195; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 105, 874; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 542 urm.; Planiol, III, No. 5551; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 94).

**48.** Dreptul de fundațiune, care este rămas încă din dreptul roman, constituie un vechiu obicei al pământului, în țara noastră. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 94).

**49.** De obicei pentru a se întemeia o fundațiune, se institue legatară universală o persoană morală recunoscută în mod legal sau o persoană fizică capabilă, căreia i se pune sarcina să înființeze așezământul de utilitate publică. (Demolombe, XVIII, No. 582; Troplong, Donations et testaments, II, No. 614, 615; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 649, p. 25; Laurent, XI, No. 195; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 549 urm., 395 urm.; Planiol, III, No. 5544; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 96 urm.).

**50.** A se vedea: art. 817 din codul civil cu notele respective și Legea persoanelor juridice publicată la finele acestui volum.

**Art. 812.** — Dispozițiunile în favoarea unui incapabil sunt nule, fie ele deghizate sub forma unui contract oneros, fie făcute în numele unor persoane interpuse.

Sunt repute ca persoane interpuse tatăl și mama, copiii și descendenții și soțul persoanei incapabile. (Civ. 802, 808, 810, 813, 856, 940, 941, 1167, 1191, 1200, 1202, 1308; Civ. Fr. 911).

*Text. fr. Art. 911.* — Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Seront réputés personnes interposées, les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable.

*Loi du 1-er Juillet 1901, relative au contrat d'association. Art. 17<sup>1)</sup>.* — Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16.

Sont légalement présumées personnes interposées au profit des congrégations religieuses mais sous réserve de la preuve contraire:

1<sup>o</sup> Les associés à qui ont été consenties des ventes ou faits des dons ou

1) Art. 911 din codul civil francez este complectat prin dispozițiunile art. 17 și 18 din legea din 1 Iulie 1901

legs, a moins, s'il s'agit de dons ou legs, que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant;

2<sup>o</sup> L'associé ou la société civile ou commerciale composée en tout ou partie de membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association;

3<sup>o</sup> Le propriétaire de tout immeuble occupé par l'association, après qu'elle aura été déclarée illicite.

La nullité pourra être prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé.

*Art. 18.* — Les congrégations existantes au moment de la promulgation de la présente loi, qui n'auraient pas été antérieurement autorisées ou reconnues, devront, dans le délai de trois mois, justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions.

A défaut de cette justification, elles sont réputées dissoutes de plein droit. Il en sera de même des congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée.

La liquidation des biens détenus par elles aura lieu en justice. Le tribunal, à la requête du ministère public, nommera, pour y procéder, un liquidateur qui aura pendant toute la durée de la liquidation tous les pouvoirs d'un administrateur séquestre.

Le jugement ordonnant la liquidation sera rendu public dans la forme prescrite pour les annonces légales.

Les biens et valeurs appartenant aux membres de la congrégation, antérieurement à leur entrée dans la congrégation, ou qui leur seraient échus depuis, soit par succession ab intestat en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe, leur seront restitués.

Les dons et legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe pourront être également revendiqués, mais à charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

Les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants droit, ou par les héritiers ou ayants droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

Si les biens et valeurs ont été donnés ou légués en vue de gratifier non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité. Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. Les jugements rendus contradictoirement avec le liquidateur, et ayant acquis l'autorité de la chose jugée, sont opposables à tous les intéressés.

Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente à la justice de tous les immeubles qui n'auraient pas été revendiqués ou qui ne seraient pas affectés à une œuvre d'assistance.

Le produit de la vente, ainsi que toutes les valeurs mobilières sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

L'entretien des pauvres hospitalisés sera, jusqu'à l'achèvement en liquidation, considéré comme frais privilégiés de liquidation.

S'il n'y a pas de contestation ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants droit.

Le règlement d'administration publique visé par l'article 20 de la présente loi déterminera, sur l'actif resté libre après le prélèvement ci-dessus prévu, l'allocation, en capital ou sous forme de rente viagère, qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés ou qui justifieraient avoir contribué à l'acquisition des valeurs mises en distribution par le produit de leur travail personnel.



## Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Donațiuni deghizate“, p. 47.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină).

- Acțiune indirectă 44.  
Adopțiune 22.  
Adulter 23.  
Afini 29.  
Anulare 1, 7, 9, 31, 33—35, 37, 41—49, 51, 52, 53.  
Aprecieri suverană 6, 15, 16.  
Ascendenți 19.  
Bună credință 50.  
Căsătorie 24.  
Concubinaj 26.  
Confirmare 35.  
Consimțământ 7.  
Contract oneros 2—7, 9, 37, 41—47, 51.  
Copii 17, 20, 21, 22, 23, 24.  
Copii adoptați 22.  
Copii naturali 20, 23.  
Creditori 44, 45.  
Daruri manuale 33.  
Daruri remuneratorii 34.  
Deces 40, 45, 46, 51.  
Definiție 2, 10.  
Descendenți 17, 21, 38.  
Dol 52.  
Donațiuni 1 urm.  
Donațiuni deghizate, a se vedea cuvintele: „Contract oneros“, „Interpunere de persoane“.  
Dotă 28.  
Dovadă 3, 4, 5, 12, 13, 32.  
Dovadă contrară 52.  
Efect 47.  
Enumerare limitativă 18, 29, 31.  
Executare 53.  
Frați 30.  
Fraudă 5, 8, 9, 11, 37, 43, 52.  
Fructe 49, 50.  
Incapacitate absolută 42.  
Incapacitate de a dispune 1.  
Incapacitate de a primi 1, 42.  
Incapacitate parțială 42.  
Incapacitate relativă 38, 42.  
Incest 23.  
Incetare din viață 40, 45, 46, 51.  
Interes 7, 44.  
Interogator 13, 36.  
Interpunere de persoană 8—51.  
Invocare 7, 44, 45, 46.  
Jurământ 13, 36.  
Legatar universal 45.  
Logodnă 27.  
Majori 21.  
Mamă 17, 19, 20, 23, 38.  
Mamă naturală 20, 23.  
Marturi 5, 14.  
Mărturisire 13, 36.  
Minori 21.  
Moarte 40, 45, 46, 51.  
Moștenitor 45, 46, 53.  
Moștenitori prezumptivi 18.  
Nulitate 1, 7, 9, 31, 33—35, 37, 41—49, 51, 52, 53.  
Nulitate relativă 44, 53.  
Pact secret 11.  
Prescripție 51, 52.  
Prezumțiune 4, 5, 14, 19, 20, 28—32, 36, 38—40, 43, 50.  
Probă 3, 4, 5, 12, 13, 32.  
Probă contrară 52.  
Putere părintească 21.  
Ratificare 35.  
Rea credință 49.  
Redacțiune 1.  
Reducțiune 42.  
Renunțare 35, 53.  
Rude 18, 30, 31.  
Rude colaterale 30, 31.  
Servicii 34.  
Simulație, a se vedea cuvintele: „Contract oneros“, „Interpunere de persoane“.  
Socri 29.  
Soț 17, 24, 25, 28, 38.  
Stingere 53.  
Surori 30.  
Suverană apreciere 6, 15, 16.  
Tată 17, 19, 38.  
Violență 52.

## Doctrină.

1. La fraza: «dispozițiunile în favoarea unui incapabil» trebuie să adăugate cuvintele: «sau emanate de la un incapabil», deoarece în ambele cazuri există aceeași sancțiune, adică nulitatea actului, nefiind nici un motiv să se facă o distincțiune între incapacitatea pasivă de a primi și cea activă de a dispune. (Laurent, XI, No. 590; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 151, nota 4).

2. Există liberalitate deghizată sau ascunsă sub forma unui contract cu titlu oneros, atunci când una dintre părți declară în mod fals că a primit un echivalent bănesc în schimbul folosului prestat de ea, pe când în realitate nu a primit nimic sau când o parte recunoaște că dă-torează ceva, pe când în realitate nu dă-torează nimic. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150).

3. Cel care pretinde că un contract cu titlu oneros ascunde în realitate o liberalitate, este obligat să dovedească alegațiunea sa. (Duranton, VIII, No. 267; Demolombe, XVIII, No. 655; Troplong, Donations et testaments, II, No. 729; Mourlon, II, No. 572; Marcadé, Art. 911; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 439; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 155; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, text și nota 8, p. 50; Laurent, XI, No. 591, 410; Huc, VI, No. 125; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 538; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 150).

4. După altă părere, în contractul cu titlu oneros făcut cu un incapabil, donațiunea este presupusă și în acest caz incapabilul va trebui să dovedească că contractul este în realitate cu titlu oneros, iar nu o donațiune. (Delvincourt, II, p. 207, nota 1).

5. Dovada simulațiunii actului cu titlu oneros, pentru că în realitate ar cuprinde o liberalitate, se poate face prin orice mijloace de probă, chiar martori și prezumțiuni, fără să fie necesar un început de dovadă scrisă, deoarece terțele persoane au fost în imposibilitate să-și procure o dovadă scrisă despre existența fraudei și în afară de aceasta, simulațiunea contractului cu titlu oneros constituind o fraudă la lege, este admisibilă proba cu martori și prezumțiunile. (Demolombe, XVIII, No. 654; Dalloz, Rép., Suppl., Dispositions entre vifs, No. 154; Laurent, XI, No. 592; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 151).

6. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă un contract cu titlu oneros ascunde sau nu o donațiune deghizată. (Demolombe, XVIII, No. 655; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, p. 50; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 455; Laurent, XI, No. 592; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 539; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 151).

7. Nulitatea de care este isbită o donațiune deghizată, poate fi invocată de orice persoană interesată, deoarece este privitoare la un viciu de consimțământ. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 440; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 151, nota 2).

8. Frauda la lege prin înlăturarea dispozițiilor prohibitive ale legii, se mai poate face și prin interpunerea unei persoane capabile care este însărcinată să remită liberalitatea unui incapabil. (Demolombe, XVIII, No. 652; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 152).

9. Câte odată se poate întâmpla ca dispozițiunea să cuprindă o îndoită fraudă la lege: astfel este cazul când liberalitatea se face și sub forma unui contract cu titlu

oneros și prin persoană interpusă, caz în care evident că liberalitatea va fi anulată. (Duranton, VIII, No. 269; Demolombe, XVIII, No. 652; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 152, nota 5).

**10.** «Liberalitatea este făcută sub numele unei persoane interpusă când donatarul sau legatarul, arătat în donațiune sau testament, este însărcinat a restitui beneficiului liberalității aceluși lovit de o incapacitate absolută sau relativă de a primi». (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155).

**11.** Obligația de a remite incapabilului lucrul, va rezultă cel mai adeseori dintr'un pact secret expres sau tacit încheiat între testator și cel însărcinat a remite; însă această obligație poate rezultă și independent de orice înțelegere frauduloasă între aceste persoane, chiar dacă legatarul instituit ar fi refuzat să convie la această fraudă sau nu a cunoscut voința testatorului. (Demolombe, XVIII, No. 640; Troplong, Donations et testaments, II, No. 704; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 15, p. 38; Laurent, XI, No. 415 urm.; Huc, VI, No. 127; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 542; Planiol, III, No. 2985; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 154).

**12.** Acel care alegă interpunerea de persoane este obligat să dovedească alegațiunea sa, deoarece interpunerea nu se poate presupune. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 154).

**13.** Dovada interpunerii de persoane se poate face prin interogatorul și jurământul beneficiarului aparent. (Huc, VI, No. 127; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 154, 155).

**14.** Dovada interpunerii de persoane se poate face prin orice mijloace de probă chiar martori și prezumțiuni grave, precise și concordante. (Duranton, VIII, No. 267; Coin-Delisle, Commentaire, Art. 911, No. 7; Troplong, Donations et testaments, II, No. 729; Demolombe, XVIII, No. 654; Mourlon, II, No. 572; Laurent, XI, No. 410; Huc, VI, No. 127; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, p. 55; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 462; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 162; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 544; Planiol, III, No. 2986; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 154).

**15.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran faptele din care rezultă interpunerea de persoane, precum și dacă legatarul arătat în testament este adevăratul beneficiar sau e o persoană interpusă. (Demolombe, XVIII, No. 655, 640; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 650 bis, text și nota 21, p. 54; Laurent, XI, No. 411; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 545; Planiol, III, No. 2986; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155).

**16.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă un act este făcut prin interpunere de persoană. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 911, No. 11; Duranton, VIII, No. 267; Demolombe, XVIII, No. 655, 640;

Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, p. 54; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 464; Suppl., Dispositions entre vifs, No. 164; Laurent, XI, No. 410, 411; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 545; Planiol, III, No. 2986; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155).

**17.** Potrivit dispozițiilor art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.), sunt considerate ca persoane interpusă tatăl și mama, copiii și ceilalți descendenți, precum și soțul persoanei incapabile. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 155, 156).

**18.** Enumerarea rudelor pe care art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.) o face ca fiind considerate interpusă este de strictă interpretare și limitativă și în această materie nu se poate întinde prin analogie, dispozițiunile art. 1100 c. civ. fr. (941 c. civil rom.) și să se considere ca persoane interpusă toate rudele a căror moștenitor prezumptiv ar fi incapabilul, în momentul donațiunei. (Demolombe, XVIII, No. 662; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 52 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, p. 52; Laurent, XI, No. 394; Huc, VI, No. 129; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, pag. 156, 158).

**19.** Prin urmare prezumțiunea legală de interpunere, nu poate fi întinsă și la ceilalți ascendenți ai incapabilului, în afară de tatăl și mamă. (Demolombe, XVIII, No. 652; Troplong, II, No. 718; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 45, p. 47; Mourlon, II, No. 574; Marcadé, Art. 911; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, text și nota 15, p. 52; Laurent, XI, No. 395; Huc, VI, No. 150; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 550; Planiol, III, No. 2988; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 156; Contra: Delvincourt, II, p. 208, nota 4).

**20.** Prezumțiunea legală de interpunere se întinde și la mama naturală a incapabilului. (Demolombe, XVIII, No. 657; Troplong, Donations et testaments, II, No. 722; Laurent, XI, No. 396; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 156, nota 5).

**21.** Sunt considerați ca persoane interpusă copiii și ceilalți descendenți ai incapabilului, fără a se face distincțiune dacă sunt majori sau minori, sau dacă sunt sau nu sub puterea părintească. (Demolombe, XVIII, No. 655; Troplong, Donations et testaments, II, No. 721; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 156, 157).

**22.** Sub denumirea de copii întrebuințată în art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.) trebuiesc înțeleși nu numai copiii legitimi și legitimați, ci și copiii adoptați, deoarece copiii adoptați au față de adoptatori aceleași drepturi ca și copiii legitimi. (Demolombe, XVIII, No. 654; Beudant, II, No. 678; Mourlon, II, No. 574; Marcadé, Art. 911; Troplong, Donations et testaments, II, No. 725; Laurent, XI, No. 397; Huc, VI, No. 150; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 557; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 157, text și nota 2).

**23.** Deasemenea și copiii naturali recunoscuți, chiar adulterini și incestuoși, ai mamei incapabile. (Demolombe, XVIII, No. 655; Troplong, Donations et testaments, II, No. 721; Mourlon, II, No. 574; Marcadé, Art. 911; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, text și nota 10, p. 51; Laurent, XI, No. 397; Huc, VI, No. 150; Planiol, III, No. 2988; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 157, text și nota 3).

**24.** Copilul născut din a doua căsătorie față cu soțul rămas în viață, nu poate fi considerat ca persoană interpusă. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 157).

**25.** Este considerat ca o persoană interpusă soțul legitim al incapabilului, cât timp durează căsătoria. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 157, 158).

**26.** Persoana care ar fi trăit în concubinaj cu incapabilul nu poate fi cointerpusă ca persoană interpusă. (Demolombe, XVIII, No. 659 bis; Marcadé, Art. 911; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 562; Planiol, III, No. 2988; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, 159).

**27.** Deasemenea nici viitorul soț care s'a logodit abea cu incapabilul. (Demolombe, XVIII, No. 659; Troplong, Donations et testaments, II, No. 718; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, nota 12, p. 51; Laurent, XI, No. 401; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 560; Planiol, III, No. 2988; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158).

**28.** Presumpția legii se întinde și la donațiunea făcută viitorului soț prin contractul de căsătorie, la care a luat parte incapabilul, deoarece în acest caz liberalitatea a fost determinată de calitatea de soț pe care logodnicul urmărește aibă curând după donațiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, nota 12, p. 51; Laurent, XI, No. 401; Huc, VI, No. 150; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 561; Planiol, III, No. 2988; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, text și nota 5; Contra: Demolombe, XVIII, No. 659).

**29.** Deoarece art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.) enumeră în mod limitativ rudele incapabilului cari cad sub presumpțiunea de interpunere, presumpțiunea nu poate fi întinsă la afiniile incapabilului, cum sunt socrul și soacra sa. (Duranton, VIII, No. 275; Demolombe, XVIII, No. 660; Troplong, Donations et testaments, II, No. 718; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158).

**30.** Deasemenea nici la colateralii săi cum sunt frații și surorile sale. (Demolombe, XVIII, No. 661; Troplong, Donations et testaments, II, No. 718; Marcadé, Art. 911; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 158, 159).

**31.** Presumpțiunea de interpunere nu se aplică decât rudelor incapabilului arătate de art. 911 c. civ. fr. (812 c. civil rom.) în mod limitativ, însă orice altă rudă sau persoană străină dacă nu este presupusă de lege ca interpusă, totuși, dacă se va

stabilii în fapt că nu este în realitate beneficiarul liberalității, ci că liberalitatea este făcută în folosul incapabilului, ea se va anula. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 159).

**32.** Presumpțiunea prevăzută de art. 911 c. civ. fr. (812 c. civil rom.) este juris et de jure și nu poate fi combătută prin dovadă contrară de către donatar sau legatar, dacă ar voi să stabilească că el este adevăratul beneficiar al donațiunii sau legatului, iar nu incapabilul. (Demolombe, XVIII, No. 671; Troplong, Donations et testaments, II, No. 708; Mourlon, II, No. 573; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 32 bis, IV; Laurent, XI, No. 402; Huc, VI, No. 128; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 548, 563; Planiol, III, No. 2989; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 159).

**33.** Orice fel de donațiune este anulată când este făcută prin interpunerea rudelor prevăzută de art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.) chiar darurile manuale. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 159).

**34.** Deasemenea și darurile remuneratorii, afară de cazul când dispoziția constituie plata unor servicii prestate. (Demolombe, XVIII, No. 676; Laurent, XI, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 159, text și nota 6).

**35.** Nulitatea liberalităților făcute prin persoane interpuse nu poate fi acoperită prin renunțare sau confirmare. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 159).

**36.** Persoana presupusă interpusă are dreptul să facă apel la mărturisirea adversarului și să-i defere jurământ pentru a declara dacă nu are cunoștință că ea este în realitate beneficiarul liberalității, iar nu incapabilul, deși după lege ea este considerată persoană interpusă. (Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 32 bis, IV; Laurent, XI, No. 402; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 159).

**37.** Partea întâia a art. 911 c. civ. fr. (812 c. civil rom.) care prevede că dispozițiunile cu titlu gratuit făcute în favoarea unui incapabil sunt nule, fie ele deghizate sub forma unui contract cu titlu oneros, fie ele făcute în numele unor persoane interpuse, își găsește aplicațiunea la toate incapacitățile de a primi atât absolute cât și relative, întrucât dispozițiunile legii fiind generale, trebuiesc anulate toate dispozițiunile făcute cu fraudă legii. (Demolombe, XVIII, No. 629; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 58, p. 45; Laurent, XI, No. 419; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 574; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 160).

**38.** Partea a doua a art. 911 c. civ. fr. (812 c. civil rom.) care prevede că sunt reputeate ca persoane interpuse tatăl și mama, copiii și descendenții și soțul persoanei incapabile, își găsește aplicațiunea numai la incapacitățile relative prevăzute de art. 907 și 909 c. civ. fr. (809 și 810 c. civil rom.). (Duranton, VIII, No. 276; Demo-

lombe, XVIII, No. 628, 646; Troplong, Donations et testaments, II, No. 724; Massé et Vergé sur Zachariae, III, § 418, nota 38, p. 46; Laurent, XI, No. 420; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 161; Contra: l'au-lier, Théorie raisonnée du code civil, IV, p. 58).

**39.** Chiar în cazurile prevăzute de art. 907 și 909 c. civ. fr. (809 și 810 c. civ. rom.), prezumpțiunea legală de interpunere de persoane nu-și mai găsește aplicațiunea când încetează de a avea ființă însăși incapacitatea. (Demolombe, XVIII, No. 649; Laurent, XI, No. 408; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 162).

**40.** Deasemenea prezumpțiunea legală de interpunere de persoane nu-și mai găsește aplicațiunea, când liberalitatea este făcută după moartea incapabilului, deoarece în acest caz incapabilul ne mai existând nu s'ar mai putea folosi de liberalitatea făcută rudei sale. (Demolombe, XVIII, No. 663; Troplong, Donations et testaments, II, No. 717; Laurent, XI, No. 407; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 162).

**41.** Potrivit dispozițiilor art. 911 c. civ. fr. (812 c. civil rom.), liberalitățile ascunse sub forma unui contract cu titlu oneros sau făcute prin persoane interpuse, sunt nule. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 163).

**42.** După o părere, pentru a determina întinderea și efectele nulităților trebuie să se cercetă însăși textele care le consacră, iar nu dispozițiunile art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.), care se mărginesc a lăsa oarecare fapte destinate a evita nulitățile, așa încât nulitatea actului atins de art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.), se va aplica numai în limitele incapacității donatarului și va fi, după cazuri, absolută sau totală sau parțială când va da loc numai la o simplă acțiune în reducere. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 911, No. 27; Duranton, VIII, No. 278; Demolombe, XVIII, No. 679; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 482; Laurent, XI, No. 425; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 535).

**43.** După altă părere, liberalitățile ascunse sub forma unui contract cu titlu oneros sau prin persoană interpusă, sunt nule în întregime, deoarece nulitatea este o pedeapsă pentru fraudă ce s'a făcut la lege. (Troplong, Donations et testaments, IV, No. 2742; Grenier, Donations et testaments, I, No. 136, nota 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, nota 5, p. 49, § 690, nota 24, p. 276).

**44.** Nulitatea prevăzută de art. 907 c. civ. fr. (809 c. civil rom.) este relativă și poate fi propusă de orice parte interesată și chiar de însuși dispunătorul, deci și de către creditorii săi în baza acțiunii indirecte. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 163).

**45.** În cece privește moștenitorii dispunătorului, legatarii lui universal sau cu titlu universal, precum și creditorii acestora, vor putea propune nulitatea numai după decesul dispunătorului. (Demolombe,

XVIII, No. 685 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 655 bis, p. 55; Laurent, XI, No. 425; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 592; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 163).

**46.** Nulitatea dispozițiunii prevăzută de art. 909 c. civ. fr. (810 c. civil rom.), nu poate fi cerută decât de către moștenitorii bolnavului, deoarece numai la încetarea sa din viață se poate constata incapacitatea sa. (Laurent, XI, No. 423; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 163).

**47.** Efectul anulării liberalității este că face să reintre în patrimoniul dispunătorului, bunurile, considerându-se că nu au eșit niciodată din patrimoniul său. (Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 163).

**48.** În cazul când liberalitatea s'a făcut prin persoană interpusă, nulitatea se va produce atât în privința incapabilului, cât și în privința persoanei interpuse. (Demolombe, XVIII, No. 676 bis, 677; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 52 bis, II; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 163).

**49.** În cazul anulării unei liberalități prin persoană interpusă, aceasta va trebui să restituie nu numai bunurile cari au format obiectul liberalității, ci și fructele naturale sau civile ale bunurilor, dela data punerii sale în posesiune, deoarece a fost de rea credință. (Coin-Delisle, Commentaire, Art. 911, No. 25; Demolombe, XVIII, No. 678; Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 164).

**50.** Dacă însă interpunerea rezultă din prezumpțiunea legală prevăzută de art. 911 c. civ. fr. (812 c. civ. rom.), persoana interpusă va dobândi fructele naturale și civile ale bunurilor cari au făcut obiectul liberalității, dacă se va constata că a fost de bună credință. (Demolombe, XVIII, No. 678; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 164).

**51.** Acțiunea în anularea unei liberalități făcută unui incapabil se prescrie prin trecere de treizeci ani, care vor începe a curge din ziua când donațiunea a devenit perfectă sau din ziua decesului testatorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, p. 55; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 605; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 164).

**52.** Acțiunea în anularea unei donațiuni pentru violență sau dol, se prescrie prin trecere de zece ani, potrivit dispozițiilor art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.). (Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 605, text și nota 2; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 164).

**53.** Acțiunea în anularea unei liberalități atinsă de nulitatea relativă, se stinge prin renunțarea celor ce aveau dreptul s'o ceară și prin executarea liberalității din partea moștenitorilor dispunătorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 650 bis, p. 55; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 607; Alexandresco, ed. 2-a, IV, partea I, p. 164).

În legătură cu art. 811 din codul civil, în care se vorbește de persoanele morale sau juridice, publicăm și textul Legii pentru persoanele juridice, votată de corpurile Legiuitoare în ședințele dela 1 și 2 Februarie 1924 și publicată în Monitorul Oficial No. 27/924, în cuprinsul următor:

## L E G E

### PENTRU

### PERSOANELE JURIDICE

---

#### CAPITOLUL I.

#### Dispozițiuni Generale.

##### *A. Personalitatea juridică.*

*Art. 1.* — Persoanele juridice de drept public se creează numai prin lege.

Asociațiunile și fondațiunile, fără scop lucrativ sau patrimonial, create și organizate de particulari, nu pot dobândi personalitate juridică decât în condițiunile legii de față.

Ele sunt considerate persoane juridice de drept privat.

Societățile și asociațiunile prevăzute de codurile de comerț și alte legi vor avea acelaș caracter și rămân supuse dispozițiunilor acelor legi.

*Art. 2.* — Persoanele juridice de drept privat existente la data promulgării legii de față vor continua să funcționeze potrivit dispozițiunilor legilor, hotărîrilor sau actelor cari le-au constituit și cari nu vor fi contrarii dispozițiunilor de ordine publică ale acestei legi.

Ele sunt obligate însă, ca în termen de 6 luni dela promulgarea acestei legi, să comunice grefei tribunalului, în circumscripția căreia funcționează administrațiunea lor principală, titlurile pe temeiul cărora au dobândit personalitatea juridică, statutele sau actele constitutive, precum și informațiunile ce se vor cere prin regulamentul de aplicațiune al acestei legi.

Grefa tribunalului este obligată a înscrie organizațiunea sau așezământul în registrul persoanelor juridice.

Contravenienții la această dispozițiune cad sub prevederile art. 94 din această lege.

*Art. 3.* — Asociațiunile și așezămintele fără scop lucrativ sau patrimonial nu pot dobândi personalitatea juridică decât pe temeiul unei deciziuni motivate a tribunalului civil în circumscripția căruia s'au constituit.

Această deciziune nu se poate da decât la cererea celor interesați:

a) După ce s'a cerut avizul ministerului în competența căruia cade scopul asociațiunii sau așezământului;

b) După ce s'au ascultat concluziunile ministerului public și s'a constatat că statutele sau actele constitutive, compunerea organelor de direcțiune și administrațiune și celelalte condițiuni, nu contravin la dispozițiunile legii de față.

Părțile interesate, ministerul competent și reprezentantul ministerului public au dreptul de apel potrivit art. 90.

*Art. 4.*— Persoana juridică vă avea ființă numai dela data înscrierii deciziunii de recunoaștere rămasă definitivă, în registrul special care va fi ținut în acest scop la greșa fiecărui tribunal civil.

*Art. 5.*— Personalitatea juridică nu se poate recunoaște unei colectivități de asociațiuni sau așezăminte nerecunoscute ca persoane juridice. Personalitatea juridică este individuală și efectul ei nu se poate întinde în afară de asociația sau așezământul pentru care a fost acordată.

Un așezământ creat de o persoană juridică nu poate avea o personalitate distinctă de aceea a persoanei juridice care a creat-o, decât dacă i se recunoaște formal aceasta, în condițiunile statornicite prin legea de față.

*Art. 6.*— Nu se poate recunoaște personalitatea juridică a asociațiunilor și așezămintelor cari au un obiect ilicit, contrar ordinii publice sau bunelor moravuri, sau cari sunt formate în vederea realizării unui asemenea scop.

*Art. 7.*— Persoanele juridice de drept privat, fără scop lucrativ sau patrimonial, cari își au sediul în străinătate, pot să beneficieze de personalitatea lor juridică și să funcționeze pe teritoriul Statului Român în conformitate cu legile române, dacă sunt recunoscute după legile țării lor și dacă în prealabil au obținut autorizarea guvernului român.

Autorizările acordate acestor persoane juridice se vor înscrie la cererea lor, sub sancțiunea unei amenzi de 5.000 — 20.000 lei și în caz de recidivă sub sancțiunea retragerii autorizației, în registrul tribunalului civil al circumscripției în care se va stabili sediul administrațiunii, sucursala, sau domiciliul ales.

Când nu există sucursală, alegerea domiciliului este obligatorie. Ea se face prin act autentic care se publică în *Monitorul Oficial* și se afișează la primăria și tribunalul domiciliului ales.

*Art. 8.*— Fără distincțiune între persoanele juridice de drept privat existente și acele ce se vor forma în viitor, dela data promulgării legii de față, nici o modificare de statute sau transformare a caracterului asociațiunii sau așezământului, nici o modificare a organelor de control și administrațiune, nici o încetare sau disolvare, operațiune de lichidare și de atribuire de bunuri, nu se va putea face decât conform acestei legi.

Aceste persoane sunt obligate a se supune tuturor dispozițiilor declarate de ordine publică în legea de față.

Modificările statutelor sau actelor constituive sunt supuse verificării și aprobării puterii judecătorești în condițiunile art. 3.

#### B. Folosința drepturilor civile.

Art. 9. — Persoanele juridice de drept privat, căzând sub prevederile legii de față, nu se pot folosi decât de drepturile ce le sunt necesare pentru realizarea scopului și destinațiunii lor.

Ele nu pot contracta obligațiuni decât tot în vederea realizării acestui scop și acestei destinațiuni.

Art. 10. — Persoanele juridice nu pot primi liberalități decât dacă vor fi autorizate prin decret regal, pe baza unui jurnal al consiliului de miniștri.

#### C. Exercițiul drepturilor civile.

Art. 11. — Persoanele juridice nu-și pot exercita drepturile decât dacă sunt înzestrate cu organele de direcțiune și administrațiune prevăzute în statute, actul constitutiv sau în legea de față.

Art. 12. — Voința persoanelor juridice se manifestă prin organele lor.

Actele juridice încheiate de aceste organe, în conformitate cu statutele și în limita puterilor ce le sunt atribuite, sunt considerate ca încheiate de însăș persoana juridică pe care o obligă.

Actele prin cari organele persoanei juridice ar urmări un vădit scop străin acelu pentru care asociațiunea sau fundațiunea a fost constituită sau recunoscută, nu vor avea efect față de persoana juridică.

Persoana juridică răspunde de toate faptele contractuale delictuale și quasi-delictuale, săvârșite de organele ei în timpul exercitării funcțiunii lor.

Membrii cari formează organele de direcțiune și administrațiune sunt personal și solidar răspunzători pentru daunele provenite din culpa lor, atât față de terți, cât și față de persoana juridică însăș.

#### D. Sediul.

Art. 13. — Domiciliul persoanei juridice este la sediul principal al administrațiunii sale.

Schimbarea de domiciliu trebuia să fie declarată prin act autentic la ambele grefe ale tribunalelor noului și vechiului domiciliu.

Sub sancțiunea prevăzută la art. 94 din prezenta lege, grefa tribunalului vechiului domiciliu va face mențiunea de strămutare, iar grefa tribunalului noului domiciliu va înscrie persoana juridică în registrul prevăzut la art. 4.

*Art. 14.* — Domiciliul persoanei juridice autorizată potrivit art. 7, pentru toate actele judiciare și extrajudiciare ce o privesc, va fi la sediul sucursalei sau, în lipsă, la domiciliul ales.

*E. Supraveghere.*

*Art. 15.* — Statul are un drept de supraveghere și control asupra tuturor persoanelor juridice de drept privat. El va urmări, pe de o parte, ca ele să se administreze și să-și îndeplinească menirea în conformitate cu statutele și cu actele constitutive, iar pe de altă parte, ca să nu lucreze împotriva bunelor moravuri, ordinii publice și siguranței Statului.

Această acțiune de supraveghere și control se va exercita prin inspectorii și delegații ministerului, sub autoritatea și controlul căruia cade fundațiunea sau asociațiunea, precum și prin comisiunea superioară a persoanelor juridice.

*Art. 16.* — Numirea delegatului ministerului pe lângă organele de direcțiune și de administrațiune, nu poate avea loc decât numai pe lângă fundațiunile și asociațiunile subvenționate sau legate de Stat prin convențiuni.

Acelaș drept, la numirea de delegați județeni sau comunali, îl au autoritățile județene sau comunale pentru fundațiunile și asociațiunile cari se vor găsi față de ele în situațiunea de mai sus.

Celelalte persoane juridice nesubvenționate sunt supuse controlului general prin inspectorii ministerelor competente.

*Art. 17.* — Fiecare autoritate interesată nu va putea numi mai mult de un delegat de fundațiune sau asociațiune. Autoritățile județene sau comunale pot însărcina cu această funcțiune pe delegatul ministerului sau invers, ministerul pe unul din delegații județeni sau comunali. O persoană poate îndeplini această funcțiune pe lângă mai multe fundațiuni sau asociațiuni.

*Art. 18.* — Delegații ministerului și, în lipsa acestora, delegații județeni sau comunali, au dreptul de a suspenda executarea deciziunilor organelor de direcțiune sau administrațiune, ce s'ar găsi contrarii actelor de fundațiune, regulamentelor interioare, convențiunilor cu ministerul, județul sau comuna, legilor, bunelor moravuri, ordinii publice și siguranței Statului.

Despre acest lucru se va încheia un proces-verbal care se va comunica de urgență organelor persoanei juridice.

Delegații vor participa cu vot consultativ la ședințele organelor de direcțiune și administrațiune.

Directorii sau administratorii sunt obligați să-i convoace.

În lipsa delegaților dela ședințe, organele de direcțiune și administrațiune sunt obligate să comunice delegaților deciziunile luate.

Sub sancțiunea retragerii mandatului de direcțiune și admi-



nistrațiune și a disolvării fundațiunii sau asociațiunii, independent de celelalte sancțiuni civile și penale de drept comun, persoanele cari formează organele de direcțiune și administrațiune sunt personal și solidar răspunzătoare de executarea deciziunilor contrarii actelor de fundație, regulamentelor interioare, convențiunilor, legilor, bunelor moravuri, ordinei publice și siguranței Statului, față de cari s'a exercitat sau nu dreptul de suspendare.

Delegații vor putea aduce la cunoștința publică, prin *Monitorul Oficial* și prin publicațiunile mai răspândite din localitate, numărul, data și obiectul deciziunilor suspendate.

*Art. 19.* — Organele de direcțiune și administrațiune sunt obligate a repune în discuțiune chestiunile cari fac obiectul deciziunii suspendate în baza art. 18 pentru a primi soluțiunea conformă actelor de fundațiune, regulamentelor, convențiunilor, Constituției și legilor țării.

În caz de refuz de discuțiune din partea organelor de direcțiune și administrațiune, sau în caz de menținere a deciziunii suspendate, delegații guvernului vor aduce imediat cazul la cunoștința comisiunii persoanelor juridice depe lângă ministerul justiției, care va da o deciziune executorie.

În cel mult 3 zile libere dela comunicarea procesului-verbal de suspendare, organele de direcțiune și administrațiune au drept de apel la comisiunea superioară a persoanelor juridice, care decide în ultimă instanță asupra dispozițiunilor ce urmează a se executa în termen de cel mult 15 zile dela primirea cererii.

*Art. 20.* — Delegații își exercită dreptul lor de supraveghere și de control asupra tuturor organelor de direcțiune, administrațiune și control, a fundațiunii sau asociațiunii, sub orice denumire s'ar găsi, comitete sau consilii de direcțiune și administrațiune, eforii sau epitropii, adunări generale, colegii, etc.

*Art. 21.* — În toate fundațiunile și asociațiunile cari nu cad sub prevederea art. 16 alin. 1 și următorii, acțiunea de supraveghere și control, se va exercita de inspectorii ministerului, la însărcinarea ministerului sau la cererea organelor de direcțiune și administrațiune a fundațiunilor sau asociațiunilor.

Când scopul persoanei juridice cade în competența a două sau mai multe ministere, fiecare din ele au exercițiul acțiunii de control și supraveghere.

Persoanele juridice ale căror scopuri sunt insuficient caracterizate, din punctul de vedere al competenței organelor de control, cad sub supravegherea ministerului de interne.

Inspectorii vor avea să cerceteze numai dacă fundațiunile și asociațiunile funcționează potrivit actelor de fundațiune sau actelor lor constitutive, dacă instituțiile create corespund condițiunilor statornicite, prin aceste acte și condițiunilor generale de ordine publică din Constituția și legile țării.

Inspectorii nu pot face observațiuni și da indicațiuni direct organelor de direcțiune și administrațiune ale fundațiunilor sau asociațiunilor. Constatările lor se consemnează în rapoarte scrise asupra cărora au a decide ministrul competent, organele administrative sau judecătorești, prevăzute în legea de față.

Controlul Statului nu prejudiciază controlul instituit de statute sau actul constitutiv.

*Art. 22.* — Dacă organele de direcțiune sau administrațiune nu se conformă legilor țării, actelor de fundațiune sau de constituire, sau dacă se constată că averile ce le sunt încredințate se risipesc, se deturnează, sau se întrebuintează în alte scopuri decât acele prevăzute prin actele de fundațiune sau de constituire, ministerul public sau ministerul sub autoritatea și controlul căruia funcționează fundațiunea sau asociațiunea, va trimite pe administratorii răspunzători înaintea Curții de apel în circumscripțiunea căreia cade sediul principal al fundațiunii sau asociațiunii.

Administratorii pot fi condamnați la destituire, în afară de celelalte penalități prevăzute în legile ordinare după dreptul comun.

*Art. 23.* — Administratorii asociațiunilor și fundațiunilor cari cu rea credință lucrează la vătămarea persoanelor sau lucrurilor încredințate direcțiunii și administrațiunii lor, se vor pedepsi cu închisoare dela o lună la un an.

*Art. 24.* — Toate organele de direcțiune și administrațiune ale fundațiunilor sunt datoare să înainteze ministerului sub autoritatea și controlul căruia funcționează, în termen de 6 luni dela promulgarea acestei legi, copia autentică de pe actele de fundațiune și un inventar de averea ce posedă, însoțit de bilanțul și contul de gestiune al anului precedent.

#### F. Incetarea personalității.

*Art. 25.* — Asociațiunile și fundațiunile își pierd personalitatea juridică, de plin drept sau prin justiție, în cazurile determinate prin legea de față.

Persoanele juridice autorizate, potrivit art. 7, își pierd dreptul de a funcționa în România și prin retragerea autorizațiunii.

Această retragere se face tot prin decret regal, pe temeiul unui jurnal al consiliului de miniștri.

*Art. 26.* — În cazuri urgente când s'ar constată că o persoană juridică își desfășoară activitatea împotriva bunelor moravuri, ordinei publice și siguranței Statului, consiliul de miniștri, cu avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice, poate interzice funcționarea persoanei juridice, până la intrarea ei în lege, sau chiar hotărî dizolvarea ei. În acest din urmă caz, lichidarea persoanei juridice nu se poate face decât de puterea judecătorească în condițiunile

art. 29, 54 și următorii, 82 și următorul. În afară de cazurile urgente, dizolvarea nu se poate face decât prin justiție.

Comisiunea superioară a persoanelor juridice apreciază urgența la cererea consiliului de miniștri sau la aceea a ministrului de justiție.

#### G. *Destinațiunea bunurilor.*

*Art. 27.* — Oricare ar fi cauza încetării personalității juridice sau retragerii autorizațiunii, patrimoniul persoanei juridice va primi destinațiunea indicată în actul de fondațiune, în statute sau în actul constitutiv și la asociațiuni, în caz de tăcere, a actelor de constituire sau a statutelor, destinațiunea indicată de hotărîrea adunării generale luată înainte de dizolvare.

Nici într'un caz însă adunarea generală nu poate atribui bunurile rămase decât unei alte persoane juridice de drept privat din țară cu scop identic sau similar, sau persoanei juridice de drept public, reprezentând în Stat interesele servite de persoana juridică desființată.

În lipsa unei indicațiuni statutare, sau a unei hotărîri a adunării generale, sau în fața unei hotărîri a adunării generale, contrarii dispozițiunilor de mai sus, bunurile rămase vor trece în patrimoniul asociațiunii sau fondațiunii de drept privat, ori public cu scop analog sau similar ce se va hotărî de comisiunea persoanelor juridice depe lângă ministerul justiției, luându-se și avizul ministerului sub autoritatea și controlul căruia cădea persoana juridică desființată.

*Art. 28.* — Patrimoniul persoanelor juridice dizolvate pentru vreuna din cauzele arătate la art. 53 (punctul III) alin. *a* și *b*, de art. 81 (p. II), trece la fondul de asistență socială.

#### H. *Lichidarea și radierea înscrierii.*

*Art. 29.* — Lichidarea patrimoniului persoanelor juridice de drept privat se face conform art. 55 și următorii precum și 82 și următorul din această lege.

*Art. 30.* — Radierea persoanei juridice din registrul persoanelor juridice se face înscriindu-se integral în registru actul care a constatat, declarat sau hotărît dizolvarea.

## CAPITOLUL II.

### Despre asociațiuni.

#### A. *Condițiuni de constituire.*

*Art. 31.* — Asociațiunea este convențiunea prin care mai multe persoane pun în comun, în mod permanent, contribuțiunea

lor materială, cunoștințele și activitatea lor, pentru realizarea unui scop care nu urmărește foloase pecuniare sau patrimoniale.

Scopul asociațiunii poate fi pur ideal, să corespundă intereselor generale ale colectivității, sau numai a unei categorii sociale din care asociații fac parte, sau, în fine, să corespundă intereselor personale nepatrimoniale ale asociaților.

*Art. 32.* — Asociațiunea pentru a putea dobândi personalitatea juridică trebuie să fie compusă din cel puțin 20 membri și să prezinte în statute, în o organizare din care să rezulte o voință corporativă, independentă de voința asociaților ca indivizi, constituirea unui patrimoniu social, distinct și autonom de patrimoniul individual al fiecărui asociat.

Patrimoniul social de fondare va trebui să fie în măsură de a realiza, cel puțin parțial, scopul pentru care se constituie asociațiunea.

Nici contribuțiunile sau dotațiunile inițiale, nici cotizațiunile periodice și nici subvențiunile Statului român, județelor sau comunelor și în genere a persoanelor de drept public, nu sunt supuse autorizării prevăzută de art. 10.

Obligațiunea constituirii inițiale a patrimoniului social nu privește asociațiunile sau syndicatele profesionale.

*Art. 33.* — Actul constitutiv și statutele se vor face în formă autentică.

Asociațiunea nu va putea cere recunoașterea calității de persoană juridică, decât după adoptarea statutelor de către asociați și după desemnarea sau alegerea persoanelor cari vor avea, conform statutelor, răspunderea direcțiunii și administrațiunii asociațiunii.

*Art. 34.* — Statutele vor cuprinde obligator:

1. Denumirea asociațiunii;
2. Obiectul și scopul;
3. Sediul principal și, eventual, sucursalele sau filialele;
4. Patrimoniul inițial, cuantumul și compunerea lui, precum și cotizațiunile;
5. Organele de direcțiune, administrațiune și de control.

Statutele nu pot derogă la dispozițiunile de ordine publică ale legii de față.

În lipsa unor dispozițiuni statutare suficiente pentru organizarea asociațiunii și reglementarea raporturilor acesteia cu asociația, se vor aplica dispozițiunile ce urmează.

#### B. Organizarea.

*Art. 35.* — Organele principale ale asociațiunii sunt:

- a) O adunare generală, și
- b) O direcțiune, un comitet de direcțiune sau un consiliu de administrațiune.

*Art. 36.* — Adunarea generală este organul suprem al asociațiunii, ea se compune din asociații, cari întrunesc condițiunile prevăzute în statute sau în actul constitutiv.

În lipsa prevederii unor asemeni condițiuni, vor face parte din adunarea generală toți asociații fără nici o distincțiune.

Adunarea generală va fi convocată de persoana căreia i se încredințează de organele în drept ale asociațiunii conducerea supremă.

Convocarea va avea loc obligatoriu în cazurile prevăzute în statute, ori când se va hotărî de comitetul de direcțiune sau administrațiune și oricând se va cere în scris și motivat, direcțiunii de cel puțin o cincime din numărul asociaților.

Convocarea va trebui să cuprindă locul și data convocării precum și ordinea de zi.

În afară de cazurile urgente constatate de comitetul de direcțiune, ea trebuie să fie comunicată cu cel puțin trei zile libere înainte de data convocării.

*Art. 37.* — Când acei însărcinați cu convocarea, sau înlocuitorii lor, nu mai au calitatea, sunt absenți sau împiedecați de a convoca, precum și în cazul când, deși având calitatea, refuză de a convoca, dacă statutele și actul constitutiv nu prevăd situația, prim-președintele sau președintele tribunalului în circumscripția căruia funcționează asociațiunea va putea autoriza pe asociații cari i-au adus la cunoștință cazul să facă convocarea, să delege pe cel mai în vârstă dintre ei, sau pe reprezentantul ministerului, sub autoritatea și controlul căruia se găsește asociațiunea, să prezideze adunarea generală și să constate hotărârile ei printr'un proces-verbal. În lipsa unui asemenea reprezentant, delegațiunea se poate da unuia din reprezentanții ministerului public.

*Art. 38.* — Adunarea generală decide:

- a) Asupra prestațiilor și cotizațiilor la cari vor fi supuși asociații;
- b) Asupra admiterii și excluderii membrilor asociațiunii potrivit statutelor;
- c) Asupra formelor de convocare a adunării generale;
- d) Asupra modului de votare;
- e) Asupra quorumului și majorității cu care se vor lua hotărârile;
- f) Asupra numirii direcțiunii sau altor organe de administrațiune și control;
- g) De a determina atribuțiunile organelor de sub lit. f;
- h) De a controla activitatea și gestiunea organelor de direcțiune, administrațiune și control;
- i) De a revoca individual sau colectiv mandatele membrilor organelor de direcțiune, administrațiune și control, când prin culpa și actele lor ar periclita interesele asociațiunii.

Toate actele cari nu sunt atribuite prin statute sau actul constitutiv organelor de direcțiune, administrațiune și control, aparțin de drept adunării generale care le va exercita conform statutelor.

*Art. 39.* — Toți asociații au de drept vot legal.

În afară de excepțiunile mai jos statornicite, și în lipsă de alte dispozițiuni exprese, nu se va putea luă nici o deciziune decât dacă vor fi răspuns convocării cel puțin jumătate plus unul (majoritatea absolută) din numărul asociaților.

La a doua convocare se va putea decide cu majoritatea absolută a celor prezenți, oricare ar fi numărul lor.

Deciziunile pentru dizolvarea asociațiunii, sau transformarea scopului social trebuie să întrunească cel puțin  $\frac{2}{3}$  din numărul total al asociaților prezenți și absenți.

*Art. 40.* — În mod accesoriu, asociațiunile vor putea face întreprinderi economice, întrucât acestea sunt în legătură cu scopul principal al asociației.

Asemenea întreprinderi însă nu se pot decide decât de adunarea generală.

*Art. 41.* — Propunerile sau actele făcute în scris, fără deliberare, vor avea puterea de deciziune, dacă vor fi semnate de unanimitatea asociaților.

*Art. 42.* — Asociatul interesat personal, prin soție, prin descendenții sau ascendenții direcți, prin frații sau surorile lui, într-o chestiune supusă deciziunii adunării generale, sau deciziunii unuia din organele de direcțiune sau administrațiune, nu va putea lua parte la vot.

Membrii organelor de direcțiune și administrațiune vor fi ce puțin în majoritate absolută cetățeni români.

*Art. 43.* — Direcțiunea, comitetul sau consiliul de administrațiune reprezintă asociațiunea în toate actele vieții sale juridice, conformându-se statutelor și deciziunilor adunării generale. După expirarea mandatului, ea gerează afacerile asociațiunii până la alegerea sau numirea noilor organe.

*Art. 44.* — Organele de direcțiune și administrațiune sunt obligate să întocmească anual bugetul asociațiunii, pe care îl supune aprobării adunării generale și, eventual, organelor superioare, cărora sunt subordonate prin legi speciale.

Bugetul se va întocmi pe capitole și articole, distinct sumele pentru personal, material și cheltueli diverse.

La aprobarea și ordonanțarea cheltuelilor se va ține seamă de destinațiunea alocațiunilor bugetare.

La persoanele juridice subvenționate de Stat, județ și comune, autoritatea care acordă subvențiunea va putea cere, cu prilejul ordonanțării totale sau parțiale a subvențiunilor, justificarea întrebuițării ultimei subvențiuni ordonanțate.

*Art. 45.* — Aceste organe sunt de asemenea obligate să prezinte adunării generale bilanțul gestiunii la finele fiecărui an social.

Câte un exemplar de pe buget și bilanț se va prezenta ministerului sub autoritatea și controlul căruia se găsește asociația.

*Art. 46.* — Când organele de direcțiune, administrațiune și control, nu pot funcționa din cauza vacanței, absenței, boalei, sau orice alte cauze de împiedecare a vreunuia din membrii săi, prim-președintele sau președintele tribunalului, dela sediul asociației, din oficiu, sau la cererea celor interesați, până la adunarea generală, care se va convoca, conform art. 36 și 37, pentru a decide, va fi în drept să completeze locurile dând delegațiune provizorie, în condițiunile statutelor, actului constitutiv și legii, asociațiilor ce personal va crede că ar putea răspunde mai bine acestei chemări.

### *C. Despre asociați.*

*Art. 47.* — Calitatea de asociat este personală și inalienabilă, ea nu poate trece la succesori.

*Art. 48.* — Asociatul este de drept autorizat a ieși oricând din asociație, cu condițiunea să comunice hotărîrea sa organelor de direcțiune și administrațiune, cel puțin 6 luni înainte de finele anului social.

*Art. 49.* — Statutele sau actul vor prevedea cazurile de excludere a asociațiilor, procedura excluderii, și organele care o pronunță. Excluderea pronunțată de un organ de direcțiune sau administrațiune dă de drept celui interesat un drept de apel la adunarea generală, care decide în ultima instanță.

Când statutele nu prevăd cazurile, procedura și organele de excludere, pe temeiul legii de față, excluderea nu se poate pronunța decât de adunarea generală, cu majoritate de  $\frac{2}{3}$ .

*Art. 50.* — Asociații cari se retrag sau cari sunt excluși, n'au nici un drept asupra avutului social.

Ei rămân obligați a achita cotizațiunile pe tot timpul cât au fost asociați.

*Art. 51.* — Drepturile personale câștigate ale unui asociat, sociale sau extra-corporative, obligă asociația, întrucât titularul lor n'ar fi renunțat la ele în mod expres prin scris.

*Art. 52.* — În termen de 10 zile de când deciziunea a devenit publică, asociatul absent poate cere desolidarizarea sa de acea deciziune, dacă o socotește contrară statutelor, actului constitutiv sau legii.

În acest scop, el va notifică desolidarizarea sa prin agent judecătoresc organelor de direcțiune și administrațiune, precum și ministerului competent.

Deciziunile adunării generale pot fi atacate de ministerul public sau părțile interesate, înaintea instanțelor judecătorești de dizolvare, pentru motive de ordine publică și abatere dela scopul societății.

D. *Disolvare.*

*Art. 53.* — Asociația își pierde personalitatea juridică în următoarele cazuri:

*I. Prin deciziunea asociațiunii*, atunci când adunarea generală, potrivit art. 39 va fi hotărât disolvarea;

*II. De plin drept:* a) Când a expirat termenul pentru care asociațiunea a fost constituită sau când scopul social a fost realizat.

b) Când scopul asociațiunii nu mai poate fi realizat;

c) Când asociațiunea din cauză de insolvabilitate nu-și mai poate continua activitatea sa fiind nevoită să lichideze;

d) Când organele de direcțiune și administrațiune nu mai pot fi constituite în conformitate cu statutele;

e) Când numărul asociaților va fi scăzut sub linia fixată de statute sau linia fixată de lege.

*III. Prin judecată:*

a) Când scopul sau acțiunea asociațiunii a devenit ilicit, contrar bunelor moravuri sau ordinii publice;

b) Când scopul să urmărește prin mijloace ilicite, contrarii bunelor moravuri și ordinii publice;

c) Când asociațiunea, fără de a fi autorizată după cum se arată în art. 39, relativ la transformarea scopului, urmărește un alt scop decât acel pentru care s'a constituit și pe care l-a declarat;

d) Când deciziunile adunării generale sunt luate cu violarea dispozițiunilor statutare, actelor constitutive sau legii.

*IV.* Prin deciziunea puterii executive în cazurile art. 25 și 26.

E. *Lichidare.*

*Art. 54.* — În cazurile de disolvare prevăzute de art. 53, alin. I, lichidarea patrimoniului asociațiunii se va face de organele de direcțiune și administrațiune, sau de persoanele numite de adunarea generală.

Lichidatorii, în caz de disolvare judiciară, se vor numi prin sentința care hotărăște disolvarea.

În caz de dizolvare de drept, la stăruința ministerului public, sau a oricărui interesat, lichidatorii se vor numi în camera de consiliu, de tribunalul civil dela sediul asociațiunii.

*Art. 55.* — Lichidatorii sunt obligați a îndeplini toate formalitățile cerute de legea de față pentru înscrierea și publicarea lichidării, asociațiunii.

Publicațiile de lichidare vor arăta:

a) Numele lichidatorilor și imobilul în care și-a instalat biourourile, dacă localul fostei administrațiuni nu va putea fi păstrat;

b) Invitațiunea creditorilor la producerea creanțelor lor.



Creditorii cunoscuți trebuiesc să fie invitați și prinificațiuni individuale.

Publicațiunea va fi socotită îndeplinită după 5 zile libere dela ultima inserțiune.

*Art. 56.* — Indată după intrarea lor în funcțiune, lichidatorii sunt obligați ca, în unire cu organele de direcțiune și administrațiune, să facă inventarul și bilanțul averii, din care să constate exact situațiunea activului și pasivului.

Atât inventarul cât și bilanțul vor fi contrasemnate de lichidatorii și reprezentanții direcțiunii și administrațiunii în lichidare.

Lichidatorii vor ține un registru-jurnal pentru toate operațiunile relative la lichidare.

Direcțiunea și administrațiunea va indica și încredința lichidatorilor registrele și actele asociațiunii.

Odată cu numirea lichidatorilor încetează mandatul organelor de direcțiune și administrațiune.

*Art. 57.* — Asociațiunea nu încetează însă a avea ființă decât la terminarea lichidării.

*Art. 58.* — Lichidatorii sunt obligați să continue afacerile în curs, să incasseze creanțele, să plătească pe creditorii și, dacă pentru aceasta numerariul este insuficient, să transforme și restul activului și bani, procedând mai întâiu prin licitațiune publică la vânzarea averii mobile.

Lichidatorii pot face operațiunile noi necesare lichidării a afacerilor în curs.

*Art. 59.* — Suma cuvenită creditorului cunoscut care nu produce creanța se va consemna în contul lui.

Dacă plata creanței nu se poate face imediat, sau dacă creanța e contestată, lichidarea nu se va declara terminată înainte ca creditorii să fie garantați.

*Art. 60.* — În orice caz, lichidatorii nu pot încheia operațiunile și remite celor în drept contul gestiunii, decât după expirarea unui an dela publicarea dizolvării asociațiunii.

*Art. 61.* — Lichidatorii cari vor contraveni la obligațiunile de mai sus, vor fi solidari responsabili față de creditorii pentru daunele ce le vor fi cauzat prin culpa lor.

*Art. 62.* — Atât față de asociațiune cât și față de asociați, lichidatorii sunt supuși regulelor mandatului.

*Art. 63.* — După terminarea lichidării, lichidatorii sunt obligați să facă bilanțul, să-l depună la grefa tribunalului, la ministerul competent și totodată să-l publice în *Monitorul Oficial* și în ziarele mai răspândite. Afară de aceasta, aflate anunțând terminarea lichidării și depunerea bilanțului se vor lipi în sala tribunalului, la primărie și pe ușa imobilului administrațiunii.

Lichidatorii vor mai depune la grefa tribunalului și la minis-

terul competente un memoriu descriind toate operațiunile de lichidare și rezultatul lor.

Ei vor depune tribunalului și registrul lor jurnal.

*Art. 64.* — Dacă în termen de 30 zile libere dela publicarea bilanțului în *Monitorul Oficial* nu se va ivi nici o contestație, bilanțul se va considera definitiv aprobat și lichidatorii vor trebui, cu autorizarea tribunalului, să remită celor în drept bunurile și sumele rămase dela lichidare, dimpreună cu toate registrele și actele asociațiunii și lichidării.

Numai după aceasta lichidatorii vor fi considerați ca descărcați.

*Art. 65.* — Contestațiunile la bilanțul lichidatorilor, publicat în condițiunile articolului precedent, se pot face de orice interesat la tribunalul sediului lichidării.

Toate contestațiunile se judecă în primă și ultimă instanță de tribunal printr'una și aceeaș sentință.

### CAPITOLUL III.

#### Despre fundațiuni.

##### A. Condițiuni de constituire.

*Art. 66.* — Fundațiunea este actul prin care o persoană fizică sau juridică constituie un patrimoniu distinct și autonom de patrimoniul său propriu, și-l destină, în genere, în mod permanent realizării unui scop ideal, de interes obștesc.

*Art. 67.* — Fundațiunea între vii se constituie prin act autentic, iar fundațiunea testamentară printr'una din formele prevăzute pentru testamente.

Statute sau orice alte alcătuirii cari vor însoți actul de fundațiune făcut în forma autentică vor avea aceeaș formă ca însăși acest act.

*Art. 68.* — Fundațiunile dobândesc personalitatea juridică în condițiunile stabilite la art. 3. Cererea de recunoaștere nu va putea fi făcută decât după instituirea și numirea organelor de direcțiune și administrațiune.

*Art. 69.* — Moștenitorii și creditorii fondatorului au față de fundațiune aceleași drepturi ca și față de orice altă liberalitate.

*Art. 70.* — Nici fondatorul, nici moștenitorii lui nu pot revoca fundațiunea după înregistrarea cererii de recunoaștere făcută conform art. 84 din prezenta lege.

*Art. 71.* — Dacă fundațiunea între vii sau testamentară este recunoscută persoană juridică după moartea fondatorului, efectele liberalităților făcute anterior recunoașterii se vor produce pentru fundațiunile între vii dela data actului autentic de fundațiune; iar pentru fundațiunile testamentare dela data morții testatorului.

Acelaş efect îl vor avea liberalităţile făcute în timpul vieţii fondatorului, anterior însă recunoaşterii calităţii de persoană juridică.

### B. Organizare.

*Art. 72.* — Actul de fundaţiune va fi nul de drept şi nu va putea da loc la recunoaşterea calităţii de persoană juridică, dacă nu determină scopul, nu constituie patrimoniul sau nu întruneşte condiţiunile esenţiale cerute de legea de faţă.

Actul de fundaţiune poate determina în cuprinsul lui, sau în alcătuirii separate, organele de direcţiune şi administraţiune, compunerea lor, recrutarea administratorilor, modul lor de funcţionare, sau a instituţiilor ce urmează a crea.

Lipsa acestor stipulaţiuni nu anulează actul, fundaţiunea urmând a se conduce în administraţie potrivit dispoziţiunilor legii de faţă.

*Art. 73.* — Fiecare fundaţie trebuie să aibă organe de direcţiune, administraţiune şi de control, instituite potrivit actului de fundaţiune, statutelor sau alcătuirii fondatorului, sau, în lipsa acestora, potrivit dispoziţiunilor de mai jos.

*Art. 74.* — Când actul de fundaţiune n'a determinat organele de direcţiune şi administraţiune, ministerul sub autoritatea şi controlul căruia urmează a funcţiona fundaţiunea, va cere Curţii de apel, în circumscripţia căreia îşi are sediul fundaţiunea, sau dela domiciliul fondatorului, numirea administratorilor necesari.

*Art. 75.* — Curtea de apel, la cererea ministerului public, la cererea ministerului competent, sau la stăruinţa uneia din părţile interesate, va face numirea administratorilor şi în cazul când direcţiunea şi administraţia instituită e fondator nu mai poate fi din orice cauză înlocuită, completată şi continuată.

*Art. 76.* — Când fundaţiunea nu se găseşte suficient organizată, Curtea de apel poate decide înlocuirea regulamentului interior de funcţionare al fundaţiunii pe bazele dispoziţiunilor din legea de faţă.

Regulamentul se întocmeşte de organele de direcţiune şi administraţiune, se aprobă de minister şi se publică în *Monitorul Oficial*.

Administraţiunea fundaţiunii şi numirea personalului se vor face de direcţie.

Când fundaţiunea nu poate fi organizată aşă încât să corespundă scopului său, sau dacă patrimoniul ei este insuficient, Curtea de apel, cu avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice, va dispune, dacă actul de fundaţiune nu se opune, ca patrimoniul ei să fie trecut la o altă fundaţiune de drept privat din ţară sau instituţie de drept public, având acelaş scop sau un scop cât mai

asemănător posibil. Se vor respecta pe cât posibil dispozițiunile fondatorului conciliabile cu noua situație.

*Art. 77.* — Organele de direcțiune și administrațiune ale fundației au drepturile și obligațiunile arătate în art. 35 și următorii din această lege.

### C. Modificare.

*Art. 78.* — Curtea de apel, luând și avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice, va putea decide, la cererea organelor de direcțiune și administrațiune, modificarea organizațiunii statornicită de fondator, dacă aceasta se constată indispensabil pentru conservarea bunurilor și realizarea scopului fundațiunii.

În asemenea caz deciziunea Curții va hotărî și bazele noiei organizațiuni cari vor servi organelor de direcțiune și administrațiune la întocmirea regulamentului de organizare și funcționare, care va fi supus și aprobării ministerului ce reprezintă interesele generale servite de fundațiune.

Atât organele de direcțiune și administrațiune cât și ministerul și autoritatea judecătorească, vor da întotdeauna, dispozițiunilor nelămurite de actul de fundațiune, interpretarea care poate asigura realizarea scopului.

*Art. 79.* — După aceeaș procedură, Curtea de apel, luând și avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice, va putea modifica scopul fundațiunii, în parte realizabil, atunci când se constată că el nu mai are caracterul lui primitiv și fundațiunea nu mai corespunde nevoilor sociale și intențiunilor ce fondatorul ar manifesta, în mod normal, dacă i-ar sta în putință.

*Art. 80.* — Modificarea nu poate atinge specialitatea fundațiunii.

Nici într'un caz nu se poate decide schimbarea sau modificarea când se constată că scopul este integral irealizabil.

Tot astfel se va urma când se va constata necesitatea modificării sau suprimării din actul de fundațiune a condițiunilor și sarcinilor cari ar putea compromite realizarea scopului fundațiunii.

În toate aceste cazuri judecata se va face cu citarea fondatorului sau a erezilor lui în linie directă.

### D. Dizolvare.

*Art. 81.* — Personalitatea fundațiunii încetează în următoarele cazuri:

I. *De plin drept:*

- a) Când scopul ei se găsește îndeplinit;
- b) Când scopul ei nu mai poate fi realizat, și
- c) Când fundațiunea a devenit insolubilă.

II. Prin judecată și prin deciziunea puterii executive în cazurile prevăzute de art. 26 și 53.

#### E. Lichidare.

*Art. 82.* — Lichidarea patrimoniului fundațiunii se va face potrivit regulelor de sub art. 54—65.

*Art. 83.* — Când dizolvarea va avea loc prin judecată, lichidatorii vor fi numiți prin aceeaș sentință care va fi hotărît sau declarat dizolvarea.

În cazul când dizolvarea s'a operat fără a interveni vreo judecată, precum și în cazul alin. c de sub art. 81, lichidatorii vor fi numiți de tribunalul civil dela sediul fundațiunii, în camera de consiliu, la stăruința ministerului public, sau a oricărui interesat.

### CAPITOLUL IV.

#### Despre înscrierea persoanelor juridice.

*Art. 84.* — Înscrierea persoanelor juridice se va face în registre speciale, ținute la grefa tribunalului civil dela sediul lor principal.

Vor fi registre deosebite pentru asociațiuni și pentru fundațiuni.

Înscrierea persoanelor juridice de sub art. 7 se va face la grefa tribunalului sediului lor din România sau la domiciliul ales.

La fundațiuni, dacă indicațiunea sediului nu va rezultă din cuprinsul actului de fundațiune, înscrierea se va face la grefa tribunalului domiciliului, sau a ultimului domiciliu al fondatorului.

După constituirea fundațiunii și a organelor ei de direcțiune și administrațiune, înscrierile ulterioare prevăzute sub art. 93 se vor face la grefa tribunalului sediului fundațiunii.

*Art. 85.* — Cererea de înscriere va trebui să cuprindă:

1. Titlul sau denumirea persoanei juridice;
2. Obiectul și scopul;
3. Sediul său principal și sucursalele de vor fi;
4. Numele, profesiunea și domiciliul persoanelor cari sub orice titlu sunt însărcinate cu direcțiunea sau administrațiunea;
5. Data actelor de constituire și a statutelor.

*Art. 86.* — Cererea pentru asociațiuni va fi făcută de membrii fondatori, de direcție, sau de 7 asociați.

Cererea pentru fundațiuni făcută prin acte între vii se va face numai de fondator, iar după moartea sa, și pentru fundațiunile testamentare, de moștenitorii legatari, executorii testamentari, organele de direcție și administrațiune, și ministerul care reprezintă interesul general ce fundația urmează a servi.

*Art. 87.* — Semnatarii cererii sau unul din ei o vor prezenta tribunalului alăturând:

a) O copie legalizată de pe actul constitutiv al persoanei juridice;  
 b) O copie de pe statute și de pe actul de constituire a organelor de direcțiune și administrațiune, dacă aceasta a fost numită ulterior;

c) Dacă statutele sau numirea direcțiunii au fost votate și adoptate într'o adunare generală, se va prezentă duplicat original de pe procesul-verbal al ședinței.

*Art. 88.* — Dacă tribunalul constată că formele și cerințele articolelor de mai sus sunt îndeplinite și fondațiunea și asociațiunea merită să aibă capacitatea juridică va decide potrivit art. 89 și va ordonă înscrierea.

*Art. 89.* — Tribunalul cercetează în camera de consiliu dacă actele depuse, pentru asociațiuni și pentru fundațiuni, îndeplinesc condițiunile și formele prevăzute în legea de față.

Concluziunile ministerului competent și ale reprezentantului ministerului public sunt obligatorii și hotărîrea se va pronunța în ședință publică față cu aceștia.

Neprezentarea concluziunilor ministerului competent se consideră în favoarea constituirii persoanei juridice.

Tribunalul va putea cere lămuriri și părților, dacă va crede de cuviință.

*Art. 90.* — Hotărîrea se dă fără drept de opoziție, dar cu drept de apel în termen de 10 zile libere dela pronunțare.

Deciziunea de admitere rămasă definitivă se va înscrie de grefă în registrul persoanelor juridice. Actele depuse se vor păstră la dosarele respective.

Apelul se declară la grefa tribunalului.

Părțile interesate, ministerul public și ministerul respectiv vor putea declara apel contra deciziunii tribunalului.

Asupra apelului, Curtea, în termen de cel mult 15 zile dela declararea apelului, se va pronunța, urmând procedura arătată mai sus.

Deciziunea va fi fără opoziție. Se pot admite memoriile scrise. Recursul se va face în termen de 15 zile dela pronunțare.

*Art. 91.* — Înscrierea va reproduce conținutul declarațiunilor prevăzute la art. 85, precum și data și numărul încheierii care a admis înscrierea.

Mențiune despre înscriere se va face pe originalul actelor de constituire sau a statutelor.

*Art. 92.* — Textul acestei înscrieri va fi publicat fără întârziere, prin îngrijirea grefierului, la stăruința și în contul celor interesați în *Monitorul Oficial* și ziarele mai răspândite.

În urma înscrierii deciziunii definitive, grefa tribunalului este obligată, sub sancțiunea prevăzută la art. 94, ca odată cu dispozițiunea de publicațiune în *Monitor*, să comunice o copie de pe deciziune ministerului competent.

Fiecare minister este obligat să înscrie într'un registru special asociațiunile sau fundațiunile recunoscute, subordonate controlului și supravegherii lor.

*Art. 93.* — Orice modificare în compunerea organelor de direcțiune și administrațiune și în atribuțiunile lor, schimbările de domiciliu, orice numire și înlocuire a unui administrator, director și controlor, orice modificare a statutelor și în genere a organizării sau scopului persoanei juridice, încetarea, disolvarea, lichidarea, numirile sau înlocuirile lichidatorilor, toate vor trebui să fie imediat declarate grefei, spre înscriere în registru și spre publicare.

Se vor remite întotdeauna grefierului și actele justificative în sprijinul cererii de înscriere. Actele vor fi atașate la dosarele respective.

Declarațiunile de mai sus se vor face de organele de direcțiune și administrațiune sau de lichidator, pentru tot ce va fi relativ la lichidare. Cu toții vor trebui să îngrijească și de publicările necesare.

Declarațiunile vor putea fi făcute și de orice persoană interesată.

În caz de schimbare de domiciliu, toate înscrierile și înregistrările ulterioare cerute de lege se vor face la grefa tribunalului noului domiciliu.

*Art. 94.* — Orice act supus înscrierii și neînscris sau nepublicat, nu va fi opozabil terților.

Asemenea act rămâne însă opozabil terților dacă se constată că ei l-au cunoscut pe altă cale.

Acei supuși la declarațiunile și publicațiunile de sub art. 86, nu vor fi liberați de obligațiunile lor decât după executarea efectivă a lucrărilor, afară de cazul când se va dovedi că lucrările n'au fost executate din culpa grefierului.

Acei ce nu se vor conforma acestor obligațiuni sunt supuși unei amenzi de 500—10.000 lei.

La aceeaș pedeapsă vor fi condamnați și funcționarii cari vor fi omis sau întârziat înregistrările, înscrierile și publicările vorbite mai sus în afară de pedeapsa destituirii.

## CAPITOLUL V.

### Competența și procedura.

*Art. 95.* — Curtea de apel, în circumscripția căreia funcționează asociația sau fundațiunea va avea în competența sa:

a) Numirile de membri în direcțiunile și administrațiunile fundațiunilor din circumscripția sa, după normele și în cazurile de sub art. 75 și 76.

Numirile se vor face în camera de consiliu la stăruința or-

ganelor de direcțiune și administrațiune, ministerului public și ministerului interesat.

b) Revocarea organelor de direcțiune și administrațiune a fundațiunilor în cazurile prevăzute de aceasta lege.

Revocările se fac după discuțiune contradictorie, iar judecata se pronunță de urgență fără opoziție;

c) Modificarea organizării, scopului, condițiunilor și sarcinilor fundațiunilor în cazurile art. 80.

În toate aceste cazuri, când modificarea se declară necesară, Curtea prin hotărîre, va indica și modificările de introdus.

Procedura va fi în camera de consiliu, la stăruința organelor de direcțiune și administrațiune, a ministerului public și ministerului interesat.

Curtea va putea dispune ascultarea organelor de direcțiune și administrațiune, sau oricari persoane va crede necesar, și va putea uză de mijloacele de probă și informațiune prevăzută de procedura civilă. După concluziunile reprezentantului ministerului public, Curtea se pronunță prin hotărîre motivată, în ședință publică. Hotărîrea se dă în prezența reprezentantului ministerului public, fără drept de opoziție;

d) Desemnarea asociațiunii sau așezământului către care urmează a trece patrimoniul persoanei juridice a cărei ființă a încetat, în cazul prevăzut de art. 79 și următorii.

Procedura va fi și în acest caz de jurisdicțiune grațioasă, lucrarea se va face la stăruința organelor de direcțiune și administrațiune, a ministerului public, și ministerului interesat.

*Art. 96.* — Pentru disolvarea persoanelor juridice prin judecată, tribunalul competent va fi acel civil dela sediul persoanei.

Acest tribunal este competent și în cazul când persoana juridică, pierzându-și personalitatea de plin drept, nu poate consimți să pună capăt activității sale.

Chemarea în judecată se face la stăruința oricărei persoane interesate.

Procedura va fi de urgență; termenul de primă înfățișare va fi de cel mult 15 zile libere dela data primirii citației. Judecata se va face cu precădere.

Hotărîrea va fi fără drept de opoziție, cu apel în termen de 20 zile, dela pronunțare.

Curtea se va pronunță de urgență și cu precădere, fără drept de opoziție.

*Art. 97.* — Litigiile între asociațiune și asociați se judecă tot de tribunalul dela sediul principal al asociațiunii.

Toate celelalte litigii ce eventual s'ar ivi în timpul funcționării sau lichidării, se vor judeca potrivit dreptului comun, însă pentru toate instanțele cu termenele prescurtate așa cum se arată în art. 901—905 din actualul cod comercial din vechiul Regat, care



în privința acestor termene în materia persoanelor juridice se va aplica pe întreg teritoriul Statului Român.

*Art. 98.* — Ministerul public va pune concluziuni ca parte alăturată în toate chestiunile ce interesează o persoană juridică, în afară de cazurile în cari i se atribue prin legea de față rolul de o parte principală. În fața comisiunii superioare a persoanelor juridice concluziunile sunt puse de procurorul general al Inaltei Curți de casație.

## CAPTOLIUL VI

### Comisiunea superioară a persoanelor juridice.

*Art. 99.* — Pe lângă ministerul de justiție va funcționa o comisiune superioară a persoanelor juridice care va îndeplini atribuțiile prevăzute în art. 19, 26, 27, 76, 78, 82, 101, 102, 103 din legea de față și orice alte atribuțiuni ce i se vor mai da prin legi și regulamente.

Secretarul comisiunii va înscrie într'un registru general toate persoanele juridice din țară căzând sub prevederile legii de față. În acest scop, fiecare departament este obligat să comunice comisiunii superioare tabloul persoanelor juridice ce cad sub supravegherea și controlul lor, și în fiecare an modificările ce ar trebui aduse acestor tablouri fie prin înscrierea noilor persoane juridice recunoscute, fie prin radierea acelorora cărora li s'a ridicat această calitate.

*Art. 100.* — Comisiunea superioară a persoanelor juridice va funcționa sub președinția I. P. S. S. Mitropolitul Primat, în lipsa sa, a ministrului de justiție, și va fi compusă din membrii următori:

1. Ministrul justiției;
2. Ministrul departamentului sau ministrii departamentelor cari reprezintă interesele servite de asociațiunea sau fundațiunea interesată în chestiunea dedusă înaintea comisiunii;
3. Prim-președintele Inaltei Curți de Casație și justiție sau, în caz de împiedecare, de cel mai vechiu președinte de secțiune al aceleiași Inalte Curți;
4. Președintele Inaltei Curți de Conturi și în caz de împiedecare, un consilier delegat de președinte;
5. Directorul general sau administratorul instituției de Stat, care servește interesul similar celui servit de asociația sau fundația adusă înaintea comisiunii;
6. Președintele Academiei Române și în caz de împiedecare, un membru delegat de președinte;
7. Un efor delegat al Eforiei spitalelor civile;
8. Doi efori, epitropi, sau administratori ai uneia din cele mai importante persoane juridice din țară, numiți de ministrul justiției și prin decret regal;

9. Directorul afacerilor judiciare din ministerul de justiție care îndeplinește și oficiul de secretar al comisiunii;

10. Un rector de universitate numit de ministru;

11. Doi dintre cei mai renumiți juriști din țară.

Procurorul general al Curții de casație face parte din comisiune numai cu vot consultativ. Mandatul membrilor numiți de ministrul justiției se dă pe o perioadă de cinci ani.

*Art. 101.* — Comisiunea lucrează cu majoritatea membrilor prezenți, după regulamentul de aplicațiune al legii.

Toate deciziunile se dau înscris și motivat.

Comisiunea este ținută de a chema pe reprezentantul autorizat al persoanei juridice interesate. Neprezentarea persoanei juridice nu dă dreptul la o a doua chemare.

Pentru pregătirea lucrărilor, comisiunea poate să aleagă din sânul său o delegațiune permanentă compusă din cel mult trei membri.

Comisiunea poate forma din sânul său o delegațiune permanentă compusă din cel mult trei membri în vederea anchetelor sau culegerii informațiilor necesare hotărârilor sale și supravegherea executării acestor hotărâri.

Nici într'un caz însă această delegațiune permanentă nu poate da deciziunile cari sunt exclusiv de competența comisiunii plene.

## CAPITOLUL VII.

### Uniunile, federațiile sau grupările de persoane juridice.

*Art. 102.* — Două sau mai multe persoane juridice se vor putea constitui în uniuni sau federațiuni.

Aceste uniuni sau federațiuni nu pot dobândi personalitatea juridică decât dela Curtea de apel în circumscripția căreia urmează ca uniunea sau federația să-și aibă sediul principal.

Avizul comisiunii superiare a persoanelor juridice se va cere obligator în toate cazurile.

Personalitatea juridică nu se poate recunoaște decât dacă se constată, din punctul de vedere al realizării scopului general urmărit, necesitatea uniunii sau federalizării.

*Art. 103.* — Procedura pentru dobândirea personalității juridice este aceea prevăzută la art. 3 din această lege.

Reprezentanții uniunii sau federației sunt obligați ca la cererea de recunoaștere și înscriere să indice numărul, numele și sediul persoanelor juridice cari o formează și copii de pe deciziunile prin cari s'a recunoscut fiecărei personalitatea juridică.

*Art. 104.* — Statutele uniunilor, federativelor sau grupărilor de persoane juridice trebuie să cuprindă regulele după cari aceste

persoane juridice aderente vor fi reprezentate în consiliul de administrație și în adunările generale ale acelor uniuni, federații sau grupări.

Statutele vor trebui să cuprindă și condițiunile sub cari se face aderarea.

Cererea lor de înscriere nu va fi admisă în caz de neobservarea acestor dispoziții.

## CAPITOLUL VIII.

### Dispozițiuni finale.

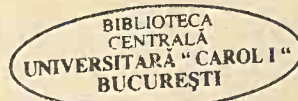
*Art. 105.* — Un regulament va determina în amănunt modul de aplicare al prezentei legi.

*Art. 106.* — Dispozițiunile de sub art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 44, 45, 53, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, și 104, sunt de ordine publică.

Legile speciale privitoare la asociațiuni sau sindicate profesionale rămân în vigoare, întrucât nu contravin dispozițiunilor de ordine publică din legea de față.

*Art. 107.* — Orice dispozițiuni contrarii acestei legi sunt și rămân abrogate.

Sfârșitul volumului VI.



# TABLA MATERIILOR

## CUPRINSE IN VOLUMUL VI

	Pag.
Index bibliografic al operelor consultate și la cari s'au făcut trimeteri . . . . .	V
Prescurtări . . . . .	IX

### CARTEA II

#### Despre bunuri și despre osebitele modificațiuni ale proprietății.

TITLUL I. — Despre distincțiunea bunurilor (art. 461—479) . . . . .	1
<i>Capitolul I.</i> — Despre imobili (art. 462—471) . . . . .	2
— <i>II.</i> — Despre mobili (art. 472—474) . . . . .	27
— <i>III.</i> — Despre bunuri în raportul lor cu cei ce le posed (art. 475—479) . . . . .	32
TITLUL II. — Despre proprietate (art. 480—516) . . . . .	40
<i>Capitolul I.</i> — Despre dreptul de accesiune asupra celor produse de lucru (art. 483—487) . . . . .	55
— <i>II.</i> — Despre dreptul de accesiune asupra celor unite și încorporate de lucru (art. 488—516) . . . . .	69
Secțiunea I. — Despre dreptul de accesiune relativ la lucrurile imobile (art. 489—503) . . . . .	70
—    II. — Despre dreptul de accesiune relativ la lucrurile mișcătoare (art. 504—516) . . . . .	103
TITLUL III. — Despre uzufruct, despre uz și despre abitațiune (art. 517—575) . . . . .	110
<i>Capitolul I.</i> — Despre uzufruct (art. 517—564) . . . . .	110
Secțiunea I. — Despre drepturile uzufructuarului (art. 521—539) . . . . .	121
—    II. — Despre obligațiunile uzufructuarului (art. 540—556) . . . . .	159
—    III. — Despre stingerea uzufructului (art. 557—564) . . . . .	192
<i>Capitolul II.</i> — Despre uz și abitațiune (art. 565—575) . . . . .	208
TITLUL IV. — Despre servitadini (art. 576—643) . . . . .	210
<i>Capitolul I.</i> — Despre servitadini ce se nasc din situațiunea locurilor (art. 578—585) . . . . .	223
— <i>II.</i> — Despre servitadini stabilite de lege (art. 586—619) . . . . .	246
Secțiunea I. — Despre zidul și șanțul comun (art. 590—609) . . . . .	249
—    II. — Despre distanța și lucrările intermediare cerute pentru oarecari construcțiuni (art. 610) . . . . .	279
—    III. — Despre vederea în proprietatea vecinului (art. 611—614) . . . . .	281
—    IV. — Despre picătura streșinilor (art. 615) . . . . .	288
—    V. — Despre dreptul de trecere (art. 616—619) . . . . .	289
<i>Capitolul III.</i> — Despre servitadinele stabilite prin faptul omului (art. 620—643) . . . . .	298
Secțiunea I. — Despre osebitele feluri de servituți ce se pot stabili asupra bunurilor (art. 620—622) . . . . .	298
—    II. — Despre modul cu care se stabilesc servituțile (art. 623—629) . . . . .	304
—    III. — Despre drepturile proprietarului fondului cărui se cuvine servitutea (art. 630—635) . . . . .	317
—    IV. — Despre modul stingerei servituților (art. 636—643) . . . . .	327

### CARTEA III

#### Despre diferitele moduri prin cari se dobândește proprietatea.

Dispozițiuni generale (art. 644—649) . . . . .	338
TITLUL I. — Despre succesiuni (art. 650—799) . . . . .	350

TABLA MATERIILOR

	<u>Pag</u>
<i>Capitolul I.</i> — Despre deschiderea succesiunilor (art. 651—653) . . . . .	350
— <i>II.</i> — Despre calitățile cerute pentru a succede (art. 654—658) . . . . .	361
— <i>III.</i> — Despre deosebite ordine de succesiune (art. 659—676) . . . . .	370
<i>Secțiunea I.</i> — Dispozițiuni generale (art. 659—663) . . . . .	370
— <i>II.</i> — Despre reprezentatiune (art. 664—668) . . . . .	373
— <i>III.</i> — Succesiunile deferite descendenților (art. 669) . . . . .	378
— <i>IV.</i> — Despre succesiunile deferite ascendenților (art. 670—671) . . . . .	379
— <i>V.</i> — Despre succesiunile colaterale (art. 672—676) . . . . .	381
<i>Capitolul IV.</i> — Despre succesiunile neregulate (art. 677—684) . . . . .	386
<i>Secțiunea I.</i> — Despre drepturile copiilor naturali asupra bunurilor mamei lor și despre succesiunea copiilor naturali morți fără posteritate (art. 677—678) . . . . .	386
— <i>II.</i> — Despre succesiunea soțului supraviețuitor și despre a Sta- tului (art. 679—683) . . . . .	390
— <i>III.</i> — Despre dreptul de moștenire al femeiei când se află în concurență cu descendenții sau alte rude care sunt chemate după legi la succesiunea soțului ei mort (art. 684) . . . . .	398
<i>Capitolul V.</i> — Despre acceptațiunea și repudierea moștenirilor (art. 685—727) . . . . .	402
<i>Secțiunea I.</i> — Despre acceptațiune (art. 685—694) . . . . .	402
— <i>II.</i> — Despre renunțarea la succesiune (art. 695—703) . . . . .	422
— <i>III.</i> — Despre beneficiul de inventariu, despre efectele sale și despre obligațiunile eredelui beneficiar (art. 704—723) . . . . .	440
— <i>IV.</i> — Despre succesiunile vacante (art. 724—727) . . . . .	471
<i>Capitolul VI.</i> — Despre împărțire și despre raporturi (art. 728—799) . . . . .	477
<i>Secțiunea I.</i> — Despre împărțirea succesiunilor (art. 728—750) . . . . .	477
— <i>II.</i> — Despre raporturi (art. 751—773) . . . . .	514
— <i>III.</i> — Despre plata datoriilor (art. 774—785) . . . . .	548
— <i>IV.</i> — Despre efectele împărțelei și despre garanția părților (art. 786—789) . . . . .	581
— <i>V.</i> — Despre desființarea sau resciziunea împărțelei (art. 790—793) . . . . .	601
— <i>VI.</i> — Despre împărțeala făcută de tată, de mamă sau de alți ascendenți între descendenți lor (art. 794—799) . . . . .	609
<i>TITLUL II.</i> — Despre donațiuni între vii și despre testamente (art. 800—941) . . . . .	628
<i>Capitolul I.</i> — Dispozițiuni generale (art. 800—805) . . . . .	628
— <i>II.</i> — Despre capacitatea de a dispune sau de a primi prin dona- țiune între vii sau prin testament (art. 806—812) . . . . .	647
<i>Lege pentru persoanele juridice</i> . . . . .	675

VERIFICAT  
1987



VERIFICAT  
2007

VERIFICAT